JX
142
.M375

NOUVEAU RECUEIL GÉNÉRAL DE TRAITÉS.

TOME XVI.

MARTENS.

Digitized by Google

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

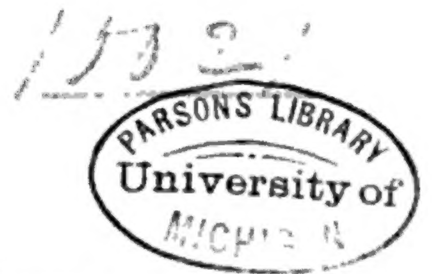
G. FR. DE MARTENS.

PAR

CHARLES SAMWER.

TOME TROISIÈME.

Première Partie.



NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS,
CONVENTIONS ET AUTRES TRANSACTIONS REMARQUABLES,

SERVANT À LA CONNAISSANCE DES RELATIONS
ÉTRANGÈRES DES PUISSANCES ET ÉTATS
DANS LEURS RAPPORTS MUTUELS.

RÉDIGÉ SUR COPIES, COLLECTIONS ET
PUBLICATIONS AUTHENTIQUES.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL
DE
G. FR. DE MARTENS.

PAR

CHARLES SAMWER.

Tome XVI.
Partie I.

GOTTINGUE,
LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1858.

Digitized by Google

I.

Déclaration, signée à Londres, le 19 juin 1847, par les plénipotentiaires de France et de Grande Bretagne, relative à l'indépendance des îles de Huahine, Raiatea et Borabora.

Texte français.

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté le Roi des Français, désirant écarter une cause de discussion entre leurs Gouvernemens respectifs, au sujet des îles de l'Océan Pacifique désignées ci-après, ont cru devoir s'engager réciproquement:

1. A reconnaître formellement l'indépendance des Iles de Huahine, Raiatea, et Borabora (sous le vent de Tahiti) et des petites îles adjacentes qui dépendent de celles-ci.

2. A ne jamais prendre possession des dites îles, ou d'une ou plusieurs d'entre elles, soit absolument, soit à titre de Protectorat, ou sous aucune autre forme quelconque.

3. A ne jamais reconnaître qu'un Chef ou Prince régnant à Tahiti puisse en même tems régner sur une ou plusieurs des autres îles susdites; et réciproquement, qu'un Chef ou Prince régnant dans une ou plusieurs de ces dernières, puisse régner en même tems à Tahiti; l'indépendance réciproque des îles désignées ci-dessus, et de l'Ile de Tahiti et dépendances, étant posée en principe.

Les Soussignés, Principal Secrétaire d'État pour les Affaires Etrangères de Sa Majesté Britannique, et le Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Français près la Cour de Londres, munis des pouvoirs nécessaires, déclarent en conséquence par les présentes, que leurs dites Majestés prennent réciproquement cet engagement.

En foi de quoi les Soussignés ont signé la présente Déclaration, et y ont fait apposer le sceau de leurs armes.

Fait double à Londres, le 19 Juin, l'an de grâce 1847.

(L. S.) *Jarnac.* (L. S.) *Palmerston.*

Texte anglais.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the King of the French, being desirous of removing a cause of discussion between their respective Governments, relative to the islands in the Pacific Ocean which are hereinafter designated, have thought proper reciprocally to engage:

1. Formerly to acknowledge the independence of the Islands of Huahine, Raiatea, and Borabora (to the leeward of Tahiti), and of the small islands adjacent to and dependent upon those islands.

2. Never to take possession of the said islands, nor of any one or more of them, either absolutely, or under the title of a Protectorate, or in any other form whatever.

3. Never to acknowledge that a Chief or Prince reigning in Tahiti can at the same time reign in any one or more of the other islands above mentioned; nor, on the other hand, that a Chief or Prince reigning in any one or more of those other islands can reign at the same time in Tahiti; the reciprocal independence of the islands above mentioned, and of the Island of Tahiti and its dependencies, being established as a principle.

The Undersigned, Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, and the Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of the French at the Court of London, being furnished with the necessary powers, hereby declare, in consequence, that their said Majesties take reciprocally that engagement.

In witness whereof the Undersigned have signed the present Declaration, and have affixed thereto the seals of their arms.

II.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et le Chili, signé à Santiago, le 15 septembre 1846, suivi d'articles additionnels signés à Santiago, le 30 juin 1852).*

Au nom de la sainte trinité.

De nombreuses relations de commerce étant établies, depuis plusieurs années, entre les États de Sa Majesté le roi des Français et la république du Chili, il a été jugé utile d'en régulariser l'existence, d'en favoriser le développement et d'en perpétuer la durée par un traité d'amitié, de commerce et de navigation, fondé sur l'intérêt commun des deux pays, et propre à faire jouir les sujets et citoyens respectifs d'avantages égaux et réciproques.

D'après ce principe et à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le roi des Français, le sieur Henri Scévole de Cazotte, chevalier de l'ordre royal de la Légion d'honneur, son chargé d'affaires et consul général au Chili;

Et le président de la république du Chili, le sieur Manuel Montt, ministre secrétaire d'État au département des relations extérieures et de l'intérieur de ladite république;

Lesquels, après avoir échangé les copies authentiques de leurs pleins pouvoirs, trouvées en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre Sa Majesté le roi des Français, ses héritiers et successeurs, d'une part, et le président de la république du Chili, d'autre part, et entre les sujets et citoyens des deux États, sans exception de personnes ni de lieux.

---

*) Les ratifications de ce traité n'ont été échangées que le 12 mai 1853. On était convenu d'articles additionnels à Santiago le 9 Janvier 1847, à Paris le 7 octobre 1849 et encore à Santiago le 30 juin 1852. Mais ces derniers sont les seuls qui aient été ratifiés par les deux parties; ceux de 1847 et de 1849 n'ont jamais reçu un caractère obligatoire.

Art. 2. Les Français au Chili, et les Chiliens en France, pourront réciproquement, et en toute liberté, entrer avec leurs navires et cargaisons dans tous les lieux, ports et rivières des deux États qui sont ou seront ouverts au commerce étranger.

Ils pourront faire le commerce d'échelle dans les ports ouverts à cet effet pour décharger partiellement les cargaisons par eux apportées de l'étranger, ou pour former successivement leurs cargaisons de retour, mais ils n'auront pas la faculté d'y décharger les marchandises qu'ils auraient reçues dans un autre port du même État, ou, autrement, de faire le cabotage, que chacune des parties contractantes se réserve de régler d'après ses propres lois.

Ils pourront, comme les nationaux, sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consignations, tant de l'intérieur que des pays étrangers, et être admis comme cautions en douane, quand il y aura plus d'un an qu'ils seront établis sur les lieux, et que les biens fonciers ou mobiliers qu'ils y posséderont, présenteront une garantie suffisante.

Ils seront entièrement libres de faire leurs affaires, de se présenter en douane, devant les tribunaux et dans toutes les administrations publiques, soit par eux-mêmes, soit par l'entremise des agents consulaires de leur nation. Ils pourront aussi se faire représenter par d'autres personnes, en se conformant aux lois en vigueur dans les pays respectifs. Ils seront également libres, dans tous leurs achats comme dans toutes leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux, soit qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer aux lois et aux règlements du pays.

Ils ne seront d'ailleurs assujettis, dans aucun cas, à d'autres ou à de plus fortes charges, impôts ou contributions, que ceux payés par les sujets ou citoyens de la nation étrangère, la plus favorisée en comprenant, pour le Chili, dans lesdits impôts, le droit de patente que payent les commerçants et trafiquants étrangers.

Art. 3. Les sujets ou citoyens respectifs jouiront, dans les deux États, d'une complète et constante protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront

un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits. Ils seront maîtres d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeront à propos. Enfin ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et priviléges accordés aux nationaux eux-mêmes.

Ils seront d'ailleurs exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, ainsi que de toutes contributions de guerre, emprunts forcés, réquisitions militaires pour quelque motif que ce soit, et, dans tous les autres cas, ils ne pourront être assujettis pour leurs propriétés, soit mobilières, soit immobilières, à d'autres droits, réquisitions ou impôts que ceux qui seraient payés par les sujets ou citoyens de la nation étrangère la plus favorisée, sans exception.

Les sujets ou citoyens de l'une des parties contractantes qui résideraient dans l'étendue des domaines ou sur le territoire de l'autre, ne seront assujettis à aucune visite ou perquisition vexatoire; il ne sera fait de leurs livres aucun examen ou inspection arbitraire, excepté en cas de trahison, de contrebande et autres crimes, pour lesquels lesdites visite, perquisition, examen ou inspection ont lieu en vertu des ordres de l'autorité compétente; lesdites visite, perquisition, examen ou inspection étant alors pratiqués dans les formes légales et en présence du consul ou vice-consul de la nation à laquelle appartiendrait l'inculpé, ou en présence de son délégué ou représentant, s'il y en avait un sur les lieux, et pourvu qu'il se prêtât à concourir à cet acte, dans le délai indiqué par l'autorité qui aurait ordonné la visite.

Art. 4. Les sujets ou citoyens des deux États jouiront respectivement d'une liberté de conscience pleine et entière, et ils pourront exercer leur culte de la manière que le permettront la constitution et les lois du pays où ils se trouveront.

Art. 5. Les Français au Chili, et les Chiliens en France, pourront acquérir toute espèce de biens, par vente, échange, donation, testament, et par toute autre voie, de la même manière que les habitants du pays.

Les héritiers ou légataires ne seront pas tenus à acquitter sur les biens qui leur seraient échus par héritage ou legs, des droits autres ou plus élevés que ceux qui

seraient supportés, dans des cas semblables, par les nationaux eux-mêmes.

Art. 6. Les sujets de l'un et de l'autre État ne pourront être respectivement soumis à aucun embargo, ni être retenus avec leurs navires, cargaisons, marchandises ou effets, pour une expédition militaire quelconque, ni pour quelque usage public ou particulier que ce soit, sans une indemnité débattue et fixée préalablement par les parties intéressées, comme une compensation suffisante de cet usage, et comme indemnité des torts, pertes, retard et dommages qui résulteront du service auquel ils seront obligés.

Art. 7. Pour la plus grande sécurité du commerce entre les sujets de S. M. le roi des Français et les citoyens de la république du Chili, il est convenu que si, malheureusement, les relations pacifiques qui existent entre les deux parties contractantes venaient à être rompues, il sera accordé aux sujets ou citoyens de chacune d'elles, résidant sur les côtes des domaines et territoires de l'autre, un terme de six mois, et à ceux qui se trouveront dans l'intérieur du pays, d'une année entière, pour régler leurs affaires et pour disposer de leurs propriétés; et, en outre, un sauf-conduit leur sera délivré pour s'embarquer dans tel port qu'ils indiqueront de leur propre gré, et seulement dans le cas où ils ne se comporteraient pas d'une manière pacifique, ou s'ils commettaient quelque infraction aux lois, ils pourraient être contraints à sortir du pays avant le terme desdits délais, et, même le cas échéant de cette rupture, tous les autres sujets ou citoyens des deux parties contractantes qui seront établis sur le territoire ou dans l'étendue des domaines de l'autre, et qui y exerceront quelque profession ou commerce spécial, pourront continuer de résider ou d'exercer lesdites professions ou commerce sans aucun empêchement et avec la possession pleine et entière de leur liberté et de leurs biens, tant qu'ils se comporteront d'une manière pacifique et ne commettront aucune offense contre les lois du pays; enfin, leurs propriétés ou biens, de quelque nature qu'ils puissent être, soit en leur possession, soit à la charge d'autres individus ou de l'État, ne seront assujettis à aucune saisie ou séquestre, ni à d'autres charges ou impositions que celles qui seraient exigées sur des biens ou effets semblables, appartenant aux sujets ou citoyens mêmes des domaines ou territoi-

res sur lesquels lesdits sujets ou citoyens résideraient. De même, les dettes entre particuliers, non plus que les fonds publics ni les actions de compagnies, ne pourront jamais être saisis, séquestrés ou confisqués.

Art. 8. Le commerce français au Chili, et le commerce chilien en France, seront traités, sous le rapport des droits de douane, tant à l'importation qu'à l'exportation, comme celui de la nation étrangère la plus favorisée.

Dans aucun cas, les droits d'importation imposés en France sur les produits du sol ou de l'industrie du Chili, et au Chili sur les produits du sol ou de l'industrie de la France, ne pourront être autres ou plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produits importés par la nation la plus favorisée. Le même principe sera observé pour l'exportation.

La quotité des droits sur les marchandises taxées à la valeur sera déterminée par les lois et usages du pays respectif.

Aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des deux pays qu'elle ne soit également étendue à tous les autres États.

Les formalités qui pourraient être requises pour justifier de l'origine et de la provenance des marchandises respectivement importées dans l'un des deux États seront également communes à toutes les autres nations.

Art. 9. Les produits du sol et de l'industrie de chacun des deux pays, importés sous le pavillon de l'un des deux pays dans les ports de l'autre, ne supporteront, à raison du mode de transport, d'autres surtaxes que celles qui sont ou seraient imposées dans les mêmes cas sur les produits de la nation la plus favorisée.

De même, les produits exportés acquitteront les mêmes droits et jouiront des mêmes franchises, allocations et restitutions de droits qui sont ou pourraient être réservés aux exportations faites sur les bâtiments de la nation la plus favorisée.

Art. 10. Les navires français arrivant dans les ports du Chili ou en sortant, et les navires chiliens à leur entrée dans les ports de France ou à leur sortie, ne seront assujettis à d'autres ni à de plus forts droits de tonnage, de phare, de port, de pilotage, de quarantaine ou autres affectant le corps du bâtiment, que ceux auxquels sont ou seront assujettis les navires de la nation la plus favorisée.

Néanmoins, si le traitement national venait à être accordé par le Chili à une autre nation, la France devrait en jouir par ce seul fait, sous la condition d'une parfaite réciprocité.

Les droits de tonnage et autres, qui se prélèvent en raison de la capacité des navires, seront d'ailleurs perçus en France, pour les navires chiliens, d'après le registre chilien du navire, et pour les navires français au Chili, d'après le congé ou passe-port français du navire.

Art. 11. Les navires respectifs qui, par quelque accident inévitable et de force majeure, relâcheraient dans les ports ou sur les côtes de l'un ou de l'autre État, ne seront assujettis à aucun droit de navigation, sous quelque dénomination que ces droits soient respectivement établis, sauf les droits de pilotage et autres de même nature, représentant le salaire de services rendus par des industries privées, pourvu que ces navires n'effectuent aucun chargement ou déchargement de marchandises.

Il leur sera permis de déposer à terre les marchandises composant leur chargement, ou de les transborder sur d'autres navires, pour éviter qu'elles ne dépérissent, et il ne sera exigé d'eux d'autres droits que ceux relatifs au loyer des magasins et des chantiers publics qui seraient nécessaires pour déposer les marchandises et pour réparer les avaries du bâtiment.

Art. 12. Seront considérés comme français au Chili, et comme chiliens en France, les bâtiments qui navigueront sous les pavillons respectifs, et qui seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés par les lois de chacun des deux États pour la justification de la nationalité des navires de commerce.

Les deux parties contractantes se réservent, d'ailleurs, le droit, si les intérêts de leur navigation venaient à souffrir de la teneur de cet article, d'y apporter, d'un commun accord, les modifications qui leur paraîtraient convenables aux termes de leur législation respective.

Art. 13. Les navires, marchandises et effets appartenant aux sujets ou citoyens respectifs, qui auraient été pris par les pirates et conduits ou trouvés dans les ports de la domination de l'un ou de l'autre pays, seront remis à leurs propriétaires (en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise qui seront déterminés par les tribunaux respectifs), lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant les tribunaux, et sur la réclamation qui devra en

être faite, dans le délai de deux ans, par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. 14. Les bâtiments de guerre et les paquebots de l'État de l'une des deux puissances pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre puissance dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée; ils y seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes avantages.

Art. 15. S'il arrive que l'une des deux parties contractantes soit en guerre avec quelque pays tiers, l'autre partie ne pourra, dans aucun cas, autoriser ses nationaux à prendre ni à accepter des commissions ou lettres de marque pour agir hostilement contre la première, ou pour inquiéter le commerce ou les propriétés de ses sujets.

Art. 16. Les deux parties contractantes adoptent, dans leurs relations mutuelles, le principe que le pavillon couvre la marchandise. Si l'une des deux parties reste neutre quand l'autre est en guerre avec quelque autre puissance, les marchandises couvertes du pavillon neutre sont aussi réputées neutres, même quand elles appartiendraient aux ennemis de l'autre partie contractante.

Il est également convenu que la liberté du pavillon assure aussi celle des personnes, et que les individus appartenant à une puissance ennemie, qui seraient trouvés à bord d'un bâtiment neutre, ne pourront pas être faits prisonniers, à moins qu'ils ne soient militaires et actuellement engagés au service de l'ennemi.

En conséquence du même principe sur l'assimilation du pavillon et de la marchandise, la propriété neutre, trouvée à bord d'un bâtiment ennemi, sera considérée comme ennemie, à moins qu'elle n'ait été embarquée dans ce navire avant la déclaration de guerre, ou avant qu'on eût connaissance de cette déclaration dans le port d'où le navire est parti.

Les deux parties contractantes n'appliqueront ce principe, en ce qui concerne les autres puissances, qu' à celles qui le reconnaîtront également.

Art. 17. Dans le cas où l'une des parties contractantes serait en guerre avec une autre puissance, et où ses bâtiments auraient à exercer en mer le droit de visite, il est convenu que, s'ils rencontrent un navire appartenant à l'autre partie demeurée neutre, ils y enverront, dans

leur canot, deux vérificateurs chargés de procéder à l'examen des papiers relatifs à sa nationalité et à son chargement. Les commandants seront responsables, dans leurs personnes et leurs biens, de toute vexation ou acte de violence qu'ils commettraient ou toléreraient à cette occasion.

La visite ne sera permise qu'à bord des bâtiments qui navigueraient sans convoi: il suffira, lorsqu'ils seront convoyés, que le commandant du convoi déclare, verbalement et sur sa parole d'honneur, que les navires placés sous sa protection et sous son escorte, appartiennent à l'État dont il arbore le pavillon, et qu'il déclare, lorsque ces navires sont destinés pour un port ennemi, qu'ils n'ont pas de contrebande de guerre.

Art. 18. Dans le cas où l'un des deux États serait en guerre avec quelque autre puissance, nation ou État, les sujets de l'autre État pourraient continuer leur commerce et navigation avec ces mêmes États, excepté avec les villes ou ports qui seraient réellement bloqués ou assiégés.

Bien entendu que cette liberté de commerce et de naviguer ne s'étendra pas aux articles réputés contrebande de guerre, bouches et armes à feu, armes blanches, projectiles, poudre, salpêtre, objets d'équipement militaire et tous instruments quelconques fabriqués à l'usage de la guerre.

Dans aucun cas, un bâtiment de commerce, appartenant à des sujets de l'un des deux États, qui se trouvera expédié par un port bloqué par l'autre État, ne pourra être saisi, capturé et condamné, si, préalablement, il ne lui a été fait une notification ou signification de l'existence du blocus par quelque bâtiment faisant partie de l'escadre ou division de ce blocus. Et pour qu'on ne puisse alléguer une prétendue ignorance des faits, et que le navire qui aura été dûment averti soit dans le cas d'être capturé, s'il vient ensuite à se représenter devant le même port, pendant le temps que durera le blocus, le commandant du bâtiment de guerre qui le rencontrera d'abord, devra apposer son visa sur les papiers de ce navire, en indiquant le jour, le lieu ou la hauteur où il l'aura visité et lui aura fait la signification en question, laquelle contiendra, d'ailleurs, les mêmes indications que celles exigées pour le visa.

Art. 19. Il pourra être établi des consuls de chacun

des deux pays dans l'autre pour la protection du commerce. Ces agents n'entreront en fonctions qu' après en avoir obtenu l'autorisation du gouvernement territorial. Celui-ci conservera, d'ailleurs, le droit de déterminer les résidences où il lui conviendra d'admettre les consuls; bien entendu que, sous ce rapport, les deux Gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leurs pays à toutes les nations.

Art. 20. Les consuls, leurs chanceliers et leurs secrétaires seront exempts de tout service public, et, également, de toute espèce de droits, impositions et contributions, à l'exception des charges qu'ils doivent supporter pour raison de commerce ou de propriété, et auxquels sont soumis les nationaux et les étrangers étant obligés de se conformer en tout aux lois des pays respectifs.

Les consuls, leurs chanceliers et leurs secrétaires jouiront, d'ailleurs, de tous les autres priviléges et immunités qui pourront être accordés dans leur résidence aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Art. 21. Les archives, et, en général, tous les papiers des chancelleries des consulats respectifs seront inviolables; et, sous aucun prétexte, ni dans aucun cas, ils ne pourront être saisis ni visités par l'autorité locale.

Art. 22. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires, la sûreté des marchandises, biens et effets, les sujets ou citoyens des deux pays seront respectivement soumis aux lois et statuts du territoire. Cependant les consuls respectifs seront exclusivement chargés de la police interne des navires de commerce de leur nation, et les autorités locales ne pourront y intervenir.

Art. 23. En cas de décès de leurs nationaux, les consuls respectifs en seront avertis le plus tôt possible par l'autorité locale compétente; ils pourront croiser de leurs scellés ceux qui auraient été déjà mis par cette autorité, et, dans ce dernier cas, les doubles scellés ne pourront être levés que de concert. Ils seront de droit les représentants de ceux de leurs nationaux qui pourraient être intéressés dans une succession, et qui, ne se trouvant sur les lieux où la succession est ouverte, n'auraient pas constitué de mandataire. En cette qualité, ils exerceront les mêmes droits que l'héritier aurait pu

exercer lui-même, moins celui de recevoir les fonds ou effets provenant de la succession. Pour les recevoir, il sera nécessaire qu'ils soient porteurs d'une procuration spéciale. Lesdits fonds ou effets, jusqu'à la réception de cette procuration, seront déposés entre les mains d'une personne au choix du consul et de l'autorité locale; ils pourront enfin, quand ils y seront invités par leurs nationaux, intervenir dans les inventaires, estimations, nominations de dépositaires et autres actes semblables, pour que les droits de leur nationaux soient protégés.

Art. 24. Lesdits consuls généraux, consuls ou vice-consuls pourront requérir l'assistance des autorités locales pour faire arrêter, détenir et garder en prison les déserteurs, tant de la marine militaire que de la marine marchande de leur nation. A cet effet, ils s'addresseront par écrit aux tribunaux, juges et autorités compétentes, et justifieront par l'exhibition des registres du bâtiment, du rôle d'équipage, ou autres documents authentiques, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage; sur cette demande ainsi justifiée (moins cependant quand le contraire pourra être prouvé), la remise ne pourra leur être refusée. Les déserteurs, aussitôt qu'ils seront arrêtés, seront mis à la disposition desdits consuls généraux, consuls ou vice-consuls, et pourront être déposés dans les prisons publiques, sur la demande et aux frais des réclamants, pour être envoyés à bord des bâtiments auxquels ils appartiennent, ou sur d'autres de la même nation. Si, pourtant, ils n'étaient pas embarqués dans un délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Il est bien entendu que, s'il venait à être découvert que le déserteur eût commis quelque crime ou délit, on pourra différer sa remise jusqu' après l'exécution de la sentence qui aurait été prononcée par le tribunal compétent.

Art. 25. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, les chargeurs et les assureurs, les avaries que les navires des deux pays auraient éprouvées en mer, en se rendant dans les ports respectifs, seront réglées par les consuls de leur nation, à moins, cependant, que des sujets ou citoyens du pays où réside le consul, ou d'autres étrangers qui ne soient pas de la nation du consul, ne se trou-

vassent intéressés dans ces avaries; car, dans ce cas, le règlement des avaries appartiendra aux autorités locales.

Art. 26. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés ou échoués sur les côtes du Chili seront dirigées par les consuls de France, et, réciproquement, les consuls chiliens dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de France.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est, de plus, convenu que les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 27. Les droits établis par le présent traité en faveur des sujets français sont et demeurent communs aux habitants des colonies et possessions françaises, et, réciproquement, les sujets chiliens jouiront, dans les colonies et possessions françaises, des avantages qui sont ou seront accordés au commerce et à la navigation de la nation la plus favorisée.

Art. 28. Il est formellement convenu entre les deux parties contractantes qu'indépendamment des stipulations qui précèdent, les agents diplomatiques et consulaires, les sujets de toutes classes, les navires, les chargements et les marchandises de l'un des deux États jouiront de plein droit, dans l'autre, des franchises, priviléges et immunités quelconques, consentis ou à consentir en faveur de la nation la plus favorisée; et ce gratuitement si la concession est gratuite, ou avec la même compensation si la concession est conditionnelle.

Art. 29. Le présent traité sera en vigueur pendant dix ans à compter du jour de l'échange des ratifications; et si, douze mois avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, ledit traité restera encore obligatoire pendant une

année, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Il est bien entendu que, dans le cas où cette déclaration viendrait à être faite par l'une ou l'autre des parties contractantes, les dispositions du traité relatives au commerce et à la navigation seraient seules considérées comme ayant cessé et expiré; mais qu'à l'égard des autres articles qui concernent les relations de paix et d'amitié, le traité n'en resterait pas moins perpétuellement obligatoire pour les deux puissances.

Art. 30. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Santiago dans le délai de deux ans ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous soussignés, plénipotentiaires de S. M. le roi des Français et de la république du Chili, avons signé et scellé de notre cachet, en vertu de nos pleins pouvoirs, le présent traité d'amitié, de commerce et de navigation.

Fait et arrêté en triple original dans cette ville de Santiago du Chili, le 15 septembre de l'année de Notre Seigneur mil huit cent quarante-six.

(L. S.) Signé: *Cazotte.*

(L. S.) Signé: *Manuel Montt.*

Articles additionnels.

Quelques doutes s'étant élevés quant au véritable sens et à l'esprit de certaines dispositions renfermées dans le traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu à Santiago, le 15 septembre 1846, entre la France et le Chili, il a paru utile, au moment d'échanger les ratifications dudit traité, d'en préciser le sens; et à cet effet, les deux gouvernements ont nommé leurs plénipotentiaires respectifs, savoir:

Le gouvernement de la république française, le sieur Henri-Scévole de Cazotte, son chargé d'affaires et consul général au Chili;

Et le président de la république du Chili, le sieur Antoine Varas, ministre de l'intérieur et des relations extérieures;

Lesquels, après avoir examiné leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des points suivants:

Articles additionnels.

1. Le gouvernement chilien, prenant en consideration l'uniformité du système de patente en vigueur en France, se plaît à déclarer que si, pendant la durée du traité du 15 septembre 1846, le tarif des patentes venait à subir au Chili des altérations quant à son échelle progressive, ces altérations seront combinées de manière à ne pas modifier au préjudice des patentables français le taux proportionnel de la surtaxe actuellement existante entre les citoyens du pays et les commerçants étrangers.

2. Il est mutuellement convenu que ces mots de l'art. 6 *usage particulier* veulent dire uniquement une destination particulière et spéciale se rattachant d'ailleurs à un service *public et d'urgence.*

3. Lorsqu'en cas de guerre et pour sauvegarder les intérêts de l'État sérieusement compromis, le salut du pays rendra indispensable un embargo général ou une fermeture complète des ports, il est entendu, d'un commun accord, que l'art. 6 sera interprété de la manière suivante: que si l'embargo ou la fermeture des ports ne dépasse pas six jours, les navires de commerce qui seraient compris dans la mesure ne pourront réclamer aucune indemnité à titre de surestarie, de dommages ni d'intérêts; que si la détention a dépassé six jours, sans en dépasser douze, le Gouvernement, auteur de l'embargo ou de la fermeture, sera tenu de rembourser aux capitaines, à titre d'indemnité, le montant des dépenses faites par eux pour les gages et la nourriture de leurs équipages pendant la durée de leur séjour forcé, à partir du septième jour; enfin, que si des circonstances d'une gravité toute exceptionnelle, entraînaient la prolongation de l'embargo général ou de la fermeture au delà du terme de douze jours, les ayants droit pourront, pour le temps qui dépassera ce terme, réclamer justement des dommages et intérêts pour les torts et préjudices de toute espèce qu'ils prouveront en due forme avoir eu à supporter par suite de l'embargo ou de la fermeture. A défaut de règlement amiable sur le chiffre de ces indemnités, la fixation en sera déférée à deux arbitres choisis, l'un par le gouvernement auteur de l'embargo, et l'autre par l'agent diplomatique, et à son défaut par le consul général de la station à laquelle appartient le navire détenu. En cas de désaccord entre ces arbitres et faute de s'entendre sur le choix d'un

sur-arbitre, la décision finale et sans appel sera confiée au gouvernement d'un pays tiers et ami.

4. (1°) Les navires français entrant dans les ports du Chili ou en sortant seront assimilés aux navires chiliens en ce qui concerne les droits de navigation et autres taxes portant sur la coque des navires; et réciproquement les navires chiliens entrant dans les ports de France ou en sortant seront assimilés aux navires français en ce qui concerne les droits de navigation et autres taxes portant sur la coque des navires.

(2°) Les marchandises importées directement de France sur des navires français, et, réciproquement, les marchandises importées directement du Chili sur des navires chiliens, ne payeront d'autres ni de plus forts droits que si elles étaient importées du même pays par des navires français et chiliens.

5. Il est convenu et entendu que le traitement de la nation la plus favorisée, stipulé par l'art. 28 du traité du 15 septembre 1846 pour les produits naturels ou manufacturés originaires du territoire de l'une ou de l'autre partie contractante, ne mettra pas obstacle à ce que le Chili accorde à l'une des républiques voisines de l'Amérique du Sud des faveurs spéciales pour certains produits de son sol ou de son industrie, en échange de faveurs d'une égale importance qui seraient concédées dans ce pays aux produits similaires du Chili.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé les présents articles additionnels, et y ont apposé leurs cachets respectifs.

Santiago, le 30 juin 1852.

(L. S.) Signé: *Cazotte.*

(L. S.) Signé: *Antonio Varas.*

III.

Convention additionnelle au traité de commerce et de navigation conclu le 14 juin 1845, entre la France et le royaume des Deux-Siciles, signée à Naples, le 12 mai 1847; suivie d'une déclaration du 12 décembre 1851.

Sa Majesté le roi des Français et Sa Majesté le roi du royaume des Deux-Siciles, voulant donner une nouvelle extension aux relations établies entre leurs États par le traité de commerce et de navigation du 14 juin 1845 et la déclaration du 18 octobre de la même année, ont, à l'effet d'atteindre ce but, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le roi des Français, le sieur Napoléon Lannes, duc de Montebello, pair de France, etc., son ambassadeur près Sa Majesté le roi du royaume des Deux-Siciles;

Et Sa Majesté le roi du royaume des Deux-Siciles, D. Justin Fortunato, chevalier, etc., etc., ministre secrétaire d'État de Sa Majesté, D. Michel Gravina et Requesenz, prince de Comitini, etc., etc., ministre secrétaire d'État de Sa Majesté, et D. Antoine Spinelli, des princes de Scalea, commandeur, etc., etc., intendant de la province de Naples;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Toutes les productions du sol ou de l'industrie des deux pays, ou de leurs domaines respectifs, provenant de l'un et pouvant être légalement importées dans l'autre, seront soumises aux mêmes droits et jouiront des mêmes priviléges, qu'elles soient importées par bâtiments français ou par bâtiments des Deux-Siciles.

De même, toutes les productions qui pourront être légalement exportées ou réexportées de l'un des deux pays dans l'autre, seront soumises aux mêmes droits et jouiront des mêmes priviléges, avantages, concessions et

restitutions, qu'elles soient exportées ou réexportées par les bâtiments de l'un ou de l'autre pays.

Art. 2. Les navires français arrivant dans les ports du royaume des Deux-Siciles, et les navires des Deux-Siciles arrivant dans les ports de la France, seront traités, dans les deux pays, soit à leur entrée, soit pendant leur séjour, soit à leur sortie, sur le même pied que les bâtiments nationaux, pour tout ce qui concerne les droits de tonnage, de pilotage, de port, de fanal, de quarantaine et autres charges qui pèsent sur la coque du navire, sous quelque dénomination que ce soit, pourvu que ces bâtiments viennent directement de l'un des ports de la France dans un des ports du royaume des Deux-Siciles, et de l'un des ports du royaume des Deux-Siciles dans un des ports de la France, s'ils sont chargés, et pour toute espèce de voyage, s'ils sont sur lest.

Art. 3. La durée de la présente convention sera la même que celle du traité conclu, le 14 juin 1845, entre S. M le roi des Français et S. M. le roi du royaume des Deux-Siciles.

Art. 4. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Naples, dans le délai de quatre mois, ou plus tôt, si faire se peut. En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Naples, le 12 mai de l'an de grâce 1847.

Signé: *Duc de Montebello.*

Signé: *Giustino Fortunato.*
Signé: *Principe di Comitini.*
Signé: *Antonio Spinelli.*

Déclaration.

Le soussigné, président du conseil des ministres, chargé du portefeuille des affaires étrangères, a reçu la note que S. Exc. M. Barrot, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française, lui a adressée, en date du 31 octobre dernier.

M. Barrot témoignait, dans cette note, que le Gouvernement français était disposé à adopter la convention supplémentaire signée et ratifiée dès le 12 mai 1847, à condition que le traitement national stipulé dans ladite

convention en faveur du commerce direct entre les deux pays fût de plein droit étendu, même dans le cas d'escale intermédiaire, aux bâtiments à vapeur respectifs des deux pays, et particulièrement à ceux de la compagnie à laquelle le Gouvernement français a récemment confié le service postal de la Méditerranée.

Le soussigné s'est empressé de soumettre à S. M. le roi, son auguste souverain, le contenu de la note susmentionnée, et Sa Majesté, voulant saisir cette occasion pour donner une nouvelle preuve de déférence au Gouvernement français, a bien voulu, dans le conseil ordinaire d'Etat du 1 décembre, accéder à la condition demandée pour l'accomplissement de la convention supplémentaire de 1847, moyennant une parfaite réciprocité, et sous la réserve que l'on maintienne toujours en pleine vigueur ce qui a été établi touchant le commerce de cabotage, auquel, en vertu du traité de commerce et de navigation de 1845, les seuls navires nationaux ont exclusivement droit.

Le soussigné, en ayant l'honneur de faire part de ce qui précède à M. Barrot, saisit cette occasion de lui offrir les assurances de sa haute considération.

Naples, 12 décembre 1851.

Signé *Fortunato.*

Pour traduction conforme:

Naples, le 19 décembre 1851.

Signé *A. Barrot.*

IV.

Procès-verbaux accessoires au traité de commerce et de navigation, entre la Belgique et la Russie, du 14. février 1850).*

1.

Procés-verbal d'échange des ratifications du traité de navigation et de commerce, entre la Belgique et la Russie, du 14 février 1850, contenant une déclaration relative audit traité. Signé à Berlin, le 14 avril 1850.

Les soussignés s'étant réunis à l'effet de procéder à

*) Voir le traité du 14 février Tome XV p. 89.

l'échange des ratifications de la convention de commerce et de navigation, signée à Berlin, le 14 février de la présente année, ont produit les instruments desdites ratifications, lesquels ayant été trouvés en bonne forme, ont été échangés en la manière accoutumée.

En vertu des pouvoirs qu'ils ont respectivement reçus, les soussignés déclarent, aux termes du §. 1 de l'art. 21, que la susdite convention sera mise en vigueur, de part et d'autre, dans un mois à dater de ce jour, c'est-à-dire à partir du 15 mai prochain; en conséquence, chaque gouvernement en fera faire, dans l'intervalle, la promulgation d'après les lois particulières de chacun des deux pays.

Les deux gouvernements se réservent de s'entendre ultérieurement sur quelques facultés à introduire au sujet de justifications d'origine, en ayant égard, notamment, à la position spéciale que fait à l'empire de Russie, l'absence de commerce d'entrepôt avec l'Occident; en attendant, les justifications se feront d'après les règlements en usage dans chaque pays.

En foi de quoi, les soussignés ont signé le présent procès-verbal et l'ont scellé de leurs cachets.

Berlin, le quatorze avril mil huit cent cinquante.

(L. S.) *Nothomb.* (L. S.) *Meyendorff.*

2.

Procès-verbal relatif aux justifications d'origine des produits belges, signé à Berlin, le 14 juillet 1850.

Les soussignés s'étant réunis, conformément aux ordres de leurs gouvernements respectifs, pour préciser le mode d'exécution de la convention de commerce et de navigation, signée à Berlin le $^{2}/_{14}$ février de la présente année, en ayant égard, d'une part, à la position spéciale que fait à l'empire de Russie l'absence d'un commerce d'entrepôt avec l'Occident, et, de l'autre, à la nécessité de prévenir les doutes sur l'origine des produits des industries belges dont la matière première est exotique, sont convenus des points suivants:

1° Pour jouir des avantages accordés par l'article 5, les marchandises, produits du sol ou de l'industrie de l'un des deux pays, importées directement dans l'autre sur bâtiments nationaux, devront être accompagnées de certificats d'origine délivrés par les consuls respectifs,

ou, à leur défaut, par le consul d'une puissance amie ou par le chef de la douane au port de chargement.

2° Les armes à feu, les machines et mécaniques ou ustensiles à l'usage des métiers, importés directement sur un bâtiment belge dans un port de Russie, seront de plein droit considérés comme produits belges, sans qu'un certificat d'origine soit requis, du moment qu'il est constaté que le chargement s'en est fait dans un port belge à destination de la Russie, et pourvu que ces objets ne portent pas une marque indiquant une origine autre que belge.

Il demeure entendu que, pour l'admission au bénéfice de l'article 5, les certificats constatant l'origine industrielle belge seront exigés des produits en lin, chanvre et laine, des soieries, cotonnades et tabacs fabriqués, ainsi que des produits des différentes autres industries belges, dont la matière première n'appartient pas exclusivement à la Belgique.

3° Les cendres gravelées ou potasses, la colle de poisson, le goudron, les graisses (suifs, dégras, saindoux), les laines, les lins, chanvres et étoupes, les pelleteries, crins bruts, graines oléagineuses et les grains ou céréales importés directement sur un bâtiment russe dans un port belge, ainsi que les bois importés de la même manière des ports russes de la mer Noire et de la mer d'Azov, seront de plein droit considérés comme produits russes sans qu'un certificat d'origine soit requis, du moment qu'il est constaté que le chargement s'en est fait dans un des ports de l'empire en destination de la Belgique.

4° La justification d'origine continuera à être exigée des graines de lin à semer importées de Riga, aux termes de la loi belge du 21 juillet 1844.

5° Les deux gouvernements se réservent d'étendre les exemptions indiquées aux n. 2 et 3, si l'extension des relations commerciales en fait reconnaître la nécessité.

Il est d'ailleurs entendu que la déduction de 10 p. % est acquise au pavillon russe, dans tous les cas où elle l'est encore au pavillon belge.

Les soussignés sont convenus que les stipulations du présent protocole recevront leur application à dater du 3/15 mai de la présente année.

En foi de quoi les soussignés ont signé le présent procès-verbal et l'ont scellé de leurs cachets.

Berlin, le quatorze juillet mil huit cent cinquante.

(L. S.) *Nothomb.* (L. S.) *Meyendorff.*

V.

Lettres échangées entre la Sardaigne et la République du Chili, pour l'abolition des droits différentiels, en date du 16 et 24 novembre 1850.

1.

Lettre du Consul Chilien au Ministre des affaires étrangères de Sardaigne, signée à Turin, le 16 novembre 1850.

A seguito dell' incarico affidatomi dal signor Presidente della Repubblica del Chilì mi procuro l'onore di partecipare all' E. V. come, per legge promulgata li 6 dello scorso luglio, tutti i bastimenti esteri che approderanno nelli scali della Repubblica, saranno trattati come i Nazionali, mediante un'esatta reciprocità dalla parte dei Governi a cui appartengono, e ad esclusione di quelli addetti al piccolo cabotaggio.

Nel rimettere all' E. V. copia della traduzione del dispaccio ricevuto in proposito, ed affidato all'evidente convenienza per le Bandiere Sarde di questa reciprocità, mi persuado che l' E. V. indurrà questo Regio Governo ad accettare questa Convenzione, e a dare le opportune istruzioni, affinchè ne sia prevenuta la marina mercantile Sarda, e siano trattati in ugual maniera i legni coperti della Bandiera Cillena.

Prego l' E. V. a voler riguardare la presente come communicazione ufficiale della Repubblica del Chilì, e l'inclusa copia come traduzione conforme ed esatta del dispaccio statomi inviato per ordine del Presidente della Repubblica.

Mi sarà grato ricevere dall' E. V. un cenno di tale adesione che procurerà certamente un maggiore sviluppo agl' interessi esistenti fra le due Nazioni, e stringerà vieppiù le relazioni dei due Governi.

Ho l'onore di protestarmi coi sensi della più alta considerazione.

Torino, 16 novembre 1850.

di V. E. umilissimo ed obbedientissimo servo
Scipione Carignani
Console della Repubblica del Chilì.

Dépêche du Gouvernement de la République du Chilì à Mr. Scipione Carignani Consul Chilien dans les États Sardes.

Santiago 24 luglio 1850.

In virtù di una legge promulgata il 16 del corrente si concede alle Potenze straniere, sotto la condizione di un'esatta reciprocità il trattamento nazionale per i bastimenti delle loro rispettive Bandiere, i quali saranno in conseguenza assimilati sotto tutti i rapporti (eccettuato nel commercio del cabotaggio) ai bastimenti di questa Repubblica; in modo che gli articoli portati dai medesimi non pagheranno altri nè maggiori diritti di quello che portassero i bastimenti nazionali, senza che per godere di questa uguaglianza si esiga che questi articoli siano prodotti del suolo o dell' industria della Nazione che li esporta.

Sarà riconosciuto nel nostro porto come bastimento di Potenza straniera quello che lo sia secondo la legge di navigazione della medesima Potenza, e sarà ammesso a godere dell'uguaglianza suddetta in virtù di una notificazione ufficiale della stessa Potenza al Governo del Chilì, nella quale sia espressa la concessione di una completa reciprocità nei termini che finisco di esporle.

Per ordine del Presidente lo communico a V. S. affine se ne serva per darne notizia a codesto Governo, manifestandogli nello stesso tempo quanto grato sarebbe a quello del Chilì che accettasse quest'accordo reciproco autorizzato dalla sopracitata legge, persuaso che ridonderebbe a benefizio commune, e contribuirà pure ad accrescere l'amicizia che felicemente regna fra le due Nazioni.

(Firmato) *Antonio Vara.*

2.

Lettre en réponse à la précédente, du Ministre des affaires étrangères de Sardaigne, signée à Turin, le 24 novembre 1850.

Ho ricevuto la lettera ch'Ella mi ha diretto il 16 andante, in seno alla quale rinvenni la traduzione da Lei autenticata del dispaccio del Ministero Cilleno a lei scritto in data 24 luglio di quest' anno, contenente le principali disposizioni della legge votata dal Congresso Nazionale di Sant' Jago il 16 dello stesso mese.

La copia autentica del detto dispaccio viene ben volentieri accolta dal Regio Governo come una formale dichiarazione per parte della Repubblica del Chili, che i vantaggi derivanti dalla legge suddetta verranno in tutta la loro pienezza applicati contro reciprocità alla navigazione ed al commercio sotto Bandiera Sarda.

Per corrispondere alla condizione di reciprocità mi faccio colla presente a dichiararle formalmente, signor Console, a nome del Regio Governo che il commercio e la navigazione sotto Bandiera Cillena verranno nei Regii Stati ammessi al pieno godimento dei vantaggi derivanti dalla legge del 6 luglio ultimo scorso abolitiva dei diritti differenziali.

Nella lusinga che il Governo della Repubblica del Chilì non tarderà a dare gli ordini opportuni ai pubblici funzionarii per l'esatto adempimento della legge suenunciata, vanno, per parte del Regio Governo, ad essere impartiti alle Autorità nazionali ordini consimili in favore della Bandiera della Repubblica del Chilì.

Ho l'onore di confermarle i sensi della mia distintissima considerazione.

Torino, 24 novembre 1850.

Azeglio.

VI.

*Traité général d'amitié, d'établissements réciproques, de commerce et d'extradition, entre les États-Unis d'Amérique et la Confédération Suisse, signé à Berne, le 25 novembre 1850 *).*

Texte français.

Les États-Unis d'Amérique et la Confédération Suisse également animés du désir de maintenir et de reserrer de plus en plus les liens d'amitié qui existent si heureusement entre les deux républiques, ainsi que d'accroître, par tous les moyens à leur disposition, les relations commerciales de leurs citoyens respectifs, ont de part et d'autre résolu de conclure un traité général d'amitié, d'établissements réciproques, de commerce et d'extradition des criminels.

A cet effet, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Président des États-Unis, A. Dudley Mann, agent spécial des États-Unis en mission auprès de la Confédération Suisse, et le Conseil Fédéral Suisse, Henri Druey, Président de la Confédération Suisse, Directeur du Département Politique, et Frédéric Frey-Hérosée, membre du Conseil Fédéral, Directeur du Département du Commerce et des Péages, lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, sont convenus des articles suivants:

Art. I. Les citoyens des États-Unis d'Amérique et les citoyens de la Suisse seront admis et traités sur un pied d'égalité réciproque dans les deux pays, lorsque cette admission et ce traitement n'auront rien de contraire aux dispositions constitutionnelles ou légales, tant fédérales que des États et des Cantons des parties contractantes. Les citoyens des États-Unis et les citoyens de la Suisse, ainsi que les membres de leurs familles, pourvu qu'ils se conforment aux dispositions constitutionnelles et légales ci-dessus mentionnées et qu'ils obéissent aux lois, règlements et usages du pays où ils résideront, pourront aller, venir, séjourner temporairement, prendre un domicile fixe ou s'établir d'une manière permanente, les premiers dans les Cantons de la Confédération suisse, les

---

*) En français et en anglais. L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 8 novembre 1855.

Suisses dans les États de l'Union américaine; y acquérir, posséder et aliéner des propriétés (ainsi qu'il est expliqué à l'art. V); y gérer leurs affaires, y exercer leur profession, leur industrie et leur commerce, y avoir des établissements, y tenir des magasins, y consigner leurs produits et leurs marchandises, les vendre en gros ou en détail, tant par eux-mêmes que par tels courtiers ou autres agents qu'ils jugeront convenable; ils auront libre accès devant les tribunaux et pourront faire valoir leurs droits en justice à l'instar des nationaux, soit par eux-mêmes, soit par tels avocats, avoués ou autres agents qu'ils jugeront convenable de choisir. On ne pourra leur imposer pour la résidence ou l'établissement ou pour l'exercice des droits mentionnés plus haut, aucune condition pécuniaire ou autre plus onéreuse qu'aux citoyens du pays dans lequel ils résident, ni aucune condition à laquelle ceux-ci ne seraient pas tenus.

Ne sont cependant pas compris dans les avantages mentionnés ci-dessus, l'exercice des droits politiques et la participation aux biens des communes, des corporations ou des fondations dans lesquelles les citoyens de l'un des pays établis dans l'autre n'auraient pas été reçus membres ou à titre de co-propriétaires.

Art. II. Les citoyens de l'un des deux pays résidant ou établis dans l'autre seront affranchis du service militaire personnel, mais ils seront tenus aux prestations pécuniaires ou matérielles imposées, par compensation, aux citoyens du pays où ils résident, libérés de ce service.

On ne pourra exiger des citoyens de l'un des deux pays résidant ou établis dans l'autre, aucun impôt, à quelque titre que ce soit, plus élevé que ceux auxquels sont soumis les citoyens du pays dans lequel ils résident, non plus qu'aucune contribution quelconque qui ne serait pas exigée de ces derniers.

En cas de guerre ou d'expropriation pour cause d'utilité publique, les citoyens de l'un des deux pays résidant ou établis dans l'autre seront assimilés aux citoyens du pays où ils résident, en ce qui concerne les indemnités pour les dommages qu'ils auront éprouvés.

Art. III. Les citoyens de l'une des deux républiques résidant ou établis dans l'autre, qui voudront retourner dans leur pays, ou qui y seront renvoyés par sentence du juge, par mesure de police ou d'après les lois et règlements sur les moeurs et la mendicité, seront reçus,

en tout temps et en toute circonstance, eux, leurs femmes et leurs descendants légitimes, dans le pays dont ils sont originaires et où ils auront conservé leurs droits conformément aux lois.

Art. IV. Afin de constater leur qualité de citoyens des Etats-Unis d'Amérique ou de citoyens Suisses, les ressortissants des deux pays contractants devront être porteurs de passe-ports, ou d'autres papiers en due forme, attestant leur nationalité, ainsi que celle des membres de leur famille, et délivrés ou visés par un agent diplomatique ou consulaire de leur nation, résidant dans celui des deux pays où ils veulent habiter.

Art. V. Les citoyens de chacune des parties contractantes pourront librement disposer de leurs biens personnels sis dans la juridiction de l'autre, soit par vente, testament, donation ou de toute autre manière, et leurs héritiers testamentaires ou *ab intestato,* ou leurs successeurs quelconques, citoyens de l'autre partie, acquerront ces dits biens ou en hériteront et ils pourront en prendre possession eux-mêmes ou par fondés de pouvoirs, ils pourront en disposer comme ils l'entendront, n'ayant à payer d'autres droits que ceux auxquels sont soumis en pareils cas les habitants mêmes du pays dans lequel ces biens sont situés. En l'absence de l'héritier ou des héritiers ou des autres successeurs, l'autorité prendra, pour la conservation des dits biens, les mêmes soins que s'il s'agissait de la conservation des biens d'un natif du même pays, et cela jusqu'à ce que le propriétaire légal des biens ait pu prendre les mesures convenables pour les recueillir.

Les dispositions ci-dessus s'appliqueront en plein aux propriétés immobilières sises dans les États de l'Union Américaine ou dans les Cantons de la Confédération Suisse dans lesquels les étrangers sont admis à la possession en nature ou à l'héritage de propriétés foncières.

Mais si des propriétés immobilières, sises sur le territoire de l'une des parties, venaient à échoir à un citoyen de l'autre partie, qui, à cause de sa qualité d'étranger, ne serait pas admis à la possession en nature de ces propriétes, dans lE'tat ou dans le Canton dans lequel elles sont situées, il serait accordé à cet héritier ou successeur quelconque tel terme que les lois de l'Etat ou du canton le permettent pour vendre ces propriétés; il pourra

toujours en retirer et exporter le produit sans difficulté et sans payer au gouvernement aucun autre droit que celui qui, dans un cas analogue, serait dû par un habitan du pays dans lequel les propriétés foncières sont situées.

Art. VI. Les contestations qui pourraient s'élever entre les prétendants à une succession, sur la question de savoir à qui les biens doivent appartenir, seront portées devant les tribunaux et juges d'après les lois du pays dans lequel la propriété est située.

Art. VII. Les parties contractantes s'accordent mutuellement le droit d'avoir, dans les grandes villes et les places de commerce importantes de leurs États respectifs, des consuls et des vice-consuls, nommés par elles, qui jouiront, dans l'exercice de leurs fonctions, des mêmes priviléges et des mêmes pouvoirs que ceux des nations les plus favorisées. Mais avant qu'un consul ou un vice-consul puisse agir en cette qualité, il devra avoir été reconnu, dans la forme ordinaire, par le gouvernement auprès duquel il est accrédité.

Pour leurs affaires privées et commerciales, les consuls et vice-consuls seront soumis aux mêmes lois et aux mêmes usages que les particuliers, citoyens de l'endroit où ils résident.

Il est entendu qu'en cas d'infraction aux lois par un consul ou un vice-consul, le gouvernement auprès duquel il est accrédité, pourra, suivant les circonstances, lui retirer l'exéquatur, le renvoyer du pays, ou le faire punir conformément aux lois, en faisantsavoir à l'autre gouvernement les raisons qui l'ont déterminé.

Les archives et les papiers appartenant aux consulats seront inviolablement respectés, et aucun magistrat, ni aucun autre fonctionnaire ne pourra, sous quelque prétexte que ce soit, les visiter, les saisir ou s'y immiscer d'une manière quelconque.

Art. VIII. Pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit de leurs produits respectifs, les États-Unis d'Amérique et la Confédération Suisse se traiteront réciproquement comme la nation, l'union de nations, l'état ou la société la plus favorisée, ainsi qu'il est expliqué aux articles ci-après.

Art. IX. Aucune des parties contractantes ne pourra exiger, pour l'importation, l'exportation ou le transit des produits naturels ou industriels de l'autre, des droits plus élevés ni d'autres droits que ceux qui sont ou seront

imposés sur les mêmes articles provenant de tout autre pays en dehors de ses limites actuelles.

Art. X. Afin d'atteindre d'autant mieux le but qu'elles se proposent à l'article VIII, chacune des parties contractantes s'engage à n'accorder à aucune nation, union de nations, état ou société que ce soit, de faveur en fait de commerce, sans en faire aussitôt jouir l'autre partie.

Art. XI. Si l'une des parties contractantes imposait des droits différentiels sur les produits de quelque nation, l'autre partie pourra déterminer comme elle l'entendra, la manière de constater l'origine de ses propres produits, destinés à être importés dans le pays où se perçoivent les droits différentiels.

Art. XII. Le territoire suisse demeurera ouvert à l'entrée des objets venant des États-Unis d'Amérique; de même, aucun port de ces Etats ne sera fermé aux objets venant de la Suisse, pourvu que ceux-ci arrivent sur des navires des États-Unis, ou sur tout autre navire ayant libre accès dans les ports de l'Union. Arrivant sous pavillon des États-Unis ou sous celui d'une des nations les plus favorisées, les marchandises suisses paieront les mêmes droits que celles de cette dernière nation; sous un autre pavillon, elles seront traitées comme les marchandises du pays auquel appartient le navire.

En cas de naufrage et de sauvetage sur les côtes des États-Unis, les marchandises suisses seront considérées et traitées comme celles appartenant à des citoyens des États-Unis.

Les États-Unis consentent à étendre aux produits suisses, arrivant ou expédiés sous leur pavillon, les avantages dont jouissent ou jouiront les produits de la nation la plus favorisée, arrivant ou expédiés sous le même pavillon.

Il est entendu que les dispositions du présent article ne dérogent en rien à celles des quatre articles ci-dessus, non plus qu'aux mesures dans l'intérêt de la moralité, de la sécurité ou de l'ordre public, prises ou qui pourront être ordonnées dans l'un ou dans l'autre des pays contractants.

Art. XIII. Les États-Unis d'Amérique et la Confédération Suisse seront tenus, sur les réquisitions faites en leur nom par l'intermédiaire de leurs agents diplomatiques ou consulaires respectifs, de se livrer réciproquement, pour être traduits en justice, les individus qui,

prévenus des crimes énumérés à l'article suivant, commis dans la juridiction de la partie requérante, chercheront un asile ou seront trouvés sur les territoires de l'autre partie: — Toutefois, l'extradition ne sera obligatoire que dans le cas où les faits à la charge du prévenu seront constatés de manière à justifier son arrestation et sa mise en jugement, si le crime eût été commis dans le pays où le dit individu a été trouvé.

Art. XIV. Seront livrés, en vertu des dispositions de cette convention, les individus prévenus de l'un des crimes suivants, savoir:

Le meurtre (y compris les crimes qualifiés d'assassinat, de parricide, d'infanticide et d'empoisonnement); La tentative de meutre; Le viol; Le faux, y compris l'émission de faux papiers; L'incendie; Le vol commis avec violence, ou par intimidation, ou avec effraction, ou escalade dans une maison habitée; La piraterie; La soustraction commise par des dépositaires publics, ou des personnes salariées, au détriment de ceux qui les emploient, mais dans le cas seulement où ces crimes entraîneraient à des peines infamantes.

Art. XV. L'extradition ne sera effectuée de la part du gouvernement des États-Unis, que sur l'ordre du pouvoir exécutif; et de la part de la Confédération, que sur l'ordre du conseil fédéral.

Art. XVI. Les frais de détention et d'extradition, opérées en vertu des articles précédents, seront supportés et payés par le gouvernement au nom duquel la réquisition aura été faite.

Art. XVII. Les dispositions des articles ci-dessus, qui se rapportent à l'extradition des criminels, ne seront point applicables aux crimes commis antérieurement à la date de la présente convention, ni aux crimes ou délits ayant un caractère politique.

Art. XVIII. La présente convention est conclue pour dix ans, à dater du jour de l'échange des ratifications. Elle continuera d'être obligatoire pendant douze mois, si, un an avant l'expiration du premier terme, aucune des parties contractantes n'a déclaré à l'autre, par une notification officielle, qu'elle renonce au traité, et ainsi de suite d'année en année, jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront une pareille déclaration de renonciation, quelle que soit l'époque à laquelle elle aura été notifiée.

Art. XIX. Cette convention sera soumise, de part et d'autre, à l'approbation et à la ratification des autorités compétentes respectives de chacune des parties contractantes; et les ratifications en seront échangées, à Washington aussitôt que les circonstances le permettront.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont, sous réserve des ratifications qui viennent d'être mentionnées, signé les articles ci-dessus, dans les langues Anglaise et Française, et y ont apposé leurs sceaux.

Ainsi fait, par quadruplicata, à Berne, ce vingt-cinq Novembre de l'an de Grâce mil-huit-cent-cinquante.

H. Druey. (L. S.)
F. Frey-Herosee. (L. S.)
A. Dudley Mann. (L. S.)

VII.

Traité de commerce et de navigation entre la Sardaigne et le Portugal, signé à Turin, le 17 décembre 1850; suivi d'un procès-verbal d'échange des ratifications, signé le 24 mars 1851.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et Sa Majesté la Reine de Portugal et des Algarves également animés du désir de resserrer de plus en plus les liens d'amitié qui unissent les deux Nations et d'étendre les relations commerciales entre les citoyens des deux États, ayant résolu de conclure un Traité de commerce et de navigation ont, à cet effet, nommé leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le sieur Maxime Tapparelli Chevalier D'Azeglio, Chevalier Grand Cordon de Son Ordre de Saint Maurice et Saint Lazare, Chevalier de l'Ordre Civil de Savoie, Grand' Croix des Ordres du Christ

de Malte, décoré du Nichan-Iftihar de 2e classe, son Chargé d'affaires à Turin; lesquels après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

I. Il y aura liberté réciproque de commerce et de navigation entre les États de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et ceux de Sa Majesté Très-Fidèle. Les citoyens des États de chacune des deux hautes Parties contractantes, pourront entrer dans les ports, places et rivières des territoires de l'autre, partout où le commerce étranger est permis ou le sera à l'avenir.

Ils pourront séjourner et résider dans quelque partie que ce soit desdits territoires pour y vaquer à leurs affaires, et ils jouiront à cet effet de la même sécurité et de la même protection que les nationaux, en payant toutefois les mêmes impôts et en se conformant aux lois et ordonnances du pays, ainsi qu'aux réglements de commerce qui y sont ou seront en vigueur.

II. Les navires Sardes et Portugais arrivant de quelque part que ce soit sur leur lest ou chargés, dans les ports de l'autre des hautes Parties contractantes, y seront traités, tant à leur entrée que pendant leur séjour et à leur sortie, sur le même pied que les navires nationaux venant du même lieu, par rapport aux droits de port, de fanaux et de pilotage, ainsi qu'aux vacations des officiers publics et à tout autre droit ou charge de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus au nom, ou au profit du Gouvernement, des autorités locales, ou d'établissements particuliers quelconques.

III. Seront considérés comme navires Sardes ou Portugais ceux qui seront reconnus comme tels dans l'État auquel ils appartiennent conformément aux lois et réglements en vigueur. Les hautes Parties contractantes se réservent d'échanger des déclarations portant une énumération claire et précise des papiers et documents dont l'un et l'autre État exigent que leurs navires soient munis. Si après cet échange qui aura lieu au plus tard trois mois après la signature du présent Traité, l'une des hautes Parties contractantes se trouvait dans le cas de changer ou de modifier ses ordonnances à cet égard, il en sera fait à l'autre une communication officielle.

IV. Il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation légalement faite dans le Royaume de Portugal, y compris les îles des Açores, de Madère et

de Porto-Santo, des articles provenant du sol, ou de l'industrie du Royaume de Sardaigne, et il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans le Royaume de Sardaigne des articles provenant du sol et de l'industrie du Royaume de Portugal et de ses domaines et possessions, que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes articles provenant du sol et de l'industrie de la nation la plus favorisée.

Le même principe sera observé à l'égard des droits d'exportation et de transit.

Les hautes Parties contractantes s'engagent à ne point frapper de prohibition soit l'importation d'aucun article provenant du sol et de l'industrie de l'autre pays, soit l'exportation d'aucun article de commerce pour l'autre pays, à moins que les mêmes prohibitions ne s'étendent également à tout autre Etat étranger.

L'exportation des vins de Porto et du sel du port de Setubal continuera à être subordonné aux règlements qui y sont particuliers.

V. Tous les produits du sol ou de l'industrie du Royaume de Sardaigne importés directement et par navires Sardes des ports de ce Royaume dans ceux du Royaume de Portugal, y compris les îles de Madère, de Porto-Santo et des Açores, ainsi que tous les produits du sol ou de l'industrie du Royaume de Portugal et de ses domaines et possessions, importés directement par navires Portugais dans les ports Sardes, ne payeront pas dans les ports respectifs des droits d'entrée ou de transit autres ou plus élevés que si l'importation des mêmes produits avait lieu sous Pavillon national ou sous celui de la nation la plus favorisée.

VI. Quant aux marchandises qui ne consistent pas en produits indigènes, elles pourront être importées directement des ports du Royaume de Sardaigne sous Pavillon Sarde, dans les ports du Royaume de Portugal, y compris les îles de Madère, de Porto-Santo et des Açores, et *viceversa* des ports Portugais sous Pavillon national dans les ports Sardes, de la même manière et sous les mêmes conditions auxquelles les bâtiments de la nation la plus favorisée sont admis à importer des produits étrangers directement des ports de l'État auquel ils appartiennent dans les ports de l'autre Partie contractante.

VII. Les produits et autres objets de commerce de toute espèce, qui pourront être légalement expor-

tés ou réexportés des ports des hautes Parties contractantes, par bâtiments nationaux, pourront également en être exportés ou réexportés, par bâtiments de l'autre État, sans payer d'autres ou de plus forts droits ou charges, que si l'exportation des mêmes objets se faisait par bâtiments nationaux.

VIII. Les primes, remboursements de droits ou autres avantages de ce genre, accordés dans les États de l'une des hautes Parties contractantes à l'importation ou à l'exportation par bâtiments nationaux, seront également accordés lorsque l'importation directe entre les deux Pays (article 5) ou l'exportation (article 7) se fera par bâtiments de l'autre État.

IX. Pour ce qui regarde le commerce d'importation indirecte, les chargements importés par navires Sardes des ports étrangers dans ceux du Portugal, y compris les îles de Madère, de Porto-Santo et des Açores, et réciproquement, les chargements importés par navires Portugais des ports étrangers, dans ceux du Royaume de Sardaigne, seront reçus et traités dans ces ports sur le pied de la nation la plus favorisée. L'importation dans les ports du Portugal des produits et marchandises de l'Asie restera soumise aux lois et règlements existants.

X. Les hautes Parties contractantes sont convenues que l'une n'accordera à l'avenir à d'autres nations par rapport au commerce ou à la navigation, aucun privilége, ni aucune faveur ou immunité qui ne soient aussi et à l'instant étendus aux sujets de l'autre, gratuitement si la concession a été gratuite, ou avec une juste et convenable compensation à défaut d'équivalent, si la concession a été conditionnelle.

Il est entendu particulièrement que, dans le cas où l'un des deux Gouvernements accorderait à un autre État des diminutions de droits sur ses produits du sol ou de l'industrie, ou lui concéderait d'autres avantages ou faveurs spéciales en fait de commerce et de navigation, à la suite d'un Traité de commerce ou d'une Convention spéciale, et en compensation de diminutions de droits, avantages ou faveurs accordées par cet autre État, l'autre des deux Gouvernements ne pourra demander les mêmes avantages et facilités, pour le commerce et la navigation de sa Nation, qu'en offrant, à défaut de pareils avantages de même étendue et qualité, des équivalents

ou compensations à assurer dûment par un arrangement particulier entre les deux Gouvernements.

Il est entendu que ces équivalents n'auront lieu de la part de la Sardaigne que lorsque les avantages ou faveurs dont il est question seront autres ou plus forts que ceux que la Sardaigne accorde dès à présent au commerce et à la navigation du Portugal.

XI. Les stipulations du présent Traité ne seront point applicables au cabotage entre les ports de chacun des deux Pays, ce genre de transport restant réservé aux bâtiments nationaux.

Mais il est convenu que les bâtiments de l'une des hautes Parties contractantes étant entrés dans les ports de l'autre, pourront se borner à ne décharger qu'une partie de leur cargaison, et qu'ils pourront s'en aller librement avec le reste, pour le décharger, soit dans tel autre port du même Pays, soit ailleurs, sans payer d'autres ou de plus forts droits que les bâtiments nationaux n'auraient à payer dans le même cas.

De la même manière il leur sera permis de commencer leur chargement dans un port, et de le continuer ou de le compléter dans un ou plusieurs autres ports du même Pays sans payer d'autres ou de plus forts droits que les bâtiments nationaux.

XII. Dans le cas où quelque bâtiment, appartenant à l'une des hautes Parties contractantes, aurait échoué, ou fait naufrage sur les côtes ou dans un port de l'autre, il sera prêté toute aide et assistance possibles au capitaine et à l'équipage, tant pour les personnes, que pour le navire et sa cargaison.

Les objets sauvés seront mis, s'il y a lieu, sous la surveillance des Autorités compétentes, et restitués à qui de droit, après l'acquittement des frais de sauvetage et autres qui ne seront pas plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient assujettis en pareil cas. Il ne sera pas perçu de droits sur ces mêmes objets à moins qu'ils ne soient destinés pour la consommation du Pays.

XIII. Tout bâtiment de commerce des nationaux de chacune des hautes Parties contractantes entrant en relâche forcée dans un port de l'autre Partie y sera exempt de tout droit de port ou de navigation quelconque, si les causes qui ont nécessité la relâche sont réelles et évidentes, pourvu que le bâtiment ne se livre dans les ports de relâche à aucune opération de commerce en chargeant

ou en déchargeant des marchandises, bien entendu toutefois que les déchargements et rechargements motivés par la nécessité de réparer le bâtiment, ne seront point considérés comme opérations de commerce donnant lieu au payement des droits, et pourvu que le bâtiment ne prolonge pas son séjour dans le port au-delà du temps nécessaire, selon les causes qui auront donné lieu à la relâche.

XIV. Chacune des hautes Parties contractantes accorde à l'autre la faculté d'avoir dans ses ports et places de commerce, des Consuls Généraux, Consuls, Viceconsuls ou Agents de commerce, tout en se réservant le droit d'excepter de cette concession tel endroit qu'elle jugera à propos. Lesdits Agents Consulaires de quelque classe qu'ils soient et dûment nommés par leur Gouvernement respectif, dès qu'ils auront obtenu l'exequatur du Gouvernement sur le territoire duquel ils doivent résider, y jouiront, tant pour leur personne que pour l'exercice de leurs fonctions, des privilèges dont y jouissent les Agents Consulaires de la même catégorie de la nation la plus favorisée.

XV. Les dits Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents de commerce seront autorisés à requérir l'assistance des Autorités locales pour l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires de guerre et marchands de leur Pays, et ils s'adresseront pour cet objet aux Tribunaux, Juges et Officiers compétents, et réclameront par écrit ces déserteurs en prouvant par la communication des registres du navire ou des rôles de l'équipage, ou par d'autres documents officiels, que ces individus ont fait partie des dits équipages; cette réclamation ainsi justifiée, l'extradition sera accordée. Ces déserteurs lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la disposition des dits Consuls Généraux, Consuls, Vice-Consuls ou Agents de commerce, et pourront être enfermés dans les prisons publiques, à la réquisition et aux frais de ceux qui les auront réclamés pour être envoyés aux navires auxquels ils appartenaient ou à d'autres de la même nation. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans l'espace de deux mois, à compter du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et il ne seront plus arrêtés pour la même cause. Il est entendu toutefois que si le déserteur se trouvait avoir commis quelque crime ou délit, son extradition pourra être retardée jusqu'à ce

que le Tribunal saisi de l'affaire ait rendu sa sentence, et que celle-ci ait reçu son exécution.

XVI. Les citoyens des deux Royaumes qui ont ou auront à toucher des héritages dans le territoire de l'autre, ou qui en feront sortir leurs propriétés ou effets quelconques, ne payeront d'autres droits, charges ou impôts que ceux qui seront payés par les nationaux en pareille circonstance.

XVII. Le Gouvernement Portugais consent d'après les voeux du Gouvernement Sarde à étendre toutes les stipulations du présent Traité à la Principauté Souveraine de Monaco placée sous le protectorat de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, à la charge de réciprocité de la part de la dite Principauté.

XVIII. Le présent Traité restera en vigueur jusqu'au premier janvier mil-huitcent-cinquantecinq. Si l'une des hautes Parties contractantes n'a pas annoncé à l'autre, par une notification officielle, son intention d'en faire cesser l'effet six mois avant cette époque, il continuera à être obligatoire jusqu'au premier janvier mil-huitcent-cinquanteneuf. A partir de cette date le Traité ne cessera d'être en vigueur que douze mois après que l'une des hautes Parties contractantes aura déclaré à l'autre son intention de ne plus vouloir le maintenir.

XIX. Le présent Traité sera ratifié par les hautes Parties contractantes et les ratifications en seront échangées à Turin dans l'espace de trois mois après la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Turin en double original le 17 du mois de décembre de l'an mil-huitcent-cinquante.

Azeglio. (L. S.) *Lobo De Moira.* (L. S.)

Procès-verbal d'échange de ratifications, signé à Turin, le 24 mars 1851.

Les soussignés s'étant réunis pour procéder à l'échange des ratifications de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et de Sa Majesté Très-Fidèle sur le Traité de commerce et de navigation conclu à Turin le 17 décembre

1850, le Plénipotentiaire de S. M. Très-Fidèle a témoigné le désir de voir insérer dans le présent Procès-verbal, le mode de perception des droits sur les vins étrangers, porté par les règlements des États Sardes, et le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Sardaigne a déclaré, „que la qualité des vins étrangers, pour ce qui se rap- „porte à la taxation, est fixée d'après les règlements en „vigueur sur les prix résultants des factures originales „des négociants dûment constatées, et que le tarif actuel „classe parmi les vins fins ceux qui, au lieu de l'arri- „vée, sont d'une valeur au dessus de 20 francs par hec- „tolitre, et parmi les vins ordinaires ceux d'une valeur „de 20 francs et au dessous. Il déclare en outre que „ce mode de perception est appliqué aux vins de Portugal."

Les instruments des ratifications sus-énoncées ont été ensuite produits de part et d'autre, et ayant été trouvés en bonne et due forme, l'échange en a été opéré.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent Procès-verbal, qu'ils ont signé en double expédition et revêtu de leurs cachets.

Fait à Turin le 24 mars 1851.

Azeglio. (L. S.) *Lobo De Moira.* (L. S.)

VIII.

Lettres échangées entre la Sardaigne et les Pays-Bas, pour l'abolition des droits différentiels, en date du 17 et du 25 janvier 1851).*

a. Lettre du Ministre Plénipotentiaire des Pays-Bas au Ministre des affaires étrangères de Sardaigne, signée à Rome, le 17 janvier 1851.

Le soussigné, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas près Sa

*) Voir Tome II. p. 435.

Majesté le Roi de Sardaigne, déclare que, depuis le 15 septembre 1850 et en vertu de la loi de navigation du 8 août de la même année, les navires Sardes qui arrivent dans les ports Néerlandais en Europe, ou qui en partent, chargés ou sur lest, et sans distinction d'où ils viennent, ou vers quel endroit ils sont destinés, ne sont soumis à aucun droit autre ou plus élevé que les navires Néerlandais, aussi bien par rapport aux droits sur les marchandises, que par rapport à ceux qui pèsent sur la coque des navires, de quelque nature que ces droits puissent être et au profit de quiconque ils soient perçus.

Le soussigné déclare, en outre, qu'aussitôt que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Sardaigne aura déclaré satisfaire de son côté aux conditions mentionnées dans l'article premier de la susdite loi du 8 août 1850, un arrêté Royal sera provoqué par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, afin que le Pavillon Sarde, lorsqu'il arrive dans les ports Néerlandais situés en Europe, d'un port des possessions Néerlandaises situées hors de l'Europe, soit assimilé au Pavillon des Pays-Bas; et que le Pavillon Sarde soit traité dans les colonies et possessions Néerlandaises hors de l'Europe, exactement sur le même pied que le Pavillon des Pays-Bas.

La pêche et le cabotage sont exceptés de l'assimilation susmentionnée.

Rome, le 17 janvier 1851.

Liedekerke.

b. Déclaration en réponse à la lettre précédente, du Ministre des affaires étrangères de Sardaigne, signée à Turin, le 25 janvier 1851.

Le Soussigné Président du Conseil, Ministre Secrétaire d'État pour les affaires étrangères de Sa Majesté le Roi de Sardaigne déclare

Que depuis le 6 juillet 1850 et en vertu de la loi de la même date les navires Néerlandais qui arrivent dans les ports Sardes, chargés ou sur lest, et sans distinction de provenance ou de destination, ne sont soumis à aucun droit autre ou plus fort que les navires Sardes, tant par rapport aux droits sur les marchandises, que par rapport à ceux qui pèsent sur la coque des navires, de

quelque nature que ces droits puissent être et au profit de quiconque ils puissent être perçus;

Que les produits des colonies Néerlandaises ne sont pas imposés plus fortement dans le Royaume de Sardaigne que les produits similaires d'une autre provenance, et

Que les produits exotiques importés d'un port Néerlandais dans un port Sarde ne sont pas imposés plus fortement que les mêmes produits importés d'un autre pays quelconque.

La pêche et le cabotage sont exceptés de l'assimilation susmentionnée.

Turin, le 25 janvier 1851.

Azeglio.

IX.

Convention additionnelle au Traité de navigation du 6 septembre 1841, entre la Sardaigne et la Grande Bretagne, signée à Londres, le 23 janvier 1851 *).

Texte français.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, désirant donner plus d'étendue aux priviléges réciproques de navigation accordés respectivement aux navires des deux Pays par le Traité de navigation entre Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté Britannique, qui a été signé à Turin le 6 septembre 1841, ont nommé en qualité de Plénipotentiaires pour conclure une Convention à cet effet, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le sieur Victor Emmanuel Taparelli, Marquis D'Azeglio, Commandeur de

---

*) En français et en anglais. Les ratifications ont été échangées à Londres, le 3 février 1851.

Son Ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, Commandeur de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre de Léopold de Belgique, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de Sa Majesté Britannique;

Et Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le très Honorable Henri Jean Vicomte Palmerston, Baron Temple, Pair d'Irlande, membre du très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté Britannique, membre du Parlement, Chevalier Grand-Croix du très Honorable Ordre du Bain, et Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères; Et le très Honorable Henri Labouchere, membre du très Honorable Conseil Privé de Sa Majesté Britannique, membre du Parlement, et Président du Comité du Conseil Privé pour les affaires de commerce et des colonies;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus que pour et au lieu des articles I et II du Traité susmentionné, on substituera les articles suivants:

I. Aucun droit de tonnage, de port, de phare, de pilotage, de quarantaine, ou autres droits semblables ou équivalents, de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, ne sera imposé dans les ports de chacun des deux Pays sur les navires de l'autre Nation, arrivant d'un port ou endroit quelconque, qui ne sera pas également imposé en pareil cas sur des navires nationaux: et dans chacun des deux Pays aucun droit, charge, restriction, ou prohibition ne sera imposé, ni aucun remboursement de droit, prime, ou avantage ne sera refusé à aucune marchandise importée dans ou exportée de ces mêmes Pays sur des navires de l'autre, qui ne soit également imposé sur ces mêmes marchandises, importées ou exportées sur les navires nationaux.

II. Tous les navires qui d'après les loix du Royaume de Sardaigne sont considérés comme navires Sardes, et tous les navires qui d'après les loix de la Grande Bretagne sont considérés comme navires Anglais, seront, quant aux effets de la présente Convention, ainsi que du Traité du 6 septembre 1841 cité plus haut, déclarés respectivement navires Sardes et Britanniques.

III. La présente Convention sera considérée comme

additionnelle au Traité précité du 6 septembre 1841, et aura la même durée que ce Traité.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres le plus tôt possible dans le terme de deux mois à compter du jour de la signature.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé les cachets de leurs armes.

Fait à Londres le vingt trois janvier, l'an de grâce mil huit cent cinquante et un.

V. E. D'Azeglio. (L. S.)
Palmerston. (L. S.)
Henry Labouchere. (L. S.)

X.

Traité de commerce et de navigation entre la Sardaigne et la Grande Bretagne, signé à Londres, le 27 février 1851).*

Texte français.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, désirant donner aux relations commerciales entre les Pays que la Providence a placés sous leur tutelle tout le développement dont elles sont susceptibles, et persuadées qu'un but aussi utile ne saurait être atteint qu'en faisant disparaître tous les obstacles qui peuvent entraver le commerce et la navigation, ont résolu d'assurer réciproquement par un Traité, dans toute leur étendue et dans toutes leurs conséquences, à leurs populations les bienfaits dérivant des deux actes législatifs

---

*) En français et en anglais. L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 8 avril 1851. Le tableau mentionné dans l'article XI de ce traité et y annexé est textuellement conforme à l'énumération de marchandises qui se trouve plus bas dans l'article 12 du traité, conclu entre la Sardaigne et la Belgique, le 24 janvier 1851, à partir de „a. Zinc" jusqu'aux mots: „sur les peaux de chevreaux, à 30 francs."

adoptés l'un en Angleterre le 26 juin 1849 pour la modification de l'acte de navigation, et l'autre dans les États Sardes le 6 juillet 1850 pour l'abolition des droits différentiels. Et à cet effet Elles ont nommé leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne,

Le sieur Victor Emmanuel Taparelli, Marquis d'Azeglio, Commandeur de son Ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, Commandeur de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre de Léopold de Belgique, son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de S. M. Britannique;

Et Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande,

Le très-honorable Henri Jean Vicomte Palmerston, Baron Temple, Pair d'Irlande, membre du très-honorable Conseil Privé de Sa Majesté Britannique, membre du Parlement, Chevalier Grand' Croix du très-honorable Ordre du Bain, et Principal Secrétaire d'État de S. M. Britannique pour les Affaires Etrangères. Et le très-honorable Henri Labouchere, membre du très-honorable Conseil Privé de S. M. Britannique, membre du Parlement, Président du Comité du Conseil Privé pour les Affaires de Commerce et des Colonies;

Les quels, après s'être communiqué réciproquement leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

I. Il y aura liberté réciproque de commerce entre tous les États des deux hautes Parties contractantes; et les sujets de chacune d'elles, dans toute l'extension des territoires de l'autre, jouiront des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exemptions en matière de commerce, dont jouissent ou jouiront les nationaux.

II. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du Royaume de Sardaigne, soit de tout autre pays, dont l'importation dans les ports du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, ses Colonies et Possessions, est ou sera légalement permise sur des bâtiments Britanniques, pourront également y être importées sur des bâtiments Sardes, sans être assujetties à d'autres, ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les

mêmes marchandises ou productions avaient été importées sur des bâtiments Britanniques, et réciproquement toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, ses Colonies et ses Possessions, soit de tout autre pays, dont l'importation dans le Royaume de Sardaigne est ou sera légalement permise sur des bâtiments Sardes, pourront également y être importées sur des bâtiments Britanniques, sans être assujetties à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises ou productions avaient été importées sur des bâtiments Sardes.

Cette égalité du traitement réciproque sera appliquée indistinctement, soit que ces marchandises arrivent directement de l'endroit de production, soit qu'elles arrivent d'un autre endroit quelconque.

III. La même égalité du traitement réciproque aura lieu pour tout ce qui a trait aux exportations et transits, sans distinction de provenance ou de destination, et pour tout ce qui a égard aux primes, facilités, et drawbaks que la législation des deux Pays a établis ou pourrait établir par la suite.

IV. S. M. la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande prend l'engagement que le commerce des sujets Sardes dans les États de S. M. Britannique ne subisse aucune interruption, ou ne puisse en aucune manière être atteint par le fait de quelque monopole, contrat ou privilége exclusif de vente ou d'achat quelconque, de manière à ce que les sujets Sardes aient faculté pleine et entière de vendre ou d'acheter partout où il leur plaira, et en toutes formes jugées plus convenables par le vendeur ou l'acheteur, et sans être obligés de subir aucune conséquence de quelque monopole, contrat ou privilége exclusif de vente ou d'achat; et Sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage à ce que semblable affranchissement de toute gêne relatif aux ventes et achats soit garanti aux sujets Britanniques dans les États Sardes à l'exception des monopoles actuels de la Couronne de tabac, de sel, de poudre, de plombs de chasse et de guerre, et de cartes à jouer.

V. Aucun droit de tonnage, de port, de phare, de pilotage, de quarantaine, ou autres droits semblables ou

équivalents de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, perçu au nom ou au profit du Gouvernement, des fonctionnaires publics, des communes, corporations ou établissement quelconque ne sera imposé dans les ports de chacun des deux Pays sur les navires de l'autre nation arrivant d'un port ou endroit quelconque, qui ne sera pas également imposé en pareil cas sur des navires nationaux, et dans chacun des deux Pays, aucun droit, charge, restriction, ou prohibition ne sera imposé, ni aucun remboursement de droit, prime ou avantage ne sera refusé à aucune marchandise importée dans ou exportée de ces mêmes Pays sur les navires de l'autre, qui ne soit également imposé sur ces mêmes marchandises ou refusé à ces mêmes marchandises importées ou exportées sur des navires nationaux.

VI. Tous les navires qui d'après les lois de la Grande Bretagne sont considérés comme navires Anglais, et tous les navires qui d'après les lois du Royaume de Sardaigne sont considérés comme navires Sardes, seront, quant aux effets du présent Traité, déclarés respectivement navires Britanniques et Sardes.

VII. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, bassins, docks, rades, havres ou rivières des deux États, il ne sera accordé aucun privilége aux navires nationaux, qui ne le soit également à ceux de l'autre État; la volonté des Parties contractantes étant, que, sous ce rapport aussi, les bâtiments respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite réciprocité.

VIII. Les bâtiments de l'un des deux États pourront décharger en totalité leur cargaison dans un des ports des États de l'autre haute Partie contractante, ou décharger une partie de leur cargaison dans un port, et se rendre ensuite avec le reste dans les autres ports du même État, selon que le Capitaine, le propriétaire ou telle autre personne qui serait dûment autorisée dans le port à agir dans l'intérêt du bâtiment ou de la cargaison le jugera convenable.

IX. Il est expressément entendu que les articles précédents ne sont pas applicables au commerce de cabotage que chaque Partie contractante se réserve à elle-même et réglera d'après ses propres lois.

X. S'il arrivait que quelque vaisseau de guerre ou

navire marchand de l'un des deux États fit naufrage sur les côtes de l'autre, ce bâtiment ou ses parties ou débris, ses agrès et tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les effets et marchandises qui en auront été sauvés, ou le produit de leur vente, en seront fidèlement rendus aux propriétaires ou à leurs ayant-droit sur leur réclamation.

Dans le cas où ceux-ci se trouveraient absents, lesdits objets, marchandises ou leurs produits, seront consignés, ainsi que tous les papiers trouvés à bord de ce bâtiment, au Consul Sarde ou Britannique dans le district duquel le naufrage aura eu lieu, et il ne sera exigé, soit du Consul, soit des propriétaires ou ayant-droit, que le payement des dépenses pour la conservation de la propriété, et la taxe du sauvetage qui serait également payée en pareille circonstance par un bâtiment national. Les marchandises et effets sauvés du naufrage ne seront assujettis aux droits établis qu'autant qu'ils seraient déclarés pour la consommation.

XI. En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes Parties contractantes s'obligent et s'engagent que tout privilége, faveur ou immunité que chacune d'Elles viendra à accorder à tout autre État sera aussi et à l'instant étendu à leurs sujets respectifs, gratuitement si la concession en faveur de l'autre État est gratuite, ou en donnant une compensation, autant que possible de valeur et effet équivalent à fixer de commun accord, si la concession est conditionnelle.

Il est toutefois expressément convenu que les réductions de douane accordées par la Sardaigne à la Belgique dans le Traité conclu avec cette Puissance à Turin le 24 février 1851, et qui se trouvent specifiées dans le tableau annexé au présent Traité, seront, à partir du premier juin 1851, étendues à la Grande Bretagne en compensation des avantages accordés à la Sardaigne par le présent Traité.

XII. Chacune des hautes Parties contractantes aura le droit de nommer des Consuls pour la protection du commerce, afin de résider dans les États ou territoires de l'autre Partie, et les Consuls qui seront nommés ainsi, jouiront dans le territoire de chaque Partie de tous les priviléges, exemptions et immunités qui sont ou qui peuvent être accordés dans ces États aux agents du

même rang et caractère, nommés ou autorisés par le Gouvernement de la Nation la plus favorisée.

Avant que quelque Consul puisse agir comme tel, il devra être approuvé et admis dans les formes usitées par le Gouvernement auprès duquel il est envoyé, et chacune des hautes Parties contractantes aura la faculté d'excepter de la résidence des Consuls tels endroits spéciaux que chacune d'Elles pourra juger à propos d'excepter.

XIII. Les sujets de chacune des hautes Parties contractantes pourront disposer librement par testament, donation ou autrement de tous les biens qu'ils auraient pu acquérir et posséder légalement dans les États de l'autre, et ceux qui les représentent d'après les lois, quoique sujets de l'autre Partie contractante, pourront hériter de ces propriétés, soit par testament, soit *ab intestato*, et ils pourront dans les termes fixés par la loi en prendre possession par eux mêmes ou par des personnes agissant en leur nom; ils en disposeront à leur gré en payant seulement les impositions, taxes, ou droits auxquels seraient en semblable cas assujettis les habitants du pays où les propriétés existent.

Dans le cas d'absence des héritiers on devra suivre la même règle qui en semblable cas est prescrite à l'égard des propriétés des natifs du pays jusqu'à ce que les ayant-droit aient fait les arrangements nécessaires pour en prendre possession.

Si des contestations s'élevaient entre les divers postulants au sujet du droit qu'ils auraient à ces propriétés, elles devront être résolues par les juges suivant les lois du pays où les propriétés sont situées et sans autre appel que celui prévu par les mêmes lois.

XIV. Les sujets de l'une des hautes Parties contractantes résidant dans les États de l'autre, seront respectivement libres de régler comme les nationaux leurs affaires par eux-mêmes, ou de les confier aux soins de toute autre personne, telles que courtiers, facteurs, agents ou interprètes; ils ne pourront être contraints dans leurs choix, et ils ne seront tenus à payer aucun salaire, ni aucune rétribution à ceux qu'ils n'auront pas jugé à propos d'employer à cet effet; étant absolument facultatif aux vendeurs et acheteurs de contracter ensemble leur marché, et de fixer le prix de toutes denrées ou marchandises importées ou destinées à l'exportation, sous la

condition de se conformer aux règlements et aux lois des douanes du pays.

XV. Les stipulations du présent Traité remplaceront celles du Traité entre les deux hautes Parties contractantes conclu à Turin le 10 septembre 1841, ainsi que de la Convention additionnelle à ce Traité qui a été signée à Londres le 23 janvier 1851.

Le présent Traité sera en vigueur pendant douze ans à compter de la date de l'échange des ratifications, et au delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des deux Parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention de la faire cesser, chacune des Parties se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout des douze ans susmentionnés, ou à toute date ultérieure.

XVI. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres le plus tôt possible dans l'espace de deux mois à compter du jour de la signature.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres le vingt-sept février, l'an de grâce mil huitcent cinquante un.

V. E. D'Azeglio. (L. S.)
Palmerston. (L. S.)
H. Labouchere. (L. S.)

XI.

Déclaration relative à l'extension des dispositions du Traité précédent aux Iles Joniennes; signée, sub spe rati, à Londres le 8 avril 1851; suivie d'une résolution du Sénat des Iles Joniennes.

En procédant à l'échange des ratifications du Traité de commerce et de navigation entre Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, qui a été signé à Londres le 27 février 1851, les soussignés Plénipoten-

tiaires de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et de Sa Majesté Britannique, ont reçu les ordres de leurs Souverains respectifs à déclarer ainsi qu'il suit:

Les Iles Joniennes se trouvant sous la protection de Sa Majesté Britannique, les sujets et les navires de ces Iles jouiront, dans les États de Sa Majesté Sarde, de tous les avantages qui sont accordés par le Traité susmentionné aux sujets et aux navires de la Grande Bretagne, aussitôt que le Gouvernement des Iles Joniennes sera convenu d'accorder aux sujets et aux navires de Sa Majesté Sarde les mêmes avantages qu'il accorde dans ces Iles aux sujets et aux navires de Sa Majesté Britannique; bien entendu toutefois, que pour prévenir des abus, tout navire Jonien, qui sera dans le cas de réclamer les bienfaits de ce Traité, sera muni d'une patente signée par le Lord Haut Commissaire, ou par celui qui le représente.

Les Ratifications du Traité du 27 février 1851 sont échangées sauf la déclaration susmentionnée.

Fait à Londres, le huit avril 1851.

V. E. Azeglio. *Palmerston.*

Résolution du Sénat des Iles Joniennes, en date du 27 mai 1852, relative à la déclaration précédente *).

United States of the Ionian Islands.

Corfu, 27th may 1852.

Resolution of the Senate.

Upon a message, addressed by His Excellency the Lord High Commissioner to the Senate, on the 3.rd june 1851;

Having seen the Treaty of commerce, and navigation, dated the 27.th february 1851, stipulated between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain, and Ireland, and His Majesty the King of Sardinia;

And having further seen the additional accompanying article relative to the Ionian Islands;

In conformity with the reply of the Senate to His Excellency the Lord High Commissioner on the 19. th june 1851;

It is resolved:

---

*) En anglais et en grec.

I. That the subjects, and shipping, of His Majesty, the King of Sardinia, shall enjoy, within these States, all the advantages accorded to the subjects, and vessels, of Her Britannic Majesty, in exchange for the advantages, which the aforesaid Treaty, and Declaration, secure to Ionian subjects, and vessels, in Sardinia, within the limits of the said Treaty.

II. The present shall be printed, published, and transmitted, to the proper Authorities, for due execution.

Approved.
H. G. Ward.
J. Fraser,
Secretary to the L. H. Commis.

XII.

*Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et la Sardaigne, signé à Turin, le 24 janvier 1851 *).*

Au nom de la Très-Sainte Trinité, Sa Majesté le Roi de Sardaigne d'une part, et Sa Majesté le Roi des Belges d'autre part, voulant assurer de nouvelles garanties et de nouvelles facilités au commerce, et à la navigation entre leurs États, et fortifier de plus en plus les liens d'amitié, et de bonne intelligence si heureusement établis entre les deux Nations, ont résolu de conclure un Traité propre à remplir ce but, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne,

Le sieur Comte Camille de Cavour, membre de la Chambre des Députés, son Ministre de la Marine, de l'Agriculture et du Commerce.

Et Sa Majesté le Roi des Belges,

Le sieur Henry de Brouckere, Officier de son Ordre, etc., etc., Ministre d'État, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Sardaigne;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pou-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Turin le 15 mai.

voirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

I. Il y aura entre la Sardaigne et la Belgique liberté réciproque de commerce.

Les Sardes en Belgique et les Belges en Sardaigne pourront réciproquement, et en toute sécurité entrer avec leurs navires, et cargaisons, comme les nationaux eux-mêmes, dans tous les lieux, ports et rivières qui sont ou seront à l'avenir ouverts au commerce étranger, sauf les précautions de police employées à l'égard des citoyens des Nations les plus favorisées.

II. Les citoyens de chacune des deux Parties contractantes pourront librement sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consignations tant de l'intérieur que des pays étrangers, sans que pour toutes ou quelques-unes de ces opérations, lesdits citoyens soient assujettis à d'autres obligations, charges ou restrictions que celles qui pèsent sur les nationaux, sauf les précautions de police qui sont employées à l'égard des Nations les plus favorisées.

Ils seront les uns et les autres, sur un pied de parfaite égalité, libres dans tous leurs achats, comme dans toutes leurs ventes, d'établir et de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés, que nationaux, qu'ils les vendent à l'intérieur, ou qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer expressément aux lois et règlements du pays.

Ils jouiront de la même liberté pour faire leurs affaires eux-mêmes, présenter en douane leurs propres déclarations, ou se faire suppléer par qui bon leur semblera, fondés de pouvoirs, facteurs, agens, consignataires, ou interprètes, soit dans l'achat, ou dans la vente de leurs biens, de leurs effets ou marchandises, soit dans le chargement, le déchargement, ou l'expédition de leurs navires.

Ils auront également le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs propres compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux en qualité de fondés de pouvoirs, facteurs, agens, consignataires, ou interprètes.

Toutefois, dans les cas réglés par le Code de commerce Sarde, et par le Code de commerce Belge, ils devront se conformer aux dispositions de ces Codes, dispositions auxquelles le présent article n'apporte aucune dérogation.

Enfin, ils ne payeront point à raison de leur commerce ou de leur industrie dans les ports, villes, ou lieux quelconques des deux États, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident temporairement, des droits, taxes, ou impôts, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux, et les priviléges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent en matière de commerce les citoyens de l'un des deux États, seront communs à ceux de l'autre.

III. Les Sardes en Belgique, et les Belges en Sardaigne seront exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes, ou milices nationales, et ne pourront être assujettis pour leurs propriétés mobilières, ou immobilières à d'autres charges, restrictions, taxes, ou impôts que ceux auxquels seraient soumis les nationaux eux-mêmes.

IV. Les citoyens de l'une et de l'autre Partie contractante, jouiront dans les deux États de la plus constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des Tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, en toute instance, et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer dans toutes les circonstances les avocats, avoués ou agens de toute classe qu'ils jugeraient à propos de faire agir en leur nom. Enfin ils jouiront sous ce rapport des mêmes droits et priviléges que ceux qui seront accordés aux citoyens de la Nation la plus favorisée, et seront soumis aux mêmes conditions que celles qui sont imposées à ces derniers.

V. Seront considérés comme Sardes en Belgique, et comme Belges en Sardaigne, les navires qui navigueront sous les Pavillons respectifs, et qui seront porteurs des papiers de bord, et des documens exigés par les lois de chacun des deux États, pour la justification de la nationalité des bâtimens de commerce.

VI. Les navires Sardes qui entreront sur lest, ou

chargés en Belgique, ou qui en sortiront, et réciproquement les navires Belges qui entreront sur lest, ou chargés en Sardaigne, ou qui en sortiront soit par mer, soit par rivières ou canaux, quel que soit le lieu de leur départ ou celui de leur destination, ne seront assujettis tant à l'entrée qu'à la sortie, et au passage, à des droits de tonnage, de port, de balisage, de pilotage, d'ancrage, de remorque, de fanal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, de patente, de navigation, de péage, enfin à des droits ou charges de quelque nature ou dénomination que ce soit, perçus ou établis au nom et au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques, autres ou plus forts que ceux qui sont actuellement, ou pourront par la suite être imposés aux bâtimens nationaux à l'entrée, pendant leur séjour dans les ports, à leur sortie, ou dans le cours de leur navigation.

VII. Seront complètement affranchis des droits de tonnage et d'expédition:

1. Les navires qui, rentrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest.

2. Les navires qui passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État, soit pour y déposer tout, ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits.

3. Les navires qui entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait des opérations de commerce.

Ne seront pas considérés en cas de relâche forcée comme opérations de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement de l'équipage, et la vente des marchandises avariées lorsque l'Administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Les bateaux à vapeur Sardes, et Belges faisant un service régulier de navigation entre les États Sardes et la Belgique, seront exemptés, dans l'un et l'autre pays, du payement des droits de tonnage, d'ancrage, de balisage, de feux et de fanaux.

VIII. En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, rades

hâvres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques, auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilége, ni aucune faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre État, la volonté des hautes Parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtimens soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

IX. Les bâtimens de guerre de l'une des deux Puissances pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre Puissance dont l'accès est accordé à la Nation la plus favorisée; ils y seront soumis aux mêmes règles, et jouiront des mêmes avantages.

X. Les objets de toute nature provenants soit du sol, soit de l'industrie, soit des entrepôts ou ports-francs des États Sardes, importés en droiture des États Sardes par navires Sardes dans les ports de Belgique, ne payeront d'autres ni de plus forts droits d'entrée que s'ils étaient importés en droiture sous Pavillon Belge.

Et réciproquement les objets de toute nature provenants soit du sol, soit de l'industrie, soit des entrepôts ou ports-francs de Belgique, importés en droiture de Belgique, dans les États Sardes sous Pavillon Belge, n'acquitteront d'autres ni de plus forts droits que s'ils étaient importés en droiture sous Pavillon Sarde.

Il est bien entendu,

1. Que les marchandises devront avoir été réellement chargées dans les ports d'où elles auront été déclarées respectivement provenir.

2. Que la relâche forcée dans les ports intermédiaires pour causes de force majeure, justifiées d'après le mode prescrit par la législation du pays vers lequel l'expédition a lieu, ne fait pas perdre le bénéfice de l'importation en droiture.

XI. Les marchandises suivantes originaires des États Sardes, et importées de ces États en Belgique de la manière indiquée à l'art. 14 du présent Traité, jouiront à l'entrée en Belgique des réductions de droits ainsi calculées:

a) Fromages; fr. 7, au lieu de fr. 10 70 par 100 kilog.
b) Anchois frais, salés, fumés ou séchés; fr. 4 00 au lieu de fr. 5 76 par 100 kilog.

Sardines fumées ou séchées; fr. 4, au lieu de fr. 7 20 par 1000 pièces.

c) Vermicelles et autres pâtes analogues; fr. 3 au lieu de fr. 7 par 100 kilog.

d) Salaisons et compôtes au vinaigre; réduction des trois quarts du droit actuel. Citrons, limons, oranges; fr. 11 20 par 100 fr.; - amandes fr. 11 20 par 100 kilog.; -noisettes, fr. 3 20 par 100 kilog.; - chataignes, fr. 6 50 par 100 fr.; fruits confits au sucre, droit inférieur d'un quart au droit général établi ou à établir.

e) Huile d'olives, comestible; fr. 7 50 au lieu de fr. 13 par hectolitre; ne pouvant servir qu'aux fabriques; fr. 0 60 au lieu de fr. 1 00 par hectol.

f) Vins; en cercles, fr. 0 50 au lieu de fr. 2 00 par hectol.; en bouteilles fr. 2 au lieu de fr. 12 00 par 100 bouteilles.

En outre réduction de 25 % des droits d'accises maintenant existans.

g) Plantes vivantes; réduction de moitié du droit actuel.

h) Semences, autres que les graines oléagineuses, et la graine de lin à semer, même réduction.

i) Sel brut; libre par la voie de mer.

j) Corail non ouvré; réduction de moitié du droit actuel.

k) Marbres; bruts, polis, sculptés, moulés, ou sciés; même réduction.

) Petites peaux non apprêtées; même réduction.

m) Céruse; fr. 3 00 au lieu de fr. 4 20 par 100 kilog.

n) Soie grège; écrue, fr. 0 01 au lieu de fr. 1 00 par 100 kilog.; moulinée, fr. 2 00 au lieu de fr. 4 00 par 100 kilog.

o) Velours de soie; fr. 4 00 au lieu de fr. 5 00 et de fr. 10 00 par 100 kilog.

p) Gaze de soie, simple et unie, fr. 4 00 au lieu de fr. 5 00 par kilog.; festonnée, brodée etc. fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 par kilog.

q) Avelanèdes et gallons du Piémont; réduction de moitié du droit actuel.

XII. De leur côté, les marchandises suivantes, originaires de Belgique, et importées dans les États Sardes de la manière indiquée à l'art. 14 du présent Traité, jouiront à l'entrée dans ces États des réductions de droits ci-après indiquées:

a) Zinc, en plaques, en barres, ou en saumons (toutenagues), zinc laminé; réduction de moitié des droits actuels.

b) Cuivre, en pains, en rosettes, en fonds de chaudière, en plaques, cuivre ouvré, et non ferré; même réduction.

c) Fers, fonte ouvrée simple, coussinets pour chemin de fer, fr. 8 00 au lieu de fr. 15 00 les 100 kilog. Fonte garnie d'autres métaux fr. 12 00 au lieu de fr. 25 00. Fer de première fabrication, rails, fr. 10 00 au lieu de fr. 16 00; de seconde fabrication, fr. 15 00 au lieu de fr. 30 00; garni d'autres métaux, fr. 20 00 au lieu de fr. 40 00; ancres, canons, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00; instrumens propres aux arts mécaniques, fr. 12 50 au lieu de fr. 25 00; clous de toute espèce, chevilles etc., fr. 12 50 au lieu de fr. 25 00, et de fr. 70 00; machines et mécaniques, fr. 5 00 au lieu de fr. 10 00; faux, faucilles ou serpettes, fers à repasser etc., fr. 12 50 au lieu de fr. 25 00; enclumes, massues, socs de charrue, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00; ressorts de voiture, et similaires, fr. 30 00 au lieu de fr. 60 00; vis de fer de toute espèce, fr. 12 50 au lieu de fr. 25 00; fils de fer, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 par 100 hilog.

d) Armes; blanches de toute espèce; réduction de moitié; canons de fusils de chasse, fr. 1 00 au lieu de fr. 2 00 la pièce; canons de pistolets, fr. 0 35 au lieu de fr. 0 75 la pièce.

e) Verres et cristaux; miroirs de toute dimension non montés, fr. 25 00 au lieu de fr. 60 00 les 100 kilog. Cristaux de toute espèce; fr. 15 00 au lieu de fr. 40 00 par 100 kilog.; glaces et verres à vitre, fr. 15 00 au lieu de fr. 25 00 par 100 kilog.; verre ouvré de toute espèce, fr. 15 00 au lieu de fr. 18 00 par 100 kilog.; bouteilles d'un litre et au dessus, demi bouteilles, damejannes sans distinction de capacité, bouteilles nommées *fiaschi;* réduction de moitié.

f) Porcelaine; en couleur ou dorée, fr. 30 00 au lieu de fr. 50 00; blanche fr. 25 00 par 100 kilog.; poterie de terre ordinaire, fr. 3 00 au lieu de fr. 4 00 par 100 kilog.; faience en ouvrages divers, blanche fr. 8 00 au lieu de fr. 12 00; peinte, dorée ou coloriée, fr. 12 00 au lieu de fr. 20 00.

g) Papier; de pâte de couleur et blanc de toute qualité, fr. 30 00 au lieu de fr. 50 00 par 100 kilog.; colorié ou doré, fr. 40 00 au lieu de fr. 65 00; imprimé, dessiné ou peint, pour teinture, fr. 50 00 au lieu de fr. 100; brouillard, fr. 20 00 au lieu de fr. 50 00; grossier pour envelopper, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00.

h) Livres; en feuilles ou brochés, fr. 30 00 au lieu de fr. 50 00 par 100 kilog.; reliés en carton etc., fr. 60 00 au lieu de fr. 100.

i) Sucre raffiné de toute espèce, fr. 25 00 au lieu de fr. 45 00 les 100 kilog.

j) Cuirs et peaux préparées, fr. 66 00 au lieu de fr. 100. Peaux chamoisées, fr. 75 00 au lieu de fr. 150.

k) Fils de laine ou de poil quelconque; blancs ou naturels, fr. 0 60 au lieu de fr. 1 10 le kilog.; teints, fr. 0 80 au lieu de fr. 1 60.

l) Tissus de laine foulés et drapés ou non; de la valeur de 10 fr. par mètre, et au dessus, y compris les similaires, tels que casimirs etc., fr. 3 00 le kilog., au lieu de fr. 3 30 avec suppression du 10 % à la valeur; de moins de 10 fr. par mètre, fr. 2 00 au lieu de fr. 4 50.

Tapis et couvertures de bourre de laine, lambeaux et lisières de drap; fr. 1 00 au lieu de fr. 2 00 le kilog.; de toute autre qualité, fr. 1 00 au lieu de fr. 3 00.

m) Lin teillé ou peigné; réduction de moitié.

n) Fil de lin, et de chanvre de toute qualité; même réduction.

o) Tissus de lin, et de chanvre de toute qualité, écrus ou blanchis, même mélangés de coton, ou de laine, croisés, ou autrement ouvragés, écrus, blanchis ou mélangés de blanc, même réduction.

Dentelles de toute qualité, même réduction.

p) Fil de coton, inférieur au n. 20 fr. 0 20 au lieu de fr. 0 90; du n. 20 au n. 40 fr. 0 40 au lieu de fr. 0 90; du n. 40 au n. 60 fr. 0 60 au lieu de fr. 0 75; d'un numéro supérieur fr. 0 75.

Retords de toute qualité, fr. 0 75 au lieu de fr. 1 20; blanchis ou teints de toute qualité, fr. 0 80 au lieu de fr. 1 80.

q) Tissus de coton, même mélangés de fil ou de laine, unis, croisés, ou autrement ouvragés, écrus, blanchis

en couleur, ou teints, imprimés etc., réduction de moitié.

r) Morue, réduction de 25 p. %.

Le droit à la sortie sur les marchandises suivantes, dirigées des États Sardes vers la Belgique sera réduit, savoir:

Celui sur les soies grèges à fr. 1 50.

Celui sur les peaux brutes d'agneaux, à fr. 15 00; sur les peaux de chevraux, à fr. 30 00.

Toutefois les réductions stipulées à cet article, comme celles qui figurent à l'art. 11, ne seront applicables qu'à partir du premier juin 1851.

XIII. A fin d'équilibrer d'une manière aussi exacte que possible les concessions douanières, et maritimes stipulées ci-dessus, Sa Majesté le Roi des Belges garantit aux navires Sardes le remboursement du droit perçu sur la navigation de l'Escaut par le Gouvernement des Pays-Bas, en vertu du §. 3 de l'art. 9 du Traité du 19 avril 1839.

XIV. Lorsque les produits compris aux articles 11 et 12 seront transportés de l'un Pays dans l'autre par la voie maritime, ils ne jouiront des réductions de droits qui leur sont attribués que sous les conditions suivantes, savoir:

1. Le transport devra se faire par navires Belges ou par navires Sardes.

2. Les navires feront le voyage en droiture.

Toutefois les navires pourront relâcher en route, mais en se conformant aux conditions et aux formalités dont les deux Gouvernemens auront à convenir.

Les hautes Parties contractantes se communiqueront les règlemens en vigueur chez chacune d'elles en matière de relâche, et elles se feront part des modifications que ces règlemens pourraient ultérieurement subir.

La voie maritime sera obligatoire pour le transport du sel, et des marbres.

Il est convenu que les produits prenant la mer pour se rendre de Marseille à un port Sarde, ou viceversa, ne seront pas astreints à faire ce trajet sous Pavillon Belge, ou sous Pavillon Sarde.

Les formalités de transport direct par mer, ou par terre, et les justifications d'origine, seront déterminées par les deux Gouvernemens, et de commun accord.

XV. Les objets de toute nature importés en Sardaigne d'ailleurs que de Belgique, sous Pavillon Belge, ne

payeront d'autres ni de plus forts droits quelconques, que si l'importation était effectuée sous le Pavillon de la Nation étrangère la plus favorisée, autre que le Pavillon du pays même d'où l'importation a lieu.

Et réciproquement les objets de toute nature importés sous Pavillon de Sardaigne en Belgique, d'ailleurs que de Sardaigne, ne payeront d'autres ni de plus forts droits quelconques, que si l'importation était effectuée sous le Pavillon de la Nation étrangère la plus favorisée, autre que celui du pays même d'où l'importation a lieu.

XVI. Les objets de toute nature quelconque, importés par navires Belges, ou par navires Sardes, des ports de l'un, ou de l'autre des deux États, vers quelque pays que ce soit, ne seront pas assujettis à des droits, ou à des formalités autres que les formalités, ou les droits imposés à l'exportation par Pavillon national.

XVII. Les primes, restitutions ou autres faveurs de même nature, qui pourraient être accordées dans les États des deux Parties contractantes à des marchandises importées, ou exportées par navires nationaux, seront aussi, et de la même manière accordées aux marchandises importées directement de l'un des deux Pays sur ces navires dans l'autre, ou exportées de l'un des deux Pays par les navires de l'autre, vers quelque destination que ce soit.

XVIII. Il est néanmoins dérogé aux dispositions qui précèdent, pour l'importation des produits de la pêche nationale, les deux Pays se réservant la faculté d'accorder des priviléges spéciaux au Pavillon national, pour le commerce de ces produits.

Il est entendu que la réduction accordée en Belgique aux sels de France pour déchet au raffinage n'est pas étendue aux sels des États Sardes.

XIX. Les marchandises importées dans les ports de Belgique ou de Sardaigne par les navires de l'un, ou de l'autre État, pourront être mises en entrepôt, livrées au transit, ou à la réexportation, sans être assujetties à des droits d'entrepôt, d'emmagasinage, de vérification, de surveillance, ou à d'autres charges de même nature, plus forts que ceux auxquels seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

XX. Les navires Belges entrant dans un port de Sardaigne, et réciproquement les navires Sardes entrant dans un port de Belgique, et qui n'y viendraient dé-

charger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois, aux lois et règlemens des États respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels d'ailleurs ne pourront mutuellement être perçus, qu'au taux fixé pour la navigation nationale.

XXI. Les objets de toute nature, venant de Belgique, ou expédiés vers la Belgique, jouiront, à leur passage par les territoires Sardes, du traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets venant, ou en destination du Pays le plus favorisé.

Réciproquement, les objets de toute nature venant de Sardaigne, ou expédiés vers la Sardaigne, jouiront, à leur passage par le territoire Belge, du traitement applicable, dans les mêmes circonstances, aux objets venant, ou en destination du Pays le plus favorisé.

XXII. Les réductions de droits concédées de part et d'autre par le présent Traité, ne seront accordées spécialement à d'autres Pays, que moyennant équivalent.

Si par la suite, l'une des deux Parties contractantes accorde à une autre Nation quelconque, de plus grands avantages relativement aux objets dénommés dans ce Traité, ces avantages deviendront, de plein droit, communs à l'autre Partie.

Si d'autres faveurs en matière de commerce, et de navigation sont concédées par l'un des deux États à quelque autre Nation, les mêmes faveurs seront partagées par l'autre État, qui en jouira gratuitement, si la concession est gratuite, ou si elle porte sur une concession déjà accordée par celui-ci en vertu du présent Traité, et en donnant un équivalent si la concession est conditionnelle.

XXIII. Il pourra être établi des Consuls, et des vice-Consuls de chacun des deux Pays dans l'autre, pour la protection du commerce. Ces agens n'entreront en fonction, et en jouissance des droits, priviléges et immunités qui leur reviendront, qu'après en avoir obtenu l'autorisation du Gouvernement territorial.

Celui-ci conservera d'ailleurs le droit de déterminer les résidences où il ne lui conviendra pas d'admettre les Consuls, bien entendu que, sous ce rapport, les deux

Gouvernemens ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leurs Pays à toutes les Nations.

XXIV. Les agens Consulaires Belges dans les États Sardes jouiront de tous les priviléges, exemptions, et immunités dont jouissent les agens de même qualité de la Nation la plus favorisée; il en sera de même en Belgique pour les agens Consulaires de Sardaigne.

XXV. Les Consuls respectifs pourront faire arrêter, et renvoyer soit à bord soit dans leur Pays, les matelots qui auraient déserté des bâtimens de leur Nation dans un des ports de l'autre.

A cet effet ils s'adresseront par écrit aux Autorités locales compétentes, et justifieront, par l'exhibition en original, ou en copie, dûment certifiée, des registres du bâtiment, ou du rôle d'équipage, ou par d'autres documens officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie du dit équipage; sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera donné toute aide pour la recherche, et l'arrestation des dits déserteurs qui seront même détenus, et gardés dans les maisons d'arrêt du Pays, à la réquisition, et aux frais des Consuls, jusqu'à ce que ces agens aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins sujets de l'autre Partie seront exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre Pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit, son extradition sera différée jusqu'à ce que le Tribunal qui a droit d'en connaître ait rendu son jugement, et que celui-ci ait eu son effet.

XXVI. Les navires, marchandises, effets, appartenant aux sujets Belges, ou Sardes qui auraient été pris par des pirates dans les limites de la juridiction de l'une des deux Parties contractantes, ou en haute mer, et qui seraient conduits, ou trouvés dans les ports, rivières, rades, baies, de la domination de l'autre Partie contractante, seront remis à leurs propriétaires, en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise, qui seront déterminés par les Tribunaux compétens, lorsque le droit de propriété aura

été prouvé devant ces Tribunaux, et sur la réclamation qui devra en être faite dans le délai d'un an par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs, ou par les agens des Gouvernemens respectifs.

XXVII. Lorsque un navire appartenant aux citoyens du Pays de l'une ou de l'autre des Parties contractantes fera naufrage, échouera, ou souffrira quelque avarie sur les côtes, ou dans les domaines de l'autre Partie contractante, celle-ci lui donnera toute assistance et protection comme aux navires de sa propre Nation, lui permettant de décharger en cas de besoin ses marchandises, sans exiger aucun droit, ni impôt, ni contribution quelconque, jusqu'à ce que ces marchandises puissent être exportées, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation intérieure. Ce navire, en toutes ses parties ou débris, en tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les effets, et marchandises qui en auront été sauvées, ou le produit de leur vente, s'ils sont vendus, seront fidèlement rendus aux propriétaires sur leur réclamation, ou sur celle de leurs agens, à ce dûment autorisés, et dans le cas où il n'y aurait pas de propriétaire, ou d'agent sur le lieu, les dits effets, ou marchandises, ou le produit de la vente qui en serait faite, ainsi que tous les papiers trouvés à bord du vaisseau naufragé, seront remis au Consul Belge, ou Sarde, dans l'arrondissement duquel le naufrage aura lieu, et le Consul, les propriétaires, ou les agens précités, n'auront à payer que les dépenses faites pour la conservation de ces objets.

XXVIII. Le présent Traité sera en vigueur pendant huit années, à compter du jour de l'échange des ratifications, et si un an avant l'expiration de ce terme, ni l'une, ni l'autre des deux Parties contractantes n'annonce par une déclaration officielle son intention d'en faire cesser les effets, le dit Traité restera encore obligatoire pendant une année pour les deux Parties, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

XXIX. Dans le cas où l'une des hautes Parties contractantes, par l'effet d'une mesure législative, rendrait d'application générale les faveurs qu'elles concèdent, savoir: la Belgique par rapport aux huiles, vins, marbres, fruits; et la Sardaigne par rapport aux ouvrages de fer, verres et cristaux, tissus de laine, et de lin, la Partie qui se croira lésée aura, pendant six mois, à compter du

jour où une semblable mesure aura été mise à exécution, le droit de dénoncer le présent Traité, qui cessera ses effets un an après que cette dénonciation aura été faite à l'autre Partie.

XXX. Le présent Traité sera ratifié par Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et par Sa Majesté le Roi des Belges, et leurs ratifications en seront échangées à Turin dans le délai de quatre mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signé, et y ont apposé leur sceau.

Fait en double original à Turin le 24 janvier 1851.

C. Cavour. (L. S.) *H. Brouckere.* (L. S.)

XIII.

Convention de navigation, additionnelle au Traité du 27 octobre 1837, entre la Grande Bretagne et les Pays-Bas, signée à Londres, le 27 mars 1851).*

Texte anglais.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the King of the Netherlands, being desirous of extending further the reciprocal privileges of navigaticn conferred on the ships of the two countries respectively by the Treaty of Commerce and Navigation between Her Britannick Majesty and His Majesty the King of the Netherlands, which was signed at the Hague on the 27th of October, 1837, have appointed as their Plenipotentiaries to conclude a Convention for that purpose, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Henry John Viscount Palmerston, Baron Temple, a Peer of Ireland, a Member of Her Britannick Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament,

---

*) En anglais et en hollandais. Les ratifications ont été échangées à Londres, le 16 avril 1851.

Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, and Her Britannick Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and the Right Honourable Henry Labouchere, a Member of Her Britannick Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, and President of the Committee of Privy Council for Affairs of Trade and Foreign Plantations;

And His Majesty the King of the Netherlands, His Excellency Gerard Count Schimmelpenninck, Minister of State, Commander of the Royal Order of the Netherland Lion, Knight of the Royal Order of Frederick of Wurtemberg, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of His Majesty the King of the Netherlands at the Court of Her Britannick Majesty;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed that for and in lieu of the Second and Third Articles of the above-mentioned Treaty, the following Articles shall be substituted:

Art. I. No duties of tonnage, harbour, lighthouse, pilotage, quarantine, or other similar or corresponding duties, of whatever nature or under whatever denomination, shall be imposed in the ports of either country upon the vessels of the other country, from whatever port or place arriving, which shall not be equally imposed in the like cases on national vessels; and in neither country shall any duty, charge, restriction, or prohibition, be imposed upon, nor any drawback, bounty, or allowance, be withheld from, any goods imported into or exported from such country in vessels of the other, which shall not be equally imposed upon or withheld from such goods, when so imported or exported in national vessels.

Art. II. All vessels which, according to the laws of Great Britain, are to be deemed British vessels, and all vessels which, according to the laws of the Netherlands, are to be deemed Netherland vessels, shall, for the purposes of this convention, and of the said treaty of the 27th of October, 1837, be deemed British vessels and Netherland vessels respectively.

Art. III. If any act should hereafter be passed by the Legislature of either country, by which any of the privileges in regard to navigation and commerce which are respectively conceded by the British Act of Parliament of the 12th and 13th Victoria, cap. 29, and by the Nether-

land law of the 8th of August, 1850, should be withdrawn, then and in such case, either of the High Contracting Parties shall be at liberty to terminate the present convention, on giving to the other six weeks' notice of its wish to that effect.

Art. IV. The present convention shall be considered as additional to the above-mentioned treaty of the 27th of October, 1837, and shall have the same duration as that treaty, unless in the case provided for by article III preceding. It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as may be within the space of four weeks from the date of its signature.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at London, the twenty-seventh day of March, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty-one.

(L. S.) *Palmerston.*
(L. S.) *Henry Labouchere.*
(L. S.) *G. Schimmelpenninck.*

XIV.

Traité de commerce et de navigation entre la Sardaigne et la Grèce, signé à Athènes, le 31 mars 1851).*

Sua Maestà il Re di Sardegna e Sua Maestà il Re di Grecia animati egualmente dal desiderio di consolidare i rapporti amichevoli così felicemente esistenti fra di essi, e di accrescere fra i loro rispettivi Stati le relazioni commerciali, e persuasi che un tale vantaggioso scopo non potrebbe esser meglio conseguìto, che coll' adottare un sistema di perfetta reciprocità fondata sopra principii di equità, hanno convenuto di entrare in negoziazione per conchiudere un Trattato di commercio e di navigazione,

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 15 juillet 1851.

ed a tale effetto hanno nominato dei Plenipotenziarii, cioè: Sua Maestà il Re di Sardegna il signor Cavaliere Paolo Francesco Peloso, Cavaliere dell'Ordine religioso e militare dei SS. Maurizio e Lazzaro, dell'Ordine di S. Gregorio Magno, Commendatore dell'Ordine Reale del Salvatore di Grecia, Cavaliere della Legion d'Onore di Francia, della Corona di ferro d'Austria e di San Giuseppe di Toscana, Suo Console generale; e Sua Maestà il Re di Grecia il signor Pietro Delyanni, membro della Camera dei Deputati, Ministro della Casa Reale, e delle relazioni estere, Cavaliere di Croce d'oro del suo Ordine Reale del Salvatore, Gran Croce dell'Ordine di S. Anna di Russia, Gran Commendatore dell'Ordine dei Guelfi di Annover, del Leone Neerlandese dei Paesi Bassi, del Cristo di Portogallo, di Carlo III di Spagna, di Danebrog di Danimarca, decorato del Niscian-Iftibar del Sultano di prima classe, Commendatore dell'Ordine della Legion d'Onore di Francia, dei SS. Maurizio e Lazzaro di Sardegna, della Stella Polare di Svezia, del Merito Civile di Sassonia, Cavaliere degli Ordini della Croce di ferro d'Austria, dell'Aquila Rossa di Prussia ecc., i quali dopo aver scambiati i loro pieni poteri, ed averli riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto gli articoli seguenti:

I. Vi sarà reciproca libertà di commercio e di navigazione fra i sudditi del Regno di Sardegna, e quelli del Regno di Grecia.

II. In conseguenza i sudditi dei due Stati godranno nei porti, ancoraggi, rade, città ed altri luoghi qualunque dei rispettivi Stati, una eguale libertà di commercio, di modo che nei detti luoghi sarà accordata dai rispettivi Governi una perfetta eguaglianza, e reciprocità di diritti e vantaggi commerciali, e qualora questi diritti e vantaggi fossero sottoposti a dei carichi qualunque, saranno assolutamente trattati sullo stesso piede dei nazionali, riguardo ai carichi di qualunque natura essi fossero: potranno altresì dimorare e possedere, sia a titolo d'affitto, sia in assoluta proprietà, delle case d'abitazione, magazzini, ed altri immobili necessarii al loro commercio, nei luoghi ove più fosse ad essi di convenienza. Ed infine generalmente tutti i negozianti e mercatanti di ambe le Nazioni godranno, rispettivamente, sia per la loro persona che per le loro proprietà, della più compiuta sicurezza, e sarà loro accordato per tutti gli affari

del loro commercio, la stessa protezione di cui godono gli indigeni coll' obbligo però di sottoporsi alle leggi ed ordinanze dei rispettivi paesi.

III. I bastimenti Sardi giungendo vacanti o carichi nei porti Greci, e reciprocamente i bastimenti Greci giungendo vacanti o carichi nei porti Sardi saranno trattati, sia al loro arrivo, che durante il loro soggiorno, ed alla partenza, sul piede stesso de' nazionali provenienti da uno stesso luogo, riguardo ai diritti di tonnellaggio, di fanale, di pilotaggio, di pedaggio, o diritti di porto, di quarantena, di vacazione di ufficiale pubblico, come in tutte le tasse od imposte di qualunque specie, o denominazione qualunque, percepite a nome o per conto del Governo, delle Autorità locali o di qualunque stabilimento particolare.

IV. Qualunque mercanzia, od oggetto di commercio, che potrà essere legalmente importato nei porti di Sardegna sopra bastimenti Sardi, vi potrà egualmente essere importato sopra bastimenti Greci, senza pagare altri o maggiori diritti o imposte di qualunque specie, o denominazione, sieno percepiti a nome, o per conto del Governo, delle Autorità locali, o di qualunque stabilimento particolare, come se fossero stati importati sopra bastimenti Sardi, e reciprocamente ogni mercanzia ed oggetti di commercio che potranno legalmente essere importati nei porti di Grecia sopra bastimenti Greci, potranno egualmente esservi importati sopra bastimenti Sardi, senza pagare altri o maggiori diritti o imposte di qualunque specie, o denominazione, sieno percepiti a nome o per conto del Governo, dello Autorità locali, o di qualunque stabilimento particolare, e come se fossero importati sopra bastimenti Greci.

V. Egli è inteso che le stipulazioni contenute nei precedenti due articoli sono in tutta la loro pienezza applicabili ai bastimenti Sardi ed al loro carico arrivando ne' porti Greci, e reciprocamente ai bastimenti Greci ed al loro carico arrivando nei porti Sardi, sia che i detti bastimenti vengano da porti dello Stato, a cui appartengono, sia da qualunque altro paese estero.

VI. La stessa assimilazione di bandiera stabilita nell' art. 5 avrà luogo per la esportazione di tutte le merci, ed oggetti di commercio sia di produzione indigena, o di estera, la di cui sortita è legalmente permessa nei due Paesi.

VII. Non saranno imposti altri o maggiori diritti sopra l'importazione in Sardegna degli articoli provegnenti dal suolo o dall' industria di Grecia, e non saranno imposti altri o maggiori diritti sopra la importazione in Grecia degli articoli provegnenti dal suolo o dall'industria di Sardegna, se non che quelli che sono, o saranno imposti sopra gli stessi articoli provegnenti dal suolo, o dall'industria d'ogni altro Paese estero: del paro non sarà imposto sulla importazione, o sulla esportazione degli oggetti provegnenti dal suolo, o dall'industria di Sardegna o di Grecia sia all'entrata che alla sortita dai porti Sardi o dai porti Greci veruna proibizione che non sia egualmente applicabile a qualunque altra Nazione.

VIII. Ogni facoltà di deposito e qualunque prima o premio o rimborso di diritto, che sarebbe accordato nel territorio d'una delle Alte Parti contraenti all'importazione od all'esportazione di qualunque siasi oggetto, saranno egualmente accordati agli oggetti della natura stessa prodotti dal suolo o dall'industria dell altra Alta Parte contraente, ed alle importazioni ed esportazioni fatte coi proprii bastimenti.

IX. Tutte le merci ed oggetti di commercio che saranno importati, depositati o messi in magazzino nei porti dello Stato e Possedimenti delle Alte Parti contraenti, saranno sottoposti durante tutto il tempo dell' immagazzinaggio alle stesse regole, condizioni e diritti, come se fossero importati con bastimenti Sardi o Greci; del paro, la riesportazione di tali merci ed oggetti di commercio sarà sottoposta allo stesso trattamento, ed agli stessi diritti come se fosse eseguita sopra bastimenti Sardi o Greci.

X. Il commercio di cabotaggio rimane esclusivamente riservato alla bandiera del Paese: però i sudditi dei due Stati saranno liberi di fare il commercio di *scalo*, cioè di operare una parte di carico o discarico in un porto, e di andare a terminare il carico o discarico in altro porto senza essere sottoposti a maggiori diritti come se queste operazioni fossero fatte sotto la bandiera del Paese, purchè si astengano dal caricare qualunque siasi oggetto in un porto per sbarcarlo in altro porto del Paese stesso.

XI. Sono considerati come bastimenti Sardi o Greci quelli che navigheranno e saranno posseduti in confor-

mità de' regolamenti in vigore, e che saranno muniti dei documenti in uso in ambi i Paesi.

XII. Per quanto riguarda la polizia dei porti, il carico o discarico dei bastimenti, la sicurezza delle merci, oggetti di traffico, beni ed effetti qualunque, i sudditi delle Alte Parti contraenti saranno sottoposti vicendevolmente alle leggi e regolamenti di polizia locale; anzi i sudditi di ciascheduna delle Alte Parti contraenti avranno, negli Stati dell'altra, la libertà di disporre de' loro beni anche a favore dei sudditi di ambi i Paesi, sia per via di testamento, di donazione, o altrimenti, ed i loro eredi, essendo sudditi dell'altra Alta Parte contraente, succederanno ai loro beni sia in forza di testamento, sia ab intestato, e potranno prenderne possesso sia in persona sia per mezzo di procuratore agendo in loro nome, non pagando altri o maggiori diritti di quelli ai quali sono sottoposti in egual circostanza gli abitanti del Paese, ove si trovano esistenti i detti beni: gli abitanti dei due Stati potranno trasportare a loro piacere, e con tutta libertà, la propria fortuna ed averi da uno dei due territorii nell'altro, senza essere sottoposti, per tale traslocazione, ad una taglia o tassa straordinaria qualunque.

XIII. Il diritto di detrazione esercito a profitto del tesoro Sardo sopra l'esportazione e la trasferta fuori dello Stato delle eredità ed altro spettanti ad esteri, non sarà più esercitato in Sardegna sopra le eredità, od altri beni passati o appartenenti a dei sudditi Greci, e reciprocamente il diritto di detrazione nel modo stesso, in cui è indicato qui sopra, non sarà esercito nel Regno di Grecia sopra le eredità od altri beni passati od appartenenti a dei sudditi Sardi.

XIV. Le Alte Parti contraenti convengono fra di loro di non dare ricetto a pirati in qualunque siasi porto, baia, od ancoraggio dei rispettivi Stati, e di applicare tutto il rigore delle leggi contro chiunque fosse riconosciuto pirata, e contro tutte le persone che venissero convinte di connivenza o complicità con essi. Tutti i bastimenti e carichi appartenenti a sudditi dei due Stati che fossero predati da pirati, e che questi conducessero nei porti dell'una o dell'altra Potenza, saranno restituiti ai rispettivi proprietarii od ai loro eredi o rappresentanti, debitamente autorizzati, se provano l'identità della proprietà; e la restituzione avrà luogo quand' anche l'oggetto reclamato si trovasse nelle mani di un terzo mediante

che sia constatato, che l'acquisitore sapeva o poteva sapere che l'oggetto, di cui si tratta, era provegnente da pirateria.

XV. Nel caso che una delle Alte Parti contraenti fosse in guerra con qualche Potenza, Nazione o Stato, i sudditi dell'altra potranno continuare il commercio e la navigazione cogli stessi Stati, eccetto colle città o porti bloccati od assediati per terra e per mare; ma in nessun caso sarà loro permesso il commercio d'oggetti considerati contrabbando di guerra.

XVI. In caso di guerra (che a Dio non piaccia) fra le due Alte Parti contraenti i sudditi di ambi gli Stati avranno un termine di sei mesi per esportare, vendere o liquidare la loro fortuna ed i loro interessi.

XVII. Occorrendo, che qualche bastimento da guerra o di commercio Sardo, o Greco faccia naufragio nei porti od alla costa dei rispettivi territorii, sarà loro dato il più grande soccorso possibile, sia per la conservazione delle persone ed effetti, che per la sicurezza, la cura e la consegna degli oggetti salvati, e questi non saranno sottoposti al pagamento di qualunque siasi diritto, se non che per quella parte, che fosse in seguito introdotta per l'interno consumo; le Autorità locali accorderanno tutto il loro concorso ai Consoli nell'esercizio di questi doveri conservatorii, e di amministrazione che gli usi stabiliti, ed il diritto internazionale loro impongono in pari circostanze.

XVIII. Ognuna delle Alte Parti contraenti accorda all'altra la facoltà di stabilire nei suoi porti e piazze di commercio de' Consoli, Vice-Consoli od Agenti commerciali, i quali godranno di tutta protezione ed assistenza necessaria per adempire debitamente le loro funzioni. I Consoli di qualunque classe sieno, debitamente nominati dai loro rispettivi Governi, e dopo aver ottenuto l'*exequatur* da quello nel di cui territorio dovranno risiedere, vi godranno, sia per la loro persona, sia nell'esercizio delle loro funzioni de' privilegi, di cui vi godono i Consoli della Nazione la più favorita. Egli è però inteso, che se questi privilegi non sono accordati alle altre Nazioni, che sotto speciali condizioni, il Governo rispettivo non li può pretendere, senza che adempisca quelle condizioni stesse. Del resto è espressamente dichiarato, che nel caso di condotta illegale od impropria verso le leggi od il Governo del Paese, nel quale i detti Consoli, Vice-

Consoli od Agenti commerciali risiedono, dessi potranno essere inquisiti e puniti secondo le leggi, ed esser sospesi nell' esercizio delle loro funzioni dal Governo offeso, il quale farà conoscere all' altro i motivi, che l'avranno fatto agire in tal guisa; ben inteso però che gli archivii e documenti relativi agli affari consolari saranno esenti da qualunque ispezione, e dovranno essere colla massima cura conservati sotto il sigillo del Console, Vice-Console od Agente commerciale, e di quello dell' Autorità del luogo della di lui residenza.

XIX. I Consoli, Vice-Consoli ed Agenti commerciali, o quella persona che in loro assenza fosse legalmente autorizzata a rappresentarli, avranno come tali il diritto di esser giudici od arbitri nelle differenze che potrebbero nascere fra i capitani e gli equipaggi de' bastimenti della Nazione di cui rappresentano gli interessi, senza che le Autorità locali possano intervenirvi, salvo che la condotta degli equipaggi o del capitano disturbasse il buon ordine pubblico, o che i Consoli stessi richiedessero la loro intervenzione per far eseguire e mantenere le loro decisioni. È ben inteso che questa specie di giudicato o di arbitraggio non può privare le parti contendenti del diritto di ricorrere ai mezzi che loro offre la legge del proprio Paese al loro rimpatrio.

XX. I detti Consoli, Vice-Consoli, ed Agenti commerciali sono autorizzati a richiedere l'assistenza delle Autorità locali per l'arresto, detenzione o prigionia dei disertori dai legni di guerra o di commercio della loro Nazione, ed a tale oggetto si dirigeranno ai tribunali, giudici ed altri ufficiali competenti, e riclameranno per iscritto i disertori, constatando o colla comunicazione de' registri del bastimento o del ruolo d'equipaggio o d' altri documenti officiali, che tali individui hanno fatto parte dei detti equipaggi, ed in tal guisa, comprovato il riclamo, non sarà loro rifiutata l'estradizione, purchè però non sieno sudditi del Paese ove hanno disertato. I disertori arrestati saranno messi a disposizione dei medesimi Consoli, Vice-Consoli, ed Agenti, e potranno essere rinchiusi nelle prigioni pubbliche dietro richiesta ed a spese di quelli che li riclamassero per essere rinviati ai bastimenti ai quali appartenevano, o ad altri della stessa Nazione. Ma se non sono rimandati nello spazio di tre mesi, decorrendi dal giorno del loro arresto, saranno messi in libertà, e non si farà più luogo al loro

nuovo arresto per la stessa causa. Egli è convenuto, che se il disertore avesse commesso qualche delitto o misfatto, dopo il suo sbarco, potrà essere sospesa la sua estradizione fino a che il tribunale, presso del quale sià pendente il di lui processo, abbia pronunciato la sentenza, e questa sia stata eseguita.

XXI. Se pel tratto successivo. e d'ora in poi, l'una delle dette Alte Parti contraenti accordasse qualche speciale favore ad un'altra Nazione in punto di commercio e di navigazione, questo favore sarà immediatamente acquistato dall'altra Parte, la quale lo godrà senza peso di specie alcuna, se fu accordato gratuitamente all'altra Nazione, o accordato lo stesso compenso od un equivalente, se la concessione è stata condizionale.

XXII. Il Governo Greco acconsente di secondare il desiderio del Governo Sardo nell'estendere tutte le convenzioni del presente Trattato al Principato Sovrano di Monaco, stabilito sotto il protettorato di Sua Maestà il Re di Sardegna, coll'obbligo di reciprocità per parte del detto Principato.

XXIII. Il presente Trattato sarà in vigore per quindici anni a datare dal giorno in cui avrà luogo lo scambio delle ratifiche, e al di là del suddetto termine, fino allo spirare dei dodici mesi, dopo che una delle Alte Parti contraenti avrà annunciato all'altra la sua intenzione di farne cessare gli effetti.

XXIV. Le ratifiche del presente Trattato redatto in lingua italiana e in lingua greca, saranno scambiate in Atene nello spazio di due mesi o prima, se sarà possibile, a contare dal giorno in cui sarà sottoscritto.

In fede del che ambi i Plenipotenziarii delle Alte Parti contraenti hanno sottoscritto il presente Trattato, e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto in Atene il trentuno (19) marzo mille ottocento cinquant'uno.

P. I. Peloso. *Delyanni.*

XV.

Convention littéraire et artistique entre la France et le Portugal, signée le 12 avril 1851).*

Le Président de la République française et S. M. Très-Fidèle la reine de Portugal et des Algarves, également animés du désir de protéger les arts, les sciences et les belles-lettres, et d'encourager les entreprises utiles qui s'y rapportent, ont, à cette fin, résolu d'adopter, d'un commun accord, les mesures qui leur ont paru les plus propres à garantir aux auteurs ou à leurs ayants cause la propriété de leurs oeuvres littéraires ou artistiques dont la publication aurait lieu dans les deux États respectifs.

Dans ce but, ils ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Le Président de la République française, M. Adolphe Barrot, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française près de Sa Majesté Très-Fidèle, commandeur de l'ordre national de la Légion d'honneur, etc., etc., etc.,

Et Sa Majesté la reine de Portugal et des Algarves, M. Jean-Baptiste de Almeida Garrett, gentilhomme de sa maison, de son grand conseil, grand historiographe du royaume, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, commandeur et chevalier de divers ordres, etc., etc., etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, qui ont été trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Les droits de propriété sur les ouvrages d'esprit ou d'art, comprenant la publication d'écrits, de compositions musicales, de peinture, de sculpture, de gravure, de lithographie ou de toutes autres productions analogues, en tout ou en partie, tel que ce droit est réglé par les legislations respectives, est reconnu et réciproquement garanti, sur le territoire des deux États, aux auteurs ou à leurs ayants cause, pendant la vie entière desdits auteurs, et à leurs héritiers ou ayants cause, pendant vingt ans au moins, à partir du jour du décès desdits auteurs.

---

*) La convention a été ratifiée des deux parts. Elle a été promulguée en France par décret du Président, en date du 17 août 1851.

Il est entendu que si les lois de l'un des deux États respectifs viennent à accorder à ses nationaux un délai plus long, cette augmentation de délai sera également concedée aux nationaux de l'autre État, s'ils l'y réclament.

Art. 2. L'exercice de ce droit est subordonné toutefois à l'accomplissement des formalités qui, dans chacun des deux États, sont ou viendront à être prescrites par les lois, et, en outre, à un dépôt réciproque destiné à constater d'une manière précise le jour de la publication desdits ouvrages, et qui devra s'effectuer de la manière suivante:

Si l'ouvrage a paru pour la première fois en France ou dans ses dépendances, il en sera déposé un exemplaire à la bibliothèque publique de Lisbonne.

Si l'ouvrage a paru pour la première fois dans les États de Sa Majesté Très-Fidèle, il en sera déposé un exemplaire au bureau de la librairie du ministère de l'intérieur à Paris.

Ce dépôt et l'enregistrement qui en sera fait sur les registres spéciaux tenus à cet effet, ne donneront effectivement ouverture à la perception d'aucune taxe autre que celle du timbre, et le certificat qui en sera délivré fera foi, tant en jugement que hors, dans toute l'étendue des territoires respectifs, et constatera le droit exclusif de propriété de publication, aussi longtemps que quelque autre personne n'aura pas fait admettre en justice un droit mieux établi.

Art. 3. La traduction faite dans l'un des deux États d'un ouvrage publié dans l'autre État est assimilée à sa reproduction et comprise dans les dispositions de l'art. 1. pourvu que l'auteur ait fait connaître, par une déclaration placée en tête de l'ouvrage, qu'il entend le traduire lui-même ou le faire traduire, et que cette traduction ait effectivement paru dans le délai d'un an, à partir de la date du dépôt et de l'enregistrement du texte original. Il sera accordé aux auteurs, pour effectuer ce dépôt, un terme de rigueur qui ne pourra excéder trois mois, après la publication de l'original.

A l'égard des ouvrages qui se publient par livraisons, il suffira que cette déclaration soit faite sur la première livraison, toutefois, le terme fixé pour l'exercice de ce droit ne commencera à courir qu'à dater de la publication de la dernière livraison, pourvu, d'ailleurs, qu'il ne

s'écoule pas plus de trois ans entre la publication de la première et celle de la dernière.

Quant aux ouvrages de plus d'un volume, dont les tomes se publieraient les uns après les autres, le délai dont il s'agit se calculera pour chacun desdits volumes de la même manière que s'il formait par lui-même une oeuvre complète.

Relativement aux ouvrages publiés par livraisons, l'indication de la date du dépôt devra être apposée sur la dernière livraison, à partir de laquelle commencera le délai fixé pour l'exercice du droit de traduction.

Art. 4. Sont également comprises dans les dispositions de l'art. 1 et assimilées aux productions originales, en ce qui concerne leur traduction dans la même langue, les traductions faites dans l'un des deux États, d'ouvrages publiés hors du territoire des deux États.

Toutefois, ne sont pas comprises dans lesdites dispositions les traductions faites dans une langue qui ne serait pas celle de l'un des deux États.

Sont exceptées, néanmoins, de cette dernière règle, les traductions qui seraient faites dans une des langues mortes ou scientifiques, lesquelles entreront dans la règle générale établie par le présent article in principio.

Art. 5. Les dispositions de l'art. 1 sont applicables à la représentation des pièces de théâtre, sur lesquelles les auteurs ou leurs ayants cause percevront des droits d'auteur qui sont ou qui seront déterminés par la législation du pays où elles sont représentées.

Les dispositions de l'art. 3 ne sont pas applicables aux pièces de théâtre, lesquelles pourront être librement traduites dans les deux États respectifs, dès qu'elles auront paru dans l'un des deux. Les auteurs de l'oeuvre originale auront droit à percevoir un quart des honoraires alloués aux traducteurs, dans le pays où la traduction sera représentée, soit par la loi, soit par des conventions particulières.

Art. 6. Les articles extraits des journaux ou écrits périodiques, publiés dans l'un des deux États, pourront être reproduits librement, en original ou en traduction, par la presse de l'autre État, pourvu que l'origine en soit indiquée, à moins toutefois que les auteurs desdits articles ou leurs ayants cause n'aient formellement déclaré, dans le numéro même du journal ou de l'écrit périodique où ils les auront insérés, qu'ils en interdisent

la reproduction, ou qu'ils se réservent le droit de les faire traduire dans le délai légal.

Art. 7. Les dispositions de l'art. 2 ne s'entendront pas aux journaux et écrits périodiques; mais si un article, une série d'articles ou une oeuvre quelconque, qui aurait paru pour la première fois dans un journal ou dans un ouvrage périodique, vient à être reproduit plus tard sous une forme différente, les auteurs ou leurs ayants cause jouiront des droits garantis par les art. 1 et 3 ci-dessus, pourvu qu'ils satisfassent au dépôt prescrit par l'art. 2.

Art. 8. L'introduction et la vente, dans chacun des deux États, d'ouvrages ou objets de contrefaçon définis par les art. 1, 3 et 4 ci-dessus, sont prohibées, lors même que les contrefaçons auraient été faites dans un des deux pays.

Art. 9. Toute contravention aux dispositions des articles précédents sera assimilée en tout à l'introduction et à la vente de marchandises qualifiées contrebande par la législation fiscale des deux pays, et sera considérée comme telle dans tous les établissements de douane respectifs. Les objets saisis seront confisqués, et le délinquant sera frappé d'une amende de 500 fr. au moins, si le délit a été commis en France, et de 80000 reis au moins, s'il a été commis en Portugal, laquelle amende sera moitié au profit du trésor de l'État où elle aura été imposée, et ce, sans préjudice des dommages-intérêts que les tribunaux pourront arbitrer en faveur de qui de droit.

Art. 10. Pour assurer plus efficacement l'exécution de l'article précédent, il est, en outre, expressément stipulé:

1. Que tout envoi fait d'un pays dans l'autre d'ouvrages d'esprit ou d'art, devra être accompagné d'un certificat délivré en France par les préfets ou sous-préfets établis dans la ville d'où se fera l'envoi, ou dans la ville la plus voisine de celle-ci; et en Portugal, par le gouverneur civil du district d'où l'envoi aura lieu.

Ce certificat, dont le coût ne pourra dépasser 50 centimes en France et 80 reis en Portugal, quel que soit le nombre d'ouvrages composant chaque envoi, devra, d'une part, énoncer le titre, la liste complète et le nombre d'exemplaires de chacun des ouvrages auxquels il s'applique; et de l'autre, constater que ces mêmes ouvrages sont

tous édition et propriété nationale du pays d'où l'expédition s'effectue, ou qu'ils ont été nationalisés par le payement des droits d'entrée.

Les certificats délivrés par les autorités locales ci-dessus mentionnées seront traduits et visés gratuitement par les agents diplomatiques ou consulaires respectifs.

2. Que tous ouvrages expédiés en douane, même en transit ou par transbordement, à destination de l'un des deux États, d'ailleurs que de l'autre État, devront, lorsqu'ils sont rédigés dans la langue de ce dernier État, être accompagnés de certificats délivrés par les autorités compétentes du pays, de provenance, libellés, dans la forme indiquée ci-dessus, et constatant que lesdits ouvrages sont tous publication originale dudit pays ou de toute autre contrée dans laquelle ces mêmes ouvrages ont été édités.

Tout ouvrage d'esprit ou d'art qui, dans les cas prévus par le présent article, ne serait pas accompagné du certificat ci-dessus énoncé, en due forme, sera, par cela seul, réputé contrefait, assimilé comme tel à une marchandise de contrebande, et traité conformément aux dispositions de l'article 9 ci-dessus.

Art. 11. La reconnaissance et la vérification de nationalité des importations d'ouvrages d'esprit ou d'art se feront dans les bureaux de douane respectifs spécialement ouverts à cet effet, et avec le concours des agents particuliers chargés, dans les deux pays, de l'examen des livres arrivant de l'étranger. Il sera dressé procès-verbal de toute contravention aux dispositions prescrites par l'article 10, et les poursuites judiciaires auxquelles il y aurait lieu de recourir seront dirigées, de part et d'autre, comme il est dit ci-dessus, dans les formes établies par la législation respective en matière de contrebande.

Art. 12. Au moment de la mise à exécution de la présente convention, les hautes parties contractantes se communiqueront réciproquement la liste exacte des bureaux de douane maritime et terrestre auxquels sera limitée, de part et d'autre, la faculté de vérifier les envois d'ouvrages d'esprit ou d'art.

Art. 13. Pour prévenir toute difficulté ou complication judiciaire quant au passé, à raison de la possession par les libraires, éditeurs ou imprimeurs respectifs de contrefaçons d'ouvrages français ou portugais reproduits ou importés par eux, il est stipulé et convenu que les

détenteurs actuels de ces contrefaçons ne pourront les vendre en gros ou en détail, ni les réexporter en pays étranger ou pour un port quelconque dépendant de la métropole, ni se soustraire aux poursuites judiciaires de la part des auteurs desdits ouvrages ou de leurs ayants cause, qu'après avoir fait revêtir chaque exemplaire de ces contrefaçons, par les autorités compétentes du pays, d'un timbre spécial dont le coût ne pourra pas dépasser, en France, 25 centimes, et en Portugal, 40 reis.

Un délai de trois mois, à partir de l'échange des ratifications, est respectivement accordé pour l'accomplissement de cette formalité, sans que cependant on puisse, dans l'intervalle et sous aucun prétexte, introduire de l'étranger de nouveaux exemplaires des ouvrages contrefaits, ou publier dans le pays de nouvelles contrefaçons.

Passé ce délai, tout exemplaire contrefait d'un ouvrage d'esprit ou d'art, publié dans l'un ou l'autre pays et dont la propriété aura été justifiée dans la forme prévue par l'article 2, sera considéré comme ayant été introduit en fraude, et pourra être confisqué à la requête des propriétaires de l'ouvrage original ou de leurs ayants cause, sans préjudice des dommages-intérêts, amendes, dépens et autres peines déterminés ou qui viendraient à être déterminés par la législation respective de chacun des deux Etats, si ledit exemplaire n'est pas revêtu du timbre spécial ci-dessus mentionné.

Art. 14. Les dispositions de la présente convention ne pourront porter préjudice, en quoi que ce soit, au droit que se réserve expressément chacun des deux États de permettre, surveiller et interdire, par des mesures de législation et de police intérieure, la circulation, la représentation ou l'exposition de tels ouvrages ou productions sur lesquels il jugera convenable de l'exercer.

Art. 15. La présente convention aura force et vigueur pendant six années, à partir du jour dont les hautes parties conviendront pour son exécution simultanée, dès que la promulgation en sera faite d'après les lois particulières de chacun des deux États, lequel jour ne pourra dépasser de trois mois l'échange des ratifications.

Si à l'expiration des six années, elle n'est pas denoncée, six mois à l'avance, par une des hautes parties contractantes, elle continuera à être obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes

ait annoncé à l'autre, un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Les hautes parties contractantes se réservent cependant la faculté d'apporter, d'un commun accord, à la présente convention, toute modification qui ne serait pas incompatible avec l'esprit et les principes qui en sont la base, et dont l'expérience viendrait à démontrer l'opportunité.

Art. 16. Les hautes parties contractantes s'engagent réciproquement, si l'une d'elles vient à signer avec un autre État une convention quelconque, ou traité sur cette matière, à ce que celle qui la signera fasse tous ses efforts et emploie ses bons offices pour que l'autre partie présentement contractante soit admise à stipuler des conventions semblables, ou à adhérer à celles qui auraient été faites.

Art. 17. Les hautes parties contractantes désirant, en outre, protéger l'application à l'industrie manufacturière des travaux d'esprit ou d'art, profitent de cette occasion pour déclarer, d'un commun accord, que la reproduction, dans l'un des deux pays, des marques de fabrique apposées dans l'autre sur certaines marchandises pour constater leur origine et leur qualité, sera assimilée à la contrefaçon des oeuvres d'art, poursuivie comme telle, et que les dispositions relatives à la répression de ce délit, insérées dans la présente convention, seront également applicables à la reproduction desdites marques de fabrique.

Les marques de fabrique dont les citoyens ou les sujets de l'un des deux États voudront s'assurer la propriété dans l'autre, devront être déposées exclusivement, savoir : les marques d'origine portugaise, à Paris, au greffe du tribunal de la Seine, et les marques de fabrique française, à Lisbonne, au greffe du tribunal de commerce de première instance.

Les hautes parties contractantes s'engagent également à assurer, dans les deux États respectifs, aussitôt que les circonstances le permettront, par des dispositions spéciales prises d'un commun accord, la propriété et les droits des individus qui, selon les lois de chacun des deux États, y auraient obtenu un brevet d'invention pour toute découverte faite par eux.

Art. 18. La présente convention sera ratifiée, et les

ratifications en seront échangées, à Lisbonne, dans le délai de trois mois ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Lisbonne, le douzième jour du mois d'avril de l'an de Notre-Seigneur mil huit cent cinquante et un.

Adolphe Barrot. *Joro-Baptiste de Almeida Garrett.*

XVI.

Traité de commerce et de navigation entre les Villes libres et anséatiques de Lubeck, de Brême et de Hambourg et la Sardaigne, à Paris, le 29 avril 1851).*

Le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Lubeck, le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Brême, et le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Hambourg (chacun de ces États pour soi séparément) d'une part, et Sa Majesté le Roi de Sardaigne de l'autre part, désirant consolider et étendre les relations commerciales entre les États respectifs, et persuadés qu'un tel but ne saurait être atteint qu'en faisant disparaître tous les obstacles qui entravent la liberté de navigation et des échanges, ont nommé pour conclure un Traité de navigation et de commerce basé sur les principes d'une juste réciprocité, Leurs Plénipotentiaires, savoir:

Le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Lubeck, le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Brême, et le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Hambourg le sieur Vincent Rumpff, Leur Ministre Résident près la République Française, et

Sa Majesté le Roi de Sardaigne le Comte Etienne Gallina, Ministre d'État, Sénateur du Royaume, Chevalier de l'Ordre du Mérite civil de Savoie, Chevalier de Grande Croix, décoré du Grand Cordon de l'ordre de St. Maurice et de St. Lazare, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la République Française,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 9 septembre 1851.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivans:

Art. I. Les navires Anséatiques, chargés ou sur lest, entrant dans les ports de Sa Majesté le Roi de Sardaigne; et réciproquement, les navires Sardes, chargés ou sur lest, entrant dans les ports des Républiques Anséatiques, seront traités, à leur arrivée, pendant leur séjour et à leur départ, sur le même pied que les navires nationaux en ce qui concerne le payement des droits de tonnage, de port, de fanal, de bouée ou de balise et de pilotage, et généralement pour tous les droits de navigation quelconques, qui affectent le navire, que ces droits soient perçus par l'État, par les communes ou par d'autres corporations particulières.

Art. II. Seront considérés comme navires Anséatiques et Sardes ceux qui naviguent avec des lettres de mer de leur Gouvernement, et qui seront possédés conformément aux lois et règlements en vigueur dans leurs pays respectifs.

Art. III. Les navires Anséatiques dans les ports du Royaume de Sardaigne, et les navires Sardes dans les ports Anséatiques jouiront de tous les avantages et facilités qui y seront accordés aux navires nationaux tant à l'égard de leur placement, que pour leur chargement et déchargement dans les ports, bassins, rades et fleuves des États respectifs.

Art. IV. En cas de relâche forcée d'un navire Anséatique dans un port des États Sardes, ou d'un navire Sarde dans un port Anséatique, ce navire y jouira, tant pour le bâtiment que pour la cargaison, des faveurs et immunités que la législation de chacun des États respectifs accorde à ses propres navires en pareille circonstance, pourvu que la nécessité de la relâche soit dûment constatée.

Le même traitement de faveur sera réciproquement accordé aux navires échoués, en cas de bris ou naufrage. Il est d'ailleurs entendu que les Consuls ou Agents consulaires respectifs seront admis à surveiller les opérations relatives à la réparation, au ravitaillement, ou à la vente, s'il y a lieu, des navires entrés en relâche, échoués ou naufragés à la côte.

Art. V. Les bâtiments Anséatiques ou Sardes en relâche forcée ne jouiront des faveurs et immunités men-

tionnées dans l'article précédent qu'autant qu'ils ne se livreront dans le lieu de relâche à aucune opération de commerce en déchargeant ou en chargeant des marchandises. Toutefois les déchargemens et les rechargemens qui seraient nécessaires pour la réparation du navire en relâche forcée ne seront pas considérés comme opérations de commerce. Ces bâtiments seront en outre tenus de ne pas prolonger leur séjour dans le port ou lieu de relâche au delà du temps que les causes de la relâche auront exigé.

Art. VI. Les bâtiments Anséatiques qui arriveront dans les ports de Sa Majesté Sarde, et les bâtiments Sardes qui arriveront dans les ports d'une des Villes Anséatiques sont autorisés à ne charger ou décharger qu'en partie, si le capitaine du navire ou le propriétaire le désire; et ils pourront se rendre ensuite dans les autres ports du même État pour compléter leur chargement ou déchargement sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits que ceux que les bâtiments nationaux payeraient dans le même cas.

Art. VII. Toute espèce de marchandises ou objets de commerce, provenant des Villes Anséatiques ou de tout autre pays, qui pourront légalement être introduits dans les ports des États Sardes par des bâtiments nationaux, pourront également y être importés par des navires Anséatiques sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus par l'État, par des communes ou par d'autres corporations particulières, que ceux que ces mêmes marchandises ou objets de commerce payeraient s'ils étaient importés sur des bâtiments Sardes.

Et réciproquement toute espèce de marchandises ou objets de commerce, provenant des États Sardes ou de tout autre pays, qui pourront légalement être introduits dans les ports des Villes de Lubeck, Brême et Hambourg par des bâtiments Anséatiques, pourront également y être importés par des navires Sardes sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits, de quelque espèce ou dénomination que ce soit, perçus par l'État, par des communes ou par d'autres corporations particulières, que ceux que ces mêmes marchandises ou objets de commerce payeraient, s'ils étaient importés sur des bâtiments Anséatiques.

La même assimilation du traitement national sera ré-

ciproquement accordée pour tout ce qui regarde les exportations et les transits.

Art. VIII. Il est expressément entendu que les articles précédents ne sont point applicables à la navigation et au commerce de côte ou au cabotage que chacun des Hautes Parties Contractantes se réserve exclusivement.

Art. IX. Les Consuls, les Vice-Consuls et les Agens commerciaux auront le droit, comme tels, de servir de juges et d'arbitres dans les différends qui pourraient s'élever entre les Capitaines et les équipages des bâtiments de la nation dont ils soignent les intérêts, sans que les Autorités locales puissent y intervenir, à moins que la conduite des équipages ou du Capitaine ne troublât l'ordre ou la tranquillité du pays, ou que les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agens commerciaux ne se trouvassent dans le cas de requérir l'intervention des Autorités locales pour exécuter ou maintenir leurs décisions.

Il est néanmoins bien entendu que cette espèce de jugement ou d'arbitrage ne saurait pourtant priver les parties contendantes du droit de recourir, à leur retour, aux Autorités judiciaires de leur pays.

Les Consuls, les Vice-Consuls ou les Agens commerciaux sont autorisés à requérir l'assistance des Autorités locales pour la recherche, l'arrestation, la détention et l'emprisonnement des déserteurs des navires de guerre et des navires marchands de leurs pays.

Ils s'adresseront à cet effet aux tribunaux, juges et officiers compétens, et réclameront par écrit les déserteurs susmentionnés, en prouvant, au moyen des registres des navires ou des rôles d'équipage ou par d'autres documents officiels que les individus réclamés ont fait partie des dits équipages. Sur la réclamation, fondée sur de pareilles preuves, l'extradition des déserteurs ne sera pas refusée. — Les déserteurs seront après leur arrestation mis à la disposition des Consuls, des Vice-Consuls ou des Agens commerciaux, et pourront être renfermés dans les prisons publiques à la réquisition et aux frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés aux navires auxquels ils appartenaient, ou à d'autres navires de la même nation. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans leur pays dans l'espace de trois mois, à compter du jour de leur arrestation, ils seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause. — Toutefois s'il se trouvait que

le déserteur eût commis quelque autre crime ou délit, il pourra être sursis à son extradition jusqu'à ce que le tribunal nanti de l'affaire ait rendu sa sentence et que celle-ci ait reçu son exécution.

Art. X. Il ne pourra être imposé par une des Hautes Parties Contractantes à la navigation et au commerce de l'autre aucun droit nouveau ou plus élevé, ni aucune entrave ou restriction quelconque qui ne s'appliquerait pas également et dans la même mesure à la navigation et au commerce nationaux, ainsi qu'au commerce et à la navigation de toute autre nation.

Toutes les faveurs qui sont ou pourront être concédées par l'une des Hautes Parties Contractantes à la navigation et au commerce d'une nation étrangère deviendront de droit et *ipso facto* communes à la navigation et au commerce de l'autre Haute Partie Contractante, gratuitement si la faveur est gratuite, ou moyennant compensation équivalente, si elle est conditionnelle.

Art. XI. Le présent Traité sera en vigueur pendant dix ans, à compter du jour de l'échange des ratifications et au delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des Hautes Parties Contractantes aura notifié à l'autre, d'une manière officielle, son intention d'en faire cesser l'effet; chacune des Hautes Parties Contractantes se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout des dix ans susmentionnés.

Il est cependant bien entendu et convenu que si l'une ou plusieurs des Républiques Anséatiques à l'expiration de dix ans à compter du jour de l'échange des ratifications, donnent ou reçoivent la déclaration de la cessation du présent Traité, ce Traité restera néanmoins en pleine force et effet par rapport à celle des Républiques Anséatiques qui n'aura ni donné ni reçu cette déclaration.

Art. XII. Les Villes libres et Anséatiques consentent, d'après le voeu du Gouvernement Sarde, à étendre toutes les stipulations du présent Traité à la Principauté Souveraine de Monaco, placée sous le Protectorat de S. M. le Roi de Sardaigne, à la charge de réciprocité de la part de ladite Principauté.

Art. XIII. Les Ratifications du présent Traité seront échangées à Paris dans l'espace de quatre mois à compter du jour de la signature, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont

signé le présent Traité, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait par quadruplicata à Paris le vingt-neuf Avril de l'an de Grâce Mil huit cent cinquante-un.

(L. S.) (signé) *V. Rumpff.*
(L. S.) (signé) *E. Gallina.*

Procès Verbal.

L'an de Grâce mil huit cent cinquante-un, le vingt-neuf Avril les Soussignés Plénipotentiaires de S. M. le Roi de Sardaigne et des Villes libres et Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, se sont réunis pour procéder à la signature d'un Traité de Navigation et de Commerce entre Leurs Gouvernements respectifs.

En même temps le Plénipotentiaire de S. M. Sarde, à cela dûment autorisé, a déclaré que Son Gouvernement prenait l'engagement d'étendre les faveurs et immunités accordées par le Traité susmentionné aux navires entrant dans les ports Sardes en relâche forcée, à tout navire Anséatique qui se présentera dans les dits ports même en relâche volontaire et cela pendant les premiers quinze jours consécutifs de son séjour, pourvu que dans cette intervalle il ne se livre à aucune opération de commerce; toutefois, soit après l'écoulement de ces quinze jours, soit si le bâtiment venait de charger ou décharger des marchandises, il sera tenu à acquitter tous les droits établis dans les ports Sardes pour tout navire qui s'y livre à des opérations de commerce.

Il demeure cependant bien entendu que le Gouvernement Sarde se réserve la faculté de retirer aux navires Anséatiques ce traitement de faveur dans le cas où un égal traitement de réciprocité ne serait plus accordé aux navires Sardes dans les ports Anséatiques.

De son côté le Plénipotentiaire des Villes libres et Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, à cela également autorisé, a déclaré que, d'après la législation actuellement en vigueur dans ces Républiques, la libre entrée et une complète immunité sont accordées à l'embouchure des rivières à tous les bâtiments entrant en relâche volontaire et stationnant sur rade, savoir à Travemunde à l'embouchure de la Trave, à Brêmerhaven à l'embouchure du Weser, et à Cuxhaven à l'embouchure de l'Elbe, où, le stationnement sur rade n'offrant pas une suffisante sû-

reté, la libre entrée dans le port et la même immunité leur sont accordées, à condition toutefois dans tous les cas que ces bâtiments ne se livrent pendant cette relâche à aucune opération de commerce en chargeant ou déchargeant des marchandises, toute opération de commerce quelconque faisant cesser *ipso facto* ce traitement de faveur. — Le Plénipotentiaire des Villes libres et Anséatiques, à cela dûment autorisé, a encore déclaré, que d'après la même législation actuellement en vigueur dans ces Républiques, le commerce et la navigation entre une des Villes libres et Anséatiques et les deux autres ne sont pas réputés commerce et navigation de cabotage.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont signé le présent procès verbal à quadruple original, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris le vingt-neuf Avril de l'an de Grâce Mil huit cent cinquante-un.

(L. S.) (signé) *V. Rumpff.*
(L. S.) (signé) *E. Gallina.*

XVII.

Convention additionnelle au Traité de commerce et de navigation, du 23 juin 1845, entre la Sardaigne et la Prusse en son nom et pour les États du Zollverein; signée à Turin, le 20 mai 1851).*

Sa Majesté le Roi de Sardaigne d'une part, et Sa Majesté le Roi de Prusse agissant tant en son nom et pour les autres Pays et parties de Pays Souverains compris dans son système de douanes et d'impôts, d'autre part,

Désirant étendre les relations commerciales entre les États Sardes et les États du Zollverein sont convenus d'ajouter au Traité de commerce et de navigation conclu à Berlin le 23 juin 1845 les articles suivants:

I. Sa Majesté le Roi de Prusse, tant en son nom

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 28 juillet 1851; celles du Duc de Saxe-Meiningen le 16 août 1851.

que pour les autres Pays et parties des Pays Souverains compris dans son système de douanes et d'impôts s'engage de son côté:

1. A réduire les droits actuellement établis sur les riz Sardes à leur entrée dans les États du Zollverein, savoir:

a) Pour les riz pelés, de 2 écus à 1 écu de Prusse le quintal;

b) Pour les riz non pelés, de 2 écus à $^{2}/_{3}$ d'écu ou 20 silbergroschen le quintal.

2. A supprimer les droits qui étaient perçus jusqu'à présent sur l'huile d'olive provenant en tonneaux des États Sardes et destinée à subir à son entrée dans les États du Zollverein un mélange d'huile de térébenthine.

II. Sa Majesté le Roi de Sardaigne consent à étendre aux États du Zollverein, à partir du 1 juin 1851, les réductions de douane accordées par la Sardaigne à la France, et à la Belgique et à l'Angleterre par les Traités conclus avec ces Puissances sous la date des 5 novembre 1850, 24 janvier et 27 février 1851.

III. Les deux hautes Parties contractantes se réservent de prendre de concert des mesures propres à favoriser l'établissement d'une ligne de chemins de fer destinée à relier ceux de l'Union douanière Allemande avec celui qui est en voie de construction entre Gênes et les frontières de la Suisse.

IV. La présente Convention aura la force et la valeur du Traité du 23 juin 1845, dont elle formera désormais l'annexe, et l'un et l'autre resteront en vigueur jusqu'au 1 janvier 1858. A partir de cette époque ils ne cesseront d'être en vigueur que douze mois après que l'une des hautes Parties contractantes aura déclaré à l'autre son intention de ne plus vouloir les maintenir.

V. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Turin dans le plus court délai.

En foi de quoi l'Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse et Monsieur le Ministre de la Marine, de l'Agriculture et du Commerce, chargé du Porte-feuille des Finances de Sa Majesté Sarde, muni à cet effet de pleins pouvoirs, trou-

vés en bonne et due forme, ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Turin en double original le 20e jour du mois de mai de l'an mil huit cent cinquante et un.

C. De Cavour. (L. S.) *H. Redern.* (L. S.)

XVIII.

*Convention additionnelle au Traité de commerce et de navigation du 5 novembre 1850, entre la Sardaigne et la France; signée à Turin, le 20 mai 1851 *).*

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et le Président de la République Française prenant en considération les principes consacrés par le Traité de commerce et de navigation conclu entre les deux Pays le 5 novembre 1850, et les changements introduits dans la législation douanière des Etats Sardes par les Conventions spéciales avec la Belgique et la Grande Bretagne des 24 janvier et 27 février 1851, et étant également animés du désir d'accroître les relations commerciales entre la Sardaigne et la France, sont convenus de conclure dans ce but une Convention additionnelle au Traité précité du 5 novembre 1850, et ont, à cet effet, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, Monsieur le comte Camille Benso de Cavour, Grand-Officier de la Légion d'Honneur, membre de la Chambre des Députés, Ministre de la Marine, de l'Agriculture et du Commerce, et chargé du portefeuille des Finances,

Et le Président de la République Française, Monsieur Charles His de Butenval, Commandeur de la Légion d'Honneur, Chevalier Grand' Croix de la Rose du Brésil, Chevalier de l'Ordre de St-Jean de Jérusalem, Commandeur de l'Ordre de la Conception du Portugal, décoré de l'Ordre Ottoman du Nichan-Iftihar de première classe,

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Turin, le 5 juillet 1851.

Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de France près la Cour de Turin;

Lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants:

I. Sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage à étendre, à partir du 1er juin prochain, aux produits du sol et de l'industrie de la France, importés directement de France en Sardaigne, les réductions douanières stipulées par les Traités conclus avec la Belgique le 24 janvier, et avec l'Angleterre le 27 février 1851.

II. Sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage en outre à abaisser, à partir de la même époque, les droits:

1.° Sur les tissus de soie importés de France dans la proportion suivante, à savoir:

Tissus de soie de 20 fr. à 15 fr. le kilogramme.

Idem de soie et filoselle de 12 fr. à 8 fr. le kilogramme.

Boutons de soie et filoselle de 8 fr. à 6 fr. le kilogramme.

Idem mélangés de 5 fr. à 3 fr. le kilogramme.

2.° Sur les livres importés de France dans la proportion suivante, à savoir:

Livres reliés blancs de 65 fr. à 35 fr. les 100 kilogrammes.

Idem imprimés de 60 fr. à 35 fr. les 100 kilogrammes.

Idem imprimés brochés de 30 fr. à 18 fr. les 100 kilogrammes.

III. Le Président de la République Française, en compensation de ces avantages, s'engage de son côté à abaisser:

1.° D'un cinquième, soit de 20 pour cent, les droits actuels sur les bestiaux de la race ovine et caprine Sardes importés en France, soit par le littoral de la Méditerranée, soit par la frontière de terre dans la zône comprise entre la limite méridionale du département de l'Ain et de la Méditerranée, de telle sorte que les droits actuels de 5 fr. pour chaque bête à laine, moutons, béliers et brebis, et de 1, 50 pour chaque bête à cornes, boucs et chèvres, et de 30 centimes pour chaque agneau, soient réduits à 4 fr. — 1, 20 — et 25 centimes.

2.° D'un cinquième, soit de 20 pour cent, les droits sur les fruits frais de table originaires des États Sardes.

IV. La présente Convention, considérée comme addition-

nelle au Traité de commerce et de navigation, conclu entre la France et la Sardaigne le 5 novembre 1850, aura la même durée que ce Traité.

Les deux hautes Parties contractantes, se réservent de se concerter ultérieurement sur les concessions réciproques qui pourraient donner à la présente Convention additionnelle des développements nouveaux, aussi bien que sur la prolongation éventuelle de la présente Convention et du Traité du 5 novembre 1850.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Turin dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les deux Plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original, à Turin, le vingt du mois de mai de l'an mil huit cent cinquante et un.

(L. S.) *C. de Cavour.* (L. S.) *Butenval.*

XIX.

Traité de commerce entre la Sardaigne et la Confédération Suisse, signé à Turin, le 8 juin 1851).*

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, désirant donner aux relations commerciales et aux rapports de bon voisinage qui existent entre les deux Pays, tout le développement dont elles sont susceptibles, et persuadés qu'on ne saurait atteindre un but aussi utile qu'en faisant disparaître tous les obstacles qui peuvent entraver le commerce, ont résolu d'assurer réciproquement, par un Traité, aux citoyens des deux États, de nouvelles facilités et de nouvelles franchises.

A cet effet ils ont nommé pour leurs Plénipotentiaires savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le Sieur Comte Camille Bongioanni di Castelborgo, Chevalier de son Ordre religieux et militaire des Saints Maurice et Lazare, Officier de la Légion d'Honneur et de l'Ordre de Léo-

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Turin, le 25 septembre 1851.

pold de Belgique, son Premier Officier au Ministère de l'Agriculture et du Commerce,

Et le Conseil Fédéral Suisse, le Sieur Achille Bischoff, membre du Conseil National Suisse, et le Sieur Charles Murset, Consul de la Confédération Helvétique à Turin;

Lesquels après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants.

I. Les citoyens Sardes (sauf la clause de l'art. 41 de la Constitution Fédérale) seront assimilés, pour leur séjour en Suisse, aux nationaux, à la condition toutefois de se soumettre aux lois et aux règlements en vigueur.

Et réciproquement les citoyens Suisses seront assimilés, pour leur séjour dans les États Sardes, aux nationaux, à la condition de se soumettre aux lois et aux règlements en vigueur.

Ainsi les citoyens des deux États respectifs pourront entrer librement dans les territoires de chacune des deux hautes Parties contractantes; ils pourront séjourner ou résider librement dans quelque partie que ce soit des dits territoires, pour y vaquer à leurs affaires de commerce; ils ne seront soumis à aucune charge ou taxe quelconque, pour droit de séjour, et pour l'exercice de leur industrie commerciale, qui ne seraient pas exigées des nationaux, sauf les précautions de police qui seront employées à l'égard des nations les plus favorisées; ils auront un libre accès auprès des tribunaux de justice, pour la poursuite et la défense de leurs droits, en toute instance et dans tous les dégrès de jurisdiction établis par les lois; ils jouiront de toutes les facilités accordées aux nationaux dans le choix des avocats, avoués ou agens de toute classe qu'ils jugeraient à propos de faire agir en leur nom, et il leur sera garanti la même sécurité et la même protection qu'aux habitans du Pays dans lequel ils résideront.

Ne sont cependant pas compris dans les avantages mentionnés ci-dessus l'exercice des droits politiques et la participation aux biens des Communes, des corporations ou des fondations dont les citoyens de l'un des deux Pays établis dans l'autre, n'auraient pas été reçus comme membres ou à titre de copropriétaires.

II. Les citoyens des deux Pays seront affranchis de tout service personnel dans l'armée, aussi bien que dans les gardes ou milices nationales.

Pour ce qui regarde les propriétés mobilières ou immobilières des citoyens respectifs, il est convenu qu'elles ne seront assujetties, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, à d'autres ou plus forts impôts, charges ou contributions, que ceux auxquels seront assujetties les propriétés des nationaux.

III. Les citoyens des deux États contractants, résidant ou établis dans l'autre, qui voudront retourner dans leur pays, ou qui y seront renvoyés par sentence du juge, par mesure de police, ou d'après les lois et règlemens sur la mendicité et les mœurs, seront reçus en tout temps et en toute circonstance, eux, leurs femmes et leurs familles, dans le Pays dont ils sont originaires, et où ils auront conservé leurs droits, conformément aux lois.

IV. En considération de la libre sortie en franchise des denrées alimentaires, et objets de consommation destinés à l'approvisionnement de la Ville et du Canton de Genève, par les bureaux du Duché de Savoie et des provinces du Chablais, du Genevois et du Faucigny, la Confédération Suisse s'engage, de son côté, à recevoir également en franchise et de la manière ci-après indiquée, les produits suivants des États Sardes.

Laitages. - Légumes frais. - OEufs. - Fruits. - Volaille vivante. - Jardinage, y compris les pommes de terre, et en général toutes les denrées destinées à être vendues comme approvisionnement de marché.

Il est entendu que les denrées ci-dessus mentionnées seront portées, ou conduites en Suisse sur des charrettes, ou sur des bateaux par les vendeurs mêmes, qui devront toutefois suivre les routes de péage, et les déclarer aux bureaux-frontières. La totalité des objets cidessus, contenus dans les charrettes, ou dans les bâteaux, ne devra pas dépasser le poids de cinq quintaux métriques.

La Confédération Suisse consent en outre à admettre en pleine franchise, par la frontière du Canton de Genève cinq-mille hectolitres, équivalents à dix-mille quintaux Suisses, de vin sortant par la ligne douanière des provinces du Chablais, du Genevois et du Faucigny, dans la proportion qui sera déterminée par le Gouvernement Sarde entre ces trois Provinces, et par la voie des bureaux-frontières, qui seront désignés de concert entre les deux Gouvernements.

La Confédération s'engage aussi à recevoir en franchise de droit les articles suivants:

a) Matériaux pour les routes — gravier — sable — scorie — pierres de construction brutes — gypse et chaux brute non cuite — feuilles de hêtre et autres pour litières et fourrages — litières d'écorce et toutes les matières brutes servant aux engrais.

b) Les objets tarifés de quelque qualité que ce soit, n'excédant pas le poids d'un kilogramme, quand ils seront importés par la personne elle-même, et tous les autres objets, pour la totalité desquels elle n'aurait pas à payer un droit supérieur à 5 centimes.

Elle s'engage aussi à réduire, dans la proportion suivante, les droits d'entrée sur les articles ci-après:

Marchandises tarifées par quintal métrique.

Soies tordues à coudre de .	fr.	29 —	à	fr.	7 —	
Huiles d'olives commestibles de	„	14 50	à	„	7 —	
Fruits du midi, y compris les amandes, les noisettes, les raisins secs et les figues de	„	14 50	à	„	7 —	
Anchois salés, sardines, ton mariné à l'huile, anguilles, en barils d'un poids au-dessus de cinq kilogrammes de	„	29 —	à	„	7 —	
Viandes fumées, séchées et salées telles que jambons, saucissons, saucisses, etc. de	„	7 30	à	„	5 —	
Eaux minérales de	„	4 36	à	„	3 —	
Chataignes de	„	0 60	à	„	0 30	
OEufs de	„	0 60	à	„	0 08	

Marchandises tarifées par pièce.

Veaux, auxquels les cornes n'ont pas encore poussé.
Chèvres, et chevreaux.
Brebis et agneaux, moutons.
Cochons, d'un poids au dessous de 40 kilogrammes de $7^1/_2$ C.mes à 5 centimes.

Marchandises tarifées par collier, à raison de 750 kilogrammes.

Déchets d'animaux et de végétaux, qui ne sont pas spécialement désignés au tarif, savoir:

Sang — sabots — tendons — os — oreillons de

peau — sciure — son — tourteaux de graines oléagineuses — farine de tourteaux — marc de raisin sec — lies sèches et en pâte, de 45 à 15 centimes.

La Confédération Suisse s'engage à ne pas augmenter le droit actuel de 30 centimes par quintal métrique sur les riz provenant des États Sardes, pendant toute la durée du présent Traité.

Pour faciliter encore d'avantage les relations commerciales entre les deux Pays, la Confédération Suisse s'engage à établir le système de fractionnement *par tiers* et par *quinzièmes* sur l'évaluation des articles dont la tarification a pour base d'unité le collier de 750 kilogr.

De manière que les objets frappés d'un droit de 15 centimes, et de 60 centimes par collier jouiront des facilités suivantes:

Si ces articles forment une seule charge et ne dépassent pas dans leur ensemble le poids de 500 kilogr., ils ne payeront que $^2/_3$ de la taxe, soit 40 ou 10 centimes.

S'ils ne dépassent pas les 250 chilog., ils ne payeront que $^1/_3$ de la taxe; et s'ils ne dépassent pas le poids de 50 kilog., ils ne payeront que $^2/_{15}$.

V. Le Gouvernement Sarde, désirant faciliter dans les États de S. M. la consommation des objets de l'industrie Suisse, garantit aux productions naturelles et industrielles des États de la Confédération, les mêmes avantages dont jouissent dans les États Sardes, les productions naturelles et industrielles de la nation la plus favorisée, et notamment ceux accordés à la France, à la Belgique, à l'Angleterre et au Zollverein par les Traités et Conventions des 5 novembre 1850, 24 jan., 27 février et 20 mai 1851.

Il consent en outre à réduire le droit sur les fromages Suisses de 20 à 15 francs les 100 kilog.

Le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne s'oblige à ne pas faire usage, pendant la durée du présent Traité de la réserve portée à l'article 4 du Traité du 11 mars 1816, celle de défendre en cas de disette, l'exportation des denrées alimentaires des États de S. M.

VI. Les hautes Parties contractantes s'engagent à maintenir la pleine et entière liberté de transit pour les marchandises et objets de commerce provenant d'un pays quelconque qui, de leurs frontières respectives, seraient dirigés au travers de leur territoire, sur celui de l'autre Partie, sans que, dans aucun cas, ces marchandises, ou

objets de commerce puissent être grevés de droits de transit, entrepôts, ou autres droits quelconques, sous quelque dénomination que ce soit, qui ne seraient pas également payés par les nationaux, et par la nation la plus favorisée.

La Confédération Suisse consent à réduire le droit actuel sur le transit de 60 à 40 centimes; et en considération des stipulations de l'Acte final du Congrès de Vienne et du Traité du 16 mars 1816, elle s'engage, pour les marchandises et objets de commerce, qui d'une province des États de S. M. seraient dirigés, soit par le Valais, soit par le territoire du Canton de Genève, sur un autre point des provinces limitrophes Sardes, à ne percevoir qu'un droit de transit de 0 10 centimes par 100 kilogr., sans obligation de plombage, et sans être soumis à aucune autre charge quelconque.

VII. Pour faciliter les communications et les rapports de frontières, le Gouvernement Fédéral s'engage à maintenir dans les principales avenues de routes qui relient les deux États, des bureaux dûment autorisés à percevoir les droits de douane, et à faire les opérations relatives au transit, sur les routes qui seront reconnues comme voies de transit.

Sur la demande qu'en fera le Gouvernement de S. M. le Roi de Sardaigne, le Gouvernement Fédéral ne se refusera pas à établir de nouveaux bureaux-frontières dans les endroits où les besoins du commerce pourront l'exiger.

Les bureaux actuels seront:

Sur la frontière du Canton de Genève.

Chancy — Sezeguin — Soral — Carouge (Perly) bureau principal — Veirier — Moillesulaz bureau principal — Croix de Rozon *Idem* — Cara — Jussy — Corsier, autorisé au transit — Hermance *Idem.*

Sur la frontière du Canton du Valais.

Bouveret, bureau principal — Berney — Martigny — Orsières — Vouvry — Champéry — S. Gingolph — Monthey — Gondo, bureau principal — Saar — Bince — Zumlock.

Sur la frontière du Canton du Tessin.

Locarno, bureau principal — Magadino *Idem.*

VIII. Le Gouvernement Fédéral convaincu des grands

avantages que la Suisse est appelée à retirer de la facilité et de la rapidité du mouvement commercial, s'engage de la manière la plus formelle à contribuer, autant que possible, à la construction d'un chemin de fer, qui, partant immédiatement de la frontière Sarde ou du point le plus convenable des bords du Lac-Majeur, se dirigerait vers, et jusqu'à un point de l'Allemagne, pour rejoindre les chemins de fer du Zollverein.

Si une société venait à se charger de cette entreprise, le Gouvernement Fédéral s'engage à lui assurer toutes les facilités possibles sur le territoire de chaque Canton qui devrait être traversé par cette ligne, soit pour les études préliminaires, soit pour l'exécution des travaux, en appliquant, en faveur de cette entreprise, les dispositions des lois sur l'expropriation forcée, et en permettant aux entrepreneurs de se servir, pour la main d'œuvre, des gens du pays, ou de travailleurs étrangers munis de papiers en règle.

Dans ce cas, il serait loisible au Gouvernement et aux citoyens de ces Cantons, de se réserver la portion d'action qu'ils croiraient convenable, en se soumettant toutefois aux statuts de la société, qui seront préalablement approuvés par le Gouvernement Fédéral et par le Gouvernement Sarde, et à l'exécution desquels les deux hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas apporter d'obstacles dilatoires.

De son côté le Gouvernement Sarde prend envers le Gouvernement Fédéral un engagement semblable, pour la construction dans ses États d'un chemin de fer, qui, soit immédiatement, soit au moyen de la navigation à vapeur sur le Lac-Majeur, établisse une communication avec la Suisse, sur le point qui sera reconnu le plus favorable, dans un intérêt commun. Il garantit, en outre, au Gouvernement Helvétique le libre usage des chemins de fer qui, des frontières Suisses, se dirigent vers la mer, ou vers tout autre point des États Sardes, sans que les citoyens Suisses aient à payer pour leurs personnes et pour leurs marchandises et objets de commerce, d'autres ou de plus forts droits de transport, que ceux qui sont ou seront payés par les nationaux.

Le Gouvernement Fédéral s'engage également à accorder aux citoyens Sardes, à leurs marchandises et objets de commerce, les mêmes facilités, sur les chemins

de fer qui sont, et seront construits sur le territoire de la Confédération.

IX. Les deux Gouvernemens s'engagent réciproquement à ne pas frapper les objets de l'industrie de leurs États respectifs de droits autres ou plus forts que ceux auxquels sont assujettis à leur entrée les articles et les produits similaires de la nation la plus favorisée.

X. Il pourra être établi des Consuls et des Vice-Consuls de chacun des deux Pays dans l'autre, pour la protection du commerce.

Ces Agens n'entreront en fonctions et en jouissance des droits, priviléges et immunités qui leur reviennent, qu'après avoir obtenu l'*exequatur* du Gouvernement territorial.

Celui-ci conservera d'ailleurs le droit de déterminer les résidences où il ne lui conviendra pas d'admettre les Consuls, bien entendu que sous ce rapport les deux Gouvernemens ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leurs pays à toutes les nations.

Les Agens Consulaires Suisses dans les États Sardes jouiront de tous les priviléges, exemptions et immunités dont jouissent les Agens de même qualité de la nation la plus favorisée; il en sera de même en Suisse pour les Agens Consulaires de Sardaigne.

XI. Le présent Traité restera en vigueur pendant dix ans à dater du 1 juillet 1851, jour où il sera mis à exécution.

Si un an avant l'expiration de ce terme, il n'est pas dénoncé, il continuera à être obligatoire, d'année en année, jusqu'à ce que l'une des hautes Parties contractantes ait annoncé à l'autre, un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

XII. Le présent Traité sera ratifié par S. M. le Roi de Sardaigne et par le Conseil Fédéral de la Confédération Suisse, conformément aux Constitutions des deux États, et les ratifications en seront échangées à Turin aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leur cachet.

Fait à Turin ce huit juin l'an mil-huit cent-cinquante-un.

(L. S.) *De-Castelbourg.* (L. S.) *J. Achille Bischoff.*
(L. S.) *Charles Murset.*

XX.

Traité de commerce et de navigation entre la Sardaigne et les Pays-Bas, signé à la Haye, le 24 juin 1851).*

Au nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, désirant donner aux relations commerciales entre les Pays, que la Providence a placés sous leur tutelle, tout le développement dont elles sont susceptibles, et persuadés qu'un but aussi utile ne saurait être atteint qu'en faisant disparaître tous les obstacles qui peuvent entraver le commerce et la navigation, ont résolu d'assurer réciproquement par un Traité, dans toute leur étendue et dans toutes leurs conséquences, à leurs populations, les bienfaits dérivant des actes législatifs, adoptés l'un en Sardaigne le 6 juillet 1850, et l'autre dans les Pays-Bas le 8 août de la même année, pour l'abolition des droits différentiels, et ont nommé à cet effet leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le Comte Albert Lupi de Moirano de Montalto, Commandeur de son Ordre religieux et militaire de Saint Maurice et Saint Lazare, et de celui du Lion Néerlandais, son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas; et sa Majesté le Roi des Pays-Bas le sieur Herman van Sonsbeeck, Chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais, Grand'Croix de l'Ordre de l'Étoile Polaire de Suède, son Ministre des Affaires Etrangères;

Les quels après avoir échangé leurs pleinspouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

I. Il y aura liberté réciproque de commerce entre tous les États des hautes Parties contractantes, et les sujets de chacune d'Elles, dans toute l'extension des territoires de l'autre, jouiront des mêmes droits, priviléges, libertés, faveurs, immunités et exemptions en matière de commerce, dont jouissent ou jouiront les nationaux.

II. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du Royaume

*) L'échange des ratifications a eu lieu à la Haye, le 15 août 1851.

de Sardaigne, soit de tout autre pays, dont l'importation dans les ports du Royaume des Pays-Bas, ses Colonies et possessions, est ou sera légalement permise sur des bâtiments Néerlandais, pourront également y être importés sur des bâtiments Sardes sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises ou productions avaient été importées sur des bâtiments Néerlandais; et réciproquement toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie du Royaume des Pays-Bas, ses Colonies et possessions, soit de tout autre pays, dont l'importation dans le Royaume de Sardaigne est ou sera légalement permise sur des bâtiments Sardes, pourront également y être importés sur des bâtiments Néerlandais, sans être assujettis à d'autres ou à de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises ou productions avaient été importées sur des bâtiments Sardes.

Cette égalité de traitement réciproque sera appliquée indistinctement soit que ces marchandises arrivent directement de l'endroit de production, soit qu'elles arrivent d'un autre endroit quelconque. D'ailleurs il est entendu que les produits des Colonies Néerlandaises ne seront pas imposés plus fortement dans le Royaume de Sardaigne que les produits similaires d'une autre provenance, et que les produits exotiques importés d'un port Néerlandais dans un port Sarde, ne seront pas imposés plus fortement que les mêmes produits, importés d'un autre port quelconque.

III. La même égalité de traitement réciproque aura lieu pour tout ce qui a trait aux exportations et transits, sans distinction de provenance ou de destination, et pour

plus convenables par le vendeur et l'acheteur, et sans être obligés de subir aucune conséquence de quelque monopole, contrat ou privilége exclusif de vente ou d'achat; à l'exception toutefois des monopoles actuellement existants dans les Colonies et possessions Néerlandaises aux Indes Orientales, par rapport à l'importation et à la vente de l'opium et du sel, et sauf le contrat existant entre le Gouvernement et la Société dite *Nederlandsche Handel-maatschappy* relatif au transport et à la vente des produits coloniaux, la propriété du Gouvernement des Pays-Bas; et sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage à ce que semblable affranchissement de toute gêne, relatif aux ventes ou achats soit garanti aux sujets Néerlandais dans les États Sardes à l'exception des monopoles actuels de la Couronne, de tabac, de sel, de poudre, de plombs de chasse et de guerre, et de cartes à jouer.

V. Aucun droit de tonnage, de port, de phare, de pilotage, de quarantaine ou autres droits semblables ou équivalents de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, perçu au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, des communes, corporations ou établissement quelconque, ne sera imposé dans les ports de chacun des deux Pays, sur les navires de l'autre Nation, arrivant d'un port ou endroit quelconque, qui ne sera pas également imposé en pareil cas sur les navires nationaux, et dans chacun des deux Pays aucun droit, charge, restriction ou prohibition ne sera imposé, ni aucun remboursement de droit, prime ou avantage ne sera refusé à aucune marchandise importée dans, ou exportée de ces mêmes Pays, sur des navires de l'autre qui ne soit également imposé sur ces mêmes marchandises importées ou exportées sur des navires nationaux.

VI. Seront complètement affranchis de droits de tonnage et d'expédition:

1. Les navires qui entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, repartiront sur lest.

2. Les navires qui passant d'un port de l'un des deux États dans un ou plusieurs ports du même État soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits.

3. Les navires qui entrés avec chargement dans un

port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait des opérations de commerce.

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement de l'équipage et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

VII. Tous les navires qui d'après les lois du Royaume de Sardaigne sont considérés comme navires Sardes, et tous les navires qui d'après les lois du Royaume des Pays-Bas sont considérés comme navires Néerlandais seront, quant aux effets du présent Traité, déclarés respectivement navires Sardes et Néerlandais.

VIII. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, bassins, docks, rades, havres ou rivières des deux États, il ne sera accordé aucun privilége aux navires nationaux, qui ne le soit également à ceux de l'autre État; la volonté des Parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite réciprocité.

IX. Les bâtiments de l'un des deux États pourront décharger en totalité leur cargaison dans un des ports des États de l'autre haute Partie contractante, ou décharger une partie de leur cargaison dans un port et se rendre ensuite avec le reste dans les autres ports du même État, ou ailleurs, selon que le capitaine, le propriétaire ou telle autre personne qui serait dûment autorisée dans le port à agir dans l'intérêt du bâtiment ou de la cargaison, le jugera convenable.

X. Il est expressément entendu que les articles précédents ne sont pas applicables ni à la pêche ni au commerce de cabotage, que chaque Partie contractante se réserve à elle même, et réglera d'après ses propres lois.

XI. S'il arrivait que quelque vaisseau de guerre ou navire marchand de l'un des deux États fît naufrage sur les côtes de l'autre, ce bâtiment, ou ses parties, ou débris, ses agrès et tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les effets et marchandises qui en auront été sauvés ou le produit de leur vente, en seront fidèle-

ment rendus aux propriétaires ou à leurs ayant droit, sur leur réclamation.

Dans le cas où ceux-ci se trouveraient absents, les dits objets, marchandises, ou leurs produits, seront consignés, ainsi que tous les papiers trouvés à bord de ce bâtiment au Consul Sarde ou Néerlandais, dans le district duquel le naufrage aura eu lieu, et il ne sera exigé, soit du Consul, soit des propriétaires ou ayant droit, que le paiement des dépenses pour la conservation de la propriété, ainsi que les droits de sauvetage qui seraient également payés en pareille circonstance par un bâtiment national. Les marchandises et effets sauvés du naufrage ne seront assujettis aux droits établis, qu'autant qu'ils seraient déclarés pour la consommation.

XII. La Sardaigne accorde au Royaume des Pays-Bas les réductions de douane stipulées entre la Sardaigne et la Belgique, par le Traité conclu avec cette Puissance, à Turin le 24 janvier 1851, et qui se trouvent spécifiées dans le tableau A, annexé au présent Traité, les réductions de douane accordées à la France par la Convention du 20 mai 1851, sur les tissus de soie et sur les livres, et en outre pour les fromages de Hollande une réduction d'un quart du chiffre actuel du tarif.

En compensation les Pays-Bas accordent au Royaume de Sardaigne, les diminutions du droit d'entrée qui ont été concédées respectivement à la France et au Royaume des Deux Siciles, par les Traités signés par les Pays-Bas avec ces Puissances, le 25 juillet 1840 et le 17 novembre 1847, sur le vin et sur les huiles d'olive, et qui se trouvent spécifiées dans le tableau B également annexé au présent Traité, et en outre une diminution du quart du chiffre actuel sur les fruits confits au sucre, sur les succades, sur le vermicel et autres pâtes analogues.

Les réductions des droits de douane sur les articles mentionnés dans ces tableaux A et B, seront censées avoir pris cours à dater du premier juin 1851, et le surplus du droit qui aurait été perçu depuis cette époque, sera restitué.

XIII. En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes Parties contractantes s'obligent et s'engagent à ce que tout privilége, faveur ou immunité que chacune d'Elles viendra à accorder à tout autre État, sera aussi, et à l'instant, étendu à leurs sujets respectifs, gratuitement si la concession en faveur

de l'autre État est gratuite, ou en donnant une compensation autant que possible, de valeur et effet équivalent, à fixer de commun accord, si la concession est conditionnelle.

Il en sera de même pour les faveurs ou immunités que les hautes Parties contractantes pourraient accorder à tout autre État, quant au transport de marchandises sur les chemins de fer établis ou à établir dans les États respectifs.

XIV. Les Agents consulaires Sardes dans les États Néerlandais jouiront de tous les priviléges, exemptions et immunités, dont jouissent les Agents de même qualité de la nation la plus favorisée; il en sera de même dans la Sardaigne pour les Agents consulaires des Pays-Bas.

XV. Les Consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans un des ports de l'autre.

A cet effet ils s'adresseront par écrit aux Autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition en original ou en copie dûment certifiée des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage ou par d'autres documents officiels, que les individus qu'ils réclament faisaient partie du dit équipage.

Sur cette demande ainsi justifiée, il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation des dits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des Consuls, jusqu'à ce que ces Agents aient trouvé une occasion de les faire partir.

Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans le délai des deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est entendu que les marins, sujets de l'autre Partie, seront exceptés de la présente disposition, à moins qu'ils ne soient naturalisés citoyens de l'autre Pays.

Si le déserteur avait commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du Consul, qu'après que le Tribunal qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement et que celui-ci ait eu son effet.

XVI. Les sujets de chacune des hautes Parties contractantes pourront disposer librement, par testament, donation ou autrement, de tous les biens qu'ils auraient

pu acquérir et posséder légalement dans les États de l'autre, et ceux qui les représentent d'après les lois quoique sujets de l'autre Partie contractante, pourront hériter de ces propriétés soit par testament, soit ab intestato, et ils pourront dans les termes fixés par la loi prendre possession par eux-mêmes, ou par des personnes agissant en leur nom; ils en disposeront à leur gré, sans être assujettis à des retenues ou à des impositions autres ou plus fortes que celles établies ou à établir, dans ces cas ou circonstances, sur les nationaux.

Dans le cas d'absence des héritiers, on devra suivre la même règle, qui en semblable cas est prescrite à l'égard des propriétés des natifs du pays, jusqu'à ce que les ayant droit aient fait les arrangements nécessaires pour en prendre possession.

Si des contestations s'élevaient entre les divers postulants, au sujet du droit qu'ils auraient à ces propriétés, elles devront être résolues par les juges, suivant les lois du pays où les propriétés sont situées, et sans autre appel que celui prévu par les mêmes lois.

XVII. Les sujets de l'une des hautes Parties contractantes, résidant dans les Etats de l'autre, seront respectivement libres de régler comme les nationaux leurs affaires, par eux mêmes, ou de les confier aux soins de toute autre personne, telles que courtiers, facteurs, agents ou interprètes; ils ne pourront être contraints dans leur choix, et ils ne seront tenus à payer aucun salaire, ni aucune rétribution à ceux qu'ils n'auront pas jugé à propos d'employer à cet effet, étant absolument facultatif aux vendeurs et acheteurs de contracter ensemble leur marché, et de fixer le prix de toutes denrées ou marchandises, importées ou destinées à l'exportation, sous la condition de se conformer aux règlements et aux lois du pays.

XVIII. Les stipulations du présent Traité remplaceront celles du Traité conclu à Turin entre les hautes Parties contractantes, le 24 janvier 1842.

Le présent Traité sera en vigueur pendant douze ans, à compter de la date de l'échange des ratifications, et au delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des deux Parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention de le faire cesser; chacune des Parties se réservant le droit de faire à l'autre une

telle déclaration au bout des douze ans susmentionnés, ou à toute date ultérieure.

XIX. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à la Haye, le plus tôt possible, dans l'espace de deux mois, à compter du jour de la signature.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à la Haye le vingt quatrième jour du mois de juin de l'an de grâce mil huit cent cinquante et un.

(L. S.) *De Montalto.* (L. S.) *V. Sonsbeeck.*

Tableau A.

Les marchandises suivantes, originaires des Pays-Bas et importées dans les États Sardes, sans distinction du pavillon sous lequel cette importation a lieu, ni du port d'où les marchandises arrivent, jouiront à l'entrée dans ces États des réductions de droit ci-après indiquées:

Zinc, en plaques, en barres, ou en saumons (toutenagues), zinc laminé; réduction de moitié des droits actuels.

Cuivre, en pains, en rosettes, en fonds de chaudière, en plaque, cuivre ouvré et non ferré; même réduction.

Fers, fonte ouvrée simple, coussinets pour chemins de fer, fr. 8 00 au lieu de fr. 15 00 les 100 kilog. Fonte garnie d'autres métaux fr. 12 00 au lieu de fr. 25 00. Fer de première fabrication, rails, fr. 10 00 au lieu de fr. 16 00; de seconde fabrication, fr. 15 00 au lieu de fr. 30 00; garni d'autres métaux, fr. 20 00 au lieu de fr. 40 00; ancres, canons, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00; instruments propres aux arts mécaniques, fr. 12 50 au lieu de fr. 25 00, clous de toute espèce, chevilles etc., fr. 12 50 au lieu de fr. 25 00, et de fr. 70 00; machines et mécaniques, fr. 5 00 au lieu de fr. 10 00; faux, faucilles ou serpettes, fers à repasser etc., fr. 12 50 au lieu de fr. 25 00; enclumes, massues, socs de charrue, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00; ressorts de voiture, et similaires, fr. 30 00 au lieu de fr. 60 00; vis de fer de toute espèce, fr. 12 50 au lieu de fr. 25 00; fils de fer, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00 par 100 kilog.

Armes; blanches de toute espèce; réduction de moitié; canons de fusils de chasse, fr. 1 00 au lieu de fr. 2 00 la pièce; canons de pistolets, fr. 0 35 au lieu de fr. 0 75 la pièce.

Verres et cristaux; miroirs de toute dimension non montés, fr. 25 00 au lieu de fr. 60 00 les 100 kilog.

Cristaux de toute espèce; fr. 15 00 au lieu de fr. 40 00 par 100 kilog.; glaces et verres à vitre, fr. 15 00 au lieu de fr. 25 00 par 100 kilog.; verre ouvré de toute espèce, fr. 15 00 au lieu de fr. 18 00 par 100 kilog.; bouteilles d'un litre et au dessus, demi bouteilles, damejannes sans distinction de capacité, bouteilles nommées *fiaschi;* réduction de moitié.

Porcelaine; en couleur ou dorée, fr. 30 00 au lieu de fr. 50 00; blanche fr. 25 00 par 100 kilog.; poterie de terre ordinaire, fr. 3 00 au lieu de fr. 4 00 par 100 kilog.; faience en ouvrages divers, blanche fr. 8 00 au lieu de fr. 12 00; peinte, dorée ou coloriée, fr. 12 00 au lieu de fr. 20 00.

Papier; de pâte de couleur et blanc de toute qualité, fr. 30 00 au lieu de fr. 50 00 par 100 kilog.; colorié ou doré, fr. 40 00 au lieu de fr. 65 00; imprimé, dessiné ou peint, pour teinture, fr. 50 00 au lieu de fr. 100; brouillard, fr. 20 00 au lieu de fr. 50 00; grossier pour envelopper, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00.

Livres; en feuilles ou brochés, fr. 30 00 au lieu de fr. 50 00 par 100 kilog.; reliés en carton etc., fr. 60 00 au lieu de fr. 100.

Sucre raffiné de toute espèce, fr. 25 00 au lieu de fr. 45 00 les 100 kilog.

Cuirs et peaux préparées, fr. 66 66 au lieu de fr. 100. Peaux chamoisées, fr. 75 00 au lieu de fr. 150.

Fils de laine ou de poil quelconque; blancs ou naturels, fr. 0 60 au lieu de fr. 1 10 le kilog.; teints, fr. 0 80 au lieu de fr. 1 60.

Tissus de laine foulés et drapés ou non; de la valeur de 10 fr. par mètre, et au dessus, y compris les similaires, tels que casimirs etc., fr. 3 00 le kilog., au lieu de fr. 3 30 avec suppression du 10 % à la valeur; de moins de 10 fr. par mètre, fr. 2 00 au lieu de fr. 4 50.

Tapis et couvertures de bourre de laine, lambeaux et lisières de drap; fr. 1 00 au lieu de fr. 2 00 le kilog.; de toute autre qualité, fr. 1 00 au lieu de fr. 3 00.

Lin teillé ou peigné; réduction de moitié.

Fil de lin, et de chanvre de toute qualité; même réduction.

Tissus de lin, et de chanvre de toute qualité, écrus ou blanchis, même mélangés de coton, ou de laine,

croisés, ou autrement ouvragés, écrus, blanchis ou mélangés de blanc, même réduction.

Dentelles de toute qualité, même réduction.

Fil de coton, inférieur au n. 20 fr. 0 20 au lieu de fr. 0 90; du n. 20 au n. 40 fr. 0 40 au lieu de fr. 0 90; du n. 40 au n. 60 fr. 0 60 au lieu de fr. 0 75; d'un numéro supérieur fr. 0 75.

Retords de toute qualité, fr. 0 75 au lieu de fr. 1 20; blanchis ou teints de toute qualité, fr. 0 80 au lieu de fr. 1 80.

Tissus de coton, même mélangés de fil ou de laine, unis, croisés, ou autrement ouvragés, écrus, blanchis en couleur, ou teints, imprimés etc., réduction de moitié.

Morue, réduction de 25 p. %.

Le droit à la sortie sur les marchandises suivantes, dirigées des États Sardes vers les Pays-Bas sera réduit, savoir:

Celui sur les soies grèges à fr. 1 50.

Celui sur les peaux brutes d'agnaux, à fr. 15 00.

Sur les peaux de chevreaux, à fr. 30 00.

Tableau B.

Les marchandises suivantes, originaires des États Sardes, et importées dans les Pays-Bas, sans distinction du pavillon sous lequel cette importation a lieu, ni du port d'où les marchandises arrivent, jouiront à l'entrée dans ce Royaume, des réductions de droits ci-après indiquées.

Les droits actuellement existants, dans les Colonies Néerlandaises des Indes Orientales, sur les vins Sardes, soit en cercles, soit en bouteilles, sont réduits de moitié.

Les vins de Sardaigne, en cercles, sont affranchis de tout droit de douane à l'entrée dans les ports Néerlandais en Europe, et les droits actuels sont réduits de trois cinquièmes pour les vins en bouteilles.

Les huiles d'olive jouissent d'une réduction de cinquante cent.ˢ sur le droit établi par le tarif de douane.

Verres et cristaux; miroirs de toute dimension non montés, fr. 25 00 au lieu de fr. 60 00 les 100 kilog.

Cristaux de toute espèce; fr. 15 00 au lieu de fr. 40 00 par 100 kilog.; glaces et verres à vitre, fr. 15 00 au lieu de fr. 25 00 par 100 kilog.; verre ouvré de toute espèce, fr. 15 00 au lieu de fr. 18 00 par 100 kilog.; bouteilles d'un litre et au dessus, demi bouteilles, damejannes sans distinction de capacité, bouteilles nommées *fiaschi;* réduction de moitié.

Porcelaine; en couleur ou dorée, fr. 30 00 au lieu de fr. 50 00; blanche fr. 25 00 par 100 kilog.; poterie de terre ordinaire, fr. 3 00 au lieu de fr. 4 00 par 100 kilog.; faience en ouvrages divers, blanche fr. 8 00 au lieu de fr. 12 00; peinte, dorée ou coloriée, fr. 12 00 au lieu de fr. 20 00.

Papier; de pâte de couleur et blanc de toute qualité, fr. 30 00 au lieu de fr. 50 00 par 100 kilog.; colorié ou doré, fr. 40 00 au lieu de fr. 65 00; imprimé, dessiné ou peint, pour teinture, fr. 50 00 au lieu de fr. 100; brouillard, fr. 20 00 au lieu de fr. 50 00; grossier pour envelopper, fr. 10 00 au lieu de fr. 20 00.

Livres; en feuilles ou brochés, fr. 30 00 au lieu de fr. 50 00 par 100 kilog.; reliés en carton etc., fr. 60 00 au lieu de fr. 100.

Sucre raffiné de toute espèce, fr. 25 00 au lieu de fr. 45 00 les 100 kilog.

Cuirs et peaux préparées, fr. 66 66 au lieu de fr. 100. Peaux chamoisées, fr. 75 00 au lieu de fr. 150.

Fils de laine ou de poil quelconque; blancs ou naturels, fr. 0 60 au lieu de fr. 1 10 le kilog.; teints, fr. 0 80 au lieu de fr. 1 60.

Tissus de laine foulés et drapés ou non; de la valeur de 10 fr. par mètre, et au dessus, y compris les similaires, tels que casimirs etc., fr. 3 00 le kilog., au lieu de fr. 3 30 avec suppression du 10 % à la valeur; de moins de 10 fr. par mètre, fr. 2 00 au lieu de fr. 4 50.

Tapis et couvertures de bourre de laine, lambeaux et lisières de drap; fr. 1 00 au lieu de fr. 2 00 le kilog.; de toute autre qualité, fr. 1 00 au lieu de fr. 3 00.

Lin teillé ou peigné; réduction de moitié.

Fil de lin, et de chanvre de toute qualité; même réduction.

Tissus de lin, et de chanvre de toute qualité, écrus ou blanchis, même mélangés de coton, ou de laine,

[illegible] ouvrages, écrus, blanchis ou mé-
[illegible] réduction.
[illegible] même réduction.
[illegible] fr. 0 20 au lieu de
[illegible] fr. 0 40 au lieu de fr.
[illegible] fr. 0 60 au lieu de fr. 0 75:
[illegible] fr. 4 75.
[illegible] fr. 0 75 au lieu de fr. 1 20:
[illegible] qualité, fr. 0 80 au lieu de
[illegible]

[illegible] mélangés de fil ou de laine.
[illegible] ouvrages, écrus, blanchis en
[illegible] réduction de moitié.
[illegible] 25 p. %.
[illegible] sur les marchandises suivantes.
[illegible] vers les Pays-Bas sera réduit.

[illegible] à fr. 1 50.
[illegible] d'agnaux, à fr. 15 00.
[illegible] à fr. 30 00.

Tableau B.

[illegible] suivantes, originaires des États Sar-
[illegible] les Pays-Bas, sans distinction du
[illegible] importation a lieu, ni du port
[illegible] arrivent, jouiront à l'entrée dans
[illegible] de droits ci-après indiquées.
[illegible] existants, dans les Colonies
[illegible] Orientales, sur les vins Sardes,
[illegible] en bouteilles, sont réduits de moitié.
[illegible] en cercles, sont affranchis de
[illegible] à l'entrée dans les ports Néerlan-
[illegible] droits actuels sont réduits de trois
[illegible] vins en bouteilles.
[illegible] jouiront d'une réduction de cin-

forma,
le ordi-
istanza
a quelli
te, sa-
ue Stati
guenti.
nale di
di re-
uisito-
di ese-
nitive,
il ri-
moti-
go ad
me-
ssere
rima
sen-
no le
dal
do-
rò a
ante
e, di
del
Sua

XXI.

*Convention, entre la Sardaigne et l'Espagne, pour l'exécution des sentences en matière civile ordinaire ou commerciale, signée à Madrid, le 30 juin 1851 *).*

Texte italien.

Sua Maestà il Re di Sardegna e Sua Maestà la Regina di Spagna, intenti sempre a promuovere gl' interessi dei rispettivi sudditi, ed a rendere vieppiù profittevoli ai medesimi i rapporti felicemente esistenti fra i due Governi, hanno ravvisato confaciente a questo scopo lo autorizzare ciascuno nel proprio Stato, per quanto lo permettano le leggi del paese, la esecuzione dei giudicati in materia civile ordinaria o commerciale emanati dai Tribunali dell' altro Stato.

Essendosi quindi determinato di addivenire ad una speciale Convenzione fra i due Governi per istabilire le norme colle quali si avrà a chiedere ed a concedere reciprocamente tale esecuzione, vennero a questo fine nominati Plenipotenziarii pella stipulazione di tale accordo, cioè:

Per parte di Sua Maestà il Re di Sardegna, il Cavaliere Don Edoardo di Maunay, Cavaliere del Real Ordine Religioso e Militare de' Santi Laurizio e Lazzaro, Commendatore dell'Ordine di Cristo di Portogallo e Cavaliere di altri Ordini esteri, Incaricato di affari della Maestà Sua presso la Real Corte di Spagna;

E per parte di Sua Maestà la Regina di Spagna, Don Emanuele Pando, di Fernandez di Pinedo, Avila e Davila, Marchese di Miraflores, Grande di Spagna di prima classe, Cavaliere dell' Ordine insigne del Toson d'Oro, Gran Croce del Real e distinto Ordine di Carlo III, di quello della Legion d'Onore di Francia, di quello di Cristo di Portogallo, ecc. ecc., Senatore del Regno e Suo Primo Segretario di Stato per gli affari esteri;

I quali dopo essersi communicati i rispettivi loro pieni

---

*) En italien et en espagnol. Les ratifications ont été échangées à Madrid, le 19 août 1851.

poteri, ed aver questi trovati in buona e debita forma, hanno convenuto quanto segue:

I. Le sentenze od ordinanze in materia civile ordinaria o commerciale emanate dai tribunali di prima istanza o d'appello di Sua Maestà il Re di Sardegna, o da quelli di Sua Maestà Cattolica, e debitamente legalizzate, saranno reciprocamente eseguite dai tribunali dei due Stati in conformità di quanto è stabilito cogli articoli seguenti.

II. Tale esecuzione sarà chiesta da un tribunale di prima istanza o d'appello all' antro col mezzo di requisitorie.

Quando si tratti di sentenze definitive, la requisitoria sarà accompagnata dal corrispondente decreto di esecuzione.

Qualora invece si tratti di sentenze non definitive, prima di ordinare la spedizione delle requisitorie, il richiedente si accerterà e ne farà quindi menzione motivata nella sua provvidenza, che non vi ha più luogo ad appellarsi da dette sentenze, se pella loro natura le medesime richiedessero questa circostanza per poter essere eseguite.

III. Perchè possano eseguirsi dai tribunali di prima istanza o di appello competenti di ciascun paese le sentenze od ordinanze dei tribunali dell'altro, dovranno le medesime essere previamente dichiarate esecutorie dal tribunale superiore nella cui giurisdizione o territorio dovrà aver luogo l'esecuzione. Non si addiverrà però a questa dichiarazione nei seguenti casi:

1. Quando la sentenza od ordinanza fosse peccante manifesta ingiustizia.

2. Quando fosse nulla per difetto di giurisdizione, di citazione o di mandato.

3. Quando fosse contraria alle leggi proibitive del Regno nel quale se ne chiede l'eseguimento.

IV. Le sentenze pronunciate dai tribunali di Sua Maestà il Re di Sardegna avranno forza di produrre ipoteca sui beni situati negli Stati di Sua Maestà Cattolica, e reciprocamente, allorchè saranno state dichiarate esecutorie nel modo sovra indicato.

V. Gli atti autentici rogati negli Stati di Sua Maestà il Re di Sardegna avranno forza di conferire ipoteca nei beni situati negli Stati di Sua Maestà Cattolica, sem-

prechè questi beni saranno stati specialmente designati nel contratto, e viceversa.

VI. L'ipoteca di cui si tratta nei due precedenti articoli (4 e 5) non colpirà se non li beni che ne saranno passibili conformemente alle leggi del paese in cui sono situati.

L'adempimento di tutte le formalità dalle leggiprescritte perchè l'ipoteca sortisca il suo effetto, resterà a carico. della persona, a favore di cui sarà stata acquistata od acconsentita.

VII. Gli atti di giurisdizione volontaria passati negli Stati di Sua Maestà Sarda sortiranno il loro effetto negli Stati di Sua Maestà Cattolica, e viceversa, allorchè si sarà dichiarato nulla ostare all' esecuzione dei medesimi dal tribunale superiore nella cui giurisdizione debbono gli atti eseguirsi.

VIII. La presente Convenzione è conchiusa per anni cinque, i quali decorsi, senza che una delle alt Parti contraenti abbia dichiarato all'altra, sei mesi prima della scadenza di detto termine, di volerne far cessare gli effetti, continuerà ad essere in vigore per un anno, e così di seguito a meno di disdetta come sopra.

La medesima sarà ratificata, e le rispettive ratifiche saranno scambiate nello spazio di tre mesi, od anche prima ove sia possibile.

In fede di che i Plenipotenziarii suddeti l'hanno munita della loro firma, apponendovi il sigillo delle loro armi.

Fatto nel Real Palazzo in Madrid, addì trenta del mese di giugno dell' anno mille ottocento cinquant' uno.

E. De Launy. (L. S.)
El Marqués de Miraflores. (L. S).

XXII.

*Notification du Ministre des affaires étrangères de Portugal, en date du 5 juillet 1851, relative à l'assimilation du pavillon des Villes de Lubeck et de Brême à celui des nations les plus favorisées *).*

Illmo e Exmo Sr. Tendo-me transmittido em data de 3 do corrente, o Consul Geral das Cidades Anseaticas nesta Corte, as declarações formaes e solemnes dos Altos Senados de Lübeck e Bremen, pelas quaes consta ser tractada, nos portos das mesmas Cidades, a bandeira portugueza como a da naçao mais favorecida, quanto a direitos de porto e tonelagem; tento a honra de assim o communicar a. V. Exa para seu conhecimento: rogando-lhe ao mesmo tempo que, emc onformidade do artigo 2o da Carta de Lei de 25 de Junho de 1849, se sirva mandar expedir as ordens convenientes para que as bandeiras des mencionadas Cidades gosem de igual favor nos portos deste Reino.

Deos guarde a V. Exa. Secretaria de Estado dos Negocios Estrangeiros, em 5. de Julho de 1851. —

Illmo e Exmo Sr. *Marino Miguel Franzini.*
Antonio Aluizio Jervis de Atouguia.

---

*) La déclaration du Sénat de Lubeck à laquelle se rapporte cette notification est datée du 18 juin 1851. Elle est textuellement [illegible] forme au document suivant.

XXIII.

Déclarations échangées entre l'Espagne et la Ville libre et anséatique de Lubeck, relatives au traitement national des bâtiments des deux parties.

1.

Déclaration du Sénat de la Ville libre et anséatique de Lubeck, signée à Lubeck, le 16 juin 1852.

Nous, le Sénat de la ville libre et Anséatique de Lubeck,

Certifions et déclarons par les Présentes:

Que le système en vigueur dans la République de Lubeck n'admet pas des droits différentiels et que conformément à ce principe les navires Espagnols et leurs cargaisons, arrivant de, ou partant pour quelque pays étranger que ce soit, sont traités dans les ports Lubecquois quant aux droits à payer des bâtiments et des marchandises soit à l'État, soit à des particuliers nommément de ceux de tonnage, de port, de pilotage et de douanes, absolument sur le même pied, que les navires Lubecquois et leurs cargaisons.

En foi de quoi Nous avons fait signer les Présentes par Notre Secrétaire et y apposer le Sceau de la Ville.

Fait à Lubeck, le 16 juin 1852.

(Signé) *C. Th. Overbeck,* Dr.
Secrétaire.

2.

Notification du ministre des finances d'Espagne, signée à Madrid, le 16 août 1852.

S. M. la Reina se ha servido mandar que los buques lubequenses sean tratados en los puertos de la Peninsula é Islas adyacentes como los españoles para la exaccion de los derechos de puerto y navegacion de conformidad á lo dispuesto en el Real decreto de 3 de Enero último, puesto que en la ciudad anseática de Lubeck se halla equiparado el pabellon español al nacional para el pago de los referidos derechos.

De Real órden lo digo á V. S. para su conocimiento

y fines correspondientes. Dios guarde á V. S. muchos años. Madrid 16. de Agosto de 1852.

Bravo Murillo

Sr. Director general de Aduanas y etranceles.

XXIV.

*Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les États-Unis d'Amérique et la République de Costarica, signé le 10 juillet 1851 *).*

Texte anglais.

In the name of the Most Holy Trinity.

Commercial intercourse having been for some time established between the United States and the Republic of Costarica, it seems good for the security as well as the encouragement of such commercial intercourse, and for the maintenance of good understanding between the United States and the said Republic, that the relations now subsisting between them should be regularly acknowledged and confirmed by the signature of a treaty of amity, commerce, and navigation.

For this purpose they have named their respective Plenipotentiaries, that is to say:

The President of the United States, Daniel Webster, Secretary of State;

And his Excellency the President of the Republic of Costarica, Señor Don Felipe Molina, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of that Republic to the United States;

Who, after having communicated to each other their full powers, found to be in due and proper form, have agreed upon and concluded the following articles.

Art. I. There shall be perpetual amity between the United States and their citizens on the one part, and the government of the Republic of Costarica and its citizens on the other.

---

*) En anglais et en espagnol. Les ratifications ont été échangées à Washington, le 26 mai 1852.

Art. II. There shall be, between all the territories of the United States, and the territories of the Republic of Costarica, a reciprocal freedom of commerce. The subjects and citizens of the two countries, respectively, shall have liberty, freely and securely, to come with their ships and cargoes to all places, ports, and rivers in the territories aforesaid, to which other foreigners are or may be permitted to come; to enter into the same, and to remain and reside in any part thereof, respectively; also to hire and occupy houses and warehouses for the purposes of their commerce; and, generally, the merchants and traders of each nation, respectively, shall enjoy the most complete protection and security for their commerce; subject, always, to the laws and statutes of the two countries respectively.

In like manner, the respective ships of war and post-office packets of the two countries shall have liberty, freely and securely, to come to all harbors, rivers, and places to which other foreign ships of war and packets are, or may be permitted to come, to enter into the same, to anchor, and to remain there and refit; subject, always, to the laws and statutes of the two countries respectively.

By the right of entering the places, ports, and rivers mentioned in this article, the privilege of carrying on the coasting trade is not understood; in which trade, national vessels only of the country where the trade is carried on are permitted to engage.

Art. III. It being the intention of the two high contracting parties to bind themselves, by the preceding articles, to treat each other on the footing of the most favored nation, it is hereby agreed between them, that any favor, privilege, or immunity whatever, in matters of commerce and navigation, which either contracting party has actually granted, or may hereafter grant to the subjects or citizens of any other state, shall be extended to the subjects or citizens of the other high contracting party gratuitously, if the concession in favor of that other nation shall have been gratuitous; or in return for a compensation as nearly as possible of proportionate value and effect, to be adjusted by mutual agreement, if the concessions shall have been *conditional.*

Art. IV. No higher nor other duties shall be imposed on the importation into the territories of the United Sta-

tes, of any article being of the growth, produce, or manufacture of the Republic of Costarica, and no higher nor other duties shall be imposed on the importation into the territories of the Republic of Costarica, of any articles being the growth, produce, or manufacture of the territories of the United States, than are or shall be payable on the like articles, being the growth, produce, or manufacture of any other foreign country; nor shall any other or higher duties or charges be imposed in the territories of either of the high contracting parties, on the exportation of any articles to the territories of the other, than such as are or may be payable on the exportation of the like articles to any other foreign country; nor shall any prohibition be imposed upon the exportation or importation of any articles, the growth, produce, or manufacture of the territories of the United States, or of the Republic of Costarica, to or from the said territories of the United States, or to or from the Republic of Costarica, which shall not equally extend to all other nations.

Art. V. No higher nor other duties or payments on account of tonnage, of light, or harbor dues, of pilotage, of salvage, in case either of damage or shipwreck, or on account of any other local charges shall be imposed in any of the ports of the Republic of Costarica, on vessels of the United States, than those payable in the same ports by Costarican vessels: nor in any of the ports of the United States, on Costarican vessels, than shall be payable in the same ports on vessels of the United States.

Art. VI. The same duties shall be paid on the importation into the territories of the Republic of Costarica, of any article being of the growth, produce, or manufacture of the territories of the United States, whether such importation shall be made in Costarican, or in vessels of the United States; and the same duties shall be paid on the importation into the territories of the United States of any article, being the growth, produce, or manufacture of the Republic of Costarica, whether such importation shall be made in United States or in Costarican vessels.

The same duties shall be paid, and the same bounties and drawbacks allowed, on the exportation to the Republic of Costarica, of any articles being the growth, produce, or manufacture of the territories of the United

States, whether such exportations shall be made in Costarican or in United States vessels; and the same duties shall be paid, and the same bounties and drawbacks allowed on the exportation of any articles, being the growth, produce, or manufacture of the Republic of Costarica to the territories of the United States, whether such exportation shall be made in United States or in Costarican vessels.

Art. VII. All merchants, commanders of ships, and others, citizens of the United States shall have full liberty, in all the territories of the Republic of Costarica, to manage their own affairs themselves, or to commit them to the management of whomsoever they please, as broker, factor, agent, or interpreter; nor shall they be obliged to employ any other persons in those capacities than those employed by Costaricans, nor to pay them any other salary or remuneration than such as is paid in like cases by Costarican citizens; and absolute freedom shall be allowed in all cases to the buyer and seller to bargain and fix the price of any goods, wares, or merchandise imported into or exported from the Republic of Costarica, as they shall see good, observing the laws and established customs of the country. The same privileges shall be enjoyed in the territories of the United States by the citizens of the Republic of Costarica under the same conditions.

The citizens of the high contracting parties shall reciprocally receive and enjoy full and perfect protection for their persons and property, and shall have free and open access to the courts of justice in the said countries respectively, for the prosecution and defence of their just rights; and they shall be at liberty to employ, in all cases, the advocates, attorneys, or agents of whatever description, whom they may think proper, and they shall enjoy in this respect the same rights and privileges therein as native citizens.

Art. VIII. In whatever relates to the police of the ports, the lading and unlading of ships, the safety of the merchandise, goods, and effects, the succession to personal estates by will or otherwise, and the disposal of personal property of every sort and denomination, by sale, donation, exchange, testament, or in any other manner whatsoever, as also the administration of justice; the citizens of the two high contracting parties shall recipro-

cally enjoy the same privileges, liberties, and rights as native citizens, and they shall not be charged in any of these respects with any higher imposts or duties than those which are paid or may be paid by native citizens; submitting of course to the local laws and regulations of each country respectively.

If any citizen of either of the two high contracting parties shall die without will or testament in any of the territories of the other, the consul-general or consul of the nation to which the deceased belonged, or the representative of such consul-general or consul in his absence, shall have the right to nominate curators to take charge of the property of the deceased, so far as the laws of the country will permit, for the benefit of the lawful heirs and creditors of the deceased, giving proper notice of such nomination to the authorities of the country.

Art. IX. The citizens of the United States residing in the Republic of Costarica, and the citizens of the Republic of Costarica residing in the United States, shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, either by sea or by land, and from all forced loans or military exactions, and they shall not be compelled, under any pretext whatsoever, to pay other ordinary charges, requisitions, or taxes greater than those that are paid by native citizens of the contracting parties respectively.

Art. X. It shall be free for each of the two high contracting parties to appoint consuls for the protection of trade, to reside, in any of the territories of the other party; but before any consul shall act as such, he shall, in the usual form, be approved and admitted by the government to which he is sent; and either of the high contracting parties may except from the residence of consuls such particular places as they judge fit to be excepted. The Costarican diplomatic agents and consuls shall enjoy in the territories of the United States whatever privileges, exemptions, and immunities are or shall be granted to agents of the same rank belonging to the most favored nation; and in like manner the diplomatic agents and consuls of the United States in the Costarican territories, shall according to the strictest reciprocity whatever privileges, exemptions, and immunities are or may be granted in the Republic of Costarica to the diplomatic agents and consuls of the most favored nation.

Art. XI. For the better security of commerce between the citizens of the United States and citizens of the Republic of Costarica, it is agreed, that if at any time any interruption of friendly intercourse, or any rupture should unfortunately take place between the two high contracting parties, the citizens of either of the two high contracting parties who may be within any of the territories of the other, shall, if residing upon the coast, be allowed six months, and if in the interior, a whole year to wind up their accounts and dispose of their property; and a safe conduct shall be given them to embark at the port which they themselves shall select; and even in the event of a rupture, all such citizens of either of the two high contracting parties who are established in any of the territories of the other, in the exercise of any trade or special employment, shall have the privilege of remaining and of continuing such trade and employment therein without any manner of interruption, in the full enjoyment of their liberty and property as long as they behave peaceably, and commit no offence against the laws; and their goods and effects of whatever description they may be, whether in their own custody or intrusted to individuals or to the State, shall not be liable to seizure or sequestration, nor to any other charges or demands than those which may be made upon the like effects or property belonging to the native citizens of the country in which such citizens may reside. In the same case debts between individuals, property in public founds, and shares of companies, shall never be confiscated, sequestered, nor detained.

Art. XII. The citizens of the United States and the citizens of the Republic of Costarica respectively, residing in any of the territories of the other party, shall enjoy in their houses, persons, and properties, the protection of the government, and shall continue in possession of the guaranties which they now enjoy. They shall not be disturbed, molested, or annoyed in any manner on account of their religious belief, nor in the proper exercise of their religion, either within their own private houses or in the places of worship destined for that purpose, agreeably to the system of tolerance established in the territories of the two high contracting parties; provided they respect the religion of the nation in which they re-

side, as well as the constitution, laws, and customs of the country. Liberty shall also be granted to bury the citizens of either of the two high contracting parties who may die in the territories aforesaid, in burial places of their own, which in the same manner may be freely established and maintained; nor shall the funerals or sepulchres of the dead be disturbed in any way or upon any account.

Art. XIII. In order that the two high contracting parties may have the opportunity of hereafter treating and agreeing upon such other arrangements as may tend still further to the improvement of their mutual intercourse, and to the advancement of the interests of their respective citizens, it is agreed that at any time after the expiration of seven years from the date of the exchange of the ratifications of the present treaty, either of the high contracting parties shall have the right of giving to the other party notice of its intention to terminate Articles IV. V. and VI. of the present Treaty; and that at the expiration of twelve months after such notice shall have been received by either party from the other, the said articles, and all the stipulations contained therein, shall cease to be binding on the two high contracting parties.

Art. XIV. The present treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Washington or at San José de Costarica within the space of one year, or sooner if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same and have affixed thereto their respective seals.

Done at Washington this tenth day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty-one.

Daniel Webster. (L. S.)
F. Molina. (L. S.)

XXV.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre les États-Unis d'Amérique et la République de Pérou, signé le 26 juillet 1851).*

Texte anglais.

The United States of America and the Republic of Peru, being equally animated with the desire to render firm and permanent the peace and friendship which have always so happily subsisted between them, and to place their commercial relations upon the most liberal basis, have resolved to fix clear and precise rules which shall in future be religiously observed between the two nations by means of a treaty of friendship, commerce, and navigation.

To attain this desirable object the President of the United States of America has conferred full powers on John Randolph Clay, the accredited *chargé d'affaires* of the said States to the government of Peru, and the President of the Republic of Peru has conferred like full powers on Brigadier General Don Juan Crisostomo Torrico, Minister of War and the Marine, Minister of Foreign Affairs, *ad interim*, etc., who, after exchanging their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following articles:

Art. I. There shall be perfect and perpetual peace and friendship between the United States of America and the Republic of Peru, and between their respective territories, people, and citizens, without distinction of persons or places.

Art. II. The United States of America, and the Republic of Peru, mutually agree that there shall be reciprocal liberty of commerce and navigation between their respective territories and citizens; the citizens of either republic may frequent with their vessels, all the coasts, ports, and places of the other, whatever foreign commerce is permitted, and reside in all parts of the territories of either, and occupy dwellings and warehouses:

---

*) En anglais et en espagnol. Les ratifications ont été échangées à Washington, le 16 juillet 1852.

and every thing belonging thereto shall be respected, and shall not be subjected to any arbitrary visits or search.

The citizens shall have full liberty to trade in all parts of the territories of either, according to the rules established by the respective regulations of commerce, in all kinds of goods, merchandise, manufactures, and produce not prohibited to all, and to open retail stores and shops, under the same municipal and police regulations as native citizens; and they shall not in this respect be liable to any other or higher taxes or imposts than those which are or may be paid by native citizens. No examination or inspection of their books, papers, or accounts shall be made without the legal order of a competent tribunal or judge.

The citizens of either country shall also have the unrestrained right to travel in any part of the possessions of the other, and shall in all cases enjoy the same security and protection as the natives of the country wherein they reside, on condition of their submitting to the laws and ordinances there prevailing; they shall not be called upon for any forced loan or occasional contribution, nor shall they be liable to any embargo, or to be detained with their vessels, cargoes, merchandise, goods, or effects, for any military expedition, or for any public purpose whatsoever, without being allowed therefor a full and sufficient indemnification, which shall in all cases be agreed upon and paid in advance.

Art. III. The two high contracting parties hereby bind and engage themselves not to grant any favor, privilage, or immunity whatever, in matters of commerce and navigation, to other nations, which shall not be also immediately extended to the citizens of the other contracting party, who shall enjoy the same, gratuitously, if the concession shall have been gratuitous, or on giving a compensation as nearly as possible of proportionate value and effect, to be adjusted by mutual agreement, if the concession shall have been conditional.

Art. IV. No higher or other duties or charges on account of tonnage, light-houses, or harbor dues, pilotage, quarantine, salvage in case of damage or shipwreck, or any other local charges, shall be imposed in any ports of Peru on vessels of the United States, of the burden of two hundred tons and upwards, than those

payable in the same ports by Peruvian vessels of the same burden; nor in any of the ports of the United States by Peruvian vessels of the burden of two hundred tons and upwards, than shall be payable in the same ports by vessels of the United States of the same burden.

Art. V. All kinds of merchandise and articles of commerce which may be lawfully imported into the ports and territories of either of the high contracting parties in national vessels, may also be so imported in vessels of the other party, without paying other or higher duties and charges of any kind or denomination whatever than if the same merchandise and articles of commerce were imported in national vessels: nor shall any distinction be made in the manner of making payment of the said duties or changes.

It is expressly understood that the stipulations in this and the preceding article are to their full extent applicable to the vessels and their cargoes belonging to either of the high contracting parties arriving in the ports and territories of the other, whether the said vessels have cleared directly from the ports of the country to which they appertain, or from the ports of any other nation.

Art. VI. No higher or other duties or charges shall be imposed or levied upon the importation into the ports and territories of either of the high contracting parties of any article the produce, growth, or manufacture of the other party, than are or shall be payable on the like article being the produce, growth, or manufacture of any other country; nor shall any prohibition be imposed upon the importation of any article the produce, growth, or manufacture of either party into the ports or territories of the other, which shall not equally extend to all other nations.

Art. VII. All kinds of merchandise and articles of commerce which may be lawfully exported from the ports and territories of either of the high contracting parties in national vessels, may also be exported in vessels of the other party; and they shall be subject to the same duties only, and be entitled to the same drawbacks, bounties, and allowances, whether the same merchandise and articles of commerce be exported in vessels of the one party or in vessels of the other party.

Art. VIII. No changes or alterations in the tariffs of

either of the high contracting parties, *augmenting* the duties payable upon marchandise or articles of commerce of any sort or kind imported into, or exported from, their respective ports, shall be held to apply to the commerce or navigation of either party, until the expiration of eight calendar months after the said changes or alterations shall have been promulgated and become a law, unless the law or decree by which such changes or alterations shall be made contain a prospective provision to the same or similar effect.

Art. IX. It is hereby declared that the stipulations of the present treaty are not to be understood as applying to the navigation and coasting trade between one port and another situated in the territories of either contracting party — the regulation of such navigation and trade being reserved, respectively, by the parties, according to their own separate laws.

Vessels of either country shall, however, be permitted to discharge part of their cargoes at one port open to foreign commerce in the territories of either of the high contracting parties, and to proceed with the remainder of their cargo to any other port or ports of the same territories open to foreign commerce, without paying other or higher tonnage dues or port-charges in such cases than would be paid by national vessels in like circumstances; and they shall be permitted to load in like manner at different ports in the same voyage outwards.

Art. X. The Republic of Peru, desiring to increase the intercourse along its coasts, by means of steam navigation, hereby engages to accord to any citizens of the United States who may establish a line of steam-vessels, to navigate regularly between the different ports of entry within the Peruvian territories, the same privileges of taking in and landing freight, entering the byports for the purpose of receiving and landing passengers and their baggage, specie, and bullion, carrying the public mails, establishing depots for coal, erecting the necessary machine and workshops for repairing and refitting the steam-vessels, and all other favors enjoyed by any other association or company whatsoever. It is furthermore understood between the two high contracting parties, that the steam-vessels of either shall not be subject in the ports of the other party to any duties of tonnage, harbor, or other similar duties whatsoever, than those

that are or may be paid by any other association or company.

Art. XI. For the better understanding of the preceding articles, and taking into consideration the actual state of the commercial marine of Peru, it is stipulated and agreed that every vessel belonging exclusively to a citizen or citizens of the said republic, and of which the captain is also a citizen of the same, though the construction or the crew is or may be foreign, shall be considered, for all the objects of this treaty, as a Peruvian vessel.

Art. XII. The whale-ships of the United States shall have access to the port of Tumbez, as well as to the ports of entry in Peru, and may sail from one port to another for the purposes of refreshment and refitting, and they shall be permitted to sell or barter their supplies or goods, including oil, to the amount of two hundred dollars, *ad valorem*, for each vessel, without paying any tonnage or harbor dues, or any duties or imposts upon the articles so sold or bartered. They shall be also permitted, with like exemption from tonnage and harbor dues, further to sell or barter their supplies or goods, including oil, to the additional amount of one thousand dollars, *ad valorem*, for each vessel, upon paying for the said additional articles the same duties as are payable upon like supplies, or goods and oil, when imported in the vessels and by the citizens or subjects of the most favored nation.

Art. XIII. The merchants, commanders, or masters of vessels, and other citizens of either contracting party, shall be wholly free to manage their own business and affairs, in all the ports and places within the jurisdiction of the other, or to commit their business and affairs to the management of any person whom they may chose to appoint, as agent, factor, consignee, or interpreter. They shall not be restrained in the choice of persons to act in such capacities, or be compelled to pay any salary or remuneration to any one whom they do not wish to employ. Absolute freedom shall be given, as well with respect to the consignment and sale of their merchandise and articles of commerce, as to the purchase of their returns, unloading, loading, and sending off their vessels. The buyer and seller shall have full liberty to bargain together and fix the price of any merchandise,

or articles of commerce, imported into or to be exported from the territories of either contracting party, the regulations of commerce established in the respective countries being in every case duly observed.

Art. XIV. Peruvian citizens shall enjoy the same privileges, in frequenting the mines, and in digging or working for gold upon the public lands situated in the State of California, as are, or may be hereafter, accorded by the United States of America to the citizens or subjects of the most favored nation.

Art. XV. The citizens of either of the high contracting parties shall have the full power and liberty to dispose of their personal property and effects, of every kind and description, within the jurisdiction of the other, by sale, donation, testament, or otherwise, and their heirs or representatives, being citizens of the other party, shall succeed to their said personal property and effects whether by testament or *ab intestato*, and may take possession of the same themselves or by others acting for them, and dispose of the same at their pleasure, paying such dues only as the inhabitants of the country wherein said effects may be or shall be subject to pay in like cases. Should the property consist of real estate, and the heirs, on account of their character as aliens, be prevented from entering into possession of the inheritance, they shall be allowed the term of three years to dispose of the same and withdraw and export the proceeds, which they may do without any hindrance, and without paying any other dues or charges than those which are established by the laws of the country.

Art. XVI. If any vessel belonging to the citizens of either of the high contracting parties should be wrecked, suffer damage, or be left derelict, on or near the coasts, within the territories of the other, all assistance and protection shall be given to such vessel and her crew; and the vessel, or any part thereof, and all furniture and appurtenances belonging thereto, together with all the merchandise which shall be saved therefrom, or the produce thereof, if sold, shall be faithfully restored to the owners, or their agents, they paying only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the rate of salvage which would have been payable, in the like case, by national vessels; and it shall be permitted for them to unload the merchandise

and effects on board, with the proper precautions to prevent their illicit introduction, without exacting in such case any duty, impost, or contribution whatever, provided the same be exported.

Art. XVII. When through stress of weather, want of water or provisions, pursuit of enemies or pirates, the vessels of one of the high contracting parties, whether of war (public or private) or of trade, or employed in fishing, shall be forced to seek shelter in the ports, rivers, bays, and dominions of the other, they shall be received and treated with humanity; sufficient time shall be allowed for the completion of repairs; and while any vessel may be undergoing them, its cargo shall not unnecessarily be required to be landed either in whole or in part; all assistance and protection shall be given to enable the vessels to procure supplies, and to place them in a condition to pursue their voyage without obstacle or hindrance.

Art. XVIII. All vessels, merchandise, and effects, belonging to the citizens of either of the high contracting parties, which may be captured by pirates, either on the high sea or within the limits of its jurisdiction, and may be carried into or found in the rivers, roads, bays, ports, or dominions of the other, shall be delivered up to the owners or their agents, they proving, in due and proper form, their rights before the competent tribunals; it being understood that the claim thereto shall be made within two years, by the owners themselves, their agents, or the agents of the respective governments.

Art. XIX. The high contracting parties promise and engage to give full and perfect protection to the persons and property of the citizens of each other, of all classes and occupations, who may be dwelling or transient in the territories subject to their respective jurisdiction; they shall have free and open access to the tribunals of justice for their judicial recourse, on the same terms as are usual and customary with the natives or citizens of the country in which they may be; and they shall be at liberty to employ, in all causes, the advocates, attorneys, notaries, or agents, of whatever description, whom they may think proper. The said citizens shall not be liable to imprisonment without formal commitment under a warrant signed by a legal authority, except in cases *flagrantis delicti;* and they shall in all cases be

brought before a magistrate, or other legal authority, for examination, within twenty-four hours after arrest; and if not so examined the accused shall forthwith be discharged from custody. Said citizens, when detained in prison, shall be treated during their imprisonment with humanity, and no unnecessary severity shall be exercised towards them.

Art. XX. It is likewise agreed that perfect and entire liberty of conscience shall be enjoyed by the citizens of both the contracting parties in the countries subject to the jurisdiction of the one or the other, without their being liable to be disturbed or molested on account of their religious belief, so long as they respect the laws and established usages of the country. Moreover, the bodies of the citizens of one of the contracting parties, who may die in the territories of the other, shall be buried in the usual burying grounds, or in other decent and suitable places, and shall be protected from violation or disturbance.

Art. XXI. The citizens of the United States of America and of the Republic of Peru may sail with their vessels, with entire freedom and security, from any port to the ports or places of those who now are, or hereafter shall be, enemies of either of the contracting parties, whoever may be the owners of the merchandise laden in the said vessels. The same citizens shall also be allowed to sail with their vessels, and to carry and traffic with their merchandise from the ports and places of the enemies of both parties, or of one of them, without any hindrance, not only to neutral ports and places, but also from one port belonging to an enemy to another enemy's port, whether they be under the jurisdiction of one power or under several. And it is agreed that free ships shall give freedom to goods, and that every thing shall be deemed free which shall be found on board the vessels belonging to the citizens of either of the contracting parties, although the whole lading or a part thereof, should belong to the enemies of either, articles contraband of war being always excepted. The same liberty shall be extended to persons who may be on board free ships, so that said persons cannot be taken out of them, even if they may be enemies of both parties, or of one of them, unless they are officers or soldiers in the actual service of the enemy. It is agreed that the stipulations

in this article declaring that the flag shall cover the property shall be understood as applying to those nations only who recognize this principle; but if either of the contracting parties shall be at war with a third, and the other shall remain neutral, the flag of the neutral shall cover the property of enemies whose governments acknowledge this principle, and not that of others.

Art. XXII. When the neutral flag of one of the contracting parties shall protect the property of the enemies of the other, in virtue of the preceding article, neutral property found on board enemies' vessels shall likewise be considered as enemies' property, and shall be subject to detention and confiscation, unless it shall have been put on board before the declaration of war, or even afterwards, if it were done without knowledge of such declaration; but the contracting parties agree that ignorance cannot be alleged after the lapse of six months from the declaration of war. On the contrary, in those cases where the flag of the neutral does not protect enemies' property which may be found on board, the goods or merchandise of the neutral embarked in enemies' vessels shall be free.

Art. XXIII. The liberty of commerce and navigation stipulated for in the preceding articles shall extend to all kinds of merchandise except the articles called contraband of war, under which name shall be comprehended:

1. Cannons, mortars, howitzers, swivels, blunderbusses, muskets, fusees, rifles, carbines, pistols, pikes, swords, sabres, lances, spears, halberds, grenades, bombs, powder, matches, balls, and every thing belonging to the use of these arms.

2. Bucklers, helmets, breastplates, coats of mail, accoutrements, and clothes made up in military form, and for military use.

3. Calvary belts and horses, with their harness.

4. And generally, all offensive or defensive arms made of iron, steel, brass, copper, or of any other material, prepared and formed to make war by land or at sea.

XXIV. All other merchandise and things not comprehended in the articles of contraband explicitly enumerated and classified as above shall be held and considered as free and subjects of free and lawful commerce, so that they may be carried and transported in the freest man--

by both the contracting parties even to places belonging to an enemy, excepting only those places which are at that time besieged or blockaded; and to avoid all doubt in this particular, it is declared that those places only shall be considered as besieged or blockaded which are actually invested or attacked by a force capable of preventing the entry of the neutral.

Art. XXV. The articles of contraband, or those before enumerated and classified, which may be found in a vessel bound for an enemy's port, shall be subject to detention and confiscation; but the rest of the cargo and the ship shall be left free, that the owners may dispose of them as they see proper. No vessel of either of the contracting parties shall be detained on the high seas on account of having on board articles of contraband, whenever the master, captain, or supercargo of said vessel will deliver up the articles of contraband to the captor, unless, indeed, the quantity of such articles be so great, or of so large bulk, that they cannot be received on board the capturing vessel without great inconvenience; but in this and all other cases of just detention, the vessel detained shall be sent to the nearest convenient and safe port, for trial and judgment according to law.

Art. XXVI. And whereas it frequently happens that vessels sail for a port or place belonging to an enemy without knowing that the same is besieged, blockaded, or invested, it is agreed that every vessel so circumstanced may be turned away from such port or place, but shall not be detained, nor shall any part of her cargo, if not contraband, be confiscated, unless, after having been warned of such blockade or investment by a commanding officer of a vessel forming part of the blockading forces, she again attempt to enter; but she shall be permitted to go to any other port or place the master or supercargo may think proper. Nor shall any vessel of either party that may have entered into such port or place before the same was actually besieged, blockaded, or invested by the other, be restrained from leaving it with her cargo, nor, if found therein before or after the reduction and surrender, shall such vessel or her cargo be liable to seizure, confiscation, or any demand on the score of redemption or restitution; but the owners thereof shall remain in the undisturbed pos-

session of their property. And if any vessel having thus entered the port before the blockade took place shall take on board a cargo after the blockade be established, and attempt to depart, she may be warned by the blockading forces to return to the blockaded port; and discharge the said cargo; and if, after receiving such warning, the vessel shall persist in going out with the cargo, she shall be liable to the same consequences as in the case of a vessel attempting to enter a blockaded port after having been warned off by the blockading forces.

Art. XXVII. To prevent disorder and irregularity in visiting and examining the vessels and cargoes of both the contracting parties on the high seas, they have agreed, mutually, that whenever a vessel of war, public or private, shall meet with a neutral of the other party, the former shall remain at the greatest distance compatible with the possibility and safety of making the visit, under the circumstances of wind and sea and the degree of suspicion attending the vessel to be visited, and shall send one of her small boats with no more men than may be necessary to execute the said examination of the papers concerning the ownership and cargo of the vessel, without causing the least extortion, violence, or ill-treatment, in respect of which the commanders of said armed vessels shall be responsible with their persons and property; for which purpose the commanders of said private armed vessels shall, before receiving their commissions, give sufficient security to answer for all the injuries and damages they may commit. And it is expressly agreed that the neutral party shall in no case be required to go on board of the examining vessel for the purpose of exhibiting the ship's papers, nor for any other purpose whatever.

Art. XXVIII. Both contracting parties likewise agree that when one of them shall be engaged in war, the vessels of the other must be furnished with sea-letters, patents, or passports, in which shall be expressed the name, burden of the vessel, and the name and place of residence of the owner, and master, or captain thereof, in order that it may appear that the vessel really and truly belongs to citizens of the said other party. It is also agreed that such vessel, being laden, besides the said sea-letters, patents, or passports, shall be provided

with manifests or certificates, containing the particulars of the cargo and the place where it was taken on board, so that it may be known whether any part of the same consists of contraband or prohibited articles; which certificate shall be made out in the accustomed form by the authorities of the port whence the vessel sailed; without which requisites the vessel may be detained, to be adjudged by the competent tribunals, and may be declared good and legal prize, unless it shall be proved that the said defect or omission was owing to accident, or unless it shall be satisfied or supplied by testimony equivalent in the opinion of the said tribunals, for which purpose there shall be allowed a reasonable length of time to procure and present it.

Art. XXIX. The preceding stipulations relative to the visit and examination of vessels, shall apply only to those which sail without convoy; for when said vessels shall be under convoy, the verbal declaration of the commander of the convoy, on his word of honor, that the vessels under his protection belong to the nation whose flag they carry, and, when they are bound to an enemy's port, that they have no contraband goods on board, shall be sufficient.

Art. XXX. It is further agreed that, in all prize cases, the courts specially established for such causes in the country to which the prizes may be conducted shall alone take cognizance of them. And whenever such courts of either party shall pronounce judgment against any vessel, merchandise, or property claimed by the citizens of the other party, the sentence or decree shall set forth the reasons or motives on which the same shall have been founded; and an authenticated copy of the sentence or decree, and of all the proceedings connected with the case, shall, if demanded, be delivered to the commander or agent of the said vessel, merchandise, or property, without any excuse or delay, upon payment of the established legal fees for the same.

Art. XXXI. Whenever one of the contracting parties shall be engaged in war with another nation, no citizen of the other contracting party shall accept a commission, or letter of marque, for the purpose of assisting, or coöperating hostilely with the said enemy against the said party so at war, under pain of being treated as a pirate.

Art. XXXII. If, which is not to be expected, a rupture should at any time take place between the two contracting nations, and they should engage in war with each other, they have agreed now for then, that the merchants, traders, and other citizens of all occupations of either of the two parties, residing in the cities, ports, and dominions of the other, shall have the privilege of remaining and continuing their trade and business therein, and shall be respected and maintained in the full and undisturbed enjoyment of their personal liberty and property, so long as they conduct themselves peaceably and properly, and commit no offence against the laws. And in case their acts should render them justly suspected, and, having thus forfeited this privilege, the respective governments should think proper to order them to leave the country, the term of twelve months from the publication or intimation of the order therefor shall be allowed them in which to arrange and settle their affairs and remove with their families, effects, and property; to which end the necessary safe conduct shall be given to them, which shall serve as a sufficient protection, until they arrive at the designated port and there embark; but this favor shall not be extended to those who shall act contrary to the established laws. It is, nevertheless, understood that the respective governments may order the persons so suspected to remove, forthwith, to such places in the interior as may be designated.

Art. XXXIII. In the event of a war, or of any interruption of friendly intercourse between the high contracting parties, the money, private debts, shares in the public funds or in the public or private banks, or any other property whatever, belonging to the citizens of the one party in the territories of the other, shall in no case be sequestrated or confiscated.

Art. XXXIV. The high contracting parties, desiring to avoid all inequality in their public communications and official intercourse, agree to grant to their envoys, ministers, *chargés d'affaires*, and other diplomatic agents, the same favors, privileges, immunities, and exemptions, that those of the most favored nations do or shall enjoy; it being understood that the favors, privileges, immunities, and exemptions granted by the one party to the envoys, ministers, *chargés d'affaires*, or other diplomatic agents of the other party, or to those of any other na-

tion, shall be reciprocally granted and extended to those of both the high contracting parties respectively.

Art. XXXV. To protect more effectually the commerce and navigation of their respective citizens, the United States of America and the Republic of Peru agree to admit and receive, mutually, consuls and viceconsuls in all their ports open to foreign commerce, who shall enjoy, within their respective consular districts, all the rights, prerogatives, and immunities of the consuls and vice-consuls of the most favored nation; but to enjoy the rights, prerogatives, and immunities which belong to them, in virtue of their public character, the consuls and vice-consuls shall, before exercising their official functions, exhibit to the government to which they are accredited their commissions or patents in due form, in order to receive their *exequatur;* after receiving which they shall be acknowledged, in their official characters, by the authorities, magistrates, and inhabitants of the district in which they reside. The high contracting parties, nevertheless, remain at liberty to except those ports and places where the admission and residence of consuls or vice-consuls may not seem convenient, provided that the refusal to admit them shall likewise extend to those of all nations.

Art. XXXVI. The consuls, vice-consuls, their officers, and persons employed in their consulates, shall be exempt from all public service and from all kinds of taxes, imposts, and contributions, except those which they shall lawfully be held to pay on account of their property or commerce, and to which the citizens and other inhabitants of the country in which they reside are subject, they being, in other respects, subject to the laws of the respective countries. The archives and papers of the consulates shall be inviolably respected, and no person, magistrate, or other public authority shall, under any pretext, interfere with, or seize them.

Art. XXXVII. The consuls and vice-consuls shall have power to require the assistance of the public authorities of the country in which they reside, for the arrest, detention, and custody of deserters from the vessels of war or merchant vessels of their nation; and where the deserters claimed shall belong to a merchant vessel, the consuls or vice-consuls must address themselves to the competent authority, and demand the de-

serters in writing, proving, by the ship's roll or other public document, that the individuals claimed are a part of the crew of the vessel from which it is alleged that they have deserted; but should the individuals claimed form a part of the crew of a vessel of war, the word of honor of a commissioned officer attached to the said vessel shall be sufficient to identify the deserters; and when the demand of the consuls or vice-consuls shall, in either case, be so proved, the delivery of the deserters shall not be refused. The said deserters, when arrested, shall be delivered to the consuls or vice-consuls, or, at the request of these, shall be put in the public prisons and maintained at the expense of those who reclaim them, to be delivered to the vessels to which they belong, or sent to others of the same nation; but if the said deserters should not be so delivered or sent within the term of two months, to be counted from the day of their arrest, they shall be set at liberty, and shall not be again apprehended for the same cause. The high contracting parties agree that it shall not be lawful for any public authority, or other person within their respective dominions, to harbor or protect such deserters.

Art. XXXVIII. For the purpose of more effectually protecting their commerce and navigation, the two contracting parties do hereby agree to form, as soon hereafter as may be mutually convenient, a consular convention, which shall declare specially the powers and immunities of the consuls and vice-consuls of the respective parties.

Art. XXXIX. Until the conclusion of a consular convention, the high contracting parties agree that, in the absence of the legal heirs or representatives, the consuls or vice-consuls of either party shall be *ex officio* the executors or administrators of the citizens of their nation who may die within their consular jurisdictions, and of their countrymen dying at sea, whose property may be brought within their district. The said consuls or vice-consuls shall call in a justice of the peace, or other local authority, to assist in taking an inventory of the effects and property left by the deceased; after which, the said effects shall remain in the hands of the said consuls or vice-consuls, who shall be authorized to sell immediately such of the effects or property as may be of a perishable nature, and to dispose of the remainder

according to the instructions of their respective governments. And where the deceased has been engaged in commerce or other business, the consuls or vice-consuls shall hold the effects and property so remaining until the expiration of twelve calendar months; during which time the creditors, if any, of the deceased, shall have the right to present their claims or demands against the said effects and property, and all questions arising out of such claims or demands shall be decided by the laws of the country wherein the said citizens may have died. It is understood, nevertheless, that if no claim or demand shall have been made against the effects and property of an individual so deceased, the consuls or vice-consuls, at the expiration of the twelve calendar months, may close the estate and dispose of the effects and property, in accordance with the instructions from their own governments.

Art. XL. The United States of America and the Re public of Peru, disiring to make as durable as circumstances will permit, the relations established between the two parties in virtue of this treaty of friendship, commerce, and navigation, declare solemnly and agree as follows:

1. The present treaty shall remain in force for the term of ten years from the day of the exchange of the ratifications thereof; and, further, until the end of one year after either of the high contracting parties shall have given notice to the other of its intention to terminate the same — each of them reserving to itself the right of giving such notice to the other at the end of the said term of ten years. And it is hereby agreed between the parties that, on the expiration of one year after such notice shall have been received by either of them from the other party, as above mentioned, this treaty shall altogether cease and determine.

2. If any citizen or citizens of either party shall infringe any of the articles of the treaty, such citizen or citizens shall be held personally responsible therefor; and the harmony and good understanding between the two nations shall not be interrupted thereby — each party engaging in no way to protect the offender or offenders, or to sanction such violation, under pain of rendering itself liable for the consequences thereof.

3. Should unfortunately any of the provisions con-

tained in the present treaty be violated or infringed in any other manner whatever, it is expressly stipulated and agreed that neither of the contracting parties shall order or authorize any act of reprisals, nor declare nor make war against the other, on complaint of injuries or damages resulting therefrom, until the party considering itself aggrieved shall first have presented to the other a statement or representation of such injuries or damages verified by competent proofs, and demanded redress and satisfaction, and the same shall have been either refused or unreasonably delayed.

4. Nothing contained in this treaty shall, however, be construed to operate contrary to former and existing public treaties with other nations or sovereigns.

The present treaty of friendship, commerce, and navigation, shall be approved and ratified by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by the President of the Republic of Peru, with the authorization of the Congress thereof; and the ratifications shall be exchanged at Washington within eighteen months from the date of the signature hereof, or sooner if possible.

In faith whereof, we, the plenipotentiaries of the United States of America and of the Republic of Peru, have signed and sealed these presents.

Done at the city of Lima on the twenty-sixth day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty-one.

J. Randolph Clay. (L. S.)
J. Cmo. Torrico. (L. S.)

XXVI.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Ville libre et anséatique de Brême et le royaume des Iles Hawaii, signé à Honolulu, le 7 août 1851.

Ce traité, rédigé en anglais et en langue hawaiienne, signé par „*R. C. Wyllie Minister of Foreign Relations*"

et „*Stephen Reynolds under the special Authority from the Senate of Bremen*", est, à quelques passages près, cités ci-dessous, textuellement conforme au traité conclu entre la ville de Hambourg et le Royaume des Iles Hawaii, le 8 janvier 1848, qui se trouve Tome XIV p. 3.

1° A la fin de l'article premier du traité de Brême ont été ajoutés ces mots: „*and those who may succeed in the Government thereof*". 2° Dans l'article 7 au lieu de „*alteration*" on lit „*augmentation*" et „*eight*" au lieu de „*twelve*". 3° Dans l'article additionnel du traité de Brême il est dit que le traité „*shall take effect provisionally from this date*". Le traité a cependant été ratifié des deux parts en 1854. Enfin 4° dans l'article 2 du traité de Brême on a ajouté la clause suivante:

In the event of any subject of either of the two contracting parties, dying, without Will or Testament, in the Territories of the other contracting party, the Consul General, Consul, or Acting Consul of the State to which the deceased may belong, shall, so far as the laws of each Country will permit, take charge of the property which the deceased may have left, for the benefit of his lawful heirs and creditors, until an Executor or Administrator be named, according to the laws of the Country in which the death shall have taken place.

XXVII.

Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et les Pays-Bas, signé à la Haye, le 20 septembre 1851.

Au nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité.

Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part, et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, d'autre part, voulant, par un traité nouveau, consolider les relations de commerce et de navigation entre leurs États respectifs et fortifier les rapports de bonne intelligence si heureusement établis entre les deux pays, ont résolu d'entrer en négociation et ont désigné, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges, le lieutenant général baron Willmar, commandeur de son ordre, grand-croix

de l'ordre de la Couronne de chêne, grand-croix de l'ordre de la Branche Ernestine de la maison de Saxe, grand-croix de l'ordre du Mérite civil de Saxe, grand-croix de l'ordre de Henri le Lion, grand-croix de l'ordre d'Albert l'Ours, commandeur de l'ordre de la Légion d'honneur, son aide de camp et son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la cour des Pays-Bas, et

Le sieur Charles Liedts, commandeur de son ordre, décoré de la croix de Fer, commandeur de l'ordre de la Branche Ernestine de la maison de Saxe, officier de l'ordre de la Légion d'honneur, son Ministre d'État et son gouverneur de la province de Brabant, en mission extraordinaire près la cour des Pays-Bas;

Et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le sieur Herman Van Sonsbeeck, chevalier de l'ordre du Lion néerlandais, grand-croix de l'ordre de l'Étoile polaire, son Ministre des affaires étrangères,

Le sieur Pierre-Philippe Van Bosse, commandeur de l'ordre du Lion néerlandais, chevalier de deuxième classe de l'ordre de Sainte-Anne de Russie, son Ministre des finances, et

Le sieur Charles-Ferdinand Pahud, chevalier de l'ordre du Lion néerlandais, son Ministre des colonies;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants:

Article 1. — Il y aura pleine et entière liberté de commerce entre les habitants des deux royaumes, en ce sens que les mêmes facilités, sécurité et protection, dont jouissent les nationaux, sont garanties des deux parts.

En conséquence, les sujets respectifs ne payeront point, à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux Etats, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident ou séjournent temporairement, des droits, taxes et impôts, autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux; et les privilèges, immunités et autres faveurs, dont jouiront en matière de commerce ou d'industrie les habitants de l'un des deux royaumes, seront communs à ceux de l'autre.

Art. 2. — Les navires de l'un des deux États, qu'ils

se trouvent sur lest ou sous chargement, et quel que soit le lieu d'où ils arrivent ou vers lequel ils sont expédiés, soit à l'intérieur du pays, soit en dehors tant par mer que par rivières ou canaux, ne seront assujettis, dans l'autre État, à des droits de tonnage, de port, de pilotage, de balisage, d'ancrage, de remorque, de fanal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt, de patente, de navigation, de péage, enfin à des droits ou charges de quelque nature ou dénomination que ce soit, perçus ou établis au nom et au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques, autres que ceux qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux bâtiments nationaux, sans préjudice, toutefois, des stipulations de l'art. 41 du traité conclu entre les hautes parties contractantes le 5 novembre 1842.

Les restitutions de droits de même nature, qui sont ou seraient accordées dans l'un des deux États aux navires nationaux, seront également accordées aux navires de l'autre État.

Les dispositions qui précèdent ne dérogent pas à l'exemption des droits de tonnage et autres faveurs spéciales de même nature, dont jouissent dans chaque État les navires employés à la pêche nationale.

Art. 3. — En ce qui concerne le placement des navires, leur chargement ou déchargement dans les ports, rades, havres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il ne sera accordé dans l'un des deux États, aux navires nationaux, aucun privilége ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre État, la volonté des hautes parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 4. — Tous les produits et autres objets de commerce, dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États des hautes parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés par des navires appartenant à l'autre partie contractante.

Les marchandises importées dans les ports de Belgique ou des Pays-Bas, par navires de l'une ou de l'autre partie contractante, pourront y être destinées à la con-

sommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin être mises en entrepôt au gré du propriétaire ou de ses ayants cause, le tout aux mêmes conditions et sans être assujetties à des droits de magasinage, de surveillance ou autres de cette nature plus forts que ceux auxquels seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. 5. — Les navires de l'une des hautes parties contractantes qui entrés dans un des ports de l'autre, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce, seront exempts du droit de tonnage.

En cas de relâche forcée, ne seront pas considérés comme opération de commerce, le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement de l'équipage, et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 6. — Les navires belges, entrant dans un des ports des Pays-Bas, et les navires néerlandais entrant dans un des ports de Belgique, et qui n'y voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant aux lois et règlements des États respectifs, conserver à leur bord la partie de la cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter, sans être astreints à payer pour cette partie de la cargaison aucun droit de douane, sauf les frais de surveillance.

Art. 7. — En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des hautes parties contractantes dans les États de l'autre, il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour les personnes que pour le navire et sa cargaison. Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays, et il ne sera pas payé de frais de sauvetage plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient tenus en pareil cas.

Les marchandises sauvées ne seront soumises à aucun droit, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation.

Art. 8. — Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les ma-

telots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans le pays de l'autre.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités compétentes et justifieront, par l'exhibition, en original ou en copie dûment certifiée, des registres du bâtiment ou des rôles d'équipage, ou par d'autres documents officiels, que les individus réclamés faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation desdits déserteurs, qui seront détenus dans les maisons d'arrêt du pays à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si cette occasion ne se présente pas dans un délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seront mis en liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même cause.

Si le déserteur a commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du consul qu'après que le tribunal qui a droit d'en connaître aura rendu son jugement et que celui-ci aura eu son effet.

Il est entendu que les marins, sujets du pays où la désertion a lieu, sont exceptés des dispositions qui précèdent.

Art. 9. — La nationalité des bâtiments sera admise de part et d'autre, d'après les lois et règlements particuliers à chaque pays, au moyen de titres et patentes délivrés par les autorités compétentes aux capitaines, patrons et bateliers.

Art. 10. — Les embarcations belges qui importent de la houille, par les canaux et rivières conduisant de Belgique dans les Pays-Bas, jouiront des facilités de toute espèce qui sont ou pourront être accordées aux navires qui font les mêmes importations par le Rhin ou par toute autre voie.

Art. 11. — Les droits de navigation sur le canal de Terneuzen et sur le canal de Maestricht à Bois-le-Duc, tels qu'ils ont été fixés respectivement par l'art. 1 du règlement d'Anvers, du 20 mai 1843, et par l'art. 11 du traité du 29 juillet 1846, sont réduits de 50 pour cent dans les deux États.

Art. 12. — Les hautes parties contractantes s'assurent le régime le plus favorable pour le transit par leurs États respectifs.

Le passage en Belgique, par les chemins de fer de l'État et leur prolongement éventuel jusqu'à la frontière néerlandaise, aura lieu en franchise de droits de transit pour toutes les marchandises expédiées des Pays-Bas, à l'exception des fers, des houilles, des poudres et des fils et tissus de lin ou de chanvre.

Les marchandises de provenance néerlandaise, sortant de l'entrepôt de libre navigation de la Meuse, à Liége, pourront transiter en franchise de droits, par le chemin de fer de l'État.

Le transport du bétail dirigé des bureaux de Westwezel, de Selzaete et de Fouron-Saint-Martin, respectivement sur les stations du railway à Anvers, à Gand et à Verviers, sera assimilé, quant à la franchise des droits de transit, aux transports par le chemin de fer de l'État. Il en sera de même pour le transport du poisson de mer frais du bureau de Westwezel à la station d'Anvers, en cas d'innavigabilité des eaux intérieures, à cause des glaces. Ces transports seront soumis aux formalités applicables au transit par les voies autres que le chemin de fer de l'État.

La franchise des droits de transit s'appliquera également aux chevaux venant des Pays-Bas, et transitant par d'autres voies que le chemin de fer.

Les navires employés à la navigation entre l'Escaut et le Rhin ne seront pas soumis sur les eaux intermédiaires entre ces deux fleuves, dans la cas où ils optent pour le régime du transit ordinaire, à d'autres formalités que celles qui leur sont applicables, quand ils acquittent le droit de navigation déterminé par le règlement d'Anvers, du 20 mai 1843.

Art. 13. — Les marchandises de toute espèce sans distinction d'origine, importées directement de Belgique dans les Pays-Bas, sous pavillon belge, ou des Pays-Bas en Belgique, sous pavillon néerlandais, tant par rivières et canaux que par mer, jouiront des mêmes exemptions, restitutions, primes et autres faveurs, ne payeront respectivement d'autres droits, et ne seront assujettis à d'autres formalités que si l'importation avait lieu sous pavillon national.

Toutefois, il est fait exception aux dispositions qui précèdent, en ce qui concerne l'importation par mer des sels, pour lesquels la Belgique n'accorde pas l'assimilation des pavillons. Réciproquement les Pays-Bas se ré-

servent la faculté d'établir des droits différentiels sur l'importation du sel dans les Pays-Bas sous pavillon belge, sans que dans ce cas il y ait lieu d'appliquer le dernier paragraphe de l'art. 16.

Art. 14. — Les marchandises suivantes importées des Pays-Bas sous pavillon belge ou néerlandais, soit par mer, soit par rivières ou canaux, seront admises en Belgique, savoir:

1. Aux droits des importations directes effectuées, sous pavillon belge, du lieu ou selon le mode le plus privilégié par le tarif belge:

Bois de construction sciés et non sciés;

Boissons distillées: arack et rhum, eau-de-vie, genièvre et liqueurs de toute espèce, en cercles;

Cacao en fèves;

Cachou et *terra japonica;*

Cannelle de toute espèce et *cassia lignea;*

Cendres gravelées (potasse, perlasse et védasse);

Chanvre en masse, y compris les tiges ou filasses de bananier, l'aloès, le chanvre de Manille, le *phormium tenax* et autres filaments de même nature, non spécialement tarifés;

Cornes et bouts de cornes;

Crins bruts;

Cuirs et peaux: grandes peaux brutes ou non apprêtées;

Cuirs et peaux (rognures de);

Cuivre (minerai de);

Épiceries: macis, noix muscades, clous de girofle, antofles de girofle et autres non spécialement tarifése,

Etain brut;

Fanons de baleine;

Gingembre sec et confit;

Goudron;

Graines oléagineuses: de colza, de navette, de chanvre ou chènevis, de lin, de sésame [illegible]

toutes autres graines [illegible]

Marbre brut et en blocs ou dalles;
Miel;
Plomb brut ou en saumon et vieux plomb;
Poissons de pêche étrangère: harengs, huîtres, homards et stockfisch;
Poivre et piment;
Quercitron;
Résines brutes non spécialement tarifées;
Rotins, joncs, roseaux et bambous exotiques;
Sabots et déchets de sabots de bétail et de chevaux;
Salpêtre brut;
Savons durs;
Sumac (écorces, feuilles et brindilles);
Térébenthine (huile de);
Thés.

2. Aux droits des importations sous pavillon étranger, immédiatement inférieurs à ceux qui sont applicables aux termes du tarif belge:

Coton en laine originaire de la colonie néerlandaise de Surinam.

3. Aux droits actuellement applicables aux importations directes des lieux transatlantiques autres que ceux de production, sous pavillon du pays d'où l'importation se fait:

Sucre de canne originaire des colonies néerlandaises aux Indes orientales.

4. Aux droits applicables aux provenances directes des lieux de production sous pavillon belge:

a. Avec addition de 11 pour cent, une quantité annuelle de sept millions trois cent quatre-vingt-quatorze mille kilogrammes de café originaire des colonies néerlandaises aux Indes orientales;

b. Une quantité annuelle de cent quatre-vingt mille kilogrammes de tabacs en feuilles ou en rouleaux originaires de pays hors d'Europe.

Il est convenu que toute autre exception que ferait la Belgique à son système de droits différentiels en faveur d'autres États deviendrait commune aux Pays-Bas dans les mêmes conditions. Il est également entendu que la différence entre les droits dus pour les provenances des Pays-Bas et les droits moins élevés du tarif actuellement en vigueur en Belgique ne sera point augmentée pendant la durée du traité.

La quantité de café mentionnée au § 4, litt. *a*, du présent article, sera augmentée ou diminuée à la fin de chaque période quinquennale, à compter du 1 janvier 1849, de manière à conserver la proportion actuelle des sept dix-septièmes de la consommation moyenne en Belgique, sans qu'elle puisse toutefois descendre au dessous du minimum de sept millions de kilogrammes.

L'importation du café mentionnée au § 4, litt. *a*, aura lieu par les bureaux et dans les proportions à déterminer de commun accord entre les deux gouvernements avant l'époque fixée pour l'échange des ratifications.

Si, au 1 novembre de chaque année, l'importation par l'un ou l'autre des bureaux à désigner, n'atteint pas les neuf douzièmes du chiffre qui lui aura été assigné, la différence sera reportée sur un ou plusieurs autres bureaux. La déclaration du changement apporté à la répartition primitive sera publiée dans le *Moniteur belge*, avant le 15 novembre.

L'importation de la quantité annuelle de tabac mentionnée au § 4, litt. *b*, se fera par le canal de Bois-le-Duc à Maestricht et par la Meuse ou le canal latéral, à l'exception d'une quantité de 20,000 kilogrammes qui pourra être importée par le bureau de Lommel.

Art. 15. — Le pavillon néerlandais jouira en Belgique du traitement le plus favorable pour l'importation, d'ailleurs que des Pays-Bas, des marchandises comprises dans le § 1 de l'article précédent et, en général, pour l'importation de toutes les marchandises auxquelles s'appliquent l'art. 10 de la loi du 26 août 1822 et l'art. 4 de la loi du 21 juillet 1844.

Les importations des Pays-Bas par canaux et rivières sont assimilées aux arrivages par mer pour l'application des mêmes articles.

Art. 16. — Les navires et les provenances de Belgique continueront à jouir dans les Pays-Bas de tous les avantages dont ils sont actuellement en possession aux termes des lois du 8 août 1850.

Si, toutefois, les Pays-Bas, par un changement de principe dans ces lois, venaient à exiger en cette matière la complète réciprocité des autres États, et à établir de nouveaux droits différentiels de pavillon ou de provenance, préjudiciables au commerce ou à la navigation belge, la Belgique pourrait retirer à la navigation et au

commerce néerlandais les avantages qui font l'objet des deux articles précédents.

Art. 17. — Les objets de toute nature exportés des Pays-Bas par navires belges ou de Belgique par navires néerlandais, vers quelque destination que ce soit, ne payeront d'autres droits et ne seront assujettis à d'autres formalités que si l'exportation avait lieu sous pavillon national.

Art. 18. — Les sujets belges et les produits du sol et de l'industrie de Belgique jouiront, dans les colonies néerlandaises, de toutes les faveurs qui sont ou qui seront accordées aux sujets et aux produits de tout autre État européen le plus favorisé.

Le pavillon belge sera traité dans ces colonies suivant le régime le plus favorable que la législation néerlandaise permettra de lui appliquer.

Les produits des colonies néerlandaises jouiront en Belgique de toutes les faveurs qui sont ou qui seront accordées aux produits similaires de toute autre contrée, dans les mêmes conditions d'importation, sauf l'assimilation des pavillons.

Art. 19. Les droits d'entrée sur les poissons de pêche nationale dénommés ci-après, importés de l'un des deux États dans l'autre, sous pavillon belge ou néerlandais, sont réglés comme il suit, savoir:

Anchois frais, salés, fumés ou séchés:

Les 100 kilog. . . fr. 4 00 en Belgique;
Id. . . fl. 1 90 dans les Pays-Bas.

Harengs secs, saurés fumés, frais ou braillés et plies séchées:

Les 100 pièces . . fr. 5 00 en Belgique;
Id. . . fl. 2 40 dans les Pays-Bas.

Poisons de mer frais, jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle et totale de 1,500,000 kilog., savoir:

Poissons communs, tels que raies, flottes, plies, esturgeons:

Les 100 kilog. . . fr. 5 00 en Belgique;
Id. . . fl. 2 40 dans les Pays-Bas.

Poissons fins, tels que turbots, barbues, soles, cabillauds, églefins, merlans, éperlans, elbots:

Les 100 kilog. . fr. 9 00 en Belgique;
Id. . . fl. 4 25 dans les Pays-Bas.

Morue en saumure ou au sel sec, jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle de 2,500 tonnes:

La tonne	fr. 10 00	en Belgique:	
Id.	fl. 4 70	dans les Pays-Bas.	

Sardines fumées:

Les 1,000 pièces .	fr. 4 00	en Belgique;
Id.	fl. 1 90	dans les Pays-Bas.

Le droit d'entrée en Belgique est fixé à six francs par tonne sans distinction de saison, sur le hareng en saumure ou au sel sec, importé des Pays-Bas sous pavillon belge ou néerlandais.

L'importation annuelle en Belgique des quantités de poisson frais et de morue admises aux droits réduits se fera par les bureaux d'Anvers, de Gand, d'Ostende et de Westwezel, dans les proportions suivantes, savoir:

	Poisson frais.	Morue.
Anvers . . .	1,400,000 kilog.	2,000 tonn.
Gand	25,000 „	500
Ostende . . .	25,000 „	„
Westwezel (par terre)	50,000 „	„

Si au 1 novembre de chaque année, l'importation du poisson frais, par l'un ou l'autre des bureaux désignés, n'atteint pas les neuf douzièmes du chiffre qui lui est assigné dans la répartition ci-dessus, la différence sera reportée sur un ou plusieurs autres bureaux, selon les indications qui seront fournies par le gouvernement des Pays-Bas.

La déclaration du changement apporté à la répartition primitive sera publiée dans le *Moniteur belge* avant le 15 novembre. Si, au 1 avril de chaque année, la quantité de morue, dont l'importation est autorisée par le bureau de Gand, n'est pas entièrement épuisée, le restant sera reporté de droit sur le bureau d'Anvers.

En cas d'innavigabilité des eaux intérieures, à cause des glaces, l'importation du poisson frais pourra momentanément se faire par le bureau des douanes de Putte. Les quantités importées par ce bureau seront imputées sur le contingent attribué au bureau d'Anvers.

Art. 20. — Les vins de France et du Rhin, importés de l'un des deux États dans l'autre, seront admis aux mêmes droits que si l'importation en était faite directement du pays de production.

Art. 21. — Les produits suivants dont l'origine belge ou néerlandaise sera dûment constatée, selon le mode à convenir entre les deux gouvernements, seront soumis,

à l'entrée de l'un des deux États dans l'autre, à un tarif uniforme, ainsi arrêté, savoir:

		Belgique. Francs.	Pays-Bas. Florins.
Bière: en cercles	l'hectolitre,	5 25	2 50
„ en bouteilles de 116 ou plus à l'hectolitre	les 100 bout.,	5 75	2 75
„ en cruchons d'eau de Selters de 1 lit. 2 déc. ou moins . .	les 100 cr.,	6 25	3 00
Cartes à jouer, en jeux ou en feuilles	les 100 kil.,	12 75	6 00
Céruse	id.	3 00	1 40
Chanvre peigné	id.	3 00	1 40
Clous en fer	id.	1 50	„ 75
Cuirs tannés et préparés, non spécialement tarifés . .	id.	12 75	6 00
Houblon		Libre.	
Lin peigné	id.	5 00	2 40
Livres en langue flamande ou hollandaise, reliés, cartonnés ou brochés . . .	id.	5 00	1 00
Meubles	*ad valorem:*	8 p. c.	
Papiers de toute espèce, sans distinction, à l'exception des cartons . .	id.	5 p. c.	
Savons durs ou mous . .	les 100 kil.,	9 50	4 50
„ parfumés	id.	15 75	7 50
Stéarine	id.	8 50	4 00
Verreries, bouteilles ordinaires.	les 100 pièces,	2 00	1 00
„ verres à vitre de toute espèce, et tuiles de verre .	*ad valorem,*	5 p. c.	
„ cristallerie unie, non colorée et non taillée	les 100 kil.	6 25	3 00
Verreries, cristallerie dorée, colorée, à côtes, taillée ou avec application . . .	id.	12 75	6 00

Il est entendu que le tarif réciproque, établi par le présent article, ne pourra être altéré par des primes d'exportation, *drawbacks* ou autres mesures analogues.

Cette disposition est également applicable aux droits fixés par les art. 22 et 24.

Art. 22. — Les droits d'entrée dans les Pays-Bas, sur les produits belges dénommés ci-après, sont fixés ainsi qu'il suit, savoir :

Acide nitrique, les 100 kilogrammes . . fl. 1 00

„ sulfurique, id. . . . . „ 10

Ardoises, les 1,000 pièces . . . . „ 10

Bonneterie, dentelles et tulles, *ad valorem* . 4 p. c.

Chapeaux de soie à fond de feutre, la pièce „ 25

Fer, ouvrages et ustensiles de fer forgé, battu ou laminé, sans adjonction d'autres matières, y compris les haches, pelles, bèches, pics, pioches, marteaux et râteaux, même munis d'un manche en bois, ainsi que les vis de toute espèce, *ad valorem* . . . . 2 p. c.

Le régime de la nation la plus favorisée est assuré à la Belgique pour les autres spécialités de l'article *Fer*.

Fil de lin, de chanvre et d'étoupes à coudre et toute autre espèce de fil non spécialement tarifée, les 100 kilog. 10 00

Mercerie et couttellerie, *ad valorem*, . . . 3 p. c.

Porcelaine, autre que dorée, les 100 kilogr. 6 00

Tissus, toiles et étoffes de coton, écrus, blanchis, teints ou imprimés, *ad valorem* . . . . 4 p. c.

Tissus et étoffes de laine, draps, casimirs et autres étoffes remplaçant les draps et casimirs, telles que buxkins, cuirs de laine, draps zéphirs, etc., les 100 kilogrammes 30 00

Toute autre espèce d'étoffes de laine pure ou mélangée dont 6 mètres pèsent un kilogramme ou plus, les 100 kilogrammes 30 00

Toute autre espèce d'étoffes de laine pure ou mélangée dont 6 mètres pèsent moins d'un kilogramme, *ad valorem* . . . . 5 p. c.

Tissus, toiles et étoffes de lin, de chanvre ou d'étoupes écrus, blanchis, teints ou imprimés de toute espèce, à l'exception des coutils dits *Beddetyk, ad valorem* . . . . 1 p. c.

Tissus, rubans et marchandises de soie de toute espèce, le kilogramme . . . . fl. 2 00

Les étoffes de coton et laine sans autre mélange, dont la chaîne est exclusivement en coton

et dont 6 mètres pèsent un kilogramme ou plus, sont assimilées aux tissus de coton.

Les étoffes où la laine n'entre pas, mélangées de coton, de soie de lin ou de chanvre, seront classées d'après la matière qui domine dans leur composition, par rapport au poids.

Verreries, glaces étamées et non étamées, *ad valorem* . . . . 6 p. c.

La Belgique partagera de plein droit tout régime plus favorable accordé à une autre nation quelconque, en ce qui concerne les glaces.

Le régime de la nation la plus favorisée est assuré à la Belgique pour la houille.

Art. 23. — Les droits de sortie sur les cendres de foyer exportées des Pays-Bas pour la Belgique par tous les bureaux de la frontière limitrophe sont réduits de 50 à 5 cents par tonneau d'un mètre cube ou de dix hectolitres.

Art. 24. — Les droits d'entrée en Belgique sur les produits néerlandais dénommés ci-après sont fixés ainsi qu'il suit, savoir:

Tapis de poil de vache, *ad valorem*, 10 pour cent.

Coatings, calmoucks, duffels, tiretaines, frises, kerseys, baies, couvertures et autres tissus de laine lourds et épais de même nature, les 100 kilog., 63 fr. 50 c.

Fromage, les 100 kilog., 7 fr.

Perches de sapin, originaires du duché de Limbourg et n'ayant pas plus de 70 centimètres de circonférence au gros bout, importées directement du duché par la Meuse ou le canal latéral, *ad valorem*, 6 pour cent.

Semences autres que graines oléagineuses, à la moitié du droit actuel.

Céréales récoltées dans le duché de Limbourg, au quart des droits fixés par le tarif général jusqu'à concurrence d'une quantité annuelle de 12 millions de kilogrammes dont l'importation aura lieu par les bureaux belges de Fouron-Saint-Martin, de Mouland et de Lixhe (par la Meuse ou le canal latéral), à raison de 750,000 kilogrammes par trimestre pour le dernier bureau, et de 1,125,000 kilogrammes pour chacun des deux autres.

Si, au 10 du dernier mois de chaque trimestre, l'importation par l'un ou l'autre de ces bureaux n'atteint pas les deux tiers du chiffre qui lui est assigné, la différence sera reportée sur les autres bureaux, sans que cependant la quantité annuelle à importer par le bureau

la Meuse ou du canal latéral puisse, en aucun cas, dépasser 3,000,000 de kilog.

Si la législation actuellement en vigueur en Belgique sur l'importation du bétail venait à subir des modifications, les droits sur le bétail néerlandais ne pourraient dépasser le taux indiqué à l'article 23 du traité du 29 juillet 1846.

Art. 25. — Les réductions de droits concédées de part et d'autre par le présent traité ne seront accordées spécialement à d'autres pays que moyennant des équivalents.

Si l'une des hautes parties contractantes accorde à une autre nation quelconque de plus grands avantages relativement aux objets dénommés dans ce traité, ces avantages deviendront de plein droit communs à l'autre partie.

Si d'autres faveurs en matière de commerce ou de douane sont concédées par l'un des deux États à quelque autre nation, les mêmes faveurs seront partagées par l'autre État qui en jouira gratuitement si la concession est gratuite, ou en donnant un équivalent si la concession est conditionnelle, auquel cas l'équivalent fera l'objet d'une convention spéciale entre les deux États, sous préjudice toutefois de ce qui est stipulé à l'article 18.

Art. 26. — Des mesures seront prises de commun accord, entre les deux hautes parties contractantes, pour prévenir ou réprimer les abus qui pourraient se commettre par la substitution de produits similaires aux produits favorisés en raison de leur origine ou de leur provenance par le présent traité.

Il sera conclu entre les deux parties une convention pour la répression de la fraude sur leur frontière limitrophe.

Art. 27. — Le présent traité aura force et vigueur jusqu'au 1 janvier 1857.

Si l'une ou l'autre des hautes parties contractantes ne l'a pas dénoncé par déclaration officielle, au moins un an avant le 1 janvier 1857, il continuera à rester en vigueur une année en sus et ainsi de suite d'année en année, jusqu'à ce qu'il ait été dénoncé au moins un an d'avance.

Art. 28. — Le présent traité sera ratifié, et les ratifications seront échangées à la Haye, le 15 décembre prochain, ou plus tôt si faire se peut. Il sera obligatoire à dater du 1 janvier 1852.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Haye, le vingtième jour du mois de septembre de l'an de grâce mil huit cent cinquante et un.

(L. S.) *Willmar.* (L. S.) *Van Sonsbeeck.*
(L. S.) *Liedts.* (L. S.) *Van Bosse.*
(L. S.) *Pahud.*

Protocole additionnel au traité de commerce et de navigation entre la Belgique et les Pays-Bas, signé à la Haye, le 20 septembre 1851.

Les négociations entre la Belgique, d'une part, et les Pays-Bas, d'autre part, ayant amené la conclusion d'un nouveau traité de commerce et de navigation entre les deux États, les plénipotentiaires des hautes parties contractantes se sont réunis aujourd'hui pour la signature de ce traité.

Avant de procéder à cet acte, les plénipotentiaires respectifs ont arrêté les dispositions suivantes, qu'ils n'ont pas jugé de nature à être comprises dans le traité et qu'ils ont dès lors consignées dans le présent protocole.

§ 1. Les deux gouvernements s'engagent, chacun en ce qui le concerne, à ne pas soumettre les marchandises, à l'égard desquelles il est stipulé dans le traité de ce jour, à un régime de douane différent de celui qui existe en général pour les autres marchandises, sauf les exceptions indiquées ci-après:

a. Le principe de la justification d'origine est admis à l'égard des vins de France et du Rhin mentionnés à l'art. 20 du traité, et il sera réglé de commun accord, s'il y a lieu. Provisoirement, il ne s'appliquera qu'aux vins préparés de manière à perdre leur caractère propre et à imiter les vins d'autres pays.

L'origine de ces vins sera justifiée par une attestation de l'administration communale, du chef de la douane ou du consul belge ou néerlandais au lieu de provenance, constatant que la préparation s'est opérée exclusivement avec des vins de France ou du Rhin. L'intéressé sera tenu de produire, en outre, un certificat dressé par l'expéditeur en Belgique ou dans les Pays-Bas, et affirmé par le receveur des douanes ou accises du lieu de charge-

ment, qui s'assurera de l'origine en se faisant exhiber les registres et factures de l'expéditeur ou de toute autre manière. Ce certificat aura la forme du modèle annexé au présent protocole.

b. L'origine du coton en laine et du sucre brut de canne, mentionnés à l'art. 14, §§ 2 et 3 du traité, sera constatée au bureau d'entrée en Belgique par un certificat modèle.

c. La provenance des autres marchandises qui font l'objet de l'article 14 ainsi que de l'art. 15. sera justifiée au bureau d'entrée en Belgique par la production de la charte-partie, du manifeste ou des connaissements visés par le chef de la douane au lieu d'expédition dans les Pays-Bas. Ces visas ne seront pas accordés pour les marchandises passant en transit direct sans déchargement et débarquement, c'est-à-dire qui n'auront pas été réellement chargées dans les ports néerlandais.

d. A l'égard des marchandises dont le droit général d'importation dans le pays où elles sont introduites ne dépasse pas le montant cumulé du droit réduit suivant le traité et du droit qui frappe dans l'autre pays les produits similaires étrangers, il ne sera exigé, de part et d'autre, qu'une attestation du receveur des douanes au bureau de sortie, constatant que la marchandise n'est pas exportée en transit et ne provient pas d'un entrepôt. Cette attestation sera conforme au modèle.

Le bétail entrant en transit par le bureau de Fouron-Saint-Martin, aux termes de l'art. 12 du traité, devra être accompagné d'une attestation semblable constatant qu'il n'a pas transité par le territoire néerlandais.

e. Les marchandises dont les droits d'entrée sont réduits et qui ne remplissent pas la condition énoncée au litt. *d*, ne seront admises aux droits fixés par le traité que pour autant que l'origine belge ou néerlandaise en soit prouvée par la production d'un certificat modèle. Ce mode de justification est également applicable aux céréales et aux perches de sapin du duché de Limbourg, mentionnées à l'article 24 du traité.

En ce qui concerne les cuirs et la cristallerie, mentionnés à l'article 21, la déclaration d'origine doit émaner du fabricant lui-même.

f. Si le besoin se faisait ultérieurement sentir de compléter ou de modifier les dispositions qui précèdent,

d'autres mesures seront arrêtées de commun accord entre les deux gouvernements.

§ 2. Les pêcheurs néerlandais du Zwin demeureront en possession des facilités dont ils jouissent pour l'importation en Belgique des produits de leur pêche, sans préjudice toutefois des dispositions du règlement du 20 mai 1843, relatif à la pêche et au commerce de pêcherie.

§. 3. Les pêcheurs belges et néerlandais du Braakman conserveront la faculté de débarquer leurs salicoques au lieu d'amarrage et de déchargement, désigné par le gouvernement des Pays-Bas près de l'écluse d'Isabelle, sauf à se conformer aux mesures de police établis pour prévenir les abus.

Les dispositions des règlements en vigueur concernant l'importation en Belgique du poisson provenant de la pêche du Braakman continueront d'être appliquées aux salicoques dont il s'agit, qu'elles soient fraîches ou cuites.

Le gouvernement des Pays-Bas s'engage à satisfaire, dans une mesure équitable, aux réclamations des pêcheurs belges relatives à la répartition des bancs de moules du Braakman et à la surveillance contre les vols qui s'y commettent.

§ 4. Il est entendu que le poisson provenant de la pêche dans l'Escaut occidental et mentionné à l'art. 16 du règlement du 20 mai 1843 n'est pas compris dans la quantité de poisson frais dont l'importation d'un pays dans l'autre est admise à des droits de faveur en vertu de l'art. 19 du traité.

§ 5. Les plénipotentiaires sont convenus que le présent protocole aura la même durée que le traité, qu'il sera soumis en même temps aux hautes parties contractantes, et que les arrangements qui y sont contenus seront censés avoir obtenu la ratification des gouvernements respectifs dès que celle du traité même aura eu lieu.

Il a été procédé ensuite à la lecture des deux exemplaires du traité, lesquels ayant été trouvés conformes, ont été signés par les plénipotentiaires respectifs et scellés de leurs cachets.

Fait à la Haye, expédié en double et signé le ving-

tième jour du mois de septembre de l'an de grâce mil huit cent cinquante et un.

(L. S.) *Willmar.* (L. S.) *Van Sonsbeeck.*
(L. S.) *Liedts.* (L. S.) *Van Bosse.*
(L. S. *Pahud.*

Déclaration insérée au procès-verbal d'échange des ratifications, signé à la Haye, le 31 janvier 1852.

„A la suite des explications échangées entre les deux „gouvernements à propos du projet de loi présenté aux „chambres belges le 22 décembre 1851, et pour fixer le „sens du sixième alinéa de l'art. 14 du traité du 20 „septembre dernier, il est entendu que la différence dont „il s'agit dans cet alinéa, quant aux marchandises qui „demeurent soumises au régime différentiel, créé par la „loi belge du 21 juillet 1844, ne pourra être augmentée „ni par la suppression de la déclaration de 10 pour cent „établie par l'art. 4 de ladite loi, ni par toute autre „mesure."

Convention entre la Belgique et les Pays-Bas, pour la répression de la fraude, signée à la Haye, le 20 sept. 1851 *).

Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part, et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, d'autre part, voulant prendre des mesures réciproques pour réprimer efficacement la fraude en matière de douane et d'accise sur leurs frontières limitrophes, ont résolu de conclure, dans ce but, une convention spéciale, comme complément du traité de commerce et de navigation, intervenu entre eux en date de ce jour, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges, le lieutenant général baron Willmar, commandeur de son ordre, etc., son aide de camp et son envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la cour des Pays-Bas,

Et le sieur Charles Liedts, commandeur de son or-

*) Les ratifications de cette convention ont été échangées à la Haye, le 31 janvier 1852.

dre etc., son Ministre d'État et son gouverneur de la province de Brabant, en mission extraordinaire près la cour des Pays-Bas,

Et Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le sieur Pierre-Philippe Van Bosse, commandeur de l'ordre du lion néerlandais, etc., son Ministre des finances;

Lesquels, après avoir trouvé leurs pleins pouvoirs en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants:

Article 1. — Les hautes parties contractantes s'engagent à empêcher, de commun accord, la fraude sur leurs frontières limitrophes par tous les moyens compatibles avec leur législation et leur organisation administrative.

Cet engagement s'applique tant aux marchandises expédiés en transit direct ou par entrepôt, qu'aux marchandises étrangères acquittées et aux marchandises indigènes qui sont imposées ou prohibées à l'importation de l'un des deux États dans l'autre.

Art. 2. — Il ne sera toléré, sur le territoire réservé dans l'un des États, aucun dépôt de marchandises ni aucun autre établissement de l'espèce, suspect d'alimenter la fraude dans l'autre État.

Si les approvisionnements des boutiques, magasins, etc., établis dans la zone frontière, excédaient les besoins de la consommation locale, ils seront soumis par la douane, dans les limites de la loi, à une surveillance spéciale, propre à prévenir qu'ils ne servent au commerce interlope.

Les marchandises étrangères non acquittées ne seront admises en dépôt sur le territoire réservé que dans des locaux placés sous la clef et la garde de l'administration et dans les seules localités où existe un bureau de douanes.

Art. 3. — Chacune des hautes parties contractantes fera surveiller sur son territoire les sujets de l'autre partie qui seraient soupçonnés de se livrer à la fraude.

En conséquence, les individus de cette catégorie qui seront rencontrés transportant des marchandises sans justification valable seront arrêtés par les agents des douanes et poursuivis conformément aux lois de l'État où s'opère l'arrestation. Si l'existence des marchandises est dûment justifiée, les employés les escorteront jusqu'à ce que l'exportation soit consommée selon les dispositions de la présente convention.

Les individus soupçonnés de se livrer à la fraude, non porteurs de marchandises, mais dépourvus de passeports réguliers, seront conduits devant l'autorité compétente qui les fera ramener à la frontière, conformément aux lois du pays.

Art. 4. — Les agents des douanes mettront en usage, des deux parts, tous les moyens légaux à leur disposition afin d'empêcher que, sous prétexte de circulation intérieure sur la frontière limitrophe dans l'un des États, il ne soit commis de fraudes au préjudice de l'autre État.

Les peines prononcées contre les fraudeurs seront appliquées à quiconque, abusant des exemptions de documents pour la circulation intérieure, aura commis ou tenté de commettre une exportation clandestine de l'un des deux États dans l'autre.

Art. 5. — Tout transport de marchandises, soit indigènes, soit étrangères, passant de l'un des États dans l'autre, sera couvert des documents requis par la loi. Ces documents indiqueront la voie à suivre pour arriver du bureau de sortie au bureau d'entrée correspondant et énonceront le délai pour atteindre la frontière, délai qui ne pourra dépasser le temps ordinaire fixé par les règlements en vigueur.

En cas d'exportation de l'un des États par mer ou par les canaux et rivières conduisant dans l'autre État, les capitaines et patrons seront expressément tenus de représenter leurs marchandises au dernier bureau de sortie, et d'y laisser les documents qui s'y rapportent. Si les agents des douanes, tant au lieu de chargement qu'au dernier bureau de sortie, soupçonnent que les marchandises sont destinées à la fraude, ils en donneront immédiatement avis au bureau d'entrée correspondant dans l'autre État.

Art. 6. — Les marchandises déclarées en transit ou exportées avec décharge de l'accise ne pourront être expédiées par la frontière limitrophe de l'un des deux États dans l'autre, que par les bureaux et les voies de douanes désignés dans l'annexe A, pour la Belgique, et dans l'annexe B, pour les Pays-Bas.

Ces marchandises seront escortées par un ou plusieurs employés du dernier bureau de sortie jusqu'au bureau d'entrée correspondant où les documents d'exportation seront soumis au visa du contrôleur ou du re-

ceveur par les employés d'escorte qui les rapporteront ensuite au bureau de sortie.

Quand le transport se fait par l'Escaut, l'escorte des marchandises pourra être remplacée par l'apposition, sans frais pour le commerce, de plombs ou de scellés sur les colis ou sur les bateaux, ou bien par le maintien de ceux qui s'y trouvent déjà appliqués. Les plombs ou scellés ne pourront être enlevés que par les agents des douanes au bureau d'entrée dans l'autre État qui renverront sans délai et munis de leur visa les documents au bureau de sortie.

Les transports ne pourront s'arrêter entre le dernier bureau de sortie et la frontière, hors le cas de force majeure, ni rétrograder, à moins que, à raison des attributions du bureau d'entrée correspondant, les marchandises n'y puissent être admises à l'importation.

S'il en est ainsi, le contrôleur ou le receveur de ce bureau en fera mention sur les documents qui accompagnent les marchandises, et celles-ci seront immédiatement réexportées sous l'escorte des mêmes employés, auxquels il pourra être adjoint jusqu'à la frontière un ou plusieurs employés du bureau d'entrée.

Art. 7. — Lorsque, à la sortie de l'un des États, il sera fait des déclarations pour des marchandises autres, en espèces ou en quantités, que celles qui peuvent être admises par le bureau correspondant dans l'autre État, le receveur du bureau de sortie en avertira le déclarant, et si celui-ci persiste à demander l'expédition, il en préviendra, sans retard, le receveur du bureau d'entrée.

A cet effet, les administrations des deux États se communiqueront réciproquement un tableau indiquant les attributions des bureaux de douane placés de part et d'autre sur la frontière limitrophe.

Art. 8. — Les infractions aux mesures de surveillance douanière, la création ou le maintien, malgré la défense de l'administration, des dépôts ou établissements mentionnés à l'art. 2, et les exportations de l'un des États dans l'autre sans les documents rappelés à l'art. 5 ou par d'autres voies que celles qui sont désignées dans ces documents, ou enfin en dehors du délai qui y est déterminé, seront punies conformément aux lois de l'État où se commet la contravention.

Si l'exportation des marchandises dont parle l'art. 6 est différée sans motif de force majeure, et nonobsta

l'invitation des employés d'escorte, il sera provisoirement déclaré saisie du transport et l'exportation ne pourra ensuite être effectuée que du consentement du contrôleur ou du receveur du bureau de sortie.

Art. 9. — Les administrations des douanes et les autres autorités compétentes dans les deux États se prêteront, en toute circonstance concours et appui, pour prévenir, constater et punir les contraventions douanières tentées ou consommées au préjudice de l'un ou de l'autre État.

Par contravention douanière on entend les infractions aux prohibitions d'entrée, de sortie ou de transit, aussi bien que la fraude des droits d'entrée, de sortie, de transit ou d'accises, existant dans chaque État.

Art. 10. — Les agents des douanes de l'un État sont expressément autorisés, dans la recherche de la fraude ou dans la poursuite des fraudeurs, à pénétrer sur le territoire étranger afin d'avertir les agents de l'autre État, et ceux-ci devront sur-le-champ prendre les mesures légales nécessaires pour constater et réprimer la contravention.

Les agents des douanes seront en outre tenus de se signaler réciproquement, dans le plus court délai, les tentatives et les faits de fraude qu'ils sauront avoir lieu au préjudice de l'un et de l'autre État.

Un registre destiné à recevoir ces communications sera déposé dans chaque poste de surveillance sur la frontière limitrophe. Si les avis révèlent l'existence de dépôts ou établissements formés dans un dessein de fraude, il sera procédé à de promptes investigations et il sera immédiatement fait part aux agents de l'État intéressé, des résultats obtenus, ainsi que des mesures prescrites.

Art. 11. — Afin de faciliter la poursuite des contraventions, les agents des douanes de l'un des États pourront, à la réquisition de leurs chefs, faite de la part des fonctionnaires de l'autre État, être appelés à déposer des faits de fraude, soit devant l'autorité compétente du pays, soit devant les fonctionnaires de l'autre État, mais sans quitter le territoire de l'État auquel ils appartiennent.

Art. 12. — Les bureaux d'entrée et de sortie correspondants dans les deux États se communiqueront chaque semaine un relevé certifié par le receveur, indiquant l'espèce et la quantité des marchandises étrangères ex-

portées en transit et des marchandises indigènes exportées avec décharge de l'accise. De semblables relevés seront échangés tous les mois pour les marchandises ci-après déclarées à l'exportation, savoir: 1° par les bureaux belges, les tissus et étoffes de toute espèce, la passementerie, les ouvrages de mode, les ouvrages d'or et d'argent et le savon; 2° par les bureaux néerlandais, les fils et les tissus et étoffes de toute espèce, les ouvrages de mode, les cigares et tabacs fabriqués.

En général, pour toutes les marchandises expédiées par la frontière limitrophe, les agents de l'un État auront la faculté de prendre au bureau correspondant de l'autre État inspection des registres ou documents de circulation et de transport.

Art. 13. — Afin d'assurer la complète efficacité des stipulations qui précèdent, les fonctionnaires supérieurs des douanes dans les deux États seront invités à entretenir des relations de bon voisinage et à se réunir, à certains intervalles, pour échanger leurs observations sur les mouvements de la fraude et aviser aux moyens de la réprimer.

Art. 14. — La présente convention aura la même durée que le traité de commerce et de navigation conclu entre les hautes parties contractantes en date de ce jour.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à la Haye le 15 décembre prochain, ou plus tôt si faire se peut.

Sa mise à exécution aura lieu le 1 janvier 1852.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à la Haye, le 20 jour du mois de septembre 1851.

(L. S.) *Willmar.* (L. S.) *Van Bosse.*

(L. S.) *Liedts.*

Procès-verbal.

Les plénipotentiaires de Sa Majesté le Roi des Belges, d'une part, et de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, d'autre part, s'étant réunis pour la signature de la convention concernant la répression de la fraude sur la frontière limitrophe des deux États, ont, avant de procéder à cet acte, arrêté les dispositions suivantes, qu'ils ont jugé utile de consigner dans le présent procès-verbal.

§ 1. — Les deux gouvernements se communiqueront les projets d'instructions qui seront données de part et d'autre aux fonctionnaires et employés pour assurer l'exécution de ladite convention.

§ 2. — Chacune des parties contractantes se réserve liberté pleine et entière en ce qui concerne l'établissement, la suppression et les changements d'attributions de ses bureaux de douanes sur la frontière limitrophe. Il est néanmoins convenu que, de part et d'autre, on se donnera communication préalable des mesures qui viendraient à être prises en cette matière.

§ 3. — Si l'expérience fait reconnaître que la formalité de l'escorte ou du plombage mentionnée au deuxième alinéa de l'art. 6 de la convention peut, dans des cas spéciaux, être abandonnée sans inconvénients, les administrations des deux pays s'entendront pour en restreindre l'application de commun accord.

§ 4. — Lorsque les agents des douanes de l'un des États pénétreront sur le territoire de l'autre, en vertu de la convention, ils pourront être revêtus de leur uniforme et munis de leur sabre; mais ils ne pourront s'y trouver réunis plus de deux à la fois.

§ 5. — Les registres à tenir dans chaque poste de douanes, aux termes du deuxième alinéa de l'art. 10 de la convention, seront placés dans un lieu accessible. Les annotations y seront faites, soit par les agents qui effectuent les communications, soit d'après leur déposition verbale, s'ils le désirent, par les agents de l'autre État.

§ 6. — Il sera réciproquement accordé franchise de port par la poste pour la correspondance officielle, ainsi que pour l'envoi des documents de douane, pourvu que l'enveloppe des lettres et paquets soit dûment contresignée par l'envoyeur.

Cette franchise ne sera toutefois applicable qu'à la correspondance:

1° Entre les ministres des finances des deux États ou entre les fonctionnaires qui seront désignés pour les remplacer;

2° Entre les directeurs des contributions, douanes et accises dans les directions et arrondissements correspondants dans les deux États;

3° Entre les receveurs des bureaux de douanes correspondants dans les deux États.

Les communications réciproques entre les inspecteurs,

contrôleurs et receveurs relatives au service se feront, autant que possible, par les employés subalternes des douanes.

§ 7. — Les tableaux A et B, mentionnés à l'article 6 de la convention, n'ayant pu être préparés avant la signature, il est convenu qu'ils seront arrêtés et échangés avant l'époque fixée pour l'échange des ratifications.

Fait, dressé en double et signé après lecture à la Haye, le 20 septembre 1851.

(L. S.) *Willmar.* (L. S.) *Van Bosse.*
(L. S.) *Liedts.*

XXVIII.

Traité de commerce et de navigation, entre la Sardaigne et l'Autriche, signé à Vienne le 18 octobre 1851).*

Sua Maestà il Re di Sardegna, e Sua Maestà l'Imperatore d'Austria desiderando facilitare ed estendere in modo reciprocamente vantaggioso le relazioni commerciali e marittime esistenti fra i due Paesi mettendo le loro bandiere sul piede di una perfetta eguaglianza, come pure i rispettivi sudditi sul piede della Nazione la più favorita, e riducendo scambievolmente le tasse doganali sopra un certo numero di prodotti naturali od altri spediti o transitanti dall' uno nell' altro Paese, hanno convenuto di aprire una negoziazione, ed hanno a ciò nominato a loro Plenipotenziarii:

Sua Maestà il Re di Sardegna il signor Adriano Thaon, de' Conti di Revel, Commendatore del suo Ordine dei Santi Maurizio e Lazzaro, Gran Croce dell'Ordine di Cristo del Portogallo, suo Inviato straordinario e Ministro Plenipotenziario presso Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica;

E Sua Maestà l'Imperatore d'Austria il signore Felice

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 22 février 1852.

Principe di Schwarzenberg, Cavaliere Gran Croce degli Ordini I. R. di Leopoldo e di Francesco Giuseppe, Cavaliere dell'Ordine I. R. militare di Maria Teresa, insignito delle Croci del Merito e dei servizii militari, ecc., ecc. I. R. Ciambellano, Consigliere intimo attuale, Tenente Maresciallo, proprietario del Reggimento Fanti numero 21, suo Ministro Presidente, e Ministro della Casa Imperiale, e degli affari esteri;

Ed il signor Andrea Cavaliere di Baumgartner, Cavaliere dell' I. R. Ordine di Leopoldo ecc., Dottore in Filosofia, Presidente dell'Accademia Imperiale delle scienze in Vienna, I. R. Consigliere intimo attuale, Suo Ministro del commercio, industria e pubbliche costruzioni;

I quali dopo avere scambiati i loro pieni poteri ed averli riconosciuti in buona e debita forma hanno convenuto gli articoli seguenti:

I. Vi sarà reciproca libertà di commercio e di navigazione fra l'Impero d'Austria ed il Regno di Sardegna. I sudditi di ognuna delle Alte Parti contraenti avranno reciprocamente la piena libertà di viaggiare, di risiedere e di fare delle compre e delle vendite in tutta l'estensione del territorio dell'altra, e godranno in affari di commercio e d'industria, sottoponendosi alle leggi ed ordinanze ivi vigenti, della stessa protezione, e degli stessi diritti, privilegii, libertà, favori, ed immunità di cui godono o godranno gli abitanti del Paese; nè saranno i medesimi obbligati sotto verun pretesto a pagare perciò altre o più elevate tasse od imposte che quelle cui vanno od andranno soggetti i nazionali.

II. I sudditi di ognuna delle Alte Parti contraenti, i quali, secondo le leggi dello Stato cui appartengono, avendo pagato le imposte e tasse stabilitevi hanno in esso il diritto di frequentare le fiere ed i mercati, di fare delle compre pei bisogni della propria arte ed industriai o di girare nel paese per ricevervi delle commission, portando, o no seco delle mostre, godranno dello stesso diritto nel territorio dell'altra, senza pagare tasse od imposte per i loro esercizii, e senza essere sottoposti ad altre restrizioni che a quelle cui andranno soggetti gli abitanti del paese abilitati agli esercizii medesimi, ben inteso però che non sia loro concesso di portare seco delle merci destinate od atte alla vendita.

III. I sudditi di ognuna delle Alte Parti contraenti seranno nei paesi dell'altra esenti da qualunque servizio

militare sia per terra, sia per mare, sia nella milizia o nella guardia nazionale, e non potranno essere assoggettati per le loro proprietà mobili od immobili ad altre incumbenze, restrizioni, tasse, od imposte che a quelle cui saranno sottoposti i nazionali. Saranno anche esenti da prestiti forzosi e da ogni contribuzione straordinaria, purchè non siano generali e stabiliti per legge. Le loro abitazioni, i magazzini e tutto ciò che ne fa parte e loro appartiene per oggetti di commercio o di residenza saranno rispettati, e non saranno soggetti a visite o perquisizioni vessatorie; non potrà farsi alcun esame od ispezione arbitraria delle loro carte, libri e conti commerciali, nè potranno tali operazioni praticarsi altrimenti che, qualora, ed in quanto ciò sia ammesso o regolato dalle leggi alle quali vanno sogetti i nazionali.

IV. I sudditi di ciascuna delle Alte Parti contraenti potranno liberamente disporre per testamento, donazione, cambio, vendita od altrimenti di tutti i beni che potessero acquistare e possedere legalmente nei paesi dell'altra, e quelli che li rappresentano secondo le leggi, quantunque sudditi dell'altra Parte, potranno ereditare siffatte proprietà sia per testamento, sia *ab intestato*, e prenderne possesso secondo le leggi; essi potranno disporne, come meglio loro piacerà, pagando soltanto le imposte, tasse od altri diritti a cui in simil caso saranno pure soggetti gli abitanti del paese ove le dette proprietà esistono. Nel caso di assenza degli eredi sarà seguita la stessa regola che in simile caso è prescritta riguardo alle proprietà degl' indigeni, fino a tanto che gli aventi diritto abbiano fatto le necessarie disposizioni per prenderne possesso.

Qualora delle contestazioni si elevassero fra diversi pretendenti riguardo al diritto su tali proprietà, esse dovranno risolversi dai tribunali competenti secondo le leggi del paese ove sono situati i beni in discorso.

Vengono anche confermati i Trattati per l'abolizione dei diritti d'albinaggio e di detrazione del 31 agosto 1763, e del 19 novembre 1824 già esistenti fra la Sardegna e l'Austria, dovendo interpretarsi il presente articolo in senso estensivo e non mai restrittivo.

V. I Sardi nell'Impero d'Austria e gli Austriaci nel Regno di Sardegna saranno liberi di regolare come i nazionali i loro affari per sè stessi, o di affidarne la procura a persona di loro propria scelta, senza essere

obbligati a pagare alcun salario o retribuzione a quelli agenti, fattori ecc., di cui non vogliono servirsi, non essendo in tale riguardo soggetti ad alcuna restrizione a motivo della loro nazionalità, ma soltanto a quelle stabilite dalle leggi generali del paese.

Essi saranno assolutamente liberi nel contrattare le compre e vendite, nel fissare i prezzi di tutti gli oggetti di commercio ed in tutte le disposizioni commerciali, assoggettandosi al legale regime doganale ed a quello delle privative dello Stato.

Essi avranno anche un libero e facile accesso presso i tribunali di ogni istanza e giurisdizione per agire e difendersi in giudizio. Saranno liberi di valersi dell'opera di quelli avvocati, notai ed agenti che crederanno atti a rappresentare i loro interessi, e godranno generalmente nei rapporti giudiziarii gli stessi diritti e privilegii che sono o saranno accordati ai sudditi dello Stato il più favorito.

VI. Tutte le merci, delle quali nell'uno degli Alti Stati contraenti è permessa l'importazione, l'esportazione, il transito od il deposito su bastimenti nazionali potranno pure legalmente essere introdotte, esportate, transitate o depositate su bastimenti dell'altro Stato senza pagare altri o maggiori dazii e diritti, senza essere sottoposte ad altre o maggiori restrizioni, e partecipando pienamente ai medesimi privilegii, riduzioni, beneficii, e restituzioni che vengono o verranno accordati alle merci introdotte, transitate e depositate su bastimenti nazionali.

Parimenti tutte le merci che per la via di terra vengono introdotte, esportate, transitate o depositate mediante conduttori o con mezzi di trasporto appartenenti all'uno degli Alti Stati contraenti godranno nell'altro, sotto ogni rapporto, dello stesso trattamento al pari di quelle introdotte, esportate, transitate, o depositate mediante conduttori o con mezzi di trasporto nazionali.

VII. I bastimenti Austriaci arrivando nei porti dei dominii Sardi, e reciprocamente i bastimenti Sardi giungendo nei porti dell'Impero d'Austria saranno trattati al loro arrivo, durante la loro fermata, ed alla loro uscita sullo stesso piede come i bastimenti nazionali per tutto ciò che riguarda i diritti di tonnellaggio, di pilotaggio, di porto, di fanali, di quarantena, di darsena e patente ed altri carichi che gravitano sullo scafo del bastimento sotto qualunque denominazione, sia che i diritti sopra

indicati si paghino a favore dello Stato, delle Autorità locali, o di qualunque corporazione o stabilimento.

Anche in quanto concerne il collocamento dei navigli, il loro carico o scarico nei porti, bacini, o rade dei due Stati, nell'uso dei pubblici magazzini, bilancie, argani, ed altri simili stabilimenti od ordigni, ed in generale riguardo a tutte le formalità e disposizioni concernenti l'approdo, la fermata e la partenza dei bastimenti, non sarà accordato ai bastimenti nazionali alcun privilegio che non sia egualmente accordato a quelli dell'altro Stato, essendo precisa volontà delle Alte Parti contraenti che i rispettivi bastimenti siano trattati sul piede di una perfetta eguaglianza.

VIII. Resta per altro eccettuato dalle stipulazioni degli articoli 6 e 7 tanto l'esercizio della pesca nazionale, riservandosi i Governi contraenti di regolarne le condizioni colle proprie leggi ed ordinanze, quanto la navigazione di costa o cabotaggio che si fa in ciascuno dei due Stati da un porto all'altro, essendo la medesima esclusivamente riservata ai bastimenti nazionali.

IX. Tuttavia i bastimenti di ciascuna delle Alte Parti contraenti potranno prendere o disbarcare una porzione del loro carico in un porto del territorio dell'altra, e completare nel primo caso il loro carico per l'estero, o disbarcare nel secondo caso il resto del carico proveniente dall'estero in uno o più porti dello stesso territorio, senza perciò pagare alcun diritto diverso da quelle che pagasi dai legni nazionali.

X. In caso di naufragio od avaria di un legno appartenente al Governo od ai sudditi di una delle Alte Parti contraenti sulle coste o nel dominio dell'altra di esse Parti non soltanto sarà prestata ogni sorta di assistenza ed usata ogni facilitazione ai naufraghi, ma anche i legni e le loro parti ed avanzi, i loro attrezzi e tutti gli oggetti che loro appartengono, le carte trovate a bordo, come pure gli effetti e le merci che fossero state gettate al mare e che venissero salvate, oppure il prodotto della vendita, se fossero vendute, saranno fedelmente restituite ai proprietarii dietro la loro domanda o quella dei loro agenti a ciò debitamente autorizzati, e tutto ciò senz'altro pagamento che quello delle spese del ricupero e della conservazione, e di quelli eventuali diritti e non altri che in caso simile si pagherebbero per un bastimento nazionale.

In mancanza del proprietario o di speciale agente sarà fatta la consegna ai Consoli, Vice-Consoli, od Agenti Consolari rispettivi; ben inteso che, in caso di qualche legale reclamo su di un tale naufragio riguardo ai legni, effetti e mercanzie, la decisione sul medesimo sarà deferita ai tribunali competenti del paese.

Per maggiore chiarezza si stabilisce espressamente, che per i legni, le loro parti ed avanzi, per gli effetti e le merci che in caso di naufragio od avaria verranno depositati in qualunque punto del territorio non si pagherà alcun dazio, in quanto questi oggetti vengano messi sotto la sorveglianza delle Autorità competenti, e non entrino in consumazione interna.

XI. Le patenti e carte di bordo dei bastimenti Austriaci e Sardi, ammesse e riconosciute nel paese d'origine come sufficienti per comprovare la nazionalità dei medesimi ne faranno fede anche nei porti dell'altra delle Alte Parti contraenti.

Qualora le patenti e carte di bordo siano ammesse e riconosciute nel paese d'origine come sufficienti per comprovare la portata dei medesimi, ne faranno fede anche nei porti dell'altra delle Alte Parti contraenti in quanto dalla portata dipende la determinazione dei diritti, delle tasse e delle imposte che gravitano sugli scafi dei legni, salva la riduzione da farsi in base di tabelle metronomiche delle indicazioni di quelle patenti e carte alle misure legalmente usate nei porti medesimi.

XII. La navigazione del Po, del Ticino, e dei loro affluenti che sono sotto il dominio Sardo od Austro-Sardo sarà libera ed esente da qualunque aggravio, e le regole necessarie a tale oggetto, come pure per la sorveglianza ed il miglioramento della navigazione verranno stabilite in un' apposita Convenzione alla quale le Alte Parti contraenti s'impegnano mutualmente di addivenire quanto prima.

XIII. Le due Alte Parti contraenti s'impegnano di operare l'unione delle loro rispettivi strade ferrate in modo che vengano congiunte Genova, Torino e Milano sul punto che verrà giudicato il più conveniente agl' interessi dei due paesi ed ai bisogni del commercio.

Tutti i dettagli dell unione e del modo di esercizio verranno stabiliti con un'apposita Convenzione.

XIV. Le Alte Parti contraenti hanno convenuto nelle seguenti concessioni e riduzioni daziarie:

I. Dalla parte dell'Austria:

1.° Il dazio di entrata per i vini comuni del Piemonte importati per uno degli ufficii doganali della frontiera Austriaca confinante cogli Stati Sardi ora stabilito in lire Austriache 10, 70 al quintale metrico sporco, viene ridotto a sole lire Austriache sette al quintale metrico sporco.

2.° Il dazio d'entrata per i risi vestiti, ora stabilito in lire Austriache 4 1/2 al quintale metrico netto, viene ridotto a lire Austriache una e mezza.

3.° Il dazio di entrata pei manzetti da uno a due anni ora stabilito in lire Austriache 6 per caduno, viene ridotto in lire Austriache 1 1/4.

4.° Tutte le riduzioni o restituzioni di dazio od altre concessioni per la importazione, esportazione od il transito delle merci che fossero state accordate ad altri Stati riguardo al commercio che si fa per la via di mare, per i porti-franchi ed attraverso la linea doganale fra il Regno Lombardo-Veneto e gli altri Stati d'Italia, vengono accordate anche alla Sardegna e per il traffico che si fa attraverso i confini Austro-Sardi.

5.° I dazii attuali sui pesci, i crustacei, e le altre bestie acquatiche, le frutta fresche e candite, il bestiame da macello, i cavalli, i muli e gli asini, i legumi freschi e secchi, il legname di costruzione comune e nobile, i saponi, le profumerie, compresevi le acque odorifere, la terra di magnesia e di manganese, le pelli crude, il vetro in lastre ed i libri, non verranno aumentati durante il presente Trattato per le provenienze Sarde oltre gli importi espressi nell'annesso A.

II. Dalla parte della Sardegna:

6.° Tutti i favori e le riduzioni dei dazii che dal Governo Sardo, mediante i suoi Trattati colla Francia del 5 novembre 1850 e del 20 maggio 1851, col Belgio del 24 gennaio 1851, coll'Inghilterra del 27 febbraio 1851, colla Grecia del 31 marzo 1851, colla Confederazione Svizzera del 5 giugno 1851, cogli Stati dello Zollverein del 20 giugno 1851, coi Paesi Bassi del 24 giugno 1851, o mediante altri Trattati furono accordati alle merci provenienti dai rispettivi paesi sono nello stesso modo accordati ed applicati anche ai medesimi generi di mercanzie provenienti dall'Impero d'Austria, sia che vengano introdotti nella Sardegna per la via del mare, oppure per la via dei fiumi o per terra.

7.° Il dazio d'entrata per le coperte di borra di lana, di ritagli e cimosse di panno, stabilito nel Trattato col Belgio in franco 1 il chilogramma, viene ridotto a 50 centesimi.

8.° Il dazio d'entrata per i fornimenti da tiro semplici, ora stabilito in franchi 150 i cento chilogrammi, viene ridotto a franchi 75, e quello per i fornimenti da tiro guarniti, ora stabilito in franchi 100 i cento chilogrammi, viene ridotto a franchi 75, e quello per i fornimenti da tiro guarniti, ora stabilito in franchi 150 i cento chilogrammi, a franchi 110.

9.° Il dazio d'entrata per i balocchi da fanciulli e le mercerie comuni di legno viene ridotto da 50 franchi i cento chilogrammi a 40 franchi.

10.° I dazii d'entrata attualmente esistenti per i formaggi, i lavori da sellaio e da bastaio, i guanti di pelle, i tessuti, la bonnetteria e la passamanteria di ogni genere, i mobili, i cappelli, gl' istromenti da musica, le vetture a molle, e waggons per viaggiatori, i paracqua e parasoli, ottone, piombo, packfong, mercurio nativo, lavori d'oro e d'argento, le pietre preziose, perle e granate fine, i marmi in tavole, in cammini, o scolpiti, modellati, puliti, od altrimenti lavorati, i vasellami, vetri e cristalli, anche quando non fossero già fissati mediante i N.i 6, 7, 8 e 9 di questo articolo, non verranno aumentati per le provenienze Austriache durante il presente Trattato.

XV. Se nell'avvenire il Governo Imperiale accordasse ad altri Stati delle riduzioni, o restituzioni di dazio, od altre concessioni per la importazione, esportazione od il transito delle merci riguardo al traffico che si fa per la via di mare, e nominatamente per i porti franchi od attraverso la linea doganale fra il Regno Lombardo-Veneto, e gli altri Stati d'Italia, tutte queste riduzioni, restituzioni o concessioni verranno accordate da per sè e gratuitamente alla Sardegna ed al traffico che si fa attraverso i confini Austro-Sardi.

Viceversa tutte le riduzioni o restituzioni di dazio od altre concessioni per la importazione, esportazione od il transito delle merci, che il Governo Sardo accordasse in avvenire ad altri Stati, verranno da per sè e gratuitamente accordate all'Impero d'Austria.

Quindi in nessun caso le merci introdotte od esportate attraverso i confini Austro-Sardi nel territorio doganale d'Austria, non verranno colpite da maggiori od altri

dazii di quelli che verranno imposti alle merci che fossero introdotte od esportate per la via del mare od attraverso i confini fra il Regno Lombardo-Veneto e gli altri Stati d'Italia.

Reciprocamente in nessun caso le merci introdotte od esportate nel territorio doganale di Sardegna attraverso i confini Sardo-Austri, non verranno colpite da maggiori od altri dazii di quelli che verranno imposti alle merci che fossero introdotte od esportate per la via del mare od attraverso gli altri confini del territorio doganale del Regno di Sardegna.

XVI. Per dare al traffico dei rispettivi distretti confinanti quelle facilitazioni che i bisogni del commercio giornaliero esigono, le Alte Parti contraenti hanno convenuto come segue:

1.° Saranno esenti dal dazio tanto d'entrata quanto d'uscita nel commercio attraverso i confini Austro-Sardi in ambidue gli Stati:

a) Tutte le quantità di merci per le quali il totale dei diritti da riscuotersi importa meno di 5 centesimi.

b) Erbe di pascolo, fieno, paglia, strame, muschio per imballaggio o per calefatare, foraggi, giunchi e canne comuni, rasperelle, piante vive (piantoni e magliuoli di vite), grani in covoni, legumi in erba, lino e canape non battuti.

c) Alveari con api viventi.

d) Sangue di bestiame.

e) Uova di ogni genere.

f) Latte anche se coagulato.

g) Carboni di legna, carboni fossili, torba e carboni di turba.

h) Pietre da fabbrica e di cava, pietre da lastricato e da mulino, e pietre ordinarie da arrotare, coti greggie da affilare falci o falciuole, tutte quelle scalpellate o no per altro non molate, nè tagliate in lastre, scoria, ghiaia, sabbia, calce e gesso crudo, marna, argilla, ed in generale ogni qualità di terre ordinarie da mattoni e pentole, pipe, stoviglie.

i) Mattoni.

k) Crusca, sansa (feccia di olive interamente secca), panetti di noce ed altre focaccie prodotte con rimasugli di vegetabili, frutti e semi oleosi cotti o torchiati.

l) Cenere dirannata e cenere di carbon fossile, concime (anche guano), fondacci, sciacquature, vinaccie

(grappo o feccia di uve), resti di malto, rottami di merci di pietra o di argilla, calia d'oro e d'argento (spazzatura d'orefici), fango.

m)	Pane e farina in quantità di .	10	chilogrammi
	Castagne	10	id.
	Carne fresca	4	id.
	Formaggi, burro fresco . . .	2	id.
	Patate	100	id.

2.° I prodotti naturali di quella parte delle possessioni dei sudditi di ognuna delle Alte Parti contraenti, che mediante la linea confinante Austro-Sarda fosse separata dai rispettivi casali o fabbriche, potranno essere portati esenti dal dazio di uscita e di entrata a questi casali o fabbriche.

Mediante questa stipulazione non vengono punto alterate le stipulazioni maggiormente favorevoli dei Trattati sussistenti riguardo ai proprietarii misti.

XVII. Potranno essere nominati e stabiliti dei Consoli, Vice-Consoli ed Agenti per la protezione del commercio di ciascuna delle Alte Parti contraenti in tutti i porti e piazze di commercio dell'altra, dove già risiedono dei Consoli di altri Stati, o dove, secondo le leggi, le convenienze e l'uso, sia ammessa la residenza di Consoli ed altri Agenti stranieri.

Questi funzionarii godranno nel paese della loro residenza degli stessi diritti, privilegii e poteri dei quali godono quelli delle nazioni più favorite, ma non entreranno in attività, e nel godimento dei diritti e privilegii loro spettanti se non dopo avere ottenuto l' *exequatur* del Governo territoriale nelle forme a lui consuete.

Nel caso in cui i detti Consoli od Agenti volessero esercitare il commercio saranno soggetti alle stesse leggi ed usi ai quali sono assoggettati gl' individui privati della loro nazione nel luogo dove risiedono.

XVIII. I Consoli, Vice-Consoli ed Agenti, in quanto fossero autorizzati dai loro Governi ad intervenire come giudici od arbitri delle questioni civili derivanti da contratti fatti tra i capitani e gli equipaggi dei bastimenti della loro nazione, non potranno essere impediti nell' esercizio di tali funzioni, e le autorità locali non potranno ingerirsene, salvo il caso in cui la condotta del capitano o dell'equipaggio esigesse, secondo le leggi e prescrizioni del paese dove trovansi, una siffatta ingerenza.

Questi funzionarii riceveranno eziandio dalle Autorità

locali tutta l'assistenza che potrà legalmente essere ad essi accordata, e che viene accordata ai funzionarii delle più favorite nazioni per la restituzione dei disertori dei bastimenti da guerra o mercantili dei loro paesi rispettivi.

XIX. Sua Maestà l'Imperatore d'Austria assecondando il desiderio di Sua Maestà il Re di Sardegna consente ad estendere le stipulazioni del presente Trattato al Principato di Monaco posto sotto il protettorato di Sua Maestà Sarda, in quanto vi siano applicabili, e verso reciprocità da parte di detto Principato.

XX. Il presente Trattato viene stipulato per la durata di cinque anni dal giorno in cui saranno scambiate le ratifiche.

Ove non venga disdetto da alcuna delle Alte Parti contraenti un anno prima della cessazione, s'intenderà prolungato per un quinquennio, e così di seguito si riterrà confermato nell'avvenire ogni volta per cinque anni, ove un anno prima dello spirare di ogni quinquennio non venga disdetto da alcuno degli Stati contraenti.

XXI. È riservata a S. A. R. l'Arciduca Duca di Modena ed a S. A. R. l'Infante di Spagna Duca di Parma la facoltà di accedere al presente Trattato.

XXII. Il presente Trattato sarà ratificato, e le ratifiche verranno scambiate in Vienna nel termine di quattro settimane decorribili dal giorno d'oggi, e più presto, se fia possibile.

In fede del che i Plenipotenziarii delle Alte Parti contraenti l'hanno sottoscritto, e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto in Vienna il diciotto ottobre mille ottocento cinquant' uno.

A. Di Revel. (L. S.) *F. Schwarzenberg.* (L. S.)
A. Baumgartner. (L. S.)

Article Séparé.

1.° Non saranno reputati derogare al principio di reciprocità che forma la base del presente Trattato:

a) I premii che i rispettivi Governi accordano, o accordassero ai loro nazionali in riguardo dei bastimenti mercantili di nuova costruzione eseguita nel paese, in quanto questi premii non consistessero in esenzioni o

facilitazioni riguardo ai diritti di porto, o riguardo ai dazii per le merci condotte su quei bastimenti.

b) Le immunità accordate a diverse compagnie inglesi e russe, dette *Yacht-Clubs.*

c) Le immunità accordate nell'Austria ai battelli a vapore del *Lloyd* Austriaco a cagione della speciale loro relazione coll'Imperiale Istituto delle Poste; e reciprocamente le immunità eguali che il Governo Sardo potrebbe accordare alle compagnie incaricate del servizio postale.

d) I vantaggi e favori che venissero concessi ad altri Stati in conseguenza di una completa unione doganale.

e) I vantaggi e favori che venissero concessi nell' Impero d'Austria ad altri Stati della Lega Germanica riguardo ai peculiari rapporti di federazione esistenti coi medesimi.

f) Le speciali immunità che godono in Austria i sudditi Ottomani in base degli antichi Trattati non applicabili ad altre nazioni.

Il presente articolo separato avrà la stessa forza e valore che se fosse stato inserito verbalmente nel Trattato di questo giorno. Esso sarà ratificato, e le ratifiche ne saranno scambiate nel medesimo tempo.

A. Di Revel. — *F. Schwarzenberg.*
A. Baumgartner.

Annexe A

à l'art. XIV §. 5 du Traité de commerce et de navigation entre le Sardaigne et l'Autriche, signé à Vienne le 18 octobre 1851.

Denominazione degli oggetti	Importo del Dazio Per l'importazione: Misura dell' oggetto daziato	Importo del dazio: fiorini	Importo del dazio: carantani	Tara legale
1. Pesci, crustacei ed altre bestie acquatiche.				
a) — Freschi tanto vivi che morti (macellati) castori, rane, conchiglie vive, lumache, ostriche, tartarughe, ed in generale tutti i crustacei	1 centinaio sporco	1	30	
Annotazione. Allorchè debbano daziarsi pesci vive d'acqua dolce non introdotti per la via del mare in recipienti con acqua, è da considerarsi la metà del peso sporco, come il peso dei pesci dal daziarsi. Qualora il pesarli fosse impossibile, deve rilevarsi la capacità del recipiente e calcotarsi un *emere* di Vienna uguale a 120 *funti* sporco.				
b) — Arringhe, cospettoni, salacche, baccalà, budelle salate di pesce	1 centinaio netto	1	30	13 in bott
c) — Pesci preparati, cioè disseccati, salati, affumicati e marinati non denominati a parte .	1 centinaio netto	4	»	13 in bott; 9 in cesti; 4 in balle
2. Frutta ordinarie.				
a) — Fresche	1 centinaio sporco	»	10	
b) — Preparate, cioè disseccate al fuoco od all'aria, tagliate in fette od in altro modo sminuzzate, marmellata cotta senza zucchero, ed olive salate . .	1 centinaio sporco	»	45	
Annotazione. Le frutta confezionate in altra guisa saranno da				

Denominazione degli oggetti	Importo del dazio per l'importazione: Misura dell' oggetto daziato	Importo del dazio: fiorini	Importo del dazio: carant.ni	Tara legale
trattarsi come cibi preparati o confetture.				
c) — Frutta secche rivestite di colori (proibite nell'importazione)	1 centinaio netto	2	30	13 in botti o casse; 9 in ceste; 4 in balle
d) — Castagne, noci e nocciolî	1 centinaio netto	»	45	
e) — Frutta candite . . .	1 centinaio netto	20	»	20 in botti o casse; 13 in ceste; 6 in balle
3. Bestiame da Macello.				
a) — Buoi e tori	un capo	4	»	
b) — Vacche e manzi oltre due anni	»	2	»	
c) — Vitelli sotto l'anno .	»	»	25	
d) — Pecore e capre, cioè pecore, montoni castrati, capri, e becchi	»	»	15	
e) — Agnelli e capretti . .	»	»	10	
f) — Maiali	»	1	»	
g) — Porchetti da latte sotto 10 libbre	»	»	5	
4. Bestie da tiro.				
a) — Cavalli e poledri . .	»	3	»	
b) — Muli ed asini . . .	»	1	»	
5. Legumi freschi e secchi.				
a) — Civaia (legumi freschi) cioè carciofi, cetriuoli, cavoli, verze, ravani, rape, spinacci, asparagi, radici (commestibili) e funghi ad eccezione dei tartufi	1 centinaio sporco	»	3	
b) — Fave, piselli, lenti, veccia, ceci	»	»	15	
c) — Pomi di terra . . .	»	»	3	
6. Legname da costruzione.				
a) — Legname da costruzione comune	100 piedi cubici	»	45	
b) — Legname da costruzione nobile	1 centinaio sporco	»	5	
7. Saponi e profumerie.				
a) — Sapone comune, cioè non profumato	1 centinaio netto	2	30	16 in casse; 6 in balle
b) — Sapone profumato . .	»	15	»	
Annotazione. Saponi in reci-				

Denominazione degli oggetti	Importo del dazio per l'importazione — Misura dell' oggetto daziato	Importo del dazio — fiorini	Importo del dazio — carantini	Tara legale
pienti non maggiori di mezzo *mass* di Vienna od in pezzi di non più di mezza libbra, oppure in tali recipienti che secondo la loro qualità sarebbboro tassati oltre 15 fiorini per centinaio saranno trattati quali merci di profumeria.				
c) Merci di profumeria (compresevi le acque odorifere) .	1 centinaio netto	50	»	20 in botti o casse 13 in ceste 6 in balle
Annotazione. I. Nelle merci di profumeria viene compresa anche ogni qualità di aceto, grasso, olio, e sapone profumato, allorchè queste materie siano contenute in recipienti di non più di mezzo *mass* (od il sapone sia in pezzi non maggiori del peso di mezza libbra) o quando i recipienti secondo la loro qualità verrebbero tassati con più di 15 fiorini al centinaio.				
Annotazione. II. Le merci di profumeria contenute in recipienti di metalli nobili o *bijouterie* saranno trattate come chincaglierie fine.				
8. Terre di magnesia e di manganese.				
a) — Terra di Magnesia. .	1 centinaio netto	5	»	
b) — Terra di Manganese .	1 centinaio sporco	»	5	16 in botti o casse 9 in ceste 6 in balle
9. Pelli crude (cioè verdi o secche, anche salate, ma non lavorate piu' oltre)				
a) Pelli crude comuni, cioè pelli bovine (di bisonte, buffalo, bue, manzo, toro, vacca, vitello (pelli cavalline), di cavallo, (poedro o mulo), pelli d'asino, cammello, tasso, cane, maiale, camoscio, cervo, capriolo, alce, renne, ippopotamo, e rinoceronte,				

Denominazione degli oggetti	Importo del dazio per l'importazione: Misura dell' oggetto daziato	Importo del dazio: fiorini	Importo del dazio: carantini	Tara legale
pelli di pecore communi (di pecora, castrato, pecora morta ed agnello) pelli di capra comuni (di capra, becco, capretto) pelli di lepre e pelli di pesce . . .	1 centinaio sporco	,,	25	
b) Pelli crude non nominate a parte	1 centinaio netto	2	30	13 in botti o casse 9 in ceste 6 in balle
10. Vetro in lastre ordinarie verde o bianco	,,	5	,,	23 in botti o casse 13 in ceste o corbe
11. Libri, carte (scientifiche), Musiche	,,	3	,,	18 in botti o casse 6 in ceste 4 in balle
Annotazione. I. I libri con figure saranno trattati come libri, se le figure sono legate, cucite, inquadernate, ed appartengono al libro medesimo. In caso contrario le figure verranno daziate separatamente od, allorchè la separazione non si possa effettuare, l'intiera opera sarà daziata come figure sulla carta.				
Annotazione. II. I libri legati la di cui legatura è munita di fermagli od altri ornamenti di metallo o di *bijouterie* saranno trattati come lavori di carta non nominati a parte.				

Procès verbal de la signature du Traité de commerce et de navigation entre la Sardaigne et l'Autriche du 18 octobre 1851.

L'anno del Signore mille ottocento cinquant'uno li diciotto ottobre, ed in una delle sale dell'I. R. Ministero degli affari esteri i sottoscritti Conte Adriano Di Revel, Inviato straordinario e Ministro Plenipotenziario di S. M. il Re di Sardegna, ecc., Principe Felice di Schwarzenberg, Ministro Presidente e Ministro della Casa Imperiale e degli affari esteri, ecc., Cavaliere Andrea Di Baumgartner, Ministro del commercio, industria e pubbliche costruzioni, ecc., convenuti all' oggetto di firmare il Trattato di commercio e navigazione fra la Sardegna et l'Austria in data d'oggi conchiuso in forza dei loro rispettivi pieni poteri, prima di addivenire a questo atto hanno di comune accordo emessa la seguente dichiarazione:

Non ostante il termine di quattro settimane prefisso nel suddetto Trattato pello scambio delle ratifiche, questo scambio dovrà avere luogo simultaneamente con quello delle ratifiche della Convenzione che si sta negoziando in Torino fra le Alte Parti per la repressione del contrabbando, essendo precisa intenzione dei due Governi, che qualora quella negoziazione non avesse il desiderato successo, e la Convenzione non fosse firmata nello spazio di sei settimane decorribili dal giorno d'oggi, il Trattato di commercio e navigazione in data d'oggi abbia a considerarsi come non avvenuto, e di nessun valore.

Inoltre, non ostante il trattamento sul piede della nazione la più favorita assicurato alla Sardegna nel Trattato di quest' oggi, resta però inteso fra i Plenipotenziarii delle Alte Parti contraenti che il Governo Sardo non pretenderà alla partecipazione dei favori speciali accordati dall'Austria al Ducato di Modena colla Convenzione del 23 gennaio 1848, ed estesi al Ducato di Parma col proclama del 23 settembre 1849, e continuati di poi in via amministrativa, quantunque la Convenzione suddetta abbia cessato di essere in vigore.

Qualora poi questi favori attualmente accordati ai due Ducati fossero prolungati oltre un anno decorribile dal giorno d'oggi, la Sardegna avrà diritto a parteciparvi pienamente.

Nel convenire di questa stipulazione il Plenipotenziario Sardo riserva pienamente al suo Governo la fa-

coltà di aderire o no a questa condizione; laonde, qualora il Governo Sardo credesse di non poterla accettare, esso sarà libero di ricusarla, e di rifiutare perciò il suo assenso al Trattato, senzachè possa essergliene fatto carico dal Governo Imperiale, stante la presente precisa riserva del Plenipotenziario Sardo.

Pel caso non presumibile che il Trattato di commercio e navigazione fra la Sardegna e l'Austria conchiuso il giorno d'oggi venisse ratificato e pubblicato prima dell'attivazione della nuova tariffa daziaria generale Austriaca, si dichiara dai sottoscritti Plenipotenziarii Austriaci in forza dei loro Pienipoteri, che contemporaneamente alla pubblicazione di questo Trattato verrà pure pubblicata la facilitazione riguardante gli olii d'oliva ad uso tecnico, mescolati con olio di trementina, ed espressa nell' annotazione seconda all' articolo 28, lett. *b* del progetto della tariffa predetta.

In fede del che i Plenipotenziarii suddetti hanno firmato il presente processo verbale unitamente al Trattato, e l'hanno munito dei loro sigilli.

Vienna, li diciotto ottobre mille ottocento cinquant'uno.

A. Di Revel. (L. S.) *F. Schwarzenberg.* (L. S.)
A. Baumgartner. (L. S.)

XXIX.

*Traité de commerce et de navigation entre la Belgique et la Grande Bretagne, signé à Londres, le 27 octobre 1851; suivi d'un protocole d'une conférence tenue à Londres, le 5 février 1852 *).*

Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, animés d'un égal désir de faciliter et d'étendre les rapports de commerce et de navigation entre leurs États respectifs et voulant, pour arriver à un but si utile, faire disparaître, autant qu'il est immédiatement possible, les ob-

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 7 avril 1852.

stacles qui entravent les relations commerciales entre les deux pays, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi des Belges, le sieur Sylvan Van de Weyer, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de Sa Majesté Britannique, décoré de la croix de Fer, commandeur de l'ordre de Léopold, grand-croix de l'ordre de Charles III d'Espagne, de l'ordre de la Branche Ernestine de Saxe, de la Tour et de l'Epée, de Saint-Maurice et Saint-Lazare, commandeur de la Légion d'honneur, etc.,

Et Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Henri-Jean vicomte Palmerston, baron Temple, pair d'Irlande, membre du très-honorable Conseil privé de Sa Majesté Britannique, membre du Parlement, chevalier grand-croix du très-honorable ordre du Bain, et principal secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères; et le très-honorable Henry Labouchère, membre du très-honorable Conseil privé de Sa Majesté Britannique, membre du Parlement et président du Comité du conseil privé pour les affaires de commerce et des colonies;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. — Il y aura liberté réciproque de commerce entre tous les États des deux hautes parties contractantes; et les sujets de chacune d'elles, dans toute l'étendue des territoires de l'autre, jouiront des mêmes droits, priviléges, libertés, faveurs, immunités et exemptions, en matière de commerce, dont jouissent ou jouiront les nationaux.

Art. 2. — En ce qui concerne le droit de pavillon, il est convenu que les marchandises de toute espèce, sans distinction d'origine, importées directement en Belgique du royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, de ses colonies et possessions, sous pavillon britannique, jouiront des mêmes exemptions, restitutions, primes ou autres faveurs, ne payeront respectivement d'autres droits et ne seront assujettis à d'autres formalités que si l'importation avait lieu sous pavillon belge, sauf dans le cas indiqué dans l'art. 5 ci-après.

Art. 3. — En ce qui concerne le droit de provenance, il est convenu que les marchandises de toute espèce,

sans distinction d'origine, importées directement en Belgique du royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, de ses colonies et possessions, sous pavillon britannique, seront admises aux droits des importations effectuées sous pavillon belge du lieu ou selon le mode le plus privilegié par le tarif général de la Belgique, sauf pour les marchandises et dans les cas indiqués dans l'article 5 ci-après.

Il est entendu que les marchandises auxquelles s'appliquent l'article actuel et le précédent, devront avoir été réellement chargées dans les ports du royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, ou de ses colonies et possessions.

Art. 4. — Toutes les marchandises sans distinction d'origine importées en Belgique d'ailleurs que du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, de ses colonies et possessions, sous pavillon britannique, jouiront des mêmes exemptions, primes ou autres faveurs, ne seront pas assujetties à d'autres formalités, et ne payeront d'autres droits, que si l'importation avait lieu sous pavillon belge, sauf pour les marchandises et dans les cas indiqués dans l'art. 5 ci-après.

Art. 5. — Il sera dérogé aux dispositions des trois articles précédents pour les marchandises et dans les cas ci-après indiqués,

Savoir :

1. Quant aux dispositions des art. 3 et 4; pour
Les bois d'ébénisterie et de teinture,
Le riz,
Le sucre,
Le café,
Le tabac,
Le coton,
Seulement lorsque l'importation aura lieu directement d'un pays transatlantique sous pavillon belge;
Et pour
Les fruits,
L'huile d'olive,
Le soufre brut,
Seulement lorsque l'importation aura lieu directement d'un lieu de production sous pavillon belge;

2. Quant aux dispositions des art. 2, 3 et 4, pour le sel.

Mais quant au sel, S. M. le Roi des Belges s'engage:

1° A réduire immédiatement des deux tiers le droit qui frappe actuellement le sel brut importé du royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande sous pavillon britannique;

2° A assimiler le sel de source importé du royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande en Belgique au sel brut pour ce qui concerne le droit de douane, le droit d'accise, l'exemption d'accise en cas de destination aux fabriques et à l'entreposage. Pour jouir de cette faveur, le sel de source devra être accompagné d'un certificat délivré par un agent consulaire belge, et constatant son origine de source minérale anglaise.

3° A lever la prohibition qui frappe le transit par le territoire belge, du sel importé sous pavillon belge ou britannique.

Art. 6. — Les marchandises importées d'un pays transatlantique sous pavillon britannique, acquitteront les mêmes droits, qu'elles aient été chargées dans un entrepôt transatlantique ou dans le pays de production transatlantique.

Art. 7. — Le remboursement par la Belgique du droit perçu sur la navigation de l'Escaut par le gouvernement des Pays-Bas, en vertu du § 3 de l'art. 9 du traité du 19 avril 1839, est garanti aux navires britanniques.

Art. 8. — Les marchandises de toute espèce dont l'importation dans les ports du royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, ses colonies et possessions, est ou sera légalement permise sur des bâtiments britanniques, pourront également y être importées sur des bâtiments belges, sans être assujetties à d'autres ou de plus forts droits, de quelque dénomination que ce soit, que si les mêmes marchandises étaient importées sur des bâtiments nationaux.

Art. 9. — Pour tout ce qui a trait aux exportations, sans distinctions de provenance ou de destination, et pour tout ce qui regarde les primes, facilités et *drawbacks*, que la législation des deux pays a établis ou pourrait établir par la suite, les deux hautes parties contractantes s'assurent réciproquement le traitement national.

Art. 10. — Les objets de toute nature venant de la Grande Bretagne ou expédiés vers ce pays, et traversant

la Belgique par les chemins de fer de l'État, seront exempts de tout droit de transit; et la prohibition qui frappe encore en Belgique le transit de quelques-uns de ces articles, est levée.

Il n'est fait exception à cette règle générale que pour la poudre à tirer et les fers, et pour l'expédition vers la France des fils et tissus de lin et de la houille.

Il est entendu que les expéditeurs auront à se conformer généralement et sans distinction de nationalité, aux mesures prescrites ou à prescrire par l'administration belge pour empêcher la fraude de l'accise.

Le commerce belge jouira pour le transit dans le royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 11. — Il est expressément entendu que les articles précédents ne sont pas applicables au commerce de cabotage, que chaque partie contractante se reserve à elle-même, et réglera d'après ses propres lois.

Il en est de même pour ce qui concerne les exemptions de droits et les primes qui pourraient, dans les États des hautes parties contractantes, être accordées à la pêche nationale exercée selon les règlements de chaque pays. Hors ce cas, néanmoins, les deux pavillons seront assimilés pour l'importation des poissons de toute espèce.

Art. 12. — Aucun droit de tonnage, de port, de phare, de pilotage, de quarantaine, ou autres droits semblables ou équivalents de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, perçu au profit ou au nom du gouvernement, des fonctionnaires publics, des communes, corporations ou établissements quelconques, ne sera imposé dans les ports de chacun des deux pays sur les navires de l'autre nation, arrivant d'un port ou endroit quelconque, qui ne soit pas également imposé en pareil cas sur des navires nationaux.

Art. 13. — Tous les navires qui, d'après les lois de la Belgique, sont considérés comme navires belges, et tous les navires qui, d'après les lois de la Grande Bretagne, sont considérés comme navires britanniques, seront, quant aux effets du présent traité, déclarés respectivement navires belges et navires britanniques.

Art. 14. — En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et déchargement dans les ports, bassins, docks, rades, havres ou rivières des deux

États, il ne sera accordé aucun privilége aux navires nationaux, qui ne le soit également à ceux de l'autre État; la volonté des parties contractantes étant que, sous ce rapport aussi, les bâtiments respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 15. — Les bâtiments de l'un des deux États pourront décharger en totalité leur cargaison dans un des ports des États de l'autre partie contractante, ou décharger une partie de leur cargaison dans un port et se rendre ensuite avec le reste dans les autres ports du même État, selon que le capitaine, le propriétaire ou telle autre personne qui serait dûment autorisée dans le port à agir dans l'intérêt du bâtiment ou de la cargaison, le jugera convenable.

Art. 16. — S'il arrivait que quelque vaisseau de guerre ou navire marchand de l'un des deux États fît naufrage sur les côtes de l'autre, ces bâtiments ou ses parties ou débris, ses agrès et tous les objets qui y appartiendront, ainsi que tous les effets et marchandises qui en auront été sauvés, ou le produit de leur vente, en seront fidèlement rendus aux propriétaires ou à leurs ayants droit sur leur réclamation. Dans le cas où ceux-ci se trouveraient absents, lesdits objets, marchandises, ou leur produit, seront consignés, ainsi que tous les papiers trouvés à bord de ce bâtiment, au consul belge ou britannique dans le district duquel le naufrage aura eu lieu, et il ne sera exigé, soit du consul, soit des propriétaires ou ayants droit, que le payement des dépenses faites pour la conservation de la propriété, et la taxe du sauvetage qui serait également payée en pareille circonstance par un bâtiment national. Les marchandises et effets sauvés du naufrage ne seront assujettis aux droits établis qu'autant qu'ils seraient déclarés pour la consommation.

Art. 17. — Chacune des hautes parties contractantes aura le droit de nommer des consuls pour la protection du commerce dans les États ou territoires de l'autre partie; et les consuls qui seront nommés ainsi jouiront dans les territoires de chaque partie de tous les priviléges, exemptions et immunités qui sont ou pourront être accordés dans ces États aux agents du même rang et caractère, nommés ou autorisés par le gouvernement de la nation la plus favorisée.

Avant que quelque consul puisse agir comme tel, il devra être approuvé et admis dans les formes usitées

par le gouvernement auprès duquel il est envoyé; et chacune des hautes parties contractantes aura la faculté d'excepter de la résidence des consuls tels endroits spéciaux que chacune d'elles pourra juger à propos d'excepter.

Art. 18. — Les sujets de l'une des hautes parties contractantes résidant dans les États de l'autre, seront respectivement libres de régler, comme les nationaux, leurs affaires par eux-mêmes, ou de les confier aux soins de toutes autres personnes, telles que courtiers, facteurs, agents ou interprètes; ils ne pourront être contraints dans leurs choix et ils ne seront tenus à payer aucun salaire ni aucune rétribution à ceux qu'ils n'auront pas jugé à propos d'employer à cet effet, étant absolument facultatif aux vendeurs et acheteurs de contracter ensemble leur marché, et de fixer le prix de toutes denrées ou marchandises importées ou destinées à l'exportation, sous la condition de se conformer aux règlements et aux lois des douanes du pays.

Art. 19. — Le présent traité sera en vigueur pendant sept ans à compter du premier janvier mil huit cent cinquante-deux, et au delà de ce terme, jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des deux parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention de le faire cesser; chacune des parties contractantes se réservant le droit de faire à l'autre une telle déclaration au bout des sept années susmentionnées, ou à toute date ultérieure.

Art. 20. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Londres, avant le premier janvier mil huit cent cinquante-deux.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le 27 octobre de l'an de grâce mil huit cent cinquante et un.

(L. S.) *Sylvain Van de Weyer.*
(L. S.) *Palmerston.*
(L. S.) *Henry Labouchère.*

Article additionnel.

Les îles Ioniennes se trouvant sous la protection de Sa Majesté Britannique, les sujets et les navires de ces îles jouiront, dans les États de Sa Majesté le Roi des Belges, de tous les avantages qui sont accordés aux sujets et aux navires de la Grande Bretagne par le traité de commerce et de navigation conclu en date d'aujourd'hui entre Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, aussitôt que le gouvernement des îles Ioniennes sera convenu d'accorder aux sujets et aux navires de Sa Majesté le Roi des Belges les mêmes avantages qu'il accorde dans ces îles aux sujets et aux navires de Sa Majesté Britannique; bien entendu, toutefois, que pour prévenir des abus, tout navire ionien qui sera dans le cas de réclamer les bienfaits de ce traité sera muni d'une patente signée par le lord haut commissaire de Sa Majesté Britannique, ou par celui qui le représente.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il était inséré, mot à mot, dans le traité de commerce et de navigation signé aujourd'hui.

Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées en même temps que celles du traité même.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé les cachets de leurs armes.

Fait à Londres, le vingt-sept octobre de l'an de grâce mil huit cent cinquante et un.

(L. S.) *Sylvain Van de Weyer.*
(L. S.) *Palmerston.*
(L. S.) *Henry Labouchère.*

Protocole de la conférence tenue au Foreign-Office le 5 février 1852, entre les plénipotentiaires de Belgique et de la Grande Bretagne.

Les plénipotentiaires sont convenus de consigner, dans le présent protocole, les dispositions suivantes qui seront considérées comme partie intégrante du traité de commerce et de navigation, conclu, le 27 octobre 1851, entre Sa Majesté le Roi des Belges et Sa Majesté la Reine du royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et qui seront ensuite converties en une déclara-

tion à signer lors de l'échange des ratifications dudit traité.

§ 1. — Il est entendu que le sel de source anglais ne sera considéré comme sel brut, à l'importation en Belgique, que dans les cas où la législation belge permet d'accorder l'exemption de l'accise. Ces cas sont, dans l'état actuel des choses :

A. La destination aux fabriques de produits chimiques ;

B. La destination à l'amendement des terres ;

C. La destination à l'alimentation du bétail ;

D. La destination à la salaison du poisson.

§ 2. — Si le sel français raffiné en Belgique continue, après le 10 août 1852, à jouir d'une déduction de plus de 7 pour cent du droit général de l'accise, le sel anglais raffiné en Belgique jouira, à partir de la même époque, d'une déduction de l'accise qui ne pourra être inférieure de plus de 7 pour cent à la déduction accordée au sel français.

§ 3. — Le pavillon britannique est assimilé au pavillon français pour le transport du sel de France en Belgique.

Il a été aussi convenu qu'une explication des conditions nécessaires pour que le sel anglais jouisse des avantages qui lui sont attribués et des formalités qui devront être remplies, sera annexée au présent protocole.

Les plénipotentiaires sont convenus de plus que le traité du 27 octobre 1851 ne sera mis à exécution, de part et d'autre, qu'à partir du 31 mars 1852, et que l'échange des ratifications aura lieu le plus tôt possible avant ce jour.

Sylvain Van de Weyer.
Granville.
Henry Labouchère.

Explication annexée au protocole du 5 février 1852.

Pour jouir des avantages qui lui sont attribués, le sel de source anglais devra :

1. Être accompagné d'un certificat d'origine, délivré par l'agent consulaire belge, placé sur les lieux de production ;

2. Être déclaré, à l'entrée en Belgique, pour l'une des destinations qui jouissent de l'exemption de l'accise, en remplissant les formalités prescrites, en pareils cas, par la législation belge, formalités qui seront pour le sel de source anglais les mêmes que pour les sels bruts d'autres pays destinés aux mêmes usages.

Moyennant ces deux conditions, le sel de source anglais sera admis en franchise de droit d'entrée, s'il a été importé sous pavillon belge, et au droit de 1 fr. 40 c. en principal, par 100 kilogrammes, s'il a été importé sous pavillon britannique, et il sera de plus exempté du droit d'accise.

Les intéressés seront libres de mettre le sel de source anglais en entrepôt aux mêmes conditions qui sont imposées à l'entreposage du sel brut proprement dit; et en ce cas, les formalités ci-dessus indiquées ne seront exigées qu'à la sortie d'entrepôt.

Le sel de source anglais, expédié en transit par les chemins de fer de l'État en Belgique, soit directement, soit en passant par les entrepôts du pays, et qu'il ait été importé par navires belges ou par navires anglais, sera exempt de tout droit d'entrée, d'accise ou de transit, ainsi que de toute dénaturation, sauf les mesures à prendre par l'administration belge pour prévenir la fraude, mesures qui seront les mêmes pour le sel anglais que pour tout autre.

Sylvain Van de Weyer.
Granville.
Henry Labouchère.

XXX.

Convention, entre la Sardaigne et l'Autriche, pour la répression de la fraude, signé à Turin, le 22 novembre 1851.

Sua Maestà il Re di Sardegna, Sua Maestà l'Imperatore d'Austria volendo reprimere il frequente contrabbando che si commette nelle acque dei rispettivi dominii del Lago Maggiore, del Ticino, e del Po, hanno ordinato che si prendessero tra i due Governi gli opportuni concerti affine di rinnovare la Convenzione del 4 dicembre 1834, introducendovi quei miglioramenti e quelle modificazioni che l'esperienza ha consigliati, e ciò anche in esecuzione dell' art. 5 degli articoli separati e addizionali del Trattato di pace del 6 agosto 1849; e perciò hanno nominato a loro Plenipotenziarii, cioè Sua Maestà il Re di Sardegna, il Cavaliere Luigi Cibrario, Cavaliere dell' Ordine Civile di Savoia, Commendatore dell' Ordine dei SS. Maurizio e Lazzaro, Senatore del Regno; Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, il Conte Rodolfo Appony, Ciambellano di S. M. I. R. A., Inviato straordinario e Ministro Plenipotenziario d'Austria presso S. M. il Re di Sardegna, i quali, dopo lo scambio dei rispettivi pieni poteri che si sono riconosciuti regolari, hanno convenuto gli articoli seguenti:

I. Tutte le barche, qualunque ne sia la Nazione, le quali navigando nel Lago Maggiore, o sui fiumi Ticino e Po entrano nelle acque comprese nei dominii Sardi e Austriaci per proseguire il viaggio lungo il corso del Lago o dei fiumi anzidetti a qualsivoglia destinazione, indipendentemente da ciò a cui fossero tenute in forza dei Regolamenti di sanità e di polizia, debbono essere soggette alla visita degli uffizi di Dogana, per assicurarsi che avendo esse a bordo sale, tabacco, ed altri generi di privativa, questi generi siano destinati ad essere recati ai magazzini appartenenti alle Finanze di alcuno dei Governi confinanti; il che dovrà essere comprovato da regolari documenti.

Se le barche provengono dal Lago Maggiore in direzione verso le rispettive sponde Sarde od Austriache, la visita come sopra dovrà effettuarsi soltanto a richiesta

degli agenti di finanza di quello dei due Stati alle cui sponde si troveranno più vicine le barche.

Entrando le barche nelle parti del Ticino o del Po soggette ai dominii Sardo ed Austriaco, qualunque ne sia la provenienza e destinazione, la visita ha luogo all' ufficio che s'incontra più prossimo al punto d'ingresso; epperò dovranno i conduttori farne la dichiarazione al primo uffizio di Dogana, sotto le pene comminate dalle rispettive leggi per la tentata introduzione in frode.

Qualora i patroni, proprietarii, o conducenti di esse barche si opponessero alla visita prescritta da questo articolo, si farà luogo contro di essi all'applicazione delle pene portate dai veglianti Regolamenti, secondo la qualità dei casi, e la gravità dei fatti.

II. Nessuna barca, senza distinzione della qualità del carico, può approdare in altro luogo fuorchè in quello ove trovasi stabilito un uffizio daziario, e nei limiti determinati dai segnali che vi sono collocati dall' ufficio stesso col mezzo di pali indicatori, ossia stipiti. Anche in detti luoghi non si potrà intraprendere, nemmeno in parte, lo scarico, se prima non siasi ottenuta l'autorizzazione dal Ricevitore dell' ufficio.

III. È vietato espressamente a qualunque barca, 1.° di prender terra, bordeggiare, gettar l'àncora, o soffermarsi con qualsivoglia altro mezzo, fuori degli stabiliti luoghi d' approdo, tanto nelle acque del Lago Maggiore entro la distanza di 200 metri dalla sponda Sarda ed Austriaca, quanto nelle parti Sarde ed Austriache del Ticino e del Po, senza averne prima ottenuta l'autorizzazione, la quale sarà conceduta soltanto per quei punti che possono essere sorvegliati da un uffizio di Dogana, e per quel tempo che si riputerà da esso necessario. 2.° di collocare, od introdurre fra la barca e la spiaggia o riva piccoli battelli, o qualunque altro mezzo natante che possa servire al transporto del carico a terra o viceversa da questa alla nave.

IV. Nelle premesse disposizioni s'intendono compresi, per gli effetti della presente Convenzione, i seni, canali, ed isole esistenti nei fiumi Po e Ticino.

V. Qualunque barca il cui ponte fosse congiunto alla riva od alla sponda o in altra maniera avesse preso terra, si considera come realmente approdatavi, e quindi incumberà al conduttore o conduttori l'obbligo di adem-

piere alle dichiarazioni daziarie prescritte dai Regolamenti generali per la dovuta verificazione dell' ufficio.

VI. La dichiarazione del carico, ossia dei generi, sarà presentata subito dopo l'approdo, ed in un termine con maggiore tutt' all più d' un'ora; avrà quindi tosto luogo la visita del carico giusta i Regolamenti generali.

Qualora le merci o generi fossero dichiarati per una destinazione di scarico diversa da quella del luogo d' approdo, e per cui si voglia proseguire il viaggio per acqua, i conduttori o proprietarii dovranno ivi munirsi di bulletta a cauzione, vincolata al certificato d' arrivo delle merci all' ufficio della dichiarata destinazione, se questa sarà per un punto dei due dominii Sardo od Austriaco, oppure all' ultimo uffizio del confine d'acqua dell'uno o dell' altro dominio rispettivamente, se le merci fossero destinate all' estero, sotto l'osservanza inoltre delle forme, cautele e condizioni stabilite per le spedizioni di transito. I conduttori e proprietarii delle barche i quali, dopo seguìto l'approdo, ripartissero col loro carico senza essere muniti della prescritta bulletta a cauzione, incorreranno nella pena di una multa di lire trecento.

VII. I molini posti tra il Thalweg dei fiumi Po e Ticino e la sponda Sarda od Austriaca si considerano come situati rispettivamente nel territorio Sardo od Austriaco, e sono soggetti all' esercizio degli agenti di Finanze dello Stato nelle cui acque si trovano; se vi si rinvengono generi, merci, o altri oggetti pei quali non siano stati adempiuti i Regolamenti di Finanza, si procederà al loro sequestro ed agli altri atti occorrenti per l'accertamento legale della contravvenzione.

VIII. Qualunque approdo, scaricamento o deposito di merci, ancoraggio, bordeggiamento, trasbordo o stazionamento in luogo illecito, o non autorizzato, sarà considerato per una violazione della linea doganale, e quindi darà luogo alle pene stabilite per fatto di contrabbando.

IX. Sono eccettuati dalle precedenti disposizioni i casi di forza maggiore, i quali rendessero assolutamente necessario l'approdo, lo scarico, l'ancoraggio, il bordeggiamento, il trasbordo e lo stazionamento vietati, legalmente provati in concorso dell' Autorità giudiziaria o locale: verificandosi però un accidente di forza maggiore dovrà esser dato immediato avviso al più prossimo uffizio di Dogana nel termine di un'ora dacchè ebbe

luogo il fatto vietato, a cura dei conduttori; in difetto del che non sarà ammessa giustificazione alcuna.

X. I porti, ed ogni altro mezzo di tragitto, sotto qualsivoglia denominazione, sui fiumi Po e Ticino, ed egualmente il loro carico, o trasporto, sebbene recato sopra carri, vetture e simile sono essi pure soggetti alle presenti disposizioni per ciò che concerne l'approdo, le dichiarazioni, lo scarico, l'ancoraggio o stazionamento, il bordeggio ed il trasbordo.

Nel caso di contravvenzione, oltre le pene incorse dai passeggieri, proprietarii o consegnatarii degli oggetti, i conduttori dei detti porti, o altri mezzi natanti incorreranno, per la loro specialità, nella multa di lire trecento.

XI. Se non è presentata la dichiarazione nel modo e nel termine ordinati dai precedenti articoli 5 e 6, o se la dichiarazione si scopre infedele od inesatta, si procederà, per l'applicazione delle pene stabilite per simili contravvenzioni, a tenore dei Regolamenti generali.

XII. Per le trasgressioni di polizia rimangono fermi i veglianti relativi Regolamenti.

XIII. Sarà in facoltà dei due Governi di stabilire tanto sul Lago Maggiore, quanto sui fiumi Ticino e Po, delle imbarcazioni di guardie onde meglio assicurare l'esecuzione delle intese cautele, e la repressione e punizione delle frodi e contravvenzioni.

Nell' esercizio della sorveglianza nel Lago Maggiore gli agenti di Finanza dei due Stati non potranno approssimarsi a minor distanza di 200 metri alla riva dello Stato costipulante: e in quanto ai fiumi Po e Ticino non potranno, sotto alcun pretesto, approdare; sono eccettuati naturalmente il caso di forza maggiore, e quello di fermi di barche, merci o persone fatti dagli agenti di Finanza d' uno Stato sulle acque di dominio dell' altra Potenza, e sulle isole dei fiumi Po e Ticino, per cui occorre la consegna all' uffizio di Dogana di quest'ultima: è infine similmente eccettuato il caso in cui gli agenti dei due Governi fossero concorsi simultaneamente all' arresto.

Nel caso di questo simultaneo concorso il prodotto delle contravvenzioni sarà diviso per uguale porzione fra le due Amministrazioni.

Il procedimento sarà formato nello Stato alla cui sponda sarà più prossimo il luogo dell'arresto, e secondo le leggi in esso vigenti, senza che per l'incerta pertinenza

all' uno od all' altro dominio, del sito o dell' isola, in cui avrà avuto luogo il sequestro degli oggetti per parte degli agenti di Finanza di ambidue i Governi, e anche di un solo di essi, possa farsi od admettersi eccezione alcuna.

XIV. Qualunque mercanzia od altro genere, che provenendo da paese estero passerà in transito per gli Stati Sardi alla Lombardia Austriaca, o viceversa dalla Lombardia Austriaca passerà in transito agli Stati Sardi, sortendo dai confini di terra o di acqua in contatto dei rispettivi territorii, non sarà ammesso a ricevere lo scarico delle bullette a cauzione in prova della legale consumazione del transito, secondo è prescritto dai rispettivi vigenti Regolamenti, quando prima la spedizione non sia stata debitamente e regolarmente presentata e dichiarata all' ufficio doganale d'ingresso nello Stato a cui è diretto il transito, e da quest' ufficio non ne sia stato riconosciuto ed attestato l'arrivo nello spazio di tempo assegnatovi, e la seguitane dichiarazione in corrispondenza della bulletta di transito.

XV. In conseguenza l'ufficio Sardo o l'ufficio Lombardo, designato per l'uscita del transito, compiute che avrà le proprie ispezioni per accertare l'integrità della spedizione, qualora non vi trovi legale motivo d' altro procedimento a termini dei veglianti generali Regolamenti, dovrà sulla bulletta apporre il *Visto* per la presentazione al vicino ufficio dell' altrui Stato d'ingresso, notando il giorno e l'ora dell' invio, e prefiggendovi all' arrivo il tempo misurato alla distanza da percorrersi.

XVI. L'ufficio d' ingresso a cui deve presentarsi la bulletta del transito ne riceve la dichiarazione, ed in base di essa e delle ispezioni sue proprie a termini dei rispettivi Regolamenti, ove non gli insorgano legali eccezioni, appone il *Visto* alla bulletta che ritira, ed emette il certificato d' arrivo, conforme all' art. 14, citando in esso il numero e la data del ricapito, o del registro nel quale sarà stato preso atto regolare della ricevuta dichiarazione.

XVII. I certificati d' arrivo saranno preparati in istampa, riempiti a mano nei vacui, muniti di legale impronto delle rispettive Dogane, stesi e firmati dal Capo d' uffizio e dal Controllore, o da chi ne fa le veci, e si comporranno di tre essemplari. L'uno di questi sarà rilasciato indilatamente all' intestato nella bulletta di tran-

sito, e per esso al conduttore, a loro giustificazione. Il secondo si rimetterà, a cura dell ufficio estensore, insieme colla bulletta originaria entro il periodo, e non più tardi, di tre giorni, al vicino ufficio dell' altro confine dal quale si fece l'invio del transito. Il terzo esemplare che formerà la matrice delle anzidette due bullette (certificati) sarà trattenuto dall' ufficio estensore, dal quale in fine d'ogni mese dovranno trasmettersi tutte le matrici scritturate alle rispettive amministrazioni provinciali di Dogana per i dovuti confronti coi ricapiti o registri delle dichiarazioni relative, e per i conseguenti effetti di ratifica o di eccezione che le dette Autorità si scambieranno reciprocamente di mese in mese.

XVIII. Mediante il certificato rilasciato alla parte come sopra, la consumazione del transito si ha per giustificata a scioglimento delle prestate cauzioni. E quindi, dietro il ricupero della bulletta di transito, ed il ricevimento contemporaneo del secondo esemplare di certificato che l' ufficio dell' arrivo trasmette all altro d' uscita, quest' ultimo ne compie gli atti di scarico colla emissione della finale bulletta di esito del transito o con quegli altri incumbenti cui sia tenuto in forza dei Regolamenti generali verso gli altri uffizii mittenti.

XIX. Se per qualunque accidente la spedizione di transito non arrivi all' ufficio assegnato per l'ingresso entro il tempo prefisso nella bulletta, il certificato non potrà accordarsi quando nello stesso termine non venisse notificato al suddetto ufficio l'accaduto impedimento, e non ne fosse contemporaneamente giustificata la causa di forza maggiore con documento steso avanti l'Autorità locale, o altro pubblico ufficio. Sarà egualmente ricusato il rilascio del certificato, qualora dalla visita delle merci ne risultino divarii, tanto nella qualità, che nella quantità, nel qual caso ne verrà accertato il fatto, e rilevate le differenze in processo verbale, coll' intervento del proprietario, dell' intestato nella bulletta di transito, o del conducente, da emettersi in doppio esemplare, uno dei quali verrà ceduto ad esso conducente, e l'altro spedito all' ufficio prossimo che ha vidimata l'uscita del transito dallo Stato di provenienza, per gli opportuni provvedimenti per conto ed interesse del proprio Governo.

XX. I posti ossiano uffizii di dogana per i quali

sarà lecito di effettuare i transiti, sotto l'osservanza delle presenti disposizioni, sono i seguenti:

dagli o per gli Stati Sardi	dalla o per la Lombardia Austriaca
Intra	*Laveno*
Arona	*Angera*
Castelletto	*Sesto Calende*
S. Martin Ticino	*Ponte nuovo di Magenta*
S. Martin Siccomario	*Borgo Ticino*
S. Pier d'Arena	*Spessa*

XXI. Qualora a termine dei vigenti generali Regolamenti sia facoltativo ad alcuno degli anzidetti uffizii di permettere che ivi le merci o derrate pervenute dall' estero vengano dichiarate di transito onde uscire direttamente per acqua a destinazione di qualunque degli Stati stranieri che non sia altro dei Governi contraenti, la bulletta di transito da emettersi dovrà essere di rigore assegnata a riportare il certificato d' arrivo e di scarico, ossia la reversale, dall' ultimo ufficio, che si troverà all' estremo punto della frontiera coll'estero.

XXII. In mancanza di presentazione delle merci di transito all' ufficio assegnato a certificare l'arrivo, od in mancanza del certificato per fatto di rifiuto alla concessione, giustificato a termini delle presenti disposizioni, non sarà scaricata la bulletta di transito, nè potrà aver luogo il rilascio della finale bulletta d' esito di cui all' articolo 18, ed i contravventori incorreranno nelle pene comminate dai veglianti Regolamenti in causa di non riportata reversale di scarico, ossia di non riportata bulletta d' uscita del transito.

XXIII. Saranno intieramente esenti da ogni tassa, o altra esazione, i certificati di cui all' art. 17.

XXIV. È riservata a S. A. R. l'Arciduca Duca di Modena, ed a S. A. R. l'Infante di Spagna Duca di Parma la facoltà di accedere alla presente Convenzione.

XXV. La presente Convenzione sarà ratificata nel termine di quattro settimane, e più presto se sarà possibile; ed avrà la medesima durazione che il Trattato di commercio segnato a Vienna in data del 18 ottobre prossimo passato.

In fede del che i rispettivi Plenipotenziarii l'hanno

munita della loro firma, e vi hanno apposto il loro sigillo.

Fatto a Torino il giorno ventidue del mese di novembre mille ottocento cinquant' uno.

(L. S.) *Cibrario.* (L. S.) *Appony.*

XXXI.

Convention, entre la Grande Bretagne et les Pays-Bas, relative aux relations de commerce existant entre les Pays-Bas et les Iles Ioniennes, signée à Londres, le 14 janvier 1852).*

Texte anglais.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, on the one part, and His Majesty the King of the Netherlands, on the other part, being desirous of promoting the relations of Commerce and Navigation existing between the United States of the Ionian Islands, which are under the protection of Her Britannic Majesty, and the Kingdom of the Netherlands, have agreed to conclude a Convention for that purpose, and have named as their respective Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Granville George, Earl Granville, Viscount Granville, Baron Leveson, a Peer of the United Kingdom, a Member of Her Britannic Majesty's Most Honourable Privy Council, and Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and the Right Honourable Henry Labouchere, a Member of Her Britannic Majesty's Most Honourable Privy Council, a Member of Parliament, and President of the Committee of Privy Council for Affairs of Trade and Foreign Plantations;

And His Majesty the King of the Netherlands, Adolphus Baron Bentinck, Minister of State, Commander of the

---

*) En anglais et en hollandais. Les ratifications ont été changées à Londres le 14 mai 1852.

Royal Order of the Netherland Lion, Knight Grand Cross of the Orders of Charles III of Spain, of Leopold of Belgium, and of the Redeemer of Greece; Commander of the Order of the Crown of Wurtemberg; Knight of the Red Eagle of Prussia of the third class; His Majesty's Chamberlain, and Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles:

Art. I. The inhabitants and vessels of the Ionian Islands shall enjoy, in the dominions of His Majesty the King of the Netherlands, all the advantages which are granted by the Treaty of the 27th of October, 1837, between Great Britain and the Netherlands, and by the Convention Additional to that Treaty, signed on the 27th of March, 1851, to the inhabitants and vessels of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, as soon and for so long as the Government of the Ionian Islands shall grant to the inhabitants and vessels of the Netherlands the same advantages which are granted in those Islands to the inhabitants and vessels of Great Britain; on condition that, in order to prevent abuses, every Ionian vessel claiming the privileges of the said Treaty and Convention, shall be provided with a patent signed by the Lord High Commissioner or his representative.

Art. II. The present Convention shall have the same duration as the said Treaty of the 27th of October, 1837.

It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as may be within three months after the day of signature.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at London, the fourteenth day of January, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty-two.

(L. S.) *Granville.*
(L. S.) *H. Labouchere.*
(L. S.) *Bentinck.*

XXXII.

Notification de la lieutenance impériale et royale de Lombardie relative au mouillage des bateaux à vapeur sardes, sur le lac Majeur. Signée à Milan, le 19 janvier 1852.

Traduction.

„Le gouvernement royal sarde ne permet pas aux bateaux à vapeur autrichiens destinés au transport des passagers et des marchandises, sur le lac Majeur, de toucher la rive piémontaise et d'y mouiller; les propositions faites par le gouvernement impérial pour cette faculté n'ont pas été accueillies, sous le prétexte de préjudice porté à l'entreprise des bateaux à vapeur sardes.

„La loi de la réciprocité oblige le gouvernement autrichien à faire cesser immédiatement la faveur jusqu'ici accordée aux bateaux à vapeur sardes de mouiller le long de la rive lombarde. Dorénavant, les bateaux à vapeur sardes, sur le lac Majeur, devront toujours se tenir éloignés de la côte lombarde à une distance qui ne sera pas moindre de 200 mètres, et il ne leur sera pas permis de se mettre en communication avec les rives du territoire lombard, au moyen de barques ou de tout autre corps naviguant pouvant servir au transport des personnes et marchandises à terre, et *vice versa*, de terre au batiment. Ces dispositions sont portées à la connaissance du public, en exécution de l'ordonnance vénérée de S. Exc. le feld-maréchal gouverneur général civil et militaire du royaume lombardo-vénitien du 12 janvier, elles devront entrer immédiatement en vigueur.

Milan, le 19 janvier 1852.

Le lieutenant impérial et royal
Strasildo."

XXXIII.

Convention additionnelle au Traité de commerce et de navigation du 28 novembre 1839, entre la Sardaigne et les Royaumes de Suède et de Norvége; signée à Turin, le 25 janvier 1852).*

Sa Majesté le Roi de Sardaigne et

Sa Majesté le Roi des Royaumes Unis de Suède et Norvège également animés du désir de consolider et d'étendre les relations commerciales qui existent entre Leurs États respectifs à leur avantage réciproque et convaincus que ce but ne saurait être atteint sans donner de nouveaux développemens aux facilités mutuellement concédées par le Traité de commerce et de navigation conclu entre Leurs Gouvernemens le 28 novembre 1839, sont convenus de conclure une Convention additionnelle au Traité précité, et ont à cet effet nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne le sieur Camille Benso Comte de Cavour, membre de la Chambre des Députés, son Ministre de la Marine, de l'Agriculture et du Commerce, chargé du portefeuille des Finances, et

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, le sieur Charles Comte Wachtmeister, son Chargé d'affaires auprès de la Cour de Sardaigne, Chevalier du Lion Néerlandais;

Lesquels après avoir échangé leurs pleinspouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des articles suivants:

I. A dater du 1.er mai 1852 les fers, les cuivres, et les poissons secs et salés de toute espèce provenant des Royaumes Unis de Suède et de Norvège, seront assimilés, pour les droits à payer lors de leur importation dans les Etats de Sa Majesté le Roi de Sardaigne, aux mêmes produits provenant de tout autre pays placé sur le pied de la nation la plus favorisée.

II. Par conséquent les réductions de droits accor-

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Naples, sous la date du 25 avril 1852.

dées à la Grande Bretagne par le Traité du 27 février 1851 sur les produits mentionnés dans l'article précédent, telles qu'elles sont indiquées dans la Note annexée à la présente Convention, seront étendues aux mêmes produits provenant des Royaumes Unis de Suède et de Norvège; de même toute réduction de droit qui pourra être ultérieurement accordée par le Gouvernement Sarde sur les mêmes objets sera également étendue à ceux de provenance Suédoise ou Norvégienne.

III. En échange de ces avantages Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège s'engage de son côté à assimiler toutes les provenances du sol et de l'industrie du Royaume de Sardaigne aux mêmes produits provenant du sol ou de l'industrie des nations qui jouissent en Suède et en Norvège du traitement le plus privilégié; de sorte que les objets provenant du sol et de l'industrie du Royaume de Sardaigne ne payeront d'autres ou de plus forts droits que les mêmes objets provenant du sol et de l'industrie de tout autre pays.

IV. En vertu du même principe les faveurs ou réductions de droit qui par des Traités antérieurs ont été concédées aux produits d'autres nations lors de leur importation en Suède et en Norvège, seront également étendues aux mêmes produits provenant des États Sardes; de même que ces produits participeront de tous les avantages qui en matière de droits de douane ou de navigation, pourront être accordés à l'avenir à ceux de toute autre nation.

V. Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège s'engage en outre à n'appliquer, dans aucun cas, tant que durera la présente Convention, aux produits du sol et de l'industrie du Royaume de Sardaigne les surtaxes qui en vertu de la législation existante en Suède et en Norvège pourront être imposées aux produits d'autres nations.

VI. Dans le cas que les réductions de droits accordées jusqu'ici dans les ports du Royaume de Suède aux bâtiments nationaux à l'importation de certains articles de provenance transatlantique, venaient, après l'époque fixée pour leur abolition, à être rétablies ou que d'autres faveurs analogues fussent accordées à la navigation nationale, les bâtiments Sardes y participeraient pendant toute la durée de la présente Convention.

VII. Si par suite des révisions que pourront subir successivement les tarifs aujourd'hui en vigueur en Suède et en Norvège les droits qui frappent actuellement le sel marin à son importation dans les ports des Royaumes Unis venaient à être réduits de 30 pour cent, alors le traitement accordé en vertu de la présente Convention aux objets dont il y est fait mention, provenant du sol et de l'industrie des Royaumes Unis de Suède et de Norvège lors de leur importation dans les États Sardes, serait, par ce fait, étendu à toutes les provenances du sol et de l'industrie des deux Royaumes Unis, de sorte que ces produits ne payeraient, lors de leur importation dans les États Sardes, d'autres ni de plus forts droits que les mêmes produits provenant de tout autre pays.

VIII. La présente Convention considérée comme additionnelle au Traité du 28 novembre 1839, sortira ses effets à dater du 1.er mai 1852 et restera en vigueur pendant trois ans à dater du même jour et au delà de ce terme ultérieurement jusqu'à l'expiration de 12 mois après que l'une des Hautes Parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets. Sa cessation éventuelle ne portera aucun préjudice à la continuation du Traité de 1839.

IX. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Naples dans l'espace de trois mois à dater du jour de sa signature ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet des leurs armes.

Fait à Turin le 25 janvier 1852.

C. *Cavour.* (L. S.) *C.te Wachtmeister.* (L. S.)

Note annexée à la Convention additionnelle au Traité du 28 novembre 1839 entre le Royaume de Sardaigne d'un côté et les Royaumes Unis de Suède et Norvége de l'autre, en date du 25 janvier 1852.

a) *Cuivre*, en pains, en rosettes, en fonds de chaudière, en plaques, cuivre ouvré et non ferré; réduction de moitié des droits actuels.

b) *Fers*, fonte ouvrée simple. coussinets pour chemins de fer, fr. 8, 00 au lieu de fr. 15. 00 les 100 kilogrammes. Fonte garnie d'autres métaux, fr. 12, 00 au lieu de fr. 25, 00. Fer de première fabrication, rails fr. 10, 00 au lieu de fr. 16, 00; de seconde fabrication fr. 15, 00 au lieu de fr. 30, 00; garni d'autres métaux fr. 20, 00 au lieu de fr. 40, 00; ancres, canons, fr. 10, 00 au lieu de fr. 20, 00; instrumens propres aux arts mécaniques, fr. 12, 50 au lieu de fr. 25, 00; clous de toute espèce, chevilles etc. fr. 12, 50 au lieu de fr. 25, 00, et de fr. 70, 00; machines et mécaniques fr. 5, 00 au lieu de fr. 10, 00; faux, faucilles ou serpettes, fers à repasser etc. fr. 12, 50 au lieu de fr. 25, 00; enclumes, massues, socs de charrues fr. 10, 00 au lieu de fr. 20, 00; ressorts de voitures et similaires fr. 30, 00 au lieu de fr. 60, 00; vis de fer de toute espèce fr. 12, 50 au lieu de fr. 25, 00; fils de fer fr. 10, 00 au lieu de fr. 20, 00 par 100 kilogrammes.

c) *Armes*, blanches de toute espèce, réduction de moitié; canons de fusils de chasse fr. 1, 00 au lieu de fr. 2, 00 la pièce; canons de pistolets fr. 0, 35 au lieu de fr. 0, 75 la pièce.

d) *Morue*, réduction du 25 pour cent.

C. Cavour. (L. S.) *C. C.te Wachtmeister.* (L. S.)

XXXIV.

Traité de commerce et de navigation, entre la Sardaigne et la France, signé à Turin, le 14 février 1852; suivi d'un procès-verbal d'échange des ratifications, signé à Turin, le 22 mai 1852.

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et le Prince Président de la République Française jaloux de se donner un témoignage manifeste du désir mutuel qui les ani de resserrer de plus en plus les liens de bon voisin et d'amitié entre les populations des deux Pays, e ménager à leurs rapports les facilités que réclamen

conditions actuelles de l'agriculture et de l'industrie, ont résolu d'ouvrir à cet effet de nouvelles négociations et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires;

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le Sieur Camille Benso Comte de Cavour, Membre de la Chambre des Députés, Commandeur de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, Grand Officier de la Légion d'Honneur, Chevalier Grand'Croix de l'Ordre de Léopold de Belgique, son Ministre Secrétaire d'État au Département de la Marine, de l'Agriculture et du Commerce, Chargé du portefeuille des Finances;

Et le Prince Président de la République Française le Sieur Charles His de Butenval, Grand Officier de la Légion d'Honneur, Chevalier Grand'Croix décoré du Grand Cordon de l'Ordre des SS. Maurice et Lazare, Chevalier Grand'Croix de l'Ordre Impérial de la Rose du Brésil, décoré de l'Ordre Impérial Ottoman du Nichan Iftichar de première classe, et son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi de Sardaigne.

Lesquels après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit.

I. *a*) Toutes les soies écrues, grèges ou moulinées, y compris les douppions, seront affranchies de tout droit quelconque dans les deux Pays à leur sortie, sauf l'obligation des déclarations voulues par les règlemens de douane.

Seront aussi affranchies de tout droit à leur sortie des États Sardes les bourres de soie en masse écrues ou teintes.

b) Les soies en cocons et les soies écrues, grèges ou moulinées, y compris les douppions, seront affranchies de tout droit quelconque à leur entrée dans les deux Pays.

II. Les petites peaux brutes d'agneau et de chevreau, seront affranchies de tout droit quelconque à leur entrée dans les deux Pays.

Les mêmes peaux seront affranchies de tout droit quelconque en Sardaigne à leur sortie pour France.

III. Tous les vins et le vinaigre de table de production Française importés directement, soit par terre,

soit par mer, sous pavillon Sarde ou sous pavillon Français, seront soumis, à leur entrée dans les États Sardes, au droit uniforme suivant:

En cercles; trois francs et trente centimes par héctolitre.

En bouteilles; dix centimes par bouteille qui ne dépasse pas le litre.

Il demeure, d'ailleurs, bien entendu que le Comté de Nice ne sera soumis au droit intégral indiqué dans le présent article qu'à dater du 1er janvier 1854 et que jusqu'à cette époque on ne percevra, conformément à la loi du 14 juillet 1851, que les deux cinquièmes de ce droit.

IV. Toutes les eaux-de-vie de production Française importées directement soit par terre, soit par mer, sous pavillon Sarde, ou sous pavillon Français, seront soumises à leur entrée dans les États Sardes au droit suivant:

En cercles { Supérieures à 22 dégrés, à dix fr. par héctolitre; de 22 dégrés et au dessous, cinq fr. et 50 cent.

En bouteilles, à dix cent. par bouteille qui ne dépasse pas le litre.

V. Toutes les huiles de production des États Sardes dont l'origine sera dûment justifiée, importées soit par terre, soit par mer, sous pavillon Français, ou directement sous pavillon Sarde, seront soumises à leur entrée en France à un droit uniforme de 15 francs les cent kilogrammes.

Cette réduction ne sera toutefois étendue au Comté de Nice que lorsque les huiles étrangères y seront soumises à leur importation aux droits en vigueur sur les autres frontières de l'État.

VI. Le Gouvernement Français accorde à la Sardaigne:

a) La réduction de moitié du droit actuel d'entrée sur les fromages de pâte molle de la Savoie, aux conditions énoncées dans le paragraphe *a* de l'article VII.

b) L'ouverture de deux bureaux de douane sur la frontière du Département de l'Ain où les bestiaux des États Sardes seront admis aux droits établis par les articles XII du Traité du 5 novembre 1850, et III de la Convention additionnelle du 20 mai 1851 aux conditions énoncées dans le paragraphe *b* de l'art. VII.

c) L'ouverture d'un bureau de douane sur la fron-

tière de Chapareillan où les fontes aciéreuses de la Savoie seront admises au droit de trois francs le quintal métrique, jusqu'à concurrence de douze mille quintaux métriques par an, aux conditions énoncées dans le paragraphe *c* de l'article VII.

VII. *a*) Afin de garantir l'administration Française contre l'introduction par les frontières de la Savoie en France des fromages de pâte molle étrangers, l'administration des douanes Sardes ne dégagera de l'acquit à caution l'introducteur des fromages de la dite qualité passés en transit pour la France, que lorsqu'il aura présenté l'acquit du bureau de la douane Française.

b) Pour offrir la même garantie quant aux bestiaux, l'administration des douanes Sardes fera marquer au fer chaud à leur entrée par les frontières de la Savoie les bestiaux de provenance étrangère des qualités indiquées dans l'article XII du Traité du 5 novembre 1850, et dans l'article III de la Convention additionnelle du 20 mai 1851, qui seraient indroduits en transit des dites frontières pour la France. La décharge des acquits de transit délivrés par la douane Sarde, restera subordonnée à la représentation de la quittance de la douane Française.

c) Pour constater vis-à-vis de l'administration Française la qualité spéciale des fontes aciéreuses, il est entendu qu'on ne regardera comme telles que celles produites dans le bassin de l'Arc et le bassin de l'Isère.

VIII. Le Gouvernement Sarde garantit que dans aucun cas les vins et les eaux-de-vie Françaises ne seront assujettis par les administrations communales à des droits d'octroi ou de consommation autres ou plus élevés que ceux, auxquels seront assujettis les vins et les eaux-de-vie du pays, et viceversa le Gouvernement Français garantit que dans aucun cas les huiles des États Sardes ne seront assujetties par les administrations communales à un droit d'octroi ou de consommation autre ou plus élevé que celui, auquel seront imposées les huiles du Pays.

IX. Il demeure entendu que dans le cas où des droits de consommation sur les vins et les eaux-de-vie plus élevés que ceux qui pourraient exister aujourd'hui, seraient établis au profit du Trésor Sarde, le Gouvernement Français serait autorisé à frapper les huiles Sardes à leur importation d'un droit de douane correspondant,

et réciproquement si des droits de consommation plus élevés que ceux qui pourraient exister ajourd'hui. étaient établis par le Gouvernement Français sur les huiles, le Gouvernement Sarde serait autorisé à imposer un droit de douane correspondant à l'importation des vins et eaux-de-vie de France.

Ne sera point considéré comme donnant ouverture à l'application du présent article tout remaniement des différens chapitres des droits d'accise et de consommation perçus au profit du Trésor, qui, en augmentant certains de ces droits, ou même en créant de nouveaux, en diminuerait ou en supprimerait simultanément d'autres dans une proportion identique, de telle sorte que les vins et les spiritueux Français dans les États Sardes et les huiles Sardes en France n'eussent à supporter que des charges dont l'ensemble fût exactement le même que l'ensemble de celles qui résultent des taxes existantes aujourd'hui, et fût représenté dans chaque localité par le même chiffre.

Ne sera point considéré non plus comme donnant ouverture à l'application du présent article la simple extension, sans augmentation de quotité, aux autres provinces des États Sardes des droits de consommation qui pourraient être perçus aujourd'hui en Piémont, pour le compte de l'État, sur les vins et sur les eaux-de-vie.

X. Il est entendu entre les Hautes Parties Contractantes que, sauf les modifications stipulées par le présent Traité, les Conventions antérieures du 5 novembre 1850 et 20 mai 1851, conservent toute leur force et valeur et demeurent comme si elles étaient insérées mot-à-mot dans le présent Acte.

XI. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Turin dans le plus bref délai possible, et les effets de son exécution simultanée commenceront deux mois après le jour où cet échange aura eu lieu.

Il aura la même durée que le Traité de commerce et de navigation du 5 novembre 1850, et sera soumis aux mêmes conditions de temps pour la dénonciation qui pourrait en être faite par chacune des deux Parties contractantes.

En foi de quoi les deux Plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double original à Turin le 14me jour du mois de février de l'an mil-huitcent-cinquante-deux.

(L. S.) *C. Cavour.* (L. S.) *Butenval.*

(Ratifié le 30 avril 1852)

Procès-verbal d'échange des ratifications sur le Traité de commerce et de navigation du 14 février 1852 entre la Sardaigne et la France.

Les soussignés s'étant réunis à l'effet de procéder à l'échange des actes des ratifications de Sa Majesté le Roi de Sardaigne et du Prince Président de la République Française sur le Traité de commerce et de navigation signé à Turin le 14 février dernier entre la Sardaigne et la France, les instrumens desdites ratifications ont été produits, et ayant été, après lecture faite, trouvés en bonne et due forme, l'échange en a été opéré, sous la réserve de l'insertion dans le présent Procès-verbal: 1. D'une Note échangée entre le Plénipotentiaire Sarde et le Plénipotentiaire Français, à la même date du 14 février dernier, pour déterminer et expliquer le mode de satisfaire aux réclamations qui pourraient s'élever de part ou d'autre sur les dispositions de l'article IX dudit Traité. 2. D'une Déclaration en date de ce jour échangée entre les soussignés pour indiquer le choix des bureaux de douane ouverts aux bestiaux Sardes, et pour réserver à chacune des deux hautes Parties contractantes la liberté de proposer à l'autre la substitution de nouveaux bureaux de douane à ceux mentionnés dans le Traité pour l'admission des fontes aciéreuses et des bestiaux Sardes. 3. D'une Note expliquant que ce sont exclusivement les huiles d'olive que les Plénipotentiaires ont entendu désigner à l'article 5 du Traité.

Notes et Déclaration dont la teneur suit:

1. Note du 14 février 1852.

Bien que les deux Plénipotentiaires soussignés soient convaincus que les dispositions de l'article IX du Traité de ce jour ne seront jamais appliquées, attendu les sentimens de loyauté et de bon vouloir qui animent les deux hautes Parties contractantes l'une envers l'autre, toutefois voulant prévoir le cas où par suite d'une mo-

dification dans les droits d'accise, ou de consommation perçus pour le compte du Trésor de l'État, des réclamations s'éleveraient de part ou d'autre, ils sont convenus de ce qui suit:

Les réclamations de la Nation qui se croirait lésée seront soumises à l'arbitrage d'une Commission de quatre membres dont deux nommés par la France et deux nommés par la Sardaigne.

Cette Commission se réunira à Turin ou à Gênes si c'est la France qui réclame; à Paris ou à Marseille si c'est la Sardaigne.

Elle décidera s'il y a lieu ou non à appliquer les dispositions du premier paragraphe de l'article XI. Elle indiquera le chiffre qu'elle jugera devoir représenter équitablement la surtaxe de douane à établir en représailles de la surtaxe d'accise ou de consommation qui aura donné lieu à la réclamation de la Puissance lésée.

En cas de partage égal des voix, un cinquième commissaire sera nommé par une Puissance tierce, dont le nom sera tiré au sort, mais qui ne pourra être que l'Espagne, la Hollande ou la Suède.

Aucune mesure de représaille ne pourra être appliquée avant que la Commission ait prononcé sa décision. Mais cette décision devra être rendue d'urgence et dans un délai de trois semaines à partir du jour où la Puissance lésée aura désigné ses commissaires, ou 15 jours après la nomination du cinquième commissaire, dans le cas de partage des voix.

Fait à Turin, le 14 février 1852.

C. Cavour. *Butenval.*

2. Déclaration:

Les soussignés s'étant réunis pour procéder à l'échange des actes de ratification du Traité de commerce et de navigation conclu le 14 février dernier entre la Sardaigne et la France, sont convenus, d'après la proposition et l'acceptation de leurs Gouvernements respectifs, que les bureaux d'admission ouverts aux bestiaux Sardes, aux termes de l'art. 6 du Traité, seront ceux de Saint-Blaise et de Seyssel.

Les soussignés, voulant en outre prévoir le cas où le choix des bureaux de douane désignés à l'art. 6 du Traité (§ c), et dans la présente Déclaration pour l'ad-

mission des fontes aciéreuses, ou des bestiaux, ne se trouverait pas répondre à l'objet que les Plénipotentiaires ont eu en vue, à savoir: l'accroissement et l'accélération du mouvement des échanges entre les deux Pays, entendent réserver expressément à chacune des deux Hautes Parties contractantes, par la présente Déclaration échangée entr'eux, le droit réciproque de proposer à l'agrément de l'autre telle substitution, dans la désignation desdits bureaux, qui serait mieux appropriée à l'économie ou à la facilité des transports.

En foi de quoi ils ont signé la présente Déclaration, qui demeurera jointe au Traité comme annexe, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Turin, le 22 mai 1852.

(L. S.) *Azeglio.* (L. S.) *Butenval.*

3. Note explicative sur les huiles d'olive:

Afin de ne laisser aucun doute sur le sens et la portée de l'article V du Traité du 14 février 1852, les soussignés, au moment de l'échange des ratifications, ont déclaré que les Plénipotentiaires avaient entendu désigner, exclusivement, dans ledit article, *les huiles d'olive.*

En foi de quoi, ils ont signé la présente Note, qui demeurera annexée au Traité comme pièce explicative.

Turin, le 22 mai 1852.

(L. S.) *Azeglio.* (L. S.) *Butenval.*

Les dispositions des Notes et Déclaration qui viennent d'être insérées dans ce Procès-verbal, auront la même force et valeur que celles du Traité, dont elles deviennent des annexes.

En foi de quoi les soussignés ont dressé le présent Procès-verbal qu'ils ont signé en double expédition et revêtu de leur cachet respectif.

Fait à Turin, le 22 mai 1852.

Le Ministre Secrétaire d'Etat des affaires étrangères de S. M. le Roi de Sardaigne

(L. S.) *Azeglio.*

L'Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire du Prince Président de la République Française

(L. S.) *Butenval.*

XXXV.

Déclaration, signée à Paris, le 27 avril 1852, entre la France et les Pays-Bas qui stipule l'assimilation réciproque au pavillon national des navires de commerce français et néerlandais pour les taxes de pilotage.

Le gouvernement français et le gouvernement néerlandais, désirant alléger au profit de la marine des deux pays les charges qui pèsent sur les navires de commerce à raison du pilotage à l'entrée ou à la sortie des ports respectifs, sont convenus, par extension du principe consacré à cet égard dans l'art. 2 du traité du 25 juillet 1840, d'établir une complète assimilation au pavillon national, en ce qui concerne les droits de pilotage, pour les navires marchands des deux pays, sans distinction aucune quant à la provenance ou à la destination directe ou indirecte des navires respectifs, que ceux-ci soient chargés ou sur lest.

Il a été convenu, en outre, que cette assimilation réciproque au pavillon national pour les taxes de pilotage recevrait son effet dans les deux pays à partir du 1 juin prochain.

En foi de quoi la présente déclaration a été signée en double original par le ministre des affaires étrangères de France et le ministre des Pays-Bas, à Paris.

Fait en l'hôtel du ministère des affaires étrangères, le 27 avril 1852.

(L. S.) *Turgot.* (L. S.) *Fagel.*

XXXVI.

*Traité d'amitié, de commerce et de navigation, entre le Danemark et la République Dominicaine, signée à Sainte Croix, le 26 juillet 1852 *).*

Sa Majesté le Roi de Danemark et le Président de la République Dominicaine, animés du désir de faciliter et

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Sto Domingo, le 3 février 1853.

d'étendre les relations commerciales, établies depuis quelque temps entre les deux États, ont déterminé de conclure un traité d'amitié, de commerce et de navigation, fondé sur le principe d'une parfaite réciprocité.

A cet effet ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Danemark le Sieur *Hans Ditmar Frédéric Feddersen*, Chevalier de Son Ordre de Danebrog et Gouverneur de Ses Colonies aux Indes Occidentales, et

Le Président de la République Dominicaine, chargé du pouvoir exécutif, le Sieur *Sigismund Rothschild*, plénipotentiaire spécial ad hoc. Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Il y aura paix et amitié perpétuelle entre Sa Majesté le Roi de Danemark, Ses Héritiers et Successeurs, d'une part, et la République Dominicaine, d'autre part, comme entre les Sujets et Citoyens de l'un et de l'autre État.

Art. 2. Les Sujets de Sa Majesté le Roi de Danemark dans les ports et provinces de la République Dominicaine, et les Citoyens Dominicains dans les ports et provinces de Danemark, jouiront des mêmes droits et priviléges, qui sont ou seront accordés aux Sujets ou Citoyens de la nation la plus favorisée.

Les Sujets de Sa Majesté Danoise pourront résider et commercer dans tout le territoire de la République, auquel sont ou seront admis les Sujets ou Citoyens de la nation étrangère la plus favorisée, et ils jouiront d'une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Les citoyens de la République Dominicaine pourront de même résider et commercer dans tout le territoire de Danemark, auquel sont ou seront admis les Sujets ou Citoyens de la nation étrangère la plus favorisée, et ils jouiront de la même protection quant à leurs personnes et leurs propriétés.

Art. 3. Les bâtiments Danois dans les ports ouverts de la République Dominicaine et toutes les marchandises et objets de commerce, qui sont importés ou exportés par des bâtiments Danois, ne seront assujettis dans aucun cas, ni à l'entrée ni à la sortie des dits ports, à d'autres ni à de plus forts droits de tonnage et de

douane, ni à d'autres charges, taxes ou impôts, que ceux, auxquels sont ou seront assujettis les navires nationaux ou les mêmes marchandises et objets de commerce, importés ou exportés par des bâtiments nationaux.

De la même manière les bâtiments Dominicains dans les ports de Danemark, et toutes les marchandises et objets de commerce, qui sont importés ou exportés par des bâtiments Dominicains, ne seront soumis dans aucun cas, ni à l'entrée ni à la sortie des dits ports, à d'autres ni à de plus forts droits de tonnage et de douane, ni à d'autres charges, taxes ou impôts, que ceux auxquels sont ou seront soumis les bâtiments Danois ou les mêmes marchandises et objets de commerce importés ou exportés par des bâtiments Danois.

Les bâtiments Dominicains seront admis aux Colonies de Sa Majesté le Roi de Danemark, y compris les îles de Faeroe, l'Islande et le Groenland, aux mêmes conditions et y seront traités de la même manière que les navires de commerce de la nation la plus favorisée le sont actuellement ou le seront à l'avenir.

Le droit d'entrée dans les ports Danois que le présent article accorde aux bâtiments Dominicains ne comprend pas le privilége de faire le commerce entre le Danemark et les colonies Danoises.

Art. 4. Le cabotage ne pourra se faire dans les diverses parties de l'un des États contractants par les bâtiments de l'autre, qu'autant que les lois respectives de chaque État l'autorisent, mais il est néanmoins convenu que les habitants de part et d'autre jouiront à cet égard de tous les droits, qui sont ou seront accordés à la nation la plus favorisée.

Art. 5. L'importation de tous les produits du sol et de l'industrie et de toutes les marchandises et objets de commerce de quelque dénomination que ce soit, reconnus comme venant des possessions Danoises dans des bâtiments d'une nation quelconque ou importés par des bâtiments Danois d'un pays quelconque, ne pourra être prohibée par la République Dominicaine, ni assujettie à d'autres ni à de plus forts droits que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produits, marchandises et objets de commerce, provenant d'un pays quelconque ou importés par les bâtiments de la République Dominicaine ou de la nation étrangère la plus favorisée.

Quant à l'exportation de tous les produits de la République Dominicaine les Sujets et bâtiments Danois jouiront des mêmes droits et priviléges que ceux, qui sont ou seront accordés aux sujets et navires de toute autre nation favorisée.

Art. 6. La République Dominicaine s'engage à accorder aux navires Danois, leurs officiers et équipages la protection dont ils pourraient avoir besoin. En cas d'échouement d'un navire Danois sur les côtes de la République, les autorités locales seront tenues de donner toute l'assistance possible, soit pour sauver l'équipage et la cargaison, soit pour recueillir les débris.

Du reste pour les droits et frais de sauvetage et de conservation du navire et de la cargaison, un bâtiment échoué de l'une des parties contractantes sera traité dans le territoire de l'autre comme le serait un bâtiment national en pareil cas.

Lorsque par suite de relâche forcée ou d'avarie constatée ou dans le but de conserver la cargaison ou d'entrer en hivernage, les navires de l'une des parties contractantes entreront dans les ports de l'autre, ils ne seront assujettis à aucun droit de douane ou de navigation de quelque dénomination que ce soit (sauf les droits de port qui seulement en cas d'avarie n'ont pas lieu, et les droits de pilotage et autres, représentant le salaire de services rendus par des industries privées) pourvu que ces navires n'effectuent aucune opération de commerce, soit en chargeant, soit en déchargeant des marchandises. Il leur sera permis de déposer à terre les marchandises, composant leur cargaison, sans en payer de droits, pourvu que celle-ci soit réexportée pour compte du même propriétaire dans le même bâtiment. Mais en cas que ce bâtiment soit condamné, et que la cargaison soit réexportée pour le compte du même propriétaire dans un autre bâtiment de quelque port de Danemark, la cargaison sera assujettie à des droits de transit, autant que de tels droits sont établis par les tarifs; mais ce cas avenant dans quelque port des possessions de Sa Majesté le Roi de Danemark aux Indes Occidentales, la cargaison ne sera assujettie à aucun droit, et le bâtiment seul sera soumis aux droits de navigation; la même règle sera observée dans le cas qu'une cargaison importée par un bâtiment danois dans un port Dominicain sera réexportée pour le compte du même propriétaire

dans quelque autre bâtiment par suite de la condamnation du bâtiment, par lequel la cargaison a été importée.

Art. 7. Les deux parties contractantes ayant déterminé de se traiter réciproquement sur le pied de la nation la plus favorisée, il est formellement convenu entre elles, qu'en tout ce qui concerne le commerce et la navigation, les franchises, priviléges et immunités quelconques, consentis ou à consentir par une d'elles en faveur d'une autre nation quelconque, à l'instant seront étendus aux Sujets ou Citoyens de l'autre État; gratuitement, si la concession en faveur de l'autre État a été gratuite, ou en donnant une compensation autant que possible d'une valeur proportionnée, si la concession a été conditionnelle.

Art. 8. Au passage du Sund et des Belts les navires Dominicains et leurs cargaisons ne payeront que les mêmes droits et seront traités de la même manière que ceux des nations les plus favorisées.

Art. 9. Chacune des parties contractantes aura le droit de nommer des Consuls pour la protection du commerce dans tous les ports ou villes des domaines de l'autre, mais ces Consuls ne pourront cependant pas entrer en fonction avant d'avoir obtenu l'exéquatur du Gouvernement du pays où ils vont résider.

Les agents diplomatiques et les Consuls respectifs jouiront des mêmes droits, priviléges, immunités et exemptions qui sont ou seront accordés aux agents diplomatiques ou Consuls du même rang de la nation la plus favorisée.

Art. 10. Les bâtiments de guerre de l'une des deux puissances pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre puissance, dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée; ils y seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes honneurs, avantages, priviléges et exemptions.

Art. 11. Les sujets de Sa Majesté Danoise dans le territoire de la République Dominicaine ne seront pas troublés, persécutés et inquiétés à cause de leur religion, mais ils jouiront de la plus entière liberté de conscience, et ils pourront exercer leur culte ou dans leurs maisons ou dans leurs chapelles particulières. Ils jouiront de même du droit d'enterrer dans des cimetières, qu'ils pourront de la même matière établir et maintenir, les Sujets de Sa Majesté Danoise qui mourront dans le territoire de la République.

De même les Citoyens de la République Dominicaine jouiront dans toutes les possessions Danoises de la plus entière liberté de conscience, et pourront exercer leur culte ou dans leurs maisons particulières, ou dans des chapelles ou d'autres lieux, destinés à la célébration du service divin.

Art. 12. Les navires, cargaisons, marchandises ou effets appartenant aux sujets ou citoyens de l'une des parties contractantes, ne pourront être soumis à aucun embargo, ni être retenus pour une expédition militaire quelconque, ni pour quelque usage public que ce soit sans une indemnité débattue et fixée préalablement par les parties intéressées et suffisante pour les torts et pertes, retards et dommages, qui naîtront du service, auquel ils seront obligés.

Art. 13. Dans le cas où l'un des deux pays serait en guerre avec quelque autre puissance, nation ou État, les sujets ou citoyens de l'autre pays pourront continuer leur commerce et navigation avec ces mêmes États, excepté avec les villes ou ports, qui seraient réellement bloqués ou assiégés; bien entendu que cette liberté de commercer et de naviguer ne s'étendra pas aux articles réputés contrebande de guerre, bouches et armes à feu, armes blanches, projectiles, poudre, salpêtre, objets d'équipement militaire, et tous instruments quelconques fabriqués à l'usage de la guerre.

Art. 14. Seront considérés comme Danois dans les ports de la République et comme Dominicains dans les possessions Danoises les navires qui *bona fide* appartiendront aux sujets ou citoyens des deux pays, qui navigueront sous les pavillons respectifs et seront porteurs des papiers de bord et des documents exigés par les lois de chacun des deux États pour constater la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. 15. Pour mettre les deux parties contractantes à même de traiter plus tard et d'arrêter des stipulations ultérieures, qui auraient pour but l'accroissement de Leurs relations commerciales et la protection de Leurs intérêts réciproques, il est convenu, que le présent Traité sera en vigueur pendant dix ans, à compter du jour de l'échange des ratifications, et chacune des parties contractantes se réserve le droit de notifier à l'autre son intention d'en faire cesser l'effet à l'expiration des dix ans ou plus tard, en quel cas le traité continuera d'être obliga-

toire pour les deux parties jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'intention susdite aura été notifiée.

Art. 16. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications seront échangées à Sto Domingo dans l'espace de douze mois ou plus-tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Ste Croix le vingt-six juillet mil-huit-cent cinquante-deux.

(Signé) *Fr. Feddersen.* (L. S.)
(Signé) *S. Rothschild.* (L. S.)

XXXVII.

Traité de commerce et de navigation, entre la Ville libre et Anséatique de Lubeck et les Royaumes de Suède et de Norvége, signé à Lubeck, le 14 septembre 1852).*

Le Haut Sénat de la Ville libre et anséatique de Lubeck et Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, également animés du désir d'étendre et de consolider les relations commerciales qui subsistent entre la Suède et la Norvège et la République de Lubeck, et convaincus que ce but salutaire ne saurait être mieux rempli, que par l'adoption d'un système de parfaite réciprocité basé sur des principes équitables, sont convenus en conséquence d'entrer en négociation pour la conclusion d'un Traité de Commerce et de Navigation et ont nommé à cet effet des Plénipotentiaires, savoir:

Le Haut Sénat de la Ville libre et anséatique de Lubeck,
le Syndic Pierre Louis Elder, Docteur en droit,
et
Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège,
le Comte Antoine Renaud de Wrangel, Son Chambellan, Son Ministre-Résident près Leurs Altesses Roya-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Hambourg, le 16 février 1853.

les les Grand-Ducs de Mecklenbourg et les villes libres et anséatiques de Lubeck, de Brême et de Hambourg, Chevalier de l'ordre de l'Etoile polaire, Commandeur de l'ordre du Danebrog,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants:

Art. I. Les bâtiments Suédois et Norvégiens, de quelle capacité ou construction que ce soit, tant bâtiments à voile que bâtiments à vapeur, qui arrivent sur leur lest ou chargés dans les ports de la République de Lubeck, de même que les bâtiments Lubeckois, de quelle capacité ou construction que ce soit, tant bâtiments à voile que bâtiments à vapeur, qui arrivent dans les ports des Royaumes de Suède et de Norvège sur leur lest ou chargés, seront traités tant à leur entrée que pendant leur séjour et à leur sortie sur le même pied que les bâtiments nationaux, par rapport au procédé avec eux de même qu'au montant et au mode d'acquittement des droits de port, de tonnage, de fanaux, de jaugage, de pilotage, et de sauvetage, ainsi qu'à tout autre droit ou charge de quelle espèce ou dénomination que ce soit, revenant au Gouvernement, aux villes ou à des établissements particuliers quelconques; enfin dans tout ce qui concerne la navigation chacune des Hautes Parties Contractantes sera traitée par l'autre sur le même pied que les nationaux.

Il est convenu que ces dispositions s'étendent aux droits de navigation par les canaux de Gothie et de Trollhätta.

Art. II. Toutes les marchandises et objets de commerce, soit productions du sol ou de l'industrie des états des Hautes Parties Contractantes, soit de tout autre pays, dont l'importation ou l'exportation est légalement permise dans les bâtiments de l'un des états respectifs, pourront également être importés ou exportés dans les bâtiments de l'autre, sans être assujettis à des droits plus forts ou autres, de quelle espèce ou denomination que ce soit, que si les mêmes marchandises et objets de commerce avaient été importés ou exportés dans les bâtiments nationaux. Il sera observé à cet égard une réciprocité exacte, de sorte qu'aussi les primes, remboursemens de droits ou autres avantages de ce genre, accordés dans les états de l'un des Hautes Parties Contractantes à l'importation ou à

l'exportation par bâtiments nationaux, seront accordés de même lorsque l'importation ou l'exportation se fera par bâtiments de l'autre état.

Art. III. Il ne sera donné, ni directement, ni indirectement, ni par l'un des Gouvernements, ni par aucune compagnie, corporation ou agent, agissant en Son nom ou sous Son autorité, aucune préférence quelconque pour l'achat d'aucune production du sol ou de l'industrie, soit de l'un des états respectifs, soit de tout autre pays, importée dans le territoire de l'autre, à cause ou en considération de la nationalité du navire, qui aurait transporté cette production légalement permise; l'intention bien positive des Hautes Parties Contractantes étant qu'aucune différence ou distinction quelconque n'ait lieu à cet égard.

Art. IV. Les stipulations des articles précédents sont dans toute leur plénitude applicables aux navires Suédois et Norvégiens qui entreront dans les ports de la République de Lubeck, ainsi qu'aux navires Lubeckois qui entreront dans les ports des Royaumes de Suède et de Norvège, alors même que ces navires respectifs, sans venir directement des ports des Royaumes de Suède et de Norvège, ou bien de ceux de la République de Lubeck, arriveraient des ports d'une domination tierce ou étrangère.

Art. V. Les stipulations générales des articles I., II., III. et IV. inclusivement seront de même appliquées aux navires de la colonie de St. Barthélemy de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, aux Indes Occidentales, qui entreront dans des Ports de la République de Lubeck, et aux navires Lubeckois qui entreront dans les ports de la dite colonie.

Art. VI. Les Hautes Parties Contractantes se réservent respectivement de régler tout ce qui concerne le cabotage et la navigation des rivières de l'un et l'autre état; mais il est néanmoins convenu, que les navires et habitants de part et d'autre jouiront à cet égard de tous les droits, qui sont ou qui seront accordés à une nation tierce.

Art. VII. Les Hautes Parties Contractantes s'engagent que les articles d'exportation, produits du sol ou de l'industrie des pays respectifs, ne seront point soumis, à leur importation d'un pays dans l'autre, à des

droits plus forts ou autres que les mêmes articles, produits du sol ou de l'industrie d'un autre pays étranger; et qu'aucune prohibition ne frappera l'importation ou l'exportation d'un des pays respectifs à l'autre, des articles, produits du sol ou de l'industrie des pays respectifs, sans que cette prohibition ne s'étende en même tems à toute autre nation.

Dans tout ce qui concerne le commerce, chacune des Hautes Parties Contractantes sera traitée par l'autre sur le pied des nations les plus favorisées.

Art. VIII. Tout bâtiment de commerce Suédois et Norvégien, entrant en relâche forcée dans un port de la République de Lubeck, et réciproquement tout bâtiment de commerce Lubeckois, entrant en relâche forcée dans un port des Royaumes de Suède et de Norvège, y sera exempt de tout droit de port et de navigation revenant au Gouvernement, si les causes qui ont nécessité la relâche sont réelles et évidentes, et pourvu qu'ils ne se livrent dans les ports de relâche à aucune operation de commerce en chargeant ou déchargeant des marchandises; bien entendu toutefois que les déchargements et réchargements motivés par l'obligation de réparer le bâtiment ne seront point considérés comme opération de commerce, donnant lieu au payement des droits, et pourvu que le bâtiment ne prolonge pas son séjour dans le port au-delà du tems nécessaire d'après les causes qui auront donné lieu à la relâche.

Art. IX. Les bâtiments Suédois et Norvégiens, ainsi que les bâtiments Lubeckois, ne pourront profiter des immunités et avantages qui leur accorde le présent Traité, qu'autant qu'ils naviguent sous le pavillon de leur pays qu'ils se trouveront munis des papiers de bord et certificats, voulus par les règlements existans des deux côtés pour constater leur port et leur nationalité.

Les Hautes Parties Contractantes se réservent d'échanger des déclarations, pour faire une énumération claire et précise des papiers et documents, dont l'un et l'autre état exigent que leurs navires soient munis. Si après cet échange, qui aura lieu au plus tard trois mois après la signature du présent Traité, l'une des Hautes Parties Contractantes se trouverait dans le cas de changer ou modifier Ses ordonnances à cet égard, il en sera fait à l'autre une communication officielle.

Art. X. Les Consuls, de quelle classe qu'ils soient, dûment nommés par leurs Gouvernements respectifs, dès qu'ils auront obtenu l'exéquatur de celui sur le territoire duquel ils doivent résider, jouiront dans l'un ou l'autre pays, tant pour leurs personnes que dans l'exercice de leurs fonctions, des mêmes privilèges dont y jouissent les agents consulaires de la même catégorie des nations les plus favorisées.

Art. XI. Le présent traité sera en vigueur pendant cinq années à dater du jour de l'échange des ratifications, et si douze mois avant l'expiration de ce terme l'un ou l'autre des Hautes Parties Contractantes n'aura point annoncé à l'autre Son intention d'en faire cesser l'effet, ce Traité restera encore obligatoire une année au-delà, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront l'annonce officielle, faite par l'une des Hautes Parties Contractantes à l'autre, pour qu'il soit annulé.

Art. XII. Le présent Traité sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de trois mois après la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité en double original et y ont apposé les sceaux de leurs armes.

Fait à Lubeck ce quatorze Septembre de l'an de notre Seigneur mil huit cent cinquante deux.

(signé:) *P. L. Elder,* Dr. (L. S.)

(signé:) *A. R. Wrangel.* (L. S.)

XXXVIII.

Ordre de la reine d'Espagne pour l'abolition des droits différentiels payés par les bâtiments français, signé le 19 octobre 1852.

Traduction de l'Espagnol.

Sa Majesté, ayant pris connaissance des réclamations adressées à son gouvernement par celui de la Républi-

que française sur la différence des droits de navigation, de port et de quai acquittés par les bâtiments français dans les ports de l'Espagne, a bien voulu ordonner qu'à l'avenir ces bâtiments ne seront soumis à aucuns droits ou arbitrios autres que ceux que supportent les bâtiments espagnols, traitement appliqué, en France, aux bâtiments espagnols qui n'y payent que les droits acquittés par les bâtiments français.

„Je vous transmets le présent ordre, etc.".

XXXIX.

*Traité entre la Prusse et le Hanovre relatif à la réunion du Steuerverein au Zollverein, signé à Berlin, le 7 septembre 1851 *).*

Seine Majestät der König von Preussen und
Seine Majestät der König von Hannover,
indem Allerhöchstdieselben die Begründung eines gegenseitig freien Handels- und gewerblichen Verkehrs zwischen Ihren Staaten und dessen möglichst umfassende Ausdehnung auf deutsche Nachbarländer als für die Wohlfahrt Ihrer Unterthanen in hohem Grade erspriesslich und zugleich als einen wesentlichen Vorschritt zur allgemeinen Handels- und Verkehrsfreiheit innerhalb Deutschlands betrachten, und diese Zwecke durch einen, bestehende Verschiedenheiten berücksichtigenden und möglichst ausgleichenden Vertrag zu erreichen wünschen, haben zur Abschliessung eines solchen Vertrages,

Seine Majestät der König von Preussen,

Allerhöchst Ihren Minister-Präsidenten und Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Freiherrn von Manteuffel,

Allerhöchst Ihren Minister für Handel, Gewerbe und öffentliche Arbeiten, von der Heydt, und

Allerhöchst Ihren Finanzminister von Bodelschwingh;

Seine Majestät der König von Hannover,

Allerhöchst Ihren Ministerpräsidenten und Minister

---

*) Les ratifications ont été échangées à Hanovre, le 11 septembre 1851.

der auswärtigen Angelegenheiten etc., Freiherrn von Münchhausen, und

Allerhöchst Ihren Finanzminister, Freiherrn von Hammerstein,

bevollmächtigt. Diese sind nach geschehener Auswechselung und gegenseitiger Anerkennung ihrer Vollmachten, unter Vorbehalt der Allerhöchsten Ratifikationen, über folgende Bestimmungen einig geworden:

Art. 1. Vom 1sten Januar 1854 an soll zwischen Preussen und den alsdann mit Preussen zollvereinten Staaten einerseits, und Hannover nebst den diesem Vertrage beitretenden dermaligen Steuervereinsstaaten andererseits, gegenseitig freier Handelsverkehr, eine übereinstimmende Gesetzgebung über die Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgaben, so wie über die Besteuerung der inländischen Rübenzucker-Fabrikation, und eine Gemeinsamkeit der Erträge dieser Abgaben bestehen.

Die Grundlage dieser Vereinigung bilden die im Zollvereine bestehenden Grundsätze und Einrichtungen unter den nachstehenden Vorbehalten und Modifikationen.

Art. 2. In Hannover sollen von inländischem Taback und Wein dieselben Steuern erhoben werden, welchen diese Gegenstände in Preussen und den dieserhalb mit Preussen im Verbande stehenden Staaten unterliegen.

In Folge dessen soll in allen diesen Staaten freier gegenseitiger Verkehr mit Wein, Most, Taback und Tabacksfabrikaten Statt finden, und es soll von diesen Erzeugnissen, wenn solche aus nicht zu jenem Verbande gehörenden Zollvereinsstaaten übergehen, die nämliche Abgabe, welcher dieselben jetzt in Preussen unterworfen sind, und zwar für gemeinschaftliche Rechnung, erhoben werden.

Art. 3. Die Steuer von der Branntwein-Fabrikation soll in Hannover zu gleichen Sätzen und in gleicher Weise wie in Preussen und den dieserhalb mit Preussen im Verbande stehenden Staaten erhoben werden.

Die Ausfuhr-Vergütung für inländischen Branntwein soll beiderseits gleichmässig und zwar dergestalt bestimmt werden, dass sie die Fabrikations-Abgabe auch bei günstigem Betriebe nicht übersteigt.

Art. 4. Rücksichtlich der Fabrikations-Abgabe vom inländischen Bier wird Hannover nicht beschränkt, unbeschadet seiner Verpflichtung, den zwischen den Zoll-

vereinsstaaten verabredeten höchsten Steuersatz von $1\frac{1}{2}$ Thlr. für 120 Quart Preussisch nicht zu überschreiten.

Art. 5. Da es nach der bestimmten Erklärung der Hannoverschen Regierung unübersteigliche Schwierigkeiten findet, im dortigen Gebiete den Verkauf des Salzes *en gros*, wie dies im übrigen Gebiete des Zollvereins geschieht, auf Rechnung des Staates zu übernehmen und zu beschränken, oder doch den jetzigen Betrag seiner Salzsteuer zu erhöhen, so wird Hannover, um die alsdann zu besorgende Einschwärzung von Salz in die angränzenden Vereinsstaaten, auch ohne die in Folge der Zollvereinigung wegfallende strenge Grenzbewachung, abzuwenden, an Stelle der Vereinbarung im Art. 10. lit. g. der Zollvereins-Verträge, die verbotene Salzeinfuhr nach den angrenzenden Vereinsstaaten mit nachdrücklichen Strafen bedrohen und durch andere geeignete Mittel zu deren Verhinderung mitwirken.

Art. 6. Statt der Verbindlichkeit, welche im Art. 13. der Zollvereins-Verträge in Beziehung auf die Höhe der Chausseegelder eingegangen ist, übernimmt Hannover nur die Verpflichtung, seine dermaligen Chausseegeldsätze nicht zu erhöhen.

Art. 7. Rücksichtlich der Hannoverschen Flusszölle und Schifffahrts-Abgaben behält es bei dem Art. 15. der Zollvereins-Verträge sein Bewenden.

Art. 8. Die in den Art. 15. und 19. der Zollvereins-Verträge zugesicherte Gleichstellung der Angehörigen aller Vereinsstaaten hinsichtlich der Flussschifffahrt und hinsichtlich des Handels in den Seehäfen erstreckt sich auch auf die gegenseitige Zulassung der Schiffe beider contrahirenden Staaten zur Binnenschifffahrt oder Cabotage, ohne dass dafür andere oder höhere Abgaben von Schiff und Ladung, als von den Schiffen des eigenen Staates zu entrichten sind.

Art. 9. Beide contrahirenden Theile werden in ihren wichtigeren Seeplätzen örtlich mit dem Hafen in Verbindung stehende freie Niederlage-Anstalten in der Art zulassen, dass innerhalb derselben die zollamtliche Kontrole nur insoweit Statt findet, um Einschwärzungen nach dem Inlande vorzubeugen, dass die Behandlung, Theilung und Umpackung der Waaren innerhalb jener Anstalt unbehindert bleibt, und dass eine Verabgabung nur nach Massgabe der aus der Niederlage nach dem Inlande oder zum Durchgange abgefertigten Mengen ein-

tritt. Man wird sich über ein übereinstimmendes Regulativ für diese Anstalten verständigen.

Art. 10. Der im §. 44. des Zollgesetzes und §. 84. der Zollordnung enthaltenen Vorschrift gemäss, bleibt es auch Hannover vorbehalten, Erleichterungen in den hinsichtlich der Kontrole im Grenzbezirk bestehenden Bestimmungen da eintreten zu lassen, wo dies ohne Gefährdung der Zollsicherheit geschehen kann und durch ein örtliches Bedürfniss geboten ist.

Art. 11. Zur Ausgleichung des bedeutend stärkeren Verbrauchs hochbesteuerter Gegenstände, welcher in Hannover Statt gefunden hat und voraussichtlich auch ferner Statt finden wird, so wie des höheren Einkommens, welches Hannover aus den Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgaben bisher bezogen hat, und beim einseitigen Vorschreiten zu den Tarifsätzen des Zollvereins noch wesentlich würde steigern können, ist Folgendes verabredet worden.

Nachdem der Ertrag der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben und der Steuer vom inländischen Rübenzucker nach Abzug

1. der Rückerstattungen für unrichtige Erhebungen,

2. der auf Grund besonderer gemeinschaftlicher Verabredungen erfolgten Steuer-Ermässigungen und Vergütungen

festgestellt und der auf Hannover im Verhältniss seiner, dem Vereine angehörenden Bevölkerung zur Gesammtbevölkerung des Vereins, beziehungsweise besonderen Verbandes (Art. 12.) fallende Antheil an jenem Ertrage ermittelt sein wird, soll dieser Antheil um drei Viertheile, jedoch was die Antheile an der Eingangs-Abgabe nebst Rübenzuckersteuer betrifft, um höchstens 20 Silbergroschen in einem Jahre für jeden Einwohner vermehrt, und die dadurch sich ergebende Geldsumme für Hannover vorabgenommen werden und dessen Antheil an den in die Gemeinschaft fallenden Abgaben bilden.

In gleicher Weise wird bei Vertheilung der gemeinschaftlichen Uebergangs-Abgaben verfahren werden (Art. 2.).

Der von Hannover zu tragende Antheil an den gemeinschaftlichen Verwaltungskosten wird nach Massgabe des Verhältnisses berechnet werden, in welchem die ein-

fache Kopfzahl Hannovers zu der Gesammtbevölkerung im Vereine steht.

Art. 12. Rücksichtlich der Vertheilung des Ertrages der Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben wird Hannover dem westlichen Verbande des Zollvereins angehören.

Art. 13. Eine Nachsteuer für gemeinsame Rechnung soll für die beim Anschlusse an den Verein in Hannover vorhandenen Waaren nicht erhoben werden.

Art. 14. Die Dauer dieses Vertrages erstreckt sich auf den Zeitraum vom 1. Januar 1854 bis zum 31. Dezember 1865. Kommt jedoch schon vor dem letztgedachten Zeitpunkte eine Zolleinigung aller deutschen Staaten zur Ausführung, so erlischt derselbe gleichzeitig mit dem Beginne der letzteren.

Art. 15. Die Ratificationen zu diesem Vertrage sollen binnen längstens Vier Wochen ausgewechselt werden.

So geschehen und vollzogen Berlin, den 7. September Ein Tausend Acht Hundert und Ein und Funfzig.

(gez.) *Otto von Manteuffel.* (L. S.) *Aug. von der Heydt.* (L. S.)

von Bodelschwingh. (L. S.)

A. von Münchhausen. (L. S.) *W.* Frhr. *von Hammerstein.* (L. S.)

Separat-Artikel.

Bei Unterzeichnung des am heutigen Tage zwischen Preussen und Hannover abgeschlossenen Vertrages, die Vereinigung des Steuervereins mit dem Zollverein betreffend, haben die beiderseitigen Bevollmächtigten sich noch über folgende Neben- und Uebergangs-Bestimmungen geeinigt, welche, obwohl zur unmittelbaren Veröffentlichung nicht bestimmt, dennoch der Ratifikation mit unterliegen und dieselbe Dauer, Kraft und Geltung haben sollen, als wären sie in den offenen Vertrag mit aufgenommen.

Separat-Art. 1. (Zu Art. 1). Es soll dieser Vertrag, die Zustimmung der Herzoglich Braunschweigischen Regierung vorausgesetzt, sich auch auf die Hannover-Braunschweigischen Kommunion-Besitzungen erstrecken.

Der Hannoversche Hafenort Geestemünde bleibt vom Zollgebiete so lange ausgeschlossen, als nicht etwa Bremerhaven diesem einverleibt wird. Ueber den etwaigen

Ausschluss Hannoverscher Inseln bleibt weitere Verabredung vorbehalten.

Separat-Art. 2. (Zu Art. 3 und 4). Nach Massgabe der im Zollvereine bereits bestehenden Grundsätze, bleibt es beiden Theilen vorbehalten, von übergehendem Branntwein und Bier die Uebergangs-Abgabe zu erheben.

Rücksichtlich der Fabrikations- und Uebergangs-Abgaben von Branntwein und Bier soll für die Grafschaft Hohnstein und das Amt Elbingerode die Gemeinschaft mit Preussen unter den bisherigen Bedingungen fortbestehen.

Ueber die zweckmässige gegenseitige Uebernahme der Verwaltung der Zölle und Fabrikations-Abgaben in anderen Enklaven und einspringenden Bezirken bleibt weitere Verständigung vorbehalten.

Separat-Art. 3. (Zu Art. 5). Zur Verhinderung von Salzeinschwärzungen aus Hannover in die benachbarten Vereinsländer sind folgende Massregeln verabredet:

1. Hannover wird seinen Staatsangehörigen und den innerhalb seines Gebietes sich aufhaltenden Fremden unter Androhung einer, in jedem Wiederholungsfalle auf das Doppelte des zuletzt verwirkten Betrages zu erhöhenden, und im Falle der Zahlungsunfähigkeit durch Gefängniss abzubüssenden Geldstrafe von 10 Thlrn. für jeden Transport von einem Zoll-Zentner oder weniger, und bei grösseren Transporten von 10 Thlrn. für jeden Zoll-Zentner, die Einführung von Salz in das Gebiet eines der angrenzenden Vereinsstaaten, so wie den Verkauf von Salz an Angehörige dieser Staaten verbieten und seine Steuer-, Zoll- und Polizeibeamten zur Verhütung und eventuell zur Anzeige von Uebertretungen jenes Verbotes verpflichten.

2. Den Steuer-, Zoll- und Polizeibeamten des angrenzenden Vereinsstaates sollen in Hannover rücksichtlich der Verfolgung von Salzeinschwärzungen die gleichen Befugnisse zustehen, welche das Zollkartell den Zollbeamten eines anderen Vereinsstaates für die Verfolgung von Zoll-Kontraventionen einräumt.

3. Bei jeder Hannoverschen Saline soll ein Register nicht blos über die Salzversteuerungen, sondern auch über die Salzversendungen geführt werden, aus welchem die Käufer, die Transportanten und die Bestimmungsorte des abgegebenen Salzes ersichtlich sind. Dasselbe soll nebst Beilagen den Steuerbeamten des angrenzenden Vereinsstaates bis zum Ober-Kontroleur abwärts, auf je-

desmaliges Ersuchen der dortigen Hauptamts-Dirigenten, so wie auch den Vereinsbevollmächtigten und Stations-Kontroleuren zur Einsicht vorgelegt werden.

4. An den sub 5. näher bezeichneten Grenzstrecken wird Hannover den Verkehr mit Salz dahin beschränken, dass:

a) in den fraglichen Bezirken Salz nur von regierungsseitig bestellten Salzfaktoren eingeführt, nur von diesen Faktoren an obrigkeitlich bestellte Salzverkäufer und nur von diesen letzteren an Bewohner des Bezirks verkauft werden darf;

b) die Einfuhr von Salz in den Faktoreibezirk und die Abgabe von Salz von der Faktorei an den oder die Salzverkäufer jeder Gemeinde soll sich auf solche Mengen beschränken, welche dem Verbrauche von 20 Pfund für jeden Einwohner jährlich, in welchem jedoch zum Genusse für Menschen unbrauchbar gemachtes, so wie das zum Medizinalgebrauche, unter Sicherung gegen Missbrauch, auf besondere Erlaubniss verabfolgte Salz nicht einzubegreifen ist, entsprechen;

c) die Salzfaktoren und Salzverkäufer sollen bei nachdrücklicher Strafe verpflichtet werden, über ihre Bezüge und ihren Absatz gehörig Buch zu führen und ihre Bücher den zu ihrer Beaufsichtigung bestellten Personen, so wie den Vereinsbevollmächtigten und den Stations-Kontroleuren auf Begehr jederzeit vorzulegen;

d) innerhalb der vorerwähnten Grenzbezirke soll, bei Vermeidung der unter 1. bezeichneten Strafen, Salz ausserhalb zusammengebauter Ortschaften nur in Begleitung von Bescheinigungen transportirt werden dürfen, welche rücksichtlich der Transporte nach den Faktoreien auf die Bestellzettel der Faktoren von einem Hannoverschen Salzsteuer-Erhebungsamte, nach einem Salzverkäufer von dem Faktor des Bezirks, und nach der Wohnstelle des Käufers von dem Salzverkäufer des fraglichen Gemeindebezirks auszustellen sind;

e) die Zahl der Salzfaktoren und Salzverkäufer soll auf das vorhandene Bedürfniss und die Auswahl derselben auf Personen von unbezweifelter Rechtlichkeit beschränkt, ihre Anstellung nur widerruflich verfügt, und sofern sie sich Missbräuche und Unordnungen zu Schulden kommen lassen, sofort zurückgenommen werden.

5. Die unter 4. erwähnten Beschränkungen des Verkehrs mit Salz wird Hannover einzelner, demnächst nach

Massgabe örtlicher Verhältnisse zu verabredender Modifikationen, und der unter 6. erwähnten Ausnahmen vorbehaltlich, in allen nicht mehr als $1\frac{1}{2}$ Meilen von der Landesgrenze des betreffenden Vereinsstaats belegenen Ortschaften und deren Feldmarken unter der Voraussetzung eintreten lassen, dass der benachbarte Vereinsstaat die Bewohner seiner längs der fraglichen Grenze belegenen Gebiete, vorbehaltlich der jetzigen etwa geringeren Breite des unter Kontrole gesetzten Bezirks, in denjenigen Preussischen Landestheilen, wo jetzt die Salzverbrauchs-Kontrole schon besteht, so wie des geringeren Durchschnittssatzes von 11 Pfund, welcher im Preussischen Eichsfelde ausnahmsweise schon jetzt zugelassen ist, — bis wenigstens eine Meile landeinwärts verpflichtet, jährlich im Durchschnitte mindestens 12 Pfd. Salz auf jeden Einwohner aus den unter Aufsicht der Regierung verwalteten Salzvorräthen zu beziehen.

6. Von den unter 4. und 5. verabredeten Bestimmungen bleiben ausgenommen:

1. die Hannoverschen Grenzstrecken,

a) längs der Grafschaft Schaumburg, rechts der Weser, und das Hannoversche rechte Weserufer-Gebiet zwischen der Grafschaft Schaumburg und der Braunschweigischen Grenze;

b) gegen den Braunschweigischen Harz-, Leine- und Weserdistrikt, einschliesslich der Kommunion-Besitzungen, so wie gegen das Amt Thedinghausen und die Enklaven: Bodenburg und Oestringen, Oelsburg und Ostharingen;

2. die in der Nähe der fraglichen Grenzen belegenen Städte: Osnabrück, Münden und Peine, nebst deren Vorstädten und Feldmarken, in der Art, dass daselbst der Salzhandel frei bleibe; auch der Verbrauch nicht auf die Menge von 20 Pfund für den Kopf beschränkt wird, vorbehaltlich der Vorschrift, dass auch das von und nach diesen Städten versandte Salz, sobald dasselbe innerhalb der Grenzstrecken (conf. Nr. 4.) ausserhalb der städtischen Feldmarken transportirt wird, der Bezettelung (conf. Nr. 4. d.) unterliegt, ferner vorbehaltlich der Befugniss des gegenüberliegenden Vereinsstaates, auf seinem Gebiete eine Kontrole gegen Salzeinschwärzungen den genannten Städten gegenüber ausüben zu lassen.

Dagegen sollen in den dem Zollverein schon jetzt angeschlossenen Landestheilen, der Grafschaft Hohnstein,

den Aemtern Elbingerode und Polle und dem südlichen Theile des Amtes Fallersleben, die dermaligen Salzdebit-Verhältnisse bis auf weitere Verabredung fortbestehen, soweit nicht der Wegfall der Zollgrenzen Abänderungen nach sich zieht. Auch verpflichtet sich Hannover für den Fall, dass in der Kurhessischen Grafschaft Schaumburg die unter Nr. 5. erwähnte Salzverbrauchs-Kontrole eingeführt und daneben die Landesgrenze gegen Hannover Behufs Abwehrung von Salzeinschwärzungen mit Aufsichtsbeamten besetzt wird, die Hälfte der hierdurch erwachsenden Kosten zu übernehmen.

Separat-Art. 4. (Zu Art. 7). Die contrahirenden Staaten werden baldthunlichst über eine für die Uferstaaten gemeinsame Einrichtung zur Erhebung der Weserzölle, so wie auch über eine Ermässigung oder Suspension dieser Zölle, falls dadurch zweckmässige Abrundungen des Zollgebietes und wesentliche Hülfsmittel zur Sicherung der gemeinsamen Grenzabgaben erreicht werden können, eine Verhandlung einleiten. Dieselben erkennen zugleich an, dass Verständigungen über den letztgedachten Gegenstand, als auf ganz besonderen Verhältnissen beruhend, für andere Ströme nicht werden massgebend sein können.

Separat-Art. 5. Bei dem Eingange über die nördliche Grenze Hannovers, von Harburg bis Leer, beider einschliesslich, sollen:

Füllen unter einem Jahre zu ½ Thlr. für das Stück,
magere Ochsen zur Mastung „ 2½ „ „ „ „
Kühe „ „ „ 1½ „ „ „ „
Rinder „ „ „ 1 „ „ „ „

und zwar, was das magere Rindvieh anlangt, unter den erforderlichen Kontrolen eingelassen werden dürfen. Hannover bleibt es vorbehalten, die in der Anmerkung zu Pos. 12. b. des Zolltarifs festgesetzten Zollsätze für Holz auch auf die Einfuhren in seine Häfen zur Anwendung zu bringen.

Die Bestimmung in der Anmerkung zu Pos. 24. des Zolltarifs findet auch auf den Ausgang alter Seilerwaaren über Hannoversche Seehäfen Anwendung. Hannover ist die zollfreie Einfuhr der zur Vollendung der dortigen Staats-Eisenbahnen noch erforderlichen Eisenbahnschienen zugestanden.

Separat-Art. 6. Es sollen

a) die an Hannoversche Eisen- und Berghandlungs-

Faktoren zu Altona, Hamburg, Bremen und Geestemünde (so wie Harburg, wenn dasselbe Freihafen bleibt) zum Debit übersandten und demnächst in das Vereinsgebiet zurückgeführten Hannoverschen Berg- und Hüttenerzeugnisse, bei gehöriger Sicherstellung der Identität, jederzeit, auch

b) die Quantitäten von Getreide, welche mit Hannoverschen Ursprungs- und Ausfuhr-Bescheinigungen nach Bremen und Geestemünde ausgeführt werden, binnen drei Monaten nach der Ausfuhr, zollfrei wieder eingelassen werden.

Separat-Art. 7. Von Gütern, welche nach unverzollten Niederlagen in Hannoverschen Seehäfen oder Elb-, Weser- oder Emshäfen zu Wasser eingeführt und gleichfalls zu Wasser, ohne sonstige Berührung des Vereinsgebietes, wieder ausgeführt werden, soll, den im Zollvereine bereits bestehenden Grundsätzen gemäss, eine Durchgangs-Abgabe nicht erhoben werden.

Als kurze Strassenstrecken, rücksichtlich deren es Hannover, nach Sep.-Art. 3. zu den Zollvereins-Verträgen, freisteht, die bisherigen geringeren Durchgangs-Abgabensätze fortbestehen zu lassen, sollen folgende betrachtet werden:

1. die Strecken zwischen Bremen und unterhalb belegenen Plätzen einerseits und Harburg und unterhalb belegenen Plätzen andererseits;
2. die von Bremen nach der Hannoverschen Elbe führenden Eisenbahnen;
3. die Strassen zwischen Leer und unterhalb belegenen Plätzen einerseits und Bremen und unterhalb belegenen Plätzen andererseits;
4. die Strassen, durch welche die zwischen Harburg, Bremen und Leer, diese Plätze eingeschlossen, belegenen Küsten oder Uferplätze untereinander in Verbindung stehen;
5. die Strassen zwischen den Niederlanden und der Ems bis Lingen aufwärts;
6. die Strassen in dem Hannoverschen Landestheile auf dem rechten Elbufer.

Separat-Art. 8. (Zu Art. 9). Sofern der Freihafen in Harburg nicht unter beiderseitiger Zustimmung fortbestehen kann, wird daselbst eine freie Niederlage-Anstalt der im Art. 9. gedachten Art errichtet werden.

Ausnahmen von Zollvorschriften, welche zur Erleichterung des Verkehrs zwischen Hamburg oder Altona mit dem Zollvereine vor dem 1sten Januar 1854 zugelassen werden möchten, soll Hannover, unter gleichen Sicherungsmassregeln, auch für den Verkehr über Harburg eintreten lassen dürfen.

Separat-Art. 9. (Zu Art. 9). Der Stadt Emden verbleibt das im Art. 30. der Wiener Kongress-Akte vom 9ten Juni 1815 und im Art. 5. des zwischen den beiden contrahirenden Staaten am 29. Mai 1815 abgeschlossenen Vertrages anerkannte sogenannte Portofranko-Recht, sofern diese Stadt nicht die Errichtung einer freien Niederlage-Anstalt (Art. 9.) an Stelle des vorerwähnten Rechtes vorziehen sollte.

Uebrigens ist man beiderseits darüber einverstanden, dass der kommerziellen Verbindung Ostfrieslands mit dem Innern des Vereins jede mit den Vereinsverträgen und Gesetzen und mit der Sicherung der Abgaben vereinbare Erleichterung zu gewähren sei.

Separat-Art. 10. Die Alimentirung der durch die Vereinigung des Steuervereins mit dem Zollverein ausser Funktion tretenden beiderseitigen Zoll- und Steuerbeamten wird auf Rechnung des Gesammtvereins übernommen. Es sollen hierbei von beiden Seiten nur die wirklich gezahlten Alimentationsbeträge in Anrechnung gebracht werden, jedoch mit der Massgabe, dass die Gesammtsumme derselben denjenigen Betrag nicht übersteigen darf, welcher nach den Vereinbarungen vom 20. Mai 1835 und 8. Mai 1841 liquidirt werden könnte.

An den aus früheren Zollanschlüssen herrührenden Alimentations-Verpflichtungen hat Hannover nicht Theil zu nehmen.

Separat-Art. 11. (Zu Art. 13). Hannover verpflichtet sich, spätestens bis zum 1. März 1853 die Eingangs-Abgaben für die in der Anlage benannten Gegenstände bis auf die dabei bemerkten Sätze zu erhöhen.

Sollte dies in dem Harburger Freihafen-Bezirke bis zu jenem Zeitpunkte nicht thunlich sein, so soll rücksichtlich desselben eine der vorstehenden in ihrem Erfolge gleichkommende Massregel eintreten, worüber weitere Verständigung vorbehalten bleibt.

Separat-Art. 12. Preussen wird zu diesem Vertrage die Zustimmung derjenigen Staaten vermitteln, mit welchen es die Zollvereins-Verträge erneuern wird.

Hannover wird Oldenburg und Schaumburg-Lippe zum Beitritt zu diesem Vertrage und zu gleichzeitiger Verständigung über eine künftige gemeinsame Zollverwaltung, Schaumburg-Lippe auch zur Ausführung der, im Sep.-Art. 3. vereinbarten Massregeln gegen die Salzeinschwärzungen in die benachbarten Zollvereinsstaaten, in so weit dabei das fürstliche Gebiet betheiligt ist, einladen.

Dem Herzogthum Oldenburg und dem Fürstenthum Schaumburg-Lippe wird in Beziehung auf die Artikel 8. und 11., so wie auf die Separat-Artikel 5. und 7., die Theilnahme an den, für Hannover stipulirten Vortheilen für den Fall des Beitritts zugesichert.

Separat-Art. 13. Preussen wird zeitig Verhandlungen zur Erneuerung der Verträge mit den übrigen Zollvereinsstaaten einleiten, und die zur Erleichterung dieser Verhandlungen diensamen Massregeln ergreifen.

An diesen Verhandlungen wird Hannover mit gleichem Stimmrecht wie Preussen Theil nehmen.

Separat-Art. 14. Bei den, in Separat-Artikel 13. erwähnten Verhandlungen, werden Preussen und Hannover übereinstimmend davon ausgehen und daran festhalten, dass:

1. der Eingangszoll

für	Franzbranntwein	auf	8	Rthlr. vom Zoll-Zentner,
„	Kaffee . . .	„	5	„ „ „ „
„	Syrop . . .	„	2	„ „ „ „
„	Tabacksblätter	„	4	„ „ „ „
„	Thee . .	„	8	„ „ „ „
„	Wein in Fässern	„	6	„ „ „ „

herabzusetzen sei;

2. eine höhere Besteuerung des Rübenzuckers und ein richtiges Verhältniss derselben zu der Eingangs-Abgabe für Zucker und Syrop in dem Masse eintrete, dass diejenige Einnahme, welche im Zollverein im Durchschnitt der drei Jahre 1847 bis 1849 an Rübenzuckersteuer und Eingangs-Abgaben von ausländischem Zucker für den Kopf der Bevölkerung aufgekommen ist, vom Eintritt der Zolleinigung ab für die Zukunft mindestens erhalten bleibe;

3. der Rabatt für die Weinhändler auf ein richtiges Verhältniss zurückgeführt werde;

4. angemessene Vergütungen an die Erbauer von Seeschiffen, mit Rücksicht auf die, durch die Zollgesetz-

gebung herbeigeführte Vertheuerung der metallenen Schiffbaumaterialien auf Vereinsrechnung gewährt werde;

5. der Ausgangszoll für Wolle auf $^1/_3$ Thaler vom Zentner ermässigt werde.

Zugleich wird man sich über andere, den jetzigen Verhältnissen entsprechende und mit der Rücksicht auf die Finanzen vereinbare Tarifänderungen verständigen.

Vorstehende Separat-Artikel sollen ratifizirt und es sollen die Ratifikations-Urkunden zugleich mit denjenigen des heute unterzeichneten Hauptvertrages ausgewechselt werden.

So geschehen und vollzogen Berlin, den 7ten September 1851.

(gez.) *Otto von Manteuffel.* *Aug. von der Heydt.*
(L. S.) (L. S.)

von Bodelschwingh.
(L. S.)

A. von Munchhausen. *W.* Frhr. *von Hammerstein.*
(L. S.) (L. S.)

XL.

Traité entre le Hanovre et la Principauté de Schaumbourg-Lippe, portant l'accession de cette Principauté au Traité précédent. Signé à Hanovre, 25 septembre 1851.

Seine Majestät der König von Hannover und

Seine Durchlaucht der Fürst zu Schaumburg-Lippe,

gleichmässig von dem Wunsche geleitet, die zwischen den beiderseitigen Ländern bestehende Handels- und Verkehrsfreiheit auch künftig unter den durch den Vertrag zwischen Hannover und Preussen vom 7ten d. M. herbeigeführten Verhältnissen sicher zu stellen, haben zur Abschliessung eines Vertrages hierüber

Seine Majestät der König von Hannover:

Allerhöchst Ihren General-Direktor der indirekten Steuern und Zölle Dr. Klenze,

Seine Durchlaucht der Fürst zu Schaumburg-Lippe:

Höchst Ihren Regierungs-Präsidenten, Freiherrn von Lauer-Münchhofen, und

Höchst Ihren Regierungsrath von Campe bevollmächtigt.

Diese sind nach geschehener Auswechselung und gegenseitiger Anerkennung ihrer Vollmachten, über folgende Bestimmungen einig geworden.

Art. 1. Schaumburg-Lippe tritt dem am 7. d. M. zu Berlin abgeschlossenen Vertrage zwischen Hannover und Preussen, die Vereinigung des Steuervereins mit dem Zollverein betreffend, nebst Separat-Artikeln, hiermit bei.

Art. 2. Rücksichtlich der Fabrikations-Abgabe vom inländischen Branntwein soll zwischen Hannover und Schaumburg-Lippe während der Vertrags-Periode nicht allein Uebereinstimmung der Gesetzgebung, sondern auch Gemeinschaftlichkeit der Erträge und Theilung derselben nach Verhältniss der Bevölkerung Statt finden. Dasselbe soll rücksichtlich der Uebergangs-Abgabe für vereinsländischen Branntwein, der Fabrikations-Abgabe von inländischem Bier, so lange eine solche in Hannover bestehen wird, so wie der etwaigen Uebergangs-Abgabe von vereinsländischem Bier gelten.

Art. 3. Rücksichtlich der Salzsteuer bleibt es Schaumburg-Lippe vorbehalten, entweder die bisherige Gemeinschaft und Verkehrsfreiheit mit Hannover fortzusetzen oder aber nach zuvoriger Verständigung mit Preussen den Salzverkauf en gros regierungsseitig zu übernehmen.

Im erstern Falle wird Schaumburg-Lippe die im Separat-Artikel 3. zum Vertrage vom 7. d. M. bezeichneten Verpflichtungen auch seinerseits übernehmen.

Art. 4. Die Verkündigung der auf den Zollvereins-Verträgen beruhenden und der in den Art. 2. und 3. in Bezug genommenen Gesetze, Tarife, Verordnungen, Reglements etc. soll in Schaumburg-Lippe zeitig erfolgen.

Zu Aenderungen der bestehenden Vereinsverträge, Gesetze und Tarife ist, bevor dieselben für Schaumburg-Lippe verbindlich werden, die Zustimmung der dortigen Regierung erforderlich. Dieselbe wird jedoch nicht versagt werden, insofern jene Aenderungen allgemein auch für Hannover zur Anwendung kommen.

Art. 5. Auf Ersuchen Seiner Durchlaucht des Fürsten zu Schaumburg-Lippe, und unbeschadet der Hoheitsrechte Höchstdesselben, übernimmt Hannover sowohl

die Verwaltung der gemeinschaftlichen Abgaben (Art. 1. 2.) im Fürstenthum Schaumburg-Lippe und die Anstellung der daselbst zu stationirenden Zoll- und Steuerbeamten, als auch die Vertretung des Fürstenthums bei den im Separat-Artikel 13. des Vertrages vom 7. d. M. erwähnten, so wie bei ferneren auf Gegenstände des Vereins etc. sich beziehenden Verhandlungen mit den übrigen Vereinsstaaten.

Art. 6. Bei Vertheilung der gemeinschaftlichen Einkünfte und Verwaltungskosten konkurrirt Schaumburg-Lippe im Verhältniss seiner Bevölkerung zu derjenigen des Hannoverschen Verwaltungsbezirks, wird jedoch vierteljährig Abschlagszahlungen, welche seinem Antheile an den Reinerträgen etwa entsprechen, von Hannover empfangen. Ueber den Zeitpunkt der jährlichen Abrechnungen bleibt weitere Verabredung vorbehalten.

Art. 7. Es soll dieser Vertrag mit dem 1. Januar 1854 zur Ausführung kommen. Rücksichtlich der an die Stelle der Nachsteuer tretenden frühern Einführung des künftigen Tarifs (Sep.-Art. 11. zu dem Vertrage vom 7. September d. J.) beginnt jedoch jene Ausführung, sobald in Hannover die Einführung jenes neuen Tarifs Statt findet.

Art. 8. Die Ratifikationen zu diesem Vertrage sollen binnen 8 Tagen ausgewechselt werden.

So geschehen Hannover, den 25. September 1851.

(gez.) Dr. *Otto Klenze.* (L. S.)
Eduard Freiherr *von Lauer-Münchhofen.* (L. S.)
Alexander von Campe. (L. S.)

XLI.

Traité entre la Prusse et le Hanovre, d'une part, et le Grand-Duché d'Oldenbourg, d'autre part, portant l'accession de ce Grand-Duché au Traité, conclu entre la Prusse et le Hanovre, relatif à la réunion du Steuerverein au Zollverein. Signé à Hanovre, le 1er mars 1852).*

Seine Majestät der König von Preussen,
Seine Majestät der König von Hannover und
Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg,

gleichmässig geleitet von dem Wunsche, die Vereinigung des Steuervereins mit dem Zollverein auch in Beziehung auf das Herzogthum Oldenburg sicher zu stellen, haben zur Verhandlung und Abschliessung eines Vertrages hierüber

Seine Majestät der König von Preussen,
Allerhöchst Ihren Geheimen Finanzrath Dach,
Seine Majestät der König von Hannover,
Allerhöchst Ihren General-Direktor der indirekten Steuern und Zölle, Dr. Klenze,
und
Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg,
Höchst Ihren Steuerdirektor Meyer

bevollmächtigt.

Diese sind, nach geschehener Auswechselung und Anerkennung ihrer Vollmachten, unter Vorbehalt der Allerhöchsten und Höchsten Ratifikationen, über folgende Bestimmungen einig geworden:

Art. 1. Das Herzogthum Oldenburg tritt dem am 7. September 1851 zwischen Preussen und Hannover abgeschlossenen Vertrage, die Vereinigung des Steuervereins mit dem Zollvereine betreffend, in allen Punkten bei, und wird dadurch rücksichtlich aller durch jenen Vertrag begründeten Rechte und Verbindlichkeiten, soweit die Ge-

*) Les ratifications de ce traité ont été échangées à Berlin, le 13 mars 1852.

genstände desselben im Herzogthum Oldenburg vorhanden sind, Hannover völlig gleichgestellt.

Art. 2. Die landesherrlichen Ratifikationen zu diesem Vertrage sollen binnen acht Tagen ausgewechselt werden.

So geschehen Hannover, den ersten März Ein Tausend Achthundert Zwei und Funfzig.

(gez.) *Eduard Dach.* Dr. *Otto Klenze.* *Karl Meyer.*
(L. S.) (L. S.) (L. S.)

Vollziehungs-Protokoll.

Bei Unterzeichnung des Vertrages vom heutigen Tage, den Beitritt Oldenburgs zu dem Vertrage vom 7. September 1851 wegen Vereinigung des Steuervereins mit dem Zollvereine betreffend, sind die zum Abschlusse jenes Vertrages bevollmächtigten Kommissarien noch über folgende Punkte einig geworden, welche, obwohl zur unmittelbaren Veröffentlichung nicht bestimmt, doch der Ratifikation mit unterliegen und dieselbe Geltung, Dauer und Kraft haben sollen, als wären sie in den Vertrag selbst mit aufgenommen.

A. Zum Art. 1. des heutigen Vertrages.

Der Beitritt Oldenburgs erstreckt sich auch auf die Separat-Artikel zum Vertrage vom 7. September 1851.

B. Zum Art. 1. des heutigen Vertrages.

Die Grossherzoglich Oldenburgische Regierung wird vermitteln, dass rücksichtlich der durch den heutigen Vertrag begründeten Verhältnisse die Vereinigung der Herrschaft Knyphausen mit dem Herzogthum Oldenburg fortbestehe.

C. Zum Separat-Artikel 13. vom 7. September 1851 und Artikel 1. des heutigen Vertrages.

An den im Separat-Artikel 13. zum Vertrage vom 7. September v. J. vorgesehenen Verhandlungen mit den übrigen Vereinsstaaten wird Oldenburg, mit gleichem Stimmrechte wie Hannover, Theil nehmen.

D. Die Zustimmung der Landes-Vertretungen zu den heutigen Vereinbarungen, soweit dieselbe in jedem der drei Staaten verfassungsmässig erforderlich ist, bleibt vorbehalten.

So geschehen Hannover, den ersten März Eintausend Achthundert Zwei und Funfzig.

(gez.) *Eduard Dach.* *Otto Klenze.* *Karl Meyer.*
(L. S.) (L. S.) (L. S.)

XLII.

Traité entre la Prusse, le Grand-Duché de Saxe-Weimar, les Duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg et de Saxe-Cobourg-Gotha et les Principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt, de Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss, ligne aînée, et de Reuss, ligne cadette, relatif à la continuation de l'association de douanes et de commerce de Thuringen; signé à Berlin, le 26 novembre 1852.

Seine Majestät der König von Preussen, Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach, Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Meiningen, Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Altenburg, Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Coburg-Gotha, Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Rudolstadt, Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Sondershausen, Seine Durchlaucht der Fürst von Reuss älterer Linie und Seine Durchlaucht der Fürst von Reuss jüngerer Linie, gleichmässig von dem Wunsche geleitet, die zwischen Ihren nachfolgend benannten Ländern und Landestheilen bestehende Verkehrsfreiheit und Zollgemeinschaft auch für die Zukunft sicher zu stellen, haben zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchst Ihren General-Direktor der Steuern Johann Friedrich von Pommer-Esche,

Allerhöchst Ihren Geheimen Legationsrath Alexander Max Philipsborn, und

Allerhöchst Ihren Geheimen Regierungsrath Martin Friedrich Rudolph Delbrück; und

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach,

Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Meiningen,

Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Altenburg,

Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Coburg-Gotha,

Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Rudolstadt,

Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Sondershausen,

Seine Durchlaucht der Fürst von Reuss älterer Linie, und

Seine Durchlaucht der Fürst von Reuss jüngerer Linie:

den Grossherzoglich Sächsischen Geheimen Staatsrath Gustav Thon,

von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, folgender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. 1. Der Zoll- und Handelsverein der Thüringischen Staaten wird vom 1. Januar 1854 ab auf weitere zwölf Jahre, also bis zum 31. Dezember 1865, unter den an dem gegenwärtigen Vertrage Theil nehmenden Regierungen fortgesetzt.

Für diesen Zeitraum bleibt für dieselben der Vertrag wegen Errichtung des gedachten Vereins vom 10. Mai 1833 mit allen darauf bezüglichen gleichzeitigen und späteren Vereinbarungen auch ferner, jedoch mit den in den folgenden Artikeln enthaltenen Modifikationen und zusätzlichen Bestimmungen in Kraft.

Art. 2. Die zu dem, im Art. 1. erwähnten Verein künftig verbundenen Staatsgebiete sind die Königlich Preussischen Landestheile, Stadt- und Landkreis Erfurt, nebst den Kreisen Schleusingen und Ziegenrück, die Grossherzoglich Sächsischen Lande, mit Ausnahme des Amtes Allstedt mit Oldisleben und des Vordergerichtes Ostheim, die Herzoglich Sachsen-Meiningischen Lande, die Herzoglich Sachsen-Altenburgischen Lande, die Herzoglich Sachsen-Coburg-Gothaischen Lande, mit Ausnahme der Aemter Volkenrode und Königsberg, die Fürstlich Schwarzburg-Rudolstädtischen und die Fürstlich Schwarzburg-Sondershausenschen oberen Herrschaften, und die Fürstlich Reussischen Lande älterer und jüngerer Linie.

Hinsichtlich des Verhältnisses des in dem Vereinsgebiete enklavirten Kurfürstlich Hessischen Kreises Schmalkalden bleibt ebenso, wie hinsichtlich der Königlich Bayerischen Enklave Kaulsdorf und der Königlich Sächsischen Enklaven besondere Vereinbarung mit den betreffenden Regierungen vorbehalten.

Art. 3. Für den Fall, dass die Zollvereinigungs-Verträge zwischen dem Thüringischen Zoll- und Handelsverein einerseits, und den Königreichen Bayern und Sachsen, so wie dem Kurfürstenthum Hessen, oder mit einzelnen dieser Staaten andererseits, nicht erneuert werden sollten, ist Folgendes verabredet worden:

1. Der Aufwand, welcher an den gegen das Ausland gelegenen Grenzen und innerhalb des dazu gehörigen Grenzbezirks für die Zoll-Erhebungs- und Aufsichts- oder Kontrolbehörden und Zollschutzwachen erwächst, wird in gleicher Weise, wie nach Art. 13. des Vertrages vom 10. Mai 1833 die Kosten, welche die Unterhaltung der gemeinschaftlichen Behörde in Erfurt und die dieser obliegende Geschäftsführung verursacht, von der Gesammtheit des Thüringischen Vereins getragen und von den unter die einzelnen Vereinsstaaten zu vertheilenden gemeinschaftlichen Einnahmen in Abzug gebracht.

Jeder Staat hat jedoch für die Amtslokale in seinem Gebiete, so wie für die Pensionen, welche den von ihm angestellten Beamten und deren Hinterlassenen gesetzlich zustehen, auf seine alleinige Rechnung zu sorgen.

2. An die Stelle des gemeinschaftlichen General-Inspektors tritt ein gemeinschaftlicher, den einschlägigen Ministerien der Vereinsstaaten untergeordneter Zoll- und Steuerdirektor, welchem ausser den dem General-Inspektor jetzt obliegenden Funktionen auch die Leitung des Dienstes der Lokal- und Bezirksbehörden für Zölle und Rübenzuckersteuer, so wie die Vollziehung der die Zölle und die Rübenzuckersteuer betreffenden gemeinschaftlichen Gesetze überhaupt, im ganzen Vereine übertragen wird.

Das Nähere über die Dienstverhältnisse des gemeinschaftlichen Zoll- und Steuerdirektors und der in dem Bereiche des Thüringischen Vereins für den Schutz und die Erhebung der Zölle an den Grenzen und im Grenzbezirke anzustellenden Beamten wird besonders vereinbart.

3. Die Vereinbarung im Art. 19. des Vertrages vom 10. Mai 1833 soll auch auf die Ausführung der vorstehenden Verabredungen, insbesondere auf die Organisation der neu eintretenden Grenz-Zollverwaltung Anwendung finden.

Art 4. Sofern der gegenwärtige Vertrag nicht spätestens neun Monate vor dessen Ablaufe gekündigt wird, soll derselbe auf weitere zwölf Jahre, und so fort von zwölf zu zwölf Jahren, als verlängert angesehen werden.

Art 5. Gegenwärtiger Vertrag soll ratifizirt, und es

sollen die Ratifikations-Urkunden binnen längstens drei Wochen in Berlin ausgewechselt werden.

So geschehen Berlin, den 26. November 1852.

(gez.) *Johann Friedrich von Pommer-Esche.* (L. S.)
Alexander Max Philipsborn. (L. S.)
Martin Friedrich Rudolph Delbrück. (L. S.)
Gustav Thon. (L. S)

Schluss-Protocoll.

Verhandelt Berlin, den 26. November 1852.

Nachdem die Verhandlungen zwischen denjenigen, am Thüringischen Zoll- und Handelsvereine theilnehmenden Regierungen, welche gesonnen sind, diesen Verein während einer ferneren zwölfjährigen Periode mit einander fortzusetzen und deshalb unter sich einen Vertrag über Fortdauer des gedachten Vereins, so wie demnächst über den Beitritt desselben zu dem Vertrage zwischen Preussen und Hannover, die Vereinigung des Steuervereins mit dem Zollvereine betreffend, abzuschliessen, zu einer Verständigung über Inhalt und Fassung des Vertrages, die Fortdauer des Thüringischen Zoll- und Handelsvereines betreffend, geführt hatten, so vereinigten sich heute die unterzeichneten Bevollmächtigten, um diesen Vertrag, nach nochmaliger gemeinschaftlicher Durchlesung, zu unterzeichnen.

Es wurden bei dieser Gelegenheit noch folgende darauf bezügliche Bemerkungen und Verabredungen in gegenwärtiges Protokoll niedergelegt.

I. Zu Art. 2. des Vertrages vom heutigen Tage.

1. Für den Fall der Erneuerung des Zollvereinigungs-Vertrages mit dem Kurfürstenthum Hessen wird demselben, bezüglich des Kreises Schmalkalden, der Beitritt zu dem Vertrage vom heutigen Tage vorbehalten.

2. Für den im Eingange des Art. 3 erwähnten Fall wird allseitig als wünschenswerth anerkannt, wenn die Kurfürstlich Hessische Regierung mit dem Kreise Schmalkalden, ingleichen die Königlich Bayerische Regierung mit der Enklave Kaulsdorf und die Königlich Sächsische Regierung mit ihren Enklaven einem der angrenzenden Thüringischen Vereinsstaaten hinsichtlich der Zölle und der inneren indirekten Steuern in ähnlicher Weise sich anschliesst, wie solches von Seiten der Königlich Bayeri-

schen Regierung mit dem Amte Kaulsdorf an die obere Herrschaft des Fürstenthums Schwarzburg-Rudolstadt in Ansehung der Branntweinsteuer schon früher geschehen ist.

3. Für den Fall, dass der Zollvereinigungs-Vertrag zwischen dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine und dem Königreiche Sachsen nicht erneuert werden sollte, bleibt die von dem Gebiete des letzteren umgebene Herzoglich Sachsen-Altenburgische Exklave Russdorf von dem erstgedachten Vereine ausgeschlossen.

II. Zu Art. 7. des Vertrages vom 10. Mai 1833.

Man ist darüber einverstanden, dass das Einbringen und der Verbrauch solcher Gegenstände, welche vom freien Verkehr unter den Vereinsstaaten vertragsmässig nicht ausgenommen sind, auch in einzelnen Orten einer Beschränkung nicht unterliegen soll, und dass eine örtliche Abgabe von dem Verbrauch solcher Gegenstände nicht höher sein darf, als die gleiche Abgabe von dem Erzeugnisse des Ortes selbst. Dabei sind insbesondere diejenigen Entrichtungen von dem letztern, welche nicht die Natur einer Verbrauchssteuer haben, sondern — wie z. B. hier und da bei städtischem Biere die Vergütungen zur Braukasse für die Benutzung der Braulokale, Braugeräthe u. s. w. — als ein Theil der Fabrikationskosten erscheinen, nicht mit in Aufrechnung zu bringen.

Zugleich wird anerkannt, dass auf Aufhebung solcher noch bestehender Bannrechte, welche den Verbrauch eines fremden Erzeugnisses ausschliessen, im landesverfassungsmässigen Wege und mit Rücksichtnahme auf die vorerst zu beseitigenden Schwierigkeiten möglichst hinzuwirken sei.

III. Zu Art. 3. Nr. 1. des Vertrages vom heutigen Tage.

1. Da die Kosten für den Schutz und die Erhebung der Zölle an den gegen das Ausland gelegenen Grenzen und in dem Grenzbezirke von der Gemeinschaft des Thüringischen Vereins getragen werden, so fällt die bei dem Anschlusse des gedachten Vereins an Preussen und die mit ihm zollvereinten Staaten von diesem grössern Verein dafür zu gewährende Bauschsumme gleichfalls der Gesammtheit des Thüringischen Vereines zu.

Falls, wie aus Rücksicht auf die ausgedehnten

Aussengrenzen dieses Vereines vorauszusetzen ist, ein ausserordentlicher Zuschuss zu jener Bauschsumme vereinbart wird, ist dieser bei den Abrechnungen im Thüringischen Vereine eben so zu behandeln, wie die demselben zukommende ordentliche Bauschsumme.

2. Hinsichtlich der Aufwände auf Beschaffung und Unterhaltung der Amtslokale für die Grenzzollstellen soll den einzelnen Regierungen des Thüringischen Vereins, welche für diese Lokale in ihren Gebieten zu sorgen haben, eine aversionelle Vergütung für Rechnung des gedachten Vereins gewährt werden, welche auf jährlich

300 Rthlr. für jedes Hauptzollamt,
60 Rthlr. für jedes Nebenzollamt I. Klasse und
40 Rthlr. für jedes Nebenzollamt II. Klasse
und jeden Ansageposten

bestimmt worden ist.

Auch sollen im Falle eines Wiederanschlusses von Bayern, Sachsen oder Kurhessen an die Zollgemeinschaft, welcher der Thüringische Verein angehört, die einzelnen Staaten des letzteren für diejenigen unvermeidlichen Verluste, welche ihnen dann bei der Verwerthung der zum Zwecke der Zollverwaltung errichteten Gebäude etwa erwachsen, gleichfalls auf Rechnung des Thüringischen Vereins billig, jedoch äussersten Falles nur bis zum Zwanzigfachen der obigen Rente, entschädigt werden.

IV. Zu Punkt 8. des Schluss-Protokolls vom 10. Mai 1833 und Art. 3. Nr. 2. und 3. des Vertrages vom heutigen Tage.

A. Zu Ziffer 1—5 und 9—17.

1. Der gemeinschaftliche Zoll- und Steuerdirektor hat ausser den dem General-Inspektor schon zustehenden Befugnissen, zu welchen noch die Kenntnissnahme von der Biersteuer tritt, die obere Verwaltung der Zölle und der Rübenzuckersteuer, die Leitung des Dienstes der zur Erhebung und Kontrolirung dieser Abgaben bestellten Behörden und Beamten im Verein, so wie die Vollziehung der auf diese Verwaltung bezüglichen Verträge, Gesetze, Verordnungen und Instruktionen zur Aufgabe, insofern die desfallsigen Verfügungen nicht durch jene Verträge, Gesetze, Verordnungen und Instruktionen oder durch die nachstehend getroffenen oder durch künftige Vereinbarungen zu treffenden Bestimmungen den höchsten Re-

gierungsbehörden, insbesondere den Central-Finanzstellen der betreffenden Staaten vorbehalten sind.

2. Dem Ermessen jeder Vereins-Regierung bleibt es vorbehalten, dem Zoll- und Steuerdirektor auch die Verwaltung der übrigen inneren indirekten Steuern zu übertragen.

3. Eine Kassenverwaltung ist mit dieser gemeinschaftlichen Direktivbehörde nicht verbunden, vielmehr bewendet es hinsichtlich der Erhebung und Ablieferung der gemeinschaftlichen Zölle und Steuern bei den Bestimmungen im Art. 12. des Vertrages vom 10. Mai 1833 und im Punkt 8. unter Ziffer 11. des Schluss-Protokolls vom nämlichen Tage.

Da hiernach jeder Staat für die Sicherheit der in seinem Gebiete befindlichen Kassen und für die Treue der dabei angestellten Beamten einzustehen hat, so bleibt einer jeden Regierung überlassen, neben der Aufsicht auf das Kassen- und Rechnungswesen, welche dem Zoll- und Steuerdirektor obliegt, diejenigen besonderen Anordnungen zu treffen, welche ihr für die Sicherheit des Kassen-Interesse erforderlich erscheinen.

4. Aus der vorstehend bezeichneten Aufgabe des Zoll- und Steuerdirektors folgt, dass demselben auch die nächste Ausübung der Disciplin über die bei der ihm übertragenen Verwaltung angestellten Erhebungs- und Aufsichts- oder Kontrolebeamten im Vereine zusteht, wobei derselbe, soweit nicht gemeinschaftliche Normen dafür durch ein zu vereinbarendes Regulativ festgestellt sind, nach den Gesetzen desjenigen Staates zu verfahren hat, in dessen Gebiete die betreffenden Beamten angestellt sind.

5. Die gemeinschaftliche Direktivbehörde führt die amtliche Bezeichnung:

„Zoll- und Steuerdirektor des Thüringischen Zoll- und Handelsvereins.“

In den Berichten an die obersten Finanzstellen der einzelnen Staaten, so wie in den Erlassen an Behörden derselben oder in Verfügungen an Privatpersonen hat derselbe sich zugleich als Beamter der zunächst betheiligten Regierung und des Vereins zu bezeichnen, z. B.:

„Grossherzoglich Sächsischer und der übrigen Staaten des Thüringischen Zoll- und Handelsvereins Zoll- und Steuerdirektor.“

6. Hinsichtlich der dienstlichen Stellung des Zoll-

und Steuerdirektors im Verhältniss zum Verein bewendet es im Allgemeinen bei demjenigen, was im Punkt 8. unter Ziffer 17. des Schluss-Protokolls vom 10. Mai 1833 für den General-Inspektor vereinbart ist, unter folgenden näheren Bestimmungen:

a) In allen Fällen, wo nach den bestehenden Vorschriften die Genehmigung der höchsten Landesbehörde erforderlich ist, ebenso wie in allen Fällen der Beschwerde über Verfügungen des Zoll- und Steuerdirektors, hat derselbe die Entschliessung von den obersten Finanzbehörden der Vereins-Regierungen einzuholen und zu empfangen.

b) Handelt es sich hierbei um spezielle Angelegenheiten und Vorkommnisse in einem einzelnen Vereinsstaate, namentlich um

die Bestimmung darüber, ob Tarif-Ermässigungen oder Zollbefreiungen, welche von den einzelnen Vereinsstaaten einseitig auf Vereinsrechnung verfügt werden können, in einem Vereinsstaate zur Anwendung kommen sollen,

die Bewilligung von Abgaben-Ermässigungen, Erlassen und Krediten für einseitige Rechnung eines Vereinsstaates,

Verfügungen, welche über eine Anstalt oder Einrichtung in einem einzelnen Vereinsstaate auf Kosten dieses Staates zu treffen sind,

die Verfügung über Bauten und Reparaturen an Dienstgebäuden und Lokalen, wofür der einzelne Vereinsstaat die Kosten zu tragen hat,

die Erlaubniss zum Hausirhandel und zum unmittelbaren Waarenbezuge aus dem Auslande im Grenzbezirke eines Vereinsstaates (§§ 90. und 91. der Zollordnung),

die Entscheidung auf Beschwerden über Verfügungen des Zoll- und Steuerdirektors in Beziehung auf einzelne Verabgabungsfälle oder dienstliche Vorkommenheiten in einem Vereinsstaate oder auf dortige lokale Anordnungen, in soweit es nicht auf Aenderung oder Beseitigung allgemeiner Grundsätze ankommt,

die Entscheidung über Rekurse und Beschwerden der in einem Vereinsstaate angestellten Zoll- und Steuerbeamten gegen Disciplinar-Verfügungen der Direktivbehörde, ingleichen die Entschliessung über Anträge der letzteren auf solche Disziplinar-Massregeln, welche die eigene Kompetenz der Direktivbehörde überschreiten,

so steht die Entschliessung hierüber der Regierung des zunächst betheiligten Staates zu, welche dieselbe nach vernommenem Gutachten des Zoll- und Steuerdirektors ertheilen wird.

In allen diesen Fällen hat der letztere unmittelbar an die oberste Finanzstelle der betreffenden Vereins-Regierung zu berichten und von derselben Verfügung zu empfangen.

c) Stehen dagegen allgemeine und solche Angelegenheiten in Frage, welche das Interesse des Vereins unmittelbar berühren, daher nach den bestehenden Vereinbarungen nur durch Vereinsbeschlüsse erledigt werden können, sind insbesondere Meinungsverschiedenheiten zwischen einzelnen Vereins-Regierungen oder zwischen letzteren und dem Zoll- und Steuerdirektor zum Austrag zu bringen, so wird die Grossherzoglich Sächsische Regierung die Erledigung solcher Angelegenheiten, wenn dieselbe nicht zu der Zusammenkunft der Vereins-Bevollmächtigten ausgesetzt werden kann, im Korrespondenzwege mit den sämmtlichen Vereins-Regierungen herbeiführen.

Zu diesem Zwecke hat der Zoll- und Steuerdirektor in Angelegenheiten dieser Art an die genannte Vereins-Regierung zu berichten, welche demselben den Vereinsbeschluss demnächst eröffnen wird.

d) Sollte in einer Angelegenheit, welche entweder durch Entschliessung der höchsten Landesbehörde eines Vereinsstaates oder durch Vereinsbeschluss zu erledigen wäre, eine vorläufige Verfügung ohne Nachtheil nicht aufgeschoben werden können, so wird für solche eilige Fälle, wenn sie zu den unter b. erwähnten gehören, der Zoll- und Steuerdirektor, ausserdem die Grossherzoglich Sächsische Regierung ermächtigt, die erforderliche Verfügung provisorisch zu treffen. Es ist aber von jeder solchen Verfügung gleichzeitig mit derselben

erstern Falls der betreffenden einzelnen Regierung von dem Zoll- und Steuerdirektor Anzeige zu erstatten,

letztern Falls den sämmtlichen Vereinsregierungen durch die Grossherzoglich Sächsische Regierung Mittheilung zu machen, und auf solche Weise die definitive Erledigung der Angelegenheit herbeizuführen.

Sollte insbesondere der Fall eintreten, dass dem Zoll- und Steuerdirektor über die Anwendung gemeinschaftlicher Gesetze, Verordnungen oder Instruktionen, z. B. über

Tariffragen, unter einander abweichende Entschliessungen einzelner Vereins-Regierungen ertheilt würden, so hat derselbe vorläufig nach der ihm zuerst zugegangenen Verfügung zu verfahren, zugleich aber auf Erledigung der obwaltenden Differenz auf dem unter c. angegebenen Wege anzutragen.

Man behielt hierbei vor, auf die Frage: ob und in welcher Weise etwa einer der zum Thüringischen Vereine verbundenen Regierungen die Funktionen eines Inspektionshofes über den gemeinschaftlichen Zoll- und Steuerdirektor aufzutragen seien, nach Massgabe der noch zu machenden Erfahrungen, in der Folge zurückzukommen, indem zugleich als wünschenswerth anerkannt wurde, dass die nach Art. 18. des Vertrages vom 10. Mai 1833 bestimmten Konferenzen der Thüringischen Vereinsregierungen künftig häufiger, als bisher Statt finden möchten.

7. Im Uebrigen finden die bestehenden Vereinbarungen in Betreff des gemeinschaftlichen General-Inspektors, dessen Amtsgehülfen und subalterne Beamten, mit Ausnahme der Bestimmung im Punkt 8. unter Ziffer 16. des Schluss-Protokolls vom 10ten Mai 1833, auch auf den Zoll- und Steuerdirektor, dessen Räthe und Subalternen Anwendung, es bleibt jedoch über anderweite Feststellung des Etats der gemeinschaftlichen Direktivbehörde die weitere Vereinbarung vorbehalten.

Jeder Vereins-Regierung ist übrigens unbenommen, auf ihre Kosten einen ihrer höheren Beamten zeitweise an die gemeinschaftliche Direktivbehörde abzuordnen, um von deren Geschäften Kenntniss zu nehmen und unter der Leitung des Zoll- und Steuerdirektors sich an denselben zu betheiligen; man hielt jedoch für angemessen, dass gleichzeitig nicht mehr als ein solcher Abgeordneter bei der gedachten Behörde sich befinde, und dass derselbe, wenn eine andere Vereins-Regierung ihrerseits von dem gleichen Rechte Gebrauch zu machen wünsche, nach Verlauf eines halben Jahres abzurufen sei.

B. Zu Ziffer 6—11.

1. Die nachstehend genannten Beamten der gemeinschaftlichen Grenz-Zollverwaltung, nämlich:

a) die Rendanten und Neben-Zolleinnehmer bei den Zollämtern,

b) die zur Güterverwaltung auf den Packhöfen oder

Lagerhäusern bei den Zollämtern erforderlichen Beamten und Unterbedienten,

c) die mit der Ausfertigung von Legitimationsscheinen für den Waarentransport im Grenzbezirk und mit anderen derartigen Nebengeschäften in Bezug auf die Zollverwaltung zu beauftragenden Personen,

werden sowohl bei der ersten Organisation jener Verwaltung, als auch bei später eintretenden Vakanzen von derjenigen Vereins-Regierung angestellt, in deren Gebiet sie zu fungiren haben.

Auf diese Anstellungen findet die im Punkt 8. des Schluss-Protokolls vom 10. Mai 1833 unter Ziffer 8. getroffene Vereinbarung Anwendung.

2. Bei Anstellung aller übrigen Beamten der gemeinschaftlichen Grenz-Zollverwaltung findet folgendes Verfahren Statt:

a) Bei der ersten Organisation dieser Verwaltung werden die Beamten von sämmtlichen Vereins-Regierungen nach Verhältniss der Bevölkerung eines jeden Vereinsstaates angestellt.

b) Zu diesem Zwecke wird von Seiten der Organisations-Kommission der Gesammtbetrag der Besoldungen für die gemeinschaftlich zu besetzenden Dienststellen, wie solcher sich nach dem Organisationsplane herausstellt, nach dem obigen Verhältnisse auf die einzelnen Regierungen vertheilt und dieser Antheil einer jeden Regierung in einer bestimmten Anzahl von Stellen der verschiedenen Kategorien überwiesen, wonächst sodann eine jede Regierung der Organisations-Kommission die Kandidaten, welche sie für die ihr zugewiesenen Stellen geeignet findet, namhaft macht und, falls der Organisations-Kommission, welche nach Befinden eine vorgängige Prüfung veranstalten kann, keine Bedenken dagegen beigehen, dieselben mit der entsprechenden Bestallung versieht.

c) Es wird jedoch der Umfang des Vereins in dieser Beziehung nur als ein Ganzes betrachtet, und es bedingt mithin die Benennung eines Kandidaten von Seiten einer Vereins-Regierung keineswegs dessen Anstellung im Gebiete dieser Regierung, wenn schon auch hiebei von Seiten der Organisations-Kommission sowohl, als weiter von dem Zoll- und Steuerdirektor auf billige und mit dem

Vereins-Interesse im Einklange stehende Wünsche besondere Rücksicht zu nehmen ist.

d) Da das Vereins-Interesse wesentlich dabei betheiligt ist, dass der Grenz-Zolldienst gleich von Anfang durch bereits geübte und erprobte Beamte wahrgenommen werde, so wird eine Vereinigung dahin getroffen werden, dass für die erste Einrichtung des Vereins eine noch näher zu bestimmende Anzahl Preussischer oder auch Braunschweigischer Grenzaufseher und Ober-Kontroleure in den Grenz-Zolldienst des Thüringischen Vereines provisorisch eintreten, und in gleichem Verhältnisse die Besetzungsrechte der einzelnen Vereinsstaaten vorläufig ruhen.

Die Rückberufung dieser Beamten wird nach und nach in dem Maasse, als die Ausbildung der Beamten und Expektanten innerhalb des Vereins dieses zulässig macht, auf Antrag der betheiligten Regierung des Thüringischen Vereins erfolgen, und es treten, wie die Zurückberufung vorschreitet, die einstweilen ruhenden Besetzungsrechte in das Leben.

e) Nach vollendeter Organisation der gemeinschaftlichen Grenz-Zollverwaltung werden die im Dienstlaufe erledigten Stellen der dem untersten Dienstrange der Zollbedienten (Aufseher und Amtsdiener) nicht angehörenden Beamten nur durch Versetzung oder Beförderung von bereits angestellten gemeinschaftlichen Zollbeamten mit Ausschluss der unter Ziffer 1. genannten, auf Vorschlag des Zoll- und Steuerdirektors von derjenigen Regierung besetzt, welcher der in Vorschlag gebrachte Beamte angehört.

Bei solchen Versetzungen und Beförderungen ist allein die persönliche Qualifikation des Beamten unter Berücksichtigung des Dienstalters und das Interesse des Zolldienstes entscheidend.

f) Die erledigten Stellen der, dem untersten Dienstrange der Zollbedienten (Aufseher und Amtsdiener) angehörenden Beamten werden besetzt, entweder durch Versetzung von bereits angestellten gemeinschaftlichen Zollbeamten, in welchem Falle das unter lit. e. angegebene Verfahren eintritt, oder durch neue Anstellungen. Im letzteren Falle erfolgt die Ernennung auf Vorschlag des Zoll- und Steuerdirektors von derjenigen Regierung, welcher der Beamte angehörte, durch dessen Abgang aus

dem gemeinschaftlichen Dienste die Vakanz entstanden ist.

Zu diesem Zwecke wird eine jede Vereins-Regierung dem Zoll- und Steuerdirektor eine hinlängliche Anzahl von Anwärtern namhaft machen, welche von dem Direktor zuvörderst über ihre Qualifikation zu prüfen sind, und aus welchen dann, nach genügendem Erfolge dieser Prüfung, unter Beobachtung der vorstehend angegebenen Norm, bei eintretenden Erledigungen der Vorschlag von Seiten des Direktors erfolgt.

Inzwischen können diese Aspiranten nach Bestimmung des letzteren bei der Zollverwaltung in angemessener Weise beschäftigt werden.

g) Der Zoll- und Steuerdirektor hat bei seinen Vorschlägen zu Anstellungen und Beförderungen im gemeinschaftlichen Grenzzolldienste, ihm etwa zu erkennen gegebene Wünsche der zunächst betheiligten Regierung in soweit zu beachten, als die unter e. als entscheidend bezeichneten Rücksichten auf die persönliche Qualifikation des Beamten, auf das Dienstalter und auf das Interesse des Zolldienstes es zulassen.

3. Die erste Anstellung im gemeinschaftlichen Zolldienste erfolgt für das erste Jahr nur provisorisch (auf Probe); und es sind die auf diese Art angestellten Beamten im Verlaufe des gedachten ersten Jahres, wenn sie den Erwartungen nicht entsprechen, auf Antrag des Zoll- und Steuerdirektors aus dem gemeinschaftlichen Dienste wieder zu entfernen.

4. Die Bestallungs-Patente der gemeinschaftlichen Zollbeamten werden von derjenigen Vereins-Regierung, welcher der Beamte angehört, ausgestellt und dem Zoll- und Steuerdirektor zugefertigt, welcher dieselben — wenn der Beamte im Gebiete einer anderen Regierung fungiren soll, nach eingeholter Genehmigung dieser Regierung — an den Betheiligten aushändigt.

Diese Genehmigung ist auch in den Fällen erforderlich, wo die Versetzung eines Beamten aus einem in das andere Staatsgebiet ohne Veränderung seines Ranges und Titels erfolgt, also die Ausfertigung eines neuen Patentes nicht Statt findet.

Die Genehmigung kann nur aus Gründen, welche die Verwendung des Beamten in der in Frage stehenden speziellen Stelle betreffen, versagt werden.

5. In einigen Fällen kann jedoch die vorübergehende

Verwendung der gemeinschaftlichen Zollbeamten auch in einem anderen Staatsgebiete zum Ersatze oder zur Unterstützung der dort fungirenden Beamten, von dem Zoll- und Steuerdirektor unmittelbar, unter gleichzeitiger Anzeige bei den betreffenden Regierungen verfügt werden.

6. Die gemeinschaftlichen Beamten werden von dem Zoll- und Steuerdirektor, oder in dessen Auftrage, bei dem ersten Eintritte in den Dienst dahin eidlich verpflichtet:

dass sie, unbeschadet der ihrem Landesherrn und der Verfassung des Staats, welchem sie angehören, schuldigen Treue, während der Dauer ihres Dienstverhältnisses bei der gemeinschaftlichen Zollverwaltung des Thüringischen Vereins unter Beachtung der Gesetze und Einrichtungen desjenigen Staates, innerhalb dessen Gebietes sie ihren amtlichen Wohnsitz zu nehmen haben, das gemeinsame Interesse des gedachten Vereines nach besten Kräften fördern und den Bestimmungen der Vereinsverträge und der in Folge der letzteren ergangenen landesherrlichen Gesetze und Verordnungen, so wie den ihnen zu deren Ausführung von dem Zoll- und Steuerdirektor des Thüringischen Zoll- und Handelsvereins unmittelbar oder mittelbar zugehenden Anweisungen pünktlich nachleben wollen.

Jeder Vereins-Regierung bleibt es unbenommen, die in ihrem Gebiete fungirenden Beamten, wenn nach der Verfassung des betreffenden Staates es für erforderlich erachtet werden sollte, noch besonders in Pflicht nehmen zu lassen.

Ueber eine gleichmässige Uniformirung und Bewaffnung der gemeinschaftlichen Zollbeamten bleibt weitere Verständigung vorbehalten. Dieselben haben die Kokarde des Staates zu tragen, in dessen Gebiete sie stationirt sind.

7. Die gemeinschaftlichen Zollbeamten behalten ihre Staatsangehörigkeit und ihr Heimathsrecht in demjenigen Staate, welchem sie bei ihrer Anstellung angehörten. Ist der Ort ihres dienstlichen Aufenthalts ausserhalb dieses Staates, so sind dieselben an diesem Orte sowohl in Bezug auf den Gerichtsstand, als in Ansehung anderer Einwohnerrechte und Pflichten als zeitweise Insassen des Landes und als Schutzbürger der Gemeinde, in welcher sie sich des Dienstes wegen aufhalten, anzusehen.

Staats-Abgaben von ihrer Person und ihrem Einkom-

men, soweit sich dieselben nicht auf Grundbesitz oder Gewerbebetrieb beziehen, haben sie jedoch nur in ihrem Heimathslande zu entrichten.

8. Die Besoldungen der gemeinschaftlichen Zollbeamten, so wie die übrigen gemeinschaftlichen Kosten der Grenz-Zollverwaltung werden durch den Organisationsplan und einen gemeinschaftlich aufzustellenden Etat festgesetzt.

9. In Betreff der durch den Zoll- und Steuerdirektor zu übenden Dienstdisziplin über die gemeinschaftlichen Zollbeamten, insbesondere auch über die Suspension und die Entfernung derselben aus dem gemeinschaftlichen Dienste wird das Nähere durch ein besonderes Regulativ bestimmt werden.

10. Jede Vereins-Regierung wird bei der Pensionirung eines gemeinschaftlichen Zollbeamten demselben die Zeit, welche er im gemeinschaftlichen Zolldienste zugebracht und das Dienst-Einkommen, welches er dafür bezogen hat, ebenso anrechnen, als wenn er während dieser Zeit ausschliesslich seinem Landesherrn gedient und das Gehalt aus dessen Kassen bezogen hätte.

Die Gehalts-Abzüge, welche nach den Einrichtungen der einzelnen Vereinsstaaten von den Angestellten der verschiedenen Grade zu den Pensionsfonds etwa geleistet werden, sind von den im gemeinschaftlichen Zolldienste angestellten Beamten gleichfalls zu leisten.

C. Zu Ziffer 18.

1. Die unter Ziffer 18. des Schluss-Protokolls vom 10. Mai 1833 getroffene Verabredung über die Berathung und Vorbereitung der ersten Einrichtung der gemeinschaftlichen Verwaltung soll auch bei der Ausführung der durch den gegenwärtigen Vertrag bedingten neuen Einrichtungen dergestalt Anwendung finden, dass Kommissarien sämmtlicher Vereins-Regierungen mit dem General-Steuer-Inspektor zusammentreten, um die Organisation der Grenz-Zollverwaltung in Thüringen vorzubereiten und auszuführen, auch den Bauschsummen-Anspruch an den Gesammtverein aufzustellen.

2. Abweichungen von solchen einmal vereinbarten Einrichtungen, welche für gemeinschaftliche Rechnung des Vereins bestehen, können nur im Einverständnisse der Vereins-Regierungen eintreten.

3. Insofern durch Mitverwendung gemeinschaftlicher

Zollbeamten zur Aufsicht und Verwaltung anderer Abgabenzweige eine Vermehrung des Personals bedingt werden sollte, so sind die desfallsigen Kosten von dem betreffenden Staate für alleinige Rechnung zu tragen.

V. Zu Punkt 9. des Schluss-Protokolls vom 10. Mai 1833.

Zu den Angelegenheiten, hinsichtlich deren Mehrheitsbeschlüsse im Thüringischen Vereine bei den Verhandlungen der Bevollmächtigten oder auch im Wege der Korrespondenz unter den Vereins-Regierungen Statt finden, und welche unter Punkt 2. des Schluss-Protokolls zu dem Vertrage wegen Anschliessung des gedachten Vereins an den Gesammt-Zollverein vom 11. Mai 1833 bezeichnet sind, gehört insbesondere auch der Fall, wenn über die Anwendung des Tarifs oder anderer vereinbarter Gesetze, ingleichen über Verwaltungsvorschriften und deren Ausführung Verschiedenheit der Ansichten zwischen einzelnen Regierungen des Vereins obwaltet.

Die Bevollmächtigten sind übereingekommen, dass das gegenwärtige Protokoll zugleich mit dem Vertrage den hohen contrahirenden Theilen vorgelegt werden soll, und dass, im Falle der Ratifikation des letzteren, auch die im ersteren enthaltenen Erklärungen und Verabredungen, ohne weitere förmliche Ratifikation derselben, als genehmigt angesehen werden sollen.

Es wurde hierauf der Vertrag in neun Exemplaren unterzeichnet und untersiegelt, auch das gegenwärtige Protokoll in einer gleichen Anzahl von Exemplaren unterzeichnet.

Geschehen wie oben.

(gez) *Johann Friedrich v. Pommer-Esche.*
Alexander Max Philipsborn.
Martin Friedrich Rudolph Delbrück.
Gustav Thon.

XLIII.

Traité entre la Prusse et les autres Etats de l'association de douanes de Thuringe d'une part et la Hesse électorale d'autre part, relatif à l'accession de la Hesse électorale, pour le cercle de Schmalkalden, au traité précédent. Signé à Berlin, le 3 avril 1853).*

Die bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Souveraine, gleichmässig geleitet von dem Wunsche, die Fortdauer dieses Vereins auch in Beziehung auf die darin begriffenen Kurhessischen Landestheile für die Zukunft sicher zu stellen, haben zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt:

einerseits

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchst Ihren Generaldirektor der Steuern Johann Friedrich von Pommer-Esche,

Allerhöchst Ihren Geheimen Legationsrath Alexander Max Philipsborn und

Allerhöchst Ihren Geheimen Regierungsrath Martin Friedrich Rudolph Delbrück;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach,

Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Meiningen,

Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Altenburg,

Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Coburg-Gotha,

Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Rudolstadt,

Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Sondershausen,

Seine Durchlaucht der Fürst von Reuss älterer Linie

und

Seine Durchlaucht der Fürst von Reuss jüngerer Linie:

den Grossherzoglich Sächsischen Geheimen Staatsrath Gustav Thon;

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 2 juin 1853.

andererseits
Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen:
Höchst Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Wilhelm Duysing,
von welchen Bevollmächtigten, unter Vorbehalt der Ratifikation, folgender Vertrag abgeschlossen worden ist.:

Art. 1. Das Kurfürstenthum Hessen tritt in Ansehung des Kreises Schmalkalden dem am 26sten November 1852 zwischen Preussen, Sachsen-Weimar-Eisenach, Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg, Sachsen-Coburg-Gotha, Schwarzburg-Rudolstadt, Schwarzburg-Sondershausen, Reuss älterer und Reuss jüngerer Linie abgeschlossenen, diesem Vertrage beigefügten Vertrage, die Fortdauer des Thüringischen Zoll- und Handelsvereins betreffend, in allen Punkten bei.

Art. 2. In Folge dieses Beitrittes wird der Kurfürstlich Hessische Kreis Schmalkalden auch künftig zu denjenigen Staatsgebieten gehören, welche nach Art. 2. des Vertrages vom 26. November 1852 den Thüringischen Zoll- und Handelsverein bilden.

Art. 3. Die Dauer des gegenwärtigen Vertrages wird vorläufig auf 12 Jahre, vom 1. Januar 1854 anfangend, also bis zum letzten Dezember 1865, festgesetzt.

Sofern derselbe nicht spätestens neun Monate vor dessen Ablaufe von einem oder dem anderen der contrahirenden Staaten gekündigt wird, soll derselbe auf weitere zwölf Jahre, und so fort von zwölf zu zwölf Jahren, als verlängert angesehen werden.

Art. 4. Gegenwärtiger Vertrag soll ratifizirt und es sollen die Ratifikations-Urkunden binnen längstens sechs Wochen in Berlin ausgewechselt werden.

So geschehen Berlin, den 3. April 1853.

(gez.) *von Pommer-Esche.* *Philipsborn.* *Duysing.*
(L. S.) (L. S.) (L. S.)
Delbrück. *Thon.*
(L. S.) (L. S.)

Schluss-Protokoll zum Vertrage vom 3. April 1853.

Verhandelt Berlin, den 3. April 1853.

Indem die unterzeichneten Bevollmächtigten sich heute vereinigten, um den Vertrag zwischen Preussen, Sachsen-Weimar-Eisenach, Sachsen-Meiningen, Sachsen-Alten-

burg, Sachsen-Coburg-Gotha, Schwarzburg-Rudolstadt, Schwarzburg-Sondershausen, Reuss älterer und Reuss jüngerer Linie einerseits, und Kurhessen andererseits, wegen des Beitrittes des Kurfürstenthums Hessen hinsichtlich des Kreises Schmalkalden zu dem Vertrage zwischen den erstgenannten Staaten vom 26. November 1852, die Fortdauer des Thüringischen Zoll- und Handelsvereins betreffend, zu unterzeichnen, wurden noch folgende darauf bezügliche Verabredungen in das gegenwärtige Protokoll niedergelegt.

I. Zu Art. 1. des Vertrages.

1. Man ist darüber einverstanden, dass der in dem Artikel 1. des offenen Vertrages erklärte Beitritt des Kurfürstenthums Hessen zu dem Vertrage vom 26. November 1852 sich auch auf diejenigen Bemerkungen und Verabredungen bezieht, welche in dem zu dem eben gedachten Vertrage gehörigen Schluss-Protokolle enthalten sind.

2. Es wird allseitig anerkannt, dass dem gemeinschaftlichen General-Inspektor des Thüringischen Zoll- und Handelsvereins eine Kognition auch in Ansehung der Biersteuer in den zum gedachten Vereine gehörigen Staatsgebieten zustehe, welche sich aber auf eine Vergewisserung darüber zu beschränken hat, ob mindestens der vertragsmässig geringste Steuersatz in jedem Vereinsstaate erhoben werde, zu welchem Behufe dem General-Inspektor, ausser der Kenntnissnahme von den hierauf bezüglichen Gesetzen und Verordnungen in den einzelnen Vereinsstaaten, ebenso wie bei der Wein- und Tabackssteuer, obliegt, die Materialien zur Statistik der Brauereien und der Besteuerung derselben zu sammeln und jährlich den Vereins-Regierungen vorzulegen, mit besonderer Rücksicht auf verwilligte Fixationen, um nach Befinden Erinnerungen dagegen zu stellen.

II. Zu Art. 3 des Vertrages.

Es findet allseitiges Einverständniss darüber Statt, dass die stillschweigende oder ausdrückliche Erneuerung des Anschlusses des Thüringischen Zoll- und Handelsvereins an den Gesammt-Zoll- und Handelsverein zugleich die Erneuerung des Vertrages wegen Fortdauer des Thüringischen Zoll- und Handelsvereins vom 26.

November 1852 und des gegenwärtigen Beitrittsvertrages zu demselben für die Dauer des erneuerten Anschlusses von selbst in sich schliesst.

Die Bevollmächtigten sind übereingekommen, dass das gegenwärtige Protokoll zugleich mit dem Vertrage den hohen contrahirenden Regierungen vorgelegt werden soll, und dass, im Falle der Ratifikation des letzteren, auch die im ersteren enthaltenen Verabredungen, ohne weitere förmliche Ratifikation derselben, als genehmigt angesehen werden sollen.

Es wurde hierauf der Vertrag in einem Exemplare unterzeichnet und untersiegelt, welches die Grossherzoglich Sächsische Regierung nebst dem gegenwärtigen Protokoll für den Verein in Aufbewahrung nehmen wird.

Einer jeden der contrahirenden Regierungen soll alsbald eine bei dem Königlich Preussischen Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten beglaubigte Abschrift sowohl des Vertrages als auch des gegenwärtigen Protokolles zugestellt werden.

Geschehen wie oben.

(gez.) *von Pommer-Esche.* *Philipsborn.*
Duysing. *Delbrück.* *Thon.*

XLIV.

Protocole, signé à Berlin, le 31 décembre 1852, pour la prolongation du Traité conclu, le 18 octobre 1841, entre la Prusse et la Principauté de Lippe, relatif à l'accession de cette Principauté au Zollverein.

Geschehen Berlin, den 31. Dezember 1852.

Gegenwärtig:

für Preussen:

der Geheime Ober-Finanzrath Friedrich Leopold Henning und

der Geheime Legationsrath Alexander Max Philipsborn;

für Lippe:

der Geheime Ober-Regierungsrath Carl Piderit.

Bei dem Herrannahen des Zeitpunktes, zu welchem der Vertrag, den Anschluss des Fürstenthums Lippe an das Zollsystem Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins betreffend, vom 18. Oktober 1841 nach der Bestimmung in seinem Artikel 19. aufzukündigen sein würde, sofern er nicht für eine neue zwölfjährige Periode unverändert in Kraft bleiben sollte, haben die Königlich Preussische und die Fürstlich Lippische Regierung Bevollmächtigte zu dem Zwecke zusammentreten lassen, um diejenigen Modifikationen oder näheren Bestimmungen der in dem gedachten Vertrage und den dazu gehörenden Separat-Artikeln und Schlussprotokoll enthaltenen Vereinbarungen, welche von der einen oder der anderen Seite etwa für wünschenswerth zu erachten seien, in gemeinsame Berathung zu nehmen. Diese Berathung hat den beiden Regierungen die Ueberzeugung gewährt, dass der Vertrag vom 18. Oktober 1841 nebst den dazu gehörenden Verabredungen auch für die nächste zwölfjährige Periode zwischen Preussen und Lippe unverändert fortbestehen könne, sofern einzelne Bestimmungen jenes Vertrages und dieser Verabredungen die in Folge der gemachten Erfahrungen oder der veränderten Verhältnisse als wünschenswerth oder nothwendig anzuerkennende Erläuterung, Vervollständigung oder weitere Ausführung erhielten, und es sind demgemäss die nebenbezeichneten Bevollmächtigten auf Grund der ihnen von ihren Regierungen ertheilten Instruktionen, über folgende, auf den auch ferner fortdauernden Vertrag vom 18. Oktober 1841 nebst Separat-Artikeln und Schlussprotokoll bezügliche Punkte einig geworden:

1. Zu Artikel 3. des Vertrages vom 18. Oktober 1841 und Separat-Artikel 3. zu demselben.

Im Anschluss an den Artikel 3. des Vertrages vom 18. Oktober 1841, welcher gleich dem Separat-Artikel 3. zu demselben auch auf die Bestimmungen wegen Besteuerung des Rübenzuckers Anwendung findet, ist Nachstehendes verabredet worden.

Im Verhältnisse zu den übrigen Vereinsstaaten und in allen mit den letzteren vorkommenden Verhandlungen wird die Königlich Preussische Regierung das Interesse des Fürstenthums Lippe, gleich demjenigen der eigenen Preussischen Lande, wahrnehmen.

Sie wird der Fürstlichen Regierung von dem Eintritt

jeder General-Konferenz in Zollvereins-Angelegenheiten zeitig Nachricht ertheilen, und es bleibt alsdann der Fürstlichen Regierung anheimgegeben, der Königl. Regierung die Wünsche, welche sie in Beziehung auf Abänderung der im Fürstenthum Lippe zur Ausführung kommenden gesetzlichen oder administrativen Bestimmungen über Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben oder über die Rübenzuckersteuer hegen und zur Kenntniss und Beschlussnahme der Vereins-Regierungen gebracht sehen möchte, vor dem Beginn jeder Konferenz zur weiteren Veranlassung zu bezeichnen.

Nach dem Schlusse der Konferenz wird das über deren Verhandlungen aufgenommene Protokoll der Fürstlichen Regierung mitgetheilt werden.

2. Zu Separat-Artikel 5. zu dem Vertrage vom 18. Oktober 1841.

1. Fürstlich Lippischer Seits wurde bemerkt, dass man die Vereinbarung unter Nr. 2. a. des Separat-Artikels 5. zu dem Vertrage vom 18. Oktober 1841, wonach die Seitens der Fürstlichen Saline in Uffeln zum inländischen Verbrauche abzusetzende Quantität Salz nicht mehr als den angenommenen jährlichen Bedarf von 18 Pfund für den Kopf der Bevölkerung jeder Gemeinde betragen soll, dahin auffasse, dass das Viehsalz, welches, in Uebereinstimmung mit der deshalb in Preussen bestehenden Einrichtung, in einer für Menschen ungeniessbaren Mischung von der gedachten Saline abgegeben wird, auf dieses Maximal-Quantum von 18 Pfund für den Kopf nicht anzurechnen sei. Wenngleich der Salz-Verbrauch im Fürstenthum, einschliesslich des Viehsalzes, das gedachte Maximal-Quantum noch nicht erreicht habe, so könne doch der Fall eintreten, dass letzteres, bei steigendem Verbrauche des Viehsalzes überschritten werde, und es sei deshalb Fürstlich Lippischer Seits Werth darauf zu legen, dass man des Einverständnisses der Königlich Preussischen Regierung mit jener Auffassung der vorliegenden Vertrags-Bestimmung versichert sein könne.

Königlich Preussischer Seits wurde hierauf bemerkt, dass man zwar diese Auffassung als dem Sinne des Vertrages entsprechend nicht anerkennen, auch es nicht für wahrscheinlich halten könne, dass der Salzverbrauch im Fürstenthum, welcher an Kochsalz durchschnittlich nicht mehr als etwa $15\frac{1}{2}$ Pfund für den Kopf betrage, durch

eine vermehrte Verwendung von Viehsalz in dem Maasse zunehmen werde, dass der gesammte Salzverbrauch das Maximal-Quantum von 18 Pfund für den Kopf übersteige, dass man indessen, um den Wünschen der Fürstlichen Regierung entgegenzukommen, im Voraus die Zusicherung ertheile, dass, wenn der gesammte Salzbedarf des Fürstenthums im Laufe der Zeit die Menge von 18 Pfund auf den Kopf übersteigen und diese Steigerung, ohne eine wesentliche Aenderung in der Quantität des debitirten Kochsalzes, durch eine wesentliche Vermehrung des Verbrauchs von Viehsalz veranlasst sein sollte, alsdann Königlich Preussischer Seits gegen die volle Befriedigung des Bedarfs an Viehsalz über das vereinbarte Maximal-Quantum hinaus ein Widerspruch nicht werde erhoben werden.

2. Zur Ausführung der Verabredung unter litt. c. des Separat-Artikels 5., nach welcher jeder Transport von Salz entweder von der Saline zu den Debitsstellen oder von den Debitsstellen zur Wohnung der Käufer, im ersteren Falle durch eine Bescheinigung der Salinen-Verwaltung, im zweiten durch das Salzbuch der betreffenden Gemeinde oder des Käufers legitimirt sein muss, wird die Fürstlich Lippische Regierung dafür Sorge tragen, dass für jede Gemeinde, so weit es noch nicht geschehen ist, ein Salzseller angenommen wird, welcher innerhalb der Gemeinde wohnt und durch das Salzbuch der Gemeinde seine Befugniss zum Ankauf des Salzes bei den Verkaufsstellen nachzuweisen, sowie den Transport bis zum Bestimmungsorte zu legitimiren hat. Soweit die Ansetzung eines Gemeindesellers in der vorbezeichneten Art in einzelnen Gemeinden Schwierigkeiten finden, und dem Bedürfniss nicht durch Ueberweisung einer solchen Gemeinde an den Seller einer Nachbargemeinde in gemeinsamem Einverständnisse zu entsprechen sein sollte, so werden die einzelnen Mitglieder der Gemeinden für ihre Person zu dem vorgedachten Zwecke Salzbücher empfangen.

Den Salzverkaufsstellen und Gemeindesellern wird der Verkauf von Salz an Preussische Angehörige bei Strafe untersagt werden.

3. Zu Artikel 8. des Vertrages vom 18. Oktober 1841.

Wegen alles Desjenigen, was die Einrichtung der Verwaltung der Rübenzuckersteuer, insbesondere die Er-

nennung der Erhebungs- und Aufsichtsbeamten, deren dienstliche und sonstige Verhältnisse und die obere Leitung des Steuerdienstes, ferner die Untersuchung und Bestrafung der Steuervergehen betrifft, sollen dieselben Verabredungen massgebend sein, welche in dem Vertrage vom 18. Oktober 1841 und dessen Separat-Artikeln, sowie in gegenwärtigem Protokolle, hinsichtlich der Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben getroffen worden sind.

Bei der Erhebung und Kontrole der gedachten Steuer werden dieselben Vorschriften und Verwaltungs-Grundsätze Anwendung finden, welche in dieser Beziehung in Preussen bestehen oder in Zukunft bestehen werden.

4. Zu Separat-Artikel 8. zum Vertrage vom 18. Oktober 1841.

Die Einrichtung der Zoll- und Steuer-Verwaltung und namentlich die Bestimmung des Bezirks der Dienststellen hängt davon ab, ob das Fürstenthum Lippe vom 1. Januar 1854 ab noch von der Zollgrenze berührt oder mit seinem ganzen Gebiete in das Binnenland fallen wird. Die näheren Anordnungen dieserhalb sollen nach Anleitung des Artikel 13. des Vertrages vom 18. Oktober 1841 einer Ausführungs-Kommission übertragen werden. Eine Niederlage wird zu Lemgo auch in dem Falle verbleiben, wenn sich daselbst der Sitz des gemeinschaftlichen Hauptamtes nicht ferner befinden sollte; dagegen wird die zur Zeit in Erder bestehende Niederlage nur in dem Falle fortdauern, wenn das Bedürfniss derselben auch für die Zukunft anzuerkennen sein sollte.

5. Zu Artikel 14. des Vertrages vom 18. Oktober 1841.

Wenngleich die Zoll- und Steuer-Verwaltung im Fürstenthum Lippe einen von der inneren Verwaltung des letzteren getrennten Dienstzweig bildet, so können doch Fälle vorkommen, wo bei Ausübung jener Verwaltung polizeiliche oder allgemeine Verwaltungs-Interessen berührt werden und es deshalb der Fürstlichen Regierung wünschenswerth wird, von den einschlägigen thatsächlichen Verhältnissen schleunig Kenntniss zu erhalten. Man ist deshalb übereingekommen, dass künftig das gemeinschaftliche Hauptamt, unbeschadet seiner im Artikel 14. des Vertrages vom 18. Oktober 1841 festgestellten Unterordnung unter die Königliche Provinzial-Steuer-Direk-

tion zu Münster, in den vorbezeichneten Fällen der Fürstlichen Regierung auf deren Erfordern über das obwaltende thatsächliche Verhältniss berichtliche Auskunft ertheilen und gleichzeitig der vorerwähnten Direktion eine Abschrift des Berichtes überreichen soll.

6. Zu Separat-Artikel 9. zum Vertrage vom 18. Oktober 1841.

1. In Bezug auf die Anstellung, Beförderung und Versetzung der Zoll- und Steuerbeamten besteht Einverständniss darüber:

a) dass die unter Nr. 5. des Separat-Artikels 9. zum Vertrage vom 18. Oktober 1841 getroffene Verabredung, nach welcher die Fürstliche Regierung zugesagt hat, über die beabsichtigte Anstellung von Beamten der Königlichen Provinzial-Steuer-Direktion zu Münster eine vorgängige Mittheilung zugehen zu lassen, und die von dieser etwa gehegten erheblichen Bedenken durch eine anderweite Wahl zu berücksichtigen, auch auf den Fall zu beziehen sei, wenn es sich nicht von einer ersten Anstellung, sondern von der Besetzung einer erledigten Stelle mit einem im Zoll- oder Steuerdienste bereits angestellten Beamten (Versetzung, Beförderung u. s. w.) handelt;

b) dass die Gewährung von Gehalts-Verbesserungen und das Vorrücken in höhere Etatsbesoldungen — abgesehen von dem Falle der Besetzung erledigter Stellen, sofern diese Besetzung der Fürstlichen Regierung zusteht, — lediglich der Anordnung der Königlichen Provinzial-Steuer-Direktion zu Münster unterliegt, und

c) dass die letztere befugt ist, auch innerhalb des Fürstenthums Lippe einen Stationswechsel unter dem Aufsichts-Personal und zwischen den Einnehmern im Interesse des Dienstes eintreten zu lassen.

Die Provinzial-Steuer-Direktion wird bei Ausübung der ihr nach litt. b. und c. zustehenden Befugnisse die dieserhalb in Preussen bestehenden Verwaltungs-Grundsätze sich zur Richtschnur dienen lassen.

2. Königlich Preussischer Seits wurde von den Grundsätzen Mittheilung gemacht, welche laut des Protokolls vom 20. Mai 1835 in Beziehung auf die Entschädigung der durch Zollanschlüsse dienstlos werdenden Beamten im Zollverein bestehen und von den Abänderungen dieser Grundsätze, welche, mit Rücksicht auf die Bestimmungen im Separat-Artikel 10. zu dem Vertrage zwi-

schen Preussen und Hannover, die Vereinigung des Steuervereins mit dem Zollverein betreffend, vom 7. September 1851, beabsichtigt werden.

Fürstlich Lippischer Seits wurde durch diese Mittheilung die Ueberzeugung gewonnen, dass durch die Versorgung der bisher an der Grenze gegen Hannover stationirten, durch den Zollanschluss dieses Staates dienstlos werdenden Zollbeamten den Fürstlichen Kassen eine Last nicht erwachsen werde.

Die Fürstliche Regierung wird der Königlichen Regierung im Januar jedes Jahres eine Liquidation der von ihr im Laufe des Vorjahres an ihre dienstlos gewordenen Beamten gezahlten und, nach Massgabe der angeführten Grundsätze, dem gesammten Zollvereine aufzurechnenden Beträge mittheilen und diese Beträge bei der Abrechnung für das IV. Quartal des Jahres, in welchem die Zahlungen geleistet worden sind, von der Königlichen Regierung erstattet erhalten.

7. Zu Artikel 17. des Vertrages vom 18. Oktober 1841.

Von ausländischen Waaren, welche mit Attesten des Fürstlichen Hofmarschall-Amtes für die Hofhaltung Sr. Durchlaucht des Fürsten zur Lippe eingehen und bei dem gemeinschaftlichen Hauptamte oder bei einem Königlich Preussischen Hauptamte zur schliesslichen Abfertigung gelangen, werden die Eingangs-Abgaben, soweit es durch gedachte Atteste verlangt wird, nicht erhoben, sondern blos notirt und der Fürstlichen Regierung bei der nächsten Zahlung des ihr zustehenden Antheils an den Zollgefällen statt baaren Geldes in Zahlung angerechnet werden.

8. Zu Separat-Artikel 12. zum Vertrage vom 18. Oktober 1841.

Man ist darüber einverstanden, dass dem Fürstenthum Lippe der ihm zustehende Antheil an dem Ertrage der Rübenzuckersteuer nach denselben Grundsätzen zu gewähren ist, wie solche in Betreff seines Antheils an den gemeinschaftlichen Zöllen und den Uebergangs-Abgaben von Taback, Traubenmost und Wein in dem Separat-Artikel 12. zum Vertrage vom 18. Oktober 1841 verabredet sind, dergestalt, dass bei der Rübenzuckersteuer, wie bei den Zöllen und den Uebergangs-Abgaben, als der, nach Abzug des Aequivalents für die Kosten der

Verwaltung, und zwar von fünf Prozent bei den Zöllen und Uebergangs-Abgaben und von zwei Prozent bei der Rübenzuckersteuer, zwischen Preussen und Lippe nach dem Verhältniss der Bevölkerung zu theilende Betrag derjenige Reinertrag anzusehen ist, welcher zufolge der, über die Theilung der gedachten Steuer und Abgaben jeweilig unter den Zollvereinsstaaten bestehenden Verabredungen Preussen zufallen wird, und zwar bezüglich der Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben in der Art, dass auf das Fürstenthum Lippe dieselben Grundsätze Anwendung finden, nach welchen die westlichen Preussischen Provinzen werden behandelt werden.

Sollten in Zukunft die Kosten für die Kontrolirung und Erhebung der Rübenzuckersteuer vollständig oder zu einem grösseren Antheile, als dies nach den zur Zeit bestehenden Verabredungen der Fall ist, auf Rechnung des gesammten Zollvereins übernommen werden, so wird der Abzug von zwei Prozent für die Kosten der Verwaltung, welcher von dem zwischen Preussen und Lippe zur Theilung zu stellenden Reinertrage der Rübenzuckersteuer zu Gunsten Preussens zu machen ist, gänzlich aufhören, beziehungsweise eine verhältnissmässige Verminderung erleiden.

9. Uebereinkunft vom 18. Oktober 1841, wegen Erhebung des Weserzolles.

Die Fürstlich Lippische Regierung wird die Erhebung des Weserzolles sobald, so lange und unter den Massgaben suspendiren, als dies von sämmtlichen, vom 1. Januar 1854 ab zum Zollvereine gehörenden Weseruferstaaten in Betreff ihrer Weserzölle geschieht.

Das gegenwärtige Protokoll wird von den Bevollmächtigten ihren Regierungen vorgelegt und, nach Allerhöchster und Höchster Genehmigung, durch binnen längstens drei Wochen auszutauschende Ministerial-Erklärungen ratifizirt werden.

Geschehen wie oben.

(gez.) *Friedrich Leopold Henning.*
Alexander Max Philipsborn.
Carl Piderit.

XLV.

Protocole, signé à Berlin, le 31 décembre 1852, relatif au Traité conclu, le 18 octobre 1841, entre la Prusse et la Principauté de Lippe pour l'imposition sur certains produits de ce dernier pays.

Geschehen Berlin, den 31. Dezember 1852.

Gegenwärtig:

für Preussen:

der Geheime Ober-Finanzrath Friedrich Leopold Henning und

der Geheime Legationsrath Alexander Max Philipsborn,

für Lippe:

der Geheime Ober-Regierungsrath Carl Piderit.

Bei den Verhandlungen zwischen Preussen und Lippe über die Fortdauer des Vertrages, den Anschluss des Fürstenthums Lippe an das Zollsystem Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins betreffend, vom 18. Oktober 1841, haben die beiderseitigen Bevollmächtigten auch den Vertrag zwischen Preussen und Lippe wegen der Besteuerung innerer Erzeugnisse im Fürstenthume Lippe vom 18. Oktober 1841 einer gemeinschaftlichen Prüfung unterworfen und sich dabei auf Grund der ihnen von ihren Regierungen ertheilten Instruktion darüber verständigt, dass, da nach erfolgtem Zollanschluss des Königreichs Hannover von dem aus Hannover nach Lippe übergehenden Branntwein und Bier eine Uebergangs-Abgabe zu erheben sein wird, die Bestimmungen, welche in den Artikeln 2., 3. und 4. des gedachten Vertrages über die Festsetzung, Verwaltung und Erhebung der Branntwein- und Braumalzsteuer getroffen worden sind, auf die Festsetzung, Verwaltung und Erhebung der Uebergangs-Abgaben von Branntwein und Bier gleichmässig Anwendung finden sollen. Königlich Preussischer Seits wurde ferner bemerkt, dass unter Nr. 7. des der Fürstlich Lippischen Regierung bereits mitgetheilten Schlussprotokolls zu dem Vertrage zwischen Preussen und dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine wegen des Beitritts des letzteren zu dem Vertrage zwischen Preussen und Hannover, die Vereinigung des Steuervereins mit dem Zollvereine betreffend, vom 27.

November 1852 eine Vereinbarung getroffen worden sei, vermöge deren die jetzt geltenden Grundsätze für die Berechnung des dem Thüringischen Verein an dem gemeinschaftlichen Branntweinsteuer-Aufkommen, einschliesslich der Uebergangs-Abgabe von vereinsländischem Branntwein zustehenden Antheils vom 1. Januar 1854 ab eine Aenderung erleiden würden, und welche von dem gedachten Tage an, den im Separat-Artikel 4. zu Artikel 5. des im Eingange gedachten Vertrages erwähnten jährlichen Abrechnungen zwischen Preussen und Thüringen werde zu Grunde gelegt werden. Auch sei die Möglichkeit nicht ausgeschlossen, dass, im Falle der Fortsetzung des Zollvereins mit dem Königreiche Sachsen, auch in den Grundsätzen über die jährlichen Abrechnungen zwischen Preussen und Sachsen wegen der Branntweinsteuer und der Uebergangs-Abgabe von Branntwein eine Aenderung eintreten könne.

Fürstlich Lippischer Seits fand sich hierzu nichts zu bemerken.

Das gegenwärtige Protokoll wird von den Bevollmächtigten ihren Regierungen vorgelegt und, nach Allerhöchster und Höchster Genehmigung, durch binnen längstens drei Wochen auszutauschende Ministerial-Erklärungen ratifizirt werden.

Geschehen wie oben.

(gez.) *Friedrich Leopold Henning.*
Alexander Max Philipsborn.
Carl Piderit.

XLVI.

Traité entre la Prusse, la Bavière, le royaume de Saxe, le Hanovre, le Wurtemberg, le Grand-duché de Bade, la Hesse électorale et grand-ducale, les États de l'association de douanes de Thuringe, les Duchés de Brunswic, d'Oldenbourg et de Nassau et la ville libre de Francfort, relatif à la continuation et l'extension du Zollverein. Signé à Berlin, le 4 avril 1853).*

Nachdem die Regierungen von Preussen, Bayern, Sachsen, Hannover, Württemberg, Baden, Kurhessen, Grossherzogthum Hessen, der bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Staaten, Braunschweig, Oldenburg, Nassau und der freien Stadt Frankfurt,

im Anerkenntniss der wohlthätigen Wirkungen, welche der auf den Verträgen vom 22. und 30. März und 11. Mai 1833, vom 12. Mai und 10. Dezember 1835, vom 2. Januar 1836 und vom 8. Mai, 19. Oktober und 13. November 1841 beruhende Zoll- und Handelsverein, den bei dessen Gründung gehegten Absichten entsprechend, für den Handel und gewerblichen Verkehr der daran betheiligten Staaten herbeigeführt hat, und welche von einer weiteren Ausdehnung des gegenseitig freien Handels und gewerblichen Verkehrs zwischen Ihren Staaten für die Wohlfahrt Ihrer Unterthanen und zugleich für die Beförderung der allgemeinen Handels- und Verkehrsfreiheit in Deutschland zu erwarten stehen,

in dem Wunsche übereingekommen sind, sowohl den Fortbestand des gedachten Zoll- und Handelsvereins sicherzustellen, als auch den Steuerverein, auf Grund des zwischen den Regierungen von Preussen und Hannover am 7. September 1851 abgeschlossenen Vertrages, welchem Oldenburg durch Vertrag vom 1. März 1852 beigetreten ist, mit diesem Vereine zu vereinigen: so sind zur Erreichung dieser Zwecke Verhandlungen gepflogen worden, wozu als Bevollmächtigte ernannt haben:

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 2 juin 1853

Seine Majestät der König von Preussen:
Allerhöchst Ihren General-Direktor der Steuern Johann Friedrich von Pommer-Esche,
Allerhöchst Ihren Geheimen Legationsrath Alexander Max Philipsborn
und
Allerhöchst Ihren Geheimen Regierungsrath Martin Friedrich Rudolph Delbrück;
Seine Majestät der König von Bayern:
Allerhöchst Ihren Ministerialrath Carl Meixner;
Seine Majestät der König von Sachsen:
Allerhöchst Ihren Zoll- und Steuer-Direktor Bruno von Schimpff;
Seine Majestät der König von Hannover:
Allerhöchst Ihren General-Direktor der indirekten Steuern und Zölle Dr. Otto Klenze;
Seine Majestät der König von Württemberg:
Allerhöchst Ihren Direktor im Finanz-Ministerium Carl Friedrich von Sigel;
Seine Königliche Hoheit der Regent von Baden:
Höchst Ihren Ministerialrath Joseph Hack;
Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen:
Höchst Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Wilhelm Duysing;
Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Hessen und bei Rhein:
Höchst Ihren Ministerialrath Maximilian von Biegeleben;
Die bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsverein betheiligten Souveraine, nämlich ausser Seiner Majestät dem Könige von Preussen und Seiner Königlichen Hoheit dem Kurfürsten von Hessen:
Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach,
Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Meiningen,
Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Altenburg,
Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Coburg-Gotha,
Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Rudolstadt,
Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Sondershausen;
Seine Durchlaucht der Fürst von Reuss älterer Linie
und
Seine Durchlaucht der Fürst von Reuss jüngerer Linie:

den Grossherzoglich Sächsischen Geheimen Staatsrath Gustav Thon;

Seine Hoheit der Herzog von Braunschweig und Lüneburg:

Höchst Ihren Finanz-Direktor Wilhelm Erdmann Florian von Thielau;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg:

Höchst Ihren Geschäftsträger am Königlich Preussischen Hofe Legationsrath Dr. Friedrich August Liebe;

Seine Hoheit der Herzog von Nassau:

Höchst Ihren Domänenrath Ernst Freiherrn Marschall von Bieberstein;

der Senat der freien Stadt Frankfurt:

den Schöffen und Senator Coester;

von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, folgender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. 1. Der zwischen den Königreichen Preussen, Bayern, Sachsen und Württemberg, dem Grossherzogthum Baden, dem Kurfürstenthum und dem Grossherzogthum Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine verbundenen Staaten, den Herzogthümern Braunschweig und Nassau und der freien Stadt Frankfurt, Behufs eines gemeinsamen Zoll- und Handelssystems errichtete Verein wird vorläufig auf weitere zwölf Jahre, vom 1. Januar 1854 anfangend, also bis zum letzten Dezember 1865, fortgesezt.

Für diesen Zeitraum bleiben die Zollvereinigungs-Verträge vom 22. und 30. März und 11. Mai 1833, vom 12. Mai und 10. Dezember 1835, vom 2. Januar 1836 und vom 8. Mai, 19. Oktober und 13. November 1841 auch ferner in Kraft.

Art. 2. Der zwischen dem Königreich Hannover, dem Herzogthum Oldenburg und den ihnen angeschlossenen Gebieten dermalen bestehende Steuerverein wird, vom 1. Januar 1854 an, mit dem zwischen den übrigen kontrahirenden Staaten im Artikel 1. erneuerten Zoll- und Handelsvereine verbunden, dergestalt, dass beide Vereine für die Dauer der im Artikel 1. erwähnten Vertrags-Periode einen durch ein gemeinsames Zoll- und Handelssystem verbundenen, und alle darin begriffenen Länder umfassenden Gesammtverein bilden.

Die Rechte und Verpflichtungen, welche in den, im

Artikel 1. genannten Zollvereinigungs-Verträgen gegenseitig zugestanden und übernommen sind, sollen, soweit nicht etwas Anderes besonders verabredet ist, auch dem Königreiche Hannover und dem Herzogthum Oldenburg zustehen und obliegen und zwar sowohl in dem Verhältniss beider Staaten zu einander, als auch in dem Verhältniss eines jeden derselben zu den übrigen kontrahirenden Staaten. Zur Feststellung der erwähnten Rechte und Verpflichtungen wird der Inhalt jener Verträge mit diesen besonderen Verabredungen in Nachstehendem aufgenommen.

Art. 3. In den Gesammtverein sind insbesondre auch diejenigen Staaten einbegriffen, welche schon früher entweder mit ihrem ganzen Gebiete, oder mit einem Theile desselben dem Zoll- und Handelssysteme eines oder des anderen der kontrahirenden Staaten beigetreten sind, unter Berücksichtigung ihrer auf den Beitrittsverträgen beruhenden besonderen Verhältnisse zu den Staaten, mit welchen sie jene Verträge abgeschlossen haben.

Art. 4. Dagegen bleiben von dem Gesammtvereine vorläufig ausgeschlossen diejenigen einzelnen Landestheile der kontrahirenden Staaten, welche sich ihrer Lage wegen zur Aufnahme in den Gesammtverein nicht eignen.

Hierbei werden jedoch in Beziehung auf die schon bisher zum Zollvereine gehörigen Staaten diejenigen Anordnungen aufrecht erhalten, welche rücksichtlich des erleichterten Verkehrs der ausgeschlossenen Landestheile mit dem Hauptlande gegenwärtig bestehen.

Weitere Begünstigungen dieser Art können nur im gemeinschaftlichen Einverständnisse der Vereinsglieder bewilligt werden.

Art. 5. In den Gebieten der kontrahirenden Staaten sollen übereinstimmende Gesetze über Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben bestehen, dabei jedoch diejenigen Modifikationen zulässig sein, welche, ohne dem gemeinsamen Zwecke Abbruch zu thun, aus der Eigenthümlichkeit der allgemeinen Gesetzgebung eines jeden Theil nehmenden Staates oder aus lokalen Interessen sich als nothwendig ergeben. Bei dem Zolltarife namentlich sollen hierdurch in Bezug auf Eingangs- und Ausgangs-Abgaben bei einzelnen, weniger für den grösseren Handels-Verkehr geeigneten Gegenständen, und in Bezug auf Durchgangs-Abgaben, je nachdem der Zug der Handelsstrassen es erfordert, solche Abweichungen

von den allgemein angenommenen Erhebungssätzen, welche für einzelne Staaten als vorzugsweise wünschenswerth erscheinen, nicht ausgeschlossen sein, sofern sie auf die allgemeinen Interessen des Vereins nicht nachtheilig einwirken.

Desgleichen soll auch die Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben und die Organisation der dazu dienenden Behörden in allen Ländern des Gesammtvereins, unter Berücksichtigung der in denselben bestehenden eigenthümlichen Verhältnisse, auf gleichen Fuss gebracht werden.

Art. 6. Veränderungen in der Zollgesetzgebung, mit Einschluss des Zolltarifs und der Zoll-Ordnung, so wie Zusätze und Ausnahmen können nur auf demselben Wege und mit gleicher Uebereinstimmung sämmtlicher Glieder des Gesammtvereins bewirkt werden, wie die Einführung der Gesetze erfolgt.

Dies gilt auch von allen Anordnungen, welche in Beziehung auf die Zollverwaltung allgemein abändernde Normen aufstellen.

Art. 7. Mit der Ausführung des gegenwärtigen Vertrages tritt zwischen den kontrahirenden Staaten Freiheit des Handels und Verkehrs und zugleich Gemeinschaft der Einnahme an Zöllen ein, wie beide in den folgenden Artikeln bestimmt werden.

Art. 8. Es hören von diesem Zeitpunkte an alle Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben an den gemeinschaftlichen Landesgrenzen der schon jetzt zum Zollverein gehörenden Staaten und der dermalen zum Steuerverein gehörenden Staaten auf, und es können alle im freien Verkehr des einen Gebietes bereits befindlichen Gegenstände auch frei und unbeschwert in das andere Gebiet gegenseitig eingeführt werden, mit alleinigem Vorbehalte

a) der zu den Staats-Monopolien gehörigen Gegenstände (Spielkarten und Salz), nach Maassgabe der Artikel 9 und 10;

b) der im Innern der kontrahirenden Staaten mit einer Steuer belegten inländischen Erzeugnisse, nach Maassgabe des Artikels 11.

Art. 9. Hinsichtlich der Einfuhr von Spielkarten behält es bei den in den kontrahirenden Staaten bestehenden Verbots- oder Beschränkungs-Gesetzen sein Bewenden.

Art. 10. In Betreff des Salzes treten die Königlich Hannoversche und die Grossherzoglich Oldenburgische Regierung den zwischen den kontrahirenden Vereins-Regierungen getroffenen Verabredungen in folgender Art bei.

a) Die Einfuhr des Salzes und aller Gegenstände, aus welchen Kochsalz ausgeschieden zu werden pflegt, aus fremden, nicht zum Vereine gehörigen Ländern in die Vereinsstaaten ist verboten, in soweit dieselbe nicht für eigene Rechnung einer der vereinten Regierungen, und zum unmittelbaren Verkaufe in ihren Salz-Aemtern, Faktoreien oder Niederlagen geschieht.

b) Die Durchfuhr des Salzes und der vorbezeichneten Gegenstände aus den zum Vereine nicht gehörigen Ländern in andere solche Länder soll nur mit Genehmigung der Vereinsstaaten, deren Gebiet bei der Durchfuhr berührt wird, und unter den Vorsichtsmaassregeln Statt finden, welche von denselben für nöthig erachtet werden.

c) Die Ausfuhr des Salzes in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staaten ist frei.

d) Was den Salzhandel innerhalb der Vereinsstaaten betrifft, so ist die Einfuhr des Salzes von einem in den anderen nur in dem Falle erlaubt, wenn zwischen den Landes-Regierungen besondere Verträge deshalb bestehen.

e) Wenn eine Regierung von einer anderen innerhalb des Gesammt-Vereins aus Staats- oder Privat-Salinen Salz beziehen will, so müssen die Sendungen mit Pässen von öffentlichen Behörden begleitet werden.

Zu diesem Ende verpflichten sich die betheiligten Regierungen, auf den Privat-Salinen einen öffentlichen Beamten aufzustellen, der den Umfang der Produktion und des Absatzes derselben überhaupt zu beobachten hat.

f) Wenn ein Vereinsstaat durch einen anderen aus dem Auslande oder aus einem dritten Vereinsstaate seinen Salzbedarf beziehen, oder durch einen solchen sein Salz in fremde, nicht zum Vereine gehörige Staaten versenden lassen will, so soll diesen Sendungen kein Hinderniss in den Weg gelegt werden, jedoch werden, insofern dieses nicht schon durch frühere Verträge bestimmt ist, durch vorgängige Uebereinkunft der betheiligten Staaten die Strassen für den Transport und die erforderlichen Sicherheitsmaassregeln zur Verhinderung der Einschwärzung verabredet werden.

g) Da es, nach der bestimmten Erklärung der Kö-

niglich Hannoverschen Regierung, unübersteigliche Schwierigkeiten findet, im dortigen Gebiete den Verkauf des Salzes en gros, wie dies im übrigen Gebiete des Zollvereins geschieht, auf Rechnung des Staates zu übernehmen und zu beschränken, oder doch den jetzigen Betrag ihrer Salzsteuer zu erhöhen, so werden die Regierungen von Hannover und Oldenburg, um Einschwärzungen von Salz in die angrenzenden Vereinsstaaten, auch ohne die, in Folge der Zollvereinigung wegfallende strenge Grenzbewachung abzuwenden, die verbotene Salzeinfuhr nach diesen Staaten mit nachdrücklichen Strafen bedrohen und durch andere, näher verabredete Mittel zu deren Verhinderung mitwirken.

Art. 11. In Bezug auf diejenigen Erzeugnisse, welche in den einzelnen Vereinsstaaten theils bei ihrer Hervorbringung oder Zubereitung, theils unmittelbar bei ihrem Verbrauche mit einer inneren Steuer belegt sind (Art. 8. Litt. b.), wird es von sämmtlichen kontrahirenden Theilen als wünschenswerth anerkannt, hierin eine Uebereinstimmung der Gesetzgebung und der Besteuerungssätze in den Vereinsstaaten thunlichst hergestellt zu sehen, und es wird daher auch ihr Bestreben auf Herbeiführung einer solchen Gleichmässigkeit, insbesondere durch Vereinigung mehrerer Staaten zu gleichen inneren Steuer-Einrichtungen, mit oder ohne Gemeinschaftlichkeit der Steuer-Erträge, gerichtet sein. Bis dahin, wo dieses Ziel erreicht worden, sollen hinsichtlich der vorbemerkten Steuern und des Verkehrs mit den davon betroffenen Gegenständen unter den Vereinsstaaten, zur Vermeidung der Nachtheile, welche aus einer Verschiedenartigkeit der inneren Steuer-Systeme überhaupt, und namentlich aus der Ungleichheit der Steuersätze, sowohl für die Produzenten, als für die Steuereinnahme der einzelnen Vereinsstaaten erwachsen könnten — abgesehen von der Besteuerung des im Umfange des Zollvereins erzeugten Rübenzuckers, weshalb auf die besonders getroffenen Vereinbarungen Bezug genommen wird — folgende Grundsätze in Anwendung kommen.

I. Hinsichtlich der ausländischen Erzeugnisse.

Von allen Erzeugnissen, von welchen entweder auf die in der Zoll-Ordnung vorgeschriebene Weise dargethan wird, dass sie als ausländisches Ein- oder Durchgangsgut die zollamtliche Behandlung bei einer Erhe-

bungsbehörde des Vereins bereits bestanden haben oder derselben noch unterliegen, oder von welchen, dafern sie zu den tarifmässig zollfreien gehören, durch Bescheinigungen der Grenz-Zollämter nachgewiesen wird, dass sie vom Auslande eingeführt worden sind, darf keine weitere Abgabe irgend einer Art, sei es für Rechnung des Staats oder für Rechnung von Kommunen und Korporationen, erhoben werden, jedoch — was das Eingangsgut betrifft — mit Vorbehalt derjenigen inneren Steuern, welche in einem Vereinsstaate auf die weitere Verarbeitung oder auf anderweite Bereitungen aus solchen Erzeugnissen, ohne Unterschied des ausländischen, inländischen oder vereinsländischen Ursprungs allgemein gelegt sind.

II. Hinsichtlich der inländischen und vereinsländischen Erzeugnisse.

1. Von den innerhalb des Vereins erzeugten Gegenständen, welche nur durch einen Vereinsstaat transitiren, um entweder in einen anderen Vereinsstaat oder nach dem Auslande geführt zu werden, dürfen innere Steuern weder für Rechnung des Staats, noch für Rechnung von Kommunen oder Korporationen erhoben werden.

2. Jedem Vereinsstaate bleibt es zwar freigestellt, die auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder dem Verbrauche von Erzeugnissen ruhenden inneren Steuern beizubehalten, zu verändern oder aufzuheben, sowie neue Steuern dieser Art einzuführen, jedoch sollen

a) dergleichen Abgaben für jetzt nur auf folgende inländische und gleichnamige vereinsländische Erzeugnisse, als: Branntwein, Bier, Essig, Malz, Wein, Most, Cider (Obstwein), Taback, Mehl und andere Mühlenfabrikate, desgleichen Backwaaren, Fleisch, Fleischwaaren und Fett gelegt werden dürfen. Auch wird man sich

b) so weit nöthig, über bestimmte Sätze verständigen, deren Betrag bei Abmessung der Steuern nicht überschritten werden soll.

3. Bei allen Abgaben, welche in dem Bereiche der Vereinsländer hiernach zur Erhebung kommen, wird eine gegenseitige Gleichmässigkeit der Behandlung dergestalt Statt finden, dass das Erzeugniss eines anderen Vereinsstaates unter keinem Vorwande höher oder in einer lästigeren Weise, als das inländische oder als das Erzeugniss der übrigen Vereinsstaaten, besteuert werden

darf. In Gemässheit dieses Grundsatzes wird Folgendes festgesetzt:

a) Vereinsstaaten, welche von einem inländischen Erzeugnisse keine innere Steuer erheben, dürfen auch das gleiche vereinsländische Erzeugniss nicht besteuern. Jedoch soll ausnahmsweise denjenigen Vereinsstaaten, in welchen kein Wein erzeugt wird, frei stehen, eine Abgabe von dem vereinsländischen Weine nach den besonders getroffenen Verabredungen zu erheben.

b) Diejenigen Staaten, in welchen innere Steuern von einem Konsumtions-Gegenstande bei dem Kaufe oder Verkaufe oder bei der Verzehrung desselben erhoben werden, dürfen diese Steuern von den aus anderen Vereinsstaaten herrührenden Erzeugnissen der nämlichen Gattung nur in gleicher Weise fordern, sie können dagegen die Abgabe von den nach anderen Vereinsstaaten übergehenden Gegenständen unerhoben, oder ganz oder theilweise zurückgeben lassen.

c) Diejenigen Staaten, welche innere Steuern auf die Hervorbringung oder Zubereitung eines Konsumtions-Gegenstandes gelegt haben, können den gesetzlichen Betrag derselben bei der Einfuhr des Gegenstandes aus anderen Vereinsstaaten voll erheben, und bei der Ausfuhr nach diesen Staaten theilweise oder bis zum vollen Betrage zurückerstatten lassen.

Welche, dem dermaligen Stande der Gesetzgebung in den gedachten Staaten entsprechende Beträge hiernach zur Erhebung kommen und beziehungsweise zurückerstattet werden können, ist besonders verabredet worden. Treten späterhin irgendwo Veränderungen in den für die inneren Erzeugnisse zur Zeit bestehenden Steuersätzen ein, so wird die betreffende Regierung den übrigen Vereins-Regierungen davon Mittheilung machen, und hiermit den Nachweis verbinden, dass die Steuer-Beträge, welche, in Folge der eingetretenen oder beabsichtigten Veränderung, von den vereinsländischen Erzeugnissen erhoben, und bei der Ausfuhr der besteuerten Gegenstände vergütet werden sollen, den vereinbarten Grundsätzen entsprechend bemessen seien.

d) So weit zwischen mehreren, zum Zollvereine gehörigen Staaten eine Vereinigung zu gleichen Steuer-Einrichtungen besteht, werden diese Staaten in Ansehung der Befugniss, die betreffenden Steuern gleichmässig auch

von vereinsländischen Erzeugnissen zu erheben, als ein Ganzes betrachtet.

4. Die Erhebung der inneren Steuern von den damit betroffenen vereinsländischen Gegenständen soll in der Regel in dem Lande des Bestimmungsortes Statt finden, in sofern solche nicht, nach besonderen Vereinbarungen, entweder durch gemeinschaftliche Hebestellen an den Binnengrenzen, oder im Lande der Versendung für Rechnung des abgabeberechtigten Staates erfolgt. Auch sollen die, zur Sicherung der Steuer-Erhebung erforderlichen Anordnungen, soweit sie die, bei der Versendung aus einem Vereinsstaate in den anderen einzuhaltenden Strassen und Kontrolen betreffen, auf eine, den Verkehr möglichst wenig beschränkende Weise und nur nach gegenseitiger Verabredung, auch, dafern bei dem Transporte ein dritter Vereinsstaat berührt wird, nur unter Zustimmung des letzteren getroffen werden.

5. Die Erhebung von Abgaben für Rechnung von Kommunen oder Korporationen, sei es durch Zuschläge zu den Staatssteuern oder für sich bestehend, soll nur für Gegenstände, die zur örtlichen Konsumtion bestimmt sind, nach den deshalb getroffenen besonderen Vereinbarungen bewilligt werden, und es sollen dabei die vorstehend unter II. 2. b. gegebene Bestimmung und der unter II. 3. ausgesprochene allgemeine Grundsatz wegen gegenseitiger Gleichmässigkeit der Behandlung der Erzeugnisse anderer Vereinsstaaten, eben so wie bei den Staatssteuern in Anwendung kommen.

Vom Taback dürfen Abgaben für Rechnung von Kommunen oder Korporationen überall nicht erhoben werden.

6. Die Regierungen der Vereinsstaaten werden sich gegenseitig

a) was die hier in Rede stehenden Staatssteuern betrifft, von allen noch gültigen Gesetzen und Verordnungen, ferner von allen in der Folge eintretenden Veränderungen, sowie von den Gesetzen und Verordnungen über neu einzuführende Steuern,

b) hinsichtlich der Kommunal- u. s. w. Abgaben aber darüber, in welchen Orten, von welchen Kommunen oder Korporationen, von welchen Gegenständen, in welchem Betrage und auf welche Weise dieselben erhoben werden,

vollständige Mittheilung machen.

Art. 12. Ueber die Besteuerung des im Umfange des Vereins aus Rüben bereiteten Zuckers ist unter den kontrahirenden Theilen die anliegende besondere Uebereinkunft getroffen worden, welche einen Bestandtheil des gegenwärtigen Vertrages bilden und ganz so angesehen werden soll, als wenn sie in diesen selbst aufgenommen wäre.

Die kontrahirenden Theile sind ferner dahin einverstanden, dass, wenn die Fabrikation von Zucker oder Syrup aus anderen inländischen Erzeugnissen, als aus Rüben, z. B. aus Stärke, im Zollvereine einen erheblichen Umfang gewinnen sollte, diese Fabrikation ebenfalls in sämmtlichen Vereinsstaaten einer übereinstimmenden Besteuerung nach den für die Rübenzuckersteuer verabredeten Grundsätzen zu unterwerfen sein würde.

Art. 13. Chausseegelder oder andere statt derselben bestehende Abgaben, ebenso Pflaster-, Damm-, Brücken- und Fährgelder, oder unter welchem andern Namen dergleichen Abgaben bestehen, ohne Unterschied, ob die Erhebung für Rechnung des Staats oder eines Privat-Berechtigten, namentlich einer Kommune geschieht, sollen sowohl auf Chausseen, als auch auf unchaussirten Land- und Heerstrassen, welche die unmittelbare Verbindung zwischen den an einander grenzenden Vereinsstaaten bilden und auf denen ein grösserer Handels- und Reiseverkehr stattfindet, nur in dem Betrage beibehalten oder neu eingeführt werden können, als sie den gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungskosten angemessen sind.

Das in dem Preussischen Chausseegeld-Tarife vom Jahre 1828 bestimmte Chausseegeld soll als der höchste Satz angesehen, und hinführo in keinem der kontrahirenden Staaten überschritten werden, mit alleiniger Ausnahme des Chausseegeldes auf solchen Chausseen, welche von Korporationen oder Privatpersonen oder auf Aktien angelegt sind oder angelegt werden möchten, in sofern dieselben nur Nebenstrassen sind oder bloss lokale Verbindungen einzelner Ortschaften oder Gegenden mit grösseren Städten oder mit den eigentlichen Haupthandelsstrassen bezwecken.

Statt der vorstehend in Beziehung auf die Höhe der Chausseegelder eingegangenen Verbindlichkeit, übernehmen Hannover und Oldenburg nur die Verpflichtung, ihre dermaligen Chausseegeldsätze nicht zu erhöhen.

Besondere Erhebungen von Thorsperr- und Pflastergeldern sollen auf chaussirten Strassen da, wo sie noch bestehen, dem vorstehenden Grundsatze gemäss aufgehoben und die Ortspflaster den Chausseestrecken dergestalt eingerechnet werden, dass davon nur die Chausseegelder nach dem allgemeinen Tarife zur Erhebung kommen.

Art. 14. Seine Majestät der König von Hannover und Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg schliessen sich den Verabredungen an, welche zwischen den, zu dem Zoll- und Handelsvereine gehörigen Regierungen wegen Herbeiführung eines gleichen Münz-, Maass- und Gewichtssystems getroffen worden sind, und treten insbesondere sowohl der zwischen den gedachten Regierungen unter dem 30. Juli 1838 abgeschlossenen allgemeinen Münz-Konvention, als auch dem unter denselben am 21. Oktober 1845 abgeschlossenen Münzkartel, und zwar der ersteren mit der Erklärung bei, den 14-Thalerfuss, welcher im Königreich Hannover und im Herzogthum Oldenburg bereits der Landes-Münzfuss ist, als solchen auch ferner beibehalten zu wollen.

Demgemäss kommen die Stipulationen der bisherigen Zollvereinigungs-Verträge, wonach

1. der gemeinschaftliche Zolltarif in zwei Haupt-Abtheilungen nach dem 14-Thalerfusse und nach dem $24\frac{1}{2}$-Guldenfusse ausgefertigt wird;

2. die Silbermünzen der sämmtlichen kontrahirenden Staaten — mit Ausnahme der Scheidemünze — nach der durch die vorgedachte Münz-Konvention festgestellten Gleichwerthung von Vier Thalern gegen Sieben Gulden bei allen Zoll-Hebestellen des Vereins angenommen werden; dagegen

3. hinsichtlich der Goldmünzen einer jeden Vereins-Regierung die Bestimmung überlassen bleibt, ob und in welchem Silberwerthe dieselben bei den Zoll-Hebestellen ihres Landes angenommen werden sollen,

auch für das Königreich Hannover und das Herzogthum Oldenburg zur Anwendung.

Die Einheit für das gemeinschaftliche Zollgewicht bildet der Grossherzoglich Badische und Hessische Zentner (50 Kilogramme) und es wird daher im gesammten Verein die Deklaration, Verwiegung und Verzollung der nach dem Gewichte zollpflichtigen Gegenstände ausschliesslich nach jenem Gewichte geschehen.

Die Deklaration, Messung und Verzollung der nach dem Maasse zu verzollenden Gegenstände wird in allen Theilen des Vereins so lange nach dem landesgesetzlichen Maasse erfolgen, bis man sich über ein gemeinschaftliches Maass ebenfalls vereinigt haben wird.

Uebrigens werden die kontrahirenden Regierungen ihre Sorgfalt dahin richten, auch für das Maass- und Gewichtssystem ihrer Länder im Allgemeinen die zur Förderung des gegenseitigen Verkehrs wünschenswerthe Uebereinstimmung herbeizuführen.

Art. 15. Die Wasserzölle oder auch Wegegeld-Gebühren auf Flüssen, mit Einschluss derjenigen, welche das Schiffsgefäss treffen (Rekognitions-Gebühren), sind von der Schifffahrt auf solchen Flüssen, auf welche die Bestimmungen des Wiener Kongresses oder besondere Staatsverträge Anwendung finden, ferner gegenseitig nach jenen Bestimmungen zu entrichten, insofern hierüber nichts Besonderes verabredet wird.

Alle Begünstigungen, welche ein Vereinsstaat dem Schifffahrtsbetriebe seiner Unterthanen auf den Eingangs genannten Flüssen zugestehen möchte, sollen in gleichem Maasse auch der Schifffahrt der Unterthanen der anderen Vereinsstaaten zu Gute kommen.

Auf den übrigen Flüssen, bei welchen weder die Wiener Kongress-Akte noch andere Staatsverträge Anwendung finden, werden die Wasserzölle nach den privativen Anordnungen der betreffenden Regierungen erhoben. Doch sollen auch auf diesen Flüssen die Unterthanen der kontrahirenden Staaten und deren Waaren und Schiffsgefässe überall gleich behandelt werden.

Art. 16. Von dem Tage an, wo die gemeinschaftliche Zollordnung des Vereins in Vollzug gesetzt wird, sollen im Königreich Hannover und im Herzogthum Oldenburg, wie bereits in den übrigen zum Zollvereine gehörigen Gebieten geschehen ist, alle etwa noch bestehenden Stapel- und Umschlagsrechte aufhören, und Niemand soll zur Anhaltung, Verladung oder Lagerung gezwungen werden können, als in den Fällen, in welchen die gemeinschaftliche Zollordnung oder die betreffenden Schifffahrts-Reglements es zulassen oder vorschreiben.

Art. 17. Kanal-, Schleusen-, Brücken-, Fähr-, Hafen-, Waage-, Krahnen- und Niederlage-Gebühren und Leistungen für Anstalten, die zur Erleichterung des Verkehrs bestimmt sind, sollen nur bei Benutzung wirklich beste-

hender Einrichtungen erhoben, und in der Regel nicht, keinenfalls aber über den Betrag der gewöhnlichen Herstellungs- und Unterhaltungskosten hinaus, erhöhet, auch überall von den Unterthanen der anderen kontrahirenden Staaten auf völlig gleiche Weise, wie von den eigenen Unterthanen, ingleichen ohne Rücksicht auf die Bestimmung der Waaren erhoben werden.

Findet der Gebrauch einer Waage-Einrichtung nur zum Behufe der Zoll-Ermittelung oder überhaupt einer zollamtlichen Kontrole Statt, so tritt eine Gebühren-Erhebung nicht ein.

Art. 18. Die kontrahirenden Staaten werden gemeinschaftlich dahin wirken, dass durch Annahme gleichförmiger Grundsätze die Gewerbsamkeit befördert, und der Befugniss der Unterthanen des einen Staates, in dem anderen Arbeit und Erwerb zu suchen, möglichst freier Spielraum gegeben werde.

Von den Unterthanen des einen der kontrahirenden Staaten, welche in dem Gebiete eines anderen derselben Handel und Gewerbe treiben, oder Arbeit suchen, soll von dem Zeitpunkte an, wo der gegenwärtige Vertrag in Kraft treten wird, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmässig die in demselben Gewerbsverhältnisse stehenden eigenen Unterthanen unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Gewerbetreibende, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder Reisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen, wenn sie die Berechtigung zu diesem Gewerbsbetriebe in dem Vereinsstaate, in welchem sie ihren Wohnsitz haben, durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, oder im Dienste solcher inländischen Gewerbetreibenden oder Kaufleute stehen, in den anderen Staaten keine weitere Abgabe hierfür zu entrichten verpflichtet sein.

Auch sollen beim Besuche der Märkte und Messen zur Ausübung des Handels und zum Absatze eigener Erzeugnisse oder Fabrikate in jedem Vereinsstaate die Unterthanen der übrigen kontrahirenden Staaten eben so wie die eigenen Unterthanen behandelt werden.

Art. 19. Preussen, Hannover und Oldenburg werden gegenseitig ihre Seeschiffe und deren Ladungen unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben,

wie die eigenen Seeschiffe zulassen und von diesem Grundsatze namentlich auch in Betreff der Binnenschifffahrt oder Kabotage keine Ausnahme machen.

Ihre Seehäfen sollen dem Handel der Unterthanen jedes anderen Vereinsstaates gegen völlig gleiche Abgaben, wie solche von den eigenen Unterthanen entrichtet werden, offen stehen; auch sollen die in fremden See- und anderen Handelsplätzen angestellten Konsuln eines oder des anderen der kontrahirenden Staaten veranlasst werden, der Unterthanen der übrigen kontrahirenden Staaten sich in vorkommenden Fällen möglichst mit Rath und That anzunehmen.

Art. 20. Seine Majestät der König von Hannover und Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg treten hiedurch dem zwischen den bisherigen Vereinsgliedern zum Schutze ihres gemeinschaftlichen Zollsystems gegen den Schleichhandel und ihrer inneren Verbrauchs-Abgaben gegen Defraudationen unter dem 11. Mai 1833 abgeschlossenen Zollkartel für die Dauer des gegenwärtigen Vertrages bei, und werden die betreffenden Artikel desselben gleichzeitig mit letzterem in Ihren Landen publiziren lassen. Nicht minder werden auch von Seiten der übrigen Vereinsglieder die erforderlichen Anordnungen getroffen werden, damit in den gegenseitigen Verhältnissen den Bestimmungen dieses Zollkartels überall Anwendung gegeben werde.

Art. 21. Die als Folge des gegenwärtigen Vertrages eintretende Gemeinschaft der Einnahme der kontrahirenden Staaten bezieht sich auf den Ertrag der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben in den Königlich Preussischen Staaten, den Königreichen Bayern, Sachsen, Hannover und Württemberg, dem Grossherzogthume Baden, dem Kurfürstenthume und dem Grossherzogthume Hessen, dem Thüringischen Zoll- und Handels-Vereine, den Herzogthümern Braunschweig, Oldenburg und Nassau und der freien Stadt Frankfurt, mit Einschluss der, den Zollsystemen der kontrahirenden Staaten bisher schon beigetretenen Länder.

Von der Gemeinschaft sind ausgeschlossen, und bleiben, sofern nicht Separat-Verträge zwischen einzelnen Vereinsstaaten ein Anderes bestimmen, dem privativen Genusse der betreffenden Staats-Regierungen vorbehalten:

1. die Steuern, welche im Innern eines jeden Staates von inländischen Erzeugnissen erhoben werden, einschliesslich der nach Art. 11. von den vereinsländischen Erzeugnissen der nämlichen Gattung zur Erhebung kommenden Uebergangs-Abgaben;

2. die Wasserzölle;

3. Chaussee-Abgaben, Pflaster-, Damm-, Brücken-, Fähr-, Kanal-, Schleusen-, Hafengelder, sowie Waage- und Niederlage-Gebühren oder gleichartige Erhebungen, wie sie auch sonst genannt werden mögen;

4. die Zollstrafen und Konfiskate, welche, vorbehaltlich der Antheile der Denunzianten, jeder Staats-Regierung in ihrem Gebiete verbleiben.

Art. 22. In Hinsicht auf die Vertheilung der in die Gemeinschaft fallenden Abgaben ist Folgendes verabredet worden.

Sowohl bei den Eingangs-Abgaben, als auch bei den Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben wird der nach Abzug

a) der Rückerstattungen für unrichtige Erhebungen,

b) der auf dem Grunde besonderer gemeinschaftlicher Verabredungen erfolgten Steuervergütungen und Ermässigungen

verbleibende Brutto-Ertrag der Vertheilung zu Grunde gelegt.

1. Bei den Eingangs-Abgaben bildet derjenige Theil des Brutto-Ertrages, welcher dem Verhältniss der dem Vereine angehörenden Bevölkerung des Königreichs Hannover und des Herzogthums Oldenburg zur Gesammt-Bevölkerung des Vereins entspricht, nachdem er um drei Viertheile seines einfachen Betrages vermehrt worden, den Antheil des Königreichs Hannover und des Herzogthums Oldenburg, der übrige Theil den Antheil der anderen kontrahirenden Staaten an dem Brutto-Ertrage.

Der hiernach dem Königreich Hannover und dem Herzogthum Oldenburg über das Verhältniss ihrer Bevölkerung hinaus zukommende Antheil am Brutto-Ertrage der Eingangs-Abgaben soll jedoch, unter Hinzurechnung des diesen Staaten an dem Brutto-Ertrage der Rübenzuckersteuer zugestandenen gleichen Zuschlages von drei Viertheilen, den Betrag von zwanzig Silbergroschen für jeden ihrer, dem Vereine angehörenden Einwohner in keinem Jahre übersteigen.

Die gemeinschaftlichen Verwaltungs-Kosten werden auf das Königreich Hannover und das Herzogthum Oldenburg einerseits und auf die übrigen kontrahirenden Staaten andrerseits nach dem Verhältniss ihrer, dem Vereine angehörenden Bevölkerung vertheilt und es wird der von jeder dieser beiden Gruppen zu tragende Antheil von dem Antheil derselben am Brutto-Ertrage in Abzug gebracht.

Der hieraus für jede der beiden Gruppen sich ergebende Antheil am Netto-Ertrage der Eingangs-Abgaben wird zwischen den betheiligten Staaten nach dem Verhältniss ihrer, dem Vereine angehörenden Bevölkerung vertheilt.

2. Der Brutto-Ertrag der Aus- und Durchgangs-Abgaben wird

a) soweit diese Abgaben bei den Hebestellen in den östlichen Provinzen des Königreichs Preussen (also mit Ausnahme der Provinz Westphalen und der Rheinprovinz), im Königreich Sachsen, im Gebiete des Thüringischen Zoll- und Handels-Vereins und im Herzogthum Braunschweig, mit Ausschluss der Kreis-Direktions-Bezirke Holzminden und Gandersheim, sowie des Amtes Thedinghausen, eingehen, zwischen Preussen, Sachsen, den Staaten des Thüringischen Vereins und Braunschweig nach dem von ihnen zu verabredenden Theilungsfusse vertheilt, dagegen

b) soweit dieselben bei den Hebestellen in den westlichen Provinzen des Königreichs Preussen, den Königreichen Bayern, Hannover und Württemberg, dem Grossherzogthum Baden, dem Kurfürstenthum und dem Grossherzogthum Hessen, den Kreis-Direktions-Bezirken Holzminden und Gandersheim, sowie dem Amte Thedinghausen des Herzogthums Braunschweig, den Herzogthümern Oldenburg und Nassau und der freien Stadt Frankfurt eingehen, in der Weise vertheilt, dass derjenige Theil des Brutto-Ertrages, welcher dem Verhältniss der dem Vereine angehörenden Bevölkerung des Königreichs Hannover und des Herzogthums Oldenburg zur Gesammt-Bevölkerung der vorgenannten Vereinstheile entspricht, nachdem er um drei Viertheile seines einfachen Betrages vermehrt worden, den Antheil des Königreichs Hannover und des Herzogthums Oldenburg, der übrige Theil den Antheil der anderen betreffenden Staaten bildet, welche Antheile sodann zwischen den vorgenannten Staaten,

nach dem Verhältniss ihrer, dem Vereine angehörenden Bevölkerung, beziehungsweise der Bevölkerung ihrer vorgenannten Landestheile zur Vertheilung kommen.

3. Bei der nach den Sätzen 1. und 2. Statt findenden Vertheilung der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgaben wird

a) die Bevölkerung des Fürstenthums Schaumburg-Lippe und der Hannover-Braunschweigischen Kommunion-Besitzungen in die Bevölkerung des Königreichs Hannover,

b) die Bevölkerung anderer Staaten, welche durch Vertrag mit einem oder dem anderen der kontrahirenden Staaten unter Verabredung einer von diesem jährlich für ihre Antheile an den gemeinschaftlichen Zoll-Revenüen zu leistenden Zahlung dem Zoll-Systeme desselben beigetreten sind, oder etwa künftig noch beitreten werden, in die Bevölkerung desjenigen Staates eingerechnet, welcher diese Zahlung leistet.

4. Der Stand der Bevölkerung in den einzelnen Vereinsstaaten wird alle drei Jahre ausgemittelt, und die Nachweisung derselben von den Vereinsgliedern einander gegenseitig mitgetheilt werden.

5. Unter Berücksichtigung der besonderen Verhältnisse, welche hinsichtlich des Verbrauchs an zollpflichtigen Waaren bei der freien Stadt Frankfurt obwalten, ist wegen des Antheils derselben an den gemeinschaftlichen Einnahmen ein besonderes Abkommen getroffen.

Art. 23. Vergünstigungen für Gewerbetreibende hinsichtlich der Zoll-Entrichtung, welche nicht in der Zoll-Gesetzgebung selbst begründet sind, fallen der Staats-Kasse derjenigen Regierung, welche sie bewilligt hat, zur Last. Hinsichtlich der Maassgaben, unter welchen solche Vergünstigungen zu bewilligen sind, bewendet es bei den darüber im Zollvereine bereits bestehenden Verabredungen.

Art. 24. Dem auf Förderung freier und natürlicher Bewegung des allgemeinen Verkehrs gerichteten Zwecke des Zollvereins gemäss, sollen besondere Zollbegünstigungen einzelner Messplätze, namentlich Rabattprivilegien, da wo sie dermalen in den Vereinsstaaten noch bestehen, nicht erweitert, sondern vielmehr, unter geeigneter Berücksichtigung sowohl der Nahrungs-Verhältnisse bisher begünstigter Messplätze, als der bisherigen Handelsbeziehungen mit dem Auslande, thunlichst beschränkt

und ihrer baldigen gänzlichen Aufhebung entgegen geführt, neue aber ohne allseitige Zustimmung auf keinen Fall ertheilt werden.

Art. 25. Von der tarifmässigen Abgaben-Entrichtung bleiben die Gegenstände, welche für die Hofhaltung der hohen Souveraine und ihrer Regentenhäuser, oder für die bei ihren Höfen akkreditirten Botschafter, Gesandten, Geschäftsträger u. s. w. eingehen, nicht ausgenommen, und wenn dafür Rückvergütungen Statt haben, so werden solche der Gemeinschaft nicht in Rechnung gebracht.

Ebenso wenig anrechnungsfähig sind Entschädigungen, welche in einem oder dem anderen Staate den vormals unmittelbaren Reichsständen, oder an Kommunen oder einzelne Privatberechtigte für eingezogene Zollrechte oder für aufgehobene Befreiungen gezahlt werden müssen.

Dagegen bleibt es einem jeden Staate unbenommen, einzelne Gegenstände auf Freipässe ohne Abgaben-Entrichtung ein-, aus- oder durchgehen zu lassen. Dergleichen Gegenstände werden jedoch zollgesetzlich behandelt, und in Freiregistern, mit denen es wie mit den übrigen Zollregistern zu halten ist, notirt, und die Abgaben, welche davon zu erheben gewesen wären, kommen bei der demnächstigen Revenüen-Ausgleichung demjenigen Theile, von welchem die Freipässe ausgegangen sind, in Abrechnung.

Art. 26. Das Begnadigungs-und Strafverwandlungsrecht bleibt jedem der kontrahirenden Staaten in seinem Gebiete vorbehalten. Auf Verlangen werden periodische Uebersichten der erfolgten Straf-Erlasse gegenseitig mitgetheilt werden.

Art. 27. Die Ernennung der Beamten und Diener bei den Lokal- und Bezirksstellen für die Zoll-Erhebung und Aufsicht, welche nach der hierüber getroffenen besonderen Uebereinkunft nach gleichförmigen Bestimmungen angeordnet, besetzt und instruirt werden sollen, bleibt sämmtlichen Gliedern des Gesammtvereins innerhalb ihres Gebietes überlassen.

Art. 28. Die Leitung des Dienstes der Lokal- und Bezirks-Behörden, sowie die Vollziehung der gemeinschaftlichen Zollgesetze überhaupt, wird im Königreich Hannover und im Herzogthum Oldenburg einer gemeinschaftlichen Zoll-Direktion übertragen, welche dem Königlich Hannoverschen Finanz-Ministerium und dem Gross-

herzoglich Oldenburgischen Staats-Ministerium untergeordnet ist. Die Bildung dieser Direktion und die Einrichtung ihres Geschäftsganges bleibt den Regierungen von Hannover und Oldenburg überlassen; der Wirkungskreis derselben aber wird, in soweit er nicht schon durch gegenwärtigen Vertrag und die gemeinschaftlichen Zollgesetze bestimmt ist, gleichwie der Wirkungskreis der übrigen im Verein bestehenden Direktionen, durch eine gemeinschaftlich zu verabredende Instruktion bezeichnet werden.

Art. 29. Die von den Zoll-Erhebungs-Behörden nach Ablauf eines jeden Vierteljahres aufzustellenden Quartal-Extrakte und die nach dem Jahres- und Bücherschlusse aufzustellenden Final-Abschlüsse über die resp. im Laufe des Vierteljahres und während des Rechnungsjahres fällig gewordenen Zoll-Einnahmen werden von den Zoll-Direktionen nach vorangegangener Prüfung in Haupt-Uebersichten zusammengetragen, und diese an das in Berlin bestehende Central-Büreau des Zollvereins eingesendet, zu welchem Hannover einen Beamten zu ernennen die Befugniss hat.

Auf den Grund jener Uebersichten wird von dem Central-Büreau von drei zu drei Monaten die provisorische Abrechnung zwischen den vereinigten Staaten gefertigt, dieselbe den Central-Finanzstellen der letzteren übersandt und zugleich Einleitung getroffen, um die etwaige Minder-Einnahme einzelner Vereinsglieder gegen den ihnen verhältnissmässig an der Gesammt-Einnahme zuständigen Revenüen-Antheil durch Herauszahlung von Seiten des oder derjenigen Staaten, bei denen eine Mehr-Einnahme Statt gefunden hat, auszugleichen.

Demnächst bereitet das Central-Büreau auch die definitive Jahres-Abrechnung vor.

Art. 30. In Absicht der Erhebungs- und Verwaltungskosten kommen folgende Grundsätze in Anwendung.

1. Man wird, soweit nicht ausnahmsweise etwas Anderes verabredet ist, keine Gemeinschaft dabei eintreten lassen, vielmehr übernimmt jede Regierung alle in ihrem Gebiete vorkommenden Erhebungs- und Verwaltungskosten, es mögen diese durch die Einrichtung und Unterhaltung der Haupt- und Neben-Zollämter, der inneren Steuerämter, Hallämter und Packhöfe, und der Zoll-Direktionen, oder durch den Unterhalt des dabei angestellten Personals und durch die den letzteren zu

bewilligenden Pensionen, oder endlich aus irgend einem anderen Bedürfnisse der Zollverwaltung entstehen.

2. Hinsichtlich desjenigen Theils des Bedarfs aber, welcher an den gegen das Ausland gelegenen Grenzen und innerhalb des dazu gehörigen Grenzbezirks für die Zoll-Erhebungs- und Aufsichts- oder Kontrol-Behörden und Zollschutzwachen erforderlich ist, wird man sich über Pauschsummen vereinigen, welche von der jährlich aufkommenden und der Gemeinschaft zu berechnenden Brutto-Einnahme an Zoll-Gefällen nach der im Artikel 22. unter 1. getroffenen Vereinbarung in Abzug gebracht werden.

3. Bei dieser Ausmittelung des Bedarfs soll da, wo die Perzeption privativer Abgaben mit der Zollerhebung verbunden ist, von den Gehalten und Amtsbedürfnissen der Zoll-Beamten nur derjenige Theil in Anrechnung kommen, welcher dem Verhältnisse ihrer Geschäfte für den Zolldienst zu ihren Amtsgeschäften überhaupt entspricht.

4. Man wird sich mit der Königlich Hannoverschen und mit der Grossherzoglich Oldenburgischen Regierung über allgemeine Normen vereinigen, um die Besoldungs-Verhältnisse der Beamten bei den Zoll-Erhebungs- und Aufsichts-Behörden, ingleichen bei den Zoll-Direktionen, auch in Beziehung auf das Königreich Hannover und das Herzogthum Oldenburg in möglichste Uebereinstimmung zu bringen.

Art. 31. Die kontrahirenden Theile gestehen sich gegenseitig das Recht zu, den Haupt-Zoll-Aemtern anderer Vereinsstaaten sowohl an den Grenzen, als im Innern (Haupt-Steuer-Aemter mit Niederlage) Kontroleure beizuordnen, welche von allen Geschäften derselben und der Neben-Aemter in Beziehung auf das Abfertigungs-Verfahren und die Grenzbewachung Kenntniss zu nehmen, und auf Einhaltung eines gesetzlichen Verfahrens, ingleichen auf die Abstellung etwaiger Mängel einzuwirken, übrigens sich jeder eigenen Verfügung zu enthalten haben.

Einer näher zu verabredenden Dienstordnung bleibt es vorbehalten, ob und welchen Antheil dieselben an den laufenden Geschäften zu nehmen haben.

Art. 32. Jedem der kontrahirenden Staaten steht das Recht zu, an die Zoll-Direktionen der anderen Vereins-

staaten Beamte zu dem Zwecke abzuordnen, um sich von allen vorkommenden Verwaltungs-Geschäften, welche sich auf die durch den gegenwärtigen Vertrag eingegangene Gemeinschaft beziehen, vollständige Kenntniss zu verschaffen. Das Geschäftsverhältniss dieser Beamten wird durch eine besondere Instruktion näher bestimmt, als deren Grundlage die unbeschränkte Offenheit von Seiten der Verwaltung, bei welcher die Abgeordneten fungiren, in Bezug auf alle Gegenstände der gemeinschaftlichen Zollverwaltung, und die Erleichterung jedes Mittels, durch welches sie sich die Information hierüber verschaffen können, anzusehen ist, während andererseits ihre Sorgfalt nicht minder aufrichtig dahin gerichtet sein muss, eintretende Anstände und Meinungsverschiedenheiten auf eine, dem gemeinsamen Zwecke und dem Verhältnisse verbündeter Staaten entsprechende Weise zu erledigen.

Die Ministerien oder obersten Verwaltungsstellen der sämmtlichen Vereinsstaaten werden sich gegenseitig auf Verlangen jede gewünschte Auskunft über die gemeinschaftlichen Zoll-Angelegenheiten mittheilen, und insofern zu diesem Behufe zeitweise oder dauernd die Abordnung eines höheren Beamten, oder die Beauftragung eines anderweit bei der Regierung beglaubigten Bevollmächtigten beliebt würde, so ist demselben nach dem oben ausgesprochenen Grundsatze alle Gelegenheit zur vollständigen Kenntnissnahme von den Verhältnissen der gemeinschaftlichen Zollverwaltung bereitwillig zu gewähren.

Art. 33. Jährlich in den ersten Tagen des Juni findet zum Zwecke gemeinsamer Berathung ein Zusammentritt von Bevollmächtigten der Vereinsglieder Statt.

Für die formelle Leitung der Verhandlungen wird von den Konferenz-Bevollmächtigten aus ihrer Mitte ein Vorsitzender gewählt, welchem übrigens kein Vorzug vor den übrigen Bevollmächtigten zusteht.

Bei dem Schlusse einer jeden jährlichen Versammlung wird mit Rücksicht auf die Natur der Gegenstände, deren Verhandlung in der folgenden Konferenz zu erwarten ist, verabredet werden, wo letztere erfolgen soll.

Art. 34. Vor die Versammlung dieser Konferenz-Bevollmächtigten gehört:

a) die Verhandlung über alle Beschwerden und Mängel, welche in Beziehung auf die Ausführung des Grund-

vertrages und der besonderen Uebereinkünfte, des Zollgesetzes, der Zollordnung und Tarife, in einem oder dem anderen Vereinsstaate wahrgenommen, und die nicht bereits im Laufe des Jahres in Folge der darüber zwischen den Ministerien und obersten Verwaltungsstellen geführten Korrespondenz erledigt worden sind;

b) die definitive Abrechnung zwischen den Vereinsgliedern über die gemeinschaftliche Einnahme auf dem Grunde der von den obersten Zollbehörden aufgestellten, durch das Central-Büreau vorzulegenden Nachweisungen, wie solche der Zweck einer dem gemeinsamen Interesse angemessenen Prüfung erheischt;

c) die Berathung über Wünsche und Vorschläge, welche von einzelnen Staats-Regierungen zur Verbesserung der Verwaltung gemacht werden;

d) die Verhandlungen über Abänderungen des Zoll-Gesetzes, der Zoll-Ordnung, des Zoll-Tarifs und der Verwaltungs-Organisation, welche von einem der kontrahirenden Staaten in Antrag gebracht werden, überhaupt über die zweckmässige Entwickelung und Ausbildung des gemeinsamen Handels- und Zollsystems.

Art. 35. Treten im Laufe des Jahres, ausser der gewöhnlichen Zeit der Versammlung der Konferenz-Bevollmächtigten, ausserordentliche Ereignisse ein, welche unverzügliche Maassregeln oder Verfügungen abseiten der Vereinsstaaten erheischen, so werden sich die kontrahirenden Theile darüber im diplomatischen Wege vereinigen, oder eine ausserordentliche Zusammenkunft ihrer Bevollmächtigten veranlassen.

Art. 36. Den Aufwand für die Bevollmächtigten und deren etwaige Gehülfen bestreitet dasjenige Glied des Gesammtvereins, welches sie absendet.

Das Kanzlei-Dienstpersonale und das Lokale wird unentgeltlich von der Regierung gestellt, in deren Gebiete der Zusammentritt der Konferenz Statt findet.

Art. 37. Eine Nachsteuer für gemeinsame Rechnung soll für die beim Anschlusse an den Verein im Königreich Hannover und im Herzogthume Oldenburg vorhandenen Waaren nicht erhoben werden.

Ueber die Maassregeln, welche erforderlich sind, damit nicht die Zoll-Einkünfte des Gesammtvereins durch die Einführung und Anhäufung geringer verzollter Waa-

renvorräthe beeinträchtigt werden, ist eine besondere Vereinbarung getroffen worden.

Art. 38. Für den Fall, dass andere Deutsche Staaten den Wunsch zu erkennen geben sollten, in den Zollverein aufgenommen zu werden, erklären sich die hohen Kontrahenten bereit, diesem Wunsche, soweit es unter gehöriger Berücksichtigung der besonderen Interessen der Vereins-Mitglieder möglich erscheint, durch desfalls abzuschliessende Verträge Folge zu geben.

Art. 39. Auch werden sie sich bemühen, durch Handelsverträge mit anderen Staaten dem Verkehr ihrer Angehörigen jede mögliche Erleichterung und Erweiterung zu verschaffen.

Art. 40. Alles was sich auf die Detail-Ausführung der in dem gegenwärtigen Vertrage und dessen Beilagen enthaltenen Verabredungen bezieht, soll durch gemeinschaftliche Kommissarien vorbereitet werden.

Art. 41. In Folge der Erneuerung der Zollvereins-Verträge treten die daran betheiligten Deutschen Staaten, nach stattgehabter Prüfung, dem zwischen Preussen und Oesterreich abgeschlossenen Handels- und Zollvertrage vom 19. Februar 1853, nach Maassgabe des Artikels 26. des letztgedachten Vertrages, hiermit förmlich bei, dergestalt, dass dessen sämmtliche Bestimmungen auch auf die oben gedachten Deutschen Staaten vom 1. Januar 1854 ab Anwendung finden werden.

Art. 42. Sofern der gegenwärtige Vertrag nicht vor dem 1. Januar 1864 von dem einen oder dem anderen der kontrahirenden Staaten aufgekündigt wird, so soll er auf weitere zwölf Jahre und so fort von zwölf zu zwölf Jahren als verlängert angesehen werden.

Letztere Verabredung wird jedoch nur für den Fall getroffen, dass nicht in der Zwischenzeit sämmtliche Deutsche Bundesstaaten über gemeinsame Maassregeln übereinkommen, welche den mit der Absicht des Art. 19 der Deutschen Bundes-Akte in Uebereinstimmung stehenden Zweck des gegenwärtigen Zollvereins vollständig erfüllen.

Gegenwärtiger Vertrag soll alsbald zur Ratifikation der hohen kontrahirenden Theile vorgelegt und die Aus-

wechselung der Ratifikations-Urkunden spätestens binnen sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin, den 4. April 1853.

(gez.) *von Pommer-Esche.* (L. S.) *Philipsborn.* (L. S.) *Delbrück.* (L. S.)

Meixner. (L. S.) *von Schimpff.* (L. S.) *Klenze.* (L. S.) *von Sigel.* (L. S.) *Hack.* (L. S.)

Duysing. (L. S.) *von Biegeleben.* (L. S.) *Thon.* (L. S.) *von Thielau.* (L. S.)

Liebe. (L. S.) *Marschall von Bieberstein.* (L. S.) *Coester.* (L. S.)

Uebereinkunft zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Hannover, Württemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthum Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handels-Vereine gehörigen Staaten, Braunschweig, Oldenburg, Nassau und der freien Stadt Frankfurt, wegen Besteuerung des Rübenzuckers.

Im Zusammenhange mit dem heutigen, die Fortdauer und Erweiterung des Zoll- und Handels-Vereins betreffenden Vertrage ist zwischen den betheiligten Regierungen folgende Uebereinkunft wegen der Besteuerung des Rübenzuckers getroffen worden.

Art. 1. Der im Umfange des Zollvereins aus Rüben verfertigte Zucker soll mit einer überall gleichen Steuer belegt werden. In Absicht dieser Steuer findet ebenso, wie solches hinsichtlich der gemeinschaftlichen Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangszölle der Fall ist, eine völlig übereinstimmende Gesetzgebung und Verwaltung in sämmtlichen Vereinsstaaten statt.

Neben dieser Steuer darf in keinem Falle eine weitere Abgabe von dem Rübenzucker, weder für Rechnung des Staats, noch für Rechnung der Kommunen erhoben werden.

Art. 2. Bei Abmessung der Steuer vom Rübenzucker soll nach folgenden Grundsätzen verfahren werden:

a) die Steuer vom vereinsländischen Rübenzucker soll gegen den Eingangszoll vom ausländischen Zucker stets so viel niedriger gestellt werden, als nöthig ist, um der inländischen Fabrikation einen angemessenen Schutz zu gewähren, ohne zugleich die Konkurrenz des aus-

ländischen Zuckers auf eine, die Einkünfte des Vereins oder das Interesse der Konsumenten gefährdende Weise zu beschränken, es sollen jedoch

b) der Eingangszoll vom ausländischen Zucker und Syrup und die Steuer vom vereinsländischen Rübenzucker zusammen für den Kopf der jeweiligen Bevölkerung des Zollvereins jährlich mindestens eine Brutto-Einnahme gewähren, welche dem Ertrage jenes Zolles und dieser Steuer für den Kopf der Bevölkerung im Durchschnitt der drei Jahre $18\frac{47}{49}$ gleichkommt.

Art. 3. Demgemäss soll die Steuer vom inländischen Rübenzucker von dem mit dem 1. September 1853 beginnenden Betriebsjahre an mit sechs Silbergroschen oder einundzwanzig Kreuzern vom Zentner der zur Zuckerbereitung bestimmten rohen Rüben erhoben und demnächst jedesmal nach Ablauf von zwei Betriebsjahren, unter den im Nachfolgenden angegebenen Voraussetzungen, um einen halben Silbergroschen oder einen und dreiviertheil Kreuzer erhöhet werden.

1. In jedem der Jahre 1855, 1857, 1859, 1861 und 1863 wird

a) diejenige Summe festgestellt, welche sich ergiebt, wenn der Betrag von 6,0762 Sgr. mit der Kopfzahl der jeweiligen Bevölkerung des Zollvereins vervielfältigt wird. Als jeweilige Bevölkerung wird im Jahre 1855 die Bevölkerung des Jahres 1854, in jedem der späteren Jahre der Durchschnitt aus der Bevölkerungszahl der beiden Vorjahre angesehen. Das Ergebniss der regelmässigen Bevölkerungs-Aufnahme mit einer Vermehrung um ein halbes Prozent stellt die Bevölkerung des Jahres, welches auf die Aufnahme folgt, mit einer Vermehrung um ein und ein halbes Prozent die Bevölkerung des zweiten Jahres, und mit einer Vermehrung um zwei und ein halbes Prozent die Bevölkerung des Jahres dar, in welchem die neue Aufnahme Statt findet.

Zugleich wird

b) der Betrag festgestellt, welcher an Rübenzuckersteuer und Eingangs-Abgaben von ausländischem Zucker und Syrup, nach Abzug der Bonifikation für ausgeführten raffinirten Zucker aufgekommen ist, und zwar im Jahre 1855 für die zwölf Monate vom 1. April 1854 bis zum 31. März 1855, in jedem der späteren Jahre für den Durchschnitt der zwei Jahre vom 1. April des vorletzten bis zum 31. März des laufenden Jahres.

2. Erreicht oder übersteigt dieser Betrag (1 b.) jene Summe (1 a.), so bleibt der jeweilig bestehende Satz der Steuer vom inländischen Rübenzucker für die nächsten zwei Betriebsjahre unverändert; ist dagegen dieser Betrag geringer, als jene Summe, so erfolgt die Erhöhung des alsdann bestehenden Steuersatzes.

Sollten die kontrahirenden Theile über Aenderungen der für ausländischen Zucker gegenwärtig bestehenden Zollsätze, sowie des für ausländischen Syrup vereinbarten Zollsatzes, oder über die Erhebung der Rübenzuckersteuer nach einem anderen Maassstabe, als nach dem Gewichte der zur Zuckerbereitung verwendeten rohen Rüben, übereinkommen, so werden sie sich über eine entsprechende Aenderung der vorstehenden Verabredungen verständigen.

Art. 4. In den Jahren 1855, 1857, 1859, 1861 und 1863 wird spätestens am 6 Juli derjenige Steuersatz bekannt gemacht, welcher in der, mit dem 1. September des nämlichen Jahres beginnenden zweijährigen Periode für den Zentner der zur Zuckerbereitung bestimmten rohen Rüben zu entrichten ist.

Gleichzeitig mit diesem Steuersatze werden auch die Eingangs-Zollsätze für den ausländischen Zucker und Syrup bekannt gemacht und in Anwendung gebracht, daher solche aus der Reihe der übrigen, mit dem Kalenderjahr laufenden Sätze des Zolltarifs ausscheiden.

Art. 5. Der Ertrag der Rübenzuckersteuer ist gemeinschaftlich und wird vom 1. Januar 1854 ab nach den nämlichen Grundsätzen unter den Vereinsstaaten getheilt, welche im Artikel 22 des im Eingange erwähnten Vertrages für die Vertheilung der Eingangs-Abgaben verabredet sind.

Art. 6. Alle durch die Zollvereinigungs-Verträge oder in Folge derselben getroffenen Bestimmungen und Verabredungen über die, den Vereins-Regierungen rücksichtlich der Zollabgaben zustehende Theilnahme an der gemeinschaftlichen Gesetzgebung und an der Kontrole der Verwaltung, wohin insbesondere die Stipulationen wegen Anstellung der Vereins-Bevollmächtigten und Stations-Kontroleurs und wegen der jährlichen General-Konferenzen gehören, ingleichen die Vereinbarungen in dem unter den Vereins-Regierungen abgeschlossenen Zollkartel vom 11. Mai 1833, sollen auch in Beziehung auf die Rübenzuckersteuer volle Anwendung finden.

Art. 7. Die Wirksamkeit dieser Uebereinkunft beginnt mit dem 1. September 1853.

Mit demselben Tage tritt die Uebereinkunft zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Württemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthum Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handels-Vereine verbundenen Staaten, Nassau und der freien Stadt Frankfurt, wegen der Besteuerung des Runkelrübenzuckers, vom 8. Mai 1841, welcher Braunschweig durch Art. 11. des Zollvereinigungs-Vertrages vom 19. Oktober 1841 beigetreten ist, ausser Kraft.

So geschehen Berlin, den 4ten April 1853.

(gez.) *von Pommer-Esche. Philipsborn. Delbrück. Meixner. von Schimpff. Klenze. von Sigel. Hack. Duysing. von Biegeleben. Thon. von Thielau. Liebe. Marschall von Bieberstein. Coester.*

Separat-Artikel zu dem Vertrage zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Hannover, Württemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthume Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine gehörigen Staaten, Braunschweig, Oldenburg, Nassau und der freien Stadt Frankfurt, die Fortdauer und Erweiterung des Zoll- und Handelsvereines betreffend.

Bei dem heutigen Abschlusse des Vertrages zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Hannover, Württemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthum Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine gehörigen Staaten, Braunschweig, Oldenburg, Nassau und der freien Stadt Frankfurt, die Fortdauer und Erweiterung des Zoll- und Handels-Vereins betreffend, sind von den Bevollmächtigten der kontrahirenden Regierungen noch folgende besondere Artikel, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, verabredet worden, welche, obwohl nicht zur öffentlichen Bekanntmachung bestimmt, dennoch dieselbe Kraft und Gültigkeit haben sollen, als wenn sie Wort für Wort dem offenen Vertrage eingerückt wären.

Separat-Artikel 1.

(Zum Artikel 1. des offenen Vertrages.)

Die Verabredung, welche im Artikel 1. des offenen Vertrages über die fernere Wirksamkeit der daselbst ge-

nannten Verträge getroffen ist, soll auch auf diejenigen näheren Bestimmungen und Abreden Anwendung finden, welche in den zu jedem dieser Verträge gehörigen Separat-Artikeln enthalten sind.

Separat-Artikel 2.

(Zum Artikel 2. des offenen Vertrages.)

Es wird von den kontrahirenden Theilen anerkannt, dass die Verabredung, welche im Artikel 2. des offenen Vertrages über die Verbindlichkeit der im Artikel 1. genannten Verträge getroffen ist, auch auf diejenigen in Nachstehendem nicht wiederholten näheren Bestimmungen und Abreden Anwendung findet, welche in den zu jedem dieser Verträge gehörigen Separat-Artikeln enthalten und für die Gesammtheit der bisherigen Mitglieder des Zollvereins verbindlich sind.

Separat-Artikel 3.

(Zum Artikel 3. des offenen Vertrages.)

1. Die im Art. 3 des offenen Vertrages bezeichneten Staaten sind zur Zeit:

1. Mecklenburg-Schwerin, vermöge seines Vertrages mit Preussen vom 2. Dezember 1826 in Beziehung auf seine von Preussen umschlossenen Gebietstheile Rossow, Netzeband und Schönberg;

2. Sachsen-Koburg-Gotha, vermöge seines Vertrages mit Bayern und Württemberg vom 14. Juni 1831 in Beziehung auf das Amt Königsberg;

3. Schwarzburg-Rudolstadt, vermöge seines Vertrages mit Preussen vom 25. Mai 1833 in Beziehung auf seine von Preussen umschlossenen Landestheile;

4. Sachsen-Weimar-Eisenach, vermöge seines Vertrages mit Preussen vom 30. Mai 1833 in Beziehung auf die Aemter Allstedt und Oldisleben;

5. Schwarzburg-Sondershausen, vermöge seines Vertrages mit Preussen vom 8. Juni 1833 in Beziehung auf die in dem Preussischen Gebiete eingeschlossenen Theile des Fürstenthums;

6. Sachsen-Koburg-Gotha, vermöge seines Vertrages mit Preussen vom 26. Juni 1833 in Beziehung auf das Amt Volkenrode;

7. Hessen-Homburg, vermöge seines Vertrages mit

dem Grossherzogthume Hessen vom 20. Februar 1835 in Beziehung auf das Amt Homburg;

8. Oldenburg, vermöge seines Vertrages mit Preussen vom 31. Dezember 1836 in Beziehung auf das Fürstenthum Birkenfeld;

9. Waldeck und Pyrmont, vermöge seines Vertrages mit Preussen vom 9. Januar 1838 in Beziehung auf das Fürstenthum Waldeck und vermöge seines Vertrages mit Preussen und den übrigen Mitgliedern des Zollvereins vom 11. Dezember 1841 in Beziehung auf das Fürstenthum Pyrmont;

10. Anhalt-Köthen und Anhalt-Dessau, vermöge ihres Vertrages mit Preussen vom 26. April 1839, betreffend die Zoll- und Verkehrs-Verhältnisse zwischen den beiderseitigen Ländern;

11. Anhalt-Bernburg, vermöge seines Vertrages mit Preussen vom 11. Juli 1839, betreffend die Erneuerung der Verträge wegen Anschliessung der Anhalt-Bernburgischen Landestheile an das Preussische indirekte Steuersystem;

12. Hessen-Homburg, vermöge seines Vertrages mit Preussen vom 5. Dezember 1840 in Beziehung auf das Oberamt Meisenheim;

13. Lippe, vermöge seines Vertrages mit Preussen und den übrigen Mitgliedern des Zollvereins vom 18. Oktober 1841 in Beziehung auf das Fürstenthum Lippe und vermöge seines Vertrages mit Preussen von demselben Tage in Beziehung auf die fürstlichen Gebietstheile Lipperode, Cappel und Grevenhagen;

14. Sachsen-Weimar-Eisenach, vermöge seines Vertrages mit Bayern vom 24. Mai 1843 in Beziehung auf das Vordergericht Ostheim;

15. Luxemburg, vermöge seines Vertrages mit Preussen und den übrigen Mitgliedern des Zollvereins vom 2. April 1847, die Fortdauer des Anschlusses des Grossherzogthums Luxemburg an das Zollsystem Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins betreffend;

16. Schaumburg-Lippe, vermöge seines Vertrages mit Hannover vom 25. September 1851.

Sollte einer der vorgedachten Verträge vor oder nach Ausführung des gegenwärtigen Vertrages ablaufen, ohne dass er ausdrücklich oder stillschweigend erneuert würde, so werden sich die kontrahirenden Theile hiervon gegenseitig Mittheilung machen.

Einem jeden der kontrahirenden Staaten bleibt es überlassen, das vorstehende Verzeichniss in beliebiger Weise zur öffentlichen Kenntniss zu bringen.

2. Die Hannover-Braunschweigischen Kommunion-Besitzungen werden hinsichtlich aller aus dem gegenwärtigen Vertrage herrührenden Rechte und Verbindlichkeiten eben so betrachtet, als wenn sie einen Theil des Königreichs Hannover bildeten.

Separat-Artikel 4.

(Zum Artikel 4. des offenen Vertrages.)

Der Hannoversche Hafenort Geestemünde, die Hannoverschen Elbinseln: Altenwerder, Krusenbusch, Finkenwerder-Blumensand, Kattenwieck, Hohenschaar, Overhacken, Neuhof und Wilhelmsburg und die Hannoversche Voigtei Kirchwerder bleiben von dem gemeinsamen Zollverbande ausgeschlossen, und zwar Geestemünde so lange, als nicht etwa Bremerhaven dem Zollverbande einverleibt wird.

So lange nicht der Schifffahrts-Verkehr auf der Unterweser unter Zoll-Kontrole gestellt werden kann, bleibt auch der Oldenburgische Hafenplatz Brake in seiner jetzigen Begränzung vom Zollgebiete ausgeschlossen.

Ueber den etwaigen Ausschluss sonstiger Hannoverscher und Oldenburgischer Gebietstheile bleibt weitere Verabredung vorbehalten.

Der Separat-Artikel 3. zu Artikel 3. des Zollvereinigungs-Vertrages vom 19. Oktober 1841 und der Separat-Artikel 2. zu Artikel 1. des Zollvereinigungs-Vertrages vom 13. November 1841 treten ausser Wirksamkeit.

Separat-Artikel 5.

(Zum Artikel 5. des offenen Vertrages.)

Seine Majestät der König von Hannover und Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg wollen zum Zwecke der Erhebung und Verwaltung der im Königreiche Hannover und im Herzogthume Oldenburg künftig zu entrichtenden Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgaben:

das unter No. I. anliegende Zollgesetz,
die unter No. II. beiliegende Zollordnung,
das unter No. III. beiliegende Zoll-Straf-Gesetz, nicht minder auch

das unter No. IV. anliegende Gesetz wegen des Waffengebrauchs der Grenz-Aufsichts-Beamten,
endlich den bestehenden Vereins-Zolltarif, mit den Abänderungen, die bereits verabredet sind und etwa noch verabredet werden möchten,

welche als integrirende Theile des gegenwärtigen Vertrages anzusehen sind, verkündigen und gleichzeitig mit letzterem in Kraft treten lassen.

Separat-Artikel 6.

(Zum Artikel 6. des offenen Vertrages.

Wenngleich bei dem Ertrage der Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben einerseits nur Preussen, Sachsen, die Staaten des thüringischen Zoll- und Handels-Vereins und Braunschweig, andererseits nur Preussen, Bayern, Hannover, Württemberg, Baden, Kurhessen, das Grossherzogthum Hessen, Braunschweig, Oldenburg, Nassau und Frankfurt betheiligt sind, so sollen gleichwohl Veränderungen im Tarife der Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben, wie bisher so auch ferner nur auf demselben Wege und mit gleicher Uebereinstimmung sämmtlicher Glieder des Gesammtvereins, wie Veränderungen im Tarife der Eingangs-Abgaben, bewirkt werden können.

Da übrigens bei der Bestimmung der Transit-Zollsätze die besondere Aufmerksamkeit dahin gerichtet sein muss, die Abgaben in der Art zu reguliren, dass der Waarenzug nicht durch die Höhe der Zölle von dem Vereinsgebiete abgelenkt werde, so wird, wie bisher, auch ferner der Grundsatz leitend sein, bei solchen Strassenzügen, auf welchen dies bei Festhaltung des allgemeinen Transitsatzes zu besorgen wäre, eine Ermässigung des letzteren eintreten zu lassen und durch den Tarif auszusprechen.

Die Bestimmung der Transitzölle auf denjenigen Strassen, welche das Vereinsgebiet nur auf kurzen Strecken berühren, und in dem Zolltarife nicht besonders aufgeführt sind, bleibt, sofern diese Strassen nur einen der kontrahirenden Staaten berühren, diesem, und wenn sie mehrere derselben berühren, letzteren gemeinschaftlich jedoch mit der Maassgabe überlassen, dass dabei jede Beeinträchtigung des Verkehrs auf anderen Strassen des Vereins vermieden werde. Den anderen Staaten ist von den festgesetzten Transit-Zollsätzen oder den im Laufe der Tarifperiode etwa eintretenden oder beabsich-

tigten Aenderungen zum Voraus oder mindestens gleichzeitig Kenntniss zu geben.

Man ist darüber einverstanden, dass als kurze Strassenstrecken, rücksichtlich deren es der Königlich Hannoverschen und der Grossherzoglich Oldenburgischen Regierung frei steht, die bisherigen geringeren Durchgangs-Abgabensätze fortbestehen zu lassen, folgende betrachtet werden sollen:

1. die Strassen zwischen Bremen und unterhalb belegenen Plätzen einerseits und Harburg und unterhalb belegenen Plätzen andererseits,

2. die von Bremen nach der Hannoverschen Elbe führenden Eisenbahnen,

3. die Strassen zwischen Leer und unterhalb belegenen Plätzen einerseits und Bremen und unterhalb belegenen Plätzen andererseits,

4. die Strassen, durch welche die zwischen Harburg, Bremen und Leer, diese Plätze eingeschlossen, belegenen Küsten- und Uferplätze unter einander in Verbindung stehen,

5. die Strassen zwischen den Niederlanden und der Ems bis Lingen aufwärts,

6. die von den Niederlanden nach Bremen, ohne Berührung des Preussischen Gebietes, führenden Strassen,

7. die Strassen in dem Hannoverschen Landestheile auf dem rechten Elbufer.

Da bei dem Durchgange von Waaren, welche auf dem im I. Abschnitte der dritten Abtheilung des Vereins-Zolltarifs beschriebenen Zuge transitiren, die Interessen der übrigen Vereinsstaaten nicht unmittelbar betheiligt sind, so bleibt der Königlich Preussischen Regierung die Regulirung der desfallsigen Transitzölle zur freien Bestimmung vorbehalten, wobei sie jedoch das Interesse der Unterthanen aller Vereinsstaaten, ohne Unterschied, bestens wahrnehmen wird.

Von Gütern, welche nach unverzollten Niederlagen in Hannoverschen Seehäfen oder Elb-, Weser- oder Emshäfen, oder in Oldenburgischen Häfen zu Wasser eingeführt und gleichfalls zu Wasser, ohne sonstige Berührung des Vereinsgebietes, wieder ausgeführt werden, soll, den im Zollvereine bereits bestehenden Grundsätzen gemäss, eine Durchgangs-Abgabe nicht erhoben werden.

Separat-Artikel 7.

(Zum Artikel 6. des offenen Vertrages.)

Bei Abmessung der Zolltarifsätze soll dahin gewirkt werden, dass die auf fremde Verzehrungs-Gegenstände gelegten Eingangs-Abgaben ferner mindestens denjenigen Betrag für den Kopf der jeweiligen Bevölkerung liefern, welchen sie in den Jahren 1838—1840 den Zollvereins-Kassen gewährt haben.

Sollten daher in den jetzigen Konsumptionsverhältnissen Veränderungen eintreten, welche an dem Ertrage der Eingangs-Abgaben von fremden Verzehrungs-Gegenständen beträchtliche Ausfälle nachhaltig besorgen lassen, und können dergleichen Ausfälle durch Abänderungen oder Ergänzungen der allgemein tarifmässigen Eingangs-Abgabensätze von Gegenständen der gedachten Art abgewendet werden, so versichern sich die kontrahirenden Theile hierdurch gegenseitig im Voraus ihre Zustimmung zu den darauf abzweckenden Anträgen.

Separat-Artikel 8.

(Zum Artikel 8. des offenen Vertrages.)

1. Die Königlich Hannoversche und die Grossherzoglich Oldenburgische Regierung treten, um jedes in den Erfindungs-Patenten oder Privilegien liegende Verkehrs-Hinderniss zu beseitigen, derjenigen Uebereinkunft bei, welche wegen Ertheilung von Erfindungs-Patenten und Privilegien am 21. September 1842 unter den bisherigen Vereinsstaaten abgeschlossen worden ist.

2. Die Freiheit des Handels und Verkehrs zwischen den kontrahirenden Staaten soll auch dann keine Ausnahme leiden, wenn bei dem Eintritte ausserordentlicher Umstände, insbesondere auch bei einem drohenden oder ausgebrochenen Bundeskriege, einer jener Staaten sich veranlasst finden sollte, die Ausfuhr gewisser im inneren freien Verkehr befindlicher Erzeugnisse oder Fabrikate in das Ausland, für die Dauer jener ausserordentlichen Umstände, zu verbieten.

In einem solchen Falle wird man darauf Bedacht nehmen, dass ein gleiches Verbot von allen kontrahirenden Staaten erlassen werde.

Sollte jedoch einer oder der andere dieser Staaten es seinem Interesse nicht angemessen finden, auch seinerseits jenes Verbot anzuordnen, so bleibt demjenigen

oder denjenigen Staaten, welche solches zu erlassen für nöthig finden, die Befugniss vorbehalten, dasselbe auch auf den Umfang des ihrem Beschlusse nicht beitretenden Vereinsstaates auszudehnen.

Die kontrahirenden Staaten räumen sich ferner auch gegenseitig das Recht ein, zur Abwehr gefährlicher ansteckender Krankheiten für Menschen und Vieh die erforderlichen Maassregeln zu ergreifen. Im Verhältnisse von einem Vereinslande zu dem andern dürfen jedoch keine hemmenderen Einrichtungen getroffen werden, als unter gleichen Umständen den inneren Verkehr des Staates treffen, welcher sie anordnet.

Separat-Artikel 9.

(Zum Artikel 10. des offenen Vertrages.)

Zur Verhinderung von Salz-Einschwärzungen aus Hannover und Oldenburg in die benachbarten Vereinsländer sind folgende Maassregeln verabredet:

1. Die Königlich Hannoversche und die Grossherzoglich Oldenburgische Regierung werden ihren Staats-Angehörigen und den innerhalb ihrer Gebiete sich aufhaltenden Fremden unter Androhung einer, in jedem Wiederholungsfalle auf das Doppelte des zuletzt verwirkten Betrages zu erhöhenden, und im Falle der Zahlungs-Unfähigkeit durch Gefängniss abzubüssenden Geldstrafe von 10 Rthlrn. für jeden Transport von einem Zollzentner oder weniger, und bei grösseren Transporten von 10 Rthlrn. für jeden Zollzentner, die Einführung von Salz in das Gebiet eines der angrenzenden Vereins-Staaten, sowie den Verkauf von Salz an Angehörige dieser Staaten verbieten, und ihre Steuer-, Zoll- und Polizei-Beamten zur Verhütung und eventuell zur Anzeige von Uebertretungen jenes Verbotes verpflichten.

2. Den Steuer-, Zoll- und Polizei-Beamten des angrenzenden Vereinsstaates sollen in Hannover und Oldenburg rücksichtlich der Verfolgung von Salz-Einschwärzungen die gleichen Befugnisse zustehen, welche das Zoll-Kartel den Zoll-Beamten eines anderen Vereins-Staates für die Verfolgung von Zoll-Kontraventionen einräumt.

3. Bei jeder Hannoverschen und Oldenburgischen Saline soll ein Register, nicht blos über die Salzver-

steuerungen, sondern auch über die Salzversendungen geführt werden, aus welchem die Käufer, die Transportanten und die Bestimmungsorte des abgegebenen Salzes ersichtlich sind. Dasselbe soll nebst Beilagen den Steuerbeamten des angränzenden Vereins-Staates bis zum Ober-Kontroleur abwärts, auf jedesmaliges Ersuchen der dortigen Hauptamts-Dirigenten, sowie auch den Vereins-Bevollmächtigten und Stations-Kontroleuren zur Einsicht vorgelegt werden.

4. An den sub 5. näher bezeichneten Grenzstrecken werden Hannover und Oldenburg den Verkehr mit Salz dahin beschränken, dass:

a) in den fraglichen Bezirken Salz nur von regierungsseitig bestellten Salz-Faktoren eingeführt, nur von diesen Faktoren an obrigkeitlich bestellte Salz-Verkäufer und nur von diesen letzteren an Bewohner des Bezirks verkauft werden darf;

b) die Einfuhr von Salz in jeden Faktorei-Bezirk und die Abgabe von Salz von der Faktorei an den oder die Salz-Verkäufer jeder Gemeinde soll sich auf solche Mengen beschränken, welche dem Verbrauche von 20 Pfund für jeden Einwohner jährlich, in welchem jedoch zum Genusse für Menschen unbrauchbar gemachtes, sowie das zum Medizinal-Gebrauche, unter Sicherung gegen Missbrauch, auf besondere Erlaubniss verabfolgte Salz nicht einzubegreifen ist, entsprechen;

c) die Salz-Faktoren und Salz-Verkäufer sollen bei nachdrücklicher Strafe verpflichtet werden, über ihre Bezüge und ihren Absatz gehörig Buch zu führen und ihre Bücher den zu ihrer Beaufsichtigung bestellten Personen, sowie dem Vereins-Bevollmächtigten und den Stations-Kontroleuren auf Begehr jederzeit vorzulegen;

d) innerhalb der vorerwähnten Grenzbezirke soll, bei Vermeidung der unter Nr. 1. bezeichneten Strafen, Salz ausserhalb zusammengebauter Ortschaften nur in Begleitung von Bescheinigungen transportirt werden dürfen, welche rücksichtlich der Transporte nach den Faktoreien auf die Bestellzettel der Faktoren von einem Hannoverschen Salzsteuer-Erhebungsamte, nach einem Salz-Verkäufer von dem Faktor des Bezirks, und nach der Wohnstelle des Käufers von dem Salz-Verkäufer des fraglichen Gemeinde-Bezirks auszustellen sind;

e) die Zahl der Salz-Faktoren und Salz-Verkäufer soll auf das vorhandene Bedürfniss und die Auswahl der-

selben auf Personen von unbezweifelter Rechtlichkeit beschränkt, ihre Anstellung nur widerruflich verfügt, und, sofern sie sich Missbräuche und Unordnungen zu Schulden kommen lassen, sofort zurückgenommen werden.

5. Die unter 4. erwähnten Beschränkungen des Verkehrs mit Salz werden Hannover und Oldenburg, einzelner demnächst nach Maassgabe örtlicher Verhältnisse zu verabredender Modifikationen, und der unter 6. erwähnten Ausnahmen vorbehaltlich, in allen nicht mehr als 1½ Meilen von der Landesgrenze des betreffenden Vereinsstaates belegenen Ortschaften und deren Feldmarken unter der Voraussetzung eintreten lassen, dass der benachbarte Vereinsstaat die Bewohner seiner längs der fraglichen Grenze belegenen Gebiete — vorbehaltlich der jetzigen etwa geringeren Breite des unter Kontrole gesetzten Bezirks in denjenigen Preussischen Landestheilen, wo jetzt die Salzverbrauchs-Kontrole schon besteht, sowie des geringeren Durchschnittsatzes von 11 Pfund, welcher im Preussischen Eichsfelde ausnahmsweise schon jetzt zugelassen ist, — bis wenigstens eine Meile landeinwärts verpflichtet, jährlich im Durchschnitte mindestens 12 Pfund Salz auf jeden Einwohner aus den unter Aufsicht der Regierung verwalteten Salzvorräthen zu beziehen.

6. Von den unter 4. und 5. verabredeten Bestimmungen bleiben ausgenommen:

1. die Hannoverschen Grenzstrecken,

a) längs der Grafschaft Schaumburg, rechts der Weser, und das Hannoversche rechte Weser-Ufergebiet zwischen der Grafschaft Schaumburg und der Braunschweigischen Grenze,

b) gegen den Braunschweigischen Harz-Leine- und Weser-Distrikt, einschliesslich der Kommunion-Besitzungen, sowie gegen das Amt Thedinghausen und die Enklaven: Bodenburg und Oestrum, Oelsburg und Ostharingen;

2. die in der Nähe der fraglichen Grenzen belegenen Städte Osnabrück, Münden und Peine nebst deren Vorstädten und Feldmarken, in der Art, dass daselbst der Salzhandel frei bleibt, auch der Verbrauch nicht auf die Menge von 20 Pfund für den Kopf beschränkt wird, vorbehaltlich der Vorschrift, dass auch das von und nach diesen Städten versandte Salz, sobald dasselbe innerhalb der Grenzstrecken (cfr. No. 4.) ausserhalb der städtischen

Feldmark transportirt wird, der Bezettelung (cfr. No. 4. d.) unterliegt, ferner vorbehaltlich der Befugniss des gegenüberliegenden Vereins-Staates, auf seinem Gebiete eine Kontrole gegen Salz-Einschwärzungen den genannten Städten gegenüber ausüben zu lassen.

Dagegen sollen in den dem Zollvereine schon jetzt angeschlossenen Landestheilen: der Grafschaft Hohnstein, den Aemtern Elbingerode und Polle und dem südlichen Theile des Amtes Fallersleben die dermaligen Salz-Debits-Verhältnisse bis auf weitere Verabredung fortbestehen, soweit nicht der Wegfall der Zollgrenzen Abänderungen nach sich zieht.

Auch verpflichtet sich Hannover für den Fall, dass in der Kurhessischen Grafschaft Schaumburg die unter No. 5. erwähnte Salzverbrauchs-Kontrole eingeführt und daneben die Landesgrenze gegen Hannover Behufs Abwehrung von Salz-Einschwärzungen mit Aufsichts-Beamten besetzt wird, die Hälfte der hierdurch erwachsenden Kosten zu übernehmen.

Separat-Artikel 10.

(Zum Artikel 11. des offenen Vertrages.)

Zu I.

1. In Bezug auf den Grundsatz, dass von ausländischen Erzeugnissen keine weitere Abgabe irgend einer Art, weder für Rechnung des Staats, noch für Rechnung von Kommunen oder Korporationen — mit Vorbehalt der auf die weitere Verarbeitung solcher Erzeugnisse, oder auf anderweite Bereitungen daraus, gelegten Steuern, — soll erhoben werden dürfen, ist noch Folgendes vereinbart worden:

a) In denjenigen Staaten, in welchen die inneren Steuern von Getränken so angelegt sind, dass sie bei der Einlage der letzteren erhoben oder den Steuerpflichtigen zur Last gestellt werden, soll der Grundsatz der Freilassung verzollter ausländischer Erzeugnisse von inneren Abgaben wenigstens in soweit Anwendung finden, dass die erste Einlage verzollter ausländischer Getränke, d. h. diejenige, welche dem direkten Bezuge aus dem Auslande oder dem Bezuge aus öffentlichen Niederlagen oder Privatlägern unmittelbar folgt, von jeder inneren Steuer befreit bleibt.

b) Ausnahmsweise können in Württemberg und Ba-

den die daselbst bestehenden Getränkesteuern von den, gegen einen ermässigten Zollsatz eingehenden Schweizer-Bodensee-Weinen auch bei der ersten Einlage erhoben werden.

c) In dem Falle zu b. erfolgt jedoch die Erhebung der inneren Steuern für Rechnung des Zollvereins.

d) Die vorstehenden Bestimmungen unter a. und b. kommen auch da zur Anwendung, wo die Erhebung einer inneren Getränkesteuer für Rechnung von Kommunen oder Korporationen Statt findet.

Die einer Kommune oder Korporation bewilligten Abgaben auf Brennmaterialien und Fourage dürfen auch von ausländischen Erzeugnissen erhoben werden.

2. Unter den inneren Steuern, welche die weitere Verarbeitung eines Gegenstandes oder anderweite Bereitungen aus demselben treffen, sind für jetzt die Steuern von der Fabrikation des Branntweins, Biers und Essigs, ingleichen die Mahl- und Schlachtsteuer zu verstehen, welchen daher das ausländische Getreide, Malz und Vieh im gleichen Maasse, wie das inländische und vereinsländische unterliegt.

Zu II. No. 2 a.

3. In der freien Stadt Frankfurt kann ausnahmsweise auch von Brennmaterialien, Getreide und Fourage eine Steuer, wie bisher, erhoben werden.

4. Sollte ein bis jetzt noch nicht gewöhnliches Getränk oder Nahrungsmittel, mag dessen Bereitung aus Erzeugnissen des Vereins-In- oder Auslandes erfolgen, in Aufnahme kommen, und dessen Besteuerung von einem oder dem anderen Vereinsstaate für angemessen erachtet werden, so bleibt eine solche Besteuerung, sei es für eigene Rechnung oder gemeinschaftlich mit anderen Vereinsstaaten, nach vorgängiger Benachrichtigung sämmtlicher Vereinsglieder, und unter Beobachtung der in dem offenen Artikel unter den Nummern 3., 4. und 5. getroffenen Vereinbarungen wegen gleichmässiger Behandlung des nämlichen Erzeugnisses der übrigen Vereinsstaaten, gestattet.

Zu II. No. 2 b.

5. Für Branntwein, Bier, Wein und Taback sollen die folgenden Sätze als das höchste Maass betrachtet werden, bis zu welchem in den Vereinsstaaten eine Be-

steuerung der genannten Erzeugnisse für Rechnung des Staates soll Statt finden können, nämlich:

a) für Branntwein 10 Rthlr. pro Ohm à 120 Quart Preussisch und bei einer Alkoholstärke von 50 Prozent nach Tralles;

b) für Bier 1 Rthlr. 15 Sgr. pro Ohm à 120 Quart Preussisch;

c) für Wein, und zwar:

aa) wenn die Abgabe nach dem Werthe des Weines erhoben wird, 1½ Rthlr. pro Zollzentner (5 Rthlr. pro Ohm à 120 Quart Preussisch);

bb) wenn die Abgabe ohne Rücksicht auf den Werth des Weines erhoben wird, 25 Sgr. pro Zollzentner (2 Rthlr. 23 Sgr. 4 Pf. pro Ohm à 120 Quart Preussisch):

cc) wenn die Abgabe nach einer Klassifikation der Weinberge erhoben wird, ist die Beschränkung derselben auf ein Maximum nicht für erforderlich erachtet worden.

In Bezug auf die Freie Stadt Frankfurt, wo vom Weine gegenwärtig eine Abgabe von 5 Fl. 20 Kr. (3 Rthlr. 1 Sgr. 5 Pf.) für die Frankfurter Ohm erhoben wird, soll von einer Ermässigung dieser Abgabe auf den unter bb. gedachten Satz abgesehen werden;

d) für Taback 20 Sgr. pro Zollzentner.

Zu II. No. 3.

6. Es wird allseitig anerkannt, dass bei denjenigen inneren Steuern, welche nach dem Werthe der Waare erhoben werden, dem Grundsatze, dass das Erzeugniss anderer Vereinsstaaten nicht höher, als das inländische belastet werden dürfe, durch gleichmässige Anwendung der nämlichen Erhebungssätze auf das inländische, wie auf das vereinsländische Erzeugniss allein nicht vollständig Genüge geschieht, hierzu vielmehr erforderlich ist, dass auch bei Feststellung des zu besteuernden Werthes, das inländische Erzeugniss nicht vor dem vereinsländischen begünstigt werde.

Zu II. No. 3 a.

7. Für Vereinsstaaten, in welchen kein Wein erzeugt, gleichwohl aber eine innere Steuer vom vereinsländischen Weine erhoben wird, sind die Verabredungen unter No. 5. ebenfalls verbindlich.

Zu II. No. 3 c.

8. In denjenigen Vereinsstaaten, wo die Erhebung einer inneren Weinsteuer nach einer Klassifikation der Weinberge stattfindet, soll die Steuer von dem vereinsländischen Weine nur nach einem, im Verhältniss zur Steuer vom inländischen Weine zu bemessenden Durchschnittssatze erhoben werden, welcher jedoch den Betrag von 25 Sgr. vom Zollzentner in keinem Falle überschreiten darf.

So lange in den Staaten, wo dermalen die innere Weinsteuer nach einer Klassifikation der Weinberge erhoben wird, die gegenwärtig gültigen Steuersätze nicht ermässigt werden, bewendet es für die Steuer von dem vereinsländischen Weine bei dem Satze von 25 Sgr. für den Preussischen Zentner.

9. In Bezug auf die Verabredung, wonach, bei eintretenden Veränderungen in den für die inneren Erzeugnisse bestehenden Steuersätzen, den übrigen Vereins-Regierungen von den Steuerbeträgen, welche in Folge der eingetretenen oder beabsichtigten Veränderung, von den vereinsländischen Erzeugnissen erhoben und bei der Ausfuhr der besteuerten Gegenstände vergütet werden sollen, Mittheilung zu machen ist, wird allseitig anerkannt, dass, wenn eine oder mehrere Regierungen gegen die mitgetheilten Steuerbeträge Erinnerungen zu machen hätten, hierdurch diejenige Regierung, welche die Veränderung vorgenommen hat oder vornehmen will, in der Anwendung der mitgetheilten Steuerbeträge nicht behindert sein soll, etwanige Erinnerungen dagegen vielmehr im Korrespondenzwege oder auf den General-Konferenzen zur Erledigung zu bringen sind.

Zu II. No. 3 b. und c.

10. Wegen Ausübung der Befugniss, auf die nach anderen Vereinsstaaten übergehenden Erzeugnisse die davon entrichtete Steuer ganz oder theilweise zurückerstatten zu lassen, sind folgende nähere Verabredungen getroffen worden:

a) Eine Zurückerstattung der in Rede stehenden Art soll überhaupt nur in so weit Statt finden dürfen, als in dem betreffenden Staate bei der Ausfuhr des nämlichen Erzeugnisses nach dem Vereinsauslande eine Steuer-Vergütung gewährt wird, und auch nur höchstens bis zum Betrage der letzteren.

b) Die betreffenden Vereins-Regierungen werden ihr besonderes Augenmerk darauf richten, dass in keinem Falle mehr, als der wirklich bezahlte Steuerbetrag erstattet werde, und diese Vergütung nicht die Natur und Wirkung einer Ausfuhr-Prämie erhalte.

c) Von den Staaten, welche eine Produktions-Steuer vom Weine erheben, wollen Preussen für seine östlichen Provinzen, desgleichen das Königreich Sachsen und der Thüringische Verein, von der Befugniss, die Steuer vom Weine ganz oder theilweise zurückerstatten zu lassen, keinen Gebrauch machen.

d) Beim Taback bleibt die Befugniss zur Steuer-Erstattung auf die, nach anderen Vereinsstaaten übergehenden rohen Tabacksblätter beschränkt.

Zu II. No. 4.

11. Wo innere Steuern nach dem Werthe des Gegenstandes erhoben werden, wird, in Absicht der aus anderen Vereinsstaaten übergehenden Erzeugnisse, auf Kontrol-Einrichtungen Bedacht genommen werden, nach welchen die Ermittelung des Werthes in der Regel erst im Bestimmungsorte, mit Vermeidung zeitraubender und den Verkehr belästigender Untersuchungen an den Binnengrenzen oder auf dem Wege zwischen dem Versendungs- und Bestimmungsorte, eintritt.

Zu II. No. 5.

12. Zu den, zur örtlichen Konsumtion bestimmten Gegenständen, von welchen die Erhebung einer Abgabe für Rechnung von Kommunen oder Korporationen allein soll Statt finden dürfen, sind allgemein zu rechnen: Bier, Essig, Malz, Cider (Obstwein), und die der Mahl- und Schlachtsteuer unterliegenden Erzeugnisse, ferner Brennmaterialien, Markt-Viktualien und Fourage.

Vom Weine soll die Erhebung einer Abgabe der vorgedachten Art nur in denjenigen Vereinsstaaten, welche zu den eigentlichen Weinländern gehören (Bayern, Württemberg, Baden, Grossherzogthum Hessen und Nassau), zulässig sein.

So weit in einzelnen Orten der zum Zollvereine gehörigen Staaten die Erhebung einer Abgabe von Branntwein für Rechnung von Kommunen oder Korporationen gegenwärtig Statt findet, oder (wie in Kurhessen) nach

der bestehenden Gesetzgebung nicht versagt werden kann, wird es dabei ausnahmsweise bewenden.

Es sollen aber die für Rechnung von Kommunen oder Korporationen zur Erhebung kommenden Abgaben von Wein und Branntwein, ingleichen von Bier, in Absicht ihres Betrages der Beschränkung unterliegen, dass solche beim Branntwein, mit der Staatssteuer zusammen, den unter No. 5. festgesetzten Maximalsatz von 10 Rthlr. für die Ohm, und beim Wein und Bier den Satz von 20 Prozent der für die Staatssteuern unter No. 5. verabredeten Maximalsätze nicht überschreiten dürfen. Ausnahmen hiervon sollen nur in soweit zulässig sein, als einzelne Kommunen oder Korporationen schon gegenwärtig eine höhere Abgabe erheben, welchen Falls letztere fortbestehen kann.

13. Abgaben für Rechnung von Kommunen oder Korporationen dürfen bei dem Uebergange der besteuerten Gegenstände nach anderen Vereinsstaaten, gleich den Staatssteuern, ganz oder theilweise zurückerstattet werden, soweit eine solche Vergütung bei dem Uebergange der besteuerten Gegenstände nach anderen Orten desselben Landes Statt findet.

Zu II. No. 6.

14. Wenn sich aus den zu erwartenden Mittheilungen über die Abgaben, welche für Rechnung von Kommunen oder Korporationen dermalen zur Erhebung kommen, ergeben sollte, dass in einem oder dem andern Orte auch noch von anderen, als den unter No. 12. genannten Gegenständen, dergleichen Abgaben erhoben werden, so soll die Erhebung der letzteren zwar einstweilen fortbestehen können; die betreffenden Regierungen werden es sich jedoch angelegen sein lassen, solche Abgaben bei der ersten passenden Gelegenheit zu beseitigen. Ueber den Erfolg der diesfälligen Bemühungen wird den übrigen Vereins-Regierungen auf den jährlichen General-Konferenzen von Zeit zu Zeit Mittheilung gemacht werden.

Separat-Artikel 11.

(Zum Artikel 12. des offenen Vertrages.)

Was in dem offenen Vertrage hinsichtlich der demselben zu Artikel 12. beigefügten besonderen Uebereinkunft wegen der Besteuerung des im Umfange des Ver-

eins aus Rüben bereiteten Zuckers festgesetzt worden ist, gilt auch von den anliegenden Separat-Artikeln zu dieser Uebereinkunft.

Separat-Artikel 12.

(Zum Artikel 14. des offenen Vertrages.)

Der Beitritt Seiner Majestät des Königs von Hannover und Seiner Königlichen Hoheit des Grossherzogs von Oldenburg zu der allgemeinen Münz-Konvention und zu dem Münzkartel der zum Zoll- und Handelsvereine verbundenen Staaten erstreckt sich auch auf die zu dieser Konvention gehörigen besonderen Verabredungen, als da sind:

A. Separat-Artikel zu der allgemeinen Münz-Konvention der zum Zoll- und Handels-Vereine verbundenen Staaten d. d. Dresden, 30. Juli 1838;

B. Besondere protokollarische Uebereinkunft zu der allgemeinen Münz-Konvention zwischen den nach dieser Konvention zum 14-Thalerfusse sich bekennenden Staaten, von demselben Datum;

C. Protokoll zu dem Münzkartel unter den zum Zollvereine verbundenen Staaten d. d. Karlsruhe, 21. Oktober 1845.

Separat-Artikel 13.

(Zum Artikel 15. des offenen Vertrages.)

In soweit auf den Flüssen, auf welche die Wiener Kongress-Akte keine Anwendung findet, noch Wasserzölle oder Wasserwegegelder erhoben werden, sollen dieselben $1/4$ Sgr. vom Preussischen oder 1 Kr. vom Bayerischen Zentner für die Meile nicht übersteigen.

Separat-Artikel 14.

(Zum Artikel 22. des offenen Vertrages.)

1. Unter Bezug auf die Sätze 1 und 2 des offenen Artikels 22. wird hier noch ausdrücklich bemerkt, dass bei der Theilung der Aus- und Durchgangs-Abgaben keinerlei Verwaltungskosten in Abzug kommen, dass daher die letzteren, soweit sie überhaupt der Gemeinschaft aufzurechnen sind, ausschliesslich von dem Ertrage der Eingangs-Abgaben abgezogen werden müssen.

2. Von den dem Preussischen Zollsysteme mit ihrem ganzen Gebiete oder mit einem Theile desselben beige-

tretenen Staaten sollen rücksichtlich der Theilung der Aus- und Durchgangs-Abgaben

a) die Grossherzoglich Mecklenburg-Schwerinschen Ortschaften Rossow, Netzeband und Schönberg,

b) die Grossherzoglich Sächsischen Aemter Allstedt und Oldisleben,

c) das Herzoglich Sachsen-Coburg- und Gothaische Amt Volkenrode,

d) die Herzoglich Anhalt-Cöthenschen Lande,

e) die Herzoglich Anhalt-Dessauischen Lande,

f) die Herzoglich Anhalt-Bernburgischen Lande,

g) die Unterherrschaft des Fürstenthums Schwarzburg-Rudolstadt,

h) die Unterherrschaft des Fürstenthums Schwarzburg-Sondershausen,

i) das Herzoglich Braunschweigische Fürstenthum Blankenburg nebst dem Stiftsamte Walkenried, und das Amt Calvörde,

den östlichen Preussischen Provinzen, dagegen

a) das Grossherzoglich Oldenburgische Fürstenthum Birkenfeld,

b) die Fürstenthümer Waldeck und Pyrmont,

c) das Landgräflich Hessen-Homburgische Oberamt Meisenheim,

d) das Fürstenthum Lippe,

den westlichen Preussischen Provinzen, beigerechnet werden.

Das Grossherzogthum Luxemburg wird den im offenen Artikel unter Nr. 2. b. genannten Vereinstheilen beigerechnet.

Was das im Satze 5. des offenen Artikels erwähnte Abkommen mit der freien Stadt Frankfurt betrifft, so hat es bei den Verabredungen im Separat-Artikel 8. des Vertrages vom 2. Januar 1836 sein Bewenden, mit der Maassgabe jedoch, dass bei Ermittelung des der freien Stadt Frankfurt nach Litt. f. dieses Separat-Artikels gebührenden etwaigen Nachschusses die Aus- und Durchgangs-Abgaben nur mit dem Ertrage in Berechnung kommen, den sie in den Vereinstheilen, ausschliesslich der östlichen Preussischen Provinzen, des Königreichs Sachsen, des Thüringischen Zoll- und Handelsvereins, und des östlichen Theils des Herzogthums Braunschweig, auf den Kopf der Bevölkerung gewährt haben.

Separat-Artikel 15.

(Zum Artikel 30. des offenen Vertrages.)

A. Die kontrahirenden Regierungen machen sich verbindlich, für die Diensttreue der bei der Zollverwaltung von ihnen angestellten Beamten und Diener, und für die Sicherheit der Kassenlokale und Geldtransporte in der Art zu haften, dass Ausfälle, welche an den Zolleinnahmen durch Dienst-Untreue eines Angestellten erfolgen, oder aus der Entwendung bereits eingezahlter Gelder entstehen, von derjenigen Regierung, welche den Beamten angestellt hat, oder welche die entwendeten Bestände erhoben hatte, ganz allein zu vertreten sind und bei der Revenüentheilung dem betreffenden Staate zur Last fallen.

B. Die zur Bestreitung der Zollverwaltungskosten zu bestimmenden Pauschsummen werden für das Königreich Hannover und das Herzogthum Oldenburg nach den nämlichen Grundsätzen, wie es für die übrigen Vereinsstaaten geschehen ist, ausgemittelt werden.

C. In Betracht, dass die Kosten für die inneren Steuerämter oder Hallämter und Packhöfe einem jeden der kontrahirenden Staaten zur Last fallen, bleibt es jedem derselben überlassen, solche Aemter innerhalb seines Gebietes in beliebiger Zahl zu errichten, so dass in Beziehung auf deren Kompetenz und Personal-Bestellung keine anderen, als diejenigen Beschränkungen eintreten, welche aus der Vereins-Zollordnung und den bestehenden Instruktionen und Verabredungen hervorgehen.

Separat-Artikel 16.

(Zum Artikel 32. des offenen Vertrages.)

a. Damit die Geschäfte nicht unnöthig verzögert werden, soll bei keiner Zolldirektion mehr, als ein Abgeordneter seinen bleibenden Aufenthalt nehmen.

b. In der Regel werden sich die kontrahirenden Regierungen von 3 zu 3 Jahren über die Vertheilung der ständigen Abgeordneten vereinbaren.

c. Jeder Vereinsregierung soll es überlassen sein, den Bevollmächtigten eines anderen Staats auch in ihrem Namen zu beglaubigen, in welchem Falle er ihre Aufträge übernehmen und an sie die erforderlichen Mittheilungen machen wird.

d. Die Gehälter und alle übrigen Kosten der Ab-

geordneten, so wie der etwa bei den Ministerien der Vereinsstaaten beglaubigten Beamten, trägt der abordnende Staat. In sofern aber dritte Vereinsstaaten einen fremden Abgeordneten auch in ihrem Namen beglaubigen, werden sie mit der Regierung, welche denselben ernannt hat, über einen angemessenen Beitrag zu der Bestreitung seines Gehalts übereinkommen.

Separat-Artikel 17.

(Zum Artikel 33. des offenen Vertrages.)

Da der Hauptzweck der Berathung in den jährlichen Konferenzen,

bei jedem vorkommenden Gegenstande durch eine gründliche und erschöpfende Erörterung desselben eine allgemeine Uebereinstimmung herbeizuführen,

sich schwer erreichen lässt, wenn die Versammlung zu zahlreich wird, und es deshalb wünschenswerth erscheint, dass mehrere Vereins-Regierungen einen gemeinschaftlichen Bevollmächtigten zu den gedachten Konferenzen abordnen, so werden auch die Königlich Hannoversche und die Grossherzoglich Oldenburgische Regierung zu einer solchen Einrichtung bereitwilligst die Hand bieten.

Separat-Artikel 18.

(Zum Artikel 34. des offenen Vertrages.)

Bei der Verhandlung der im Artikel 33. bezeichneten Gegenstände wird die Hauptsorge der Konferenz-Bevollmächtigten dahin gerichtet sein, bei jedem vorkommenden Gegenstande durch eine gründliche und erschöpfende Erörterung desselben, eine allgemeine Uebereinstimmung herbeizuführen.

Wird nach einer solchen vorausgegangenen Erörterung, hinsichtlich eines der unter a. und b. aufgeführten Gegenstände, dieser Zweck nicht erreicht, so haben die Bevollmächtigten durch Einhelligkeit der Stimmen einen Schiedsrichter zu erwählen, welchem die Entscheidung zu übertragen ist. Den in einem solchen Falle ergangenen schiedsrichterlichen Ausspruch werden die betheiligten Regierungen sofort in Ausführung bringen lassen, jedoch soll durch selbigen kein Präjudiz für die Entscheidung künftig etwa vorkommender ähnlicher Differenzen begründet werden, sondern hierbei stets von neuem schiedsrichterlicher Ausspruch eintreten.

Bei der Berathung über solche Gegenstände, welche in die Kategorien litt. c. und d. des offenen Artikels fallen, haben sich die Bevollmächtigten nach ihren Instruktionen zu richten, und die gefassten Beschlüsse unterliegen der Ratifikation der hohen kontrahirenden Regierungen, vor deren allseitigem Eintreffen sie nirgends Gültigkeit haben, noch verkündet und vollzogen werden sollen.

Ihre Verkündung, in soweit sie sich zur Bekanntmachung eignen, geschieht, wie die Verkündung der gemeinschaftlichen Verträge, Gesetze und Verordnungen überhaupt, in jedem der vereinten Staaten im Namen der Regierung.

Separat-Artikel 19.

(Zum Artikel 38. des offenen Vertrages.)

Die Unterhandlung von Verträgen über die Aufnahme anderer Staaten in den Verein wird in der Regel denjenigen unter den kontrahirenden Staaten überlassen bleiben, deren Gebiet an das Land der Deutschen Regierung angrenzt, von welcher die Aufnahme in den Verein gewünscht wird.

Jede Einleitung solcher Unterhandlungen, deren Richtung und Umfang durch die Grundsätze des gegenwärtigen Vertrages bestimmt ist, muss den übrigen Vereins-Mitgliedern alsbald bekannt gemacht werden, auch ist diesen vor dem förmlichen Abschlusse der diesfällige Vertrag zur Einsicht und Zustimmung mitzutheilen.

Die Zustimmung soll nicht versagt werden, wenn die Bestimmungen, welche der gegenwärtige Vertrag umfasst, eingehalten sind.

Separat-Artikel 20.

(Zum Artikel 39. des offenen Vertrages.)

1. Das Recht, mit anderen ausserhalb des Zollverbandes gelegenen Staaten Verträge zur Erleichterung des Verkehrs und Handels zu errichten, verbleibt den kontrahirenden Staaten auch nach dem Abschlusse des gegenwärtigen Zollvereinigungsvertrages. Es dürfen jedoch durch solche Verträge die Bestimmungen dieses letzteren in keiner Art verletzt werden. Auch ist dabei der Gesichtspunkt festzuhalten, dass sowohl die Erleichterungen

und Vortheile, welche auf der einen Seite ein ausserhalb des Vereins gelegener Staat dem mit ihm kontrahirenden Vereinsstaate zugesteht, auch den Angehörigen und Erzeugnissen der übrigen Vereinsstaaten gesichert, als auch die dem ausserhalb des Vereins gelegenen Staate auf der anderen Seite gemachten Zugeständnisse nicht blos in dem Verhältnisse zu dem einzelnen kontrahirenden Vereinsstaate, sondern auch in der Rückwirkung auf den Verein überhaupt, durch die dem letzteren mittelbar oder unmittelbar zugehenden Verkehrs- und Handelsvortheile möglichst aufgewogen werden.

Zu diesem Ende übernehmen die hohen Kontrahenten, wenn sie in den Fall kommen, mit einem ausser dem Vereine gelegenen Staate über Erleichterung des Verkehrs und Handels einen Vertrag zu errichten, die Verbindlichkeit, nicht nur vor Eröffnung der Unterhandlung die übrigen Mitglieder des Vereins zur Mittheilung aller erforderlichen Notizen über ihre besonderen Interessen einzuladen, sondern auch vor der förmlichen Ratifikation den übrigen Vereinsgliedern den vollständigen Inhalt solcher Verträge zum Zwecke ihrer zustimmenden Erklärung zu eröffnen.

Schifffahrts-Verträge, in sofern sie die Natur von Handels-Verträgen annehmen, sind nach gleichen Grundsätzen zu behandeln.

2. In Rücksicht auf die besonderen Verhältnisse, worin die Königlich Preussische Regierung nach den Bestimmungen der Wiener Kongress-Akte mit einem Theile ihrer Provinzen zu dem Gebiete des Königreichs Polen und zu einem Theile der Russischen Provinzen steht, wird derselben hinsichtlich der Errichtung von Handelsverträgen mit Russland und Polen völlig freie Hand gelassen, wogegen sie sich verpflichtet, die Interessen der anderen Vereinsstaaten gleichmässig mit den ihrigen wahrzunehmen.

3. Erleiden Handel und Verkehr der Vereinsstaaten in fremden Ländern nachtheilige Beschränkungen, so bleibt jedem Vereinsgliede das Recht vorbehalten, solche durch angemessene Maassregeln zu vergelten.

Diejenigen Staaten, welche sich hiernach in der Lage befinden, auf ihrem Gebiete Vergeltungs-Maassregeln gegen das Ausland anzuordnen, sind jedenfalls verpflichtet,

bei dieser Ausübung das Interesse des ganzen Vereins wahrzunehmen.

Insbesondere

1. haben dieselben zuvor von dem Bedürfnisse einer solchen Maassregel, und von der Auswahl derselben den übrigen Vereinsgliedern Anzeige zu machen und sie einzuladen, binnen einer Frist von höchstens acht Wochen ihre etwanigen Bedenken gegen die Maassregel überhaupt, oder ihre Wünsche über die Art und Auswahl der Vergeltung mitzutheilen, wenn nicht nach abgelaufener Frist ihre Zustimmung als gegeben angenommen werden soll.

2. Eine hierbei sich ergebende Differenz soll, falls auf dem Wege weiterer Erörterung zwischen den betreffenden Vereinsgliedern eine Verständigung nicht erreicht würde, durch Kompromiss auf schiedsrichterlichen Ausspruch erledigt werden. Fällt dieser Ausspruch gegen die Zweckmässigkeit der inmittelst etwa bereits angeordneten Vergeltungs-Maassregel aus, so ist diese nach näherem Inhalte der Entscheidung entweder aufzuheben, oder abzuändern.

Um Repressalien oder Retorsions-Maassregeln im Namen des ganzen Vereins anzukündigen und auszuführen, ist die vorgängige Zustimmung sämmtlicher kontrahirenden Vereinsglieder erforderlich.

So geschehen Berlin, den 4. April 1853.

(gez.) *von Pommer-Esche.* (L. S.) *Philipsborn.* (L. S.) *Delbrück.* (L. S.)

Meixner. (L. S.) *von Schimpff.* (L. S.) *Klenze.* (L. S.) *von Sigel.* (L. S.) *Hack.* (L. S.)

Duysing. (L. S.) *von Biegeleben.* (L. S.) *Thon.* (L. S.) *von Thielau.* (L. S.)

Liebe. (L. S.) *Marschall von Bieberstein.* (L. S.) *Coester.* (L. S.)

Separat-Artikel zu der Uebereinkunft zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Hannover, Württemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthum Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine gehörigen Staaten, Braunschweig, Oldenburg, Nassau und der freien Stadt Frankfurt wegen Besteuerung des Rübenzuckers.

Bei dem heutigen Abschlusse der Uebereinkunft zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Hannover, Württemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthum Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine gehörigen Staaten, Braunschweig, Oldenburg, Nassau und der freien Stadt Frankfurt wegen Besteuerung des Rübenzuckers, sind von den ernannten Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, noch folgende besondere Artikel verabredet worden, welche, obwohl nicht zur öffentlichen Bekanntmachung bestimmt, dennoch dieselbe Kraft und Gültigkeit haben sollen, als wenn sie Wort für Wort in die Uebereinkunft selbst eingerückt wären.

Separat-Artikel 1.

(Zum Art. 1. der Uebereinkunft.)

Das Gesetz, die Besteuerung des im Inlande erzeugten Rübenzuckers betreffend, nebst der zu dessen Ausführung erlassenen Instruktion für die Steuerbehörden bleibt, mit den darauf bezüglichen Verabredungen unter den Vereins-Regierungen, auch ferner in Kraft.

In denjenigen Vereinsstaaten, wo zur Zeit Rübenzucker-Fabriken nicht bestehen, ist die Verkündung dieses Gesetzes nicht erforderlich. Sollten in einem solchen Staate dergleichen Fabriken später errichtet werden, so wird der Betrieb derselben erst dann gestattet werden, wenn das Gesetz zuvor auch dort in Kraft getreten ist.

Separat-Artikel 2.

(Zum Art. 3 der Uebereinkunft.)

Wegen Ausführung der im Art. 3 der Uebereinkunft getroffenen Bestimmungen ist Folgendes verabredet worden:

1. Zu Nr. 1. Die unter Nr. 1 des Artikels erwähnten Feststellungen erfolgen vom Jahre 1854 an in jedem Jahre, und zwar in den ersten Tagen des Mai, durch das Central-Büreau.

Zu diesem Zwecke wird jede Vereins-Regierung dem Central-Büreau

a) längstens bis zum 30. April jeden Jahres die im Laufe des vorhergegangenen Kalenderjahres, zufolge von Veränderungen in dem Umfange ihres dem Vereine angehörenden Gebietes, etwa eingetretenen Bevölkerungs-Abgänge oder Zugänge mittheilen;

b) bis zum 30. April jeden Jahres eine Nachweisung der innerhalb der zwölf Monate vom 1. April des vorhergegangenen bis zum 31. März des laufenden Jahres bei ihren Hebestellen erfolgten Verzollungen von ausländischem Zucker und Syrup und Versteuerungen von zur Zuckerbereitung bestimmten Rüben, sowie eine Nachweisung der in demselben Zeitraum von ihren Hebestellen gewährten Vergütungen für ausgeführten raffinirten Zucker zugehen lassen.

Das Central-Büreau stellt in jedem Jahre auf Grund der unter a. genannten Mittheilungen und der im offenen Art. 3 unter Nr. 1. a. enthaltenen Bestimmung das Einnahme-Soll fest, wobei Bevölkerungs-Abgänge und Zugänge in Folge von Veränderungen in dem Umfange des Zollvereins pro rata temporis abgezogen oder hinzugesetzt werden. Es ermittelt sodann auf Grund der unter b. genannten Mittheilungen den Betrag der wirklichen und ausserdem in den Jahren 1857, 1859, 1861 und 1863 den Betrag der im offenen Art. 3 unter Nr. 1. b. bezeichneten durchschnittlichen Einnahme und vergleicht dieselbe mit dem festgestellten Einnahme-Soll.

2. Zu Nr. 2. Spätestens am 15. Mai jeden Jahres übersendet das Central-Büreau jeder Vereins-Regierung das Ergebniss der vorstehend erwähnten Ermittelungen und zwar:

a) eine Uebersicht der Bevölkerung, welche die in Anrechnung gebrachte Gesammt-Bevölkerung jedes Vereinsstaates sowie des ganzen Vereins summarisch nachweist und das hierauf begründete Einnahme-Soll ersehen lässt;

b) eine die Zeit vom 1. April des vorhergegangenen bis zum 31. März des laufenden Jahres umfassende, beziehungsweise den Durchschnitt aus der Zeit vom 1. April des vorletzten bis zum 31. März des laufenden Jahres enthaltende Uebersicht, welche für jeden Vereinsstaat, sowie für den ganzen Verein:

1. die Einnahme von ausländischem Zucker und Syrup, nach den Positionen des Zolltarifs,

2. die Einnahme an Rübenzuckersteuer,

3. die Ausgabe an Vergütungen für ausgeführten raffinirten Zucker,

4. die an Zoll und Steuer von Zucker und Syrup, nach Abzug der Bonification, verbliebene Einnahme nachweist und

5. die Vergleichung dieser Einnahme (Nr. 4) mit dem Einnahme-Soll (Lit. a.) enthält.

Bei Uebersendung dieser Uebersichten in den Jahren 1855, 1857, 1859, 1861 und 1863 bemerkt das Central-Büreau, ob, nach dem Ergebniss derselben, der Satz für die Rübenzuckersteuer in der bevorstehenden zweijährigen Periode unverändert bleibt, oder auf welchen Betrag derselbe zu erhöhen ist.

Auf Grund dieser Benachrichtigung wird alsdann jede Vereins-Regierung die im offenen Artikel 4. vorgesehene Bekanntmachung erlassen.

Separat-Artikel 3.

(Zum Art. 5 der Uebereinkunft.)

1. Wegen der, den einzelnen Vereins-Regierungen für die Kosten der Verwaltung der Rübenzuckersteuer zu gewährenden Vergütung verbleibt es, bis auf weitere Vereinbarung, bei den auf der neunten General-Konferenz (Haupt-Protokoll §. 59. Nr. I. bis XIII., Seite 188 bis 192) getroffenen Verabredungen.

2. Die Revenuen-Abrechnung unter den Vereinsstaaten über die Rübenzuckersteuer erfolgt nach den für die Abrechnung über die gemeinsamen Zollgefälle bestehenden Grundsätzen. Sie wird jedoch von letzterer getrennt gehalten und findet nur zweimal im Jahre statt, und zwar je für die vier Monate vom 1. September bis letzten Dezember und für die acht Monate vom 1. Januar bis letzten August. Zu diesem Zwecke wird dem Central-Büreau, welches die Abrechnung provisorisch aufstellt, unbeschadet der vierteljährlich an dasselbe zu übergebenden Revenuen-Uebersichten, je bis zum letzten März für die am letzten Dezember des Vorjahrs abgelaufenen vier Monate und bis zum 10. November für die am letzten August abgelaufenen acht Monate, eine Haupt-Nachweisung der konstatirten Rübenzuckersteuer-Einnahme

und der in Anrechnung zu bringenden Verwaltungskosten durch jede Vereins-Regierung mitgetheilt.

Für das Betriebsjahr $18\frac{53}{54}$ erfolgt die Abrechnung und zwar:

a) über die in den vier Monaten vom 1. September bis letzten Dezember 1853 eingegangenen Einnahmen und verwendeten Kosten unter den gegenwärtigen Mitgliedern des Zollvereins nach den gegenwärtig bestehenden Grundsätzen;

b) über die in den acht Monaten vom 1. Januar bis letzten August 1854 eingegangenen Einnahmen und verwendeten Kosten unter sämmtlichen kontrahirenden Staaten nach Maassgabe der Bestimmung im offenen Artikel 5.

Separat-Artikel 4.

(Zum Art. 7. der Uebereinkunft)

Die Separat-Artikel zu der im offenen Artikel genannten Uebereinkunft vom 8. Mai 1841, ingleichen das auf diese Uebereinkunft bezügliche besondere Protokoll von demselben Tage treten gleichzeitig mit der gedachten Uebereinkunft ausser Kraft.

So geschehen Berlin, den 4. April 1853.

(gez.) *von Pommer-Esche. Philipsborn. Delbrück. Meixner. von Schimpff. Klenze. von Sigel. Hack. Duysing. von Biegeleben. Thon. von Thielau. Liebe. Marschall von Bieberstein. Coester.*

Schluss-Protokoll.

Verhandelt Berlin, den 4. April 1853.

Die Unterzeichneten vereinigten sich heute, um den in Vollmacht ihrer hohen Kommittenten vereinbarten Vertrag über die Fortdauer und Erweiterung des Zoll- und Handels-Vereins, nebst den dazu gehörigen Separat-Artikeln nach nochmaliger gemeinschaftlicher Durchlesung zu unterzeichnen, bei welcher Gelegenheit noch folgende, der Schluss-Verhandlung vorbehaltene Erklärungen, Verabredungen und erläuternde Bemerkungen in gegenwärtiges Schluss-Protokoll niedergelegt wurden.

1. Zum Artikel 1. des offenen Vertrages und Separat-Artikel 1.

Die Verabredung, welche im Artikel 1. des offenen Vertrages über die fernere Wirksamkeit der daselbst genannten Verträge getroffen ist, soll auch auf diejenigen näheren Bestimmungen und Abreden, welche in den zu jedem dieser Verträge gehörigen Protokollen enthalten sind, sowie überhaupt auf alle in Folge der Zollvereinigungs-Verträge zum Vollzuge derselben und zur weiteren inneren Ausbildung des Vereins getroffenen Vereinbarungen Anwendung finden.

2. Zum Artikel 2. des offenen Vertrages und Separat-Artikel 2.

Es wird von den kontrahirenden Theilen anerkannt, dass die Verabredung, welche im Art. 2. des offenen Vertrages über die Verbindlichkeit der im Artikel 1. genannten Verträge getroffen ist, auch auf diejenigen in Nachstehendem nicht wiederholten näheren Bestimmungen und Abreden, welche in den, zu jedem dieser Verträge gehörigen Protokollen enthalten sind, sowie überhaupt auf alle in Folge der Zollvereinigungs-Verträge zum Vollzuge derselben und zur weiteren inneren Ausbildung des Vereins getroffenen Vereinbarungen Anwendung findet, soweit solche für die Gesammtheit der bisherigen Mitglieder des Zollvereins verbindlich sind.

3. Zum Separat-Artikel 4.

Die Vollzugs-Kommission wird sich über diejenigen Maassregeln verständigen, welche in Folge des Auschlusses der im Separat-Artikel 4 genannten Hannoverschen und Oldenburgischen Gebietstheile im Interesse der Zollsicherheit erforderlich sind.

4. Zum Artikel 5 des offenen Vertrages und Separat-Artikel 5.

1. Den Zolltarif betreffend.

Man hat sich über die nachfolgenden Modifikationen und Ergänzungen des Vereins-Zolltarifs verständigt, und zwar:

a. bei den Eingangs-Abgaben:

zu Pos. 25b. über Aufhebung der auf den Eingangs-

zoll von Franzbranntwein bezüglichen Bestimmung in der, wegen provisorischer Erhöhung der Eingangs-Zollsätze für verschiedene Waaren vereinbarten besonderen Verordnung, womit also der tarifmässige Zollsatz von 8 Rthlr. oder 14 Fl. pro Zentner wieder in Kraft tritt;

zu Pos. 25 f. über Ermässigung des Eingangszolls für Wein und Most, auch Cider, in Fässern auf 6 Rthlr. oder 10 Fl. 30 Xr. pro Zentner, unter Beibehaltung des bestehenden Zollsatzes für Wein, Most und Cider in Flaschen;

zu Pos. 25 m. über Ermässigung des Eingangszolles für rohen Kaffee und Kaffee-Surrogate auf 5 Rthlr. oder 8 Fl. 45 Xr. pro Zentner, unter Beibehaltung des bestehenden Zollsatzes für Kakao in Bohnen und Kakaoschaalen;

zu Pos. 25 u. über Ermässigung des Eingangszolls für Syrup auf 2 Rthlr. oder 3 Fl. 30 Xr. pro Zentner.

Unter Syrup ist nur gewöhnlicher, mithin solcher Syrup verstanden, welcher krystallisirbaren Zucker gar nicht oder nur in geringer Menge enthält.

zu Pos. 25 v 1 über Ermässigung des Eingangszolles für unbearbeitete Tabacksblätter und Stengel auf 4 Rthlr. oder 7 Fl. pro Zentner;

zu Pos. 25 w. über Ermässigung des Eingangszolles für Thee auf 8 Rthlr. oder 14 Fl. pro Zentner;

zu Pos. 39 über Hinzufügung folgender Anmerkung:

3. Auf der Grenzlinie von Harburg bis Leer, beide Orte eingeschlossen, werden zu folgenden ermässigten Sätzen eingelassen:

	Rthlr.	Sgr.,	Fl.	Xr.
a) Füllen unter einem Jahre 1 Stück	—	15	—	52½
b) magere Ochsen 1 Stück	2	15	4	22½
c) magere Kühe 1 „	1	15	2	37½
d) magere Rinder 1 „	1	—	1	45

zu b., c. und d. wenn sie zur Mastung bestimmt sind und unter den erforderlichen Kontrolen;

b. bei den Ausgangs-Abgaben:

zu Pos. 24. Anmerkung, über Gleichstellung der Ausfuhr über Hannoversche und Oldenburgische mit der Ausfuhr über Preussische Seehäfen;

zu Pos. 41 a. über Ermässigung des Ausgangszolles für rohe und gekämmte Schaafwolle, einschliesslich der

Gerberwolle, auf 10 Sgr. oder 35 Xr. pr. Ztr. und über Hinzufügung folgender Anmerkung:

Haidschnuckenwolle bei dem Ausgange über die Hannoversche und Oldenburgische Grenze vom Zentner $2\frac{1}{2}$ Sgr.

Ferner behalten sich Hannover und Oldenburg vor, die in der Anmerkung 2. zu Pos. 12b. des Zolltarifs festgesetzten Zollsätze für Holz auch auf die Einfuhren in ihren Häfen zur Anwendung zu bringen.

Ueber das Verfahren, welches, nach der vorstehend zu Pos. 25 u. des Zolltarifs anerkannten Begriffsbestimmung, behufs Feststellung des Gehalts von Zucker-Flüssigkeiten an krystallisirbarem Zucker, in Anwendung zu bringen ist, wird man sich bei den unter Nr. 20. vorgesehenen Verhandlungen verständigen.

2. Das Zollgesetz und die Zollordnung betreffend.

a. Man ist darüber einverstanden, dass die an die See angrenzenden Vereinsstaaten in ihren wichtigeren Seeplätzen örtlich mit dem Hafen in Verbindung stehende freie Niederlage-Anstalten, unter Abweichung von den Vorschriften im §. 40. des Zollgesetzes und in den §§. 59—67. der Zollordnung, in der Art zulassen können, dass innerhalb derselben die zollamtliche Kontrole nur insoweit stattfindet, um Einschwärzungen nach dem Inlande vorzubeugen, dass die Behandlung, Theilung und Umpackung der Waaren innerhalb jener Anstalt unbehindert bleibt, und dass eine Verabgabung nur nach Maassgabe der aus der Niederlage nach dem Inlande oder zum Durchgange abgefertigten Mengen eintritt.

Man wird sich über ein übereinstimmendes Regulativ für diese Anstalten, sowie über die Frage wegen analoger Anwendung desselben auf Niederlagen an Orten, welche nicht Seeplätze sind, und wegen erleichternder Modifikationen der bestehenden Niederlage-Regulative baldigst verständigen und es soll daher dieser Gegenstand zu denjenigen gehören, welche bei den unter Nr. 20. vorgesehenen Verhandlungen zunächst in Berathung zu ziehen sind.

Sofern die Stadt Emden nicht die Errichtung einer solchen freien Niederlage-Anstalt an Stelle ihres im Artikel 30. der Wiener Kongress-Akte vom 9. Juni 1815

und im Artikel 5 des Vertrages zwischen Preussen und Hannover vom 29. Mai 1815 anerkannten Portofranko-Rechtes vorziehen sollte, wird ihr dieses Recht auch ferner verbleiben. In diesem Falle wird ein Regulativ über das Emdener Portofranko bei den Vollzugsverhandlungen vereinbart und dabei von dem Gesichtspunkte ausgegangen werden, dass überall, wo bisher die einschlägige allgemeine Gesetzgebung des Steuervereins für die Verhältnisse des Portofranko maassgebend gewesen ist, nunmehr die einschlägige allgemeine Gesetzgebung des Zollvereins maassgebend sein müsse.

b. Mit Bezug auf §. 42 des Zollgesetzes, §§. 77 und 78 der Zollordnung und die Vereinbarung im §. 43 Nr. 2 des Hauptprotokolls der ersten General-Konferenz hat man sich ferner dahin verständigt, dass

1. die an Königlich Hannoversche Eisen- und Berghandlungs-Faktoren zu Altona, Hamburg, Bremen und Geestemünde zum Debit übersandten und demnächst in das Vereinsgebiet zurückgeführten Hannoverschen Berg- und Hütten-Erzeugnisse, bei gehöriger Sicherstellung der Identität, jederzeit, auch

2. die Quantitäten von Getreide, welche mit Hannoverschen und Oldenburgischen Ursprungs- und Ausfuhr-Bescheinigungen nach Bremen und Geestemünde ausgeführt werden, binnen drei Monaten nach der Ausfuhr, zollfrei wieder eingelassen werden sollen.

Die näheren reglementarischen Bestimmungen über diesen Verkehr sollen von der Vollzugs-Kommission festgestellt und es soll dabei, was den unter 2. bezeichneten Verkehr anlangt, der Gesichtspunkt beachtet werden, dass die zur zollfreien Wiedereinfuhr nachgelassene dreimonatliche Frist, als eine, nur aus besonderen Gründen zu gestattende äusserste Frist anzusehen sei.

c. Endlich wird, auf den ausdrücklichen Wunsch des Königlich Hannoverschen und des Grossherzoglich Oldenburgischen Bevollmächtigten, hier bemerkt, dass es, der im §. 44. des Zollgesetzes und §. 84. der Zollordnung enthaltenen Vorschrift gemäss, auch Hannover und Oldenburg vorbehalten bleibt, Erleichterungen in den hinsichtlich der Kontrole im Grenzbezirk bestehenden Bestimmungen da eintreten zu lassen, wo dies ohne Gefährdung der Zollsicherheit geschehen kann und durch ein örtliches Bedürfniss geboten ist.

5. Zum Artikel 9. des offenen Vertrages.

Denjenigen der kontrahirenden Staaten, in welchen hinsichtlich der Einfuhr von Spielkarten Verbots- oder Beschränkungs-Gesetze gegenwärtig noch nicht bestehen, bleibt es unbenommen, solche Gesetze zu erlassen, und sodann dem Artikel Folge zu geben.

6. Zum Artikel 10 des offenen Vertrages und Separat-Artikel 9.

1. Die in dem Schlussprotokolle zum Vertrage vom 11. Mai 1833 ad Litt. d. des Artikels 10 verzeichnete Bemerkung wird auch hier wiederholt, dass die Einfuhr des Salzes aus einem Vereinsstaate in einen anderen auch in dem Falle als erlaubt anzusehen ist, wo zwischen einer Vereins-Regierung und einer Saline in einem anderen Vereinslande ein Vertrag über die Lieferung von Salz besteht, und die Verabfolgung des letzteren unter Beobachtung der auf der Saline angeordneten Kontrolmaassregeln geschieht.

2. Für den Fall, dass die Herzoglich Braunschweigische Regierung den Wunsch zu erkennen geben sollte, hinsichtlich der Kreise Holzminden und Gandersheim vom 1. Januar 1854 ab derjenigen Verpflichtungen entbunden zu werden, welche sie im Artikel 9 Litt. g. des Zollvereinigungs-Vertrages vom 19. Oktober 1841 und im Separat-Artikel 7. zu diesem Vertrage übernommen hat, wird von Seiten der übrigen kontrahirenden Staaten einem solchen Wunsche unter der Voraussetzung entsprochen werden, dass die Herzogliche Regierung sich verbindlich macht, die von der Königlich Hannoverschen Regierung im Artikel 10 Litt. g. des gegenwärtigen Vertrages und im Separat-Artikel 8 zu demselben, zum Schutze des Salzmonopols in den angrenzenden Vereinsstaaten eingegangenen Verpflichtungen gleichmässig in Ansehung der genannten Kreise zu erfüllen.

3. Die Königlich Hannoversche Regierung wird eine Erklärung der Fürstlich Schaumburg-Lippeschen Regierung beibringen, durch welche sich die letztere gegen Preussen und Kurhessen verpflichtet, die im Artikel 10 des offenen Vertrages und im Separat-Artikel 9 unter Nr. 1 bis 6 von Hannover übernommenen Verpflichtungen auch im Fürstenthume Schaumburg-Lippe, beziehungsweise in den an die bisherigen Vereinsstaaten gren-

zenden Bezirken desselben, in gleicher Weise wie im Königreich Hannover zur Ausführung zu bringen, sofern sie nicht, nach zuvoriger Verständigung mit der Königlich Preussischen und der Kurfürstlich Hessischen Regierung, den Salzverkauf en gros selbst übernehmen möchte.

7. Zum Art. 11 des offenen Vertrages und Separat-Artikel 10.

1. Zu II. No. 3a. des offenen Artikels und No. 7 des Separat-Artikels.

Nach der unter der angeführten Nummer des Separat-Artikels getroffenen Vereinbarung sollen für diejenigen Vereinsstaaten, in welchen kein Wein erzeugt, gleichwohl aber eine innere Steuer von vereinsländischem Weine erhoben wird, die Verabredungen unter Nr. 5 des Separat-Artikels wegen der, bei Bemessung der inneren Steuern einzuhaltenden Maximalsätze ebenfalls verbindlich sein.

Man war darüber einverstanden, dass diese Vereinbarung sich nur auf die gegenwärtig kontrahirenden Staaten beziehe, und dass, wenn dem Zollverein fernerweit Staaten, in welchen kein Wein erzeugt wird, beitreten sollten, ohne sich dem inneren Steuersysteme des einen oder des andern der dermaligen Vereins-Mitglieder anzuschliessen, die Bedingungen wegen der in denselben von dem vereinsländischen Weine etwa zu erhebenden Steuer, Gegenstand der besonderen Verhandlung bei Abschliessung der betreffenden Zollvereinigungs-Verträge sein würden.

2. Zu II. No. 3 b. und c. des offenen Artikels.

In Absicht der Befugniss, die inneren Steuern von vereinsländischen Erzeugnissen, bei deren Uebergange in andere Vereinsstaaten, unerhoben zu lassen oder ganz oder theilweise zurückzuerstatten, ertheilen die kontrahirenden Regierungen sich gegenseitig die Zusicherung, dass eine derartige Entlastung von der Verbindlichkeit zur Steuerzahlung nicht eher eintreten und eine Rückvergütung der Steuer nicht eher geleistet werden soll, als bis der Eingang der besteuerten Erzeugnisse in dem angrenzenden Vereinsstaate, oder beziehungsweise in dem Lande des Bestimmungsortes auf die unter den betref-

fenden Vereinsstaaten verabredete Weise nachgewiesen worden sein wird.

3. Zu II. No. 6 b. des offenen Artikels.

Die Königlich Hannoversche und die Grossherzoglich Oldenburgische Regierung werden Uebersichten der im Königreich Hannover und im Herzogthum Oldenburg bestehenden Kommunal- u. s. w. Abgaben dem Central-Büreau mittheilen, welches aus diesen Uebersichten eine, an die für den bisherigen Umfang des Zollvereins aufgestellte Zusammenstellung sich anschliessende Zusammenstellung fertigen und letztere der dann zunächst stattfindenden General-Konferenz vorlegen wird.

4. Zu No. 8 des Separat-Artikels.

Man ist darüber einverstanden, dass durch die aus No. 8. des Separat-Artikels 4. zu dem Vertrage vom 8. Mai 1841 in das zweite Alinea von No. 8. des Separat-Artikels 10. übernommene Bestimmung, eine Ermässigung der Uebergangs-Abgabe von Wein, nach dem Ergebnisse der von Bayern, Württemberg, Baden, Grossherzogthum Hessen, Nassau und Frankfurt beantragten und von den anderen betheiligten Staaten zugesagten gemeinschaftlichen Revision der Uebergangs-Abgabensätze, nicht vorgegriffen werden soll.

Die dem Separat-Artikel 4. zu dem Vertrage vom 8. Mai 1841 zu No. 9. beigefügte Uebersicht der Steuersätze, welche in denjenigen Vereinsstaaten, wo innere Steuern auf die Hervorbringung oder Zubereitung gewisser Erzeugnisse gelegt sind, von den gleichnamigen vereinsländischen Erzeugnissen erhoben, oder bei der Ausfuhr solcher Erzeugnisse nach anderen Vereinsstaaten rückvergütet werden, ist, als den gegenwärtig bestehenden Verhältnissen zum Theil nicht mehr entsprechend, hier nicht von Neuem in Bezug genommen worden. Man behält sich vor, eine Revision und anderweite Feststellung dieser Uebersicht, in Verbindung mit der bevorstehenden Revision der Uebergangs-Abgabensätze, eintreten zu lassen.

5. Zu No. 10 c. des Separat-Artikels.

Zu der Erklärung:

wonach Preussen für seine östlichen Provinzen, desgleichen das Königreich Sachsen und der Thüringische

Verein von der Befugniss, die Steuer vom Wein ganz oder theilweise zurückerstatten zu lassen, keinen Gebrauch machen wollen,

ist nachrichtlich zu bemerken, dass diese Beschränkung, zu welcher sich die obengenannten Vereinsglieder verstanden haben, in der Besorgniss einiger anderen Vereinsregierungen, es möchte in jenen Staaten die Bewilligung einer Ausfuhr-Vergütung auf die Steuer vom vereinsländischen Weine zu Missbräuchen, insbesondere zur Erschleichung der Steuer-Vergütung auf den, in andere Vereinsstaaten übergehenden ausländischen Wein, Anlass geben, ihren Grund hat.

6. Rücksichtlich der Uebergangs-Abgaben von Tabacksfabrikaten und Wein hat man sich über Folgendes verständigt:

a) Die Uebergangs-Abgabe von Taback wird in Preussen, Sachsen, Hannover, Kurhessen, im Gebiete des Thüringischen Vereins, in Braunschweig und in Oldenburg von den aus den anderen Vereinsstaaten übergehenden Tabacks-Fabrikaten dann nicht erhoben, wenn letztere, bei unmittelbarer Versendung aus den Fabriken, mit einer Bescheinigung des Amtes im Versendungsorte versehen sind, dass sie nur aus ausländischen Blättern bestehen.

b) Rücksichtlich des in Originalflaschen eingehenden fremden Weins kann in Preussen, Sachsen, Hannover, Kurhessen, im Thüringischen Vereine, in Braunschweig und in Oldenburg dann von dem Nachweise des ausländischen Ursprungs nach den Formen der Zollordnung Abstand genommen werden, und die Uebergangs-Abgabe unerhoben bleiben, wenn dasjenige Amt, welchem die Erhebung zustehen würde, den Wein nach seiner moralischen Ueberzeugung für ausländischen erkennt.

7. Man ist darüber einverstanden, dass die Bestimmungen des Zollkartels vom 11. Mai 1833 auch auf die von den einzelnen Vereinsstaaten zu erhebenden Uebergangs-Abgaben von vereinsländischen Erzeugnissen Anwendung finden.

8. Zum Artikel 12. des offenen Vertrages.

Hinsichtlich dessen, was sich noch in Betreff der Uebereinkunft wegen Besteuerung des Rübenzuckers zu bemerken gefunden hat, wird auf das beiliegende Schluss-Protokoll zu dieser Uebereinkunft Bezug genommen.

9. Zum Artikel 13. des offenen Vertrages.

1. In Betreff des Betrages des Chausseegeldes im Königreiche Sachsen und in denjenigen zu dem Thüringischen Vereine gehörigen Ländern, wo die Meilen eben so lang, als die Sächsischen Meilen sind, verbleibt es bei den darüber in den Schluss-Protokollen zu den Verträgen vom 30. März und 11. Mai 1833 getroffenen Verabredungen.

2. Die im zweiten Alinea des Artikels getroffene Vereinbarung soll auch auf den, innerhalb des Herzogthums Braunschweig belegenen Theil der von Eimbeck nach Ahlefeld über Ammensen führenden Chaussee Anwendung finden.

10. Zum Artikel 14. des offenen Vertrages und Separat-Artikel 12.

Die allgemeine Münz-Konvention der zum Zoll- und Handelsvereine verbundenen Staaten vom 30. Juli 1838 nebst den dazu gehörigen Separat-Artikeln und der besonderen Uebereinkunft zu derselben zwischen den nach gedachter Konvention zum 14-Thalerfusse sich bekennenden Staaten von demselben Datum, ingleichen das Münzkartel unter den zum Zollvereine verbundenen Staaten vom 21. Oktober 1845 nebst dem dazu gehörigen Protokolle ist den Königlich Hannoverschen und Grossherzoglich Oldenburgischen Kommissarien mitgetheilt worden.

11. Zum Artikel 15. des offenen Vertrages.

1. Es wird allseitig anerkannt, dass, zufolge der im offenen Artikel 15. enthaltenen Bestimmungen, von jedem Vereinsstaate die Unterthanen jedes anderen Vereinsstaates auch hinsichtlich der Binnenschifffahrt auf allen in dem Artikel bezeichneten Flüssen den eigenen Unterthanen völlig gleichzustellen sind.

2. Preussen, Bayern, Baden, Grossherzogthum Hessen und Nassau erneuern für die Dauer des Vertrages vom heutigen Tage die in den Protokollen d. d. Wiesbaden den 17. Mai und den 23. Juni 1851 wegen Ermässigung der Rheinzölle zwischen ihnen getroffene Uebereinkunft. In dieser Erneuerung sind insbesondere auch die unter No. VI. der Uebereinkunft in dem Protokolle vom 17. Mai 1851 erwähnten Vorbehalte einbegriffen.

3. Preussen, Sachsen und Hannover werden auslän-

dische unverzollte Waaren, welche von einem ihrer Elbuferplätze nach einem der Vereinsstaaten gehen, rücksichtlich des Elbzolls nicht ungünstiger, als gleichartige bereits verzollte Waaren behandeln lassen.

4. Preussen, Hannover, Kurhessen, Braunschweig und Oldenburg werden baldthunlichst über eine für die Uferstaaten gemeinsame Einrichtung zur Erhebung der Weserzölle, sowie auch über eine Ermässigung oder Suspension dieser Zölle, falls dadurch zweckmässige Abrundungen des Zollgebietes und wesentliche Hülfsmittel zur Sicherung der gemeinsamen Grenzabgaben erreicht werden können, eine Verhandlung einleiten. Sie erkennen zugleich an, dass Verständigungen über den letztgedachten Gegenstand, als auf ganz besonderen Verhältnissen beruhend, für andere Ströme nicht werden maassgebend sein können.

Königlich Preussischer Seits wurde nachrichtlich bemerkt, dass sich die Fürstlich Lippische Regierung bereit erklärt habe, die Erhebung des Weserzolles sobald, so lange und unter den Maassgaben zu suspendiren, als dies von sämmtlichen, vom 1. Januar 1854 ab zum Zollverein gehörenden Weseruferstaaten in Betreff ihrer Weserzölle geschehe.

12. Zum Artikel 23. des offenen Vertrages.

1. Hinsichtlich der Zollbegünstigungen und Erleichterungen wurde auf die Verabredungen, welche das Schluss-Protokoll vom 8. Mai 1841 zu dem Vertrage über die Fortsetzung des Zoll- und Handels-Vereins unter Nr. 8. enthält, mit dem Bemerken Bezug genommen, dass das Verhältniss, welches zwischen dem Betrage der bei der Ausfuhr von Tabacksfabrikaten aus fremden Tabacksblättern nach dem Auslande auf Vereins-Rechnung zu gewährenden Gefälle-Vergütung und dem Betrage der Eingangs-Abgabe von rohen Tabacksblättern gegenwärtig besteht, unverändert bleiben wird.

2. Man ist übereingekommen, dass vom 1. Januar 1854 ab, mit Rücksicht auf die durch die Zollgesetzgebung herbeigeführte Vertheuerung der metallenen Schiffbau-Materialien, an die Erbauer von Seeschiffen Vergütungen auf Vereins-Rechnung zu gewähren seien und hat sich über den Betrag und die Modalitäten dieser Vergütungen nach Inhalt der Anlage A. verständigt.

3. Man ist darüber einverstanden, dass die wegen

des Rabatts für Weingrosshändler bestehenden Verabredungen einer Revision zu unterwerfen seien, um diesen Rabatt auf ein richtiges Verhältniss zurückzuführen.

4. Hannover ist die zollfreie Einfuhr der zur Vollendung der dortigen Staats-Eisenbahnen noch erforderlichen Eisenbahnschienen bis auf Höhe einer Menge von 270,000 Zentnern zugestanden.

13. Zum Artikel 25. des offenen Vertrages.

Von den bei Gelegenheit des Zoll-Anschlusses der freien Stadt Frankfurt rücksichtlich der Zollbefreiung der daselbst residirenden Gesandten und anderen diplomatischen Agenten im Separat-Artikel 10. des Vertrages vom 2. Januar 1836 getroffenen besonderen Verabredungen ist den Königlich Hannoverschen und den Grossherzoglich Oldenburgischen Kommissarien Mittheilung gemacht worden.

14. Zum Artikel 28. des offenen Vertrages.

Die Uebereinkunft zwischen Hannover und Oldenburg, die Gemeinschaftlichkeit innerer Steuern und der beiderseitigen Verwaltung der Zölle und indirekten Steuern betreffend, vom 1. März 1852, ist den Kommissarien der übrigen kontrahirenden Staaten mitgetheilt worden.

15. Zum Artikel 29. des offenen Vertrages.

Damit diejenigen Regierungen, welche nach Artikel 29. des offenen Vertrages in den Fall kommen, bei der periodischen Abrechnung über die Zoll-Einnahmen des Vereins Herauszahlungen zur Ausgleichung ihrer Minder-Einnahme von den Kassen anderer Regierungen zu empfangen, jedesmal sobald wie möglich zu ihrem Guthaben gelangen, wird von dem Central-Büreau gleichzeitig mit jeder vierteljährlichen Abrechnung ein Vertheilungsplan entworfen, worin die Geldbeträge, welche einzelne Vereins-Regierungen zu dem angegebenen Zwecke aus den Kassen anderer Vereinsstaaten zu empfangen haben, in runden Summen ausgeworfen, und die Kassen, von denen die Zahlung zu leisten ist, bezeichnet werden.

Nach diesem Vertheilungsplane, welcher zugleich mit der jedesmaligen Abrechnung an die Central-Finanzstellen der Vereins-Regierungen gelangt, wird verfahren, und das Erforderliche zu dessen Ausführung veranlasst, insofern nicht etwa gegen denselben erhebliche Anstände obwalten, in welchem Falle diese den anderen betheilig-

ten Vereins-Regierungen unverzüglich mitzutheilen sind. Wegen Forderungen, welche mit der Zoll-Abrechnung nicht in Verbindung stehen, werden die herauszuzahlenden Beträge nicht zurückgehalten werden.

Bei der Uebersendung des erwähnten Vertheilungsplans wird das Central-Büreau angeben, inwiefern bei dessen Entwerfung nach den bereits zum Voraus geäusserten Wünschen einzelner Vereinsglieder verfahren worden ist, und somit deren ausdrückliche Billigung der desfallsigen Vorschläge mit Bestimmtheit angenommen werden kann.

Jeder Vereins-Regierung, welche einen Beamten zum Central-Büreau nicht ernannt hat, steht die Befugniss zu, von den Arbeiten dieses Büreaus durch zeitweise Abordnung eines ihrer Beamten nähere Kenntniss zu nehmen, welchem alsdann hierüber jede Auskunft mit Bereitwilligkeit gewährt und die Einsichtnahme sämmtlicher Akten gestattet werden wird.

16. Zum Artikel 30. des offenen Vertrages.

1. Die Verabredung unter Nr. 15 des Schlussprotokolls vom 11. Mai 1833 zum Artikel 30. Nr. 2. des Zollvereinigungs-Vertrages von demselben Tage wird nicht erneuert.

2. Die Alimentirung der durch die Vereinigung des Steuervereins mit dem Zollvereine ausser Funktion tretenden beiderseitigen Zoll- und Steuer-Beamten wird auf Rechnung des Gesammtvereins übernommen. Es sollen hierbei von beiden Seiten nur die wirklich gezahlten Alimentations-Beträge in Anrechnung gebracht werden, jedoch mit der Maassgabe, dass die Gesammtsumme derselben denjenigen Betrag nicht übersteigen darf, welcher nach den Vereinbarungen vom 20. Mai 1835 und 8. Mai 1841 liquidirt werden könnte.

Man hat sich demzufolge über die in der Anlage B. enthaltenen Grundsätze geeinigt.

An den aus früheren Zollanschlüssen herrührenden Alimentations-Verpflichtungen haben Hannover und Oldenburg nicht Theil zu nehmen.

3. Der gesammte amtliche Schriftwechsel in den gemeinschaftlichen Zollangelegenheiten zwischen den Behörden und Beamten der Vereinsstaaten im ganzen Umfange des Zollvereins soll auf den Brief- und Fahrposten portofrei befördert werden und es ist zur Be-

gründung dieser Portofreiheit die Korrespondenz der gedachten Art mit der äusseren Bezeichnung

„Zollvereins-Sache“

zu versehen.

17. Zum Artikel 31. des offenen Vertrages.

Bei keinem Haupt-Zoll- resp. Haupt-Steuer-Amte sollen gleichzeitig mehrere Kontroleure anderer Vereinsstaaten stationirt werden.

In Beziehung auf die dienstliche Stellung und die Befugnisse der Stations-Kontroleure bewendet es bei den hierüber von den kontrahirenden Vereins-Regierungen schon früher getroffenen Verabredungen.

Ueber die Stationirung von Kontroleuren bei den Hannoverschen und Oldenburgischen Hauptämtern, sowie über die Stationirung Hannoverscher und Oldenburgischer Kontroleure bei Hauptämtern in anderen Vereinsstaaten bleibt weitere Vereinbarung vorbehalten.

18. Zum Artikel 32. des offenen Vertrages.

Als Grundlage der in diesem Artikel erwähnten Instruktion, welche das Geschäfts-Verhältniss der an die Zoll-Direktionen anderer Vereinsstaaten abzuordnenden Bevollmächtigten näher bestimmen soll, ist verabredet worden, dass ein solcher Bevollmächtigter da, wo er seinen Sitz erhalten hat, die nachstehend bestimmte Wirksamkeit auszuüben berechtigt sein soll.

a. Derselbe kann allen Sitzungen der Zoll-Direktionen beiwohnen. Eine jede Verfügung und Anweisung, welche die letztere oder deren Vorstand in Beziehung auf die Zollverwaltung an die ihr untergeordneten Behörden ergehen lässt, muss vor der Ausfertigung ihm, sofern er am Orte anwesend ist, zur Einsicht im Konzepte vorgelegt und darf nicht eher ausgefertigt werden, als nachdem er sein Visa beigesetzt hat.

b. Dieses Visa soll der Bevollmächtigte zwar weder verweigern noch verzögern dürfen, bei Ertheilung desselben ist er jedoch berechtigt, wenn er befürchtet, dass aus dem Vollzuge der Verfügung oder Anweisung ein Nachtheil für den Zollverein entstehen möchte, seine abweichende Ansicht motivirt auf dem Konzepte zu vermerken, und zu verlangen, dass die Zoll-Direktion wenigstens gleichzeitig mit dem Erlasse der fraglichen Ver-

fügung an das ihr vorgesetzte Ministerium Bericht erstatte.

c. In sofern das Letztere nicht rechtzeitig Abhülfe getroffen haben, oder eine Verständigung mittelst Korrespondenz der Ministerien oder der obersten Zollbehörden der betreffenden Staaten nicht inzwischen eingetreten sein sollte, kann an die jährliche Versammlung von Bevollmächtigten rekurrirt werden, um die Differenz und den etwaigen Anspruch auf Entschädigung des Vereins gegen diejenige Regierung, deren Behörde dazu Veranlassung gegeben hat, auf die im Separat-Artikel 18. bestimmte Weise zur Entscheidung zu bringen.

d. Der Abgeordnete ist verpflichtet, in dringenden Fällen auf Requisition der Zoll-Direktion, bei welcher er beglaubigt ist, sich mit den betreffenden Zoll-Direktionen seiner Kommittenten zum Vollzuge derjenigen Maassregeln in Korrespondenz zu setzen, welche erstere für den Schutz der Vereins-Zölle bei ihm in Antrag zu bringen etwa für nöthig findet.

e. Zu den Befugnissen des Abgeordneten gehört auch die Visitation des Grenz- und Revisionsdienstes auf der Zolllinie und bei den Zollerhebungsstellen in dem Gebiete, wo er beglaubigt ist, wobei derselbe sich der Beihülfe der ihm hierzu von seiner Regierung zugewiesenen Beamten bedienen kann. Er ist jedoch nicht berechtigt, bei solchen Revisionen Befehle an die Zollbeamten zu ertheilen oder Anordnungen in der Verwaltung zu treffen, vielmehr kann er nur bei der betreffenden Zoll-Direktion die schleunige Abstellung der von ihm etwa entdeckten Mängel in Antrag bringen.

f. Es stehet dem Abgeordneten, wie jedem Mitgliede der Direktion, die Einsicht der Akten, Bücher, Rechnungen und Register etc. sowohl der Zoll-Direktion, als auch der Zollerhebungs-Behörden zu.

g. Er kann die Zoll-Rechnungen prüfen und dagegen Erinnerungen machen, ohne jedoch die Führung und Abnahme derselben, ingleichen die Entscheidung der Erinnerungen durch die dem Rechnungsführer vorgesetzte Dienstbehörde aufzuhalten. Findet er die Entscheidung dem Vereins-Interesse nicht entsprechend, so bleibt es seiner Regierung anheimgestellt, den betreffenden Gegenstand bei der nächsten jährlichen Zusammenkunft der Vereins-Bevollmächtigten zur gemeinsamen Erwägung zu bringen, wenn bis dahin die Sache nicht

mittelst Kommunikation der betreffenden Ministerien erledigt sein sollte.

19. Zum Separat-Artikel 19.

In Beziehung auf die Bestimmung, dass die Unterhandlung von Verträgen über die Aufnahme anderer Staaten in den Zollverein in der Regel denjenigen Staaten überlassen bleibe, deren Gebiet an das Land der deutschen Regierung angrenzt, von welcher die Aufnahme gewünscht wird, ist verabredet, dass, wenn von Seiten eines deutschen Staates, welcher dem Vereine beizutreten wünscht, die desfallsige Verhandlung etwa einem ihm nicht angrenzenden Vereinsstaate angeboten werden sollte, dieser letztere verpflichtet sei, den- oder diejenigen Vereinsstaaten, welche mit ersterem angrenzen, zur Mitunterhandlung mit selbigem einzuladen.

20. Man ist darüber einverstanden, dass, sofort nach Ratifikation des Vertrages vom heutigen Tage, die Unterhandlungen unter den kontrahirenden Staaten über diejenigen Anträge wieder aufgenommen werden sollen, welche von den einzelnen Vereins-Regierungen gestellt sind oder noch angebracht werden möchten.

Um zu der allerseits gewünschten Beschleunigung und Vereinfachung dieser Verhandlungen beizutragen, spricht der Grossherzoglich Oldenburgische Bevollmächtigte im Voraus die Geneigtheit seiner Regierung aus, zu Veränderungen des Zollgesetzes, der Zollordnung und des Zolltarifs, welche etwa bei den erwähnten Verhandlungen beantragt und von allen übrigen Vereins-Regierungen für nützlich und zulässig gehalten werden, ihre Zustimmung ebenfalls nicht versagen zu wollen, sofern jene Veränderungen nicht etwa eine Beschränkung der nach §§. 14., 35., 40., 43. und 44. des Zollgesetzes und nach §§. 1., 36., 67., 70., 73., 75., 77., 82., 84. und 103. der Zollordnung, der Grossherzoglichen Regierung rücksichtlich der Zoll-Verwaltung im Herzogthum Oldenburg zustehenden Befugnisse, oder eine Erhöhung der in dem gegenwärtigen Protokolle unter 4 No. 1. vereinbarten, sowie in den Positionen 2 a., 3 a., 6., 8., 9., 12. b., 19. a., 21. a., 22. d., 25. s., 26., 34., 36., 37., 42. a. und 43. Anmerkung des gegenwärtigen Vereins-Zolltarifs aufgeführten Tarifsätze in ihrer Anwendung auf das Herzogthum Oldenburg zum Gegenstande haben.

Die sämmtlichen Bevollmächtigten ertheilen sich gegenseitig die Zusicherung, dass, wie dies auch bei den früheren Zollvereinigungs-Verträgen geschehen ist, ihre Regierungen mit der Ratifikation des Vertrages und seiner Separat-Artikel zugleich auch die im gegenwärtigen Protokoll enthaltenen Verabredungen, ohne weitere förmliche Ratifikation derselben, als genehmigt ansehen und aufrecht erhalten werden.

Der Vertrag ward hierauf, der zur Zeit-Ersparniss getroffenen Verabredung gemäss, nebst den dazu gehörigen Separat-Artikeln in einem Exemplare, welches für den Gesammt-Verein im Königl. Preussischen Geheimen Staats- und Kabinets-Archiv aufbewahrt werden soll, von den Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt, und sollen die bereits vorbereiteten Abdrücke Preussischer Seits nach erfolgter Beglaubigung sofort den Bevollmächtigten der übrigen Vereins-Regierungen zugestellt werden.

Nachdem endlich noch verabredet worden war, dass zur Vermeidung des Zeitverlustes bei Ausfertigung der Ratifikations-Urkunden es den hohen kontrahirenden Theilen überlassen bleibe, nicht nur, wie bereits in früheren ähnlichen Fällen geschehen, eine solche Form der Ratifikation zu wählen, wodurch der Gegenstand der letzteren, ohne vollständige Einrückung der Vertrags-Artikel, hinlänglich genau bezeichnet wird, sondern auch die Ratifikation des offenen Vertrages und der Separat-Artikel in einer und derselben Urkunde zu ertheilen, wurde auch gegenwärtiges Protokoll in einem Exemplare, nach geschehener Verlesung, unterzeichnet und von den Königl. Preussischen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der alsbaldigen Mittheilung beglaubigter Abdrücke an die übrigen Bevollmächtigten, nebst dem Vertrage und den Separat-Artikeln, behufs der weiteren Beförderung an das Königliche Geheime Staats- und Kabinets-Archiv in Empfang genommen.

G. w. o.

(gez.) *von Pommer-Esche. Philipsborn. Delbrück. Meixner. von Schimpff. Klenze. von Sigel. Hack. Duysing. von Biegeleben. Thon. von Thielau. Liebe Marschall von Bieberstein. Coester.*

Schluss-Protokoll zu der Uebereinkunft wegen Besteuerung des Rübenzuckers.

Verhandelt Berlin, den 4. April 1853.

Die Unterzeichneten vereinigten sich heute, um die in Vollmacht ihrer hohen Kommittenten vereinbarte Uebereinkunft wegen Besteuerung des Rübenzuckers, nebst den dazu gehörigen Separat-Artikeln, nach nochmaliger gemeinschaftlicher Durchlesung zu unterzeichnen, bei welcher Gelegenheit noch folgende, der Schluss-Verhandlung vorbehaltene Erklärungen und Verabredungen in gegenwärtiges Schluss-Protokoll niedergelegt wurden.

1. Zum Separat-Artikel 1.

Man wird bei den unter Nr. 20. des Schluss-Protokolls zu dem Vertrage vom heutigen Tage vorgesehenen Verhandlungen darüber in Berathung treten, ob die Kontrolen, welche zur Sicherung der richtigen Erhebung der Rübenzucker-Steuer gegenwärtig bestehen, auch nach dem Eintreten der bevorstehenden beträchtlichen Erhöhung dieser Steuer für ausreichend zu erachten, oder in welcher Weise sie zu verstärken sein möchten.

2. Zum Artikel 3. der Uebereinkunft.

1. Es bleibt unbenommen, auf den Artikel 3. der Uebereinkunft zurückzukommen, falls durch die Ausführung desselben der Artikel 2. nicht in Erfüllung kommen sollte.

2 Durch die Bestimmung im Artikel 3. der Uebereinkunft soll Anträgen auf Aenderung der Eingangszollsätze für ausländischen Zucker und Syrup, insbesondere auf Ermässigung des Eingangszolls für ausländischen Rohzucker zum Verbrauch und Farin, ingleichen Anträgen auf Herabsetzung der Gefälle-Vergütung für ausgeführten raffinirten Zucker nicht vorgegriffen sein.

3. Zum Separat-Artikel 2.

1. Um den bei der Rübenzucker-Fabrikation Betheiligten für die Vorausberechnung der Wahrscheinlichkeit einer Erhöhung des jeweiligen Steuersatzes so weit als möglich einen Anhalt zu gewähren, wird man die, nach Inhalt des Separat-Artikels 2. von dem Central-Bureau aufzustellenden Uebersichten jährlich, und zwar zu Anfang des Monats Juli, in geeigneter Weise zur öffentlichen Kenntniss bringen.

2. Es wird den Zoll- (Steuer-) Behörden besonders zur Pflicht gemacht werden, bei Aufstellung der im Separat-Artikel 2. unter No. 1 b. erwähnten Nachweisungen mit grösster Sorgfalt zu Werke zu gehen, damit nicht die dem Central-Bureau obliegende Aufstellung der Haupt-Uebersicht durch Rückfragen verzögert werde, oder gar, in Folge unrichtiger Anschreibungen, zu einem der Wirklichkeit nicht entsprechenden Ergebniss führe.

G. w. o.

(gez.) *von Pommer-Esche. Philipsborn. Delbrück. Meixner. von Schimpff. Klenze. von Sigel. Hack. Duysing. von Biegeleben. Thon. von Thielau. Liebe. Marschall von Bieberstein. Coester.*

XLVII.

Convention entre la Prusse, le royaume de Saxe, les États de l'association de douanes de Thuringen et le Duché de Brunswic, relative à la répartition du produit des droits communs de transit et d'exportation, signée à Berlin, le 4 avril 1853).*

Nach der im Artikel 22. des Vertrages wegen Fortdauer und Erweiterung des Zoll- und Handels-Vereins vom heutigen Tage getroffenen Vereinbarung, soll der Ertrag der Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben, soweit dieselben bei den Hebestellen in den östlichen Provinzen des Königreichs Preussen, im Königreich Sachsen, im Gebiete des Thüringischen Zoll- und Handels-Vereines und im Herzogthum Braunschweig, mit Ausschluss der Kreis-Direktions-Bezirke Holzminden und Gandersheim, sowie des Amtes Thedinghausen eingehen, Preussen, Sachsen, den Staaten des Thüringischen Vereins und Braunschweig nach dem von ihnen zu verabredenden Theilungsfusse zufallen.

Zur weiteren Erledigung dieses Gegenstandes sind Unterhandlungen eröffnet worden, zu welchen als Bevollmächtigte ernannt haben:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Berlin, le 2 juin 1853.

Seine Majestät der König von Preussen:
Allerhöchst Ihren General-Direktor der Steuern Johann Friedrich von Pommer-Esche,
Allerhöchst Ihren Geheimen Legationsrath Alexander Max Philipsborn
und
Allerhöchst Ihren Geheimen Regierungsrath Martin Friedrich Rudolph Delbrück;
Seine Majestät der König von Sachsen:
Allerhöchst Ihren Zoll- und Steuer-Direktor Bruno von Schimpff;
die ausser Seiner Majestät dem Könige von Preussen bei dem Thüringischen Zoll- und Handels-Vereine betheiligten Souveraine, und zwar:
Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen:
Höchst Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Wilhelm Duysing;
Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach,
Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Meiningen,
Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Altenburg,
Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Coburg-Gotha,
Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Rudolstadt,
Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Sondershausen,
Seine Durchlaucht der Fürst von Reuss älterer Linie
und
Seine Durchlaucht der Fürst von Reuss jüngerer Linie:
den Grossherzoglich Sächsischen Geheimen Staatsrath Gustav Thon;
Seine Hoheit der Herzog von Braunschweig und Lüneburg:
Höchst Ihren Finanz-Direktor Wilhelm Erdmann Florian von Thielau,
und es ist von diesen Bevollmächtigten folgende Uebereinkunft unter dem Vorbehalte der Ratifikation getroffen worden.

Art. 1. Die Theilung der in den östlichen Provinzen des Königreichs Preussen, im Königreich Sachsen, im Gebiete des Thüringischen Zoll- und Handels-Vereins und im Herzogthum Braunschweig, mit Ausschluss der Kreis-Direktions-Bezirke Holzminden und Gandersheim, sowie des Amtes Thedinghausen aufkommenden Aus-

gangs- und Durchgangs-Abgaben, erfolgt nach dem Verhältnisse der Bevölkerung der östlichen Preussischen Provinzen, des Königreichs Sachsen, der zu dem Thüringischen Zoll- und Handels-Vereine gehörigen Staaten und Landestheile und des Herzogthums Braunschweig mit Ausschluss der vorgedachten Gebietstheile lediglich nach Abzug der Rückerstattungen wegen unrichtiger Erhebungen, und der auf dem Grunde besonderer, gemeinschaftlicher Verabredungen erfolgten Steuervergütungen und Ermässigungen.

Art. 2. Die Bevölkerung solcher Staaten, welche durch Vertrag mit einem oder dem anderen der kontrahirenden Staaten, unter Verabredung einer von diesem jährlich für ihre Antheile an den gemeinschaftlichen Zollrevenüen zu leistenden Zahlung, dem Zollsysteme desselben beigetreten sind oder etwa künftig noch beitreten werden, wird in die Bevölkerung desjenigen Staates eingerechnet, welcher diese Zahlung leistet.

Art. 3. Der Stand der Bevölkerung wird nach den Ermittelungen angenommen, welche für die Theilung der Zoll-Einkünfte im Gesammtvereine Statt finden.

Art. 4. Da die Wasserzölle und Schifffahrts-Abgaben nach den Zollvereinigungs-Verträgen von der Gemeinschaft ausgeschlossen, gedachte Abgaben aber, was die Oder, Weichsel und Memel, sowie deren Nebenflüsse betrifft, bei den über die Ostgrenze des Preussischen Staates ausgeführten, und umgekehrt bei den über jene Grenze eingeführten und aus den Ostseehäfen ausgehenden Waaren unter den allgemeinen Transit-Abgaben mitbegriffen sind, so wird die Königlich Preussische Regierung, als ein Aequivalent für jene Wasserzölle, von dem zur Theilung zu stellenden Gesammtertrage der bei ihren Hebestellen eingehenden Durchgangs-Abgaben (die gedachten Wasserzölle einschliesslich) die Hälfte, jedoch höchstens die Summe von 300,000 Rthlr. zurückbehalten.

Art. 5. Die unter sämmtlichen Mitgliedern des Zollvereins in dem Separat-Artikel 14. zu dem Eingangs gedachten Vertrage unter Nr. 1. und 2. getroffenen Verabredungen kommen auch in dem besonderen Verhältnisse zwischen Preussen, Sachsen, den Staaten des Thüringischen Vereins und Braunschweig zur Anwendung.

Art. 6. Die gegenwärtige Uebereinkunft tritt vom 1. Januar 1854 ab an die Stelle der über denselben Gegenstand unterm 8. Mai und 19. Oktober 1841 zwischen

den kontrahirenden Theilen geschlossenen Uebereinkünfte und soll für die Dauer des heutigen Vertrages wegen Fortdauer und Erweiterung des Zoll- und Handels-Vereins in Kraft bleiben. Dieselbe soll alsbald zur Ratifikation der hohen kontrahirenden Theile vorgelegt, und es sollen die Ratifikations-Urkunden derselben gleichzeitig mit denen des ebenerwähnten Vertrages in Berlin ausgewechselt werden.

So geschehen Berlin, den 4. April 1853.

(gez.) *von Pommer-Esche.* (L. S.) *Philipsborn.* (L. S.) *Delbrück.* (L. S.)
von Schimpff. (L. S.) *Duysing.* (L. S.) *Thon.* (L. S.) *von Thielau.* (L. S.)

XLVIII.

*Traité entre la Prusse, le royaume de Saxe et les États de l'association de douanes de Thuringen pour la prolongation du Traité, signé le 8 mai 1841, relatif à l'uniformité des impôts sur des produits desdits pays. Signé à Berlin, le 4 avril 1853 *).*

Seine Majestät der König von Preussen, Seine Majestät der König von Sachsen und die ausser Seiner Majestät dem König von Preussen noch bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Souveraine haben gleichzeitig mit den über die Fortdauer und Erweiterung des Zoll- und Handelsvereins eingeleiteten Verhandlungen auch besondere Unterhandlungen in Beziehung auf die Fortsetzung des zwischen Ihnen bestehenden Vertrages vom 8. Mai 1841 wegen gleicher Besteuerung innerer Erzeugnisse eröffnen lassen und zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt, und zwar:

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchst Ihren General-Direktor der Steuern Johann Friedrich von Pommer-Esche,

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 2 juin 1853.

Allerhöchst Ihren Geheimen Legationsrath Alexander Max Philipsborn, und

Allerhöchst Ihren Geheimen Regierungsrath Martin Friedrich Rudolph Delbrück;

Seine Majestät der König von Sachsen:

Allerhöchst Ihren Zoll- und Steuer-Direktor Bruno von Schimpff;

die ausser Seiner Majestät dem Könige von Preussen bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Souveraine, und zwar:

Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen:

Höchst Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Wilhelm Duysing;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Sachsen-Weimar-Eisenach,

Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Meiningen,

Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Altenburg,

Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Coburg-Gotha,

Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Rudolstadt,

Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Sondershausen,

Seine Durchlaucht der Fürst von Reuss älterer Linie, und

Seine Durchlaucht der Fürst von Reuss jüngerer Linie:

den Grossherzoglich Sächsischen Geheimen Staatsrath Gustav Thon,

von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, folgender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. 1. Der zwischen den kontrahirenden Theilen wegen Fortsetzung der Verträge vom 30. März und 11. Mai 1833 über die gleiche Besteuerung innerer Erzeugnisse unterm 8. Mai 1841 abgeschlossene Vertrag bleibt vorläufig auf fernere zwölf Jahre, vom 1. Januar 1854 anfangend, also bis zum letzten Dezember 1865 in Kraft.

Art. 2. Sofern der gegenwärtige Vertrag nicht vor dem 1. Juli 1864 von dem einen oder dem anderen der kontrahirenden Staaten aufgekündigt wird, so soll er auf weitere zwölf Jahre, und so fort von zwölf zu zwölf Jahren, als verlängert angesehen werden.

Derselbe soll alsbald zur Ratifikation der hohen kon-

trahirenden Theile vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden spätestens binnen sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin, den 4. April 1853.

(gez.) *von Pommer-Esche.* (L. S.) *Philipsborn.* (L. S.) *Delbrück.* (L. S.)
von Schimpff. (L. S.) *Duysing.* (L. S.) *Thon.* (L. S.)

Separat-Artikel.

Bei dem heutigen Abschlusse des Vertrages zwischen Preussen, Sachsen und den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine verbundenen Staaten, wegen Fortsetzung des Vertrages vom 8. Mai 1841 über die gleiche Besteuerung innerer Erzeugnisse, sind noch folgende besondere Artikel, unter dem Vorbehalt der Ratifikation, verabredet worden, welche, obwohl zur öffentlichen Bekanntmachung nicht bestimmt, dennoch dieselbe Kraft und Gültigkeit haben sollen, als wenn sie Wort für Wort dem offenen Vertrage eingerückt wären.

Separat-Artikel 1.

(Zum Artikel 1. des offenen Vertrages.)

Die Verabredung, welche im Artikel 1. des offenen Vertrages über die fernere Wirksamkeit des Vertrages vom 8. Mai 1841 getroffen ist, soll auch auf diejenigen näheren Bestimmungen und Abreden, welche in den zu diesem Vertrage gehörigen Separat-Artikeln und Schluss-Protokoll enthalten sind, jedoch mit den in den folgenden Artikeln enthaltenen Modifikationen und zusätzlichen Bestimmungen, Anwendung finden.

Separat-Artikel 2.

(Zum Separat-Artikel 3. zu dem Vertrage vom 8. Mai 1841 und No. 3 b. 2tes Alinea des Schluss-Protokolls zu demselben.)

An Stelle der in dem Separat-Artikel 3. zum Artikel 4. des Vertrages vom 8. Mai 1841 unter a. No. 1. und 2. getroffenen Bestimmungen ist Nachstehendes verabredet worden:

1. Die Theilung des Branntweinsteuer-Aufkommens, einschliesslich der Abgabe von aus Zollvereins-Staaten übergegangenem Branntwein, soll wie bisher in seinem

Brutto-Betrage, nur unter Abrechnung der Rückerstattungen und also auch der bei der Ausfuhr von Branntwein nach den übrigen Vereins-Staaten zu gewährenden Steuer-Vergütungen, jedoch ohne Abzug der Verwaltungskosten, nach dem Verhältnisse der Bevölkerung, wie solche durch die von drei zu drei Jahren Statt habenden Zählungen ermittelt wird, erfolgen.

2. Von der gesammten Einnahme, welche der Königlich Sächsischen Regierung aus der Theilung der Branntweinsteuer und der Uebergangs-Abgabe von Branntwein nach dem vorerwähnten Maassstabe zufallen wird, sollen bei den vierteljährlich stattfindenden Abrechnungen achtzehn und ein halbes Prozent abgesetzt und dem Preussischen Antheile zugerechnet werden. Die sich hiernach zum Vortheile Preussens ergebende Summe soll aber in keinem Falle einhundert neunundzwanzig tausend Thaler für ein Jahr übersteigen.

3. Preussen wird von jeder Herauszahlung, welche es, zur Erfüllung der dem Thüringischen Vereine aus der Theilung der Branntweinsteuer und der Uebergangs-Abgabe von Branntwein nach dem unter No. 1 erwähnten Maassstabe zufallenden Einnahme, nach den vierteljährlich stattfindenden Abrechnungen an diesen Verein etwa zu leisten haben möchte, der unter No. 1. getroffenen Bestimmung unbeschadet, fünf Prozent zurückbehalten.

Sollte im Thüringischen Vereine an Branntweinsteuer und Uebergangs-Abgabe von Branntwein ein höherer Betrag aufkommen, als jenem Vereine, nach dem unter No. 1. erwähnten Maassstabe, als Antheil an dieser Steuer und Abgabe zusteht, so werden die von ihm zu leistenden Herauszahlungen an Preussen zur weiteren Verrechnung überwiesen werden und es wird der Thüringische Verein von jeder solchen Herauszahlung ebenfalls fünf Prozent zurückbehalten.

Separat-Artikel 3.

Von Seiten des Königreichs Sachsen und des Thüringischen Vereins wird der Fortdauer der Uebereinkunft zwischen Preussen und Braunschweig, wegen gleicher Besteuerung innerer Erzeugnisse vom 19. Oktober 1841 für die Dauer des gegenwärtigen Vertrages zugestimmt und zugleich das Einverständniss damit erklärt, dass, wenn zwischen Braunschweig und Hannover eine Ueber-

einkunft wegen Gemeinschaftlichkeit der Einnahme von der Branntwein-Fabrikation im Königreich Hannover und in den Herzoglich Braunschweigischen Kreisen Holzminden und Gandersheim zu Stande kommen sollte, die Bestimmungen der vorgedachten Uebereinkunft vom 19. Oktober 1841 insoweit ausser Kraft zu treten haben, als sie bei dem Uebergange von Branntwein aus den gedachten Herzoglich Braunschweigischen Landestheilen in das Königreich Preussen oder in die übrigen Herzoglich Braunschweigischen Lande, und umgekehrt, eine Abgaben-Erhebung oder Rückvergütung ausschliessen.

Zum Zweck der Zeitersparniss ist man übereingekommen, den gegenwärtigen Vertrag, sowie die vorstehenden Separat-Artikel nur in einem Exemplare zu unterzeichnen, welches für die hohen kontrahirenden Theile in dem Königlich Preussischen Geheimen Staats- und Kabinets-Archiv niedergelegt werden soll. Die Königlich Preussischen Bevollmächtigten haben dasselbe in Empfang genommen, und es sollen beglaubigte Abdrücke den übrigen Bevollmächtigten sofort zugestellt werden.

So geschehen Berlin, den 4ten April 1853.

(gez.) *von Pommer-Esche.* (L. S.) *Philipsborn.* (L. S.) *Delbrück.* (L. S.)
von Schimpff. (L. S.) *Duysing.* (L. S.) *Thon.* (L. S.)

XLIX.

Article séparé, signé à Berlin, le 4 avril 1853, entre la Prusse et les autres États de l'association de douanes de Thuringen, relatif à la répartition du produit de l'impôt sur les eaux de vie).*

Die unterzeichneten Bevollmächtigten Sr. Majestät des Königs von Preussen und der ausser Seiner gedachten Majestät bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Souveraine haben bei dem Abschlusse des heutigen Vertrages zwischen Preussen, Sachsen und dem Thüringischen Vereine, wegen Fortsetzung des Vertrages vom 8. Mai 1841 über die gleiche Besteuerung innerer Erzeugnisse, noch die folgende besondere Vereinbarung unter dem Vorbehalte der Ratifikation getroffen.

Besonderer Artikel.

In Beziehung auf die Vereinbarung im zweiten Separat-Artikel des vorgedachten Vertrages, welche die in dem Separat-Artikel 3. des Vertrages vom 8. Mai 1841 enthaltene Verabredung,

> dass von der gesammten Branntweinsteuer-Einnahme, welche dem Thüringischen Vereine aus der Theilung nach der Kopfzahl zufallen wird, ein Abzug von $18\frac{1}{2}$ Prozent Statt finden und der Betrag desselben dem Preussischen Einnahme-Antheile hinzutreten soll,

aufhebt, wird die in dem besonderen Artikel vom 8. Mai 1841 für das besondere Abrechnungs-Verhältniss zwischen Preussen und dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine getroffene Bestimmung:

> dass bei der Theilung des dem Thüringischen Vereine verbleibenden Antheils an der Steuer vom inländischen und vereinsländischen Branntwein Preussen für seine zu dem gedachten Vereine gehörigen Landestheile nur mit drei Viertheilen der Bevölkerung desselben Antheil nehmen wird,

vom 1. Januar 1854 an ausser Kraft gesetzt.

---

*) Les ratifications de cet article ont été échangées à Berlin, le 2 juin 1853.

Es wird mithin von dem gedachten Tage an die dem Thüringischen Vereine aus der Theilung der Branntweinsteuer und der Uebergangs-Abgabe von Branntwein zufallende Einnahme unter die bei diesem Vereine betheiligten Regierungen lediglich und ohne irgend eine Ausnahme nach dem Verhältniss der, durch die periodischen Zählungen ermittelten Bevölkerung ihrer zu dem Vereine gehörenden Staaten und Gebietstheile vertheilt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten vorstehenden besonderen Artikel vollzogen, dessen Ratifikationen gleichzeitig mit den Ratifikationen des Eingangs gedachten Vertrages ausgewechselt werden sollen.

So geschehen Berlin, den 4ten April 1853.

(gez.) *von Pommer-Esche.* (L. S.) *Philipsborn.* (L. S.) *Delbrück.* (L. S.)
Duysing. (L. S.) *Thon.* (L. S.)

L.

Protocole signé à Berlin, le 4 avril 1853, entre la Prusse et le Duché de Brunswic pour la prolongation de la convention relative à l'uniformité des impôts sur des produits desdits pays.

Berlin, den 4. April 1853.

Gegenwärtig:

für Preussen:

der Königlich Preussische General-Direktor der Steuern von Pommer-Esche,

der Königlich Preussische Geheime Legationsrath Philipsborn und

der Königlich Preussische Geheime Regierungsrath Delbrück;

für Braunschweig:

der Herzoglich Braunschweigische Finanz-Direktor von Thielau.

Die anwesenden Bevollmächtigten für Preussen und Braunschweig vereinigten sich, nach Unterzeichnung des Vertrages vom heutigen Tage, die Fortdauer und Erweiterung des Zoll- und Handelsvereins betreffend, um folgende Erklärungen und Verabredungen wegen der Fortdauer der Uebereinkunft zwischen Sr. Majestät dem Könige von Preussen und Sr. Hoheit dem Herzoge von Braunschweig und Lüneburg vom 19. Oktober 1841, die gleiche Besteuerung innerer Erzeugnisse betreffend, in das gegenwärtige Protokoll niederzulegen.

1. Es wird beiderseits anerkannt, dass in Folge der, durch den erwähnten Vertrag festgestellten Erneuerung des Zollvereinigungs-Vertrages vom 19. Oktober 1841 auch die mit dem letzteren in innigem Zusammenhange stehende Uebereinkunft wegen gleicher Besteuerung innerer Erzeugnisse vom 19. Oktober 1841 nebst den dazu gehörenden Separat-Artikeln auf weitere zwölf Jahre, vom 1. Januar 1854 anfangend, also bis zum letzten Dezember 1865 in Kraft bleibt.

2. In Bezug auf den Artikel 2. der vorgedachten Uebereinkunft und No. V. des Protokolls vom 24. Juni 1843 erklärt man sich Königlich Preussischer Seits für den Fall, dass zwischen der Herzoglich Braunschweigischen und der Königlich Hannoverschen Regierung eine Uebereinkunft wegen Gemeinschaftlichkeit der Einnahme von der Besteuerung der Branntwein-Fabrikation im Königreiche Hannover und in den Herzoglich Braunschweigischen Kreisen Holzminden und Gandersheim zu Stande kommen sollte, damit einverstanden, dass die Bestimmungen der unter 1. gedachten Uebereinkunft vom 19. October 1841 insoweit ausser Kraft treten, als sie bei dem Uebergange von Branntwein aus den gedachten Herzoglichen Landestheilen in das Königreich Preussen, oder in die übrigen Herzoglich Braunschweigischen Lande, und umgekehrt, eine Abgaben-Erhebung oder Rückvergütung ausschliessen. Es sollen in diesem Falle beziehungsweise dieselben Uebergangs-Abgaben erhoben und dieselben Rückvergütungen gewährt werden, welche bei der Einfuhr, beziehungsweise Ausfuhr von Branntwein aus, oder nach dem Königreiche Hannover nach Maassgabe der Bestimmung im Art. 3. des Vertrages vom 7. September 1851 und des dazu gehörenden Separat-Artikels 2. zur Anwendung kommen werden.

Das gegenwärtige Protokoll soll zugleich mit dem

Vertrage vom heutigen Tage, die Fortdauer und Erweiterung des Zoll- und Handelsvereins betreffend, den hohen kontrahirenden Theilen zur Ratifikation vorgelegt, und es sollen im Falle der Ratifikation des letzteren, auch die im ersteren enthaltenen Erklärungen, ohne weitere förmliche Ratifikation derselben, als genehmigt angesehen werden.

Das gegenwärtige Protokoll wurde in einem Exemplare, nach geschehener Vorlesung, unterzeichnet und von den Königlich Preussischen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der alsbaldigen Mittheilung eines beglaubigten Abdrucks an den Braunschweigischen Bevollmächtigten, Behufs der weiteren Beförderung an das Königliche Geheime Staats- und Kabinetsarchiv in Empfang genommen.

V. w. o.

(gez.) *von Pommer-Esche. Philipsborn. Delbrück. von Thielau.*

LI.

Traité entre la Prusse, le royaume de Saxe, le Hanovre, la Hesse électorale, les États de l'association de douanes de Thuringen, le Duché de Brunswic et le Grand-Duché d'Oldenbourg pour l'imposition uniforme sur le vin et le tabac, pour la liberté du commerce de ces articles et pour la communauté des droits d'importation sur ces articles. Signé à Berlin, le 4 avril 1853).*

Se. Majestät der König von Preussen, Se. Majestät der König von Sachsen, Se. Majestät der König von Hannover, Se. Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen, die ausser Sr. Majestät dem Könige von Preussen und Sr. Königlichen Hoheit dem Kurfürsten von Hessen

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 2 juin 1853.

bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Souveraine, Se. Hoheit der Herzog von Braunschweig und Lüneburg und Se. Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg, von dem Wunsche geleitet, durch Herstellung eines gegenseitig freien Verkehrs mit Wein und Tabak zwischen Ihren Landen zur Erreichung des im Artikel 11. des Vertrages wegen Fortdauer und Erweiterung des Zollvereins von Ihnen anerkannten Zieles beizutragen, haben Unterhandlungen eröffnen lassen und zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchst Ihren General-Direktor der Steuern Johann Friedrich von Pommer-Esche,

Allerhöchst Ihren Geheimen Legationsrath Alexander Max Philipsborn

und

Allerhöchst Ihren Geheimen Regierungsrath Martin Friedrich Rudolph Delbrück;

Seine Majestät der König von Sachsen:

Allerhöchst Ihren Zoll- und Steuer-Direktor Bruno von Schimpff;

Seine Majestät der König von Hannover:

Allerhöchst Ihren General-Direktor der indirekten Steuern und Zölle Dr. Otto Klenze;

Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen:

Höchst Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Wilhelm Duysing;

die ausser Seiner Majestät dem Könige von Preussen und Seiner Königlichen Hoheit dem Kurfürsten von Hessen bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Souveraine:

den Grossherzoglich Sächsischen Geheimen Staatsrath Gustav Thon;

Seine Hoheit der Herzog von Braunschweig und Lüneburg:

Höchst Ihren Finanz-Direktor Wilhelm Erdmann Florian von Thielau;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg:

Höchst Ihren Geschäftsträger am Königlich Preussischen Hofe, Legationsrath Dr. Friedrich August Liebe,

von welchen Bevollmächtigten, unter Vorbehalt der Ratifikation, folgender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. 1. Im Königreich Hannover, im Kurfürstenthum Hessen und im Herzogthum Oldenburg soll dieselbe Besteuerung des Tabacksbaues stattfinden, welche auf Grund des Vertrages vom heutigen Tage, beziehungsweise der Uebereinkunft vom 19. Oktober 1841, in den Königreichen Preussen und Sachsen, den zum Thüringischen Zoll- und Handels-Vereine gehörenden Staaten und im Herzogthum Braunschweig besteht.

Die Besteuerung des Weinbaues, welche auf Grund des Vertrages vom heutigen Tage in den Königreichen Preussen und Sachsen und in den zum Thüringischen Zoll- und Handels-Vereine gehörenden Staaten besteht, wird im Kurfürstenthum Hessen auch fernerhin beibehalten werden und in dem Königreich Hannover, sowie in dem Herzogthum Oldenburg in dem Falle eintreten, dass daselbst Weinbau zur Kelterung von Most betrieben werden sollte.

Art. 2. In Folge dieser Gleichmässigkeit der inneren Besteuerung werden bei dem Uebergange von Wein und Traubenmost, Tabacksblättern und Tabacksfabrikaten aus dem einen in das andere der im Artikel 1. genannten Gebiete, weder eine Abgaben-Erhebung noch eine Abgaben-Rückvergütung stattfinden, dagegen die Abgaben von den aus anderen Vereinsstaaten eingehenden vorgenannten Erzeugnissen auf gemeinschaftliche Rechnung erhoben werden.

Art. 3. 1. Der Ertrag dieser Abgaben wird, nach Abzug der Rückerstattungen für unrichtige Erhebungen, in der Weise vertheilt werden, dass derjenige Theil des Ertrages, welcher dem Verhältniss der dem Zollvereine angehörenden Bevölkerung des Königreichs Hannover und des Herzogthums Oldenburg zur Gesammt-Bevölkerung der bei dem gegenwärtigen Vertrage betheiligten Staaten entspricht, nachdem er um drei Viertheile seines einfachen Betrages vermehrt worden, den Antheil des Königreichs Hannover und des Herzogthums Oldenburg, der übrige Theil den Antheil der anderen kontrahirenden Staaten bildet, welche Antheile sodann zwischen den vorgenannten Staaten, nach dem Verhältniss ihrer, dem Zollvereine angehörenden Bevölkerung zur Vertheilung kommen.

2. Von den nach den Abrechnungen zu leistenden Herauszahlungen kommen für den die Zahlung leistenden Theil drei Prozent Erhebungskosten in Abzug.

3. Bei der nach dem Satze 1. stattfindenden Vertheilung der Abgaben wird:

a) die Bevölkerung und resp. der Steuer-Ertrag derjenigen Staaten oder Gebietstheile, welche im Zollvereine von Preussen vertreten und bei der Revenüen-Auseinandersetzung zu Preussen gezählt werden oder künftig in dieses Verhältniss treten sollten, sofern Preussen mit ihnen in Gemeinschaft jener Abgaben steht, auf Preussischer Seite,

b) die Bevölkerung und resp. der Steuer-Ertrag des Fürstenthums Schaumburg-Lippe und der Hannover-Braunschweigischen Kommunion-Besitzungen auf Hannoverscher Seite

mit eingerechnet werden.

Art. 4. Die Wirksamkeit der Vereins-Bevollmächtigten und Stations-Kontroleure, welche von einem der kontrahirenden Theile in den Landen eines der anderen bestellt sind, erstreckt sich auch auf die Kontrole über die Ausführung der wegen der Uebergangs-Abgaben von Wein und Taback vereinbarten und noch zu vereinbarenden Maassregeln, unter Anwendung der wegen der Stellung und Befugnisse dieser Beamten im Allgemeinen verabredeten Bestimmungen.

Art. 5. Der gegenwärtige Vertrag tritt mit dem 1. Januar 1854 in Kraft und soll bis zum letzten Dezember 1865 gültig sein.

Mit dem Beginn seiner Wirksamkeit treten folgende zwischen einzelnen der kontrahirenden Staaten abgeschlossene Verträge, nämlich:

der Vertrag zwischen Preussen, Sachsen und den, ausser Preussen und Kurhessen bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Staaten einer Seits, und Kurhessen anderer Seits, betreffend die Fortdauer des gegenseitigen freien Verkehrs mit Wein und Taback, und die Gemeinschaftlichkeit der Ausgleichungs-Abgaben von diesen Artikeln, vom 8. Mai 1841;

die Uebereinkunft zwischen Preussen, Sachsen, Kurhessen und den Staaten des Thüringischen Zoll- und Handelsvereins einer Seits, und Braunschweig anderer Seits, den gegenseitig freien Verkehr mit Wein und Taback und die Gemeinschaftlichkeit der Uebergangs-Abgabe von diesen Artikeln betreffend, vom 19. Oktober 1841;

die Uebereinkunft zwischen Preussen für sich und in Vertretung von Sachsen und den ausser Preussen und Kurhessen bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Staaten einer Seits, und Kurhessen anderer Seits, wegen des freien Verkehrs mit Wein und Taback und der Gemeinschaftlichkeit der Uebergangs-Abgaben von diesen Artikeln rücksichtlich der Kurhessischen Grafschaft Schaumburg, vom 13. November 1841,

ausser Kraft.

Art. 6. Sofern der gegenwärtige Vertrag nicht vor dem 1. Juli 1864 von dem einen oder dem anderen der kontrahirenden Staaten aufgekündigt wird, so soll er auf weitere zwölf Jahre, und so fort von zwölf zu zwölf Jahren, als verlängert angesehen werden.

Derselbe soll alsbald zur Ratifikation der hohen kontrahirenden Theile vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden spätestens binnen sechs Wochen in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Berlin, den 4. April 1853.

(gez.) *von Pommer-Esche.* [L. S.) *Philipsborn.* (L. S.) *Delbrück.* (L. S.)

von Schimpff. (L. S.) *Klenze.* (L. S.) *Duysing.* (L. S.) *Thon.* (L. S.)

von Thielau. (L. S.) *Liebe.* (L. S.)

Separat-Artikel.

Bei dem heutigen Abschlusse des Vertrages zwischen Preussen, Sachsen, Hannover, Kurhessen, den ausser Preussen und Kurhessen bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Staaten, Braunschweig und Oldenburg, die gleiche Besteuerung von Wein und Taback, sowie den gegenseitig freien Verkehr mit diesen Artikeln und die Gemeinschaftlichkeit der Uebergangs-Abgaben von denselben betreffend, sind noch folgende besondere Artikel, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, verabredet worden, welche, obwohl zur unmittelbaren Bekanntmachung nicht bestimmt, dennoch dieselbe Kraft und Gültigkeit haben sollen, als wenn sie Wort für Wort in dem offenen Vertrage eingerückt wären.

Separat-Artikel 1.

(Zum Artikel 1. des offenen Vertrages.)

Da die im Artikel 1. des offenen Vertrages genannten Verträge auf die Hohenzollernschen Lande Preussens keine Anwendung finden, so hat gegenwärtiger Vertrag auf dieselben ebenfalls keinen Bezug.

Separat-Artikel 2.

(Zum Artikel 1. des offenen Vertrages.)

Hannover und Oldenburg werden sich zur Erzielung einer möglichst vollständigen Uebereinstimmung in dem System der inneren Besteuerung der kontrahirenden Staaten, auch ihrerseits den in Preussen hinsichtlich der inneren Besteuerung des Tabacksbaues bestehenden, gesetzlichen, reglementairen und Kontrol-Vorschriften anschliessen.

Separat-Artikel 3.

(Zum Artikel 1. des offenen Vertrages.)

Da die Königlich Preussische Regierung wegen des in der Rheinprovinz stattfindenden sehr beträchtlichen eigenen Weinbaues und wegen des daselbst mit den benachbarten, ebenfalls Weinbau treibenden Staaten bestehenden gegenseitigen Verkehrs mit Wein, vorzugsweise dabei betheiligt ist, dass die Besteuerung des eigenen und vereinsländischen Weins auf eine, den dortigen eigenthümlichen Verhältnissen entsprechende Weise erfolge, und es in Frage gekommen ist, ob nicht die jetzt nach einer Klassifikation der Weinberge zur Erhebung kommende Steuer in eine Steuer nach Prozentsätzen vom Werthe, unter Berücksichtigung der im Separat-Artikel 10. zu dem Vertrage vom heutigen Tage, die Fortdauer und Erweiterung des Zoll- und Handels-Vereins betreffend, enthaltenen Bestimmungen zu verwandeln sein möchte, so erklären Hannover und Oldenburg, in Berücksichtigung der vorangeführten Verhältnisse, sich im Voraus bereit, für den Fall, dass Königlich Preussischer Seits diese Aenderung beschlossen, und alsdann bereits Weinbau zur Kelterung von Most im Königreich Hannover oder im Herzogthum Oldenburg betrieben werden sollte, die nämliche Besteuerungsweise gleichzeitig und unter Annahme des nämlichen Prozentsatzes ebenfalls daselbst einzuführen, mit der Maassgabe, dass

a) ein höherer Prozentsatz als funfzehn vom Hundert nicht angenommen werden soll,

und

b) diejenigen Einrichtungen, welche Königlich Preussischer Seits in den östlichen Provinzen zur Erleichterung des Handels mit unversteuertem vereinsländischen Weine etwa getroffen werden sollten, auch im Königreich Hannover und im Herzogthum Oldenburg da, wo es die Königlich Hannoversche und die Grossherzoglich Oldenburgische Regierung für angemessen erachtet, in Anwendung kommen würden.

Separat-Artikel 4.

(Zum Artikel 1. des offenen Vertrages.)

In dem im vorstehenden Artikel 3. vorausgesetzten Falle wird die Königlich Preussische Regierung der Kurfürstlich Hessischen Regierung von den wegen der veränderten Besteuerungsweise des inländischen Weins gefassten Entschliessungen und von dem Zeitpunkte, mit welchem dieselben zur Ausführung gebracht werden sollen, wenigstens acht Monate vor Eintritt des letzteren Mittheilung machen.

Die Kurfürstlich Hessische Regierung wird sich hierauf binnen acht Wochen gegen die Königlich Preussische Regierung erklären, ob sie die nämliche Besteuerungsweise in ihren zum Thüringischen Zoll- und Handels-Verein nicht gehörenden Landen einzuführen für gut befindet oder nicht.

Im erstern Falle wird unter gleichmässiger Anwendung der in dem vorstehenden Artikel 3 eventuell getroffenen Verabredungen wegen Ausführung der gedachten Maassregel das Weitere vorgekehrt werden; entgegengesetzten Falles aber wird der gegenwärtige Vertrag für die zum Thüringischen Zoll- und Handels-Verein nicht gehörenden Kurfürstlich Hessischen Lande in allen seinen Bestimmungen von dem Zeitpunkte an ausser Wirksamkeit treten, mit welchem die veränderte Weinbesteuerung in den übrigen kontrahirenden Staaten in Anwendung kommt. Die Kurfürstlich Hessische Regierung wird jedoch von diesem Vorbehalte des Austritts aus der Gemeinschaft der Uebergangs-Abgaben von Wein und Taback in Beziehung auf die Grafschaft Schaumburg nur unter den dringendsten Umständen Gebrauch machen.

Die Königlich Preussische Regierung wird von der

nach Maassgabe vorstehender Bestimmungen abzugebenden Erklärung der Kurfürstlich Hessischen Regierung die Regierungen der übrigen kontrahirenden Staaten alsbald in Kenntniss setzen, um die sodann erforderliche weitere Verständigung mit ihnen einzuleiten.

Separat-Artikel 5.

(Zum Artikel 3. Nr. 2. des offenen Vertrages.)

Die besondere Vergütung, welche dem Kurfürstenthum Hessen für die durch die Erhebung und Kontrole der Uebergangs-Abgaben vom Wein und Taback erwachsenden Kosten, nach dem Protokolle d. d. Erfurt den 20., 21 und 22. Februar 1837, zu gewähren ist, wird auch ferner, unter Ausschluss Preussens, von der Gemeinschaft nach dem Maassstabe der Bevölkerung getragen werden.

Separat-Artikel 6.

(Zum Artikel 6. des offenen Vertrages.)

Da dieser Vertrag in innigem Zusammenhange mit dem Vertrage über Fortdauer und Erweiterung des Zoll- und Handels-Vereins steht, so versteht es sich von selbst, dass seine Dauer durch die Dauer des letzteren bedingt ist.

Zum Zweck der Zeitersparniss ist man übereingekommen, den gegenwärtigen Vertrag sowie die vorstehenden Separat-Artikel nur in einem Exemplare zu unterzeichnen, welches für die hohen kontrahirenden Theile in dem Königlich Preussischen Geheimen Staats- und Kabinets-Archive niedergelegt werden soll. Die Königlich Preussischen Bevollmächtigten haben dasselbe in Empfang genommen und es sollen beglaubigte Abdrücke den übrigen Bevollmächtigten sofort zugestellt werden.

So geschehen Berlin, den 4. April 1853.

(gez.) *von Pommer-Esche.* (L. S.) *Philipsborn.* (L. S.) *Delbrück.* (L. S.)

von Schimpff. (L. S.) *Klenze.* (L. S.) *Duysing.* (L. S.) *Thon.* (L. S.)

von Thielau. (L. S.) *Liebe.* (L. S.)

LII.

Protocole, signé à Berlin le 4 avril 1853, entre la Prusse, le Royaume de Saxe et les États de l'association de douanes de Thuringen, d'une part, et le Duché de Brunswic, d'autre part, pour la continuation de la convention du 19 octobre 1841 relative à la communauté des droits sur la bière.

Verhandelt Berlin, den 4. April 1853.

Gegenwärtig:

für Preussen:
der Königlich Preussische General-Direktor der Steuern von Pommer-Esche,
der Königlich Preussische Geheime Legationsrath Philipsborn,
der Königlich Preussische Geheime Regierungsrath Delbrück;

für Sachsen:
der Königlich Sächsische Zoll- und Steuer-Director von Schimpff;

für die ausser Preussen zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine gehörigen Staaten, und zwar

für Kurhessen:
der Kurfürstlich Hessische Geheime Ober-Finanzrath Duysing;

für Sachsen-Weimar-Eisenach, Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg, Sachsen-Coburg-Gotha, Schwarzburg-Rudolstadt, Schwarzburg-Sondershausen, Reuss ältere Linie und Reuss jüngere Linie:
der Grossherzoglich Sächsische Geheime Staatsrath Thon;

für Braunschweig:
der Herzoglich Braunschweigische Finanz-Direktor von Thielau.

Bei Unterzeichnung des Vertrages vom heutigen Tage, die Fortdauer und Erweiterung des Zoll- und Handelsvereins betreffend, haben sich die nebengenannten Bevollmächtigten von Preussen, Sachsen, den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine gehörigen Staaten und Braunschweig zu dem Anerkenntniss vereinigt, dass in Folge der Fortdauer der zwischen ihren Regierungen über die Zollvereinigung und über die gleiche Besteue-

rung innerer Erzeugnisse bestehenden Verträge, auch die Uebereinkunft zwischen ihren Regierungen, den gegenseitig freien Verkehr mit Bier und die Gemeinschaftlichkeit der Uebergangs-Abgabe von Bier betreffend, vom 19. Oktober 1841 auf weitere zwölf Jahre, vom 1. Januar 1854 anfangend, also bis zum letzten Dezember 1865, in Kraft bleibt.

Sie sind übereingekommen, dass gegenwärtiges Protokoll zugleich mit dem im Eingange erwähnten Vertrage den hohen kontrahirenden Theilen vorgelegt und dass die Ratifikation des ersteren als in der Ratifikation des letzteren begriffen angesehen werden soll.

Das gegenwärtige Protokoll wurde in einem Exemplare, nach geschehener Verlesung, unterzeichnet und von den Königlich Preussischen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte alsbaldiger Mittheilung beglaubigter Abdrücke an die übrigen Bevollmächtigten, Behufs der weiteren Beförderung an das Königliche Geheime Staats- und Kabinets-Archiv in Empfang genommen.

G. w. o.

(gez.) *von Pommer-Esche. Philipsborn. Delbrück. von Schimpff. Duysing. Thon. von Thielau.*

LIII.

Traité entre la Prusse et les autres États du Zollverein, d'une part, et la Principauté de Waldeck, d'autre part, relatif à l'accession de la Principauté de Pyrmont au Zollverein, signé à Berlin, le 3 septembre 1853.

Bei dem bevorstehenden Ablaufe des Vertrages vom 11. Dezember 1841 über den Anschluss des Fürstenthums Pyrmont an das Zollsystem Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins, haben die contrahirenden Theile, in Anerkennung der wohlthätigen Wirkungen des gedachten Anschlusses für den Handel und Verkehr der beiderseitigen Unterthanen zum Zweck der

Verlängerung jenes Vertrages Unterhandlungen eröffnen lassen, und deshalb zu Bevollmächtigten ernannt:

einerseits

Seine Majestät der König von Preussen für Sich und in Vertretung der übrigen Mitglieder des, kraft der Verträge vom 22. und 30. März und 11. Mai 1833, 12. Mai und 10. Dezember 1835, 2. Januar 1836, 8. Mai, 19. Oktober und 13. November 1841, endlich vom 4. April 1853 bestehenden Zoll- und Handelsvereins, nämlich der Kronen Bayern, Sachsen, Hannover und Württemberg, des Grossherzogthums Baden, des Kurfürstenthums Hessen, des Grossherzogthums Hessen, der den Thüringischen Zoll- und Handelsverein bildenden Staaten, — namentlich des Grossherzogthums Sachsen, der Herzogthümer Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg und Sachsen-Coburg-Gotha, und der Fürstenthümer Schwarzburg-Rudolstadt und Schwarzburg-Sondershausen, so wie der Fürstlich Reussischen Länder älterer und jüngerer Linie, — des Herzogthums Braunschweig, des Grossherzogthums Oldenburg, des Herzogthums Nassau und der freien Stadt Frankfurt:

Allerhöchst Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Friedrich Leopold Henning

und

Allerhöchst Ihren Geheimen Legationsrath Alexander Max Philipsborn

und andererseits

Seine Durchlaucht der Fürst zu Waldeck und Pyrmont:

Höchst Ihren Geheimen Rath Carl Wilhelm von Stockhausen,

von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, folgender Vertrag abgeschlossen worden ist.

Art. 1. Der wegen des Beitritts Seiner Durchlaucht des Fürsten zu Waldeck und Pyrmont mit dem Fürstenthume Pyrmont zu dem Zollsysteme Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins am 11. Dezember 1841 abgeschlossene Vertrag soll bis zum letzten Dezember 1865, jedoch mit nachfolgenden Veränderungen, verlängert werden.

Art. 2. Seine Durchlaucht der Fürst zu Waldeck und Pyrmont übernehmen auch ferner die Verbindlichkeit, im Fürstenthume Pyrmont den im Inlande bereiteten Rübenzucker derselben Besteuerung zu unterwerfen,

welche in den übrigen Staaten des Zollvereins besteht. Zu dem Ende sollen wegen Anwendung der dieserhalb im Zollvereine bestehenden gesetzlichen und administrativen Bestimmungen und Einrichtungen im Fürstenthume Pyrmont und wegen deren etwaiger künftiger Abänderung dieselben Verabredungen maassgebend sein, welche in den Artikeln 2. und 3. des Vertrages vom 11. Dezember 1841, den Anschluss des Fürstenthums Pyrmont an das Zollsystem Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins betreffend, und in dem dazu gehörigen Separat-Artikel 2., in Bezug auf die Zölle getroffen worden sind. In Folge dessen wird zwischen dem Königreiche Preussen und den mit ihm zum Zollvereine verbundenen Staaten und dem Fürstenthume Pyrmont ferner eine Gemeinschaft der Rübenzuckersteuer stattfinden und der Ertrag dieser Steuer nach dem Verhältnisse der Bevölkerung getheilt werden.

Art. 3. So weit sich nach der bisherigen Erfahrung einzelne Abänderungen, Ergänzungen und nähere Bestimmungen der bestehenden Vereinbarungen als im Bedürfnisse liegend zu erkennen gegeben haben, ist darüber eine besondere Uebereinkunft getroffen worden.

Art. 4. Die Einrichtung der Zoll- und Rübenzucker-Steuerverwaltung im Fürstenthum Pyrmont soll, so weit sie einer Abänderung bedarf, in gegenseitigem Einvernehmen mit Hülfe der von beiden Seiten zu diesem Behufe zu ernennenden Ausführungs-Kommissarien angeordnet werden.

Art. 5. Wenn der gegenwärtige Vertrag nicht spätestens neun Monate vor dessen Ablaufe gekündigt wird, soll derselbe auf zwölf Jahre und so fort von zwölf zu zwölf Jahren als verlängert angesehen werden.

Derselbe soll alsbald sämmtlichen betheiligten Regierungen vorgelegt und sollen die Ratifikations-Urkunden mit möglichster Beschleunigung, spätestens binnen vier Wochen, ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und untersiegelt.

So geschehen Berlin, den 3. September 1853.

(gez.) *Friedr. Leop. Henning.* *Alex. Max Philipsborn.*
(L. S.) (L. S.)
(gez.) *Carl Wilhelm von Stockhausen.*
(L. S.)

Separat-Artikel.

Bei dem heutigen Abschlusse des Vertrages zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Hannover, Württemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthume Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine gehörigen Staaten, Braunschweig, Oldenburg, Nassau und der freien Stadt Frankfurt einerseits, und Waldeck andererseits, die Fortdauer des Anschlusses des Fürstenthums Pyrmont an das Zollsystem Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins betreffend, sind von den ernannten Bevollmächtigten noch folgende besondere Artikel verabredet worden, welche, obwohl nicht zur öffentlichen Bekanntmachung bestimmt, dennoch dieselbe Kraft und Gültigkeit haben sollen, als wenn sie Wort für Wort in die Artikel des offenen Vertrages eingerückt wären.

Artikel 1.

(Zum offenen Art. 2.)

Wegen alles desjenigen, was die Einrichtung der Verwaltung der Rübenzuckersteuer, insbesondere die Ernennung der Erhebungs- und Aufsichts-Beamten, deren dienstliche und sonstige Verhältnisse und die obere Leitung des Steuerdienstes, ferner die Untersuchung und Bestrafung der Steuervergehen betrifft, sollen dieselben Verabredungen maassgebend sein, welche in dem Vertrage vom 11. Dezember 1841, und in dessen Separat-Artikeln hinsichtlich der Verwaltung der Zölle getroffen worden sind.

Artikel 2.

(Zu den offenen Art. 2. und 3.)

Zur Abänderung, Ergänzung und näheren Bestimmung der bestehenden vertragsmässigen Vereinbarungen sind folgende weitere Verabredungen getroffen worden:

1. Im Verhältnisse zu den übrigen Vereinsstaaten und in allen mit den letzteren vorkommenden Verhandlungen wird die Königlich Preussische Regierung das Interesse des Fürstenthums Pyrmont, gleich demjenigen der eigenen Preussischen Lande, wahrnehmen. Sie wird der Fürstlichen Regierung von dem Eintritte jeder General-Konferenz in Zollvereins-Angelegenheiten zeitig Nachricht ertheilen, und es bleibt alsdann der Fürstlichen Regierung anheimgegeben, der Königlichen Regierung die Wünsche, welche sie in Beziehung auf Abänderung der im Fürstenthum Pyrmont zur Ausführung

kommenden gesetzlichen oder administrativen Bestimmungen über Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben oder über die Rübenzuckersteuer hegen und zur Kenntniss und Beschlussnahme der Vereins-Regierungen gebracht sehen möchte, vor dem Beginne jeder Konferenz zur weiteren Veranlassung zu bezeichnen.

Nach dem Schlusse der Konferenz wird das über deren Verhandlungen aufgenommene Protokoll der Fürstlichen Regierung mitgetheilt werden.

2. Nach erfolgter Vereinigung des Steuervereins mit dem Zollvereine wird das Fürstenthum Pyrmont von der Zollgrenze nicht weiter berührt werden. Die hierdurch bedingten Abänderungen der Verwaltungs-Einrichtung werden bei den Verhandlungen über die Ausführung des gegenwärtigen Vertrages ihre Erledigung finden, jedoch wird hierdurch die Verabredung im Separat-Artikel 7. zum Vertrage vom 11. Dezember 1841 unter Nr. 1., nach welcher der Stadt Pyrmont, falls sich das Bedürfniss dazu ergeben sollte, das Niederlagerecht verliehen werden soll, aufgehoben, da künftig in Pyrmont keine Steuerstelle ihren Sitz haben wird, deren Verwaltung die Niederlage würde anvertraut werden können. Damit jedoch dem Handelsstande zu Pyrmont in anderer Weise eine Erleichterung zu Theil werden könne, soll solchen Kaufleuten, bei denen die reglementsmässigen Bedingungen für die Bewilligung eines Zollkredits zutreffen, ein solcher gewährt werden, ohne dass sie sich durch ein kreditfähiges Handlungshaus am Sitze des Hauptsteuer-Amtes vertreten zu lassen brauchen.

3. Wegen Feststellung der Antheile, welche die Fürstlich Waldeckische Regierung vom 1. Januar 1854 ab von den gemeinschaftlichen Abgaben zu beziehen haben wird, ist im Anschlusse an die Vereinbarungen im Separat-Artikel 11. zum Vertrage vom 11 December 1841 Folgendes verabredet worden:

a) Bei der Vertheilung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben, so wie der Uebergangs-Abgaben von Taback, Traubenmost und Wein werden die Verabredungen in dem eben erwähnten Separat-Artikel mit der Maassgabe zur Anwendung kommen, dass derjenige Antheil Preussens an der gemeinschaftlichen Einnahme der betheiligten Zollvereins-Staaten, welcher zwischen Preussen und Waldeck weiter zu vertheilen ist, nach den jeweilig unter den vorbezeichneten Zollvereins-Staa-

ten über die Vertheilung der gemeinschaftlichen Abgaben bestehenden Verabredungen festgesetzt wird, und dass das Fürstenthum Pyrmont, soweit es sich um den Antheil der Fürstlichen Regierung an den Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben handelt, nach den für die westlichen Preussischen Provinzen jeweilig maassgebenden Abreden behandelt werden soll;

b) der Antheil der Fürstlichen Regierung an der Rübenzuckersteuer wird von demjenigen Reinertrage berechnet, welcher nach den jeweilig unter den Zollvereins-Staaten bestehenden Verabredungen über die Vertheilung dieser Steuer Preussen zufallen wird, in der Art, dass nach einem Abzuge von zwei Prozent für die Kosten der Verwaltung, der Ueberrest nach dem Verhältnisse der Bevölkerung zur Vertheilung gelangt.

Sollten in Zukunft die Kosten für die Kontrolirung und Erhebung der Rübenzuckersteuer vollständig oder zu einem grösseren Antheile, als dies nach den zur Zeit bestehenden Verabredungen der Fall ist, auf Rechnung des gesammten Zollvereins übernommen werden, so wird der Abzug von zwei Prozent für die Kosten der Verwaltung, welcher von dem zwischen Preussen und Waldeck zur Theilung zu stellenden Reinertrage der Rübenzuckersteuer zu Gunsten Preussens zu machen ist, gänzlich aufhören, beziehungsweise eine verhältnissmässige Verminderung erleiden.

c. Die Antheile der Fürstlichen Regierung an den zu a. und b. erwähnten gemeinschaftlichen Einnahmen werden für jedes Jahr besonders festgestellt, und es tritt diejenige Verabredung in dem mehrerwähnten Separat-Artikel ausser Kraft, nach welcher für die Fürstliche Regierung jedesmal für einen dreijährigen Zeitraum eine Abfindung berechnet werden soll.

Es werden jedoch der Fürstlichen Regierung bis zur Feststellung ihrer Jahres-Antheile mit dem Ablaufe jedes Vierteljahres entsprechende Geldbeträge, und zwar zu einem Viertheile des zuletzt festgestellten Jahres-Antheils, unter Vorbehalt der Berichtigung auf Grund der provisorischen und definitiven Jahres-Abrechnungen zur Verfügung gestellt werden. In dem Jahre 1854 und den folgenden Jahren werden die zu zahlenden Beträge nach den für das Jahr 1853 geleisteten Zahlungen so lange

bemessen, bis die Festsetzung eines Jahres-Antheils erfolgt ist.

So geschehen Berlin, den 3. September 1853.

(gez.) *Friedr. Leop. Henning.* *Alex. Max Philipsborn.*
(L. S.) (L. S.)
Carl Wilhelm von Stockhausen.
(L. S.)

Schluss-Protokoll.

Geschehen Berlin den 3. September 1853.

Die Unterzeichneten haben sich heute vereinigt, um den in Vollmacht ihrer hohen Kommittenten vereinbarten Vertrag über die Fortdauer des Anschlusses des Fürstenthums Pyrmont an das Zollsystem Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins nebst den dazu gehörigen Separat-Artikeln nach nochmaliger Durchlesung zu unterzeichnen, bei welcher Gelegenheit noch folgende Bemerkungen, Erklärungen und Verabredungen in das gegenwärtige Protokoll niedergelegt worden sind.

1. Von Seiten des Fürstlich Waldeckischen Bevollmächtigten ist die Voraussetzung ausgesprochen und von den Königlich Preussischen Bevollmächtigten als begründet anerkannt worden, dass mit der Aufrechthaltung des Vertrages vom 11. Dezember 1841 auch die dazu gehörigen Separat-Artikel und sonstigen Neben-Verabredungen aufrecht erhalten werden, soweit sie nicht abgeändert worden sind.

2. Königlich Preussischer Seits wurde von den Grundsätzen Mittheilung gemacht, welche laut des Protokolls vom 20. Mai 1835, in Beziehung auf die Entschädigung der durch Zoll-Anschlüsse dienstlos werdenden Beamten im Zollvereine bestehen und von den Abänderungen dieser Grundsätze, welche durch die Bestimmungen unter Nr. 16. 2. des Schluss-Protokolls vom 4. April 1853 zu dem Vertrage wegen Fortdauer und Erweiterung des Zoll- und Handelsvereins herbeigeführt worden sind.

Fürstlich Waldeckischer Seits wurde durch diese Mittheilung die Ueberzeugung gewonnen, dass durch die Versorgung der bisher an der Grenze gegen Hannover stationirten, durch den Zoll-Anschluss dieses Staates dienstlos werdenden Zollbeamten den Fürstlichen Kassen eine Last nicht erwachsen werde.

Die Fürstliche Regierung wird der Königlichen Regierung im Januar jeden Jahres eine Liquidation der

von ihr im Laufe des Vorjahres an ihre dienstlos gewordenen Beamten gezahlten und, nach Massgabe der angeführten Grundsätze, dem gesammten Zollvereine aufzurechnenden Beträge mittheilen und diese Beträge bei der Abrechnung für das vierte Quartal des Jahres, in welchem die Zahlungen geleistet worden sind, von der Königlichen Regierung erstattet erhalten.

3. Die beiderseitigen Bevollmächtigten sind übereingekommen, dass das gegenwärtige Protokoll zugleich mit dem Vertrage den hohen contrahirenden Theilen vorgelegt werden soll, und durch die Ratifikation des Letzteren auch die im Ersteren enthaltenen Erklärungen und Verabredungen, ohne weitere förmliche Ratifikation derselben, als genehmigt angesehen werden sollen.

Es wurde hierauf der Vertrag nebst den dazu gehörigen Separat-Artikeln in zwei Exemplaren unterzeichnet und untersiegelt, und das eine dieser Exemplare Königlich Preussischer Seits, mit dem Vorbehalte, beglaubigte Abschriften davon den übrigen Mitgliedern des Zollvereins zuzustellen, das andere aber Fürstlich Waldeckischer Seits in Empfang genommen.

Nachdem endlich noch verabredet worden war, dass zur Vermeidung des Zeitverlustes bei Ausfertigung der Ratifikations-Urkunden es einer jeden der betheiligten Regierungen anheim gestellt bleibe, nicht nur eine solche Form der Ratifikation zu wählen, wodurch der Gegenstand der letzteren ohne vollständige Aufnahme der Vertrags-Artikel hinlänglich genau bezeichnet wird, sondern auch die Ratifikation des offenen Vertrages und der Separat-Artikel in einer und derselben Urkunde zu ertheilen, ist auch das gegenwärtige Protokoll, nach geschehener Vorlesung, in zwei Exemplaren unterzeichnet und das eine dieser Exemplare, unter dem obigen Vorbehalte, von den Königlich Preussischen Bevollmächtigten, das andere aber von dem Fürstlich Waldeckischen Bevollmächtigten in Empfang genommen worden.

Geschehen wie oben.

(gez.) *Friedr. Leop. Henning. Alex. Max Philipsborn.*
Karl Wilhelm von Stockhausen.

LIV.

Traité entre la Prusse et la Principauté de Waldeck, relatif à l'imposition sur certains produits, signé à Berlin, le 3 septembre 1853.

Seine Majestät der König von Preussen und Seine Durchlaucht der Fürst zu Waldeck und Pyrmont sind übereingekommen, im Zusammenhange mit dem zwischen Preussen, für sich und in Vertretung der übrigen Mitglieder des Zoll- und Handelsvereins einerseits, und Waldeck andererseits, heute abgeschlossenen Vertrage wegen Fortdauer des Anschlusses des Fürstenthums Pyrmont an das Zollsystem Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins, auch eine Fortdauer derjenigen Erweiterung des freien Verkehrs herbeizuführen, welche durch den unterm 11. Dezember 1841 abgeschlossenen Vertrag wegen der Besteuerung innerer Erzeugnisse und des Salzdebits im Fürstenthume Pyrmont begründet worden ist. Demgemäss ist von den ernannten Bevollmächtigten

Seiner Majestät des Königs von Preussen,

Allerhöchst Ihrem Geheimen Ober-Finanzrath Friedrich Leopold Henning, und

Allerhöchst Ihrem Geheimen Legationsrath Alexander Max Philipsborn, und

Seiner Durchlaucht des Fürsten zu Waldeck und Pyrmont:

Höchst Ihrem Geheimen Rath Carl Wilhelm v. Stockhausen,

folgender Vertrag unter dem Vorbehalte der Ratifikation abgeschlossen worden.

Art. 1. Der Vertrag vom 11. Dezember 1841 wegen Besteuerung innerer Erzeugnisse und wegen des Salzdebits im Fürstenthum Pyrmont, soll über die darin verabredete Frist hinaus bis zum letzten Dezember 1865 verlängert werden, jedoch mit denjenigen Abänderungen einzelner Bestimmungen, über welche eine besondere Uebereinkunft getroffen worden ist.

Art. 2. Sofern der gegenwärtige Vertrag nicht spätestens neun Monate vor dessen Ablaufe gekündigt wird, soll derselbe auf zwölf Jahre und so fort von zwölf zu zwölf Jahren als verlängert angesehen werden.

Derselbe soll alsbald den betheiligten Regierungen zur Ratifikation vorgelegt, und soll die Auswechselung

der Ratifikations-Urkunden mit möglichster Beschleunigung, spätestens aber binnen vier Wochen bewirkt werden.

So geschehen Berlin, den 3. September 1853.

(gez.) *Friedr. Leop. Henning. Alex. Max Philipsborn.*
(L. S.) (L. S.)

(gez.) *Carl Wilhelm von Stockhausen.*
(L. S.)

Separat-Artikel.

Bei dem heutigen Abschlusse des Vertrages zwischen Seiner Majestät dem Könige von Preussen und Seiner Durchlaucht dem Fürsten zu Waldeck und Pyrmont wegen der Besteuerung innerer Erzeugnisse im Fürstenthume Pyrmont sind von den beiderseitigen Bevollmächtigten noch die folgenden besonderen Abreden getroffen, welche, obwohl nicht zur öffentlichen Bekanntmachung bestimmt, dennoch dieselbe Kraft und Gültigkeit haben sollen, als wenn sie Wort für Wort dem offenen Vertrage eingerückt wären.

Artikel 1.

(Zum Artikel 1. des offenen Vertrages.)

Damit im Bereiche des Fürstenthums Pyrmont den Salzeinschwärzungen wirksam entgegengetreten werden könne, welche wegen des im Königreiche Hannover bestehenden geringeren Salzpreises nach erfolgter Vereinigung des Steuervereins mit dem Zollvereine unternommen werden möchten, wird die Fürstlich Waldeckische Regierung an der Grenze des Fürstenthums Pyrmont gegen Hannover (einschliesslich solcher Braunschweigischen Landestheile, in welchen das Salz nicht höher als in Hannover besteuert wird) eine Salzverbrauchs-Kontrole nach Maassgabe der in Preussen und insonderheit in der Provinz Westphalen bestehenden und der Fürstlichen Regierung mitgetheilten Anordnungen in der Art vom 1. Januar 1854 ab einführen, dass diese Kontrole wenigstens eine Meile landeinwärts, nach dem Bedürfnisse aber auch in einem weitern Umfange gehandhabt wird.

Die dieserhalb zu treffenden Anordnungen werden im Einvernehmen mit der Königlich Preussischen Regierung festgestellt und erlassen werden.

Bei künftigen Abänderungen der jetzt in Preussen bestehenden Anordnungen dienen die Verabredungen in dem Artikel 4. des [illegible]ages vom 11. Dezember 1841

über die Besteuerung innerer Erzeugnisse mit der Maassgabe zur Richtschnur, dass Fürstlich Waldeckischer Seits die Zustimmung zu den in Preussen zu treffenden Anordnungen nicht versagt werden wird, wenn diese Anordnungen auf der Grenze der Königlich Preussischen Provinz Westphalen gegen Hannover, so weit daselbst die Salzverbrauchs-Kontrole besteht, allgemein getroffen werden.

Artikel 2.

(Zum Artikel 1. des offenen Vertrages.)

Wegen Feststellung der Antheile, welche die Fürstlich Waldeckische Regierung von den gemeinschaftlichen Abgaben vom 1. Januar 1854 ab zu beziehen haben wird, ist im Anschlusse an die Vereinbarungen im Separat-Artikel 4 zum Vertrage vom 11. Dezember 1841 wegen der Besteuerung innerer Erzeugnisse und wegen des Salzdebits im Fürstenthume Pyrmont Folgendes verabredet worden:

1. Bei der Vertheilung der Branntweinsteuer und Braumalzsteuer, so wie der Uebergangs-Abgaben von Branntwein und Bier sollen die in dem oben genannten Separat-Artikel enthaltenen Vereinbarungen ferner mit der Maassgabe zur Richtschnur dienen, dass derjenige Antheil Preussens an den gemeinschaftlichen Einnahmen der betheiligten Zollvereinsstaaten, welcher zwischen Preussen und Waldeck weiter zu vertheilen ist, nach den jeweilig unter diesen Zollvereinsstaaten über die Vertheilung jener gemeinschaftlichen Abgaben bestehenden Verabredungen festgesetzt wird.

2. Rücksichtlich der Vertheilung der Einnahmen aus dem Salzdebit bewendet es bei den Verabredungen in dem mehrerwähnten Separat-Artikel.

3. Die Antheile der Fürstlichen Regierung an den zu 1. und 2. erwähnten gemeinschaftlichen Einnahmen werden aber für jedes Jahr besonders festgestellt und es tritt daher diejenige Verabredung des oft genannten Separat-Artikels ausser Kraft, nach welcher für die Fürstliche Regierung jedesmal für einen dreijährigen Zeitraum eine Abfindung berechnet werden soll.

Es werden jedoch bis zur Feststellung ihrer Jahres-Antheile der Fürstlichen Regierung mit dem Ablaufe jedes Vierteljahrs entsprechende Geldbeträge und zwar zu einem Viertheile des zuletzt festgestellten Jahres-Antheils unter Vorbehalt der Berichtigung auf Grund der provi-

sorischen und definitiven Jahres-Abrechnungen zur Verfügung gestellt werden. In dem Jahre 1854 und den folgenden Jahren werden die zu zahlenden Beträge nach den für das Jahr 1853 geleisteten Zahlungen so lange bemessen, bis die Festsetzung eines Jahres-Antheils erfolgt ist.

So geschehen Berlin, den 3. September 1853.

(gez.) *Friedr. Leop. Henning.* *Alex. Max Philipsborn.*
(L. S.) (L. S.)

(gez.) *Carl Wilhelm von Stockhausen.*
(L. S.)

Schluss-Protokoll.

Geschehen Berlin, den 3. September 1853.

Die Unterzeichneten haben sich heute vereinigt, um den in Vollmacht ihrer hohen Kommittenten vereinbarten Vertrag wegen der Besteuerung innerer Erzeugnisse und wegen des Salzdebits im Fürstenthume Pyrmont nebst den dazu gehörigen Separat-Artikeln, nach nochmaliger gemeinschaftlicher Durchlesung zu unterzeichnen, bei welcher Gelegenheit noch folgende Verabredungen in das gegenwärtige Protokoll niedergelegt worden sind.

1. Von Seiten des Fürstlich Waldeckischen Bevollmächtigten ist die Voraussetzung ausgesprochen, und von den Königlich Preussischen Bevollmächtigten als begründet anerkannt worden, dass mit der Aufrechthaltung des Vertrages vom 11. Dezember 1841 auch die dazu gehörigen Separat-Artikel und sonstigen Nebenverabredungen aufrecht erhalten werden, so weit sie nicht abgeändert worden sind.

2. Zum Separat-Artikel 2.

Fürstlich Waldeckischer Seits ist die ausdrückliche Zusicherung darüber gewünscht, und Königlich Preussischer Seits ertheilt worden, dass zu demjenigen Antheile Preussens an der gemeinschaftlichen Branntweinsteuer, welcher nach der Verabredung im Separat-Artikel 2. des heutigen Vertrags unter Nr. 1. zwischen Preussen und Waldeck weiter zu vertheilen ist, auch diejenigen Beträge gerechnet werden, welche bei der Theilung der Branntweinsteuer nach den zur Zeit bestehenden Vereinbarungen von dem Antheile der Königlich Sächsischen Regierung abgesetzt und dem Preussischen Antheile zugerechnet werden.

3. Dem dringenden Wunsche der Fürstlich Waldeckischen Regierung entgegenkommend, will die Königlich Preussische Regierung auch für die Dauer des gegenwärtigen Vertrages jährlich eine gewisse Salzmenge von der Saline Pyrmont abnehmen, worüber durch einen abzuschliessenden Lieferungsvertrag die näheren Verabredungen getroffen werden sollen. Dabei sollen die dieserhalb in dem Schluss-Protokolle vom 11. Dezember 1841 zu dem Vertrage wegen der Besteuerung innerer Erzeugnisse und wegen des Salzdebits unter Nr. 2. a. bis c. getroffenen Vereinbarungen mit der Maassgabe bindend bleiben, dass bis zum Anfang des Monats November jeden Jahres von Seiten der Salinenverwaltung dem Provinzial-Steuerdirektor zu Münster angegeben werden muss, wieviel Salz im bevorstehenden Jahre geliefert werden soll, und dass vom 1. Januar 1855 ab das zum Verkauf in Pyrmont selbst bestimmte Salz für den bestimmten Lieferungspreis auf Kosten der Fürstlichen Regierung in die zur Salzniederlage bestimmten Räume geschafft werden muss, wenn die Salzniederlage von der Saline in die Stadt Pyrmont, insonderheit in das bisher zur unversteuerten Niederlage verwendete Gebäude verlegt werden sollte.

G. w. o.

(gez.) *Friedr. Leop. Henning.* *Alex. Max Philipsborn.*
(gez.) *Karl Wilhelm von Stockhausen.*

LV.

Traité entre la Prusse et les autres États du Zollverein, d'une part, et le Grandduché de Luxembourg, d'autre part, pour la prolongation de la participation de ce Grandduché au Zollverein, signé à Berlin, le 26 décembre 1853 et à Luxembourg le 31 décembre 1853.

Bei dem bevorstehenden Ablaufe des Vertrages vom 2. April 1847, durch welchen der Anschluss des Grossherzogthums Luxemburg an das Zollsystem Preussens

und der übrigen Staaten des Zollvereins über den in dem Vertrage vom 8. Februar 1842 deshalb verabredeten Zeitraum hinaus aufrecht erhalten worden war, haben die contrahirenden Theile in Anerkennung der wohlthätigen Wirkungen des gedachten Zollanschlusses für den Handel und Verkehr der beiderseitigen Unterthanen, zum Zweck der Verlängerung jener Verträge Unterhandlungen eröffnen lassen und deshalb zu Bevollmächtigten ernannt:

einerseits

Seine Majestät der König von Preussen für Sich und in Vertretung der übrigen Mitglieder des, kraft der Verträge vom 22. und 30. März und 11. Mai 1833, 12. Mai und 10. Dezember 1835, 2. Januar 1836, 8. Mai, 19. Oktober und 13. November 1841, endlich vom 4. April 1853 bestehenden Zoll- und Handelsvereins, nämlich der Kronen Bayern, Sachsen, Hannover und Württemberg, des Grossherzogthums Baden, des Kurfürstenthums Hessen, des Grossherzogthums Hessen, der den Thüringischen Zoll- und Handelsverein bildenden Staaten, — namentlich des Grossherzogthums Sachsen, der Herzogthümer Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg und Sachsen-Coburg-Gotha, und der Fürstenthümer Schwarzburg-Rudolstadt und Schwarzburg-Sondershausen, sowie der Fürstlich Reussischen Länder älterer und jüngerer Linie, — des Herzogthums Braunschweig, des Grossherzogthums Oldenburg, des Herzogthums Nassau und der freien Stadt Frankfurt:

Allerhöchst Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Friedrich Leopold Henning und

Allerhöchst Ihren Geheimen Legationsrath Alexander Max Philipsborn,

und andererseits

Seine Majestät der König der Niederlande, Grossherzog von Luxemburg:

Allerhöchst Ihren General-Administrator des Innern im Grossherzogthum Luxemburg Wendelin Jurion und

Allerhöchst Ihren Rath am Obergericht des Grossherzogthums Luxemburg Paul von Scherff,

welche, nach vorausgegangener Unterhandlung, unter Vorbehalt der Ratifikation, folgenden Vertrag abgeschlossen haben.

Art. 1. Die wegen des Beitritts Seiner Majestät des Königs der Niederlande, Grossherzogs von Luxemburg

mit dem Grossherzogthum Luxemburg zu dem Zollsysteme Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins am 8. Februar 1842 und 2. April 1847 abgeschlossenen Verträge, sollen bis zum letzten Dezember 1865 in Kraft bleiben.

Art. 2. Soweit nach den bisherigen Erfahrungen einzelne Abänderungen, Ergänzungen und nähere Bestimmungen der bisherigen Vereinbarungen erforderlich erscheinen, sind deshalb besondere Verabredungen getroffen worden.

Art. 3. Sofern der gegenwärtige Vertrag nicht spätestens zwei Jahre vor dessen Ablaufe gekündigt wird, soll derselbe auf zwölf Jahre und so fort von zwölf zu zwölf Jahren als verlängert angesehen werden.

Derselbe soll alsbald sämmtlichen betheiligten Regierungen vorgelegt und sollen die Ratifikations-Urkunden mit möglichster Beschleunigung, spätestens aber bis zum 31. Januar 1854 zu Berlin ausgewechselt werden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet und untersiegelt.

So geschehen Berlin, den 26. Dezember 1853 und Luxemburg, den 31. Dezember 1853.

(gez.) *Friedr. Leop. Henning.* (L. S.)
(gez.) *Wendelin Jurion.* (L. S.)
Alexander Max Philipsborn. (L. S.)
Paul von Scherff. (L. S.)

Separat-Artikel.

Bei dem heutigen Abschlusse des Vertrages zwischen Preussen, Bayern, Sachsen, Hannover, Würltemberg, Baden, Kurhessen, dem Grossherzogthum Hessen, den zum Thüringischen Zoll- und Handelsvereine gehörigen Staaten, Braunschweig, Oldenburg, Nassau und der freien Stadt Frankfurt einerseits, und dem Grossherzogthume Luxemburg andererseits, wegen Fortdauer des Anschlusses des Grossherzogthums Luxemburg an das Zollsystem Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins, ist von den ernannten Bevollmächtigten der nachfolgende Separat-Artikel, mit Vorbehalt der Ratifikation verabredet worden, welcher dieselbe Kraft und Gültigkeit haben soll, als wenn er Wort für Wort in den offenen Vertrag eingerückt wäre.

Einziger Separat-Artikel.

(Zum Artikel 2. des offenen Vertrages.)

Die im Artikel 2. des offenen Vertrages vorbehaltenen weiteren Verabredungen wegen Abänderung, Ergänzung und näherer Bestimmung der bestehenden vertragsmässigen Vereinbarungen sind getroffen, wie folgt:

I. Die im Artikel 9. des Vertrages vom 8. Februar 1842 getroffene Verabredung, nach welcher Seine Majestät der König Grossherzog der zwischen den Staaten des Zollvereins getroffenen Uebereinkunft wegen Besteuerung des Rübenzuckers beigetreten sind, findet mit Rücksicht auf die inzwischen eingetretenen Veränderungen für die Zukunft in der Art seine Anwendung, dass Königlich Grossherzoglich Luxemburgischer Seits die Verbindlichkeit übernommen wird, den im Inlande bereiteten Rübenzucker derselben Besteuerung zu unterwerfen, welche in den übrigen Staaten des Zollvereins besteht. Wegen Anwendung der dieserhalb im Zollvereine bestehenden gesetzlichen und administrativen Bestimmungen und Einrichtungen im Grossherzogthum Luxemburg und wegen Ausführung etwaniger künftiger Abänderungen werden dieselben Verabredungen maassgebend sein, welche in den Artikeln 2. und 3. des Vertrages vom 8. Februar 1842 in Bezug auf die Zölle getroffen worden sind.

Hinsichtlich alles desjenigen, was die Einrichtung der Verwaltung der Rübenzuckersteuer, insbesondere die Ernennung der Erhebungs- und Aufsichtsbeamten, deren dienstliche und sonstige Verhältnisse und die obere Leitung des Steuerdienstes, ferner die Untersuchung und Bestrafung der Steuervergehen betrifft, finden dieselben Verabredungen Anwendung, welche in den Verträgen vom 2. Februar 1842 und 14. April 1847, so wie in deren Separat-Artikeln, desgleichen in den Separat-Artikeln des gegenwärtigen Vertrages hinsichtlich der Verwaltung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben getroffen worden sind.

Die Gemeinschaft der Rübenzuckersteuer, welche bisher zwischen dem Königreich Preussen nebst den mit ihm zum Zollvereine verbundenen Staaten und dem Grossherzogthum Luxemburg bestanden hat, wird demgemäss fortdauern und der Ertrag dieser Steuer unter Berücksichtigung der jeweilig unter den Zollvereinsstaaten über die Theilung derselben bestehenden Grundsätze

nach dem Verhältnisse der Bevölkerung getheilt werden.

Nach denselben Grundsätzen, nach welchen in den übrigen Vereinsstaaten für die Verwaltungskosten bei der Rübenzuckersteuer gegenwärtig auf gemeinschaftliche Rechnung eine Entschädigung gewährt wird, oder künftig gewährt werden möchte, soll auch der Königlich Grossherzoglichen Regierung, wenn daselbst Rübenzuckerfabriken in Betrieb gesetzt werden sollten, solche Vergütung zu Theil werden.

II. Die Königlich Grossherzogliche Regierung tritt dem unter den Regierungen der Zollvereinsstaaten abgeschlossenen und Ihr mitgetheilten Münzkartel vom 21. Oktober 1845 und dem Protokoll zu dem Münzkartel unter den zum Zollvereine verbundenen Staaten, dd. Karlsruhe, den 21. Oktober 1845 bei.

III. Im Anschlusse an die Verabredungen im Artikel 5. des Vertrages vom 8. Februar 1842 und in dem Separat-Artikel 4. dazu, ist die Königlich Grossherzoglich Luxemburgische Regierung der am 21. September 1842 unter den Zollvereinsstaaten abgeschlossenen Uebereinkunft wegen Ertheilung von Erfindungs-Patenten und Privilegien beigetreten, deren Bestimmungen daher auch im Grossherzogthum Luxemburg zur Anwendung kommen werden.

IV. Die Verabredungen im Artikel 22. des Vertrages vom 8. Februar 1842 werden zwar ausser Kraft gesetzt, jedoch wird die Königlich Preussische Regierung auch ferner ihre Bemühungen dahin richten, dass durch Aufrechthaltung des Königlich Belgischen Gesetzes vom 6. Juni 1839 den Angehörigen des Grossherzogthums Luxemburg diejenigen Erleichterungen erhalten bleiben, welche denselben für den Verkehr mit dem zum Königreiche Belgien gehörenden Theile von Luxemburg nach jenem Gesetze zustehen.

V. In Bezug auf die Bestimmungen in dem Separat-Artikel 9. zum Vertrage vom 8. Februar 1842 sind folgende nähere Verabredungen getroffen worden:

1. Die unter Nr. I. A. 4. erwähnte Befugniss, von der Ausführung und Handhabung der Gesetze wegen der innern Steuern von Branntwein, Bier, Wein und Taback, desgleichen wegen der Salzeinrichtungen Kenntniss zu nehmen, kann von Seiten der Königlich Preussischen Regierung, sofern der Vereinsbevollmächtigte bei der Zolldirektion in Luxemburg nicht von Seiten Preus-

sens abgeordnet worden ist, durch einen dazu besonders beauftragten Beamten ausgeübt werden, welcher der Königlich Grossherzoglichen Regierung entweder ein für alle Mal oder für einzelne Fälle bezeichnet werden wird. Demselben sollen auf seinen Antrag auch die Schriftstücke über die Zählung der Einwohner im Grossherzogthum Luxemburg vorgelegt werden.

2. Wenn auf Grund der Verabredungen unter I. B. 17. und I. C. 19. und 20. an die Königlich Grossherzogliche Regierung Vorschläge zur Besetzung erledigter Stellen gelangen, so sollen künftig für jede Stelle mindestens zwei Kandidaten bezeichnet werden, es müsste denn wider Erwarten nur eine einzige für die Stelle vollkommen geeignete Person sich namhaft machen lassen. Sollte die Besetzung erledigter Stellen sich über zwei Monate nach Abgabe des Vorschlages verzögern, so wird die Zolldirektion kommissarische Verwaltung anordnen.

Die Zahl der Ober-Grenzkontroleurstellen, zu denen auch Preussische Beamte in Vorschlag gebracht werden können, wird auf drei beschränkt. Mit dieser Maassgabe wird künftig die Verabredung unter Nr. 5. des Separat-Artikels zu dem Vertrage vom 2. April 1847 zur Anwendung kommen, indem man darüber einverstanden ist, dass in dem Fall, wenn vollständig befähigte Luxemburgische Angehörige vorhanden sind, selbige bei Erledigung der durch Preussische Beamte besetzten Ober-Grenzkontroleurstellen zwar vorgeschlagen werden können, dass indess eine Verpflichtung hierzu nicht besteht.

3. Im Anschluss an die Verabredungen unter Nr. 6. des Separat-Artikels vom 4. April 1847 hat man sich darüber einverstanden erklärt, dass die Berichte der Zolldirektion an die Königlich Grossherzoglich oberste Verwaltungsbehörde, welche von derselben dem Königlich Preussischen Finanzministerio vorzulegen sind, ohne Verzug an Letzteres befördert werden müssen und eben so die Bescheidung der Zolldirektion auf Grund der Entscheidungen des Königlich Preussischen Finanzministeriums oder auf Grund allgemeiner Anordnungen desselben unverzüglich erfolgen muss. Sollte dabei eine Verzögerung eintreten und nach vorgängiger Anregung des Königlich Preussischen Finanzministeriums nicht alsbald Beseitigung finden, so hat die Zolldirektion, welche über die Erstattung von Berichten der bezeichnete

so wie darüber, ob Entscheidungen und allgemeine Verfügungen an sie ergangen sind, dem gedachten Finanzministerium auf Verlangen direkt Auskunft zu ertheilen verpflichtet ist, den an sie von dem Finanzministerium unmittelbar ergehenden Verfügungen Folge zu geben.

4. Da im Interesse des Zolldienstes eine Erledigung der unter a. und b. im Separat-Artikel 9. IV. 1. B. vorgesehenen Verwaltungsgegenstände nicht unterbleiben kann, so ist verabredet worden, dass, wenn wider Erwarten ein desfallsiges Einverständniss nicht erzielt werden könnte, die endliche Anordnung dem Königlich Preussischen Finanzministerium zustehen solle. Nur in dem Falle, wenn es sich um Errichtung, Verlegung oder Aufhebung von Stellen zur Ertheilung von Legitimationsscheinen handeln möchte, soll die Entscheidung von dem verabredeten vorgängigen Einverständnisse abhängig bleiben.

VI. Mit Beziehung auf den Artikel 19. des Vertrages vom 8. Februar 1842 wird die Königlich Grossherzogliche Regierung dahin Vorkehrung treffen, dass der Zollverwaltung die Befugniss ertheilt werde, auf ihre Kosten auch unabhängig von der Staatsanwaltschaft die Anklagen wegen Zollvergehen bei den Gerichten zu erheben und selbstständig Rechtsmittel gegen ergangene gerichtliche Entscheidungen einzulegen.

VII. Für die Vertheilung der gemeinschaftlichen Abgaben sind im Anschluss an die Verabredungen im Separat-Artikel 13. zum Vertrage vom 8. Februar 1842 folgende Bestimmungen vereinbart worden:

a) Der Antheil der Königlich Grossherzoglichen Regierung an den Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgaben, so wie an der Rübenzuckersteuer, wird nach Maassgabe der über die Vertheilung dieser Abgaben jeweilig unter den Zollvereinsstaaten bestehenden Verabredungen festgesetzt werden, und es werden dabei zur Zeit die in dem Vertrage vom 8. Mai 1841 enthaltenen Vereinbarungen mit denjenigen Abänderungen zur Anwendung gelangen, welche durch den der Königlich Grossherzoglichen Regierung mitgetheilten Vertrag vom 4. April 1853 über die Fortdauer und Erweiterung des Zollvereins und durch die Uebereinkunft wegen Besteuerung des Rübenzuckers von demselben Tage bedingt sind.

b) Bei Berechnung des Antheils der Königlich Grossherzoglichen Regierung an den Uebergangs-Abgaben

von Branntwein, Bier, Wein und Taback wird der Ertrag dieser Abgaben einerseits in Preussen, einschliesslich der übrigen Länder und Landestheile mit Ausschluss von Luxemburg, welche wegen dieser Abgaben mit Preussen in Gemeinschaft stehen, andererseits im Grossherzogthum Luxemburg, nach gegenseitiger Abrechnung von fünf Prozent für Erhebungskosten zusammengenommen, und zum Zweck der Vertheilung dieser Summe auf der einen Seite die Bevölkerung der sämmtlichen wegen der betreffenden Abgaben mit Preussen in Gemeinschaft stehenden Vereinsländer und Vereinsgebietstheile, unter Berücksichtigung der über die Antheil-Verhältnisse der betheiligten Staaten jeweilig bestehenden Verabredungen, auf der andern Seite die Bevölkerung des Grossherzogthums Luxemburg in Ansatz gebracht.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den gegenwärtigen Separat-Artikel unterschrieben und untersiegelt.

So geschehen Berlin, den 26. Dezbr. 1853 und Luxemburg, den 31. Dezbr. 1853.

(gez.) *Friedr. Leopold Henning.* (L. S.) *Wendelin Jurion.* (L. S.)

Alexander Max Philipsborn. (L. S.) *Paul von Scherff.* (L. S.)

Schluss-Protokoll.

Geschehen Berlin, den 26. Dezember und Luxemburg, den 31. Dezember 1853.

Bei dem Abschlusse des Vertrages über die Fortdauer des Anschlusses des Grossherzogthums Luxemburg an das Zollsystem Preussens und der übrigen Staaten des Zollvereins und des dazu gehörigen Separat-Artikels sind noch folgende Bemerkungen, Erklärungen und Verabredungen in das gegenwärtige Protokoll niedergelegt worden.

1. Damit der Octroi-Tarif für die Stadt Luxemburg mit den Verabredungen der Zollvereinsstaaten in Betreff der innern Steuern, deren Gültigkeit für das Grossherzogthum Luxemburg durch den Artikel 8. des Vertrages vom 8. Februar 1842 ausgesprochen worden ist, in volle Uebereinstimmung gebracht werde, soll derselbe nach vorgängigem Einvernehmen mit dem Königlich Preussi-

schen Finanzministerium sobald als möglich, und spätestens im Laufe des Jahres 1854 die erforderlichen Abänderungen erleiden.

Ein gleiches Einvernehmen wird eintreten, wenn Octroi-Tarife für andere Luxemburgische Städte erlassen oder bestehende abgeändert werden sollten.

2. Indem die Bewilligung von jährlichen Gratifikationen als eine den Zolldienst wesentlich fördernde Maassregel anerkannt wird, so wird die Königlich Grossherzogliche Regierung den im Grossherzogthum Luxemburg angestellten Zollbeamten Gratifikationen und Unterstützungen in angemessener, dem obigen Zwecke entsprechender Weise bewilligen.

3. Die Königlich Grossherzogliche Regierung übernimmt die Verpflichtung, alle Zollbeamte, welche in körperlicher oder geistiger Beziehung dienstunfähig geworden sind, aus dem Zolldienst zu entfernen und sie wird desfallsige Anträge der Zolldirektion, so weit sie Beamte betreffen, deren Ernennung dieser Behörde zusteht, nur im Einverständniss mit dem Königlich Preussischen Finanzministerium ablehnen.

4. Die Königlich Grossherzogliche Regierung wird zu der unter Nr. 4. des Separat-Artikels zum Vertrage vom 2. April 1847 vorbehaltenen Verständigung über ein Disziplinar-Gesetz für die Zollbeamten, welches auch die unter Nr. I. A. 11. des Separat-Artikels 9. zum Vertrage vom 8. Februar 1842 bezeichneten Normen und Grundsätze für die Pensionirung der Zollbeamten enthalten soll, bereitwilligst mitwirken, damit ein solches Gesetz spätestens im Laufe des Jahres 1854 erlassen werden kann.

Beamte, gegen welche wegen eines Disziplinarvergehens die Amtsentsetzung ausgesprochen worden ist, werden im Zolldienst weder beibehalten, noch wieder angestellt werden.

5. Begnadigungen in Bezug auf Zoll- oder Dienstvergehen werden den im Grossherzogthum bestehenden Grundsätzen gemäss nicht vor rechtskräftigem Erkenntniss eintreten.

6. Das in Luxemburg am 24. Februar 1842 publizirte Zollgesetz und die Zollordnung legen dem Gouverneur gewisse administrative Befugnisse bei, welche nach der Verabredung unter IV. 1. A. des Separat-Artikels 9. zum Vertrage vom 8. Februar 1842 dem Kö-

niglich Preussischen Finanzministerium zugewiesen sind. Zur Beseitigung möglicher Weiterungen wird von Seiten Luxemburgs anerkannt, dass — wie solches auch bisher Statt gefunden hat — in den erwähnten Fällen die vorbezeichneten Bestimmungen des Separat-Artikels maassgebend bleiben sollen, unbeschadet desjenigen, was unter IV. Nr. 9. jenes Separat-Artikels verabredet worden ist.

7. Im Grossherzogthum Luxemburg wird in Gemässheit eines Gesetzes vom 26. November 1849 eine Mobiliarsteuer erhoben, welche Luxemburgische Gewerbtreibende mit 2 Prozent ihres muthmaasslichen Einkommens zu entrichten haben, sofern das jährliche Einkommen mindestens 100 Francs beträgt. Vereinsländische Angehörige dagegen sind beim Marktbesuche, so wie für die Erlaubniss zum Betriebe des Hausirhandels oder eines anderen Gewerbes im Umherziehen in Luxemburg dieser Mobiliarsteuer unterworfen, welche bei Hausirern zum mindesten nach einem Einkommen von 750 Francs berechnet ist, also mindestens 15 Francs jährlich betragen hat. Königlich Preussischer Seits wurde darauf aufmerksam gemacht, dass dieses Verhältniss, soweit es den Marktbesuch betreffe, deshalb, weil Luxemburgische Angehörige für den Verkehr auf Märkten nicht besonders besteuert werden und bezüglich der Hausirer, so wie überhaupt derjenigen, welche ein Gewerbe im Umherziehen betreiben, sowohl wegen des zur Erhebung gelangenden Steuersatzes, als auch deshalb, weil Luxemburger Angehörige einer eigenen Hausirsteuer nicht unterliegen, mit den Verabredungen im Art. 14. des Vertrages vom 8. Februar 1842 nicht im Einklange stehen dürfte, weshalb die Freilassung der vereinsländischen Angehörigen, welche Luxemburgische Märkte besuchen oder im Luxemburgischen Hausirhandel oder ein anderes Gewerbe im Umherziehen betreiben, von der Mobiliarsteuer in Anspruch zu nehmen sein würde. Königlich Grossherzoglich Luxemburgischer Seits wurde die Gewährung dieser Freilassung spätestens vom 1. April 1854 ab unter dem Vorbehalte zugesagt, nach Bef[illegible] eine besondere Steuer für den Gewerbebetrieb i[illegible] herziehen einzuführen, welcher dann die Ang[illegible] anderer Vereinsstaaten in derselben Weise [illegible] gehörigen Luxemburgs unterliegen würd[illegible]

8. Man wird Königlich Grossherzog[illegible]

gischer Seits gesetzliche sowohl wie administrative Anordnungen, welche in Angelegenheiten der Zollverwaltung zu erlassen sind, ohne vermeidlichen Verzug in Kraft treten lassen.

9. Die Königlich Grossherzogliche Regierung wird bald möglichst und jedenfalls vor dem 1. Januar 1855 ein Uniform-Reglement für die Zollbeamten im Grossherzogthum vorschreiben.

10. Um die zwischen den beiderseitigen Gebieten bestehenden Strassenverbindungen in entsprechender Weise gefördert zu sehen, wurde Seitens der Königlich Grossherzoglichen Bevollmächtigten als wünschenswerth bezeichnet:

a) dass die Strasse von Echternach nach Diekirch auf Preussischem Gebiete in gutem Stande erhalten,

b) dass die Chausseelücken zwischen Vianden und Prüm ausgefüllt,

c) dass eine direkte Landstrassen-Verbindung von Remich nach der Saar hergestellt,

d) dass die Landstrasse von Echternacherbrücke nach Trier in chausseemässigen Stand gesetzt, endlich

e) dass die Strasse von Echternach nach Bitburg chausseemässig hergestellt werden möge.

Unter Bezugnahme hierauf wurde von Seiten der Königlich Preussischen Bevollmächtigten bemerkt:

zu a. dass zum Bau einer Gemeinde-Chaussee von Echternacherbrück nach Wallendorf, wo sich die Strasse nach Diekirch auf Luxemburgischem Gebiet anschliesse, bereits eine Neubau-Prämie aus der Preussischen Staatskasse und die Verleihung der Chaussee-Privilegien in Aussicht gestellt sei;

zu b. dass der Ausbau der Chausseelücken zwischen Vianden und Prüm aus den Mitteln des Bezirksstrassenfonds des Regierungsbezirks Trier erfolgen und dieser Ausbau nach Maassgabe der Geldmittel des Bezirksstrassenfonds in Aussicht gestellt werden könne;

zu c. dass für den Fall, dass die betheiligten Preussischen Gemeinden den Bau einer Gemeinde-Chaussee in der Richtung von Remich nach der Saar beschliessen, die Begünstigung eines solchen Unternehmens durch die Preussische Staatsverwaltung keinem Bedenken unterliegen würde;

zu d. dass zur Verbesserung des Gemeindeweges von Echternacherbrück über Ralingen bis zur Aachen-Trierer

Staatsstrasse bei Hohe Sonne in der Richtung auf Trier, schon früher den Gemeinden Zuschüsse gewährt seien, und dass für den Fall, dass diese Gemeinden den Bau einer Gemeinde-Chaussee in gedachter Richtung beschliessen, auch dieses Unternehmen von Seiten der Preussischen Staatsverwaltung befördert werden würde;

zu e. dass, im Falle die betheiligten Gemeinden den Bau einer Gemeinde-Chaussee in dieser Richtung beschliessen, auch dieses Unternehmen von Seiten der Preussischen Staatsverwaltung befördert werden würde.

11. Ausgehend von dem gemeinsamen Wunsche, dass die Schiffbarkeit der Sauer verbessert werden möge, behalten die Königlich Preussische und die Königlich Grossherzoglich Luxemburgische Regierung sich wegen Regulirung des gedachten Flusses, beziehungsweise wegen der dazu erforderlichen Vorarbeiten alsbaldige Verständigung vor.

12. Die beiderseitigen Bevollmächtigten sind übereingekommen, dass das gegenwärtige Protokoll zugleich mit dem Vertrage den hohen contrahirenden Theilen vorgelegt werden soll, und durch die Ratifikation des letztern auch die im erstern enthaltenen Erklärungen und Verabredungen ohne weitere Ratifikation derselben, als genehmigt angesehen werden sollen.

Es wurde hierauf der Vertrag nebst dem dazu gehörigen Separat-Artikel in zwei Exemplaren unterzeichnet und untersiegelt, und das eine dieser Exemplare Königlich Preussischer Seits, mit dem Vorbehalte, beglaubigte Abschriften davon den übrigen Mitgliedern des Zollvereins zuzustellen, das andere aber Königlich Grossherzoglich Luxemburgischer Seits in Empfang genommen.

Nachdem endlich noch verabredet worden war, dass, zur Vermeidung des Zeitverlustes bei Ausfertigung der Ratifikations-Urkunden, es einer jeden der betheiligten Regierungen anheimgestellt bleibe, nicht nur eine solche Form der Ratifikation zu wählen, wodurch der Gegenstand der letztern, ohne vollständige Aufnahme der Vertrags-Artikel, hinlänglich genau bezeichnet wird, sondern auch die Ratifikation des offenen Vertrages und des Separat-Artikels in einer und derselben Urkunde zu ertheilen, ist auch das gegenwärtige Protokoll in zwei Exemplaren unterzeichnet und das eine dieser Exemplare unter dem obigen Vorbehalte von den Königlich Preussischen Be-

vollmächtigten, das andere aber von den Königlich Grossherzoglich Luxemburgischen Bevollmächtigten in Empfang genommen worden.

Geschehen wie oben.

(gez.) *Friedrich Leopold Henning.* *Wendelin Jurion.*
Alexander Max Philipsborn. *Paul von Scherff.*

LVI.

Traité de commerce et de douanes entre la Prusse et l'Autriche, signé à Berlin, le 19 février 1853 *).

Seine Majestät der König von Preussen und Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich, von dem Wunsche geleitet, den Handel und Verkehr zwischen Ihren Gebieten durch ausgedehnte Zollbefreiungen und Zollermässigungen, durch vereinfachte und gleichförmige Zollbehandlung und durch erleichterte Benutzung aller Verkehrsanstalten in umfassender Weise zu fördern, und in der Absicht, Ihre Zolleinnahmen zu sichern, und die allgemeine deutsche Zolleinigung anzubahnen, haben Unterhandlungen eröffnen lassen und zu diesem Zwecke zu Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchst Ihren Minister-Präsidenten und Minister der auswärtigen Angelegenheiten Freiherrn Otto Theodor von Manteuffel und

Allerhöchst Ihren General-Direktor der Steuern Johann Friedrich von Pommer-Esche; und

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich:

Allerhöchst Ihren Wirklichen Geheimen Rath Freiherrn Carl von Bruck,

welche, nach geschehener Mittheilung und gegenseitiger Anerkennung ihrer Vollmachten, den folgenden

---

*) Le traité a été ratifié. Tous les États du Zollverein ont accédé à ce traité par l'article 41 du traité de Berlin, conclu avec Prusse, le 4 avril 1853. Les Duchés de Modène et de Par[illegible] fait leur accession par des déclarations ministérielles en d[illegible] et 21 juin 1853.

Handels- und Zollvertrag vereinbart und abgeschlossen haben:

Art. 1. Die kontrahirenden Theile verpflichten sich, den gegenseitigen Verkehr zwischen ihren Landen durch keinerlei Einfuhr-, Ausfuhr- oder Durchfuhrverbote zu hemmen.

Ausnahmen hiervon dürfen nur Statt finden.

a) bei Taback, Salz, Schiesspulver, Spielkarten und Kalendern;

b) aus Gesundheits-Polizei-Rücksichten;

c) in Beziehung auf Kriegsbedürfnisse unter ausserordentlichen Umständen.

Art. 2. Hinsichtlich des Betrages, der Sicherung und der Erhebung der Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben dürfen von keinem der beiden kontrahirenden Theile dritte Staaten günstiger als der andere kontrahirende Theil behandelt werden. Jede dritten Staaten in diesen Beziehungen eingeräumte Begünstigung ist daher ohne Gegenleistung dem andern kontrahirenden Theile gleichzeitig einzuräumen.

Ausgenommen hiervon sind nur diejenigen Begünstigungen, welche die mit einem der kontrahirenden Theile jetzt oder künftig zollvereinten Staaten geniessen, sowie solche Begünstigungen, welche anderen Staaten durch bestehende und vor Abschluss des gegenwärtigen Vertrages mitgetheilte Verträge zugestanden sind, oder diesen anderen Staaten für dieselben Gegenstände in nicht höherem Maasse auch nach Ablauf dieser Verträge zugestanden werden sollten.

Art. 3. Die kontrahirenden Theile wollen vom 1. Januar 1854 an gegenseitige Verkehrs-Erleichterungen auf Grundlage des freien Eingangs roher Natur-Erzeugnisse und des gegen ermässigte Zollsätze zu gestattenden Eingangs gewerblicher Erzeugnisse ihrer Länder eintreten lassen.

Demgemäss sind sie schon jetzt übereingekommen, dass von den in der Anlage I. bezeichneten Waaren, bei deren unmittelbarem Uebergange aus dem freien Verkehr im Gebiete des einen in das Gebiet des andern Staates, keine, beziehungsweise keine höheren, als die in dieser Anlage bestimmten Eingangs-Abgaben erhoben werden sollen.

Sie werden ferner im Jahre 1854 Kommissarien zusammentreten lassen, um sich über weitere, dem obigen

Gesichtspunkte entsprechende Verkehrs-Erleichterungen zu einigen.

Art 4. Wenn während der Dauer des gegenwärtigen Vertrages in dem Gebiete des einen oder des anderen der kontrahirenden Staaten Erhöhungen der allgemeinen tarifmässigen Eingangszölle gegen den gegenwärtig gültigen Tarif eintreten sollten, so bleiben diese auf die in der Anlage I. vereinbarten Verkehrs-Erleichterungen ohne Einfluss.

Wenn aber einer der kontrahirenden Theile für eine von den in der Anlage I. genannten Waaren eine Ermässigung seines gegenwärtigen allgemeinen Zolltarifs, sei es allgemein oder für gewisse Grenzstrecken oder Zollämter, eintreten lassen will, so liegt ihm ob, dem andern Theile von dieser Ermässigung mindestens drei Monate vor deren Eintreten Nachricht zu geben, und es bleibt alsdann, vorbehaltlich anderweiter Verständigung, dem andern Theile freigestellt, diese Waare einem Zwischenzoll, beziehungsweise einer Erhöhung des Zwischenzolls, und zwar in dem einen wie in dem andern Falle zu einem der jenseitigen Zollermässigung entsprechenden Betrage, zu unterwerfen. Wer von dieser Befugniss Gebrauch macht, wird die Veränderung vier Wochen vor deren Eintreten veröffentlichen.

Art. 5. 1. Die kontrahirenden Theile werden bei dem unmittelbaren Uebergange von Waaren aus dem Gebiet des einen in das Gebiet des andern Staates Ausgangs-Abgaben von keinen anderen, als den in der Anlage II. verzeichneten Gegenständen und zu keinen höheren als den in ihren Zolltarifen gegenwärtig für diese Gegenstände festgesetzten Beträgen erheben lassen.

Auf Ausgangs-Abgaben, welche an Stelle der Durchgangszölle erhoben werden, findet die vorstehende Bestimmung keine Anwendung; hinsichtlich des Betrages dieser Ausgangs-Abgaben gilt die nachstehend unter 2. getroffene Verabredung über den Betrag der Durchgangszölle.

2. Die kontrahirenden Theile werden von den nach der Anlage I. im Zwischenverkehr zollfreien Waaren, welche aus dem Gebiete des andern Theiles, ohne Berührung zwischenliegenden Auslandes, durch ihr Gebiet nach dem Auslande durchgeführt werden, Durchgangs-Abgaben nicht erheben lassen.

Sie werden ferner von Waaren, welche aus dem Auslande durch ihr Gebiet nach dem Gebiete des andern Theiles oder umgekehrt, ohne Berührung zwischenliegenden Auslandes, durchgeführt werden, wenn diese Waaren nach ihren allgemeinen Zolltarifen weder bei der Einfuhr noch bei der Ausfuhr einer Abgabe unterliegen, keine Durchgangs-Abgaben, in allen andern Fällen dagegen keine anderen, als die gegenwärtig bestehenden Durchgangs-Abgaben, höchstens jedoch den Betrag von 3½ Silbergroschen oder 10 Kreuzern für den Zollzentner erheben lassen. Die weitere Ermässigung dieser Durchgangs-Abgabe im Allgemeinen oder für einzelne Grenzstrecken oder Strassenzüge bleibt jedem der kontrahirenden Theile unbenommen.

Die vorstehenden Verabredungen finden sowohl auf die nach erfolgter Umladung oder Lagerung, als auch auf die unmittelbar durchgeführten Waaren Anwendung.

Art. 6. Zur weiteren Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs wird beiderseits Befreiung von Eingangs-, Ausgangs- und Durchgangs-Abgaben zugestanden:

a) für Waaren (mit Ausnahme von Verzehrungs-Gegenständen), welche aus dem einen Staate auf Märkte oder Messen des andern gebracht oder auf ungewissen Verkauf ausser dem Mess- und Marktverkehr aus dem einen Staate nach dem andern versendet, daselbst aber nicht in den freien Verkehr gesetzt, sondern unter Kontrole der Zollbehörde in öffentlichen Niederlagen (Packhöfen, Hallämtern u. s. w.) gelagert und binnen einer im voraus zu bestimmenden Frist unverkauft zurückgeführt werden;

b) für Vieh, welches auf Märkte des andern Staates gebracht und unverkauft von dort zurückgeführt wird;

c) für Glocken zum Umgiessen, Wachs zum Bleichen, Seidenabfälle zum Hecheln (Kämmeln), unter Festhaltung der Gewichtsmenge;

d) für Gewebe und Garne zum Waschen, Bleichen, Walken, Appretiren, Bedrucken und Stricken, sowie für Gegenstände zum Lackiren, Poliren und Bemalen;

e) für sonstige zur Reparatur, Bearbeitung und Veredlung bestimmte, in den andern Staat gebrachte und nach Erreichung jenes Zweckes, unter Beobachtung der deshalb getroffenen besonderen Vorschriften, zurückgeführte Gegenstände, wenn die wesentliche Be-

schaffenheit und die Benennung derselben unverä bleibt;

und zwar in den Fällen unter a., b., d. und e., fern die Identität der aus und wiedereingeführten G stände ausser Zweifel ist.

Art. 7. Hinsichtlich der zollamtlichen Behanc von Waaren, die dem Begleitscheinverfahren unterli wird eine Verkehrs-Erleichterung dadurch gegen gewährt werden, dass beim unmittelbaren Ueberg solcher Waaren aus dem Gebiete des einen kontrah den Staates in das Gebiet des andern die Versch Abnahme, die Anlage eines anderweiten Verschlusses die Auspackung der Waaren unterbleibt, sofern den serhalb vereinbarten Erfordernissen genügt ist, und überhaupt die Abfertigung möglichst beschleunigt

Art. 8. Die kontrahirenden Theile werden sich einigen, ihre gegenüberliegenden Grenzzollämter, w die Verhältnisse gestatten, je an einen Ort zu verle so dass die Amtshandlungen bei dem Uebertritte Waaren aus einem Zollgebiete in das andere gleichz Statt finden können.

Art. 9. Innere Abgaben, welche in dem einen kontrahirenden Staaten, sei es für Rechnung des Sta oder für Rechnung von Kommunen und Korporatio auf der Hervorbringung, der Zubereitung oder Verbrauche eines Erzeugnisses ruhen, dürfen Erzeugr der kontrahirenden Staaten unter keinem Vorwande h oder in lästigerer Weise treffen, als die gleichnam Erzeugnisse des eigenen Landes.

Von allen Erzeugnissen, die nach der dem Artike angeschlossenen Anlage I. aus dem einen Staate in andern zu ermässigten Zollsätzen eingehen, und welchen zollordnungsmässig dargethan wird, dass als ausländisches Eingangsgut die zollamtliche Beha lung bei einer Erhebungsbehörde des letzteren bestan haben, oder derselben noch unterliegen, darf keine tere Abgabe irgend einer Art, sei es für Rechnung Staates oder für Rechnung von Kommunen und Ko rationen, erhoben werden, jedoch mit Vorbehalt derj gen inneren Steuern, welche in einem der kontrahi den Staaten auf die weitere Verarbeitung oder auf derweite Bereitungen aus solchen Erzeugnissen, o Unterschied des ausländischen oder inländischen sprungs, allgemein gelegt sind. Dagegen werden

zeugnisse, welche nach dieser Anlage aus dem einen in den andern Staat zollfrei eingehen, in Beziehung auf die innere Besteuerung als einheimische behandelt.

Art. 10. Die kontrahirenden Theile verpflichten sich, zur Verhütung und Bestrafung des Schleichhandels nach oder aus ihren resp. Gebieten durch angemessene Mittel mitzuwirken und zu diesem Zwecke die erforderlichen Strafgesetze zu erlassen, die Rechtshülfe zu gewähren, den Aufsichtsbeamten des andern Staates die Verfolgung der Kontravenienten in ihr Gebiet zu gestatten und denselben durch Steuer-, Zoll- und Polizeibeamte, sowie durch die Ortsvorstände alle erforderliche Auskunft und Beihülfe zu Theil werden zu lassen.

Das nach Maassgabe dieser allgemeinen Bestimmungen abgeschlossene Zollkartel enthält die Anlage III.

Für Grenzgewässer und für solche Grenzstrecken, wo die Gebiete der kontrahirenden Theile mit fremden Staaten zusammentreffen, werden Maassregeln zur gegenseitigen Unterstützung beim Ueberwachungsdienste verabredet werden.

Art. 11. Stapel- und Umschlagsrechte sind in den Staaten der kontrahirenden Theile unzulässig und es darf, vorbehaltlich schifffahrts- und gesundheitspolizeilicher, sowie der zur Sicherung der Abgaben erforderlichen Vorschriften, kein Waarenführer gezwungen werden, an einem bestimmten Orte anzuhalten, aus-, ein- oder umzuladen.

Art. 12. Die kontrahirenden Theile werden die Seeschiffe des anderen Theiles und deren Ladungen unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben, wie die eigenen Seeschiffe, zulassen.

Die Schifffahrt zwischen Seehäfen seines Gebiets kann jeder Staat seinen eigenen Schiffen vorbehalten. Begünstigungen jedoch, welche in Beziehung hierauf einer der kontrahirenden Staaten den Schiffen dritter Staaten durch Uebereinkunft gewährt, wird derselbe auch den Schiffen des andern Staates zu Theil werden lassen, wenn letzterer die Gegenseitigkeit zugestehet. Die successive Befrachtung oder Entlöschung in mehreren Seehäfen des einen Staates soll den Schiffen des andern Staates gestattet sein.

Die Staatsangehörigkeit der Schiffe jedes der kontrahirenden Staaten ist nach der Gesetzgebung ihrer Heimath zu beurtheilen.

Zur Nachweisung über die Ladungsfähigkeit der Schiffe des einen Staates sollen die nach der Gesetzgebung ihrer Heimath gültigen Messbriefe, vorbehaltlich der Reduktion der Schiffsmasse, bei Feststellung von Schifffahrts- und Hafen-Abgaben im andern Staate genügen.

Art. 13. Von Schiffen des einen der kontrahirenden Theile, welche in Unglücks- oder Nothfällen in die Seehäfen des andern einlaufen, sollen, wenn nicht der Aufenthalt unnöthig verlängert oder zum Handelsverkehr benutzt wird, Schifffahrts- oder Hafen-Abgaben nicht erhoben werden.

Von Havarie- und Strandgütern, welche in das Schiff eines der kontrahirenden Theile verladen waren, soll von dem andern, unter Vorbehalt der Durchgangs-Abgabe bei der Wiederausfuhr zu Lande und des etwaigen Bergelohns, eine Abgabe nur dann erhoben werden, wenn dieselben in den Verbrauch übergehen.

Art. 14. Zur Befahrung aller natürlichen und künstlichen Wasserstrassen in den Gebieten der kontrahirenden Theile sollen Schiffsführer und Fahrzeuge, welche einem derselben angehören, unter denselben Bedingungen und gegen dieselben Abgaben von Schiff oder Ladung zugelassen werden, wie Schiffsführer und Fahrzeuge des eigenen Staates.

Art. 15. Die Benutzung der Chausseen und sonstigen Strassen, Kanäle, Schleusen, Fähren, Brücken und Brückenöffnungen, der Häfen und Landungsplätze, der Bezeichnung und Beleuchtung des Fahrwassers, des Lootsenwesens, der Krahne und Waageanstalten, der Niederlagen, der Anstalten zur Rettung und Bergung von Schiffsgütern und dergleichen mehr, insoweit die Anlagen oder Anstalten für den öffentlichen Verkehr bestimmt sind, soll, gleichviel ob dieselben vom Staate oder von Privatberechtigten verwaltet werden, den Angehörigen des andern Staates unter gleichen Bedingungen und gegen gleiche Gebühren, wie den Angehörigen des eigenen Staates, gestattet werden.

Gebühren dürfen, vorbehaltlich der beim Seebeleuchtungs- und Seelootsenwesen zulässigen abweichenden Bestimmungen, nur bei wirklicher Benutzung solcher Anlagen oder Anstalten erhoben werden.

Dieselben dürfen die Unterhaltungskosten sammt den landesüblichen Zinsen des Anlagekapitals nicht übersteigen.

Weggelder für beladenes Fuhrwerk sollen auf Strassen, welche unmittelbar oder mittelbar zur Verbindung der kontrahirenden Staaten unter sich oder mit dem Auslande dienen, da, wo dieselben den Satz von einem Silbergroschen für ein Zugthier und eine geographische Meile erreichen oder übersteigen, höchstens zu den jetzt geltenden Beträgen und da, wo sie jenen Satz nicht erreichen, höchstens zu diesem letzteren erhoben werden. Weggelder für einen die Landesgrenze überschreitenden Verkehr dürfen auf den erwähnten Strassen nach Verhältniss der Streckenlängen nicht höher sein, als für den auf das eigene Staatsgebiet beschränkten Verkehr.

Für Eisenbahnen gelten nicht diese, sondern die in den Artikeln 16. und 17. enthaltenen Bestimmungen.

Art. 16. Auf Eisenbahnen sollen in Beziehung auf Zeit, Art und Preise der Beförderungen die Angehörigen des anderen Theiles und deren Güter nicht ungünstiger als die eigenen Angehörigen und deren Güter behandelt werden.

Für Durchfuhren nach oder aus dem Gebiete des andern Staates soll kein Staat höhere als diejenigen Eisenbahnfrachtsätze erheben lassen, welchen auf derselben Eisenbahn die in dem eigenen Gebiete auf- oder abgeladenen Güter verhältnissmässig unterliegen.

Art. 17. Die kontrahirenden Theile werden dahin wirken, dass die Waarenbeförderung auf den Eisenbahnen in ihren Gebieten durch Herstellung unmittelbarer Schienenverbindungen zwischen den an einem Orte zusammentreffenden Bahnen und durch Ueberführung der Transportmittel von einer Bahn auf die andere möglichst erleichtert werde.

Sie werden ferner, wo an ihren Grenzen unmittelbare Schienenverbindungen vorhanden sind und ein Uebergang der Transportmittel Statt findet, Waaren, welche in vorschriftsmässig verschliessbaren Wagen eingehen und in denselben Wagen nach einem Orte im Innern befördert werden, an welchem sich ein zur Abfertigung befugtes Zoll- oder Steueramt befindet, von der Deklaration, Abladung und Revision an der Grenze, sowie vom Kolloverschluss frei lassen, insofern jene Waaren durch Uebergabe der Ladungsverzeichnisse und Frachtbriefe zum Eingange angemeldet sind.

Waaren, welche in vorschriftsmässig verschliessbaren Eisenbahnwagen durch das Gebiet eines der kontrahi-

renden Theile aus oder nach dem Gebiete des andern ohne Umladung durchgeführt werden, sollen von der Deklaration, Abladung und Revision, sowie vom Kolloverschluss sowohl im Innern als an den Grenzen frei bleiben, insofern dieselben durch Uebergabe der Ladungsverzeichnisse und Frachtbriefe zum Durchgange angemeldet und von den betheiligten Eisenbahnverwaltungen die zur Ermittelung und Erhebung der gebührenden Durchgangs-Abgaben erforderlichen Einrichtungen getroffen sind.

Die Verwirklichung der vorstehenden Bestimmungen ist jedoch dadurch bedingt, dass die betheiligten Eisenbahnverwaltungen für das rechtzeitige Eintreffen der Wagen mit unverletztem Verschlusse am Abfertigungsamte im Innern oder am Ausgangsamte verpflichtet seien.

Art. 18. Die kontrahirenden Theile wollen gemeinschaftlich dahin wirken, dass durch Annahme gleichförmiger Grundsätze die Gewerbsamkeit befördert und der Befugniss der Unterthanen des einen Staates, in dem andern Arbeit und Erwerb zu suchen, möglichst freier Spielraum gegeben werde.

Von den Unterthanen des einen der kontrahirenden Theile, welche in dem Gebiete des andern Handel und Gewerbe treiben, oder Arbeit suchen, soll von dem Zeitpunkte ab, wo der gegenwärtige Vertrag in Kraft treten wird, keine Abgabe entrichtet werden, welcher nicht gleichmässig die in demselben Gewerbsverhältnisse stehenden eigenen Unterthanen unterworfen sind.

Desgleichen sollen Fabrikanten und Gewerbtreibende, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder Reisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen, wenn sie die Berechtigung zu diesem Gewerbebetriebe in dem Staate, in welchem sie ihren Wohnsitz haben, durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, oder im Dienste solcher inländischer Gewerbtreibenden oder Kaufleute stehen, in dem andern Staate keine weitere Abgabe hiefür zu entrichten verpflichtet sein.

Auch sollen beim Besuche der Märkte und Messen zur Ausübung des Handels und zum Absatze eigener Erzeugnisse oder Fabrikate in jedem der beiden Staaten die Unterthanen des andern ebenso wie die eigenen Unterthanen behandelt werden.

Die Unterthanen des einen der kontrahirenden Theile, welche das Frachtfuhrgewerbe, die See- oder Flussschifffahrt zwischen Plätzen verschiedener Staaten betreiben, sollen für diesen Gewerbebetrieb in dem Gebiete des anderen Theiles einer Gewerbesteuer nicht unterworfen werden.

Art. 19. Die kontrahirenden Staaten werden noch im Laufe des Jahres 1853 über eine allgemeine Münz-Konvention in Unterhandlung treten.

Schon jetzt haben sie sich dahin verständigt, dass keiner von ihnen die von ihm geprägten Münzen ausser Verkehr setzen oder den von ihm denselben beigelegten Werth verringern wird, ohne einen Zeitraum von mindestens vier Wochen zur Einlösung derselben zum bisherigen gesetzlichen Werthe festgesetzt und denselben wenigstens drei Monate vor dessen Ablaufe öffentlich bekannt gemacht und zur Kenntniss des anderen Theiles gebracht zu haben. Nur beim Uebergange zum Vierzehn-Thaler- oder Vier und zwanzig und ein halb Guldenfusse oder zum metrischen Münzsysteme bleibt es dem betreffenden Staate vorbehalten, das Werthverhältniss zu bestimmen, nach welchem er seine bisherigen Münzen einlösen, oder in seinem Gebiete in Umlauf lassen will.

Die kontrahirenden Theile werden ferner Verbrechen und Vergehen in Beziehung auf Münze oder Papiergeld des anderen Theiles mit gleichen Strafen, wie Verbrechen und Vergehen in Beziehung auf die eigenen Münzen oder das eigene Papiergeld belegen. Das unter ihnen abgeschlossene Münzkartel ist in der Anlage IV. enthalten.

Art. 20. Jeder der kontrahirenden Theile wird seine Konsuln im Auslande verpflichten, den Angehörigen des anderen Theiles, sofern letzterer an dem betreffenden Platze durch einen Konsul nicht vertreten ist, Schutz und Beistand in derselben Art und gegen nicht höhere Gebühren, wie den eigenen Angehörigen zu gewähren.

Art. 21. Die kontrahirenden Theile gestehen sich gegenseitig das Recht zu, an ihre Zollstellen Beamte zu dem Zwecke zu senden, um von der Geschäftsbehandlung derselben in Beziehung auf das Zollwesen und die

Grenzbewachung Kenntniss zu erlangen, wozu diesen Beamten alle Gelegenheit bereitwillig zu gewähren ist.

Ueber die Rechnungsführung und Statistik in beiden Zollgebieten wollen die kontrahirenden Staaten sich gegenseitig alle gewünschten Aufklärungen ertheilen.

Ueber die Ausführung dieser Vereinbarung wird nähere Verständigung Statt finden.

Art. 22. In denjenigen einzelnen Landestheilen der kontrahirenden Staaten, welche von deren Zollgebiete ausgeschlossen sind, finden, so lange deren Ausschluss dauert, die Verabredungen in den Artikeln 1. bis 9. des gegenwärtigen Vertrages keine Anwendung.

Art. 23. Noch im Laufe des Jahres 1853 sollen Kommissarien der kontrahirenden Staaten zusammentreten, um die in Gemässheit der vorstehenden Artikel erforderlichen Vereinbarungen und Vollzugsvorschriften festzustellen.

Art. 24. Die in den Anlagen dieses Vertrages enthaltenen Bestimmungen sind als integrirende Theile desselben anzusehen.

Art. 25. Die Dauer dieses Vertrages wird auf zwölf Jahre, also vom 1. Januar 1854 bis zum 31. Dezember 1865 festgestellt.

Es werden im Jahre 1860 Kommissarien der kontrahirenden Staaten zusammentreten, um über die Zolleinigung zwischen den beiden kontrahirenden Theilen und den ihrem Zollverbande alsdann angehörigen Staaten oder, falls eine solche Einigung noch nicht zu Stande gebracht werden könnte, über weitergehende, als die am 1. Januar 1854 eintretenden und durch die im Artikel 3. erwähnten kommissarischen Verhandlungen nachträglich festzustellenden Verkehrs-Erleichterungen und über möglichste Annäherung und Gleichstellung der beiderseitigen Zolltarife zu unterhandeln.

Art. 26. Der Beitritt zu diesem Vertrage bleibt denjenigen deutschen Staaten vorbehalten, welche am 1. Januar 1854 oder später zum Zollvereine mit Preussen gehören werden.

Nicht minder steht der Beitritt zu diesem Vertrage den jetzt oder in Zukunft mit Oesterreich zollverbündeten italienischen Staaten frei.

Art. 27. Gegenwärtiger Vertrag soll ratifizirt und es

sollen die Ratifikations-Urkunden im Laufe des künftigen Monats in Berlin ausgewechselt werden.

So geschehen Berlin, den Neunzehnten Februar Eintausend acht hundert und drei und funfzig.

(gez.) *Otto v. Manteuffel.* *Friedr. v. Pommer-Esche.*
(L. S.) (L. S.)
von Bruck.
(L. S.)

Separat-Artikel.

Bei dem heutigen Abschlusse des Handels- und Zollvertrages zwischen Sr. Majestät dem Könige von Preussen und Sr. Majestät dem Kaiser von Oesterreich sind von den ernannten Bevollmächtigten noch folgende besondere Artikel mit Vorbehalt der Ratifikation ihrer Höfe verabredet worden, welche, obwohl nicht zur unmittelbaren Veröffentlichung bestimmt, dieselbe Kraft und Gültigkeit haben sollen, als wenn sie Wort für Wort in den offenen Vertrag eingerückt worden wären.

Separat-Artikel 1.

(Zu Artikel 3.)

Die kontrahirenden Theile werden sich bei den im Artikel 3. vorgesehenen weiteren Verhandlungen auch darüber verständigen, inwiefern und unter welchen Maassgaben die für den unmittelbaren Uebergang über ihre gemeinschaftliche Grenze jetzt verabredeten Zollbefreiungen und Zollermässigungen auch auf den Verkehr zur See und auf den durch zwischenliegendes Gebiet dritter Staaten Statt findenden Verkehr zu Lande auszudehnen seien.

Separat-Artikel 2.

(Zu Artikel 3 und 5.)

1. Im Falle Oesterreich einen neuen Münzfuss einführt, nach welchem der Werth des Gulden und Kreuzers geringer ist, als nach dem 20 Guldenfusse, jedoch nicht geringer als nach dem 21 Guldenfusse, so sind die österreichischen Zollsätze nicht umzurechnen, sondern unverändert in dieser neuen Münzwährung beizubehalten.

2. Oesterreich wird die Einrichtung der Zollämter, die Regulative für die zollamtliche Behandlung und die

Organisation der Grenzbewachung mit den entsprechenden Einrichtungen Preussens, zur Beförderung des gegenseitigen Verkehrs und zum befriedigenden Schutze der Zollgefälle, noch vor dem Eintritte der Wirksamkeit des gegenwärtigen Vertrages in die thunlichste Uebereinstimmung bringen.

Separat-Artikel 3.

(Zu Artikel 5.)

Sollte einer der kontrahirenden Theile in Fällen von Theuerung die Ausfuhr von Getreide, Hülsenfrüchten und Mühlenfabrikaten nach einem dritten, an das Gebiet des anderen kontrahirenden Theiles angrenzenden Staate vorübergehend mit im Tarif nicht vorgesehenen Zöllen belegen, so bleibt es ihm vorbehalten, Zölle bis zu gleichem Betrage und für den gleichen Zeitraum auch von der Ausfuhr nach dem Gebiete des anderen kontrahirenden Theiles zu erheben, sofern sich letzterer nicht mit ihm über gemeinsame Maassregeln hinsichtlich der Ausfuhr nach jenem dritten Staate geeinigt hat.

Separat-Artikel 4.

(Zu Artikel 6.)

Bei der vorbehaltenen gemeinschaftlichen Feststellung der Bedingungen und Förmlichkeiten, unter welchen die im Artikel 6. unter a. bis e. gedachten Verkehrs-Erleichterungen eintreten, sollen die nachstehenden Gesichtspunkte leitend sein:

1. Die Gegenstände, für welche eine Zollbefreiung in Anspruch genommen wird, müssen bei Zollstellen nach Gattung und Menge angemeldet und zur Revision gestellt werden.

2. Die Abfertigung der ausgeführten und wieder eingeführten, beziehungsweise eingeführten und wieder ausgeführten Gegenstände muss bei denselben Zollstellen erfolgen, mögen diese an der Grenze oder im Innern sich befinden.

3. Es kann die Wiederausfuhr und Wiedereinfuhr an die Beobachtung angemessener Fristen geknüpft und die Erhebung der gesetzlichen Abgaben dann verfügt werden, wenn die Fristen unbeachtet bleiben.

4. Es ist gestattet, eine Sicherung der Abgaben durch Hinterlegung des Betrages derselben oder in anderer entsprechender Weise zu verlangen.

5. Gewichts-Differenzen, welche durch Reparaturen, durch die Bearbeitung oder Veredlung der Gegenstände entstehen, sollen in billiger Weise berücksichtigt werden und geringere Differenzen eine Abgabenentrichtung nicht zur Folge haben. Auch ist man

6. darin einverstanden, dass eine möglichst erleichterte Zollabfertigung den Zwecken und Absichten, nach welchen die bezeichneten Verkehrs-Erleichterungen verabredet worden sind, in aller Hinsicht entsprechen werde.

Separat-Artikel 5.

(Zu Artikel 7.)

Die im Artikel 7. bezeichnete Erleichterung ist durch nachstehende Umstände bedingt:

1. Die Waaren müssen beim Eingangsamte zur Weitersendung mit einem Begleitschein Nr. I. (nicht zur schliesslichen Abfertigung) angemeldet werden und von einer amtlichen Bezettelung begleitet sein, welche ergiebt, dass und wie sie am Versendungsorte unter amtlichen Verschluss gesetzt worden sind.

2. Dieser Verschluss muss bei der Prüfung als unverletzt und sichernd befunden werden.

3. Die Deklaration muss vorschriftsmässig und dergestalt erfolgen, dass wegen mangelhafter Anmeldung die spezielle Revision nicht erforderlich wird, und es darf zum Verdacht eines beabsichtigten Unterschleifes überhaupt keine Veranlassung vorliegen.

Lässt sich ohne Abladung der Waaren die vollständige Ueberzeugung gewinnen, dass der in dem anderen Staate angelegte Verschluss unverletzt und sichernd sei, so kann auch die Abladung und Verwiegung der Waaren unterbleiben.

Separat-Artikel 6.

(Zu Artikel 12.)

Der Artikel 12. bezieht sich nicht auf Kriegsschiffe.

Separat-Artikel 7.

(Zu Artikel 14.)

Unter den Abgaben, rücksichtlich derer nach Artikel 14. die Fahrzeuge des anderen Theiles den eigenen gleichgestellt werden sollen, sind auch die Flusszölle verstanden.

Abgesehen hiervon werden die auf den Artikeln 108. bis 116. der Wiener Kongressakte beruhenden Rechtsverhältnisse hinsichtlich der Flusszölle durch diesen Vertrag nicht berührt.

Separat-Artikel 8.

(Zu Artikel 17.)

1. Die im Artikel 17. enthaltenen Bestimmungen erstrecken sich auch auf den Fall, wo eine Umladung durch Verschiedenheit der Bahngeleise nöthig wird.

Obgleich dieselben auf sonstige Umladungen von Eisenbahn-Transporten nicht ausgedehnt werden konnten, so wird doch anerkannt, dass, wo durch sehr grosse Entfernung der Auf- und Abladungsorte eine Umladung nöthig wird, die Ausdehnung jener Begünstigungen auf Fälle, wo eine gehörig beaufsichtigte Umladung Statt findet, nicht auszuschliessen sei.

2. Postsendungen, welche auf Eisenbahnen durch das Gebiet eines der kontrahirenden Theile aus oder nach dem Gebiete des andern durchgeführt werden, sollen, wenn ihre Beförderung in gehörig verschliessbaren Behältnissen erfolgt, und die Zahl, der Inhalt und das Rohgewicht der Poststücke aus den der Zollbehörde zugänglichen Postpapieren ersichtlich sind, von der Deklaration und Revision sowohl im Innern als an der Grenze, sowie von dem zollamtlichen Verschluss der einzelnen Poststücke auch in dem Falle frei bleiben, wenn sie zum Zwecke des Ueberganges von einer Eisenbahn auf eine andere umgeladen werden.

Separat-Artikel 9.

(Zu Artikel 18.)

Die kontrahirenden Theile werden im Jahre 1854 wegen übereinstimmender Maassregeln in Betreff ausschliessender, beide Staatsgebiete umfassender Benutzungsrechte auf Erfindungen, Entdeckungen und Verbesserungen, Muster und Fabrikzeichen (Marken) und hinsichtlich der gegenseitigen Zulassung von Versicherungs- und anderen Handels- und Verkehrs-Gesellschaften in Unterhandlung treten.

Separat-Artikel 10.

(Zu Artikel 19.)

Zu Absatz 1. Die Unterhandlung über eine allgemeine Münz-Konvention wird sich auch auf gemeinsame

Bestimmungen über den Feingehalt von goldenen und silbernen Geräthschaften erstrecken.

Zu Absatz 2. Diese Vereinbarung findet auch auf Papiergeld Anwendung, welches in einem der kontrahirenden Staaten gesetzlich zum Umlauf zugelassen ist.

Separat-Artikel 11.

(Zu Artikel 20.)

Jeder der kontrahirenden Theile, dessen Angehörigen der Konsul des anderen Theiles nach Maassgabe des Artikels 20. Schutz und Beistand gewährt hat, ist verpflichtet, die dadurch erwachsenen Auslagen und Kosten nach denselben Grundsätzen zu erstatten, wie dies von dem Staate, welcher den Konsul bestellt hat, rücksichtlich seiner eigenen Angehörigen geschehen würde.

Unter Konsuln sind alle mit Konsulargeschäften Beauftragte verstanden.

Separat-Artikel 12.

(Zu Artikel 22.)

In den Zollausschüssen finden die Verabredungen in den vorstehenden Separat-Artikeln 1. bis 5. keine Anwendung.

So geschehen Berlin, den Neunzehnten Februar Eintausend acht hundert und drei und funfzig.

(gez.) *Otto v. Manteuffel.* *Friedr. v. Pommer-Esche.*
(L. S.) (L. S.)
v. Bruck.
(L. S.)

Schluss-Protokoll.

Verhandelt Berlin, den 19. Februar 1853.

Die Unterzeichneten vereinigten sich heute, um den zwischen Sr. Majestät dem Könige von Preussen und Sr. Majestät dem Kaiser von Oesterreich vereinbarten Handels- und Zollvertrag, nach nochmaliger Durchlesung, zu unterzeichnen, bei welcher Gelegenheit noch folgende Bemerkungen, Erklärungen und Verabredungen in das gegenwärtige Protokoll niedergelegt wurden.

1. Zu Artikel 2. des offenen Vertrages.

Als Verträge, durch welche von den kontrahirenden Theilen dritten Staaten besondere Begünstigungen eingeräumt sind, wurden bezeichnet:

1. Königlich Preussischer Seits:

der Handels- und Schifffahrtsvertrag zwischen dem Zollvereine und Belgien vom 1. September 1844 nebst der dazu gehörigen Additional-Konvention vom 18. Februar 1852;

der Handels- und Schifffahrtsvertrag zwischen dem Zollvereine und den Niederlanden vom 31. Dezember 1851.

2. Kaiserlich Oesterreichischer Seits:

die Konventionen mit dem Kanton Tessin vom 3. Oktober 1806, 7. Juni 1818 und 18. September 1818;

die Konvention mit dem Kanton Graubündten vom 1. August 1818;

der Handels- und Schifffahrtsvertrag mit dem Königreiche beider Sizilien vom 4. Juli 1846;

der Handels- und Schifffahrtsvertrag mit Sardinien vom 18. Oktober 1851 und die damit zusammenhängende Konvention zur Unterdrückung des Schleichhandels, vom 22. November 1851.

Man theilte sich gegenseitig beglaubigte Exemplare dieser Verträge mit.

2. Zu Artikel 3. des offenen Vertrages.

Sollten mit Rücksicht auf den allgemeinen Zolltarif des einen oder des anderen der kontrahirenden Theile nach dessen Ermessen nachträgliche Modifikationen hinsichtlich einzelner Bestimmungen der Anlage I. zum Vertrage wünschenswerth erscheinen, so werden die auf Grund des Artikels 23. im Jahre 1853 zusammentretenden Kommissarien die Herbeiführung einer Verständigung über dergleichen Modifikationen sich mit zur Aufgabe machen.

Für Waaren, deren begünstigte Behandlung im Zwischenverkehr in Gemässheit der Anlage I. des Vertrages an einen Ursprungsnachweis, dessen Form vereinbart werden wird, geknüpft ist, kann der Eintritt dieser Begünstigung von dem Eingange über bestimmte, mit der Befugniss zur Abfertigung solcher Waaren ausdrücklich versehene Zollämter abhängig gemacht werden. Ueber die in Oesterreich zu dergleichen Abfertigungen zu ermächtigenden Zollämter wird man sich bei den im Ar-

des Verkehrs es erfordert, auch die Neben-Zollämter erster Klasse (Kommerzial-Zollämter) mit dieser Ermächtigung zu versehen seien. Von Seiten Preussens wird vorkommenden Falls nach denselben Grundsätzen verfahren werden.

Der über die gegenseitige Eingangszollfreiheit von Getreide, Hülsenfrüchten, Mehl und anderen Mühlenfabrikaten unter A. Nr. 8. und Nr. 18. der Anlage I., getroffenen Vereinbarung ungeachtet, bleibt es der Königlich Preussischen Regierung vorbehalten, von dem über die Grenzstrecke von Mislowitz bis Neustadt eingehenden Getreide- und Hülsenfrüchten einen Zwischenzoll von 1½ Sgr. vom Preussischen Scheffel erheben zu lassen und den zollfreien Eingang von Mehl, geschroteten oder geschälten Körnern, Graupen, Gries und Grütze allgemein auf Transporte von nicht mehr als drei Zollzentnern zu beschränken, sofern sie durch weitere Erfahrungen die Ueberzeugung gewinnen sollte, dass die unbeschränkte Zollfreiheit dieser Gegenstände dazu benutzt würde, um dergleichen nach Preussen bestimmte Produkte dritter Länder in Oesterreich zu den daselbst bestehenden geringeren Eingangszollsätzen zu verzollen und demnächst aus dem freien Verkehre Oesterreichs nach Preussen zollfrei einzuführen. Sie wird indessen von diesem Vorbehalte erst dann Gebrauch machen, wenn sie zuvor die Kaiserlich Oesterreichische Regierung davon benachrichtigt und derselben dadurch Gelegenheit gegeben hat, die Geltendmachung jenes Vorbehalts durch andere zum Schutze ihrer Interessen ausreichende Maassregeln entbehrlich zu machen.

3. Zu Artikel 3. des offenen Vertrages.

Man ist darüber einverstanden, dass die im letzten Alinea des Artikels 3. vorgesehenen weiteren Verhandlungen vorzugsweise darauf zu richten sein werden, den gegenseitigen Verkehr durch fernere Zollbefreiungen und durch Vereinbarung mässigerer, die Einfuhr in jedes der beiden Länder wo möglich mit einem gleichen Satze treffender Zölle, insbesondere für diejenigen Gegenstände zu erleichtern, welche in der Anlage I. noch nicht berücksichtigt worden sind. Von beiden Seiten sagt man sich im voraus die volle Bereitwilligkeit zu, einander in dieser Richtung soweit als irgend thunlich entgegenzukommen.

Königlich Preussischer Seits wurde hierbei bemerkt, dass man, wie dem Kaiserlich Oesterreichischen Bevollmächtigten bekannt sei, während des ganzen Laufes der Verhandlungen einen besonderen Werth darauf gelegt habe, dass für rohes leinenes Maschinengarn und für das mit Ursprungszeugnissen eingehende Roheisen die gegenseitige Zollfreiheit und für halbseidene Sammete und Plüsche die Subsumtion unter die halbseidenen Waaren (Anlage I. B. Nr. 30. d. 2) für den Zwischenverkehr vereinbart werde. Man habe von weiterer Verfolgung der hierauf bezüglichen Anträge für jetzt nur in Folge der bestimmten, Kaiserlich Oesterreichischer Seits abgegebenen Erklärung, dass dem Kaiserlichen Gouvernement das Eingehen auf diese Anträge zur Zeit unmöglich sei, und in der Absicht Abstand genommen, den beiderseits gewünschten Abschluss der Verhandlungen nicht länger zu verzögern; man müsse sich aber vorbehalten, auf diese Punkte, bei den im Artikel 3. vorgesehenen Verhandlungen vorzugsweise zurückzukommen.

4. Zu Artikel 4. des offenen Vertrages.

Der für den Fall von Erhöhungen der allgemeinen Tarifsätze im ersten Alinea niedergelegte Grundsatz bedarf keiner weiteren Erläuterung; was dagegen die für den Fall von Ermässigungen jener Sätze, einschliesslich der Zollbefreiungen, im zweiten Alinea vorbehaltene Erhöhung des Zwischenzolles, beziehungsweise Erhebung eines Zwischenzolles betrifft, so erschien es erforderlich, Folgendes im gemeinsamen Einverständniss zu bemerken und festzustellen.

Nach Inhalt des Artikels 3. des offenen Vertrages und der zu demselben gehörenden Anlage ist für die, aus dem einen in den andern Staat übergehenden Waaren der Anspruch auf die in jener Anlage vereinbarten Begünstigungen in der Regel nicht durch den Nachweis des Ursprunges in dem Staate bedingt, aus dessen Gebiete die Ausfuhr erfolgt, sondern nur davon abhängig, dass die Waaren sich im freien Verkehr des letzteren Staates befinden, und es ist deshalb nicht ausgeschlossen, dass Erzeugnisse dritter Länder, welche in dem einen

ist bei der Vereinbarung über den Inhalt der Anlage I. davon auszugehen gewesen, die gegenseitigen Begünstigungen in ein solches Verhältniss zu den allgemeinen Tarifsätzen der kontrahirenden Theile zu bringen, dass es für den Handel keinen Vortheil gewähren kann, Erzeugnisse dritter Länder, welche für den Verbrauch eines der kontrahirenden Staaten bestimmt sind, in dem anderen Staate zu dem Zwecke zu verzollen, um sie alsdann von da zollfrei oder zu dem begünstigten Zwischenzolle in den Staat der Bestimmung einzuführen. Da nun dieses Verhältniss durch Aufhebung oder Ermässigung der gegenwärtig geltenden Tarifsätze, welche der eine Theil in der Folge für angemessen finden möchte, zum Nachtheil der finanziellen und volkswirthschaftlichen Interessen des anderen Theiles verändert werden kann, so hat im zweiten Alinea des Artikels 3. Vorsorge dafür getroffen werden müssen, dass jeder Theil befugt sei, sich vor einem solchen, aus der einseitigen Handlung des anderen Theiles ihn bedrohenden Nachtheil, sei es durch Erhöhung des bestehenden, sei es durch Erhebung eines neuen Zwischenzolles, zu schützen.

Im Interesse der Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs will man jedoch diese Befugniss nicht weiter ausgedehnt wissen, als dies zur Sicherung wesentlicher Interessen erforderlich ist und ist deshalb, was die Ausübung derselben betrifft, über Folgendes übereingekommen:

1. In Ansehung sowohl derjenigen Waaren, deren begünstigte Behandlung im Zwischenverkehr ausnahmsweise von dem Nachweis des Ursprungs in einem der kontrahirenden Staaten abhängig gemacht ist, als auch derjenigen Waaren, welche nach der Anlage I. im Zwischenverkehr zollfrei sind, mit Ausnahme von Getreide, Hülsenfrüchten, Anis und Kümmel, und den unter A. Nr. 17., 18., 19. und 23. genannten Gegenständen, wird keiner der kontrahirenden Theile eine Veränderung in der jetzt vereinbarten Behandlung der im Zwischenverkehr übergehenden Waaren eintreten lassen, auch wenn der andere Theil seine allgemeinen Zollsätze für diese Waaren aufheben oder ermässigen sollte.

2. Wenn von dem einen Theile für eine unter Nr. 1. nicht begriffene, im Zwischenverkehr begünstigte Waare, sei es allgemein oder für gewisse Grenzstrecken oder Zollämter,

a) der allgemeine Tarifsatz **aufgehoben** wird, so

kann der andere Theil von dieser Waare, den in seinem jeweiligen (zur Zeit der Veränderung bestehenden) allgemeinen Zolltarife festgesetzten Zollsatz, jedoch nicht über dessen jetzt bestehenden Betrag hinaus, als Zwischenzoll erheben;

b) der allgemeine Tarifsatz ermässigt wird, so kann der andere Theil von dieser Waare die Differenz zwischen dem in seinem jeweiligen oder in seinem gegenwärtigen Zolltarif festgesetzten Zollsatz — je nachdem der erstere oder der letztere niedriger ist — und dem jenseitigen ermässigten Zollsatz als Zwischenzoll erheben.

Ist in Folge einer von dem anderen Theile demnächst auch seinerseits vorgenommenen Tarifermässigung eine solche Differenz nicht mehr vorhanden, beziehungsweise auf das Maas des in der Anlage I. festgesetzten Zwischenzolls zurückgeführt, so tritt die Behandlung der Waare nach Maassgabe der in der gedachten Anlage getroffenen Vereinbarung wieder ein.

Kaiserlich Oesterreichischer Seits wurde hierbei bemerkt, dass für verschiedene in der Anlage I. genannte Waaren die gegenwärtig bestehenden Sätze des Oesterreichischen Zolltarifs ermässigt werden müssten, damit nicht dergleichen aus dritten Ländern nach Oesterreich bestimmte Waaren in Preussen zu den daselbst bestehenden geringeren Zollsätzen verzollt und sodann aus dem freien Verkehre Preussens zollfrei oder gegen Entrichtung des Zwischenzolls nach Oesterreich übergeführt würden. Da die vorbezeichneten, noch im Jahre 1853 einzuführenden Tarifänderungen durch die vereinbarten gegenseitigen Zollbefreiungen und Zollermässigungen bedingt seien und in keinem Falle zur Festsetzung geringerer, als der im Preussischen Zolltarife enthaltenen Zollsätze führen würden, so werde es einerseits der im Artikel 4. verabredeten vorgängigen Benachrichtigung von jenen Tarifänderungen nicht bedürfen, andererseits werde für die Königlich Preussische Regierung keine Veranlassung vorhanden sein, den Zwischenzoll für die von den gedachten Aenderungen betroffenen Waaren zu erhöhen. Oesterreich werde jedoch, sobald es die Umstände gestatteten, von den erwähnten Aenderungen Mittheilung an Preussen machen.

Königlich Preussischer Seits war man mit dieser Bemerkung einverstanden.

5. Zu Artikel 5. des offenen Vertrages.

Königlich Preussischer Seits wurde zu Artikel 5. unter 1. erläuternd bemerkt, dass in dem Zollvereinstarif für verschiedene ausländische Erzeugnisse, z. B. die in der zweiten Abtheilung des Tarifs unter Pos. 2. a., Pos. 5. e. 2. und 3., Pos. 5. f. 1. genannten Artikel, von welchen im Interesse des inländischen Verbrauchs dieser Erzeugnisse eine Eingangs-Abgabe nicht erhoben wird, Ausgangs-Zölle zu dem Zwecke festgesetzt sind, um von der Durchfuhr der gedachten Erzeugnisse eine, nur in dieser Form sicherzustellende Abgabe zu erheben. Unter den hiernach mit einer, die Stelle des Durchgangszolls vertretenden Ausgangs-Abgabe belegten Gegenständen befänden sich einige, welche, wie z. B. Waid und Wau, auch innerhalb des Zollvereins, wenngleich in geringer Menge, erzeugt würden, und es sei die Möglichkeit vorhanden, dass auch bei künftigen Revisionen des Zollvereinstarifs die Festsetzung einer, die Stelle des Durchgangszolls vertretenden Ausgangs-Abgabe für Gegenstände beliebt werden möchte, welche zwar wie die eben genannten, überwiegend ausländischen Ursprungs sind, jedoch zugleich auch in geringer Menge innerhalb des Zollvereins erzeugt werden. Man habe geglaubt, dieses, jedenfalls nur sehr selten vorkommende Verhältniss erwähnen und vorbehalten zu müssen, um einer möglichen missverständlichen Auffassung vorzubeugen.

Königlich Preussischer Seits wurde ferner erklärt, dass der Betrag von $3\frac{1}{2}$ Sgr. oder 10 Kreuzern für den Zollzentner auch für die unter Berührung des Steuervereinsgebietes nach oder von Oesterreich transitirenden Waaren als der nicht zu überschreitende Betrag der Durchgangs-Abgabe anzusehen sei.

Kaiserlich Oesterreichischer Seits wurde bei dieser Veranlassung daran erinnert, dass man die gänzliche Aufhebung aller, die Stelle der Durchgangs-Abgaben vertretenden Ausgangszölle bei den Verhandlungen dringend beantragt, und auf weitere Verfolgung dieses Antrags nur mit Rücksicht auf die von Seiten der Königlich Preussischen Regierung bestimmt erfolgte Ablehnung desselben, sowie auf die Dringlichkeit des Abschlusses der Verhandlungen, für jetzt verzichtet habe. Es müsse desshalb vorbehalten werden, auf diesen Antrag bei den im Artikel 3. des offenen Vertrages vorgesehenen Verhandlungen vorzugsweise zurückzukommen. Ein glei-

cher Vorbehalt werde auch hinsichts der Ermässigung des Zolles für den gegenseitigen Verkehr mit Wein niedergelegt.

6. Zu Artikel 3. und 5. des offenen Vertrages.

Sollte in einem der kontrahirenden Staaten das Papiergeld gegen die Silberwährung, auf die es lautet, im Kurse verlieren, so ist der betreffende Staat verbunden, solches Papiergeld bei den Zollhebestellen entweder von der Annahme auszuschliessen, oder für dessen Annahme Bestimmungen zu treffen, wodurch eine Ungleichheit der Zollzahlung in Papier gegen die Zollzahlung in Silber vermieden wird.

Oesterreich wird in diesem Falle den Werth, in welchem das bei ihm kursirende Papiergeld bei seinen Zollhebestellen angenommen werden soll, in jedem Monat für den nächstfolgenden Monat nach dem durchschnittlichen Stande des Wiener Wechselkurses auf Augsburg in dem nächstvorangegangenen Monat bestimmen.

7. Zu Separat-Artikel 4.

Kaiserlich Oesterreichischer Seits wurde zugesagt, die nach Maassgabe der Verabredung im Separat-Artikel 4. zu erlassenden Regulative und sonstigen gesetzlichen oder administrativen Vorschriften der Königlich Preussischen Regierung sofort nach dem Erlasse mitzutheilen.

8. Zu Artikel 6. des offenen Vertrages.

Bei der im Separat-Artikel 5. vorbehaltenen Feststellung der Bedingungen und Förmlichkeiten für die im Artikel 6. des offenen Vertrages verabredeten Erleichterungen des Grenzverkehrs sollen die, in der protokollarischen Uebereinkunft vom 21. Oktober 1847, wegen Gewährung gegenseitiger Erleichterungen des Grenzverkehrs getroffenen Verabredungen aufrecht erhalten und möglichst erweitert werden. Dasselbe gilt in Betreff der auf den Verkehr mit Leinengarn bezüglichen Bestimmungen der protokollarischen Uebereinkunft vom 20. Oktober 1847, wegen zollamtlicher Behandlung des Verkehrs mit Leinengarn und Leinwand an den gemeinschaftlichen Landesgrenzen. Die wegen zollfreier Einfuhr roher Leinwand aus Oesterreich nach Preussen über die Grenzlinie von Leobschütz bis einschliesslich Seidenberg in dieser Uebereinkunft getroffene Verabredung bleibt bis zu weiterer Verständigung während der Dauer

des Vertrages vom heutigen Tage in Kraft; das auf derselben Grenzstrecke eingehende rohe leinene Handgarn wird ohne Kontrole der Verwendung gegenseitig zollfrei zugelassen werden.

9. Zu Artikel 12. des offenen Vertrages.

Die verabredete Gleichstellung der Seeschiffe und deren Ladungen in den beiderseitigen Seehäfen erstreckt sich nicht:

1. auf Prämien, welche für neuerbaute Seeschiffe ertheilt werden oder ertheilt werden möchten, sofern dieselben nicht in der Befreiung von Hafen- oder Zollgebühren oder in der Ermässigung solcher Gebühren bestehen;

2. auf die Privilegien für s. g. Yachtklubs, welche dritten Staaten angehören;

3. auf die Privilegien, welche in Oesterreich vertragsmässig den türkischen Unterthanen vor den eigenen zustehen, und durch Vertrag den zum K. K. Seepostdienst verwendeten Schiffen des österreichischen Lloyd eingeräumt sind.

10. Zu Artikel 17. des offenen Vertrages und Separat-Artikel 8. Nr. 2.

Man ist darüber einverstanden, dass durch die im dritten Alinea des Artikels 17. des offenen Vertrages und in Nr. 2. des Separat-Artikels 8. zu demselben unter den daselbst angegebenen Voraussetzungen vereinbarte Befreiung der auf Eisenbahnen transitirenden Güter und Postsendungen von der zollamtlichen Revision, die Ausführung einer solchen Revision nicht ausgeschlossen sein soll, wenn Anzeigen oder begründete Vermuthungen einer beabsichtigten Zollübertretung vorliegen.

Die Angabe des Inhalts der Poststücke, welche nach dem Separat-Artikel 8. Nr. 2. in den der Zollbehörde zugänglichen Postpapieren erfolgen soll, darf hinsichtlich der mit der Ueberlandpost beförderten Gegenstände unterbleiben.

11. Zu Artikel 18. des offenen Vertrages.

In Beziehung auf die Ausführung der im zweiten, dritten und vierten Alinea des Artikels 18. getroffenen Vereinbarung hat man sich über Folgendes verständigt:

1. Der im zweiten Alinea des Artikels ausgesprochene

Grundsatz der völlig gleichen Besteuerung der Unterthanen des andern Staates, welche Gewerbe oder Handel treiben, mit den eigenen Unterthanen soll auch in Ansehung der Zunft- oder sonstigen Lokalstatuten, wo solche noch bestehen, zur Anwendung kommen. Seine Verwirklichung im einzelnen Falle setzt jedoch die Erfüllung derjenigen Vorbedingungen für die Berechtigung zum Gewerbebetriebe voraus, welche die Gesetze eines jeden der kontrahirenden Theile vorschreiben.

2. Es wurde für zweckmässig anerkannt, dass sowohl die Legitimationen, welche die im dritten Alinea des Artikels genannten Fabrikanten und Handlungsreisenden über ihre Berechtigung zum Aufsuchen von Waarenbestellungen und zum Aufkauf von Waaren von der Behörde ihrer Heimath zum Zwecke ihrer abgabenfreien Zulassung im andern Staate beizubringen haben, als auch die Legitimationen, welche ihnen von den Behörden des letzteren Staates zum Zwecke des abgabenfreien Betriebs ihres Gewerbes in diesem Staate auszustellen sind, nach gleichförmigen Formularen zu ertheilen seien, und man einigte sich deshalb über die unter litt. A., B. und C. beigefügten Formulare, von welchen die beiden ersteren für Fabrikanten und Handlungsreisende von dem Staate ihrer Heimath, das letztere aber von demjenigen Staate ausgestellt wird, welcher dem Fabrikanten oder Handlungsreisenden den Gewerbsverkehr innerhalb seines Gebietes bewilligt.

Man vereinigte sich in Ansehung der Ausstellung dieser Legitimationsscheine noch ferner dahin, dass dieselben nicht bloss von den höheren Polizeibehörden, sondern von den Polizeiämtern — in Preussen den Landräthen und Magisträten grösserer Städte, in Oesterreich den Bezirksämtern und den unmittelbar den Statthaltereien oder Kreisämtern unterstehenden Stadtmagisträten, — zu ertheilen seien.

3. Was den Mess- und Marktverkehr anlangt, so sind, nach dem vierten Alinea des Artikels, die gegenseitigen Unterthanen sowohl hinsichtlich des Rechts zum Beziehen der Messen und Märkte, als auch hinsichtlich der von dem Mess- und Marktverkehr zu entrichtenden Abgaben den eigenen Unterthanen völlig gleichgestellt. Ueber die Form der Legitimation, welche von den Unterthanen des andern Staates, die dieser Begünstigung theilhaftig werden wollen, beizubringen ist, hat man sich

nach Inhalt der Anlage D. verständigt. Zur Ausstellung dieser Legitimation sollen die oben unter 2. genannten Behörden ebenfalls befugt sein.

12. Zu Artikel 3. und 19. des offenen Vertrages.

Man ist darüber einverstanden, dass die in den Artikeln 3. und 19. vorgesehenen Verhandlungen in Wien Statt finden sollen.

13. Zu Artikel 23. des offenen Vertrages und Separat-Artikel 9.

Man ist darüber einverstanden, dass die im Artikel 23. und Separat-Artikel 9. gedachten Verhandlungen in Berlin erfolgen sollen.

14. Zu Artikel 26. des offenen Vertrages.

Man ist übereingekommen, dass die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages auf diejenigen Staaten und Gebietstheile, welche dem Zoll- und Steuersysteme der kontrahirenden Theile angeschlossen sind, so lange, als dieser Anschluss dauert, ohne Weiteres Anwendung finden sollen.

Die Bevollmächtigten sind übereingekommen, dass das gegenwärtige Protokoll, zugleich mit dem Vertrage, den hohen kontrahirenden Theilen vorgelegt werden soll und dass, im Falle der Ratifikation des letztern, auch die im ersteren enthaltenen Erklärungen und Verabredungen, ohne weitere förmliche Ratifikation derselben, als genehmigt angesehen werden sollen.

Es wurden hierauf der Vertrag und die zu demselben gehörenden Separat-Artikel in je zwei Exemplaren unterzeichnet und untersiegelt und das eine Exemplar Königlich Preussischer Seits, das andere Kaiserlich Oesterreichischer Seits in Empfang genommen.

Geschehen wie oben.

(gez.) *Otto von Manteuffel.*
Friedrich von Pommer-Esche.
von Bruck.

Anlage I.

Verzeichniss derjenigen Gegenstände, welche im schenverkehr zwischen Preussen und Oesterreich ein zollfrei oder zu einem ermässigten Zwischenzollsat zulassen sind.

A. Zollfreie Gegenstände.

1. Abfälle.

Hierunter sind verstanden: Abfälle und Abschnitze von oder gegerbten Häuten und Fellen; Blut, flüssiges und trocknetes; Dünger, thierischer; Flechsen; Hörner, einschli Gemshörner und Hirschgeweihe, Hornspitzen, Hornscheib Hornspäne; Klauen und Füsse oder Beine; Knochen, Kno mehl (Spodium), Knochenschaum (Zuckererde); Leimleder fälle von der Wachsbereitung (Bienenerde, Bienenkeule, nenrab); Flockwolle (Abfall beim Spinnen), Tuch- oder trümmer (Abfall beim Weben), Scheerwolle (Abfall beim scheeren), Zupfwolle oder Schuddywolle.

Asche von Holz, ausgelaugte; Asche von Torf, Steink und Braunkohlen; Kalkäscher oder Aschenerde; Lohkuchen ausgelaugte Lohe; Oelkuchen und Oel-Kuchenmehl; Stre Stroh, Häckerling (Häcksel), Spreu (Kaff) und Kleie; Säge Hobelspäne; Schlempe und Spülicht; Treber und Trester pierabschnitze (Papierspäne), Hadern oder Lumpen (Strazz

Glasgalle und Glasschaum; Schlacken von Erzen; K asche; Münzgekräz (Silbergekräz, Goldschmiedegekräz, K asche); Zinngekräz; Scherben von Glas-, Thon- und P lanwaaren.

2. Bettfedern.

3. Bienenstöcke mit lebenden Bienen; Bienenkörbe, brauchte und solche, in welchen die Bienen getödtet sin dem Honig.

4. Chemische Hülfsstoffe und Produkte, nämlich:

Mineralwasser, natürliches in Flaschen und Krügen; Sch Weinstein, roher, raffinirter, krystallisirter; Vitriol, Eisen-, pfer-, gemischter Eisen- und Kupfer-, weisser; Wassergla

Nuss- und Kohlenschwarz, Buchdruckerschwärze, Fran ter Schwärze; Leim (Fisch-, Horn-, Leder-); Schmirgel und Schmirgeltuch.

Schwefelfäden; Schwefelhölzer, einschliesslich der che bereiteten Zündhölzer, Reibhölzer, Reibfidibus und Zündf chen; Lunten.

Krapp; Waid; Wau.

5. Eier aller Art und Milch, ingleichen Rahm.

6. Erden und irdene Waaren.

Hierunter sind verstanden: Amianth und Asbest; Bims Cement und Tuffstein; Blutstein; Braunstein; Farberden alle Flussspath in Stücken und gemahlen; Graphit (Reissblei, Wa blei); Kalk und Gyps, ungebrannt und gebrannt; Lehm; Me Moorerde; Puzzolan- oder Lavaerde; Sand, auch gefärbte Ausnahme der geriebenen Schmalte); Schmirgel; Schwersp

Digitized by Google

Stücken und gemahlen; Talkerde; Thon aller Art, einschliesslich Pfeifenthon und Porzellanerde; Trass; Tripel; Walkererde.

Gemeine Töpferwaaren, d. h. gewöhnliches, aus gemeiner Thonerde verfertigtes Töpfergeschirr mit oder ohne Glasur, sowie schwarzes oder Graphitgeschirr; Fliesen; Schmelztiegel.

7. Erze aller Art.

8. Feldfrüchte, Gartengewächse und Waldfrüchte.

Hierunter sind verstanden: alle Feldfrüchte in Garben oder in Stroh, wie solche unmittelbar vom Felde eingeführt werden; Flachs- und Hanfpflanzen; Futterkräuter; Gras und Heu; Cichorien, ungetrocknete; Karden oder Weberdisteln; Kartoffeln.

Getreide und Hülsenfrüchte; Oelsaaten aller Art, einschliesslich Mohnsaamen; Gartensämereien; Anis und Kümmel; Kleesaaten; Senfsaat; Senfpulver oder gemahlener Senf, nicht in Blasen, Flaschen oder Krügen verpackt; Beeren aller Art, frisch, getrocknet oder blos eingekocht, letztere jedoch nicht in Flaschen, Büchsen u. dgl.; Flachs und Hanf (ungehechelt oder gehechelt), Chinesisches Gras, Werg und Heede; Waldwolle; Krappwurzeln.

Bäume, Sträuche, Reben, Schösslinge, Setzlinge, Stauden zum Verpflanzen; lebende Gewächse in Töpfen oder Kübeln; frische Blumen, Blätter und Knospen; frische und getrocknete (auch gesalzene oder in Essig eingelegte, in Fässern) Gemüse, Pilze, Rüben, Wurzeln, Schwämme, einschliesslich der Trüffeln und Zwiebeln; Blumenzwiebeln und Meerzwibeln; Obst, nämlich: Aepfel, Aprikosen, Birnen, Johannisbeeren, Kirschen, Melonen, Mirabellen, Mispeln, Pfirsiche, Pflaumen, Quitten, Schlehen, Stachelbeeren, frisch getrocknet oder blos eingekocht (Mus), jedoch nicht in Flaschen, Büchsen u. dergl.; Nüsse, grüne und trockene; Rosskastanien; Maulbeerblätter.

Feuerschwamm, roher; Binsen; Heide; Kalmus, frischer; Flechten und Moos; Schachtelhalm; Schilfe und Rohre (Dach- und Weberrohre); Bast, roher; Seegras; Waldholzsaamen (Buch-eckern, Buchkerne, Eicheln, Zapfen von Nadelhölzern); Eckerdoppern (Knoppern), Knoppernmehl.

9. Flussfische, frische; Fluss- und Bachkrebse, frische; Landschnecken; Biber; Ottern; Frösche.

10. Geflügel, zahmes und wildes.

11. Glas, nämlich:

Hohlglas (Glasgeschirr), grünes, schwarzes und gelbes in seiner natürlichen Farbe, weder gepresst, geschliffen, noch abgerieben.

12. Haare aller Art, rohe, mit Ausschluss der Borsten; Pferdehaare, gesottene, gefärbte, gehechelte.

13. Harze, nämlich:

Pech; Theer (Mineraltheer und anderer); Daggert; Kolophonium; Asphalt und andere Erdharze (Bergpech, Bergtheer); Steinöl, schwarzes.

Terpentinöl; Vogelleim; Wagenschmiere, schwarze.

14. Holz und Holzwaaren.

Hierunter sind verstanden: Brennholz; Bau- und Nutzholz in Stämmen, Stöcken und Scheiten; Balken, Pfosten, Sägewaa-

ren, Fassholz und alles andere vorgearbeitete Nutzholz: Faschinen, Pfahlholz, Flechtweiden, Busch, Reisig, Holzborke und Gerberlohe.

Grobe, rohe, ungefärbte Böttcher-, Drechsler-, Tischler- und blos gehobelte Holzwaaren und Wagener-Arbeiten, auch grobe Maschinen von Holz, nämlich: Fässer, Fischbehälter und andere Böttcherwaaren, Kisten, Schachteln, Tröge, Mulden, Handschlitten, Schubkarren, ausgearbeitete Achsen, Deichseln, Speichen, Felgen, Naben, Räder, Rad- und Holzschuhe, Tische, Stühle, Bänke, Stiefelhölzer, Schuhmacherleisten, Stiefelknechte, Röhren, Rinnen, Barren, Kumpfe, Joche, Leiter- und Wiesbäume, Leitern, Schneidebretter, Kleider- und Haubenstöcke, Kochlöffel, Teller, Schaufeln, Rechen, Ruder, Schlägel, Keulen, Nägel, Stifte, Hühnersteigen, andere Ackerbau-, Garten- und Küchengeräthe, Pressen, Mangen, Spinnrocken, Webstühle, Reife und Zargen, gerundete Hölzer zu Stielen, Deckel, Resonanzböden, ungetunkte Zündhölzchen, Fidibus, Zahnstocher, Besen u. s. w., weder gefärbt, gebeizt, lackirt oder polirt, noch in Verbindung mit anderen Stoffen.

Anmerkung. Beschläge, Nägel, Schrauben, Scharniere, Reife, Schlösser, ferner Seile, Stricke, Spagate, Bindfäden, Bänder, Schnüre und Riemen zur Befestigung oder Verbindung der einzelnen Bestandtheile schliessen die zollfreie Zulassung der vorstehend genannten Waaren nicht aus.

15. Kohlen.

Braun-, Holz- und Steinkohlen, ingleichen Torf.

16. Korbflechterwaaren, grobe, nämlich aus ungeschälten Ruthen, ingleichen aus geschälten Ruthen, weder gefärbt, gebeizt, lackirt noch gefirnisst, zum Wirthschaftsgebrauch, z. B. Wagenflechten, Fischreusen, Tragkörbe (Hucken), Waschkörbe u. s. w.

17. Metalle.

Hierunter sind verstanden: Arsenik, Operment, arsenige Säure; Gold und Silber in Barren, Platten, Körnern, Pagamenten (Gold- und Silberbarren mit Kupfer vermischt), auch ausgebrannt oder in Bruch; Rohkupfer und Rohmessing, Schwarz-, Gar- und Rosettenkupfer, Stückmessing, altes gebrochenes Kupfer und Messing, Kupfer- und Messingfeile, Glockengut; Nickelmetall, Platina; Spiessglanzmetall (Spiessglanzkönig); Zink, roher und alter gebrochener Zink; Zinn in Blöcken, Stangen u. s. w. und altes gebrochenes Zinn.

18. Mühlenfabrikate.

Hierunter sind verstanden: geschrotete oder geschälte Körner, Graupe, Gries, Grütze und Mehl; Nudeln und gleichartiges Teigwerk; Brod; Schiffszwieback; Kraftmehlprodukte, d. h. Haarpuder, Stärke, Kleister, Pappe, Leogomme, Gummi-Surrogate.

19. Papier, literarische und Kunstgegenstände, nämlich: ungeleimtes Papier aller Art (Lösch-, Pack- und Druckpapier); Sand- und Schieferpapier, ingleichen Rechentafeln aus Schi[illegible]-papier; Pappdeckel und Pressspäne.

Manuskripte (beschriebenes Papier) und Akten; Zeichn[illegible] Gemälde,

Bücher, gedruckte, sowohl gebunden als ungebunden; Landkarten; Musikalien; Kupfer- und Stahlstiche, Lithographien, Holzschnitte, schwarz oder farbig, ordinaire Bilderbogen; sofern diese Gegenstände in einem der kontrahirenden Staaten gedruckt und verlegt sind.

Schau- und Denkmünzen.

Anmerkung. Die für Zeitungen, Kalender und Ankündigungen etwa bestehende Stempel-Abgabe bleibt vorbehalten.

20. Seidenkokons (Seidengalleten).

21. Steine und Steinwaaren.

Hierunter sind verstanden: alle behauene und unbehauene Bruch-, Kalk-, Schiefer-, Ziegel- und Mauersteine; Mühlsteine; Schleif- und Wetzsteine aller Art; Flintensteine; Lithographir-Steine; gravirte oder bezeichnete.

Schieferstifte und Schiefertafeln (auch in hölzernen Rahmen); grosse Arbeiten aus Marmor, Granit, Sandstein und Gips (Monumente, Statuen, Büsten u. dgl.); Waaren aus Serpentinstein.

22. Stroh-, Rohr- und Bastwaaren, nämlich:

Matten und Fussdecken von Bast, Binsen, Stroh und Schilf, ordinaire, ungefärbte.

23. Vieh, nämlich:

Pferde, Maulesel, Maulthiere, Esel; Kälber; Spanferkel; Schafvieh, mit Ausschluss der Hammel; Ziegen.

24. Wagen und Schlitten, ohne Leder- oder Polster-Arbeit.

25. Wildpret, kleines (Hasen, Kaninchen).

26. Wolle, nämlich:

Schaf- und Lammwolle, rohe und gekämmte, ingleichen gemahlene, roh, gebleicht und gefärbt.

B. Gegenstände, welche im Zwischenverkehr einem ermässigten Zollsatze unterliegen, und zwar:

1. Bast-, Binsen-, Rohr-, Schilf- und Strohwaaren:

a) Matten und Fussdecken von Bast, Binsen, Schilf und Stroh, ordinaire, gefärbt, auch rohes gespaltenes Stuhlrohr. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 1 Thlr. in Preussen, 1 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

b) Stroh-, Rohr- und Bastgeflechte und dergleichen Waaren; soweit solche nicht unter A. Nr. 22. oder vorstehend unter a. und nachstehend unter c. genannt sind; Decken von ungespaltenem Stroh; Hüte (mit Ausnahme der Bast- und Strohhüte) ohne Garnitur; gespaltenes, gebeiztes Stuhlrohr. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 3 Thlr. 5 Sgr. in Preussen, 4 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

c) Stroh-, Rohr- und Bastgeflechte, welche mit seidenen oder anderen Gespinnsten oder mit Rosshaaren durchzogen oder durchwebt sind (Sparterie). Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 21 Thlr. in Preussen, 30 Fl. in Oesterreich.

2. Baumwollengarn aller Art, ungemischt oder gemischt mit Wolle oder Leinen, ungebleicht, gebleicht oder gefärbt, eindrähtig, mehrdrähtig oder gezwirnt, ungeschlichtet oder geschlichtet, ingleichen Baumwollen-Watte. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 1 Thlr. 22½ Sgr. in Preussen, 2 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

3. Beinwaaren, einschliesslich der Waaren aus Horn, Klauen und anderen thierischen Schnitzstoffen (mit Ausnahme von Schildpatt, Elfenbein und Muschelschalen):

a) Fischbein, gerissenes. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 1 Thlr. in Preussen, 1 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

b) Beinwaaren, alle anderen auch in Verbindung mit Holz, lohgarem Leder, Glas, Papier und Pappe, Alabaster, Marmor, Speckstein, Gips, unedlen weder echt noch unecht vergoldeten oder versilberten, noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong); Fischbein, geschnittenes und Fischbeinstöcke. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 3 Thlr. 5 Sgr. in Preussen, 4 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

4. Blei und Rothstifte. Zwischenzoll-Satz pr. Centner 3 Thlr. 5 Sgr. in Preussen, 4 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

5. Bleiwaaren, feine, nämlich:

Spielzeug, ganz oder theilweise aus Blei; auch andere Bleiwaaren, lackirt, gefirnisst oder bemalt, jedoch weder echt noch unecht vergoldet oder versilbert, noch mit Gold- oder Silberlack überzogen, auch in Verbindung mit Bein (mit Ausnahme von Elfenbein), Horn, Klauen, Holz, lohgarem Leder, Glas, unedlen weder echt noch unecht vergoldeten oder versilberten, noch mit Golde oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong). Zwischenzoll-Satz pr. Centner 5 Rthlr. in Preussen, 7 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

Anmerkung. Spielzeug aus Zinn wird wie Spielzeug aus Blei behandelt.

6. Bürstenbinder-Waaren, grobe, nämlich: Waaren aus Borsten in Verbindung mit Holz und Eisen, weder gebeitzt, lackirt, gefirnisst, gefärbt noch polirt. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 15 Sgr. in Preussen, 45 Xr. in Oesterreich.

7. Chemische Hülfsstoffe und Produkte, nämlich:

Alaun, Salzsäure, Schwefelsäure. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 15 Sgr. in Preussen, 45 Xr. in Oesterreich.

8. Eisen und Eisenwaaren, mit Ausnahme von Maschinen und Maschinenbestandtheilen:

a) Roheisen, ingleichen Brucheisen, d. h. altes gebrochenes Eisen und Eisenabfälle (Eisenfeile, Hammerschlag oder Schmidzunder). Zwischenzoll-Satz pr. Centner $7^1/_2$ Sgr. in Preussen, $22^1/_2$ Xr. in Oesterreich.

Roheisen bei unmittelbarer Versendung von den Hüttenwerken mit Ursprungs-Zeugnissen der Bergbehörden. Zwischenzoll-Satz pr. Centner 5 Sgr. in Preussen, 15 Xr. in Oesterreich.

b) gefrischtes, d. h. alles geschmiedete und gewalzte Eisen in Stäben (mit Ausnahme des façonnirten, der runden, unter $^1/_2$ Preussischen oder Wiener Zoll dicken Stäbe und des mehr als sieben Preussische oder Wiener Zoll breiten Flacheisens), Luppeneisen, Eisenbahnschienen; Stahl, roher und raffinirter (gegerbter), Cäment- und Gussstahl (mit Ausnahme der Stangen von nicht mehr als $^1/_2$ Wiener oder Preussischen Zoll Dicke). Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 20 Sgr. in Preussen, 1 Fl. in Oesterreich.

c) façonnirtes, d. h. in einer für den Gebrauch vorgerichteten Form ausgeschmiedetes oder gewalztes Eisen in Stäben;

Eisen, welches zu groben Bestandtheilen von Wagen (Achsen und dergl.) roh vorgeschmiedet ist, sofern dergleichen Bestandtheile einzeln einen Zentner und darüber wiegen; Eisenblech und Eisenplatten (einschliesslich des mehr als sieben Preussische oder Wiener Zoll breiten Flacheisens) weder polirt, noch verzinnt, gefirnisst, lackirt oder gelocht; Stahlblech und Stahlplatten, weder polirt noch abgeschliffen; Pflugschaareisen; Anker, sowie Anker- und Schiffsketten. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 1 Thlr. in Preussen, 1 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

d) Eisenblech und Eisenplatten, polirt, verzinnt (Weissblech), verzinkt oder gefirnisst; Stahlblech und Stahlplatten, polirt oder abgeschliffen; Eisendraht (einschliesslich der runden, unter $^1/_2$ Preussischen oder Wiener Zoll dicken Stäbe), Stahldraht (einschliesslich der nicht mehr als $^1/_2$ Preussischen oder Wiener Zoll dicken Stangen) roh oder polirt; Stahlsaiten. Zwischenzoll-Satz pr. Centner 1 Thlr. $22^1/_2$ Sgr. in Preussen, 2 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

e) Eisengusswaaren, rohe, d. h. alle, die nicht abgedreht, gefeilt, gestemmt, gelocht, gebohrt, geschliffen, polirt, gefirnisst sind. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 15 Sgr. in Preussen, 45 Xr. in Oesterreich.

Anmerkung. Spuren von abgestemmten Uebergüssen oder von Gussnähten schliessen die Gusswaaren von der Einreihung in diesen Tarifsatz nicht aus.

f) Eisenwaaren, gemeine, d. h. grobe aus geschmiedetem Eisen oder Eisenguss, aus Eisen und Stahl, Eisenblech, Eisen- und Stahldraht gefertigte Waaren, auch verzinnt, verkupfert, mit einem schwarzen Anstrich oder Firniss zum Schutze gegen den Rost versehen (jedoch weder polirt, abgeschliffen, noch lackirt), auch in Verbindung mit Holz, nämlich: gebohrte, gelochte oder zu Gittern verbundene Stäbe und Platten, Ambosse, Mauerschliessen, Brecheisen (Gaisfüsse), grobe Schlägel, Hämmer; Bestandtheile von Wagen, soweit sie nicht vorstehend unter c. genannt sind; grobe Eisengusswaaren, soweit sie nicht vorstehend unter e. genannt sind, auch glasirte (emaillirte) Kochgeschirre; Nägel, Nieten, Haken, Klammern, Zwecke, Pflüge, Eggen, Harken, Hauen, Kellen, Krampen, Hecheln, Rechen, Schaufeln, Dung-, Heu- und Ofengabeln, Fallen und Fangeisen, Haspeln, Winden, Hemmschuhe, Hufeisen, Striegeln, Ketten (mit Ausschluss der Anker- und Schiffsketten), Bratspiesse, Dreifüsse, Feuerhunde, Feuerzangen, Gluthschaufeln, Schürhaken, Kessel, Pfannen, Mörser und Mörserstössel, Thür- und Truhenbeschläge, Plätteisen, Holzschrauben, Feilen, Raspeln, Kaffeetrommeln, Kaffeemühlen, Schlösser, grobe Ringe, Schraubstöcke, Stemmeisen, Thurmuhren, grobe Waagebalken, grobe Zangen, Maultrommeln, Kratzbürsten von Eisendraht für Metallarbeiter, grobe Drahtwaaren von Eisen- und Stahldraht und dergleichen, ausserdem alle Aexte, grobe Sägen, Sicheln, Sensen, Tuchmacher- und grobe Schneiderscheeren (d. h. Zuschneidescheeren), grobe Messer zum Handwerksgebrauch (auch Kneife, Bauernpuffer). Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 2 Thlr. in Preussen, 3 Fl. in Oesterreich.

Anmerkung. Unwesentliche an den vorgedachten Waaren

befindliche Bestandtheile von anderen unedlen Metallen, der echt noch unecht vergoldet oder versilbert, noch oder Silberlack überzogen sind (mit Ausnahme von N oder Packfong), schliessen diese Waaren von der Zulas dem Satze von 2 Thlr. oder 3 Fl. für den Zentner nich

g) Eisenwaaren, feine, d. h. Waaren aus feinem Ei Eisen- und Stahlwaaren, polirt, abgeschliffen, lackirt (ge jedoch weder echt noch unecht vergoldet oder versilbe mit Gold- oder Silberlack überzogen, auch in Verbind Bein (mit Ausnahme von Elfenbein), Horn, Klauen, He garem Leder, Glas, unedlen weder echt noch unecht ver oder versilberten, noch mit Gold- oder Silberlack über Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong Messer (mit Ausnahme der vorstehend unter f. gen Scheeren, feine Sägen, Hafteln und Schliessen, Oesen, schen, Kratzen und Streichen (Kratzen- und Streichenbe Waffen und Waffen-Bestandtheile, feine Drahtwaaren vo oder Stahldraht, jedoch mit Ausnahme der nachstehend genannten Gegenstände und der Stahlperlen. Zwischenz pr. Zentner 3 Thlr. 5 Sgr. in Preussen, 4 Fl. 30 Xr. sterreich.

h) Nähnadeln, Stricknadeln, Häkelnadeln (auch Tam deln) ohne Griffe. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 35 Preussen, 50 Fl. in Oesterreich.

9. Fette, nämlich:

Butter, frisch oder eingeschmolzen; Thierfett, ungesch nes und geschmolzenes (Talg, Schmalz, Gänse- und Sch fett); Speck; Stearin und Stearinsäure. Zwischenzoll- Zentner 1 Thlr. 15 Sgr. in Preussen, 2 Fl. 10 Xr. in Oest

10. Flussfahrzeuge, hölzerne, sowohl Ruder- als Seg zeuge mit oder ohne Eisen- oder Kupferbeschlag, einsch der zur Bewegung und Erhaltung des Schiffs nothwendig richtungsstücke, z. B. Segel und Segelstangen, Anker u kerketten, Schiffseile, Beischiffe, insoweit deren Anzahl ü gewöhnlichen Bedarf nicht hinausgeht, und zwar:

in Preussen für die Last von 4000 Pfund Tragfähigkeit

in Oesterreich für die Tonne von 20 Zoll-Zentnern fähigkeit 12 Xr.

11. Glas und Glaswaaren.

a) Spiegelglas, rohes, ungeschliffenes, Zwischenzoll- Zentner 15 Sgl. in Preussen, 45 Xr. in Oesterreich.

b) weisses Hohlglas, ungemustert, ungeschliffen, una ben, ungepresst, oder nur mit abgeschliffenen Stöpseln den oder Rändern; Fenster- und Tafelglas in seiner chen Farbe (grün, halb und ganz weiss), Zwischenzoll- Zentner 1 Thlr. $22\frac{1}{2}$ Sgr. in Preussen, 2 Fl. 30 Xr. in Oest

c) gepresstes, geschliffenes, abgeriebenes, geschnitten mustertes weisses Glas; auch Behänge zu Kronenleuchte Glas, Glasknöpfe, Glasperlen und Glasschmelz, geschliffene gelglas belegt oder unbelegt, wenn das Stück nicht üb Preussische oder 284 Wiener Quadratzoll misst, Zwisch Satz pr. Zentner 2 Thlr. in Preussen, 3 Fl. in Oesterreic

d) farbiges, bemaltes, vergoldetes, versilbertes oder

Digitized by Google

sten (Kameen) eingelegtes Glas ohne Unterschied der Form; Glaswaaren in Verbindung mit Bein (mit Ausnahme von Elfenbein), Horn, Klauen, Holz, lohgarem Leder, Papier und Pappe, Alabaster, Marmor, Speckstein, Gips, unedlen weder echt noch unecht vergoldeten oder versilberten, noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong); eingerahmte Spiegel, deren Glastafeln nicht über 288 Preussische oder 284 Wiener Quadratzoll das Stück messen. Glasflüsse (unechte Edelsteine) ohne Fassung, Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 3 Rthlr. 5 Sgr. in Preussen, 4 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

e) Spiegelglas, geschliffenes, belegt oder unbelegt, wenn das Stück mehr als 288 Preussische oder 284 Wiener Quadratzoll misst und zwar:

bei dem Eingange in Oesterreich, Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 10 Fl.,

bei dem Eingange in Preussen, wenn das Stück misst

über 288 bis 576 □-Zoll Preuss. à St.	—	Thlr.	15	Sgr.		
— 576 - 1000 —	—	—	1	—	15	—
— 1000 - 1400 —	—	—	4	—	—	—
— 1400 - 1900 —	—	—	10	—	—	—
— 1900 Quadratzoll Preuss.		—	15	—	—	—

Anmerkung. Spiegel, deren Glastafeln über 288 Preussische oder 284 Wiener Quadratzoll das Stück messen, unterliegen, ohne Rücksicht auf den Rahmen, sowohl bei dem Eingange in Preussen, als auch bei dem Eingange in Oesterreich, demjenigen Zwischenzoll, welcher für die Glastafeln, die sie enthalten, vereinbart ist.

12. Holzwaaren, einschliesslich der Waaren aus Röhren, Nüssen, Kork und anderen vegetabilischen Schnitzstoffen:

a) Fourniere und Parketten, nicht eingelegte; Korkplatten, Korkscheiben, Korkstöpsel, Korksohlen; roh vorgearbeitete Hefte und Klaviaturhölzer, Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 15 Sgr. in Preussen, 45 Xr. in Oesterreich.

b) Hausgeräthe (Meubles), gefärbt, gebeizt, lackirt, polirt oder auch in Verbindung mit Eisen, Messing, lohgarem Leder, Bast, Binsen, Korbgeflechten, Schilf, Stroh- und Stuhlrohr, ingleichen alle anderen Böttcher-, Drechsler- und Tischlerwaaren, welche weder unter A. Nr. 14. begriffen, noch vorstehend unter a. oder nachstehend unter c. aufgeführt sind, auch in Verbindung mit Eisen (mit Ausnahme des polirten Stahls) und Messing, Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 1 Thlr. in Preussen, 1 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

c) Fourniere, Parketten und andere Waaren mit eingelegter Arbeit; Spielzeug; Kammmacherwaaren; feine Schnitz- und Drechslerwaaren; auch in Verbindung mit Bein (mit Ausnahme von Elfenbein), Horn, Klauen, lohgarem Leder, Glas, Papier und Pappe, Alabaster, Marmor, Speckstein, Gips, unedlen, weder echt noch unecht vergoldeten oder versilberten, noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong); ingleichen hölzerne Hängeuhren und Uhrkästen, Holzbronze und mit Gold- oder Silberlack überzogene Waaren, Boulle-Arbeiten, Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 3 Thlr. 5 Sgr. in Preussen, 4 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

13. Honig, Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 10 Sgr. in Preussen, 30 Xr. in Oesterreich.

14. Instrumente:

a) gefasste Augengläser (Brillen u. s. w.) und Operngucker. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 10 Thlr. 15 Sgr. in Preussen, 15 Fl. in Oesterreich.

b) astronomische, chirurgische, mathematische, mechanische, musikalische, optische (mit Ausnahme der vorstehend unter a. genannten), physikalische, ohne Rücksicht auf die Materialien, aus denen sie gefertigt sind, Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 2 Thlr. in Preussen, 3 Fl. in Oesterreich.

15. Käse, Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 1 Thlr. in Preussen, 1 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

16. Korbflechterwaaren, feine, nämlich alle unter A. Nr. 16. nicht begriffene, auch in Verbindung mit Bein (mit Ausnahme von Elfenbein), Horn, Klauen, lohgarem Leder, Glas, Papier und Pappe, Alabaster, Marmor, Speckstein, Gips, ungebranntem Thon, unedlen, weder echt noch unecht vergoldeten oder versilberten, noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong, Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 3 Thlr. 5 Sgr. in Preussen, 4 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

17. Kürschnerwaaren, nämlich:
fertige nicht überzogene Schafpelze, desgleichen ungefütterte Decken, Pelzfutter und Besätze, Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 3 Thlr. 15 Sgr. in Preussen, 5 Fl. in Oesterreich.

18. Kupfer- und Messingwaaren:

a) Kupfer und Messing, geschmiedetes, gewalztes, gegossenes in Tafeln, Platten, Blechen und Drähten, Messingsaiten, roh vorgearbeitete, vertiefte Kupferbleche, (Kupferschaalen, wie sie vom Hammer kommen), Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 1 Thlr. $22^1/_2$ Sgr. in Preussen, 2 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

b) Kupfer- und Messingwaaren, weder gefirnisst noch lackirt, bemalt oder bedruckt (mit Ausnahme der gepressten Verzierungen, z. B. Kasten- und Thürbeschläge, Vorhanghalter), auch in Verbindung mit Bein (mit Ausnahme von Elfenbein), Horn, Klauen, Holz, lohgarem Leder, Glas, unedlen, weder echt noch unecht vergoldeten oder versilberten, noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong), ingleichen geriebenes Messing (Bronzepulver), Rauschgold und Rauschsilber, Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 3 Thlr. 5 Sgr. in Preussen, 4 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

c) Kupfer- und Messingwaaren, gefirnisst, lackirt, bemalt oder bedruckt, ingleichen gepresste Verzierungen, alle diese Waaren weder echt noch unecht vergoldet oder versilbert, noch mit Gold- oder Silberlack überzogen, auch in Verbindung mit Bein (mit Ausnahme von Elfenbein), Horn, Klauen, Holz, lohgarem Leder, Glas, unedlen, weder echt, noch unecht vergoldeten oder versilberten, noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong)

und Waaren aus diesen Legirungen werden wie Kupfer- und Messingwaaren behandelt.

19) Leder und Lederwaaren, einschliesslich der Waaren aus Gummi und Guttapercha:

a) Leder aller Art, nämlich: lohgare oder nur lohroth gearbeitete Häute, Fahlleder, Sohlleder, Kalbleder, Sattlerleder, Stiefelschäfte, Juchten, sämisch- und weissgares Leder, Pergament, Brüsseler und Dänisches Handschuhleder, Korduan, Marokin, Saffian, alles gefärbte, lackirte, vergoldete und gepresste Leder; Gummiplatten; Gummifäden, ausser Verbindung mit andern Materialien; Guttapercha mehr oder weniger gereinigt, Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 1 Thlr. 22½ Sgr. in Preussen, 2 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

b) Leder- und Gummiwaaren, gemeine, d. h. grobe Schuhmacher-, Sattler- und Täschnerwaaren aus lohgarem, lohrothem oder aus blos geschwärztem Leder oder aus Gummi, auch in Verbindung mit Holz; Blasebälge; desgleichen andere nicht lackirte, gefärbte, bemalte oder mit gepressten Verzierungen versehene Gummifabrikate. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 5 Thlr. in Preussen, 7 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

Anmerkung. Die Ausfütterung der vorstehend genannten Waaren mit baumwollenen, leinenen oder wollenen Geweben und die Verbindung dieser Waaren mit Schlössern, Schnallen, Ringen und dergleichen aus unedlen weder echt noch unecht vergoldeten oder versilberten, noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong) schliesst dieselben von der Zulassung zu dem Satze von 5 Rthlr. oder 7 Fl. 30 Xr. für den Zentner nicht aus.

c) Leder- und Gummiwaaren, feine, d. h. Lederwaaren von Korduan, Saffian, Marokin, Brüsseler und Dänischem Leder, sämisch- und weissgarem Leder, lackirtem, gefärbtem, bemaltem, vergoldetem oder mit gepressten Verzierungen versehenem Leder (mit Ausnahme der Handschuhe), von Pergament, von lackirtem, gefärbtem, bemaltem, oder mit gepressten Verzierungen versehenem Gummi oder Guttapercha. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 10 Thlr. 15 Sgr. in Preussen, 15 Fl. in Oesterreich.

d) Lederne Handschuhe, auch in Verbindung mit gewebten oder gewirkten Stoffen. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 21 Thlr. in Preussen, 30 Fl. in Oesterreich.

20. Leinengarn, nämlich:

a) rohes, ungezwirnt. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 15 Sgr. in Preussen, 45 Xr. in Oesterreich.

b) gebleichtes, mit Einschluss des blos abgekochten oder gebükten (geäscherten), und gefärbtes, ungezwirnt. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 5 Thlr. in Preussen, 7 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

c) gezwirntes aller Art. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 7 Thlr. in Preussen, 10 Fl. in Oesterreich.

21. Lichte, Talg-, Wachs-, Wallrath- und Stearin-Lichte, Wachsstöcke. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 2 Thlr. in Preussen, 3 Fl. in Oesterreich.

22. Oel, nämlich:

Hanf-, Lein- und Rapsöl in Fässern. Zwischenzoll-Satz 15 Sgr. in Preussen, 45 Xr. in Oesterreich.

23. Papier:

a) alles geleimte Papier; buntes (mit Ausnahme der unter b. genannten Papiergattungen), lithographirtes, bedrucktes oder liniirtes, zu Rechnungen, Etiketten, Frachtbriefen, Devisen u.s.w. vorgerichtetes Papier; Malerpappe. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 1 Thlr. in Preussen, 1 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

b) Gold- und Silberpapier und Papier mit Gold- oder Silbermuster (echt oder unecht, auch bronzirt); gepresstes und durchgeschlagenes Papier; ingleichen Streifen von diesen Papiergattungen. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 3 Thlr. 5 Sgr. in Preussen, 4 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

24. Papier- und Pappwaaren:

a) Papiertapeten. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 4 Thlr. in Preussen, 5 Fl. 45 Xr. in Oesterreich.

b) Buchbinderarbeiten aus Papier und Pappe, grobe lackirte Waaren aus diesen Urstoffen, auch Formerarbeit aus Steinpappe, Asphalt oder ähnlichen Stoffen. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 3 Thlr. 5 Sgr. in Preussen, 4 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

25. Siebmacherwaaren, grobe, nämlich: fertige hölzerne Siebe mit Böden von Holzgeflecht oder von Eisendraht, weder gebeizt, lackirt, gefirnisst, gefärbt noch polirt. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 15 Sgr. in Preussen, 45 Xr. in Oesterreich.

26. Speisen, zubereitete, nämlich:

a) Chokolade- und Chokoladen-Surrogate, sowie Chokoladen-Fabrikate, Racahout des Arabes, Konfituren, Zuckerwerk, Kuchenwerk, Zwieback aller Art, mit Ausnahme von Schiffszwieback; mit Zucker, Essig, Oel oder sonst, namentlich alle in Flaschen, Büchsen u. dergl. eingemachte, eingedämpfte oder auch eingesalzene Früchte, Gewürze, Gemüse und andere Konsumtibilien. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 7 Thlr. in Preussen, 10 Fl. in Oesterreich.

b) Senfpulver in Blasen, Flaschen, Krügen, wie auch zubereiteter Senf. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 5 Thlr. in Preussen, 7 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

27. Steinwaaren:

a) Waaren aus Marmor, Granit, Sandstein und Gips, soweit solche nicht unter A. Nro. 21 begriffen sind, aus Alabaster und Speckstein. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 3 Thlr. 5 Sgr. in Preussen, 4 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

b) Halbedelsteine, nämlich: Achat, Adular, Amethyst, Chalcedon, Karneol, Jaspis, Onyx und Chrysopras, geschliffen, geschnitten oder in anderer Weise bearbeitet, ohne Fassung. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 5 Thlr. in Preussen, 7 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

28. Thonwaaren:

a) einfarbiges oder weisses, ingleichen weisses nur mit farbigen (weder vergoldeten noch versilberten) Randstreifen versehenes Fayence oder Steingut; dergleichen Pfeifen. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 1 Thlr. 22½ in Preussen, 2 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

b) bemaltes, mehrfarbiges, bedrucktes, vergoldetes oder versilbertes Fayence oder Steingut. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 3 Thlr. 5 Sgr. in Preussen, 4 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

c) weisses, auch mit farbigen (weder vergoldeten noch versilberten) Randstreifen versehenes Porzellan. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 3 Thlr. 5 Sgr. in Preussen, 4 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

d) farbiges, bemaltes, bedrucktes, vergoldetes, oder versilbertes Porzellan. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 5 Thlr. in Preussen, 7 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

e) Thonwaaren aller Art (mit Ausschluss der vorstehend unter d. genannten), auch Email in Verbindung mit unedlen, weder echt noch unecht vergoldeten oder versilberten, noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong). Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 3 Thlr. 5 Sgr. in Preussen, 4 Thlr. 30 Xr. in Oesterreich.

29. Vieh, nämlich:

a) Rindvieh.

1. Ochsen und Zuchtstiere, à Stück 2 Thlr. 15 Sgr. in Preussen, 3 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

2. Kühe, à Stück 1 Thlr. 15 Sgr. in Preussen, 2 Fl. in Oesterreich.

3. Jungvieh, à Stück 1 Thlr. in Preussen, 1 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

b) Schweine, gemästete und magere (mit Ausschluss der Spanferkel), à Stück 20 Sgr. in Preussen, 1 Fl. in Oesterreich.

c) Hammel, à Stück 10 Sgr. in Preussen, 30 Xr. in Oesterreich.

30. Webe- und Wirkwaaren, nämlich:

a) Baumwollenwaaren, gewebte und gewirkte aus Baumwolle, oder Baumwolle und anderen nicht seidenen oder wollenen Webe- und Wirkstoffen, auch dergleichen Waaren geleimt, gefirnisst, mit Kautschuck, Guttapercha, anderen Harzen oder Wachs überzogen oder getränkt, oder in Verbindung mit echten oder unechten Gold- oder Silberfäden oder gesponnenem Glase, und zwar:

1. gemeinste, gemeine, mittelfeine und feine, d. i. alle nicht unter 2. und 3. genannte Waaren. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 30 Thlr. in Preussen, 45 Fl. in Oesterreich.

2. extrafeine, d. i. alle nicht unter 3. genannte undichte Gewebe, z. B. Jakonets, Organtins, Musselins, Musselinets, Vapeurs, Mulls und Tülls. Zwischenzoll-Satz pr. Ztnr. 30 Thlr. in Preussen, 100 Fl. in Oesterreich.

3. feinster Art, als: Bobbinets (Tüll anglais), Petinets, Spitzen, gestickte Waaren und alle Baumwollenwaaren in Verbindung mit echten oder unechten Gold- oder Silberfäden oder gesponnenem Glase. Zwischenzoll-Satz pr. Ztnr. 30 Thlr. in Preussen, 200 Fl. in Oesterreich.

b) Leinenwaaren, gewebte und gewirkte, aus Flachs, Hanf, Werg, Manillahanf, Neuseeländer Flachs, Bast, See- und chinesischem Gras, Waldwolle und anderen vegetabilischen Fasern, auch dergleichen Waaren getheert, gefirnisst, geleimt, mit Kautschuck, Guttapercha, anderen Harzen oder Wachs überzogen oder getränkt, oder in Verbindung mit echten oder unechten Gold- oder Silberfäden oder gesponnenem Glase, und zwar:

1. gemeinster Art, gemeine und mittelfeine, d. i. alle nicht unter 2. und 3 genannte Waaren. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 30 Thlr. in Preussen, 45 Fl. in Oesterreich.

2. feine, als: alle glatte Gewebe (Leinwande), von denen mehr als 100 Kettenfäden auf den Wiener Kurrentzoll gehen, alle leinene Damaste, Battiste und alle undichte Stoffe, mit Ausnahme der unter 3. genannten. Zwischenzoll-Satz pr. Ztnr. 30 Thlr. in Preussen, 75 Fl. in Oesterreich.

3. feinster Art, als: Spitzen, gestickte Waaren und Waaren in Verbindung mit echten oder unechten Gold- oder Silberfäden oder gesponnenem Glase. Zwischenzoll-Satz pr. Ztnr. 30 Thlr. in Preussen, 200 Fl. in Oesterreich.

c) Wollenwaaren, gewebte und gewirkte, aus Wolle oder Wolle und anderen nicht seidenen Webe- und Wirkstoffen, auch dergleichen Waaren getheert, gefirnisst, geleimt, mit Kautschuck, Guttapercha, anderen Harzen oder Wachs überzogen oder getränkt, oder in Verbindung mit echten oder unechten Gold- oder Silberfäden oder gesponnenem Glase, und zwar:

1. gemeinster Art, gemeine, mittelfeine und feine, d. i. alle nicht unter 2. und 3. genannte Waaren. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 30 Thlr. in Preussen, 45 Fl. in Oesterreich.

2. extrafeine, d. i. alle undichte Gewebe mit Ausnahme der unter 3. genannten. Zwischenzoll-Satz pr. Ztnr. 30 Thlr. in Preussen, 100 Fl. in Oesterreich.

3. feinster Art, als: Shawls und Shawltücher, Spitzen, gestickte Waaren und alle Waaren in Verbindung mit echten oder unechten Gold- oder Silberfäden oder gesponnenem Glase. Zwischenzoll-Satz pr. Ztnr. 30 Thlr. in Preussen, 200 Fl. in Oesterreich.

d) Seidenwaaren, und zwar:

1. feine, d. i. Waaren aus Seide allein oder in Verbindung mit echten oder unechten Gold- oder Silberfäden oder gesponnenem Glase, ingleichen folgende Waaren, solche mögen aus Seide allein oder in Verbindung mit andern Webe- oder Wirkmaterialien erzeugt sein: alle Bänder, Velpel, Plüsche und Sammete, Musselin, Barege, Crepe, Gaze, Blonden, Spitzen und andere undichte (klare) Gewebe sowie alle gestickte Waaren. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 80 Thlr. in Preussen, 120 Fl. in Oesterreich.

2. gemeine, d. i. alle nicht unter 1. genannte Waaren, in denen ausser andern Webe- und Wirkstoffen sich auch Seide befindet, ingleichen seidene, mit Kautschuck, Guttapercha, anderen Harzen oder Wachs überzogene oder getränkte Waaren. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 50 Thlr. in Preussen, 75 Fl. in Oesterreich.

31. Zinkwaaren:

a) Zinkbleche und Zinkdraht, ingleichen Zinkwaaren, weder gefirnisst noch lackirt oder bemalt. Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 1 Thlr. in Preussen, 1 Fl. 30 Xr. in Oesterreich.

b) Zinkwaaren, gefirnisst, lackirt, bemalt oder bedruckt, jedoch weder echt noch unecht vergoldet oder versilbert, noch mit Gold- oder Silberlack überzogen, auch in Verbindung mit Bein (mit Ausnahme von Elfenbein), Horn, Klauen, Holz, lohgarem Leder, Glas, unedlen, weder echt noch unecht vergoldeten oder versilberten, noch mit Gold- oder Silberlack überzogenen Metallen (mit Ausnahme von Neusilber oder Packfong). Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 3 Thlr. 5 Sgr. in Preussen, 4 Fl. 30 Xr. in Oesterreich

32. Zusammengesetzte oder kurze Waaren, Quincaillerien u. s. w. nämlich:

a) feine, d. h. Waaren, ganz oder theilweise aus echt oder unecht vergoldeten oder versilberten, oder mit Gold- oder Silberlack überzogenen unedlen Metallen (mit Ausnahme der Uhren, der plattirten Tafeln, Bleche und Drähte aus Kupfer oder Messing, sowie der vergoldeten oder versilberten Perlen und aller Waaren aus Neusilber oder Packfong), ausser Verbindung mit edlen Metallen, Edelsteinen, echten Perlen und Gespinnsten von Baumwolle, Leinen, Seide oder Wolle; ferner unechtes Blattgold und unechtes Blattsilber Zwischenzoll-Satz pr. Zentner 35 Thlr. in Preussen, 50 Fl. in Oesterreich.

b) gemeine, d. h. Beinwaaren, Bleiwaaren, Bürstenbinderwaaren, Eisen- und Stahlwaaren, Glaswaaren, Holzwaaren, Korbflechterwaaren, Kupfer- und Messingwaaren, Lederwaaren, Papier- und Pappwaaren, Siebmacherwaaren, Waaren aus Alabaster, Marmor, Speckstein und Gips, Thonwaaren und Zinkwaaren in Verbindung mit andern Materialien, soweit sie nicht vorstehend unter A. oder beziehungsweise unter B. Nr. 3. b., Nr. 5., Nr. 6., Nr. 8. f. g., Nr. 11. d., Nr. 12. b. c., Nr. 16. Nr. 18. b. c., Nr. 19. b. c., Nr. 25., Nr. 28. e., Nr. 31. b. begriffen sind, jedoch ausser Verbindung mit edlen Metallen, Neusilber oder Packfong, Edelsteinen, echten Perlen, Korallen, Bernstein, Gagat, Schildpatt, Perlmutter, Meerschaum und Gespinnsten von Baumwolle, Leinen, Seide oder Wolle und mit Ausnahme der Uhren Zwischenzoll-Satz pr. Ztner. 21 Thlr. in Preussen, 30 Fl. in Oesterreich.

Allgemeine Bemerkungen.

1. Die in vorstehendem Verzeichniss für Waaren aus einem bestimmten Materiale vereinbarten Zollbefreiungen und Zwischenzollsätze finden auf Waaren, welche aus einem solchen Materiale in Verbindung mit einem oder mehreren anderen Materialien bestehen (zusammengesetzte Waaren), nur insoweit Anwendung, als dergleichen Verbindungen ausdrücklich zugelassen sind.

2. Die in dem jedesmaligen allgemeinen Zolltarife jedes Staates über die Erhebung der Zölle nach dem Brutto-Gewichte oder nach dem Netto-Gewichte und über die Tara-Vergütung für die in der zweiten Abtheilung des vorstehenden Verzeichnisses genannten Gegenstände enthaltenen Bestimmungen kommen auch bei der Erhebung der vereinbarten Zwischenzölle zur Anwendung.

3. Sollten einzelne Gegenstände, welche in der zweiten Abtheilung des vorstehenden Verzeichnisses aufgeführt sind, in dem einen oder dem anderen Staate allgemeinen tarifmässigen Eingangszollsätzen von geringerem, als dem für den Zwischenverkehr vereinbarten Betrage unterliegen oder künftig unterworfen werden, so wird von solchen Gegenständen auch im Zwischenverkehr der allgemeine tarifmässige Zollsatz so lange erhoben werden, als er den vereinbarten Zwischenzollsatz nicht erreicht oder übersteigt. Der im Artikel 2. des Vertrages enthaltene Grundsatz findet auch auf diese Gegenstände Anwendung.

4. Hinsichtlich der in dem vorstehenden Verzeichniss nicht enthaltenen Gegenstände kommen die allgemeinen, beziehungsweise die als Ausnahme für gewisse Grenzstrecken oder Zoll-

ämter jetzt oder künftig bestehenden Zollsätze in dem allgemeinen Tarife jedes Staates zur Anwendung.

Anlage II.

Verzeichniss derjenigen Gegenstände, von welchen im Zwischenverkehr zwischen Preussen und Oesterreich Ausgangs-Abgaben erhoben werden können.

1. Abfälle und zwar: von Gerbereien das Leimleder; Abfälle und Theile von rohen Häuten und Fellen; abgenutzte alte Lederstücke; Hörner, Hornspitzen, Hornscheiben, Hornspäne; Klauen; Knochen, letztere mögen ganz oder zerkleinert sein.
2. Blutegel.
3. Eckerdoppern (Knoppern), Knoppernmehl, Eicheln, Eichelhülsen, Valonna, Galläpfel; Pottasche und andere unausgelaugte vegetabilische Asche; Weinstein, roher.
4. Gold- und Silberstufen.
5. Granaten, rohe.
6. Häute, Felle und Haare, und zwar: rohe (grüne, gesalzene, trockene) Häute und Felle zur Lederbereitung; rohe behaarte Schaf-, Lamm- und Ziegenfelle; rohe Hasen- und Kaninchenfelle; Haare aller Art, einschliesslich Borsten.
7. Lumpen (Hadern) und andere Abfälle zur Papierfabrikation: leinene, baumwollene, seidene und wollene Lumpen, auch macerirte Lumpen (Halbzeug); Papierabschnitzel (Papierspäne); Makulatur (beschriebene und bedruckte); desgleichen alte Fischernetze, altes Tauwerk und Stricke.
8. Nickel und Kobalterze und Kobaltspeise; Nickelmetall und Nickelschwamm.
9. Seide und zwar: Seidengalleten (Kokons); Seidenabfälle, ungesponnen; Seide, rohe, unfilirt oder filirt; rohe Nähseide.
10. Töpferthon für Porzellanfabriken (Porzellanerde).

Anlage III.

Zollkartel.

§. 1. Jeder der kontrahirenden Staaten verpflichtet sich, zur Verhinderung, Entdeckung und Bestrafung von Uebertretungen (§§ 13. und 14.) der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetze des andern Staates nach Maassgabe der folgenden Bestimmungen mitzuwirken.

§. 2. Jeder der kontrahirenden Theile wird seinen Angestellten, welche zur Verhinderung oder zur Anzeige von Uebertretungen seiner eigenen Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetze angewiesen sind, die Verpflichtung auflegen, sobald ihnen bekannt wird, dass eine Uebertretung derartiger Gesetze des anderen Theiles unternommen werden soll, oder Statt gefunden hat, dieselbe im ersteren Falle durch alle ihnen gesetzlich zustehenden Mittel thunlichst zu verhindern und in beiden Fällen der inländischen Zoll- oder Steuerbehörde (in Preussen Haupt-Zollämter oder Haupt-Steuerämter, in Oesterreich Haupt-Zollämter oder Finanzwach-Kommissäre) schleunigst anzuzeigen.

§. 3. Die Zoll- oder Steuerbehörden des einen Staates sollen über die zu ihrer Kenntniss gelangenden Uebertretungen von Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetzen des andern Staates der zuständigen Zoll- oder Steuerbehörde des letzteren sofort Mittheilung machen und derselben dabei über die einschlagenden Thatsachen, soweit sie diese zu ermitteln vermögen, jede sachdienliche Auskunft ertheilen.

§. 4. Die Erhebungsämter der kontrahirenden Staaten sollen den dazu von dem andern Staate ermächtigten oberen Zoll- oder Steuerbeamten desselben die Einsicht der Register oder Register-Abtheilungen, welche den Waarenverkehr aus und nach dem letzteren und an der Grenze desselben nachweisen, nebst Belegen auf Begehren jederzeit an der Amtsstelle gestatten.

§. 5. Die Zoll- und Steuerbeamten an der Grenze zwischen beiden kontrahirenden Staaten sollen angewiesen werden, sich zur Verhütung und Entdeckung des Schleichhandels nach beiden Seiten hin bereitwilligst zu unterstützen und nicht allein zu jenem Zwecke ihre Wahrnehmungen sich gegenseitig binnen der kürzesten Frist mitzutheilen, sondern auch ein freundnachbarliches Vernehmen zu unterhalten und zur Verständigung über zweckmässiges Zusammenwirken von Zeit zu Zeit und bei besonderen Veranlassungen sich miteinander zu berathen.

Bei jeder der einander gegenüberliegenden Aufsichtsstationen soll ein Register geführt werden, in welches die erwähnten Mittheilungen einzutragen sind.

§. 6. Den Zoll- und Steuerbeamten der kontrahirenden Theile soll gestattet sein, bei Verfolgung eines Schleichhändlers oder der Gegenstände oder Spuren einer Uebertretung der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetze ihres Staates sich in das Gebiet des andern Staates zu dem Zwecke zu begeben, um bei den dortigen Ortsvorständen oder Behörden die zur Ermittelung des Thatbestandes und des Thäters und die zur Sicherung des Beweises erforderlichen Maassregeln, das Sammeln aller Beweismittel bezüglich der vollbrachten oder versuchten Zollumgehung, sowie den Umständen nach die einstweilige Beschlagnahme der Waaren und die Festhaltung der Thäter zu beantragen.

Anträgen dieser Art sollen die Ortsvorstände und Behörden jedes der kontrahirenden Theile in derselben Weise genügen, wie ihnen dies bei vermutheten oder entdeckten Uebertretungen der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetze des eigenen Staates zusteht und obliegt. Auch können die Zoll- und Steuerbeamten des einen Theiles durch Requisition ihrer vorgesetzten Behörde von Seiten der zuständigen Behörde des andern Theiles aufgefordert werden, entweder vor letzterer selbst oder vor der kompetenten Behörde ihres eigenen Landes, die auf die Zollumgehung bezüglichen Umstände auszusagen.

§. 7. Keiner der kontrahirenden Theile wird in seinem Gebiete Vereinigungen zum Zwecke des Schleichhandels nach dem Gebiete des anderen Theiles dulden, oder Verträgen zur Sicherung gegen die möglichen Nachtheile schleichhändlerischer Unternehmungen Gültigkeit zugestehen.

§. 8. Jeder der kontrahirenden Theile ist verpflichtet, zu

verhindern, dass Vorräthe von Waaren, welche als zum Schleichhandel nach dem Gebiete des anderen Theiles bestimmt anzusehen sind, in der Nähe der Grenze des letzteren angehäuft, oder ohne genügende Sicherung gegen den zu besorgenden Missbrauch niedergelegt werden.

Innerhalb des Grenzbezirks sollen Niederlagen fremder unverzollter Waaren nur an solchen Orten, wo sich ein Zollamt befindet, gestattet und in diesem Falle unter Verschluss und Kontrole der Zollbehörde gestellt werden. Sollte in einzelnen Fällen der amtliche Verschluss nicht anwendbar sein, so sollen, statt desselben, anderweite möglichst sichernde Kontrole-Maassregeln angeordnet werden. Vorräthe von fremden verzollten und von inländischen Waaren innerhalb des Grenzbezirkes sollen das Bedürfniss des erlaubten, d. h. nach dem örtlichen Verbrauche im eigenen Lande bemessenen Verkehrs nicht überschreiten. Entsteht Verdacht, dass sich Vorräthe von Waaren der letztgedachten Art über das bezeichnete Bedürfniss und zum Zweck des Schleichhandels gebildet hätten, so sollen dergleichen Niederlagen, insoweit es gesetzlich zulässig ist, unter spezielle zur Verhinderung des Schleichhandels geeignete Kontrole der Zollbehörde gestellt werden.

§. 9. Jeder der kontrahirenden Theile ist verpflichtet:

a) Waaren, deren Ein- oder Durchfuhr in dem andern Staate verboten ist, nach demselben nur beim Nachweise dortiger besonderer Erlaubniss zoll- oder steueramtlich abzufertigen;

b) Waaren, welche in dem andern Staate eingangsabgabenpflichtig und dahin bestimmt sind, nach demselben

1. nur in der Richtung nach einem dortigen mit ausreichenden Befugnissen versehenen Eingangsamte,

2. von den Ausgangsämtern oder Legitimationsstellen nur zu solchen Tageszeiten, dass sie jenseits der Grenze zu dort erlaubter Zeit eintreffen können, und

3. unter Verhinderung jedes vermeidlichen Aufenthaltes zwischen dem Ausgangsamte oder der Legitimationsstelle und der Grenze

zoll- oder steueramtlich abzufertigen, oder mit Ausweisen zu versehen.

§. 10. Auch wird jeder der beiden Staaten die Erledigung der für die Wiederausfuhr unverabgabter Waaren ihm geleisteten Sicherheiten, sowie die für Ausfuhren gebührenden Abgabenerlasse oder Erstattungen erst dann eintreten lassen, wenn ihm durch eine vom Eingangsamte auszustellende Bescheinigung nachgewiesen wird, dass die nach dem vorbezeichneten Nachbarlande ausgeführte Waare in dem letzteren angemeldet worden ist. Die Grenzzollämter werden sich wechselseitig wöchentlich beglaubigte Uebersichten aus den Zollregistern mittheilen, welche die Gattung und Menge der zur Ausfuhr abgefertigten Waaren der bemerkten Art enthalten.

§. 11. Vor Ausführung der im §. 9. unter b. und im §. 10. enthaltenen Bestimmungen werden die kontrahirenden Theile über die erforderliche Anzahl und die Befugnisse der zum Waarenübergange an der gemeinschaftlichen Grenze bestimmten Anmelde- und Erhebungsstellen, über die denselben, soweit sie zu

einander unmittelbar in Beziehung stehen, übereinstimmend vorzuschreibenden Abfertigungsstunden und über, nach Bedürfniss anzuordnende amtliche Begleitungen der ausgeführten Waaren bis zur jenseitigen Anmeldestelle, sowie über besondere Maassregeln für den Eisenbahnverkehr sich bereitwilligst verständigen.

§. 12. Jeder der kontrahirenden Theile hat die in den §§. 13. und 14. erwähnten Uebertretungen der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetze des anderen Theiles nicht allein seinen Angehörigen, sondern auch allen denjenigen, welche in seinem Gebiete einen vorübergehenden Wohnsitz haben oder auch nur augenblicklich sich befinden, unter Androhung der zu jenen §§. bezeichneten Strafen zu verbieten. Beide kontrahirende Theile verpflichten sich wechselseitig, die dem andern kontrahirenden Theile angehörigen Unterthanen, welche den Verdacht des Schleichhandels wider sich erregt haben, innerhalb ihrer resp. Gebiete überwachen zu lassen.

§. 13. Uebertretungen von Ein-, Aus- und Durchfuhrverboten des anderen Theiles und Zoll- oder Steuerdefrauden, d. h. solche Handlungen oder gesetzwidrige Unterlassungen, durch welche dem letzteren eine ihm gesetzlich gebührende Ein-, Ausoder Durchgangs-Abgabe entzogen wird oder bei unentdecktem Gelingen entzogen werden würde, sind von jedem der kontrahirenden Theile nach seiner Wahl entweder mit Konfiskation des Gegenstandes der Uebertretung, eventuell Erlegung des vollen Werthes, und daneben mit angemessener Geldstrafe oder mit denselben Geld- oder Vermögensstrafen zu bedrohen, welchen gleichartige oder ähnliche Uebertretungen seiner eigenen Abgabengesetze unterliegen.

Im letzteren Falle ist der Strafbetrag, soweit derselbe gesetzlich nach dem entzogenen Abgabenbetrage sich richtet, nach dem Tarife des Staates zu bemessen, dessen Abgabengesetz übertreten worden ist.

§. 14. Für solche Uebertretungen der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetze des andern Staates, durch welche erweislich ein Ein-, Aus- oder Durchfuhrverbot nicht verletzt und eine Abgabe widerrechtlich nicht entzogen werden konnte oder sollte, sind genügende, in bestimmten Grenzen vom strafrichterlichen Ermessen abhängige Geldstrafen anzudrohen.

§. 15. Freiheits- oder Arbeitsstrafen (vorbehaltlich der nach seinen eigenen Abgabengesetzen eintretenden Abbüssung unvollstreckbarer Geldstrafen durch Haft oder Arbeit), sowie Ehrenstrafen, die Entziehung von Gewerbsberechtigungen oder, als Strafschärfung, die Bekanntmachung erfolgter Verurtheilungen anzudrohen, ist auf den Grund dieses Kartels keiner der kontrahirenden Theile verpflichtet.

§. 16. Dagegen darf durch die nach den §§. 12—15. zu erlassenden Strafbestimmungen die gesetzmässige Bestrafung der bei Verletzung der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetze des andern Staates etwa vorkommenden sonstigen Uebertretungen, Vergehen und Verbrechen, als Beleidigungen, rechtswidrige Widersetzlichkeit, Drohungen oder Gewaltthätigkeiten, Fälschungen, Bestechungen oder Erpressungen u. dgl. nicht ausgeschlossen oder beschränkt werden.

§. 17. Uebertretungen der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetze des anderen Theiles hat, auf Antrag einer zuständigen Behörde desselben, jeder der kontrahirenden Theile von denselben Gerichten und in denselben Formen, wie Uebertretungen seiner eigenen derartigen Gesetze untersuchen und gesetzmässig bestrafen zu lassen,

1. wenn der Angeschuldigte entweder ein Angehöriger des Staates ist, welcher ihn zur Untersuchung und Strafe ziehen soll, oder

2. wenn jener nicht allein zur Zeit der Uebertretung in dem Gebiete dieses Staates einen, wenn auch nur vorübergehenden Wohnsitz hatte oder die Uebertretung von diesem Gebiete aus beging, sondern auch bei oder nach dem Eingange des Antrags auf Untersuchung sich in demselben Staate betreffen lässt,

in dem unter 2. erwähnten Falle jedoch nur dann, wenn der Angeschuldigte nicht Angehöriger des Staates ist, dessen Gesetze Gegenstand der angeschuldigten Uebertretung sind.

§. 18. Zu den im §. 17. bezeichneten Untersuchungen sollen das Gericht, von dessen Bezirke aus die Uebertretung begangen ist, und das Gericht, in dessen Bezirke der Angeschuldigte seinen Wohnsitz oder, als Ausländer, seinen einstweiligen Aufenthalt hat, insofern zuständig sein, als nicht wegen derselben Uebertretung gegen denselben Angeschuldigten ein Verfahren bei einem andern Gerichte anhängig oder durch schliessliche Entscheidung beendigt ist.

§. 19. Bei den im §. 17. bezeichneten Untersuchungen soll den amtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des andern Staates dieselbe Beweiskraft beigelegt werden, welche den amtlichen Angaben der Behörden oder Angestellten des eigenen Staates in Fällen gleicher Art beigelegt ist.

§. 20. Die Kosten eines nach Maassgabe des §. 17. eingeleiteten Strafverfahrens und der Strafvollstreckung sind nach denselben Grundsätzen zu bestimmen und aufzulegen, welche für Strafverfahren wegen gleichartiger Uebertretungen der Gesetze des eigenen Staates gelten.

Für die einstweilige Bestreitung derselben hat der Staat zu sorgen, in welchem die Untersuchung geführt wird.

Diejenigen Kosten des Verfahrens und der Strafvollstreckung, welche, wenn ersteres wegen Uebertretung der eigenen Abgabengesetze Statt gefunden hätte, von jenem Staate schliesslich zu tragen sein würden, hat, insoweit sie nicht vom Angeschuldigten eingezogen oder durch eingegangene Strafbeträge (§. 21.) gedeckt werden können, der Staat zu erstatten, dessen Behörde die Untersuchung beantragte.

§. 21. Die Geldbeträge, welche in Folge eines nach Maassgabe des §. 17. eingeleiteten Strafverfahrens von dem Angeschuldigten oder für verkaufte Gegenstände der Uebertretung eingehen, sind dergestalt zu verwenden, dass davon zunächst die rückständigen Gerichtskosten, sodann die dem andern Staate entzogenen Abgaben und zuletzt die Strafen berichtigt werden.

Ueber die letzteren hat der Staat zu verfügen, in welchem das Verfahren Statt fand.

§. 22. Eine nach Maassgabe des §. 17. eingeleitete Untersuchung ist, so lange ein rechtskräftiges Enderkenntniss noch nicht erfolgte, auf Antrag der Behörde desjenigen Staates, welcher dieselbe veranlasst hatte, sofort einzustellen.

§. 23. Das Recht zum Erlasse und zur Milderung der Strafen, zu welchen der Angeschuldigte in Folge eines nach Maassgabe des §. 17. eingeleiteten Verfahrens verurtheilt wurde oder sich freiwillig erboten hat, steht dem Staate zu, bei dessen Gerichte die Verurtheilung oder Erbietung erfolgte.

Es soll jedoch vor derartigen Straferlassen oder Strafmilderungen der zuständigen Behörde des Staates, dessen Gesetze übertreten waren, Gelegenheit gegeben werden, sich darüber zu äussern.

§. 24. Die Gerichte jedes der kontrahirenden Staaten sollen in Beziehung auf jedes in dem andern Staate wegen Uebertretung der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetze dieses Staates oder in Gemässheit des §. 17. eingeleitete Strafverfahren verpflichtet sein, auf Ersuchen des zuständigen Gerichtes

1. Zeugen und Sachverständige, welche sich in ihrem Gerichtsbezirke aufhalten, auf Erfordern eidlich zu vernehmen und erstere zur Ablegung des Zeugnisses, soweit dasselbe nicht nach den Landesgesetzen verweigert werden darf, z. B. die eigene Mitschuld der Zeugen betrifft, oder sich auf Umstände erstrecken soll, welche mit der Anschuldigung nicht in naher Verbindung stehen, nöthigenfalls anzuhalten;

2. amtliche Besichtigungen vorzunehmen und den Befund zu beglaubigen;

3. Angeschuldigten, welche sich im Bezirke des ersuchten Gerichts aufhalten, ohne dem Staatsverbande des letzteren anzugehören, Vorladungen und Erkenntnisse behändigen zu lassen;

4. Uebertreter und deren bewegliche Güter, welche im Bezirke des ersuchten Gerichts angetroffen werden, anzuhalten und auszuliefern, insofern nicht jene Uebertreter dem Staatsverbande des ersuchten Gerichts oder einem solchen dritten Staate angehören, welcher durch Verträge verpflichtet ist, die fragliche Uebertretung seinerseits gehörig untersuchen und bestrafen zu lassen.

§. 25. Es sind in diesem Kartel unter „Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgabengesetzen" auch die Ein-, Aus- und Durchfuhrverbote und unter „Gerichten" die in jedem der kontrahirenden Staaten zur Untersuchung und Bestrafung von Uebertretungen der eigenen derartigen Gesetze bestellten Behörden verstanden.

§. 26. Durch die vorstehenden Bestimmungen werden weitergehende Zugeständnisse zwischen den kontrahirenden und anderen dem Vertrage vom heutigen Tage und diesem Kartel auf Grund des Artikels 26. des ersteren beitretenden Staaten zum Zwecke der Unterdrückung des Schleichhandels nicht aufgehoben oder geändert.

Anlage IV.

Münzkartel.

§. 1. Jeder der kontrahirenden Theile verpflichtet sich, seine Angehörigen wegen eines in Bezug auf die von dem andern Theile geprägten Münzen, auf das von demselben ausgegebene Papiergeld oder auf diejenigen öffentlichen Kreditpapiere, welche er seinen Münzen als Zahlungsmittel gesetzlich gleichgestellt hat, unternommenen oder begangenen Verbrechens oder Vergehens ebenso zur Untersuchung zu ziehen und mit gleicher Strafe zu belegen, als wenn das Verbrechen oder Vergehen in Bezug auf die eigenen Münzen oder das eigene Papiergeld Statt gefunden hätte.

§. 2. Jeder der kontrahirenden Theile übernimmt ferner die Verpflichtung, die in seinem Gebiete sich aufhaltenden Fremden, von welchen ein solches Verbrechen oder Vergehen in Bezug auf die Münzen, das Papiergeld oder die im §. 1. bezeichneten Kreditpapiere des anderen Theiles unternommen oder begangen worden, auf Requisition des letzteren an dessen Gerichte auszuliefern. Sind jedoch dergleichen Personen Angehörige eines Staates, welcher dem Vertrage vom heutigen Tage und diesem Kartel auf Grund des Artikel 26. des ersteren beigetreten ist, so steht diesem Staate vorzugsweise das Recht zu, die Auslieferung zu verlangen, und es ist derselbe deshalb auch von dem requirirten Staate zunächst zur Erklärung über die Ausübung dieses Rechts aufzufordern.

§. 3. Die im §. 2. ausgesprochene Verpflichtung zur Auslieferung soll nicht eintreten, wenn der Staat, in dessen Gebiete ein solcher Fremder sich befindet, entweder

a) in Gemässheit eines zwischen ihm und einem dritten Staate vor Verkündigung dieses Kartels abgeschlossenen allgemeinen Vertrages über die gegenseitige Auslieferung der Verbrecher verpflichtet ist, denselben dahin auszuliefern, oder

b) die Untersuchung und Bestrafung selbst verhängen zu lassen vorzieht. Im letztern Falle soll jedoch die im §. 1. eingegangene Verpflichtung gleichfalls Anwendung finden.

§. 4. Die kontrahirenden Theile wollen die Bestimmungen der §§. 1—3. auch auf Verbrechen und Vergehen, welche die betrügliche Nachahmung oder die Verfälschung der von einem von ihnen ausgestellten Staatsschuldscheine und zum Umlauf bestimmten Papiere, sowie der von andern juristischen Personen unter Genehmigung des Staates auf jeden Inhaber ausgefertigten Kreditpapiere, soweit auf solche nicht der §. 1. Anwendung findet, zum Gegenstande haben, oder die aus gewinnsüchtiger Absicht oder doch wissentlich unternommene Verbreitung solcher unechten Papiere betreffen, in der Art ausgedehnt wissen, dass bei der Bestrafung solcher Verbrechen und Vergehen zwischen inländischen Papieren und gleichartigen Papieren aus dem andern Staate ein Unterschied nicht gemacht werden, auch hinsichtlich der Untersuchung oder Auslieferung dasjenige Anwendung finden soll, was in den §§. 1—3. vereinbart ist.

§. 5. Wenn in einem Staate, welcher dem Vertrage vom heutigen Tage und diesem Kartel auf Grund des Artikel 26. des

ersteren beigetreten ist, die Unterscheidung zwischen Verbrechen und Vergehen in der Strafgesetzgebung nicht besteht, oder die strafbare Nachahmung oder Verfälschung der in diesem Kartel genannten Münzen oder Kreditpapiere mit einem anderen Namen als mit „Verbrechen und Vergehen" von dem Gesetze bezeichnet sind, so bleibt es diesem Staate anheimgestellt, bei der Bekanntmachung des Kartels, im ersteren Falle die auf jene Unterscheidung bezüglichen Worte „oder Vergehen" wegzulassen, im zweiten Falle an Stelle des Ausdrucks „Verbrechen und Vergehen" diejenige Bezeichnung zu setzen, welche seiner Gesetzgebung entspricht.

LVII.

Traité entre la Prusse, le Hanovre et la Hesse électorale, en leur nom et au nom des autres Etats du Zollverein, d'une part, et la ville libre et anséatique de Brême, d'autre part, pour faciliter les relations de commerce entre les deux parties. Signé à Brême, le 26 janvier 1856.

Seine Majestät der König von Preussen, Seine Majestät der König von Hannover, und Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen für Sich und in Vertretung der übrigen Mitglieder des Kraft der Verträge vom 22. und 30. März und 11. Mai 1833, 12. Mai und 10. Dezember 1835, 2. Januar 1836, 8. Mai, 19. Oktober und 13. November 1841, endlich vom 4. April 1853 bestehenden Zoll- und Handelsvereins, nämlich: der Kronen Bayern, Sachsen und Württemberg, des Grossherzogthums Baden, des Grossherzogthums Hessen, der den Thüringischen Zoll- und Handelsverein bildenden Staaten — namentlich des Grossherzogthums Sachsen, der Herzogthümer Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg und Sachsen-Coburg-Gotha und der Fürstenthümer Schwarzburg-Rudolstadt und Schwarzburg-Sondershausen, sowie der Fürstlich Reussischen Länder älterer und jüngerer Linie — des Herzogthums Braunschweig, des Grossherzogthums Oldenburg, des Herzogthums Nassau und der freien Stadt Frankfurt; ferner in Vertretung des Grossherzogthums Luxemburg, der Grossherzoglich Mecklen-

burgischen Enclaven Rossow, Netzeband und Schönberg, des Grossherzoglich Oldenburgischen Fürstenthums Birkenfeld, der Herzogthümer Anhalt-Dessau-Köthen und Anhalt-Bernburg, der Fürstenthümer Waldeck und Pyrmont, der Fürstenthümer Lippe und Schaumburg-Lippe, der Landgräflich Hessischen Gebietstheile, des Oberamts Meisenheim und des Amts Homburg, einerseits

und

der Senat der freien Hansestadt Bremen andererseits,

von dem Wunsche geleitet, die gegenseitigen Handelsbeziehungen zwischen Ihren Staaten im gemeinsamen Interesse möglichst zu fördern, haben zu diesem Zwecke Verhandlungen eröffnen lassen und zu Bevollmächtigten bestellt:

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchst Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Friedrich Leopold Henning;

Seine Majestät der König von Hannover:

Allerhöchst Ihren Schatzrath Dr. Carl Friedr. Lang;

Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen:

Höchst Ihren Ober-Finanzrath Wilhelm Cramer;

der Senat der freien Hansestadt Bremen:

den Senator Arnold Duckwitz,

den Senator Dr. Heinrich Wilhelm Smidt, und

den Senator Carl Friedrich Ludwig Hartlaub;

von welchen Bevollmächtigten folgender Vertrag, unter dem Vorbehalt allseitiger Ratifikation, abgeschlossen worden ist:

Art. 1. Die Schiffe Preussens und jedes der übrigen Staaten des Zollvereins, welche in die Häfen der freien Hansestadt Bremen eingehen oder von dort ausgehen werden, und umgekehrt die Bremischen Schiffe, welche in die Häfen des Königreichs Preussen odes eines anderen Staates des gedachten Vereins eingehen oder von dort ausgehen werden, sollen ohne Rücksicht auf ihren Abgangs- oder Bestimmungsort hinsichtlich aller das Schiff treffenden Abgaben, welcher Art oder Benennung dieselben seien, mögen sie im Namen oder zum Vortheile der Regierung oder zum Vortheile öffentlicher Beamten, Orts-Verwaltungen oder Anstalten irgend einer Art erhoben werden, auf demselben Fusse behandelt werden wie die Nationalschiffe.

Art. 2. Alle Erzeugnisse und andere Gegenstände des Handels, deren Einfuhr oder Ausfuhr nach oder aus

den Staaten der hohen vertragenden Theile gesetzlich auf Nationalschiffen wird Statt finden können, sollen ohne Unterschied ihrer Herkunft und Bestimmung auch auf Schiffen des anderen Theils dorthin eingeführt oder von dort ausgeführt werden können.

Art. 3. Waaren jeder Art ohne Unterschied ihres Ursprungs oder Eigenthümers, die, von welchem Lande es sei, durch Schiffe des Zollvereins in die Häfen Bremens, oder durch Bremische Schiffe in diejenigen des Zollvereins eingeführt werden, desgleichen Waaren, die, für welche Bestimmung es sei, aus den Häfen des Zollvereins durch Bremische Schiffe, oder aus den Häfen Bremens durch Schiffe der Zollvereinsstaaten ausgeführt werden, sollen in den beiderseitigen Häfen keine andere oder höhere Abgaben entrichten, als wenn die Einfuhr oder Ausfuhr derselben Gegenstände durch Nationalschiffe Statt fände.

Die Prämien, Abgaben-Erstattungen oder andere Begünstigungen dieser Art, welche in dem Gebiete des einen der hohen kontrahirenden Theile der Einfuhr oder Ausfuhr auf Nationalschiffen bewilligt werden, sollen in gleicher Weise bewilligt werden, wenn die Einfuhr oder Ausfuhr auf Schiffen des anderen Theiles erfolgt.

Art. 4. Hinsichtlich des Betrages, der Sicherung und der Erhebung der Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgaben dürfen in keinem der kontrahirenden Staaten

1. Erzeugnisse des Gebietes des anderen kontrahirenden Theils ungünstiger als gleichartige Erzeugnisse irgend eines ausserdeutschen Staates,

2. Waaren, welche aus dem Gebiete des anderen kontrahirenden Theiles ein- oder durchgeführt werden, ungünstiger als beim unmittelbaren Eingange vom Auslande,

3. Ausfuhr-Gegenstände, beim Ausgange nach dem Gebiete des anderen kontrahirenden Theils ungünstiger als beim unmittelbaren Ausgange nach dem Auslande

behandelt werden.

Ausnahmen hiervon sind nur bei Zolleinigungen mit dritten Staaten und hinsichtlich solcher Begünstigungen zulässig, welche dritten Staaten durch schon bestehende Verträge zugestanden sind, oder welche den unmittelbar über die Landgrenze eingehenden Erzeugnissen eines Nachbarlandes oder seiner Europäischen Zubehörungen mit Rücksicht auf ähnliche Gegenleistungen etwa zuge-

standen werden; ferner von der Verabredung zu 2., in Bezug auf Wein, bei dessen Verzollung eine Eingangs-Abgaben-Ermässigung auf den direkt aus den Erzeugungslanden herkommenden Wein beschränkt werden kann.

Art. 5. Da die hohen kontrahirenden Theile die Unterdrückung des Schleichhandels an den beiderseitigen Grenzen, sowie von der Weser und deren Nebenflüssen aus, nicht minder wie eine freundnachbarliche Mitwirkung hierbei als vorzügliches Mittel zur Beförderung des redlichen Verkehrs zwischen Ihren Gebieten anerkennen, so verpflichten dieselben Sich, dem Schleichhandel zwischen Ihren Landen, und insbesondere da, wo die beiderseitigen Grenzen sich berühren, nach Möglichkeit entgegenzuwirken, jeden durch die Zoll- und Steuergesetze des Nachbarlandes verbotenen Verkehr nach letzterem zu verbieten, zu bestrafen und überhaupt möglichst zu verhindern, auch Sich gegenseitig zur Ausrottung eines solchen unerlaubten Verkehrs, wo derselbe sich zeigen sollte, behülflich zu sein. Zur Erreichung dieses Zwecks ist die in der Anlage I. beigefügte Uebereinkunft wegen Unterdrückung des Schleichhandels zwischen Ihnen errichtet worden.

Art. 6. Um dem Verkehr zwischen Bremen und dem Gebiete des Zollvereins diejenigen Erleichterungen zu gewähren, welche ohne Gefährdung des Zollinteresses zulässig erscheinen, ist man übereingekommen, dass in der Stadt Bremen für den Verkehr vermittelst der Eisenbahn und der Weser ein zollvereinsländisches Haupt-Zollamt mit besonders festzusetzenden Befugnissen zur Zollabfertigung und Erhebung errichtet werde. Die dazu erforderlichen Lokalitäten und Anstalten werden von Seiten Bremens auf dessen Kosten gestellt. Die in der Anlage II. beigefügte Uebereinkunft enthält die näheren Bestimmungen hierüber.

Art. 7. Zur Beförderung des Waaren-Absatzes aus dem Zollvereine nach anderen, besonders überseeischen Ländern, soll in beiderseitigem Interesse in der Stadt Bremen eine Zollvereins-Niederlage unter Aufsicht und Kontrole des im vorstehenden Artikel erwähnten Haupt-Zollamts errichtet werden, in welcher Erzeugnisse des Zollvereins, sowie in demselben verzollte fremde Waaren gelagert, behandelt, umgepackt, getheilt und solchergestalt in den Zollverein zollfrei zurückgebracht werden

können. Die Verwaltung dieser Niederlage steht der freien Hansestadt Bremen zu, welche die erforderlichen Baulichkeiten und Einrichtungen auf ihre Kosten übernimmt. Das Nähere ist hierüber in der Anlage II bestimmt.

Art. 8. Um die Unterdrückung des Schleichhandels vollständiger zu erreichen, welcher durch die vorspringende Lage Bremischer Gebietstheile begünstigt wird, sind die hohen Kontrahenten übereingekommen:

1. Die hollerländischen Aussendeichsländereien an der rechten Seite des längs des Deichs fliessenden Zuggrabens (Deichschlot) von Tenöver an, sowie an der rechten Seite der Wumme, wo diese an den Höllerdeich tritt,

2. die am rechten Ufer der Wumme belegenen Theile des Gerichts Borgfeld, namentlich Butendieck, Timmerslohe, Borgfelder-Moor, Borgfelder-Weide, sowie sämmtliche Borgfelder Wiesen,

3. die Wumme und Lesum oberhalb Burg, soweit Bremen die Landeshoheit darüber zusteht,

4. die am linken Ufer der Ochum belegenen Bremischen Dorfschaften und Feldmarken Kirchhuchting, Mittelshuchting, Brookhuchting, Varrelgraben und Grolland, einschliesslich des Ochumflusses,

unbeschadet der dem Bremischen Staate zustehenden Landeshoheit dem Zollvereine anzuschliessen. Das Nähere über diesen Anschluss ist in der als Anlage III. beigefügten Uebereinkunft festgestellt.

Ueber die Besteuerung der inneren Erzeugnisse in den vorgenannten Gebietstheilen ist die in der Anlage IV. enthaltene besondere Uebereinkunft zwischen Hannover und Bremen abgeschlossen worden.

Art. 9. Zur Beförderung des Verkehrs ist weiter verabredet worden, dass die den kontrahirenden Staaten angehörigen Fabrikanten und Gewerbtreibenden, welche blos für das von ihnen betriebene Geschäft Ankäufe machen, oder Reisende, welche nicht Waaren selbst, sondern nur Muster derselben bei sich führen, um Bestellungen zu suchen, wenn sie die Berechtigung zu diesem Gewerbsbetriebe in demjenigen Staate, in welchem sie ihren Wohnsitz haben, durch Entrichtung der gesetzlichen Abgaben erworben haben, oder im Dienste solcher inländischen Gewerbtreibenden oder Kaufleute stehen, in dem Gebiete des anderen kontrahirenden Theiles keine

weitere Abgabe hierfür zu entrichten verpflichtet sein sollen.

Art. 10. Da die Stadt Bremen für manche Gegenstände, welche allein oder doch hauptsächlich aus dem Zollvereine dahin gelangen, den Hauptmarktort für die zum Zollvereine gehörige Gegend der unteren Weser bildet, eine Zollkontrole dabei aber unnöthige Belästigung herbeiführen würde, so ist man übereingekommen, dass folgende Gegenstände vom Bremischen Gebiete, mit Ausschluss von Vegesack und Bremerhaven, zollfrei in den Zollverein eingehen sollen, als:

1. Eichen-, Ulmen-, Eschen-, Buchen-, auch Fichten-, Tannen-, Lerchen-, Pappeln- und Erlenholz in Stämmen, Stöcken und Scheiten; ferner Bandstöcke, Stangen, Faschinen, Pfahlholz, Flechtweiden, auch beim Transport auf der Weser und deren Nebenflüssen;

2. grobe, rohe, ungefärbte Böttcher-, Drechsler-, Tischler- und blos gehobelte Holzwaaren und Wagnerarbeiten, auch grobe Maschinen von Holz, weder gefärbt, gebeizt, lackirt oder polirt, noch in Verbindung mit anderen Stoffen. Jedoch sollen Beschläge, Nägel, Schrauben, Scharniere, Reife, Schlösser; ferner Seile, Stricke, Bindfaden, Bänder, Schnüre und Riemen zur Befestigung oder Verbindung der einzelnen Bestandtheile die zollfreie Zulassung der bezeichneten Waaren nicht ausschliessen;

3. grobe Korbflechterwaaren aus ungeschälten Ruthen, ingleichen aus geschälten Ruthen, weder gefärbt, gebeizt, lackirt noch gefirnisst, zum Wirthschaftsgebrauch;

4. ordinaire, ungefärbte Matten und Fussdecken von Bast, Binsen, Stroh und Schilf;

5. gemeine Töpferwaaren, d. h. gewöhnliches, aus gemeiner Thonerde verfertigtes Töpfergeschirr mit oder ohne Glasur, Fliesen und Schmelztiegel, und

6. Hohlglas in seinen natürlichen Farben (grünes, schwarzes, gelbes), weder gepresst noch geschliffen noch abgerieben.

Inwieweit und in welcher Art zur Begründung des Anspruchs auf die vorgedachte Befreiung vom Eingangszolle ein Nachweis über die Versendung der betreffenden Gegenstände aus dem Bremischen Gebiete geführt werden muss, darüber werden durch die Vollzugs-Kommission (Art. 16.) die näheren Anordnungen getroffen werden.

Art. 11. Zur gegenseitigen Erleichterung des Verkehrs auf Messen und Jahrmärkten soll künftig nur von dem verkauften Theile der auf die Messen und Jahrmärkte in dem Gebiete des anderen kontrahirenden Theils gebrachten Waaren die gesetzliche Eingangs-Abgabe, für den unverkauft zurückzuführenden Theil aber auf vorschriftsmässigen Nachweis über die Identität der ein- und zurückgeführten Waaren in beiden Gebieten weder eine Eingangs-Abgabe noch Durchgangs-Abgabe erhoben werden.

Gegenstände der Verzehrung sind von dieser Erleichterung ausgeschlossen; für grobes und feines Backwerk ist dieselbe jedoch gleichfalls zugestanden.

Art. 12. Die in dem vorstehenden Artikel für den Jahrmarktsverkehr bestimmten Erleichterungen sollen auch bei dem Verkehr auf den Viehmärkten in den gegenseitigen Gebieten Anwendung erhalten, so dass für das unverkauft zurückgehende Vieh weder eine Eingangs- noch Durchgangs-Abgabe erhoben werden wird.

Art. 13. Die Angehörigen des einen der hohen Kontrahenten, welche die Märkte und Messen in dem Gebiete des anderen beziehen, sollen daselbst hinsichtlich der Verbindlichkeit zur Entrichtung einer Abgabe dafür den eigenen Angehörigen gleich behandelt werden.

Art. 14. Soweit durch den im Artikel 8. verabredeten Anschluss Bremischer Gebietstheile an den Zollverein ländliche Besitzungen in der Art getrennt werden, dass einzelne Grundstücke durch die Zolllinie von dem Gute oder Hofe abgeschnitten sind, von welchem aus sie bewirthschaftet werden, soll neben der gegenseitigen Gewährung solcher Erleichterungen, wie sie nach den im Zollvereine geltenden Bestimmungen für den kleinen Grenzverkehr zugelassen werden können, das erforderliche Saatkorn zu deren Bestellung zollfrei eingebracht werden dürfen, nicht minder die Erhebung eines Zolles für das auf solche Grundstücke zur Weide gehende Vieh wegfallen.

Art. 15. Das persönliche Verhältniss der bei dem in Bremen zu errichtenden Haupt-Zollamte oder sonst im Bremischen Gebiete zu stationirenden Zollbeamten wird dahin bestimmt, dass dieselben während der Dauer ihres dienstlichen Aufenthalts daselbst nebst ihren im Familienbande stehenden Angehörigen in dem Unterthanen-Verbande desjenigen Staates, welchem sie angehören,

verbleiben und ihr Wohnrecht daselbst ihnen erhalten wird. Sie sind den Gesetzen, der Gerichtsbarkeit und Polizei der freien Hansestadt Bremen, sobald nicht die Ausübung ihrer eigentlichen Dienstverrichtungen als Zollbeamte, mithin die Disziplin, Dienstvergehungen oder Dienstverbrechen, ferner Vergehen gegen den Heimathstaat oder dessen Oberhaupt, endlich das eheliche Güterrecht, die Erbfolge in die Verlassenschaft solcher Beamten und die Bevormundung der Hinterbliebenen in Frage stehen, unterworfen, geniessen aber, so lange sie in ihrem bisherigen Unterthanen-Verbande verbleiben, für sich und ihre Familien eine Befreiung von persönlichen Leistungen, einschliesslich des Militairdienstes oder irgend eines anderen Waffendienstes, und von der Vermögen- und Einkommensteuer, sowie von sonstigen persönlichen direkten Staats- und Kommunal-Abgaben und für ihren Nachlass von der Abgabe von Erbschaften. Der in Bremen bestehenden Gassen-Reinigungs-und Erleuchtungssteuer sind die genannten Beamten unterworfen.

Art. 16. Alles, was sich auf die Detail-Ausführung der in dem gegenwärtigen Vertrage und dessen Beilagen enthaltenen Verabredungen bezieht, soll durch gemeinschaftliche Commissarien vorbereitet werden.

Art. 17. Dem Senate der freien Hansestadt Bremen steht die Befugniss zu, einen Kommissar zu bestellen, welcher in seinem Namen hinsichtlich der aus diesem Vertrage hervorgehenden Verhältnisse mit den Behörden der Zollverwaltung des Zollvereins zur thunlichsten Abkürzung des Geschäftsganges über sich dazu eignende Angelegenheiten in unmittelbares Benehmen zu treten, und namentlich Auskunft einzuziehen befugt sein soll, unbeschadet der direkten Verhandlung zwischen den Regierungen des Zollvereins und Bremen.

Art. 18. Die Dauer dieses Vertrages wird vorläufig bis zum letzten Dezember 1865 mit der Maassgabe festgesetzt, dass, wenn derselbe von dem einen oder dem anderen der kontrahirenden Staaten nicht spätestens ein Jahr vor dem Ablaufe gekündigt wird, er auf weitere zwölf Jahre, und so fort von zwölf zu zwölf Jahren verlängert angesehen werden soll.

Ueber den Anfang der Wirksamkeit des Vertrages wird von beiden Theilen eine Bekanntmachung erlassen werden.

Derselbe soll alsbald zur Ratifikation sämmtlichen

betheiligten Regierungen vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden mit möglichster Beschleunigung in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Bremen, den 26. Januar 1856.

(gez.) *Friedrich Leopold Henning.* (L. S.)
Carl Friedrich Lang. (L. S.)
Wilhelm Cramer. (L. S.)
Arnold Duckwitz. (L. S.)
Joh. Heinrich Wilhelm Smidt. (L. S.)
Carl Friedrich L. Hartlaub. (L. S.)

Separat-Artikel.

Bei dem heutigen Abschlusse des Vertrages zwischen Preussen, Hannover und Kurbessen für Sich und in Vertretung der übrigen Staaten des Zollvereins einerseits und der freien Hansestadt Bremen andererseits, wegen Beförderung der gegenseitigen Verkehrsverhältnisse, sind von den ernannten Bevollmächtigten noch folgende besondere Artikel verabredet worden, welche, obwohl nicht zur öffentlichen Bekanntmachung bestimmt, dennoch dieselbe Kraft und Gültigkeit haben sollen, als wenn sie Wort für Wort in die Artikel des offenen Vertrages eingerückt wären:

Artikel 1.

(Zu Artikel 1. bis 3. des offenen Vertrages.)

1. Damit die Gleichstellung der beiderseitigen Schifffahrt mit der nationalen in vollem Umfange herbeigeführt werde, sollen den Führern und Rhedern von Schiffen, welche dem anderen kontrahirenden Theile angehören, in Bezug auf Besorgung der mit dem Schifffahrtsbetriebe in Verbindung stehenden Geschäfte die gleichen Befugnisse zustehen, wie den eigenen Rhedern und Schiffsführern, dergestalt, dass denselben in Bezug auf das Ein- und Ausklariren der Schiffe, die Bewerbung um Frachten und das Einkassiren der Frachtgelder keine Verpflichtung zur Annahme von Korrespondenten, Mäklern oder andern Mittelspersonen auferlegt bleibt, soweit auch den eignen Angehörigen eine solche nicht obliegt.

2. Die in den Artikeln 1. bis 3. zugesicherte Gleichstellung der Angehörigen der kontrahirenden Theile hinsichtlich der Flussschifffahrt und hinsichtlich des Handels

in den Seehäfen erstreckt sich auch auf die gegenseitige Zulassung der Schiffe beider kontrahirenden Theile zur Binnenschifffahrt oder Cabotage, ohne dass dafür andere oder höhere Abgaben von Schiff und Ladung als von Schiffen des eigenen Staats zu entrichten sind.

Artikel 2.

(Zu Artikel 4. des offenen Vertrages.)

1. Durch die im ersten Absatze des Artikels 4. zugesicherte Gleichstellung rücksichtlich der Sicherung und Erhebung der Abgaben sollen nur solche Unterschiede ausgeschlossen werden, wodurch einzelne Staatsgebiete, Handelsplätze oder Verkehrsstrassen begünstigt oder zurückgesetzt werden, nicht aber solche, welche auf unmittelbaren Bedürfnissen der Abgaben-Verwaltung beruhen und insbesondere zu dem Zwecke vorgekehrt werden, um Abgaben-Umgehungen grösseren Belanges an bestimmten Grenzpunkten oder Abfertigungsstellen zu verhüten.

Unter Eingang über die Landgrenze ist auch der Eingang auf Binnenseen, Flüssen und Kanälen verstanden.

2. Man ist darüber einverstanden, dass die Zugeständnisse, in deren Besitz sich, dem Zollvereine gegenüber, Oesterreich nebst den mit demselben zollverbündeten ausserdeutschen Staaten in Folge des Vertrages vom 19. Februar 1853 befindet, oder welche im Anschlusse an diesen Vertrag weiter gewährt werden möchten, auf Grund des Artikel 4. des offenen Vertrages von Bremen nicht in Anspruch genommen werden können.

Artikel 3.

(Zu Artikel 15. des offenen Vertrages.)

Zu den Vergehen, wegen welcher gegen zollvereinsländische, im Bremischen Gebiete angestellte Zollbeamte die gerichtliche Untersuchung den Bremischen Gerichten zusteht, gehören auch die Fälle, wo etwa Grenz-Aufsichtsbeamte wegen Missbrauchs ihrer Waffen im Grenzdienste und dadurch verursachter Tödtung oder Verwundung von Menschen zur Untersuchung gezogen werden müssten, und wird in letztgedachtem Falle der gerichtlichen Bestrafung von Seiten der Zoll-Verwaltungsbehörden kein Hinderniss in den Weg gelegt werden.

Von der Einleitung und dem Ausgange gerichtlicher

der vorgesetzten Behörde der letzteren jedesmal Mittheilung gemacht werden.

Artikel 4.

(Zu Artikel 18. des offenen Vertrages.)

Der Vollzug des Vertrages und zu diesem Ende der Zusammentritt der Vollzugskommission wird thunlichst beschleunigt und die im Artikel 18. erwähnte Bekanntmachung über den Anfang der Wirksamkeit des Vertrages von der Vollzugskommission und zwar wo möglich spätestens bis Ende März 1856 beantragt werden. Sobald in Folge der Artikel 7. und 9. der Uebereinkunft II. die Vorbereitungen für die Abfertigung der weseraufwärts gehenden und der mittelst der Eisenbahn zu versendenden Waaren in Bremen getroffen sein werden, kann dieser Antrag erfolgen, wenn auch der Vollzug einzelner Verabredungen noch ausgesetzt bleiben müsste. Soweit letzteres nicht zu vermeiden sein möchte, wird die zu erlassende Bekanntmachung darüber die näheren Bestimmungen enthalten und wegen Ausführung der vom Vollzuge einstweilen ausgeschlossen bleibenden Verabredungen später besondere Bekanntmachung ergehen.

Die Verabredungen, welche über die Maassregeln zur Unterdrückung des Schleichhandels und wegen des Königlich Hannoverschen Zollamts am Eisenbahnhofe zu Bremen zur Zeit zwischen Hannover und Bremen bestehen, sollen in Kraft bleiben, bis die Verabredungen in der Uebereinkunft I. und beziehungsweise in der Uebereinkunft II. zur Ausführung gelangen.

So geschehen Bremen, den 26. Januar 1856.

(gez.) *Friedrich Leopold Henning.* (L. S.)
Carl Friedrich Lang. (L. S.)
Wilhelm Cramer. (L. S.)
Arnold Duckwitz. (L. S.)
Joh. Heinrich Wilhelm Smidt. (L. S.)
Carl Friedrich L. Hartlaub. (L. S.)

LVIII.

Traité entre la Prusse, le Hanovre et la Hesse électorale, d'une part, et la ville libre et anséatique de Brême, d'autre part, pour la suspension des droits sur la navigation du Weser, signé à Brême, le 26 janvier 1856.

Seine Majestät der König von Preussen, Seine Majestät der König von Hannover, Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen und der Senat der freien Hansestadt Bremen, von dem Wunsche geleitet, zur Beförderung der Handelsbeziehungen zwischen den Staaten des Zollvereins und Bremen, über welche zwischen den genannten Theilen vertragsmässige Abreden getroffen werden, auch den Verkehr auf der Weser zu erleichtern, haben zu diesem Zwecke Verhandlungen eröffnen lassen und zu Bevollmächtigten bestellt:

Seine Majestät der König von Preussen:
Allerhöchst Ihren Geheimen Ober-Finanzrath Friedrich Leopold Henning;
Seine Majestät der König von Hannover:
Allerhöchst Ihren Schatzrath Dr. Carl Friedrich Lang;
Seine Königliche Hoheit der Kurfürst von Hessen:
Höchst Ihren Ober-Finanzrath Wilhelm Cramer;
der Senat der freien Hansestadt Bremen:
den Senator Arnold Duckwitz,
den Senator Dr. Heinrich Wilhelm Smidt und
den Senator Carl Friedrich Ludwig Hartlaub,
von welchen Bevollmächtigten folgender Vertrag, unter Vorbehalt der Ratifikation, abgeschlossen worden ist.

Art. 1. Von dem Zeitpunkte an, mit welchem der Vertrag zwischen Preussen, Hannover und Kurhessen für sich und in Vertretung der übrigen Staaten des Zollvereins einerseits und der freien Hansestadt Bremen andererseits, wegen Beförderung der gegenseitigen Verkehrsverhältnisse, vom heutigen Tage, in Kraft tritt, soll unter der Voraussetzung, dass die Herzoglich Braunschweigische, die Grossherzoglich Oldenburgische und die Fürstlich Lippesche Regierung, die erst- und letztgedachte Regierung im Anschlusse an die dieserhalb frü-

her bereits ertheilten Zusagen, diesem Vertrage beitreten, die Erhebung der Weserzölle auf die Dauer dieses Vertrages suspendirt werden.

Art. 2. Die Königlich Preussische Regierung wird alsbald nach Unterzeichnung dieses Vertrages die Herzoglich Braunschweigische, die Grossherzoglich Oldenburgische und die Fürstlich Lippesche Regierung einladen, dem Vertrage beizutreten, und soll darüber eine Verständigung in der Art zu treffen ermächtigt sein, dass in dieser Weise die im Art. 1. ausgesprochene Voraussetzung ihre Erledigung findet.

Art. 3. Dieser Vertrag soll so lange in Kraft bleiben, wie der im Art. 1. genannte Vertrag vom heutigen Tage und mit diesem Vertrage ohne weitere besondere Kündigung sein Ende erreichen.

Derselbe soll alsbald zur Ratifikation den betheiligten Regierungen vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden mit möglichster Beschleunigung in Berlin bewirkt werden.

So geschehen Bremen, den 26. Januar 1856.

(gez.) *Friedrich Leopold Henning.* (L. S.)
Carl Friedrich Lang. (L. S.)
Wilhelm Cramer. (L. S.)
Arnold Duckwitz. (L. S.)
Joh. Heinrich Wilh. Smidt. (L. S.)
Carl Friedrich L. Hartlaub. (L. S.)

Schluss-Protokoll.

Geschehen **Bremen**, den 26. Januar 1856.

Die Unterzeichneten hatten sich heute vereinigt, um den Vertrag zwischen Preussen, Hannover, Kurhessen und Bremen wegen Suspension der Weserzölle, nach nochmaliger gemeinschaftlicher Durchlesung zu unterzeichnen, bei welcher Gelegenheit noch folgende Verabredungen und Erklärungen in gegenwärtiges Protokoll niedergelegt wurden:

Die Hannoverscher Seits in Anregung gebrachte Wiederherstellung des sogenannten Triftgeldes, zur Entschädigung der Achtsleute, welche auf der Strecke von Bremen bis Stolzenau die auf der Weser mittelst Pferdezuges beförderten Schiffe zum Zweck der Festsetzung

der Vergütungen für etwaige Beschädigungen der Ufer begleiten, ist zwar für den Fall, dass diese Abgabe von den Schiffern erhoben werden soll, von anderen Seiten beanstandet worden. Dagegen hat man sich darüber verständigt, dass es keine Bedenken habe, wenn für die Dauer der Suspension der Weserzölle die den Pferdezug begleitenden Achtsleute das Triftgeld nach einem bestimmten über die Beträge, welche bisher den Achtsleuten gewährt worden sind, nicht hinausgehenden Tarife von den Eigenthümern des Pferdezuges erheben. Demgemäss nach Befinden nähere Anordnungen zu treffen, und von denselben die Regierungen der übrigen Weserufer-Staaten zu benachrichtigen, ist hiernach der Königlich Hannoverschen Regierung anheimgestellt worden.

Der Vertrag wurde hierauf, der zur Zeitersparniss getroffenen Verabredung gemäss, in einem Exemplare, welches im Königlich Preussischen Geheimen Staats-Archiv aufbewahrt werden soll, von den Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt. Beglaubigte Abdrücke davon sollen sofort sämmtlichen Bevollmächtigten mitgetheilt werden.

Nachdem sodann noch die Bevollmächtigten sich gegenseitig die Zusicherung ertheilt hatten, dass ihre Regierungen durch die Ratifikation des Vertrages auch die im gegenwärtigen Protokolle enthaltenen Verabredungen und Erklärungen, ohne weitere förmliche Ratifikation desselben, als genehmigt ansehen würden, ward dieses Protokoll ebenfalls von ihnen unterzeichnet.

G. w. o.

(gez.) *F. W. Henning. C. Fr. Lang. W. Cramer. A. Duckwitz. H. Smidt. L. Hartlaub.*

LIX.

Convention entre la Prusse et les autres États du Zollverein, relative à l'imposition sur le sucre de betrave et les sucres étrangers, signée à Berlin, le 16 février 1858.

Nachdem die Regierungen von Preussen, Bayern, Sachsen, Hannover, Württemberg, Baden, Kurhessen, Grossherzogthum Hessen, den bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Staaten, Braunschweig, Oldenburg, Nassau und der freien Stadt Frankfurt in dem Wunsche übereingekommen sind, eine Aenderung in den bisherigen Bestimmungen über die Besteuerung des Rübenzuckers und über die Verzollung des ausländischen Syrups eintreten zu lassen, so sind zu diesem Zwecke Verhandlungen gepflogen worden, wozu als Bevollmächtigte ernannt haben:

die Königlich Preussische Regierung:
den Geheimen Ober-Finanzrath Georg Hermann Hellwig,
die Königlich Bayerische Regierung:
den Ministerial-Assessor Dr. Johann Diepolder,
die Königlich Sächsische Regierung:
den Geheimen Finanzrath Friedrich Moritz Lehmann,
die Königlich Hannoversche Regierung:
den General-Zolldirektor Franz Georg Carl Albrecht,
die Königlich Württembergische Regierung:
den Ober-Finanzrath Ludwig Friedrich von Herzog,
die Grossherzoglich Badische Regierung:
den Finanzrath Dr. Johann Baptist Valentin Weindel,
die Kurfürstlich Hessische Regierung:
den Ober-Finanzrath Friedrich Theodor Bode,
die Grossherzoglich Hessische Regierung:
den Ober-Steuerrath Ludwig Wilhelm Ewald,

die bei dem Thüringischen Zoll- und Handelsvereine betheiligten Regierungen, nämlich ausser der Königlich Preussischen und der Kurfürstlich Hessischen Regierung:

die Grossherzoglich Sächsische,
die Herzoglich Sachsen-Meiningensche,
die Herzoglich Sachsen-Altenburgische,
die Herzoglich Sachsen-Koburg-Gothaische,
die Fürstlich Schwarzburg-Rudolstädtsche,
die Fürstlich Schwarzburg-Sondershausensche,

die Fürstlich Reuss-Plauische Regierung älterer Linie, u.
die Fürstlich Reuss-Plauische Regierung jüngerer Linie:
den Grossherzoglich Sächsischen Geheimen Rath Gustav Thon,
die Herzoglich Braunschweigische Regierung:
den Finanzdirektor Wilhelm Erdmann Florian von Thielau,
die Grossherzoglich Oldenburgische und
die Herzoglich Nassauische Regierung:
den Herzoglich Braunschweigischen, Grossherzoglich Oldenburgischen und Herzoglich Nassauischen Geschäftsträger am Königlich Preussischen Hofe, Geheimen Legationsrath Dr. Friedrich August von Liebe,
die freie Stadt Frankfurt:
den Königlich Preussischen Geheimen Ober-Finanzrath Georg Hermann Hellwig,
von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, folgende Uebereinkunft abgeschlossen worden ist.

Art. 1. Die Bestimmungen der Uebereinkunft wegen Besteuerung des Rübenzuckers vom 4. April 1853 im Artikel 2. unter b., im Artikel 3. und Artikel 4. nebst den zu ihrer Ausführung getroffenen näheren Verabredungen werden aufgehoben.

Art. 2. Die Steuer vom Zentner der zur Zuckerbereitung bestimmten rohen Rüben wird vom 1. September 1858 an vorläufig bis zum 1. September 1859 auf sieben und einen halben Silbergroschen oder sechs und zwanzig und ein Viertel Kreuzer festgesetzt. Dieser Satz kommt auch für die ferneren Betriebsperioden zur Erhebung, sofern nicht eine anderweite Vereinbarung unter den kontrahirenden Theilen erfolgt.

Art. 3. Für den ausländischen Zucker bewendet es bis auf weitere Vereinbarung bei den bisherigen Eingangszollsätzen; dagegen wird der Eingangszoll für Syrup, mit Beseitigung der beiden jetzt bestehenden Sätze von zwei Thalern und vier Thalern, vom 1. September 1858 an auf drei Thaler oder fünf Gulden funfzehn Kreuzer für den Zentner festgestellt.

Auflösungen von Zucker, welche als solche bei der Revision bestimmt erkannt werden, unterliegen dem höchsten Eingangszollsatze für Zucker.

Art. 4. Sollten die kontrahirenden Theile über Aenderungen der für ausländischen Zucker gegenwärtig bestehenden Zollsätze sowie des für ausländischen Syrup

vereinbarten Zollsatzes, oder über die Erhebung der Rübenzuckersteuer nach einem anderen Maassstabe, als nach dem Gewichte der zur Zuckerbereitung verwendeten rohen Rüben, übereinkommen, so werden sie sich über eine entsprechende Aenderung der vorstehenden Verabredungen verständigen.

Art. 5. Veränderungen in dem Steuersatze für die zur Zuckerbereitung bestimmten rohen Rüben, desgleichen in den Eingangszollsätzen für den ausländischen Zucker und Syrup treten stets nur mit dem 1. September ein und sind spätestens am 6. Juli desjenigen Jahres, in welchem der veränderte Satz zur Erhebung kommen soll, bekannt zu machen.

Die Eingangszollsätze für den ausländischen Zucker und Syrup bleiben daher aus der Reihe der übrigen mit dem Kalenderjahr laufenden Sätze des Zolltarifs ausgeschieden.

Art. 6. Die Uebereinkunft wegen Besteuerung des Rübenzuckers vom 4. April 1853 nebst den wegen ihrer Ausführung getroffenen näheren Verabredungen bleibt, soweit sie nicht durch die vorstehenden Bestimmungen abgeändert worden ist, auch ferner in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten die gegenwärtige Uebereinkunft unterzeichnet und untersiegelt.

Berlin, den 16. Februar 1858.

(gez.) *Hellwig*. (L. S.) *Dr. Diepolder*. (L. S.) *Lehmann*. (L. S.) *Albrecht*. (L. S.)
von Herzog. (L. S.) *Dr. Weindel*. (L. S.) *Bode*. (L. S.) *Ewald*. (L. S.) *Thon*. (L. S.)
von Thielau. (L. S.) *von Liebe*. (L. S.) *Hellwig*. (L. S.)

Schluss-Protokoll.

Verhandelt Berlin, den 16. Februar 1858.

Die Unterzeichneten vereinigten sich heute, um die in Vollmacht ihrer hohen Kommittenten vereinbarte Uebereinkunft wegen Besteuerung des Rübenzuckers und wegen Verzollung des ausländischen Zuckers und Syrups nach nochmaliger gemeinschaftlicher Durchlesung zu unterzeichnen, bei welcher Gelegenheit noch folgende Erklärungen und Verabredungen in das gegenwärtige Schluss-Protokoll niedergelegt wurden.

1. Zum Artikel 1. der Uebereinkunft.

Man einigte sich dahin, dass ebenso, wie bisher in Gemässheit der im Separat-Artikel 2. zur Uebereinkunft wegen Besteuerung des Rübenzuckers vom 4. April 1853 getroffenen Verabredung geschehen ist, auch ferner jede Vereins-Regierung bis zum 30. April jeden Jahres eine Nachweisung der innerhalb der zwölf Monate vom 1. April des vorhergegangenen bis zum 31. März des laufenden Jahres bei ihren Hebestellen erfolgten Verzollungen von ausländischem Zucker und Syrup und Versteuerungen von zur Zuckerbereitung bestimmten Rüben, sowie eine Nachweisung der in demselben Zeitraume von ihren Hebestellen gewährten Vergütungen für ausgeführten raffinirten Zucker dem Zentralbüreau wird zugehen lassen.

Auf Grund dieser Mittheilungen wird sodann das Zentralbüreau spätestens am 15. Mai jeder Vereins-Regierung eine die Zeit vom 1. April des vorhergegangenen bis zum 31. März des laufenden Jahres umfassende Uebersicht übersenden, welche für jeden Vereinsstaat, sowie für den ganzen Verein

1. die Einnahme von ausländischem Zucker und Syrup nach den Positionen des Zolltarifs,
2. die Einnahme an Rübenzuckersteuer,
3. die Ausgabe an Vergütungen für ausgeführten raffinirten Zucker,
4. die an Zoll und Steuer von Zucker und Syrup nach Abzug der Bonifikation verbliebene Einnahme nachweist.

2. Zum Artikel 3. der Uebereinkunft.

Die Zollvergütung für den in inländischen Siedereien raffinirten indischen Zucker, welcher in das Ausland ausgeführt wird, wird vom 1. September 1858 an auf 5⅚ Rthlr. oder 10 Fl. 12½ Kreuzer herabgesetzt.

Zugleich war man einverstanden, eine Modifikation der auf der 9. General-Konferenz in Zollvereins-Angelegenheiten im §. 38. II. b. des Haupt-Protokolls getroffenen Verabredung dahin eintreten zu lassen, dass Besitzern von Kolonialzucker-Siedereien, welche an einer Rübenzucker-Fabrik oder an einer Raffinerie betheiligt sind, der wegen Mitverarbeitung von inländischem Rohzucker kein Anspruch auf Zollvergütung für ausgeführten Zucker zusteht, dieses Umstandes halber der Anspruch auf Zoll-

vergütung dann nicht entzogen werden soll, wenn die Fabrik, welche inländischen Rohzucker erzeugt oder verarbeitet, von dem Sitze der Kolonialzucker-Siederei mehr als zwei preussische Meilen entfernt liegt.

Die sämmtlichen Bevollmächtigten ertheilen sich gegenseitig die Zusicherung, dass ihre Regierungen mit der Ratifikation der Uebereinkunft zugleich auch die im gegenwärtigen Protokoll enthaltenen Verabredungen als genehmigt ansehen und aufrecht erhalten werden.

Die Uebereinkunft wurde hierauf, der zur Zeitersparung getroffenen Verabredung gemäss, in einem Exemplare, welches für den Gesammtverein im Königlich Preussischen Geheimen Staats- und Kabinets-Archiv aufbewahrt werden soll, von den Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt, und sollen beglaubigte Abdrücke sofort den Bevollmächtigten der übrigen Vereins-Regierungen zugestellt werden.

Endlich wurde noch verabredet, dass die Erklärungen über die Ratifikation der Uebereinkunft spätestens bis zum 15. Mai 1858 an die Königlich Preussische Regierung abgegeben werden sollen, und übernimmt es die Königlich Preussische Regierung, die übrigen Vereins-Regierungen von der erfolgten allseitigen Ratifikation in Kenntniss zu setzen.

Hierauf wurde auch gegenwärtiges Protokoll in einem Exemplare, nach geschehener Vorlesung, unterzeichnet und von dem Königlich Preussischen Bevollmächtigten unter dem Vorbehalte der alsbaldigen Mittheilung beglaubigter Abdrücke an die übrigen Bevollmächtigten, nebst der Uebereinkunft behufs der weitern Beförderung an das Königliche Geheime Staats- und Kabinets-Archiv in Empfang genommen.

G. w. o.

Hellwig. Dr. Diepolder. Lehmann. Albrecht. von Herzog. Dr. Weindel. Bode. Ewald. Thon. von Thielau. von Liebe. Hellwig.

LX.

*Traité monétaire entre l'Autriche, la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Hanovre, le Wurtemberg, le Grand-Duché de Bade, l'Electorat de Hesse, les Grand-Duchés de Hesse, de Saxe-Weimar et d'Oldenbourg, les Duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Cobourg-Gotha, de Saxe-Altenbourg, de Nassau, d'Anhalt-Dessau-Cöthen et d'Anhalt-Bernbourg, les Principautés de Schwarzbourg-Sondershausen, de Schwarzbourg-Roudolstadt, de Lichtenstein, de Waldeck, de Reuss ligne ainée, de Reuss ligne-cadette, de Schaumbourg-Lippe et de Lippe, le Landgraviat de Hesse et la Ville libre de Francfort; signé à Vienne, le 24 janvier 1857 *).*

Nachdem das Kaiserthum Oesterreich und das Fürstenthum Liechtenstein einerseits und die durch die allgemeine Münz-Convention vom 30. Juli 1838 unter sich verbundenen deutschen Zoll-Vereinsstaaten andererseits übereingekommen sind, zum Zwecke der Herbeiführung einer gemeinsamen Verständigung über das Münzwesen die im Art. 19. des Handels- und Zoll-Vertrags vom 19. Februar 1853 vorbehaltenen besonderen Verhandlungen hierüber zu eröffnen, so haben zu solchem Ende zu Bevollmächtigten ernannt

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich: Allerhöchstihren Ministerialrath im Finanzministerium Johann Anton Brentano, Ritter des österreichisch kaiserlichen Leopoldordens;

Seine Majestät der König von Preussen: Allerhöchstihren geheimen Ober-Finanzrath Karl Theodor Seydel, Ritter des rothen Adlerordens IV. Classe;

Seine Majestät der König von Bayern: Allerhöchstihren Ober-Münzmeister Franz Xaver v. Haindl, Ritter der königl. bayerischen Verdienst-Orden der bayer. Krone und vom heiligen Michael u. s. w.;

---

*) Les ratifications ont été échangées à Vienne, le 4 mai 1857.

Seine Majestät der König von Sachsen: Allerhöchstihren Director der Oberrechnungskammer und Finanzministerial-Director, geheimen Rath Adolph Freiherrn v. Weissenbach, Comthur II. Classe des königl. sächsischen Verdienst-Ordens u. s. w.;

Seine Majestät der König von Hannover: Allerhöchstihren Finanzrath, Münzmeister Wilhelm Brüel, Mitglied der vierten Classe des königl. Guelphenordens;

Seine Majestät der König von Württemberg: Allerhöchstihren Regierungsrath im Ministerium des Innern, Adolph Müller;

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Baden: Allerhöchstihren geheimen Referendär Dr. Vollrath Vogelmann, Commandeur des grossherzogl. Ordens vom Zähringer Löwen u. s. w.;

Seine königl. Hoheit der Kurfürst von Hessen: Allerhöchstihren Ober-Bergrath Johann Rudolf Siegmund Fulda;

Seine königl. Hoheit der Grossherzog von Hessen: Allerhöchstihren Oberbaurath Hector Rössler, Ritter des Ordens Philipps des Grossmüthigen u. s. w.;

Seine königl. Hoheit der Grossherzog zu Sachsen: Allerhöchstihren Staatsrath Gottfried Theodor Stichling, Comthur II. Classe des grossherzogl. sächsischen Hausordens vom weissen Falken u. s. w.;

Seine königl. Hoheit der Grossherzog von Oldenburg: den königl. hannoverschen Finanzrath u. s. w. Wilhelm Brüel;

Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Meiningen: den königl. bayerischen Ober-Münzmeister Franz Xaver v. Haindl;

Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Coburg und Gotha: den königl. sächsischen geheimen Rath u. s. w. Adolph Freiherrn v. Weissenbach;

Seine Hoheit der Herzog von Sachsen-Altenburg: den grossherzogl. sächsischen Staatsrath Gottfried Theodor Stichling;

Seine Hoheit der Herzog von Braunschweig: den kön. preuss. geheimen Ober-Finanzrath Karl Theodor Seydel;

Seine Hoheit der Herzog von Nassau: den königl. bayerischen Ober-Münzmeister Franz Xaver v. Haindl;

Seine Hoheit der Herzog von Anhalt-Dessau-Cöthen, Ihre Hoheiten der Herzog und die Herzogin-Mitregentin von Anhalt-Bernburg und

Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Son-

dershausen: den königl. preussischen geheimen Ober-Finanzrath Karl Theodor Seydel;

Seine Durchlaucht der Fürst von Schwarzburg-Rudolstadt: den königl. bayerischen Ober-Münzmeister Franz Xaver v. Haindl;

Seine Durchlaucht der souveraine Fürst von Liechtenstein: den kaiserl. österreichischen Ministerialrath im Ministerium des Innern, J. U. Dr. Cajetan Edlen v. Mayer, Ritter der österreichisch kaiserlichen Leopolds- und Franz-Josephs-Orden u. s. w.;

Seine Durchlaucht der Fürst von Waldeck und Pyrmont: den königl. preussischen geheimen Ober-Finanzrath Karl Theodor Seydel;

Seine Durchlaucht der Fürst Reuss älterer Linie: den grossherzogl. sächsischen Staatsrath Gottfr. Th. Stichling;

Seine Durchlaucht der Fürst Reuss jüngerer Linie: den königl. sächsischen geheimen Rath u. s. w. Adolph Freiherrn v. Weissenbach;

Seine Durchlaucht der Fürst von Schaumburg-Lippe: den königl. hannov. Finanzrath u. s. w. Wilhelm Brüel;

Seine Durchlaucht der Fürst zur Lippe: den königl. preuss. geheimen Ober-Finanzrath Karl Theodor Seydel;

Seine Durchlaucht der souveraine Landgraf von Hessen: den grossherzogl. hess. Ober-Baurath Hector Rössler;

Der Senat der freien Stadt Frankfurt: den Senator Franz Alfred Jakob Bernus u. s. w.;

von welchen Bevollmächtigten nachstehender Münzvertrag verhandelt und geschlossen worden ist:

Art. 1. Das Pfund, in der Schwere von 500 Grammen, wie solches bereits bei der Erhebung der Zölle zur Anwendung kommt, soll in den vertragenden Staaten der Ausmünzung zur Grundlage dienen und auf deren Münzstätten als ausschliessliches Münzgewicht eingeführt werden, auch zu diesem Zwecke eine selbständige Eintheilung in Tausendtheile mit weiterer decimaler Abstufung erhalten.

Art. 2. Mit Festhaltung der reinen Silberwährung und auf der Grundlage des neuen Pfundes soll die Münzverfassung der vertragenden Staaten in der Art geordnet werden, dass, je nachdem in denselben die Thaler- und Groschen- oder die Gulden-Rechnung mit Hunderttheilung oder die Gulden- und Kreuzer-Rechnung den Verhältnissen entsprechend ist oder eingeführt wird,

entweder der Dreissig-Thaler-Fuss (an Stelle des bis-

herigen 14 Thlr.-Fusses) zu 30 Thalern aus dem Pfunde feinen Silbers,

oder der Fünfundvierzig-Gulden-Fuss zu 45 Gulden aus dem Pfunde feinen Silbers,

oder der Zweiundfünfzig- und-einhalb-Gulden-Fuss (an Stelle des bisherigen 24½ fl.-Fusses) zu 52½ Gulden aus dem Pfunde feinen Silbers als Landesmünzfuss zu gelten hat.

Art. 3. Insbesondere soll

a. im Königreiche Preussen mit Ausschluss der Hohenzollern'schen Lande, in den Königreichen Sachsen und Hannover, im Kurfürstenthume Hessen, im Grossherzogthume Sachsen, in den Herzogthümern Sachsen-Altenburg, Sachsen-Gotha, Braunschweig, Oldenburg mit Birkenfeld, Anhalt-Dessau-Cöthen und Anhalt-Bernburg, in dem Fürstenthume Schwarzburg-Sondershausen und der Unterherrschaft des Fürstenthums Schwarzburg-Rudolstadt, in den Fürstenthümern Waldeck und Pyrmont, Reuss ä. L. und Reuss j. L., Schaumburg-Lippe und Lippe:

der Dreissig-Thaler-Fuss;

b. im Kaiserthume Oesterreich sowie im Fürstenthume Liechtenstein:

der Fünfundvierzig-Gulden-Fuss;

c. in den Königreichen Bayern und Württemberg, in den Grossherzogthümern Baden und Hessen, im Herzogthume Sachsen-Meiningen, im Herzogthume Sachsen-Coburg, in den Hohenzollern'schen Landen Preussens, im Herzogthume Nassau, in der Oberherrschaft des Fürstenthums Schwarzburg-Rudolstadt, in der Landgrafschaft Hessen-Homburg und in der freien Stadt Frankfurt:

der Zweiundfünfzig-und-einhalb-Gulden-Fuss

als Landesmünzfuss und Grundlage der gesetzlichen Landeswährung daselbst angesehen u. bezüglich eingeführt werden.

Demgemäss sollen unter Münzen:

der „Thaler-Währung“: die des 30 Thaler-Fusses bez. des 14 Thaler-Fusses,

„österreichischer Währung“: die des 45 fl.-Fusses,

„süddeutscher Währung“: die des 52½ fl.-Fusses bez. des 24½ fl.-Fusses verstanden werden.

Art. 4. Die Münzstücke des 30 Thaler- und 52½ fl.-Fusses sollen völlig gleiche Geltung mit den im bisherigen bez. 14 Thaler- und 24½ fl.-Fusse ausgeprägten gleichnamigen Münzen haben, dergestalt dass bei allen Zahlungen und Verbindlichkeiten, sofern nicht die am

Schlusse des Art. 8 vorgesehene besondere Verabredung getroffen ist, ein Unterschied zwischen den alten Münzen des 14 Thaler- und $24\frac{1}{2}$ fl.-Fusses und den neuen Münzen des 30 Thaler- und $52\frac{1}{2}$ fl.-Fusses nicht gemacht werden darf.

Art. 5. Ein jeder der vertragenden Staaten wird seine Ausmünzungen auf solche Stücke beschränken, welche der dem vereinbarten Münzfusse (Art. 2 und 3) entsprechenden Rechnungsweise gemäss sind.

Ausnahmsweise bleibt es Oesterreich vorbehalten, noch ferner sogenannte „Levantiner Thaler“ mit dem Bildnisse der Kaiserin Maria Theresia und mit der Jahrzahl 1780 im damaligen Schrot und Korn als Handelsmünze auszuprägen.

Als zulässige kleinste in dem Landesmünzfusse auszuprägende Theilstücke der Hauptmünzen werden anerkannt:

das $\frac{1}{6}$ Thaler-Stück im 30 Thaler-Fusse,
das $\frac{1}{4}$ fl.-Stück im 45 fl.-Fusse.
das $\frac{1}{4}$ fl.-Stück im $52\frac{1}{2}$ fl.-Fusse.

Die vertragenden Regierungen verpflichten sich, die Ausmünzung in Theilstücken auf das nothwendige Bedürfniss zu beschränken.

Art. 6. Sämmtliche vertragende Regierungen verpflichten sich, bei der Ausmünzung von grober Silbermünze, folglich von Hauptmünzen sowohl als deren Theilstücken — Courantmünzen — ihren Landesmünzfuss (Art. 3.) genau innehalten und die möglichste Sorgfalt darauf verwenden zu lassen, dass auch die einzelnen Stücke durchaus vollhaltig und vollwichtig ausgemünzt werden. Sie vereinigen sich insbesondere gegenseitig zu dem Grundsatze, dass unter dem Vorwande eines sogenannten Remediums an dem Gehalte oder dem Gewichte der Münzen nichts gekürzt, vielmehr eine Abweichung von dem den letzteren zukommenden Gehalte oder Gewichte nur insoweit nachgesehen werden dürfe, als eine absolute Genauigkeit nicht eingehalten werden kann.

Art. 7. Der Feingehalt wird in Tausendtheilen ausgedrückt.

Bei der Bestimmung des Feingehalts der Silbermünzen soll überall die Probe auf nassem Wege angewendet werden.

Art. 8. Zur Vermittelung und Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs unter den vertragenden Staaten sollen z w e i, den im Art. 2. gedachten Münzfüssen entsprechende Hauptsilbermünzen unter der Benennung Vereinsthaler ausgeprägt werden, nämlich:

1. das Ein-Vereinsthaler-Stück zu $^1/_{30}$ des Pfundes feinen Silbers mit dem Werthe von bez. 1 Thaler in Thaler-Währung, $1^1/_2$ fl. österreichischer Währung und $1^3/_4$ fl. süddeutscher Währung;

2. das Zwei-Vereinsthaler-Stück zu $^1/_{15}$ des Pfundes feinen Silbers mit dem Werthe von bez. 2 Thaler in Thaler-Währung, 3 fl. österreichischer Währung und $3^1/_2$ fl. süddeutscher Währung.

Diesen Vereinsmünzen wird zu dem angegebenen Werthe im ganzen Umfange der vertragenden Staaten, bei allen Staats-, Gemeinde-, Stiftungs- und anderen öffentlichen Kassen, sowie im Privatverkehre, namentlich auch bei Wechselzahlungen, unbeschränkte Gültigkeit, gleich den eigenen Landesmünzen, beigelegt. Ausserdem soll auch in dem Falle Niemand deren Annahme zu dem vollen Werthe in Zahlung verweigern können, wenn die Zusage der Zahlungsleistung auf eine bestimmte Münzsorte der eigenen Landeswährung lautet. Nicht minder soll es in den vertragenden Staaten Jedermann gestattet sein, Vereinsmünzen ausdrücklich und mit der Wirkung in Zahlung zu versprechen oder sich zu bedingen, dass in diesem Falle letztere lediglich in Vereinsmünzen zu leisten ist.

Art. 9. Die von den durch die allgemeine Münz-Convention vom 30. Juli 1838 verbundenen Staaten bisher in der Eigenschaft einer Vereinsmünze ausgeprägten Zweithaler- (bezw. $3^1/_2$ fl.-) Stücke werden den Vereinsmünzstücken (Art. 8.) in jeder Beziehung gleichgestellt.

Den der allgemeinen Münz-Convention vom 30. Juli 1838 gemäss sowie den vor dem Jahre 1839 im bisherigen 14 Thaler-Fusse ausgeprägten Thalerstücken wird in allen vertragenden Staaten die unbeschränkte Gültigkeit gleich den eigenen Landesmünzen zugestanden.

Art. 10. Das Mischungsverhältniss der Vereinsmünzen wird auf 900 Tausendtheile Silber und 100 Tausendtheile Kupfer festgesetzt. Es werden demnach $13^1/_2$ doppelte oder 27 einfache Vereinsthaler ein Pfund wiegen. Die Abweichung im Mehr oder Weniger darf, unter Festhaltung des im Art. 6 anerkannten Grundsatzes, im Feingehalt nicht mehr als 3 Tausendtheile, im Gewichte aber bei dem einzelnen Ein-Vereinsthaler-Stück nicht mehr als 4 Tausendtheile seines Gewichtes und bei dem einzelnen Zwei-Vereinsthaler-Stück nicht mehr als 3 Tausendtheile seines Gewichtes betragen.

Der Durchmesser wird für das Ein-Vereinsthaler-Stück auf 33 Millimeter, für das Zwei-Vereinsthaler-Stück auf 41 Millimeter festgesetzt; beide werden im Ringe und mit einem glatten, mit vertiefter Schrift oder Verzierung versehenen Rande geprägt werden.

In den Avers derselben ist das Bildniss des Landesherrn und bei der freien Stadt Frankfurt das Symbol derselben aufzunehmen.

Der Revers muss in der Umschrift um das Landeswappen die Angabe des Theilverhältnisses zum Pfunde feinen Silbers und die ausdrückliche Bezeichnung als Ein-Vereinsthaler bez. als Zwei-Vereinsthaler ingleichen die Jahreszahl enthalten. Durch letztere ist stets das Jahr der wirklichen Ausmünzung zu bezeichnen.

Art. 11. Die Höhe der in Zwei-Vereinsthaler-Stücken auszuführenden Ausmünzungen bleibt dem Ermessen jedes einzelnen Staates überlassen.

Dagegen sollen an Ein-Vereinsthaler-Stücken

1. in der Zeit von 1857 bis zum 31. December 1862 von jedem der vertragenden Staaten mindestens 24 Stücke auf je 100 Seelen seiner Bevölkerung,

2. in den folgenden Jahren vom 1. Januar 1863 an, innerhalb jedesmaliger vier Jahre, von jedem der vertragenden Staaten mindestens 16 Stücke auf je 100 Seelen seiner Bevölkerung ausgeprägt werden.

Art. 12. Die vertragenden Regierungen werden die neu ausgegebenen Vereinsmünzen gegenseitig von Zeit zu Zeit in Bezug auf ihren Feingehalt und auf ihr Gewicht prüfen lassen, und von den Ausstellungen, die sich dabei etwa ergeben, einander Mittheilung machen.

Für den unerwarteten Fall, dass die Ausmünzug der einen oder der andern der betheiligten Regierungen im Feingehalte oder im Gewichte den vertragsmässigen Bestimmungen nicht entsprechend befunden würde, übernimmt dieselbe die Verbindlichkeit, entweder sofort oder nach vorangegangener schiedsrichterlicher Entscheidung sämmtliche von ihr geprägte Vereinsmünzen desjenigen Jahrganges, welchem die fehlerhafte Ausmünzung angehört, wieder einzuziehen.

Art. 13. Sämmtliche vertragende Staaten verpflichten sich, ihre eigenen groben Silbermünzen niemals gegen den ihnen beigelegten Werth herabzusetzen, auch eine Aussercurssetzung derselben anders nicht eintreten zu lassen, als nachdem eine Einlösungsfrist von minde-

stens vier Wochen festgesetzt und wenigstens drei Monate vor ihrem Ablaufe öffentlich bekannt gemacht worden ist.

Nicht minder macht jeder Staat sich verbindlich, die gedachten Münzen, einschliesslich der von ihm ausgeprägten Vereinsmünzen, wenn dieselben in Folge längerer Circulation und Abnutzung eine erhebliche Verminderung des ihnen ursprünglich zukommenden Metallwerthes erlitten haben, allmählich zum Einschmelzen einzuziehen und dergleichen abgenutzte Stücke auch dann, wenn das Gepräge undeutlich geworden, stets für voll zu demjenigen Werthe, zu welchem sie nach der von ihm getroffenen Bestimmung in Umlauf gesetzt sind, bei allen seinen Kassen anzunehmen.

Art. 14. Es bleibt vorbehalten, zu Zahlungen im kleinen Verkehre und zur Ausgleichung kleinere Münze nach einem leichtern Münzfuss als dem Landesmünzfuss (Art. 2 und 3) in einem dem letztern entsprechenden Nennwerth als Scheidemünze sowohl in Silber als in Kupfer auszuprägen.

Dieselbe hat auf dem Gepräge stets die ausdrückliche Bezeichnung als „Scheidemünze“ zu enthalten und darf sich beim Silber nicht über Stücke von der Hälfte des kleinsten Courant-Theilstückes, beim Kupfer hingegen nicht über bez. 6 und 5 Pfenning- (Pfennig-) sowie über bez. 4 Hunderttheil- und 2 Kreuzer-Stücke erheben; es ist auch auf der Kupfermünze der Nennwerth nicht nach dem Theilverhältnisse zu einer höhern Münzstufe, sondern nach der Ein- oder Mehrheit oder dem Theilbetrage der für die kleinsten Münzgrössen bestehenden Werthbenennungen als Pfenninge (Pfennige), Kreuzer u. s. w. auszudrücken.

Es darf die Silber-Scheidemünze künftig in keinem der vertragenden Staaten nach einem leichtern Münzfusse als zu $34^1/_2$ Thlr. in Thalerwährung, $51^3/_4$ fl. in österreichischer Währung oder $60^3/_8$ fl. süddeutscher Währung geprägt werden.

Bei Ausprägung der Kupfer-Scheidemünze ist das Nennwerthverhältniss von 112 Thlr. in Thalerwährung, 168 fl. österreichischer Währung und 196 fl. süddeutscher Währung für 1 Zollcentner Kupfer niemals zu überschreiten.

Sämmtliche vertragende Staaten verpflichten sich zugleich, nicht mehr Silber- und Kupfer-Scheidemünze in Umlauf zu setzen, als für das Bedürfniss des eigenen

Landes zu Zahlungen im kleinen Verkehre und zur Ausgleichung erforderlich ist. Auch werden sie die gegenwärtig in Umlauf befindliche Scheidemünze, soweit dieselbe dieses Bedürfniss etwa bereits übersteigt, auf jenes Maass zurückführen.

Niemand darf in den Landen der vertragenden Staaten genöthigt werden, eine Zahlung, welche den Werth der kleinsten groben Münze erreicht (Art. 5), in Scheidemünze anzunehmen.

Art. 15. Jeder vertragende Staat macht sich verbindlich:

a. seine eigene Silber- und Kupfer-Scheidemünze niemals gegen den ihr beigelegten Werth herunterzusetzen, auch eine Aussercurssetzung derselben nur dann eintreten zu lassen, wenn eine Einlösungsfrist von mindestens vier Wochen festgesetzt und wenigstens drei Monate vor ihrem Ablaufe öffentlich bekannt gemacht worden ist;

b. dieselbe, wenn in Folge längerer Circulation und Abnutzung das Gepräge undeutlich geworden ist, nach demjenigen Werthe, zu welchem sie nach der von ihm getroffenen Bestimmung in Umlauf gesetzt ist, allmälig zum Einschmelzen einzuziehen;

c. auch nach dem nämlichen Werthe seine Scheidemünze aller Art in näher zu bezeichnenden Kassen auf Verlangen gegen grobe in seinen Landen cursfähige Münze umzuwechseln.

Die zum Umtausch bestimmte Summe darf jedoch bei der Silber-Scheidemünze nicht unter bez. 20 Thaler oder 40 Gulden, bei der Kupfer-Scheidemünze nicht unter bez. 5 Thaler oder 10 Gulden betragen.

Art. 16. Die Feststellung des Werthverhältnisses, nach welchem in dem Gebiete des 45 fl. Fusses zum Behufe des Ueberganges zu dem neuen Landesmünzfusse die Münzen des bisherigen Landesmünzfusses und die Scheidemünzen eingelöst oder im Umlaufe gelassen werden sollen, bleibt im Sinne des Art. 19. des Handels- und Zollvertrags vom 19. Februar 1853 der betreffenden Regierung vorbehalten.

Art. 17. Die in den Art. 13 und 15 übernommene Verbindlichkeit zur Annahme der groben Silbermünzen und der Scheidemünzen bei den Staatskassen nach ihrem vollen Werthe findet auf durchlöcherte oder sonst anders als durch den gewöhnlichen Umlauf am Gewicht

verringerte, ingleichen auf verfälschte Münzstücke keine Anwendung.

Art. 18. Zur weitern Erleichterung des gegenseitigen Verkehrs und zur Förderung des Handels mit dem Auslande werden die vertragenden Staaten auch Vereins-Handelsmünzen in Gold unter der Benennung Krone und Halbe Krone ausprägen lassen, und zwar:

1. die Krone zu $^1/_{50}$ des Pfundes feinen Goldes;
2. die Halbe Krone zu $^1/_{100}$ des Pfundes feinen Goldes.

Andere Goldmünzen werden die vertragenden Staaten nicht ausprägen lassen. Ausnahmsweise behält sich Oesterreich vor, Ducaten in bisheriger Weise bis zum Schlusse des Jahres 1865 auszuprägen.

Der Silberwerth der Vereinsgoldmünzen im gemeinen Verkehr wird lediglich durch das Verhältniss des Angebots zur Nachfrage bestimmt, es darf ihnen daher die Eigenschaft eines die landesgesetzliche Silberwährung vertretenden Zahlmittels nicht beigelegt und zu ihrer Annahme in dieser Eigenschaft Niemand gesetzlich verpflichtet werden.

Art. 19. Das Mischungsverhältniss der Vereinsgoldmünze wird auf 900 Tausendtheile Gold und 100 Tausendtheile Kupfer festgesetzt. Es werden demnach 45 Kronen und 90 Halbe Kronen ein Pfund wiegen. Die Abweichung im Mehr oder Weniger darf, unter Festhaltung des im Art. 6 anerkannten Grundsatzes, im Feingehalt nicht mehr als 2 Tausendtheile, im Gewicht bei dem einzelnen Stücke, der Krone sowohl als auch der Halben Krone, nicht mehr als $2^1/_2$ Tausendtheile seines Gewichtes betragen. Bei der Bestimmung des Feingehalts der Goldmünzen soll überall das vereinbarte Probirverfahren angewendet werden.

Der Durchmesser der Vereinsgoldmünze wird für die Krone auf 24 Millimeter, für die Halbe Krone auf 20 Millimeter festgesetzt; beide werden im Ringe und mit einem glatten, mit vertiefter Schrift oder Verzierung versehenen Rande geprägt werden.

In dem Avers ist das Bildniss des Landesherrn und bei der freien Stadt Frankfurt das Wappen der Stadt aufzunehmen.

Der Revers muss die Angabe des Theilverhältnisses zum Pfunde feinen Goldes und die ausdrückliche Bezeichnung als Vereinsmünze, sowie den Namen der Münze

in einem oben offenen Kranze von Eichenlaub (corona) und die Jahrzahl enthalten. Durch letztere ist stets das Jahr der wirklichen Ausmünzung zu bezeichnen.

Vereinsgoldmünzen, welche das Normalgewicht von $^1/_{45}$ bez. $^1/_{90}$ des Pfundes mit der gestatteten Gewichtsabweichung von $2^1/_2$ Tausendtheilen haben (Passirgewicht) und nicht durch gewaltsame oder gesetzwidrige Beschädigung am Gewichte verringert sind, sollen bei allen Zahlungen als vollwichtig gelten.

Art. 20. Die Bestimmungen der Art. 6 und 12. finden ebenmässig auf die Vereinsgoldmünze Anwendung. Im Uebrigen werden die vertragenden Staaten keine Verpflichtung übernehmen, diejenigen Vereinsgoldmünzen, welche in Folge der Circulation, Abnutzung u. s. w. eine Verminderung des ihnen ursprünglich zukommenden Metallwerthes erlitten haben, auf öffentliche Kosten einzuziehen oder nach ihrem ursprünglichen Metallwerthe bei ihren Kassen anzunehmen.

Die Anordnungen, welche ein Staat hinsichtlich des Umlaufs dieser Goldmünze innerhalb seines Gebietes, insbesondere hinsichtlich der Annahme bei den Staatskassen, des Werthabzuges, welcher bei Zahlungen an die Staatskassen mit Rücksicht auf das Mindergewicht und auf die Umprägungskosten einzutreten hat, der Einziehung, Umprägung u. s. w. trifft, ebenso wie die in Bezug auf diese Goldmünzen ergehenden münzpolizeilichen Bestimmungen finden daselbst ohne Weiteres auch auf die gleichnamigen Goldmünzen der mitvertragenden Staaten Anwendung.

Vereinsgoldmünzen, welche das Passirgewicht (Art. 19.) nicht erreichen und an Zahlungsstatt von den Staatskassen und von den unter Autorität des Staates bestehenden öffentlichen Anstalten, namentlich den Geld- und Credit-Anstalten, Banken u. s. w. angenommen worden sind, dürfen von den Staatskassen und den letztgedachten Anstalten nicht wieder ausgegeben werden; bei Annahme solcher Goldstücke kann ein dem Mindergewicht entsprechender Werthabzug stattfinden, welcher bei Zahlungen an die Staatskassen für jedes an dem Normalgewicht von $^1/_{45}$ bez. $^1/_{90}$ Pfund fehlende $^1/_{10}$ Tausendtheil des Pfundes (50 Milligrammen), unter Zuschlag eines Betrages von $^1/_2$ Procent des Kassencurses für die Kosten der Umprägung zu bestimmen ist.

Art. 21. Die vertragenden Staaten werden darüber

wachen, dass die im Landesmünzfusse festzuhaltende Grundlage der reinen Silberwährung in keiner Weise erschüttert oder beeinträchtigt werde. In dieser Beziehung bleibt es

a. zwar jedem Staate unbenommen, die Vereinsgoldmünzen (Art. 18.) bei seinen Kassen nach einem im Voraus bestimmten Curs an Zahlungsstatt für Silber zuzulassen und diese Zulassung entweder auf alle Leistungen und Kassen oder nur auf einzelne derselben zu erstrecken; eine solche Vorausbestimmung hat jedoch stets nur auf die Dauer von höchstens sechs Monaten sich zu beschränken und ist bei Ablauf des letzten Monats für die nächste Kassencurs-Periode jedesmal von Neuem vorzunehmen. Der Kassencurs darf nicht über denjenigen Werth bestimmt werden, der sich aus dem Durchschnitte der amtlichen Börsencurse jener Münzsorte in den vorhergegangenen sechs Monaten ergiebt. Auch wird jede Regierung sich das Recht vorbehalten, diesen Curs innerhalb der betreffenden Periode jederzeit abzuändern und nach Befinden zurückzuziehen.

b. Die Bestimmung eines Kassencurses darf fernerhin nur für die Vereinsgoldmünzen und nicht für andere Gattungen gemünzten Goldes erfolgen.

c. Den Bekanntmachungen, durch welche der Kassencurs bestimmt wird, ist die möglichste Verbreitung zu geben. Dieselben müssen, auch wenn eine Aenderung des Kassencurses für die betreffende nächste Periode nicht beabsichtigt wird, stets vor Eintritt der letztern erlassen werden und haben zu enthalten:

aa. die Angabe des durchschnittlichen Handelscurses auf den maassgebenden Börsenplätzen während der unmittelbar vorangegangenen sechs Monate;

bb. den hiernach bestimmten Kassencurs;

cc. die Zeitdauer der Geltung desselben;

dd. den Vorbehalt, diesen Kassencurs nöthigenfalls auch vor Ablauf der bestimmten Zeit (cc.) zu ändern bez. herabzusetzen;

ee. die Erklärung, dass dieser Kassencurs nur für die an die Staatskassen zu leistenden Zahlungen gilt.

d. In den Landen der vertragenden Regierungen soll es den Staatskassen so wie den unter Autorität des Staats bestehenden öffentlichen Anstalten, namentlich den Geld- und Credit-Anstalten, Banken u. s. w. fernerhin nicht gestattet sein, wegen der von ihnen zu leistenden

vertragsmässigen Zahlungen einen alternativen Vorbehalt der Wahl des Zahlungsmittels in Silber oder Gold in der Art sich zu bedingen, dass dabei für letzteres ein im Voraus bestimmtes Werthverhältniss in Silbergeld ausgedrückt wird.

Art. 22. Keiner der vertragenden Staaten ist berechtigt, Papiergeld mit Zwangscurs auszugeben oder ausgeben zu lassen, falls nicht Einrichtung getroffen ist, dass solches jederzeit gegen vollwerthige Silbermünzen auf Verlangen der Inhaber umgewechselt werden könne.

Die in dieser Beziehung zur Zeit etwa bestehenden Ausnahmen sind längstens bis zum 1. Januar 1859 zur Abstellung zu bringen.

Papiergeld oder sonstige zum Umlauf als Geld bestimmte Werthzeichen, deren Ausgabe entweder vom Staate selbst oder von anderen unter Autorität desselben bestehenden Anstalten erfolgt, dürfen künftig nur in Silber und in der gesetzlich bestehenden Landeswährung ausgestellt werden.

Art. 23. Diejenigen vertragenden Staaten, welche durch die allgemeine Münzconvention vom 30. Juli 1838 verbunden sind, anerkennen unter sich, dass von der Zeit an, wo die Wirksamkeit des gegenwärtigen Vertrags beginnt, die Bestimmungen desselben zugleich an die Stelle der in der gedachten Münzconvention vereinbarten Bestimmungen zu treten haben, und dass letztere durch die für erstern festgesetzte Dauer (Art. 27.) zugleich mit als verlängert zu betrachten ist.

Ingleichen sollen die theils zwischen den Staaten des bisherigen 14 Thlr.-Fusses, theils zwischen denen des bisherigen 24½ fl.-Fusses über das Münzwesen getroffenen besonderen Vereinbarungen, namentlich die Münzconvention und die besondere Uebereinkunft wegen der Scheidemünze ddo. München den 25. August 1837, die besondere protokollarische Uebereinkunft ddo. Dresden am 30. Juli 1838, und die Convention ddo. München den 27. März 1845, soweit nicht einzelne Bestimmungen darin durch die Vereinbarung des gegenwärtigen Vertrages als abgeändert zu betrachten sind oder von den betreffenden Staaten unter sich abgeändert werden, noch ferner als in Kraft bestehend angesehen werden.

Art. 24. Die vertragenden Staaten werden alle Gesetze und Verordnungen, welche zur Regelung des Münzwesens im Sinne des gegenwärtigen Vertrags ergehen

werden, ingleichen die zu deren Ausführung unter einzelnen von ihnen etwa zu Stande kommenden Vereinbarungen sich einander mittheilen.

Nicht minder verpflichten sich dieselben, nach Ablauf jedes Jahres einen amtlichen Nachweis über die im Laufe des letztern stattgefundenen Ausmünzungen aller Art mit Bezeichnung der verschiedenen Münzsorten einander mitzutheilen sowie zu veröffentlichen, und in beiden Fällen die Gesammtwerthsumme aller seit Annahme des bestehenden Landesmünzfusses ausgeprägten Münzen jeder Sorte mit angeben zu lassen.

Art. 25. Das mit dem Handels- und Zollvertrage vom 19. Februar 1853 zugleich abgeschlossene, diesem als Beilage IV. angereihte Münzcartel bleibt dergestalt ferner aufrecht erhalten, dass es an Stelle des Münzcartels der zum deutschen Zoll- und Handelsverein verbundenen Staaten ddo. Karlsruhe den 21. October 1845 auch zwischen den Letzteren unter sich Geltung haben soll, und es wird demselben gleiche Dauer wie dem gegenwärtigen Vertrage beigelegt.

Art. 26. Für den Fall, dass andere deutsche Staaten oder solche ausserdeutsche Staaten, welche einem der beiden Zollsysteme sich anschliessen, dem gegenwärtigen Münzvertrage beizutreten wünschen, erklären die vertragenden Regierungen sich bereit, diesem Wunsche durch desshalb einzuleitende Verhandlungen Folge zu geben.

Art. 27. Die Dauer des Vertrags wird zunächst bis zum Schlusse des Jahres 1878 festgesetzt; es soll auch alsdann derselbe, insofern der Rücktritt von der einen oder der andern Seite nicht erklärt oder eine anderweite Vereinbarung darüber nicht getroffen worden ist, stillschweigend von fünf zu fünf Jahren als verlängert angesehen werden.

Es ist aber ein solcher Rücktritt nur dann zulässig, wenn die betreffende Regierung ihren Entschluss mindestens zwei Jahre vor Ablauf der ausdrücklich festgesetzten oder stillschweigend verlängerten Vertragsdauer den mitvertragenden Regierungen bekannt gemacht hat, worauf sodann unter sämmtlichen Vereinsstaaten unverweilt weitere Verhandlung einzutreten hat, um die Veranlassung der erfolgten Rücktrittserklärung und somit diese Erklärung selbst im Wege gemeinsamer Verständigung zur Erledigung bringen zu können.

Art. 28. Der gegenwärtige Vertrag soll baldmöglichst ratificirt werden und am 1. Mai 1857 in Kraft treten.

So geschehen Wien, am 24. Januar 1857.

(L. S.) *Johann Anton Brentano.*
(L. S.) *Karl Theodor Seydel.*
(L. S.) *Franz Xaver v. Haindl.*
(L. S.) *Adolph* Freiherr *v. Weissenbach.*
(L. S.) *Wilhelm Brüel.*
(L. S.) *Adolph Müller.*
(L. S.) Dr. *Vollrath Vogelmann.*
(L. S.) *Johann Rudolph Sigmund Fulda.*
(L. S.) *Hector Rössler.*
(L. S.) *Gottfried Theodor Stichling.*
(L. S.) Dr. *Cajetan Edler v. Mayer.*
(L. S.) *Franz Alfred Jacob Bernus.*

Separat-Artikel zu dem Münzvertrage vom heutigen Tage.

Bei Abschluss des Münzvertrags vom heutigen Tage sind von den unterzeichneten Bevollmächtigten noch folgende besondere Artikel, mit Vorbehalt der allseitigen Ratifikation, verabredet worden, welche dieselbe Kraft und Gültigkeit haben sollen, als wenn sie Wort für Wort in den offenen Vertrag eingerückt worden wären.

Artikel I.

(Zu Artikel 1. des offenen Vertrags.)

1. Um die möglichste Uebereinstimmung des Münzpfundes zu erreichen, wird die Anfertigung desselben für sämmtliche Münzstätten der vertragenden Staaten von Seite der Münzstätte in Berlin besorgt und zu dem Ende von dieser ein vergoldetes Einpfundstück (=500 Grammen) an eine jede Münzstätte der mitvertragenden Regierungen nebst dem Atteste der Uebereinstimmung mit dem in Berlin aufbewahrten Normal-Pfunde gegen Erstattung der Anfertigungskosten geliefert, auch derselben auf etwaiges Verlangen noch überdies ein mit möglichster Genauigkeit angefertigter Gewichtsatz, bestehend aus dem Pfunde nebst Theilstücken, übersendet werden.

2. Die vertragenden Regierungen werden die Münzstätten anweisen, alle in den Gebrauch kommende Ge-

wichtstücke mit ihren Normalgewichtstücken in Uebereinstimmung zu halten. Insbesondere ist den Münzvorständen die Verpflichtung aufzuerlegen, je nach dem stärkern oder geringern Gebrauch die Gewichtstücke unter steter Beaufsichtigung zu halten und wenigstens jährlich einmal eine Revision aller Gewichtstücke durch Vergleichung mit den Normalstücken vorzunehmen. Für den Fall, dass eine Münzstätte es wünschenswerth finden sollte, ihre Normalgewichtstücke von anderer Seite revidiren zu lassen, hat dieses in Berlin zu geschehen.

Artikel II.

(Zu Artikel 1, 2 u. 3 d. o. V.)

Alle mit der Jahrzahl 1857 bezeichneten Münzen sollen bereits unter Zugrundelegung des neuen Gewichtes ausgeprägt werden.

Artikel III.

(Zu Artikel 2—5 d. o. V.)

1. Mit der in Art. II bestimmten Maassgabe, die Ausmünzungen nach den vereinbarten neuen Landesmünzfüssen betreffend, werden im Uebrigen die Regierungen der zum 45 fl.-Fusse übergehenden Staaten mit der Einführung des letztern als des ausschliesslichen Landes-Münz- und Rechnungsfusses in ihren Landen, dergestalt vorgehen, dass die betreffenden Maassregeln und Anordnungen spätestens bis zum 1. Januar 1859 in Vollzug gesetzt sind.

2. In denjenigen Staaten, welche auf Grund des gegenwärtigen Vertrags zu einem neuen Landesmünzfusse übergehen, hat gleichzeitig mit dessen Einführung die Abschaffung des bisherigen Landesmünzfusses einzutreten.

3. Der unter Nr. 4. des Separat-Artikels II zur allgemeinen Münz-Convention vom 30. Juli 1838 von Seiten des Königreichs Sachsen, des Kurfürstenthums Hessen und der dem Thalerfusse beigetretenen thüringischen Vereinsstaaten gemachte Vorbehalt wegen Aufstellung eines dem 14 Thlr.-Fusse entsprechenden Decimal-Systems wird für erledigt erklärt.

4. Nächst den Vereinsmünzstücken (Art. 8. d. o. V.) wird die künftige Courant-Ausmünzung bestehen:

a. nach dem 30 Thlr.-Fusse

in $^1/_6$ Thlr.-Stücken, und für das Königreich Sachsen zugleich in $^1/_3$ Thlr.-Stücken;

b. nach dem 45 fl.-Fusse
in 2 fl.-Stücken,
1 fl.-Stücken und
$^1/_4$ fl.-Stücken;

c. nach dem $52^1/_2$ fl.-Fusse
in 2 fl.-Stücken,
1 fl.-Stücken,
$^1/_2$ fl.-Stücken und
$^1/_4$ fl.-Stücken.

5. Die Ausprägung des bisherigen Ein-Thaler-Stückes im 14 Thlr.-Fusse (30 Thlr.-Fusse) ist seitens der betreffenden Regierungen gleichzeitig mit der Einführung des neuen Münzgewichtes einzustellen.

6. Oesterreich so wie die Staaten der süddeutschen Währung werden bei ihren Ausmünzungen an groben Stücken zunächst zur Prägung von Vereinsthalern, zur Ausprägung der bez. 2 fl.-Stücke aber sodann nach Maassgabe des sich darthuenden Bedarfes für den innern Verkehr schreiten; hierbei werden Oesterreich und die süddeutschen Staaten, und zwar Ersteres von der Annahme des 45 fl.-Fusses ab, in jeder betreffenden Münzperiode mindestens eine dreimal so grosse Summe in Ein-Vereinsthaler-Stücken als in 2 fl.-Stücken prägen.

7. Die vertragenden Regierungen behalten sich vor, auch einfache oder Doppel-Thaler-Stücke in der Eigenschaft als Landesmünze für besondere Landeszwecke, z. B. zur Erinnerung an geschichtliche Ereignisse, zur herkömmlichen Verwendung beim Bergbau als Ausbeutethaler u. dgl. m. auszuprägen.

8. Für kleinere Gebietstheile, welche durch ihre Lage auf das Münzsystem eines benachbarten oder sie umgebenden an dem gegenwärtigen Münzvertrage theilnehmenden Staates hingewiesen sind, ist zwar der Anschluss an das Münzsystem des Nachbarstaates zulässig, es darf jedoch für dergleichen Gebietstheile, sofern dieselben in Art. 3 d. o. V. als selbständige Münzgebiete nicht ausdrücklich genannt sind, eine besondere, von dem im Hauptgebiete angenommenen Landesmünzfusse abweichende Ausmünzung nicht vorgenommen werden.

Artikel IV.

(Zu Artikel 6. d. o. V.)

1. Die vertragenden Staaten verpflichten sich, die Ausprägungen jeder Art stets und ohne Ausnahme für unmittelbare Rechnung der Staatskasse bewirken zu lassen. Es ist daher die Ausmünzung niemals unter irgend einem Rechtstitel oder Vorwand an eine Privatperson oder Corporation zu überlassen; auch ist in keinem Falle durch Gewährung von Gewinntheilen u. dgl. oder durch Vergütung der Münzkosten nach dem Gewichte u. s. w. an die Münzfabrication ein besonderes Privatinteresse zu knüpfen. Die Ueberlassung der Ausmünzung an eine Vereinsregierung ist hierdurch nicht ausgeschlossen.

2. Die vertragenden Staaten werden die Einrichtung treffen, dass in ihren Münzstätten die Prüfung des Feingehalts der zur Vermünzung gelangenden Schmelzmassen mittelst Tiegel- oder Schöpfproben wenigstens durch zwei einander controlirende Beamte, somit von jedem Beamten selbstständig unter eigener Verantwortung vorgenommen werde, und dass nicht nur die neugeprägten Münzen vor ihrer Verausgabung einer genauen Gehalts- und Gewichtsprüfung an einer Anzahl einzelner Stücke unterworfen, sondern zur Feststellung des Durchschnittsgehaltes aller ausgemünzten Stücke auch die sämmtlichen als fehlerhaft ausgeschiedenen weissen Platten und geprägten Stücke (Cessalien, Fehlplatten) nach den Münzsorten gesammelt, von Zeit zu Zeit eingeschmolzen und mittelst Schöpf- oder Tiegelproben von zwei Beamten auf ihren Feingehalt untersucht werden.

3. Die vertragenden Staaten werden anordnen, dass über alle zum Zwecke der Ausmünzungen sowie zur Feststellung des Durchschnittsgehaltes der ausgemünzten Stücke vorgenommenen Gehaltsprüfungen von den betreffenden Beamten und unter deren Verantwortlichkeit fortlaufende Register oder Journale geführt werden; auch werden die vertragenden Staaten einander die Einsicht dieser Register oder Journale gestatten, sowie überhaupt in Betreff der Einrichtungen und des Betriebes ihrer Münzstätten auf Verlangen nähere Auskunft ertheilen.

Artikel V.

(Zu Artikel 11. d. o. V.)

1. Für die durch die allgemeine Münz-Convention vom 30. Juli 1838 verbundenen Staaten entfällt mit der

Uebernahme der im Art. 11 d. o. V. gedachten Prägungsverbindlichkeit die Verpflichtung zur Ausprägung der auf die Quote der instehenden Münzperiode $18^{55}/_{58}$ rückständigen Beträge an Doppelthalern.

2. In Beziehung auf die Verbindlichkeit zur Ausprägung einfacher Vereinsthaler-Stücke sind für die erste Münzperiode $18^{57}/_{62}$ sowohl die nach dem Stande des Jahres 1852 als zeitweilige Bevölkerung jedes vertragenden Staates anzusehenden Seelenzahlen, wobei jedoch für die freie Stadt Frankfurt anstatt der wirklichen Bevölkerung die bei Vertheilung der Zolleinkünfte zum Grunde liegende Zahl zum Anhalt genommen ist, als auch die danach sich ergebenden Mindestbeträge der vertragsmässigen Ausmünzung in nachbemerkter Weise festzustellen gewesen, als:

Seelenzahl			Betrag in Einthaler-Stücken	
			auf ein Jahr	für die erste Münzperiode
36,879.600	Kaiserthum	Oesterreich.	1,475.184	8,851.104
16,935.400	Königreich	Preussen (mit Einschluss der Hohenzollern'schen Lande).	677.416	4,064.496
4,559.400	,,	Bayern.	182.376	1,094.256
1,987.600	,,	Sachsen.	79.504	477.024
1,819.200	,,	Hannover.	72.768	436.608
1,732.900	,,	Württemberg.	69.316	415.896
1,350.100	Grossherzogthum	Baden.	54.004	324.024
755.300	Kurfürstenthum	Hessen.	30.212	181.272
854.300	Grossherzogthum	Hessen.	34.172	205.032
262.500	,,	Sachsen.	10.500	63.000
166.100	Herzogthum	Sachsen-Meiningen.	6.644	39.864
132.800	,,	Sachsen-Altenburg.	5.312	31.872
150.400	,,	Sachsen-Coburg-Gotha.	6.016	36.096
271.200	,,	Braunschweig.	10.848	65.088
429.000	,,	Nassau.	17.160	102.960
263.000	,,	Oldenburg und Birkenfeld.	10.520	63.120
111.700	,,	Anhalt-Dessau-Cöthen.	4.468	26.808
52.600	,,	Anhalt-Bernburg.	2.104	12.624
60.800	Fürstenthum	Schwarzburg-Sondershausen	2.432	14.592
69.000	,,	Schwarzburg-Rudolstadt.	2.760	16.560
7.700	,,	Liechtenstein.	308	1.848
59.600	,,	Waldeck mit Pyrmont.	2.384	14.304
37.800	,,	Reuss, ältere Linie.	1.512	9.072
79.800	,,	Reuss, jüngere Linie.	3.192	19.152
30.200	,,	Schaumburg-Lippe.	1.208	7.248
106.600	,,	Lippe.	4.[illegible]	25.584
24.900	Landgrafschaft	Hessen-Homburg.	[illegible]	5.976
285.600	Freie Stadt	Frankfurt.	1[illegible]	[illegible].544
		Zusammen	2,7[illegible]	[illegible]24

Von und mit dem Jahre 1863 soll auf die Dauer des Vertrags für die Mindestbeträge der vertragsmässigen Ausmünzung und bez. für den diesfälligen höhern Ansatz bei der freien Stadt Frankfurt die Seelenzahl maassgebend sein, welche alsdann in jedem der Staaten bei der nächst vorhergegangenen amtlichen Aufnahme der Bevölkerung sich ergeben hat; die Regierungen werden über das Ergebniss dieser Volkszählung seiner Zeit sich gegenseitig Nachweisung zugehen lassen.

3. Eine Uebertragung der gegen die vertragsmässige Stückzahl mehr ausgeprägten Beträge aus einer Münzperiode in die andere findet nicht Statt.

4. Denjenigen Regierungen, welche das Ausprägen der Vereinsmünze nicht auf eigenen Münzstätten vornehmen wollen, bleibt vorbehalten, die von ihnen auszubringenden Beträge auf den Münzstätten anderer an dem gegenwärtigen Münzvertrage Theil nehmenden Staaten, und zwar entweder unter eigenem Gepräge oder auch unter dem Münzstempel der die Ausprägung übernehmenden Regierung nach Vereinbarung ausmünzen zu lassen.

Artikel VI.

(Zu Artikel 12. d. o. V.)

1. Der Fall, dass die Ausmünzung einer Regierung als fehlerhaft gilt und die sämmtlichen von ihr geprägten Vereinsmünzen desjenigen Jahrganges, welchem die Ausmünzung angehört, wieder eingezogen werden müssen, soll dann als vorhanden angenommen werden, wenn sich ergibt, dass unter 50 neuen Vereinsmünzstücken desselben Jahres, wie sie von der Münzstätte ausgegeben worden, in Ansehung des Feingehaltes oder des Gewichtes mindestens der fünfte Theil hinter den im Art. 10 d. o. V. für die Abweichung im Weniger nachgelassenen Grenzen zurücksteht.

2. Es bleibt einer jeden der vertragenden Regierungen überlassen, behufs der vorzunehmenden Prüfung sich eine zureichende Zahl neuer Stücke (Pkt. 1) von den Vereinsmünzen der übrigen Regierungen im geeigneten Wege zu verschaffen. Wenn daran in dem eben gedachten Maasse (Pkt. 1) eine Abweichung im Feingehalte oder im Gewichte wahrgenommen wird, so ist an diejenige Regierung, aus deren Münzstätte die fehlerhaften Münzen hervorgegangen sind, unter Mittheilung einer

genauen Beschreibung des bei der Prüfung angewendeten Verfahrens das Ersuchen zu richten, der wegen Wiedereinziehung der fehlerhaften Ausmünzung übernommenen Verbindlichkeit Genüge zu leisten; gleichzeitig ist auch den übrigen mitvertragenden Regierungen davon Nachricht zu geben.

3. Sofern demnächst nicht etwa eine gegenseitige Verständigung stattfindet, hat diejenige Regierung, deren Ausmünzung als fehlerhaft bezeichnet worden ist, zwei von den mitvertragenden Regierungen, welche arbeitende Münzstätten haben, behufs der schiedsrichterlichen Entscheidung in Vorschlag zu bringen, und es steht sodann derjenigen Regierung, welche die Ausmünzung als fehlerhaft bezeichnet hat, die Auswahl unter denselben zu.

Die erwählte schiedsrichterliche Regierung hat hierauf der oben gedachten Bestimmung (Pkt. 1) gemäss eine nochmalige Prüfung der fraglichen Ausmünzung zu veranstalten, und nach dem Ergebnisse dieser Prüfung Entscheidung zu treffen. Bei dieser Entscheidung, von welcher die schiedsrichterliche Regierung sämmtlichen mitvertragenden Regierungen Mittheilung machen wird, hat es sein Bewenden. Die Kosten sind von derjenigen Regierung zu tragen, gegen deren Angaben der schiedsrichterliche Spruch ausfällt.

4. Die Wiedereinziehung der fehlerhaften Ausmünzung kann der dazu verbundenen Regierung nur in dem Maasse angesonnen werden, dass die dem fraglichen Jahrgange angehörigen Stücke, soweit solche in ihren Kassen noch vorhanden sind oder bei denselben eingehen, zurückbehalten, sowie dass dergleichen Stücke auf Verlangen der mitvertragenden Regierungen gegen cursfähige Vereinsmünze eingewechselt, in allen diesen Fällen aber eingeschmolzen werden müssen. Eine öffentliche Bekanntmachung in Betreff der fehlerhaft befundenen Ausmünzung soll nicht stattfinden.

5. Wenn von einer Regierung die Ausmünzung von Vereinsmünzen für Rechnung einer andern Regierung übernommen worden ist, so ist die erstgedachte Regierung für die beim Feingehalte oder Gewichte etwa sich ergebenden Mängel ausschliesslich verantwortlich.

Artikel VII.

(Zu Artikel 13 und 17 d. o. V.)

Die Verbindlichkeit zur Wiedereinziehung der Ver-

einsmünzstücke wegen Verminderung ihres Metallwerthes in Folge der Circulation und Abnutzung hat dann einzutreten, wenn das hierdurch entstandene Mindergewicht bei den Ein-Vereinsthaler-Stücken mehr als 2 Procent, bei den Zwei-Vereinsthalerstücken mehr als 1 1/2 Procent des Normalgewichts beträgt. Die nämliche Einziehungsverbindlichkeit bei Ueberschreitung einer Abnutzungsgrenze von 2 Procent des Normalgewichts wird zugleich auf die Einthalerstücke des bisherigen 14 Thlr.-Fusses hiermit ausgedehnt. Jede Regierung wird demgemäss die bei ihren Kassen eingehenden Vereinsmünzen ihres Gepräges und bez. dergleichen Einthalerstücke des bisherigen 14 Thalr.-Fusses überwachen und solche, sobald das eben bestimmte Mindergewicht vorhanden ist, zum Einschmelzen an die Münzstätte abliefern lassen; auch verpflichten sich die vertragenden Staaten, solche Vereinsmünzstücke und bez. Einthalerstücke ihres Gepräges, welche die Abnutzungsgrenze überschritten haben, auf Antrag eines der mitvertragenden Staaten, in Summen von nicht unter 1000 Thalern gegen vollhaltige auszutauschen.

Artikel VIII.

(Zu Artikel 14 und 15 d. o. V.)

1. Die Staaten der Thaler-Währung und der österreichischen Währung (Art. 3 d. o. V.) sind übereingekommen, dass der gesammte Umlauf der Scheidemünze eines jeden dieser Staaten auf den Betrag von 5/6 Thlr. bez. 1 1/4 fl. pro Kopf der Bevölkerung zu beschränken ist und diesen Betrag nicht überschreiten soll, so ferne nicht künftig ein anderes Maximum unter diesen Staaten vereinbart werden wird, was denselben vorbehalten bleibt.

Bei Berechnung des hiernach zulässigen Maximums wird für jeden der betheiligten Staaten die Seelenzahl zu Grunde gelegt, welche bei der jedesmaligen letzten amtlichen Aufnahme der Bevölkerung sich ergeben hat; in der Zwischenzeit bis zu einer neuen Volkszählung kann der demgemäss bestimmte Betrag um ein Procent dieses Betrages für jedes Kalenderjahr vermehrt werden.

2. Die Staaten der süddeutschen Währung (Art. 3 d. o. V.) behalten sich vor, wegen des zulässigen Maximums des Umlaufs der Scheidemünze innerhalb ihres Gebietes gleichfalls eine allgemeine Bestimmung unter

sich zu vereinbaren; auch werden dieselben in weiterer Ausführung des Art. 12 der Münz-Convention vom Jahre 1845 alsbald eine Frist unter sich vereinbaren, innerhalb welcher die Einziehung der alten vor Auflösung des deutschen Reiches für die dermaligen Landestheile geprägten Scheidemünzen zu erfolgen hat.

Schon jetzt aber und bis sie eine andere Vereinbarung treffen werden, wollen die gedachten Staaten bei Bestimmung des Gesammtbetrages, auf welchen ihre Scheidemünzen allmälig zurückzuführen sind, die nach Pkt. 1 festgestellte Maximal-Grenze ebenfalls zu Grunde legen.

3. Die vertragenden Regierungen werden die Kassen, bei welchen die Scheidemünzen jederzeit auf Verlangen gegen grobe cursfähige Münzen umgewechselt werden können, öffentlich bekannt machen und über die desshalb getroffenen Anordnungen unter Angabe der Gesammtzahl der bestimmten Umwechslungskassen sich gegenseitige Mittheilung machen.

4. Es ist selbstverstanden, dass die Verpflichtung zur Umwechslung der Scheidemünzen gegen grobe Münze (Art. 15 unter c d. o. V.) zugleich eine gegenseitige ist, dass somit der Umwechslung durch das Verbot oder die Erschwerung des Wiedereinbringens der eigenen Scheidemünze eines Landes aus dem Gebiete der mitvertragenden Staaten kein Hinderniss irgend einer Art in den Weg gelegt werden darf.

Artikel IX.

(Zu Artikel 18 d. o. V.)

1. In dem Falle, dass einer der vertragenden Staaten, zur Erleichterung der Rechnung, eine ideale Theilung der Krone einführen sollte, hat diese Theilung zunächst in zehn Theile unter der Benennung „Kronzehntel“ stattzufinden. Auch darf diesen Theilen eine auf gangbare Werthbezeichnungen vereinsländischer Silbermünzen hinweisende anderweitige Benennung nicht beigelegt werden. Die Art der weitern Theilung des Kronzehntels bleibt den betreffenden Regierungen überlassen.

In denjenigen Staaten, in welchen die Rechnungsweise nach „Thaler Gold“ gesetzlich besteht, werden die Regierungen das Verhältniss bestimmen, in welchem die Vereinsgoldmünzen zur Erfüllung der auf „Thaler Gold“ lautenden Verpflichtungen verwendet werden können.

2. Es wird als selbstverstanden betrachtet, dass von den vertragenden Staaten überhaupt keiner Gattung gemünzten Goldes, des eigenen oder fremden Gepräges, die Eigenschaft eines die Landeswährung in Silber vertretenden gesetzlichen Zahlmittels beigelegt werden kann.

3. Die von den vertragenden Staaten seither geprägten unter den Namen Dukaten, Pistolen, Friedrichsdor u. s. w. dermalen im Umlauf befindlichen vollwichtigen Goldmünzen können sowohl im gemeinen Verkehr als bei den Staatskassen auch fernerhin in allen denjenigen Fällen zugelassen werden, in welchen nach Gesetz oder Vertrag die Verpflichtung auf Gold lautet.

Die Regierungen verpflichten sich, diejenigen Goldmünzen ältern Gepräges, welche in Folge der vorstehenden Bestimmung ferner bei ihren Kassen eingehen und nicht mehr vollwichtig, bezüglich über das gesetzlich bestehende Passirgewicht hinaus am Gewichte verringert sind, nicht wieder auszugeben, und können zu diesem Behufe bei den Staatskassen einen dem Mindergewicht u. s. w. entsprechenden Werthabzug eintreten lassen.

4. Die Tarifirung fremder Goldmünzen, d. h. die Bestimmung des Werthes, über welchen hinaus dieselben im gemeinen Verkehr nicht in Zahlung angeboten und gegeben werden dürfen, kann nur in der Weise erfolgen, dass der wirklich in denselben enthaltene durchschnittliche Goldgehalt nach Abzug von wenigstens $^1/_2$ Procent Münzkosten u. s. w. in Einheiten und Theilen der „Krone", beziehungsweise in der Landeswährung nach dem Kassencurse der „Krone" oder, wo ein solcher nicht besteht, gemäss den desfallsigen Vorschriften ausgedrückt wird.

Artikel X.

(Zu Artikel 19 d. o. V.)

1. Das nach Art. VI rücksichtlich der Vereins-Silbermünzen einzuschlagende Verfahren hat auch bei fehlerhafter Ausprägung der Vereins-Goldmünzen einzutreten.

2. Das vereinbarte Probirverfahren zur Bestimmung des Feingehalts der Goldmünzen ist in der Beilage I enthalten.

Artikel XI.

(Zu Artikel 20 d. o. V.)

1. Jeder Regierung bleibt vorbehalten, nach Befinden alle und jede auf Silber oder Gold lautende alternative Zahlungsversprechen zu untersagen, ingleichen durch Gesetz oder Verordnung, entweder allgemein oder für besondere Fälle, z. B. für Lohnzahlungen u. dgl. die äusserste Werths- und Verwendungsgrenze zu bestimmen, innerhalb welcher Vereinsgoldmünzen im gemeinen Verkehre zu Zahlungen in Silberwährung zugelassen werden dürfen. Bei Bestimmung der Werthsgrenze ist nach den nämlichen Grundsätzen zu verfahren, welche den künftig für diese Münzstücke zulässigen höchsten Kassencurs bedingen.

2. Den vertragenden Regierungen bleibt es überlassen durch Gesetz oder Verordnung die Bestimmung zu treffen, dass die Vereinsgoldmünzen, deren Gewicht im Weniger von dem gesetzlichen Normalgewichte von $^1/_{45}$ bez. $^1/_{90}$ des Pfundes um mehr als 5 Tausendtheile desselben abweicht, sobald solche unter den an Zahlungsstatt an die Staatskassen zu verwendenden Goldmünzen zum Vorschein kommen, entweder gegen Erstattung des Goldwerthes und mit $^1/_2$ Procent Abzug für die Umprägungskosten zurückgehalten oder den Betheiligten nur zurückgegeben werden, nachdem sie durch Einschnitt oder auf andere Weise zum Umlaufe als Münzen unfähig gemacht worden sind.

Artikel XII.

(Zu Artikel 21 d. o. V.)

1. Die Bestimmung des Art. 21 Pkt. b d. o. V. soll diejenigen Regierungen, welche für die bisherige Landesgoldmünze einen festen, ein für allemal bestimmten Kassencurs bereits früher angeordnet haben, nicht verpflichten, diesen Kassencurs sofort aufzuheben, bez. die Goldmünzen einzuziehen; es wird jedoch vorausgesetzt, dass jene Regierungen Sorge tragen werden, das bestehende Verhältniss durch allmälige Einziehung der betreffenden Landesgoldmünze zu beseitigen. Selbstverständlich darf für diese Goldmünze ein anderer als der bisher bestandene Kassencurs nicht eingeführt werden.

2. Denjenigen Regierungen, welche für ihre landesgesetzlichen Goldmünzen einen veränderlichen Kassencurs bisher angeordnet haben, bleibt freigestellt, densel-

ben längstens bis zum 31. März 1862 in bisheriger Weise zu reguliren, wogegen sie von diesem Zeitpunkt an für andere Goldmünzen, als für Kronen und Halbe Kronen, einen Kassencurs nicht bestimmen werden.

Die Regierungen werden auch die in Folge vorstehender Bestimmung bei ihren Kassen eingehenden minderwichtigen Goldmünzen ältern Gepräges (Sep.-Artikel IX, 3) nicht wieder ausgeben.

3. Als Börsen für den unter Pkt. a. Art. 21 d. o. V. angedeuteten Zweck sollen angesehen werden:

a. Für die Staaten der Thaler-Währung: die Börsen von Berlin, Leipzig, Frankfurt a. M., Hamburg und Wien;

b. für die Staaten der österreichischen Währung: die Börsen von Wien, Mailand, Triest, Berlin und Frankfurt a. M.;

c. für die Staaten der süddeutschen Währung: die Börsen von Frankfurt a. M., München oder Augsburg, Berlin, Hamburg und Wien.

Als der Werth, über welchen sich der Kassencurs nicht erheben darf, wird der gesammte Durchschnitt der täglichen Durchschnittspreise der vorhergegangenen sechs Monate an den betreffenden Börsen angesehen.

So lange die Vereinsgoldmünze nicht in den amtlichen Cursnotirungen erscheint, hat der Preis des Goldes al marco mit Zuschlag eines halben Procents für Prägekosten als Maassstab zu dienen.

4. Die vertragenden Staaten werden bei den innerhalb ihres Gebietes gelegenen Börsen veranlassen, dass die amtliche Notirung des monatlichen Durchschnittspreises der Vereinsgoldmünzen zugleich das Werthverhältniss zwischen Silber und Gold unter Annahme des Pfundes Silber als Einheit angebe; hierbei ist gemäss der Beilage II zu verfahren. Der Durchschnitt der sechs Monate (Art. 21 d. o. V.) ist nach dem Vorbilde der Beilage III anzuordnen; die Bekanntmachung, welche das Ergebniss sämmtlicher betreffender Börsen zu enthalten hat, wird nach Beilage IV erfolgen.

5. Den vertragenden Regierungen bleibt vorbehalten, bei den im Betriebe des Staates befindlichen Verkehrs- und Gewerbs-Anstalten, namentlich Berg- und Hüttenwerken, Eisenbahnen, Posten u. s. w., neben den Kronen, zugleich Goldmünzen sowohl des bisherigen Vereinsländischen Gepräges als auch von anderm Gepräge noch ferner in Zahlung für Silber zuzulassen. Bei Be-

stimmung des Werthes der fremden Goldmünzen für solchen Zweck hat aber die unter Pkt. 4 des Sep.-Art. IX getroffene Bestimmung wegen Tarifirung derselben für den gemeinen Verkehr als Norm zu dienen.

Artikel XIII.

1. Es dürfen Silbermünzen, sei es vom Gepräge der vertragenden Staaten oder von anderem Gepräge, in Ansehung welcher eine ausdrückliche Cursgestattung stattgefunden hat, weder verrufen noch im Werthe herabgesetzt werden, ohne dass davon sämmtlichen mitvertragenden Regierungen vier Wochen vor Ausführung der Maassregel oder, falls diese durch anderwärts unmittelbar vorausgegangene Ankündigung oder Ausführung einer ähnlichen Maassregel veranlasst ist, wenigstens gleichzeitig Kenntniss gegeben wird.

2. Es ist selbstverstanden, dass in dem Gebiete der vertragenden Staaten Silbermünzen fremden, d. h. nicht vereinsländischen Gepräges die Eigenschaft eines gesetzlichen Zahlmittels fernerhin nicht beigelegt werden darf. Findet sich eine Regierung veranlasst, die eingedrungenen fremden Münzen lediglich für den Zweck des gemeinen Verkehrs zu tarifiren, d. h. den Werth zu bestimmen, über welchen hinaus solche im Verkehr nicht in Zahlung angeboten und gegeben werden dürfen, so soll jener Werth niemals höher bestimmt werden, als sich ergibt, wenn das feine Silber, welches in den zu tarifirenden fremden Münzen gemäss den deshalb angestellten Ermittlungen wirklich enthalten ist, nach dem Landesmünzfusse mit Abzug von 1½ Procent für Umprägungskosten u. s. w. berechnet wird. Die Annahme der solcher Art tarifirten Münzen in den Staatskassen ist nur unter der Bedingung zulässig, dass solche nicht wieder ausgegeben, sondern als Tiegelgut zum Einschmelzen an die Münzstätte abgeliefert werden.

Artikel XIV.

Die vertragenden Regierungen werden nicht gestatten, dass die unter Autorität des Staates bestehenden öffentlichen Anstalten, namentlich Geld- und Credit-Anstalten, Banken u. s. w. in einer andern als der gesetzlichen Landeswährung rechnen und zahlen.

Artikel XV.

(Zu Artikel 22 d. o. V.)

In dem Falle, dass eine unter Autorität des Staates

bestehende Anstalt bereits die Befugniss erhalten hat, die von ihr ausgegebenen zum Umlauf als Geld bestimmten Werthzeichen auch in einer andern als der gesetzlichen Landeswährung in Silber auszustellen, ist diese Befugniss sobald als thunlich und spätestens mit dem Zeitpunkte abzustellen, mit welchem nach der getroffenen Bestimmung die gegenwärtige Concession der Anstalt erlischt, bez. erneuert werden muss, die Revision der Statuten erfolgen kann u. dgl. Die vertragenden Regierungen werden innerhalb des ersten Jahres nach Ratification des gegenwärtigen Vertrags einen Nachweis der Anstalten, welchen die gedachte Befugniss ertheilt worden ist, unter Mittheilung der Statuten einander zugehen lassen.

Artikel XVI.

(Zu Artikel 24 d. o. V.)

Die gegenseitige Mittheilung der im Artikel 24 d. o. V. gedachten Gesetze, Verordnungen und Vereinbarungen, so wie der Nachweise der Ausmünzungen wird in Betreff der thüringischen Vereinsstaaten durch die grossherzoglich-sächsische Regierung, in Betreff derjenigen Staaten, welche nicht selbständige Mitglieder des Zollvereins sind, durch die Regierung, welche dieselben in Vereinsangelegenheiten vertritt, in Betreff des Fürstenthums Liechtenstein durch Oesterreich erfolgen. In gleicher Weise wird bei allen Mittheilungen verfahren, welche unter den vertragenden Regierungen in Ausführung dieses Vertrags stattfinden.

Artikel XVII.

(Zu Artikel 26 d. o. V.)

Sollte von den betreffenden Staaten der Beitritt zum gegenwärtigen Münzvertrage gewünscht werden, so wird diejenige Regierung, an welche der Antrag zunächst gerichtet wird, der Verhandlung hierüber sich unterziehen. Die Einleitung der Verhandlungen ist den übrigen Regierungen alsbald bekannt zu machen; nicht minder ist ihnen vor dem förmlichen Abschlusse der entworfene Vertrag zur Einsicht und Zustimmung mitzutheilen.

Artikel XVIII.

Die Bestimmungen der verabredeten Separat-Artikel treten zugleich an die Stelle der früher in Bezug auf

die allgemeine Münz-Convention vom 30. Juli 1838 vereinbart gewesenen Separat-Artikel I—VIII.

So geschehen Wien, am 24. Januar 1857.

(L. S.) *Johann Anton Brentano.*
(L. S.) *Karl Theodor Seydel.*
(L. S.) *Franz Xaver v. Haindl.*
(L. S.) *Adolph* Freiherr *v. Weissenbach.*
(L. S.) *Wilhelm Brüel.*
(L. S.) *Adolph Müller.*
(L. S.) Dr. *Vollrath Vogelmann.*
(L. S.) *Johann Rudolph Siegmund Fulda.*
(L. S.) *Hector Rössler.*
(L. S.) *Gottfried Theodor Stichling.*
(L. S.) Dr. *Cajetan Edler v. Mayer.*
(L. S.) *Franz Alfred Jacob Bernus.*

Schluss-Protokoll zu dem Münzvertrage vom heutigen Tage.

Wien, am 24. Januar 1857.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten, welche heute zu dem Zwecke zusammengetreten, um den zwischen dem Kaiserthum Oesterreich und dem Fürstenthum Liechtenstein einerseits, sowie den durch die allgemeine Münz-Convention ddo. Dresden am 30. Juli 1838 unter sich verbundenen deutschen Zollvereinsstaaten andererseits vereinbarten Münzvertrag nebst dazu gehörigen Separat-Artikeln zur Vollziehung zu bringen, sind dabei zugleich noch über folgende Punkte übereingekommen:

I. Da es für den Zweck der Vereinsmünzen, den Verkehr zwischen den vertragenden Staaten zu erleichtern, wünschenswerth erscheint, auch das Aeussere derselben in möglichste Uebereinstimmung zu bringen, so einigt man sich hierüber zu folgenden näheren Bestimmungen:

1. Für das Gepräge des Reverses bei den Ein- und Zwei-Vereinsthaler-Stücken, ingleichen bei den Kronen und Halben Kronen sind in Betreff der Anordnung und der Grössenverhältnisse der Aufschriften, des Flächenrandes und bez. des Kranzes von Eichenlaub durchgehends die auf der beiliegenden Tafel befindlichen Zeichnungen zum Anhalt zu nehmen mit der Maassgabe, dass

a. auf den Ein- und Zwei-Vereinsthaler-Stücken, insofern die gewählte Form und Stellung des Landeswappens es erheischen, die Jahrzahl in zwei Hälften getrennt werden darf,

b. die Umschrift auf dem Reverse aller Vereinsmünzen in Silber wie in Gold wohl in kleineren, nicht aber in grösseren Buchstaben, als die Zeichnungen andeuten, dargestellt werden darf, auf dem Reverse der Goldmünzen aber die Schrift „50 ein Pfund fein“ oder „100 ein Pfund fein“ jedenfalls kleiner gehalten werden muss, als die Schrift des Wortes „Vereinsmünze“,

c. die Bezeichnung „Vereinsthaler“ sowohl wie „Vereinsmünze“ aus einem Worte,

d. der erhabene Rand der Vereinssilbermünzen sowohl wie der Vereinsgoldmünzen aus einem flachen Stäbchen, dessen innern Umfang ein Perlenkreis (Perle an Perle anliegend) berührt, bestehen muss,

e. der Raum zwischen den oberen Enden des Eichenkranzes auf der Krone und Halben Krone einen Millimeter nicht übersteigen darf,

f. das Wort „Krone“ und die ausserhalb des Kranzes befinlichen beiden Rosetten so gestellt werden, dass eine durch die Mitte jedes der 5 Buchstaben und der beiden Rosetten gelegte gerade Linie mit dem Durchmesser des Goldstückes zusammenfällt.

2. Es bleibt anheimgestellt, das Münz- und Münzmeister-Zeichen auf dem Averse unmittelbar unter dem Brustbilde oder dem Symbol im Umkreise der Umschrift, den Namen des Stempelschneiders aber nur mit vertiefter Schrift unten in der Abschrägung des Bildnisses anbringen zu lassen.

3. Um in dem Durchmesser der Vereinsmünzen aller vertragenden Staaten eine grössere Uebereinstimmung zu erhalten, wird die Münzstätte zu Berlin einen mit Nonius versehenen Millimeter-Maassstab für jede Vereinsmünzstätte gegen Erstattung der Kosten anfertigen und derselben nebst Attest der Uebereinstimmung mit ihrem Normalmaass zugehen lassen.

II. Der königl. hannover'schen Regierung wird es vorbehalten, in Ausführung ertheilter Zusage, aus dem bei dem Bergbau am Harze gewonnenen Golde im jährlichen Gewichte bis zu $2^1/_2$ Pfund Kronen- und Halbe-Kronen-Stücke auch in der Eigenschaft als Landesmünze auszuprägen.

III. Die Regierungen der Staaten des 30 Thlr.-und des 45 fl.- Fusses können sich der Erwägung nicht verschliessen, dass nach der zwischen ihren Münzsystemen erzielten Uebereinstimmung der Wunsch einer weitern Annäherung des Münzsystems der Staaten süddeutscher Währung an ihre Münzsysteme mit um so grösserm Gewichte hervortrete. In Berücksichtigung dessen erklären die obgedachten Regierungen, dass, wenn während der Dauer des Vertrags von Seiten der Staaten süddeutscher Währung der Wunsch zu erkennen gegeben werden wollte, die auf ihr Münzsystem bezüglichen Bestimmungen des Vertrags im Sinne einer Annäherung an die beiden anderen Systeme geändert zu sehen, sie zu jeder Zeit über eine solche Aenderung in Verhandlung treten werden.

Indem die Regierungen der Staaten der süddeutschen Währung für die hiernach andererseits kundgegebene Bereitwilligkeit danken, erklären auch sie sich jederzeit zu Verhandlungen geneigt, wenn von den Staaten des einen oder andern der beiden übrigen Münzsysteme dergleichen Verhandlungen zum Zwecke einer weitern gegenseitigen Annäherung der drei Münzsysteme gewünscht werden sollten.

IV. Da die Regierungen von Modena und Parma entschieden abgelehnt, einen der im Art. II des offenen Vertrags bezeichneten drei Hauptmünzfüsse oder einen an diese sich genau anschliessenden, als Landesmünzfuss an die Stelle des jetzt daselbst bestehenden bei sich einzuführen, so hat zwar deren Beitritt zu dem gedachten Vertrag für unthunlich erachtet werden müssen; nichts destoweniger wird aber allseitig der Wunsch gehegt, auch nach dieser Richtung hin die durch den Handels- und Zollvertrag vom 19. Februar 1853 angestrebten Verkehrserleichterungen in möglichster Ausdehnung im Sinne des Art. 19 jenes Vertrags verwirklicht, und zu dem Ende das Münzwesen jener Länder mit dem der jetzt vertragenden Staaten wenigstens in allen den Beziehungen in Uebereinstimmung gebracht zu sehen, in welchen dies ohne den Uebergang der Ersteren zu einem jener Münzfüsse ausführbar und räthlich erscheint.

In dessen Betracht erklärt man sich darüber einverstanden, dass die kaiserlich österreichische Regierung ersucht und ermächtigt werde, im Wege fernerer Verhandlungen mit den Regierungen der genannten Her-

zogthümer im Namen sowie mit Vorbehalt der Zustimmung der den gegenwärtigen Vertrag schliessenden und ihm ferner beitretenden Staaten eine entsprechende besondere Vereinbarung hierüber zu vermitteln.

Zugleich ist man dahin übereingekommen, dass ein derartiger Vertrag folgende unerlässliche Bestimmungen zu enthalten haben würde.

a. Modena und Parma hätten sich zu verpflichten, Vereinsthaler in Silber, so wie keine anderen als ganze und halbe Kronstücke in Gold, genau von der innern und äussern Beschaffenheit der diesen Münzstücken entsprechenden Vereinsmünzen auszubringen, und zwar so viel die Einthaler-Stücke anlangt, zugleich mit der ausdrücklichen Verbindlichkeit, eine gewisse Summe davon nach dem dafür innerhalb des Münzvereins angenommenen Maassstabe auszuprägen oder durch eine Vereinsregierung ausprägen zu lassen.

b. Diesen Münzen (Pkt. a) würden seitens der übrigen Staaten die nämlichen Rechte und Vorzüge eingeräumt, wie den gleichnamigen von münzvereinsländischem Gepräge, wogegen die Herzogthümer Modena und Parma, sowohl in Bezug auf diese Münzen und auf ihre Courantmünzen überhaupt, als auch rücksichtlich der Aufrechthaltung der Silberwährung und Regulirung des Umlaufes der Goldmünzen den unter den Vereinsstaaten hierüber vereinbarten Bestimmungen und Grundsätzen, insbesondere denjenigen, welche in Art. 6—13, 18—22 und 24 des offenen Vertrags, sowie in Separat-Artikel IV, V, Nr. 2—4, VI, VII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV und XVI ihren Ausdruck gefunden haben, sich anschliessen werden.

c. Für den Umlauf in den Herzogthümern Modena und Parma wären sowohl die Ein- und Zwei-Thalerstücke des eigenen und münzvereinsländischen Gepräges, als auch nach ihrer Wahl die sonstigen Hauptmünzen der drei Staatengruppen im Münzvereine, z. B. die der österreichischen Währung, den übrigen Münzen der dortigen Landeswährung völlig gleichzustellen.

d. Der jenen Münzen (Pkt. c) daselbst beizulegende Tarifwerth wäre nach Maassgabe des Werthverhältnisses, wie solches durch das k. k. Patent vom 1. November 1823 bestimmt ist, jedoch mit Weglassung der dabei ausfallenden Centesimo-Bruchtheile zu bemessen.

Obigem Ersuchen gemäss wird demnach kais. öster-

reichischer Seits die Bereitwilligkeit erklärt, in Gemässheit vorstehender Grundzüge mit den Regierungen der mehrgenannten Herzogthümer in eine besondere Verhandlung einzutreten und seiner Zeit den Vertrag vor Abschluss desselben den übrigen Münzvereinsstaaten zur Zustimmung mitzutheilen, welche seiten letzterer nicht versagt werden wird, daferne jene Grundzüge darin berücksichtigt sind.

V. Es bleibt Oesterreich vorbehalten, die in dem Art. V des den mitvertragenden Staaten bekannten österreichisch-modenesisch-parma'schen Zollvereins-Tractates begründeten Tarifsätze verschiedener ausländischer Münzen in bisheriger Weise für die Dauer dieses Tractates, d. h. bis 31. October 1857, in Kraft zu lassen; auch falls nicht ein Vertrag zwischen dem gesammten Münzvereine und den Herzogthümern Modena und Parma zu Stande kommen sollte (vgl. Pkt. IV), bei Verlängerung und Erneuerung jenes Zollvereins-Tractates etwaige neue Vereinbarungen über fernere Zulassung und Tarifirung der Gold- und Silbermünzen eigenen und fremden Gepräges mit jenen Herzogthümern mit Rücksicht auf die Bestimmungen des Münzvertrages zu schliessen und den übrigen vertragenden Staaten mitzutheilen.

VI. Ausserdem hat man sich noch über folgende formelle Punkte zu verständigen gehabt:

a. Man ist darüber einverstanden, dass die in Aufführung der betheiligten Staaten in diesem Vertrage vorkommende Reihenfolge und Bezeichnung den etwaigen Präcedenzrechten und sonstigen Befugnissen derselben durchaus unschädlich sei.

b. Die Vollziehung sowohl des obigen Vertrags, als auch der dazu gehörigen Separat-Artikel erfolgt lediglich in einem Exemplare; einer jeden der betheiligten Regierungen aber wird ein beglaubigter Abdruck davon zugestellt.

c. Beide genannte Urkunden, ingleichen die gemeinschaftlichen Akten der Münz-Conferenz werden im Archiv des Ministeriums des k. k. Hauses und des Aeussern zu Wien niedergelegt.

d. Da der gegenwärtige Vertrag 28 theilnehmende Regierungen (vgl. Sep.-Art. V) umfasst, so wird jede derselben die von ihr auszustellenden Ratifikations-Urkunden in 27 zur gegenseitigen Auswechslung bestimmten Exemplaren ausfertigen lassen.

Zur Vermeidung des Zeitaufwandes bei deren Ausfertigung bleibt es aber den hohen Contrahenten anheimgestellt, nicht nur eine solche Form der Ratification zu wählen, wodurch der Gegenstand der letztern, ohne vollständige Einrückung des offenen Vertrags und der Separat-Artikel, hinlänglich genau bezeichnet wird, sondern auch die Ratification für beide Aktenstücke in einer und derselben Urkunde, folglich nicht für jedes besonders zu ertheilen.

e. Die gegenseitige Auswechslung der Ratificationen wird bei dem Ministerium des kaiserlichen Hauses und des Aeussern zu Wien stattfinden. Denjenigen Regierungen, welche nicht durch eigene Gesandtschaften am k. k. Hofe vertreten sind, bleibt freigestellt, die Ratifications-Urkunden unmittelbar an das genannte Ministerium einzusenden, worauf dieses in deren Namen der Aushändigung und Entgegennahme der betreffenden Urkunden sich unterziehen wird.

f. Das über den Auswechslungsakt aufgenommene Protokoll soll sämmtlichen übrigen Regierungen in beglaubigter Abschrift mitgetheilt werden.

g. Das gegenwärtige Schlussprotokoll soll ebenfalls sämmtlichen übrigen Regierungen in beglaubigter Abschrift mitgetheilt und durch die Ratification des Hauptvertrags als mitratificirt betrachtet werden.

Nach diesen Verabredungen ist die Original-Urkunde des gedachten Vertrags und der dazu gehörigen Separat-Artikel nach vorausgegangener nochmaliger Durchlesung beider Urkunden von sämmtlichen Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt und ebenso wie das allseitig durch Namensunterschrift zugleich vollzogene gegenwärtige Schlussprotokoll von dem kaiserlich österreichischen Bevollmächtigten in Empfang genommen worden.

Brentano. Seydel. Haindl. Weissenbach. Brüel. Müller. Vogelmann. Fulda. Rössler. Stichling. Mayer. Bernus.

LXI.

*Convention additionnelle à la convention monétaire, conclue à Dresde, le 30 juillet 1838, entre la Prusse, le royaume de Saxe, le Hanovre, l'Electorat de Hesse, le Grand-Duché de Saxe-Weimar, les Duchés de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Cobourg-Gotha et de Brunsvic, le Grand-Duché d'Oldenbourg, les Duchés d'Anhalt-Dessau-Cöthen et d'Anhalt-Bernbourg, des Principautés de Schwarzbourg-Sondershausen, de Schwarzbourg-Roudolstadt, de Waldeck, de Reuss ligne ainée, de Reuss ligne cadette, de Schaumbourg-Lippe et de Lippe; signée à Vienne, le 24 janvier 1857 *).*

Nachtrag zu der besondern protokollarischen Uebereinkunft d. d. Dresden am 30. Juli 1838.

Die unterzeichneten bei der allhier abgehaltenen allgemeinen Münzconferenz legitimirten Bevollmächtigten für die zum Münzsystem des bisherigen 14 Thlr.-Fusses (künftigen 30 Thlr.-Fusses) sich bekennenden Regierungen, nämlich für:

Preussen, Sachsen (Königreich), Hannover, Kurhessen, Sachsen (Grossherzogthum), Sachsen-Altenburg, Sachsen-Coburg-Gotha (wegen des Herzogthums Gotha), Braunschweig, Oldenburg und Birkenfeld, Anhalt-Dessau-Cöthen, Anhalt-Bernburg, Schwarzburg-Sondershausen, Schwarzburg-Rudolstadt (wegen der Unterherrschaft), Waldeck und Pyrmont, Reuss älterer Linie, Reuss jüngerer Linie, Schaumburg-Lippe und Lippe,

haben im Hinblick darauf, dass zufolge des Münzvertrags vom heutigen Tage, künftig in allen Münzstätten der vertragenden Staaten das Pfund (in der Schwere

---

*) La convention a été ratifiée.

von 500 Grammen) mit der Eintheilung in Tausendtheile und weiterer decimaler Abstufung eingeführt werden soll, sich darüber verständigt, dass von der Zeit an, wo diese Einführung zu geschehen hat, nachstehende Modificationen der besondern protokollarischen Uebereinkunft d. d. Dresden am 30. Juli 1838 eintreten sollen:

1) Da man übereingekommen, dass das $^1/_3$ Thlr.-Stück ferner nur für das Königreich Sachsen in die Charakteristik der Courantausmünzung nach dem 30 Thlr.-Fuss mit aufzunehmen sei, so bleibt zwar die Ausmünzung von $^1/_3$ Thlr.-Stücken noch ferner dem Ermessen der kön. sächsischen Regierung anheimgestellt; letztere wird jedoch dieselben nicht anders ausprägen lassen als mit

einem Durchmesser von 26 Millimeter,

einem Feingehalt von 667 Tausendtheilen Silber — wornach in $60\frac{3}{100}$ Stücken das Gewicht eines Pfundes enthalten sein wird — und endlich mit Einhaltung

einer zulässigen äussersten Abweichung im Mehr oder Weniger von 4 Tausendtheilen im Feingehalt und von 8 Tausendtheilen im Gewichte des einzelnen Stückes.

2) Für das $^1/_6$ Thlr.-Stück wird

a) der Durchmesser wie bisher auf 23 Millimeter,

b) das Legirungsverhältniss auf 480 Tausendtheile Kupfer zu 520 Tausendtheilen Silber — wornach mithin $93\frac{6}{10}$ Stücke ein Pfund wiegen werden — ingleichen

c) die zulässige äusserste Abweichung im Mehr oder Weniger auf 5 Tausendtheile im Feingehalte und 10 Tausendtheile im Gewicht des einzelnen Stücks

festgesetzt.

3) In der künftig auszuprägenden Silberscheidemünze ist — falls nicht eine der betheiligten Regierungen vorziehen sollte, die eine oder die andere Sorte, unbeschadet ihrer Geltung als Scheidemünze nach dem vollen 30 Thlr.-Fusse ausprägen zu lassen — das Pfund feinen Silbers durchgehends zu $34\frac{1}{2}$ Thlr. auszubringen.

4) Diejenigen Bestimmungen, welche in dem Münzvertrage vom heutigen Tage rücksichtlich des Durchmessers, des Feingehalts und der Fehlergrenze des Ein- und Zweithalerstücks, als künftiger Vereinsmünzen getroffen worden, sind auch in dem Falle einzuhalten, wo

diese Münzstücke von einer oder der andern Regierung für gewisse besondere Zwecke, z. B. zur Erinnerung an geschichtliche Ereignisse, zur herkömmlichen Verwendung beim Bergbau als Ausbeutethaler u. s. w. in der Eigenschaft einer gewöhnlichen Landesmünze ausgeprägt werden.

5) Sowohl der Eingangs gedachten besonderen protokollarischen Uebereinkunft, als auch der als Nachtrag zu selbiger anzusehenden gegenwärtigen Vereinbarung wird die gleiche Dauer und Gültigkeit wie dem Münzvertrage vom heutigen Tag beigelegt und es soll dieser Nachtrag bei dem kön. sächsischen Hauptstaatsarchiv zu Dresden in Verwahrung genommen, auch durch die landesherrliche Ratification jenes Hauptvertrags als mit ratificirt betrachtet, jeder der betreffenden Regierungen aber in einem beglaubten Abdrucke mitgetheilt werden.

Indem hierauf der kön. sächsische Bevollmächtigte die vollzogene Urschrift davon ausgehändigt erhielt, hat derselbe zugleich Namens seiner hohen Regierung die Verpflichtung übernommen, nach erfolgter Ratification seiner Zeit die vertragsmässige Benachrichtigung an die Staaten des 45 fl.- und des $52\frac{1}{2}$ fl.-Fusses ergehen zu lassen.

Wien, am 24. Januar 1857.

(L. S.) *Karl Theodor Seydel.*

(L. S.) *Adolph* Freiherr *v. Weissenbach.*

(L. S.) *Wilhelm Brüel.*

(L. S.) *Johann Rudolph Siegmund Fulda.*

(L. S.) *Gottfried Theodor Stichling.*

(L. S.) *Franz Xaver v. Haindl.*

LXII.

Convention d'extradition entre la France et l'Espagne, signée à Madrid, le 26 août 1850.

Le Président de la République française et S. M. la reine d'Espagne ayant reconnu l'insuffisance des dispo-

sitions de la convention conclue entre les deux États, le 29 septembre 1765, pour assurer l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont résolu, d'un commun accord, de la remplacer par une autre convention plus complète, et par cela même, plus propre à répondre au but que les hautes parties contractantes s'étaient proposé, et ont muni, à cet effet, de leurs pleins pouvoirs, savoir:

Le Président de la République française: M. Paul-Charles-Amable de Bourgoing, commandeur de la Legion d'honneur, grand-croix des ordres de Saint-Michel de Bavière, du Danebrog de Danemark, des Guelphes de Hanovre, de l'ordre de Saxe de la Ligne Ernestine; commandeur de l'ordre de Léopold de Belgique et de Sainte-Anne de Russie, avec l'épée d'honneur en or, chevalier de l'Épée de Suède, ambassadeur de la République française près de S. M. Catholique.

Et S. M. la reine d'Espagne : don Pedro-José Pidal, marquis de Pidal, chevalier grand-croix de l'ordre royal et distingué de Charles III, des ordres de Saint-Ferdinand et du Mérite des Deux-Siciles, du Lion néerlandais, de Pie IX, de Léopold de Belgique, du Christ de Portugal, des Saints-Maurice-et-Lazare de Sardaigne, de Léopold d'Autriche; décoré du Nicham Iftijar de première classe, en diamants, de Turquie; membre numéraire de l'Académie espagnole, de celle de l'Histoire et de celle de Saint-Ferdinand, et en titre de celle de Saint-Charles de Valence, et premier secrétaire d'État au département des affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué lesdits pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants:

Art. 1. Le Gouvernement français et le gouvernement espagnol s'engagent, par la présente convention, à se livrer réciproquement (à la seule exception de leurs nationaux) tous les individus réfugiés de France ou de ses colonies en Espagne et dans ses provinces d'outre-mer, ou d'Espagne et de ses provinces d'outre-mer en France et dans ses colonies, prévenus ou condamnés comme auteurs ou complices de l'un des crimes énumérés ci-après (art. 2), par les tribunaux de celui des deux pays où le crime aura été commis. Cette extradition aura lieu sur la demande que l'un des deux gouvernements adressera à l'autre par la voie diplomatique.

Art. 2. Les crimes à raison desquels l'extradition devra être réciproquement accordée sont:

1. L'assassinat, l'empoisonnement, le parricide, l'infanticide, l'avortement, le meurtre, le viol, l'attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence, l'attentat à la pudeur consommé ou tenté sans violence, lorsqu'il l'aura été sur un enfant de l'un ou l'autre sexe âgé de moins de onze ans;

2. L'incendie volontaire;

3. La soustraction frauduleuse, si elle a été commise sur une voie publique ou de nuit et dans une maison habitée, ou si on a eu recours à la violence, à l'escalade, à l'effraction intérieure ou extérieure, ou, enfin, si celui à qui elle est imputée était un domestique ou un homme de service à gages;

4. La fabrication, l'introduction et l'émission de fausses monnaies, la contrefaçon des poinçons servant à contrôler les matières d'or et d'argent, la contrefaçon du sceau de l'État et des timbres nationaux;

5. Les faux en écriture publique ou privée et de commerce, la contrefaçon d'effets publics, de quelque nature qu'ils soient, et de billets de banque; l'usage de ces pièces fausses; mais sont toujours exceptés le faux commis sur les certificats, sur les passeports et autres faux qui ne sont point punis de peines afflictives ou infamantes;

6. Le faux témoignage et la subornation de témoins;

7. Les soustractions, par des dépositaires revêtus d'un caractère public, des valeurs qu'il avaient entre leurs mains à raison de leurs fonctions, ainsi que les soustractions commises par des caissiers d'établissements publics ou de maisons de commerce, lorsqu'elles seront punies de peines afflictives ou infamantes;

8. La banqueroute frauduleuse.

Art. 3. Les pièces qui devront être produites à l'appui des demandes d'extradition sont:

1. Le mandat d'arrêt décerné contre le prévenu, ou tout autre acte ayant au moins la même force que ce mandat, et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits;

2. Le signalement du prévenu, afin d'en faciliter la recherche et l'arrestation.

Art. 4. Tous les effets saisis en la possession d'un prévenu lors de son arrestation, seront livrés au moment où s'effectuera l'extradition, et cette remise ne se bornera pas seulement aux objets volés, mais comprendra tous ceux qui pourraient servir à la preuve du délit.

Art. 5. Si l'individu dont l'extradition est accordée était poursuivi par la justice du pays où il s'est réfugié, pour crimes ou délits qu'il y aurait commis, il ne pourra être livré qu'après avoir subi la condamnation prononcée contre lui à raison de ces faits.

Art. 6. Les crimes et délits politiques sont exceptés de la présente convention. L'individu dont l'extradition a été accordée ne pourra être, dans aucun cas, poursuivi ou puni pour aucun delit politique antérieur à l'extradition.

Art. 7. L'individu qui aura été livré en vertu de la présente convention ne pourra être jugé pour aucun délit autre que celui ayant motivé l'extradition, à moins que cet autre délit ne soit un de ceux compris dans ladite convention, et qu'on n'ait obtenu préalablement, dans la forme prescrite à cet effet par l'art. 3, l'assentiment du gouvernement qui aura accordé l'extradition.

Art. 8. L'extradition ne pourra avoir lieu, si la prescription de la peine ou de l'action criminelle est acquise d'après les lois du pays dans lequel le prévenu ou le condamné s'est réfugié.

Art. 9. Le gouvernement espagnol étant tenu de respecter le droit qu'acquièrent en Espagne certains coupables, de se soustraire à la peine de mort en vertu de l'asile ecclésiastique, il est entendu que l'extradition qu'il accordera au Gouvernement français des prévenus placés dans ce cas, aura lieu sous cette condition que la peine de mort ne pourra leur être infligée, si cette peine qui, dans l'état actuel de la législation française, n'est applicable à aucun des prévenus admis en Espagne au bénéfice du droit d'asile, leur devenait plus tard applicable.

Une copie légalisée de la procédure qui aura été instruite à ce sujet devra être fournie, comme preuve à l'appui, au moment de la remise du prévenu.

Art. 10. Si un individu réclamé a contracté envers des particuliers des obligations que son extradition l'empêcherait de remplir, cette extradition n'en aura pas

moins lieu, et il restera libre à la partie lésée de poursuivre ses droits par-devant l'autorité compétente.

Art. 11. Les frais occasionnés par l'arrestation, la détention, la garde, la nourriture et le transport à la frontière, des individus dont l'extradition aura été accordée, seront supportés par le gouvernement du pays où se trouvera réfugié le coupable.

Art. 12. La convention conclue le vingt-neuf septembre mil sept cent soixante-cinq sera considérée comme nulle et non avenue, et cessera d'être exécutoire un mois, jour pour jour, après l'échange des ratifications de la présente convention.

Art. 13. La présente convention est conclue pour cinq ans, et continuera d'être en vigueur pendant cinq autres années, dans le cas où, six mois avant l'expiration du premier terme, aucun des deux gouvernements n'aurait déclaré y renoncer, et ainsi de suite, de cinq ans en cinq ans.

Elle sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans l'espace de quatre mois, ou plus tôt s'il est possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention en double expédition, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

A Madrid, le vingt-six août mil huit cent cinquante.

Signé: (L. S.) *P. de Bourgoing.*

Signé: (L. S.) *Pedro J. Pidal.*

LXIII.

*Convention d'extradition entre les États-Unis d'Amérique et l'Autriche, signée à Washington, le 3 juillet 1856 *).*

Texte anglais.

Whereas it is found expedient, for the better administration of justice and the prevention of crime within the territories and jurisdiction of the parties, respectively, that persons committing certain heinous crimes, being fugitives from justice, should, under certain circumstances, be reciprocally delivered up, and also to enumerate such crimes explicitly; and whereas the laws of Austria forbid the surrender of its own citizens to a foreign jurisdiction, the government of the United States, with a view of making the convention strictly reciprocal, shall be held equally free from any obligation to surrender citizens of the United States: therefore, on the one part, the United States of America, and on the other part, his Majesty the Emperor of Austria, having resolved to treat on this subject, have, for that purpose, appointed their respective plenipotentiaries to negotiate and conclude a convention; that is to say, the President of the United States, William L. Marcy, Secretary of State, and his Majesty the Emperor of Austria, John George Chevalier de Hülsemann, his said Majesty's minister resident near the government of the United States, who, after reciprocal communication of their respective powers, have agreed to and signed the following articles:

Art. I. It is agreed that the United States and Austria shall, upon mutual requisitions by them or their ministers, officers, or authorities, respectively made, deliver up to justice all persons who, being charged with the crime of murder, or assault with intent to commit murder, or piracy, or arson, or robbery, or forgery, or the fabrication or circulation of counterfeit

---

*) La convention a été rédigée en allemand et en anglais. L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 13 décembre 1856.

money, whether coin or paper money, or the embezzlement of public moneys, committed within the jurisdiction of either party, shall seek an asylum or shall be found within the territories of the other: Provided, That this shall only be done upon such evidence of criminality as, according to the laws of the place where the fugitive or person so charged shall be found, would justify his apprehension and commitment for trial if the crime or offence had there been committed; and the respective judges and other magistrates of the two governments shall have power, jurisdiction, and authority, upon complaint made under oath, to issue a warrant for the apprehension of the fugitive or person so charged, that he may be brought before such judges or other magistrates, respectively, to the end that the evidence of criminality may be heard and considered; and if, on such hearing, the evidence be deemed sufficient to sustain the charge, it shall be the duty of the examining judge or magistrate to certify the same to the proper executive authority, that a warrant may issue for the surrender of such fugitive. The expense of such apprehension and delivery shall be borne and defrayed by the party who makes the requisition and receives the fugitive. The provisions of the present convention shall not be applied, in any manner, to the crimes enumerated in the first article committed anterior to the date thereof, nor to any crime or offence of a political character.

Art. II. Neither of the contracting parties shall be bound to deliver up its own citizens or subjects under the stipulations of this convention.

Art. III. Whenever any person accused of any of the crimes enumerated in this convention shall have committed a new crime in the territories of the State where he has sought an asylum, or shall be found, such person shall not be delivered up, under the stipulations of this convention, until he shall have been tried and shall have received the punishment due to such new crime, or shall have been acquitted thereof.

Art. IV. The present convention shall continue in force until the first of January, eighteen hundred and fifty-eight; and if neither party shall have given to the other six months' previous notice of its intention then to terminate the same, it shall further remain in force until the end of twelve months after either of the high

contracting parties shall have given notice to the other of such intention; each of the high contracting parties reserving to itself the right of giving such notice to the other at any time after the expiration of the said first day of January, eighteen hundred and fifty-eight.

Art. V. The present convention shall be ratified by the President, by and with the advice and consent of the Senate of the United States, and by his Majesty the Emperor of Austria, and the ratifications shall be exchanged at Washington within six months from the date hereof, or sooner if possible.

In faith whereof, the respective plenipotentiaries have signed this convention and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate, at Washington, the third day of July, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty-six, and of the independence of the United States the eightieth.

W. L. Marcy. *Hülsemann.*

LXIV.

Convention entre les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, relative à certaines réclamations, signée à Londres, le 8 février 1853).*

Whereas claims have, at various times since the signature of the Treaty of Peace and Friendship between the United States of America and Great Britain, concluded at Ghent on the 24th of December, 1814, been made upon the Government of the United States on the part of corporations, companies, and private individuals, subjects of her Britannic Majesty, and upon the Government of her Britannic Majesty on the part of corporations, companies, and private individuals, citizens of the United States; and whereas some of such claims are still pending, and remain unsettled, the President of the United States of America, and her Majesty the Queen of the

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 26 juillet 1853.

United Kingdom of Great Britain and Ireland, being of opinion that a speedy and equitable settlement of all such claims will contribute much to the maintenance of the friendly feelings which subsist between the two countries, have resolved to make arrangements for that purpose by means of a Convention, and have named as their Plenipotentiaries to confer and agree thereupon — that is to say —

The President of the United States of America, Joseph Reed Ingersoll, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States to her Britannic Majesty;

And her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honorable John Russell, (commonly called Lord John Russell,) a member of her Britannic Majesty's Most Honorable Privy Council, a member of Parliament, and her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows:

Art. I. The High Contracting Parties agree that all claims on the part of corporations, companies, or private individuals, citizens of the United States, upon the Government of her Britannic Majesty, and all claims on the part of corporations, companies, or private individuals, subjects of her Britannic Majesty, upon the Government of the United States, which may have been presented to either government for its interposition with the other since the signature of the Treaty of Peace and Friendship, concluded between the United States of America, and Great Britain at Ghent, on the 24th of December, 1814, and which yet remain unsettled, as well as any other such claims, which may be presented within the time specified in article III, hereinafter, shall be referred to two commissioners, to be appointed in the following manner — that is to say: One commissioner shall be named by the President of the United States, and one by her Britannic Majesty. In case of the death, absence, or incapacity of either commissioner, or in the event of either commissioner omitting or ceasing to act as such, the President of the United States, or her Britannic Majesty, respectively, shall forthwith

name another person to act as commissioner in the place or stead of the commissioner originally named.

The commissioners, so named, shall meet at London at the earliest convenient period after they shall have been respectively named; and shall, before proceeding to any business, make and subscribe a solemn declaration that they will impartially and carefully examine and decide, to the best of their judgement, and according to justice and equity, without fear, favor, or affection to their own country, upon all such claims as shall be laid before them on the part of the Governments of the United States and of her Britannic Majesty, respectively; and such declaration shall be entered on the record of their proceedings.

The commissioners shall then, and before proceeding to any other business, name some third person to act as an arbitrator or umpire in any case or cases on which they may themselves differ in opinion. If they should not be able to agree upon the name of such third person, they shall each name a person; and in each and every case in which the commissioners may differ in opinion as to the decision which they ought to give, it shall be determined by lot which of the two persons so named shall be the arbitrator or umpire in that particular case. The person or persons so to be chosen to be arbitrator or umpire, shall, before proceeding to act as such in any case, make and subscribe a solemn declaration in a form similar to that which shall already have been made and subscribed by the commissioners, which shall be entered on the record of their proceedings. In the event of the death, absence, or incapacity of such person or persons, or of his or their omitting, or declining, or ceasing to act as such arbitrator or umpire, another and different person shall be named as aforesaid to act as such arbitrator or umpire in the place and stead of the person so originally named as aforesaid, and shall make and subscribe such declaration as aforesaid.

Art. II. The commissioners shall then forthwith conjointly proceed to the investigation of the claims which shall be presented to their notice. They shall investigate and decide upon such claims, in such order, and in such manner, as they may conjointly think proper, but upon such evidence or information only as shall be

furnished by or on behalf of their respective governments. They shall be bound to receive and peruse all written documents or statements which may be presented to them by or on behalf of their respective governments, in support of, or in answer to, any claim; and to hear, if required, one person on each side, on behalf of each government, as counsel or agent for such government, on each and every separate claim. Should they fail to agree in opinion upon any individual claim, they shall call to their assistance the arbitrator or umpire whom they may have agreed to name, or who may be determined by lot, as the case may be; and such arbitrator or umpire, after having examined the evidence adduced for and against the claim, and after having heard, if required, one person on each side as aforesaid, and consulted with the commissioners, shall decide thereupon finally, and without appeal. The decision of the commissioners, and of the arbitrator or umpire, shall be given upon each claim in writing, and shall be signed by them respectively. It shall be competent for each government to name one person to attend the commissioners as agent on its behalf, to present and support claims on its behalf, and to answer claims made upon it, and to represent it generally in all matters connected with the investigation and decision thereof.

The President of the United States of America, and her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, hereby solemnly and sincerely engage to consider the decision of the commissioners conjointly, or of the arbitrator or umpire, as the case may be, as absolutely final and conclusive upon each claim decided upon by them or him respectively, and to give full effect to such decisions without any objection, evasion, or delay whatsoever.

It is agreed that no claim arising out of any transaction of a date prior to the 24th of December, 1814, shall be admissible under this Convention.

Art. III. Every claim shall be presented to the commissioners within six months from the day of their first meeting, unless in any case where reasons for delay shall be established to the satisfaction of the commissioners, or of the arbitrator or umpire, in the event of the commissioners differing in opinion thereupon; and then, and in any such case, the period for presenting the claim

may be extended to any time not exceeding three months longer.

The commissioners shall be bound to examine and decide upon every claim within one year from the day of their first meeting. It shall be competent for the commissioners conjointly, or for the arbitrator or umpire, if they differ, to decide in each case whether any claim has or has not been duly made, preferred, and laid before them, either wholly, or to any and what extent, according to the true intent and meaning of this Convention.

Art. IV. All sums of money which may be awarded by the commissioners, or by the arbitrator or umpire, on account of any claim, shall be paid by the one government to the other, as the case may be, within twelve months after the date of the decision, without interest, and without any deduction, save as specified in article VI. hereinafter.

Art. V. The High Contracting Parties engage to consider the result of the proceedings of this commission as a full, perfect, and final settlement of every claim upon either government arising out of any transaction of a date prior to the exchange of the ratifications of the present Convention; and further engage that every such claim, whether or not the same may have been presented to the notice of, made, preferred, or laid before the said commission, shall, from and after the conclusion of the proceedings of the said commission, be considered and treated as finally settled, barred, and thenceforth inadmissible.

Art. VI. The commissioners, and the arbitrator or umpire, shall keep an accurate record, and correct minutes or notes of all their proceedings, with the dates thereof, and shall appoint and employ a clerk, or other persons, to assist them in the transaction of the business which may come before them.

Each government shall pay to its commissioner an amount of salary not exceeding three thousand dollars, or six hundred and twenty pounds sterling, a year, which amount shall be the same for both governments.

The amount of salary to be paid to the arbitrator (or arbitrators, as the case may be) shall be determined by mutual consent at the close of the commission.

The salary of the clerk shall not exceed the sum of

fifteen hundred dollars, or three hundred and ten pounds sterling, a year.

The whole expenses of the commission, including contingent expenses, shall be defrayed by a ratable deduction on the amount of the sums awarded by the commission; provided always that such deduction shall not exceed the rate of five per cent. on the sums so awarded.

The deficiency, if any, shall be defrayed in moieties by the two governments.

Art. VII. The present Convention shall be ratified by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by her Britannic Majesty; and the ratifications shall be exchanged at London as soon as may be within twelve months from the date hereof.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at London, the eighth day of February, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty-three.

J. R. Ingersoll. (L. S.) *J. Russell.* (L. S.)

LXV.

Convention entre les États-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne, pour la prolongation de la commission instituée en vertu de la convention précédente. Signée à Washington, le 17 juillet 1854).*

Whereas a convention between the United States of America and her Britannic Majesty, was concluded and signed by their respective plenipotentiaries, at Washing-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 18 août 1854.

ton, on the seventeenth day of July last, which convention is, word for word, as follows: —

Whereas a convention was concluded on the 8th day of February, 1853, between the United States of America and her Britannic Majesty, for the settlement of outstanding claims, by a mixed commission, limited to endure for twelve months from the day of the first meeting of the commissioners: and whereas doubts have arisen as to the practicability of the business of the said commission being concluded within the period assigned. the President of the United States, and her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, are desirous that the time originally fixed for the duration of the commission should be extended, and to this end have named plenipotentiaries to agree upon the best mode of effecting this object — that is to say: the President of the United States, the Honorable William L. Marcy, Secretary of State of the United States; and her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, John Fiennes Crampton, Esq., her Majesty's envoy extraordinary and minister plenipotentiary at Washington, who have agreed as follows:

Art. 1. The high contracting parties agree that the time limited in the convention above referred to for the termination of the commission, shall be extended for a period not exceeding four months from the 15th of September next, should such extension be deemed necessary by the commissioners, or the umpire, in case of their disagreement; it being agreed that nothing contained in this article shall in anywise alter or extend the time originally fixed in the said convention for the presentation of claims to the commissioners.

Art. 2. The present convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London, as soon as possible within four months from the date thereof.

In witness whereof the respective plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at Washington, the seventeenth day of July, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and fifty-four.

W. L. Marcy. (L. S.)
John F. Crampton. (L. S.)

LXVI.

Traité entre la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique, relatif aux pêcheries, signé à Washington, le 5 juin 1854).*

The governement of the United States being equally desirous with her Majesty the Queen of Great Britain to avoid further misunderstanding between their respective citizens and subjects, in regard to the extend of the right of fishing on the coasts of British Nord America, secured to each by article 1 of a convention between the United States and Great Britain, signed at London on the 20th day of October, 1818; and being also desirous to regulate the commerce and navigation between their respective territories and people, and more especially between her Majesty's possessions in North America and the United States, in such manner as to render the same reciprocally beneficial and satisfactory, have, respectively, named plenipotentiaries to confer and agree thereupon — that is to say, the President of the United States of America, William L. Marcy, Secretary of State of the United States, and her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, James, Earl of Elgin and Kincardine, Lord Bruce and Elgin, a peer of the United Kingdom, Knight of the most ancient and most noble Order of the Thistle, and governor-general in and over all her Britannic Majesty's provinces on the continent of North America, and in and over the island of Prince Edward — who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following articles: —

Art. 1. It is agreed by the high contracting parties that, in addition to the liberty secured to the United States fishermen by the abovementioned convention of October 20, 1818, of taking, curing, and drying fish on certain coast of the British North American colonies therein defined, the inhabitants of the United States shall have, in common with the subjets of her Britannic

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 9 septembre 1854.

Majesty, the liberty to take fish of every kind, except shell-fish, on the sea-coasts and shores, and in the bays, harbors, and creeks of Canada, New Brunswick, Nova Scotia, Prince Edward's Island, and of the several islands thereunto adjacent, without being restricted to any distance from the shore, with permission to land upon the coasts and shores of those colonies and the islands thereof, and also upon the Magdalen Islands, for the purpose of drying their nets and curing their fish: provided that, in so doing, they do not interfere with the rights of private property, or with British fishermen, in the peaceable use of any part of the said coast in their occupancy for the same purpose.

It is understood that the above-mentioned liberty applies solely to the sea fishery, and that the salmon and shad fisheries, and all fisheries in rivers and the mouths of rivers, are hereby reserved, exclusively, for British fishermen.

And it is further agreed, that in order to prevent or settle any disputes as to the places to which the reservation of exclusive right to British fishermen, contained in this article, and that of fishermen of the United States, contained in the next succeeding article, apply, each of the high contracting parties, on the application of either to the other, shall, within six months thereafter, appoint a commissioner. The said commissioners, before proceeding to any business, shall make and subscribe a solemn declaration that they will impartially and carefully examine and decide, to the best of their judgment, and according to justice and equity, without fear, favor, or affection to their own country, upon all such places as are intended to be reserved and excluded from the common liberty of fishing, under this and the next succeeding article, and such declaration shall be entered on the record of their proceedings.

The commissioners shall name some third person to act as an arbitrator or umpire in any case or cases on which they may themselves differ in opinion. If they should not be able to agree upon the name of such third person, they shall each name a person, and it shall be determined by lot which of the two persons so named shall be the arbitrator or umpire in cases of difference or disagreement between the commissioners. The person so to be chosen to be arbitrator or umpire

Ii 2

shall, before proceeding to act as such in any case, make and subscribe a solemn declaration in a form similar to that which shall already have been made and subscribed by the commissioners, which shall be entered on the record of their proceedings. In the event of the death, absence, or incapacity of either of the commissioners, or of the arbitrator or umpire, or of their or his omitting, declining, or ceasing to act as such commissioner, arbitrator, or umpire, another and different person shall be appointed or named as aforesaid to act as such commissioner, arbitrator, or umpire, in the place and stead of the person so originally appointed or named as aforesaid, and shall make and subscribe such declaration as aforesaid.

Such commissioners shall proceed to examine the coasts of the North American provinces and of the United States, embraced within the provisions of the first and second articles of this treaty, and shall designate the places reserved by the said articles from the common right of fishing therein.

The decision of the commissioners and of the arbitrator or umpire shall be given in writing in each case, and shall be signed by them respectively.

The high contracting parties hereby solemnly engage to consider the decision of the commissioners conjointly, or of the arbitrator or umpire, as the case may be, as absolutely final and conclusive in each case decided upon by them or him respectively.

Art. 2. It is agreed by the high contracting parties that British subjects shall have, in common with the citizens of the United States, the liberty to take fish of every kind, except shell-fish, on the eastern sea-coasts and shores of the United States north of the 36th parallel of north latitude, and on the shores of the several islands thereunto adjacent, and in the bays, harbors, and creeks of the said sea-coasts and shores of the United States and of the said islands, without being restricted to any distance from the shore, with permission to land upon the said coasts of the United States and of the islands aforesaid, for the purpose of drying their nets and curing their fish: provided that, in so doing, they do not interfere with the rights of private property, or with the fishermen of the United States, in

the peaceable use of any part of the said coasts in their occupancy for the same purpose.

It is understood that the above-mentioned liberty applies solely to the sea fishery, and that salmon and shad fisheries, and all fisheries in rivers and mouths of rivers, are hereby reserved exclusively for fishermen of the United States.

Art. 3. It is agreed that the articles enumerated in the schedule hereunto annexed, being the growth and produce of the aforesaid British colonies or of the United States, shall be admitted into each country, respectively, free of duty: —

Schedule.

Grain, flour, and breadstuffs, of all kinds.
Animals of all kinds.
Fresh, smoked, and salted meats.
Cotton-wool, seeds, and vegetables.
Undried fruits, dried fruits.
Fish of all kinds.
Products of fish, and of all other creatures living in the water.
Poultry, eggs.
Hides, furs, skins, or tails, undressed.
Stone or marble, in its crude or unwrought state.
Slate.
Butter, cheese, tallow.
Lard, horns, manures.
Ores of metals, of all kinds.
Coal.
Pitch, tar, turpentine, ashes.
Timber and lumber of all kinds, round, hewed, and sawed, unmanufactured in whole or in part.
Firewood.
Plants, shrubs, and trees.
Pelts, wool.
Fish oil.
Rice, broomcorn, and bark.
Gypsum, ground or unground.
Hewn, or wrought or unwrought burr or grindstones.
Dyestuffs.
Flax, hemp, and tow, unmanufactured.
Unmanufactured tobacco.
Rags.

Art. 4. It is agreed that the citizens and inhabitants of the United States shall have the right to navigate the River St. Lawrence, and the canals in Canada used as the means of communicating between the great lakes and the Atlantic Ocean, with their vessels, boats, and crafts, as fully and freely as the subjects of her Britannic Majesty, subject only to the same tolls and other assessments as now are, or may hereafter be, exacted of her Majesty's said subjects; it being understood, however, that the British government retains the right of suspending this privilege on giving due notice thereof to the government of the United States.

It is further agreed, that if at any time the British government should exercise the said reserved right, the government of the United States shall have the right of suspending, if it think fit, the operation of article 3 of the present treaty, in so far as the province of Canada is affected thereby, for so long as the suspension of the free navigation of the River St. Lawrence or the canals may continue.

It is further agreed that British subjects shall have the right freely to navigate Lake Michigan with their vessels, boats, and crafts, so long as the privilege of navigating the River St. Lawrence, secured to American citizens by the above clause of the present article, shall continue; and the government of the United States further engages to urge upon the State governments to secure to the subjects of her Britannic Majesty the use of the several State canals, on terms of equality with the inhabitants of the United States.

And it is further agreed, that no export duty, or other duty, shall be levied on lumber or timber of any kind cut on that portion of the American territory in the State of Maine watered by the River St. John and its tributaries, and floated down that river to the sea, when the same is shipped to the United States from the province of New Brunswick.

Art. 5. The present treaty shall take effect as soon as the laws required to carry it into operation shall have been passed by the Imperial Parliament of Great Britain and by the Provincial Parliaments of those of the British North American colonies which are affected by this treaty on the one hand, and by the Congress of the United States on the other. Such assent having been given,

the treaty shall remain in force for ten years from the date at which it may come into operation, and further, until the expiration of twelve months after either of the high contracting parties shall give notice to the other of its wish to terminate the same; each of the high contracting parties being at liberty to give such notice to the other at the end of the said term of ten years, or at any time afterwards.

It is clearly understood, however, that this stipulation is not intended to affect the reservation made by article 4 of the present treaty, with regard to the right of temporarily suspending the operation of articles 3 and 4 thereof.

Art. 6. And it is hereby further agreed, that the provisions and stipulations of the foregoing articles shall extend to the island of Newfoundland, so far as they are applicable to that colony. But if the Imperial Parliament, the Provincial Parliament of Newfoundland, or the Congress of the United States, shall not embrace in their laws, enacted for carrying this treaty into effect, the colony of Newfoundland, then this article shall be of no effect; but the omission to make provision by law to give it effect, by either of the legislative bodies aforesaid, shall not in any way impair the remaining articles of this treaty.

Art. 7. The present treaty shall be duly ratified and the mutual exchange of ratifications shall take place in Washington, within six months from the date hereof, or earlier if possible.

In faith whereof, we, the respective plenipotentiaries, have signed this treaty, and have hereunto affixed our seals.

Done in triplicate, at Washington, the fifth day of June, Anno Domini one thousand eight hundred and fifty-four.

W. L. Marcy. (L. S.)
Elgin and Kincardine. (L. S.)

LXVII.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et la République de Chili, signé à Santiago, le 4 octobre 1854).*

Texte anglais.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the Republic of Chile, being desirous to maintain and improve the relations of good understanding which happily subsist between them, and to promote the commercial intercourse between their respective subjects and citizens, have deemed it expedient to conclude a Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation, and have for that purpose named as their respective Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the honourable Edward Alfred John Harris, a Captain in her Royal Navy, Her Majesty's Chargé d'Affaires to the Republic of Chile;

And his Excellency the President of the Republic of Chile, Don Carlos Bello; who, after having communicated to each other their full powers, found to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:

Art. I. There shall be perpetual friendship between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, her heirs and successors, and the Republic of Chile, and between their respective subjects and citizens.

II. There shall be between all the dominions of Her Britannic Majesty and the territories of the Republic of Chile a reciprocal freedom of commerce. The subjects and citizens of each of the 2 countries respectively shall have liberty freely and securely to come, with their ships and cargoes, to all places, ports, and rivers in the territories of the other, where trade with other nations is permitted. They may remain and reside in any part of the said territories respectively, and hire and occupy

*) En anglais et en espagnol. Les ratifications ont été échangées à Santiago, le 29 novembre 1855.

houses and warehouses, and may trade, by wholesale or retail, in all kinds of produce, manufactures, and merchandize of lawful commerce; and shall enjoy the same protection and security in their persons and property, and in the exercise of their industry and commerce, as may be enjoyed by native subjects and citizens according to the laws of the respective countries.

In like manner, the ships of war and Post-office packets of each Contracting Party respectively, shall have liberty to enter into all harbours, rivers, and places within the territories of the other, to which the ships of war and packets of other nations are, or may be, permitted to come, to anchor there, and to remain and refit; subject always to the laws and regulations of the 2 countries respectively.

III. No other or higher duties shall be imposed on the importation into the dominions of Her Britannic Majesty of any article the growth, produce, or manufacture of the Republic of Chile; and no other or higher duties shall be imposed on the importation into the territories of the Republic of Chile, of any article the growth, produce, or manufacture of Her Britannic Majesty's dominions, than are or shall be payable on the like article the growth, produce, or manufacture of any other foreign country. Nor shall any other or higher duties or charges be imposed in the dominions or territories of either of the Contracting Parties, on the exportation of any article to the dominions or territories of the other, than such as are or may be payable on the exportation of the like article to any other foreign country. No prohibition shall be imposed upon the importation of any article the growth, produce, or manufacture of the territories of either of the 2 Contracting Parties into the territories of the other, which shall not equally extend to the importation of the like articles being the growth, produce, or manufacture of any other country; nor shall any prohibition be imposed on the exportation of any article from the territories of either of the 2 Contracting Parties to the territories of the other, which shall not equally extend to the exportation of the like article to the territories of all other nations.

IV. No duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine, or other similar or corresponding duties, of whatever nature or under whatever denomin-

ation, levied in the name of, or for the profit of, the Government, public functionaries, corporations, or establishments of whatever kind, shall be imposed in the ports of either country upon the vessels of the other country, from whatever port or place arriving, which shall not be equally imposed in the like cases on national vessels; and in neither country shall any duty, charge, restriction, or prohibition be imposed upon goods imported into, or exported from, one country in vessels of the other, which shall not equally be imposed upon such goods when so imported or exported in national vessels. In like manner, the same drawbacks, bounties, exemptions, or concessions which may be granted upon goods imported or exported in national vessels, shall be understood to be granted on the importation or exportation in the vessels of each of the 2 countries respectively.

V. The same duties shall be paid on the importation of any article which is or may be legally importable into the territories of the Republic of Chile, whether such importation shall be in Chilian or in British vessels; and the same duties shall be paid on the importation of any article which is, or may be, legally importable into the dominions of Her Britannic Majesty, whether such importation shall be in British or in Chilian vessels. The same duties shall be paid, and the same bounties and drawbacks allowed, on the exportation of any article which is, or may be, legally exportable from the Republic of Chile, whether such exportation shall be in Chilian or in British vessels; and the same duties shall be paid, and the same bounties and drawbacks allowed, on the exportation of any article which is, or may be, legally exportable from Her Britannic Majesty's dominions, whether such exportation shall he in British or in Chilian vessels.

VI. All vessels which, according to the laws of Great Britain, are to be deemed British vessels, and all vessels which, according to the laws of the Republic of Chile, are to be deemed Chilian vessels, shall, for the purposes of this Treaty, be deemed British vessels and Chilian vessels respectively.

VII. All merchants, commanders of ships, and others, the subjects and citizens of either of the High Contracting Parties, shall have full liberty, in all the territories of the other, to manage their own affairs themselves, or to commit them to the management of whomsoever they

please, as broker, agent, factor, or interpreter; and they shall not be obliged to employ any other persons than those employed by native subjects or citizens, nor to pay to such persons as they shall think fit to employ, any higher salary or remuneration than such as is paid in like cases by native subjects or citizens. They shall be at liberty to buy from, and to sell to, whom they like, and absolute freedom shall be allowed in all cases to the bugerand seller, to bargain and to fix the price of any goods, wares, or merchandize of licit traffic, imported into, or exported from, the territories of either of the High Contracting Parties respectively, as they shall see good, observing the laws and established customs of the country.

VIII. The subjects and citizens of either of the High Contracting Parties, in the territories of the other, shall receive and enjoy the same full and perfect protection for their persons and property which is dispensed to native subjects and citizens, and shall have free and open access to the courts of justice in the said conntries respectively, for the prosecution and defence of their just rights; and they shall be at liberty to employ, in all cases, the advocates, attorneys, or lawful agents of whatever description, whom they may think proper, and they shall enjoy in this respect the same rights and privileges as native subjects and citizens.

IX. In whatever relates to the police of the ports, the lading and unlading of ships, the warehousing and safety of merchandize, goods, and effects, the succession to personal estates by will or otherwise, and the disposal of personal property of every sort and denomination, by sale, donation, exchange, or testament, or in any other manner whatsoever, as also with regard to the administration of justice, the subjects and citizens of each Contracting Party shall enjoy, in the dominions and territories of the other, the same privileges, liberties, and rights as native subjects and citizens; and shall not be charged, in any of these respects, with any other or higher imposts or duties than those which are or may be paid by native subjects or citizens; subject always to the local laws and regulations of such dominions or territories.

X. If any subject or citizen of either of the High Contracting Parties should die in the dominions or terri-

tories of the other without will or testament, and if no person should present himself, who, according to the laws of the country in which the death may have taken place, is lawfully entitled to succeed to him, the Consul-General, Consul, or Vice-Consul of the nation to which the deceased may belong, shall, so far as the laws of the country may permit, be the lawful representative of such of his countrymen as may have an interest in the succession; and the Consul shall, as such representative, exercise, in as far as the laws of each country may permit, all the rights which the person so lawfully entitled to succeed to the deceased could exercise, with the exception of the right to receive money or effects, to do which a special order shall always be necessary; the said money or effects being in the meantime deposited in the hands of a person to the satisfaction of the local authorities and the Consul. If the succession should be real estate, in this case the rights of the persons interested shall be regulated by what the laws of each country ordains respecting foreigners.

XI. The subjects of Her Britannic Majesty residing in the Republic of Chile, and the citizens of the Republic of Chile residing in the dominions of Her Britannic Majesty, shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether by sea or land, and from all forced loans, or military exactions or requisitions; and they shall not be compelled, under any pretext whatsoever, to pay any ordinary charges, requisitions, or taxes, other or higher than those that are or may be paid by native subjects or citizens.

It is understood that the Differential Duty denominated "de Patente", and which is charged in Chile to foreign merchants and shopkeepers, is not abolished by the stipulations in the first part of this Article. The subjects of Her Britannic Majesty shall in this respect be placed upon the footing of the most favoured foreign nation.

The subjects of Her Britannic Majesty who, according to the present existing laws of the Republic of Chile, and whilst they exist, may acquire and hold real estate of every kind, shall enjoy with respect to the said property the same rights as the citizens of the Republic of Chile in like cases, and shall be subject to the same

charges and imposts as the Chilian citizens, holders of real estate.

XII. It shall be free for each of the 2 Contracting Parties to appoint Consuls for the protection of trade, to reside in the dominions and territories of the other party; but before any Consul shall act as such, he shall, in the usual form, be approved and admitted by the Government to which he is sent; and either of the Contracting Parties may except from the residence of Consuls such particular places as either of them may judge fit to be excepted. The Diplomatic Agents and Consuls of each of the 2 High Contracting Parties in the dominions or territories of the other, shall enjoy whatever privileges, exemptions, and immunities, are or shall be granted there to Agents of the same rank belonging to the most favoured nation.

XIII. It is agreed and covenanted between the High Contracting Parties, that they will afford every aid consistent with the laws of their respective countries for the apprehension and surrender of deserters from the naval and military or from the merchant service of either country, on application being made to that effect by the Consul of the party concerned, and on it being proved by the register of the vessel, the list of the crew, or other similar documents, that the said deserters formed part of the crew of the said vessel, and that they had deserted from vessels in the ports, coasts, or waters of the country before whose authorities they are claimed.

With respect to the detention of deserters in the public prisons, and the time they ought to remain under the control of the local authorities, when apprehended, in order that they may be placed at the disposal of the Consul who claims them, and be sent on board vessels of their nation, the rules established by the laws of each country respectively shall be observed; and during such time as there shall be no special laws enacted on this subject in the Republic of Chile, the local authorities shall grant in this respect the same cooperation which in like cases is afforded by the British authorities according to the laws of Great Britain.

And it is further agreed, that any other favour or facility with respect to the recovery of deserters which either of the Contracting Parties has granted, or may

hereafter grant, to any other State, shall also be granted to the other Contracting Party in the same manner as if such favour or facility had been expressly stipulated by the present Treaty.

XIV. For the better security of commerce between the subjects and citizens of the 2 High Contracting Parties, it is agreed that if at any time any rupture, or any interruption of friendly intercourse, should unfortunately take place between the 2 Contracting Parties, the subjects or citizens of either of them, established in the territories of the other, who may reside upon the coasts, shall be allowed 6 months, and those who may reside in the interior, a whole year, to wind up their accounts and to dispose of their property; and a safe-conduct shall be given to them to embark at the port which they themselves shall select. The subjects or citizens of the 2 Contracting Parties who may be established in the dominions or territories of the other, in the exercise of any trade or other occupation or employment, shall be allowed to remain and continue in the exercise of the said trade or occupation, notwithstanding the interruption of friendship between the 2 countries, in the free enjoyment of their personal liberty and property, so long as they behave peaceably and observe the laws; and their goods and effects, of whatever description they may be, whether in their own custody, or entrusted to individuals or to the State, shall not be liable to seizure or sequestration, or to any other charges or demands than those which may be made upon the like effects or property belonging to native subjects or citizens. In the same case, debts between individuals, public funds, and the shares of companies, shall never be confiscated, sequestered, or detained.

XV. The subjects or citizens of either of the 2 Contracting Parties residing in the territories of the other, shall not be molested, persecuted, or annoyed on account of their religion, but shall have perfect and entire liberty of conscience therein; nor shall they on this account fail to enjoy, in their persons and property, the same protection which is extended to native subjects and citizens.

If in the city, town, or district, where the subjects or citizens of either of the Contracting Parties may reside, there shall not have been established cemeteries for the

burial of those of their religious belief, they may, with the consent of the superior local authority, and in the place selected with the approbation of that authority, establish a cemetery. This cemetery, and the burials which may take place in it, shall be subject to the police regulations which the civil authorities of either country may dictate.

XVI. If any ship of war or merchant-vessel of either of the High Contracting Parties should be wrecked on the coasts of the other, such ship or vessel, or any part thereof, and all furniture and appurtenances belonging thereunto, and all goods and merchandize which may be saved therefrom, or the produce thereof, if sold, shall be faithfully restored to the proprietors, upon being claimed by them or by their duly authorized agents; and if there are no such proprietors or agents on the spot, then the said goods and merchandize, or the proceeds thereof, shall, as well as all the papers found on board such wrecked vessel or ship, be delivered to the British or Chilian Consul in whose district the wreck may have taken place: and such Consul, proprietors, or agents, shall pay only the expences incurred in the preservation of the property, together with the rate of salvage which would have been payable in the like case of a wreck of a national vessel. The goods and merchandize saved from the wreck shall not be subject to duties unless cleared for consumption.

XVII. When in case of war, and in order to protect the interests of the State seriously compromised, the welfare of the country may render indispensable an embargo or general closing of the ports by either of the 2 Contracting Parties, it is stipulated that if the embargo or closing of the ports does not exceed 6 days, the merchant-vessels which may have been included in this measure shall not claim any indemnity on account of lay days or prejudice to their interests; but if the detention should be more than 6 days, and does not exceed 12, the Government which may have laid on the embargo or closing of the ports, shall be obliged to refund to the masters of the vessels detained, as an indemnity, the amount of expences arising from the wages and support of their crews for the time they may have been forced to remain, counting from the seventh day. If circumstances of a very exceptional gra-

vity should render it necessary to prolong the embargo beyond the term of 12 days, the Government, author of the measure, shall be obliged to indemnify the vessels detained for the losses and prejudices suffered from the forced detention in consequence of the embargo or closing of the ports.

It is likewise stipulated that in the event of the property of a subject or citizen of either of the High Contracting Parties resident in the territories of the other, being taken, used, or injured, by the legitimate authorities of that country for public purposes, full indemnity or compensation shall be paid to him by the Government of the country in which the measure is taken. And in case the amount of these indemnities cannot be arranged in an amicable manner, the determination regarding them shall be submitted to arbiters named, the one by the Government author of the embargo or measure which gives rise to the claim, and the other by the Diplomatic Agent, and in his absence by the Consul-General, of the nation to which the vessel detained, or proprietor injured, may belong. In case these arbiters cannot agree, the final determination, without appeal, shall be referred to the Government of a third friendly Power.

XVIII. It is stipulated that the present Treaty shall last from the date of the exchange of the ratifications for the term of 10 years; but it shall continue obligatory even after this term has expired, if neither of the Contracting Parties shall have announced to the other, with 12 months' notice, its wish that the said Treaty should cease. The same term shall intervene between the notice and the expiration of the Treaty, at whatever period such notice may be given, the 10 years during which the Treaty ought to last having expired.

Notice having been given by either of the Contracting Parties of its resolution that the Treaty should cease, and after the term of 12 months having elapsed, all the stipulations contained in the said Treaty shall cease and expire, excepting those relating to peace and friendship between the 2 countries and their subjects and citizens, which shall continue obligatory for both parties.

XIX. The present Treaty shall be ratified, and the ratifications exchanged at Santiago, in 2 years, or sooner if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto their respective seals.

Done at Santiago, this 4th day of October, in the year of our Lord 1854.

(L. S.) *E. A. J. Harris.* (L. S.) *Carlos Bello.*

LXVIII.

*Traité d'amitié, de commerce et de navigation, entre les Villes libres et Anséatiques de Lubeck, de Brême et de Hambourg et la République de Liberia, signé à Londres, le 29 mai 1855 *).*

Texte anglais.

The Republic of Liberia having through its President intimated its desire to obtain the recognition of its independence by the Free Hanseatic Republics of Lubeck, Bremen and Hamburg by the conclusion of a Treaty of Amity, Commerce and Navigation and the said Free Hanseatic Republics being willing in the general interests of commerce to comply with the desire so expressed, have respectively nominated as their Plenipotentiaries in that behalf to wit

The President of the Republic of Liberia Gerard Ralston Esq. a citizen of the United States of North America presently resident in Great Britain, and

The Free Hanseatic Republic of Lubeck, the Free Hanseatic Republic of Bremen, and the Free Hanseatic Republic of Hamburg (each of these States for itself in severalty)

James de Colquhoun, Doctor of Laws (actually charged with their affairs at the Government of Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland)

who having reciprocally communicated to each other their respective Full Powers and which have been found

---

*) En allemand et en anglais. Les ratifications ont été échangées à Londres, le 13 mai 1856.

to be in good and due form have agreed and resolved upon the following Articles:

Art. 1. There shall be perpetual peace and friendship between the Republic of Liberia and the Free Hanseatic Republics, their Citizens and Inhabitants.

Art. 2. There shall be reciprocal freedom of commerce between the Republic of Liberia and the Free Hanseatic Republics. The Citizens of the Republic of Liberia shall be permitted to reside and pursue commerce in all parts of the Free Hanseatic Republics, where other foreigners now are or in future may be admitted.

They shall enjoy full protection for their persons and for their property. They shall be allowed to buy from and to sell to whom they like under the same conditions as the natives without limitation or restriction by reason of monopolies, contracts or any other exclusive privilege of purchase or sale, and shall moreover enjoy all rights and privileges which now are or in future may be granted to any other foreigners, citizens or subjects of the most favored nation. In consideration whereof the Citizens of the free Hanseatic Republics shall enjoy equal protection and equal privileges in the Republic of Liberia.

Art. 3. No higher tonnage, Import or other taxes or dues shall be levied in the Hanseatic Republics on Liberian Vessels or on merchandize imported or exported in Liberian bottoms than those which now are or in future may be levied upon national Vessels or on merchandize of like nature, imported or exported in national bottoms. And in like manner no higher tonnage, Import or other taxes or dues shall be levied in the Republic of Liberia on Hanseatic Vessels or on merchandize imported or exported in such bottoms than those which now are or in future may be levied upon national Vessels or on merchandize imported or exported in such.

Art. 4. Wares or merchandize which shall be exported from the Republic of Liberia in any bottom or which shall be imported in Liberian Vessels from any Country shall not be prohibited by the Hanseatic Republics nor burthened with higher duties than those wares or merchandize of like kind arriving from any other foreign Country or in any other vessels whatsoever.

All products of the Hanseatic Republics or the other States forming the Germanic Confederation shall be ex-

ported from the Ports of the free Hanseatic Republics by Liberian Citizens and Liberian Vessels under conditions as favorable as those under which they may be exported by the Subjects and Vessels of any other foreign State.

And in like manner wares or merchandize which shall be exported from the free Hanseatic Republics in any bottom or which shall be imported in Hanseatic Vessels from any Country shall not be prohibited by the Republic of Liberia, nor burthened with higher duties than those wares or merchandize of like kind arriving from any other foreign Country or in any vessels whatsoever.

All products of the Republic of Liberia shall be exported thence by Hanseatic Citizens and Hanseatic Vessels under conditions as favorable as those, under which they may be exported by the Subjects or Vessels of any other foreign State.

Art. 5. The protection of the Governments of the Hanseatic Republics shall be granted to all Liberian ships, their officers and crews.

Should any such ship suffer wreck upon the coasts of the Hanseatic Republics, the local authorities shall afford them aid and protection against pillage, and care that all objects saved from the wreck be returned to the lawful owners.

And in like manner the protection of the Government of the Republic of Liberia shall be granted to all Hanseatic ships, their officers and crews.

Should any such ship suffer wreck upon the coasts of the Republic of Liberia, the local authorities shall afford them aid and protection against pillage, and care that all objects saved from the wreck be returned to the lawful owners.

The amount of the salvage charges shall in case of contention arising in respect thereof be settled by arbitrators chosen by the two parties.

Art. 6. It being the intention of the two contracting parties to bind themselves by the present convention, to treat each other on the basis of the most favored nation, it is hereby agreed between them, that every favor, every preference or every immunity which one of the contracting parties may now or at any future time grant to the Citizens or Subjects of any other State in matters

of commerce or navigation shall be extended to Citizens of the other contracting party gratuitously if the concession in favor of such other shall have been gratuitous or at a consideration of as nearly as possible equal value and of equal operative effect to be settled by mutual agreement, where the favor shall have been conditional.

Art. 7. Each of the contracting parties shall be at liberty to appoint Consuls within the territory of the other for the protection of its commerce, but such shall not exercise their functions until they have been approved and admitted in the usual form by the Government to which they are accredited.

Art. 8. The present Treaty shall be perpetually obligatory in all that regards peace and amity, but as to those points which refer to commerce and navigation it shall remain in force for the term of twelve years to be calculated from the date of the exchange of the ratifications in such wise however that if neither party give to the other a year before the expiration of this term notice of intention to determine it, its operative effect for both parties shall continue uninterrupted untill the expiration of a year after notice of determining it may have been given.

Art. 9. Although the present Treaty shall be common to the free Hanseatic Republics of Lubeck, Bremen and Hamburg, it is nevertheless agreed that no solidarity shall exist between the Governments of those States and that the Stipulations of the Treaty shall therefore retain their full force for the remaining Hanseatic Republics or Hanseatic Republic altho' the same may have ceased to have effect in respect of one or more of them.

Art. 10. The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged in London within twelve months from this day or sooner if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed und sealed the same.

Done at London this twenty ninth day of May One thousand eight hundred and fifty five.

J. Colquhoun. (L. S.) *Gerard Ralston.* (L. S.)

XLIX.

*Convention littéraire entre la Prusse et la Grande-Bretagne, signée à Londres, le 14 juin 1855 *).*

Texte allemand.

Ihre Majestät die Königin des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland einerseits, und Seine Majestät der König von Preussen in Ihrem Eigenen sowohl, als im Namen Seiner Majestät des Königs von Sachsen, Seiner Königlichen Hoheit des Grossherzogs von Sachsen-Weimar, Seiner Hoheit des Herzogs von Sachsen-Meiningen, Seiner Hoheit des Herzogs von Sachsen-Altenburg, Seiner Hoheit des Herzogs von Sachsen-Coburg-Gotha, Seiner Hoheit des Herzogs von Braunschweig, Seiner Hoheit des Herzogs von Anhalt-Dessau-Cöthen, Seiner Hoheit des Herzogs von Anhalt-Bernburg, Seiner Durchlaucht des Fürsten von Schwarzburg-Rudolstadt, Seiner Durchlaucht des Fürsten von Schwarzburg-Sondershausen, Seiner Durchlaucht des Fürsten von Reuss älterer Linie, Seiner Durchlaucht des Fürsten von Reuss jüngerer Linie andererseits, von dem Wunsche geleitet, die zwischen Ihren gedachten Majestäten am 13. Mai 1846 in Berlin zum gegenseitigen Schutze wider Nachdruck abgeschlossene Uebereinkunft zu erweitern, haben beschlossen zu diesem Zwecke einen Zusatz-Vertrag abzuschliessen, und deshalb zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Ihre Majestät die Königin des Vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland, den sehr ehrenwerthen Georg Wilhelm Friedrich, Grafen von Clarendon, Baron Hyde von Hindon, Pair des Vereinigten Königreichs, Mitglied Ihrer Grossbritannischen Majestät Geheimen Raths, Ritter des Ordens vom Hosenbande, Grosskreuz des Bath-Ordens, Ersten Staats-Secretair Ihrer Grossbritannischen Majestät für die auswärtigen Angelegenheiten; und den sehr ehrenwerthen Eduard Johann, Baron Stanley von Alderley, Pair des Vereinigten Königreichs, Mitglied Ihrer Grossbritannischen Majestät Geheimen Raths, und Präsident des Geheimen-Raths-Ausschusses

---

*) En allemand et en anglais. L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 13 août 1855.

für Angelegenheiten des Handels und der ausländischen Plantagen;

Und Seine Majestät der König von Preussen, den Herrn Albrecht, Grafen von Bernstorff, Allerhöchst-Ihren Wirklichen Geheimen Rath und Kammerherrn, Ausserordentlichen Gesandten und Bevollmächtigten Minister bei Ihrer Grossbritannischen Majestät, Ritter des Rothen Adler-Ordens Erster Klasse mit Eichenlaub, Grosskreuz des Civil-Verdienst-Ordens der Bayerischen Krone, Ritter des Königlich Sicilianischen St. Januarius-Ordens, Ritter des Kaiserlich Russischen St. Stanislaus-Ordens Erster Klasse, Comthur des Königlich Portugiesischen Christus-Ordens;

Welche, nach geschehener Auswechselung ihrer richtig befundenen Vollmachten folgende Artikel verabredet und abgeschlossen haben:

Art. I. Man ist übereingekommen, dass alle Bücher, Stiche und Zeichnungen, welche innerhalb des Gebietes irgend eines anderen Staates, der eine Uebereinkunft wider den Nachdruck mit Grossbritannien abgeschlossen hat, oder abschliesst, oder einer solchen beigetreten ist, oder beitritt, veröffentlicht sind, bei ihrer Ausfuhr aus Preussen, Sachsen, Sachsen-Weimar, Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg, Sachsen-Coburg-Gotha, Braunschweig, Anhalt-Dessau-Köthen, Anhalt-Bernburg, Schwarzburg-Rudolstadt, Schwarzburg-Sondershausen, oder Reuss, für die Zwecke der gegenwärtigen Uebereinkunft angesehen werden sollen, als ob sie aus dem Lande ihrer Veröffentlichung ausgeführt wären.

Art. II. Der Schutz, welcher durch die unterm 13. Mai 1846 zwischen den hohen contrahirenden Theilen abgeschlossene Uebereinkunft den Originalwerken zugesichert wurde, wird auf Uebersetzungen ausgedehnt; worunter jedoch ausdrücklich verstanden ist, dass die Absicht des gegenwärtigen Artikels einfach dahin geht, den Uebersetzer bezüglich seiner eigenen Uebersetzung zu schützen, und dass nicht bezweckt wird, auf den ersten Uebersetzer irgend eines Werkes das ausschliessliche Recht zum Uebersetzen dieses Werkes zu übertragen, ausgenommen in dem im folgenden Artikel vorgesehenen Fall und Umfange.

Art. III. Der Verfasser irgend eines in einem der beiden Staaten veröffentlichten Werkes, welcher sich das Recht der Uebersetzung desselben vorbehalten wissen will, soll bis zum Ablauf von fünf Jahren, vom Datum

der ersten Veröffentlichung der von ihm authorisirten Uebersetzung an, zum Schutze gegen die Publikation jeder von ihm nicht also authorisirten Uebersetzung in dem anderen Staate in folgenden Fällen berechtigt sein:

§. 1. Wenn das Originalwerk in dem einen Staate, innerhalb dreier Monate nach seiner Veröffentlichung in dem anderen Staate, einregistrirt und niedergelegt worden ist.

§. 2. Wenn der Verfasser auf dem Titelblatte seines Werkes seine Absicht vermerkt hat, sich das Recht der Uebersetzung desselben vorzubehalten.

§. 3. Vorausgesetzt ist immer, dass mindestens ein Theil der authorisirten Uebersetzung innerhalb eines Jahres nach erfolgter Einregistrirung und Niederlegung des Originales erschienen sein, und dass das Ganze innerhalb dreier Jahre, nach dem Datum dieser Niederlegung, veröffentlicht sein wird.

§. 4. Vorausgesetzt ist ferner, dass die Veröffentlichung der Uebersetzung in einem von den beiden Staaten stattfindet, und dass dieselbe in Gemässheit der Bestimmungen des Artikel II der Uebereinkunft vom 13. Mai 1846 einregistrirt und niedergelegt wird.

In Bezug auf Werke, welche in Theilen veröffentlicht werden, wird es genügen, wenn die Erklärung des Verfassers, dass er sich das Recht der Uebersetzung vorbehalte, in dem ersten Theile erscheint. Jedoch soll, mit Rücksicht auf den durch diesen Artikel auf fünf Jahre beschränkten Zeitraum für die Ausübung des ausschliesslichen Rechts der Uebersetzung, jeder Theil als ein besonderes Werk behandelt, und jeder Theil in dem einen Staate, innerhalb dreier Monate nach seiner ersten Veröffentlichung in dem anderen, einregistrirt und niedergelegt werden.

Art. IV. Die Bestimmungen der vorstehenden Artikel sollen auch auf die Darstellung dramatischer Werke, und die Aufführung musikalischer Kompositionen insoweit anwendbar sein, als die Gesetze jedes der beiden Staaten in dieser Beziehung auf die zum ersten Male in denselben öffentlich dargestellten oder aufgeführten dramatischen und musikalischen Werke Anwendung finden, oder finden sollen.

Um jedoch dem Verfasser den Anspruch auf gesetzlichen Schutz in Bezug auf die Uebersetzung eines dramatischen Werkes zu gewähren, muss eine solche Ue-

bersetzung innerhalb dreier Monate nach der Einregistrirung und Niederlegung des Originals erscheinen.

Es versteht sich, dass der durch gegenwärtigen Artikel gewährleistete Schutz nicht beabsichtigt wird, um angemessene Nachahmungen oder Bearbeitungen dramatischer Werke, je für die Bühne in England oder in Preussen, zu verhindern, sondern dass er lediglich unrechtmässigen Uebersetzungen vorbeugen soll.

Die Frage, ob ein Werk Nachahmung oder Nachdruck ist, soll in allen Fällen von den Gerichtshöfen der bezüglichen Staaten, in Gemässheit der in jedem derselben geltenden Gesetze, entschieden werden.

Art. V. Ungeachtet der Bestimmungen des Artikel I des Vertrages vom 13. Mai 1846 und des Artikels II des gegenwärtigen Zusatz-Vertrags, sollen aus Zeitungen oder periodischen Schriften, welche in einem der beiden Staaten erscheinen, entlehnte Artikel in den Zeitungen oder periodischen Schriften des anderen Staates wieder abgedruckt oder übersetzt werden können, wenn nur die Quelle, aus welcher solche Artikel entnommen sind, angegeben wird.

Doch soll diese Erlaubniss nicht so gedeutet werden, als ob sie in einem der beiden Staaten den Wiederabdruck oder die Uebersetzung von Artikeln aus Zeitungen oder periodischen Schriften, welche in dem andern Staate erscheinen, gestatte, wenn die Verfasser derselben in derjenigen Zeitung oder periodischen Schrift, in welcher solche Artikel erschienen sind, auf eine in die Augen fallende Weise bekannt gemacht haben, dass sie deren Wiederabdruck verbieten.

Diese letzte Bestimmung soll indessen auf Artikel politischen Inhalts keine Anwendung finden.

Art. VI. Der gegenwärtige Zusatz-Vertrag soll so schnell als möglich, nach Auswechselung der Ratificationen, in Ausführung kommen. In jedem Staate soll zuvor von der Regierung desselben gebührender Maassen der Tag bekannt gemacht werden, welcher für diese seine Ausführung festgesetzt werden wird, und seine Bestimmungen sollen nur auf Werke Anwendung finden, welche nach jenem Tage veröffentlicht werden.

Art. VII. Der gegenwärtige Zusatz-Vertrag soll dieselbe Dauer haben, wie der Vertrag vom 13. Mai 1846. Er soll ratificirt, und die Ratificationen zu London so

schnell als möglich, innerhalb zweier Monate, vom Datum der Unterzeichnung ab, ausgewechselt werden.

Zu Urkunde dessen haben die oben genannten Bevollmächtigten die gegenwärtige Uebereinkunft unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt.

So geschehen zu London, den vierzehnten Juni, im Jahre des Herrn eintausend acht hundert und fünf und funfzig.

(L. S.) *Clarendon.*
(L. S.) *Stanley of Alderley.*
(L. S.) *Bernstorff.*

LXX.

Traité de commerce et de navigation entre les États-Unis d'Amérique et le royaume des Deux-Siciles, signé à Naples, le 1 octobre 1855).*

Texte anglais.

The United States of America and his Majesty the King of the kingdom of the Two Sicilies, equally animated with the desire to strenghten and perpetuate the relations of amity and good understanding which have at all times subsisted between the two countries, desiring also to extend and consolidate the commercial intercourse between them; and convinced that nothing will more contribute to the attainment of this desirable object than an entire freedom of navigation, the abolition of all differential duties of navigation and of commerce, and a perfect reciprocity, based on principles of equity, equally beneficial to both countries, and applicable alike in peace and in war, have resolved to conclude a general convention of amity, commerce, navigation, and for the surrender of fugitive criminals. For this purpose, they have respectively appointed plenipotentiaries, to wit: the President of the United States has appointed Robert Dale Owen, minister resident of the United States near his

---

*) Le traité a été rédigé en anglais et en italien. L'échange des ratifications a eu lieu.

Majesty the King of the kingdom of the Two Sicilies; and his Majesty the King of the kingdom of the Two Sicilies has appointed Don Lewis Carafa della Spina, of the Dukes of Traetto, weekly Majordomo of his Majesty, Commander of his Royal Order of Civil Merit of Francis the First, Grand Cross of the distinguished Royal Spanish Order of Charles the Third, Grand Officer of the Order of the Legion of Honor, Grand Cross of the Order of St. Michael of Bavaria, Grand Cross of the Florentine Order of Merit under the title of St. Joseph, Grand Cross of the Order of Merit of Parma under the title of St. Ludovico, Grand Cross of the Brazilian Order of the Rose, charged provisionally with the Portfolio of Foreign Affairs; and Don Michael Gravina e Requesenz, Prince of Comitini, his gentleman of the bedchamber in exercise, Chevalier Grand Cross of his Royal Order of Francis the First, invested with the Grand Cordon of the Order of the Legion of Honor, and the Grand Cross of the following orders, namely: of Leopold of Austria, of the Red Eagle of Prussia, of the White Eagle of Russia, of St. Maurice and Lazarus of Sardinia, of Dannebrog of Denmark, of Leopold of Belgium, and of the Crown of Oak of the Low Countries, late his Minister Secretary of State; and Don Joseph Marius Arpino, Advocate-General of the Grand Court of Accounts; and the said plenipotentiaries, after having exchanged their respective full powers, found in good and due form, have concluded and signed the following articles:

Art. I. It is the intention of the two high contracting parties that there shall be, and continue through all time, a firm, inviolable, and universal peace, and a true and sincere friendship between them and between their respective territories, cities, towns, and people, without exception of persons or places. But if, notwithstanding, the two nations should, unfortunately, become involved in war, one with the other, the term of six months, from and after the declaration thereof, shall be allowed to the merchants and other inhabitants, respectively, on each side, during which term they shall be at liberty to withdraw themselves, with all their effects, which they shall have the right to carry away, send away, or sell, as they please, without hinderance or molestation. During such period of six months their persons and their effects, including money, debts, shares in the public

funds or in banks, and any other property, real or personal, shall be exempt from confiscation or sequestration; and they shall be allowed freely to sell and convey any real estate to them belonging, and to withdraw and export the proceeds without molestation, and without paying, to the profit of the respective governments, any taxes or dues other or greater than those which the inhabitants of the country wherein said real estate is situated shall, in similiar cases, be subject to pay. And passports, valid for a sufficient term for their return, shall be granted, as a safe-conduct for themselves, their vessels, and the money and effects which they may carry or send away, against the assaults and prizes which may be attempted against their persons and effects, as well by vessels of war of the contracting parties as by their privateers.

Art. II. Considering the remoteness of the respective countries of the two contracting parties, and the uncertainty resulting therefrom, with respect to the various events which may take place, it is agreed that a merchant vessel belonging to either of them, which may be bound to a port supposed, at the time of its departure, to be blockaded, shall not, however, be captured or condemned for having attempted, a first time, to enter said port, unless it can be proved that said vessel could, and ought to have learned, during its voyage, that the blockade of the place in question still continued. But all vessels which, after having been warned off once, shall during the same voyage, attempt, a second time, to enter the same blockaded port, during the continuance of the same blockade, shall thereby subject themselves to be detained and condemned.

By blockaded port, is understood one into which, by the disposition of the power which attacks it, with a proportionate number of ships sufficiently near, there is evident danger in entering.

Art. III. The high contracting parties, in order to prevent and avoid all dispute by determining, with certainty, what shall be considered by them contraband in time of war, and as such cannot be conveyed to the countries, cities, places, or seaports of their enemies, have declared and agreed that under the name of contraband of war shall be comprised only cannons, mortars, petards, granades, muskets, balls, bombs, gun

riages, gunpowder, saltpetre, matches, troops, whether infantry or cavalry, together with all that appertains to them; as also every other munition of war, and, generally, every species of arms, and instruments in iron, steel, brass, copper, or any other material whatever, manufactured, prepared, and made expressly for purposes of war, whether by land or sea.

And it is expressly declared and understood that the merchandise above set forth as contraband of war shall not entail confiscation, either on the vessel on which it shall have been loaded, or on the merchandise forming the rest of the cargo of said vessel, whether the said merchandise belong to the same or to a different owner.

Art. IV. The citizens and subjects of each of the high contracting 'parties shall have free and undoubted right to travel and reside in the States of the other, remaining subject only to the precautions of police which are practised towards the citizens or subjects of the most favored nations.

Art. V. The citizens or subjects of one of the high contracting parties, travelling or residing in the territories of the other, shall be free from all military service, whether by land or sea, from all billeting of soldiers in their houses, from every extraordinary contribution, not general and by law established, and from all forced loans; nor shall they be held, under any pretence whatever, to pay any taxes or impositions, other or greater than those which are, or may hereafter be, paid by the subjects or citizens of the most favored nations, in the respective States of the high contracting parties. Their dwellings, warehouses, and all premises appertaining thereto, destined for purposes of commerce or residence, shall be respected. No arbitrary search of or visit to their houses, whether private or of business, and no arbitrary examination or inspection whatever of their books, papers, or accounts of trade, shall be made; but such measures shall have place only in virtue of warrant granted by judicial authorities. And each of the high contracting parties expressly engages that the citizens or subjects of the other, residing in their respective States, shall enjoy their property and personal security, in as full and ample a manner as their own citizens or subjects, or the citizens or subjects of the most favored nations.

Art. VI. The citizens and subjects of each of the contracting parties, residing in the States of the other, shall be entitled to carry on commerce, arts, or trade, and to occupy dwellings, shops, and warehouses, and to dispose of their property of every kind, whether real or personal, by sale, gift, exchange, or in any other way, without hinderance or obstacle. And they shall be free to manage their own affairs themselves, or to commit those affairs to persons whom they may appoint as broker, factor, or agent; nor shall they be restrained in their choice of persons to act in such capacities; nor shall they be called upon to pay any salary or remuneration to any person whom they shall not choose to employ. Absolute freedom shall also be given, in all cases, to the buyer and seller to bargain together, and also to fix the price of any goods or merchandise, imported from the States of either of the contracting parties, save and except cases where the laws of the said States may require the intervention of special agents, or where, in either of the countries, articles may be the subject of a government monopoly, as, at present in the kingdom of the Two Sicilies, the royal monopolies of tobacco, salt, playing cards, gunpowder, and saltpetre.

It being expressly understood, however, that none of the provisions of the present treaty shall be so construed as to take away the right of either of the high contracting parties to grant patents of invention or improvement, either to the inventors or to others, and that the principles of reciprocity established by this treaty shall not extend to premiums which either of the high contracting parties may grant to their own citizens or subjects, for the encouragement of the building of ships, to sail under their own flags.

Art. VII. As to any citizen or subject of either of the high contracting parties dying within the jurisdiction of the other, his heirs, being citizens or subjects of the other, shall succeed to his personal property, and either to his real estate or to the proceeds thereof, whether by testament or *ab intestato;* and may take possesion thereof, either by themselves or by others acting for them; and may dispose of the same at will, paying to the profit of the respective governments such dues only as the inhabitants of the country wherein the said property is, shall be subject to pay in like cases. And in case

of the absence of the heir, or of his representatives, the same care shall be taken of the said property as would be taken, in like cases, of the effects of the natives of the country itself; the respective consular agents having notice from the competent judicial authorities of the day and hour in which they will proceed to the imposing or removing of seals and to the making out of an inventory, in all cases where such proceedings are required by law; so that the said consular agent may assist thereat. The respective consuls may demand the delivery of the hereditary effects of their countrymen, which shall be immediately delivered to them, if no formal opposition to such delivery shall have been made by the creditors of the deceased, or otherwise, as soon as such opposition shall have been legally overruled. And if a question shall arise as to the rightful ownership of said property, the same shall be finally decided by the laws and judges of the land wherein the said property is. And the citizens and subjects of either of the contracting parties in the States of the other, shall have free access to the tribunals of justice of said States, on the same terms which are granted by the laws and usages of the country to native citizens or subjects; and they may employ, in defence of their interests and rights, such advocates, attorneys, and other agents, being citizens or subjects of the other, as they may choose to select.

Art. VIII. There shall be, between the territories of the high contracting parties, reciprocal liberty of commerce and navigation; and to that effect the vessels of their respective States shall mutually have liberty to enter the ports, places, and rivers of the territories of each party wherever national vessels arriving from abroad are permitted to enter. And all vessels of either of the two contracting parties, arriving in the ports of the other, shall be treated, on their arrival, during their stay, and at their departure, on the same footing as national vessels, as regards port charges, and all charges of navigation, such as of tonnage, lighthouses, pilotage, anchorage, quarantine, fees of public functionaries, as well as all taxes or impositions of whatever sort, and under whatever denomination, received in the name, and for the benefit of the government, or of local authorities, or of any private institution whatsoever, whether the

said vessels arrive or depart in ballast, or whether they import or export merchandise.

Art. IX. The national character of the vessels of the respective countries shall be recognized and admitted by each of the parties, according to its own laws and special rules, by means of papers granted by the competent authorities to the captains or masters. And no vessels of either of the contracting parties shall be entitled to profit by the immunities and advantages granted in the present treaty, unless they are provided with the proper papers and certificates, as required by the regulations existing in the respective countries, to establish their tonnage and their nationality.

Art. X. The vessels of each of the high contracting parties shall be allowed to introduce into the ports of the other, and to export thence, and to deposit and store there, every sort of goods, wares, and merchandise, from whatever place the same may come, the importation and exportation of which are legally permitted in the respective States, without being held to pay other or heavier custom-house duties or imposts, of whatever kind or name, other, or of higher rate, than those which would be paid for similar goods or products if the same were imported or exported in national vessels; and the same privileges, drawbacks, bounties, and allowances which may be allowed by either of the contracting parties on any merchandise imported or exported in their own vessels shall be allowed, also, on similiar produce imported or exported in vessels of the other party.

Art. XI. No priority or preference shall be given, directly or indirectly, by either of the contracting parties, nor by any company, corporation, or agent, in their behalf, or under their authority, in the purchase of any article of commerce lawfully imported on account of, or in reference to, the character of the vessel in which such article was imported; it being the true intent and meaning of the contracting parties that no distinction or difference shall be made in this respect.

Art. XII. The principles contained in the foregoing articles shall be applicable, in all their extent, to vessels of each of the high contracting parties, and to their cargoes, whether the said vessels arrive from the ports of either of the contracting parties, or from those of any other foreign country, so that, as far as regards dues

of navigation or of customs, there shall not be made. either in regard to direct navigation, any distinction whatever between the vessels of the two contracting parties.

Art. XIII. The above stipulations shall not, however, extend to fisheries, nor to the coasting trade from one port to another in each country, whether for passengers or merchandise, and whether by sailing vessels or steamers, such navigation and traffic being reserved exclusively to national vessels.

But, notwithstanding the vessels of either of the two contracting parties may load or unload, in part, at one or more ports of the territories of the other, and then proceed to any other port or ports in said territories to complete their loading or unloading, in the same manner as a national vessel might do.

Art. XIV. No higher or other duty shall be imposed on the importation, by sea or land, into the United States, of any article the growth, produce, or manufacture of the kingdom of the Two Sicilies, or of her fisheries; and no higher or other duty shall be imposed on the importation, by sea or by land, into the kingdom of the Two Sicilies of any article the growth, produce, or manufacture of the United States or their fisheries, than are or shall be payable on the like articles the growth, produce, or manufacture of any other foreign country.

No other or higher duties and charges shall be imposed in the United States on the exportation of any article to the kingdom of the Two Sicilies, or in the kingdom of the Two Sicilies on the exportation of any article to the United States, than such as are or shall be payable on the exportation of the like article to any foreign country. And no prohibition shall be imposed on the importation of any article the growth, produce, or manufacture of the United States or their fisheries, or of the kingdom of the Two Sicilies and her fisheries, from or to the ports of the United States or of the kingdom of the Two Sicilies, which shall not equally extend to every other foreign country.

Art. XV. If either of the high contracting parties shall hereafter grant to any other nation any particular favor, privilege, or immunity, in navigation or commerce, it shall immediately become common to the other party,

freely, where it is freely granted to such other nation, and on yielding the same compensation, or a compensation as nearly as possible of proportionate value and effect, to be adjusted by mutual agreement, when the grant is conditional.

Art. XVI. The vessels of either of the high contracting parties that may be constrained, by stress of wheather, or other accident, to seek refuge in any port within the territories of the other, shall be treated there, in every respect, as a national vessel would be in the same strait: *Provided, however*, that the causes which gave rise to this forced landing are real and evident; that the vessel does not engage in any commercial operation, as loading or unloading merchandise, and that its stay in the said port is not prolonged beyond the time rendered necessary by the causes which constrained it to land; it being understood, nevertheless, that any landing of passengers, or any loading or unloading caused by operations of repair of the vessel or by the necessity of providing subsistence for the crew, shall not be regarded as a commercial operation.

Art. XVII. In case any ship-of-war or merchant vessel shall be wrecked on the coasts or within the maritime jurisdiction of either of the high contracting parties, such ships or vessels, or any parts thereof, and all furniture and appurtenances belonging thereto, and all goods and merchandise which shall be saved therefrom, or the produce thereof, if sold, shall be faithfully restored, with the least possible delay, to the proprietors, upon being claimed by them, or by their duly authorized factors; and if there are no such proprietors or factors on the spot, then the said goods and merchandise, or the proceeds thereof, as well as all the papers found on board such wrecked ships or vessels, shall be delivered to the American or Sicilian consul, or vice-consul, in whose district the wreck may have taken place, and such consul, vice-consul, proprietors, or factors, shall pay only the expenses incurred in the preservation of the property, together with the rate of salvage and expenses of quarantine, which would have been payable in the like case of a wreck of a national vessel; and the goods and merchandise saved from the wreck shall not be subject to duties, unless cleared for consumption; it being understood that in case of any legal claim upon

such wreck, goods, or merchandise, the same shall be referred for decision to the competent tribunals of the country.

Art. XVIII. Each of the high contracting parties grants to the other, subject to the usual *exequatur*, the liberty of having, in the ports of the other where foreign commerce is usually permitted, consuls, vice-consuls, and commercial agents of their own appointment, who shall enjoy the same privileges and powers as those of the most favored nations; but if any such consul, vice-consul, or commercial agent shall exercise commerce, he shall be subjected to the same laws and usages to which private individuals of the nation are subjected in the same place. And whenever either of the two contracting parties shall select for a consular agent a citizen or subject of this last, such consular agent shall continue to be regarded, notwithstanding his quality of foreign consul, as a citizen or a subject of the nation to which he belongs, and consequently shall be submitted to the laws and regulations to which natives are subjected. This obligation, however, shall not be so construed *so* as to embarrass his consular functions, nor to affect the inviolability of the consular archives.

Art. XIX. The said consuls, vice-consuls, and commercial agents shall have the right, as such, to judge in quality of arbitrators, such differences as may arise between the masters and crews of the vessels belonging to the nation whose interests are committed to their charge, without the interference of the local authorities, unless the conduct of the crew, or of the captain, should disturb the public peace or order of the country, or such consul, vice-consul, or commercial agent should require their assistance to cause his decisions to be carried into effect or supported. Nevertheless, it is understood that this species of judgment or arbitration shall not deprive the contending parties of the right they have to resort, on their return home, to the judicial authorities of their own country.

Art. XX. The said consuls, vice-consuls, and commercial agents, may cause to be arrested and sent back, either on board or to their own country, sailors and all other persons, who, making a regular part of the crews of vessels of the respective nations, and having embarked under some other name than that of passengers, shall

have deserted from the said vessels. For this purpose they shall apply to the competent local authorities, proving, by the register of the vessel, the roll of the crew, or, if the vessel shall have departed, with a copy of the said papers, duly certified by them, that the persons they claim formed part of the crew; and on such a reclamation, thus substantiated, the surrender of the deserter shall not be denied. Every assistance shall also be given to them for the recovery and arrest of such deserters; and the same shall be detained and kept in the prisons of the country, at the request and cost of the consuls, until the said consuls shall have found an opportunity to send them away. It being understood, however, that if such an opportunity shall not occur in the space of four months from the date of their arrest, the said deserters shall be set at liberty, and shall not be again arrested for the same cause. Nevertheless, if the deserter shall be found to have committed any other crime or offence on shore, his surrender may be delayed by the local authorities until the tribunal before which his case shall be pending shall have pronounced its sentence, and until such sentence shall have been carried into effect.

Art. XXI. It is agreed that every person who, being charged with or condemned for any of the crimes enumerated in the following article, committed within the States of one of the high contracting parties, shall seek asylum in the States, or on board the vessels-of-war of the other party, shall be arrested and consigned to justice on demand made, through the proper diplomatic channel, by the government within whose territory the offence shall have been committed.

This surrender and delivery shall not, however, be obligatory on either of the high contracting parties, until the other shall have presented a copy of the judicial declaration or sentence establishing the culpability of the fugitive, in case such sentence or declaration shall have been pronounced. But if such sentence or declaration shall not have been pronounced, then the surrender may be demanded, and shall be made, when the demanding government shall have furnished such proof as would have been sufficient to justify the apprehension, and commitment for trial, of the accused, if the offence had

been committed in the country where he shall have taken refuge.

Art. XXII. Persons shall be delivered up, according to the provisions of this treaty, who shall be charged with any of the following crimes, to wit:

Murder, (including assassination, parricide, infanticide, and poisoning;) attempt to commit murder; rape; piracy; arson; the making and uttering of false money, forgery, including forgery of evidences of public debt, bank bills, and bills of exchange; robbery with violence; intimidation or forcible entry of an inhabited house; embezzlement by public officers, including appropriation of public funds; when these crimes are subject, by the code of the kingdom of the Two Sicilies, to the punishment *della reclusione*, or other severer punishment, and by the laws of the United States to infamous punishment.

Art. XXIII. On the part of each country the surrender of fugitives from justice shall be made only by the authority of the executive thereof. And all expenses whatever of detention and delivery, effected in virtue of the preceding articles, shall be at the cost of the party making the demand.

Art. XXIV. The citizens and subjects of each of the high contracting parties shall remain exempt from the stipulations of the preceding articles, so far as they relate to the surrender of fugitive criminals, nor shall they apply to offences committed before the date of the present treaty, nor to offences of a political character, unless the political offender shall also have been guilty of some one of the crimes enumerated in article XXII.

Art. XXV. The present treaty shall take effect from the day in which ratifications shall be exchanged, and shall remain in force for the term of ten years, and further, until the end of twelve months after either of the high contracting parties shall have given notice to to the other of its intention to terminate the same; each of the said contracting parties reserving to itself the right to give such notice at the end of said term of ten years, or at any subsequent time.

Art. XXVI. The present treaty shall be approved and ratified by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by his Majesty the King of the

Kingdom of the Two Sicilies: and the ratifications shall be exchanged at Naples within twelve months from the date of its signature, or sooner, if possible.

In faith whereof, the respective plenipotentiaries have signed the foregoing articles in the English and Italian languages, and have hereunto affixed the seals of their arms.

Done, in duplicate, at the city of Naples, this first day of October, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty-five.

Robert Dale Owen. (L. S.)
Luigi Carafa. (L. S.)
Principe di Comitini. (L. S.)
Giuseppe Mario Arpino. (L. S.)

Declaration.

It having been stipulated in article XI. of the treaty of the first December, 1845, that the red and white wines, of every kind, of the kingdom of the Two Sicilies, including those of Marsala, which may be imported directly into the United States of America, whether in vessels of the one or of the other country, shall not pay other or higher duties than the red and white wines of the most favored nations; and in like manner, that the cottons of the United States of America which may be imported directly into the kingdom of the Two Sicilies, whether in vessels of the one or of the other nation, shall not pay other or higher duties than the cottons of Egypt, Bengal, or the most favored nations:

And it being agreed in the new treaty concluded between the United States of America and the kingdom of the Two Sicilies, and to-day signed by the undersigned, not only that no duties of customs shall be paid on merchandise the produce of one of the two countries imported into the other country other or higher than shall be paid on merchandise of the same kind the produce of any other country, but also, that, as to all duties of navigation or of customs, there shall not be made, as to the vessels of the two countries, any distinction whatever between direct and indirect navigation:

The undersigned declare, as to the constructi-

the new treaty, from the day on which the ratifications thereof shall be exchanged, that the red and white wines, of every kind, of the kingdom of the Two Sicilies, including the wine of Marsala, which shall be imported into the United States of America, shall not pay other or higher duties than are paid by the red and white wines of the most favored nations.

And, in like manner, that the cottons of the United States which shall be imported into the kingdom of the Two Sicilies shall not pay other or higher duties than the cottons of Egypt, Bengal, or the most favored nations.

The present declaration shall be considered as an integral part of the said new treaty, and shall be ratified, and the ratifications thereof exchanged, at the same time as those of the treaty itself.

In faith whereof, the undersigned have hereunto set their hands and affixed the seal of their arms.

Done in duplicate, in the city of Naples, this first day of October, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty-five.

Robert Dale Owen. (L. S.)
Luigi Carafa. (L. S.)
Principe di Comitini. (L. S.)
Giuseppe Mario Arpino. (L. S.)

LXXI.

Traité de commerce et de navigation entre les Villes libres et anséatiques de Lubeck, de Brême et de Hambourg et le Royaume des Deux-Siciles, signé à Naples, le 27 décembre 1855).*

Texte français.

Le Sénat de la Ville Libre et Anséatique de Hambourg, le Sénat de la Ville libre et Anséatique de Lubeck, et le Sénat de la ville Libre et Anséatique de Brême,

*) En Français et en Italien. L'échange des ratifications a eu lieu à Naples, le 15 mai 1856.

d'une part, chacune de ces Villes séparément, et Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux Siciles de l'autre part, désirant d'encourager et d'étendre les relations commerciales entre leurs États respectifs, et consolider ainsi les bons rapports existants entre les susdites Villes Anséatiques et le Royaume des Deux Siciles, se sont déterminées de conclure un Traité de Commerce et de Navigation, et ils ont à cet effet destiné pour leur Plénipotentiaire:

Les Sénats des Villes Libres et Anséatiques de Hambourg, de Lubeck et de Brême,

Le Sieur Guillaume Loeffler, Consul de la Ville Libre et Anséatique de Hambourg;

Et Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux Siciles:

Don Raymond de Liguoro, Commandeur de l'Ordre Royal du mérite civil de François 1. et Membre de la Consulte Générale du Royaume.

Lesquels, après avoir échangé leurs Pleins-Pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont stipulé et signé les articles suivants.

Art. 1. Il y aura entre les États des Hautes Parties contractantes une parfaite réciprocité de commerce et de navigation.

Leurs sujets et citoyens respectifs pourront librement voyager, résider et trafiquer dans toutes les parties des États de chacune d'Elles, et ils jouiront à cet effet de la même sûreté et protection dont jouissent les habitants du pays où ils résident, à condition cependant de se soumettre aux lois et aux règlements de Police qui y sont ou y seront en vigueur, et qui seront usités envers les sujets ou les citoyens des Nations les plus favorisées.

Ils auront le droit d'y posséder des biensfonds, d'occuper des maisons et des magasins et de disposer de leur propriété personnelle d'une nature ou dénomination quelconque, par vente, donation, permutation ou testament, et en quelque manière que ce soit, sans qu'il leur soit fait le moindre obstacle ou empêchement.

Leurs héritiers, s'ils sont sujets de l'autre Puissance contractante, succéderont à leurs biens, soit en vertu d'un testament, soit ab intestato, et pourront en prendre possession soit en personne, soit moyennant d'autres agents en leur place, et en disposeront à leur volonté, en ne payant en faveur des Gouvernements respectifs d'autres droits que ceux auxquels les habitants

du pays, où se trouvent les dits biens, sont assujettis en de pareilles occasions.

Dans le cas d'absence des héritiers on prendra provisoirement des biens susdits les mêmes soins qui seraient pris dans un cas semblable des biens des natifs du pays, jusqu' à ce que l'héritier légitime ait pris les mesures nécessaires pour recueillir l'héritage.

Toute contestation relative à une succession, sera décidée jusqu' en dernière instance selon les lois, et par les Juges du pays dans lequel sont situés les dits biens.

Art. 2. Les sujets ou citoyens des Hautes Parties contractantes, qui résident ou qui voyagent dans les États de l'autre, ne seront obligés, sous aucun prétexte, à payer d'autres taxes ou impôts, que ceux qui seront payés ou pourront être payés par les Nations les plus favorisées.

Ils seront exempts de tout service militaire, tant sur terre que sur mer, d'emprunts forcés, et de toute contribution extraordinaire, à moins qu'elle ne soit générale, et établie par une loi.

Leurs habitations, magasins et tout ce qui en fait partie, et ce qui leur appartient seront respectés.

Ils ne seront soumis à aucune visite ou perquisition vexatoire. On ne pourra faire aucun examen, ni aucune inspection arbitraire de leurs livres, papiers et comptes commerciaux, et les opérations de cette sorte ne pourront être pratiquées, qu' à la suite d'une sentence légale des tribunaux compétents.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à garantir en toutes occasions aux sujets et citoyens qui résideront dans leurs États respectifs, la conservation de leurs propriétés, et le maintien de leur sûreté personnelle de la même manière qu'elle est garantie à leurs propres sujets ou citoyens, et à ceux des Nations les plus favorisées.

Art. 3. Les sujets ou citoyens des deux Hautes Parties contractantes, ne seront point soumis dans leurs États respectifs à un système de visite ou de perquisition de la part des Officiers des Douanes, plus rigoureux que celui auquel sont soumis les nationaux, et les Nations les plus favorisées.

Art. 4. Les Capitaines ou Patrons de Navires des États contractants, seront exempts réciproquement de toute obligation de recourir dans les ports respectifs des

Républiques Anséatiques, ou ceux du Royaume des Deux Siciles à des Expéditeurs ou autres Agents. Ils pourront en conséquence se servir de leurs Consuls ou des Expéditeurs par eux désignés; sauf en général les affaires pour lesquelles les lois et les usages du Pays exigent l'action d'Agents spéciaux.

Art. 5. Les bâtiments des Deux Siciles, en arrivant dans les ports, lieux, et fleuves des territoires des Villes Libres et Anséatiques, où il est permis aux bâtiments nationaux, provenants de l'étranger, de mouiller, et réciproquement les bâtiments des dites Villes Libres et Anséatiques, arrivant dans les ports et sites du Royaume des Deux Siciles, où il est permis d'aborder, seront traités dans les deux pays, à leur arrivée, pendant leur demeure et à leur sortie, sur le même pied que les bâtiments nationaux, pour tout ce qui regarde les droits de tonnage, de pilotage, de péage, de balisage, de port, de fanal, de quarantaine, de darse, patente et autres charges qui pèsent sur la coque du Navire, sous une dénomination quelconque, que les droits indiqués ci-dessus, soient payés en faveur de l'Etat, des villes ou d'un autre établissement quelconque.

Les dits bâtiments jouiront de ce traitement, soit qu'ils arrivent ou partent en lest ou qu'ils importent ou exportent des marchandises.

Art. 6. Les bâtiments de chacune des Hautes Parties contractantes pourront introduire dans les ports de l'autre, en exporter ou réexporter, y déposer ou y emmagasiner toutes sortes de marchandises et objets de commerce d'une provenance quelconque, dont l'importation, l'exportation ou réexportation soit légalement permise dans les Etats de l'autre, sans être tenus à payer d'autres ou de plus forts droits de douane, ou impositions d'une espèce ou dénomination quelconque, différentes, ou plus élevées de celles qu' on payerait pour les mêmes marchandises ou produits, s'ils étaient importés, ou réexportés par des bâtiments nationaux; et les mêmes privilèges, déductions ou réductions, bénéfices, concessions ou restitutions, qui seront accordées par chacune des Hautes Parties contractantes, sur toutes espèces de marchandises importées, exportées ou réexportées par leurs propres bâtiments, seront aussi accordées sur les mêmes marchandises importées, exportées ou réexportées par les bâtiments de l'autre.

Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux Siciles déclare que, pendant la durée du présent Traité, la réduction du dix pour Cent, dont jouit son Pavillon Royal, sur les droits résultants du tarif des Douanes, sera pareillement étendue aux cargaisons importées ou exportées par les bâtiments des Villes Libres et Anséatiques, ou jusqu' à ce que par suite de réformes ou modifications des tarifs des Douanes, la dite réduction du dix pour Cent ne soit généralement abolie pour tous les Pavillons.

Art. 7. Il ne sera accordé aucune préférence ou antériorité directement ou indirectement par l'une des deux Parties contractantes, ou par une compagnie, corporation ou Agent quelconque, qui opère en son nom, ou sous l'autorité de chacune d'Elles, pour l'achât de tout article de commerce légalement importé dans les ports de l'autre, par égard à la nationalité du bâtiment qui eût importé les dits objets, soit qu'il appartienne à l'un ou à l'autre des deux États. Les Parties contractantes ont l'intention positive de n'admettre aucune préférence ou distinction quelconque à cet égard.

Art. 8. Les stipulations contenues dans les articles précédents seront applicables dans toute leur étendue aux bâtiments des deux Hautes Parties contractantes et à leurs cargaisons, soit que les dits bâtiments proviennent des ports des deux Parties contractantes ou de ceux d'un pays étranger quelconque, soit qu'ils partent directement pour les ports Siciliens ou Anséatiques, ou pour tout autre port étranger, en sorte que, pour les droits de Navigation et de Douane, on ne fera, tant dans la Navigation directe, que dans l'indirecte, aucune distinction entre les bâtiments des deux Parties contractantes.

Art. 9. La nationalité des bâtiments respectifs sera reconnue et admise par les deux Hautes Parties contractantes, selon les lois et les règlements particuliers de chacun des deux États, moyennant des Patentes et autres Titres de Bord délivrés par les autorités compétentes aux Capitaines et Patrons. Étant muni de ces Documents, on profitera des immunités et des avantages accordés par le présent Traité.

Art. 10. Les stipulations du présent Traité ne s'appliqueront point à la Navigation de côte, ou cabotage, qui se fait d'un port à l'autre dans chacun des deux États, pour le transport de passagers, de marchandises et d'objets de commerce, par les bâtiments à Voile ou à

Vapeur; ce genre de transport étant exclusivement réservé aux bâtiments nationaux.

Toutefois les bâtiments de chacune des Hautes Parties contractantes pourront débarquer une partie de leur cargaison provenante de l'étranger dans un port des États de l'autre et débarquer le reste dans un ou plusieurs ports du même État; et de même, prendre une portion de leur cargaison destinée pour l'étranger, dans un ou plusieurs des ports du dit État, sans avoir à payer pour cela aucun droit divers de celui que payent les navires du pays, ou ceux des Nations les plus favorisées; les Parties étant d'intelligence, qu' à l'effet de ce dont on traité, les opérations ci énoncées ne doivent point être considérées comme cabotage.

Art. 11. Aucun droit de Douane ou autre imposition différente ou plus élevée, ne sera perçue sur une marchandise quelconque de production du Sol ou de l'industrie du Royaume des Deux Siciles, à l'importation des mêmes marchandises, voie de mer ou voie de terre, dans les Villes Anséatiques, et il ne sera imposé aucun droit de Douane ou autre imposition sur des marchandises quelconques de production du Sol ou de l'industrie des Villes Anséatiques, à l'importation des mêmes marchandises, voie de mer ou voie de terre, dans le Royaume des Deux Siciles, différente ou plus élevée de celles qui sont payées ou qui pourraient être payées dans la suite sur des marchandises du même genre de production ou manufactures importées d'un autre pays quelconque.

Aucun droit de Douane ou autre imposition ne sera chargée dans les Villes Anséatiques sur une marchandise quelconque exportée pour le Royaume des Deux Siciles, ni dans le Royaume des Deux Siciles sur une marchandise quelconque exportée pour les Villes Anséatiques qui soit différente ou plus élevée de celles qu'on paye, ou qui pourraient à l'avenir être payées sur les marchandises du même genre, exportées pour un autre pays quelconque.

On ne pourra frapper de prohibition l'importation ou l'exportation d'une marchandise quelconque de production du Sol ou de l'industrie du Royaume des Deux Siciles ou des Villes Anséatiques, des ports, ou dans les ports respectifs des deux États contractants, si l'impor-

tation ou l'exportation de la susdite marchandise, n'est aussi défendue à toutes les autres Nations.

Art. 12. Les deux Hautes Parties contractantes promettent de faire jouir aux Marchandises, taxées selon leur Valeur dans les Douanes de leurs États respectifs, tous les avantages et toutes les facilitations, qui sont ou seront accordées aux Sujets ou Citoyens de leurs propres États, ou à ceux des Nations les plus favorisées.

Lorsque les susdites Marchandises n'auront point une Valeur déterminée dans les Tarifs des Deux Siciles, et que l'expédition de Douane devra se faire sur une déclaration de l'importeur, le droit sera établi dans ce cas de la manière suivante.

Les propriétaires ou consignataires des dites marchandises, en se présentant en Douane pour en payer le Droit, signeront une Déclaration en indiquant leur Valeur, pour le prix qu'ils croiront convenable de leur donner. Cette déclaration devra être reçue sans difficulté par les employés de la Douane qui auront la faculté, seulement dans le cas où il jugeraient que l'évaluation est trop faible, de prendre la marchandise en payant aux déclarants une somme égale à la Valeur déclarée, en y ajoutant un dixième.

Tout droit que les propriétaires ou consignataires auraient payé sur de telles marchandises importées leur sera en même temps restitué.

Art. 13. Si une des deux Hautes Parties contractantes accordera dans la suite à une autre Puissance quelque privilége, faveur ou immunité en matière de commerce ou de navigation, ces mêmes avantages deviendront immédiatement communs à l'autre, gratuitement, si la concession faite en faveur de tel autre État aura été gratuite, ou moyennant la même compensation, ou une compensation, proportionnée en tant qu'il sera possible en valeur et en effet, à établir d'un commun accord, si la concession a été onéreuse.

Art. 14. Ne seront point considérés comme contraires aux principes de réciprocité, base du présent Traité:

1. Les primes que les Gouvernements respectifs accordent à leurs nationaux, afin d'encourager la construction des bâtiments marchands.

2. Les immunités accordées ou à accorder aux différentes compagnies dites Yacht-Clubs.

Les Hautes Parties contractantes déclarent en outre, que les articles de Régie, tels que, le sel, les tabacs, les cartes à jeu, la poudre à canon, et le salpètre, sont exceptés des stipulations du présent Traité, se réservant en même temps le plein droit d'accorder des brevêts d'invention ou de perfectionnement, soit aux inventeurs, ou à d'autres.

Art. 15. Pour ce qui regarde le placement des navires, leur chargement ou déchargement dans les ports, rades ou bassins, et généralement pour toutes les formalités ou dispositions d'une sorte quelconque auxquelles peuvent être soumis les bâtiments de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il est convenu qu'il ne sera accordé aux bâtiments nationaux de commerce, aucun privilége, ni aucune faveur, qui ne le soit également à ceux de l'autre Partie; la volonté des Hautes Parties contractantes étant qu'aussi sous ce rapport leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 16. Les navires appartenants à l'une des deux Hautes Parties contractantes, qui seraient contraints par des tempêtes, ou par quelque sinistre de se réfugier dans les Ports de l'un ou de l'autre État, seront libres de se radouber, de se pourvoir de tous les objets qui leur seront nécessaires, et de se remettre en mer, sans payer aucun des droits de ports ou de navigation perçus ou à percevoir en faveur de l'État.

Bien entendu cependant que les motifs qui auront donné lieu à l'abordage forcé, soient réels et évidents, que le bâtiment ne se livre à aucune opération commerciale, en chargeant ou débarquant des marchandises, et qu'il ne prolonge point sa demeure dans le port, au delà du temps nécessaire selon les motifs qui l'auront obligé de s'y réfugier.

Bien entendu également que tout déchargement et chargement motivés par les ouvrages de réparation du navire, ou pour la subsistance de l'équipage ne seront nullement considérés comme opérations de commerce. Si cependant le patron d'un tel bâtiment, se voyait dans la nécessité de se défaire d'une partie de ses marchandises pour faire face aux dépenses, il sera tenu à se conformer aux ordonnances et aux Tarifs du lieu où il aura abordé. Dans le cas de naufrage sur une des localités appartenantes à l'une ou à l'autre des Hautes Parties contractantes, non seulement il sera prêté toute

sorte d'assistance aux naufragés, mais même aux navires: et leurs parties et débris, leurs gréements et tous les objets qui leur appartiennent; les papiers trouvés à bord, ainsi que les effets et les marchandises qui auraient été jetées à la mer, ou qui auraient été sauvées, ne seront ni prises, ni retenues, sous quelque prétexte que ce soit.

Les dits bâtiments, effets et marchandises, seront au contraire conservés et rendus, moyennant le payement des mêmes frais de sauvage et de conservation, ainsi que des mêmes droits de Douane, de quarantaine et autres que payerait, en un cas semblable, un navire national.

Dans l'un et l'autre cas d'abordage forcé, ou de naufrage, les Consuls, Vice-Consuls et Agents de Commerce respectifs, seront autorisés à intervenir, afin de prêter l'assistance nécessaire à leurs nationaux. Bien entendu que dans le cas d'une réclamation légale quelconque, sur un tel naufrage, effets et marchandises, la dite réclamation sera déférée à la décision des Tribunaux compétents du pays.

Art. 17. Chacune des deux Hautes Parties contractantes, réservant l'Exequatur accoutumé, concède à l'autre la liberté d'avoir dans les ports principaux de commerce étranger, des Consuls, Vice-Consuls ou des Agents de Commerce de son choix, lesquels jouiront des mêmes priviléges et pouvoirs, dont jouissent ceux des nations les plus favorisées. Mais dans le cas où les dits Consuls, ou Agents de Commerce, voulussent exercer le commerce, ils seront assujettis aux mêmes lois et usages, auxquels sont soumis les individus de leur Nation dans le pays où ils résident. Et supposant que chacune des deux Parties contractantes choisisse pour Agent consulaire un sujet ou citoyen de l'autre, le dit Agent consulaire continuera à être regardé, malgré sa qualité de Consul étranger, Vice-Consul, ou Agent de commerce, comme sujet ou citoyen de la Nation à laquelle il appartient, et pour ce fait il sera assujetti aux lois et aux règlements auxquels les nationaux sont soumis. Bien entendu cependant, que cette obligation ne devra pas être un obstacle à l'exercise des fonctions consulaires, ni à l'inviolabilité de l'Archive du Consulat.

Art. 18. Les Consuls, Vice-Consuls et Agents de commerce des deux Pays pourront comme tels être arbitres dans les questions civiles dérivantes de contracts

faits ailleurs entre les Capitaines et les Équipages des bâtiments de leur Nation, toutes les fois que les sujets ou citoyens de la Puissance auprès de laquelle ils résident, n'y soient point intéressés, et les autorités locales ne pourront y intervenir ou y prendre part que dans les seuls cas où la conduite des Capitaines et des Equipages troublât l'ordre public ou la tranquillité du Pays. Toutefois cette espèce d'arbitrage, ne pourra priver les parties contendantes du droit qu'elles ont, d'en appeler à leur retour, aux autorités judiciaires de leur propre Pays.

Art. 19. Les Consuls, Vice-Consuls, et Agents de commerce de chacune des deux Hautes Parties contractantes, pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur Pays, les matelots et toutes autres personnes qui, faisant dûment partie des Équipages des bâtiments de leurs Nations respectives, sous un autre titre que celui de passager, eussent déserté des dits bâtiments. A cet effet ils s'adresseront aux autorités locales compétentes, et ils prouveront par les régistres du bâtiment, et la liste de l'équipage, ou, si le navire était parti, moyennant la copie des dits Documents, dûment certifiée; que les hommes qu'ils réclament faisaient partie du dit équipage; et en vertu d'une telle demande appuyée des preuves susdites, on ne pourra se refuser de leur consigner le fugitif.

Il leur sera en outre prêté toute aide et assistance, pour la recherche et l'arrestation des dits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du Pays sur la demande et aux frais des Consuls, jusqu' à ce que ces Agents aient trouvé une occasion pour les faire partir.

Cependant si cette occasion ne se présentait point dans l'espace de trois mois, à dater du jour de l'arrestation, les déserteurs seront mis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés derechef pour le même motif.

Néanmoins, si le déserteur avait commis aussi quelque délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales jusqu' à ce que le Tribunal compétent ait dûment proféré son jugement sur le second délit et que le jugement même ait eu accomplissement.

Il demeurera également établi, que si les matelots, ou autres individus composant l'équipage, étaient sujets

ou citoyens du Pays où la désertion a lieu, ils seront dans ce cas exceptés des stipulations du présent Traité.

Art. 20. Le présent Traité aura son exécution, dès le jour où en seront échangées les ratifications, et il sera en vigueur pendant l'espace de dix années, à compter de sa ratification, et au delà de ce terme, jusqu' à l'expiration de douze mois, après que les Sénats des Villes libres et Anséatiques de Hambourg, Lubeck et Brême, soit collectivement, soit séparément, ou Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux Siciles auront annoncé leur intention d'en faire cesser l'effet.

Chacune des Hautes Parties contractantes, se reservant le droit d'en avertir l'autre, à la fin du dit terme de dix années ou en tout autre temps postérieur.

Art. 21. Les ratifications du présent Traité seront échangées à Naples dans l'espace de quatre mois à dater du jour de la Signature ou plustôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le Sceau de leurs armes.

Fait à Naples le Vingtseptième jour du mois de Décémbre de l'an de grâce Mil-huit-cent cinquante-cinq.

(signé:) *Guill. Loeffler.* (L. S.)

(signé:) *Raimondo de Liguoro.* (L. S.)

LXXII.

Traité d'amitié, de commerce et d'établissement réciproque entre la Grande-Bretagne et la Confédération Suisse, signé à Berne, le 6 septembre 1855).*

Texte français.

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et la Confédération Suisse, animées du désir de maintenir et de resserrer les liens d'amitié qui existent heureusement entre les deux pays,

---

*) En français et en anglais. Les ratifications ont été échangées à Berne, le 6 mars 1856.

et d'accroître par tous les moyens à leur disposition les relations commerciales de leurs sujets et citoyens respectifs, ont résolu de conclure un traité d'Amitié, de Commerce, et d'Etablissement réciproque, et ont à cet effet nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, George John Robert Gordon, Esquire, Son Ministre Plenipotentiaire près la Confédération Suisse,

Et le Conseil Fédéral Suisse, Jonas Furrer, Docteur en Droit, Président de la Confédération Suisse, et Frédéric Frey Herosée, Colonel Fédéral, Membre du Conseil Fédéral Suisse;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les Articles suivants:

Art. I. Les sujets de Sa Majesté Britannique seront admis à résider dans chaque Canton Suisse aux mêmes conditions et sur le même pied que les citoyens des autres Cantons Suisses. De même les citoyens Suisses seront admis à résider dans tous les territoires du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, aux mêmes conditions et sur le même pied que les sujets Britanniques.

En conséquence, et pourvu qu'ils se conforment aux lois du pays, les sujets et les citoyens de chacune des deux Parties Contractantes seront, ainsi que leurs familles, libres d'entrer, de s'établir, de résider, et de séjourner dans chaque partie des territoires de l'autre. Ils pourront prendre en loyer ou occuper des maisons et des magasins pour les buts de résidence et de commerce, et exercer, conformément aux lois du pays, toute profession ou industrie, ou faire commerce d'articles permis par la loi en gros ou en détail, par eux-mêmes ou par des courtiers ou des agents qu'ils jugeront convenables d'employer, pourvu que ces courtiers ou agents remplissent aussi, quant à leurs propres personnes, les conditions nécessaires pour être admis à résider dans le pays. En ce qui concerne le domicile, l'établissement, les passeports, les permis de séjourner, de s'établir, ou de faire commerce, ainsi qu'en ce qui concerne l'autorisation d'exercer leur profession, de faire des affaires, ou d'exercer une industrie, ils ne seront assujettis à aucune taxe, charge, ou condition plus fortes ou plus onéreuses que

celles auxquelles sont ou pourront être soumis les sujets ou les citoyens du pays dans lequel ils résident; et ils jouiront à tous ces égards de tout droit, privilége, et exemption accordés, ou qui pourront être accordés, aux sujets ou citoyens du pays, ou aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Art. II. Les sujets ou les citoyens d'une des deux Parties Contractantes résidant ou établis dans les territoires de l'autre, qui voudront retourner dans leur pays, ou qui y seront renvoyés par sentence judiciaire, par mesure de police légalement adoptée et exécutée, ou d'après les lois sur la mendicité et les moeurs, seront reçus en tout temps et en toute circonstance, eux et leurs familles, dans le pays dont ils sont originaires, et où ils auront conservé leurs droits conformément aux lois.

Art. III. Les demeures et les magasins des sujets ou des citoyens de chacune des deux Parties Contractantes sur les territoires de l'autre, ainsi que toutes les dépendances qui en font partie pour l'habitation ou pour le commerce, seront respectés. Il ne pourra être procédé arbitrairement à aucune visite de ces habitations et dépendances, non plus qu'à une inspection ni à un examen des livres, écritures, ou comptes des sujets et citoyens respectifs; des mesures de cette nature ne devant avoir lieu qu'en vertu d'une sentence, d'un mandat, ou d'un ordre par écrit d'un tribunal ou magistrat quelconque ayant compétence constitutionnelle ou légale.

Les sujets et les citoyens de chacune des deux Parties Contractantes auront sur le territoire de l'autre Partie accès libre et ouvert devant les cours de justice, aux fins de poursuivre et de défendre leurs droits. A cet égard, ils jouiront des mêmes droits et priviléges que ceux dont jouissent les sujets ou les citoyens du pays, et ils auront, comme eux, la liberté de choisir dans toute cause leurs avocats, avoués, ou agents quelconques parmi les personnes admises à l'exercice de ces professions d'après les lois du pays.

Art. IV. Les sujets et les citoyens de chacune des deux Parties Contractantes auront sur les territoires de l'autre liberté pleine et entière d'acquérir, de posséder par achat, vente, donation, échange, mariage, testament, succession ab intestat, ou de toute autre manière, et d'en disposer, toute espèce de propriété dont les lois du pays permet-

tent la possession aux ressortissants d'une nation étrangère quelconque. Leurs héritiers et représentants peuvent leur succéder, et prendre possession de cette propriété par eux-mêmes ou par des fondés de pouvoir agissant en leur nom, d'après les formes ordinaires de la loi, à l'instar des sujets ou des citoyens du pays; dans l'absence des héritiers ou des représentants, la propriété sera traitée de la même manière que celle d'un sujet ou d'un citoyen du pays serait traitée dans des circonstances semblables.

A tous ces égards ils ne paieront de la valeur d'une telle propriété aucun impôt, contribution, ou charge autres ou plus forts que ceux auxquels sont soumis les sujets ou citoyens du pays. Dans tous les cas il sera permis aux sujets et aux citoyens des deux Parties Contractantes d'exporter leurs biens, savoir, les sujets Britanniques du territoire Suisse, et les citoyens Suisses du territoire Britannique, librement, et sans être assujettis lors de l'exportation à payer un droit quelconque en qualité d'étranger, et sans devoir acquitter des droits autres ou plus forts que ceux auxquels les propres sujets ou citoyens du pays seront eux-mêmes tenus.

Art. V. Les sujets ou les citoyens de chacune des deux Parties Contractantes qui se trouvent dans les territoires de l'autre, seront affranchis de tout service militaire obligatoire, tant dans l'armée et la flotte que dans la garde nationale ou les milices. Ils seront également exempts de toute prestation pécuniaire ou matérielle imposée par compensation pour le service personnel, tout comme des réquisitions militaires, excepté pour le logement et les fournitures pour le militaire en passage, selon l'usage du pays, et à demander également aux citoyens et aux étrangers.

Art. VI. En temps de paix, comme en temps de guerre, il ne pourra, dans aucune circonstance, être imposé ou exigé pour les biens d'un sujet ou d'un citoyen de l'une des deux Parties Contractantes dans les territoires de l'autre, des taxes, droits, contributions, ou charges plus forts qu'il n'en serait imposé ou exigé pour la même propriété, si elle appartenait à un sujet ou à un citoyen du pays, ou de la nation la plus favorisée.

Il est d'ailleurs entendu qu'aucun impôt ni taxe, quelque ce soit, ne sera perçu ni demandé d'un sujet ou citoyen de l'une des deux Parties Contractantes qui se

trouve dans les territoires de l'autre Partie, qui soit autre ou plus fort que ceux qui sont ou qui pourront être imposés ou levés d'un sujet ou citoyen du pays, ou d'un sujet ou citoyen de la nation la plus favorisée.

Art. VII. Il sera loisible aux deux Parties Contractantes de nommer des Consuls pour résider dans les territoires de l'autre. Mais avant qu'un consul puisse agir en cette qualité, il devra être reconnu et admis dans la forme ordinaire par le Gouvernement auprès duquel il est délégué; et chacune des deux Parties Contractantes pourra excepter de la résidence de Consuls des places spéciales, selon qu'elle le jugera nécessaire.

Les Consuls de chacune des deux Parties Contractantes jouiront, sur les territoires de l'autre, de tous les priviléges, exemptions, et immunités qui sont, ou qui pourront être, accordés aux Consuls de la nation la plus favorisée.

Art. VIII. Les deux Parties Contractantes s'engagent à traiter les sujets et les citoyens respectifs, dans tout ce qui touche l'importation, l'entrepôt, le transit, et l'exportation de tout article d'un commerce légal, sur le même pied que les sujets et les citoyens du pays, ou que les sujets et citoyens de la nation la plus favorisée, dans tous les cas où ces derniers jouiraient d'un avantage exceptionnel non accordé aux nationaux.

Art. IX. Aucune des deux Parties Contractantes ne pourra exiger pour l'importation, l'entrepôt, le transit, ou l'exportation des produits du sol ou des manufactures de l'autre, des droits plus élevés que ceux qui sont ou qui pourront être imposés sur les mêmes articles, étant les produits du sol ou des manufactures de tout autre pays étranger.

Art. X. Les deux Parties Contractantes s'engagent de plus, pour le cas où l'une d'elles accorderait dorénavant à une troisième Puissance quelque faveur en matière de commerce, à étendre aussi et en même temps cette faveur à l'autre Partie Contractante.

Art. XI. Le présent Traité restera en vigueur pendant dix ans à dater du jour de l'échange des ratifications, et de plus pendant douze mois après que l'une des deux Parties Contractantes aura déclaré à l'autre l'intention de renoncer au Traité; chacune des deux Par-

ties Contractantes étant libre d'en notifier la résiliation à l'expiration des dix ans, ou à toute époque ultérieure.

Art. XII. Le présent Traité sera ratifié, et la ratification en sera échangée à Berne dans douze mois à dater de la signature, ou plutôt si faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le Traité dans les langues Anglaise et Française, et y ont apposé leurs sceaux.

Ainsi fait par duplicat à Berne, le six Septembre l'an de grace mil huit cent cinquante cinq.

(L. S.) *G. J. R. Gordon.*
(L. S.) Dr. *Furrer.*
(L. S.) *F. Frey Herosée.*

LXXIII.

*Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et la République de Honduras, signé à Londres, le 27 août 1856 *).*

Texte anglais.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the Republic of Honduras, being desirous to maintain and improve the relations of good understanding which happily subsist between them, and to promote the commercial intercourse between their respective subjects and citizens, have deemed it expedient to conclude a Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation, and have for that purpose named as their respective Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable George William Frederick, Earl of Clarendon, Baron Hyde of Hindon, a Peer of the United Kingdom, a Member of Her Britannic Majesty's Most Honourable Privy Council,

---

*) En anglais et en espagnol. L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 25 août 1857.

Knight of the Most Noble Order of the Garter, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs;

And His Excellency the President of the Honduras, Señor Doctor Juan Victor Herran, Minister Plenipotentiary of the Republic to Her Britannic Majesty;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:—

Art. I. Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland recognizes the sovereignty and independence of the Republic of Honduras. Consequently, there shall be a perfect, firm, and inviolable peace and sincere friendship between Her Britannic Majesty and the Republic of Honduras, in all the extend of their possessions and territories, and between their subjects and citizens, respectively, without distinction of persons or places.

Art. II. The two High Contracting Parties being desirous of placing the commerce and navigation of their respective countries on the liberal basis of perfect equality and reciprocity, mutually agree that the citizens of each may frequent all the coasts and countries of the other, and reside therein, and shall have the power to purchase and hold all kinds of property which the laws of the country may permit any foreigners, of whatsoever nation, to hold, and to engage in all kinds of trade, manufactures, and mining, upon the same terms with native subjects or citizens. They shall enjoy all the privileges and concessions in these matters which are or may be made to the subjects or citizens of any country; and shall enjoy all the rights, privileges, and exemptions, in navigation, commerce, and manufactures, which native subjects or citizens do or shall enjoy, submitting themselves to the laws there established, to which native subjects or citizens are subjected.

The ships of war and post-office packets of each Contracting Party respectively, shall have liberty to enter into all harbours, rivers, and places within the territories of the other, to which the ships of war and packets of other nations are or may be permitted to come; to anchor there, and to remain and refit; subject always to the laws of the two countries respectively.

The High Contracting Parties further engage that neither will grant any favour to any other nation, in respect of commerce and navigation, which shall not immediately become common to the other Contracting Party.

Art. III. The High Contracting Parties agree that, in regard to the coasting trade, the ships, subjects, and citizens of each shall enjoy, in the dominions and territories of the other, the same privileges, and shall be treated in all respects in the same manner, as national vessels, and as native subjects and citizens.

Art. IV. The Contracting Parties likewise agree, that whatever kind of produce, manufacture, or merchandise of any foreign country can be, from time to time, lawfully imported into the British dominions in British vessels, may also be imported in vessels of the Republic of Honduras: and that no higher or other duties upon the vessel or upon her cargo shall be levied and collected, whether the importation be made in vessels of the one country or of the other; and in like manner, that whatever kind of produce, manufacture, or merchandise of any foreign country can be from time to time lawfully imported into the Republic of Honduras in its own vessels, may be also imported in British vessels: and that no higher or other duties upon the vessel or upon her cargo shall be levied or collected, whether the importation be made in vessels of the one country or of the other.

And they further agree, that whatever may be lawfully exported or re-exported from the one country in its own vessels to any foreign country, may in like manner be exported or re-exported in vessels of the other country; and that the same bounties, duties, and drawbacks shall be allowed and collected, whether such exportation or re-exportation be made in British vessels, or in vessels of the Republic of Honduras.

Art. V. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the British dominions of any article the growth, produce, or manufacture of the Republic of Honduras, and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the Republic of Honduras of any article the growth, produce, or manufacture of the British dominions, than are or shall be payable on the like article being the produce or manufacture of any other foreign country. Nor shall any

higher or other duties or charges be imposed, in either of the two countries, on the exportation of any article to the territories of the other, than such as are payable on the exportation of the like article to any other foreign country.

No prohibition shall be imposed upon the importation of any article the growth, produce, or manufacture of the territories of either of the two Contracting Parties into the territories of the other, which shall not equally extend to the importation of the like article being the growth, produce, or manufacture of any other country; nor shall any prohibition be imposed on the exportation of any article from the territories of either of the two Contracting Parties to the territories of the other, which shall not equally extend to the exportation of the like article to the territories of all other nations.

Art. VI. No duties of tonnage, harbour, pilotage, lighthouse, quarantine, or other similar or corresponding duties, of whatever denomination, levied in the name of or for the profit of the Government, public functionaries, corporations, or establishments of whatever kind, shall be imposed in the ports of either country upon the vessels of the other country, which shall not be equally imposed in the like cases on national vessels.

Art. VII. In order to prevent the possibility of any misunderstanding it is hereby declared that the stipulations contained in the preceding Articles are, to their full extent, applicable to British vessels and their cargoes arriving in the ports of Honduras, and reciprocally to the vessels of the said Republic and their cargoes arriving in British ports, whether they proceed from the ports of the country to which they respectively belong, or from the ports of any other foreign country; and, in either case, no discriminating duty shall be imposed or collected in the ports of either country on the said vessels or upon their cargoes, whether such cargoes shall consist of native or of foreign produce or manufacture.

Art. VIII. All vessels which, according to the laws of Great Britain, are to be deemed British vessels, and all vessels which, according to the laws of the Republic of Honduras, are to be deemed vessels of that Republic, shall, for the purposes of this treaty, be deemed British vessels and vessels of Honduras respectively.

Art. IX. It is likewise agreed, that it shall be wholly free for all merchants, commanders of ships, and other citizens of both countries, to manage, by themselves or agents, their own business in all the ports and places subject to the jurisdiction of each other, as well with respect to the consignments and sale of their goods and merchandize, by wholesale or retail, as with respect to the loading, unloading, and sending off their ships; they being, in all these cases, to be treated as subjects or citizens of the country in which they reside or are conducting their business, and to be subject to the laws of that country.

Art. X. Whenever the citizens of either of the Contracting Parties shall be forced to seek refuge or asylum in the rivers, bays, ports, or dominions of the other, with their vessels, whether merchant or of war, public or private, through stress of weather, pursuit of pirates or enemies, or want of provisions or water, they shall be received and treated with humanity, giving to them all favour and protection for repairing their ships, procuring provisions, and placing themselves in a situation to continue their voyage without obstacle or hindrance of any kind.

Art. XI. If any ship of war or merchant-vessel of either of the High Contracting Parties should be wrecked on the coasts of the other, such ship or vessel, or any parts thereof, and all furniture and appurtenances belonging thereunto, and all goods and merchandize which shall be saved therefrom, or the produce thereof, if sold, shall be faithfully restored to the owners, upon being claimed by them or by their duly authorized agents; and if there are no such owners or agents on the spot, then the said ships or parts of ships, furniture, appurtenances, goods, and merchandize, or the proceeds thereof, if sold, as well as all the papers found on board such wrecked ship or vessel, shall be delivered to the British Consul or Vice-Consul, or to the Consul or Vice-Consul of the Republic of Honduras, in whose district the wreck may have taken place, upon being claimed by him; and upon payment by such Consul, Viceconsul, owners, or agents, of only the expenses incurred in the preservation of the property, and of the salvage or other expenses which would have been payable in the like case of a wreck of a national vessel. The charge for

such salvage or other expenses shall be made and settled immediately, subject to such right of appeal on the part of the person paying the same as may exist in the respective countries. The goods and merchandize saved from the wreck shall not be subject to duties, unless cleared for consumption; in which case they shall be liable only to the same duties as if they had been imported in a national vessel.

Art. XII. The subjects and citizens of either of the two Contracting Parties in the territories of the other shall be at full liberty to acquire, possess, and dispose of, whether by purchase, sale, donation, exchange, marriage, testament, succession *ab intestato*, or in any other manner whatever, every description of property which the laws of the country may permit any foreigners, of whatsoever nation, to hold. Their heirs and representatives may succeed to, and take possession of such property, either in person or by agents acting on their behalf, in the ordinary form of law, in the same manner as subjects or citizens of the country; and in the absence of such heirs and representatives, the property shall be treated in the same manner as the like property belonging to a subject or citizen of the country under similar circumstances.

In none of these respects shall they pay upon the value of such property any other or higher impost, duty, or charge, than is payable by subjects or citizens of the country. In every case the subjects and citizens of the Contracting Parties shall be permitted to export their property, or the proceeds thereof; British subjects from the territory of Honduras, and Honduras citizens from the British territory, freely and without being subjected on such exportation to pay any duty as foreigners, and without having to pay any other or higher duties than those to which subjects or citizens of the country are liable.

Art. XIII. Both Contracting Parties promise and engage formally to give their special protection to the persons and property of the subjects or citizens of each other, of all occupations, who may be in the territories subject to the jurisdiction of one or the other, transient or dwelling therein, leaving open and free to them the tribunals of justice, for their judicial recourse, on the same terms which are usual and customary with the

natives or citizens of the country; for which purpose they may either appear in proper person, or employ, in the prosecution or defence of their rights, such advocates, solicitors, notaries, agents, and factors as they may judge proper, in all their trials at law; and such citizens or agents shall have free opportunity to be present at the decisions or sentences of the tribunals in all cases which may concern them, and shall enjoy in such cases all the rights and privileges accorded to native subjects or citizens.

Art. XIV. In the event of any subject or citizen of either of the two Contracting Parties dying without will or testament in the dominions or territories of the other Contracting Party, or in the absence of lawful heirs or representatives, the Consul-General, Consul, or Acting Consul of the nation to which the deceased may belong, shall so far as the laws of each country will permit, have the right to take possession and charge of the property which the deceased may have left, for the benefit of his lawful heirs and creditors, giving immediate notice of the death to the authorities of the country.

Art. XV. The subjects of Her Britannic Majesty residing in the Republic of Honduras, and the citizens of the Republic of Honduras residing in the dominions of Her Britannic Majesty, shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether by sea or land, and from all forced loans, or military exactions or requisitions; and they shall not be compelled, under any pretext whatsoever, to pay any ordinary or extraordinary charges, requisitions, or taxes, other or higher than those that are or may be paid by native subjects or citizens.

Art. XVI. It is agreed and covenanted that neither of the High Contracting Parties shall knowingly receive into, or retain in, its service, any subjects or citizens of the other Party who have deserted from the naval or military service of that other Party; but that, on the contrary, each of the Contracting Parties shall respectively discharge from its service any such deserters, upon being required by the other Party so to do.

And it is further agreed, that if any of the crew of any merchant-vessel of either Contracting Party shall desert from such vessel within any port in the territory of the other Party, the authorities of such port and

territory shall be bound to give every assistance in their power for the apprehension of such deserters, on application to that effect being made by the Consul of the Party concerned, or by the deputy or representative of the consul: and any person protecting or harbouring such deserters shall be liable to punishment.

Art. XVII. British subjects residing in the territories of the Republic of Honduras shall enjoy the most perfect and entire liberty of conscience, without being annoyed, molested, or disturbed on account of their religious belief. Neither shall they be annoyed, molested, or disturbed in the proper exercise of their religion, in private houses, or in the chapels or places of worship appointed for that purpose, provided that in so doing they observe the decorum due to Divine worship, and the respect due to the laws of the country. Liberty shall also be granted to bury British subjects who may die in the territories of the Republic of Honduras, in convenient and adequate places, to be appointed and established by themselves for that purpose, with the knowledge of the local authorities, or in such other places of sepulture as may be chosen by the friends of the deceased, nor shall the funerals or sepulchres of the dead be disturbed in any wise or upon any account.

In like manner, the citizens of Honduras shall enjoy within the dominions of Her Britannic Majesty a perfect and unrestrained liberty of conscience, and of exercising their religion publicly or privately, within their own dwellinghouses, or in the chapels or places of worship appointed for that purpose, agreeably to the laws of those dominions.

Art. XVIII. For the better security of commerce between the subjects and citizens of the two High Contracting Parties, it is agreed that if at any time any rupture, or any interruption of friendly intercourse, should unfortunately take place between the two Contracting Parties, the subjects or citizens of either of them, established in the territories of the other, who may reside upon the coasts, shall be allowed six months, and those who may reside in the interior a whole year, to wind up their accounts and to dispose of their property; and a safe-conduct shall be given to them to embark at the port which they themselves shall select. The subjects

or citizens of the two Contracting Parties who may be established in the dominions or territories of the other, in the exercise of any trade or other occupation or employment, shall be allowed to remain and continue in the exercise of the said trade or occupation, notwithstanding the interruption of friendship between the two countries, in the free enjoyment of their personal liberty and property, so long as they behave peaceably and observe the laws; and their goods and effects, of whatever description they may be, whether in their own custody or entrusted to individuals or to the State, shall not be liable to seizure or sequestration, or to any other charges or demands than those which may be made upon the like effects or property belonging to native subjects or citizens. In the same case, debts between individuals, public funds, and the shares of companies, shall never be confiscated, sequestered, or detained.

Art. XIX. It shall be free for each of the two Contracting Parties to appoint Consuls for the protection of trade, to reside in the dominions and territories of the other party; but before any Consul shall act as such, he shall, in the usual form, be approved and admitted by the Government to which he is sent; and either of the Contracting Parties may except from the residence of Consuls such particular places as either of them may judge fit to be excepted.

The Diplomatic Agents and Consuls of each of the two High Contracting Parties in the dominions or territories of the other, shall enjoy whatever privileges, exemptions, and immunities are or shall be granted there to Agents of the same rank belonging to the most favoured nation.

Art. XX. The present Treaty shall remain in force for the term of seven years from the day of the exchange of ratifications; and if neither Party shall notify to the other its intention of terminating the same, twelve months before the expiration of the seven years stipulated above, the said Treaty shall continue binding on both parties beyond the said seven years, until twelve months from the time that one of the Parties may notify to the other its intention of terminating it.

Art. XXI. The present Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation, shall be ratified, and the ratifi-

cations shall be exchanged at London as soon as possible within twelve months from this date.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto their respective seals.

Done at London, the twenty-seventh day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty-six.

(L. S.) *Clarendon.* (L. S.) *Vr. Herran.*

Additional Article.

Inasmuch as a contract was entered into by the Government of Honduras, and a Company entitled „The Honduras Interoceanic Railway Company," for the construction of a railway from the Atlantic to the Pacific Oceans through the territories of Honduras, which contract was ratified by the constitutional powers of the State, and proclaimed as a law on the 28th day of April, 1854; and inasmuch as by the terms of Article V, section 6, of the said contract, „The Government of Honduras, with the view to secure the route herein contemplated from all interruption and disturbance, from any cause or under any circumstances, engages to open negotiations with the various Governments with which it may have relations, for their separate recognition of the perpetual neutrality, and for the protection of the aforesaid route;" therefore, in order to carry out the obligation thus incurred: —

I. The Government of Honduras agrees that the right of way or transit over such route or road, or any other that may be constructed through its territories, from sea to sea, shall be at all times open and free to the Government and subjects of Great Britain, for all lawful purposes whatever. No tolls, duties, or charges of any kind shall be imposed by the Government of Honduras, on the transit of property belonging to the Government of Great Britain, or on the public mails sent under authority of the same, nor on the subjects of the British Crown. All lawful produce, manufactures, merchandise, or other property, belonging to subjects of Great Britain, passing from one ocean to the other, in either direction, shall be subject to no import or export duties whatever, nor to any discrimi-

nating tolls or charges for conveyance or transit on any such route or road as aforesaid, and shall be secure and protected from all interruption and detention on the part of the State. The Republic of Honduras further agrees, that any other privilege or advantage, commercial or other, which is or may be granted to the subjects or citizens of any other country in regard to any such route or road as aforesaid, shall be also and at the same time extended to British subjects; and, finally as an evidence of its disposition to accord to the travel and commerce of the world all the advantages resulting from its position in regard to the two great oceans, the Republic of Honduras, of her own good will, engages to establish the ports at the extremities of the contemplated road, as free ports for all the purposes of commerce and trade.

2. In consideration of these concessions, and in order to secure the construction and permanence of the route or road herein contemplated, and also to secure for the benefit of mankind the uninterrupted advantages of such communication from sea to sea, Her Britannic Majesty recognizes the rights of sovereignty and property of Honduras in and over the line of the said road, and for the same reason guarantees, positively and efficaciously, the entire neutrality of the same, so long as Great Britain shall enjoy the privileges conceded to it in the preceding section of this Article. And when the proposed road shall have been completed, Her Britannic Majesty equally engages, in conjunction with the Republic of Honduras, to protect the same from interruption, seizure, or unjust confiscation, from whatsoever quarter the attempt may proceed.

Nevertheless, Her Britannic Majesty, in according her protection to the said route or road, and guaranteeing its neutrality and security when completed, always understands that this protection and guarantee are granted conditionally, and may be withdrawn by her, if she should deem that the persons or company undertaking or managing the same adopt or establish such regulations concerning the traffic thereupon as are contrary to the spirit and intention of this Article, either by making unfair discriminations in favour of the commerce of any nation or nations over the commerce of any other nation or nations, or by imposing oppressive exactions or un-

reasonable tolls upon passengers, vessels, goods, wares, merchandize, or other articles. The aforesaid protection and guarantee shall not, however, be withdrawn by Her Britannic Majesty without first giving six months notice to the Republic of Honduras.

The present Additional Article shall have the same force and validity as if it were inserted, word for word, in the Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation signed this day. It shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at the same time; and its stipulations shall, subject to the condition of notice on the part of Her Britannic Majesty, provided for in the preceding paragraph of this Article, be permanent between the Contracting Parties.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto their respective seals.

Done at London, the twenty-seventh day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty-six.

(L. S.) *Clarendon.* (L. S.) *Vr. Herran.*

LXXIV.

Convention entre la Grande-Bretagne et la France, relative à Portendic et Albreda, signée à Londres, le 7 mars 1857).*

Texte français.

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur des Français, désirant faire cesser pour l'avenir toute cause de désaccord relativement au droit de commercer à et près de Portendic, sur la côte occidentale d'Afrique, de même qu'à Albreda, sur la Rivière de Gambie, droit auquel prétendent ou que s'attribuent respectivement les Gouvernements ou les sujets de la Grande-Bretagne et

---

*) En français et en anglais. Les ratifications ont été échangées à Londres, le 25 mars 1857.

de la France, ont résolu de conclure une Convention à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Très Honorable George Guillaume Frédéric, Comte de Clarendon, Baron Hyde de Hindon, Pair du Royaume Uni, Conseiller de Sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé, Chevalier du Très Noble Ordre de la Jarretière, Chevalier Grand-Croix du Très Honorable Ordre du Bain, Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Étrangères; et le Très Honorable Henri Labouchere, Conseiller de Sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé, Membre du Parlement, Principal Secrétaire d'État de Sa Majesté Britannique pour les Colonies:

Et Sa Majesté l'Empereur des Français, le Sieur Jean Gilbert Victor Fialin, Comte de Persigny, Sénateur, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Grand-Cordon de l'Ordre Impérial du Medjidié de Turquie, Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, Grand-Croix de l'Ordre du Danebrog de Danemark, Son Ambassadeur près Sa Majesté Britannique;

Lesquels, après s'être communiqué mutuellement leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les Articles suivants: —

Art. I. Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande renonce au droit que les Traités ont jusqu'à présent donné aux sujets de Sa Majesté Britannique, de commercer depuis l'embouchure de la Rivière St. Jean, jusqu'à la Baie et au Fort de Portendic, inclusivement.

Art. II. Sa Majesté l'Empereur des Français cède à Sa Majesté Britannique la factorerie Française, ou comptoir, d'Albreda, sur la rive septentrionale de la Rivière de Gambie (côte occidentale d'Afrique), de même que tous les droits de possession, ou autres, quels qu'ils soient, attachés à la dite factorerie.

Art. III. Sa Majesté Britannique consent à ce que les sujets Français aient libre accès dans la Rivière de Gambie, pour s'y livrer à leur commerce. Ils pourront résider dans la ville de Bathurst, ou dans telles autres localités commerciales qui viendraient à être ultérieurement designées en Conseil par Sa Majesté Britannique,

mais point ailleurs; sauf en ce qui concerne Albreda, où les Français qui s'y trouvent actuellement, et qui désireraient y rester, y sont autorisés par l'Article IV de la présente Convention, et en se conformant d'ailleurs aux lois et règlements locaux qui sont ou peuvent être en vigueur dans les établissements Anglais de la Gambie.

Les bâtiments Français dans la Rivière de Gambie seront sujets aux mêmes droits, péages et règlements que les navires Anglais; et tout article importé ou exporté par bâtiments Français paiera le même droit que celui qui est ou pourra être imposé sur le même article importé ou exporté par bâtiments Anglais.

Le Gouvernement Français pourra entretenir à Bathurst un Agent Consulaire; étant bien entendu que le dit Agent Consulaire devra être préalablement agréé et admis en la forme ordinaire par le Gouvernement de Sa Majesté Britannique.

Art. IV. Les sujets Français déjà établis à Albreda, et qui voudront y rester après la cession à Sa Majesté Britannique de cette factorerie ou comptoir, y conserveront leurs propriétés et les droits en dérivant, et y seront protégés et traités, à tous égards, de la même manière que le sont tous autres sujets Français dans les possessions de Sa Majesté Britannique.

Art. V. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra à Londres, et dans les trois semaines qui suivront le jour de la signature de la dite Convention.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le sept Mars, l'an de grace mil huit cent cinquante-sept.

(L. S.) *Clarendon.*
(L. S.) *Henry Labouchere.*
(L. S.) *F. de Persigny.*

LXXV.

Traité de paix et d'amitié entre les États-Unis d'Amérique et l'Empire de Japon, signé à Kanagawa, le 31 mars 1854).*

The United States of America and the Empire of Japan, desiring to establish firm, lasting, and sincere friendship between the two nations, have resolved to fix, in a manner clear and positive, by means of a treaty or general convention of peace and amity, the rules which shall in future be mutually observed in the intercourse of their respective countries; for which most desirable object the President of the United States has conferred full powers on his commissioner, Matthew Catbraith Perry, special ambassador of the United States to Japan, and the August Sovereign of Japan has given similar full powers to his commissioners, Hayashi, Daigaku-no-kami, Ido, prince of Tsus-Sima, Izawa, prince of Mimasaki, and Udono, member of the board of revenue. And the said commissioners, after having exchanged their said full powers, and duly considered the premises, have agreed to the following articles:—

Art. 1. There shall be a perfect, permanent, and universal peace and a sincere and cordial amity between the United States of America on the one part, and the empire of Japan on the other part, and between their people respectively, without exception of persons or places.

Art. 2. The port of Simoda, in the principality of Idzu, and the port of Hakodade, in the principality of Matsmai, are granted by the Japanese as ports for the reception of American ships, where they can be supplied with wood, water, provisions, and coal, and other articles their necessities may require, as far as the Japanese have them. The time for opening the first-named port is immediately on signing this treaty; the last-named port is to be opened immediately after the same day in the ensuing Japanese year. [Note.—A tariff of prices shall be given by the Japanese officers of the things

*) Les ratifications ont été échangées à Simoda, le 21 février 1855.

which they can furnish, payment for which shall be made in gold and silver coin.]

Art. 3. Whenever ships of the United States are thrown or wrecked on the coast of Japan, the Japanese vessels will assist them, and carry their crews to Simoda, or Hakodade, and hand them over to their countrymen appointed to receive them; whatever articles the shipwrecked men may have preserved shall likewise be restored, and the expenses incurred in the rescue and support of Americans and Japanese who may thus be thrown upon the shores of either nation are not to be refunded.

Art. 4. Those shipwrecked persons and other citizens of the United States shall be free as in other countries, and not subjected to confinement, but shall be amenable to just laws.

Art. 5. Shipwrecked men and other citizens of the United States, temporarily living at Simoda and Hakodade, shall not be subject to such restrictions and confinement as the Dutch and Chinese are at Nagasaki, but shall be free at Simoda to go where they please within the limits of seven Japanese miles (or ri) from a small island in the harbor of Simoda, marked on the accompanying chart hereto appended; and shall in like manner be free to go where they please at Hakodade, within limits to be defined after the visit of the United States squadron to that place.

Art. 6. If there be any other sort of goods wanted, or any business which shall require to be arranged, there shall be careful deliberation between the parties in order to settle such matters.

Art. 7. It is agreed that ships of the United States resorting to the ports open to them shall be permitted to exchange gold and silver coin and articles of goods for other articles of goods, under such regulations as shall be temporarily established by the Japanese government for that purpose. It is stipulated, however, that the ships of the United States shall be permitted to carry away whatever articles they are unwilling to exchange.

Art. 8. Wood, water, provisions, coal, and goods required, shall only be procured through the agency of Japanese officers appointed for that purpose and in no other manner.

Art. 9. It is agreed that if at any future day the government of Japan shall grant to any other nation

or nations privileges and advantages which are not herein granted to the United States and the citizens thereof, that these same privileges and advantages shall be granted likewise to the United States and to the citizens thereof, without any consultation or delay.

Art. 10. Ships of the United States shall be permitted to resort to no other ports in Japan but Simoda and Hakodade, unless in distress or forced by stress of weather.

Art. 11. There shall be appointed, by the government of the United States, consuls or agents to reside in Simoda, at any time after the expiration of eighteen months from the date of the signing of this treaty: provided that either of the two governments deem such arrangement necessary.

Art. 12. The present convention having been concluded and duly signed, shall be obligatory and faithfully observed by the United States of America and Japan, and by the citizens and subjects of each respective power; and it is to be ratified and approved by the President of the United States, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and by the August Sovereign of Japan, and the ratification shall be exchanged within eighteen months from the date of the signature thereof, or sooner if practicable.

In faith whereof, we, the respective plenipotentiaries of the United States of America and the empire of Japan aforesaid, have signed and sealed these presents.

Done at Kanagawa this thirty-first day of March, in the year of our Lord Jesus Christ one thousand eight hundred and fifty-four, and of Kayei, the seventh year, third month, and third day.

M. C. Perry.

LXXVI.

*Convention entre la Grande-Bretagne et l'Empire de Japon, pour régler l'admission des bâtiments anglais dans les ports du Japon, signée à Nangasaki, le 14 octobre 1854 *).*

Texte anglais.

It is agreed between Sir James Stirling, Knight, Rear-Admiral, and Commander-in-chief of the ships and vessels of Her Britannic Majesty in the East Indies and seas adjacent, and Mezi-no Chek-fu-no Kami, Obunyo of Nagasaki, and Nagai Evan Ocho, Omedski of Nagasaki, ordered by His Imperial Highness the Emperor of Japan to act herein, that:—

1st. The ports of Nagasaki (Fisen) and Hakodadi (Matsmai) shall be open to British ships for the purposes of effecting repairs, and obtaining fresh water, provisions, and other supplies of any sort they may absolutely want for the use of the ships.

2nd. Nagasaki shall be open for the purposes aforesaid from and after the present date, and Hakodadi from and after the end of fifty days from the Admiral's departure from this port. The rules and regulations of each of these ports are to be complied with.

3rd. Only ships in distress from weather, or unmanageable, will be permitted to enter other ports than those specified in the foregoing Articles, without permission from the Imperial Government.

4th. British ships in Japanese ports shall conform to the laws of Japan. If high officers or commanders of ships shall break any such laws, it will lead to the ports being closed. Should inferior persons break them, they are to be delivered over to the commanders of their ships for punishment.

5th. In the ports of Japan, either now open, or which may hereafter be opened, to the ships or subjects of any foreign nation, British ships and subjects shall be entitled to admission, and to the enjoyment of an

---

*) En anglais et en japonais. L'échange des ratifications a eu lieu à Nangasaki, le 9 octobre 1855.

equality of advantages with those of the most favoured nation, always excepting the advantages accruing to the Dutch and Chinese from their existing relations with Japan.

6 th. This Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Nagasaki on behalf of Her Majesty the Queen of Great Britain, and on behalf of His Highness the Emperor of Japan, within twelve months from the present date.

7th. When this Convention shall be ratified, no high officer coming to Japan shall alter it.

In witness whereof we have signed the same, and have affixed our seals thereunto, at Nagasaki, this fourteenth day of October, 1854.

(L. S.) *James Stirling.*

The first Article of the Convention opens the ports of Nagasaki and Hakodadi to British ships for repairs and supplies. It opens the whole and every part of those ports; but ships must be guided in anchoring by the directions of the local Government. Safe and convenient places will be assigned where ships may be repaired. Workmen, materials, and supplies will be provided by the local Government according to a tariff to be agreed upon, by which also the modes of payment will be regulated. All official communications will hereafter, when Japanese shall have time to learn English, be made in that language. A British burial-ground shall be set apart on Medsume Sima, fenced in by a stone wall, and properly protected.

The second Article provides that at each of the ports of Nagasaki and Hakodadi the Port Regulations shall be obeyed; but Japanese Government will take care that they shall not be of a nature to create embarrassment, nor to contradict in any other way the general tenour and intent of the Treaty, the main object of which is to promote a friendly intercourse between Great Britain and Japan.

The third Article declares that only ships in distress from weather, or unmanageable, shall enter other ports than Nagasaki and Hakodadi without permission from the Imperial Government; but ships of war have a general right to enter the porth of friendly Powers in the

unavoidable performance of public duties, which right can neither be waived nor restricted; but Her Majesty's ships will not enter any other than open ports without necessity, or without offering proper explanations to the Imperial authorities.

The fourth Article provides that British ships and subjects in Japanese ports shall conform to the laws of Japan; and that if any subordinate British subjects commit offences against the laws, they shall be handed over to their own officers for punishment; and that if high officers or commanders of ships shall break the laws, it will lead to the closing of the ports specified. All this is as it should be; but it is not intended by this Article that any acts of individuals, whether high or low, previously unauthorised or subsequently disapproved of by Her Majesty the Queen of Great Britain, can set aside the Convention entered into with Her Majesty alone by His Imperial Highness the Emperor of Japan.

The fifth Article secures in the fullest sense to British ships and subjects in every port of Japan, either now open or hereafter to be opened, an equality in point of advantage and accommodation with the ships and subjects or citizens of any other foreign nation, excepting any peculiar privilege hitherto conceded to the Dutch and Chinese in the port of Nagasaki. If therefore any other nation or people be now or hereafter permitted to enter other ports than Nagasaki and Hakodadi, or to appoint Consuls, or to open trade, or to enjoy any advantage or privilege whatever, British ships and subjects shall, as of right, enter upon the enjoyment of the same.

Arrangement regarding Stamps.

An arrangement made subsequently to the Convention requires that British ships intending to visit Japan, shall be provided with a document in proof of their nationality, and as a check upon the conduct of vessels in Japanese ports; and Her Majesty's Government has directed a form of certificate of registration to be adopted, which has been accepted as satisfactory by the Japanese authorities; and merchant ships arriving in Japanese ports are to submit their certificate of registration to the officers to be appointed by the Japanese authorities, and to permit them to make such extracts from it as may

seem good to them, before such ships can be admitted to obtain repairs and supplies.

Her Majesty's ships of war will not be provided with such documents; but the officers in command, upon proper application, will afford all reasonable information regarding their ships.

Regulations for the Port of Nagasaki, communicated to Rear-Admiral Sir James Stirling by the Governor of Nagasaki, October 1854.

Standing Port Regulations.

Art. I. Ships shall anchor within Twosima, and there await the directions of the Governor.

Art. II. No firearms to be discharged.

Art. III. No person to land on any of the islands.

Art. IV. No soundings to be taken, nor boats to be pulling about.

Art. V. Should any communication be desired, a boat of the upper officers shall be called; but no communication shall be held with merchant-boats, and no exchange of articles take place, or trading of any sort.

The above being according to the law of Great Japan, all commanders and other officers shall obey the same, and orders shall be given to the crew that the aforesaid law shall not be broken.

LXXVII.

Convention entre les États-Unis d'Amérique et le royaume des Deux-Siciles, relative au droit des neutres sur mer, signée à Naples, le 13 janvier 1855).*

Texte anglais.

The United States of America and his Majesty the King of the kingdom of the Two Sicilies, equally ani-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Washington, le 14 juillet 1855. La convention a été rédigee en anglais et en italien.

mated with a desire to maintain and to preserve from all harm the relations of good understanding which have at all times so happily subsisted between themselves, as also between the inhabitants of their respective States, have mutually agreed to perpetuate, by means of a formal convention, the principles of the right of neutrals at sea, which they recognize as indispensable conditions of all freedom of navigation and maritime trade. For this purpose the President of the United States has conferred full powers on Robert Dale Owen, minister resident at Naples, of the United States of America; and his Majesty the King of the kingdom of the Two Sicilies has conferred like powers on Mr. Louis Carafa della Spina, of the dukes of Traetto, weekly majordomo of his Majesty, commendator of his royal order of the civil merit of Francis the First, grand cross of the distinguished royal Spanish order of Charles the Third, great officer of the order of the legion d'honneur, grand cross of the order of St. Michael of Bavaria, grand cross of the Florentine order of the merit under the title of St. Joseph, grand cross of the order of Parma of the merit under the title of St. Ludovico, grand cross of the Brazilian order of the rose, provisionally charged with the portfolio of foreign affairs; and said plenipotentiaries, after having exchanged their full powers, found in good and due form, have concluded and signed the following articles:

Art. I. The two high contracting parties recognize as permanent and immutable the following principles, to wit: 1st. That free ships make free goods; that is to say, that the effects or goods belonging to subjects or citizens of a power or State at war are free from capture and confiscation when found on board of neutral vessels, with the exception of articles contraband of war. 2d. That the property of neutrals on board an enemy's vessel is not subject to confiscation unless the same be contraband of war. They engage to apply these principles to the commerce and navigation of all such powers and States as shall consent to adopt them on their part as permanent and immutable.

Art. II. The two high contracting parties reserve themselves to come to an ulterior understanding as circumstances may require with regard to the application and extension to be given, if there be any cause for it,

to the principles laid down in the first article. But they declare from this time that they will take the stipulations contained in said article 1st as a rule, whenever it shall become a question, to judge of the rights of neutrality.

Art. III. It is agreed by the high contracting parties that all nations which shall or may consent to accede to the rules of the first article of this convention, by a formal declaration stipulating to observe them, shall enjoy the rights resulting from such accession as they shall be enjoyed and observed by the two powers signing this convention. They shall mutually communicate to each other the results of the steps which may be taken on the subject.

Art. IV. The present convention shall be approved and ratified by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate of said States, and by his Majesty the King of the kingdom of the Two Sicilies; and the ratifications of the same shall be exchanged at Washington within the period of twelve months, counting from this day, or sooner if possible.

In faith whereof, the respective plenipotentiaries have signed the present convention, in duplicate, and thereto affixed the seal of their arms.

Done at Naples, thirteenth of January, eighteen hundred and fifty-five.

Robert Dale Owen. (L. S.)

LXXVIII.

Convention entre la Russie et les États-Unis d'Amérique relative au droit des neutres sur mer, signée à Washington, le 22 juillet 1854).*

Texte français.

Les États-Unis d'Amérique et sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies animés d'un égal désir de main-

*) La convention a été rédigée en français et en anglais. Les ratifications ont été échangées à Washington, le 31 octobre 1854.

tenir et de préserver de toute atteinte les rapports de bonne intelligence qui ont de tout temps si heureusement subsisté entre eux mêmes, comme entre les habitans de leurs États respectifs, ont résolu d'un commun accord de consacrer, par une convention formelle, les principes du droit des neutres sur mer qu'ils reconnaissent pour conditions indispensables de toute liberté de navigation et de commerce maritime. A cet effet, le Président des États-Unis a muni de ses pleins pouvoirs le Sr. William L. Marcy, Sécrétaire d'État des États-Unis; et sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies a muni des mêmes pouvoirs le Sr. Edouard de Stoeckl, Conseiller d'État, chevalier des ordres de Ste. Anne de la 2. classe, de St. Stanislas de la 4. classe, et de la Couronne de fer d'Autriche de la 3. classe, chargé d'affaires de sa Majesté près du gouvernement des États-Unis d'Amérique: lesquels plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivans: —

Art. I. Les deux hautes parties contractantes reconnaissent comme permanent et immuable le principe qui suit, savoir:

1. Que le pavillon couvre la marchandise (that free ships make free goods), c'est à dire, que les effets ou marchandises, qui sont la propriété des sujets ou citoyens d'une Puissance ou État en guerre, sont exempts de capture ou confiscation sur les vaisseaux neutres, à l'exception des objets contrabande de guerre.

2. Que la propriété neutre, à bord d'un navire ennemi, n'est pas sujette à confiscation, à moins qu'elles ne soit contrabande de guerre. Elles s'engagent à appliquer ces principes au commerce et à la navigation de toutes Puissances et États qui voudront les adopter de leur côté comme permanents et immuables.

Art. II. Les deux hautes parties contractantes se réservent de s'entendre ultérieurement selon que les circonstances pourront l'exiger sur l'application et l'extension à donner, s'il y a lieu, aux principes convenus à l'article 1. Mais elles déclarent dès à présent qu'elles prendront les stipulations que renferme le dit article 1, pour règle, toutes les fois qu'il s'agira d'aprécier les droits de neutralité.

Art. III. Il est convenu entre les hautes parties contractantes que toutes les nations qui voudraient consentir à accéder aux règles contenues dans l'article 1,

de cette convention par une déclaration formelle stipulant qu'elles s'engagent à les observer, jouiront des droits résultant de cette accession comme les deux Puissances signataires de cette convention jouiront de ces droits et les observeront. Elles se communiqueront réciproquement le résultat des démarches qui seront faites à ce sujet.

Art. IV. La présente convention sera approuvée et ratifiée par le Président des États-Unis d'Amérique, par et avec l'avis et le consentement du Sénat des dits États, et par sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, et les ratifications en seront échangées à Washington dans l'espace de dix mois, à compter de ce jour, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, en duplicata, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Washington, le vingtdeuxième de Juillet, l'an de Grace 1854.

W. L. Marcy. (L. S.)
Edouard Stoeckl. (L. S.)

LXXIX.

Traité de commerce et de navigation entre la France et la Russie, signé à Saint-Petersbourg, le 14 juin 1857).*

Au nom de la très sainte et indivisible Trinité.

Sa majesté l'empereur des Français et sa majesté l'empereur de toutes les Russies, étant animés d'un égal désir de faciliter et d'étendre les relations commerciales et maritimes existant entre leurs états respectifs, en écartant, autant que possible, les gênes ou restrictions qui en ont jusqu' ici comprimé l'essor, sont convenus de négocier dans ce but un traité de commerce et de navigation, et ont, à cet effet, muni de leurs pleins pouvoirs, savoir:

Sa majesté l'empereur des Français, M. Charles-Louis-

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Saint-Petersbourg, le 16 juillet 1857.

Joseph-Auguste, comte de Morny, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre de Saint-André et des ordres de Russie, grand-croix des ordres royaux de Charles III d'Espagne et de Léopold de Belgique, décoré de l'ordre impérial du Medjidié de Turquie de la première classe, son ambassadeur extraordinaire près sa majesté l'empereur de toutes les Russies;

Et sa majesté l'empereur de toutes les Russies, M. le prince Alexandre Gortschakof, conseiller privé actuel et ministre des affaires étrangères, chevalier des ordres russes de Saint-Vladimir, première classe, de Saint-Alexandre-Newsky, de l'Aigle Blanc, de Sainte-Anne, première classe, de Saint-Stanislas, première classe, grand-croix de la Légion d'honneur de France, de la Toison d'or d'Espagne, de l'Aigle Noir de Prusse, de la Couronne de Wurtemberg, première classe, du Sauveur de Grèce, première classe, et de plusieurs autres ordres étrangers, et M. Pierre de Brock, conseiller privé et ministre des finances, chevalier des ordres de Saint-Alexandre-Newski, de l'Aigle Blanc, de Saint-Vladimir de la deuxième classe, de Sainte-Anne, première classe, et de Saint-Stanislas, première classe.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et signé les articles suivans:

Art. 1. Il y aura réciproquement pleine et entière liberté de commerce et de navigation pour les bâtimens et les sujets des hautes parties contractantes dans tous les ports de leurs domaines respectifs où la navigation est actuellement permise ou sera permise à l'avenir aux navires de toute autre nation étrangère.

Les Français en Russie et les Russes en France pourront réciproquement entrer, voyager ou séjourner en toute liberté, dans quelque partie que ce soit des territoires respectifs, pour y vaquer à leurs affaires, et ils jouiront à cet effet, pour leurs personnes et leurs biens, de la même protection et sécurité que les nationaux.

Ils auront la faculté, dans les villes et ports, de louer ou posséder les maisons, magasins, boutiques et terrains qui leur seront nécessaires, sans être assujettis à des taxes soit générales, soit locales, ni à des impôts ou obligations de quelque nature qu'ils soient, autres que ceux qui sont ou pourront être établis sur les nationaux.

De la même manière, ils jouiront, en matière de commerce et d'industrie, de tous les priviléges, immunités et autres faveurs quelconques dont jouissent ou jouiront les nationaux.

Il est entendu toutefois que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlemens speciaux en matière de commerce, d'industrie et de police en vigueur dans chacun des deux pays et applicables à tous les étrangers en général.

Art. 2. Les sujets des deux hautes parties contractantes seront réciproquement exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire ou municipale quelconque.

Art. 3. Les bâtiments français, de quelque lieu qu'ils viennent, qui entreront chargés ou sur lest dans les ports de la Russie et du grand-duché de Finlande, et les bâtiments russes qui entreront dans les ports de France, venant directement des ports de Russie ou du grand-duché de Finlande avec chargement, ou d'un port quelconque sur lest, ne payeront dans les deux pays, soit à leur arrivée, soit à leur sortie, soit durant leur séjour, d'autres ni de plus forts droits de pilotage, de tonnage, de balisage, de quayage, de quarantaine, de port, de phare, de courtage, d'expédition ou autres charges qui pèsent, sous quelque dénomination que ce soit, sur la coque du navire, et sont perçus au profit de l'état, des communes, des corporations locales, des particuliers ou établissemens quelconques, que ceux dont sont ou seront passibles les navires nationaux venant des mêmes lieux ou ayant la même destination.

Art. 4. En considération des avantages spéciaux accordés au pavillon français dans les ports de Russie et du grand-duché de Finlande par l'article précédent, ainsi que par l'article 12 du présent traité, il a été convenu entre les hautes parties contractantes qu'à partir de l'échange des ratifications dudit traité,

1. Les produits du sol et de l'industrie des états de sa majesté l'empereur de toutes les Russies jouiront, à leur importation dans les colonies françaises, de tous les avantages et faveurs qui sont actuellement ou seront par la suite accordés aux produits similaires de toute autre nation européenne la plus favorisée, et qu'en tous points

les bâtiments russes seront, dans les colonies françaises, à leur sortie, qu'ils soient chargés ou sur lest et sans distinction de provenance, traités comme ceux de toute autre nation européenne la plus favorisée;

2. Les navires russes venant directement d'un port de l'empire de Russie ou du grand-duché de Finlande dans un port de l'Algérie ne paieront qu'un droit fixe de tonnage de deux francs par tonneau; et ce droit, une fois payé dans un port de l'Algérie, ne sera plus exigé dans les autres ports de cette possession dans lesquels le navire pourrait entrer pour compléter son déchargement ou son chargement.

En outre, sa majesté l'empereur des Français s'engage à faire jouir les bâtiments russes de tout avantage qu'il serait dans le cas d'accorder par la suite dans les ports de ses états aux bâtiments d'une autre nation européenne, par rapport à la navigation indirecte, et cela gratuitement si la concession a été gratuite, ou moyennant compensation si elle a eu lieu à titre onéreux.

Art. 5. Seront respectivement considérés comme navires français ou russes ceux qui, naviguant sous le pavillon de l'un des deux états, seront réellement possédés et légalement enregistrés selon les lois du pays, et dont les capitaines ou patrons auront été régulièrement munis, par les autorités compétentes, de patentes et papiers de bord attestant la légitimité de leur pavillon.

Art. 6. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement et leur déchargement dans les ports, rades, havres, bassins, fleuves, rivières ou canaux, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, il ne sera accordé aux navires nationaux, dans l'un des deux états, aucun privilége ni aucune faveur qui ne le soit également aux navires de l'autre puissance, la volonté des hautes parties contractantes étant que, sous ce rapport, les bâtiments français et les bâtiments russes soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 7. Les navires français entrant dans un port de l'empire de Russie ou du grand-duché de Finlande, et reciproquement les navires russes entrant dans un port de France et qui n'y viendraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant toutefois aux lois et règlements des états respectifs, conserver à

leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un antre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la réexporter sans être astreints à payer pour cette dernière partie de leur cargaison aucun droit de douane, sauf ceux de surveillance, lesquels, d'ailleurs, ne pourront naturellement être perçus qu'aux taux fixés pour la navigation nationale.

Art. 8. Les capitaines et patrons des bâtiments français et russes seront réciproquement exempts de toute obligation de recourir, dans les ports respectifs des deux états, aux expéditionnaires officiels, et ils pourront, en conséquence, librement se servir, soit de leurs consuls, soit des expéditionaires qui seraient désignés par ceux-ci, sauf à se conformer, dans les cas prévus par le code de commerce français et par le code de commerce russe, aux dispositions auxquelles la présente clause n'apporte aucune dérogation.

Art. 9. Seront complétement affranchis des droits de tonnage et d'expédition dans les ports respectifs:

1. Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest;

2. Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux états dans un ou plusieurs ports du même état, soit pour y déposer tout ou partie de leurs cargaisons apportées de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits;

3. Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce;

Ne seront pas considérés, en cas de relâche forcée, comme opérations de commerce le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire, le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier, les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 10. Il est expressément entendu que les articles précédents ne sont point applicables à la navigation des côte ou cabotage de chacun des deux pays, laquelle demeurera exclusivement réservée au pavillon national.

Art. 11. Tous les produits et autres objets de commerce dont l'importation ou l'exportation pourra légale-

ment avoir lieu dans les états de l'une des hautes parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés ou en être exportés par des navires de l'autre puissance.

Les marchandises importées dans les ports de la France ou de la Russie par les navires de l'une ou de l'autre puissance pourront être livrées à la consommation, au transit ou à la réexportation, ou enfin y être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayants-cause, le tout sans être assujetties à des droits de magasinage et de surveillance, ou à des conditions d'entrepôt autres que ceux auxquels sont ou seront soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. 12. Les marchandises de toute nature importées en Russie sous pavillon français, quelle que soit leur provenance, et les marchandises de toute nature importées directement de Russie en France sous pavillon russe, jouiront des mêmes exemptions, restitutions de droits, primes ou autres faveurs quelconques, ne paieront respectivement d'autres ni de plus forts droits de douane ou de péage perçus au profit de l'état, des communes, des corporations locales, de particuliers ou d'établissements quelconques, et ne seront assujetties à aucune autre formalité que si l'importation en avait lieu sous le pavillon national.

Il est entendu que la relâche d'un bâtiment russe dans un ou plusieurs ports intermédiaires ne lui fera pas perdre le bénéfice de l'importation directe, tout autant que ce bâtiment n'aura fait aucune opération d'embarquement dans ces ports d'escale, et que le bénéfice du transport en droiture restera acquis en France aux navires russes qui auraient débarqué dans un port intermédiaire une partie de leur cargaison.

Toutefois les navires à vapeur russes subventionnés par l'état et affectés à un service regulier et périodique entre les ports de la Russie méridionale et Marseille jouiront dans ce dernier port du traitement national, sans que les opérations de commerce qu'ils auront pu faire dans des escales intermédiaires puissent priver du bénéfice de l'importation directe les marchandises dont l'embarquement en Russie sera régulièrement constaté par les papiers de bord.

Par suite des stipulations qui précèdent, aucun droit

différentiel ne sera perçu en France sur les marchandises importées directement de Russie sous pavillon russe, ni en Russie sur les marchandises importées sous pavillon français. De plus, sa majesté l'empereur de toutes les Russies déclare que les dispositions de l'oukase du 19 juin 1845 ne seront en aucune façon applicables au commerce direct ou indirect, ni à la navigation, soit directe, soit indirecte, de l'empire français.

Art. 13. Les marchandises de toute nature qui seront exportées de France par navires russes, ou de Russie par navires français, pour quelque destination que ce soit, ne seront pas assujetties à d'autres droits ni formalités de sortie que si elles étaient exportées par navires nationaux, et elles jouiront, sous l'un et l'autre pavillon, de toutes primes ou restitutions de droits ou autres faveurs qui sont ou seront accordées, dans chacun des deux pays, à la navigation nationale.

Toutefois il est fait exception à ce qui précède et aux stipulations des articles 3 et 12, en ce qui concerne les avantages dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet.

Art. 14. En tout ce qui concerne les droits de douane et de navigation, les deux hautes parties contractantes se promettent réciproquement de n'accorder aucun privilége, faveur ou immunité à un autre état, qu'il ne soit aussi et à l'instant étendu à leurs sujets respectifs, gratuitement si la concession en faveur de l'autre état est gratuite, et moyennant la même compensation ou l'équivalent si la concession a été conditionnelle.

Art. 15. Les deux hautes parties contractantes s'accordent mutuellement la faculté d'établir, dans les ports et villes de leurs états respectifs, des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agens consulaires nommés par elles, qui jouiront, à charge de réciprocité, des mêmes priviléges, pouvoirs et exemptions dont jouissent ou viendraient à jouir ceux des nations les plus favorisées.

Dans le cas où quelques-uns de ces agents voudraient exercer le commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes lois et usages que ceux auxquels sont soumis dans le même lieu, par rapport à leurs transactions commerciales, les particuliers de leur nation et les sujets des états les plus favorisés.

Art. 16. Il est spécialement entendu que, lorsqu'une des deux hautes parties contractantes choisira pour son

consul ou agent consulaire dans un port ou dans une ville de l'autre partie un sujet de celle-ci, ce consul ou agent continuera à être considéré comme sujet de la nation à laquelle il appartient, et qu'il sera, par conséquent, soumis aux lois et règlements qui régissent les nationaux dans le lieu de sa residence, sans que cependant cette obligation puisse gêner en rien l'exercice de ses fonctions ni porter atteinte à l'inviolabilité des archives consulaires.

Art. 17. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs seront exclusivement chargés de l'ordre interieur à bord des navires de commerce de leur nation, et connaîtront seuls de tous les différends qui surviendraient entre les hommes, le capitaine et les officiers de l'équipage, mais les autorités locales pourront intervenir lorsque les désordres survenus seront de nature à troubler la tranquillité publique à terre ou dans le port, et pourront également connaître de ces différends lorsqu'une personne du pays ou une personne étrangère à l'équipage s'y trouvera mêlée.

Dans tous les autres cas, lesdites autorités se borneront à prêter main-forte aux consuls genéraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, lorsque ceux-ci la requerront, pour faire arrêter et conduire en prison ceux des individus de l'équipage qu'ils jugeraient à propos d'y envoyer à la suite de ces différends.

Art. 18. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agens consulaires de chacune des hautes parties contractantes résident dans les états de l'autre, recevront des autorités locales toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation des marins et autres individus faisant partie de l'équipage des navires de guerre ou de commerce de leurs pays respectifs, qu'ils soient ou non inculpés de crimes, délits ou contraventions commis à bord desdits bâtiments.

A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux tribunaux, juges, ou fonctionnaires compétents, et justifieront, par l'exhibition des registres du bâtiment, rôles d'équipage ou autres documents officiels, ou bien, si le navire était parti, par la copie desdites pièces, dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament ont réellement fait partie dudit équipage; sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Lesdits déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, resteront à la disposition des consuls, vice-consuls et agents

consulaires, et pourront même être détenus et gardés dans les prisons du pays, à la requisition et aux frais des agens précités, jusqu'au moment où ils seront réintégrés à bord du bâtiment auquel ils appartiennent, ou jusqu'à ce qu'une occasion se présente de les renvoyer dans le pays desdits agens sur un navire de la même nation, ou par toute autre voie.

Si toutefois cette occasion ne se présentait pas dans le délai de cinq mois à compter du jour de l'arrestation, ou si les frais de leur emprisonnement n'étaient pas régulièrement acquittés par la partie à la requête de laquelle l'arrestation a été opérée, lesdits déserteurs seront remis en liberté, sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

Si le déserteur avait commis quelque crime ou délit à terre, son extradition pourra être différée par les autorités locales jusqu'à ce que le tribunal compétent ait dûment statué sur ce fait, et que le jugement intervenu ait reçu son entière exécution.

Il est également entendu que les marins ou autres individus faisant partie de l'équipage, sujets du pays où la désertion a lieu, sont exceptés des stipulations du présent article.

Art. 19. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés, échoués ou délaissés sur les côtes de Russie seront dirigées par les consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agens consulaires de France, et, réciproquement, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agens consulaires de Russie dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés, échoués ou délaissés sur les côtes de France.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu, dans les deux pays, pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée ou la sortie des marchandises sauvetées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls, vice-consuls et agens consulaires, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Il est, de plus, convenu que les marchandises sauvetées ne seront tenues à acquitter aucun droit de douane

à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure, et que les dépenses relatives à la conservation de la propriété et à la taxe du sauvetage ne pourront, en aucun cas, être plus élevées que celles qui seraient dues, en pareille circonstance, pour un bâtiment national.

Art. 20. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agens consulaires de France en Russie et de Russie en France, auront le droit de procéder, conjointement avec l'autorité locale compétente, à l'inventaire des effets provenant de la succession d'un de leurs nationaux, de croiser avec le sceau de leur office les scellés apposés par ladite autorité locale, afin de prendre toutes les mesures nécessaires pour la conservation de la succession.

Ces mêmes agens auront en outre le droit, au décès de leurs nationaux morts sans avoir testé ni désigné d'exécuteurs testamentaires, de remplir, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, en ayant soin d'en prévenir l'autorité locale, les formalités nécessaires dans l'intérêt des héritiers, de prendre, au nom de ceux-ci, possession de la succession et des biens meubles et immeubles dont elle se compose, de liquider celle-ci et de l'administrer, soit personnellement soit par des délégués nommés par eux, afin d'entrer en possession de toutes les valeurs appartenant au défunt, et qui pourraient se trouver déposées, soit dans les caisses publiques, soit ailleurs; les susdits consuls généraux, consuls, vice-consuls et agens consulaires représentant de plein droit les héritiers absens, incapables ou mineurs, sans qu'ils aient autrement besoin d'en justifier par un titre spécial.

Art. 21. Il est entendu que les stipulations du présent traité seront applicables à tous les bâtiments naviguant sous pavillon russe, sans distinction aucune entre la marine marchande russe proprement dite et celle qui appartient plus particulièrement au grand-duché de Finlande, lequel forme une partie intégrante de l'empire de Russie.

Art. 22. Les hautes parties contractantes, désirant assurer dans leurs états une complète et efficace protection à l'industrie manufacturière de leurs sujets respectifs, sont convenues, d'un commun accord, que toute reproduction dans l'un des deux pays des marques de fabrique apposées dans l'autre sur certaines marchandises pour constater leur origine et leur qualité, sera sévèrement interdite et réprimée, et pourra donner lieu à

une action en dommages-intérêts, valablement exercée par la partie lésée, devant les tribunaux du pays où la contrefaçon aura été constatée.

Les marques de fabrique dont les sujets de l'un des deux états voudraient s'assurer la propriété dans l'autre devront être déposées exclusivement, savoir les marques d'origine russe, à Paris, au greffe du tribunal de la Seine, et les marques d'origine française à Saint-Pétersbourg, au département des manufactures et du commerce intérieur.

Art. 23. Les deux hautes parties contractantes se réservent de déterminer, dans une convention spéciale, les moyens de garantir réciproquement la propriété littéraire et artistique dans leurs états respectifs.

Art. 24. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Saint-Pétersbonrg dans le délai de deux mois, ou plus tôt, si faire se peut.

Il aura force et valeur pendant six ans à dater du jour dont les hautes parties contractantes conviendront pour son exécution simultanée, dès que la promulgation en sera faite d'après les lois particulières à chacun des deux états.

Si, à l'expiration des six années, le présent traité n'est pas dénoncé un an à l'avance, il continuera à être obligatoire d'année en année, jusqu'à ce que l'une des deux hautes parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint-Pétersbourg, le 14 (2) juin de l'an de grâce 1857.

(L. S.) *Morny.* (L. S.) *Gortchakof.*
(L. S.) *Brock.*

Articles séparés.

Art. 1. Les relations commerciales de la France avec la Belgique, les Pays-Bas et la Sardaigne, et de la Russie avec les royaumes de Suède et de Norvége, étant réglées par des stipulations spéciales qui pourront être renouvelées dans la suite, sans que lesdites stipulations ...nt liées aux règlements existans pour le commerce ...ger en général, les deux hautes parties contractan-

tes voulant écarter de leurs relations commerciales toute espèce d'équivoque ou de motif de discussion, sont tombées d'accord que les stipulations spéciales accordées en considération d'avantages équivalents ne pourront, dans aucun cas, être invoquées en faveur des relations de commerce et de navigation sanctionnées entre les deux hautes parties contractantes.

Art. 2. Il est également entendu que ne seront pas censés déroger au principe de réciprocité, qui est la base du traité de ce jour, les franchises, immunités et priviléges mentionnés ci-après, savoir:

De la part de la France:

1. Les immunités et primes établies en faveur de la pêche maritime nationale;

2. Les priviléges accordés aux yachts de plaisance anglais.

3. Les immunités concédées aux pêcheurs espagnols, en vertu de la loi du 12 décembre 1790;

Et de la part de la Russie;

1. La franchise dont jouissent les navires construits en Russie et appartenant à des sujets russes, lesquels, pendant les premières trois années, sont exempts des droits de navigation;

2. La faculté accordée aux habitants de la côte du gouvernement d'Archangel d'importer en franchise, ou moyennant des droits modérés, dans les ports dudit gouvernement du poisson sec ou salé, ainsi que certaines espèces de fourrures, et d'en exporter de la même manière des blés, cordes et cordages, du goudron et du ravendouc;

3. Le privilége de la compagnie russe-américaine;

4. Les immunités accordées en Russie à différentes compagnies anglaises et néerlandaises dites yacht-clubs.

Art. 3. Les présents articles séparés auront la même force et valeur que s'ils étaient insérés mot à mot dans le traité de ce jour. Ils seront ratifiés et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs les ont signés et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint-Pétersbourg le 14 (2) juin de l'an de grâce 1857.

(L. S.) *Morny*. (L. S.) *Gortchakof*.
(L. S.) *Brock*.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1854.

1855.

1856.

1857.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

ANHALT-DESSAU-CÖTHEN et ANHALT-BERNBOURG.

AUTRICHE.

BELGIQUE.

BRÊME.

BRUNSWIC.

CHILI.

COSTARICA.

DANEMARM.

DEUX-SICILES.

ESPAGNE.

ETATS-UNIS-D'AMÉRIQUE.

FRANCE.

GRANDE BRETAGNE.

GRÈCE

HAMBOURG.

HANOVRE.

HAWAII.

HESSE ÉLECTORALE.

HONDURAS.

JAPON.

LIBERIA.

SCHAUMBOURG-LIPPE.

SCHWARZBOURG-ROUDOLSTADT et SCHWARZBOURG-SONDERSHAUSEN.

A GOTTINGUE

Imprimé chez GUILLAUME FRÉDÉRIC KAESTNER.

LIPPE.

LUBECK.

LUXEMBOURG.

OLDENBOURG.

RECUEIL GÉNÉRAL

DE

TRAITÉS

ET

AUTRES ACTES RELATIFS AUX RAPPORTS
DE DROIT INTERNATIONAL.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL

DE

G. FR. DE MARTENS.

PAR

CHARLES SAMWER.

TOME TROISIÈME.

Seconde Partie.

GOTTINGUE,
LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1860.

NOUVEAU
RECUEIL GÉNÉRAL
DE
TRAITÉS,
CONVENTIONS ET AUTRES TRANSACTIONS REMARQUABLES,

SERVANT À LA CONNAISSANCE DES RELATIONS
ÉTRANGÈRES DES PUISSANCES ET ÉTATS
DANS LEURS RAPPORTS MUTUELS.

RÉDIGÉ SUR COPIES, COLLECTIONS ET
PUBLICATIONS AUTHENTIQUES.

CONTINUATION DU GRAND RECUEIL
DE
G. FR. DE MARTENS.

PAR
CHARLES SAMWER.

Tome XVI.
Partie II.

GOTTINGUE,
LIBRAIRIE DE DIETERICH.
1860.

A GOTTINGUE.
Imprimé chez Guillaume Frédéric Kaestner.

I.

Déclaration échangée entre la Grande-Bretagne et la France réglant le mode de partage des trophées et du butin, signée à Paris, le 10 juillet 1855; avec l'acte d'accession de la Sardaigne et de la Porte Ottomane, signé à Londres, le 15 novembre 1855.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français, désirant régler le mode de partage des trophées et du butin pris par leurs armées de terre combinées, sont convenus d'appliquer à ce partage les principes posés par la Convention du 10 Mai, 1854, relativement aux prises faites sur mer.

En conséquense, il demeure entendu:

1. Que les drapeaux, canons, et autres objets susceptibles d'être considérés comme trophées, pris par des corps, ou parties de corps, appartenant aux armées de terre des deux pays, et agissant en commun, avec ou sans le concours des forces navales combinées, seront partagés par moitié entre les deux Gouvernements.

2. Que ce partage aura lieu par corps d'armées.

3. Qu'un tirage au sort entre les deux Commandants-en-chef déterminera le premier choix pour chaque nature de trophées.

4. Que le partage du butin et de la valeur des trophées, tels que canons, caissons, et autres objets susceptibles d'évaluation, aura lieu, entre les deux Gouvernements, suivant le nombre d'hommes qui auront concouru à la capture, et sans déduction de ceux qui auront péri dans l'action, pour le produit en être distribué selon la législation intérieure de chaque pays.

5. Que les questions contentieuses qui pourraient s'élever à l'occasion du partage du butin seront décidées par une Commission Mixte, établie à Paris, et formée de

deux délégués, l'un Anglais, l'autre Français, désignés par les Gouvernements respectifs. Ces délégués, avant d'entrer dans l'exercice de leurs fonctions, choisiront deux personnes, dont l'une sera désignée par le sort pour agir comme surarbitre dans tous les cas où ils pourraient eux-mêmes être en désaccord. La décision des délégués, ou, le cas échéant, du surarbitre, sera définitive et sans appel.

6. Que, lorsqu'il y aura lieu de faire sur place l'évaluation d'un objet pris, cette évaluation sera faite par une Commission Mixte, composée d'officiers compétents.

En foi de quoi, les Soussignés, duement autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé la présente Déclaration, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le dixième jour de Juillet 1855.

(L. S.) *Cowley.*
(L. S.) *A. Walewski.*

Déclaration portant l'accession de la Sardaigne et de la Porte Ottomane à la convention précédente.

Les Gouvernements de la Grande Bretagne et d'Irlande, de France, de la Porte Ottomane, et de Sardaigne, voulant régler entre eux, d'après les bases précédemment arrêtées entre la Grande Bretagne et la France, le mode de partage des trophées et du butin pris par leurs armées de terre combinées, il a été convenu entre les Soussignés, au nom de leurs Gouvernements respectifs, qui les ont dûment autorisés à cet effet, ce qui suit:

1. Les dispositions convenues entre la Grande-Bretagne et la France, relativement au partage des trophées et du butin pris par leurs armées de terre combinées, telles, qu'elles sont constatées par les Déclarations échangées à Paris le 10 Juillet, 1855, dont copie imprimée est ci-annexée, deviendront communes à la Porte Ottomane et à la Sardaigne, comme si elles avaient été originairement convenues entre les quatre Puissances alliées.

2. Il sera adjoint à la Commission Mixte mentionnée en l'Article 5 de la susdite Déclaration, deux délégués et deux surarbitres Ottomans et Sardes; mais il est en-

tendu que chaque membre de la Commission ne concourra qu'à la décision des questions qui intéressent son Gouvernement.

En foi de quoi ils ont signé la présente Déclaration en quatre exemplaires, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Londres, le quinze Novembre, l'an de grace mil huit cent cinquante-cinq.

(L. S.) *Clarendon.* (L. S.) *C. Musurus.*
(L. S.) *F. de Persigny.* (L. S.) *V. E. D'Azeglio.*

II.

Convention portant l'accession de la Porte-Ottomane et de la Sardaigne à la convention, conclue le 10 Mai 1854, entre la France et la Grande-Bretagne, relative aux prises effectuées en commun. Signée à Londres, le 15 novembre 1855).*

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur des Français, ayant proposé à Sa Majesté Impériale le Sultan et à Sa Majesté le Roi de Sardaigne d'accéder à la Convention conclue entre la Grande Bretagne et la France le 10 Mai 1854, relativement au mode de jugement et de partage des prises maritimes faites dans le cours de la présente guerre; et cette proposition ayant été agréée; Leurs susdites Majestés ont nommé des Plénipotentiaires pour constater cette Accession par une Convention formelle, savoir:

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Très Honorable George Guillaume Frédéric, Comte de Clarendon, Baron Hyde de Hindon, Pair du Royaume Uni, Conseiller de Sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé, Chevalier du Très

---

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 16 janvier 1856.

Noble Ordre de la Jarretière, Chevalier Grand-Croix du Très Honorable Ordre du Bain, Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les Affaires Etrangères;

Sa Majesté l'Empereur des Français, le Sieur Jean Gilbert Victor Fialin, Comte de Persigny, Sénateur, Grand Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Grand Cordon de l'Ordre Impérial du Medjidié de Turquie, Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, Grand-Croix de l'Ordre du Danebrog de Danemark, Son Ambassadeur près Sa Majesté Britannique;

Sa Majesté Impériale le Sultan, Constantin Musurus Bey, Fonctionnaire de premier rang de première classe de Sa Majesté Impériale, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de la deuxième classe, Crand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, Grand Commandeur de l'Ordre du Sauveur de Grèce;

Et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le Sieur Victor Emmanuel Taparelli, Marquis d'Azeglio, Chevalier Grand-Croix décoré du Grand Cordon de Son Ordre Religieux et Militaire des Saints Maurice et Lazare, Commandeur de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre de Léopold de Belgique, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Britannique;

Lesquels, après s'être communiqé leurs pleins pou voirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants: —

Art. I. Sa Majesté Impériale le Sultan, et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, accèdent à la Convention conclue le 10 Mai 1854, entre la Grande Bretagne et la France, relativement au mode de jugement et de partage des prises faites dans le cours de la présente guerre, ainsi qu' aux Instructions pour les commandants des bâtiments de guerre annexées à cette Convention; et Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, ainsi que Sa Majesté l'Empereur des Français, acceptent cette Accession. En conséquence, la dite Convention, dont un exemplaire imprimé est ci-annexé, sera obligatoire pour Leurs Majestés comme si elle avait été originairement conclue entre elles; et toutes ses dispositions, qui n'étaient jusqu'ici applicables qu'aux

deux nations Anglaiseet Française, deviendront dès à présent applicables aux quatre nations alliées.

Art. II. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Londres, dans le délai de deux mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé les cachets de leurs armes.

Fait à Londres, le quinze Novembre, de l'an de grace mil huit cent cinquante-cinq.

(L. S.) *Clarendon* (L. S.) *C. Musurus.*
(L. S.) *F. de Persigny.* (L. S.) *V. E. D'Azeglio.*

III.

Convention entre la Grande-Bretagne, la France et la Sardaigne d'une part et la Porte-Ottomane de l'autre part, relative au terme fixé pour l'évacuation du territoire Ottoman, signée à Constantinople, le 13 mai 1856).*

Les Traités conclus à Constantinople le 12 Mars, 1854, entre Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté Impériale le Sultan, et le 15 Mars, 1855, entre Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté Impériale le Sultan, ayant stipulé que toutes les forteresses et positions dans le territoire Ottoman qui auraient été temporairement occupées par les forces militaires de la Grande Bretagne, de France, et de Sardaigne, seraient remises aux autorités de la Sublime Porte Ottomane dans l'espace de quarante jours, ou plus tôt si faire se peut, à partir de l'échange des ratifications du Traité par lequel la guerre serait terminée; et l'exécution de cet engagement étant devenue matériellement impossible par suite du développement pris par la guerre; Leurs dites Majestés sont convenues de conclure un nouvel arrangement sur ce point, et ont à cet effet nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Constantinople, le 19 juin 1856.

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le Vicomte Stratford de Redcliffe, Pair du Royaume Uni, Conseiller Privé de Sa Majesté Britannique en Son Conseil Privé, Chevalier Grand-Croix du Très Honorable Ordre du Bain, et Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire auprès de la Sublime Porte;

Sa Majesté l'Empereur des Français, le Sieur Edouard Thouvenel, Grand Officier de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de première classe, Grand-Croix de l'Ordre de la Couronne de Fer, de l'Ordre de Saint Grégoire le Grand, de l'Ordre du Sauveur, etc., etc., etc., Son Ambassadeur près la Sublime Porte;

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le Sieur Dominique Pes de St. Victor, Comte della Minerva, Chevalier de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, décoré du Medjidié de troisième classe, et de l'Ordre de Pie IX de deuxième classe, Son Chargé d'Affaires par interim auprès de la Sublime Porte;

Et Sa Majesté Impériale le Sultan Abdul Medjid Khan, Mehemed Fuad Pasha, Son Ministre des Affaires Etrangères, Muchir de l'Empire, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de la première classe, de l'Ordre Impérial du Mérite Personnel, de la Grande Médaille d'Honneur Militaire, Grand-Croix de l'Ordre de la Couronne de Fer d'Autriche, de l'Ordre de Sainte Anne en diamants, et de l'Ordre de Saint Stanislas de Russie, de l'Ordre de l'Aigle Rouge de Prusse, de l'Ordre d'Isabelle la Catholique d'Espagne, de l'Ordre de la Tour et de l'Epée de Portugal, de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare de Sardaigne, de l'Ordre de Léopold de Belgique, de l'Ordre du Sauveur de Grèce, Commandeur de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc., etc., etc.,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants: —

Art. I. Au lieu du terme de quarante jours fixé par les Traités précités du 12 Mars 1854, et du 15 Mars 1855 pour la remise aux autorités de la Sublime Porte Ottomane de toutes les forteresses et positions dans le territoire Ottoman qui auraient été temporairement occupées par les forces militaires de la Grande Bretagne, de France, et de Sardaigne, Sa Majesté le Sultan est convenu d'ac-

corder aux trois Puissances un terme de six mois, à partir du jour de l'échange des ratifications du Traité Général signé à Paris le 30 Mars dernier, pour effectuer cette remise.

Art. II. La présente Convention sera ratifiée par Leurs Majestés la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, l'Empereur des Français, et le Roi de Sardaigne, d'une part, et par Sa Majesté Impériale le Sultan, de l'autre part; et les ratifications en seront échangées à Constantinople, dans l'espace de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Constantinople, le treize Mai, mil huit cent cinquante-six.

(L. S.) *Stratford de Redcliffe.*
(L. S.) *E. Thouvenel.*
(L. S.) *Della Minerva.*
(L. S.) *Fuad.*

VI.

Convention entre la Grande-Bretagne et la Sardaigne relative à l'emprunt d'un million de livres sterling, signée à Turin, le 3 juin 1856).*

Attendu que par une Convention conclue et signée à Turin le 26 Janvier 1855, entre Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Convention qui a été dûment ratifiée, Sa Majesté Britannique s'était engagée à recommander à son Parlement de la mettre à même d'avancer à Sa Majesté le Roi de Sardaigne, au moyen d'un emprunt, la somme d'un million de livres sterlings, dont cinq cent mille livres devaient être payées par Sa Majesté le plus tôt possible, dès que son Parlement aurait donné son consentement, et les autres cinq

*) Les ratifications ont été échangées à Londres, le 11 juin 1856.

cent mille livres six mois après le payement de la première somme; et que Sa Majesté Britannique s'était en outre engagée par la dite Convention à recommander à son Parlement de la mettre à même, si la guerre n'était pas finie à l'expiration des douze mois après le payement du premier terme de l'emprunt sus-énoncé, d'avancer à Sa Majesté le Roi de Sardaigne, dans les mêmes proportions, une somme égale d'un million de livres sterlings;

Et attendu que par la dite Convention il avait été arrêté que l'intérêt à payer sur le dit emprunt ou emprunts par le Gouvernement Sarde serait en raison de quatre pour cent par an, dont un pour cent par an serait pour fonds d'amortissement; et que les intérêts susdits seraient comptés à partir du jour où l'on ferait le payement en acompte de l'emprunt ou des emprunts, et seraient payés par semestres; le premier payement devant être fait quinze jours après l'expiration des six mois à partir du payement du premier terme de l'emprunt, et ainsi successivement;

Et attendu que le Parlement de Sa Majesté Britannique la mit à même de donner exécution à l'engagement pris par la dite Convention, et que la somme d'un million de livres sterlings a été en conséquence avancée à Sa Majesté le Roi de Sardaigne en deux termes de cinq cent mille livres chacun, dont le premier fut payé le 3 Mai 1855, et le second le 3 Novembre 1855;

Et attendu que si la guerre avait continué, l'engagement conditionnel pris par Sa Majesté Britannique d'avancer à Sa Majesté le Roi de Sardaigne une somme égale d'un million de livres sterlings, serait devenu exécutoire le 3 Mai 1856; mais que la guerre s'est terminée six jours avant, c'est-à-dire, le 27 Avril 1856, en vertu de l'échange qui eut lieu en ce jour des ratifications du Traité de Paix;

Et attendu que Sa Majesté Sarde avait déjà fait pour la continuation de la guerre pendant l'année courante, les dépenses auxquelles la dite somme d'un million de livres avait pour but de fournir à Sa Majesté les moyens de faire face;

Sa Majesté Britannique étant disposée à recommander à son Parlement de la mettre à même d'avancer à Sa Majesté le Roi de Sardaigne la dite somme égale d'un million de livres sterlings, quoique la guerre soit

finie avant le dit jour 3 Mai 1856; Sa Majesté le Roi de Sardaigne et Sa Majesté Britannique ont décidé d'arranger cette affaire au moyen d'une Convention, et à cet effet Elles ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, à savoir:

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le Comte Camille Benso de Cavour, Chevalier de l'Ordre Suprême de la Très Sainte Annonciade, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre des Saints Maurice et Lazare, Chevalier de l'Ordre du Mérite Civil de Savoie, Chevalier Grand-Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Président du Conseil des Ministres, et son Ministre des Affaires Etrangères et des Finances;

Et Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Sir James Hudson, Chevalier Commandeur du Très Honorable Ordre du Bain, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi de Sardaigne;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et stipulé les Articles suivants: —

Art. I. Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande s'engage à recommander à son Parlement de la mettre à même d'avancer à Sa Majesté le Roi de Sardaigne, au moyen d'un emprunt, une autre somme d'un million de livres sterlings, dont il est question dans la Convention du 26 Janvier 1855, de la même manière, aux mêmes termes, et dans les mêmes proportions, et sous les mêmes conditions en toute chose, que si la guerre n'avait pas été terminée à l'expiration des douze mois à partir du payement du premier terme de la première somme d'un million de livres sterlings.

Art. II. Sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage à accepter l'avance mentionnée au précédent Article, aux mêmes conditions en toute chose, spécialement pour ce qui concerne le calcul et le payement des intérêts, comme si cette avance avait été faite par application et en vertu de la dite Convention stipulée et signée à Turin le 26 Janvier 1855.

Art. III. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Londres le plus tôt que faire se pourra.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Turin, le 3 Juin, l'an de grace mil huit cent cinquante-six.

(L. S.) *C. Cavour.*
(L. S.) *James Hudson.*

V.

Déclaration échangée entre la Russie et la Sardaigne pour la remise en vigueur des traités qui existaient avant la guerre, signée à Moscou, le 9 septembre 1856.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, roi de Pologne et S. M. le roi de Sardaigne, voulant faire participer leurs sujets respectifs aux bienfaits de la paix heureusement rétablie entre les deux gouvernements, ont à cet effet, résolu d'un commun accord de constater, par un échange de déclarations, la remise en vigueur des traités et conventions qui existaient entre leurs Etats avant la guerre.

En conséquence, le soussigné, ministre des affaires étrangères de S. M. l'Empereur de toutes les Russies, déclare par la présente, au nom de son gouvernement et d'accord avec une déclaration semblable, reçue, en date de ce jour, de la part de S. Exc. etc. le comte Broglia de Casalborgone, ambassadeur extraordinaire de S. M. le roi de Sardaigne: que la convention conclue entre la Russie et la Sardaigne le (30 juin) 12 juillet 1841, pour déclarer réciproquement la non-existence dans les Etats respectifs des droits connus sous le nom de droit d'aubaine, droits de détraction et autres semblables, et le traité de commerce et de navigation conclu le (30 novembre) 12 décembre 1845, seront considérés comme étant rentrés dans toute leur force et valeur à partir du (15) 27 avril, jour de l'échange des ratifications du traité de paix signé à Paris le (18) 30 mars de la présente année.

Que, par conséquent, le traité de commerce et de navigation du (30 novembre) 12 décembre 1845 sera main-

tenu en vigueur, conformément aux clauses de l'article 19, jusqu'à l'expiration d'une année après que l'une des hautes parties contractantes aura annoncé à l'autre, par une notification officielle, son intention d'en faire cesser l'effet.

En foi de quoi le soussigné a muni de sa signature la présente déclaration, et y a fait apposer le cachet de ses armes.

Fait à Moscou, le (28 août) 9 septembre 1856.

Gortschakoff.

VI.

Traité entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie, la Sardaigne et la Porte-Ottomane, relatif à la délimitation en Bessarabie, à l'île des Serpents et au Delta du Danube, signé à Paris, le 19 juin 1857).*

Leurs Majestés la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, l'Empereur d'Autriche, l'Empereur des Français, le Roi de Prusse, l'Empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne, et l'Empereur des Ottomans, considérant que la Commission de Délimitation, chargée de l'exécution de l'Article XX du Traité de Paris du 30 Mars, 1856, a terminé ses travaux; et voulant se conformer aux dispositions du Protocole du 6 Janvier dernier, en consacrant dans un Traité les modifications apportées, d'un commun accord, à cet Article, ainsi que les résolutions prises au sujet de l'Ile des Serpents et du Delta du Danube, et consignées dans le même Protocole, ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir: —

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le Très Honorable Henry Richard Charles Comte Cowley, Vicomte Dangan, Baron Cowley,

---

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 31 décembre 1857.

Pair du Royaume Uni, Membre du Conseil Privé de Sa Majesté Britannique, Chevalier Grand-Croix du Très Honorable Ordre du Bain, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa Majesté près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, M. Joseph Alexandre Baron de Hübner, Grand-Croix des Ordres Impériaux de Léopold et de la Couronne de Fer, etc., etc., etc., Son Conseiller intime actuel, et Son Ambassadeur près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. Alexandre Comte Colonna Walewski, Sénateur de l'Empire, Grand-Croix de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc., etc., etc., Son Ministre et Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères;

Sa Majesté le Roi de Prusse, M. Maximilien Frédéric Charles François Comte de Hatzfeldt-Wildenburg-Schœnstein, Chevalier de l'Ordre Royal de l'Aigle Rouge de première classe avec feuilles de chêne, etc., etc., etc., Son Conseiller Privé actuel, et Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, M. le Comte Paul Kissèleff, Chevalier des Ordres de Russie, décoré du double Portrait, en brillants, des Empereurs Nicolas et Alexandre II, etc. etc. etc., Son Aide-de-camp Général, Général d'Infanterie, Membre du Conseil de l'Empire, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, M. Salvator Marquis de Villamarina, Grand-Croix de Son Ordre Royal des Saints Maurice et Lazare, etc., etc., etc. Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Et Sa Majesté l'Empereur des Ottomans, Méhemmed Djémıl Bey, décoré de l'Ordre Impérial du Medjidié de première classe, Son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants: —

Art. I. Le tracé de la frontière de la Russie et de la Turquie en Bessarabie est et demeure déterminé conformément à la carte topographique dressée par les Com-

missaires délimitateurs à Kichenew, le 30 Mars, 1857; laquelle carte est annexée au présent Traité, après avoir été paraphée.

Art. II. Les Puissances Contractantes conviennent que les îles comprises entre les différents bras du Danube à son embouchure, et formant le delta de ce fleuve, ainsi que l'indique le plan joint au Protocole du 6 Janvier, 1857, au lieu d'être annexées à la Principauté de Moldavie, comme le stipulait implicitement l'Article XXI du Traité de Paris, seront replacées sous la souveraineté immédiate de la Sublime Porte, dont elles ont relevé anciennement.

Art. III. Le Traité du 30 Mars, 1856, ayant, comme les Traités conclus antérieurement entre la Russie et la Turquie, gardé le silence sur l'Ile des Serpents, et les Hautes Parties Contractantes ayant reconnu qu'il convenait de considérer cette île comme une dépendance du Delta du Danube, sa destination reste fixée suivant les dispositions de l'Article précédent.

Art. IV. Dans l'intérêt général du commerce maritime, la Sublime Porte s'engage à entretenir sur l'Ile des Serpents un phare destiné à assurer la navigation des bâtiments se rendant dans le Danube et au port d'Odessa. La Commission Riveraine instituée par l'Article XVII du Traité du 30 Mars, 1856, dans le but d'assurer la navigabilité des embouchures du fleuve et des parties de la mer y avoisinantes, veillera à la régularité du service de ce phare.

Art. V. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans le délai de quatre semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le dix-neuf Juin, de l'an de grâce mil huit cent cinquante-sept.

(L. S.) *Cowley.*
(L. S.) *Hubner.*
(L. S.) *A. Walewski.*
(L. S.) *C. M. d'Hatzfeldt.*
(L. S.) *Cte. de Kisseleff.*
(L. S.) *de Villamarina.*
(L. S.) *Mehemmed Djemil.*

VII.

Protocoles des Conférences tenues à Paris, du 22 mai au 19 août 1858, pour l'organisation de la Moldavie et de la Valachie.

Protocole No 1.

Séance du 22 mai 1858.

Présents :

Les plénipotentiaires de l'Autriche,
— de la France,
— de la Grande-Bretagne,
— de la Prusse,
— de la Russie,
— de la Sardaigne,
— de la Turquie.

Les plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne et de la Turquie se sont réunis en Conférence aux termes de l'art. 25 du traité conclu à Paris entre leurs Cours, le 30 mars 1856, pour arrêter les stipulations de la convention prévue par ledit article.

Fuad-Pacha, succédant aux plénipotentiaires de la Turquie, dépose ses pouvoirs, qui sont trouvés en bonne et due forme.

M. le comte Walewski propose et les plénipotentiaires décident qu'il sera observé un secret absolu sur les travaux de la Conférence.

M. le comte Walewski lit les articles du traité du 30 mars 1856 et les protocoles se référant aux Principautés, et il expose l'objet de la réunion de la Conférence: il dit dans quelle circonstance le Congrès a décidé de consulter les vœux des populations moldo-valaques, rappelant que la commission qui s'est rendue dans les Principautés a été chargée de s'enquérir de l'état de ces provinces et de proposer les bases de leur future administration; que la Conférence, enfin, a pour mission de préparer et de conclure une convention d'après laquelle un hatti-chériff de S. M. le Sultan constituera définitivement leur organisation.

Après quoi M. le comte Walewski dépose le rapport de la commission élaboré à Bucharest conformément aux dispositions de l'art. 23 du traité du 30 mars; la Conférence décide d'en prendre immédiatement connaissance, et il en est donné lecture.

M. le comte Walewski fait remarquer que la commission s'est acquittée de la mission qui lui a été confiée avec un soin éclairé et digne d'éloges; il propose de consigner au protocole la satisfaction de la Conférence; tous les plénipotentiaires adhèrent à cet avis avec empressement.

La discussion étant ouverte sur le rapport de la commission, M. le comte Walewski rappelle qu'il avait déjà eu l'honneur d'exposer au Congrès de Paris les motifs qui, aux yeux du gouvernement français, militent en faveur de la réunion des deux principautés de Moldavie et de Valachie en un seul Etat. Les faits ont prouvé qu'il ne se trompait pas en représentant les Moldo-Valaques comme unanimement animés du désir de ne plus former à l'avenir qu'une seule principauté.

Les délibérations des Divans, consignées dans le rapport de la commission des puissances signataires, ne peuvent laisser aucun doute à cet égard.

Le comte Walewski ajoute que l'étude approfondie de la question, faite sur les lieux mêmes par les agents français, a confirmé le gouvernement de l'Empereur dans la conviction que la combinaison qui atteindrait le mieux le but proposé, et qui en même temps répondrait le plus complètement aux vœux des populations, ce serait la réunion de la Moldavie et de la Valachie en une seule principauté gouvernée par un prince étranger. Cette combinaison, d'ailleurs, ne serait nullement contraire aux stipulations du traité, car elle n'aurait nullement pour effet, comme on a semblé le croire, de soustraire les deux principautés réunies à la suzeraineté de la Porte-Ottomane.

Le comte Walewski développe les raisons sur lesquelles la France, aussi bien dans l'intérêt des deux Principautés, que dans l'intérêt de l'empire ottoman, fonde l'opinion émise par l'intermédiaire de son premier plénipotentiaire au Congrès de Paris.

Sur l'avis exprimé par M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, qu'il conviendrait d'entendre d'abord les plénipotentiaires de la Cour suzeraine et des puissances limitrophes, qui ont un intérêt plus spécial dans les différentes questions qui seront débattues, Fuad-Pacha déclare que la Porte désire maintenir les immunités acquises aux Principautés et assurer leur prospérité; qu'elle veut, comme tous ses alliés, le bien-être des populations moldo-valaques, mais qu'elle diffère avec quelques-uns d'entre eux sur le meilleur moyen propre à atteindre ce résultat; que la Porte était et demeure convaincue qu'on ne saurait mieux faire, dans ce but, que de conserver aux deux Principautés une administration séparée, en cherchant à l'améliorer *par le développement des institutions existantes qui sont conformes aux traditions, aux mœurs et aux véritables intérêts du pays;* — que, se fondant sur ces considérations, la Porte croit devoir persévérer dans l'opinion que le premier plénipotentiaire de la Turquie a exprimée au sein du Congrès.

M. le baron de Hubner rappelle l'avis énoncé au Congrès par le premier plénipotentiaire de l'Autriche. Son gouvernement n'a pas modifié le jugement qu'il portait alors sur cette question. La réunion pourrait faire naître des espérances de nature à porter atteinte au principe de l'intégrité de l'empire ottoman, et, à ce point de vue, il convient de prendre en considération l'opinion de la puissance suzeraine, qui n'a jamais varié. D'autre part, M. le baron de Hubner ne peut envisager la réunion des Principautés comme une mesure utile à ces provinces; son gouverne-

ment, qui est à même de suivre et d'apprécier exactement le sentiment public dans ces contrées, contiguës à l'empire d'Autriche, a des raisons de douter que les Divans aient fidèlement rendu les vœux des populations qui ont besoin d'ordre et de stabilité: la réunion, selon lui, pourrait devenir la source d'une agitation permanente. „Par ces motifs, „dit-il," l'Autriche, intéressée d'ailleurs au maintien de la tranquillité dans un pays limitrophe de son territoire, pense qu'il faut rechercher dans d'autres combinaisons, plus appropriées au véritable état de choses, le moyen d'assurer la prospérité des Principautés".

M. le comte Kisseleff dit que les Divans ont été convoqués pour exprimer les vœux des populations, et qu'ils se sont acquittés de ce soin en se prononçant à la presque unanimité en faveur de la réunion des Principautés sous un prince étranger; il croit ces vœux rationnels, légitimes, et il considère leur réalisation comme nécessaire pour assurer le bien-être futur des populations moldo-valaques. Il ajoute qu'il l'a cru autrefois, ainsi que le constate le règlement organique, qu'il le croit encore, et que son gouvernement est prêt à adhérer à la réunion, si la Conférence veut l'adopter.

M. le comte Cowley, appuyant l'opinion exprimée par M. le plénipotentiaire d'Autriche, indique comment son gouvernement a été conduit, par un examen approfondi de la question, et après avoir entendu la puissance suzeraine, à penser que la réunion ne répondait pas à l'objet que le Congrès avait en vue. Il reconnaît cependant, sans examiner de trop près la manière dont les Divans ont été constitués, qu'il est certain que les populations se sont montrées favorables à la réunion, et il croit qu'on peut combiner, par l'assimilation des institutions administratives, un système pouvant satisfaire aux vœux des Principautés, tout en sauvegardant les droits légitimes de la puissance suzeraine, système sur lequel on parviendra à se mettre d'accord, si, comme il en est convaincu, on est de toute part animé de cet esprit de conciliation qui a déjà permis aux puissances de s'entendre sur des questions non moins importantes.

M. le comte de Hatzfeldt pense que l'unanimité avec laquelle les Divans ont exprimé leurs vœux ne permet pas de douter qu'ils n'aient été les organes fidèles des populations en se prononçant en faveur de l'union. Le plénipotentiaire de la Prusse est d'avis qu'avant d'aborder la question de l'union, il conviendrait d'examiner quelle est l'étendue des droits respectifs de la Turquie et des Principautés.

M. le marquis de Villamarina dit que l'enquête faite dans les Principautés n'a pu que confirmer l'avis que le premier plénipotentiaire de Sardaigne a soutenu au Congrès, et que son gouvernement, jugeant toujours la réunion utile à ces provinces et conforme à leurs vœux, est disposé à y donner son assentiment: toutefois l'intention de la Sardaigne est avant tout de faciliter le rapprochement entre toutes les appréciations.

M. le plénipotentiaire de France constate que si les avis diffèrent, il ne peut être douteux que toutes les puissances ne désirent trouver un terrain où elles puissent se rencontrer; qu'au-

cune d'entre elles ne saurait avoir la pensée d'imposer son opinion, qu'il serait même fort difficile, ne fût-ce qu'à cause des positions particulières et exceptionnelles, de procéder par voie de majorité; il espère, par conséquent, que, grâce au sentiment général de conciliation qui l'anime, la Conférence réussira à concerter une entente fondée sur des concessions mutuelles et réciproques, et de nature, ainsi que l'indiquait M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, à satisfaire, autant que possible, tous les intérêts.

La Conférence décide qu'elle recherchera, dans sa prochaine réunion, une combinaison destinée à concilier, autant que faire se pourra, toutes les opinions.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 2. — *Séance du 26 mai 1858.*

Le protocole de la séance précédente est lu et adopté.

MM. les plénipotentiaires échangent leurs idées sur les bases générales qu'il conviendrait de donner à la future organisation des Principautés, en les combinant, autant que possible, avec les opinions de leurs Cours respectives; la discussion est continuée à la prochaine réunion.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 3. — *Séance du 5 Juin 1858.*

Le protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

La Conférence reprend la discussion sur la direction qu'il convient de donner à ses travaux.

M. le plénipotentiaire de Turquie renouvelle l'assurance qu'il examinera, dans l'intention de faciliter un accord, toute proposition qui se concilierait avec des droits qui ne peuvent être mis en discussion.

M. le plénipotentiaire d'Autriche expose que le traité du 30 mars a tracé d'avance la marche que la Conférence doit suivre: „l'art. 23, dit-il, porte que les statuts en vigueur seront revisés: c'est donc par la révision des règlements organiques, qui sont les statuts en vigueur, que la Conférence doit procéder".

M. le plénipotentiaire de France fait remarquer que les règlements organiques ont été établis pour un état de choses qu'il s'agit précisément de modifier, qu'ils ont été préparés en vue de maintenir l'entière séparation des Principautés, dont l'union était alors réservée pour un moment plus opportun; qu'on chercherait en vain à éluder une question qui domine à un tel point le travail d'organisation, que la Conférence ne saurait faire un pas sans l'avoir résolue au préalable: c'est celle qui concerne les rapports des Principautés entre elles: seront-elles réunies ou demeureront-elles séparées? Pour faciliter à la Conférence l'ac-

complissement de sa tâche, M. le comte Walewski dépose un document contenant certaines bases qui pourraient servir de thème à ses discussions, et il demande que ce document soit annexé au protocole. Il fait remarquer que ces bases ne répondent pas complétement à la manière de voir de la France, et qu'elles n'en sont pas, par conséquent, l'expression; qu'elles ont été combinées dans un esprit de conciliation, et de manière à donner aux résolutions de la Conférence un point de départ placé à égale distance des opinions opposées, afin de provoquer une entente entre toutes les parties contractantes.

M. le plénipotentiaire d'Autriche fait observer que le mode de procéder qu'il a proposé n'empêchera pas de prendre en considération les propositions que MM. les plénipotentiaires pourraient juger convenable de faire pendant que la Conférence se livrerait à la révision des statuts organiques, en consultant en même temps le rapport de la commission européenne. Quant à l'argument employé par M. le plénipotentiaire de France pour combattre sa proposition, M. le baron de Hübner dit que le traité ne fait pas mention de l'union des Principautés; que, par conséquent, on pourrait bien invoquer le traité contre l'union, mais qu'on ne saurait invoquer l'union contre le traité.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne dit que son gouvernement, sans avoir consulté celui de l'Autriche, est arrivé exactement aux mêmes conclusions, à savoir: que le traité de 1856 prescrit le mode de procéder. En effet, le traité de 1856 déclare que „les lois et statuts aujourd'hui en vigueur seront revisés". Les instructions de son gouvernement lui prescrivent, en conséquence, d'adopter comme ordre de discussion l'examen des règlements organiques. C'est, selon lui, le point de départ indiqué par le traité même dont on ne devrait pas s'éloigner. Tout en reconnaissant les bonnes intentions de M. le plénipotentiaire de France qui, sans doute, a voulu faciliter les travaux des plénipotentiaires en leur soumettant, pour base de discussion, un document propre, dans son opinion, à concilier des opinions divergentes, le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne croit devoir appuyer la demande de M. le plénipotentiaire d'Autriche, que la discussion soit ouverte sur les lois organiques actuellement en vigueur dans les Principautés.

M. le plénipotentiaire de Russie dit que l'art. 23 du traité de Paris se complète par l'art. 25 qui stipule que la commission prendra en considération les vœux des Divans, que ces vœux ont pour premier objet la réunion des deux Principautés, que c'est donc là la première question qu'il faut résoudre. Il pense donc qu'on devrait déférer à la proposition de M. le plénipotentiaire de France, se réservant d'ailleurs toute sa liberté d'appréciation quant aux différents points indiqués dans le document déposé par M. le comte Walewski.

M. le baron de Hübner dit que son gouvernement ne s'oppose nullement à ce qu'on prenne en considération les vœux des populations, mais qu'il pense que les votes des Divans ad hoc ne sont pas l'expression exacte de ces vœux.

M. le plénipotentiaire de France rappelle que le rapport de la commisions débute en plaçant sous les yeux de la Conférence

les vœux politiques exprimés par les Divans, tant il est vrai qu'ils constituent une question qu'on ne peut écarter sans s'égarer dans des détails qu'il ne serait pas possible de coordonner avant de s'être entendu sur les rapports qui devront exister entre les deux Principautés. „C'est dans cette prévision, et dans l'intention de rapprocher tous les avis, que j'ai soumis, dit-il, à la Conférence le projet sur lequel je demande que la discussion soit ouverte".

M. le plénipotentiaire de Prusse se trouve autorisé à discuter la proposition de M. le plénipotentiaire de France. Cette discussion ne pouvant toutefois avoir lieu dans la séance d'aujourd'hui, d'après les déclarations qui ont déjà été émises, et MM. les plénipotentiaires d'Autriche et de Russie, en citant les articles 23 et 25 du traité, ayant porté la question sur le terrain d'une interprétation à donner aux stipulations du traité, M. le comte de Hatzfeldt désire en référer à sa Cour. La Prusse ayant toujours, et avant tout, entendu demeurer fidèle aux stipulations du traité de Paris, M. le comte de Hatzfeldt voudrait s'éclairer davantage sur l'interprétation des articles du traité.

M. le comte Kisseleff pense que le point en discussion a été résolu par la Conférence dans sa première séance; il rappelle que dans cette réunion chaque plénipotentiaire, en exprimant son avis sur la question de principe, a néanmoins reconnu qu'il était désirable qu'on pût s'entendre au moyen d'une transaction, et il conclut de là qu'on devrait accepter la discussion sur des bases qui ont pour objet de concilier toutes les opinions.

M. le baron de Hübner ne croit pas qu'on puisse invoquer d'autres engagements que ceux qui résultent du traité de Paris; or, l'article 23 de ce traité indique le mode et l'objet du travail de révision confié à la Conférence, qui, dans son opinion, ne peut procéder différemment.

M. le comte Walewski répond que la tâche de la Conférence est de constituer l'organisation des Principautés, et non pas de reviser purement et simplement les règlements organiques; que, quant au mode de procéder, il faut qu'il soit pratique, afin de conduire à une solution, et il pense avoir suffisamment établi qu'en suivant celui qui est proposé par M. le plénipotentiaire d'Autriche, la Conférence se heurterait à des difficultés sans issue, puisqu'elle serait arrêtée à tout moment par la nécessité de fixer la nature des rapports des Principautés entre elles.

M. le comte Cowley observe que le document déposé par M. le plénipotentiaire de France semble impliquer une sorte d'union, et que ce point important ne serait préjugé en aucune manière si l'on adoptait le mode de révision des règlements organiques. Il reconnaît toutefois que dans ce dernier cas on serait tout d'abord amené à fixer le caractère des relations qui devront exister entre les Principautés.

M. le plénipotentiaire de Sardaigne déclare que sa Cour a toujours pensé et pense encore aujourd'hui que l'abandon de l'union politique des deux Principautés sous un prince étranger rend difficile et presque impossible la tâche imposée à la Conférence de constituer une organisation pouvant garantir la prospérité de ces deux provinces; mais que du moment où l'union absolue doit être abandonnée, son gouvernement, pour faire preuve

de l'esprit de conciliation qui l'anime, est prêt à se rallier à tout autre projet ayant pour but de sauvegarder le principe de l'union et se conciliant, autant que faire se pourra, avec les droits de la Porte et les intérêts des populations roumaines; il est donc disposé à adhérer à la proposition que M. le comte Walewski a soumise à la Conférence, et il exprime en même temps le vœu qu'il soit donné à cette proposition un développement conforme à la pensée de son gouvernement, qui voudrait voir doter les deux Principautés d'un ensemble d'institutions propres à assurer la stabilité, ce qui serait d'ailleurs conforme aux vœux qu'elles ont exprimés d'une manière si solennelle et si unanime.

Fuad-Pacha ne voit aucune difficulté à procéder par la révision des règlements organiques; il soutient d'ailleurs que le point de départ des travaux de la Conférence doit être le maintien de la séparation des deux Principautés, mais il admet qu'on pourrait accepter l'examen de toute base qui serait fondée sur cette première donnée.

M. le comte Walewski fait remarquer que les bases suggérées dans le document qu'il vient de déposer répondent précisément aux vues de M. le plénipotentiaire de Turquie. Aussi croit-il devoir rappeler que ce projet ne doit être envisagé que comme une transaction à laquelle son gouvernement consentirait à donner son assentiment, tout en conservant la conviction que, dans l'intérêt bien entendu de la Turquie, comme dans celui des Principautés, l'organisation préférable serait celle qui reposerait sur l'union avec un prince étranger. M. le comte Walewski fait d'ailleurs toutes réserves pour le cas où la Conférence n'adopterait pas la transaction dont il a proposé les bases principales.

MM. les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de la Prusse devant consulter leurs Cours respectives avant d'exprimer leur avis définitif, la Conférence remet la continuation de la discussion à une autre séance.

(Suivent les signatures.)

Annexe au protocole No. III. — *Séance du 5 Juin 1858.*

Priviléges et immunités des Principautés.

Conformément aux stipulations qui constituent leur autonomie en réglant leurs rapports avec la Sublime-Porte, et que plusieurs hatti-schériffs ont consacrées, conformément aussi aux articles 22 et 25 du traité conclu à Paris le 30 mars 1856, les Principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la garantie collective des puissances contractantes, des priviléges et immunités dont elles sont en possession.

Les Principautés de Moldavie et de Valachie seront constituées sous la dénomination de Provinces ou Principautés-Unies.

Suzeraineté du Sultan.

Les deux Principautés sont maintenues sous la suzeraineté de S. M. le Sultan,

Hospodars.

Le pouvoir exécutif sera exercé dans chaque province par un hospodar élu à vie.

Comité central et Assemblées nationales.

Le pouvoir législatif sera exercé par deux Assemblées, siégeant à Bucharest et à Jassy, et par un comité central composé de neuf membres valaques et de neuf membres moldaves, élus par les deux Assemblées et choisis parmi leurs membres.

Législation.

Le comité central siégera à Fokshani. Il fera les lois d'intérêt général qui seront communes aux deux Principautés. Il lui appartiendra d'en prendre l'initiative et d'en ordonner la promulgation. Toutefois, avant de donner à la loi sa forme définitive, il la communiquera aux deux Assemblées, afin de recueillir leurs observations, dont il devra, autant que possible, tenir compte.

Les Assemblées seront saisies par les hospodars des lois d'intérêt local pour chaque province; cependant ces lois ne deviendront exécutoires qu'après avoir été communiquées au comité, qui appréciera si elles sont compatibles avec la législation générale.

Le budget annuel sera considéré comme loi d'intérêt local; il sera préparé pour chaque Principauté par les soins de l'hospodar. Toutefois la loi organique destinée à fixer les diverses sources de revenus sera votée par le comité central, et aucun impôt nouveau ne pourra être établi qu'avec l'assentiment de ce comité.

Les lois votées par le comité central seront communes aux deux Principautés, sauf les cas particuliers; elles y seront également exécutoires.

Finances.

Le budget des recettes et des dépenses, préparé pour chaque Principauté par les soins de l'hospodar respectif, sera examiné, pourra être amendé et ne sera définitif qu'après avoir été voté par l'Assemblée.

Aucun impôt ne pourra être établi ou perçu s'il n'a été consenti par les Assemblées.

Armée.

Les milices régulières existant actuellement dans les deux provinces recevront l'organisation identique et nécessaire pour, au besoin, pouvoir se réunir et former une armée unique; à cet effet, le comité central fera procéder à des inspections périodiques par des officiers de son choix, chargés de veiller à l'entière exécution des dispositions destinées à conserver aux milices tous les caractères de deux corps d'une même armée; le comité central nommera également le commandant en chef des deux milices toutes les fois qu'il y aura lieu de les réunir, notamment pour la défense du territoire.

Le drapeau national sera le même pour les deux corps de l'armée moldo-valaque.

Cour suprême de cassation.

Il sera institué une Cour suprême de cassation pour les deux Principautés.

Les arrêts rendus par les Cours et les jugements prononcés par les tribunaux de l'une ou de l'autre province, seront exclusivement portés devant cette Cour de cassation.

L'indépendance des membres de cette Cour sera garantie par le principe de l'inamovibilité.

Union douanière, monétaire, postale et télégraphique.

Il y aura entre les deux principautés union douanière, monétaire, postale et télégraphique, et il sera établi entre elles, par les soins du comité central, tels autres rapports de même nature qui pourraient se concilier avec leur nouvelle organisation.

Prenant pour bases les différents points indiqués plus haut, l'acte constitutif de l'organisation des Principautés sera, par conséquent, conçu de manière à en assurer le développement et l'exécution; ainsi il devra notamment pourvoir à la constitution des Assemblées et du comité central, et régler le mode d'élection de ses membres;

Définir les attributions des hospodars;

Fixer les rapports des différents pouvoirs entre eux, en leur garantissant l'autorité, la force et l'indépendance indispensables à la prompte expédition des affaires et au maintien de l'ordre;

Contenir les dispositions propres à assurer l'exécution des lois émanées du pouvoir législatif et celle des arrêts rendus par la Cour suprême.

De son côté, le comité central, une fois institué, aura à s'inspirer de ces principes en procédant à la révision du règlement organique, en s'appliquant à la codification des lois.

Il devra établir l'organisation des milices des deux Principautés et les rapports qui doivent exister entre elles, et prévoir leur réunion éventuelle;

Aviser à la réunion douanière, monétaire, postale et télégraphique;

Coordonner enfin toutes ces mesures et celles que comportent tous les services communs, de manière à prévenir les conflits d'autorité et à satisfaire à la fois à toutes les exigences d'une administration prévoyante et fondée sur le principe de l'égalité, en sorte que les Moldaves et les Valaques soient tous égaux devant la loi, devant l'impôt, et également admissibles à toutes les fonctions publiques dans l'une et l'autre Principauté, sans distinction d'origine ni de religion.

Protocole No. 4. — *Séance du 10 Juin 1858.*

Le protocole de la précédente séance est lu et approuvé.

MM. les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne et de Prusse sont invités à exprimer leur avis sur les propositions faites, dans

la séance précédente, par MM. les plénipotentiaires d'Autriche et de France.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne dit qu'il en a référé à sa Cour, et qu'il a reçu l'ordre de déclarer que le gouvernement de la Reine, bien que considérant la révision des règlements organiques, ainsi que l'indique le traité de 1856, comme le meilleur mode de procéder, n'insiste pas pour que la Conférence l'adopte, si la majorité préfère entrer en discussion sur le document déposé par M. le plénipotentiaire de France; mais M. le comte Cowley se réserve de revenir sur les dispositions de la loi organique toutes les fois qu'il le croira nécessaire.

M. le plénipotentiaire de Prusse exprime l'opinion que, d'après les articles 23, 24 et 25 du traité de Paris, les règlements organiques et le rapport de la commission européenne, qui constate, entre autres choses, les vœux exprimés par les Divans, forment un ensemble qui est comme tel soumis à l'examen de la Conférence. Dans toutes les parties de cet ensemble se trouvent certains points généraux dont l'examen préalable doit influer sur toutes les décisions ultérieures de la Conférence. Rien ne s'oppose, dans l'opinion de M. le plénipotentiaire de Prusse, à ce que la Conférence examine et discute un projet qu'un de ses membres jugerait convenable de soumettre à son appréciation, et indiquant les principaux points dont elle devrait s'occuper en premier lieu, ainsi que le propose M. le comte Walewski. Pour sa part, M. le comte de Hatzfeldt est donc prêt à entrer immédiatement en discussion sur le projet présenté par M. le plénipotentiaire de France.

M. le plénipotentiaire de Russie persiste dans l'opinion qu'il a exprimée dans la précédente séance.

M. le plénipotentiaire de Sardaigne dit qu'il a été invité, par de nouvelles instructions, à maintenir l'assentiment qu'il a donné à la proposition de M. le plénipotentiaire de France, ainsi que les observations qu'il a cru devoir présenter à la Conférence.

M. le plénipotentiaire de Turquie déclare que la Porte est d'avis qu'en adoptant le mode qui consisterait à réviser les règlements organiques, comme procédé indiqué par le traité, on ne pourrait exclure l'examen des bases contenues dans le document déposé par M. le plénipotentiaire de France; qu'il s'en remet, par conséquent, à ce que la Conférence décidera.

M. le plénipotentiaire d'Autriche pense que la voie qu'il a proposé de choisir eût été la plus conforme au traité de Paris, et, par conséquent, la plus propre à faciliter une entente. Toutefois, prenant en considération le fait que le projet dont il s'agit, bien qu'il ne soit pas l'expression absolue des idées du gouvernement français, a été présenté par M. le plénipotentiaire de France comme bases de délibérations, et qu'il a été admis à la discussion par M. le plénipotentiaire de la puissance suzeraine et par les autres membres de la Conférence, M. le baron de Hübner, dans cet esprit de conciliation qui anime son gouvernement, ne refuse pas, pour sa part, de s'associer à l'examen de cette pièce. Mais il doit faire observer que sa participation à la discussion dont ce document sera l'objet n'implique pas son

adhésion aux dispositions qui y sont contenues, et il se réserve même d'en combattre quelques-unes.

La Conférence décide de passer à l'examen des bases suggérées par M. le plénipotentiaire de France; mais il demeure bien entendu que l'acquiescement qui pourra être donné par les plénipotentiaires à chacune de ces bases, durant la discussion, ne deviendra définitif que quand ils seront tombés d'accord sur l'ensemble de ce travail.

M. le comte Walewski fait remarquer que, aux termes du traité, la Conférence est appelée à conclure une convention, et que c'est au moyen d'un hatti-schériff conforme aux stipulations de cette convention qu'il sera pourvu à l'organisation des Principantés; que les bases générales qu'il a soumises à la considération de la Conférence devront, par conséquent, si elles sont agréées, recevoir, quand le moment sera venu de préparer le texte de la convention, le développement propre à assurer l'application; que la Conférence aura alors à décider si elle entend procéder elle-même à cette rédaction, ou s'il convient d'en confier le soin à une commission.

Le premier paragraphe des bases générales est mis en discussion et adopté comme il suit:

„Priviléges et immunités des Principautés. Conformément aux stipulations qui constituent leur autonomie, en réglant leurs rapports avec la Sublime-Porte, et que plusieurs hatti-schériffs, notamment celui de 1834, ont consacrées, conformément aussi aux articles 22 et 25 du traité conclu à Paris, le 30 mars 1856, les Principautés de Valachie et de Moldavie continueront à jouir, sous la garantie collective des puissances contractantes, des priviléges et immunités dont elles sont en possession."

M. le comte Walewski donne lecture du deuxième paragraphe, qui est ainsi conçu:

„Les Principautés de Moldavie et de Valachie seront constituées sous la dénomination de *Provinces* ou *Principautés-Unies*."

M. le plénipotentiaire d'Autriche ne peut pas acquiescer à cette dénomination.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne y adhérera, si toutefois, l'organisation définitive qui sera arrêtée justifie cette dénomination. Il préférerait, en tout cas, le mot *Principautés* à celui de *Provinces*, et propose d'ajouter après les mots: *Principautés-Unies*, les mots suivants: *de Valachie et de Moldavie.*

MM. les plénipotentiaires de France, de Prusse, de Russie et de Sardaigne adhèrent à la dénomination de „*Principautés-Unies*," et n'ont pas d'objection à y ajouter, ainsi que l'a proposé M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, les mots: „*de Moldavie et de Valachie.*"

M. le plénipotentiaire de Turquie déclare qu'il acceptera cette dénomination s'il réussit, comme il l'espère, à tomber d'accord avec tous les plénipotentiaires sur tous les autres points.

Le troisième paragraphe est adopté en ces termes:

„Suzeraineté du Sultan."

„Les deux Principautés sont maintenues sous la suzeraineté de Sa Majesté le Sultan."

Sur la proposition de M. le plénipotentiaire de Russie, il

est entendu que la convention contiendra une définition précise des situations respectives de la Cour suzeraine, des Principautés et des puissances garantes. M. le comte Kisseleff se réserve de présenter ultérieurement des observations détaillées à ce sujet.

La Conférence passe à l'examen du troisième paragraphe, et arrête que le pouvoir exécutif sera exercé dans chaque province par un hospodar élu par les Principautés, et recevant l'investiture du Sultan.

Le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne ayant proposé que les hospodars fussent élus à titre héréditaire, la Conférence ajourne à une autre séance de décider si la nomination devra avoir lieu à titre viager ou héréditaire.

Attendu qu'il ne pourrait être procédé à l'élection des hospodars avant que la nouvelle organisation ne soit mise en vigueur, la Conférence pense que les premiers hospodars devront être nommés par un autre mode. Elle se réserve de se prononcer ultérieurement sur ce mode ainsi que sur la durée des pouvoirs de ces premiers hospodars.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 5. — *Séance du 14 Juin 1858.*

Le protocole de la séance précédente est lu et adopté.

La Conférence met en délibération le paragraphe ci-après:

Comité central et Assemblées nationales.

„Le pouvoir législatif sera exercé par deux Assemblées siégeant à Bucharest et à Jassy, et par un comité central composé de neuf membres valaques et de neuf membres moldaves, élus par les deux Assemblées et choisis parmi leurs membres."

M. le plénipotentiaire d'Autriche admet le principe des deux Assemblées provinciales, mais ne peut adhérer à la Constitution du comité central commun aux deux Principautés.

MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie, de Sardaigne et de Turquie admettent en principe, par différents motifs, la création d'un corps commun aux deux Principautés, sauf entente ultérieure sur la composition et les attributions de ce corps commun. Ils pensent que ces attributions doivent être combinées dans un esprit de conservation et de manière qu'il ne puisse en résulter aucun empiétement quelconque sur les attributions du pouvoir exécutif dans les deux Principautés.

La Conférence discutera dans sa prochaine réunion la composition et les attributions du corps commun à la Moldavie et à la Valachie.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 6. — *Séance du 19 Juin 1858.*

Le protocole de la séance précédente est lu et adopté.

La Conférence examine les questions relatives au pouvoir législatif. Elle décide:

„Qu'il y aura dans chaque Principauté une Assemblée élective;
Que le métropolitain et les évêques diocésains y siègeront de droit, comme par le passé;
Qu'il sera procédé à la confection d'une loi électorale basée sur la propriété foncière."
Les plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie, de la Sardaigne et de la Turquie admettent:
„Que le corps commun aux deux Principautés devrait être composé de seize membres, huit Moldaves et huit Valaques, quatre choisis par chaque hospodar parmi les membres de l'Assemblée, ou parmi les personnes qui auront rempli de hautes fonctions dans le pays, et quatre par chaque Assemblée pris dans son sein; le corps commun devrait siéger à Fokshani."
(Suivent les signatures.)

Protocole No. 7. — *Séance du 3 Juillet 1858.*

Le protocole de la séance précédente est lu et adopté.
Après délibération, la Conférence convient de ce qui suit;
„La loi organique est placée sous la sauvegarde du corps commun."
„Le corps commun prépare les lois d'intérêt général communes aux deux Principautés et soumet ces lois, par l'intermédiaire des hospodars, aux délibérations des Assemblées."
„Les hospodars, de leur côté, pourront saisir le corps commun de toutes les propositions qu'il leur paraîtrait utile de convertir en projets de loi communes aux deux Principautés."
„Sont considérées comme lois d'intérêt général, toutes celles qui concernent l'unité de législation, l'union douanière, postale, monétaire, télégraphique, et toutes les matières d'utilité publique communes aux deux Principautés."
„Le corps commun aura spécialement à s'occuper, d'accord avec les hospodars et les Assemblées, de la confection des codes civil, criminel, de commerce et de procédure."
„Le Corps commun suggérera aux hospodars les améliorations à introduire dans les différentes branches de l'administration commune, en leur signalant les abus qu'il lui paraîtrait utile de réformer."
„Dans le cas où une divergence se manifesterait entre les Assemblées des deux Principautés par rapport aux lois d'intérêt commun, soumises à leur délibération, il appartiendra au corps commun d'aviser pour rétablir l'accord entre elles."
„Les Assemblées seront saisies par les hospodars respectifs des lois d'intérêt local pour chaque Principauté; mais ces lois ne seront sanctionnées par l'hospodar qu'après avoir été communiquées par lui au corps commun, qui aura à apprécier si elles sont compatibles avec la loi organique."
„La promulgations des loi d'intérêt local, aussi bien que de celles d'intérêt commun, est réservée aux hospodars."
„Le budget des recettes et des dépenses, préparé pour chaque Principauté par les soins des hospodars respectifs, sera ex-

aminé, pourra être amendé et ne sera définitif qu'après avoir été voté par l'Assemblée.

„Aucun impôt ne pourra être établi s'il n'a pas été consenti par les Assemblées.

„Les milices régulières existant à présent dans les deux Principautés recevront l'organisation identique et nécessaire pour, au besoin, se réunir et former une armée unique; à cet effet, il sera procédé annuellement à l'inspection des milices des deux Principautés par des inspecteurs généraux nommés tous les ans, alternativement par chaque hospodar. Ces inspecteurs seront chargés de veiller à l'entière exécution des dispositions destinées à conserver aux milices tous les caractères de deux corps d'une même armée."

„Les hospodars nommeront alternativement le commandant en chef lorsqu'il y aura lieu de réunir les deux milices."

M. le plénipotentiaire de Prusse fait, au sujet du drapeau, la proposition suivante:

„Les milices des deux Principautés conserveront chacune leur drapeau actuel. Lorsqu'elles seront réunies, elles n'auront qu'un seul et même drapeau, lequel sera composé des drapeaux moldave et valaque placés à côté l'un de l'autre."

Les plénipotentiaires de la France, de la Russie et de la Sardaigne adhèrent à cette proposition.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne s'y rallie, mais croit devoir réserver l'approbation de son gouvernement.

M. le plénipotentiaire de la Turquie la prend ad referendum.

M. le plénipotentiaire de l'Autriche ne peut adhérer à la proposition de M. le Plénipotentiaire de la Prusse, mais il pense qu'on pourrait convenir d'un emblème commun pour les cas d'action commune des deux milices. Cet emblème pourrait réunir les couleurs de la puissance suzeraine, de la Moldavie et de la Valachie.

Les bases suivantes sont discutées et admises:

„Il sera institué une Cour suprême de cassation pour les deux Principautés".

„Les arrêts rendus par les Cours et les jugements prononcés par les tribunaux de l'une et de l'autre province, seront exclusivement portés devant cette Cour de cassation."

„L'indépendance des membres de cette Cour sera garantie par le principe de l'inamovibilité."

„Il y aura, entre les deux Principautés, une union douanière, postale, monétaire et télégraphique."

„Les Moldaves et les Valaques seront tous égaux devant la loi, devant l'impôt et également admissibles aux emplois publics dans l'une et dans l'autre Principauté."

La question de l'hérédité des hospodars, soulevée dans la IVe séance, est reprise et les plénipotentiaires d'Autriche, de France, de Russie, de Sardaigne et de Turquie se prononcent pour l'élection des hospodars à titre viager.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne exprime ses regrets de voir sa proposition si peu favorablement accueillie, et, sans insister davantage, il désire cependant que les raisons qui l'ont porté à la faire soient consignées dans le protocole.

„Jusqu'à présent," dit-il, „l'administration des Principautés laissait beaucoup à désirer, et il est fondé à penser que l'usage de nommer les hospodars à vie était pour beaucoup dans cet état de choses. Cet usage donnait lieu à toute espèce d'intrigues, entretenait la corruption et mettait les grands boyards en opposition les uns avec les autres, car chacun d'entre eux ne faisait que viser à devenir un jour hospodar. De plus, l'hospodar régnant n'avait nul intérêt à transmettre un gouvernement bien ordonné à un successeur pour lequel il n'avait aucune sympathie, tandis qu'on pourrait espérer des sentiments bien différents de sa part, si ce successeur devait être son fils." — D'après le système actuel, ajoute M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, à l'investiture des hospodars, une somme considérable était payée à la Porte; cette somme pesait naturellement sur les classes inférieures des Principautés. —

„Pour mettre une fin à ces maux, le meilleur moyen serait de donner au gouvernement un plus grand élément de stabilité, et ceci ne pourrait mieux s'effectuer qu'en rendant les hospodarats héréditaires."

M. le plénipotentiaire de Turquie fait remarquer que la somme payée à la Porte lors de l'investiture des hospodars était invariablement fixée au montant du tribut annuel.

M. le plénipotentiaire de la Prusse dit „que le principe de l'hérédité est, en général, celui qui offre aux États le plus de garanties d'ordre et de prospérité. Mais comme il doute que les deux Principautés puissent offrir dans leur sein des éléments propres à instituer des familles régnantes héréditaires, et que les vœux exprimés par les Divans ne s'étendent pas à cette éventualité, il adhère au principe viager."

MM. les plénipotentiaires demandent à M. le plénipotentiaire de France de vouloir bien se charger de la rédaction d'un projet de convention fondée sur les bases arrêtées. M. le comte Walewski s'empresse de déférer au désir de la Conférence.

M. le plénipotentiaire d'Autriche n'est pas autorisé à modifier l'opinion qu'il a émise dans le courant de la négociation; il portera à la connaissance de son gouvernement les délibérations de la séance et espère être prochainement à même de faire connaître la décision définitive de sa Cour sur les bases consignées aux protocoles de la Conférence.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 8. — *Séance du 7 Juillet 1858.*

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

La Conférence discute les bases de la loi électorale qui doit être annexée à la convention. Elle décide que les villes seront représentées à l'Assemblée, et remet à une autre séance la solution définitive des autres points qui ont été mis en délibération.

La Conférence arrête que la durée de chaque législature dans les deux Principautés sera fixée à sept ans.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 9. — *Séance du 10 Juillet 1858.*

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

La Conférence reprend la discussion des bases de la loi électorale et arrête celles qui suivent:

„Sera électeur, au premier degré dans les districts, quiconque pourra justifier d'un revenu foncier de cent ducats et au-dessus".

„Sera électeur, au second degré dans les districts, quiconque pourra justifier d'un revenu foncier de mille ducats et au-dessus".

„Sera électeur dans les villes, quiconque pourra justifier d'un capital foncier, industriel ou commercial de six mille ducats au moins, lui appartenant en propre, ou dotal, et libre de toute hypothèque".

„Tout électeur devra être âgé de vingt-cinq ans révolus au moins".

„Les électeurs au premier degré nommeront parmi eux, dans leurs arrondissements respectifs, trois électeurs, lesquels réunis au chef-lieu districtal, éliront un député par district".

„Les électeurs au second degré, justifiant d'un revenu de mille ducats, éliront directement deux députés par district".

„Les électeurs des villes éliront à Bucharest et à Jassy, trois députés; à Craïova, Ploïesti, Braïlow, Galatz et Ismaïl, deux députés; et dans les autres villes, chefs-lieux de district, un député".

„Les élections, par ces trois catégories d'électeurs, se feront séparément et dans des colléges spéciaux.

„Sera éligible indistinctement, dans tous les colléges, quiconque sera âgé de trente ans révolus, et pourra justifier d'un revenu de quatre cents ducats.

„La loi électorale contiendra une sanction pénale contre toute fausse déclaration relative au cens électoral.

„Les étrangers, même domicilés dans les Principautés, ne seront ni électeurs, ni éligibles, à moins d'être naturalisés."

La Conférence ne s'étant pas trouvée en possession de données statistiques suffisantes pour arrêter, en toute connaissance de cause, les bases de la loi électorale, exprime le vœu que cette loi puisse être revisée pendant la seconde législature, si l'expérience en démontrait la nécessité. Le résultat de cette révision serait sanctionné et promulgué par la cour suzeraine, après entente avec les Cours garantes.

La Conférence prend ensuite les résolutions ci-après:

„L'hospodar sera élu, dans chaque Principauté, par l'Assemblée.

„Si, lorsque la vacance se produit, l'Assemblée est réunie, elle devra avoir procédé dans les huit jours à l'élection de l'hospodar; si elle n'est pas réunie, elle sera convoquée immédiatement et réunie dans le plus bref délai; elle devra avoir élu l'hospodar dans les huit jours qui suivront sa réunion.

Les métropolitains seront, de plein droit, comme par le passé, présidents des Assemblées."

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 10. — *Séance du 15 Juillet 1858.*

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

M. le plénipotentiaire de Turquie propose de décider que, dans les Principautés, les protégés ne pourront être ni électeurs ni éligibles.

La Conférence, après un premier examen, ajourne à la prochaine séance la solution de cette proposition, et passe à la discussion des rapports respectifs que devront entretenir la Cour suzeraine, les Principautés et les puissances garantes.

M. le plénipotentiaire de la Russie, ainsi qu'il l'avait annoncé dans la quatrième séance, présente à ce sujet des observations qu'il résume par l'exposé suivant:

„La constatation des droits existants qui sont garantis par le traité du 30 mars et les clauses mêmes du traité, déterminent les relations entre les Principautés et la Cour suzeraine d'une manière fort précise. Elles peuvent se résumer ainsi:

„Droit de la Cour suzeraine de recevoir le tribut, de confirmer l'élection du Prince, de combiner avec les Principautés les mesures de défense de leur territoire en cas d'agression du dehors, et de provoquer une entente avec les puissances garantes, en cas de nécessité, pour le maintien de l'ordre dans les Principautés; enfin, droit de la Cour suzeraine d'appliquer aux Principautés les traités internationaux dans tout ce qui ne porte point atteinte aux immunités du pays.

„Droit des Principautés de régler, sans l'ingérence de la Cour suzeraine, toute l'administration intérieure dans les limites stipulées par l'accord des puissances garantes avec la Cour suzeraine, et droit de recours aux puissances suzeraine et garantes en cas de violation de leurs immunités.

„Droit réservé aux puissances garantes de régler par voie diplomatique, et par une entente avec la Porte, toute contestation qui serait survenue entre elle et les Principautés."

M. le plénipotentiaire de Prusse rappelle l'avis qu'il a exprimé dans la première séance de la Conférence sur la convenance d'examiner tout d'abord l'étendue des droits respectifs de la Turquie et des Principautés. Il se félicite de la décision que prend la Conférence de faire tous ses efforts pour écarter les chances de malentendu, en s'occupant de définir aussi clairement que possible les droits de la puissance suzeraine et ceux sur lesquels repose l'administration indépendante et nationale que la Sublime-Porte s'est engagée à conserver aux Principautés.

La Conférence délibère sur les droits de la Cour suzeraine.

M. le plénipotentiaire de Russie propose de supprimer le tribut extraordinaire que les Principautés payaient à la Cour suzeraine à l'avénement de chaque hospodar, et d'élever d'un dixième, à titre de compensation, le montant du tribut annuel.

M. le plénipotentiaire de Turquie déclare qu'il en référera à sa Cour, mais il pense que, dans tous les cas, le tribut annuel devrait être fixé proportionnellement aux revenus de chaque Principauté et en suivre par conséquent les variations. Il ajoute qu'au surplus l'accroissement de territoire obtenu par la Moldavie, justifierait une augmentation du tribut annuel de cette Principauté.

M. le plénipotentiaire d'Autriche se réserve de faire connaitre son avis quand M. le plénipotentiaire de Turquie aura été mis

en mesure de communiquer à la Conférence l'opinion de son gouvernement.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Betagne adhère au principe de la proposition de M. le plénipotentiaire de Russie, mais il désire connaître l'opinion définitive de M. le plénipotentiaire de Turquie avant de s'y rallier entièrement.

MM. les plénipotentiaires de France, de Prusse et de Sardaigne adoptent sans réserve, la proposition de M. le plénipotentiaire de Russie.

Tous les plénipotentiaires sont d'avis que la Cour suzeraine aura à combiner avec les Principautés les mesures de défense de leur territoire en cas d'agression extérieure et à provoquer une entente avec les puissances garantes, en cas de nécessité, pour le maintien de l'ordre dans les Principautés.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne propose d'autoriser les hospodars, en cas de troubles intérieurs qu'ils ne seraient pas en mesure d'apaiser, à solliciter le concours de la puissance suzeraine, en attendant que l'accord s'établisse entre elle et les Cours garantes.

Cette proposition, tendant à modifier l'article 27 du traité de Paris, les plénipotentiaires en ajournent la discussion.

La Conférence, après un premier examen, remet à une autre séance de statuer sur tout ce qui concerne l'investiture des hospodars et l'application, dans les Principautés, des traités internationaux.

La Conférence reconnait que la Porte pourra entretenir ses rapports avec les hospodars, soit par correspondance, soit par l'intermédiaire des agents des Principautés résidant à Constantinople (Kapou-Kiaya), soit par l'envoi auprès des hospodars de fonctionnaires chargés de missions spéciales, qui ne pourront toutefois s'immiscer, en aucune manière, dans l'administration du pays.

La Conférence décide que les droits des Principautés comprennent:

Le règlement, en dehors de toute ingérence de la Cour suzeraine, et en vertu de leur autonomie, de toute l'administration intérieure dans les limites stipulées par l'accord des puissances garantes avec la Cour suzeraine.

La discussion des autres points sera continuée à la prochaine séance.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 11. — *Séance du 17 Juillet 1858.*

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

La Conférence reprend l'examen des points mis en discussion dans la dernière réunion.

Elle décide:

Que, comme par le passé, les traités internationaux qui seront conclus par la Cour suzeraine avec les puissances étrangères, seront applicables aux Principautés, dans tout ce qui ne portera pas atteinte aux immunités du pays.

Que, en cas de violation des immunités des Principautés, les

hospodars adresseront un recours à la Cour suzeraine, et que, s'il n'était pas fait droit à leurs réclamations, ils pourront les faire parvenir, par leurs agents, aux représentants des puissances garantes à Constantinople.

Que les hospodars auront la faculté de se faire représenter auprès de la Cour suzeraine par des Capou-Kiaya moldaves ou valaques, agréés par la Porte.

Pour ce qui concerne les droits des puissances garantes, mentionnés dans la proposition du plénipotentiaire de la Russie, la Conférence s'en réfère au traité de Paris.

La Conférence arrête que le corps commun sera désigné sous la dénomination de Commission centrale.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 12. — *Séance du 23 Juillet 1858.*

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

La Conférence examine les conditions de l'éligibilité à l'hospodorat; elle se réserve de les fixer dans une autre séance.

Les plénipotentiaires reprennent la discussion des propositions relatives au tribut.

M. le plénipotentiaire de la Turquie déclare que sa Cour adhère, en principe, à la suppression du tribut extraordinaire qui était payé à l'avénement des hospodars.

La Conférence, prenant en considération l'accroissement de territoire et de revenus acquis à la Moldavie, et décidant que les Principautés n'auront plus désormais à servir à la Porte aucun tribut extraordinaire lors de l'élection d'un nouvel hospodar, fixe à un million cinq cent mille piastres le tribut annuel de la Moldavie et à deux millions cinq cent mille piastres celui de la Valachie.

La Conférence, après discussion, arrête également:

Que les hospodars auront le droit de dissoudre les Assemblées, à la condition, toutefois, de convoquer une nouvelle Assemblée, qui devra être réunie dans le délai de trois mois.

Revenant sur la proposition faite, dans la séance du 15 juillet, par M. le plénipotentiaire de la Turquie, la Conférence convient que les *protégés* dans les Principautés ne pourront être ni électeurs, ni éligibles.

M. le plénipotentiaire de la France rappelle que la Conférence, dans sa séance du 10 juin, a ajourné sa résolution en ce qui concerne la nomination des premiers hospodars, et il propose d'y faire procéder par la voie ordinaire en confiant, à dater de la promulgation du hatti-chérif de la Porte jusqu'à l'installation des hospodars, l'administration des Principautés à deux commissions (caïmacamies), constituées conformément aux dispositions des statuts organiques en vigueur.

M. le plénipotentiaire de la Turquie déclare qu'il en référera à sa Cour.

M. le plénipotentiaire de l'Autriche réserve son opinion.

MM. les plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, de la

Prusse, de la Russie et de la Sardaigne adhèrent à la proposition de M. le plénipotentiaire de la France.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 13. — *Séance du 30 Juillet 1858.*

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

La Conférence délibère sur les conditions de l'éligibilité à l'hospodarat, et adopte la résolution suivante:

„Sera éligible à l'hospodarat, quiconque, âgé de trente-cinq ans et fils d'un père né Moldave ou Valaque, peut justifier d'un revenu foncier de trois mille ducats, pourvu qu'il ait rempli des fonctions publiques pendant dix ans ou fait partie des Assemblées."

La Conférence reprend la discussion sur le drapeau; elle décide que les deux milices conserveront leurs drapeaux actuels, mais que ces drapeaux porteront à l'avenir une banderole de couleur bleue, conforme au modèle annexé au présent protocole.

La Conférence s'occupe de la proposition présentée par M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, dans la séance du 15 juillet, et tendant à modifier les dispositions de l'article 27 du traité conclu à Paris, le 30 mars 1856.

MM. les plénipotentiaires de l'Autriche et de la Russie déclarant que leurs gouvernements respectifs n'ont pas cru devoir les autoriser à participer à la discussion de la question soulevée par la proposition de M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, M. le comte Cowley ne croit pas devoir insister davantage sur sa proposition.

La Conférence délibère sur les conclusions ci-après, formulées par la commission des Principautés:

1° Abolition des exemptions et des monopoles dont jouissent encore certaines classes, égalité devant l'impôt et devant la loi;

2° Révision de la loi qui établit les rapports entre les propriétaires du sol et les cultivateurs, en vue du véritable intérêt des deux classes;

3° Développement des institutions municipales;

4° Réorganisation du ministère de l'intérieur, dont il est urgent de restreindre les attributions;

5° Séparation plus complète entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. Adoption de moyens efficaces pour arriver graduellement à l'inamovibilité des juges et pour moraliser l'ordre judiciaire. Réforme radicale du système pénitentiaire;

6° Réorganisation du système de l'éducation du clergé, afin que le haut clergé réponde à sa vocation et que le clergé de campagne soit relevé de la condition où il se trouve aujourd'hui;

7° Création d'un système complet d'éducation pour toutes les classes de la société. Etablissement d'académies pouvant conférer des degrés universitaires;

8° Nécessité du développement des voies de communication, afin de faciliter les relations commerciales;

9° Suppression des gratifications arbitraires et augmentation considérable des traitements de tous les employés;

10° Simplification du système financier; répartition plus équi-

table de l'impôt sur une base nouvelle qui offrirait les moyens d'augmenter les revenus de l'Etat.

La Conférence décide que les gouvernements des Principautés seront invités à vouer tous leurs efforts à la réalisation de celles des réformes signalées par la commission qui n'auraient pas trouvé place dans la convention. Cette décision sera portée à la connaissance des gouvernements des Principautés par les soins de la Sublime-Porte.

M. le plénipotentiaire de la Russie appelle l'attention de la Conférence sur le conflit existant, dans les Principautés, touchant les biens des couvents dédiés; après examen, la Conférence décide que, pour donner une solution équitable au différend qui existe à ce sujet entre les gouvernements des Principautés et le clergé grec, les parties intéressées seront invitées à s'entendre entre elles au moyen d'un compromis; dans le cas où elles ne parviendraient pas à s'entendre dans le délai d'un an, il sera statué par voie d'arbitrage. Dans le cas où les arbitres ne parviendraient pas à s'entendre, ils choisiront un surarbitre; s'ils se trouvaient également dans l'impossibilité de s'entendre pour le choix de ce sur-arbitre, la Sublime Porte se concerterait avec les puissances garantes pour le désigner.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 14. — *Séance du 9 Août 1858.*

Le protocole de la précédente séance est lu et adopté.

M. le plénipotentiaire de l'Autriche, après avoir rappelé qu'il s'était réservé de soumettre à l'approbation de son gouvernement les bases générales consignées aux protocoles de la Conférence, annonce qu'il est autorisé à y donner son adhésion.

M. le plénipotentiaire de France dépose le projet de convention et le projet de loi électorale qu'il a préparés conformément au vœu exprimé par la Conférence dans sa séance du 3 juillet, et qui seront annexés au présent protocole.

La Conférence passe à l'examen du projet de convention. Le préambule est lu et adopté.

Les articles 1 et 2 sont réunis en un seul article ainsi conçu:

„Les Principautés de Moldavie et de Valachie, constituées désormais sous la dénomination de *Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie*, demeurent placées sous la suzeraineté de Sa Majesté le Sultan."

La discussion sur l'article 3 du projet, devenu l'article 2, est renvoyée à la prochaine séance.

L'article 3 (ancien article 4) est adopté dans les termes suivants:

„Les Principautés serviront à la cour suzeraine un tribut annuel dont le montant demeure fixé à la somme d'un million cinq cent mille piastres pour la Moldavie et à la somme de deux millions cinq cent mille piastres pour la Valachie.

L'investiture sera, comme par le passé, conférée aux hospodars par Sa Majesté le Sultan.

La cour zuseraine combinera avec les Principautés les mesu-

res de défence de leur territoire, en cas d'agression extérieure, et il lui appartiendra de provoquer, par une entente avec les cours garantes, les mesures nécessaires pour le rétablissement de l'ordre, s'il venait à être compromis.

Comme par le passé, les traités internationaux qui seront conclus par la cour suzeraine avec les puissances étrangères, seront applicables aux Principautés dans tout ce qui ne portera pas atteinte à leurs immunités."

L'art. 4 (ancien art. 5) est adopté dans les termes suivants:

„En cas de violation des immunités des Principautés, les hospodars adresseront un recours à la puissance suzeraine, et, s'il n'est pas fait droit à leur réclamation, ils pourront la faire parvenir, par leurs agents, aux représentants des puissances garantes à Constantinople".

„Les hospodars se feront représenter auprès de la cour suzeraine par des agents (Capou-Kiaya), nés Moldaves ou Valaques, ne relevant d'aucune juridiction étrangère, et agréés par la Porte".

L'art. 5 (ancien art. 6) est adopté dans les termes suivants:

„Les pouvoirs publics seront confiés, dans chaque Principauté, à un hospodar et à une Assemblée élective, agissant, dans les cas prévus par la présente convention, avec le concours d'une commission centrale commune aux deux Principautés".

Les articles 7, 8, 9, 10 et 11 du projet sont adoptés purement et simplement.

L'article 12 est adopté en ces termes:

„En cas de vacance, et jusqu'à l'installation du nouvel hospodar, l'administration sera dévolue au conseil (des ministres), qui entrera de plein droit en exercice".

„Ses attributions, purement administratives, sont limitées à l'expédition des affaires, sans qu'il puisse révoquer les fonctionnaires autrement que pour délit constaté judiciairement. Dans ce cas, il ne pourvoira à leur remplacement qu'à titre provisoire".

L'examen de la suite du projet est ajourné à la prochaine séance.

M. le plénipotentiaire de la France rappelle qu'aux termes de l'article 17 du traité de Paris, une commission riveraine a été chargée d'élaborer les règlements de la navigation du Danube. M. le comte Walewski demande à MM. les plénipotentiaires de l'Autriche et de la Turquie, s'ils sont en mesure de communiquer le travail de cette commission à la Conférence.

M. le plénipotentiaire de l'Autriche répond que bien que, d'après le traité de Paris, le travail de la commission riveraine n'eût dû être communiqué à la Conférence qu'en même temps que celui de la commission européenne, il est autorisé, toutefois à le présenter, et il le dépose en demandant que la Conférence en prenne acte.

M. le plénipotentiaire de la Turquie s'associe à la présentation et à la demande faite par M. le baron de Hübner.

MM. les plénipotentiaires de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse, de la Russie et de la Sardaigne ne pensent pas que la Conférence puisse prendre acte de ce document avant de l'avoir examiné.

M. le comte Walewski propose de remettre à une prochaine séance les observations auxquelles pourrait donner lieu

l'examen attentif du document que vient de communiquer M. le baron de Hübner. Cette proposition est adoptée.

M. le plénipotentiaire de la Russie déclare qu'il a été procédé à l'échange des ratifications sur la convention de délimitation en Asie.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 15. — *Séance du 10 Août 1858.*

Le protocole de la séance d'hier étant lu et adopté, la Conférence reprend l'examen du projet de convention.

Sur les observations présentées par M. le plénipotentiaire de la Turquie et M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, la Conférence revient à l'article 4 déjà adopté, et décide que ce paragraphe sera ajouté à la fin de l'article 13:

„L'investiture sera demandée comme par le passé; elle sera donnée dans le délai d'un mois au plus".

L'article 13 est adopté dans les termes suivants:

„Lorsque la vacance se produira, si l'Assemblée est réunie, elle devra avoir procédé, dans les huit jours, à l'élection de l'hospodar. Si elle n'est pas réunie, elle sera convoquée immédiatement et réunie dans le délai de dix jours. Dans le cas où elle serait dissoute, il serait procédé à de nouvelles élections dans le délai de quinze jours et la nouvelle Assemblée serait également réunie dans le délai de dix jours. Dans les huit jours qui suivront sa réunion, elle devra avoir procédé à l'élection de l'hospodar. — La présence des trois quarts du nombre des membres inscrits sera exigée pour qu'il soit procédé à l'élection. Dans le cas où, pendant les huit jours, l'élection n'aurait pas eu lieu, le neuvième jour, à midi, l'Assemblée procédera à l'élection, quel que soit le nombre des membres présents".

L'article 14 du projet est adopté.

L'article 15 est adopté avec une addition dans le premier paragraphe qui demeure rédigé comme il suit:

„L'hospodar gouverne avec le concours de ministres nommés par lui. Il sanctionne et promulgue les lois; il peut refuser sa sanction. Il a le droit de grâce et celui de commuer les peines en matière criminelle, sans pouvoir intervenir autrement dans l'administration de la justice".

La Conférence adopte l'article 16 et décide qu'il sera réuni au suivant dont il formera le premier paragraphe.

Sur l'article 17, M. le plénipotentiaire de l'Autriche propose la suppression des mots: *ou par l'Assemblée* qui terminent le dernier paragraphe. La Conférence n'adhérant pas à cette modification, M. le baron de Hübner propose, et la Conférence adopte une disposition additionnelle au même article, ainsi conçue:

„La mise en accusation des ministres ne pourra être prononcée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents".

L'article 18 est adopté avec la substitution du mot *élective* au mot *représentative*.

Les articles 19 et 20 sont adoptés avec cette modification que

l'Assemblée se réunira le premier dimanche de *décembre* au lieu de *mars*. En outre les deux articles seront réunis en un seul.

Les articles 21 et 22 sont adoptés; ils formeront un seul article.

L'article 23 est modifié comme il suit: „Le président fixe les conditions auxquelles le public sera admis aux séances, sauf les cas d'exception qui seront prévus par le règlement intérieur".

„Il sera dressé, par les soins du président, un procès-verbal sommaire de chaque séance qui sera inséré dans la *Gazette officielle*".

L'article 24 est adopté avec cette addition finale „quant aux lois d'intérêt commun."

L'art. 25 est adopté avec addition de ces mots: . . . „sans participer au vote."

M. le plénipotentiaire de la France rappelle que la Conférence s'est réservé de statuer à l'égard de l'article 3, dont l'examen avait été ajourné par suite des objections que quelque-uns de MM. les plénipotentiaires avaient élevées contre la référence aux anciennes capitulations, mentionnée dans cet article. M. le comte Walewski expose les diverses considérations qui justifient sur ce point la rédaction du projet, et l'article 3 est finalement adopté dans les termes suivants:

„En vertu des capitulations émanées des sultans Bajazet I., Mahomet II., Sélim I. et Soliman II., qui constituent l'autonomie des Principautés, en réglant leurs rapports avec la Sublime-Porte et que plusieurs hatti-cheriffs, notamment celui de 1834, ont consacrées; conformément aussi aux art. 22 et 23 du traité conclu à Paris, le 30 mars 1856, les Principautés continueront de jouir, sous la garantie collective des puissances contractantes, des priviléges et immunités dont elles sont en possession.

En conséquence, les Principautés s'administreront librement en dehors de toute ingérence de la Sublime-Porte, dans les limites stipulées par l'accord des puissances garantes avec la cour suzeraine."

M. le plénipotentiaire de la Turquie croit devoir faire remarquer que la mention faite des capitulations dans la convention, ne pourra être interprétée comme une reconnaissance par la Sublime-Porte de l'authenticité du texte cité par les Divans ad hoc et que, par conséquent, les dispositions de ce texte ne sauraient être obligatoires pour la Turquie.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 16. — *Séance du 12 Août 1858.*

Le protocole de la précédente séance étant lu et adopté, la Conférence continue l'examen du projet de convention.

Les articles 26 et 30 sont adoptés et réunis sous le no. 26.

L'art. 27 est adopté dans les termes suivants:

„Les différents fonds provenant, jusqu'à présent, de caisses spéciales, et dont le gouvernement dispose à divers titres, devront être compris au budget général des recettes."

La Conférence adopte la disposition suivante qui sera additionnelle à l'article XV, précédemment adopté:

„La liste civile de chaque hospodar sera votée par l'Assemblée une fois pour toutes lors de son avénement."

L'art. 28 est adopté avec une modification consistant à substituer le délai de *deux ans* à celui de *trois* pour le règlement définitif des comptes.

Les articles 29, 31, 32 et 33 sont adoptés.

Le premier paragraphe de l'art. 34 est modifié comme il suit:

„La commission centrale est permanente. Elle pourra cependant, lorsque ses travaux le lui permettront, s'ajourner pour un temps qui ne devra, en aucun cas, excéder quatre mois."

Le reste de l'article est adopté.

Les articles 35 et 36 sont adoptés.

L'art 37 est modifié ainsi qu'il suit:

„Les dispositions constitutives de la nouvelle organisation des Principautés sont placées sous la sauvegarde de la commission centrale.

Elle pourra signaler aux hospodars les abus qu'il lui paraîtrait urgent de réformer, et leur suggérer les améliorations qu'il y aurait lieu d'introduire dans les différentes branches de l'administration."

L'art. 38 est adopté dans les termes suivants:

„Les hospodars pourront saisir la commission centrale de toutes les propositions qu'il leur paraîtrait utile de convertir en projets de lois communes aux deux Principautés."

La commission centrale préparera les lois d'intérêt général communes aux deux Principautés et soumettra ces lois, par l'intermédiaire des hospodars, aux délibérations des Assemblées."

L'article 39 est adopté comme il suit:

„Sont considérées comme lois d'intérêt général toutes celles qui ont pour objet l'unité de législation, l'établissement, le maintien ou l'amélioration de l'union douanière, postale, télégraphique, la fixation du taux monétaire, et les différentes matières d'utilité publique communes aux deux Principautés."

La Conférence modifie l'ordre d'abord adopté pour les premiers articles de Convention, de 1 à 10.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 17. — *Séance du 14 Août 1858.*

Le protocole de la séance du 12 étant lu et adopté, la Conférence continue l'examen du projet de convention.

Le premier paragraphe de l'art. 40 est adopté. Le deuxième paragraphe est modifié comme il suit:

„Elle revisera les règlements organiques ainsi que les Codes civil, criminel, de commerce et de procédure, de telle manière que, sauf les lois d'intérêt purement local, il n'existe plus qu'un seul et même corps de législation, qui sera exécutoire dans les deux Principautés, après avoir été voté par les Assemblées respectives, sanctionné et promulgué par chaque hospodar."

Les articles 41, 42, 43, 44, 45 et 46 sont adoptés.

L'art. 47 est adopté avec addition d'un paragraphe final ainsi conçu: „Le chiffre des milices régulières, fixé par les règlements organiques, ne pourra être augmenté de plus d'un tiers, sans une entente préalable avec la cour suzeraine."

L'article 48 est adopté dans les termes suivants:

„Les milices devront être réunies toutes les fois que la sûreté de l'intérieur ou celle des frontières serait menacée. La réunion pourra être provoquée par l'un ou l'autre hospodar, mais elle ne pourra avoir lieu que par suite de leur commun accord, et il en sera donné avis à la cour suzeraine.

Sur la proposition des inspecteurs, les hospodars pourront également réunir, en tout ou en partie, les milices en camp de manœuvres, ou pour les passer en revue."

L'art. 49 est udopté comme il suit:

„Le commandant en chef sera désigné alternativement par chaque hospodar, lorsqu'il y aura lieu de réunir les milices. Il devra être Moldave ou Valaque de naissance. Il pourra être révoqué par l'hospodar qui l'aura nommé. Le nouveau commandant en chef sera, dans ce cas, désigné par l'autre hospodar."

L'art. 50 est adopté en ces termes:

„Les deux milices conserveront leurs drapeaux actuels, mais ces drapeaux porteront à l'avenir une banderole de couleur bleue, conforme au modèle annexé à la présente convention."

Les paragraphes 1, 2 et 3, de l'art. 51, sont adoptés: un paragraphe additionnel qui sera le quatrième est adopté comme suit:

„Les Moldaves et les Valaques de tous les rites chrétiens jouiront également des droits politiques. La jouissance de ces droits pourra être étendue aux autres cultes par des dispositions législatives."

Le paragraphe 4. du projet, qui devient le 5., est modifié comme il suit:

„Tous les privilèges, exemptions ou monopoles, dont jouissent encore certaines classes, seront abolis, et il sera procédé sans retard à la révision de la loi qui règle les rapports des propriétaires du sol avec les cultivateurs en vue d'améliorer l'état des paysans."

Le paragraphe additionnel suivant est encore adopté pour prendre place à la fin de l'art. 51.

„Les institutions municipales, tant urbaines que rurales, recevront tous les dévoloppements que comportent les stipulations de la présente convention."

Les art. 52 et 54 sont adoptés.

L'art. 54 est modifié comme il suit:

Au moment de la publication dudit hatti-scherif, l'administration sera remise par les caïmacans actuels, dans chaque Principauté, à une commission intérimaire (caïmacanie), constituée conformément aux dispositions du règlement organique. En conséquence, ces commissions seront composées du président du Divan princier, du grand logothète et du ministre de l'intérieur, qui étaient en fonctions sous les derniers hospodars, avant l'installation, en 1856, des administrations provisoires.

„Lesdites commissions s'occuperont immédiatement de la confection des listes électorales, qui devront être dressées et affichées dans un délai de cinq semaines. Les élections auront lieu trois nes après la publication des listes. Le dixième jour qui semaisuivra, les députés devront être réunis, dans chaque Principauté, à l'effet de procéder, dans les délais établis ci-dessus, à l'élections dehospodars."

L'art. 55 et dernier est adopté avec la fixation d'un délai de cinq semaines pour l'échange des ratifications.

La Conférence procède ensuite à l'examen du projet de stipulations électorales qui avait été déposé par M. le plénipotentiaire de la France dans la séance du 9 août. Les articles de ce projet sont successivement adoptés sans modification, sauf:

L'art. 1., dans lequel les mots: *Assemblée des Députés* sont remplacés par ceux de: Assemblée élective.

L'art. 6, auquel sont ajoutés ces mots: „...... ou seulement infamantes."

Et les articles 21 et 22 qui sont fondus ensemble et rédigés comme il suit:

„Toute personne qui se sera fait inscrire sur les listes électorales au moyen de déclarations frauduleuses, ou en dissimulant l'une des incapacités prévues, ou qui aura réclamé et obtenu son inscription sur plusieurs listes, ou qui aura pris part au vote, quoique non inscrite ou déchue du droit électoral, sera punie d'une amende de 100 ducats au moins et de 1,000 ducats au plus, ou d'un emprisonnement de huit jours au moins et de trois mois au plus."

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 18. — *Séance du 16 Août 1858.*

Le protocole de la séance du 14 août est lu et adopté.

M. le plénipotentiaire de France, après avoir rappelé la constatation faite par la plupart des membres de la commission européenne des abus de la juridiction consulaire dans les Principautés, et le vœu émis par eux qu'il y soit porté remède, annonce que M. le comte Kisseleff fait, à ce sujet, une proposition dont il demande l'insertion au protocole. Cette proposition est ainsi conçue:

La commission, dans son rapport, émet le vœu, à la presque unanimité, que la juridiction consulaire soit supprimée dans les Principautés, le plus tôt possible. La cour de Russie est disposée à accéder, dès à présent, à la réalisation de ce vœu, si les autres puissances y consentent. Dans le cas où cette mesure ne paraîtrait pas encore opportune, il est urgent, selon le rapport même de la commission, et surtout pour assurer le succès des nouvelles institutions dont le pays sera doté, de faire cesser les abus provoqués par la juridiction consulaire.

A cet effet, M. le plénipotentiaire de Russie propose que les gouvernements princiers soient expressément invités à constater

les abus précités selon la proposition faite dans ce sens par les commissaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne, afin qu'ils soient réprimés sans retard, et que la juridiction consulaire, se bornant aux nationaux respectifs, soit rigidement restreinte aux limites posées par les traités.

M. le comte Walewski fait remarquer qu'il y a deux parties dans la proposition de M. le plénipotentiaire de Russie: l'une, qui implique l'abolition de la juridiction consulaire, et sur laquelle il ne croit pas devoir se prononcer en ce moment; l'autre, qui se réfère à la suppression des abus provenant de l'exercice de cette juridiction, et à laquelle il adhère avec empressement.

Fuad-Pacha dit qu'à son avis il y a de pareils abus dans toutes les parties de l'empire ottoman, et que, pour ce qui concerne les Principautés, leurs gouvernements devraient s'entendre pour cet abus dont il s'agit, avec la Cour suzeraine.

M. le plénipotentiaire de l'Autriche rappelle le XIV. protocole du congrès de Paris dans lequel est consigné le vœu qu'une délibération soit ouverte à Constantinople, après la conclusion de la paix, entre la Porte et les représentants des autres puissances, à l'effet de réviser les stipulations fixant les rapports commerciaux de ces puissances avec la Turquie et la condition des étrangers dans l'empire ottoman. La marche à suivre se trouve donc indiquée d'avance, et M. le baron de Hübner ne peut adhérer à une proposition qui modifierait le vœu du Congrès. C'est à Constantinople qu'on doit procéder par voie d'entente entre la Porte et les représentants des puissances signataires.

M. le plénipotentiaire de Russie répond que les commissaires ont fait appel à la Conférence, et qu'elle se trouve ainsi en demeure de s'expliquer.

M. le comte Walewski déclare que, en ce qui concerne la première partie de la proposition de M. le plénipotentiaire de Russie, c'est-à-dire l'abolition de toute juridiction consulaire dans les Principautés, il n'a qu'a donner son assentiment à ce que vient de dire M. le baron de Hübner. Mais pour ce qui est de la constatation des abus auxquels donne lieu cette juridiction, il est d'avis que la Conférence peut, sans qu'il y ait là, de sa part, aucune déviation de son mandat, insérer dans ses actes une invitation aux gouvernements des Principautés de constater ces abus en vue d'y porter remède. Cette constatation appartient aux pouvoirs locaux, sauf à s'entendre ensuite avec le gouvernement ottoman pour remédier aux abus.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne dit qu'il ne saurait adhérer à une proposition aussi limitée que celle de M. le comte Kisseleff; son gouvernement s'associerait volontiers à une révision générale de la juridiction consulaire. Il y a des abus de la part des agents de toutes les puissances; il est donc d'avis qu'il conviendrait de prendre la question dans son ensemble, au lieu de la renfermer dans des termes restreints.

M. le comte Walewski rappelle qu'il ne s'agit pas en ce moment de la question générale de l'abolition ou du maintien de la juridiction consulaire, mais des abus seulement. La révision des traités n'est pas du ressort de la Conférence, mais elle est compétente pour s'occuper de la constatation des abus; s'ils sont

avérés, il est impossible que la Conférence n'y prête pas attention: or, il résulte du rapport de la commission, dont il vient d'être donné lecture, que ces abus sont flagrants et manifestes.

Fuad-Pacha répète que les abus dont il s'agit existent dans tout l'empire ottoman; la réforme qu'il convient d'y apporter n'est pas de la compétence des hospodars, mais c'est à la Porte qu'il appartient d'examiner la question de concert avec les puissances.

M. le comte Cowley fait observer que les puissances ne sauraient inviter les hospodars à faire des constatations qui seraient dirigées contre elles-mêmes, dans la personne de leurs agents.

M. le baron de Hübner adhère complétement à la manière de voir que vient d'exprimer M. le plénipotentiaire d'Angleterre.

M. le plénipotentiaire de Prusse croit que, dans les circonstances actuelles, une suppression entière de la juridiction consulaire sur les sujets étrangers respectifs n'est pas opportune, les tribunaux du pays n'offrant pas encore des garanties suffisantes. Il faut donc, selon lui, se borner à donner suite à la pensée qui se trouvé énoncée dans le rapport de la Commission, c'est-à-dire restreindre sévèrement les attributions judiciaires des consuls dans les limites posées par les traités. M. le comte de Hatzfeld rappelle, à cette occasion, que les abus signalés dans le rapport de la Commission, sont de longue date; il cite à ce sujet l'art. 93 du règlement organique qui a eu déjà pour objet de diminuer les abus de cette nature. M. le plénipotentiaire de Prusse adhère, de même que M. le plénipotentiaire de France, à la seconde partie de la proposition de M. le plénipotentiaire de Russie.

M. le plénipotentiaire de Sardaigne reconnaît l'urgence et la nécessité de la proposition; il est d'avis qu'il faut donner aux gouvernements locaux la force nécessaire pour constater les abus en vue de les faire cesser; il ne saurait d'ailleurs, se mettre en contradiction avec le commissaire sarde qui a signalé l'état des choses.

M. le plénipotentiaire de France rappelle que MM. les plénipotentiaires d'Autriche et de Turquie ont présenté, dans une des dernières séances, le travail élaboré à Vienne pour le règlement de la navigation du Danube; il propose à la Conférence de s'en occuper et d'entendre les observations que les plénipotentiaires peuvent avoir à présenter sur ce sujet important.

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne dit que, ayant soumis les règlements pour la navigation du Danube, présentés à la Conférence dans sa quatorzième séance par M. le plénipotentiaire d'Autriche, à l'examen de son gouvernement, il a reçu l'ordre d'y proposer plusieurs modifications.

Il doit remarquer d'abord que dans l'article des règlements pour la libre navigation des fleuves, inséré au traité de Vienne, traité qui doit servir de base aux règlements concernant le Danube, se trouve la phrase suivante: „La navigation.... sera entièrement libre, et ne pourra, sous le rapport du commerce, être interdite à personne".

Or, ces mots ne se trouvent pas dans les règlements pour le Danube élaborés à Vienne. De plus, l'acte du Congrès de Vienne déclare que les règlements pour la navigation du Rhin seront

arrêtés „d'une manière uniforme pour tous, et aussi favorable que possible au commerce de toutes les nations“.

Ces mots sont également omis dans l'acte de 1857, conçu dans un esprit plus exclusif et plus favorable aux Etats riverains.

Dans l'acte de 1857, aucune mention n'est faite des affluents du Danube. Lord Cowley désire que cette lacune soit remplie.

Passant à l'art. 5, le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne remarque que cet article devient superflu, si les art. 1. et 8 sont modifiés ou supprimés conformément à sa proposition.

Sur l'art. 8, le comte Cowley déclare que cette disposition n'est pas d'accord avec les préliminaires de paix annexés au premier protocole du Congrès de Paris, qui porte „que la liberté du Danube et de ses embouchures sera efficacement assurée par des institutions européennes, dans lesquelles les puissances contractantes seront également représentées“.

La même disposition est, suivant lui, opposée aux art. 15 et 16 du traité de Paris, qui, non-seulement déclarent d'une manière générale que la navigation du Danube sera réglée d'après les principes établis par le Congrès de Vienne, mais qui stipulent, en outre, que, „sauf ces règlements (de police et de quarantaine), il ne sera apporté aucun obstacle, quel qu'il soit, à la libre navigation de ce fleuve“. Il est ajouté (art. 16) que, sous tous les rapports, „les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité“. Ces deux passages ne peuvent se concilier avec l'intention manifestée par l'acte de 1857 de défendre le commerce du fleuve à tous les pavillons, excepté ceux des Etats riverains.

Cet art. 8 n'est pas non plus en harmonie, poursuit M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, avec l'art. 3 du traité de Paris de 1814 (base du traité de Vienne de 1815), qui dit que la navigation des fleuves européens sera réglée „de la manière la plus égale et la plus favorable au commerce de toutes les nations“, ni avec les principes établis par le traité de Vienne de 1815, ainsi qu'avec les actes y annexés sur la navigation des fleuves.

Il lui semble enfin être en désaccord avec l'acte le plus récent d'une pareille nature, c'est-à-dire le traité sur la libre navigation du Pô, passé entre l'Autriche et trois Etats italiens en 1849, en conformité des prévisions expresses du Congrès de Vienne.

Les privilèges exclusifs accordés par l'art. 9 aux entrepreneurs de navigation „appartenant à l'un des pays riverains“ ne sauraient, dans l'opinion du plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, s'harmoniser avec l'esprit de libéralité qui animait les Congrès de Vienne et de Paris.

Les art. 11 à 18, dit M. le plénipotentiaire d'Angleterre, rédigés dans le but de pourvoir à la sûreté publique, ont pour objet de sauvegarder le monopole créé par l'art. 8; il propose qu'ils soient supprimés de même que cet article.

La même observation s'applique aux derniers paragraphes de l'art. 35, lesquels se rattachent aux art. 14, 16 et 17. Aucun inconvénient ne peut résulter de cette omission, puisque l'établissement des pilotes, légalement autorisés dans les parties dangereuses du fleuve, est prévu par l'art. 33. Il serait à désirer,

cependant, que les droits de pilotage fussent assujettis à l'approbation et à la révision de la commission permanente.

Quant aux articles concernant la quarantaine, M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne fait observer que la teneur en est très-vague, et il doit se prononcer contre la détention des bâtiments „*sous soupçon* de maladie pestilentielle dans la Turquie d'Europe". Il croit que le fait de l'existence d'une telle maladie dans le port que le bâtiment vient de quitter, mentionné sur la patente de santé, doit seul justifier sa mise en quarantaine.

Par l'art. 34, les puissances riveraines se réservent le droit de modifier les règlements existants ou d'en établir d'autres. M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne exprime la conviction que de tels changements ne pourront s'effectuer sans le consentement des puissances signataires du traité de Paris.

Finalement, M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne croit qu'il est nécessaire d'ajouter à l'art. 45, qui stipule que „pour tout ce qui ne se trouve pas réglé par le présent acte de navigation, les traités, conventions et arrangements existants déjà entre les Etats riverains restent en vigueur", les mots suivants: „pourvu qu'il ne s'y trouve rien d'incompatible avec les principes de libre navigation établis par le traité de Vienne".

M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne demande l'insertion au protocole des propositions suivantes:

Supprimer les articles 5, 8 et 9 à 18 inclusivement.

Substituer à l'art. 1. la rédaction ci-après: „la navigation du Danube, depuis l'endroit où ce fleuve devient navigable jusque dans la mer Noire, et depuis la mer Noire jusqu'au dit endroit, soit en descendant, soit en remontant, sera entièrement libre, tant pour le transport des marchandises que pour celui des voyageurs, et ne pourra être interdite à personne, en se conformant toutefois aux règlements qui seront arrêtés pour sa police d'une manière uniforme pour tous, et aussi favorable que possible au commerce de toutes les nations".

Le système qui sera établi pour la navigation du Danube, tant pour la perception des droits que pour le maintien de sa police, sera le même pour tout le cours du fleuve et s'étendra sur ceux de ses affluents qui, dans leur cours navigable, séparent ou traversent différents Etats

A l'art. 7 supprimer les mots: „et 6".

A l'art. 9 supprimer les mots: „appartenant à un des pays riverains".

A l'art. 30 substituer la rédaction ci-après: „Les bâtiments naviguant sur le Danube ne pourront être assujettis à aucune mesure quarantenaire, à moins que l'existence d'une maladie pestilentielle dans le port d'où ils viennent ne soit constatée par la patente de santé dont ils sont munis".

A l'art. 35 supprimer les deux derniers paragraphes.

A l'art. 45, l'addition des mots suivants: „Pourvu qu'il ne s'y trouve rien qui soit incompatible avec les principes de libre navigation établis par le traité de Vienne".

M. le plénipotentiaire de France pense que les dispositions contenues dans le travail élaboré à Vienne ne sont d'accord ni avec les stipulations du traité de Paris de 1856, ni avec les prin-

Digitized by Google

cipes de l'acte de Vienne de 1815, ni avec les énonciations du traité de Paris de 1814, auxquelles il convient de se référer pour déterminer le sens précis de l'acte du Congrès de Vienne. M. le comte Walewski adhère entièrement aux observations et aux propositions présentées par M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne.

Il ajoute qu'en ce qui concerne les affluents, il doit faire remarquer que son gouvernement est d'autant mieux fondé à demander que la liberté de navigation soit également appliquée aux cours d'eau de cette nature, qu'on se rappellera qu'à l'occasion d'une concession faite par le gouvernement moldave à une Compagnie française pour l'exploitation du Sereth, et sur la réclamation formelle de l'Autriche et à la suite d'une correspondance échangée avec cette puissance et la Porte, le gouvernement français consentit à l'annulation de ce privilége. M. le comte Walewski se croit en droit, au nom de son gouvernement et conformément aux déclarations par lui faites antérieurement, d'invoquer ce précédent pour demander avec insistance que tous les affluents du Danube, sans exception, soient ouverts à la navigation de toutes les puissances.

M. le plénipotentiaire de Prusse adhère, comme le plénipotentiaire de France, aux propositions de lord Cowley.

M. le plénipotentiaire de Russie adhère aux propositions de lord Cowley qui renferment celles qu'il avait lui-même à faire au nom de son gouvernement. Il fait, en outre, une proposition tendant à ce que les pilotes de toutes les nations soient admis sur le Danube, en se conformant aux conditions imposées aux pilotes des États riverains.

M. le plénipotentiaire de Sardaigne émet l'avis que l'acte élaboré à Vienne ne répond pas à ce que la Conférence était en droit d'attendre. Il adhère aux observations de MM. les plénipotentiaires de France, d'Angleterre, de Prusse et de Russie.

M. le plénipotentiaire d'Autriche répond que, contrairement aux déclarations exprimées par MM. les plénipotentiaires de France et de la Grande-Bretagne auxquelles ont adhéré MM. les plénipotentiaires de Prusse, de Russie et de Sardaigne, son gouvernement a la conviction que le travail de la commission riveraine est, en tous points, conforme aux traités de Vienne et de Paris.

M. le baron de Hübner commence par établir que les principes de l'acte du Congrès de Vienne et les stipulations du traité de Paris de 1856 sont seuls obligatoires pour les États riverains signataires du traité de Paris. Or, quels sont ces principes, quelles sont ces stipulations?

L'art. 109 de l'acte du Congrès de Vienne dit: „La navigation dans tout le cours des rivières indiquées dans l'acte précédent, du point où chacune d'elles devient navigable jusqu'à son embouchure, sera entièrement libre et ne pourra, sous le rapport du commerce, être interdite à personne; bien entendu que l'on se conformera aux règlements relatifs à la police de cette navigation, lesquels seront conçus d'une manière uniforme pour tous, et aussi favorables que possible, au commerce de toutes les nations".

On ne saurait déduire de cette disposition une liberté absolue de navigation pour les pavillons de toutes les nations. Mais en admettant même, ce que le plénipotentiaire d'Autriche est loin d'admettre, que cet article soit susceptible d'interprétations diverses, où doit-on chercher l'interprétation authentique, si ce n'est dans les protocoles de la commission instituée pour les questions de navigation fluviale et composée de ce même Congrès. Consultons, dit M. le baron de Hübner, ces protocoles.

Le 2 février 1815, dans la première séance de cette commission, M. le duc de Dalberg, plénipotentiaire de France a proposé: „Article 1. Le Rhin... sera, sous le rapport du commerce et de la navigation, considéré comme *un fleuve commun entre les divers États qu'il sépare ou traverse.* Art. 2. La navigation... sera entièrement libre et ne pourra être interdite à personne, en se conformant, toutefois, aux règlements, etc."

Dans la seconde conférence, tenue le 8 février 1815, lord Clancarty, se référant au traité de Paris de 1814, „a proposé", dit le protocole, „sur la base *du traité de Paris, et afin d'étendre la liberté de la navigation du Rhin à toutes les nations*, de substituer à la rédaction du plénipotentiaire de France, la rédaction suivante: „Article 1. Le Rhin sera entièrement libre au commerce et à la navigation de *toutes les nations*".

Cette proposition, n'ayant pas eu de suites, il la reproduisit dans la septième conférence, du 3 mars 1815. „Cependant", dit le protocole, „les autres membres de la commission ont été d'avis qu'il n'y avait pas lieu à faire cet amendement, vu.... que les dispositions du traité de Paris ne visaient qu'à *débarrasser la navigation des entraves qu'un conflit entre les Etats riverains pourrait faire naître, et non à donner à tout sujet d'Etat non riverain un droit de navigation égal à celui des sujets des Etats riverains, et pour lequel il n'y aurait aucune réciprocité*".

Telle était la pensée des auteurs de l'acte du Congrès de Vienne, tel est le sens qu'ils ont eux-mêmes donné à leur œuvre et notamment à l'article 109, lorsqu'ils étaient occupés à jeter les bases des règlements pour le Rhin. Les dispositions qui, encore aujourd'hui, règlent la navigation de ce fleuve, ne s'en écartent point et si elles sont conformes aux principes de l'acte du Congrès de Vienne, ce qui n'a jamais été contesté, — l'acte de navigation du Danube, élaboré dans un esprit bien plus libéral, — une comparaison des deux règlements le prouve, — doit l'être également et à plus forte raison.

M. le plénipotentiaire d'Autriche passe à l'examen du traité de Paris. Ce traité place en tête des articles relatifs à la navigation du Danube, la disposition fondamentale que les principes de l'acte du Congrès de Vienne seront à l'avenir appliqués au Danube. Dès lors, l'acte du Congrès de Vienne est devenu la règle; les exceptions ont dû être, et elles ont été, en effet, expressément stipulées par le traité de Paris. Or, l'acte du congrès de Vienne maintient la distinction entre les Etats riverains et non riverains, et le traité de Paris ne l'abolit pas. Les positions particulières des riverains ont été expressément réservées dans les préliminaires de la paix de Paris et dans le protocole VIII du 12 mars 1856. Ce n'est que pour les bouches du Da-

nube que le traité du 30 mars a créé un état de choses nouveau, et par là, exceptionnel au point de vue de l'acte du Congrès de Vienne.

„M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne", poursuit M. le baron de Hübner, „objecte à l'art. 8 de l'acte de navigation du Danube, parce qu'il réserve le cabotage aux Etats riverains, mais l'acte du Congrès de Vienne n'a pas accordé ce droit aux pavillons des Etats non riverains, témoin les règlements de la navigation du Rhin et de l'Elbe, élaborés en conformité de cet acte, et le traité de Paris ne contient aucune clause étendant aux pavillons de toutes les nations la jouissance de ce droit. L'art. 16 du traité de Paris, cité par lord Cowley, ne peut s'appliquer, selon M. le plénipotentiaire d'Autriche, qu'à la navigation aux bouches du Danube. Mais, de ce que les riverains se réservent le droit de cabotage pour les raisons qui viennent d'être exposées, il ne s'en suit pas qu'ils entendent, comme le pense M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, interdire le commerce du fleuve à tous les pavillons non riverains".

La suppression des art. 11 à 18 et les modifications que lord Cowley propose d'apporter à l'article concernant les quarantaines, et à l'art. 34, relatif aux changements ultérieurs du règlement fluvial, seraient incompatibles avec les droits de souveraineté des Etats riverains et priveraient les gouvernements de ces Etats des moyens de pourvoir efficacement au maintien de l'ordre et aux exigences de l'hygiène publique. Notamment en ce qui concerne l'observation de M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne à l'art. 34, le plénipotentiaire d'Autriche rappelle que les règlements pour la navigation du Rhin et de l'Elbe ont été souvent modifiés par des commissions riveraines, sans que jamais, autant qu'il sache, des puissances non riveraines eussent demandé, et, certes, sans que jamais les Etats riverains leur eussent reconnu le droit d'intervenir dans ces travaux.

M. le baron de Hübner croit avoir constaté le parfait accord du règlement danubien avec les principes de l'acte du Congrès de Vienne et avec le traité de Paris, et avoir, en même temps, répondu aux principales objections de M. le plénipotentiaire de la Grande-Bretagne. Si, pour ne pas entrer dans trop de développements, il n'a pas combattu une à une toutes les observations présentées par MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne, il prie la Conférence de ne pas en inférer qu'il y adhère.

M. le plénipotentiaire de France croit devoir présenter deux observations sur l'exposé de M. le baron de Hübner: il dit que ce sont les *principes* de l'acte du Congrès de Vienne qui doivent être invoqués, et non les conséquences qui, par voie d'interprétation, ont pu en être déduites par les auteurs du règlement de la navigation du Rhin; or, si quelque doute pouvait subsister sur l'esprit et la portée de ces principes, il serait dissipé par la disposition primitive et fondamentale du traité de 1814. Quant à l'argumentation que M. le plénipotentiaire d'Autriche a basée sur le traité de Paris de 1856, M. le comte Walewski se borne à rappeler les termes de l'art. 16, portant que, sous le rapport des droits à prélever aux embouchures, „*comme sous tous les*

autres, les pavillons de toutes les nations seront traités sur le pied d'une parfaite égalité".

M. le plénipotentiaire de Turquie est d'avis que l'acte élaboré à Vienne est conforme au traité de Paris et à l'acte du Congrès de Vienne. Il adhère donc à ce qu'a dit M. le plénipotentiaire d'Autriche.

M. le comte Cowley fait remarquer que M. le baron de Hübner n'a parlé que du règlement pour la navigation du Rhin et qu'il a passé sous silence les règlements plus récemment adoptés pour la navigation du Pô. Du reste, si le règlement de la navigation du Rhin n'a été, jusqu'à présent, l'objet d'aucune réclamation, on ne serait nullement fondé à conclure de cette abstention que ce règlement est conforme aux principes de l'acte du Congrès de Vienne.

M. le plénipotentiaire d'Autriche dit qu'il transmettra à Vienne le protocole où seront consignées les opinions émises, afin que son gouvernement puisse les prendre en considération, et en faire l'objet d'une entente avec les autres gouvernements riverains, pour rechercher les moyens d'avoir égard aux vœux des puissances, sans porter atteinte au droit de souveraineté des États riverains.

M. le plénipotentiaire de Turquie fait la même déclaration.

M. le comte Walewski demande si M. le plénipotentiaire d'Autriche peut fixer l'époque à laquelle il sera en mesure de faire connaître à la Conférence la réponse de son gouvernement.

M. le baron de Hübner répond que, dans son opinion, l'entente qu'il s'agit d'établir au sujet du travail de la commission riveraine, réclamera quelques mois. Il ajoute qu'un égal espace de temps suffira, sans doute, à la commission européenne pour terminer sa tâche, en sorte que la Conférence se trouverait en mesure de prendre acte, en même temps, des travaux des deux commissions, de prononcer, aux termes de l'art. 18, la dissolution de la commission européenne et d'en transférer les pouvoirs à la commission riveraine permanente

MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne font observer que la commission européenne ne pourra pas avoir terminé ses travaux dans l'espace de quelques mois; ils rappellent que, conformément à l'art. 18 du traité de Paris, la commission doit avoir terminé son travail dans l'espace de deux ans, et que, comme on ne saurait, à leur avis, faire dépendre la clôture du travail de la commission riveraine de celle de la commission européenne, ils espèrent que les plénipotentiaires d'Autriche et de la Turquie seront en mesure, avant l'expiration de ce délai, de faire connaître la suite qui aura été donnée par la commission riveraine aux observations consignées dans le protocole de ce jour.

M. le plénipotentiaire d'Autriche dit que le traité de Paris a fixé le même délai pour les deux commissions et rappelle ce qu'il a énoncé à ce sujet, en présentant à la Conférence dans sa XVI. séance, l'acte de navigation.

MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne persistent dans leur opinion et ils ajoutent que, d'après les termes et l'esprit du traité de

Paris, il n'est pas douteux que le soin de débarrasser les embouchures de tous les obstacles apportés à la navigation ne soit dévolu exclusivement à la commission européenne.

M. le plénipotentiaire d'Autriche pense que si le Congrès avait eu l'intention de charger la commission européenne de l'entière exécution de ces travaux, il aurait fixé pour sa durée un plus long délai.

MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne n'admettent pas que les termes de l'art. 16 puissent laisser subsister à cet égard le moindre doute.

M. le plénipotentiaire de Turquie annonce que, bien qu'ayant donné une interprétation différente à l'art. 16, son gouvernement adhérera cependant à l'opinion qui vient d'être émise par MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne.

M. le comte Kisseleff dit qu'il doit être bien entendu que l'acte de navigation ne sera pas mis à exécution avant qu'un accord complet ne soit établi entre toutes les puissances signataires.

M. le baron de Hübner répond que l'acte de navigation a été rendu exécutoire, en vertu d'un droit de souveraineté, que son gouvernement considère comme incontestable et qu'il doit en conséquence maintenir.

MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne pensent que la question dont il s'agit concerne uniquement l'exécution des traités et ne touche nullement au droit de souveraineté; ils déclarent que, dans leur opinion, le travail de la commission riveraine ne peut pas être rendu exécutoire, avant qu'une entente ne se soit établie sur son contenu entre toutes les puissances signataires.

M. le plénipotentiaire ottoman maintient que la Turquie se trouve placée dans la même position que les autres puissances riveraines, et qu'en vertu des droits de souveraineté, elle pourrait mettre à exécution l'acte de navigation. Toutefois, prenant en considération les observations qui ont été presentées, la Sublime-Porte consent à attendre la solution de la question soulevée, avant d'appliquer sur la partie du fleuve qui parcourt le territoire de l'empire ottoman, l'acte de navigation, et à maintenir l'état actuel des choses, résultant de ses traités avec les puissances non riveraines.

MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Sardaigne ne doutent pas que les déclarations consignées au présent protocole, ne soient prises en considération par le gouvernement de S. M. l'empereur d'Autriche, et qu'elles n'aient pour effet de modifier la décision qu'il avait prise antérieurement.

M. le baron de Hüber, s'en référant à la réponse qu'il a faite ci-dessus, déclare réserver à son gouvernement l'entier exercice de son droit.

Lord Cowley ayant appelé l'attention de la Conférence sur la nécessité d'améliorer les conditions de la navigation aux Portes de Fer, et ayant exprimé le désir de savoir si quelque chose avait été fait pour cet objet, M. le plénipotentiaire d'Autriche

répond que son gouvernement apporte une constante sollicitude aux travaux qui tendent à l'amélioration de cette partie du Danube.

(Suivent les signatures.)

Protocole No. 19. — *Séance du 19 Août 1858.*

Le protocole de la séance du 16 est lu et adopté.

MM. les plénipotentiaires de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie, de Sardaigne et de Turquie, dans la conviction que la commission européenne ne pourra pas avoir terminé les travaux énoncés en l'art. 16 du traité de Paris, dans le délai de deux ans, sont d'avis de prolonger ce délai jusqu'à l'achèvement complet desdits travaux.

M. le plénipotentiaire d'Autriche réserve sur ce point l'opinion de son gouvernement qui s'en entendra par voie diplomatique avec les gouvernements des autres puissances signataires.

MM. les plénipotentiaires, au moment de terminer leurs travaux, se réunissent dans un sentiment unanime pour exprimer à M. le comte Walewski tous leurs remerciments pour la direction aussi éclairée que conciliante qu'il a constamment imprimée aux travaux de la Conférence.

Il est procédé à la signature de la convention et des stipulations électorales y annexées.

(Suivent les signatures.)

VIII.

Convention entre l'Autriche, la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie, la Sarduigne et la Porte-Ottomane pour l'organisation définitive des Principautés de Moldavie et de Valachie, signé à Paris, le 19 Août 1858.

Leurs Majestés l'empereur des Français, la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'empereur de toutes les Russies, le Roi de Sardaigne, l'empereur d'Autriche, le Roi de Prusse, et l'empereur des Ottomans, voulant, conformément aux stipulations du traité conclu à Paris le 30 mars 1856, consacrer par une convention leur entente finale sur l'organisation définitive des Principautés danubiennes de Moldavie et de Valachie, ont désigné pour leurs plénipotentiaires, à l'effet de négocier et de signer ladite convention, savoir:

S. M. l'empereur des Français, le sieur Alexandre comte Colonna Walewski etc.;

S. M. la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Henri-Richard-Charles baron Cowley, etc.;

S. M. l'empereur de toutes les Russies, le sieur Paul comte Kisseleff, etc.;

S. M. le roi de Sardaigne, le sieur Salvator marquis de Villamarina, etc.;

S. M. l'empereur d'Autriche, le sieur Joseph-Alexandre baron de Hübner, etc.;

S. M. le roi de Prusse, le sieur Maximilien-Frédéric-Charles-François comte de Hatzfeldt-Wildenburg-Schœnstein, etc.;

Et S. M. l'empereur des Ottomans, S. E. Fuad-Pacha etc., etc.;

Les plénipotentiaires, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Les Principautés de Moldavie et de Valachie, constituées désormais sous la dénomination de *Principautés-Unies de Moldavie et de Valachie*, demeurent placées sous la suzeraineté de S. M. le Sultan.

Art. 2. En vertu des capitulations émanant des sultans Bajazet Ier, Selim Ier, Soliman II. et Mahmoud II., qui constituent leur autonomie en réglant leurs rapports avec la Sublime-Porte, et que plusieurs hatti-schérifs, et notamment le hatti-schérif de 1834, ont consacrés; conformément aussi aux art. 22 et 23 du traité conclu à Paris, le 30 mars 1856, les Principautés continueront de jouir, sous la garantie collective des puissances contractantes, des privilèges et immunités dont elles sont en possession. En conséquence les Principautés s'administreront librement et en dehors de toute ingérence de la Sublime-Porte, dans les limites stipulées par l'accord des puissances garantes avec la Cour suzeraine.

Art. 3. Les pouvoirs publics seront confiés dans chaque Principauté à un hospodar et à une assemblée élective agissant, dans les cas prévus par la présente convention, avec le concours d'une commission centrale commune aux deux Principautés.

Art. 4. Le pouvoir exécutif sera exercé par l'hospodar.

Art. 5. Le pouvoir législatif sera exercé collectivement par l'hospodar, par l'Assemblée et par la commission centrale.

Art. 6. Les lois d'intérêt spécial à chaque Principauté seront préparées par l'hospodar et votées par l'Assem-

blée. Les lois d'intérêt commun seront préparées par la commission centrale et votées par les Assemblées, auxquelles elles seront soumises par les hospodars.

Art. 7. Le pouvoir judiciaire, exercé au nom de l'hospodar, sera confié à des magistrats nommés par lui, sans que nul puisse être distrait de ses juges naturels.

Une loi déterminera les conditions d'admission et d'avancement dans la magistrature, en prenant pour base l'application progressive du principe de l'inamovibilité.

Art. 8. Les Principautés serviront à la Cour suzeraine un tribut annuel dont le montant demeure fixé à la somme d'un million cinq cent mille piastres pour la Moldavie, et à la somme de deux millions cinq cent mille piastres pour la Valachie. L'investiture sera, comme par le passé, conférée aux hospodars par S. M. le Sultan. La Cour suzeraine combinera avec les Principautés les mesures de défense de leur territoire en cas d'agression extérieure; et il lui appartiendra de provoquer, par une entente avec les Cours garantes, les mesures nécessaires pour le rétablissement de l'ordre, s'il venait à être compromis. Comme par le passé, les traités internationaux, qui seront conclus par la Cour suzeraine avec les puissances étrangères, seront applicables aux Principautés dans tout ce qui ne porterait pas atteinte à leurs immunités.

Art. 9. En cas de violation des immunités des Principautés, les hospodars adresseront un recours à la puissance suzeraine; et s'il n'est pas fait droit à leur réclamation, ils pourront la faire parvenir par leurs agents aux représentants des puissances garantes à Constantinople. Les hospodars se feront représenter auprès de la Cour suzeraine par des agents (capou-kiaga) nés Moldaves ou Valaques, ne relevant d'aucune juridiction étrangère et agréés par la Porte.

Art. 10. L'hospodar sera élu à vie par l'Assemblée.

Art. 11. En cas de vacance et jusqu'à l'installation des nouveaux hospodars, l'administration sera dévolue au au conseil des ministres, qui entrera de plein droit en exercice. Ses attributions purement administratives seront limitées à l'expédition des affaires, sans qu'il puisse révoquer les fonctionnaires autrement que pour délits constatés judiciairement. Dans ce cas, il ne pourvoira à leur remplacement qu'à titre provisoire.

Art. 12. Lorsque la vacance se produira, si l'Assemblée est réunie, elle devra avoir procédé, dans les huit

jours, à l'élection de l'hospodar Si elle n'est pas réunie, elle sera convoquée immédiatement et réunie dans le délai de dix jours. Dans le cas où elle serait dissoute, il serait procédé à de nouvelles élections dans le délai de quinze jours, et la nouvelle Assemblée serait également réunie dans le délai de dix jours. Dans les huit jours qui suivront sa réunion, elle devra avoir procédé à l'élection de hospodar. La présence des trois quarts du nombre des membres inscrits sera exigeé pour qu'il soit procédé à l'élection. Dans le cas où pendant les huit jours l'élection n'aurait pas eu lieu, le neuvième jour, à midi, l'Assemblée procéderait à l'élection, quel que soit le nombre des membres présents. L'investiture sera demandée comme par le passé; elle sera donnée dans le délai d'un mois au plus.

Art. 13. Sera éligible à l'hospodorat quiconque, âgé de trente-cinq ans et fils d'un père né Moldave ou Valaque, peut justifier d'un revenu foncier de trois mille ducats, pourvu qu'il ait rempli des fonctions publiques pendant dix ans ou fait partie des Assemblées.

Art. 14. L'hospodar gouverne avec le concours des ministres nommés par lui. Il sanctionne et promulgue les lois; il peut refuser sa sanction. Il a le droit de grâce et celui de commuer les peines en matière criminelle, sans pouvoir intervenir autrement dans l'administration de la justice. Il prépare les lois d'intérêt spécial à la Principauté, et notamment les budgets; et il les soumet aux délibérations de l'Assemblée.

Il nomme à tous les emplois d'administration publique et fait les règlements nécessaires pour l'exécution des lois. La liste civile de chaque hospodar sera votée par l'Assemblée, une fois pour toutes, lors de son avénement.

Art. 15. Tout acte émanant de l'hospodar doit être contresigné par les ministres compétents. Les ministres seront responsables de la violation des lois et particulièrement de toute dissipation des deniers publics. Ils seront justiciables de la Haute-Cour de justice et de cassation. Les poursuites pourront être provoquées par l'hospodar ou par l'Assemblée. La mise en accusation des ministres ne pourra être prononcée qu'à la majorité des trois quarts des membres présents.

Art. 16. L'Assemblée élective, dans chaque Principauté, sera élue pour sept ans, conformément aux dispositions électorales annexées à la présente convention.

Art. 17. L'Assemblée sera convoquée par l'hospodar

et devra être réunie chaque année, le premier dimanche de décembre. La durée de chaque session ordinaire sera de trois mois. L'hospodar pourra, s'il y a lieu, prolonger la session. Il peut convoquer l'Assemblée extraordinairement ou la dissoudre. Dans ce dernier cas, il est tenu de convoquer une nouvelle Assemblée qui devra être réunie dans le délai de trois mois.

Art. 18. Le métropolitain et les évêques diocésains feront, de plein droit, partie de l'Assemblée. La présidence de l'Assemblée appartiendra au métropolitain, les vice-présidents et les sécretaires seront élus par l'Assemblée.

Art. 19. Le président fixe les conditions auxquelles le public sera admis aux séances, sauf les cas d'exceptions qui seront prévus par le règlement intérieur. Il sera dressé, par les soins du président, un procès-verbal sommaire de chaque séance, qui sera inséré dans la Gazette officielle.

Art. 20. L'Assemblée discutera et votera les projets de loi qui lui seront présentés par l'hospodar. Elle pourra les amender sous la réserve stipulée par l'art. 36 quant aux lois d'intérêt commun.

Art. 21. Si les ministres ne sont pas membres de l'Assemblée, ils n'y auront pas moins entrée et pourront prendre part à la discussion des lois, sans participer au vote.

Art. 22. Le budget des recettes et celui des dépenses, préparés annuellement pour chaque Principauté par les soins de l'hospodar respectif et soumis à l'Assemblée, qui pourra les amender, ne seront définitifs qu'après avoir été votés par elle. Si le budget n'était pas voté en temps opportun, le pouvoir exécutif pourvoirait aux services publics conformément au budget de l'année précédente.

Art. 23. Les différents fonds, provenant jusqu'à présent des caisses spéciales et dont le gouvernement dispose à divers titres, devront être compris au budget général des recettes.

Art. 24. Le règlement définitif des comptes devra être présenté à l'Assemblée au plus tard dans un délai de deux ans, à partir de la clôture de chaque exercice.

Art. 25. Aucun impôt ne pourra être établi ou perçu, s'il n'a été consenti par l'Assemblée.

Art. 26. Comme toutes les lois d'intérêt commun et spécial et les règlements d'administration publique, les lois de finance seront insérées dans la Gazette officielle.

Art. 27. La commission centrale siégera à Fockschani. Elle sera composée de seize membres: huit Moldaves et huit Valaques. Quatre seront choisis par chaque hospodar parmi les membres de l'Assemblée ou les personnes qui auront rempli de hautes fonctions dans le pays, et quatre par chaque Assemblée dans son sein.

Art. 28. Les membres de la commission centrale conserveront le droit de prendre part à l'élection des hospodars dans l'Assemblée à laquelle ils appartiennent.

Art. 29. La commission centrale est permanente. Elle pourra cependant, lorsque ses travaux le lui permettront, s'ajourner pour un temps qui ne devra en aucun cas excéder quatre mois.

La durée des fonctions de ses membres pour chaque Principauté, qu'ils aient été nommés par les hospodars ou choisis par les Assemblées, sera limitée à la durée de la législature. Toutefois, les fonctions des membres sortants ne cesseront qu'à l'installation des membres nouveaux.

Dans le cas où le mandat des deux assemblées expirera simultanément, la commission centrale sera renouvelée en totalité pour les deux Principautés à l'ouverture des assemblées nouvelles.

En cas de dissolution de l'une des assemblées, le renouvellement n'aura lieu que pour ceux des membres de la commission centrale appartenant à la principauté dont l'assemblée sera réélu. Les membres sortants pourront être choisis de nouveau.

Art. 30. Les fonctions de membre de la commission centrale seront rétribuées.

Art. 31. La commission centrale nommera son président. Dans le cas où les suffrages se partageront également entre deux candidats, il sera décidé par la voie du sort.

Les fonctions du président cesseront avec son mandat de membre de la commission centrale. Elles pourront être renouvelées.

En cas de partage égal des voix dans se délibérations, la voix du président sera prépondérante. La commission centrale pouvoira à son règlement intérieur. Les dépenses de toute nature seront mises par moitié à la charge des deux Principautés.

Art. 32. Les dispositions constitutives de la nouvelle organisation des Principautés sont placées sous la sauvegarde de la commission centrale. Elle pourra signaler aux hospodars les abus qu'il lui paraîtrait ur

de réformer, et leur suggérer les améliorations qu'il y aurait lieu d'introduire dans les différentes branches de l'administration.

Art. 33. Les hospodars pourront saisir la commission centrale de toutes les propositions qu'il leur paraîtrait utile de convertir en projets de lois communes aux deux Principautés. La commission centrale préparera les lois d'intérêt général communes aux deux Principautés, et soumettra ces lois, par l'intermédiaire des hospodars, aux délibérations des assemblées.

Art. 34. Sont considérées comme lois d'intérêt général toutes celles qui ont pour objet l'unité des législations, l'établissement, le maintien ou l'amélioration de l'union douanière, postale, télégraphique, la fixation du taux monétaire et les différentes matières d'utilité publique communes aux deux Principautés.

Art. 35. Une fois constituée, la commission centrale devra s'occuper spécialement de codifier les lois existantes, en les mettant en harmonie avec l'acte constitutif de la nouvelle organisation. Elle revisera les règlements organiques, ainsi que les Codes civil, criminel, de commerce et de procédure, de telle manière que, sauf les lois d'intérêt purement local, il n'existe plus désormais qu'un seul et même corps de législation qui sera exécutoire dans les deux Principautés, après avoir été voté par les deux Assemblées respectives, sanctionné et promulgué par chaque hospodar.

Art. 36. Si les Assemblées introduisent des amendements dans les projets de lois d'intérêt commun, le projet amendé sera renvoyé à la commission centrale qui appréciera et arrêtera un projet définitif, que les Assemblées ne pourront plus qu'adopter ou rejeter dans son ensemble. La commission centrale sera tenue d'adopter les amendements qui auront été votés à la fois par les deux Assemblées.

Art. 37. Les lois d'intérêt spécial à chacune des Principautés ne seront sanctionnées par l'hospodar qu'après avoir été communiquées par lui à la commission centrale, qui aura à apprécier si elles sont compatibles avec les dispositions constitutives de la nouvelle organisation.

Art. 38. Il sera institué une Haute-Cour de justice et de cassation commune aux deux Principautés. Elle siégera à Fockschani. Il sera pourvu par une loi à sa constitution. Les membres seront inamovibles.

Art. 39. Les arrêts rendus par les Cours et les jugements prononcés par les tribunaux dans l'une et l'autre Principauté seront portés exclusivement devant cette Cour de cassation.

Art. 40. Elle exercera un droit de censure et de discipline sur les Cours d'appel et les tribunaux. Elle aura droit de juridiction exclusive sur ses propres membres en matière pénale.

Art. 41. Comme Haute-Cour de justice, elle connaîtra des poursuites qui auront été provoquées contre les ministres par l'hospodar ou par l'Assemblée, et jugera sans appel.

Art. 42. Les milices régulières existant actuellement dans les deux Principautés recevront une organisation identique, pour pouvoir au besoin se réunir et former une armée unique. Il y sera pourvu par une loi commune. Il sera en outre procédé annuellement à l'inspection des milices des deux Principautés par des inspecteurs généraux nommés tous les ans alternativement par chaque hospodar. Ces inspecteurs seront chargés de veiller à l'entière exécution des dispositions destinées à conserver aux milices tout le caractère de deux corps d'une même armée.

Le chiffre des milices régulières fixé par les règlements organiques ne pourra être augmenté de plus d'un tiers, sans une entente préalable avec la Cour suzeraine.

Art. 43. Les milices devront être réunies toutes les fois que la sûreté de l'intérieur ou celle des frontières serait menacée. La réunion pourra être provoquée par l'un ou l'autre des hospodars; mais elle ne pourra avoir lieu que par suite de leur commun accord, et il en sera donné avis à la Cour suzeraine. Sur la proposition des inspecteurs, les hospodars pourront également réunir, en tout ou en partie, les milices en camp de manœuvre ou pour les passer en revue.

Art. 44. Le commandant en chef sera désigné alternativement par chaque hospodar, lorsqu'il y aura lieu de réunir les milices. Il devra être ou Moldave ou Valaque de naissance. Il pourra être révoqué par l'hospodar qui l'aura nommé. Le nouveau commandant en chef sera dans ce cas désigné par l'autre hospodar.

Art. 45. Les deux milices conserveront leurs drapeaux actuels; mais ces drapeaux porteront à l'avenir une banderole, de couleur bleue conforme au modèle annexé à la présente convention.

Art. 46. Les Moldaves et les Valaques seront tous égaux devant la loi, devant l'impôt, et également admissibles aux emplois publics dans l'une ou l'autre Principauté. Leur liberté individuelle sera garantie. Personne ne pourra être retenu, arrêté ni poursuivi que conformément à la loi. Personne ne pourra être exproprié que légalement pour cause d'intérêt public et moyennant indemnité. Les Moldaves et les Valaques de tous les rites chrétiens jouiront également des droits politiques. La jouissance de ces droits pourra être étendue aux autres cultes par des dispositions législatives. Tous les priviléges, exemptions ou monopoles dont jouissent encore certaines classes, seront abolis, et il sera procédé sans retard à la révision de la loi qui règle les rapports des propriétaires du sol avec les cultivateurs, en vue d'améliorer l'état des paysans. Les institutions municipales, tant urbaines que rurales, recevront tous les développements que comportent les stipulations de la présente convention.

Art. 47. Jusqu'à ce qu'il ait été procédé à la révision prévue par l'art. 35, la législation actuellement en vigueur dans les Principautés est maintenue dans les dispositions qui ne sont pas contraires aux stipulations de la présente convention.

Art. 48. A l'effet de satisfaire à l'art. 25 du traité du 30 mars 1856, un hatti-schérif, textuellement conforme aux stipulations de la présente convention, promulguera les dispositions qui précèdent dans un délai de quinze jours au plus tard à partir de l'échange des ratifications.

Art. 49. Au moment de la publication dudit hattischérif, l'administration sera remise par les caïmacans actuels, dans chaque Principauté, à une commission intérimaire (caïmacamie) constituée conformément aux dispositions du règlement organique. En conséquence, ces commissions seront composées du président du Divan princier, du grand logothète et du ministre de l'intérieur, qui étaient en fonctions sous les derniers hospodars avant l'installation, en 1856, des administrations provisoires. Lesdites commissions s'occuperont immédiatement de la confection des listes électorales, qui devront être dressées et affichées dans un délai de cinq semaines. Les élections auront lieu trois semaines après la publication des listes. Le dixième jours qui suivre, les députés devront être réunis dans chaque Principauté, à l'effet de

procéder, dans les délais établis ci-dessus, à l'élection des hospodars.

Art. 50. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de cinq semaines ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris le dix-neuvième jour du mois d'Août mil huit cent cinquante-huit.

(L. S.) *A. Walewsky.* (L. S.) *Hübner.* (L. S.) *Cowley.* (L. S.) *Hatzfeldt.* (L. S.) *Kisselef.* (L. S.) *Villamarina.* (L. S.) *Fuad.*

La première annexe ne contient que le dessin du nouveau drapeau, sans autre description que celle donnée dans l'art. 45 de la convention.

DEUXIEME ANNEXE.

Stipulations électorales annexées à la convention du 19. Août 1858.

Art. 1er. L'Assemblée élective se compose dans chaque Principauté, de membres élus par les districts et par les villes. Le métropolitain et les évêques diocésains en font partie de plein droit.

Art. 2. Les électeurs sont ou primaires ou directs.

Art. 3. Est électeur primaire, dans les districts, quiconque justifie d'un revenu foncier de cent ducats au moins.

Art. 4. Est électeur direct; dans les districts, quiconque justifie d'un revenu foncier de mille ducats au moins; dans les villes, quinconque justifie d'un capital foncier, industriel ou commercial de six mille ducats au moins, lui appartenant en propre ou dotal.

Art. 5. Nul ne pourra être élu, s'il n'est âgé de vingt-cinq ans révolus, né ou naturalisé Moldave ou Valaque.

Art. 6. Ne pourront être électeurs: 1° les individus qui relèvent d'une juridiction étrangère, 2° les interdits; 3° les faillis non réhabilités; 4° ceux qui auront été condamnés à des peines afflictives et infamantes ou seulement infamantes.

Art. 7. Les listes électorales sont dressées annuellement dans chaque district par les soins de l'administration. Elles seront publiées et affichées le premier dimanche de janvier partout où besoin sera. Les réclamations seront portées devant l'administration dans les trois semaines qui suivront la publication des listes. Les réclamants pourront se pourvoir auprès du tribunal du district, qui statuera d'urgence et en dernier ressort.

Art. 8. Tout électeur pourra réclamer l'inscription ou la radiation de tout individu omis ou indûment inscrit sur la liste dont lui-même fait partie.

Art. 9. Est éligible indistinctment dans tous les colléges quiconque, étant né ou naturalisé Moldave ou Valaque, sera âgé de trente ans révolus et justifiera d'un revenu de quatre cents ducats au moins.

Art. 10. Les électeurs primaires, dans les districts nomment dans chaque arrondissement respectif (sous-administration trois électeurs, lesquels réunis au chef-lieu des districts, éliront un député par district.

Art. 11. Les électeurs directs, dans les districts, éliront deux députés par district.

Art. 12. Dans les villes, les électeurs directs éliront, à Bucharest et à Jassy, trois députés; à Craïova, Ploïesti, Ibraïla, Galatz et Ismaïl, deux députés; dans les autres villes, chefs-lieux de district, un député.

Art. 13. Les électeurs de chaque catégorie s'assembleront séparément en colléges spéciaux pour procéder à leurs opérations respectives.

Art. 14. Les colléges électoraux seront convoqués par le pouvoir exécutif trois semaines au moins avant le jour fixé pour l'élection.

Art. 15. Le scrutin pour l'élection des députés est secret.

Art. 16. L'élection à lieu à la majorité des suffrages exprimés. Si aucun des candidats n'a obtenu la majorité, il sera procédé à un second tour de scrutin, et le candidat qui aura réuni le plus grand nombre de suffrages sera élu.

Art. 17. Les opérations électorales sont verifiées par l'Assemblée, qui est seule juge de leur validité.

Art. 18. Le député élu dans plusieurs circonscriptions électorales doit faire connaître son option au président de l'Assemblée dans les dix jours qui suivront la déclaration de la validité de cette élection. Faute par

lui d'avoir opté dans ce délai, il y sera pourvu par la voie du sort.

Art. 19. En cas de vacance par suite d'option, décès, démission ou autrement, le collége électoral qui doit pourvoir à la vacance, sera réuni dans le délai de trois mois.

Art. 20. Aucun membre de l'Assemblée ne peut, pendant la durée de la session, être arrêté ni poursuivi en matière pénale, sauf le cas de flagrant délit, qu'après que l'Assemblée a autorisé la poursuite.

Art. 21. Toute personne qui se sera fait inscrire sur les listes électorales au moyen de déclarations frauduleuses ou en dissimulant l'une des incapacités prévues, ou qui aura réclamé et obtenu son inscription sur plusieurs listes ou qui aura pris part au vote quoique non inscrite ou déchue du droit électoral, sera punie d'une amende de cent ducats au moins et de mille ducats au plus, ou d'un emprisonnement de huit jours au moins et de trois mois au plus.

Art. 22. A défaut de l'initiative du ministère public, dix électeurs réunis auront le droit d'intenter un procès criminel: 1° à tout individu, qui pendant la durée des opérations électorales, aura soustrait, ajouté ou altéré des bulletins; 2° à tous ceux qui auront troublé les opérations électorales et porté atteinte à la liberté du vote par manœuvres frauduleuses, violences ou menaces.

Art. 23. Les stipulations électorales composant les vingt-deux articles ci-dessus devant être annexées à la convention en date de ce jour, 19 Août, conformément à l'article 16 de ladite convention, les plénipotentiaires respectifs ont également signé et scellé de leurs armes le présent acte qui les contient.

Paris le 19 août 1858.

(L. S.) *A. Walewski.* (L. S.) *Hübner.* (L. S.) *Cowley.* (L. S.) *Hatzfeldt.* (L. S.) *Kisselef.* (L. S.) *Villamarina.* (L. S.) *Fuad.*

IX.

Publication du ministre de Russie à Constantinople relative à la navigation dans la mer Noire; signée à Constantinople, en octobre 1857.

Depuis le rétablissement de la paix, quelques doutes

ont pu s'élever relativement à la navigation et au commerce des nations étrangères dans la mer Noire. C'est donc pour faire cesser toute incertitude à cet égard, que le gouvernement impérial croit devoir porter ce qui suit à la connaissance du public et surtout du commerce étranger.

Ainsi que le Traité de Paris l'a solennellement proclamé, les eaux et les ports de la mer Noire sont ouverts à la marine marchande de toutes les nations. Libre de toute entrave, le commerce dans les ports et dans les eaux de la mer Noire n'est assujetti qu'à des règlements de santé, de douane, de police, conçus dans un esprit favorable au développement des transactions commerciales.

Telles sont les dispositions expresses du Traité de Paris. Le gouvernement impérial a l'intention de s'y conformer scrupuleusement pour ce qui le concerne.

Mais le maintien des règlements de santé, de douane et de police, quelque libéral que soit l'esprit dans lequel ils sont conçus, exige des mesures de surveillance; le long de la côte orientale de la mer Noire, elles sont doublement nécessaires, vu l'état intérieur des provinces du Caucase.

Des établissements de quarantaine et de douane existent à Anapa, à Soukhoum-Kalé et à Redoute-Kalé. Ces trois points sont donc seuls, pour le moment, ouverts aux bâtiments étrangers. Si, dans la suite, les circonstances permettaient d'établir des autorités douanières et de quarantaine dans d'autres endroits de ladite côte et d'y admettre des bâtiments étrangers, avis en sera donné au commerce. En attendant, l'approche des ports, baies et havres du littoral oriental, à l'exception d'Anapa, de Soukhoum-Kalé et de Redoute-Kalé, demeure interdite aux bâtiments étrangers.

Pour constater la régularité de leur destination, les bâtiments étrangers seront tenus de faire viser leurs papiers de bord par les agents consulaires russes.

Le gouvernement impérial n'entend nullement entraver ni gêner d'une manière quelconque le développement des transactions commerciales licites et régulières. C'est dans l'intérêt de l'état sanitaire de ses côtes, plus encore que dans celui du fisc, dans l'intérêt de l'ordre public qui profite aux transactions commerciales de l'étranger comme à celles des nationaux eux-mêmes, que le gouvernement

impérial veillera, ainsi qu'il en a le droit, au maintien des restrictions annoncées ci-dessus. Toute tentative des navigateurs étrangers de se mettre en communication avec la côte, hors d'Anapa, de Soukhoum-Kalé, de Redoute-Kalé, provoquera donc de la part des autorités russes des mesures de répression établies contre la contrebande et les contraventions aux règlements sanitaires. Ceux qui s'y exposeraient n'auront qu'à s'en prendre à eux-mêmes des conséquences de leur conduite.

X.

Traité entre l'Autriche et la Bavière relatif à la navigation du Danube et de ses affluents; signé à Vienne, le 2 décembre 1851; suivi d'un protocole en date du 5 juin 1855, contenant l'accession du Wurtemberg.

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, König von Ungarn und Böhmen etc. etc. etc. und Seine Majestät der König von Baiern etc. etc.

von dem Wunsche beseelt, die Hindernisse, welche bisher der freien Benützung der, Ihre Staaten verbindenden und durchströmenden Flüsse entgegenstanden, zu beseitigen, und dem Verkehre auf diesen Wasserstrassen jede mögliche Erleichterung zu gewähren, haben zur Erreichung dieses Zweckes Unterhandlungen eröffnen lassen, und zu Ihren Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Seine Majestät der Kaiser von Oesterreich, Herrn Felix Fürsten zu Schwarzenberg, Grosskreuz des kaiserlich österreichischen Leopold- und des Franz-Joseph-Ordens, Ritter des militärischen Marien-Theresien-Ordens etc., Seiner k. k. Apostolischen Majestät wirklichen geheimen Rath und Kämmerer, Feldmarschall-Lieutenant, Ministerpräsidenten und Minister des kaiserlichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten etc., und

Herrn Andreas Ritter v. Baumgartner, Ritter des kaiserlich-österreichischen Leopold-Ordens etc., Seiner k. k. Apostolischen Majestät wirklichen geheimen Rath und Minister für Handel, Gewerbe und öffentliche Bauten etc., und

Seine Majestät der König von Baiern, Herrn Maximilian Grafen von Lerchenfeld-Koefering, Grosskreuz des baierischen Verdienst-Ordens vom heiligen Michael, Grosscommenthur des baierischen Haus-Ritter-Ordens vom heiligen Georg und Commenthur des Verdienst-Ordens der baierischen Krone, Ritter des kaiserlich-russischen St. Annen-Ordens 1 Classe in Brillanten und des königlich-preussischen rothen Adler-Ordens 1 Classe in Diamanten, Commandeur-Grosskreuz des königlich-schwedischen Nordstern-Ordens, Grosskreuz des königlich-portugiesischen Christus-Ordens und des königlich-sardinischen Ordens vom heiligen Moriz und Lazarus, dann Grosscommenthur des königlich-griechischen Erlöser-Ordens, Allerhöchst Ihren Kämmerer und erblichen Reichsrath des Königreiches Baiern, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister am kaiserlich-österreichischen Hofe etc.

welche, nachdem sie ihre Vollmachten gegenseitig eingesehen und in guter und gehöriger Form befunden, über nachstehende Bestimmungen sich geeiniget haben:

Art. I. Die Schiffahrt auf der Donau und ihren Nebenflüssen soll von den Punkten, wo dieser Strom und seine Nebenflüsse schiffbar werden, durch das ganze Gebiet der contrahirenden Staaten für Schiffe aller Nationen frei sein.

Zu der Schiffahrt aus einem der contrahirenden Staaten in den anderen sind gegenseitig nur die Unterthanen der contrahirenden Staaten berechtigt, doch soll fremden Schiffen, die in der Fahrt aus einem jenseits des Flussgebietes der contrahirenden Staaten gelegenen Orte, oder auf der Rückfahrt dahin begriffen sind, gestattet sein, auch Güter von dem einen dieser Staaten in den anderen zu verbringen.

Jedem der contrahirenden Staaten steht es frei, die Binnenschifffahrt, d. i. die Befugniss zur Beförderung von Personen und Waaren von einem Uferplatze seines Gebietes nach einem anderen Uferplatze desselben Gebietes auf seine eigenen Unterthanen zu beschränken; doch dürfen Schiffe eines der contrahirenden Staaten, wenn sie gelegentlich grösserer, vom eigenen Lande aus- oder dahin zurückgehender Fahrten das Gebiet des anderen Staates ganz oder theilweise durchfahren, in der Richtung ihrer Fahrt auch zwischen den Uferplätzen dieses letzteren Gebietes Personen und Waaren befördern.

Art. II. Alle ausschliesslichen Berechtigungen, Schifffahrt auf den genannten Flüssen und Strömen zu treiben, sowie alle wie immer gearteten Begünstigungen, welche Schiffergilden oder anderen Körperschaften und Personen bisher eingeräumt waren, sind hiemit gänzlich aufgehoben, und es sollen dergleichen Berechtigungen auch in Zukunft Niemanden ertheilt werden.

Auf das Postregal, sowie auf die Fähren und anderen Anstalten zur Ueberfahrt von einem Ufer zu dem gegenüberliegenden, beziehen sich die gegenwärtigen Bestimmungen nicht.

Art. III. Die contrahirenden Staaten verpflichten sich, einverständlich gleichförmige Vorschriften für die Ausübung der Schiffahrt und die Handhabung der Strompolizei auf Grundlage der in diesen Beziehungen bereits bestehenden Anordnungen und mit Berücksichtigung der auf anderen deutschen Strömen durch Uebereinkunft festgestellten Grundsätze zu erlassen.

Art. IV. Alle bisher an den genannten Strömen und Flüssen bestandenen Stapel-, Niederlags-, Umschlags- und Vorkaufsrechte sind hierdurch ohne Ausnahme für immer aufgehoben, und es kann aus diesem Grunde künftig kein Schiffer gezwungen werden, den Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages zuwider, gegen seinen Willen aus- oder umzuladen oder eine bestimmte Zeit an einem Orte zu verweilen.

Art. V. Die Ausübung der Schiffahrt auf den genannten Strömen und Flüssen innerhalb der als frei erklärten Strecken ist einem Jeden gestattet, welcher mit geeigneten Fahrzeugen versehen, von seiner Landesobrigkeit hiezu die Erlaubniss erhalten hat. Es werden hierüber nähere Anordnungen vereinbart werden.

Art. VI. Reihefahrten zwischen den Kaufleuten und Schiffern einer oder mehrerer Uferstädte können nur unter solchen Bedingungen gestattet werden, welche zur Verhinderung des Entstehens eines der freien Schiffahrt hinderlichen Monopols geeignet sind.

Art. VII. Auf der Donau, von der baierisch-würtembergischen Gränze bis Ungarn, sowie auf den schiffbaren Nebenflüssen dieser Stromstrecke werden sämmtliche bisher bestandene Wasserzölle, sowie alle anderen unter was immer für Namen bekannten Abgaben, womit die Schiffahrt belastet war, sodann von einem noch näher

zu vereinbarenden Termine an, die an einigen Orten noch bestehenden Communalzölle aufgehoben.

Die österreichische Regierung wird die Schiffahrts-Gebühren auf der Donaustrecke vom Eintritte nach Ungarn bis zum Austritte in die Türkei, sowie auf den, in diese Donaustrecke einmündenden Nebenflüssen alsbald einer Regulirung in dem Sinne unterziehen, dass dieselben thunlichst vereinfacht und ermässiget, auf einige wenige Einhebungspunkte beschränkt und gleichmässig ohne Rücksicht auf die Herkunft des Schiffers, des Schiffes und der Ladung und auf die Bestimmung der letzteren erhoben werden.

Art. VIII. Unter den, im vorhergehenden Artikel erwähnten Abgaben sind nicht begriffen:

a) die eigentlichen Ein-, Aus- und Durchgangs-Abgaben, welche von den Schiffen und Waaren nach den allgemeinen Zollgesetzen zu entrichten sind. Sollte jedoch eine Waare den ganzen Weg durch das Staatsgebiet auf der Wasserstrasse zurücklegen, so ist sie vom Durchgangszolle frei;

b) die Verbrauchs-Abgaben (Verzehrungssteuern und Verzehrungssteuerzuschläge), welche für die, in den Gebrauch übergehenden Gegenstände im ganzen Lande oder an einzelnen Orten zu entrichten sind, unter der Bedingung, dass die von einem andern Lande oder beziehungsweise von einem anderen Orte herkommenden Gegenstände nicht höher belegt werden, als die im Lande oder Orte selbst erzeugten;

c) die Gebühren für Benützung gewisser öffentlicher Anstalten, z. B. für Krahnen, Wagen, Bohlwerke, Niederlagen, dann jene für geleistete Arbeiten, z. B. für Schleussen- und Brückeneröffnung, Niederlegung von Mastbäumen, Lootsen- und Steuermannsdienste. Doch sind diese Gebühren ohne Rücksicht auf die Herkunft des Schiffers, des Schiffes oder der Ladung gleichmässig nach bestimmten, öffentlich kundgemachten Tarifen und nur für wirklich benützte Anstalten und wirklich geleistete Arbeiten einzuheben, für bereits bestehende Einrichtungen dieser Art über das gegenwärtige Ausmass nicht zu erhöhen und bei neu errichteten nicht höher zu bestimmen, als zur Deckung der Zinsen des Anlagecapitals und der Unterhaltungskosten erforderlich ist;

d) die Regulirung der Canalgebühren bleibt jeder Regierung überlassen. Es sollen jedoch auch diese Ge-

bühren nicht höher sein, als zum Ersatze der Zinsen des Anlagecapitales und der Unterhaltungskosten nothwendig ist.

Art. IX. Jeder Schiffs-Inhaber oder Führer ist gehalten, bei Ueberschreitung der Zollgränze eines der contrahirenden Staaten der hierzu bestimmten Behörde ein Schiffsmanifest zu übergeben.

Dort, wo eine, die gesammte Schiffsladung umfassende Zolldeclaration vorgeschrieben ist, vertritt dieselbe die Stelle des Schiffsmanifestes.

Die näheren Vorschriften hierüber, sowie über ein erleichtertes Zollverfahren bei Schiffen unter Raumverschluss werden im gemeinsamen Einverständnisse erlassen werden.

Art. X. Zur Handhabung der Schiffahrts-Ordnung und der Flusspolizei-Vorschriften, sowie zur Aburtheilung der sich ergebenden Contraventionen wird in den contrahirenden Staaten die erforderliche Anzahl von Flusspolizei-Gerichten bestellt, und deren Wirkungskreis, Verfahren und die Rechtswirkung ihrer Entscheidungen näher normirt werden.

Art. XI. Die contrahirenden Staaten verpflichten sich, ihren Zoll- und Polizeibehörden die Weisung zu ertheilen, den Beamten des anderen Staates bei den zur Handhabung der Flusspolizei nöthigen amtlichen Verrichtungen gegenseitig in aller Weise behilflich zu sein, auch auf Verlangen die Ergebnisse eingeleiteter Untersuchungen und überhaupt jede andere gewünschte Auskunft bereitwilligst zu ertheilen.

Art. XII. Die contrahirenden Staaten machen sich anheischig, eine besondere Sorgfalt darauf zu verwenden, dass auf ihrem Gebiete der Leinpfad überall nach Massgabe des Bedürfnisses der Schiffahrt hergestellt, in guten Stand gesetzt und darin erhalten werde.

Sie verbinden sich ferner, jeder in den Gränzen seines Gebietes, die im Fahrwasser sich befindenden Hindernisse der Schiffahrt auf ihre Kosten wegräumen, und jedesmal bis dieses geschehen, die im Fahrwasser oder in dessen Nähe befindlichen, der Schifffahrt gefährlichen Steine, Bäume etc. mit Warnungszeichen versehen zu lassen, auch keine, die Sicherheit der Schiffahrt gefährdenden Strom- oder Uferbauten zu gestatten.

Ueber oder auf den vorhandenen Brücken werden dort, wo Segelschiffe vorzukommen pflegen, Vorkehrun-

gen, um die Handhabung der Masten zu erleichtern, getroffen.

Es wird auch kräftigst Sorge getragen werden, dass durch Mühlen und andere Trieb- und Räderwerke, durch Hinabrollen von Blöcken aus den Steinbrüchen und Lagerung des Abraumes hart am Ufer eine Hemmung oder Erschwerung der Schiffahrt nicht verursacht werde.

Die Anlegung von Landungs- und Ladeplätzen und schützenden Winterhäfen soll nach Bedürfniss befördert werden.

An denjenigen Flusstrecken, welche zwischen den contrahirenden Staaten die Gränze bilden, sollen Uferbauten und Stromwerke nur im gemeinsamen Einverständnisse angelegt, und zu diesem Ende die hierauf bezüglichen Pläne der anderen betheiligten Regierung mitgetheilt werden. Diese Mittheilung liegt in Baiern den Kreisregierungen, in Oesterreich den Kreispräsidenten oder den Kreisregierungen, und wo diese nicht bestehen, den Statthaltereien ob.

Die Zustimmung zu den beabsichtigten Anlagen wird als gegeben erachtet, wenn vom Tage der Zustellung der betreffenden Pläne an, sechs Wochen verflossen sind, ohne dass eine Rückäusserung erfolgt ist.

Die in Beziehung auf gemeinschaftliche Bauten oder Beitragsleistungen zu den Herstellungen auf einzelnen Flüssen und Flusstrecken bestehenden Verträge und Observanzen bleiben in Kraft.

Art. XIII. Sogleich nach Abschluss des gegenwärtigen Vertrages wird eine Commission von Sachkundigen niedergesetzt werden, welche die Donau auf die Strecke von der baierisch-würtembergischen Gränze bis Wien, dann den Inn und die Salzach auf der Strecke von Kufstein und Hallein bis zu ihrer Einmündung befahren, und das, was zur Herstellung und Erhaltung der geregelten Schiffahrt zu geschehen hat, erheben und unter Hervorhebung der Reihenfolge der Arbeiten mit Hinsicht auf ihren Zusammenhang und ihre grössere oder geringere Dringlichkeit bezeichnen wird.

Auf Grund des Gutachtens dieser Commission wird eine weitere Verständigung der contrahirenden Staaten über die zu übernehmenden Arbeiten und die Zeit ihrer Vollendung erfolgen.

Nach drei Jahren, vom Zeitpunkte dieser Verständigung angefangen, oder wenn es sich als nöthig er-

weisen sollte, noch früher, wird eine neuerliche Befahrung der erwähnten Strom- und Flusstrecken erfolgen, um ihre Beschaffenheit, die Wirkung der zu ihrer Verbesserung getroffenen Massregeln und die etwa eingetretenen neuen Hindernisse einer regelmässigen Schifffahrt zu untersuchen und festzustellen.

Diese Befahrung wird auch später von drei zu drei Jahren wiederholt werden.

Längstens sechs Monate nach dieser periodischen Befahrung wird dann jedesmal in Wien eine Revisions-Commission sich vereinigen, zu welcher jeder der contrahirenden Staaten einen Bevollmächtigten delegirt, um sich von der vollständigen Beobachtung des Vertrages zu überzeugen, Beschwerden abzustellen und neue Erleichterungen für den Handel und Schiffahrt zu berathen.

Die Anträge der Commission unterliegen der Genehmigung der betreffenden Regierungen.

Art. XIV. Sollte ein Schiff, oder dessen Mannschaft verunglücken, so sind die Ortsobrigkeiten verpflichtet, dafür zu sorgen, dass die erforderlichen Rettungs- und Sicherungsanstalten so schnell wie möglich getroffen werden.

Zu diesem Ende werden die Localbehörden mit den nöthigen allgemeinen Instructionen versehen, und die bereits bestehenden Verordnungen erneuert werden. Sollte irgendwo an den genannten Strömen und Flüssen ein Strandrecht ausgeübt werden, so wird solches für immer aufgehoben.

Art. XV. Unter den Nebenflüssen der Donau sind im gegenwärtigen Vertrage sowohl die natürlichen, als die künstlichen Wasserstrassen zu verstehen, welche, sei es unmittelbar oder mittelbar, in diesen Strom, oder in einen seiner Nebenflüsse gelangen.

Ebenso ist im gegenwärtigen Vertrage unter Schifffahrt auch die Flossfahrt begriffen.

Art. XVI. Die königlich-würtembergische Regierung wird alsbald nach Auswechslung der Ratificationen zu dem Beitritte zum gegenwärtigen Vertrage eingeladen werden.

Art. XVII. Der gegenwärtige Vertrag soll alsbald von jeder Seite zur Allerhöchsten Ratification vorgelegt und die Auswechslung der Ratifications-Urkunden längstens innerhalb vier Wochen vom heutigen Tage an, zu Wien vollzogen werden.

So geschehen zu Wien am zweiten December des Jahres Eintausend achthundert fünfzig und eins.

(L. S.) *F. Schwarzenberg* m. p. F. M. L.

(L. S.) *A. Baumgartner* m. p.

(L. S.) Graf *v. Lerchenfeld* m. p.

Separat-Artikel.

(Zu Artikel II. des Vertrages.)

In Bezug auf die Ausübung der Dampfschiffahrt auf der Donau hat sich die kaiserliche Regierung mit Rücksicht auf den thatsächlichen Umstand, dass in Oesterreich der bestehenden Dampfschiffahrtsgesellschaft ein besonderes Allerhöchstes Privilegium verliehen und Schutz gegen fremde Concurrenz bis zum 17. September 1880 zugesichert worden ist, und dass die eigenthümlichen Verkehrsverhältnisse nicht gestatten, hierin schon jetzt eine Aenderung eintreten zu lassen, vorbehalten, der Ausführung der Bestimmungen des Artikel II Anstand zu geben.

So lange diese Ausnahme besteht, wird sich von der königlich-baierschen Regierung in Beziehung auf den Verkehr der österreichischen Dampfschiffe auf den baierischen Stromstrecken die Reciprocität vorbehalten. Vorläufig soll es den dermal bestehenden beiderseitigen Dampfschiffahrts-Anstalten überlassen bleiben, durch Uebereinkunft unter sich über die Ausdehnung des Betriebes der Dampfschiffahrt auf die, dem Gebiete des anderen Uferstaates angehörigen Theile des Flusses sich zu verständigen.

Ein solches Uebereinkommen soll sofort unter Mitwirkung der beiden Regierungen eingeleitet und hiebei dahin getrachtet werden, dass der baierischen Dampfschiffahrt die freie Befahrung der österreichischen Donau bis Wien gegen das gleichmässige Zugeständniss der freien Befahrung der baierischen Donau und ihrer Nebenflüsse durch die österreichische privilegirte Gesellschaft gestattet werde.

Die kaiserlich-königliche österreichische Regierung verpflichtet sich, das genannte Privilegium und die Zusicherung des Schutzes gegen fremde Concurrenz, wenn hierin nicht schon früher eine Modification sollte erzielt werden können, jedenfalls nicht über den Termin vom 17. September 1880 auszudehnen.

(Zu Artikel VII des Vertrages.)

Der Termin, von welchem an alle diejenigen Schifffahrts-Abgaben aufzuhören haben, die zur Zeit von Communen oder sonstigen Privatberechtigten auf der Donaustrecke von der Gränze zwischen Baiern und Würtemberg bis Ungarn und auf den, in diese Stromstrecke einmündenden Nebenflüssen noch erhoben werden, und deren Ablösung in Folge dieser Uebereinkunft von dem betreffenden Staate zu bewirken ist, wird auf das Ende des Jahres 1855 festgesetzt.

(Zu Artikel XVI des Vertrages.)

Oesterreich übernimmt die Verpflichtung, bei den Staaten, von denen die Schiffahrt auf der unteren Donau ausserhalb des Bereiches der österreichischen Staaten und deren Nebenflüssen abhängt, dahin zu wirken, dass den Waaren und Schiffen, welche von der oberen, nicht österreichischen Donau und ihren Nebenflüssen kommen, bei ihrer Fahrt auf der erwähnten Strecke der unteren Donau und bis ins Meer dieselben Begünstigungen eingeräumt werden, welche die österreichischen Waaren und Schiffe geniessen. Es wird ermächtiget, mit den genannten Staaten dessfalls in Unterhandlung zu treten und mit ihnen die betreffenden Erklärungen zu vereinbaren.

Die vorstehenden Separat-Artikel sollen ebenso giltig sein, als wenn sie Wort für Wort in den heute unterzeichneten Hauptvertrag eingerückt wären; auch sollen sie zu gleicher Zeit mit demselben ratificirt werden.

Zur Urkunde dessen haben die Bevollmächtigten diesen Act unterzeichnet und ihm ihre Insiegel beigedrückt.

So geschehen zu Wien am zweiten December des Jahres Eintausend achthundert fünfzig und eins.

(L. S.) *F. Schwarzenberg* m. p. F. M. L.

(L. S.) *A. Baumgartner* m. p.

(L. S.) Graf *v. Lerchenfeld* m. p.

Procès-verbal contenant l'accession du Wurtemberg.

Nachdem die königlich-würtembergische Regierung von jenen von Oesterreich und von Baiern eingeladen worden ist, dem zwischen den letzteren beiden Staaten

unter dem 2. December 1851 zu Wien abgeschlossenen, die Regelung der Schiffahrts-Verhältnisse auf der Donau und ihren Nebenflüssen bezweckenden Vertrage beizutreten, und die erstgedachte Regierung ihre Bereitwilligkeit zu diesem Beitritte zu erkennen gegeben hat, — so sind zum Behufe der Feststellung dieses Beitrittes die endesunterzeichneten Bevollmächtigten, und zwar:

für Oesterreich: Herr Carl Graf von Buol-Schauenstein, Seiner k. k. Apostolischen Majestät wirklicher geheimer Rath und Kämmerer, Minister des kaiserlichen Hauses und der auswärtigen Angelegenheiten;

für Baiern: Herr Ludwig von Wich von der Reuth, königlich-baierischer Legationsrath und Geschäftsträger am k. k. Hofe;

für Würtemberg: Herr Carl Freiherr von Hügel, königlich-würtembergischer Kammerherr, Staatsrath, dann ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister am k. k. Hofe; am heute unten angesetzten Tage zusammengetreten, und haben sich über die nachstehende Beitrittserklärung, respective Erklärungsannahme, geeiniget.

Die königlich-würtembergische Regierung tritt dem, zwischen Oesterreich und Baiern zu Wien am 2. December 1851 abgeschlossenen, Eingangs bezeichneten und dem gegenwärtigen Protokolle in einem Abdrucke beiliegenden Schiffahrts-Vertrage (siehe Reichs-Gesetz-Blatt 1852, Nr. 128), unter Vorbehalt der Zustimmung der Stände des Königreiches bei, übernimmt sohin alle Verpflichtungen und spricht für sich alle Rechte an, welche aus diesem Vertrage für die Contrahenten erwachsen.

Zugleich drückt die königlich-würtembergische Regierung den Wunsch aus, dass von Seite Oesterreichs und Baierns die nachstehenden Erläuterungen und Zusätze zu den Bestimmungen des in Rede stehenden Vertrages angenommen werden möchten, und zwar:

Zusatz zu dem Separat-Artikel zu Artikel II.

I. Die königlich würtembergische Regierung schliesst sich für die würtembergische Donaustrecke dem Vorbehalte an, den Baiern in dem Separat-Artikel zu Artikel II. des Hauptvertrages, bezüglich der Reciprocität niedergelegt hat, welche auf der baierischen Donau, gegenüber den österreichischen Dampfschiffen, in solange geübt werden soll, als das, der österreichischen Donau-Dampf-

schiffahrts-Gesellschaft bis zum Jahre 1880 verliehene ausschliessliche Privilegium dauert.

In Beziehung auf die Dampfschiffahrt zwischen Baiern und Würtemberg erleidet der Artikel II des Vertrages keine Ausnahme.

Zusatz zu Artikel VII.

II. Die im Artikel VII. des Vertrages vom 2. December 1851 nur bezüglich der Donaustrecke von der baierisch-würtembergischen Gränze abwärts enthaltenen Bestimmungen finden in Zukunft auch auf den unter würtembergischer Landeshoheit befindlichen Theilen des Donaustromes, von dem Punkte angefangen, wo er gegenwärtig schiffbar ist, oder in der Folge schiffbar werden sollte, ihre volle Anwendung

Zusatz zu Artikel VIII, lit. a) und zum Ratifications-Auswechslungs-Protokolle vom 14. Mai 1852.

III. Die in Absicht auf die Bestimmung des Artikels VIII, lit. a) des Vertrages vom 2. December 1851 in dem Ratifications-Auswechslungs-Protokolle vom 14. Mai 1852 getroffene Vereinbarung, betreffend die bedingte Befreiung vom Eingangszolle der Wasserfahrzeuge, welche zum Transporte dienen, hat für die würtembergischen Flussfahrzeuge die gleichmässige Geltung.

Zusatz zu Artikel XII.

IV. Die in den ersten fünf Absätzen des Artikels XII. des Vertrages vom 2. December 1851 enthaltenen Bestimmungen, betreffend Massnahmen zur Erhaltung des Hauptstromes und der Nebenflüsse in schiffbarem Zustande und zur Beförderung der Schiffahrt überhaupt, werden ihre volle Anwendung auch auf die würtembergische Donaustrecke finden.

Die Mittheilung der Baupläne bei Uferbauten und Stromwerken an jenen Flussstrecken, von denen der sechste Absatz des oben citirten XII. Artikels handelt, wird von Seite Würtembergs an die betreffende Regierung mittelst der Abtheilung für Strassen- und Wasserbauten im königlichen Ministerium des Innern oder mittelst der königlichen Regierung des Donaukreises (in soweit deren Zuständigkeit zur Ertheilung von Wasserwerks-Commissionen an Private und Gemeinden eintritt) stattfinden.

Zusatz zu Artikel XIII.

V. Die königlich-würtembergische Regierung beansprucht nicht die Theilnahme an den commissionellen Untersuchungen der Nebenflüsse der Donau, namentlich des Inn und der Salzach.

Dieselbe schliesst sich der von der königlich-baierischen Regierung gegebenen Auslegung des, in dem dritten Absatze des Artikels XIII. des Vertrages vom 2. December 1851 vorkommenden Ausdruckes „festzustellen", dahin an, dass sich dieser Ausdruck auf die technische Ermittelung, nicht aber auf die Massregel zur Beseitigung der Hindernisse der Schifffahrt zu beziehen habe.

Die mittelst desselben Artikels festgesetzten periodischen Untersuchungen der Strom- und Flussbette sollen sich bis zu dem Punkte erstrecken, bis zu welchem die Donau schiffbar ist, oder sein wird.

Indem die kaiserlich-österreichische und die königlich baierische Regierung die obige Beitrittserklärung Würtembergs zu dem Donauschifffahrts-Vertrage vom 2. December 1851, sowie die in den vorstehenden fünf Punkten enthaltenen Zusätze und Erläuterungen zu solchem anmit annehmen, sichern sie zugleich der königlich-würtembergischen Regierung den ungeschmälerten und ganz gleichmässigen Genuss all' jener Rechte und Vortheile zu, welche dieser Vertrag für die Contrahenten begründet.

Zu Urkunde dessen haben die Unterzeichneten, kraft ihrer Vollmachten, das vorstehende Protocoll in triplo mit ihrer Unterschrift versehen, und haben demselben ihre Insiegel beigedrückt.

So geschehen zu Wien, am fünften Juni des Jahres Eintausend achthundert fünfzig und fünf.

(L. S.) Gr. *Buol-Schauenstein* m. p.

(L. S.) *von Wich von der Reuth* m. p.

(L. S.) Freih. *von Hügel* m. p.

XI.

*Acte de navigation du Danube conclu entre l'Autriche, la Bavière, la Porte-Ottomane et le Wurtemberg, à Vienne, le 7 novembre 1857 *).*

Le traité de Paris du 30 Mars 1856, ayant arrêté que les principes établis par l'acte du congrès de Vienne, en matière de navigation fluviale, fussent également appliqués au Danube et stipulé qu'une Commission, composée des Délégués des Puissances riveraines: l'Autriche, la Bavière, la Turquie et le Wurtemberg, auxquels se réuniraient les Commissaires des trois Principautés danubiennes dont la nomination aurait été approuvée par la Sublime Porte, fût instituée dans le but de régler en conséquence la navigation du dit fleuve,

ont nommé, à cet effet, pour leurs Délégués:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche:

le Sieur François Serafin de Blumfeld, commandeur de l'orde royal néerlandais de la couronne de chêne avec l'étoile, chevalier de l'ordre impérial russe de Saint Wladimir quatrième classe, son conseiller ministériel au ministère du commerce, de l'industrie et des travaux publics;

Sa Majesté le Roi de Bavière:

le Sieur François Sebastien de Daxenberger, chevalier de l'ordre royal bavarois de la couronne et du Saint Michel, commandeur de l'ordre impérial de François Josef d'Autriche, commandeur de première classe de l'ordre royal et distingué de Charles III d'Espagne, chevalier de l'orde royal de l'aigle rouge de Prusse quatrième classe, officier de l'ordre royal de Grèce etc., son conseiller ministériel au ministère de la maison royale et des affaires étrangères;

Sa Majesté l'Empereur des Ottomans:

le Sieur Garabed Artin Davoud-Oghlou, décoré de Medjidyé de quatrième classe, chevalier de l'ordre royal de l'aigle rouge de Prusse troisième classe, de l'ordre royal néerlandais de la couronne de chêne, de l'ordre royal de la croix du Christ de Portugal, etc., son consul général;

Sa Majesté le Roi du Wurtemberg:

le Sieur Adolfe Müller, commandeur de l'ordre im-

---

*) Les ratifications ont été échangées à Vienne, le 9 janvier 1858.

périal de François Josef d'Autriche, son conseiller au ministère de l'intérieur;

et pour leurs Commissaires avec approbation de la Sublime Porte:

Son Excellence le Prince Nicolaus Konaky-Vogorides, Caimacam de Moldavie:

le Sieur Postelnik Dr. Louis Steege, chevalier de l'ordre impérial russe de Sainte Anne troisième classe;

Son Altesse le Prince Alexandre Karageorgievitch, Prince de Serbie:

le Sieur Philippe Christitch, docteur en droit, son senateur;

Son Altesse le Prince Alexandre D. Ghika, Caimacam de Valachie:

le Sieur Comte Nicolas Rossetti.

Les Délégués susmentionnés, auxquels les trois Commissaires se sont réunis, s'étant constitués en Commission riveraine après avoir échangé leurs pleinspouvoirs trouvés en bonne et due forme, et se trouvant appelés à remplir avant tout la tâche qui est dévolue à cette Commission par la teneur de l'article XVII No. 1 et 2 du traité susmentionné, sont convenus à cet égard des dispositions suivantes:

Art. 1. La navigation du Danube, depuis l'endroit où ce fleuve devient navigable jusque dans la Mer-Noire, et depuis la Mer-Noire jusqu' audit endroit, sera entièrement libre sous le rapport du commerce, tant pour le transport des marchandises que pour celui des voyageurs, en se conformant toutefois aus dispositions du présent acte de navigation ainsi qu'aux règlements de police fluviale.

Art. 2. Tous les privilèges exclusifs de navigation sur le Danube, ainsi que toutes les faveurs spéciales de même nature, accordées jusqu' ici soit à des sociétés ou corporations quelconques, soit à des particuliers, sont entièrement abolis par le présent acte, et de pareils priviléges ou faveurs ne pourront désormais être concédés à qui que ce soit.

Les présentes dispositions ne sont cependant pas applicables aux bacs ou autres appareils destinés aux transports entre deux rives opposées du fleuve. Il appartient aux autorités riveraines de prendre, sous ce rapport, les mesures qu'elles jugeront nécessaires.

Art. 3. Tous les droits forcés: d'étape, de dépôt,

de rompre charge, de premier achat et autres de même nature, qui peuvent avoir existé sur le Danube, sont dès à présent abolis à tout jamais. En conséquence, nul conducteur de bâtiment ne pourra être contraint à l'avenir, pour un tel motif, d'aborder, de décharger ou de transborder dans aucun port de ce fleuve, ni de s'arrêter malgré lui un certain temps dans un endroit quelconque.

Art. 4. Relativement au droit postal, le transport des lettres et des produits de la presse périodique sera soumis, dans chaque pays riverain, aux prescriptions qui y sont établies.

Tout autre paquet ou ballot, quel que soit son poids et son volume, n'est point soumis sur le Danube à la réserve postale.

Art. 5. L'exercice de la navigation de la pleine mer à chacun des ports du Danube, et de chacun de ces ports à la pleine mer, est libre pour les bâtiments de toutes les nations.

En conséquence, lesdits bâtiments pourront toucher à tous les ports situés dans la direction de tels voyages, débarquer en partie ou en totalité les marchandises et les voyageurs qu'ils transportent de la mer, et prendre des marchandises et des voyageurs en destination de la mer.

Dans l'exercice de cette navigation, tous les bâtiments seront traités, sous tous les rapports, sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 6. Pour les bâtiments qui viennent de la pleine mer ou y retournent, les papiers de bord, dont ils doivent être munis pour la navigation maritime, leur serviront aussi d'actes de légitimation pendant leurs voyages sur le Danube.

Les conducteurs de ces bâtiments seront tenus d'exhiber leurs papiers de bord à la demande des autorités fluviales chargées de la surveillance de la navigation danubienne.

Art. 7. Les bâtiments qui proviennent d'une voie navigable communiquant indirectement avec le Danube, ou qui y retournent, seront également traités d'après les principes contenus dans les articles 5 et 6.

Art. 8. L'exercice de la navigation fluviale proprement dite, entre les ports du Danube, sans entrer en pleine mer, est réservé aux bâtiments des pays riverains de ce fleuve.

Tous les bâtiments de cette catégorie, étant légitimés conformément à la teneur des articles suivans, ont le droit d'exercer la navigation fluviale du Danube sur le pied d'une parfaite égalité. En conséquence, ils pourront transporter des marchandises et des voyageurs entre tous les ports des pays riverains sans exception aucune. Toutefois, dans l'exercice de la navigation intérieure de ce fleuve, entre les ports d'un seul et même pays riverain, ils seront, ainsi que leurs conducteurs, assujettis aux mêmes conditions que les nationaux.

Art. 9. Il est permis à chaque entrepreneur de navigation, appartenant à l'un des pays riverains, de placer dans le territoire d'un autre, sur les bords du fleuve, des agens de navigation, d'y disposer les bureaux et établissements nécessaires à l'entreprise, comme aussi d'utiliser les établissements publics, tels que lieux de débarquement, quais, etc., sur le même pied que les indigènes. La publication de tarifs pour la navigation ne sera point empêchée.

Quant à la possession des constructions destinées au but susmentionné, on se conformera aux lois qui régissent la propriété immobilière dans les états de chacune des parties contractantes.

Art. 10. Tous les avantages concédés dans un pays riverain aux bâtiments d'une nation quelconque, sous le rapport de la navigation du Danube, seront également concédés aux bâtiments de tous les riverains.

Art. 11. Pour qu'un bâtiment soit reconnu comme appartenant à un des pays riverains et, en conséquence, admis à l'exercice de la navigation fluviale indistinctement entre tous les ports du Danube, en conformité de l'article 8, il doit être la propriété soit d'un sujet du pays riverain respectif, soit d'une compagnie ou société d'actionnaires assujetties aux lois de ce même pays et dans lequel la société ou compagnie aurait son siége; il doit, de plus, être muni de la patente prescrite à l'article 14 et soumis à la direction spéciale d'un conducteur, légitimé par la patente prescrite à l'article 16. Ce conducteur est en première ligne responsable de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent acte de navigation et dans les règlements de police fluviale.

La patente du navire ainsi que celle du conducteur, doivent être exhibées à la demande des autorités fluviales chargées de la surveillance de la navigation danubienne.

Les bâtiments construits de manière à ne servir qu'à un seul voyage en aval du fleuve, sont exempts de la patente de navire, et assimilés, sous ce rapport, aux radeaux.

Les bateaux qui ne transportent que des produits en destination des marchés voisins, sont exempts et de la patente de navire et de celle de conducteur.

Art. 12. La faculté d'accorder ou de refuser à un entrepreneur particulier, ou à une compagnie ou société d'actionnaires, l'autorisation nécessaire pour l'exercice de la navigation fluviale, ainsi que celle d'en établir les conditions, sont exclusivement réservées à celui des pays riverains auquel l'entrepreneur appartient comme sujet ou dans lequel la compagnie ou la société a son siége.

Les gouvernements des pays riverains s'engagent, toutefois, à prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que les personnes ou les compagnies auxquelles ils accordent l'autorisation d'exercer la navigation fluviale entre leurs ports et ceux des autres pays riverains, présentent les garanties nécessaires pour l'observation stricte de toutes les stipulations des règlements de navigation et de police fluviale.

Art. 13. L'autorisation mentionnée dans l'article précédent pour l'exercice de la navigation fluviale à vapeur, sera accordée par le gouvernement du pays riverain respectif dans la forme d'une concession spéciale pour ce genre de navigation.

Cette concession devra précéder l'expédition de la patente prescrite à l'article 14 pour chaque bateau à vapeur appartenant à l'entreprise dont il s'agit. Dans chacune de ces patentes, la concession accordée à l'entreprise doit être expressément mentionnée.

Art. 14. La patente exigée pour qu'un bâtiment soit reconnu apte à la navigation fluviale sur le Danube, sera délivrée par les autorités compétentes du pays riverain auquel il appartient, suivant la formule ci-annexée sub lit. A, après qu'un examen technique aura procuré à ces autorités la conviction que ledit bâtiment possède les qualités nécessaires pour cette navigation.

Art. 15. La patente du bâtiment perd sa validité du moment où le bâtiment cesse d'appartenir à un des sujets du pays riverain dont elle émane, ou à une compagnie ou société concessionnaires du même pays.

L'autorité compétente du pays où cette patente a été

délivrée, doit la retirer aussi bien dans le cas susmentionné que dans celui où le bâtiment ne se trouverait plus dans les conditions voulues pour la navigation.

Lorsque la propriété d'un navire passe à un autre sujet ou à une autre compagnie ou société concessionnaires du même pays, il est loisible au nouveau propriétaire, ou de demander une nouvelle patente ou de faire endosser l'ancienne à son nom auprès de l'autorité compétente.

Art. 16. La patente nécessaire à tout conducteur pour qu'il soit reconnu apte à diriger un bâtiment dans la navigation fluviale du Danube lui sera délivrée par les autorités compétentes d'un des pays riverains suivant la formule ci-annexée sub lit. B.

Cette patente ne sera accordée qu'à des personnes expérimentées, de bonne conduite, et ayant préalablement donné, dans des examens spéciaux, subis devant des experts publics, des preuves suffisantes de leur capacité.

La patente ainsi délivrée à un conducteur autorise celui-ci à conduire tous les navires du pays riverain où elle a été délivrée, et qui rentrent dans la catégorie indiquée dans cet acte de légitimation.

Il est réservé à chaque pays riverain d'admettre ou non à la direction de ses navires les conducteurs munis de la patente d'un autre pays riverain.

Art. 17. La patente du conducteur perd sa validité du moment où ce dernier, ayant été sujet du pays riverain où cette patente a été délivrée, cesse de l'être.

La patente du conducteur sera retirée par les autorités compétentes du pays respectif aussi bien dans le cas précité que dans celui où ces autorités auraient été convaincues de l'incapacité du conducteur ou auraient reconnu, dans l'intérêt du maintien de l'ordre et de la sûreté publique, la nécessité de lui interdire la faculté d'exercer la navigation fluviale.

Dans ce dernier cas, aucun des pays riverains ne pourra délivrer une nouvelle patente à un tel conducteur, qu'après l'entière cessation des raisons de son éloignement du service ou l'expiration du terme qui aurait été fixé dans l'arrêt y relatif.

Art. 18. Dans l'intérêt de la sûreté publique sur le Danube, les gouvernements des pays riverains s'engagent à prendre toutes les mesures propres à faire constater

par des épreuves préalables que les machines et les chaudières de tous les bateaux à vapeur, auxquels ils accordent les actes de légitimation nécessaires pour l'exercice de la navigation fluviale, offrent des garanties suffisantes contre tout danger; et à donner tous leurs soins afin que lesdites machines et chaudières, ainsi que les autres appareils soient toujours entretenus en bon état, de même qu'il ne soit admis au service de ces bateaux que des conducteurs, des machinistes et des gens d'équipages ayant toutes les qualités personnelles requises pour le maintien de la sécurité publique.

Outre la patente prescrite à l'article 14 chaque bateau à vapeur sera muni d'un certificat constatant le résultat des épreuves, auxquelles la chaudière aura été soumise, et portera en signe de ces épreuves, sur la soupape de sûreté de sa machine, ainsi que sur ses leviers, s'il y en a, un timbre frappé en caractères visibles.

Chaque gouvernement se réserve d'exercer, en cas de besoin, sur les bateaux à vapeur, et notamment sur ceux qui sont destinés au transport des personnes, le contrôle nécessaire pour la sûreté publique. Toutefois on évitera avec soin de molester par là inutilement la circulation des navires, et aucun bateau appartenant à un autre pays ne sera traité plus rigoureusement que les bateaux nationaux.

Art. 19. Il ne sera perçu sur le Danube aucun péage basé uniquement sur le fait de la navigation du fleuve, ni aucun droit sur les marchandises qui se trouvent à bord des navires. En conséquence, tous les péages et droits de cette catégorie, qui peuvent avoir existé jusqu'à présent, n'importe sous quelles dénominations, soit comme propriété d'état, de communes, de corporations ou de particuliers, sont entièrement abolis.

Il ne pourra de même être prélevé, sur ce fleuve, aucun autre péage ni droit que ceux qui se trouvent expressément prévus par les stipulations du présent acte de navigation.

Art. 20. Ne sont point compris dans la catégorie des droits abolis par l'article précédent:

a) Les droits de douane, d'entrée, de sortie et de transit, qui se prélèvent conformément aux lois générales de douane et aux conventions internationales. Toutefois, lorsqu'une marchandise traverse toute l'étendue

d'un territoire uniquement sur le fleuve, elle sera libre du droit de transit;

b) L'octroi ou impôt de consommation de toute sorte, à percevoir, en vertu des lois spéciales ou des dispositions conventionnelles, sur les objets qui se livrent à la consommation.

Relativement aux droits mentionnés sous a et b, les marchandises que ces droits regardent, ne seront pas moins favorisées dans leur transport sur l'eau que si elles prenaient la voie de terre.

c) Les droits pour l'usage de certains établissements publics, tels que grues, balances, quais et autres constructions de débarquement, magasins, etc., ou pour certains services rendus, tels que pilotage, ouverture des ponts et écluses, etc.

Cependant ces péages doivent être prélevés suivant des tarifs fixés et publiés, indistinctement, sans égard à la provenance du bateau et de la cargaison, et pour autant seulement qu'on aura fait usage de ces établissements ou de ces services. Pour les établissements déjà existants de cette nature, les péages ne dépasseront point le taux actuel, et lorsqu'il s'agit d'établissements nouveaux ou d'améliorations essentielles et coûteuses, ils ne seront pas plus élevés qu'il n'est nécessaire pour couvrir approximativement les frais d'entretien et les intérêts du capital dépensé.

Art. 21. Des droits de navigation peuvent être prélevés:

1º Pour couvrir les frais des travaux et des établissements que la commission européene désignera et fera exécuter, dans le but d'assurer et de faciliter la navigation aux bouches du Danube, conformément à la teneur de l'article 16 du traité de Paris du 30 mars 1856.

2º Pour couvrir les frais d'autres travaux et établissements ayant pour but d'entretenir et d'améliorer la navigabilité du Danube, qui seraient d'un commun accord reconnus nécessaires par la commission riveraine dans l'intérêt de la navigation. Cependant, les droits de cette nature, leur quotité et leur mode de perception, ne seront, de même, établis que d'un commun accord, et ne devront être fixés plus haut qu'il n'est nécessaire pour couvrir approximativement les frais de construction et d'entretien, ou les intérêts du capital.

Art. 22. Les conducteurs des bâtiments doivent se

conformer aux prescriptions qui, dans chaque territoire riverain, sont ou pourraient être établies dans le but d'assurer la perception des droits de douane et d'autres revenus publics et d'empêcher la contrebande, soit que ces prescriptions résultent de la législation intérieure des pays riverains, soit qu'elles découlent de conventions spéciales.

Les gouvernements des pays riverains aviseront aux moyens d'introduire dans la procédure douanière, à appliquer à la navigation du Danube, toutes les facilités que les circonstances rendront possibles. Afin que la révision des marchandises, à leur entrée ou à leur sortie par une frontière douanière, soit autant que possible simplifiée, atténuée ou, si cela peut se faire, entièrement évitée, ils arrêteront particulièrement des dispositions telles que:

a) La réunion ou la juxtaposition de bureaux de douanes;

b) La fermeture ou mise sous les scellés douaniers des endroits servant de dépôt aux marchandises sur les bâtiments qui seraient adaptés à cet effet;

c) La reconnaissance réciproque des scellés apposés, dans des territoires différents, aux pièces de chargement ou aux écoutilles, d'après des prescriptions convenues;

d) L'embarquement de gardiens de douane, et autres mesures arrêtées en commun.

Aussitôt la conclusion de l'acte, ces dispositions seront effectuées dans le plus bref délai possible.

En outre, les gouvernements riverains prendront immédiatement les dispositions nécessaires pour que l'exercice des fonctions de leurs douaniers n'apporte point d'entrave arbitraire à la navigation.

Art. 23. Dans chaque territoire, le gouvernement désigne les ports et les lieux où il est permis aux bâtiments de charger ou de décharger, et aucun conducteur ne pourra aborder ailleurs, sauf les cas prévus par l'art. 25.

Art. 24. Nul conducteur ne pourra charger une marchandise, ou du moins quitter le lieu d'embarquement, avant d'avoir reçu de l'expéditeur un connaissement indiquant la nature, la quantité et le destinataire de la marchandise.

Le connaissement contiendra donc:

1. Le lieu de chargement;

2. Le nombre, les numéros d'ordre et les marques des colis, avec indication de la nature, de la quantité et de la destination des marchandises qu'ils contiennent;

3. La signature de l'expéditeur.

Si le chargement comprenait des marchandises pour lesquelles plusieurs connaissements ont été délivrés, il en sera dressé un manifeste, d'après la formule C, sur lequel les différents connaissements doivent être portés avec leurs numéros d'ordre.

Pour pouvoir servir de déclaration en douane, un connaissement ou manifeste doit être revêtu de toutes les formes prescrites à cet égard.

Art. 25. Lorsque le conducteur d'un navire, par un événement de force majeure, est empêché de continuer régulièrement son voyage, il lui sera permis de mettre le bâtiment et la cargaison en sûreté dans d'autres lieux que ceux qui auront été désignés d'après l'art. 23, que la charge soit destinée au transit ou à la consommation dans le pays où l'événement est arrivé. Dans ce cas, le conducteur sera tenu de prévenir immédiatement les préposés de douane ou l'autorité locale les plus voisins, afin que ceux-ci puissent constater authentiquement les causes qui l'ont forcé d'aborder, et dresser ensuite procès-verbal. Il devra éviter autant que possible tout acte arbitraire.

Si le conducteur du bateau, voulant continuer son voyage, reprend ensuite la charge qu'il avait été forcé de mettre à terre, il ne paiera pour elle aucun droit d'entrée, de sortie ou de transit.

Art. 26. Dans l'intérêt général du commerce et de la navigation, les gouvernements des pays riverains s'engagent à désigner sur leurs territoires un ou plusieurs ports destinés à servir d'entrepôts libres où les marchandises de toutes les nations, en tant que leur nature le permet, pourront être déposées dans des magasins, pour un temps plus ou moins long, sous la surveillance des douanes. Ces marchandises pourront ensuite être admises à l'expédition ultérieure sur le fleuve, sans être assujetties à un droit quelconque aussi longtemps qu'elles ne sont point introduites dans le pays pour la consommation ou pour le transit. Il est entendu que, pour le temps qu'elles seront restées à l'entrepôt, on paiera les droits de magasin, de quai, de grue, de balance, etc., généralement fixés dans chaque lieu.

Art. 27. Lorsqu'un conducteur de bâtiment se rend coupable d'une contravention aux prescriptions douanières, il sera puni d'après les lois du pays envers lequel la contravention aura été commise.

Si les employés de douane d'un pays riverain découvrent une contravention aux prescriptions douanières d'un autre pays riverain, ils doivent en donner promptement avis à la douane la plus proche de ce dernier.

Art. 28. Les règlements des institutions quarantenaires sur le Danube doivent être conçus de manière qu'ils puissent atteindre le but de police sanitaire sans entraver inutilement la navigation.

Art. 29. Aussi longtemps que l'état sanitaire dans les contrées voisines du Danube n'offre aucune inquiétude, le temps que les navires venant de la mer auront employé depuis leur entrée dans le fleuve leur sera compté dans la période d'observation et de quarantaine qui serait prescrite par les règlements.

Art. 30. Les bâtiments naviguant sur le Danube ne pourront être assujettis à aucune mesure quarantenaire, si pendant un laps de douze mois il n'y a eu nul soupçon de maladie pestilentielle dans la Turquie de l'Europe, ni dans les autres pays riverains dudit fleuve.

Il est bien entendu que les bâtiments venant de la mer jouiront aussi de cette liberté une fois qu'ils auront subi, suivant leur provenance, les mesures prescrites par les règlements.

Art. 31. Les gouvernements des pays riverains se réservent, dans l'intérêt de la navigation, d'adopter ultérieurement toutes les dispositions que l'expérience pourra encore conseiller pour simplifier, autant que faire se pourra, le système quarantenaire sur le Danube.

Art. 32. En cas de naufrage ou d'autre accident, les autorités locales du gouvernement, sur le territoire duquel le sinistre a eu lieu, prendront immédiatement les mesures de sauvetage et de sûreté demandées par les circonstances.

Il est entendu que tout droit de bris et de naufrage reste aboli à jamais.

Art 33. Pour éviter, autant que possible, les naufrages ou autres accidents sur le Danube, et pour rendre la navigation plus sûre et plus facile, chaque gouvernement établira un service de pilotage bien organisé aux endroits convenables.

Les bâtiments naviguant sur le Danube sont obligés de prendre à leur bord des pilotes légalement autorisés, dans les parties du fleuve où cela est prescrit ou pourrait l'être, et de se soumettre aux dispositions arrêtées à cet égard.

La commission riveraine procédera à une révision des dispositions existantes sur le pilotage obligatoire.

Art. 34. Les gouvernements des pays riverains se réservent d'établir d'un commun accord, par la commission permanente, des règlements plus détaillés de navigation et de police fluviale.

En attendant, les lois et prescriptions qui, sous ce rapport, existent ou pourraient être promulguées dans chacun des pays riverains seront applicables dans tous les cas non prévus par le présent acte de navigation.

Les dispositions que la commission européenne croira devoir arrêter provisoirement, pour la navigation aux embouchures du Danube, en vue d'accomplir la tâche qui lui est dévolue par l'article 16 du traité de Paris du 30 mars 1856, resteront en vigueur aussi longtemps qu'elles seront reconnues nécessaires.

Art. 35. Les dispositions du présent acte de navigation seront également appliquées aux radeaux flottant sur le Danube, en tant qu'elles s'y prêtent.

Au lieu de la patente prescrite par l'article 16, le conducteur d'un radeau doit être muni d'une patente spéciale, suivant la formule ci-annexée sub lit. D, laquelle lui sera délivrée par l'autorité compétente d'un des pays riverains. En ce qui concerne l'obtention ou la révocation d'une pareille patente, on procédera du reste d'après les mêmes principes qui sont établis dans les articles 16 et 17.

Les radeaux n'auront point besoin de la patente prescrite par l'article 14. Néanmoins chaque conducteur de radeau doit être muni de papiers, constatant le propriétaire ou l'expéditeur ainsi que la provenance et la destination du radeau, qu'il est obligé d'exhiber à la demande de l'autorité fluviale.

Art. 36. Les gouvernements riverains s'engagent à faire exécuter, chacun pour ce qui le concerne, les travaux que la commission riveraine, d'un commun accord, trouvera nécessaires, dans le sens de l'article 17, no. 3, du traité de Paris du 30 mars 1856.

Les frais de construction et d'entretien de ces travaux seront couverts conformément à la teneur de l'article 21, no. 2, du présent acte de navigation.

Art. 37. En vue de réaliser les dispositions de l'article précédent, la commission chargera des experts de parcourir successivement les différentes parties du Danube, depuis le point où il devient navigable jusqu'à Isaktcha, afin d'étudier la nature des obstacles physiques que présente actuellement le fleuve, et d'indiquer ensuite les travaux qui leur paraîtront nécessaires.

Il est entendu que la partie, connue sous le nom de Portes de fer, formera un des principaux objets de cet examen.

D'après les résultats de cette étude, la commission désignera ensuite d'un commun accord les travaux qui doivent entrer dans la catégorie indiquée à l'article précédent.

Art. 38. Pour ce qui concerne la navigabilité du fleuve en aval d'Isaktcha, la commission riveraine se conformera aux dispositions de l'article 17, no. 4, et de l'art. 18 du traité de Paris du 30 mars 1856.

Art. 39. Dans l'intérêt du commerce et de la navigation du Danube, les gouvernements des pays riverains promettent de donner tous leurs soins pour améliorer, de plus en plus, la navigabilité de ce fleuve par des mesures qui, sans entrer dans la catégorie des travaux obligatoires, d'après le sens de l'article 36, leur paraîtront cependant utiles ou nécessaires.

Art. 40. Il ne sera permis aucune construction sur le Danube, ni sur ses bords, qui puisse compromettre la navigabilité de ce fleuve.

Les gouvernements riverains prendront en outre les mesures nécessaires, afin que des moulins ou autres établissements d'une nature quelconque, qui existent ou pourraient être construits sur ce fleuve, ne puissent jamais entraver la navigation.

De même les ponts doivent donner aussi promptement que possible libre passage aux navires et radeaux.

Art. 41. Les chemins de halage, existants sur les rives du Danube, seront entretenus en bon état, en tant que le besoin de la navigation l'exige.

Les conducteurs seront responsables de tout dommage que l'équipage ou les animaux de trait de leurs

bâtiments pourraient causer aux chemins de halage ou aux environs.

Art. 42. Les gouvernements riverains s'engagent à prendre, chacun sur son territoire, les mesures nécessaires afin que des lieux d'embarquement et de débarquement soient établis pour le service public, au fur et à mesure que le besoin s'en fait sentir, et qu'il y ait en outre, autant que faire se pourra, un nombre suffisant de magasins et lieux de dépôt pour les marchandises.

Art. 43. Dans tous les endroits convenables du Danube, il sera établi des échelles fluviales, et l'on fera des observations régulières sur la hauteur des eaux.

Art. 44. La commission riveraine permanente veillera, dans les limites de ses attributions, à l'exécution et au maintien des stipulations du présent acte de navigation.

Une entente ultérieure fixera ces attributions, ainsi que les dispositions particulières concernant les conditions organiques de la commission.

Art. 45. Pour tout ce qui ne se trouve pas réglé par le présent acte des navigation, les traités, conventions et arrangements, existants déjà entre les états riverains, restent en vigueur.

Art. 46. Le présent acte de navigation sera mis en vigueur le 1er janvier 1858, et les gouvernemens des pays riverains se communiqueront réciproquement les mesures qu'ils auront prises pour son exécution.

Art. 47. Le présent acte de navigation sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Vienne dans l'espace de six semaines, ou plus tôt si faire se peut. En foi de quoi, les délégués respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Vienne le septième jour du mois de novembre de l'an mil huit cent cinquante-sept.

(L. S.) *F. S. de Blumfeld.* (L. S.) *F. S. de Daxenberger.*
(L. S.) *G. A. Davoud.* (L. S.) *Adolph Müller.*

Annexe A (à l'article XIV).

Patente de Navire.

Le bateau	à rames	nommé*) .... portant le Nr....... appartenant à**)
„ „	à voile	
„ „	à vapeur	

.... de***) .... immatriculé sous le Nr. ci-dessus dans le régistre des navires de ce pays; d'un tonnage ou port de .... construit en l'an .... ayant été scrupuleusement examiné, dans toutes ses parties, par des experts commis et assermentés à cet effet, est reconnu bon et apte à naviguer sur le Danube.

Vû ce certificat technique, autorisation est accordée au propriétaire du dit navire de l'employer à la navigation sur le Danube aussi long-temps qu'il restera dans le bon état constaté.

En foi de quoi la présente patente de navire a été délivrée avec le sceau officiel. .... le ....

(L. S.) (Nom de l'autorité).

(Signature.)

(NB.) Observation conforme à la teneur de l'article XIII relativement aux bateaux à vapeur.)

Annexe B (à l'article XVI).

Patenté de Conducteur de Navire.

Le porteur N. N. .... de .... a légitimé de ses connaissances spéciales et de son aptitude à l'exercice de la navigation du Danube, { avec des bateaux à rames, „ „ „ à voiles, „ „ „ à vapeur, } de manière que ce jour d'hui ... ... l'autorisation lui a été accordée de conduire sur le Danube tout bateau { à rames, à voiles, à vapeur. }

Promesse ayant été faite par lui de conduire le bateau, confié à sa direction, avec tout soin et circonspec-

---

*) Indiquer le nom du batiment et, s'il n'en avait pas, en constater l'absence

**) Nom du propriétaire.

***) Domicile du propriétaire.

tion, de s'efforcer d'en écarter tout danger, dommage ou malheur qui pourraient arriver aux marchandises et aux passagers, et de se conformer exactement, dans ses voyages, aux dispositions de l'Acte de navigation du Danube, ainsi qu'aux règlements de police fluviale la présente patente lui a été delivrée avec le sceau officiel.

.... le ....

(L. S.) (Nom de l'autorité).

(Signature.)

Annexe C (à l'article XXIV).

Manifeste.

du conducteur de bâtiment .... domicilié à .... pour le voyage de .... à .... avec le bâtiment nommé ....

Annotations.

1. Le conducteur du bâtiment signera de sa main le manifeste, se rendant ainsi responsable de l'exactitude des indications y comprises.

2. Aux endroits d'embarquement ou de débarquement des marchandises il aura soin de marquer additionellement dans le manifeste chaque nouveau chargement ou déchargement, sous sa signature comme ci-dessus.

3. Les marchandises seront passées dans le manifeste sous leurs dénominations usitées dans le commerce; s'il y a d'autres éclaircissements à leur égard, ils seront notés dans la rubrique des observations.

4. Si la quantité d'une marchandise n'était point habituellement désignée dans le commerce par le poids on la déterminera, autant que faire se peut, dans une autre mesure. Dans la rubrique de la quantité ou, au besoin, dans celle des observations, on indiquera également, s'il est possible, quel poids ou quelle mesure on a voulu entendre et si c'est le poids brut ou le poids net.

5. Si le manifeste comprenait plusieurs feuilles, on en marquerait les pages et les réunirait en cahier.

6. Pour des transports de peu d'importance et pour un petit parcours, ainsi que pour les marchandises transportées sur des radeaux, un connaissement ou déclaration plus simple du chargement pourra remplacer le manifeste.

1	2	3	4	5	6	7		8	9	10
Numéro courant du connaissement	Domicil et nom de l'expéditeur.	Lieu de destination et destinataire	Nombre et dénomination de colis	Marque et Chiffre	Indication des marchandises d'après les dénominations usitées dans le commerce	Quantité			Observations	Annotations relatives au contrôle douanier.
						poids		autres mesures		
						Qnt.	Lv			
1	Ratisbonne: Pierre Cordos	Passau P. Strauss et Comp.	6 caisses	⊿ $^{20}/_{25}$	Draps de laine..	30	50	—	Les indications de poids sont celles du Zollverein	
			1 caisse recouverte de toile	# 1	Etoffes de soie..	2	—	—		
2	id.	Vienne Georges Maier	4 oxhofts dans leur tonneaux	□ $^{1}/_{4}$	Vin	—	—	4 oxhofts		
			1 ancre recouverte d'un tonneau	L. 30	Arack	—	—	1 ancre		
		Pesth	non emballé		Douves	—	—	500 pièces		
3	Ratisbonne: Pierro Sauer	François Toni Linz	60 tonneaux	—	Harengs	—	—	60 tonnes		
4	Ulm: Jean Müller	Jules Streicher	50 sacs	J M	Riz	100	—	—	brut	
			50 ballots	K K $^{1}/_{50}$	Feuilles de tabac brut	150	—	—	net	
5	Donauwörth: Jean Kolb	Linz à ordre	non emballé					30 boisseaux bavarois		

Ratisbonne, ce 1 Juillet 1857 **Jules Ziegler,** conducteur de bâtiment.

Ont été déchargées les marchandises du connaissement Nr. 1

6	Passau: Charles Süftenegger	Ajouté au chargement Linz Jean Müller	1 tonneau	J M	Sel	—	—	1 tonneau		
			non emballé		Peaux brutes .	—	—	20 pièces		

Passau, ce 3 Juillet 1857 **Jules Ziegler,** conducteur de bâtiment.

7	Engelhardtzell: Jean Dietrich	Ajouté au chargement Vienne Jean Dietrich	1 Valise	L'adresse	Effets de voyage	2	—	—	poids du douanes autr.	

Engelhardtzell, ce 4 Juillet 1857 **Jules Ziegler,** conducteur de bâtiment.

Annexe D (à l'article XXXV).

Patente de conducteur de radeau.

Le porteur N. N .... de .... ayant légitimé des connaissances et de l'aptitude nécessaires, l'autorisation lui a été accordée ce jour d'hui de conduire sur le Danube tout radeau.

Promesse ayant été faite par lui de conduire le radeau, à lui confié, avec tout soin et circonspection, de s'efforcer d'en écarter tout danger, dommage ou malheur, et de se conformer exactement, dans ses voyages, aux dispositions de l'Acte de navigation du Danube, ainsi qu'aux règlements de police fluviale, la présente patente lui a été delivrée avec le sceau officiel.

.... le ....

(L. S.) (Nom de l'autorité).

(Signature.)

XII.

Proclamation du Sénat des États-Unis des Iles-Ioniennes relative à la neutralité des États-Unis dans une guerrre de la Grande-Bretagne, signée à Corfou, le 6 juin 1854.

De par S. A. le comte George Candiano Roma, chevalier grand-croix de l'ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-George, président du prestantissime sénat, et de par les prestantissimes sénateurs des Etats unis des îles Joniennes;

Quelques Ioniens résidant à Constantinople s'étant adressés à l'ambassadeur de Sa Majesté Britannique dans cette capitale pour savoir si, durant la guerre actuelle avec la Russie, le pavillon ionien pouvait être considéré comme neutre;

Et S. Exc. l'ambassadeur de Sa Majesté ayant dénié cette neutralité, la question a été soumise au gouvernement de Sa Majesté, qui, d'après l'avis des conseillers de la couronne, a décidé que, conformément aux relations établies et subsistantes, en vertu du traité de Paris et de la constitution Ionienne, entre la souveraine protectrice et les Etats unis ioniens, il était impossible que

la république septinsulaire pût demeurer neutre entre les puissances belligérantes, et qu'il ne lui était pas permis non plus de continuer ses rapports ordinaires d'amitié et de commerce avec la Russie.

En conséquence, cette décision, fondée sur le traité de Paris et la constitution ionienne, ayant été officiellement communiquée par S. Exc. le lord haut commissaire, le sénat se croit obligé de la proclamer aussi pour l'information générale des sujets ioniens, résidant tant dans ces îles qu'à l'étranger, afin qu'elle leur serve de règle dans leurs transactions civiles ou commerciales pendant la guerre actuelle.

Corfou, le 6 juin 1854.

XIII.

Priviléges accordés à la Compagnie des Indes Orientales, par le Schah de Perse, à Schiras, le 2 juillet 1763.

The Great God having, of his infinite mercy, given victory unto Carem Khan, and made him Chief Governor of all the kingdoms of Persia, and established under him the peace and tranquillity of the said kingdoms, by means of his victorious sword, he is desirous that the said kingdoms should flourish, and re-obtain their ancient grandeur, by the increase of trade and commerce, as well as by a due execution of justice.

Having been informed, that the Right Worshipful William Andrew Price. Esq., Governor-General for the English nation in the Gulf of Persia, is arrived with power to settle a factory at Bushire, and has left Mr. Benjamin Jervis, Resident, who, by directions from the said Governor-General, has sent unto me Mr. Thomas Durnford, and Stephen Hermit, linguist, to obtain a grant of their ancient privileges in these kingdoms, I do of my free will and great friendship for the English nation, grant unto the said Governor-General, in behalf of his King and Company, the following privileges, which shall be inviolably observed and held sacred in good faith.

1. That the English Company may have as much ground, and in any part of Bushire, they choose to build a factory on, or at any other port in the Gulf. They may have as many cannon mounted on it as they choose, but not to be larger than 6 pounds bore; and they may build factory-houses in any part of the kingdom they choose.

2. No Customs shall be charged the English on any goods imported or exported by them at Bushire, or any other port in the Gulf of Persia, on condition that, at no time, they import or export other persons' goods in their names. They may also send their goods, Customs free, all over the kingdom of Persia; and on what goods they sell at Bushire, or elsewhere, the Shaik, or Governor, shall only charge the merchants an export duty of 3 per cent.

3. No other European nation, or other persons, shall import any woollen goods to any port on the Persian shore, in the Gulf, but the English Company only; and should any one attempt to do it clandestinely, their goods shall be seized and confiscated.

4. Should any of the Persian merchants, or others, become truly indebted to the English, the Shaik, or Governor of the place, shall oblige them to pay it; but should he fail in his duty herein, the English chief may do his own justice, and act as he pleases with the debtors, to recover what is owed him of them.

5. In all the kingdom of Persia, the English may sell their goods to, and buy from, whomsoever they judge proper; nor shall the Governor, or Shaik, of any ports or places, prevent their importing or exporting any goods whatever.

6. When any English ship or ships arrive at any ports in the Gulf of Persia, no merchants shall purchase from them clandestinely; but with the consent and knowledge of the English chief there resident.

7. Should any English ship or vessel be drove on shore, unfortunately wrecked, or otherwise lost in any part of the Gulf of Persia, the Shaiks, or Governor of the adjacent places, shall not claim any share of the said wrecks, but shall assist the English, all in their power, in saving the whole, or any part of the vessel or cargo.

8. The English, and all those under their protection, in any part of the kingdom of Persia, shall have the

free exercise of their religion, without molestation from any one.

9. Should soldiers, sailors, or slaves, desert from the English in any part of Persia, they shall not be protected or encouraged, but, bonâ fide, delivered up; but not be punished for the 1st or 2nd offence.

10. Wherever the English may have a factory in Persia, their linguist, brokers, and all other their servants, shall be exempt from all taxes and impositions whatever, and under their own command and justice; without any one interesting therein.

11. Wherever the English are, they shall have a spot of ground allotted them for a burying-ground; and if they want a spot for a garden, if the King's property, it shall be given them gratis; if belonging to any private person, they must pay a reasonable price for it.

12. The house that formerly belonged to the English Company at Schyrash, I now re-deliver to them, with the garden and water thereto belonging.

(Annex.) Articles desired by the Khan. Schyrash, July 2, 1763.

1. That the English, according to what was formerly customary, shall purchase from the Persia merchants such goods as will answer for sending to England or India; provided they and the Persians agree on reasonable prices for the same; and not export from Persia the whole amount of their sales in ready money, as this will impoverish the kingdom, and in the end prejudice trade in general.

2. That the English, wherever they are settled, shall not maltreat the Mussulmen.

3. What goods are imported by the English into Persia, they shall give the preference in the sale of them to the principal merchants and men of credit.

4. All our governors of provinces, seaports, and other towns, are ordered to pay a strict obedience to these our orders, on pain of incurring our displeasure, or of being punished for their disobedience or neglect.

XIV.

Firman du Schah de Perse, promulguant le traité de commerce conclu avec Grande-Bretagne en janvier 1801.

The earth is the Lord's. Our august commands are issued, that the high in rank, the exalted in station, the great rulers, officers, and writers of the ports, sea-coasts, and islands of the provinces of Fars and Khoozistaun, do consider themselves as particularly honoured and advanced by the royal favour: and whereas, at this period, the foundations of union and friendship have been cemented, and the habits of amity and intercourse have been increased between the Ministers of the Persian State, of eternal duration, and the Ministers of the high Government of the refulgent sun of the sky of royalty, greatness, and eminence, the Sovereign of the countries of England and India; and as various Engagements and Treaties, calculated for duration and permanence, and for mutual good understanding, have been contracted; therefore this command, from the Palace of Glory, requiring obedience, has been proclaimed, that you, high in rank, do cheerfully comply, and execute the clear sense and meaning of what has been established: and should ever any person of the French nation attempt to pass your ports or boundaries, or desire to establish themselves, either on the shores or frontiers, you are to take means to expel and extirpate them, and never to allow them to obtain a footing in any place, and you are at full liberty and authorized to disgrace and slay them.

You are to look upon it as your duty, to aid and act in a friendly manner to all traders, merchants, and men of rank of the English nation, all such you are to consider as possessing the favour of the King: and you must act in conformity to the conditions of the annexed Treaty, that has been concluded between the trustworthy of the high state, the bracelet of the graceful government, Haujy Ibraheim Khaun, and the high in rank, Captain John Malcolm. View this as an obligation. Dated the 12th of Shaubaun, in the year of the Higera 1215, corresponding with the — of January, Anno Domini 1801.

This Treaty between these 2 great States shall be binding on race after race, and the 2 Governments must ever, while the world exists, act in conformity to what is now settled.

V. And if ever any of the great men of the French nation express a wish or desire to obtain a place of residence or dwelling on any of the islands or shores of the kingdom of Persia, that they may there raise the standard of abode or settlement, such request or representation shall not be consented unto by the high in rank of the State encompassed with justice (the Government of Persia), and leave for their residing in such place shall not be granted.

XV.

Traité de commerce entre la Grande-Bretagne et la Perse, signé en janvier 1801.

Art. I. The merchants of the High Contracting States are to travel and carry on their affairs in the territories of both nations in full security and confidence, and the rulers and governors of all cities are to consider it their duty to protect from injury their cattle and goods.

Art. II. The traders and merchants of the kingdom of England or Hindoostaun, that are in the service of the English Government, shall be permitted to settle in any of the seaports or cities of the boundless empire of Persia (which may God preserve from calamity) that they prefer; and no Government duties, taxes, or requisitions, shall ever be collected on any goods that are the actual property of either of the Governments; the usual duties on such to be taken from purchasers.

Art. III. Should it happen that either the persons or property (of merchants) are injured or lost by thieves or robbers, the utmost exertions shall be made to punish the delinquents and recover the property. And if any merchant or trader of Persia evades or delays the payment of a debt to the English Government, the latter are authorized to use every possible mode for the recovery of their demands, taking care to do so in communication,

and with the knowledge of the ruler or governor of the place, who is to consider it as his duty to grant, on such occasion, every aid in his power. And should any merchants of Persia be in India, attending to their mercantile concerns, the officers of the English Government are not to prevent them carrying on their affairs, but to aid and favour them; and the above-mentioned merchants are to recover their debts and demands in the mode prescribed by the customs and laws of the English Government.

Art. IV. If any person in the empire of Persia die indebted to the English Government, the ruler of the place must exert his power to have such demand satisfied, before those of any other creditor whatever. The servants of the English Government, resident in Persia, are permitted to hire as many domestic natives of that country as are necessary for the transaction of their affairs; and they are authorized to punish such, in cases of misconduct, in the manner they judge most expedient, provided such punishment does not extend to life or limb: in such cases, the punishment to be inflicted by the ruler or governor of the place.

Art. V. The English are at liberty to build houses and mansions in any of the ports or cities of Persia that they choose, and they may sell or rent all such houses or mansions at pleasure. And should ever a ship, belonging to the English Government, be in a damaged state in any of the ports of Persia, or one of Persia be in that condition in an English harbour, the chiefs and rulers of the ports and harbours of the respective nations are to consider it as their duty to give every aid to refit and repair vessels so situated. And if it happens that any of the vessels of either nation are sunk or shipwrecked, in or near the ports or shores of either country; on such occasions, whatever part of the property is recovered shall be restored to their owners or their heirs, and a just hire is to be allowed by the owners to those who recover it.

Final Article. — Whenever any native of England or India, in the service of the English Government, resident in Persia, wishes to leave that country, he is to suffer obstruction from no person, but to be at full liberty to do so, and to carry with him his property.

Additional Article. — It is further written in sincerity, that on iron, lead, steel, broadcloth, and purpetts, that are exclusively the property of the English Government, no duties whatever shall be taken from the sellers; a duty not exceeding 1 per cent. to be levied upon the purchasers; and the duties, imports, and Customs, which are at this period established in Persia and India (on other goods) are to remain fixed, and not to be increased.

The high in rank Haujy Kulleel Khan Mulick oo Tijjar is charged and intrusted with the arrangement and settlement of the remaining points relative to commerce.

XVI.

Traité préliminaire d'alliance et d'amitié entre la Grande-Bretagne et la Perse, signé à Téhéran, le 12 mars 1809.

In the name of Him who is ever necessary, who is all-sufficient, who is everlasting, and who is the only Protector.

In these times distinguished by felicity, the excellent Ambassador Sir Harford Jones, Baronet, Member of the Honourable Imperial Ottoman Order of the Crescent, has arrived at the Royal city of Tehran, in quality of Ambassador from His Majesty the King of England (titles), bearing His Majesty's credential letter, and charged with full powers munited with the great seal of England, empowering him to strengthen the friendship and consolidate the strict union subsisting between the High States of England and Persia. His Majesty the King of Persia (titles) therefore, by a special firmaun delivered to the said Ambassador, has appointed the most excellent and noble Lords Meerza Mahommed Sheffeeh, qualified with the title of Moatumed-ed-Dowlah, his First Vizier, and Hajee Mahommed Hoossein Khan, qualified with the title of Ameen-ed-Dowlah, one of the Ministers of Record, to be His Plenipotentiaries to confer and discuss with the aforesaid Ambassador of His Britannic Majesty, all matters and affairs touching the formati[on] and consolidation of friendship, alliance, and strict un[ion]

between the two High States, and to arrange and finally conclude the same for the benefit and advantage of both Kingdoms. In consequence whereof, after divers meetings and discussions, the aforesaid Plenipotentiaries have resolved that the following Articles are for the benefit and advantage of both the High States, and are hereafter to be accordingly for ever observed.

Art. I. That as some time will be required to arrange and form a definitive Treaty of Alliance and Friendship between the two High States, and as the circumstances of the world make it necessary for something to be done without loss of time, it is agreed that these Articles, which are to be regarded as preliminary, shall become a basis for establishing a sincere and everlasting definitive Treaty of strict Friendship and Union; and it is agreed that the said definitive Treaty, precisely expressing the wishes and obligations of each Party, shall be signed and sealed by the said Plenipotentiaries, and afterwards become binding on both the High Contracting Parties.

Art. II. It is agreed that these preliminary Articles, formed with the hand of truth and sincerity, shall not be changed or altered; but there shall arise from them a daily increase of friendship which shall last for ever between the two most serene Kings, their Heirs, Successors, their subjects, and their respective kingdoms, dominions, provinces, and countries.

This Treaty is concluded by both Parties in the hope of its being everlasting, and that it may be productive of the most beautiful fruits of friendship between the two most serene Kings.

In witness whereof we the said Plenipotentiaries have hereunto set our Hands and Seals in the Royal city of Tehran, this 12th day of March, in the year of our Lord 1809, answering to the 25th of Mohurrum el Haram, in the year of the Hegira 1224.

(L. S.) *Mahommed Sheffeeh.* (L. S.) *Harford Jones.*
(L. S.) *Mahommed Houssein.*

XVII.

Traité définitif d'amitié entre la Grande-Bretagne et la Perse, signé à Téhéran, le 25 novembre 1814.

Praise be to God, the all-perfect and all-sufficient.

These happy leaves are a nosegay plucked from the thornless garden of concord, and tied by the hands of the Plenipotentiaries of the two great States in the form of a definitive Treaty, in which the Articles of Friendship and Amity are blended.

Previously to this period, the high in station, Sir Harford Jones, Baronet, Envoy Extraordinary from the English Government, came to this Court, to form an amicable alliance, and in conjunction with the Plenipotentiaries of Persia, their Excellencies (titles) Meerza Mahommed Sheffeeh and Hajee Mahommed Hoossein Khan, concluded a preliminary Treaty, the particulars of which were to be detailed and arranged in a definitive Treaty; and the above-mentioned Treaty, according to its Articles, was ratified by the British Government.

Afterwards, when His Excellency Sir Gore Ouseley, Ambassador Extraordinary from His Britannic Majesty, arrived at this exalted and illustrious Court, for the purpose of completing the relations of amity between the two States, and was invested with full powers by his own Government to arrange all the important affairs of friendship, the Ministers of this victorious State, with the advice and approbation of the above-mentioned Ambassador, concluded a definitive Treaty, consisting of fixed Articles and Stipulations.

That Treaty having been submitted to the British Government, certain changes in its Articles and Provisions, consistent with friendship, appeared necessary, and Henry Ellis, Esquire, was accordingly dispatched to this Court, in charge of a letter explanatory of the abovementioned alterations. Therefore their Excellencies Meerza Mahommed Sheffeeh, Prime Minister Meerza Bozoork, Caimacan (titles), and Meerza Abdul Wahab, Principal Secretary of State (titles), were duly appointed and invested with full powers to negotiate with the Plenipotentiaries of His Britannic Majesty, James Morier, Esquire, recently appointed Minister at this Court, and the

above-mentioned Henry Ellis, Esquire. These Plenipo tentiaries having consulted on the terms most advisable for this alliance, have comprised them in 11 Articles.

What relates to commerce, trade, and other affairs, will be drawn up and concluded in a separate Commercial Treaty.

A definitive Treaty between the two States having formerly been prepared, consisting of 12 Articles, and certain changes, not inconsistent with friendship, having appeared necessary, we, the Plenipotentiaries of the two States, comprising the said Treaty in 11 Articles, have hereunto set our Hands and Seals, in the Royal city of Tehran, this 25th day of November, in the year of our Lord 1814, corresponding with the 12 th Zeealhajeh in the Year of the Hegira 1229.

(L. S.) *Mahommed Sheffeeh.* (L. S.) *James Morier.*
(L. S.) *Abdul Wahab.* (L. S.) *Henry Ellis.*
(L. S.) *Isah (Meerza Bozoork).*

XVIII.

Ordre du Schah de Perse relatif au commerce anglais, donné en 1836.

Traduction.

Whereas the relations of friendship and amity between the powerful and dignified Governments of Persia and England are fixed upon the most perfect and firm basis; and whereas it is agreeable to the exalted character of His Majesty that this friendship and amity should daily increase, and that mutual advantage should thence result; therefore, in the present auspicious year, and henceforth, according to this gracious Proclamation, we grant liberty and permission to the merchants of the British nation, that having brought their merchandize to the territorial possessions of Persia, they may dispose of the same in perfect security and confidence, and that they shall pay to the officers of Government the same

public dues upon their goods as are paid by the merchants of the Russian Government*).

In the month of Moohurrim, in the year of the Hegira 1252.

Received at the British Palace, Tehran, on the 5th May 1836.

XIX.

1.

Firman du Schah de Perse relatif aux droits de la Légation anglaise en Perse, donné à Téhéran, le 15 septembre 1839.

Traduction.

On account of the friendship subsisting between the 2 ever-enduring Governments of Persia and England, it is agreeable to our favor-dispensing Sublime Majesty, that the servants and dependents of the Ambassadors of the English Government resident at this Court, should live in all confidence and tranquillity, and should at all times be under the shadow of the protection and favour of our Sublime Majesty; therefore, in this auspicious year of the Hog, this auspicious Firmaun has been written to this effect, that the servants and dependents of the English Government, whether Persians or natives of other countries, are safe and secure; and under all circumstances, in the same manner as the people of that Government are treated by other Governments, so under this Government also the same treatment will be shown.

---

*) Extrait de l'Article 3 du Traité de Commerce entre la Russie et la Perse: It is agreed that goods imported into Persia, or exported from that kingdom by Russian subjects, shall be liable, as heretofore, to a duty of 5 percent, levied, once for all, upon their import and export, and shall not be subject afterwards to any other duty.

2.

Firman du Schah de Perse, relatif aux droits de la Légation anglaise en Perse, donné en mars 1840.

Traduction.

Let the Governors and Authorities of all the country know, that referring to the unity existing between the 2 mighty Governments of Persia and England, the object of our Royal desire is, that the servants and dependents of the Mission of the mighty Government of England, who are stationary at the Court of this haughty Government, may, in all confidence and tranquillity of mind, remain under the shadow of the protection of our clemency and Sublime Majesty, and that never in this God-protected land, in any possible manner, should they be exposed to loss or detriment of any kind in their lives or property.

Therefore this auspicious and happy firmaun, which all the world obeys, is proclaimed and issued to give notice to the above-mentioned (Governors and Authorities), that all the servants and dependents of the English Mission, whether these be Persians or natives of other countries, are, as in times past, in safety and under protection, and that they should rejoice in the kindness and consideration of the Ministers of this haughty State; and should any of these (servants and dependents of the English Government) be guilty of any crime, they shall not be punished without the permission and knowledge of the English Minister.

Therefore these high personages (the Governors to whom this firmaun in addressed), fully regarding the amity subsisting between the 2 great States, must act in conformity to this order; and after having paid obedience to this auspicious firmaun, let its meaning reach the ears of all the people of the whole country, and let them know that it is imperative.

XX.

Traité de commerce entre la Grande-Bretagne et la Perse, signé à Téhéran, le 28 octobre 1841).*

Texte anglais.

Preamble. Whereas by the benign favour of the One Almighty God, whose bounties are infinite, from the day on which the Treaty of friendship and attachment was concluded between the glorious States of Great Britain and Persia, the renowned and just Sovereigns of the 2 everlasting States have, day by day, and at all times, attended to and observed the whole of its Articles and Stipulations, and have caused the subjects of both Governments to enjoy all its benefits and advantages except the Treaty of Commerce, which, in the Preamble of the Treaty of the year 1814, the 2 Governments engaged to conclude, and which, up to this time, for certain reasons, has been postponed and left unfinished:

Therefore, in this fortunate year, that all the stipulations of the auspicious Treaty may be fulfilled, Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland, etc., etc., etc., has appointed Sir John Mc-Neill, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, Her Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Court of Persia, to be Her sole Plenipotentiary;

And His Majesty the Shah of Persia, etc., etc., etc., has appointed His Excellency Hajee Meerza Abul Hassan Khan, His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs, to be His sole Plenipotentiary:

And the said Plenipotentiaries having concluded a Commercial Treaty in these 2 Articles, have annexed and united it to the original Treaty, that, by the aid of God, it may henceforth be observed between the 2 Governments, and be a source of advantage to the subjects of both.

Art. I. The merchants of the 2 mighty States are reciprocally permitted and allowed to carry into each other's territories their goods and manufactures of every description, and to sell or exchange them in any part of their respective countries; and on the goods which they import or export, custom duties shall be levied,

*) Le traité a été rédigé en anglais et en langue perse.

that is to say, on entering the country the same amount of custom duties shall be levied, once for all, that is levied on merchandize imported by the merchants of the most favoured European nations; and at the time of going out of the country, the same amount of custom duties which is levied on the merchandize of merchants of the most favoured European nations shall be levied from the merchants, subjects of the High Contracting Parties; and except this, no claim shall be made upon the merchants of the 2 States in each other's dominions on any pretext or under any denomination; and the merchants or persons connected with or dependent upon the High Contracting Parties in each other's dominions, mutually, shall receive the same aid and support, and the same respect, which are received by the subjects of the most favoured nations.

Art. II. As it is necessary, for the purpose of attending to the affairs of the merchants of the 2 parties respectively, that from both Governments Commercial Agents should be appointed to reside in stated places; it is therefore arranged that 2 Commercial Agents on the part of the British Government shall reside, 1 in the capital, and 1 in Tabreez, and in those places only, and on this condition, that he who shall reside at Tabreez, and he alone, shall be honoured with the privileges of Consul-General; and as for a series of years a Resident of the British Government has resided at Bushire, the Persian Government grants permission that the said Resident shall reside there as heretofore.

And, in like manner, 2 Commercial Agents shall reside on the part of the Persian Government, 1 in the capital, London, and 1 in the port of Bombay, and shall enjoy the same rank and privileges which the Commercial Agents of the British Government shall enjoy in Persia.

This Commercial Treaty, we, the Plenipotentiaries of the High Contracting Parties, have agreed to; and in witness thereof, have set thereunto our hands and seals, at the capital city of Tehran, this 28th day of October, in the year of our Lord 1841, corresponding to the 12th day of the month Ramazan, in the year of the Hejjera 1257.

(L. S.) *John Mc Neill.*
(Sealed) *Meerza Abul Hassan Khan.*

XXI.

Convention entre la Grande-Bretagne et la Perse pour la répression du commerce d'esclaves, signée à Ispahan, en août 1851.

Traduction.

The Persian Government agrees that the ships of war of the British Government and of the East India Company shall, in order to prevent the chance of negroe slaves, male and female, being imported, be permitted, for the period of 11 years, to search Persian merchant vessels, in the manner detailed in this document, with the exception of Persian Government vessels not being vessels the property of merchants or the property of Persian subjects: with those Government vessels there is to be no interference whatsoever. The Persian Government agress that in no manner whatever shall any negro slaves be imported in the vessels of the Persian Government.

The agreement is this:

I. That in giving this permission to search mercantile vessels and those of subjects, the search shall from the first to the last be effected with the co-operation, intervention, and knowledge of Persian officers who are to be on board vessels of the English Government.

II. The merchant vessels shall not be detained longer than is necessary to effect the search for slaves. If slaves should be found in any of those vessels, the British authorities are to take possession of them and carry them away, without detaining or causing them (that is, the people of the ship importing slaves) any other damage besides that of depriving them of the slaves. The vessel itself (in which the slaves have been imported) shall, by the co-operation and knowledge of the officers of the Persian Government who are on board of the British cruizers, be delivered to the authorities of the Persian ports, who are there on the part of the Persian Government, and the authorities of this (the Persian) Government are to punish and fine in a manner suitable to the crime he has committed, the owner of that slaving-vessel who has acted in contravention of the com-

mands of His Majesty the King of Persia, by importing slaves.

The British ships of war are not in any manner to interfere with the Persian trading vessels, without the co-operation of the Persian Government officers; but the Persian Government officers also must not, on their part, be remiss in the duty committed to them.

This Convention is to be in force for a period of 11 years, and after these 11 years have expired and the stipulated period has elapsed, if the Persian vessels shall be interfered with for even a single day beyond the 11 years, it will be opposed to the course of friendship with the Persian Government and to the maintenance of her rights, and this Government will make a demand for satisfaction.

III. If the slaves who have been heretofore in Persia, and are now there, should from the present date and henceforward wish to proceed by sea on a pilgrimage to Mecca or to India, or travel by sea, they must, with the knowledge of the British resident in Bushire, procure a passport from the officer at the head of the Persian passport office in Bushire, and no exceptions shall thereafter be taken to any slave holding a passport. The passport (regulation) obtained with the knowledge of the British resident at Bushire, is, like the other stipulations written above, to be for a period of 11 years.

This Agreement of [the right of] search, and the appointment of the Persian Government officers (to be on board the British cruizers), will first come in force on the 1st of Rebbee-ool-evvel, 1268 = January 1852.

From the date of this document to the above date, there is no right of search.

The Articles written in this document have from first to last been agreed to by both parties, and confirmed by the Ministers of both Governments, and nothing is to be done in contravention thereof.

Written in the month of Shevval 1267 (August 1851).

(L. S.) *Justin Sheil*, Her Britannic Majesty's Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary at the Court of Persia.

(L. S.) *Meerza Tekkee Khan*, *Ameer-i-Nizam* of the Persian Government.

XXII.

Articles convenus entre la Grande-Bretagne et la Perse relatifs à l'indépendance de la Ville de Hérat; signés à Téhéran, le 25 janvier 1853).*

Traduction.

15 Rebbel-oo-Sanee, 1269 (January 25, 1853.)

The Persian Government engages not to send troops on any account to the territory of Herat, excepting when troops from without attack that place; that is to say, troops from the direction of Cabul, or Candahar, or from other foreign territory; and in case of troops being dispatched under such circumstances, the Persian Government binds itself that they shall not enter the city of Herat, and that immediately on the retreat of the foreign troops to their own country, the Persian force shall forthwith return to the Persian soil, without delay.

The Persian Government also engages to abstain from all interference whatsoever in the internal affairs of Herat, likewise in (regard to) occupation, or taking possession, or assuming the sovereignty or government, except that the same amount of interference which took place between the two in the time of the late Zuheerud-Dowleh, Yar Mahomed Khan, is to exist as formerly. The Persian Government, therefore, engages to address a letter to Syed Mahomed Khan, acquainting him with these conditions, and to forward it to him (by a person), accompanied by some one belonging to the English Mission, who may be in Meshed.

The Persian Government also engages to relinquish all claim or pretension to the coinage of money, and to the „khootbeh" or to any other mark whatever of subjection or of allegiance on the part of the people of Herat to Persia. But if, as in the time of the late Kamran, and in that of the late Yar Mahomed Khan, they should, of their own accord, send an offering in money, and strike it in the Shah's name, Persia will receive it

*) Cette convention, rédigée en langue perse, a été approuvée par le Schah.

without making any objection. This condition will also be immediately communicated to Syed Mahomed Khan. They also engage to recall Abbass Koolee Khan, Peeseean, after four months from the date of his arrival, so that he may not reside there permanently; and hereafter no permanent agent will be placed in Herat, but intercourse will be maintained as in the time of Yar Mahomed Khan. Neither will they maintain a permanent agent on the part of Herat in Tehran. There will be the same relations and privileges which existed in Kamran's time, and in that of the late Yar Mahomed Khan. For instance, if at any time it should be necessary, for the punishment of the Toorkomans, or in case of disturbance or rebellion in the Shah's dominions, that the Persian Government should receive assistance from the Heratees, similar to that afforded by the late Yar Mahomed Khan, they may, as formerly, render assistance of their own accord and free will, but not of a permanent nature.

The Persian Government further engages, unconditionally, and without exception, to release and set free all the chiefs of Herat who are in Meshed, or in Tehran, or in any other part of Persia, and not to receive any offenders, prisoners, or suspected persons whatsoever, from Syed Mahomed Khan, with the exception of such persons as, having been banished by Syed Mahomed Khan from Herat, may come here and themselves desire to remain, or to enter the service. These will be treated with kindness and favour as formerly. Distinct orders will be issued immediately to the Prince Governor of Khorassan to carry out these engagements.

The above six engagements, on the part of the Persian Government, are to be observed, and to have effect; and the Persian Ministers, notwithstanding the rights which they possess in Herat solely out of friendship and to satisfy the English Government, have entered into these engagements with the English Government, so long as there is no interference whatsoever on its part in the internal affairs of Herat and its dependencies; otherwise these engagements will be null and void, and as if they never had existed or been written. And if any foreign (State), either Affghan or other, should desire to interfere with or encroach upon the territory of Herat or its dependencies, and the Persian Ministers should make the

request, the British Government are not to be remiss in restraining them, and in giving their friendly advice, so that Herat may remain in its own state of independence.

(Seal and autograph of the Sadr Azim.)

Translated by
(Signed) *Ronald F. Thomson.*

XXIII.

Manifeste de guerre, publié par le Gouverneur des Indes-Orientales, pour justifier les mesures coërcitives contre la Perse, signé à Fort-William, le 1 novembre 1856.

Foreign Department,
Fort William, November 1, 1856.

The Right Honourable the Governor-General of India in Council, having, under instructions from Her Majesty's Government, directed the assemblage of a British force at Bombay, for service in the Persian Gulf, deems it proper to make known the reasons which have rendered this measure necessary.

In the month of January 1853, certain Articles of Agreement were concluded between Lieutenant-Colonel Sheil, Her Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of the Shah of Persia, and his Highness the Sadr Azim, or Prime Minister of the Persian Government.

By those Articles the Persian Government engaged not to send troops to Herat, on any account, unless foreign troops — that is, troops from the direction of Cabul or Candahar, or other foreign country — should invade Herat. In the event of troops being sent, the Persian Government engaged that the said troops should not enter the city of Herat, and that, on the return of the foreign troops towards their own territory, the Persian troops should be immediately withdrawn from the neighbourhood of Herat to Persian soil.

The Persian Government also engaged to abstain from all interference whatsoever in the internal affairs of Herat, whether „in taking possession, or occupying, or assuming the sovereignty, or governing, except in so far as interference existed between the two parties during the lifetime of the late Yar Mahomed".

And, lastly, the Persian Government engaged to relinquish all pretension to and demand for the coinage, or the reading of the „khootbeh", or any other acknowledgment of allegiance or subjection, on the part of the people of Herat, to the Government of Persia.

"It was at the same time stipulated, that so long as there should be no interference of any sort whatever on the part of the British Government in the affairs of Herat, the engagements contracted by the Persian Government, as aforesaid, should remain in full force and effect. On the other hand, it was agreed, in the name of the British Government, that „if any foreign Power, such as the Affghans or others", should wish to interfere with or to take possession of Herat, the British Government, on the requisition of the Persian Ministers, would not object to restrain such foreign Power by friendly advice, „so that Herat might remain in its own state of independence".

While the British Government has faithfully and constantly adhered to the obligations which it accepted under the Agreement of January 1853, the Government of Persia has manifested a deliberate and persevering disregard of the reciprocal engagements by which it at the same time became bound, and is now endeavouring to subvert by force the independence of Herat, which was the declared object of the Agreement in question.

So far back as December 1855, the Persian Government, by an article in the Tehran „Official Gazette", announced its intention of dispatching a force to Herat, alleging that the Ameer Dost Mahomed Khan, the Ruler of Affghanistan, had been instigated by his „neighbours" to possess himself of Candahar; that having, with their assistance, succeeded in that enterprise, he meditated an advance upon Herat; and that an armed demonstration in the direction of Herat was required for the preservation of tranquillity in Khorassan.

This assertion that the Ruler of Affghanistan was instigated by his „neighbours" to occupy Candahar, or that he was assisted by them in possessing himself of that city, or that he received advice or encouragement from them to advance upon Herat, was — if by those „neighbours" the British Government is indicated — wholly untrue. No such instigation, or assistance, or encouragement (direct or indirect), had been given by the British Government; nor, so far as the British Government is informed, had there been, when the assertion was made, any act on the part of the Ameer Dost Mahomed Khan evincing a design to advance upon Herat.

Nevertheless, the Persian Government has executed its intention. Not only have Persian troops invaded the territory of Herat although the contingency which alone could justify such an act has not come to pass, but they have laid siege to the city, and have interfered in its internal affairs; while the Government of Tehran has not only assumed the right to nominate the Ruler of Herat, but, in addressing the present chief of the city, has declared Herat to be Persian soil.

The siege of Herat has now been carried on by the Persian army for many months. Before its commencement, and during its progress, the unfriendly sentiments of Persia towards the British Government have been scarcely veiled; and recently, the movements of troops, in different parts of Persia, have indicated a determination to persist in an aggression which is as unprovoked as it is contrary to good faith.

The conduct of the Persian Government has been pronounced by Her Majesty's Government to constitute an act of open hostility against Great Britain. Reparation has been sought, but without success. The withdrawal of the Persian troops from the neighbourhood of Herat to Persian soil has been demanded, as a preliminary to the adjustment of differences to which the acts of Persia alone have given rise; but the demand has been evaded, and, according to the most recent accounts, a Persian army still invests Herat.

Friendly remonstrance having failed, and a reasonable requisition having been rejected or put aside, it becomes incumbent on the British Government to take measures by which the Persian Government shall be convinced that solemn engagements contracted with Great Britain may not be violated with impunity, and by which effectual guarantees against continuous breach of faith shall be secured.

To this end a force has been directed to assemble at Bombay, and will embark as soon as the necessary arrangements shall have been completed. The further operations of the force, after it shall have reached the Persian Gulf, will be guided by such instructions as the progress of events, and the policy of the British Government, may demand.

By order of the Right Honourable the Governor-General in Council.

(Signed) *G. F. Edmonstone.*
Secretary to the Government of India.

XXIV.

Plénipotences du ministre plénipotentiaire de Perse pour la conclusion du Traité de paix avec la Grande-Bretagne.

Traduction.

As it has always been the earnest desire of our Gracious Majesty, the Shah-in-Shah, etc., of Persia, to increase and strengthen the bonds of friendship and alliance, as well as to remove every source of doubt connected with the British Government, which always has been, and is, the ancient friend of Persia; therefore, agreeably to the issue of this auspicious power to his Excellency Ferokh Khan, our Chief Keeper of the Robes, Ambassador Extraordinary of the Persian Government, decorated with the Royal Portrait ornamented with diamonds, and also with the Cordon, we have given him special and full powers (that he should discuss) with the Ministers of that Government (Great Britain) the circumstances connected with the rupture of relations

by the Minister Plenipotentiary (Mr. Murray) of that Government (England), and also concerning the affair of Herat, and also an arrangement of the affairs of Affghanistan; every promise and agreement, and arrangement, that he shall make will be agreed to and ratified by our Majesty with the greatest satisfaction; and in the fulfilment of these (arrangements), in which will result contentment to the Ministers of both parties, whatever is necessary to friendship will be observed.

Written in the month of Shawal, 1272.

XXV.

*Traité de paix entre la Grande-Bretagne et la Perse, signé à Paris, le 4 mars 1857 *).*

Texte anglais.

In the name of God the Almighty, the All-Merciful.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty, whose Standard is the Sun, the Sacred, the August, the Great Monarch, the absolute King of Kings of all the States of Persia, being both equally and sincerely animated by a desire to put a stop to the evils of a war which is contrary to their friendly wishes and dispositions, and to re-establish on a solid basis the relations of amity which had so long existed between the two exalted States, by means of a Peace calculated for their mutual advantage and benefit, have appointed as their Plenipotentiaries, for carrying into effect this desired object, the following, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Right Honourable Henry Richard Charles, Baron Cowley, a Peer of the United Kingdom, a Member of Her Majesty's Most Honourable Privy Council, Knight Grand Cross of the Most Honourable Order of the Bath, Her Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Majesty the Emperor of the French, etc., etc., etc.;

And His Majesty the Shah of Persia, His Excellency

---

*) Le traité a été rédigé en anglais et en langue perse. L'échange des ratifications a eu lieu à Bagdad, le 2 Mai 1857.

the Abode of Greatness, the Favourite of the King, Ferokh Khan, Ameen Oolmoolk, the Great Ambassador of the Mighty State of Persia, the Possessor of the Royal Portrait, and of the Blue Cordon, the Bearer of the Diamond-studded Girdle, etc., etc., etc.;

Who, having exhibited and exchanged their full powers, and found them to be in due form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Art. I. From the day of the exchange of the ratifications of the present Treaty, there shall be perpetual peace and friendship between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, on the one part, and His Majesty the Shah of Persia, on the other, as likewise between their respective successors, dominions, and subjects.

Art. II. Peace being happily concluded between Their said Majesties, it is hereby agreed that the forces of Her Majesty the Queen shall evacuate the Persian territory, subject to conditions and stipulations hereafter specified.

Art. III. The High Contracting Parties stipulate that all prisoners taken during the war by either belligerent shall be immediately liberated.

Art. IV. His Majesty the Shah of Persia engages, immediately on the exchange of the ratifications of this Treaty, to publish a full and complete amnesty, absolving all Persian subjects who may have in any way been compromised by their intercourse with the British forces during the war, from any responsibility for their conduct in that respect, so that no persons, of whatever degree, shall be exposed to vexation, persecution, or punishment, on that account.

Art. V. His Majesty the Shah of Persia engages further to take immediate measures for withdrawing from the territory and city of Herat, and from every other part of Affghanistan, the Persian troops and authorities now stationed therein: such withdrawal to be effected within three months from the date of the exchange of the ratifications of this Treaty.

Art. VI. His Majesty the Shah of Persia agrees to relinquish all claims to sovereignty over the territory and city of Herat and the countries of Affghanistan, and never to demand from the Chiefs of Herat, or of the countries of Affghanistan, any marks of obedience, such as the coinage, or „khotbeh", or tribute.

His Majesty further engages to abstain hereafter from all interference with the internal affairs of Affghanistan. His Majesty promises to recognize the independence of Herat, and of the whole of Affghanistan, and never to attempt to interfere with the independence of those States.

In case of differences arising between the Government of Persia and the countries of Herat and Affghanistan, the Persian Government engages to refer them for adjustment to the friendly offices of the British Government, and not to take up arms unless those friendly offices fail of effect.

The British Government, on their part, engage at all times to exert their influence with the States of Affghanistan, to prevent any cause of umbrage being given by them, or by any of them, to the Persian Government; and the British Government, when appealed to by the Persian Government, in the event of difficulties arising, will use their best endeavours to compose such differences in a manner just and honourable to Persia.

Art. VII. In case of any violation of the Persian frontier by any of the States referred to above, the Persian Government shall have the right, if due satisfaction is not given, to undertake military operations for the repression and punishment of the aggressors; but it is distinctly understood and agreed to, that any military force of the Shah which may cross the frontier for the above-mentioned purpose, shall retire within its own territory as soon as its object is accomplished, and that the exercise of the above-mentioned right is not to be made a pretext for the permanent occupation by Persia, or for the annexation to the Persian dominions, of any town or portion of the said States.

Art. VIII. The Persian Government engages to set at liberty without ransom, immediately after the exchange of the ratifications of this Treaty, all prisoners taken during the operations of the Persian troops in Affghanistan, and all Affghans who may be detained either as hostages or as captives on political grounds in any part of the Persian dominions shall, in like manner, be set free; provided that the Affghans, on their part, set at liberty, without ransom, the Persian prisoners and captives who are in the power of the Affghans.

Commissioners on the part of the two Contracting

Powers shall, if necessary, be named to carry out the provisions of this Article.

Art. IX. The High Contracting Parties engage that, in the establishment and recognition of Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, and Consular Agents, each shall be placed in the dominions of the other on the footing of the most favoured nation; and that the treatment of their respective subjects, and their trade, shall also, in every respect, be placed on the footing of the treatment of the subjects and commerce of the most favoured nation.

Art. X. Immediately after the ratifications of this Treaty have been exchanged, the British Mission shall return to Tehran, when the Persian Government agrees to receive it with the apologies and ceremonies specified in the separate Note signed this day by the Plenipotentiaries of the High Contracting Parties.

Art. XI. The Persian Government engages, within three months after the return of the British Mission to Tehran, to appoint a Commissioner, who, in conjunction with a Commissioner to be appointed by the British Government, shall examine into and decide upon the pecuniary claims of all British subjects upon the Government of Persia, and shall pay such of those claims as may be pronounced just, either in one sum or by instalments, within a period not exceeding one year from the date of the award of the Commissioners. And the same Commissioners shall examine into and decide upon the claims on the Persian Government of all Persian subjects, or the subjects of other Powers, who, up to the period of the departure of the British Mission from Tehran, were under British protection, which they have not since renounced.

Art. XII. Saving the provisions in the latter part of the preceding Article, the British Government will renounce the right of protecting hereafter any Persian subject not actually in the employment of the British Mission, or of British Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls, or Consular Agents, provided that no such right is accorded to, or exercised by, any other foreign Powers; but in this, as in all other respects, the British Government requires, and the Persian Government engages, that the same privileges and immunities shall in Persia be conferred upon, and shall be enjoyed by, the British Government, its servants and its subjects, and that the same respect and

consideration shall be shown for them, and shall be enjoyed by them, as are conferred upon and enjoyed by, and shown to, the most favoured foreign Government, its servants and its subjects.

Art. XIII. The High Contracting Parties hereby renew the Agreement entered into by them in the month of August 1851 (Shawal 1267), for the suppression of the Slave Trade in the Persian Gulf, and engage further that the said Agreement shall continue in force after the date at which it expires, that is, after the month of August 1862, for the further space of ten years, and for so long afterwards as neither of the High Contracting Parties shall, by a formal declaration, annul it; such declaration not to take effect until one year after it is made.

Art. XIV. Immediately on the exchange of the ratifications of this Treaty, the British troops will desist from all acts of hostility against Persia; and the British Government engages, further, that, as soon as the stipulations in regard to the evacuation, by the Persian troops, of Herat and the Affghan territories, as well as in regard to the reception of the British Mission at Tehran, shall have been carried into full effect, the British troops shall, without delay, be withdrawn from all ports, places, and islands belonging to Persia; but the British Government engages that, during this interval, nothing shall be designedly done by the Commander of the British troops to weaken the allegiance of the Persian subjects towards the Shah, which allegiance it is, on the contrary, their earnest desire to confirm; and, further, the British Government engages that, as far as possible, the subjects of Persia shall be secured against inconvenience from the presence of the British troops, and that all supplies which may be required for the use of those troops, and which the Persian Government engages to direct its authorities to assist them in procuring, shall be paid for, at the fair market-price, by the British Commissariat, immediately on delivery.

Art. XV. The present Treaty shall be ratified, and the ratifications exchanged at Bagdad in the space of three months, or sooner if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seal of their arms.

Done at Paris, in quadruplicate, this fourth day of

the month of March, in the year of Our Lord one thousand eight hundred and fifty-seven.

(Signed) *Cowley.*
Ferokh (in Persian).

Separate Note referred to in Article X of the foregoing Treaty.

The Undersigned, Her Britannic Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to the Emperor of the French, and His Persian Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His said Imperial Majesty, being duly authorized by their respective Governments, hereby agree that the following ceremonial shall take place for the re-establishment of diplomatic and friendly relations between the Courts of Great Britain and Persia. This agreement to have the same force and value as if inserted in the Treaty of Peace concluded this day between the Undersigned: —

The Sadr Azim shall write, in the Shah's name, a letter to Mr. Murray, expressing his regret at having uttered and given currency to the offensive imputations upon the honour of Her Majesty's Minister, requesting to withdraw his own letter of the 19th of November, and the two letters of the Minister for Foreign Affairs of the 26th of November, one of which contains a rescript from the Shah, respecting the imputation upon Mr. Murray, and declaring, in the same letter, that no such further rescript from the Shah as that inclosed herewith in copy was communicated, directly or indirectly, to any of the foreign Missions at Tehran.

A copy of this letter shall be communicated, officially, by the Sadr Azim to each of the foreign Missions at Tehran, and the substance of it shall be made public in that capital.

The original letter shall be conveyed to Mr. Murray, at Bagdad, by the hands of some high Persian officer, and shall be accompanied by an invitation to Mr. Murray, in the Shah's name, to return with the Mission to Tehran, on His Majesty's assurance that he will be received with all the honours and consideration due to the Representative of the British Government; another person of

suitable rank being sent to conduct him, as Mehmandar, on his journey through Persia.

Mr. Murray, on approaching the capital, shall be received by persons of high rank deputed to escort him to his residence in the town. Immediately on his arrival there, the Sadr Azim shall go in state to the British Mission, and renew friendly relations with Mr. Murray, leaving the Secretary of State for Foreign Affairs to accompany him to the Royal Palace, the Sadr Azim receiving Mr. Murray, and conducting him to the presence of the Shah.

The Sadr Azim shall visit the Mission at noon on the following day, which visit Mr. Murray will return, at latest, on the following day, before noon.

Done at Paris, this fourth day of the month of March, in the year one thousand eight hundred and fifty-seven.

(Signed) *Cowley.*

Ferokh (in Persian).

Annex to the preceding Note.

Traduction.

The Shah to the Sadr Azim.

December, 1855.

Last night we read the paper written by the English Minister Plenipotentiary, and were much surprised at the rude, unmeaning, disgusting, and insolent tone and purport. The letter which he before wrote was also impertinent. We have also heard that, in his own house, he is constantly speaking disrespectfully of us and of you, but we never believed; now, however, he has introduced it in an official letter. We are, therefore, convinced that this man, Mr. Murray, is stupid, ignorant, and insane, who has the audacity and impudence to insult even Kings! From the time of Shah Sultan Hossein (when Persia was in its most disorganised state, and during the last fourteen years of his life, when by serious illness he was incapacitated for business) up to the present time, no disrespect towards the Sovereign has been tolerated,

either from the Government or its Agent. What has happened now, that this foolish Minister Plenipotentiary acts with such temerity? It appears that our friendly Missions are not acquainted with the wording of that document; give it now to Meerza Abbas and Meerza Malcum, that they may take and duly explain it to the French Minister and Hyder Effendi, that they may see how improperly he has written. Since last night till now our time has been passed in vexation. We now command you, in order that you may yourself know, and also acquaint the Missions, that until the Queen of England herself makes us a suitable apology for the insolence of her Envoy, we will never receive back this her foolish Minister, who is a simpleton, nor accept from her Government any other Minister.

XXVI.

Convention d'armistice entre les chefs de la côte arabe du golfe persique; en date du 1er juillet 1843*).

Traduction.

Terms of a Maritime Truce for 10 Years, agreed upon by the Chiefs of the Arabian Coast, under the Mediation of the Resident in the Persian Gulf, dated June 1, 1843.

We, whose seals are hereunto affixed, viz., Sultan Bin Suggur, Chief of the Joasmee Tribe; Khalifa Bin Shukhboot, Chief of the Beni Yas; Muktoom Bin Butye, Chief of the Boo Falasa; Abdoollah Bin Rashid, Chief of Amulgavine; and Abdool Azeez Bin Rashid, Chief of Ejmaun; being fully impressed with a sense of the evil consequences arising from our subjects and dependents being prevented carrying on the Pearl Fishery without interruption on the banks, owing to the various feuds existing amongst ourselves, and, moreover, duly ap-

*) Voir Hertslet: a complete collection of the treaties and conventions and reciprocal regulations at present subsisting between Great Britain and foreign powers etc. Vol. IX. London 1856 p. 618.

preciating the general advantage to be derived from the establishment of a truce, do hereby agree to bind ourselves down to observe the following conditions:

1. That from the 1st June 1843, a. d., (the corresponding Mahomedan date, 2d Iumadee-ool avul Hijree, 1259), there shall be a cessation of hostilities at sea between our respective subjects and dependents, and that from the above date until the termination of the month of May 1853, a. d., an inviolable truce shall be established, during which period our several claims upon each other shall rest in abeyance.

2. That in the event of any of our subjects or dependents committing any acts of aggression at sea upon those of any of the parties to this agreement, we will immediately afford full redress, upon the same being brought to our notice.

3. That in the event of any acts of aggression being committed at sea upon any of our subjects or dependents, we will not proceed immediately to retaliate, but will inform the British resident, or the Commodore of Bassidore, who will forthwith take the necessary steps for obtaining reparation for the injury inflicted, provided that its occurrence can be satisfactorily proved.

4. That on the termination of the month of May 1853, by God's blessing, we will endeavour to arrange either an extension of this truce, or a firm and lasting peace; but in the event of our being unable to come to a satisfactory adjustment regarding our respective claims, we hereby bind ourselves to give notice, on or about the above date, to the British Resident, of our intention to renew hostilities after the expiration of the term now fixed upon for this truce, viz., the end of the month of May 1853.

(L. S.) *Sultan Bin Suggur.*
(L. S.) *Khalifa Bin Shukhboot.*
(L. S.) *Muktoom Bin Butye.*
(L. S.) *Abdoollah Bin Rashid.*
(L. S.) *Abdool Azeez Bin Rashid.*

S. Hennell, Resident, in the Persian Gulf.

XXVII.

Traité de paix entre les chefs de la côte arabe du golf persique; en date du 4 mai 1853.

Whe, whose seals are hereunto affixed, Shaikh Sultan Bin Suggur, Chief of Rasool Khymah; Shaikh Saeed Bin Tahnoon, Chief of Aboothabee; Shaikh Saeed Bin Butye, Chief of Debaye; Shaikh Humaid Bin Rashid, Chief of Ejman; Shaikh Abdoollah Bin Rashid, Chief of Amulgavine.

Having experienced for a series of years the benefits and advantages resulting from a maritime Truce contracted amongst ourselves, under the mediation of the Resident in the Persian Gulf, and renewed from time to time up to the present period; and being fully impressed, therefore, with a sense of the evil consequences formerly arising from the prosecution of our feuds at sea, whereby our subjects and dependents were prevented from carrying on the pearl fishery in security, and were exposed to interruption and molestation when passing on their lawful occasions; accordingly, we, as aforesaid, have determined, for ourselves, our heirs and successors, to conclude together a lasting and inviolable peace from this time forth in perpetuity, and do hereby agree to bind ourselves down to observe the following conditions:

I. That from this date, viz. 25th Rujub 1269, 4th May 1853, and hereafter, there shall be a complete cessation of hostilities at sea, between our respective subjects and dependents, and a perfect maritime truce shall endure between ourselves and between our successors respectively for evermore.

II. That in the event, which God forbid, of any of our subjects or dependents committing an act of aggression at sea upon the lives or property of those of any of the parties to this agreement, we will immediately punish the assailant, and proceed to afford full redress upon the same being brought to our notice.

III. That in the event of an act of aggression being committed at Sea by any of those who are subscribers with us to this engagement, upon any of our subjects or dependents, we will not proceed immediately to retaliate, but will inform the British Resident, or the com-

modore at Bassadore, who will forthwith take the necessary steps for obtaining reparation for the injury inflicted, provided that its occurrence can be satisfactorily proved.

IV. We further agree, that the maintenance of the peace now concluded amongst us shall be watched over by the British Government, who will take steps to insure at all times the due observance of the above Articles, and God of this is the best witness and guarantee.

(L. S.) *Adoollah Bin Rashid*, Chief of Amulgavine.

(L. S.) *Humaid Bin Rashid*, Chief of Ejman.

(L. S.) *Saeed Bin Butye*, Chief of Debaye.

(L. S.) *Saeed Bin Tahnoon*, Chief of the Beniyas.

(L. S.) *Sultan Bin Suggur*, Chief of the Joasmees.

Arnold Burrowes Kemball,

British Resident in the Persian Gulf.

XXVIII.

Traité d'alliance entre la Grande-Bretagne et Kélat, signé à Kélat, le 6 octobre 1841.

Extrait textuel.

Art. IV. Meer Nuseer Khan, his heirs and successors, will always be guided by the advice of the British officer residing at the Durbar.

V. The Passage of Merchants and others into Afghanistan, from the River Indus on the one side, and from the seaport of Somnianee on the other, shall be protected by Meer Nuseer Khan, as far as practicable; nor will any aggression be practised on such persons, or any undue exactions made, beyond an equitable toll, to be fixed by the British Government and Meer Nuseer Khan.

VI. Meer Nuseer Khan binds himself, his heirs and successors, not to hold any political communication or enter into any negotiations with Foreign Powers without the consent of the British Government and of His Majesty Shah Soojah ool Moolk, and in all cases to act in subordinate co-operation with the Governments of Brit-

ish India, and of the Shah; but the usual amicable correspondence with neighbours to continue as heretofore.

VII. In case of an attack on Meer Nuseer Khan by an open enemy, or of any difference arising between him and any Foreign Power, the British Government will afford him assistance or good offices, as it may judge to be necessary or proper for the maintenance of his rights.

Done at Kelat, this 6th day of October, A. D. 1841, corresponding with the 20th of Shaban, A. H. 1257.

XXIX.

Traité d'alliance entre la Grande-Bretagne et Kélat, signé à Mustoong, le 14 mai 1854.

Whereas the course of events has made it expedient that a new Agreement should be concluded between the British Government and Meer Nusseer Khan, Chief of Kelat, the following Articles have been agreed on between the said Government and his Highness.

Art. I. The Treaty concluded by Major Outram between the British Government and Meer Nusseer Khan, Chief of Kelat, on the 6th October 1841, is hereby annulled.

II. There shall be perpetual friendship between the British Government and Meer Nusseer Khan, Chief of Kelat, his heirs and successors.

III. Meer Nusseer Khan binds himself, his heirs and successors, to oppose to the utmost all the enemies of the British Government, in all cases to act in subordinate co-operation with that Government, and to enter into no negotiation with other States without its consent, the usual friendly correspondence with neightours being continued as before.

V. Meer Nusseer Khan binds himself, his heirs, and successors, to prevent all plundering or other outrage by his subjects, within or near British territory; to protect the passage of merchants to and fro between the British dominions and Afghanistan, whether by way of Scinde, or by the seaport of Sonmeeanee or other seaports of Mekran, and to permit no exactions to be made

beyond an equitable duty to be fixed by the British Government and Meer Nusseer Khan, and the amount to be shown in the schedule annexed to this Treaty.

Done at Nustoong, this 14th day of May 1854.

Schedule showing amount of Duty to be levied on merchandize passing through the dominions of the Khan of Kelat referred to in Article V. of this Treaty.

On each camel load, without respect to value, from the northern frontier to the sea, either to Kurrachee, or other port, 6 Company's rupees.

On each camel as above, from the northern frontier to Shikarpoor, 5 Company's rupees.

The same duties to be levied on merchandize passing in the contrary direction, from the sea, or from Scinde to the Kelat territory.

XXX.

Acte signé à Maskate, le 14 juillet 1854, par l'Imaum de Maskate pour la cession des Iles Koria-Moria à la Grande-Bretagne.

Traduction.

From the humble Sereid Bin, Sultan, to all and every one who may see this paper, whether Mohammedans, or others,

There has arrived to me from the powerful nation (England) Captain Freemantle, belonging to the Royal Navy of the great Queen, requesting from me, the (Jesair i bin Calfaim) Chorian Morian Islands, namely, Helaanceа, Iibleea, Soda, Haski and Gourzoud, and I hereby cede to the Queen Victoria the above-mentioned islands, to be Her possessions, or Her heirs and successors after Her. In proof whereof, I have hereunto affixed my signature and seal, on behalf of myself, and my son after me, of my own free will and pleasure, without force, intimidation, or pecuniary interest whatsoever.

And be the same known to all to whom these presents may come.

Done at Muscat, the 17th day of the month Shawal 1270 (14th July 1854.)

Given under my hand,

(signed by the Imaum) „*Sereid.*"

XXXI.

Traité d'extradition entre la Compagnie des Indes Orientales et le Nepaul, signé à Khatmandoo-Nepal, le 10 février 1855.

Art. I. The two Governments hereby agree to act upon a system of strict reciprocity, as hereinafter mentioned.

II. Neither Government shall be bound, in any case, to surrender any person not being a subject of the Government making the requisition.

III. Neither Government shall be bound to deliver up debtors or civil offenders, or any person charged with any offence not specified in Article IV.

IV. Subject to the above limitations, any person who shall be charged with having committed, within the territories of the Government making the requisition, any of the undermentioned offences, and who shall be found within the territories of the other, shall be surrendered: the offences are murder, attempt to murder, rape, maimming, thuggee, dacoity, highway robbery, poisoning, burglary, and arson.

V. In no case shall either Government be bound to surrender any person accused of an offence, except upon requisition duly made by or by the authority of the Government within whose territories the offence shall be charged to have been committed, and also upon such evidence of criminality as according to the laws of the country in which the person accused shall be found, would justify his apprehension and sustain the charge, if the offence had been there committed.

VI. If any person attached to the British Residency, or living within the Residency boundaries, not being a subject of the Nepalese Government, commit, in any part of the Nepalese territories beyond the Residency boun-

daries, an offence which would render him liable to punishment by the Nepalese courts, he shall be apprehended and made over to the British Resident for trial and punishment; but subjects of the Nepal State, under similar circumstances, are not to be given up by the Nepalese Government for punishment. Should any Hindoostanee merchants, or other subjects of the Honourable Company, not attached to the British Residency, who may be living within the Nepal territories, commit any crimes beyond the Residency boundaries, whereby they may render themselves liable to punishment by the Nepalese courts, and take refuge within the limits of the Residency, they shall not be allowed an asylum, but will be given up to the Nepal Government for trial and punishment.

VII. The expences of any apprehension, detention, or surrender, made in virtue of the foregoing stipulations, shall be borne and defrayed by the Government making the requisition.

VIII. The above Treaty shall continue in force until either one or the other of the High Contracting Parties shall give notice to the other of its wish to terminate it, and no longer.

IX. Nothing herein contained shall be deemed to affect any Treaty now existing between the High Contracting Parties, except so far as any such Treaty may be repugnant thereto.

Signed, sealed, and exchanged at Khatmandoo Nepal, this 10th day of February, a. d. 1855, corresponding to the 8th day of Falgoon. Sumvut 1911.

XXXII.

Traité d'amitié entre la Russie et la Chine, signé à Tian-Tsin, le 13 juin 1858).*

Traduction.

Sa Majesté l'Empereur et autocrate de toutes les Russies et Sa Majesté le bogdokhan de l'empire du Daïtzin

---

*) Le traité a été rédigé en langue russe, manjoure et chinoise. Les ratifications ont été échangées à Pékin, le 12 avril 1859. Voir le Moniteur Universel 1859. p. 954.

ayant reconnu la nécessité de mieux déterminer les relations entre la Chine et la Russie, et d'arrêter de nouvelles stipulations dans l'intérêt des deux Etats, ont nommé à cette fin pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'empereur de toutes les Russies, le comte Euthyme Poutiatine, son aide de camp, général et vice-amiral, son commissaire en Chine, commandant ses forces navales dans l'océan Pacifique;

Et Sa Majesté le bogdokhan du Daïtzin, le haut dignitaire Gouï-lian Da-sio-chi (homme d'Etat), de la section orientale de son empire, dirigeant en chef les affaires de la chambre criminelle,

Et le haut dignitaire Koua-Schan, président de la chambre d'inspection de son empire, chef de division de l'armée de l'étendard bleu à bordure.

Les susdits plénipotentiaires, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par leurs gouvernements, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Le présent traité confirme la paix et l'amitié depuis longtemps existantes entre S. M. l'empereur de toutes les Russies et S. M. le bogdokhan du Daïtzin et leurs sujets.

La sécurité personnelle et l'inviolabilité de la propriété des Russes résidant en Chine et des Chinois résidant en Russie sont désormais placées sous la protection et la sauvegarde des gouvernements des deux empires.

Art. 2. L'ancien droit acquis à la Russie d'expédier des envoyés à Pékin toutes les fois que le gouvernement russe le juge nécessaire est confirmé par le présent traité.

Le gouvernement russe et le gouvernement chinois communiqueront entre eux, non plus, comme autrefois, par l'intermédiaire du sénat et du li-fan-irean, mais par l'intermédiaire du ministre des affaires étrangères de Russie et du premier membre du conseil suprême de l'empire (tzioun-tzi-tchou) ou principal ministre, sur la base d'une parfaite égalité.

La correspondance ordinaire entre les deux dignitaires susdits sera transmise par les autorités frontières. Mais, quand il y aura nécessité d'envoyer une dépêche concernant une affaire de haute importance, un fonctionnaire spécial sera désigné pour la porter dans la capitale, et pour en conférer personnellement avec les membres du conseil de l'empire, ou avec le principal minis-

tre. A son arrivée, il transmettra la dépêche par l'entremise du président de la chambre des cérémonies (li-bon).

Une parfaite égalité sera aussi observée dans la correspondance et les entrevues des envoyés ou ministres plénipotentiaires de Russie avec les membres du conseil de l'empire, les ministres de la cour de Pékin et les gouverneurs généraux des provinces limitrophes ou maritimes. C'est sur cette même base qu'auront lieu toutes les relations entre les gouverneurs généraux et les autres autorités des localités limitrophes des deux empires. Si le gouvernement russe jugeait nécessaire de désigner un ministre plénipotentiaire pour résider dans l'un des ports ouverts, il se conformera, dans ses rapports personnels et dans la correspondance avec les autorités supérieures locales, ou avec les ministres à Pékin, aux règles générales actuellement établies pour tous les Etats étrangers.

Les envoyés russes peuvent se rendre à Pékin, soit de Kiakhta par Ourga, soit de Da-gou à l'embouchure du fleuve Khaï-Khé (Khé-ho), soit par une voie quelconque des autres villes ou ports ouverts de la Chine.

Le gouvernement chinois s'engage à prendre immédiatement, sur avis préalable, les mesures nécessaires, aussi bien pour l'acheminement prompt et sûr de l'envoyé et des personnes qui l'accompagnent, qu'afin qu'ils soient reçus dans la capitale avec les honneurs qui leur sont dus, convenablement logés et pourvus de tout ce qui leur sera nécessaire. Les frais concernant ces divers articles sont supportés par le gouvernement russe et nullement par le gouvernement chinois.

Art. 3. Le commerce de la Russie avec la Chine pourra s'effectuer désormais, non pas seulement par voie de terre dans les anciennes localités limitrophes, mais aussi par voie maritime. Les bâtiments marchands russes pourront aborder, pour leur négoce, dans les ports suivants: Schan-Kai (Schanghai), Ninbo (Ningpo), Tontschjou-fou (Foochow-foo), Siamuin (Amoy), Houan-Doun (Canton), Taï-van-fou (Taï-wan-fou), sur l'île de Formose, Tsiun-tchjon (Kiung-chow), sur l'île de Khaïnan (Haïnan), et dans d'autres localités ouvertes au commerce étranger.

Art. 4. Le commerce de terre ne sera plus soumis désormais à aucune restriction quant au nombre des

personnes qui y prendront part, à la quantité des marchandises importées, ni à la valeur du capital employé.

Pour ce qui est du commerce maritime et de tous les détails qui le concernent, comme par exemple: la déclaration des marchandises importées, le payement des droits d'ancrage, des droits de douane d'après le tarif en vigueur, etc., etc., les bâtiments de commerce russe se conformeront aux règlements généraux concernant le commerce étranger dans les ports de la Chine.

En cas de contrebandes, les Russes encourent la confiscation de leurs marchandises.

Art. 5. Le gouvernement russe a le droit, s'il le juge à propos, de nommer des conseils dans tous les ports susmentionnés. Il peut y envoyer ses bâtiments de guerre pour veiller au maintien de l'ordre parmi les sujets russes séjournant dans les ports ouverts, et pour sauvegarder l'autorité des consuls.

Le mode de relations entre les consuls et les autorités locales, la concession de terrains convenables pour la construction d'églises, maisons et magasins d'entrepôt, l'achat de terrains par les Russes aux Chinois, de gré à gré, et autres actes de ce genre rentrant dans les attributions consulaires, seront basés sur les règles générales adoptées par le gouvernement chinois à l'égard des étrangers.

Art. 6. Si un bâtiment russe de guerre ou de commerce vient à faire naufrage sur les côtes de la Chine, les autorités locales prendront immédiatement les mesures nécessaires pour le sauvetage des naufragés, de leurs biens, de leurs marchandises et du navire lui-même. Elles devront aussi prendre toutes les dispositions pour le transport des hommes sauvés, de leurs biens et de leurs marchandises, soit dans le plus voisin des ports ouverts où résidera un consul russe ou agent d'une nation amie de la Russie, soit sur la frontière s'il y a plus de facilités. Les frais occasionnés par le sauvetage des hommes et des marchandises seront remboursés ultérieurement par les soins du gouvernement russe.

En cas que les bâtiments russes de commerce ou de guerre aient besoin, durant leur navigation dans les eaux de la Chine, de réparer des avaries, de s'approvisionner d'eau ou de se ravitailler, ils pourront entrer à cette fin dans ceux mêmes des ports chinois qui ne sont pas ouverts au commerce, et acheter tout ce qui leur

sera nécessaire d'après des prix librement convenus et sans aucun obstacle de la part des autorités locales.

Art. 7. Aucune affaire entre sujets russes et chinois, dans les ports ouverts au commerce, ne pourra être instruite et jugée par le gouvernement chinois autrement que de concert avec le consul de Russie ou avec la personne qui représentera l'autorité du gouvernement russe dans ces localités. Les sujets russes accusés de quelque délit ou crime que ce soit sont jugés d'après les lois de leur empire.

Les sujets russes qui auraient pénétré dans l'intérieur de la Chine et y auraient commis quelque crime ou délit devront être expédiés soit à la frontière, soit dans l'un des ports ouverts où se trouvera un consul de Russie, pour être jugés et punis d'après les lois russes.

Art. 8. Le gouvernement chinois, reconnaissant que la doctrine chrétienne contribue à l'établissement de l'ordre et de la concorde parmi les hommes, s'engage non-seulement à ne pas poursuivre ses sujets pour l'accomplissement des devoirs de la religion chrétienne, mais encore à les protéger à l'égal de ceux qui professent d'autres cultes tolérés dans l'empire.

Considérant les missionnaires chrétiens comme des hommes de bien, qui ne sont pas mus par leur intérêt personnel, le gouvernement chinois les autorise à propager le christianisme parmi ses sujets et ne les empêchera pas de pénétrer dans l'intérieur de l'empire par toutes les localités ouvertes: en conséquence, un nombre déterminé de missionnaires sera muni de certificats par les consuls ou autorités frontières de Russie.

Art. 9. Les parties non délimitées de la frontière entre la Russie et la Chine seront examinées sans retard sur les lieux par les délégués des deux gouvernements, et la convention qu'ils auront conclue, au sujet de la ligne frontière, formera un article additionnel au présent traité.

La délimitation terminée, il sera fait une description détaillée et dressé une carte des espaces limitrophes pour servir dorénavant aux deux gouvernements de titres authentiques relativement à la frontière.

Art. 10. Tous les membres de la mission ecclésiastique de Russie, au lieu de séjourner à Pékin pendant un espace de temps déterminé selon l'ancien usage, pourront, en vertu d'une décision de l'autorité supéri-

eure, retourner en tout temps en Russie par Kiakhta ou par une autre voie, et d'autres personnes pourront être nommées en leur lieu et place à Pékin.

Tous les frais d'entretien de la mission tomberont désormais à la charge du gouvernement russe, et le gouvernement chinois n'aura plus à pourvoir aux dépenses qu'il a supportées jusqu'ici pour cet objet.

Les frais de route des membres de la mission, des courriers et autres personnes que le gouvernement russe expédiera à Pékin par Kiakhta, ou par les ports ouverts de la Chine, seront soldés pour l'aller comme pour le retour par ce gouvernement.

Les autorités locales chinoises doivent de leur côté contribuer autant qu'il dépendra d'elles au prompt et facile acheminement de toutes les personnes susindiquées au lieu de leur destination.

Art. 11. Pour établir des relations régulières entre les gouvernements russe et chinois, aussi bien que pour les besoins de la mission ecclésiastique à Pékin, il sera organisé un service mensuel de poste aux lettres entre Kiakhta et Pékin. Des courriers chinois seront expédiés chaque mois à jours fixes de Pékin et de Kiakhta et devront transmettre à leurs destinations respectives les dépêches et lettres dont ils seront chargés dans un terme qui ne dépassera pas quinze jours.

En outre, il sera expédié tous les trois mois, soit quatre fois par an, une poste aux colis de Kiakhta à Pékin et de Pékin à Kiakhta; la durée du trajet est fixée à un mois.

Tous les frais d'expédition de l'une et l'autre poste seront supportés de moitié par les gouvernements russe et chinois.

Art. 12. Tous les droits et priviléges politiques, commerciaux et autres, qui pourront être acquis à l'avenir par les États les plus favorisés par le gouvernement chinois, seront par le fait même étendus à la Russie, sans qu'il y ait lieu pour elle d'entamer à ce sujet des négociations ultérieures.

Le présent traité est dès aujourd'hui confirmé par S. M. le bogdokhan du Daïtzin, et après qu'il aura été confirmé par S. M. l'empereur de toutes les Russies, aura lieu à Pékin l'échange des ratifications dans l'espace d'une année ou plus tôt si les circonstances le permettent.

Présentement sont échangées des copies du traité en langue russe, manjoure et chinoise, signées et scellées par les plénipotentiaires des deux empires, et le texte manjoure sera adopté comme base pour l'interprétation du sens des articles.

Toutes les clauses du présent traité seront à l'avenir fidèlement et inviolablement observées par les deux hautes parties contractantes.

Fait et signé dans la ville de Tian-Tsin le 1. (13) juin de l'an de grâce mil huit cent cinquante huit, et la quatrième année du règne de l'empereur Alexandre II.

Comte *Euthyme Poutiatine* (L. S.)
Goui-lian Khounshan (L. S.)

XXXIII.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et le royaume des Iles Hawaii, signé à Honolulu, le 29 octobre 1857).*

Au nom de la Très-Sainte Trinité.

Des relations de commerce étant établies depuis plusieurs années entre la France et les îles Sandwich, il a été jugé utile d'en régulariser l'existence, d'en favoriser le développement et d'en perpétuer la durée par un Traité d'amitié, de commerce et de navigation fondé sur l'intérêt commun des deux pays, et propre à faire jouir les sujets respectifs d'avantages égaux et réciproques;

D'après ce principe et à cet effet, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. Louis-Émile Perrin, chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, son consul et commissaire près du Gouvernement hawaïen;

Et Sa Majesté le Roi des îles Sandwich, Son Altesse Royale le Prince Loth Kamehameha, général, commandant en chef des troupes hawaïennes, son ministre de l'intérieur, ministre des finances ad interim, membre des nobles;

---

*) Les ratifications ont été échangées le 8 septembre 1858.

Et M. Robert-Crichton Wyllie, son ministre des affaires étrangères, son secrétaire d'Etat pour la guerre et la marine, membre de son conseil privé et de la chambre des nobles;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre Sa Majesté l'Empereur des Français, ses héritiers et successeurs, d'une part, et Sa Majesté le Roi des îles Sandwich, ses héritiers et successeurs, d'autre part, et entre les sujets de l'un et de l'autre Etat, sans exception de personnes ni de lieux.

Art. 2. Il y aura entre tous les territoires de l'Empire français en Europe, et ceux des îles Sandwich, une liberté réciproque de commerce. Les sujets respectifs pourront entrer en toute liberté, avec leurs navires et cargaisons, dans tous les lieux, ports et rivières des deux Etats qui sont ou seront ouverts au commerce étranger.

Ils pourront y faire le commerce d'échelle, conformément aux lois, pour y décharger en tout ou en partie les cargaisons par eux apportées de l'étranger, et pour former successivement leurs cargaisons de retour; mais ils n'auront pas la faculté d'y décharger les marchandises qu'ils auraient reçues dans un autre port du même Etat, ou, autrement, de faire le cabotage, qui demeure exclusivement réservé aux nationaux.

Ils pourront, sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, comme les nationaux; s'établir partout où ils le jugeront convenable à leurs intérêts; louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires; effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consignations; être admis comme caution aux douanes, quand il y aura plus d'un an qu'ils seront établis sur les lieux et que les biens fonciers qu'ils y posséderont présenteront une garantie suffisante.

Ils seront entièrement libres de faire leurs affaires eux-mêmes et notamment de présenter en douane leurs propres déclarations ou de se faire suppléer par qui bon leur semblera, facteur, agent, consignataire ou interprète, sans avoir, comme étrangers, à payer aucun surcroît de salaire ou de rétribution. Ils auront la faculté d'acheter

et de vendre à qui bon leur semblera, sans qu'aucun monopole, contrat ou privilége exclusif de vente ou d'achat, puisse leur porter préjudice ou restreindre en quoi que ce soit leur liberté à cet égard. Ils seront également libres, dans tous leurs achats comme dans toutes leurs ventes, de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques tant importés que destinés à l'exportation, sauf à se conformer aux lois et règlements du pays.

Enfin, ils ne seront assujettis, dans aucun des cas ci-dessus, à d'autres charges, taxes ou impôts en matière de douanes, que ceux auxquels sont soumis les nationaux.

Art. 3. Il est convenu que les documents présentés par des Français dans leur propre langue seront admis dans tous les cas où des documents en langue anglaise le seraient, et que les affaires auxquelles se rapporteront les pièces rédigées dans ces deux langues seront expédiées avec la même bonne foi et le même soin. Toutes les fois que l'exactitude de la traduction de l'une des pièces susénoncées sera mise en question, ladite traduction sera soumise au consul de France qui, après examen, la certifiera conforme.

Art. 4. Les sujets respectifs jouiront, dans l'un et l'autre Etat, d'une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice, pour la poursuite et la défense de leurs droits en toute instance et dans tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeront à propos; enfin, ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et priviléges que ceux qui sont ou seront accordés aux nationaux.

Ils seront, d'ailleurs, exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, ainsi que de toutes contributions de guerre, emprunts forcés, réquisitions ou services militaires quels qu'ils soient, et dans tous les autres cas, ils ne pourront pas être assujettis pour leurs propriétés, soit mobilières, soit immobilières, à d'autres charges ou impôts que ceux auxquels seraient soumis

les nationaux eux-mêmes ou les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée, sans exception.

Les sujets hawaïens jouiront, dans toutes les possessions et colonies françaises, des mêmes droits, priviléges et de la même liberté de commerce et de navigation dont jouit actuellement ou jouira la nation la plus favorisée, et réciproquement, les Français habitants des possessions des colonies de la France jouiront, dans toute leur extension, des mêmes droits, priviléges et de la même liberté de commerce et de navigation qui, par ce traité, sont accordés, aux îles Sandwich, aux Français, à leur commerce et à leur navigation.

Art. 5. Les Français ne seront inquiétés en aucune manière aux îles Sandwich pour cause de religion; ils jouiront, au contraire, dans l'exercice public ou privé de leur culte, d'une entière liberté de conscience et de toutes les garanties, droits et protection assurés aujourd'hui, ou qui seraient accordés par la suite aux sujets indigènes et aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Les sujets hawaïens jouiront en France, en matière de religion, des mêmes droits, garanties, liberté et protection.

Art. 6. Les sujets des deux pays seront libres d'acquérir et de posséder des immeubles, et de disposer comme il leur conviendra, par vente, donation, échange, testament, ou de quelque autre manière que ce soit, de tous les biens qu'ils posséderaient sur les territoires respectifs. De même, les sujets de l'un des deux Etats qui seraient héritiers de biens situés dans l'autre, pourront succéder, sans empêchement, à ceux desdits biens qui leur seraient dévolus même ab intestat, et en disposer selon leur volonté, et lesdits héritiers ou légataires ne seront assujettis à aucun droit d'aubaine ou de détractation, et ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession ou autres plus élevés que ceux qui seraient supportés, dans des cas semblables, par les nationaux eux-mêmes.

Art. 7. Si (ce qu'à Dieu ne plaise!) la paix entre les deux Parties contractantes venait à être rompue, il sera accordé, de part et d'autre, aux sujets de chacune des deux Parties contractantes, un terme d'une année pour régler leurs affaires et pour disposer de leurs propriétés, et en outre, un sauf-conduit leur sera délivré

pour s'embarquer dans tels ports qu'ils indiqueront de leur propre gré.

Tous les autres Français ou Hawaïens ayant un établissement fixe et permanent dans les Etats respectifs, pour l'exercice de quelque profession ou occupation que ce soit, pourront conserver leur établissement et continuer leur profession sans être inquiétés en aucune manière, et la possession pleine et entière de leur liberté et de leurs biens leur sera laissée tant qu'ils ne commettront aucune offense contre les lois du pays. Enfin leurs propriétés ou biens, de quelque nature qu'ils soient, ne seront assujettis à aucune saisie ou séquestre, ni à d'autres charges et impositions que celles exigées des nationaux. De même, les deniers qui leur seraient dus par des particuliers, ou qu'ils posséderaient dans les fonds publics, dans les banques et compagnies industrielles ou commerciales, ne pourront jamais être saisis, séquestrés ou confisqués.

Art. 8. Le commerce français dans les îles Sandwich et le commerce hawaïen en France seront traités, sous le rapport des droits de douane, tant à l'importation qu'à l'exportation, comme celui de la nation étrangère la plus favorisée.

Dans aucun cas, les droits d'importation imposés en France sur les produits du sol ou de l'industrie des îles Sandwich, et, dans ces îles, sur les produits du sol ou de l'industrie de la France, ne pourront être autres ou plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produits de la nation la plus favorisée. Il en sera de même pour les droits d'exportation.

Aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des deux pays qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations, et les formalités qui pourraient être requises pour justifier de l'origine ou de la provenance des marchandises respectivement importées dans l'un des deux Etats, seront également communes à toutes les autres nations.

Art. 9. Tous les produits du sol et de l'industrie de l'un des deux pays dont l'importation n'est pas expressément prohibée payeront dans les ports de l'autre les mêmes droits d'importation, qu'ils soient chargés sur navires français ou hawaïens. De même, les produits exportés acquitteront les mêmes droits et jouiront des

mêmes franchises, allocations et restitutions de droits qui sont ou pourraient être reservées aux exportations faites sur bâtiments nationaux. Toutefois, il est fait exception à ce qui précède en ce qui concerne les avantages et encouragements particuliers dont la pêche nationale est ou pourra être l'objet dans l'un ou l'autre pays.

Art. 10. Il est convenu:

1. Que l'importation et la vente des vins et eaux-de-vie d'origine française ne pourront être prohibées dans les îles Sandwich;

2. Que le taux des droits imposés, dans les ports hawaïens, à l'importation des vins d'origine française, dits de cargaison, en barriques et en caisses, n'excédera pas, pendant la durée du présent traité, le taux de cinq pour cent de la valeur, les prix de facture devant servir de base d'évaluation, conformément à la loi hawaïenne du 27 avril 1846;

3. Que le taux des droits sur les vins français de qualité supérieure, mais qui ne contiendront pas plus de dix-huit pour cent d'alcool n'excédera pas, pendant la même période, quinze pour cent de la valeur:

4. Que le taux des droits imposés sur les eaux-de-vie d'origine française n'excédera pas, pendant la même période, trois piastres au maximum par gallon, tel qu'il est défini par la loi hawaïenne du 27 avril 1846, troisième partie, chapitre IV, article 2, page 187.

Il ne sera ajouté, dans aucun cas, aux droits sur les vins et eaux-de-vie ci-dessus spécifiés, aucune surtaxe de douane ou de navigation, ou autre charge quelconque, à quelque titre que ce soit.

Il est entendu que rien, dans cet article, ne s'opposera au rétablissement du droit de tonnage par le gouvernement hawaïen, et sur l'ensemble de sa navigation nationale et étrangère.

Art. 11. Les navires français arrivant dans les ports des îles Sandwich ou en sortant, et les navires hawaïens, à leur entrée dans les ports de France, ou à leur sortie desdits ports, ne seront assujettis ni à d'autres ni à de plus forts droits de tonnage, de phare, d'ancrage, de port, de quai, de pilotage, de quarantaine ou autres, sous quelque dénomination que ce soit, affectant le corps du bâtiment, que ceux auxquels sont ou seront assujettis les navires de la nation la plus favorisée.

Art. 12. Les bâtiments français aux îles Sandwich,

et les bâtiments hawaïens en France, pourront décharger une partie de leur cargaison dans le port de prime-abord, et se rendre ensuite, avec le reste de cette cargaison, dans d'autres ports du même État, soit pour y achever de débarquer leur chargement d'arrivée, soit pour y compléter leur chargement de retour, en ne payant, dans chaque port, d'autres ou de plus forts droits que ceux que payent les bâtiments nationaux dans des circonstances semblables.

Art. 13. Lorsque, par suite de relâche forcée ou d'avarie constatée, les navires de l'une des deux puissances contractantes entreront dans les ports de l'autre ou toucheront sur les côtes, il ne seront assujettis à aucun droit de navigation, sous quelque dénomination que ces droits soient respectivement établis, sauf les droits de pilotage et autres, représentant le salaire de services rendus par des industries privées, pourvu que ces navires n'effectuent aucune opération de commerce, soit en chargeant, soit en déchargeant des marchandises. Il leur sera permis de déposer à terre les marchandises composant leur chargement, pour empêcher qu'elles ne dépérissent, et il ne sera exigé d'eux d'autres droits que ceux relatifs aux loyers des magasins et chantiers publics qui seraient nécessaires pour déposer les marchandises et pour réparer les avaries du bâtiment.

Art. 14. Seront considérés comme français les bâtiments construits en France, ou nationalisés, conformément aux lois de ce pays, pourvu d'ailleurs que les capitaines et les trois quarts de l'équipage soient français. Le ou les propriétaires dudit navire ne seront tenus de justifier de la même nationalité que dans les proportions fixées par la loi française.

De même, devront être considérés comme hawaïens tous les bâtiments construits sur le territoire des îles Sandwich, ou nationalisés conformément aux lois hawaïennes, pourvu toutefois que les capitaines et les trois quarts de l'équipage soient hawaïens. Le ou les propriétaires dudit navire ne seront tenus de justifier de la même nationalité que dans les proportions fixées par la loi hawaïenne.

Il est convenu d'ailleurs, que tout navire français ou hawaïen, pour jouir, aux conditions ci-dessus, du privilége de sa nationalité, devra être muni d'un passe-port, congé ou registre, dont la forme sera réciproquement

communiquée, et qui, certifié par l'autorité compétente pour le delivrer, constatera:

1. D'abord le nom, la profession et la résidence en France, ou aux îles Sandwich, du propriétaire, en exprimant qu'il est unique, ou des propriétaires, en indiquant leur nombre et dans quelle proportion chacun d'eux possède.

2. Le nom, la dimension, la capacité, et enfin toutes les particularités du navire qui peuvent le faire reconnaître aussi bien qu'établir sa nationalité.

En cas de doute sur cette nationalité, sur celle du propriétaire, du capitaine et de l'équipage, les consuls ou les agents consulaires de celui des deux pays pour lequel le navire sera destiné, auront le droit d'en demander les preuves authentiques, avant de viser les papiers du bord, le tout sans frais pour le navire.

Si l'expérience venait à démontrer que les intérêts de la navigation de l'une ou de l'autre des deux Parties contractantes souffrent de la teneur du présent article, elles se réservent d'y apporter d'un commun accord les modifications qui leur paraîtraient convenables.

Art. 15. Les bâtiments de guerre, les bateaux à vapeur de l'Etat, les paquebots affectés à un service postal, et les navires baleiniers français auront un libre accès dans les ports hawaïens de Hanalei, Honolulu, Lahaina, Hilo, Kavaïhae, Kealakekua, Koloa; ils pourront y séjourner, s'y réparer et y faire rafraîchir leurs équipages; ils pourront aussi aller d'un port à l'autre des îles Sandwich pour s'y procurer des vivres frais.

Dans tous les ports énoncés dans le présent article, comme dans tous ceux qui pourront être ouverts par la suite aux navires étrangers, les bâtiments de guerre, bateaux à vapeur, paquebots-poste et navires baleiniers seront soumis aux mêmes règles qui sont ou seront imposées, et jouiront, à tous égards, des mêmes droits, priviléges et immunités qui sont ou seront accordés aux mêmes navires et bâtiments baleiniers hawaïens ou à ceux de la nation la plus favorisée.

Art. 16. Il pourra être établi des consuls et vice-consuls de chacun des deux pays dans l'autre pour la protection du commerce; mais ces agents n'entreront en fonctions qu'après avoir obtenu l'exequatur du gouvernement territorial. Celui-ci conservera d'ailleurs le droit de déterminer les résidences où il lui conviendra d'ad-

mettre les consuls; bien entendu que, sous ce rapport, les deux Gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune, dans leurs pays, à toutes les nations.

Art. 17. Les consuls et vice-consuls respectifs, ainsi que les élèves consuls, chanceliers ou secrétaires, attachés à leur mission, jouiront, dans les deux pays, des priviléges généralement attribués à leurs charges, tels que l'exemption des logements militaires et celle de toutes les contributions directes, tant personnelles que mobilières ou somptuaires, à moins, toutefois, qu'ils ne soient sujets du pays, ou qu'ils ne deviennent, soit propriétaires, soit possesseurs de biens immeubles, ou enfin qu'il ne fassent le commerce; pour lesquels cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges et impositions que les autres particuliers. Ces agents jouiront, en outre, de tous les autres priviléges, exemptions et immunités qui pourront être accordés, dans leur résidence, aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Les consuls et vice-consuls, non plus que les élèves, chanceliers et secrétaires, étrangers à tout acte de commerce, et exclusivement limités à l'accomplissement de leurs devoirs publics, ne pourront être soumis à comparaître comme témoins devant les tribunaux. Quand la justice du pays aura besoin de prendre quelque déclaration juridique de leur part, elle devra la leur demander par écrit, ou se transporter à leur domicile pour la recevoir de vive voix.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des consuls ou vice-consuls, leurs chanceliers ou secrétaires seront, de plein droit, admis à gérer, par intérim, les affaires de l'établissement consulaire, sans empêchement ni obstacle de la part des autorités locales, qui leur donneront, au contraire, dans ce cas, toute aide et assistance, et les feront jouir, pendant la durée de leur gestion intérimaire, de tous les droits, priviléges et immunités stipulés dans la présente Convention en faveur des consuls et vice-consuls.

Pour l'exécution du paragraphe qui précède, il est convenu que les chefs de postes consulaires devront, à leur arrivée dans le pays de leur résidence, envoyer au Gouvernement une liste nominative des personnes attachées à leur mission; et, si quelque changement s'opé-

rait ultérieurement dans le personnel, ils en donneront également avis.

Art. 18. Les archives, et en général tous les papiers des chancelleries des consulats respectifs seront inviolables, et sous aucun prétexte, ni dans aucun cas, ils ne pourront être saisis ni visités par l'autorité locale.

Art. 19. Les consuls respectifs seront libres d'établir des agents consulaires ou vice-consuls dans les différentes villes, ports et lieux de leur arrondissement consulaire où le bien du service qui leur est confié l'exigera, sauf, bien entendu, l'approbation et l'exequatur du gouvernement territorial. Ces agents pourront être indistinctement choisis parmi les sujets des deux pays comme parmi les étrangers, et seront munis d'un brevet délivré par le consul qui les aura nommés et sous les ordres duquel ils devront être placés.

Ils jouiront, d'ailleurs, des mêmes priviléges et immunités stipulés par l'article 17 de la présente Convention, sauf les exceptions mentionnées dans le premier paragraphe dudit article.

Art. 20. Les consuls respectifs pourront, au décès de leurs nationaux, morts sans avoir testé ni désigné d'exécuteurs testamentaires: 1. apposer les scellés, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, sur les effets mobiliers et les papiers du défunt, en prévenant d'avance de cette opération l'autorité locale compétente, qui pourra y assister, et même, si elle le juge convenable, croiser de ses scellés ceux qui auront été apposés par le consul, et dès lors, ces doubles scellés ne seront levés que de concert; 2. dresser aussi, en présence de l'autorité compétente du pays, si elle croit devoir s'y présenter, l'inventaire de la succession; 3. faire procéder, suivant l'usage du pays, à la vente des effets mobiliers en dépendant; enfin administrer et liquider personnellement ou nommer, sous leur responsabilité, un agent pour administrer et liquider ladite succession, sans que l'autorité locale ait à intervenir dans ces nouvelles opérations.

Mais lesdits consuls seront tenus de faire annoncer la mort du défunt dans une des gazettes qui se publieront dans l'étendue de leur arrondissement, et ils ne pourront faire la délivrance de la succession ou de son produit aux héritiers légitimes, ou à leurs mandataires, qu'après avoir fait acquitter toutes les dettes que le défunt pour-

rait avoir contractées dans le pays, ou qu'autant qu'une année se sera écoulée depuis la date du décès, sans qu'aucune réclamation ait été présentée contre la succession.

Art. 21. En tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires, la sûreté des marchandises, biens et effets, les sujets des deux pays seront respectivement soumis aux lois et statuts du territoire. Cependant les consuls respectifs seront exclusivement chargés de l'ordre intérieur à bord des navires de commerce de leur nation, et connaîtront seuls de tous les crimes, délits, contraventions et autres sujets de difficultés relatifs audit ordre intérieur qui surviendraient entre les hommes, le capitaine et les officiers de l'équipage, pourvu que les parties contendantes soient exclusivement des sujets français ou des sujets hawaïens, et les autorités locales ne pourront y intervenir autrement qu'avec l'approbation et le consentement du consul, ou dans le cas où la paix et la tranquillité publiques seraient troublées ou compromises.

Art. 22. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les matelots et toutes les autres personnes faisant régulièrement partie des équipages des bâtiments de leur nation respective, à un autre titre que celui de passager, qui auraient déserté desdits bâtiments. A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes et justifieront, par l'exhibition des registres du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou si le navire était parti, par copie desdites pièces, dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée.

Il leur sera donné, de plus, toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation desdits déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les faire partir. Si, pourtant, cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Il est, en outre, formellement convenu que toute autre concession ou facilité tendant à réprimer la désertion, que l'une des deux Parties contractantes aurait accordée

ou accorderait par la suite à un autre Etat, sera considérée comme également acquise, de plein droit, à l'autre Partie contractante, de la même manière que si cette concession ou facilité avait été expressément stipulée dans le présent Traité.

Art. 23. Toutes les fois que les armateurs, les chargeurs, les assureurs ou leurs agents respectifs, soit dans le port de départ, soit dans celui d'arrivée, n'y feront aucune objection, les avaries que les navires des deux pays auraient éprouvées en mer, en se rendant dans les ports respectifs, seront réglées par les consuls de leur nation.

Art. 24. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés ou échoués sur les côtes des îles Sandwich seront dirigées par les consuls de France, et, réciproquement, les consuls hawaïens dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de France.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Les indemnités de sauvetage et autres dépenses accessoires ne pourront être, dans les deux pays, autres ou plus élevées que celles qui seraient payées, en pareil cas, pour un navire national.

Art. 25. Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes qu'indépendamment des stipulations qui précèdent, les agents diplomatiques et consulaires, les sujets de toute classe, les navires, les chargements et les marchandises de l'un des deux Etats jouiront, de plein droit, dans l'autre, des franchises, priviléges et immunités quelconques, consentis ou à consentir en faveur de la nation la plus favorisée, et ce, gratuitement, si la concession est gratuite, ou avec la même compensation, si la concession est conditionnelle.

Il est notamment stipulé que l'arrangement postal conclu, à Honolulu, le 24 novembre 1853, et qui règle l'échange de la correspondance entres les îles de la société et l'Archipel Hawaïen, et réciproquement, sera maintenu, et que les deux Parties contractantes se réservent uniquement d'en modifier les détails, au fur et à mesure que la nécessité pourra s'en faire sentir.

Art. 26. Le présent Traité sera en vigueur pendant dix ans, à compter du jour de l'échange des ratifications, et si, un an avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux Parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, ledit Traité restera encore obligatoire pendant une année, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration des douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Il est bien entendu que dans le cas où cette déclaration viendrait à être faite par l'une ou l'autre des Parties contractantes, les dispositions du Traité relatives au commerce et à la navigation, et énoncées dans les articles 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14 et 24, seraient seules considérées comme ayant cessé et expiré; mais qu'à l'égard des autres articles, le Traité n'en resterait pas moins perpétuellement obligatoire et ne pourrait être modifié que d'un commun accord entre les deux Parties contractantes.

Art. 27. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Honolulu dans le délai de dix mois, ou plus tôt si faire se peut. Il ne sera mis à exécution que douze mois après la date dudit échange.

En foi de quoi les plénipotentiaires susdésignés l'ont signé et y ont apposé leur cachets respectifs.

Fait à Honolulu, le vingt-neuvième jour du mois d'octobre de l'an de grâce mil huit cent cinquante-sept.

(L. S.) Signé *Em. Perrin.*

(L. S.) Signé *L. Kamehameha.*

(L. S.) Signé *R. C. Wyllie.*

XXXIV.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et la République de Honduras, signé à Paris, le 22 février 1856).*

Au nom de la très-sainte et indivisible trinité.

Des relations de commerce étant établies depuis plusieurs années entre les Etats de Sa Majesté l'Empereur des Français et la république de Honduras, il a été jugé utile d'en régulariser l'existence, d'en favoriser le développement et d'en perpétuer la durée par un Traité d'amitié, de commerce et de navigation, fondé sur l'intérêt commun des deux pays, et propre à faire jouir les citoyens respectifs d'avantages égaux et réciproques.

D'après ce principe, et à cet effet, ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. le comte Alexandre Colonna Walewski, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., sénateur, son ministre et secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères;

Et Son Excellence le Président de la république de Honduras, M. Jean-Victor Herran, ministre plénipotentiaire de la république de Honduras près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle et sincère entre Sa Majesté l'Empereur des Français, ses héritiers et successeurs, d'une part, et la république de Honduras, d'autre part, et les citoyens des deux Etats, sans exception de personnes ni de lieux.

Art. 2. Il y aura, entre tous les territoires des Etats de Sa Majesté l'Empereur des Français en Europe et ceux de la république de Honduras, une liberté réciproque de commerce. Les citoyens des deux Etats pour-

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 15 octobre 1857.

ront entrer en toute liberté avec leurs navires et cargaisons dans tous les lieux, ports et rivières des deux États qui sont ou seront ouverts au commerce étranger.

Ils pourront y faire le commerce d'échelle pour y décharger, en tout ou en partie, les cargaisons par eux apportées de l'étranger, et pour former successivement leur cargaison de retour; mais ils n'auront pas la faculté d'y décharger les marchandises qu'ils auraient reçues dans un autre port du même Etat, ou autrement de faire le cabotage, qui demeure exclusivement réservé aux nationaux.

Ils pourront, sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer, tant en gros qu'en détail, comme les nationaux, louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires; effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consignations; être admis comme caution aux douanes, quand il y aura plus d'un an qu'ils seront établis sur les lieux, et que les biens fonciers qu'ils y posséderont présenteront une garantie suffisante.

Art. 3. Sa Majesté l'Empereur des Français s'oblige, en outre, à ce que les citoyens de Honduras jouissent de la même liberté de commerce et de navigation stipulée dans l'article précédent, dans les domaines de Sa Majesté situés hors d'Europe, qui sont ou seront ouverts au commerce et à la navigation de la nation la plus favorisée et réciproquement, les droits établis par le présent Traité en faveur des Français seront communs aux habitans des colonies françaises.

Art. 4. Les citoyens respectifs jouiront, dans les deux Etats, d'une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés; ils auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, et ce, aux mêmes conditions qui seront en usage pour les citoyens du pays dans lequel ils résideront.

Ils seront maîtres, à cet effet, d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeront à propos; enfin, ils auront la faculté d'être présents aux décisions et sentences des tribunaux dans les causes qui les intéressent, comme aussi à toutes les enquêtes et dépositions de témoins qui pourront avoir lieu à l'occasion des jugements, toutes les

fois que les lois des pays respectifs permettront la publicité de ces actes.

Ils seront, d'ailleurs, exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, ainsi que de toutes les contributions de guerre, emprunts forcés, réquisitions militaires, et, dans tous les autres cas, ils ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés, soit mobilières, soit immobilières, ni à aucun autre titre quelconque, à d'autres charges, réquisitions et impôts que ceux payés par les nationaux eux-mêmes.

Ils ne pourront être arrêtés, ni expulsés, ni même envoyés d'un point à un autre du pays, par mesure de police ou gouvernementale, sans indices ou motifs graves et de nature à troubler la tranquillité publique, et avant que ces motifs et les documents qui en feront foi aient été communiqués aux agents diplomatiques ou consulaires de leur nation respective. Dans tous les cas, il sera accordé aux inculpés le temps nécessaire pour présenter ou faire présenter au gouvernement du pays leurs moyens de justification; ce temps sera d'une durée plus ou moins grande, suivant les circonstances.

Il est bien entendu que les dispositions de cet article ne seront point applicables aux condamnations à la déportation ou au bannissement, d'un point à un autre du territoire, qui pourraient être prononcées conformément aux lois et aux formes établies par les tribunaux des pays respectifs contre les citoyens de l'un d'eux. Ces condamnations continueront à être exécutables dans les formes établies pour les législations respectives.

Art. 5. Les Français catholiques jouiront dans la république de Honduras, sous le rapport de la religion et du culte, de toutes les libertés, garanties et protection dont les nationaux y jouissent, et les Honduriens jouiront également en France des mêmes garanties, libertés et protection que les nationaux.

Les Français professant un autre culte qui se trouveront dans la république de Honduras n'y seront inquiétés ni gênés en aucune manière pour cause de religion: bien entendu qu'ils respecteront la religion, le culte du pays, et les lois qui y sont relatives.

Art. 6. Les citoyens des deux nations seront libres de disposer comme il leur conviendra, par vente, donation, échange, testament, ou de quelque autre manière

que ce soit, de tous les biens qu'ils posséderaient sur les territoires respectifs. De même, les citoyens de l'un des deux Etats qui seraient héritiers de biens situés dans l'autre, pourront succéder sans empêchement à ceux desdits biens qui leur seraient dévolus ab intestat, et les héritiers ou légataires ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession autres ou plus élevés que ceux qui seraient supportés, dans des cas semblables, par les nationaux eux-mêmes.

Et, dans le cas où lesdits héritiers seraient, comme étrangers ou pour autre motif, privés d'entrer en possession de l'héritage, il leur sera accordé trois ans pour en disposer comme il leur conviendra, et pour en extraire le produit, sans payer d'autres impôts que ceux établis par les lois de chaque pays.

Art. 7. Les citoyens de l'un et l'autre Etat ne pourront être respectivement soumis à aucun embargo, ni être retenus avec leurs navires, équipages et cargaisons et effets de commerce, pour une expédition militaire quelconque, ni pour quelque usage public ou particulier que ce soit, sans qu'il soit immédiatement accordé aux intéressés une indemnité suffisante pour cet usage, et pour les torts et les dommages qui, n'étant pas purement fortuits, naîtront du service auquel ils seront obligés.

Art. 8. Si, ce qu'à Dieu ne plaise, la paix entre les deux Hautes Parties contractantes venait à être rompue, il sera accordé, de part et d'autre, un délai de six mois aux commerçants qui se trouveront sur les côtes et d'une année entière à ceux qui se trouveront dans l'intérieur du pays, pour régler leurs affaires et pour disposer de leurs propriétés; et, en outre, un sauf-conduit leur sera délivré pour s'embarquer dans tel port qu'ils désigneront de leur propre gré.

Tous les autres citoyens ayant un établissement fixe et permanent dans les Etats respectifs, pour l'exercice de quelque profession ou occupation particulière, pourront conserver leur établissement et continuer leur profession sans être inquiétés en aucune manière, et ceux-ci, aussi bien que les négociants, conserveront la pleine possession de leur liberté et de leurs biens, tant qu'ils ne commettront aucune offense contre les lois du pays. Enfin, leurs propriétés ou biens, de quelque nature qu'ils puissent être, comme aussi les deniers dus par des particuliers ou par l'Etat, et les actions de banques ou de

compagnies ne seront assujettis à d'autres embargos, séquestres, ni à aucune autre réclamation, que ceux qui pourraient avoir lieu à l'égard des mêmes effets ou propriétés appartenant à des nationaux.

Art. 9. Le commerce français dans le Honduras et le commerce hondurien en France seront traités, sous le rapport des droits de douane, tant à l'importation qu'à l'exportation, comme celui de la nation la plus favorisée.

Dans aucun cas, les droits d'importation imposés en France sur les produits du sol ou de l'industrie de Honduras, et dans le Honduras, sur les produits du sol ou de l'industrie de la France, ne pourront être autres ou plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produits importés par la nation la plus favorisée.

Aucune prohibition d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des deux pays, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations.

Les formalités qui pourraient être requises pour justifier de l'origine et de la provenance des marchandises respectivement importées dans l'un des deux Etats, seront également communes à toutes les autres nations.

Art. 10. Les produits du sol et de l'industrie de l'un des deux pays payeront, dans les ports de l'autre, les mêmes droits d'importation, qu'ils soient chargés sur navires français ou honduriens.

De même, les produits exportés acquitteront les mêmes droits, et jouiront des mêmes franchises, allocations et restitutions qui sont ou seront réservées aux exportations faites sur bâtiments nationaux.

Art. 11. Les navires français arrivant dans les ports de Honduras, ou en sortant, et les navires honduriens, à leur entrée en France ou à leur sortie, ne seront assujettis à d'autres, ni de plus forts droits de tonnage, de phare, de port, de pilotage, de quarantaine ou autres, affectant le corps du bâtiment, que ceux auxquels sont ou seront respectivement assujettis les navires nationaux dans les deux pays.

Les droits de tonnage et autres qui se prélèvent en raison de la capacité des navires seront, d'ailleurs, perçus en France, pour les navires honduriens, d'après le registre hondurien du navire, et pour les navires français dans le Honduras, d'après le passe-port ou congé français du navire.

Art. 12. Les navires respectifs qui relâcheront dans les ports ou sur les côtes de l'un ou de l'autre Etat ne seront assujettis à aucun droit de navigation, sous quelque dénomination que ces droits soient respectivement établis, sauf les droits de pilotage, phare et autre de même nature représentant le salaire de services rendus par des industries privées, pourvu que ces navires n'effectuent aucun chargement ni déchargement de marchandises.

Toutes les fois que les citoyens des deux Hautes Parties contractantes seront forcés de chercher un refuge ou un asile dans les rivières, baies, ports ou territoires de l'autre, avec leurs navires, tant de guerre que marchands, publics ou particuliers, par l'effet du mauvais temps ou de la poursuite des pirates ou des ennemis, il leur sera donné toute protection pour qu'ils puissent réparer leurs navires, se procurer des vivres, et se mettre en état de continuer leur voyage sans aucun empêchement; et même, dans le cas où, à raison de relâche forcée, les navires respectifs seraient obligés de déposer à terre les marchandises composant leurs chargements ou de les transborder sur d'autres vivres pour éviter qu'elles ne dépérissent, il ne sera exigé d'eux d'autres droits que ceux relatifs au loyer des magasins, cours et chantiers qui seraient nécessaires pour déposer les marchandises et pour réparer les avaries des bâtiments.

De plus, les citoyens des deux Etats qui navigueront sur des bâtiments de guerre ou marchands, ou sur des paquebots, se prêteront, en haute mer et sur les côtes, toute espèce de secours, en vertu de l'amitié qui existe entre les deux Etats.

Art. 13. Seront considérés comme français, les bâtiments construits en France, ou ceux qui, capturés sur l'ennemi par des armements français, auront été déclarés de bonne prise, ou enfin ceux qui auront été condamnés par les tribunaux français pour infractions aux lois, pourvu, d'ailleurs, que les propriétaires, les capitaines et les trois quarts de l'équipage soient français.

De même, devront être considérés comme honduriens, tous les bâtiments construits dans le territoire de Honduras, ou ceux capturés sur l'ennemi par des bâtiments de guerre de la République et déclarés de bonne prise, ou ceux enfin qui auront été condamnés par les tribunaux de Honduras pour infractions aux lois, pourvu, toutefois,

que les propriétaires, les capitaines et la moitié de l'équipage soient honduriens.

Les deux Parties contractantes se reservent d'ailleurs le droit, si les intérêts de leur navigation venaient à souffrir de la teneur de cet article, d'y apporter, quand elles le jugeraient opportun, telles modifications qui leur paraîtraient convenables aux termes de leur législation respective.

Il est convenu, en outre, que tout navire français ou hondurien, pour jouir, aux conditions ci-dessus, du privilége de sa nationalité, devra être muni d'un passe-port, congé ou registre, dont la forme sera réciproquement communiquée, et qui, certifié par l'autorité compétente pour le délivrer, constatera:

1. D'abord, le nom, la profession et la résidence, en France ou dans le Honduras, du propriétaire, en exprimant qu'il est unique, ou des propriétaires en indiquant leur nombre et dans quelle proportion chacun possède;

2. Le nom, la dimension, la capacité et, enfin, toutes les particularités du navire qui peuvent le faire reconnaître ainsi qu'établir sa nationalité.

Art. 14. Les navires, marchandises et effets appartenant à des citoyens de l'une des Parties contractantes, qui auraient été pris par des privates, soit dans les limites de leur juridiction, soit en pleine mer, et qui auraient été conduits ou trouvés dans les rivières, rades, baies, ports ou domaines de l'autre Partie, seront remis à leurs propriétaires (en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise, qui seront déterminés par les tribunaux respectifs), lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant les tribunaux, et sur la réclamation qui devra être faite, dans le délai d'un an par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoir ou par les agents des Gouvernements respectifs.

Art. 15. S'il arrive que l'une des deux Hautes Parties contractantes soit en guerre avec un autre Etat, aucun citoyen de l'autre Partie contractante ne pourra accepter de commissions ou lettres de marque pour aider l'ennemi à agir hostilement contre la Partie qui se trouve en guerre ou pour inquiéter le commerce ou les propriétés de ses citoyens.

Art. 16. Les deux Hautes Parties contractantes adoptent dans leurs relations mutuelles le principe „que le pavillon couvre la marchandise“. Si l'une des deux

Parties reste neutre, dans le cas où l'autre viendrait à être en guerre avec quelque puissance, les marchandises couvertes du pavillon neutre seront aussi réputées neutres, même quand elles appartiendraient aux ennemis de l'autre Partie contractante. Il est également convenu que la liberté du pavillon s'étend aux individus qui seraient trouvés à bord des bâtiments neutres, et que, lors même qu'ils seraient ennemis des deux Parties, ils ne pourront être extraits des bâtiments neutres, à moins qu'ils ne soient militaires, et alors engagés au service de l'ennemi.

En conséquence du même principe, il est également convenu que la propriété neutre trouvée à bord d'un bâtiment ennemi sera considérée comme ennemie, à moins qu'elle n'ait été embarquée dans ce navire avant la déclaration de guerre, ou avant qu'on eût connaissance de cette déclaration dans le port d'où le navire sera parti.

Les deux Hautes Parties contractantes n'appliqueront ce principe qu'aux puissances qui le reconnaîtront également.

Art. 17. Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes serait en guerre, et où ses bâtiments auraient à exercer en mer, le droit de visite, il est convenu que s'ils rencontrent un navire appartenant à une partie demeurée neutre, les premiers resteront hors de portée de canon, et qu'ils pourront y envoyer dans leurs canots seulement deux ou trois personnes chargées de procéder à l'examen de papiers relatifs à sa nationalité et à son chargement. Les commandants seront responsables de toute vexation ou acte de violence qu'ils commettraient ou tolèreraient dans cette occasion.

Il est également convenu que, dans aucun cas, la Partie neutre ne pourra être obligée à passer à bord du bâtiment visiteur, ni pour exhiber ses papiers, ni pour toute autre cause que ce soit.

La visite ne sera permise qu'à bord des bâtiments qui navigueraient sans convoi. Il suffira, lorsqu'ils seront convoyés, que le commandant du convoi déclare verbalement, et sur sa parole d'honneur, que les navires placés sous sa protection et sous son escorte appartiennent à l'Etat dont il arbore le pavillon, et qu'il déclare, lorsque les navires seront destinés pour un port ennemi, qu'ils n'ont pas de contrebande de guerre.

Art. 18. Dans le cas où l'un des deux pays serait en guerre avec quelque autre puissance, les citoyens de l'autre pays pourront continuer leur commerce avec les Etats belligérants, quels qu'ils soient, excepté avec les villes ou ports qui seraient réellement assiégés ou bloqués. Il est également entendu qu'on n'envisagera comme assiégées ou bloquées que les places qui se trouveraient attaquées par une force belligérante capable d'empêcher les neutres d'entrer. Bien entendu que cette liberté de commerce et de navigation ne s'étendra pas aux articles réputés contrebande de guerre, tels que bouches et armes à feu, armes blanches, projectiles, poudre, salpêtre, objets d'équipements militaires, et généralement toute espèce d'armes et d'instruments de fer, acier, cuivre ou de toute autre matière, expressément fabriqués pour faire la guerre par mer ou par terre.

Aucun navire de l'une ou de l'autre des deux nations ne sera détenu pour avoir à bord des articles de contrebande de guerre, toutes les fois que le patron, capitaine ou subrécargue dudit navire délivreront ces articles de contrebande de guerre au capteur, à moins que lesdits articles ne soient en quantité si considérable et n'occupent un tel espace que l'on ne puisse, sans de grands embarras, les recevoir à bord du bâtiment capteur. Dans ce dernier cas, de même que dans tous ceux qui autorisent légitimement la détention, le bâtiment détenu sera expédié dans le port le plus convenable et sûr qui se trouvera le plus à proximité, pour y être jugé suivant les lois.

Dans aucun cas, un bâtiment de commerce appartenant à des citoyens de l'un des deux pays, qui se trouvera expédié pour un port bloqué par l'autre Etat, ne pourra être saisi, capturé et condamné, si, préalablement, il ne lui a été fait une notification ou signification de l'existence du blocus par quelque bâtiment faisant partie de l'escadre ou division de ce blocus, et pour qu'on ne puisse alléguer une prétendue ignorance des faits, et que le navire qui aura été dûment averti soit dans le cas d'être capturé s'il vient ensuite à se représenter devant le même port, pendant le temps que durera le blocus, le commandant du bâtiment de guerre qui le rencontrera d'abord devra apposer son visa sur les papiers de ce navire, en indiquant le jour, le lieu ou la hauteur où il l'aura visité, et lui aura fait la signi-

fication en question, laquelle contiendra d'ailleurs les mêmes indications que celles exigées pour le visa.

Tous navires de l'une des deux Parties contractantes qui seraient entrés dans un port avant qu'il fût assiégé, bloqué ou investi par l'autre puissance, pourront le quitter sans empêchement, avec leurs cargaisons; et, si ces navires se trouvent dans le port après la reddition de la place, ils ne seront point sujets à la confiscation, non plus que leurs cargaisons, mais ils seront rendus à leurs propriétaires.

Art. 19. Chacune des deux Hautes Parties contractantes sera libre d'établir des consuls à résidence dans les territoires et domaines de l'autre, pour la protection du commerce. Ces agents n'entreront en fonctions qu'après avoir obtenu leur exequatur du Gouvernement du pays où ils seront envoyés.

Celui-ci conservera, d'ailleurs, le droit de déterminer les résidences où il lui conviendra d'admettre les consuls; bien entendu que, sous ce rapport, les deux Gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune, dans les deux pays, à toutes les nations.

Art. 20. Les consuls respectifs et leurs chanceliers jouiront dans les deux pays des priviléges attribués à leur charge, tels que l'exemption des logements militaires, et celle de toutes les contributions directes, tant personnelles que mobilières ou somptuaires, à moins toutefois qu'ils ne soient citoyens du pays où ils résident, ou qu'ils ne deviennent soit propriétaires, soit possesseurs de biens immeubles, ou enfin qu'ils ne fassent le commerce, pour lesquels cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges ou impositions que les autres particuliers. Ces agents jouiront, en outre, de tous les autres priviléges, exemptions et immunités qui pourront être accordés, dans leur résidence, aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Art. 21. Les archives, et, en général, tous les papiers des consulats respectifs seront inviolables, et, sous aucun prétexte ni dans aucun cas, ils ne pourront être saisis ni visités par l'autorité locale.

Art. 22. Les consuls respectifs pourront, au décès de leurs nationaux morts sans avoir testé ni désigné d'exécuteurs testamentaires,

1° Apposer les scellés, soit d'office, soit à la réqui-

sition des parties interessées, sur les effets mobiliers et les papiers du défunt, en prévenant d'avance de cette opération l'autorité locale compétente, qui pourra y assister, et même, si elle le juge convenable, croiser de ses scellés ceux apposés par le consul, et dès lors ces doubles scellés ne seront levés que de concert;

2° Dresser aussi, en présence de l'autorité compétente, si elle croit devoir s'y présenter, l'inventaire de la succession;

3° Faire procéder suivant l'usage du pays à la vente des effets mobiliers dépendants de la succession, lorsque lesdits meubles pourront se détériorer par l'effet du temps, ou que le consul croira leur vente utile aux intérêts des héritiers du défunt;

Et 4° administrer ou liquider personnellement, ou nommer sous leur responsabilité, un agent pour administrer et liquider ladite succession, sans que, d'ailleurs, l'autorité locale ait à intervenir dans ces nouvelles opérations.

Mais lesdits consuls seront tenus de faire annoncer la mort de leurs nationaux dans une des gazettes qui se publient dans l'étendu de leur arrondissement, et ne pourront faire délivrance de la succession et de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires, qu'après avoir fait acquitter toutes les dettes que le défunt pourrait avoir contractées dans le pays, ou qu'autant qu'une année se sera écoulée depuis la date de la publication du décès, sans qu'aucune réclamation eût été présentée contre la succession.

Art. 23. Les consuls respectifs seront exclusivement chargés de la police interne des navires de commerce de leur nation; et les autorités locales ne pourront y intervenir qu'autant que les désordres survenus seraient de nature à troubler la tranquillité publique, soit à terre, soit à bord des bâtiments.

Mais, en tout ce qui regarde la police des ports, le chargement et le déchargement des navires, la sûreté des marchandises, biens et effets, les citoyens des deux Etats seront respectivement soumis aux lois et statuts du territoire.

Art. 24. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation.

A cet effet, ils s'adresseront, par écrit, aux autorités

locales compétentes, et justifieront par l'exhibition du registre du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou, si ledit navire était parti, par la copie des pièces dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie de cet équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée; il leur sera donné, de plus, toute aide et assistance, pour la recherche, saisie et arrestation des dits déserteurs, qui seront eux-mêmes détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les livrer ou les faire partir. Si, pourtant, cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Art. 25. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulation contraire entre les armateurs, les chargeurs et les assureurs, les avaries que les navires des deux pays auraient éprouvées en mer en se rendant dans les ports respectifs, seront réglées par les consuls de leur nation.

Art. 26. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés, ou échoués sur les côtes de Honduras, seront dirigées par les consuls de France, et réciproquement, les consuls honduriens dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation, naufragés ou échoués sur les côtes de France;

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays, pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence, et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront, d'ailleurs, prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus, et la conservation des effets naufragés.

Les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 27. Il est formellement convenu entre les deux Hautes Parties contractantes que, indépendamment des stipulations qui précèdent, les agents diplomatiques et consulaires, les citoyens de toutes classes, les navires et marchandises de l'un des deux Etats jouiront, de plein

droit, dans l'autre, des franchises, priviléges et immunités quelconques, consentis ou à consentir, en faveur de la nation la plus favorisée, et ce, gratuitement, si la concession est gratuite, ou avec la même compensation, si la concession est conditionnelle.

Art. 28. Sa Majesté l'Empereur des Français et la république de Honduras, désirant rendre aussi durables et solides que les circonstances le permettront les relations qui s'établiront entre les deux puissances en vertu du présent Traité d'amitié, de navigation et de commerce, ont déclaré solennellement convenir des points suivants:

1° Le présent Traité sera en vigueur pendant douze années, à compter du jour de l'échange des ratifications, et si, douze mois avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux Hautes Parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser les effets, ledit Traité restera encore obligatoire pendant une année, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration de douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Il est bien entendu que, dans le cas où cette declaration viendrait à être faite par l'une des Parties contractantes, les dispositions du Traité relatives au commerce et à la navigation seraient seules considérées comme abrogées et annulées, mais que, à l'égard des articles qui concernent les relations de paix et d'amitié, le Traité n'en restera pas moins perpétuellement obligatoire pour les deux puissances.

2° Si un ou plusieurs citoyens de l'une ou de l'autre partie venaient à enfreindre quelqu'un des articles contenus dans le présent Traité, lesdits citoyens en seront personnellement responsables, sans que pour cela la bonne harmonie et la réciprocité soient interrompues entre les deux nations qui s'obligent mutuellement à ne protéger en aucune manière l'offenseur. Si, malheureusement, un des articles contenus dans le présent Traité venait, en quelque manière que ce soit, à être violé ou enfreint, il est expressément convenu que la partie qui y sera restée fidèle devra d'abord présenter à l'autre partie un exposé des faits, ainsi qu'une demande en réparation accompagnée des documents et des preuves nécessaires pour établir la légitimité de sa plainte, et qu'elle ne pourra autoriser des représailles ni se porter elle-même à des hostilités qu'autant que la réparation de-

mandée par elle aura été refusée ou arbitrairement différée.

Art. 29. Et, dans le cas où il serait convenable et utile, pour faciliter davantage la bonne harmonie entre les deux Hautes Parties contractantes, et pour éviter, à l'avenir, toute espèce de difficultés, de proposer et d'ajouter quelques articles au présent Traité, il est convenu que les deux puissances se prêteront, sans le moindre retard, à traiter et à stipuler les articles qui pourraient manquer audit Traité, s'ils étaient jugés mutuellement avantageux, et que lesdits articles, après avoir été convenus et dûment ratifiés, feront partie du présent Traité d'amitié, de commerce et de navigation.

Art. 30. Le présent Traité, composé de trente articles, sera ratifié par Sa Majesté l'Empereur des Français et par le gouvernement de la république de Honduras, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de dix-huit mois, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le vingt-deuxième jour du mois de février de l'an de grâce mil huit cent cinquante-six.

(L. S.) Signé: *A. Walewski.*

(L. S.) Signé: *Vr. Herran.*

XXXV.

*Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et la République de la Nouvelle-Grenade, signé à Bogota, le 27 janvier 1857 *).*

De nombreuses relations de commerce étant établies, depuis long temps, entre l'Empire français et la République de la Nouvelle-Grenade, il a été jugé utile d'en régulariser l'existence et d'en favoriser le développement au moyen d'un Traité d'amitié, de commerce et de navigation.

Dans ce but, ont conféré leurs pleins pouvoirs, savoir:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Bogota, le 24 juillet 1857.

Sa Majesté l'Empereur des Français, à M. le baron Céléan Goury du Roslan, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre pontifical de Saint-Grégoire-le-Grand, etc., etc., etc.;

Le Vice-Président de la Nouvelle-Grenade, chargé du pouvoir exécutif, à M. Lino de Pombo, secrétaire d'Etat au département des relations extérieures;

Lesquels, après les avoir échangés, les ayant trouvés en bonne forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Il y aura paix constante et amitié sincère et perpétuelle entre Sa Majesté l'Empereur des Français, ses héritiers et successeurs, d'une part, et la République de la Nouvelle-Grenade, d'autre part, et entre les sujets et citoyens de l'un et de l'autre Etat, sans distinction de personnes et de lieux.

Art. 2. Les Français dans la Nouvelle-Grenade, et les Grenadins en France, auront réciproquement la même liberté et sécurité que les nationaux pour entrer, avec leurs navires et chargements, dans tous les lieux, ports et rivières qui sont ou seront ouverts au commerce étranger. Il seront, pour le commerce d'échelle comme pour le cabotage, respectivement traités comme les sujets et citoyens de la nation la plus favorisée.

Art. 3. Les sujets et citoyens de chacune des deux Parties contractantes pourront librement, sur les territoires respectifs, voyager, séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, louer et occuper les maisons, magasins et boutiques dont ils auront besoin, effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consignations tant de l'intérieur que des pays étrangers, sans que, pour toutes ou quelques-unes de ces opérations, lesdits sujets ou citoyens soient soumis à d'autres obligations que celles qui pèsent sur les nationaux.

Dans tous leurs achats et ventes, il seront libres de fixer et d'établir le prix des effets, marchandises ou autres objets, tant importés que nationaux, qu'ils les vendent à l'intérieur ou qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer expressément aux lois et aux règlements du pays.

Ils jouiront de la même liberté pour faire leurs affaires eux-mêmes, présenter en douane leurs propres déclarations, ou se faire suppléer par qui bon leur semblera, fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes, soit dans l'achat ou la vente de leurs

biens, effets ou marchandises, soit dans le chargement, le déchargement ou l'expédition de leurs navires. Ils auront également le droit de remplir toutes les fonctions qui leur seront confiées par leurs compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux, en qualité de fondés de pouvoirs, facteurs, agents, consignataires ou interprètes, et, dans aucun cas, ils ne seront assujettis à des charges, taxes ou impôts autres que ceux auxquels sont soumis les nationaux ou les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 4. Les sujets et citoyens de l'une et l'autre Partie contractante jouiront, dans les deux Etats, de la plus complète et constante protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront, en conséquence, un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, en toute instance et à tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer, en toutes circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils jugeraient à propos de faire agir en leur nom. Enfin, ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et priviléges que ceux qui seront accordés aux nationaux, et seront soumis aux mêmes conditions imposées à ces derniers.

Art. 5. Les Français dans la Nouvelle-Grenade, et les Grenadins en France, seront exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, ainsi que de toute contribution de guerre, emprunts forcés, réquisitions ou services militaires, quels qu'ils soient. Dans tous les autres cas, ils ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés mobilières ou immobilières, à d'autres charges, exactions et impôts que ceux auxquels seraient soumis les nationaux eux-mêmes, ou les citoyens et sujets de la nation la plus favorisée, sans exception: bien entendu que celui qui réclamera l'application de la dernière partie de cet article sera libre de choisir celui des deux traitements qui lui paraîtra le plus avantageux.

Art. 6. Les sujets et citoyens de l'un et l'autre Etat ne pourront être respectivement soumis à aucun embargo, ni être retenus avec leurs navires, cargaisons, marchandises et effets, pour une expédition militaire quelconque, ni pour quelque usage public que ce soit, sans une indemnité convenue et fixée préalablement par les parties

intéressées, et suffisante pour cet usage et pour les torts, pertes, retards et dommages occasionnés par le service auquel ils auraient été soumis ou qui pourraient en provenir.

Art. 7. Les Français dans la Nouvelle-Grenade, et les Grenadins en France, jouiront de la liberté de conscience la plus entière et la plus illimitée: ils pourront exercer leur religion en public ou en particulier, dans les temples et chapelles où se célèbrent les fonctions religieuses, ou dans l'intérieur de leurs maisons, conformément au système de tolérance établi dans les deux pays; ils auront aussi la liberté d'enterrer leurs morts dans les cimetières de leur communion religieuse, ou dans ceux qu'ils désigneraient ou établiraient avec l'assentiment des autorités locales. Les sépultures ne pourront être bouleversées et les cérémonies religieuses d'inhumation ou d'exhumation interrompues en aucune façon et sous aucun prétexte.

Art. 8. Les sujets et citoyens de chacune des Parties contractantes auront le droit de posséder sur les territoires respectifs des biens immeubles et de disposer, comme il leur conviendra, par vente, donation, échange, testament ou de toute autre manière, desdits immeubles et de tous les autres biens qu'ils posséderaient. De même, les sujets et citoyens des deux Etats qui seraient héritiers par testament ou ab intestat de biens situés sur les territoires respectifs pourront succéder sans empêchement auxdits biens, et en disposer selon leur volonté, sans payer de droits de succession plus élevés ou de nature différente de ceux que devraient acquitter les nationaux du pays où les biens se trouveront situés.

Art. 9. Si, ce qu'à Dieu ne plaise, par quelque circonstance qu'il n'est pas donné de prévoir, la paix entre les deux Parties contractantes venait à être rompue, il sera accordé, de part et d'autre, un terme qui ne sera pas de moins de six mois, aux commerçants qui se trouveront sur les côtes, et d'un an à ceux qui seront établis dans l'intérieur du pays, pour régler leurs affaires, disposer de leurs propriétés et les transporter où ils jugeront à propos; en outre, un sauf-conduit leur sera accordé pour s'embarquer dans tel port qu'ils désigneront de leur plein gré, à moins qu'il ne soit occupé ou assiégé par l'ennemi, et que leur propre sécurité ou celle de l'Etat ne s'oppose à leur départ par ce port, auquel

cas il s'effectuera comme et par où il sera possible. Tous les autres sujets ou citoyens ayant un établissement fixe et permanent dans les États respectifs, pour l'exercice de quelque profession ou industrie que ce soit, pourront conserver leur établissement et continuer leur profession ou leur industrie sans être inquiétés en aucune manière, et la possession pleine et entière de leur liberté et de leurs biens leur sera laissée, tant qu'il ne sera fait par eux aucune offense aux lois du pays.

Art. 10. Dans aucun cas de guerre ou de collision entre les deux Nations, les propriétés ou biens, de quelque nature qu'ils soient, des sujets ou citoyens respectifs ne seront assujettis à aucune saisie ou séquestre, ni à d'autres charges ou impositions que celles exigées des nationaux. De même, dans cette hypothèse, les deniers dus par des particuliers, non plus que les fonds publics, ni les actions de banque ou compagnies, ne pourront jamais être saisis, séquestrés ou confisqués au préjudice des sujets et citoyens respectifs.

Art. 11. En aucun cas les droits d'importation imposés en France sur les produits, quels qu'ils soient, du sol ou de l'industrie de la Nouvelle-Grenade, et réciproquement, ne pourront être autres ou plus élevés que ceux auxquels sont et seront soumis les mêmes produits de la nation la plus favorisée. Le même principe sera observé pour l'exportation. Aucune prohibition ou restriction à l'importation ou à l'exportation de quelque article que ce soit n'aura lieu dans le commerce réciproque des deux pays, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations, et les formalités qui pourraient être requises pour justifier de l'origine et de la provenance des marchandises respectivement importées dans l'un des deux Etats seront également communes à toutes les autres nations. En résumé, le commerce français dans la Nouvelle-Grenade, et le commerce grenadin en France, seront traités, dans tous les cas et sous tous les rapports, comme celui de la nation la plus favorisée.

Art. 12. Tous les produits du sol et de l'industrie de l'un des deux pays dont l'exportation n'est point expressément prohibée payeront dans les ports de l'autre les mêmes droits d'importation, qu'ils soient chargés sur navires français ou grenadins. De même, les produits exportés acquitteront les mêmes droits et jouiront des

mêmes franchises, allocations et restitutions de droits qui sont ou pourraient être réservés aux exportations faites sur bâtiments nationaux.

Art. 13. Les navires français arrivant dans les ports de la Nouvelle-Grenade ou en sortant, et les navires grenadins à leur entrée ou à leur sortie des ports de France, ne seront assujettis ni à d'autres, ni à de plus forts droits de tonnage, de phares, de ports, de pilotage, de quarantaine ou d'autres affectant le corps du bâtiment que ceux auxquels sont ou seront assujettis les navires nationaux.

Art. 14. Les bâtiments français dans la Nouvelle-Grenade, et les bâtiments grenadins en France, pourront décharger une partie de leur cargaison dans le port de prime abord, et se rendre ensuite, avec le reste de cette cargaison, dans d'autres ports du même Etat, soit pour y achever de débarquer leur chargement, soit pour y compléter celui de retour, en ne payant, dans chaque port, d'autres ou de plus forts droits que ceux que payent les bâtiments nationaux dans des circonstances analogues.

Art. 15. Lorsque des bâtiments appartenant à des sujets ou citoyens de l'une des deux Parties contractantes feront naufrage ou échoueront sur les côtes de l'autre ou lorsque, par suite de relâche forcée ou d'avarie constatée, ils entreront dans les ports ou toucheront sur les côtes de l'autre, ils ne seront assujettis à aucuns droits de navigation, quelle que soit la dénomination sous laquelle ils soient établis, sauf les droits de pilotage et autres représentant le salaire de services rendus par des industries privées, pourvu que ces bâtiments ne déchargent pas de marchandises destinées à la consommation et ne prennent pas de chargement pour l'exportation. Cependant il leur sera permis de déposer à terre et de mettre en magasin tout ou partie de leur chargement, pour éviter que les marchandises ne dépérissent, sans qu'on puisse exiger d'eux d'autres droits que ceux relatifs au loyer des magasins et chantiers publics qui seraient nécessaires pour déposer les marchandises et pour réparer les avaries du bâtiment.

Art. 16. Seront considérés comme français dans la Nouvelle-Grenade, et comme grenadins en France, tous les navires qui navigueront sous les pavillons respectifs et qui seront porteurs de la patente et autres documents

exigés par la législation des deux Etats pour justifier de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. 17. Les navires, marchandises et effets appartenant aux sujets et citoyens respectifs qui auraient été pris par des pirates dans les limites de la juridiction de l'une des deux Parties contractantes ou en haute mer, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports, rivières, rades, baies de la domination de l'autre, seront remis à leurs propriétaires, en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise qui seront déterminés par les tribunaux compétents, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant ces tribunaux: il est bien entendu que la revendication devra en être faite dans le délai d'un an par la partie intéressée, par ses fondés de pouvoirs ou par les agents des Gouvernements respectifs.

Art. 18. Les bâtiments de guerre de l'une des deux Puissances pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre Puissance dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée; ils y seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes avantages.

Art. 19. S'il arrive que l'une des deux Parties contractantes soit en guerre avec une Puissance tierce, l'autre Partie ne pourra, en aucun cas, autoriser ses nationaux à prendre ni accepter des commissions ou lettres de marque pour agir hostilement contre la première, ou pour inquiéter le commerce et les propriétés de ses sujets ou citoyens.

Art. 20. Les deux Parties contractantes adoptent, dans leurs relations mutuelles, le principe que „le pavillon couvre la marchandise". Conséquemment, si l'une des deux Parties reste neutre quand l'autre est en guerre avec une autre Puissance, les marchandises couvertes du pavillon neutre seront aussi réputées neutres, même quand elles appartiendraient aux ennemis de l'autre partie contractante. Il est également convenu que la liberté du pavillon assure aussi celle des personnes, et que les individus appartenant à une Puissance ennemie, qui seraient trouvés à bord d'un bâtiment neutre, ne pourront pas être faits prisonniers, à moins qu'ils ne soient militaires et pour le moment engagés au service de l'ennemi. En conséquence du même principe sur l'assimilation du pavillon et de la marchandise, la propriété neutre trouvée à bord d'un bâtiment ennemi sera considérée comme ennemie, à moins qu'elle n'ait été embarquée sur ce navire

avant la déclaration de guerre, ou avant qu'on en ait connaissance dans le port d'où le navire est parti.

Les deux Parties contractantes n'appliqueront ce principe, en ce qui concerne les autres Puissances, qu'à celles qui le reconnaîtront également.

Art. 21. Dans le cas où l'une des deux Parties contractantes serait en guerre avec une autre Puissance, et où ses bâtiments auraient à exercer en mer le droit de visite, il est convenu que, s'ils rencontrent un navire appartenant à l'autre Partie demeurée neutre, ils enverront, dans un canot, deux vérificateurs chargés de procéder à l'examen des papiers relatifs à sa nationalité et à son chargement. Les commandants seront responsables, dans leurs personnes et leurs biens, de toute vexation, insulte ou acte de violence qui se commettraient en cette occasion. La visite ne sera permise qu'à bord des bâtiments qui navigueraient sans convoi. Quant à ceux qui seront convoyés, il suffira que le commandant du convoi déclare, verbalement et sur parole d'honneur, que les navires placés sous sa protection et sous son escorte appartiennent à l'Etat dont il arbore le pavillon, et qu'il déclare, lorsque ces navires auront pour destination un port ennemi, qu'ils ne portent pas de contrebande de guerre.

Art. 22. Dans le cas où l'un des deux pays serait en guerre avec quelque autre Puissance, Nation ou Etat, les sujets et citoyens de l'autre pays pourront continuer leur commerce et navigation avec ces mêmes Etats, excepté avec les villes ou ports qui seraient réellement bloqués ou assiégés. Cependant, il est bien entendu que cette liberté de commercer et de naviguer ne s'étendra pas aux articles réputés contrebande de guerre, tels que bouches et armes à feu, armes blanches, projectiles, poudre, salpêtre, objects d'équipement militaire, et tous instruments quelconques fabriqués à l'usage de la guerre.

Dans aucun cas, un bâtiment de commerce appartenant à des sujets ou citoyens de l'un des deux pays, qui se trouvera expédié pour un port bloqué par les forces de l'autre, ne pourra être saisi, capturé et condamné si, au préalable, il ne lui a été fait une notification ou signification de l'existence du blocus par quelque bâtiment faisant partie de l'escadre ou division de ce blocus. Et, pour qu'on ne puisse arguer de l'ignorance des faits, et que le navire qui aura été dûment averti soit dans le cas d'être capturé, s'il vient à se présenter devant le

même port pendant la durée du blocus, le commandant du navire de guerre qui le rencontrera d'abord devra inscrire, sur les papiers de ce navire, le jour, le lieu et la hauteur où il l'aura visité et lui aura fait la notification précitée avec les formalités qu'elle exige.

Art. 23. Il pourra être établi des consuls de chacun des deux pays dans l'autre pour la protection du commerce; mais ces agents n'entreront en fonctions et ne jouiront des droits, priviléges et immunités qui leur reviendront, qu'après en avoir obtenu l'autorisation du Gouvernement territorial. Celui-ci conservera, d'ailleurs, le droit de déterminer les résidences où il lui conviendra d'admettre les consuls; bien entendu que, sous ce rapport, les deux Gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leur pays à toutes les nations.

Art. 24. Les deux Parties contractantes s'engagent à négocier, aussitôt qu'il sera possible, une Convention consulaire qui fixe d'une manière claire, définitive et réciproque, les droits, priviléges et immunités dont les consuls respectifs, leurs chanceliers ou secrétaires, jouiront dans les pays respectifs, ainsi que les fonctions qu'ils auront à remplir et les obligations auxquelles ils seront soumis. En attendant, les consuls et vice-consuls français dans la Nouvelle-Grenade, et les consuls et vice-consuls grenadins en France, seront respectivement traités et considérés comme ceux de la nation la plus favorisée.

Art. 25. La République de la Nouvelle-Grenade jouira, dans toutes les possessions et colonies françaises, des mêmes droits, priviléges et de la même liberté de commerce et de navigation dont jouit actuellement ou jouira la nation la plus favorisée, et, réciproquement, les habitants des possessions et colonies françaises jouiront, dans toute leur extension, des mêmes droits et priviléges et de la même liberté de commerce et de navigation qui, par ce Traité sont accordés dans la Nouvelle-Grenade aux Français, à leur commerce et à leur navigation.

Art. 26. Il est formellement convenu entre les deux Parties contractantes qu'indépendamment des stipulations qui précèdent, les agents diplomatiques, les sujets de toute classe, les navires et les marchandises de l'un des deux Etats, jouiront de plein droit dans l'autre des franchises, priviléges et immunités quelconques consentis en faveur de la nation la plus favorisée, et ce gratuitement,

si la concession est gratuite, et avec la même compensation, si la concession est conditionnelle.

Art. 27. Le présent Traité sera en vigueur pendant dix ans, à compter du jour de l'échange des ratifications, mais si, un an avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux Parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention de le faire cesser ou de le réformer, il continuera à être obligatoire pour les deux Parties pour cinq ans de plus, et ainsi de suite de cinq en cinq années, tant que la notification officielle dont il est parlé plus haut n'aura pas été faite au moins douze mois d'avance.

Dans le cas où l'une des deux Parties contractantes jugerait que quelques-unes des stipulations du présent Traité auraient été enfreintes à son préjudice, elle devra d'abord présenter à l'autre Partie, avec la demande en réparation, un exposé des faits accompagné des documents et preuves nécessaires pour démontrer la légitimité de la plainte, et elle ne pourra, d'aucune manière, autoriser des représailles ni déclarer la guerre qu'autant que la réparation demandée par elle aurait été refusée ou mal accueillie.

Art. 28. Le présent Traité d'amitié, de commerce et de navigation, en vingt-huit articles, sera ratifié par Sa Majesté l'Empereur des Français et par le Président ou par la personne chargée du Pouvoir exécutif dans la Nouvelle-Grenade, avec l'approbation du Congrès, et les ratifications en seront échangées à Bogota, dans un délai de dix-huit mois, ou plus tôt si faire se peut. Durant ledit délai, et en attendant que l'échange des ratifications puisse s'effectuer, le Traité du 28 octobre 1844 continuera à avoir force et vigueur.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé ledit Traité, et y ont apposé leurs cachets particuliers, à Bogota, le 15 mai de l'an du Seigneur 1856.

(L. S.) Signé: Baron *Goury du Roslan.*

(L. S.) Signé: *Lino de Pombo.*

Acte additionnel au Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre Sa Majesté l'Empereur des Français et la République de la Nouvelle-Grenade, conclu le 15 mai 1856.

Les soussignés, plénipotentiaires de Sa Majesté l'Empereur des Français et de la République de la Nouvelle-Grenade, signataires du Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conclu le 15 mai 1856, reconnaissant la nécessité et la convenance d'éclaircir le sens et la portée de quelques-unes des stipulations contenues dans ledit Traité, tandis que l'échange des ratifications est encore suspendu, et afin d'écarter pour l'avenir tout motif de doute et de controverse sur cet objet;

En vertu des pleins pouvoirs dont ils sont investis, sont convenus des deux articles suivants:

Art. 1. Dans la réciprocité de droits, franchises et allocations, touchant l'importation et l'exportation de produits nationaux, établie en faveur des pavillons de l'un et de l'autre pays, par l'article 12 du Traité du 15 mai 1856, n'est point compris ce qui est relatif aux avantages et encouragements particuliers dont est ou pourrait être l'objet la pêche nationale dans l'un ou l'autre des deux pays.

Art. 2. Il est stipulé que la liberté de commerce et de navigation dans toutes les possessions et colonies françaises, sur le pied de la nation la plus favorisée, accordée à la Nouvelle-Grenade par l'article 25 du même Traité, est et doit être entendue comme compensation des concessions faites par la Nouvelle-Grenade à la France, en matière de commerce et de navigation, et spécialement de celle de l'article 2, relative au commerce de cabotage.

Ces deux articles additionnels au Traité susmentionné du 15 mai 1856, seront compris dans les actes de ratification dudit Traité, et auront la même force et valeur que s'ils y avaient été insérés mot pour mot.

En foi de quoi, les deux plénipotentiaires ont signé et scellé de leur sceau particulier le présent acte fait en double original, à Bogota, le 27 de janvier de l'an 1857.

(L. S.) Signé: Baron *Goury du Roslan.*

(L. S.) Signé: *Lino de Pombo.*

XXXVI.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et la République de San-Salvador, signé à Guatemala, le 2 janvier 1858).*

De nombreuses relations de commerce étant établies depuis plusieurs années entre l'Empire français et la République du Salvador, il a été jugé utile d'en régulariser l'existence et d'en favoriser le développement par un Traité d'amitié, de commerce et de navigation.

Dans ce but, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. Adolphe-François de Botmiliau, chevalier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, son consul général et chargé d'affaires auprès des Etats de l'Amérique centrale,

Et Son Excellence D[n] Rafael Campo, Président de la République du Salvador, M. D[n] José-Antonio-Ortiz Urruela, avocat des tribunaux d'Espagne et de ses colonies et de ceux de la République de Guatemala;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle et sincère entre Sa Majesté l'Empereur des Français, ses héritiers et successeurs, d'une part, et la République du Salvador, d'autre part, et les sujets et citoyens des deux Etats, sans exception de personnes et de lieux.

Art. 2. Il y aura réciproquement pleine et entière liberté de commerce et de navigation pour les navires et leurs chargements, comme pour les sujets et citoyens des deux Hautes Parties contractantes, dans tous les lieux, ports et rivières de France ou du Salvador où la navigation est actuellement permise ou sera permise à l'avenir aux navires de toute autre nation étrangère.

Les Français au Salvador, et les Salvadoriens en France, jouiront, à cet égard, de la même liberté et sécurité que les nationaux. Ils seront, pour le commerce

---

*) Les ratifications ont été échangées à Guatemala, le 21 octobre 1859.

d'échelle et pour le cabotage, traités comme les sujets et citoyens de la nation la plus favorisée.

Art. 3. Les sujets et citoyens de chacune des deux Hautes Parties contractantes pourront réciproquement entrer en toute liberté dans quelque partie que ce soit des territoires respectifs, y séjourner, voyager, commercer tant en gros qu'en détail, louer et posséder les magasins et boutiques dont ils auront besoin, effectuer des transports de marchandises ou d'argent, recevoir des consignations, tant de l'intérieur que des pays étrangers, sans pouvoir être, en aucun cas, assujettis à des taxes, soit générales, soit locales, ou à des impôts ou obligations de quelque nature qu'ils soient, autres que ceux qui sont ou pourront être établis sur les nationaux.

Ils seront entièrement libres de faire leurs affaires eux-mêmes, présenter en douane leurs propres déclarations, ou se faire aider ou suppléer par qui bon leur semblera, fondés de pouvoirs, facteurs, agents consignataires, interprètes ou toute autre personne, soit dans l'achat ou la vente de leurs biens, effets ou marchandises, soit dans le chargement, le déchargement ou l'expédition de leurs navires. Ils auront le droit de remplir les fonctions qui leur seront confiées par leurs compatriotes, par des étrangers ou par des nationaux, en qualité de fondés de pouvoirs, facteurs, agents consignataires ou interprètes, et, dans aucun cas, ils ne seront assujettis à d'autres taxes ou contributions que celles auxquelles sont soumis les nationaux ou les citoyens ou sujets de la nation la plus favorisée.

Ils seront également libres, dans tous leurs achats comme dans toutes leurs ventes, de fixer les prix des effets, marchandises et objets quelconques tant importés que destinés à l'exportation, le tout en se conformant aux lois et aux règlements du pays.

Art. 4. Les sujets et citoyens de l'une et l'autre Partie contractante jouiront, dans les deux Etats, de la plus complète et constante protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits. Ils pourront, à cet effet, employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués ou agents de toute classe qu'ils désigneront. Ils auront la faculté d'être présents aux décisions et sentences des tribunaux dans les causes qui les intéressent, de même

qu'à toutes les enquêtes et dépositions de témoins qui pourront avoir lieu à l'occasion des jugements, toutes les fois que les lois des pays respectifs permettront la publicité de ces actes.

Enfin ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et priviléges que les nationaux, et seront soumis aux mêmes conditions imposées à ces derniers.

Art. 5. Les Français au Salvador et les Salvadoriens, en France, seront exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, ainsi que de toutes contributions extraordinaires de guerre, emprunts forcés, réquisitions ou services militaires quels qu'ils soient. Dans tous les autres cas, ils ne pourront être soumis, pour leurs propriétés mobilières ou immobilières, à d'autres charges, exactions et impôts que ceux exigés des nationaux eux-mêmes, ou des sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Ils ne pourront être arrêtés ni expulsés, ni même envoyés d'un point à un autre du pays, par mesure de police ou gouvernementale sans indices ou motifs graves et de nature à troubler la tranquillité publique, et, en aucun cas, avant que ces motifs et les documents qui en feront foi aient été communiqués aux agents diplomatiques ou consulaires de leur nation respective. Il sera, d'ailleurs, accordé aux inculpés le temps moralement nécessaire pour présenter ou faire présenter au gouvernement du pays leurs moyens de défense.

Il est bien entendu que les dispositions de cet article ne sont pas applicables aux condamnations à la déportation ou au bannissement du territoire qui pourraient être prononcées, conformément aux lois et aux formes établies par les tribunaux des pays respectifs, contre les sujets ou citoyens de l'un des deux. Ces condamnations continueront à être exécutables dans les formes voulues par les législations respectives.

Art. 6. Les sujets et citoyens de l'un et l'autre Etat ne pourront être respectivement soumis à aucun embargo, ni être retenus avec leurs navires, cargaisons, marchandises et effets, pour une expédition militaire quelconque, ni pour quelque usage public que ce soit, sans une indemnité fixée préalablement par les parties intéressées, ou par des experts nommés par elles, et suffisante, dans tous les cas, pour cet usage, et pour tous les torts, per-

tes, retards et dommages occasionnés par le service auquel ils auraient été soumis, ou qui pourraient en provenir.

Art. 7. Les Français catholiques jouiront dans la République du Salvador, sous le rapport de la religion et du culte, de toutes les libertés, garanties et protection dont les nationaux y jouissent; et les Salvadoriens jouiront également, en France, des mêmes garanties, libertés et protection que les nationaux.

Les Français professant un autre culte qui se trouveront dans la République du Salvador n'y seront inquiétés ni gênés, en aucune manière, pour cause de religion; bien entendu qu'ils respecteront la religion, le culte du pays et les lois qui y seront relatives.

Art. 8. Les sujets et citoyens de chacune des Parties contractantes auront le droit de posséder, sur les territoires respectifs, toutes sortes de biens meubles et immeubles, de les exploiter en toute liberté, de même que d'en disposer comme il leur conviendra, par vente, donation, échange, testament, ou de toute autre manière que ce soit. Egalement les sujets ou citoyens de l'un des deux Etats qui seraient héritiers de biens situés dans l'autre Etat pourront succéder sans empêchement à ceux desdits biens qui leur seraient échus ab intestat, ou par testament, et en disposer selon leur volonté, sauf à payer les mêmes droits de vente, succession ou autres que payeraient les nationaux dans des cas semblables.

Art. 9. Si (ce qu'à Dieu ne plaise!) la paix entre les deux Hautes Parties contractantes venait à être rompue, il sera accordé, de part et d'autre, un délai de six mois au moins, aux commerçants qui se trouveront sur les côtes, et d'un an à ceux qui seront établis dans l'intérieur du pays, pour régler leurs affaires et disposer de leurs propriétés. Un saufconduit leur sera, en outre, délivré, pour s'embarquer dans tel port qu'ils désigneront à leur gré, à moins qu'il ne soit occupé ou assiégé par l'ennemi, et que leur propre sécurité, ou celle de l'Etat, ne s'oppose à leur départ par ce port, auquel cas il s'effectuera comme et par où il sera possible.

Tous les autres sujets ou citoyens ayant un établissement fixe et permanent dans les Etats respectifs, pour l'exercice de quelque profession ou industrie que ce soit, pourront conserver leurs établissements, et continuer à exercer leurs professions et industries, sans être inquié-

tés en aucune manière, et la possession pleine et entière de leur liberté et de leurs biens leur sera laissée tant qu'ils ne commettront aucune offense contre les lois du pays.

Art. 10. Dans aucun cas de guerre ou de collision entre les deux nations, les propriétés ou biens, de quelque nature qu'ils soient, des sujets ou citoyens respectifs, ne seront assujettis à aucune saisie ou séquestre, ni à d'autres charges ou impositions que celles exigées des nationaux. Les deniers dus par des particuliers, les fonds publics et les actions de banque, ou de compagnie, ne pourront non plus jamais être saisis, séquestrés ou confisqués au préjudice desdits sujets ou citoyens respectifs.

Art. 11. Le commerce français au Salvador, et le commerce salvadorien en France, seront traités, sous tous les rapports, tant à l'importation qu'à l'exportation, comme celui de la nation la plus favorisée. En conséquence, les droits d'importation imposés en France sur les produits du sol ou de l'industrie du Salvador, et au Salvador, sur les produits du sol ou de l'industrie de la France, ne pourront être autres ou plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produits de la nation la plus favorisée. Le même principe sera observé pour l'exportation.

Aucune prohibition ou restriction à l'importation ou à l'exportation de quelque article que ce soit n'aura lieu dans le commerce réciproque des deux pays, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations, et les formalités qui pourraient être requises pour justifier de l'origine et de la provenance des marchandises respectivement importées dans l'un des deux Etats seront également communes à toutes les autres nations.

Art. 12. Les navires français arrivant dans les ports du Salvador, ou en sortant, et les navires salvadoriens à leur entrée en France, ou à leur sortie, ne seront assujettis à d'autres ni à de plus forts droits de tonnage, de phare, de port, de pilotage, de quarantaine ou autres affectant le corps du bâtiment, que ceux auxquels sont ou seront respectivement assujettis les navires nationaux.

Les droits de tonnage et autres qui se prélèvent en raison de la capacité des navires seront d'ailleurs perçus en France, pour les navires salvadoriens, d'après le registre salvadorien du navire, et réciproquement.

Art. 13. Les bâtiments français au Salvador, et les

bâtiments salvadoriens en France, pourront décharger une partie de leur cargaison dans le port de prime abord, et se rendre ensuite avec le reste de cette cargaison dans d'autres ports du même Etat, soit pour y achever de débarquer leur chargement, soit pour y compléter celui de retour, en ne payant, dans chaque port, d'autres ou de plus forts droits que ceux que payent les bâtiments nationaux dans des circonstances analogues.

Art. 14. Les navires appartenant à des sujets ou citoyens de l'une des deux Parties contractantes qui feront naufrage ou échoueront sur les côtes de l'autre, ou qui, par suite de relâche forcée ou d'avarie constatée, entreront dans les ports ou toucheront sur les côtes de l'autre ne seront assujettis à aucun droit de navigation, quelle que soit la dénomination sous laquelle ils sont établis, sauf les droits de pilotage, phare et autres de même nature, représentant le salaire de services rendus par l'industrie privée, pourvu que ces navires n'effectuent ni chargement ni déchargement de marchandises. Cependant il leur sera permis de transborder sur d'autres bâtiments, ou même de déposer à terre et de mettre en magasin tout ou partie de leur chargement, pour éviter que les marchandises ne depérissent, sans qu'on puisse exiger d'eux d'autres droits que ceux relatifs au loyer des navires, magasins et chantiers publics qui seraient nécessaires pour déposer les marchandises et réparer les avaries du bâtiment. Il leur sera d'ailleurs donné toute facilité et protection à cet effet, de même que pour se procurer des vivres et se mettre en état de continuer leur voyage sans aucun empêchement.

Art. 15. Seront considérés comme français dans le Salvador, et comme salvadoriens en France, tous les navires qui navigueront sous pavillons respectifs, et qui seront porteurs de la patente et autres documents exigés, par la législation des deux Etats, pour justifier de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. 16. Les navires, marchandises et effets appartenant aux sujets, ou citoyens respectifs, qui seraient pris par des pirates dans les limites de la juridiction de l'une des deux Parties contractantes, ou en haute mer, et qui seraient conduits ou trouvés dans les ports,. rivières, rades, baies de la domination de l'autre, seront remis à leurs propriétaires, en payant, s'il y a lieu les frais de reprise, qui seront déterminés par les tribunaux com-

pétents, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant lesdits tribunaux, et sur la réclamation qui devra en être faite dans le délai d'un an, par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoirs, ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. 17. Les bâtiments de guerre de l'une des deux puissances pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre puissance dont l'accès est accordé à la nation la plus favorisée; ils y seront soumis aux mêmes règles, et y jouiront des mêmes avantages.

Art. 18. S'il arrive que l'une des deux Parties contractantes soit en guerre avec une puissance tierce, l'autre Partie ne pourra, en aucun cas, autoriser ses nationaux à prendre ni accepter des commissions ou lettres de marque, pour agir hostilement contre la première ou pour inquiéter le commerce et les propriétés de ses sujets ou citoyens.

Art. 19. Les deux Hautes Parties contractantes adoptent dans leurs relations mutuelles les principes suivants:

1. La course est et demeure abolie;

2. Le pavillon neutre couvre la marchandise ennemie, à l'exception de la contrebande de guerre;

3. La marchandise neutre, à l'exception de la contrebande de guerre, n'est pas saisissable sous pavillon ennemi;

4. Les blocus, pour être obligatoires, doivent être effectifs, c'est-à-dire maintenus par une force suffisante pour interdire réellement l'accès du territoire de l'ennemi.

Il est d'ailleurs convenu que la liberté du pavillon assure aussi celle des personnes, et que les individus appartenant à une puissance ennemie qui seraient trouvés à bord d'un bâtiment neutre ne pourront pas être faits prisonniers à moins qu'ils ne soient militaires et pour le moment engagés au service de l'ennemi.

Les deux Hautes Parties contractantes n'appliqueront ces principes, en ce qui concerne les autres puissances, qu'à celles qui les reconnaîtront également.

Art. 20. Dans le cas où l'une des Parties contractantes serait en guerre, et où ses bâtiments auraient à exercer en mer le droit de visite, il est convenu que, s'ils rencontrent un navire appartenant à une partie demeurée neutre, les premiers resteront hors de portée de canon, et qu'ils pourront y envoyer, dans leurs canots

seulement, deux vérificateurs chargés de procéder à l'examen des papiers relatifs à sa nationalité et à son chargement. Les commandants seront responsables de toute exaction ou acte de violence qu'ils commettraient ou toléreraient dans cette occasion.

Il est également convenu que, dans aucun cas, la partie neutre ne pourra être obligée à passer à bord du bâtiment visiteur, ni pour exhiber ses papiers, ni pour toute autre cause que ce soit.

La visite ne sera permise qu'à bord des bâtiments qui navigueraient sans convoi. Il suffira, lorsqu'ils seront convoyés, que le commandant déclare verbalement et sur sa parole d'honneur, que les navires placés sous sa protection et sous son escorte appartiennent à l'Etat dont ils arborent le pavillon, et qu'il déclare, lorsque ces navires auront pour destination un port ennemi, qu'ils ne portent pas de contrebande de guerre.

Art. 21. Dans le cas où l'un des deux pays serait en guerre avec quelque autre puissance, les sujets et citoyens de l'autre pays pourront continuer leur commerce et navigation avec cette même puissance, excepté avec les villes ou ports qui seraient réellement assiégés ou bloqués, sans que, toutefois, cette liberté de commerce et de navigation puisse, en aucun cas, s'étendre aux articles réputés contrebande de guerre, tels que bouches et armes à feu, armes blanches, projectiles, poudre, salpêtre, objets d'équipement militaire et tous instruments quelconques fabriqués à l'usage de la guerre.

Dans aucun cas, un bâtiment de commerce appartenant à des sujets ou citoyens de l'un des deux pays, qui se trouvera expédié pour un port bloqué par les forces de l'autre Etat, ne pourra être saisi, capturé et condamné, si préalablement il ne lui a été fait une notification ou signification de l'existence du blocus par quelque bâtiment faisant partie de l'escadre ou division de ce blocus, et, pour qu'on ne puisse alléguer une prétendue ignorance des faits, et que le navire qui aura été dûment averti soit dans le cas d'être capturé, s'il vient ensuite à se présenter devant le même port pendant le temps que durera le blocus, le commandant du bâtiment de guerre qui le rencontrera d'abord devra apposer son visa sur les papiers de ce navire, en indiquant le jour, le lieu ou la hauteur où il l'aura visité et lui aura fait la signification précitée avec les formalités qu'elle exige.

Art. 22. Chacune des deux Hautes Parties contractantes pourra établir des consuls dans les territoires et domaines de l'autre pour la protection du commerce, mais ces agents n'entreront en fonctions et ne jouiront des droits, priviléges et immunités inhérents à leurs charges qu'après avoir obtenu l'exéquatur du gouvernement territorial, lequel se réserve d'ailleurs le droit de déterminer les résidences où il lui conviendra d'admettre les consuls. Il est bien entendu que, sous ce rapport, les deux gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans leur pays à toutes les nations.

Art. 23. Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, ainsi que les élèves consuls, chanceliers et secrétaires attachés à leur mission, jouiront, dans les deux pays, de tous priviléges, exemptions et immunités qui pourront être accordés dans leur résidence aux agents du même rang de la nation la plus favorisée, et notamment de l'exemption des logements militaires et de celle de toutes les contributions directes, tant personnelles que mobilières ou somptuaires, à moins, toutefois, qu'ils ne soient citoyens du pays où ils résident ou qu'ils ne deviennent, soit propriétaires, soit possesseurs de biens immeubles, ou enfin qu'ils ne fassent le commerce, auxquels cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges ou impositions que les autres particuliers.

Ces agents jouiront, dans tous les cas, de l'immunité personnelle; ils ne pourront être arrêtés, traduits en jugement ou mis en prison, excepté dans le cas de crime atroce, et, s'ils sont négociants, la contrainte par corps ne pourra leur être appliquée que pour les seuls faits de commerce, et non pour causes civiles.

Ils pourront placer au-dessus de la porte extérieure de leur maison un tableau aux armes de leur nation avec une inscription portant: „Consulat de France" „Consulat du Salvador", et arborer aux jours de solennités publiques ou nationales, sur la maison consulaire, un pavillon aux couleurs de leur pays. Ces marques extérieures ne seront d'ailleurs jamais considérées comme constituant un droit d'asile.

Les consuls généraux, consuls et vice-consuls, non plus que les élèves consuls, chanceliers et secrétaires attachés à leur mission ne pourront être sommés de comparaître devant les tribunaux du pays de leur résidence;

quand la justice locale aura besoin de prendre auprès d'eux quelque information juridique, elle devra la leur demander par écrit ou se transporter à leur domicile pour la recueillir de vive voix.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence des consuls généraux, consuls et vice-consuls, les élèves consuls, chanceliers ou secrétaires seront admis, de plein droit, à gérer par intérim les affaires de l'établissement consulaire.

Art. 24. Les archives, et en général tous les papiers de chancellerie des consulats respectifs seront inviolables, et sous aucun prétexte, ni dans aucun cas, ils ne pourront être saisis ni visités par l'autorité locale.

Art. 25. Les consuls généraux et consuls respectifs seront libres d'établir des vice-consuls ou agents dans les différentes villes, ports ou lieux de leur arrondissement consulaire où le bien du service qui leur est confié l'exigera, sauf, bien entendu, l'approbation et l'exequatur du gouvernement territorial. Ces agents pourront être choisis parmi les sujets ou citoyens des deux Etats, et même parmi les étrangers.

Art. 26. Les consuls respectifs pourront, au décès de leurs nationaux morts sans avoir testé ni désigné d'exécuteurs testamentaires;

1. Apposer les scellés, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, sur les effets mobiliers et les papiers du défunt, en prévenant d'avance de cette opération l'autorité locale compétente, qui pourra y assister, et même, si elle le juge convenable, croiser de ses scellés ceux apposés par le consul, et dès lors ces doubles scellés ne seront levés que de concert;

2. Dresser aussi, en présence de l'autorité compétente, si elle croit devoir s'y présenter, l'inventaire de la succession;

3. Faire procéder, suivant l'usage du pays, à la vente des effets mobiliers dépendants de la succession, lorsque lesdits meubles pourront se détériorer par l'effet du temps, ou que le consul croira leur vente utile aux intérêts des héritiers du défunt;

Et 4. administrer ou liquider personnellement, ou nommer, sous leur responsabilité, un agent pour administrer et liquider ladite succession, sans que d'ailleurs l'autorité locale ait à intervenir dans ces nouvelles opérations.

Mais lesdits consuls seront tenus de faire annoncer la mort de leurs nationaux dans une des gazettes qui se publient dans l'étendue de leur arrondissement, et ne pourront faire délivrance de la succession et de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires, qu'après avoir fait acquitter toutes les dettes que le défunt pourrait avoir contractées dans le pays, ou qu'autant qu'une année sera écoulée depuis la date de la publication du décès, sans qu'aucune réclamation ait été présentée contre la succession.

Art. 27. Les consuls respectifs seront exclusivement chargés de la police interne des navires de commerce de leur nation, et les autorités locales ne pourront y intervenir qu'autant que les désordres survenus seraient de nature à troubler la tranquillité publique, soit à terre, soit à bord des bâtiments.

Mais en tout ce qui regarde la police des ports, le chargement et le déchargement des navires, la sûreté des marchandises, biens et effets, les sujets ou citoyens des deux Etats seront respectivement soumis aux lois et statuts du territoire.

Art. 28. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation. A cet effet, ils s'adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition du registre ou du rôle d'équipage, ou, si ledit navire était parti, par la copie des pièces dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie de cet équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée; il leur sera donné, de plus, toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation desdits déserteurs, qui seront eux-mêmes détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les livrer ou de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Art. 29. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, les chargeurs et les assureurs, les avaries que les navires des deux pays auraient éprouvées en mer, en se rendant dans les ports

respectifs, seront réglées par les consuls de leur nation, à moins cependant que les habitants du pays où résideraient des consuls ne se trouvassent interessés dans ces avaries; car, dans ce cas, elles devraient être réglées par l'autorité locale, toutes les fois qu'un compromis amiable ne sera pas intervenu entre les parties.

Art. 30. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés ou échoués sur les côtes du Salvador seront dirigées par les consuls de France, et, réciproquement, les consuls salvadoriens dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de France.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs, s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou vice-consuls, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 31. Les droits établis par le présent traité en faveur des sujets français sont et demeurent communs aux habitants des colonies françaises, et, réciproquement, les citoyens salvadoriens jouiront dans lesdites colonies des avantages qui sont ou seront accordés au commerce et à la navigation de la nation la plus favorisée.

Art. 32. Il est formellement convenu entre les deux Hautes Parties contractantes, qu'indépendamment des stipulations qui précèdent, les agents diplomatiques et consulaires, les citoyens et sujets de toute classe, les navires et les marchandises de l'un des deux Etats jouiront, de plein droit, dans l'autre, des franchises, priviléges et immunités quelconques consentis ou à consentir en faveur de la nation la plus favorisée, et ce, gratuitement, si la concession est gratuite, ou avec la même compensation, si la concession est conditionnelle.

Il est toutefois convenu qu'en parlant de la nation la plus favorisée, les nations espagnole et hispano-américaines ne devront pas servir de terme de comparaison,

même quand elles viendraient à être privilégiées au Salvador en matière de commerce.

Art. 33. Dans les cas où l'une des Parties contractantes jugerait que quelques-unes des stipulations du présent Traité ont été enfreintes à son préjudice, elle devrait d'abord présenter à l'autre Partie un exposé des faits ainsi qu'une demande en réparation, accompagnée des documents et des preuves nécessaires pour établir la légitimité de sa plainte, et elle ne pourrait autoriser de représailles ni se porter elle-même à des actes d'hostilité, qu'autant que la réparation demandée aurait été refusée ou arbitrairement différée.

Art. 34. Le présent Traité sera en vigueur pendant dix ans, à compter du jour de l'échange des ratifications, et si, douze mois avant l'expiration de ce terme, ni l'une, ni l'autre des deux Parties n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser l'effet, le présent Traité restera encore obligatoire pendant une année, et ainsi de suite, jusqu'à l'expiration de l'année qui suivra la déclaration officielle en question.

Art. 35. Le présent Traité, composé de trente-cinq articles, sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans la ville de Guatemala dans le délai d'un an, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-dessus nommés l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Guatemala, le deux janvier mil huit cent cinquante-huit.

(L. S.) Signé: *A de Botmiliau.*

(L. S.) Signé: *José Antonio Ortiz Urruela.*

XXXVII.

*Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la France et la République de Nicaragua, conclu à Washington, le 11 avril 1859 *).*

Sa Majesté l'Empereur des Français et la République de Nicaragua, désireux de maintenir et de fortifier les

---

*) Les ratifications ont été échangées à Paris le 10 janvier 1860.

relations de bonne amitié qui existent heureusement entre eux, et de favoriser les relations commerciales entre leurs sujets et citoyens respectifs, ont jugé convenable de conclure un Traité d'amitié, de commerce et de navigation, et, à cet effet, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, à savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. le comte de Sartiges, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son envoyé extraordinaire à Washington;

Et Son Excellence le Président de la République de Nicaragua, M. le général Maximo Perez, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Washington:

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Il y aura paix constante et amitié perpétuelle et sincère entre Sa Majesté l'Empereur des Français, ses héritiers et successeurs, d'une part, et la République de Nicaragua d'autre part, et les sujets et citoyens des deux Etats, sans exception ni de personnes ni de lieux.

Art. 2. Il y aura entre tous les territoires des Etats de Sa Majesté l'Empereur des Français, en Europe, et ceux de la République de Nicaragua, une liberté réciproque de commerce. Les sujets et citoyens des deux Etats pourront entrer en toute liberté, avec leurs navires et cargaisons, dans tous les lieux, ports et rivières des deux Etats qui sont ou seront dans l'avenir ouverts au commerce étranger.

Ils pourront y faire le commerce d'échelle pour y décharger, en tout ou en partie, les cargaisons par eux apportées de l'étranger, et pour former successivement leurs cargaisons de retour; mais ils n'auront pas la faculté d'y décharger les marchandises qu'ils auraient reçues dans un autre port du même Etat, ou, autrement, de faire le cabotage, qui demeure exclusivement réservé aux nationaux.

Ils pourront, sur les territoires respectifs, voyager ou séjourner, commercer tant en gros qu'en détail, comme les nationaux, louer et occuper les maisons, magasins et boutiques qui leur seront nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent, et recevoir des consignations, être admis comme caution aux douanes, quand il y aura plus d'un an qu'ils seront établis sur les lieux

et que les biens fonciers qu'ils y posséderont présenteront une garantie suffisante.

Ils seront entièrement libres de faire leurs affaires eux-mêmes ou de se faire suppléer par qui bon leur semblera, facteur, agent consignataire ou interprète, sans avoir, comme étrangers, à payer aucun surcroît de salaire ou rétribution.

Ils seront également libres, dans tous leurs achats comme dans toutes leurs ventes, de fixer le prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que destinés à l'exportation, sauf à se conformer aux lois et règlements du pays.

Art. 3. Sa Majesté l'Empereur des Français s'oblige, en outre, à ce que les citoyens de Nicaragua jouissent de la même liberté de commerce et de navigation stipulée dans l'article précédent, dans les domaines de Sa Majesté situés hors d'Europe, qui sont ou seront dans l'avenir ouverts au commerce et à la navigation de la nation la plus favorisée; et, réciproquement, les droits établis par le présent Traité en faveur des Français seront communs aux habitants des colonies françaises.

Art. 4. Les sujets et citoyens respectifs jouiront, dans les deux Etats, d'une constante et complète protection pour leurs personnes et leurs propriétés; ils auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, et cela, aux mêmes conditions qui seront en usage pour les citoyens du pays dans lequel ils résideront.

Ils seront maîtres à cet effet d'employer, dans toutes les circonstances, les avocats, avoués et agents de toute classe qu'ils jugeront à propos; enfin ils auront la faculté d'être présents aux décisions et sentences des tribunaux dans les causes qui les intéresseront, comme aussi à toutes les enquêtes et dépositions de témoins qui pourront avoir lieu à l'occasion des jugements, toutes les fois que les lois des pays respectifs permettront la publicité de ces actes.

Ils seront d'ailleurs exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, ainsi que de toutes les contributions de guerre, emprunts forcés, réquisitions militaires, et, dans tous les autres cas, ils ne pourront être assujettis, pour leurs propriétés, soit mobilières, soit immobilières, ni à aucun autre titre quelconque, à d'autres

charges ordinaires ou extraordinaires que celles payées par les nationaux eux-mêmes.

Les sujets et citoyens des deux Pays auront le droit de se transporter en tous lieux sur les territoires de l'un et de l'autre Pays, et jouiront, en toute circonstance, de la même sécurité que les sujets et citoyens du pays dans lequel ils résident, à la condition par eux d'observer dûment les lois et ordonnances.

Art. 5. Les Français catholiques jouiront dans la République de Nicaragua, sous le rapport de la religion et du culte, de toutes les libertés, garanties et protection dont les nationaux y jouissent; et les citoyens du Nicaragua catholiques jouiront également en France des mêmes libertés, garanties et protection que les nationaux.

Les Français professant un autre culte, qui se trouveraient dans la République de Nicaragua, jouiront également de la plus parfaite et entière liberté de conscience, sans pouvoir être inquiétés, molestés ou tourmentés pour cause de religion. Ils ne pourront pas non plus être inquiétés, molestés ou tourmentés dans l'exercice de leur religion, dans des maisons particulières, dans des chapelles, ou dans des places destinées à leur culte, pourvu qu'en agissant ainsi, ils observent la bienséance due au culte divin et le respect dû aux lois du Pays. La liberté leur sera aussi accordée d'ensevelir ceux des leurs qui viendraient à décéder sur les territoires de la République de Nicaragua dans des places convenables, appropriées et choisies par eux-mêmes à cet effet, à la connaissance des autorités locales, sans que leurs funérailles ou sépultures puissent être troublées d'aucune manière ni sous aucun prétexte.

De la même manière, les citoyens du Nicaragua appartenant à une autre religion que la religion catholique jouiront des mêmes droits dans les territoires des Etats de Sa Majesté l'Empereur des Français.

Art. 6. Les sujets et les citoyens des deux Pays seront libres de disposer comme il leur conviendra, par vente, donation, échange, testament, ou de quelque autre manière que ce soit, de tous les biens qu'ils posséderaient sur les territoires respectifs. De même, les sujets ou citoyens de l'un des deux Etats qui seraient héritiers de biens situés dans l'autre pourront succéder, sans empêchement, à deux desdits biens qui leur seraient dévolus ab intestat; et les héritiers ou légataires ne seront pas

tenus à acquitter des droits de succession autres ou plus élevés que ceux qui seraient supportés dans des cas semblables par les nationaux eux-mêmes.

Art. 7. Les sujets et citoyens de l'un et l'autre Etat ne pourront être respectivement soumis à aucun embargo, ni être retenus avec leurs navires, équipages et cargaisons et effets de commerce pour une expédition militaire quelconque, ni pour quelque usage public ou particulier que ce soit, sans qu'il soit immédiatement accordé aux interessés une indemnité suffisante pour cet usage, et pour les torts et les dommages qui, n'étant pas purement fortuits, naîtront du service auquel ils seront obligés.

Art. 8. Si (ce qu'à Dieu ne plaise!) la paix entre les deux Hautes Parties contractantes venait à être rompue, il sera accordé, de part et d'autre, un délai de six mois aux commerçants qui se trouveront sur les côtes, et d'une année entière à ceux qui se trouveront dans l'intérieur du pays pour régler leurs affaires et pour disposer de leurs propriétés, et, en outre, un sauf-conduit leur sera délivré pour s'embarquer dans tel port qu'ils désigneront de leur propre gré.

Tous les autres sujets et citoyens ayant un établissement fixe et permanent dans les Etats respectifs, pour l'exercice de quelque profession ou occupation particulière, pourront conserver leur établissement et continuer leur profession sans être inquiétés en aucune manière, et ceux-ci, aussi bien que les négociants, conserveront la pleine possession de leur liberté et de leurs biens, tant qu'ils ne commettront aucune offense contre les lois du pays. Enfin, leurs propriétés ou biens, de quelque nature qu'ils puissent être, comme aussi les deniers dus par les particuliers ou par l'Etat, et les actions de banque ou de compagnies, ne seront assujettis à d'autres embargos, séquestre, ni à aucune autre réclamation, que ceux qui pourraient avoir lieu à l'égard des mêmes effets ou propriétés appartenant à des nationaux.

Art. 9. Le commerce français dans le Nicaragua, et le commerce nicaraguaien en France, seront traités, sous le rapport des droits de douane, tant à l'importation qu'à l'exportation, comme celui de la nation la plus favorisée.

Dans aucun cas, les droits d'importation imposés en France sur les produits du sol ou de l'industrie de Nicaragua, et dans le Nicaragua sur les produits du sol ou de l'industrie de la France, ne pourront être autres ou

plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produits importés par la nation la plus favorisée.

Aucune prohibition d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des deux pays, qu'elle ne soit également étendue à toutes les autres nations.

Les formalités qui pourraient être requises pour justifier de l'origine et de la provenance des marchandises respectivement importées dans l'un des deux Etats seront également communes à toutes les autres nations.

Art. 10. Les produits du sol et de l'industrie de l'un des deux pays payeront, dans les ports de l'autre, les mêmes droits d'importation, qu'ils soient chargés sur navires français ou nicaraguaiens.

De même, les produits exportés acquitteront les mêmes droits et jouiront des mêmes franchises, allocations et restitutions qui sont ou seront reservées aux exportations faites sur bâtiments nationaux. Toutefois, il est fait exception à ce qui précède en ce qui concerne les avantages et encouragements particuliers dont la pêche nationale est ou pourra être l'objet dans l'un ou l'autre pays.

Art. 11. Les navires français arrivant dans les ports de Nicaragua ou en sortant, et les navires nicaraguaiens à leur entrée en France ou à leur sortie, ne seront assujettis à d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de phare, de port, de pilotage, de quarantaine ou autres affectant le corps du bâtiment, que ceux auxquels sont ou seront respectivement assujettis les navires nationaux dans les deux pays.

Les droits de tonnage et autres qui se prélèvent en raison de la capacité des navires seront d'ailleurs perçus en France, pour les navires nicaraguaiens, d'après le registre nicaraguaien du navire, et, pour les navires français dans le Nicaragua, d'après le passe-port ou congé français du navire.

Art. 12. Les navires respectifs qui relâcheront dans les ports ou sur les côtes de l'un ou de l'autre État ne seront assujettis à aucun droit de navigation, sous quelque dénomination que ces droits soient respectivement établis, sauf les droits de pilotage, phare et autres de même nature, représentant le salaire de services rendus par des industries privées, pourvu que ces navires n'effectuent aucun chargement ni déchargement de marchandises.

Toutes les fois que les citoyens des deux Hautes Parties

contractantes seront forcés de chercher un refuge ou un asile dans les rivières, baies, ports ou territoires de l'autre, avec leurs navires tant de guerre que marchands, publics ou particuliers, par l'effet du mauvais temps ou de la poursuite des pirates ou des ennemis, il leur sera donné toute protection pour qu'ils puissent réparer leurs navires, se procurer des vivres et se mettre en état de continuer leur voyage sans aucun empêchement; et même, dans le cas où, à raison de relâche forcée, les navires respectifs seraient obligés de déposer à terre les marchandises composant leurs chargements, ou de les transborder sur d'autres navires pour éviter qu'elles ne dépérissent, il ne sera exigé d'eux d'autres droits que ceux relatifs aux loyers de magasins, cours et chantiers qui seraient nécessaires, pour déposer les marchandises et pour réparer les avaries des bâtiments.

De plus, les citoyens des deux Etats qui navigueront sur des bâtiments de guerre ou marchands, ou sur des paquebots, se prêteront, en haute mer et sur les côtes, toute espèce de secours, en vertu de l'amitié qui existe entre les deux Etats.

Art. 13. Seront considérés comme français les bâtiments construits en France, ou ceux acquis par achat ou autre titre translatif de propriété, ou ceux qui, capturés sur l'ennemi par des armements français, auront été déclarés de bonne prise, ou enfin ceux qui auront été condamnés par les tribunaux français pour infraction aux lois, pourvu toutefois que les propriétaires, les capitaines et les trois quarts de l'équipage soient français.

De même, devront être considérés comme nicaraguaiens les bâtiments construits dans le territoire de Nicaragua, ou ceux acquis par achat ou tout autre titre translatif de propriété, ou ceux qui, capturés sur l'ennemi par des bâtiments de guerre de la République, auront été déclarés de bonne prise, ou enfin ceux qui auront été condamnés par les tribunaux de Nicaragua pour infraction aux lois, pourvu toutefois que les propriétaires, les capitaines et la moitié de l'équipage soient nicaraguaiens.

Les deux Parties contractantes se réservent d'ailleurs le droit, si les intérêts de leur navigation venaient à souffrir de la teneur de cet article, d'y apporter, quand elles le jugeraient opportun, telles modifications qui leur

paraîtraient convenables aux termes de leur législation respective.

Il est convenu, en outre, que tout navire français ou nicaraguaien, pour jouir, aux conditions ci-dessus, du privilége de sa nationalité, devra être muni d'un passeport, congé ou registre, dont la forme sera réciproquement communiquée, et qui, certifié par l'autorité compétente pour le délivrer, constatera:

1. D'abord, le nom, la profession et la résidence en France ou dans le Nicaragua du propriétaire, en exprimant qu'il est unique, ou des propriétaires, en indiquant leur nombre et dans quelle proportion chacun possède;

2. Le nom, la dimension, la capacité et enfin toutes les particularités du navire qui peuvent le faire reconnaître ainsi qu'établir sa nationalité.

Art. 14. Les navires, marchandises et effets appartenant à des citoyens de l'une des parties contractantes, qui auraient été pris par des pirates, soit dans les limites de leur juridiction, soit en pleine mer, et qui auraient été conduits ou trouvés dans les rivières, rades, baies, ports ou domaines de l'autre Partie, seront remis à leurs propriétaires en payant, s'il y a lieu, les frais de reprise, qui seront déterminés par les tribunaux respectifs, lorsque le droit de propriété aura été prouvé devant les tribunaux, et sur la réclamation qui devra être faite, dans le délai d'un an, par les parties intéressées, par leurs fondés de pouvoir ou par les agents des gouvernements respectifs.

Art. 15. S'il arrive que l'une des deux Hautes Parties contractantes soit en guerre avec un autre Etat, aucun sujet ou citoyen de l'autre Partie contractante ne pourra accepter de commissions ou lettres da marque pour aider l'ennemi à agir hostilement contre la Partie qui se trouve en guerre, ou pour inquiéter le commerce ou les propriétés de ses sujets ou citoyens, ni s'enrôler dans ses troupes.

Art. 16. Les deux Hautes Parties contractantes adoptent dans leurs relations mutuelles le principe que le pavillon couvre la marchandise. Si l'une des deux Parties restre neutre, dans le cas où l'autre viendrait à être en guerre avec quelque puissance, les marchandises couvertes du pavillon neutre, excepté la contrebande de guerre, seront aussi réputées neutres, même quand elles

appartiendraient aux ennemis de l'autre Partie contractante.

Ils est également convenu que la liberté du pavillon s'étend aux individus qui seraient trouvés à bord des bâtiments neutres, et que lors même qu'ils seraient ennemis des deux Parties, ils ne pourront être extraits des bâtiments neutres, à moins qu'ils ne soient militaires, et alors engagés au service de l'ennemi.

Il est également convenu que la propriété neutre, excepté la contrebande de guerre trouvée à bord d'un bâtiment ennemi, sera aussi considérée comme neutre.

Les deux Hautes Parties contractantes n'appliqueront ces principes qu'aux puissances qui les reconnaîtront également.

Art. 17. Dans le cas où l'une des Hautes Parties contractantes serait en guerre et où ses bâtiments auraient à exercer en mer le droit de visite, il est convenu que, s'ils rencontrent un navire appartenant à une Partie demeurée neutre, les premiers resteront hors de portée de canon, et qu'ils pourront y envoyer dans leurs canots seulement deux ou trois personnes chargées de procéder à l'examen des papiers relatifs à sa nationalité et à son chargement. Les commandants seront responsables de toute vexation ou acte de violence qu'ils commettraient ou toléreraient dans cette occasion.

Il est également convenu que, dans aucun cas, la Partie neutre ne pourra être obligée à passer à bord du bâtiment visiteur, ni pour exhiber ses papiers, ni pour toute autre cause que ce soit.

La visite ne sera permise qu'à bord des bâtiments qui navigueraient sans convoi. Il suffira, quand ils seront convoyés, que le commandant du convoi déclare verbalement et sur sa parole d'honneur que les navires placés sous sa protection ou sous son escorte appartiennent à l'Etat dont il arbore le pavillon, et qu'il déclare, lorsque les navires seront destinés pour un port ennemi, qu'ils n'ont pas de contrebande de guerre.

Art. 18. Dans le cas où l'un des deux pays serait en guerre avec quelque autre puissance, les citoyens de l'autre pays pourront continuer leur commerce avec les Etats belligérants, quels qu'ils soient, excepté avec les villes ou ports qui seraient réellement assiégés ou bloqués. Il est également entendu qu'on n'envisagera comme assiégées ou bloquées que les places qui se trouveraient

attaquées par une force belligérante capable d'empêcher les neutres d'entrer. Bien entendu que cette liberté de commerce et de navigation ne s'étendra pas aux articles réputés contrebande de guerre, tels que bouches et armes à feu, armes blanches, projectiles, poudres, salpêtres, objets d'équipements militaires, et généralement toute espèce d'armes et d'instruments de fer, acier, cuivre, ou de toute autre matière, expressément fabriqués pour faire la guerre par terre ou par mer.

Aucun navire de l'une ou l'autre des deux nations ne sera détenu pour avoir à bord des articles de contrebande de guerre toutes les fois que le patron, capitaine ou subrécargue dudit navire délivreront ces articles de contrebande de guerre au capteur, à moins que lesdits articles ne soient en quantité si considérable et n'occupent un tel espace que l'on ne puisse, sans de grands embarras, les recevoir à bord du bâtiment capteur. Dans ce dernier cas, de même que dans ceux qui autorisent légitimement la détention, le bâtiment détenu sera expédié dans le port le plus convenable et sûr qui se trouvera le plus à proximité, pour y être jugé suivant les lois.

Dans aucun cas, un bâtiment de commerce appartenant à des sujets ou citoyens de l'un des deux pays, qui se trouvera expédié pour un port bloqué par l'autre État, ne pourra être saisi, capturé et condamné, si, préalablement, il ne lui a été fait une notification ou signification de l'existence du blocus par quelque bâtiment faisant partie de l'escadre ou division de ce blocus; et pour qu'on ne puisse alléguer une prétendue ignorance des faits, et que le navire qui aura été dûment averti soit dans le cas d'être capturé s'il vient ensuite à se représenter devant le même port pendant le temps que durera le blocus, le commandant du bâtiment de guerre qui le rencontrera d'abord devra apposer son visa sur les papiers de ce navire, en indiquant le jour, le lieu et la hauteur où il l'aura visité et lui aura fait la signification en question, laquelle contiendra d'ailleurs les mêmes indications que celles exigées pour le visa.

Tous navires de l'une des deux Parties contractantes qui seraient entrés dans un port avant qu'il fût assiégé, bloqué ou investi par l'autre puissance, pourront le quitter sans empêchement, avec leurs cargaisons; et si ces navires se trouvent dans le port après la reddition de la

place, ils ne seront point sujets à la confiscation, non plus que leurs cargaisons, mais ils seront rendus à leurs propriétaires.

Art. 19. Chacune des deux Hautes Parties contractantes sera libre d'établir des consuls à résidence dans les territoires et domaines de l'autre pour la protection du commerce. Ces agents n'entreront en fonctions qu'après avoir obtenu leur exequatur du gouvernement du pays où ils seront envoyés.

Celui-ci conservera d'ailleurs le droit de déterminer les résidences où il lui conviendra d'admettre les consuls. Bien entendu que, sous ce rapport, les deux Gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune dans les deux pays à toutes les nations.

Art. 20. Les consuls respectifs et leurs chanceliers jouiront dans les deux pays des priviléges attribués à leur charge, tels que l'exemption des logements militaires et celle de toutes les contributions directes, tant personnelles que mobilières ou somptuaires, à moins toutefois qu'ils ne soient citoyens du pays où ils résident, ou qu'ils ne deviennent, soit propriétaires, soit possesseurs de bien immeubles, ou enfin qu'ils ne fassent le commerce, pour lesquels cas ils seront soumis aux mêmes taxes, charges ou impositions que les autres particuliers. Ces agents jouiront en outre de tous les autres priviléges, exemptions et immunités qui pourront être accordés, dans leur résidence, aux agents du même rang de la nation la plus favorisée.

Art. 21. Les archives, et en général tous les papiers des consulats respectifs seront inviolables, et, sous aucun prétexte, ni dans aucun cas, ils ne pourront être saisis ni visités par l'autorité locale.

Art. 22. Les consuls respectifs pourront, au décès de leurs nationaux morts sans avoir testé ni désigné d'exécuteurs testamentaires:

1. Apposer les scellés, soit d'office, soit à la réquisition des parties intéressées, sur les effets mobiliers et les papiers du défunt, en prévenant d'avance de cette opération l'autorité locale compétente, qui pourra y assister, et même, si elle le juge convenable, croiser de ses scellés ceux apposés par le consul, et dès lors ces doubles scellés ne seront levés que de concert.

2. Dresser aussi, en présence de l'autorité locale

compétente, si elle croit devoir s'y présenter, l'inventaire de la succession.

3. Faire procéder, suivant l'usage du pays, à la vente des effets mobiliers dépendant de la succession, lorsque lesdits meubles pourront se détériorer par l'effet du temps, ou que le consul croira leur vente utile aux intérêts des héritiers du défunt;

Et 4. Administrer ou liquider personnellement, ou nommer, sous leur responsabilité, un agent pour administrer et liquider ladite succession, sans que d'ailleurs l'autorité locale ait à intervenir dans ces nouvelles opérations.

Mais lesdits consuls seront tenus de faire annoncer la mort de leurs nationaux dans une des gazettes qui se publient dans l'étendue de leur arrondissement, et ne pourront faire délivrance de la succession et de son produit aux héritiers légitimes ou à leurs mandataires qu'après avoir fait acquitter toutes les dettes que le défunt pourrait avoir contractées dans le pays, ou qu'autant qu'une année se sera écoulée depuis la date de la publication du décès sans qu'aucune réclamation ait été présentée contre la succession.

Art. 23. Les consuls respectifs seront exclusivement chargés de la police interne des navires de commerce de leur nation, et les autorités locales ne pourront y intervenir qu'autant que les désordres survenus seraient de nature à troubler la tranquillité publique, soit à terre, soit à bord des bâtiments. Mais en tout ce qui regarde la police des ports, le chargement et le déchargement des navires, la sûreté des marchandises, biens et effets, les citoyens des deux États seront respectivement soumis aux lois et statuts du territoire.

Art. 24. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur pays, les matelots déserteurs des bâtiments de leur nation.

A cet effet ils adresseront par écrit aux autorités locales compétentes, et justifieront par l'exhibition du registre du bâtiment ou du rôle d'équipage, ou, si ledit navire était parti, par la copie des pièces dûment certifiée par eux, que les hommes qu'ils réclament faisaient partie de cet équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée; il leur sera donné de plus toute aide et assistance pour la recherche, saisie et arrestation desdits déserteurs, qui seront eux-

mêmes détenus et gardés dans les prisons du pays, à la réquisition et aux frais des consuls, jusqu'à ce que ces agents aient trouvé une occasion de les livrer ou de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de trois mois à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Art. 25. Toutes les fois qu'il n'y aura pas de stipulations contraires entre les armateurs, les chargeurs et les assureurs, les avaries que les navires des deux pays auraient éprouvées en mer en se rendant dans les ports respectifs seront réglées par les consuls de leur nation.

Art. 26. Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires français naufragés ou échoués sur les côtes de Nicaragua seront dirigées par les consuls de France, et, réciproquement, les consuls nicaraguaiens dirigeront les opérations relatives au sauvetage des navires de leur nation naufragés ou échoués sur les côtes de France.

L'intervention des autorités locales aura seulement lieu dans les deux pays pour maintenir l'ordre, garantir les intérêts des sauveteurs s'ils sont étrangers aux équipages naufragés, et assurer l'exécution des dispositions à observer pour l'entrée et la sortie des marchandises sauvées. En l'absence et jusqu'à l'arrivée des consuls ou viceconsuls, les autorités locales devront d'ailleurs prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des individus et la conservation des effets naufragés.

Les marchandises sauvées ne seront tenues à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient admises à la consommation intérieure.

Art. 27. La République de Nicaragua accorde, par le présent traité, à la France et aux sujets français, ainsi qu'aux propriétés françaises, le droit de transit entre les océans Atlantique et Pacifique, à travers les territoires de cette République, sur toutes routes de communication naturelles ou artificielles, soit par terre, soit par eau, qui existent aujourd'hui ou qui pourront exister dans l'avenir ou être construites sous l'autorité de Nicaragua, pour en user et en jouir de la même manière et aux mêmes termes par les deux Parties et par leurs sujets et citoyens respectifs. La République de Nicaragua toutefois réserve son plein et entier droit de souveraineté sur lesdites routes; et généralement la République de Nicaragua s'engage à accorder à la France et aux sujets français les mêmes

droits et privilèges, sous tout rapport, à l'égard du transit et des prix du transit, comme aussi tous les autres droits, priviléges ou avantages quelconques relativement au passage ou à l'emploi de troupes, ou à tout autre objet, qui sont aujourd'hui ou pourront être dans l'avenir accordés ou donnés en jouissance à la nation la plus favorisée.

Art. 28. Sa Majesté l'Empereur des Français consent, par le présent Traité, à étendre sa protection sur toutes les routes de communication ci-dessus désignées, et à garantir leur neutralité et leur usage inoffensif.

Sa Majesté Impériale consent aussi à employer son influence sur les autres nations, pour les engager à garantir cette neutralité et cette protection. Et la République de Nicaragua, de son côté, s'engage à établir un port libre à chacune des extrémités d'une des routes susdites de communication entre les océans Atlantique et Pacifique. Dans ces ports, aucuns droits de tonnage ou autres ne seront imposés ou exigés, par le Gouvernement de Nicaragua, sur les navires français, ou sur les effets ou marchandises quelconques, appartenant à des sujets français ou de quelque autre pays, destinés bona fide pour le transit à travers lesdites routes de communication, et non pas pour la consommation dans l'intérieur de la République de Nicaragua, à moins que les deux Gouvernements ne conviennent, dans l'avenir, de fixer un droit à prélever sur ces objets. Sa Majesté Impériale aura aussi la liberté, en donnant avis au Gouvernement ou aux autorités de Nicaragua, de transporter des troupes, en tant qu'elles seront destinées pour une possession française, ou quelque point d'outre-mer, et qu'on n'aura pas l'intention de les employer contre les États centre-américains et ceux en confédération avec Nicaragua; des munitions de guerre, et aussi de conduire des criminels, des prisonniers ou des condamnés avec leurs escortes, dans ses propres vaisseaux ou autrement, à l'un quelconque desdits ports libres, et ils pourront être transportés de l'un à l'autre de ces ports, sans aucun empêchement des autorités de Nicaragua, et sans aucunes charges ou droits pour leurs transports par l'une quelconque des susdites routes de communication. Et il ne sera pas imposé des charges ou des droits autres ou plus élevés, pour le transport et le transit des personnes ou des propriétés des sujets français, ou des sujets ou

citoyens de quelque autre pays que ce soit, à travers lesdites routes de communication, que ceux qui sont ou pourront être imposés sur les personnes ou les propriétés des citoyens de Nicaragua.

Et la République de Nicaragua accorde au Gouvernement français le droit de passer des contrats avec tout individu ou compagnie pour le transport des malles de la France sur lesdites routes de communication, ou sur quelque autre route que ce soit à travers l'isthme, dans des sacs fermés, dont le contenu ne pourra être destiné à être distribué dans l'intérieur de la République de Nicaragua, franc de taxes ou d'impôts de la part du Gouvernement de Nicaragua; mais cette liberté ne peut pas être étendue jusqu'à permettre à ces individus ou compagnies, en vertu de ce droit, de transporter les malles, de transporter aussi des passagers et du fret, à l'exception des employés désignés par l'administration des postes françaises pour accompagner les malles.

Art. 29. La République de Nicaragua consent, s'il devenait nécessaire, à une époque quelconque, d'employer des forces militaires pour la sécurité et la protection des personnes et des propriétés passant sur quelqu'une des susdites routes que ce soit, d'employer la force requise pour cet objet. Mais si elle manque à le faire, pour quelque cause que ce soit, Sa Majesté Impériale peut, avec le consentement ou la demande du Gouvernement de Nicaragua ou de son ministre à Paris ou à Londres, ou des autorités locales compétentes, civiles ou militaires, légalement désignées, employer ses forces dans ce but et non dans un autre; et quand la nécessité aura cessé, au jugement du Gouvernement de Nicaragua, lesdites forces seront immédiatement retirées.

Néanmoins, dans le cas exceptionnel d'un danger imminent et imprévu de la vie et des propriétés des sujets français, les forces de Sa Majesté sont autorisées à leur donner leur protection, sans que le consentement préalablement en question ait été obtenu.

Art. 30. Il est entendu, toutefois, que Sa Majesté Impériale, en accordant sa protection à ces routes de communication, et en garantissant leur neutralité et leur sécurité, entend toujours que sa protection et sa garantie sont accordées conditionnellemeut et pourront être retirées si Sa Majesté Impériale jugeait que les personnes ou la compagnie entreprenant ou exploitant ces rou-

tes adoptaient ou établissaient des règlements concernant le trafic sur ces routes, contraires à l'esprit et à l'intention de ce Traité, soit en faisant des distinctions injustes en faveur du commerce de quelque nation ou nations que ce soit, soit en commettant des exactions, soit en imposant des droits déraisonnables sur les malles, passagers, navires, denrées, marchandises et autres articles. Toutefois, lesdites protection et garantie ne seront pas retirées par Sa Majesté Impériale, sans qu'il n'en ait été donné avis, six mois auparavant, au Gouvernement de Nicaragua.

Art. 31. Et il est, en outre, entendu et convenu que, dans toute concession ou contrat qui pourrait être fait ou conclu dans la suite, par le Gouvernement de Nicaragua, ayant rapport aux routes interocéaniques dont il est question, ou à quelqu'une d'entre elles, les droits et priviléges garantis par cette Convention à Sa Majesté Impériale et aux sujets français seront pleinement protégés et réservés; et que, s'il existait aujourd'hui quelque concession ou contrat de cette sorte qui présentât un caractère valide, il est, en outre, entendu que la garantie et la protection de Sa Majesté Impériale, stipulées dans l'article 28 de ce Traité, seront tenues pour nulles et non avenues, jusqu'à ce que les possesseurs de ces concessions et de ces contrats aient reconnu les concessions faites par ce Traité à Sa Majesté Impériale et aux sujets français concernant les routes interocéaniques ou quelqu'une d'entre elles, et aient consenti à en observer les conditions et à s'y soumettre, tout comme si elles avaient été insérées dans leurs concessions ou contrats originaux. Après cette reconnaissance et cette admission, ladite garantie et protection seront en pleine force. Il est bien entendu que rien de ce qui est contenu ici ne sera interprété pour ou contre la validité de l'un quelconque de ces contrats.

Art. 32. Après dix ans, à dater de l'achèvement d'un canal, d'un chemin de fer, ou de toute autre route de communication à travers le territoire de Nicaragua, de l'océan Atlantique à l'océan Pacifique, la compagnie qui aura construit ou qui sera en possession de cette voie ne pourra partager entre ses actionnaires, directement ou indirectement, par l'émission de nouvelles actions, le payement de dividendes ou autrement, plus de quinze pour cent par an, ou dans cette proportion, sur

le produit des droits perçus. Et toutes les fois que ces droits s'élèveront à un produit supérieur, ils seront réduits au taux de quinze pour cent par an.

Art. 33. Il est entendu que rien de ce qui est contenu dans ce Traité ne devra être compris de façon à affecter la réclamation du Gouvernement et des citoyens de la république de Costa Rica à un libre passage par la rivière San Juan pour leurs personnes et leurs propriétés de l'Océan et vers l'Océan.

Art. 34. Il est formellement convenu entre les deux Hautes Parties contractantes que, indépendamment des stipulations qui précèdent, les agents diplomatiques et consulaires, les citoyens de toute classe, les navires et marchandises de l'un des deux Etats jouiront, de plein droit, dans l'autre, des franchises, priviléges et immunités quelconques consentis ou à consentir en faveur de la nation la plus favorisée, et ce, gratuitement, si la concession est gratuite, ou avec la même compensation, si la concession est conditionnelle.

Art. 35. Sa Majesté l'Empereur des Français et la République de Nicaragua, désirant rendre aussi durables et solides que les circonstances le permettront les relations qui s'établiront entre les deux puissances en vertu du présent Traité d'amitié, de navigation et de commerce, ont déclaré solennellement convenir des points suivants:

1° Le présent Traité sera en vigueur pendant vingt années, à compter du jour de l'échange des ratifications, et, si douze mois avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des deux Hautes Parties contractantes n'annonce, par une déclaration officielle, son intention d'en faire cesser les effets, ledit Traité restera encore obligatoire pendant une année, et ainsi de suite jusqu'à l'expiration de douze mois qui suivront la déclaration officielle en question, à quelque époque qu'elle ait lieu.

Il est bien entendu que, dans le cas où cette déclaration viendrait à être faite par l'une des Parties contractantes, les dispositions du Traité relatives au commerce et à la navigation seraient seules considérées comme abrogées et annulées; mais que, à l'égard des articles qui concernent les relations de paix et d'amitié, le Traité n'en restera pas moins obligatoire pour les deux puissances.

2° Si un ou plusieurs sujets ou citoyens de l'une ou

de l'autre partie venaient à enfreindre quelqu'un des articles continus dans le présent Traité, lesdits sujets ou citoyens en seront personnellement responsables, sans que, pour cela, la bonne harmonie et la réciprocité soient interrompues entre les deux nations, qui s'obligent mutuellement à ne protéger en aucune maniére l'offenseur, si, malheureusement, un des articles contenus dans le présent Traité venait, en quelque manière que ce soit, à être violé ou enfreint, il est expressément convenu que la partie qui y sera restée fidèle devra d'abord présenter à l'autre partie un exposé des faits, ainsi qu'une demande en réparation, accompagnée des documents et des preuves nécessaires pour établir la légitimité de sa plainte, et qu'elle ne pourra autoriser des représailles ni se porter elle-même à des hostilités qu'autant que la réparation demandée par elle aura été refusée ou arbitrairement differée.

Art. 36. Et dans le cas où il serait convenable et utile pour faciliter davantage la bonne harmonie entre les deux Hautes Parties contractantes, et pour éviter à l'avenir toute espèce de difficultés, de proposer ou d'ajouter quelques articles au présent Traité, il est convenu que les deux puissances se prêteront, sans le moindre retard, à traiter et à stipuler les articles qui pourraient manquer audit Traité, s'ils étaient jugés mutuellement avantageux, et que lesdits articles, après avoir été convenus et dument ratifiés, feront partie du présent Traité d'amitié, de commerce et de navigation.

Art. 37. Le présent Traité, composé de trente-sept articles, sera ratifié par Sa Majesté l'Empereur des Français et par le Gouvernement de la République de Nicaragua, et les ratifications en seront échangées à Paris, à Managua ou à Washington dans le délai de neuf mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Washington, le onze d'avril de l'an de grâce mil huit cent cinquante-neuf, en double exemplaire.

(L. S.) Signé *Sartiges.*

(L. S.) Signé *Maximo Jerez.*

XXXVIII.

Arrêté du Roi des Pays-Bas portant l'assimilation des navires du Zollverein aux navires Néerlandais, en date du 9 décembre 1850).*

Traduction.

Nous, Guillaume III. etc., etc., etc.

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances et des Colonies, du $^{4}/_{6}$ Décembre 1850;

Vu la déclaration y jointe de l'Envoyé Prussien;

Et prenant en considération que, d'après cette déclaration, il est satisfait de la part de la Prusse et des autres Etats du Zollverein aux conditions énoncées à l'article 1. de la loi du 8 Août 1850 (J. O. n°. 47) réglant les intérêts de la navigation Néerlandaise;

Vu ledit article 1. ainsi que l'art. 6 de la même loi;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1. La franchise assurée aux navires nationaux par l'article 3, §. 1, de la loi du 19 Juin 1849 (J. O. no. 28) est également accordée aux navires Prussiens et à ceux des autres Etats du Zollverein.

Art. 2. Dans les colonies et possessions de ce Royaume en d'autres parties du monde lesdits navires sont assimilés aux navires Néerlandais. Cette assimilation ne s'étend pas au cabotage dans les mers des Indes Orientales Néerlandaises.

Nos Ministres des Finances et des Colonies sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera inseré au Journal officiel.

Donné au Loo le 9 Décembre 1850.

Guillaume.

Le Ministre des Finances,

Van Bosse.

Le Ministre des Colonies,

Ch. F. Pahud.

---

*) Voir: Recueil des traités et conventions conclus par le Royaume des Pays-Bas avec les puissances étrangères, depuis 1813 jusqu'à nos jours par Lagemans. La Haye 1858. Tome 3. no. 250.

XXXIX.

Convention entre la Prusse et les Pays-Bas pour la répression de la fraude en matière des droits d'entrée, de sortie et accises, signée à la Haye, le 11 juillet 1851).*

S. M. le Roi des Pays-Bas, d'une part, et S. M. le Roi de Prusse, d'autre part, voulant prendre des mesures réciproques pour réprimer efficacement la fraude en matière des droits d'entrée, de sortie et accises, qui pourra se commettre sur les frontières limitrophes de leurs Etats respectifs, ont nommé à cet effet pour Leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi des Pays-Bas, le sieur Iman Boeije, Son Conseiller d'Etat en service extraordinaire, Commandeur, etc.

S. M. le Roi de Prusse, le sieur George Helmentag, Directeur provincial des contributions indirectes et Conseiller intime supérieur des finances à Cologne, Chevalier, etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Les parties contractantes s'engagent mutuellement à prévenir et à réprimer de commun accord la fraude sur leurs frontières limitrophes par tous les moyens convenables et compatibles avec leur organisation administrative et leur législation respective.

Art. 2. Cet engagement s'applique non seulement aux marchandises étrangères non-acquittées, c'est-à-dire qui transitent soit directement, soit par entrepôts, à travers le territoire de l'une des parties contractantes, en destination de l'autre, mais aussi aux marchandises étrangères acquittées et aux marchandises indigènes (marchandises de libre trafic), qui sont passibles de droits d'entrée à leur importation de l'un Etat dans l'autre, ou dont l'entrée y est prohibée.

Art. 3. Il ne sera toléré sur le territoire réservé de l'un des Etats contractants aucun dépôt de marchandises ou autre établissement de l'espèce, à l'égard desquels il

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 1 avril 1852.

y aurait lieu de soupçonner qu'ils sont destinés à alimenter la fraude en objets imposés ou prohibés dans l'autre Etat.

Les dépôts de marchandises étrangères non-acquittées ne seront autorisés dans le territoire réservé, que dans les localités où il existe un bureau de douanes, et ils seront placés sous la clef et sous la surveillance des agents des douanes.

Si l'on ne pouvait pas, dans certains cas, mettre ces dépôts sous clef, on recourra à des mesures de surveillance spéciale, offrant les meilleures garanties possibles.

Dans le rayon des douanes, les approvisionnements de marchandises étrangères acquittées ou de marchandises indigènes (marchandises de libre trafic), ne pourront excéder les besoins du commerce licite, c'est-à-dire les besoins du commerce pour la consommation locale du pays où ils existent. Le café ne pourra se trouver dans aucun emballage fait dans le but manifeste d'en opérer le transport frauduleux.

S'il y avait lieu de soupçonner que ces approvisionnements sont hors de proportion avec les besoins du commerce dont il s'agit, et qu'ils ont été formés en vue de la fraude, les dépôts seront soumis de la part des agents des douanes, dans les limites de la loi, à une surveillance spéciale propre à empêcher qu'ils ne servent à alimenter le commerce interlope.

Art. 4. Chacune des parties contractantes s'engage à faire surveiller sur son territoire les sujets de l'autre partie qui seront soupçonnés de se livrer à la fraude.

En conséquence les sujets de l'une des parties qui seront rencontrés sur le territoire de l'autre, transportant des marchandises sans justification légale, seront arrêtés par les agents des douanes et des contributions, et poursuivis conformément aux lois du pays où l'arrestation a lieu. Si cette justification est faite valablement, les employés les escorteront jusqu'à ce que l'exportation déclarée soit consommée selon les dispositions de la présente convention.

S'ils ne sont pas porteurs de marchandises, mais s'ils sont dépourvus de passeport régulier, et s'ils sont soupçonnés de se livrer à la fraude, ils seront conduits devant l'autorité locale compétente qui les fera ramener à la frontière, conformément aux lois du pays.

Art. 5. Tout transport de marchandises, y compris

les marchandises étrangères acquittées et celles indigènes (marchandises de libre trafic) passant de l'un des Etats contractants dans l'autre, ne pourra avoir lieu qu'après le lever et avant le coucher du soleil par les bureaux et routes désignés pour l'exportation, et sera couvert du document requis par la loi pour circuler dans le territoire réservé. Ce document indiquera la route à suivre pour arriver au bureau correspondant de l'autre Etat, et énoncera le délai accordé pour atteindre la frontière. Ce délai ne pourra pas excéder le temps fixé en général par les règlements en vigueur pour les transports.

Art. 6. Tout transport de marchandises circulant sur le territoire réservé ou destiné à l'exportation, devant d'après la législation Prussienne être couvert de documents de douanes pour justifier cette circulation ou exportation, et semblable disposition n'étant pas généralement prescrite par la loi de douanes Néerlandaise, les hautes parties contractantes sont convenues qu'à titre de réciprocité il sera dérogé aux dispositions des articles 143 et 161 de la loi générale des Pays-Bas du 26 Août 1822, en ce qui concerne le café, de telle manière que l'exportation de cette denrée par la frontière limitrophe de la Prusse, ainsi que la circulation intérieure de cette denrée sur le même territoire, dans les limites déterminées à l'art. 177 de la loi précitée, devra, pour les quantités dépassant quatre livres des Pays-Bas, être couverte d'un passavant, lequel, après que la déclaration en sera faite suivant l'article 120 de la même loi, sera délivré par le receveur le plus prochain du lieu de l'enlèvement, et indiquera, outre la quantité à transporter, le lieu de la destination, la route à suivre, ainsi que le délai en déans duquel le transport ou l'exportation devra être effectué.

Tout transport non justifié de la manière prescrite sera saisi par les employés des douanes, et les peines prenoncées par les lois des Pays-Bas contre l'exportation ou la tentative d'exportation frauduleuse y seront applicables.

Art. 7. L'administration des Pays-Bas ne permettra la sortie, par la frontière limitrophe de la Prusse, des marchandises étrangères non acquittées ou de marchandises indigènes pour lesquelles il y a décharge ou remboursement des droits de douanes ou d'accises, que par les bureaux et les routes de douanes (heerbanen) désignés dans l'annexe A.

De même l'administration Prussienne ne permettra la sortie par la frontière limitrophe des Pays-Bas, des marchandises étrangères non acquittées ou des marchandises indigènes pour lesquelles il y a décharge ou remboursement des droits de douanes ou d'accises, que par les bureaux et les routes de douanes (Zollstrassen) désignés dans l'annexe B.

Le transport de ces marchandises, à partir du bureau de sortie jusqu'à la frontière, et dans la direction du bureau d'entrée correspondant, ne pourra de part et d'autre se faire que par les routes autorisées à cet effet et qui débouchent sur les routes de douanes (heerbanen) (Zollstrassen) des bureaux d'entrée.

Les marchandises dont parlent les deux premiers alinéas du présent article seront convoyées par un ou plusieurs employés du dernier bureau de sortie de l'Etat d'où elles viennent, jusqu'au premier bureau de douanes dans l'autre Etat.

Les documents relatifs à ces marchandises seront remis à l'employé convoyeur, qui les rapportera immédiatement au bureau de sortie, revêtus du visa des employés du bureau d'entrée correspondant.

Ces transports ne pourront, à moins de force majeure, s'arrêter entre le dernier bureau à la sortie et le territoire étranger; l'exportation devra s'effectuer sans retard, et la marchandise ne pourra rétrograder que si, à raison des attributions du bureau d'entrée correspondant dans l'autre Etat, elle ne pouvait pas y être admise à l'entrée.

Dans ce cas, cette circonstance sera constatée par le receveur de ce bureau sur les mêmes documents, et la marchandise sera immédiatement réexportée sous le convoi des mêmes employés de l'un Etat, auxquels il sera adjoint jusqu'à la frontière un ou plusieurs employés de l'Etat où elle n'a pu être admise.

Quand le transport se fait par le Rhin, l'escorte des marchandises du dernier bureau de sortie de l'un Etat jusqu'au premier bureau d'entrée de l'autre Etat pourra être remplacée par l'apposition sans frais pour le commerce de plombs ou de scellés sur les collis ou sur le bateau, ou bien par le maintien de ceux qui s'y trouvent déjà appliqués.

Ces plombs ou scellés ne pourront être enlevés que par les employés au premier bureau d'entrée de l'autre

Etat, qui renverront sans délai et munis de leur visa, les documents au dernier bureau de sortie.

Art. 8. Les administrations des douanes des deux pays se communiqueront le tableau indiquant les attributions des bureaux d'entrée et de sortie correspondants sur la frontière limitrophe.

Si une déclaration à la sortie était faite pour une quantité ou une espèce de marchandises autres que celles qui pourraient être admises au bureau d'entrée correspondant, le receveur du bureau de sortie en fera l'observation au déclarant, et si celui-ci persiste à vouloir lever l'expédition, ce receveur en préviendra immédiatement son collègue du bureau d'entrée correspondant.

Art. 9. L'établissement ou le maintien, malgré la défense de l'administration des douanes, de dépôts et approvisionnements mentionnés à l'article 3, les infractions aux mesures de surveillance prescrites et le transport des marchandises destinées à l'exportation de l'un Etat dans l'autre, sans les documents mentionnés aux articles 5 et 7, après le coucher et avant le lever du soleil, ou par d'autres routes que celles désignées dans ces documents, ou en dehors du délai qui y est fixé, seront punis conformément aux lois en vigueur dans l'Etat où l'infraction a été commise.

Si, hors les cas de force majeure, l'exportation des marchandises dont parle le 4. alinéa de l'article 7 était différée nonobstant l'invitation des employés convoyeurs, la saisie en sera provisoirement déclarée, et l'exportation subséquente ne pourra avoir lieu que du consentement du fonctionnaire supérieur du bureau de sortie.

Art. 10. Les fonctionnaires et employés des contributions indirectes et de douanes, et les autres autorités compétentes dans les deux Etats se prêteront mutuellement et en toute circonstance l'appui réclamé pour l'exécution des mesures légales propres à prévenir, constater et punir les contraventions des douanes, tentées ou consommées au préjudice de l'un ou de l'autre de ces Etats.

Par contravention de douanes on entend non seulement la fraude des droits d'entrée, de sortie ou de transit, établis dans les Etats contractants, mais aussi les infractions aux prohibitions d'entrée, de sortie ou de transit existant dans chaque Etat et à la prohibition des objets

dont ces Etats se sont réservés le monopole, tels que, par rapport à la Prusse, le sel et les cartes à jouer.

Il est entendu que cette prohibition des marchandises, objets d'un monopole, cessera ses effets lorsque le Gouvernement de l'Etat intéressé jugera convenable d'autoriser l'entrée de ces marchandises sous certaines conditions.

Art. 11. Les fonctionnaires et employés désignés à l'article précédent sont tenus, sans qu'il soit nécessaire de les y inviter spécialement, d'user de tous les moyens légaux propres à prévenir, constater ou punir les contraventions de douanes tentées ou commises au préjudice de l'un ou de l'autre des Etats contractants et de se communiquer réciproquement ce qu'ils auront appris à cet égard.

Art. 12. En cas de poursuite de fraudeurs ou de recherche de traces de fraude, les fonctionnaires et employés désignés ci-dessus sont expressément autorisés à pénétrer à la frontière limitrophe sur le territoire de l'autre Etat, afin d'avertir les fonctionnaires ou employés de cet Etat, lesquels devront sur le champ prendre les mesures légales nécessaires pour constater et faire punir la contravention de douanes commise ou tentée.

Ils seront tenus aussi de signaler réciproquement dans le délai le plus court les tentatives et les faits de fraude qu'ils sauraient avoir lieu au préjudice de l'autre Etat.

Il sera ouvert à cette fin, dans chaque poste de surveillance sur les frontières limitrophes, un registre dans lequel ces communications seront inscrites.

Si les renseignements reçus récèlent l'existence de dépôts de marchandises destinées à alimenter la fraude dans l'autre Etat, de promptes investigations seront faites, et le résultat de ces investigations, de même que les mesures prescrites seront immédiatement communiqués aux fonctionnaires ou employés de l'Etat intéressé.

Art. 13. Le concours des fonctionnaires des deux Etats pour la découverte ou la répression des contraventions de douanes, mentionné à l'article 10, consiste notamment à réunir les divers éléments de preuve de la fraude pratiquée ou tentée, afin d'en faciliter la poursuite par l'autorité judiciaire du pays où elle a été commise.

Comme conséquence de ce principe, les fonctionnaires et employés des douanes et des contributions indirectes de l'un des Etats pourront être appelés à déposer des

circonstances de la fraude à la réquisition de leurs chefs, faite de la part des fonctionnaires compétents de l'autre Etat, soit devant ces fonctionnaires, soit devant l'autorité de l'Etat auquel ils appartiennent.

Art. 14. Les bureaux frontières des douanes se communiqueront réciproquement chaque semaine un extrait des registres de douanes, certifié exact par le receveur, et faisant connaître l'espèce et la quantité des marchandises étrangères non acquittées passées en transit, et des marchandises indigènes pour lesquelles il a été accordé décharge ou remboursement des droits de douane ou d'accises à la sortie.

Quant aux marchandises étrangères acquittées et aux marchandises indigènes (marchandises de libre trafic) autres que celles désignées ci-dessus, passant d'un Etat dans l'autre, les fonctionnaires et employés des douanes de chaque bureau de frontière auront respectivement la faculté de prendre au bureau correspondant de l'autre Etat, inspection des registres des documents de transport et d'exportation.

Art. 15. Les hautes parties contractantes s'engagent à se concerter sur un régime d'importation, d'exportation et de transit par le chemin de fer qui sera établi entre les deux pays, offrant toutes les garanties desirables contre la fraude, de manière que les articles 5 et 7 (4me alinéa) et 14 (1. alinéa) ne soient pas applicables aux marchandises importées, exportées ou transitant par ce railway, et présentant les mêmes facilités au service international qui sont accordées au chemin de fer entre la Prusse et la Belgique.

Art. 16. Pour mieux assurer l'efficacité des mesures convenues par les dispositions qui précèdent, les fonctionnaires supérieurs des douanes dans les deux Etats contractants seront invités à entretenir des relations mutuelles de bon voisinage et à se réunir de temps à autre pour se communiquer leurs observations et renseignements sur les mouvements de la fraude, et se concerter sur les mesures à prendre pour la réprimer.

Art. 17. Il sera loisible à chacun des Etats qui font ou feront partie de l'association douanière Allemande, d'adhérer aux dispositions de la présente convention.

Art. 18. La présente convention sera mise à exécution un mois après l'échange des ratifications, et restera en vigueur jusqu'à la fin de l'an mil huit cent soixante

six; et si, six mois avant l'expiration de ce terme, ni l'une ni l'autre des hautes parties contractantes n'annonce par une déclaration officielle son intention d'en faire cesser l'effet, la convention sera maintenue, pendant un an au-delà de ce terme, et ainsi de suite d'année en année.

Art. 19. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à la Haye, dans l'espace de six mois à dater du jour de sa signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé cette convention et y ont apposé leurs cachets.

Arrêtée et faite en double à la Haye, le 11 Juillet 1851.

Boeye. (L. S.) *Helmentag.* (L. S.)

A. Etat des bureaux de douanes des Pays-Bas, situés à la frontière de la Prusse, qui sont ouverts au transit et à l'exportation avec décharge des droits, indiquant en même temps les routes autorisées et les bureaux correspondants.

Désignation des provinces.	Désignation des bureaux.	Attributions.	Routes autorisées.	Bureaux correspondants de la Prusse.
le Limbourg	Vaals	Exportation avec décharge de l'accise (1); transit (2)	La route de Maastricht à Aix la Chapelle.	Le Neben-Zoll-Amt de 1. classe à Vaalser-quartier.
	Sittard	Transit	La route de Sittard à Geilenkirchen.	Le Neben-Zoll-Amt de 1. classe à Wehr.

(1) Sous le terme général „Exportations sous décharge de l'accise" ne sont pas comprises les exportations des boissons fortes, du savon et de la tourbe, qui exigent une mention spéciale.

(2) Le transit est général à la seule exception du sel.

Désignation des provinces.	Désignation des bureaux.	Attributions.	Routes autorisées.	Bureaux correspondants de la Prusse.
	Posterholt	Transit de chaux, non éteinte, exportation de sel avec décharge concessionnée spécialement à la veuve Thijssen, saunière à Roermond.	La route de Roermond par Kapel, Melik et Odilienberg à Hensberg.	Le Neben-Zoll-Amt de 2. classe à Karken.
	Roermond	Exportation avec décharge de l'accise, transit.	La route de Roermond par Herkenbosch et Kivit à Wassenberg.	Le Neben-Zoll-Amt de 2. classe, et Ansage-Amt à Rothenbach et Wassenberg (Haupt-Zoll-Amt.)
	Kivit	Transit.		
	Swalmen	Transit.	La route de Roermond par Swalmen à Bruggen.	Le Neben-Zoll-Amt de 2. classe à Swalmen.
	Tegelen	Transit.	La route par Steijl à Kaldenkirchen.	Le Neben-Zoll-Amt de 2. classe à Heijdenent.
	Venlo	Exportation sous décharge de l'accise.	Les routes à Kaldenkirchen par Straelen à Geldern.	Le Neben-Zoll-Amt de 2. classe et Ansage-Amt à Schwanenhaus et Kaldenkirchen (Haupt-Zoll-Amt.)

Désignation des provinces.	Désignation des bureaux.	Attributions.	Routes autorisées.	Bureaux correspondants de la Prusse.
				Le Neben-Zoll-Amt de 1. classe à Dammerbruck.
	La barrière de Cologne (Lindenboom près de Venlo)	Transit.	La route de Venlo à Kaldenkirchen.	Le Neben-Zoll-Amt de 2. classe et Ansage-Amt à Schwanenhaus et Kaldenkirchen (Haupt-Zoll-Amt.)
	La barrière de Wesel (Veendahl) près de Venlo.	Transit.	La route de Venlo par Straelen à Geldern.	Le Neben-Zoll-Amt de 1. classe à Dammerbruck.
	Arcen.	Transit.	La route par Straelen à Kempen.	Le Neben-Zoll-Amt de 2. classe à Lingsfort.
	Well.	Transit.	La route à Weeze.	
	Hekkens	Transit.	La route par Grunewald à Cleve.	Le Neben-Zoll-Amt de 1. classe à Grunewald.
la Gueldre.	Beek.	Exportation sous décharge de l'accise, transit.	La route par Wyler à Cleve.	Le Neben-Zoll-Amt de 1. classe et Ansage-Amt à Wyler et Cranenburg (Haupt-Zoll-Amt.)
	Lobith.	Exporta-	La digue de	Le Ansage-

Désignation des provinces.	Désignation des bureaux.	Attributions.	Routes autorisées.	Bureaux correspondants de la Prusse.
		tion sous décharge de l'accise, avec inclusion des boissons fortes, du savon et de la tourbe, et à l'exclusion du sel. Transit avec inclusion du sel.	Spijk et le Rhin.	Amt à Spijker-Fähre et Emmerich (Haupt-Zoll-Amt.)
	Babberik	Exportation sous décharge de l'accise avec inclusion des boissons fortes et du savon, et à l'exclusion du sel, transit.	La route d'Arnhem à Emmerich	Le Neben-Zoll-Amt de 1. classe et Ansage-Amt Elten et Emmerich (Haupt-Zoll-Amt.)
	's Heerenberg	Exportation sous décharge de l'accise, transit.	La route par Bergerdijk à Emmerich.	Le Neben-Zoll-Amt de 2. classe et Ansage-Amt à 's Heerenbergerbruck et Emmerich (Haupt-Zoll-Amt.)
	Kijfhutte.	Transit de fils de coton non tors et non teints.	La route d'Aalten à Bochold.	Le Neben-Zoll-Amt de 2. classe à Kreuz-Kapelle et à

Désignation des provinces.	Désignation des bureaux.	Attributions.	Routes autorisées.	Bureaux correspondants de la Prusse.
la Gueldre				Suderwijck et Bocholt et Anholt (Neben-Zoll-Aemter de 1. classe.)
	Kotten	Transit des objets non soumis à l'accise.	La route de Winterswijk à Borken.	Le Neben-Zoll-Amt de 2. classe à Kotten.
	Holterhoek.	Transit des objets non soumis à l'accise.	La route de Groenlo et d'Eibergen à Coesfeld.	Le Neben-Zoll-Amt de 1. classe à Vreden.
	Oldenkotte.	Exportation sous décharge de l'accise du vin et du sucre, transit.	La route de Groenlo et d'Eibergen à Coesfeld.	Les Neben-Zoll-Aemter de 2. classe et Ansage-Amt à Oldenkotte et à Zwillbroek et Vreden (Neben-Zoll-Amt de 1. classe.)
l'Overyssel.	Glanebrugge.	Exportation sous décharge de l'accise avec inclusion du savon et à l'exclusion du sel et sucre (1).	La route d'Enschedé à Munster.	Le Neben-Zoll-Amt de 2. classe et Ansage-Amt à Glanerbruck et Gronau (Neben-Zoll-Amt de 1. classe.)

(1) Néanmoins l'exportation de sucre sous décharge de l'accise pourra avoir lieu par ce bureau, sur une autorisation spéciale du Directeur, qui devra être renouvelée pour chaque expédition.

B. Etat de bureaux de douanes de la Prusse situés sur les frontières des Pays-Bas, qui sont ouverts au transit ou à l'exportation, avec décharge des droits, indiquant en même temps les routes autorisées et les bureaux correspondants.

Désignation des provinces.	Désignation des bureaux.	Attributions.	Routes autorisées.	Bureaux correspondants dans les Pays-Bas.
Province Rhénane.	Aix-la Chapelle, bureau principal.	Attributions illimitées.	La route de Maastricht à Aix-la Chapelle par le bureau de Vaalser-quartier.	Vaals.
	Wassenberg, bureau principal.	Attributions illimitées.	La route de Roermond à Wassenberg par le bureau de Rothenbach.	Kivit.
	Kaldenkirchen bureau principal.	Attributions illimitées.	La route de Venlo à Kaldenkirchen par le bureau de Schwanenhaus.	La barrière de Cologne, (Lindenboom près de Vento.)
	Cranenburg, bureau principal.	Attributions illimitées.	La route de Nimègue à Cranenburg par le bureau de Wyler, passant par le bureau de Beek.	Beek.

Désignation des provinces.	Désignation des bureaux.	Attributions.	Routes autorisées.	Bureaux correspondants dans les Pays-Bas.
	Emmerich, bureau principal.	Attributions illimitées.	a. (Sur le Rhin) la route de Nimègue et d'Arnhem à Emmerich par le bureau de Spyker Fähre.	Lobith.
			b. (Par terre la route d'Arnhem à Emmerich par le bureau d'Elten.	Babberik.
Province de Westphalie.	Vredenburg, bureau de 1. classe.	Transit par les bureaux principaux d'Emmerich, de Wesel, de Coesfeld, de Rheine et de Munster; et exportation avec décharge des droits sur des objets indigènes et sur des tissus de coton fabriqués de fils étrangers.	La route de Zutphen à Wreden par les bureaux de Zwillbroek et d'Oldenkotte.	Holterhoek et Oldenkotte.

Désignation des provinces.	Désignation des bureaux.	Attributions.	Routes autorisées.	Bureaux correspondants dans les Pays-Bas.
	Gronau, bureau de I. classe.	Transit par les diligences royales, et exportation avec décharge des droits sur des tissus de coton fabriqués de fils étrangers.	La route de Zwolle et Deventer à Gronau par le bureau de Glanebrugge.	Glanebrugge.

XL.

*Traité de commerce et de navigation entre la Prusse en son nom et pour les autres Etats du Zollverein d'une part et les Pays-Bas d'autre part, signé à la Haye, le 31 décembre 1851; suivi d'un protocole et d'une note du Plénipotentiaire de la Prusse *).*

Sa Majesté le Roi de Prusse agissant tant en Son nom et pour les autres pays et parties de pays souverains compris dans Son système de douanes et d'impôts savoir: Le Grand-Duché de Luxembourg, les enclaves du Grand-Duché de Mecklenbourg-Rossow, Netzeband et Schoenberg — la Principauté de Birkenfeld, du Grand-Duché d'Oldenbourg, les Duchés d'Anhalt-Coethen, d'Anhalt-Dessau, et d'Anhalt-Bernbourg, les Principautés de Waldeck et Pyrmont, la Principauté de Lippe, et le

*) L'échange des ratifications a eu lieu à la Haye, le 7 mai 1852. Le Hanovre est accédé à ce traité le 27 octobre 1854, le Grand-Duché d'Oldenbourg le 19 octobre 1854.

Grand-Bailliage de Meisenheim du Landgraviat de Hesse, qu'au nom des autres membres de l'Association de douanes et de commerce allemande (Zollverein) savoir: la couronne de Bavière, la couronne de Saxe, et la couronne de Wurtemberg, le Grand-Duché de Bade, l'Electorat de Hesse, le Grand-Duché de Hesse, tant pour lui que pour le Baillage de Hombourg, du Landgraviat de Hesse, les États formant l'Association de douanes et de commerce de Thuringe, savoir: le Grand-Duché de Saxe, les Duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Cobourg et Gotha, les Principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt et de Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss-Greitz, de Reuss-Schleitz et de Reuss-Lobenstein et Ebersdorf, le Duché de Brunswick, le Duché de Nassau et la ville libre de Francfort, d'une part et

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas d'autre part désirant étendre les relations commerciales entre les États du Zollverein et les Pays-Bas sont convenus d'entrer en négociation et ont nommé des Plénipotentiaires à cet effet, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse: le comte de Koenigsmark, Son Conseiller intime actuel, Grand Maître héréditaire de la Cour, Chambellan, Chevalier de l'ordre de l'Aigle rouge avec l'étoile, et de l'ordre de St. Jean de Prusse, Grand-Croix de l'ordre de la Couronne de chêne etc. etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, et

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas: le Sieur Hermann van Sonsbeek, chevalier de l'ordre du lion néerlandais, grand-croix de l'ordre de l'étoile polaire de Suède, grand-croix de l'ordre de St. Maurice et de St. Lazare de Sardaigne, grand-croix de l'ordre du Sauveur de la Grèce, Son Ministre des affaires étrangères;

le Sieur Pierre Philippe van Bosse, commandeur de l'ordre du lion néerlandais, chevalier de seconde classe de l'ordre de St. Maurice et de St. Lazare de Sardaigne, Son Ministre des finances, et

le Sieur Charles Ferdinand Pahud, chevalier de l'ordre du lion néerlandais, Son Ministre des colonies,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants.

Art. 1. Les navires du Zollverein qui entreront sur lest ou chargés dans les ports des Pays-Bas ou qui en

sortiront, et réciproquement les navires Néerlandais qui entreront sur lest ou chargés dans les ports du Zollverein, ou qui en sortiront, quelque soit le lieu de leur départ ou de leur destination, ne seront pas assujettis à des droits de tonnage, de balisage, de pavillon, de port, d'ancrage, de pilotage, de remarque, de fanal, d'écluse, de canaux, de quarantaine, de sauvetage, d'entrepôt ou à d'autres droits ou charges, de quelque nature ou dénomination que ce soit, perçus au nom ou au profit du gouvernement, des fonctionnaires publics, de communes ou d'établissements quelconques, autres ou plus considérables que ceux, qui sont actuellement ou pourront par la suite être imposés aux navires nationaux à leur entrée et pendant leur séjour dans ces ports ou à leur sortie.

Art. 2. Tous les produits et autres objets de commerce, dont l'importation ou l'exportation pourra légalement avoir lieu dans les États des Hautes Parties contractantes par navires nationaux, pourront également y être importés ou en être exportés par navires appartenant à l'autre partie.

Les marchandises importées dans les ports du Zollverein ou des Pays-Bas par des navires appartenant à l'une ou à l'autre Partie, pourront y être destinées à la consommation, au transit ou à la réexportation ou enfin être mises en entrepôt, au gré du propriétaire ou de ses ayant cause, le tout aux mêmes conditions et sans être assujetties à des droits de magasinage, de surveillance ou autres de cette nature plus forts que ceux auxquels sont soumises les marchandises apportées par navires nationaux.

Art. 3. Les marchandises de toute espèce, sans distinction d'origine, importées de quelque pays que ce soit, par navires du Zollverein dans les ports des Pays-Bas ou par navires Néerlandais dans les ports du Zollverein, de même les marchandises de toute espèce, sans distinction d'origine, exportées, pour quelque destination que ce soit des ports des Pays-Bas par navires du Zollverein ou des ports du Zollverein par navires Néerlandais ne paieront dans les ports respectifs d'autres ni de plus forts droits d'entrée ou de sortie, imposés actuellement ou à imposer à l'avenir, que si l'importation ou l'exportation avait lieu par navires nationaux.

Art. 4. Les exemptions, primes, restitutions de droit

ou autres faveurs ou avantages de ce genre qui sont ou qui pourraient à l'avenir être accordés dans les États de l'une des Hautes Parties contractantes aux navires nationaux ou à leurs cargaisons, soit pour l'entrée soit pour la sortie ou pour le transit, seront également accordés tant aux navires de l'autre Partie qu'à leurs cargaisons, sans égard au pays, d'où les navires ou leurs cargaisons viennent, ou pour lequel les navires ou leurs cargaisons sont destinés.

Les dispositions qui précèdent ne dérogent pas à l'exemption du droit de tonnage et d'autres faveurs spéciales de même nature dont jouissent dans chaque État les navires employés à la pêche nationale.

Art. 5. En tout ce qui concerne le placement des navires, leur chargement ou déchargement dans les ports, rades, hâvres et bassins, et généralement pour toutes les formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leur équipage et leur chargement, il est convenu qu'il ne sera accordé aux navires nationaux aucun privilège ni aucune faveur qui ne le soit également à ceux de l'autre Partie, la volonté des deux Hautes Parties contractantes étant que sous ce rapport aussi, leurs bâtiments soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 6. Les navires du Zollverein entrant dans un des ports des Pays-Bas et les navires Néerlandais entrant dans un des ports du Zollverein, et qui ne voudraient décharger qu'une partie de leur cargaison, pourront, en se conformant aux lois et règlements des Etats respectifs, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre, et la reéxporter sans être astreints à payer, pour cette partie de la cargaison aucun droit de douane, sauf les frais de surveillance.

Art. 7. Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes, entrant en relâche forcée dans l'un des ports de l'autre, n'y paieront, soit pour le navire, soit pour son chargement, que les droits auxquels les nationaux sont assujettis dans le même cas, pourvu que la necessité de la relâche soit légalement constatée, que ces navires ne fassent aucune opération de commerce et qu'ils ne séjournent pas dans le port plus longtemps que ne l'exige le motif qui a nécessité la relâche. Les déchargements et rechargements motivés par le besoin de répa-

rer les bâtiments ne seront point considérés comme opérations de commerce.

Art. 8. En cas d'échouement ou de naufrage d'un navire de l'une des Hautes Parties contractantes dans les Etats de l'autre, il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour les personnes que pour le navire et sa cargaison.

Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays, et il ne sera payé de frais de sauvetage plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient tenus en pareil cas.

Les marchandises sauvées ne seront soumises à aucun
Le cabotage maritime dans les Pays-Bas étant ouvert
droit, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation.

Art. 9. L'intention des Hautes Parties contractantes étant de n'admettre aucune distinction entre les navires de leurs Etats respectifs, en raison de leur nationalité, en ce qui concerne l'achat de produits ou d'autres objets de commerce importés dans ces navires, il ne sera donné à cet égard ni directement ni indirectement, ni par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, ni par aucune compagnie, corporation au agent, agissant en Leur nom ou sous Leur autorité, aucune priorité ou préférence aux importations par navires indigènes.

Art. 10. Les stipulations qui précèdent (articles 1—9.) s'appliquent également à la navigation maritime, à la navigation fluviale et à la navigation de toutes les voies d'eau navigables, appartenant aux Hautes Parties contractantes, soit naturelles, soit artificielles, fleuves, rivières, canaux, chenaux ou de quelque autre espèce ou dénomination que ce soit, sans exception aucune et dans quelque direction que ce soit.

L'assimilation des pavillons respectifs avec le pavillon national pour la navigation sur toutes les voies d'eau mentionnées ci-dessus, s'applique expressément au droit de naviguer sur ces voies d'eau et aux droits ou péages à acquitter par les navires, soit pour cette navigation même, soit dans les ports sur les dites voies d'eau, sans aucun égard à la nature des navires, que ce soient des navires de mer ou de rivière, que les premiers (navires de mer) soient considérés ou non comme des bâtiments du Rhin, conduits par un navigateur à patente, enfin sans égard au pays, d'où les navires ou leurs cargaisons viennent ou pour lequel les navires ou leurs cargaisons soient destinés.

Art. 11. Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes se conformeront respectivement, en ce qui concerne l'exercice du cabotage, aux lois qui régissent actuellement ou qui pourront régir par la suite cette matière dans chacun des Etats des deux Hautes Parties contractantes.

Art. 12. La nationalité des bâtiments sera admise de part et d'autre d'après les lois et règlements particuliers à chaque pays, au moyen de titres et patentes délivrés par les autorités compétentes aux capitaines, patrons et bateliers.

Art. 13. Les consuls respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord soit dans leur pays, les matelots qui auraient déserté des bâtiments de leur nation dans le pays de l'autre. A cet effet ils s'adresseront par écrit aux autorités compétentes et justifieront par l'exhibition en original ou en copie dûment certifiée du registre du bâtiment ou du rôle d'équipage ou par d'autres documents officiels, que les individus réclamés faisaient partie dudit équipage. Sur cette demande ainsi justifiée, la remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera donné toute aide pour la recherche et l'arrestation des dits déserteurs, qui seront détenus dans les maisons d'arrêt du pays, à la réquisition et aux frais des consuls jusqu'à ce que ces agens aient trouvé une occasion de les faire partir. Si pourtant cette occasion ne se présentait pas dans un délai de deux mois, à compter du jour de l'arrestation, les déserteurs seraient mis en liberté et ne pourraient plus être arrêtés pour la même cause.

Si le déserteur a commis quelque délit, il ne sera mis à la disposition du consul, qu'après que le tribunal qui a droit d'en connaître, ait rendu son jugement, et que celui-ci ait eu son effet.

Il est entendu que les marins, sujets du pays où la désertion a lieu, sont exceptés des dispositions qui précèdent.

Art. 14. I. Les cargaisons des bâtiments Néerlandais jouiront d'une entière franchise des droits déterminés par le XVI. et le XVII. article supplémentaire à la convention de Mayence du 31. mars 1831:

a) pour l'exportation de Prusse, soit à la remonte soit à la descente, de tous les objets indigènes ou bien de ceux qui, ayant acquitté les droits d'entrée, se trouvent

en libre circulation, à la remonte toutefois à l'exception des objets d'origine notoirement non-allemande;

b) pour le transport d'objets quelconques d'un port Prussien du Rhin à l'autre;

c) pour l'importation, que les droits de douane soient acquittés lors de l'importation à la frontière ou seulement à l'endroit du déchargement, d'objets de provenance étrangère sur la partie Prussienne du Rhin, destinés pour la consommation, soit qu'ils viennent directement de l'étranger, soit qu'ils arrivent sous contrôle administratif d'un des Etats du Zollverein;

d) pour le transport d'objets non réputés d'outremer, pouvant circuler librement et embarqués, soit dans un endroit Prussien au-dessus de Coblence, soit dans un des ports du Rhin ou de ses confluens, situés dans les Royaumes de Bavière et de Wurtemberg, dans les Grand-Duchés de Bade, de Hesse et de Luxembourg, dans le Duché de Nassau ou dans le territoire de la ville libre de Francfort et destinés à l'importation dans un port Prussien du Rhin ou à transiter sur ce fleuve vers les Pays-Bas;

e) pour le transport des marchandises transitant par le territoire du Zoll-verein et n'empruntant qu'une partie du Rhin Prussien, quand ces marchandises, importées par terre sur la rive droite du Rhin, s'exportent par ce fleuve ou qu'importées par le Rhin, elles sortent par voie de terre sur la rive droite du fleuve.

II. Dans tous les autres cas les cargaisons des bâtiments Néerlandais ne payeront les droits déterminés par le XVI. article supplémentaire à la convention de Mayence du 31. mars 1831 que d'après le tarif réduit ci-annexé.

III. Il est bien entendu toutefois que les marchandises qui actuellement sont passibles du quart ou du vingtième du droit déterminé par le XVI. article supplémentaire à la convention de Mayence du 31. mars 1831, ou qui sont libres de tout droit, jouiront de ces avantages sur bâtiments Néerlandais, et on est convenu expressément que le quart et le vingtième s'appliquent également aux cargaisons des bâtiments Néerlandais pour les marchandises qui viennent d'être ajoutées à la classe imposée au quart, savoir: Baies de nerprun, Quercitron, Saflor, Aloës, Noix de Galles, Sumac, Bois de teintures en bûches, Tartre et Salpêtre et à la classe imposée au vingtième, savoir: les harengs. On est convenu en outre, que

le déclassement du souffre, des chardons-cardières, des garances et de la garancine, qui n'a été admis jusqu'ici que pour la navigation descendante, s'appliquera de même à la navigation remontante.

IV. Les bateliers Néerlandais jouiront de la franchise du droit de reconnaissance réglé par le tarif B. annexé à la convention de Mayence du 31. mars 1831 pour la navigation intérieure entre Coblence et Emmerick, qui ne dépassera ni l'un ni l'autre de ces bureaux.

Art. 15. Les bateliers Néerlandais qui veulent transiter directement d'Emmerick à Coblence ou vice-versâ, auront la faculté de payer d'avance le total des droits à acquitter, savoir à Coblence s'ils descendent, et à Emmerick s'ils remontent le Rhin.

Art. 16. Les bâtiments du Zollverein ainsi que leurs cargaisons jouiront dans les Pays-Bas de la franchise entière:

1) des droits déterminés par le XVI. et le XVII. article supplémentaire à la Convention de Mayence du 31. mars 1831;
2) du droit de reconnaissance réglé par le tarif B. annexe à la même convention;
3) du droit fixe établi d'après l'article IV. et l'annexe A. de la convention de Mayence précitée pour le passage par le territoire des Pays-Bas depuis Krimpen et Gorcum jusqu'à la pleine mer et vice-versâ;
4) du droit fixe perçu pour le passage entre la Belgique et le Rhin par les eaux dites intermédiaires indiquées à l'article 2 du réglément d'Anvers du 20. mai 1843, savoir: par toutes les voies navigables communiquant de l'Escaut occidental au Rhin, y compris le Sloe, l'Escaut oriental et la Meuse;
5) du droit de navigation sur la Meuse et l'Yssel; enfin;
6) de tout autre droit ou péage qui existerait actuellement ou qui serait établi à l'avenir soit sur les eaux auxquelles s'appliquent les droits mentionnés sous les No. 1 à 5 du présent article, soit sur toutes les autres voies navigables situées sur le territoire des Pays-Bas, ainsi que les unes et les autres sont désignées à l'alinéa 1. de l'article 10.

Les bâtiments du Zollverein ainsi que leurs cargaisons jouiront de la franchise entière stipulée ci-dessus quelque soit le lieu de leur départ, de leur provenance, ou de leur destination, et quelle que soit la direction dans la-

quelle le transport se fasse, dans tous les cas, et nommément:

a) que les marchandises passent par les Pays-Bas en transit direct soit qu'elles viennent du Rhin pour entrer en mer ou pour aller en Belgique soit quelles viennent de la mer ou de la Belgique pour aller au Rhin ou dans une autre direction quelconque;

b) que les marchandises viennent du Rhin, de la mer ou de la Belgique pour être déchargées ou transbordées dans les Pays-Bas, et quelle que soit leur destination ultérieure;

c) que les marchandises soient chargées dans les Pays-Bas et qu'elles passent soit à un autre endroit situé dans les Pays-Bas, soit au Rhin, soit à la pleine mer, soit en Belgique.

Art. 17. Le gouvernement Néerlandais s'engage à réduire dès-à-présent de cinquante pour cent le taux actuel des droits d'écluses et de ponts prélevés actuellement sur les navires qui passent le canal entre Gorcum et Vianen, dit Zédérik-Kanal.

Le gouvernement Néerlandais s'engage également à diminuer autant que possible les droits de ponts, d'écluses, de port et tous les autres droits et péages, prélevés actuellement sur les navires qui passent par les canaux et rivières de Vreeswyck à Amsterdam ou vice-versâ, aussitôt qu'il se sera entendu à cet effet avec les autorités locales qui perçoivent ces droits.

Art. 18. Les taxes de pilotage actuellement existantes sur le Rhin Néerlandais, le Waal et le Leck entre Lobith, Dordrecht et Rotterdam ou bien Amsterdam seront réduits de cinquante pour cent. Il ne sera perçu sur le territoire fluvial rhénan sus-mentionné aucun droit de balisage ni de bouée.

Art. 19. Les navires du Zollverein, sans distinction aucune, auront le droit de choisir, telle voie qu'il leur plaira pour traverser les Pays-Bas du Rhin à la pleine mer ou vice-versâ. Non obstant l'abolition du droit fixe, il jouiront à leur passage de tous les avantages et de toutes les facilités, soit de douane soit autres, assurés par la convention de Mayence du 31. mars 1831 aux navires faisant parties de la navigation rhénane et à leurs cargaisons transitant du Rhin à la pleine mer ou vice-versâ par les voies désignées à l'article 3. de la dite convention.

De même les navires et les trains de bois du Zoll-

verein, sans distinction aucune, auront le droit de choisir telle voie qu'il leur plaira pour traverser les Pays-Bas du Rhin en Belgique ou vice-versâ. Non-obstant l'abolition du droit fixe, ils jouiront à leur passage de tous les avantages et de toutes les facilités, soit de douane soit autres, mentionnés dans le réglement d'Anvers du 20. mai 1843 relatif à la navigation des eaux intermédiaires entre l'Escaut et le Rhin.

Art. 20. Les navires uniquement chargés de houille continueront à jouir, aux conditions actuellement existantes, des facilités qui leur sont accordées, par rapport à la faculté de déclarer leurs chargements au premier bureau à l'entrée à Lobith, suivant l'échelle de jaugeage dont ils sont pourvus aux termes de la convention de Mayence du 31. mars 1831.

Art. 21. Seront exempts du droit de patente ainsi que de tout autre droit personnel, à raison de leur profession, les bateliers respectifs pour tous les voyages qu'ils feront entre le territoire du Zollverein et celui des Pays-Bas, soit chargés ou sur lest.

En ce qui concerne la navigation à l'intérieur, il a été convenu que les bateliers du Zollverein ne paieront dans les Pays-Bas par année qu'un droit de 20 Cents par tonneau d'un mètre cube (sauf 28 pour cent additionnels), et que les bateliers Néerlandais ne paieront au maximum dans chacun des États du Zollverein que le droit de patente existant actuellement dans ces États.

Ne sera pas considéré comme navigation à l'intérieur le transport soit des marchandises que les bateliers apportent du territoire du Zollverein aux Pays-Bas ou viceversâ pour un ou pour différents endroits de l'autre pays situés dans le cours de leur voyage, soit des marchandises que les bateliers retournants exportent d'un ou de différents endroits de l'autre pays situés dans le cours de leur voyage.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent également aux bateaux à vapeur.

Il est bien entendu du reste que les dispositions qui précèdent s'appliquent, sans exception, à toutes les voies d'eau indiquées à l'alinéa 1. de l'article 10.

Art. 22. Pour écarter, autant que possible, tout ce qui pourrait entraver le commerce et la navigation du Rhin et des autres voies navigables, les Hautes Parties contractantes s'appliqueront, l'une et l'autre, à simplifier

à cet égard, autant que faire se pourra, les formalités prescrites par Leurs lois et réglements de douane.

Les Hautes Parties contractantes prennent en outre l'engagement réciproque, de faire participer les bâtiments de l'autre pays, ainsi que leurs cargaisons aux exemptions ou diminutions relatives aux droits de navigation, ainsi qu'à tout autre avantage qu'Elles pourraient accorder par la suite aux bâtiments nationaux ou à leurs cargaisons.

Art. 23. Dans le but d'éloigner le plutôt possible les obstacles que l'état des rivières offre à la navigation, et spécialement entre Cologne et Dordrecht et Rotterdam, les Gouvernements respectifs s'engagent mutuellement, chaque gouvernement pour la Partie du Rhin qui parcourt son territoire, d'en faire rectifier le cours et approfondir le chenal, de manière à assurer autant que faire se peut par travaux d'art, dans toutes les saisons, aux bâtiments chargés un tirant d'eau suffisant.

Art. 24. Il y aura pleine et entière liberté de commerce entre les sujets des deux Hautes Parties contractantes, en ce sens que les mêmes facilités, securité et protection dont jouissent les nationaux, sont garanties des deux parts. En conséquence les sujets respectifs ne paieront point à raison de leur commerce ou de leur industrie, dans les ports, villes ou lieux quelconques des deux Hautes Parties contractantes, soit qu'ils s'y établissent, soit qu'ils y résident ou séjournent temporairement, des droits, taxes ou impôts autres ou plus élevés que ceux qui se percevront sur les nationaux, et les privilèges, immunités et autres faveurs, dont jouiront en matière de commerce ou d'industrie les sujets de l'une des deux Hautes Parties contractantes seront communs à ceux de l'autre.

Pour ce qui regarde les fabricants et les marchands de l'un des États des Hautes Parties contractantes, ainsi que leurs commis voyageurs qui font dans l'autre État des achats pour les besoins de leur industrie et y recueillent des commandes avec ou sans échantillons, mais sans colporter des marchandises on est convenu de ce qui suit:

Les sujets de l'un des États du Zollverein, qui voyagent dans les Pays-Bas, soit pour leur propre compte, soit pour le compte d'une maison du Zollverein, ne paieront, à raison de leur commerce, d'autres droits qu'un droit de patente de 12 florins (sauf 28 pour cent ad-

ditionnels) par année au maximum. — Par réciprocité les sujets Néerlandais qui voyagent dans le Zollverein, soit pour leur propre compte, soit pour le compte d'une maison Néerlandaise, ne paieront, à raison de leur commerce, d'autres droits qu'un droit de patente de 8 thalers par année au maximum dans chaque Etat du Zollverein.

Il est toutefois bien entendu que dans tous les cas, ou dans l'un ou l'autre des États du Zollverein le droit légal de patente actuellement existant pour les sujets Néerlandais est moins de 8 thalers, ce droit ne pourra pas être augmenté.

Art. 25. Le transit des marchandises venant des Pays-Bas ou y allant, passant par les territoires ci-après désignés du Zollverein, sera soumis, au maximum, à un droit d'un demi Silbergros par quintal (Zoll-Zentner):

a) pour toutes les marchandises qui entrent par terre sur la frontière entre le Zollverein et les Pays-Bas, et qui de Cologne ou de quelque port du Rhin au-dessous de Cologne sortent du Zollverein sur le Rhin, soit en amont soit en aval;

b) pour toutes les marchandises qui entrent sur le Rhin par Emmerich ou Neubourg, et qui de Cologne ou d'un autre port du Rhin au-dessous de Cologne sont exportées par terre sur la frontière entre le Zollverein et les Pays-Bas;

c) pour toutes les marchandises qui, touchant le territoire du Zollverein sont expédiées des Pays-Bas pour la Belgique, de la Belgique pour les Pays-Bas et des Pays-Bas pour les Pays-Bas.

Il est convenu en outre, que le transit des marchandises venant des Pays-Bas ou y allant, passant par le territoire du Zollverein, ne sera pas soumis à des conditions plus onéreuses et ne payera d'autres ni de plus forts droits de transit, que le transit des marchandises venant de Belgique ou y allant, passant par le territoire du Zollverein. Toutefois il est bien entendu, que cette disposition n'est applicable qu'aux mêmes modes de transport et qu'en conséquence elle s'appliquera au transit par le chemin de fer à établir entre le Zollverein et les Pays-Bas aussitôt que ce chemin de fer sera achevé.

Il s'entend du reste, que dans tous les cas précités il sera perçu des marchandises transportées sur le Rhin, outre le droit de transit, le droit de navigation du Rhin,

en tant que la perception de ce droit sera encore permise aux termes de ce traité.

Art. 26. La franchise de tout droit de transit par les Pays-Bas est assurée pour toutes les marchandises ou objets de commerce, sans distinction d'origine, venant des Etats du Zollverein ou y allant, quel que soit le pays de leur provenance ou de leur destination.

Cette disposition s'applique, sans distinction aucune, à toute sorte de voie ou de moyen de transport employé pour le transit par les Pays-Bas.

Art. 27. Le gouvernement Néerlandais s'engage à construire ou à faire construire à Rotterdam aux bords de la Meuse un entrepôt franc, accessible aux navires, dans l'enceinte duquel les marchandises de toute espèce venant du Zollverein ou y allant, soit qu'elles passent par les Pays-Bas ou qu'elles soient destinées ultérieurement à la consommation intérieure, peuvent être chargées, déchargées, transbordées, provisoirement déposées, emmagasinées ou manipulées, sans être pesées ni examinées en détail et sans être assujetties à d'autres formalités que celles rigoureusement requises pour la répression de la fraude.

Cet entrepôt franc sera établi aussi près que possible de la station du chemin de fer de Rotterdam à Utrecht et relié à cette station par une voie ferrée; il sera executé de manière à être au plus tard mis à la disposition du commerce, lorsque le dit chemin de fer sera mis en exploitation.

Il ne sera perçu des droits de magasinage, de quai, de grue autres ni de plus forts que ceux fixés par l'article 69 de la convention de Mayence du 31. mars 1831.

Art. 28. Les produits de la pêche Néerlandaise et les produits de toute espèce des Colonies Néerlandaises, importés dans le Zollverein, que l'importation ait lieu directement des dites Colonies ou par l'intermédiaire des ports et places de commerce et des Pays-Bas, par mer, sur les fleuves, canaux ou autres eaux intérieures, ou par terres, ne seront assujettis à d'autres ni de plus forts droits que ceux qui sont ou qui seront imposés à l'avenir sur les produits similaires de toute autre nation la plus favorisée.

Toute réduction des droits d'entrée du Zollverein sur ces objets, soit générale, soit en faveur d'une autre nation quelconque s'appliquera à l'instant même de plein

droit et sans équivalent aux produits similaires des Colonies Néerlandaises.

Art. 29. Les produits de toute espèce du sol et de l'industrie des Etats du Zollverein importés dans les Pays-Bas, que l'importation ait lieu par mer, sur les fleuves, canaux ou autres eaux intérieures, ou par terre, ne seront assujettis à d'autres ni de plus forts droits que ceux qui sont ou qui seront imposés à l'avenir sur les produits similaires de toute autre nation la plus favorisée.

Toute reduction des droits d'entrée des Pays-Bas sur ces objets, soit générale soit en faveur d'une autre nation quelconque, s'appliquera à l'instant même de plein droit et sans équivalent aux produits similaires du sol et de l'industrie des États du Zollverein.

Art. 30. Les sujets des États du Zollverein jouiront dans les colonies Néerlandaises de toutes les faveurs qui sont ou qui seront accordées aux sujets de tout autre Etat européen le plus favorisé.

Art. 31. Les navires du Zollverein ainsi que leurs cargaisons seront traités dans les Colonies Néerlandaises sur le même pied que les navires nationaux et leurs cargaisons, sans égards au pays d'où les navires ou leurs cargaisons viennent ou pour lequel les navires ou leurs cargaisons sont destinés:

1) par rapport aux droits pesant sur la coque des navires à leur entrée, pendant leur séjour ou à leur sortie, nommément tous ceux qui sont désignés à l'article 1 du présent traité;
2) par rapport à la faculté d'importer et d'exporter des produits et objets de commerce, conformément à l'article 2 du présent traité.
3) par rapport aux droits quelconques, imposés actuellement ou à imposer à l'avenir aux produits et objets de commerce importés ou exportés conformément à l'article 3 du présent traité.

   De même les stipulations contenues dans les articles 4 à 9 s'appliqueront au commerce et à la navigation avec les Colonies Néerlandaises ou vice versâ.

Le cabotage dans les Colonies demeure réservé aux navires Néerlandais.

Art. 32. Les produits de toute espèce du sol et de l'industrie des États du Zollverein importés, de quelque pays que ce soit, dans les Colonies Néerlandaises, ne

seront assujettis à d'autres ni de plus forts droits que ceux qui sont ou qui seront imposés à l'avenir sur les produits similaires de toute autre nation la plus favorisée. Toute faveur accordée à cet égard ainsi que par rapport à l'exportation des produits coloniaux ou autres, soit pour le commerce en général soit à quelque autre nation en particulier, sera acquise, à l'instant même de plein droit et sans équivalent, au Zollverein.

Il est fait exception à cette régle seulement en ce qui concerne les faveurs spéciales, accordées ou à accorder par la suite aux nations asiatiques pour l'importation des produits de leur sol et de leur industrie ou pour leurs exportations.

En outre le Gouvernement Néerlandais s'engage:

a) à assimiler dans ces colonies des Indes Occidentales tous les produits du sol et de l'industrie du Zollverein aux produits du sol et de l'industrie des Pays-Bas, quand ils seront importés dans les colonies par navires Néerlandais ou du Zollverein ou sous tout autre pavillon assimilé au pavillon national;

b) en ce qui concerne les colonies des Indes Orientales, les produits ci-après énumérés du sol et de l'industrie du Zollverein, transitant par les Pays-Bas, chargés dans un port des Pays-Bas sur un bâtiment Néerlandais ou du Zollverein ou sous tout autre pavillon assimilé au pavillon national et importés en droiture d'un port des Pays-Bas dans un port situé aux Indes Orientales Néerlandaises, ne paieront dans ces colonies que les droits fixés par le tarif actuellement en vigueur pour l'importation directe des Pays-Bas de ces objets, savoir:

Bois et marchandises en bois, à l'exception de futailles	ad valorem	6	p. Ct.
Bougies de spermaceti, de compositions etc. le Kilogr. 12 Cents;			
Comestibles, à l'exception de ceux spécialement designés au tarif	ad valorem	12	„
Drogueries et médicaments	„ „	6	„
Eaux minérales en cruches ou en bouteilles les cent cruches ou bouteilles 6 florins;			
Etoffes en soie y compris le velours	ad valorem	6	„
Matériaux pour la construction et l'armement			

des navires, à l'exception de cordage et de toile à voiles ad valorem 6 p. Ct.
Mercerie, y compris la bijouterie fausse et verroterie ad valorem 6 „
Poudre et armes à feu „ „ 6 „
Quincaillerie (Galanteriewaaren) „ „ 12 „
Savon „ „ 6 „
Tabac, tant en feuilles que préparé le Kilogr. 8 Cents;
Tous les objets non énumérés au tarif d'importation en vigueur aux Indes Orientales, produits de l'Europe, de l'Amérique ou du cap de Bonne espérance ad valorem 6 „

Toute réduction ultérieure par rapport à ces objets, faite en faveur des provenances des Pays-Bas sera acquise à l'instant même, de plein droit et sans équivalent aux produits similaires du sol et de l'industrie du Zollverein aux mêmes conditions que celles énoncées ci-dessus sous b.

Art. 33. Si une des Hautes Parties contractantes accordait par la suite à quelque autre État des faveurs en matière de commerce ou de douane, autres ou plus grandes que celles convenues par le présent traité, les mêmes faveurs deviendront communes à l'autre Partie, qui en jouira gratuitement, si la concession est gratuite, ou en donnant un équivalent, si la concession est conditionelle, en quel cas l'équivalent fera l'objet d'une convention spéciale entre les Hautes Parties contractantes.

Art. 34. Il sera loisible à tout État de l'Allemagne qui fera partie du Zollverein, d'adhérer au présent traité.

Art. 35. Le présent traité restera en vigueur jusqu'au 1 janvier 1854, et à moins que six mois avant l'expiration de ce terme l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes n'ait annoncé par une déclaration officielle son intention d'en faire cesser l'effet, le traité restera en vigueur, à partir du 1 janvier 1854, pendant douze mois après que l'une des Hautes Parties contractantes aura déclaré à l'autre son intention de ne plus vouloir le maintenir.

Art. 36. Le présent traité sera immédiatement soumis à la ratification de tous les Gouvernements respectifs, et les ratifications en seront échangées à la Haye dans l'espace de trois mois, à compter du jour de la signa-

ture ou plutôt si faire se peut. Il sera publié de suite après l'échange des ratifications et immédiatement mis à exécution.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à la Haye, le trente-un décembre, l'an de grâce grâce mil huit-cent cinquante-un.

(signé:) *Koenigsmark.* (L. S.) *van Sonsbeek.* (L. S.)
van Bosse. (L. S.) *Pahud.* (L. S.)

Tarif spécial

des

droits de navigation du Rhin qui seront perçus sur la distance depuis la Lauter jusqu'à Emmerich, pour les objets transportés sous pavillon de l'un des Etats Riverains allemands, ou sous pavillon Néerlandais.

No. d'ordre	pour la distance de	pour la distance à	en descendant au bureau de	Cent.	Dec. Mill.	en montant au bureau de	Cent.	Dec. Mill.
	A. pour toutes marchandises passibles de la totalité du droit.							
1.	La Lauter	Neubourg	Neubourg	.	23	Neubourg	.	35
2.	Neubourg	Mannheim	Neubourg	11	76	Mannheim	17	68
3.	Mannheim	Mayence	Mannheim	16	67	Mayence	17	50
4.	Mayence	Caub	Mayence	10	1	Caub	10	02
5.	Caub	Coblence	Caub	6	83	Coblence	8	12
6.	Coblence	Andernach	Coblence	2	23	Andernach	3	35
7.	Andernach	Linz	Andernach	1	76	Linz	2	63
8.	Linz	Cologne	Linz	6	02	Cologne	9	06
9.	Cologne	Dusseldorf	Cologne	5	82	Dusseldorf	8	75
10.	Dusseldorf	Ruhrort	Dusseldorf	3	76	Ruhrort	5	65
11.	Ruhrort	Wesel	Ruhrort	3	52	Wesel	5	30
12.	Wesel	à la frontière entre la Prusse et les Pays-Bas près de Schenkenschanz.	Wesel	5	37	Emmerich	8	07
	B. pour des marchandises imposées à la totalité du droit, lorsqu'elles quittent le Rhin pour entrer dans la Lahn.							
13.	Caub	La Lahn	Caub	6	08	.	.	.
14.	La Lahn	Coblence	.	.	.	Coblence	1	03

Protocole appartenant au traité.

Les négociations entre la Prusse et les autres Etats du Zollverein d'une part et les Pays-Bas d'autre part, ayant amené la conclusion d'un traité de commerce et de navigation, les Plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes se sont réunis pour la signature de ce traité.

En procédant à cet acte les Plénipotentiaires respectifs ont arrêté les dispositions suivantes, qu'ils ont consignées dans le présent protocole.

§. 1. à l'article 10.

Cette stipulation, en ne faisant aucune exception des voies d'eau navigables dans les Pays-Bas, comprend de même l'Escaut oriental et occidental.

§. 2. à l'article 11.

Le cabotage maritime dans les Pays-Bas étant ouvert à la navigation sous pavillon étranger aux mêmes conditions qu'au pavillon national, les navires du Zollverein conserveront le droit d'exercer le cabotage dans toute l'étendue du Royaume des Pays-Bas sous les mêmes conditions. Tous les ports praticables pour des navires de mer leur seront ouverts à cet effet, soit qu'ils y parviennent immédiatement par mer ou par d'autres voies d'eau quelconques.

§. 3. à l'article 14.

Les dispositions sub I. a-e servent à assimiler le pavillon Néerlandais au pavillon Prussien sur la partie Prussienne du Rhin; il sera communiqué la liste des objets d'origine notoirement non allemande; ils paieront le même droit qu'ils soient transportés par navires Prussiens ou Néerlandais.

Il s'entend en outre, que les avantages que les Etats riverains allemands, autres que la Prusse, accordent actuellement aux navires Néerlandais et à leurs cargaisons, sont maintenus.

Le gouvernement Néerlandais exprime l'espoir que les Etats du Zollverein continueront leurs efforts pour l'abolition entière des droits de navigation du Rhin, afin que le commerce et la navigation rhénane jouissent également de la franchise totale sur toute la partie Allemande du fleuve.

§. 4. à l'article 16.

Il est bien entendu que par cette stipulation il n'est pas dérogé à celle renfermée dans le paragraphe troi-

sième de l'article neuf du traité de Londres du dix-neuf avril mil huit cent trente-neuf pour les navires du Zollverein qui se rendent par l'Escaut occidental de la Belgique à la pleine mer ou vice-versâ. Il s'entend de même, que cette stipulation ne s'applique pas aux droits de tonnage maritime, de pilotage, de fanaux, balises et bouées, de canaux, écluses et ponts, en autant que ces droits existent également pour les bâtiments Néerlandais et en autant qu'ils ne sont pas réduits ni abolis par le présent traité. Une augmentation ne pourra avoir lieu et chaque réduction s'appliquera de plein droit aux navires du Zollverein.

§. 5. à l'article 18.

La disposition faite par cet article dans le but de dégrèver le commerce et la navigation du Rhin, ne déroge en rien aux principes, énoncés ailleurs de part et d'autre par rapport à l'abolition de l'obligation de prendre et de payer des pilotes.

§. 6. à l'article 19.

Il s'entend que les avantages mentionnés à l'alinéa 1 de cet article ne s'appliquent pas aux règlements de police ni à la jurisdiction exceptionnelle établis par la convention de Mayence, quand les navires auront quitté le territoire fluvial rhénan des Pays-Bas. Quant à l'alinéa 2 on s'est réferé au règlement d'Anvers du 20 mai 1843, pour ne pas devoir citer spécialement toutes les facilités mentionnés dans ce règlement. Il s'entend que ces facilités sont garanties aux navires du Zollverein et à leurs cargaisons aussi pour le cas inattendu que ce règlement serait aboli en tout ou en partie ou même temporairement. Il est convenu de même, que chaque facilité ultérieure accordée ou à accorder aux navires nationaux ou aux navires Belges s'appliquent de plein droit aux navires du Zollverein et à leurs cargaisons.

§. 7. à l'article 23.

Les Plénipotentiaires Néerlandais, en communiquant le plan daté de la Haye du 18 janvier 1850 et qui sert de base aux travaux d'art mentionnés dans cet article, ont fait observer que les fonds nécessaires ont été alloués pour l'éxecution de ce plan de la part des États généraux pour les années 1851 et 1852 et que ces fonds y ont été employés pour l'année 1851; ils expriment de même la conviction qu'on continuera à en agir ainsi d'année en année.

§. 8. à l'article 24.

On s'entendra par rapport aux preuves à fournir de la part des sujets respectifs, qui jouiront des avantages stipulés dans les alinéa 2 et suivants de cet article. Les dispositions n'entreront en vigueur qu'au 1 mai 1852.

§. 9. à l'article 25.

Par les mots „les mêmes modes de transport" on a voulu exprimer: selon que le transport se fait par terre, par chemin de fer ou par eau, le tout de et vers les mêmes frontières du Zollverein.

Il s'entend de même que la faveur de transit accordée à la Belgique pour le transit de la Belgique en France ou vice-versâ ne pourra, à cause de la situation géographique, s'appliquer aux Pays-Bas.

Il est convenu du reste, que les droits de transit réduits sur les routes traversant le territoire du Zollverein, dites „kurze Strecken", tels que ces droits sont ou seront établis dans les Etats du Zollverein d'après la troisième section de la troisième division du tarif du Zollverein, s'appliqueront également et de plein droit au transit des marchandises venant des Pays-Bas ou y allant, passant sur les dites routes par le territoire du Zollverein.

§. 10. à l'article 26.

Il n'existe plus, selon la législation actuellement en vigueur, des prohibitions de transit dans les Pays-Bas.

§. 11. à l'article 27.

Le gouvernement Néerlandais fera commencer, aussitôt que possible, les travaux nécessaires pour l'établissement de l'entrepôt franc.

A cette occasion il a été observé de la part des Plénipotentiaires Néerlandais, que les marchandises mises en entrepôt à Rotterdam, en vertu de l'article 6. de la convention de Mayence du 31 mars 1831 y paient actuellement déjà des droits inférieurs à ceux indiqués à l'article 69. de ladite convention.

§. 12. à l'article 28.

Dans le cas où le présent traité — comme les Hautes Parties contractantes l'espèrent — restera en vigueur au-delà du 1 janvier 1854, les produits du sol et de l'industrie du Royaume des Pays-Bas seront traités, à dater du 1 janvier 1854, lors de leur importation dans le Zollverein sur le même pied, que le seront, à partir

de ladite époque, les produits du sol et de l'industrie similaires de la Belgique.

Il en sera de même pour les droits de sortie du Zollverein vers la Belgique.

Sera expressément excepté des dispositions qui précèdent l'article fer, comme du reste n'étant pas produit du sol Néerlandais.

§. 13. à l'article 31.

Pour ce qui regarde l'application de l'article 8 au commerce et à la navigation dans les colonies Néerlandaises, il est entendu, que selon la législation en vigueur aux colonies, les marchandises sauvées sont soumises au droit d'entrepôt général en cas de réexportation.

§. 14. à l'article 32.

Il s'entend que ce n'est qu'une simple conséquence de la stipulation générale contenue dans cet article que les vins de toute espèce originaires du Zollverein ne paieront lors de leur importation dans les colonies Néerlandaises de quelque pays que ce soit, d'autres ni de plus forts droits que les vins de France. Ces droits ne pourront être augmentés au préjudice des vins originaires du Zollverein.

Seront compris dans les produits indiqués à l'article 32 les objets suivants, sans que pour cela d'autres produits rangés par l'usage ou par la loi sous les termes désignés seraient exclus de l'avantage en question:

1. Comestibles: les fruits secs de toute espèce;

2. Mercerie (Krameryen) les ouvrages dits de Nuremberg; la bimbeloterie de Nuremberg ou les jouets d'enfants de toute espèce, en tant que l'or et l'argent n'entrent pas dans leur confection comme partie principale; les petites voitures ou calèches, suspendues ou non, destinées à conduire des enfants en tant qu'elles pourront être uniquement traînées à bras; les petits miroirs encadrés en papier ou en bois; les tableaux dits de Nuremberg peints sur verre, encadrés ou non; les menus ouvrages composés ou travaillés de papier, de bois et de verre; les ardoises à écrire, encadrées ou non; les nécessaires en bois et en papier-maché; les tabatières en bois, papier-maché, corne ou fer blanc; tuyaux (élastiques et autres) et pipes; lunettes; fil léonais et cordes de piano; perles en verre, sonnettes, clochettes et grelots; peignes; cardes; étuis d'épingles; chandelles de veille; étuis de cigarres; cornets et parchemins; ob-

jets d'optique, y compris de petites lunettes d'approche en papier-maché et en étain; échecs et dominos en bois et en os; marchandises de toute espèces en os; les horloges dites de Schwarzwald; clefs de montre ordinaires; brosses d'habit, de cheval, à dents ou de tête; chapelets en bois, os ou en verre; or et argent en feuilles, clinquant d'or et d'argent, paillettes en or et en argent, le tout faux; de même les ornements en fer blanc, étain ou zinc dorés ou broncés, dites faux-bronzes d'Iserlohn; les clavettes et fermoirs en métal, jaunes et blancs; les bordures imitées en soie, en or ou argent faux et les galons de ce genre; les boutons de toute espèce, excepté en or, en argent, en cuivre ou en acier; les ornements et autres parties de voitures en métal dit Neu-Silber; les hameçons; les portefeuilles, portemonnaies, poches, nécessaires et autres objets similaires en cuir ouvragé.

§. 15. à l'article 33.

Cette disposition ne s'appliquera pas aux cas où les États du Zollverein voudraient diminuer ou remettre entièrement les droits généraux de leur tarif vis-à-vis d'autres pays allemands, y compris l'empire d'Autriche ainsi que la Suisse.

§. 16. à l'article 36.

Aussitôt que le présent traité entre en vigueur, le traité de navigation conclu le 3 juin 1837 entre la Prusse et les Pays-Bas cessera ses effets.

§. 17.

Les Plénipotentiaires sont convenus, que le présent protocole aura la même durée que le traité, qu'il sera sonmis en même temps aux Hautes Parties contractantes et que les dispositions qui y sont contenues seront censées avoir obtenu la ratification des Gouvernements respectifs dès que celle du traité même aura eu lieu.

Il a été procédé ensuite à la lecture des deux exemplaires du traité, lesquels, ayant été trouvés conformes, ont été signés par les Plénipotentiaires respectifs et scellés de leurs cachets.

Fait à la Haye, le 31 décembre mil huit-cent cinquante-un (1851).

(signe): *Koenigsmark.* *van Sonsbeeck.* *van Bosse.*
(L. S.) (L. S.) (L. S.)

Pahud.
(L. S.)

Note adressée par le Plénipotentiaire de la Prusse aux Plénipotentiaires des Pays-Bas.

Pour satisfaire au désir exprimé dans le courant des négociations de la Haye par les Plénipotentiaires Néerlandais relativement au transit des marchandises à travers les Etats du Zollverein, le Soussigné est autorisé à faire la déclaration suivante:

Il serait contraire aux principes adoptés par le Zollverein de soumettre le transit de et vers les Pays-Bas à un traitement différentiel, préjudiciable à ce pays en comparaison de celui du transit de et vers un autre pays situé sur la mer du Nord. Une pareille mesure n'entrant pas dans les intentions du Zollverein, le Soussigné n'hésite pas à donner l'assurance, que le transit des marchandises venant des Pays-Bas ou y allant à travers le territoire du Zollverein, ne sera pas soumis à des conditions plus onéreuses et ne payera d'autres ni de plus forts droits que le transit des marchandises venant d'un autre pays situé sur la mer du Nord entre le Rhin et l'Elbe, y compris Hambourg, ou y allant à travers le territoire du Zollverein, bien entendu toujours par rapport aux mêmes modes de transport.

Le soussigné saisit cette occasion etc. etc. etc.

La Haye le 31. Décembre 1851.

(signé) *Koenigsmarck.*

XLI.

Convention additionnelle au Traité de commerce et de navigation du 1er septembre 1844, entre l'Association de douanes et de commerce Allemande d'une part et la Belgique d'autre part; signée à Berlin, le 18 février 1852*); suivie d'un protocole et d'une déclaration du ministre des affaires étrangères de Prusse en date du 5 avril 1852.

Sa Majesté le Roi de Prusse agissant tant en Son

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 5 avril 1852. — Cette convention et le traité principal ont cessé d'être en vigueur le 1er janvier 1854.

nom et pour les autres Pays et parties de Pays souverains compris dans Son système de douanes et d'impôts, savoir: Le Grand-Duché de Luxembourg, les enclaves du Grand-Duché de Mecklembourg — Rossow, Netzeband et Schoenberg —, la Principauté de Birkenfeld du Grand-Duché d'Oldenbourg, les Duchés d'Anhalt-Coethen, d'Anhalt-Dessau et d'Anhalt-Bernbourg, les Principautés de Waldeck et Pyrmont, la Principauté de Lippe, et le Grand Bailliage de Meisenheim du Landgraviat de Hesse, qu'au nom des autres Membres de l'Association de douanes et de commerce Allemande (Zollverein), savoir: la Couronne de Bavière, la Couronne de Saxe et la Couronne de Württemberg, le Grand-Duché de Bade, l'Electorat de Hesse, le Grand-Duché de Hesse, tant pour lui que pour le bailliage de Hombourg du Landgraviat de Hesse; les Etats formant l'Association de douanes et de commerce de Thüringe, savoir: le Grand-Duché de Saxe, les Duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg et de Saxe-Coburg et Gotha, les Principautés de Schwarzbourg-Roudolstadt et de Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss-Greitz et de Reuss-Schleitz; le Duché de Brunswick, le Duché de Nassau et la ville libre de Francfort d'une part, et

Sa Majesté le Roi des Belges d'autre part, continuant à être animés du désir de conserver les rapports d'amitié entre les Etats du Zollverein et la Belgique, et voulant pour leurs relations commerciales déterminer dès à présent un régime de transition jusqu'à l'époque où il sera possible de négocier sur des bases larges et permanentes, ont nommé des Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Othon Baron de Manteuffel, Président du Conseil des Ministres, Ministre d'Etat et des affaires étrangères, etc. etc. et

Sa Majesté le Roi des Belges le Sieur Jean-Baptiste Nothomb, son Ministre d'État, Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près S. M. le Roi de Prusse etc. etc.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Le traité du 1 Septembre 1844, ainsi que la convention pour la répression de la fraude du 26 Juin 1846 sont maintenus en vigueur jusqu'au 1 Janvier 1854 sous les clauses, conditions et modifications suivantes.

Art. 2. Le pavillon des États du Zollverein jouira à l'importation par mer en Belgique des marchandises de toute espèce, du régime accordé au pavillon de la Grande-Bretagne par le traité du 27 Octobre 1851 ou à lui accorder à l'avenir. Seront également étendues aux importations provenant des ports du Zollverein toutes les abolitions du droit extraordinaire de provenance, accordées à la Grande-Bretagne par le dit traité, ou que la Belgique pourrait accorder ultérieurement aux provenances des entrepôts Britanniques.

Il est convenu en outre que le sel gemme brut (Steinsalz) originaire du Zollverein sera, lors de son importation en Belgique, soit par le Rhin et l'Escaut, ou le Rhin et la Meuse, sous pavillon d'un des Etats du Zollverein, soit par le chemin de fer belge-rhénan, également reçu au droit de 1 fr. 40 centimes par 100 Kilogrammes, sauf les mesures à prendre par l'administration Belge pour prévenir la fraude. Les conditions réglementaires imposées aux navires Belges seront également applicables aux navires du Zollverein.

Art. 3. Les navires Belges seront affranchis du droit extraordinaire de pavillon, mentionné à l'article séparé, qui fait suite à l'article 5 du traité du 1 Septembre 1844.

Les marchandises de toute espèce sans distinction d'origine, importées dans les ports Belges et de là réexpédiées dans le Zollverein par la voie du chemin de fer belge-rhénan ou des eaux intérieures des Pays-Bas ou de la Meuse, seront admises dans le Zollverein aux mêmes droits, que si elles étaient directement importées dans un port du Zollverein sous pavillon du Zollverein.

Art. 4. Par extension de l'article 18 du traité du 1 Septembre, la prohibition qui frappe encore en Belgique le transit de quelques articles est levée sur les chemins de fer de l'État; sauf en ce qui concerne la poudre à tirer et les fers, et l'expédition vers la France des fils et tissus de lin et de la houille.

Les fers venant du Zollverein par le chemin de fer belge-rhénan ou par le Rhin et l'Escaut ou par le Rhin et la Meuse pour rentrer le Zollverein par un port du Zollverein ou par un port de l'Ems, du Weser ou de l'Elbe, seront admis à transiter par la Belgique, en exemption de tout droit, sans préjudice des mesures de contrôle à prendre de commun accord.

Pour ce qui regarde les marchandises soumises à l'ac-

cise, les expéditeurs auront à se conformer aux mesures prescrites ou à prescrire par l'administration Belge pour empêcher la fraude de l'accise.

Art. 5. L'article 17 du traité du 1 Septembre est remplacé par les dispositions suivantes.

Le transit des marchandises venant de la Belgique ou y allant, passant par les territoires ci-après désignés du Zollverein, sera soumis, au maximum, aux droits suivants par quintal (Zoll-Zentner):

1) pour toutes les marchandises qui se dirigent, par le territoire du Zollverein, de la Belgique vers la France, de la Belgique vers les Pays-Bas, et de la Belgique vers la Belgique, ou vice versâ, un demi silbergros;
2) pour toutes les marchandises qui de la frontière Belge se dirigent, sur la rive gauche du Rhin, vers un des ports de ce fleuve, ou vice versâ, un demi silbergros;
3) pour toutes les marchandises qui, arrivées à Cologne par le chemin de fer belge-rhénan, sont exportées:
   a) par le Rhin, le Mein, le Canal du Danube et du Mein, et le Danube, ou vice versâ, un demi silbergros;
   b) par le Rhin vers Bieberich, Mayence, un port rhénan plus en amont, ou vers un port du Mein et du Neckar, et qui ensuite, transportées par terre, traversent la ligne de frontière entre Neubourg et Mittenwald, ou vice versâ, $7\frac{1}{2}$ pfenns;
   c) par le Rhin vers Bieberich, Mayence, un port rhénan plus en amont, ou vers un port du Mein et du Neckar, et qui, transportées par terre, traversent la ligne de frontière entre Mittenwald et le Danube, ou vice versâ, trois silbergros;
4) pour toutes les marchandises qui suivent des directions autres que celles indiquées plus haut et qui, sans néanmoins franchir la ligne de l'Oder, traversent le territoire du Zollverein, cinq silbergros.

Il est convenu en outre, que le transit des marchandises venant de la Belgique ou y allant, passant par le territoire du Zollverein, ne sera pas soumis à des conditions plus onéreuses et ne payera d'autres ni de plus forts droits de transit, que le transit des marchandises venant des Pays-Bas ou y allant, passant par le territoire du Zollverein.

Art. 6. Est reduite de moitié la faveur différentielle accordée à la Belgique, par les §§. a. et b. de l'article

19 du traité du 1. Septembre pour les fers désignés sous les Litt. A. et B. au tarif du Zollverein et importés dans les États du Zollverein, soit par la frontière de terre entre les deux pays, soit par le bureau d'Emmerich par la voie de la Meuse et du canal de Bois-le-Duc ou par l'Escaut et les eaux intérieures.

Art. 7. L'arrangement arrêté sous la date du 26 Juin 1816 en exécution de l'article 34 du traité des limites du même jour continuera à être observé.

Les semences, autres que graines oléagineuses, originaires du Zollverein, seront admises en Belgique à la moitié du droit d'entrée actuellement en vigueur.

Art. 8. Dès que le Gouvernement Belge, en vertu de la loi du 20 Décembre 1851 aura assuré l'exécution du chemin de fer de Luxembourg-Belge, le Gouvernement Prussien de son côté s'occupera des moyens propres à favoriser le prolongement du chemin de fer de Sarrebrück à la frontière du Grand-Duché de Luxembourg; et s'il y a lieu les deux Gouvernements s'entendront pour obtenir du Gouvernement Grand-Ducal la jonction dans le Grand-Duché.

On s'entendra de même par rapport aux droits de transit à réduire sur la dite route.

Art. 9. Les deux Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de dénoncer la présente convention quatre mois avant la fin de l'année 1852; en ce cas le traité du 1 Septembre 1844 et la présente convention seraient mis hors de vigueur le 31 Décembre 1852.

La présente convention sera immédiatement soumise à la ratification de tous les gouvernements respectifs, et les ratifications en seront échangées à Berlin le 31 Mars au plus tard.

En foi de quoi les Plénipotentiaires l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berlin le 18 Février 1852.

(L. S.) *Manteuffel.*
(L. S.) *Nothomb.*

Protocole appartenant à la convention.

Les négociations entre la Belgique, d'une part, et la Prusse et les autres États du Zollverein, d'autre part,

ayant amené la conclusion d'une convention additionelle au traité du 1. septembre 1844, les plénipotentiaires des Hautes Parties contractantes se sont réunis pour la signature de cette convention.

En procédant à cet acte, les plénipotentiaires respectifs ont arrêté les dispositions suivantes, qu'ils ont consignées dans le présent protocole.

§. 1. — Le §. 1. de l'art. 24 du traité du 1. septembre 1844 stipulant que les ouvrages dits de Nuremberg compris au tarif des douanes Belges dans la catégorie des „merceries" seront classés séparément au droit de 5 pour cent ad valorem, et l'énumération insérée dans le premier procès-verbal d'échange du 19 octobre 1844, n'étant qu'énonciative, le gouvernement Belge, à qui une liste desdits ouvrages a été communiquée, appliquera le droit de 5 pour cent à tous ceux de ces objets qui sont compris d'après le tarif Belge sous la rubrique: mercerie, quincaillerie et jouets d'enfants. En conséquence, ledit droit de 5 pour cent ad valorem s'appliquera non-seulement aux articles énumérés dans le protocole susmentionné du 19 octobre 1844, mais aussi aux articles suivants:

Lunettes en faux métal (aussi argenté) et montées en corne; — Crayons; — Boîtes à coudre en bois et en carton; — Perles en verre (fausses perles); — Peignes en corne, de pieds de boeuf, de bois et d'ivoire; — Gratte-brosses en laiton et en acier; — Trompes (guimbardes); Aiguilliers en bois et en verre; — Mèches pour lampes de nuit sur papier et sur bois, veilleuses; — Souvenirs, portefeuilles, étuis à cigares ainsi que toutes les sortes d'ouvrages en peau; — Pains à cacheter (oublies); — Carnets (tablettes) en parchemin; — Chapelets en bois, en os, en verre; — Poulies (rouleaux) en laiton et en fer fondues et battues (frappées au marteau); — Fermoirs en métal jaune ou blanc; — Boîtes de fer-blanc, de corne, de papier mâché, pour tabac en poudre (tabatières) et à fumer; — Couleurs et encre de Chine en petites boîtes; — Objets travaillés en os; — Compresses, petites; — Métal battu jaune et blanc; — Clinquant jaune et blanc; — Hameçons; — Jeux d'échecs et de dominos en bois et en os; — Jetons (ou marques de jeu) en laiton; — Tuyaux élastiques et autres pour pipes.

Pour ce qui regarde les autres articles contenus dans la liste précitée, ils continueront à être spécialement imposés au tarif Belge ainsi qu'il suit:

Fil d'archal en cuivre doré, comme cuivre fil	les 100 kilog.,	fr. 9.
Clochettes et balances en laiton, comme cuivre ouvré . . .	ad valorem,	6 p. c.
Fil d'acier pour cordes de piano, comme acier. fil	les 100 kilog.,	1. 10
Limes, comme acier ouvré .	ad valorem,	10 p. c.
Ouvrages d'optique et étuis de mathématiques, comme instruments de mathématiques .	ad valorem,	3 p. c.
Balances, comme fer, ouvrages	les 100 kilog.,	25 „
Clefs de montre d'or et d'argent, comme or et argent ouvré .	ad valorem,	6 „
Galons faux et tresses lainées, comme passementerie de laine .	les 100 kilog.,	250 „
Pinceaux, brosses à cheveux, à habits, brosettes à dents, comme brosserie	ad valorem,	6 „
Têtes de pipe de terre, comme ouvrages de quatre espèces, terre	les 100 kilog.,	8, 12, 18, 27
Glaces vertes et couvertes de vif-argent, comme verreries, glaces	ad valorem,	12 p. c.
Cire à cacheter, comme cire à cacheter	ad valorem,	3 „

§. 2. — Le §. 2 de l'art. 24 du traité du 1. septembre 1844 doit être entendu en ce sens qu'il comprend parmi les ouvrages de mode les châles dont les franges sont prises dans la chaîne ou dans la trame des tissus, les châles sous laine et mi-laine avec franges travaillées à l'étoffe et les gants de laine coupés à la pièce et dont les parties diverses sont réunies par la conture.

§. 3. — Le paragraphe dernier du même article s'applique aux cruchons contenant l'eau minérale aussi bien qu'à l'eau minérale.

§. 4. — En ce qui concerne le §. 2 de l'art. 2 de la

convention additionnelle de ce jour, on a constaté et arrêté ce qui suit:

Il est bien entendu que les sels bruts originaires du Zollverein, introduits par mer sous pavillon Belge dans les ports de la Belgique, y jouiront des mêmes avantages que les sels bruts de la nation la plus favorisée, y entrant par mer sous pavillon Belge.

Le sel brut importé par mer sous pavillon Belge étant, d'après la législation existante en Belgique, exempt de tout droit d'entrée, la disposition ci-dessus aura pour effet, dans l'état actuel des choses, d'assurer au sel gemme du Zollverein importé par mer sous pavillon Belge, la franchise de tout droit d'entrée.

Du sel chargé dans un entrepôt Néerlandais et importé de là en Belgique, sous pavillon Belge, par les eaux intérieures des Pays-Bas, ne serait pas dans le cas prévu par la législation belge.

Les sels bruts arrivant des Etats du Zollverein par le Rhin et ses affluents dans un port Néerlandais, pour y être transbordés sous pavillon Belge, être expédiés sous ce pavillon par la pleine mer et entrer ainsi en Belgique, y jouiront des mêmes avantages que les sels bruts de la nation la plus favorisée y entrant sous pavillon Belge par la même voie.

Les pavillons des Hautes Parties contractantes demeureront assimilés, pour les importations fluviales, aux termes de l'art. 12 du traité du 1. septembre 1844.

Si le droit de fr. 1 — 40 était réduit en faveur des importations du royaume-uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, cette reduction serait immédiatement, de plein droit et sans équivalent, acquise au Zollverein pour l'importation du sel gemme brut originaire du Zollverein, soit par le Rhin et l'Escaut ou le Rhin et la Meuse, soit par le chemin de fer belge-rhénan.

§. 5. — Les plénipotentiaires sont convenus que le présent protocole aura la même durée et vigueur que la convention, qu'il sera soumis en même temps aux Hautes Parties contractantes, et que les dispositions qui y sont contenues seront censées avoir obtenu la ratification des gouvernements respectifs dès que celle de la convention même aura eu lieu.

Il a été procédé ensuite à la lecture de deux exemplaires, lesquels, ayant été trouvés conformes, ont été

signés par les plénipotentiaires respectifs et scellés de leurs cachets.

Fait à Berlin, le 18 février mil huit cent cinquante-deux.

(L. S.) *Nothomb.* (L. S.) *Othon*, baron de *Manteuffel.*

Déclaration du ministre des affaires étrangères de Prusse remise au Plénipotentiaire de la Belgique.

Le soussigné a l'honneur de déclarer à M. Nothomb, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Belges, ce qui suit:

La législation du Zollverein ne fait aucune distinction entre les droits d'entrée perçus sur les produits du sol et de l'industrie de pays étrangers. Des exceptions à cette règle n'ont été faites jusqu'ici par traité en ce qui concerne les pays hors de l'Allemagne, que vis-à-vis de la Belgique. Néanmoins, plusieurs articles importants du sol et de l'industrie du Zollverein sont traités en Belgique, moins favorablement que les articles similaires provenant d'autres pays étrangers. Les États du Zollverein se croient fondés à demander que le gouvernement Belge renonce à ce régime d'inégalité et de faveur, et ils ont fait valoir déjà cette demande dans le cours des négociations qui ont amené la conclusion de la convention additionnelle du 18 février 1852. En égard cependant

---

XLII.

*Traité de commerce et de navigation entre la Prusse en son nom et pour les autres États du Zollverein d'une part et la République de Mexique d'autre part; signé à Mexico, le 10 juillet 1855; suivi d'un protocole *).*

Texte allemand.

Im Namen der hochheiligen Dreieinigkeit.

Nachdem die Erfahrung und die gegenseitigen Handelsbedürfnisse zwischen den Königreichen Preussen und

---

*) Les ratifications ont été échangées, à Mexico, le 31 décem-

aux motifs exposés par le gouvernement Belge, ils ont résolu d'admettre préalablement un régime de transition, en prolongeant, sous certaines clauses, conditions et modifications, le traité du 1. septembre 1844 jusqu'au 1. janvier 1854, à quel jour le traité et la convention additionnelle du 18 février 1852, cesseront d'être en vigueur sans qu'il y ait lieu de les dénoncer. Les États du Zollverein ont le ferme espoir que la Belgique se décidera à traiter leurs produits sur le même pied que ceux des autres États. C'est surtout aussi dans cet espoir qu'a été admise dans la convention additionnelle la clause du premier alinéa de l'article 9, et le soussigné croit devoir ajouter expressément que le renouvellement du traité entre la Belgique et la France, du 10 août 1852, sans application au Zollverein de l'art. 7 de ce traité ou de telles autres concessions qui pourraient être faites à la France, serait pour le gouvernement Prussien un motif de dénoncer, dès le 1. septembre 1852, la convention additionnelle du 18 février 1852, en sorte qu'alors le traité du 1. septembre 1844 et cette convention additionnelle expireraient déjà à la fin de l'année présente.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler à M. Nothomb, l'assurance de sa haute considération.

Berlin, ce 5 avril 1852.

Manteuffel.

XLII.

*Traité de commerce et de navigation entre la Prusse en son nom et pour les autres États du Zollverein d'une part et la République de Mexique d'autre part; signé à Mexico, le 10 juillet 1855; suivi d'un protocole *).*

Texte espagnol.

En el nombre de la Santissima Trinidad.

Habiendo mostrado la esperiencia y las necesidades reciprocas comerciales entre la República Mejicana de

---

bre 1855.

Sachsen, einerseits, und der Republik Mexico, andererseits, die Nothwendigkeit einer Erneuerung der im Jahre 1831 von ihnen abgeschlossenen Verträge und ihrer Ausdehnung auf diejenigen souverainen Staaten des deutschen Zollvereins, welche noch in keinen Vertragsverhältnissen mit Mexico stehen, dargethan haben, hat es nützlich erschienen, die gegenseitigen Interessen vermittelst eines neuen, jene souverainen deutschen Staaten mitumfassenden Freundschafts-, Handels- und Schifffahrts-Vertrages zu erweitern und zu befestigen.

Zu dem Ende haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen sowohl für Sich, als in Vertretung der nachbenannten souverainen Länder und Landestheile: des Grossherzogthums Luxemburg, der Grossherzoglich Mecklenburgischen Enclaven Rossow, Netzeband und Schönberg, des Grossherzoglich Oldenburgischen Fürstenthums Birkenfeld, der Herzogthümer Anhalt-Dessau-Köthen und Anhalt-Bernburg, der Fürstenthümer Waldeck und Pyrmont, des Fürstenthums Lippe, des Landgräflich Hessischen Ober-Amts Meissenheim, sowie der folgenden Mitglieder des deutschen Zollvereins: der Krone Bayern, der Krone Sachsen, der Krone Würtemberg, des Grossherzogthums Baden, des Kurfürstenthums Hessen, des Grossherzogthums Hessen, zugleich das Landgräflich Hessische Amt Homburg vertretend; und der folgenden, dem Thüringischen Zoll- und Handelsverein angehörigen Staaten: des Grossherzogthums Sachsen, der Herzogthümer Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg und Sachsen-Coburg und Gotha, der Fürstenthümer Schwarzburg-Rudolstadt und Schwarzburg-Sondershausen, Reuss-Greiz und Reuss-Schleiz, des Herzogthums Braunschweig, des Herzogthums Oldenburg, des Herzogthums Nassau und der freien Stadt Frankfurt:

den Herrn Emil Carl Heinrich Freiherrn von Richthofen, Allerhöchst Ihren Geheimen Kriegsrath und Minister-Residenten bei Seiner Durchlauchtigen Hoheit, dem Präsidenten der Republik Mexiko, Ritter des rothen Adler-Ordens dritter Klasse mit der Schleife, Commandeur erster Klasse des Königlich Sächsischen Ordens Alberts des Beherzten, und des Herzoglich Braunschweigischen Ordens Heinrichs des Löwen und Comthur des Mexicanischen ausgezeichneten Guadalupe-Ordens, und

una parte, y los Reinos de Prúsia y Sajonia de otra, que los Tratados celebrados en 1831 debian convenientemente ser renovados dandoles estension à los Estados Soberanos de la Liga aduanera alemana que no los tienen con México, ha parecido util estender y fomentar los reciprocos intereses por medio de un nuevo Tratado de amistad, comercio y navegacion, tomando parte en él los mencionados Soberanos Estados de Alemania.

Con este fin han nombrado Plenipotenciarios suyos respectivamente:

Su Alteza Serenisima el General Presidente de la República Mejicana,

al Exmo Sr. Doctor Don Manuel Diez de Bonilla, Secretario de Estado y del Despacho de Relaciones esteriores, Caballero Gran Cruz de la Nacional y distinguida Orden de Guadalupe, Vice-Presidente del Consejo de Estado, Condecorado con la medalla de 1. clase del ramo de hacienda, Ministro honorario del Supremo Tribunal de Justicia de la Nacion, Antiguo Ministro Plenipotenciario en diversas Naciones, etc. etc. etc.

y Su Magestad el Rey de Prúsia para si y en representacion de los siguientes Soberanos Estados Alemanes en totalidad ó parte, á saber: del Gran Ducado de Luxemburgo: de los Distritos (les Enclaves) de Rossow Netzeband y Schoenberg, correspondientes á los Gran Ducados de Mecklenburgo, del Principado de Birkenfeld, correspondiente al Gran Ducado de Oldenburg: de los Ducados de Anhalt-Dessau-Coethen, y Anhalt-Bernburg: de los Principados de Waldeck y Pirmont: del Principado de Lippe: de la Jurisdiccion superior de Meissenheim del Landgraviado de Hessen: así como de las siguientes partes de la liga aduanera alemana Clamada el Zollverein, á saber: de la Corona de Baviera; de la Corona de Sajonia: de la Corona de Wurttemberg: del Gran Ducado de Baden: del Electorado de Hessen: del Gran Ducado de Hessen; representando á la vez la jurisdiccion de Homburg del Landgraviado de Hessen: de los Estados reunidos en la asociacion aduanera y comercial de Thüringen á saber: del Gran Ducado de Sajonia: de los Ducados de Sajonia Meiningen: Sajonia Altenburg: y Sajonia Coburg y Gotha: de los Principados de Schwarzburg-Rudolstadt y Schwarzburg-Sondershausen, de Reuss-Greitz, y de Reuss-Schleitz; del Ducado de Brunswick:

Seine Durchlauchtige Hoheit der General-Präsident der Republik Mexico:

Seine Excellenz den Herrn Dr. Don Manuel Diez de Bonilla, Höchst Ihren Staats-Minister und Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Grosskreuz des National- und ausgezeichneten Guadalupe-Ordens, Vice-Präsident des Staatsraths, Inhaber der ersten Klasse der Finanz-Medaille, Ehren-Mitglied des obersten Justiz-Tribunals, und frühern bevollmächtigten Minister bei mehreren Nationen u. s. w. u. s. w.

welche, nachdem sie sich gegenseitig ihre Vollmachten mitgetheilt und selbige in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Artikel übereingekommen sind:

Art. 1. Es wird zwischen Ihren Majestäten, Königlichen Hoheiten, Hoheiten und Durchlauchten, den Souverainen der contrahirenden deutschen Staaten, und dem hohen Senat von Frankfurt, sowie den Unterthanen und Bürgern derselben, einerseits, und zwischen Seiner Durchlauchtigen Hoheit dem Präsidenten der Republik Mexico und ihren Bürgern, andererseits, beständige Freundschaft bestehen.

Art. 2. Zwischen den Bewohnern der contrahirenden Länder wird eine gegenseitige Verkehrs- und Handelsfreiheit statt finden; dieselben werden vollkommen Freiheit und Sicherheit geniessen, um zu reisen und sich mit ihren Gütern, Schiffen und Ladungen nach allen Orten, Häfen und Flüssen oder nach jedem anderen Punkte zu begeben, wo Fremden gegenwärtig der Zugang gestattet ist, oder in Zukunft gestattet werden wird.

Desgleichen sollen die Kriegsschiffe beider Theile gegenseitig die Befugniss haben, ohne Hinderniss und sicher in allen Häfen, Flüssen und Orten zu landen, wo den Kriegsschiffen anderer Nationen das Einlaufen gegenwärtig gestattet ist, oder künftig wird gestattet werden, jedoch mit Unterwerfung unter die daselbst bestehenden Gesetze und Verordnungen.

Unter der Befugniss zum Einlaufen in die im gegenwärtigen Artikel erwähnten Orte, Häfen und Flüsse ist das Recht, die mitgebrachte Ladung theilweise in verschiedenen Häfen für den Handel zu löschen (comercio de escata) und das Recht, an einem Küstenpunkte Güter einzunehmen und sie nach einem anderen Küstenpunkte desselben Gebietes zu verführen (cabotage) nicht inbegriffen.

del Ducado de Oldenburg: del Ducado de Nassau y de al Ciudad libre de Frankfort:

al Sr. Emilio Carlos Enrique Baron de Richthofen, del Consejo intimo de guerra de S. M. y su Ministro residente cerca de S. A. S. el Presidente de la República Mejicana, Caballero de la Orden Real de la Aguila Roja de tercera clase con distincion de lazo, Comendador de primera clase de las órdenes de la Real de Alberto el Animoso de Sajonia, y de la de Enrique el Leon de Brunswick, y Comendador de la distinguida Orden Mejicana de Guadalupe,

los cuales, despues de haberse communicado mutuamente sus plenos poderes, y habiendolos encontrado en buena y debida forma, se han convenido en los articulos siguientes.

Art. 1. Habrá entre Su Alteza Serenisima el Presidente de la República Mejicana y sus ciudadanos por una parte, y Sus Magestades y Altezas Reales y Serenisimas los Soberanos de los Estados Alemanes contratantes, y el Alto Senado de Frankfort, así como súbditos y ciudadanos por la otra, una amistad perpetua.

Art. 2. Habrá libertad reciproca de tráfico y comercio entre los habitantes de los paises contratantes, quienes gozarán de plena libertad y seguridad para viajar trasladarse con sus bienes, buques y cargamentos á todos los lugares, puertos, rios, ó cualquier otro punto, en donde otros estranjeros tienen actualmente, ó tuvieren en adelante la facultad de entrar.

Ygualmente los buques de guerra de ambas partes tendrán reciprocamente libertad para arribar sin estorbo y con seguridad á todos los puertos, rios y lugares, en donde los buques de guerra de cualquiera otra Nacion tienen ó tuvieren en lo sucesivo libertad de entrar; sometiendose, sin embargo, á las leyes y ordenanzas de entre ambas.

En el derecho de entrar en todos los lugares, puertos y rios mencionados en el presente articulo, no se comprende el de poder hacer el comercio de escala y cabotaje, el cual está reservado à los buques nacionales.

Art. 3. Die jedem der contrahirenden Theile zugehörigen Schiffe sollen in dem Gebiete des anderen Theils hinsichtlich der Lasten- oder Tonnengelder, der Leucht-, Hafen-, Lootsen-, Quarantaine-Gelder, ferner des Bergelohns im Falle von Havarie oder Schiffbruch, sowie hinsichtlich anderer ähnlichen, seien es allgemeine oder örtliche Lasten, keinen anderen oder höheren Abgaben unterworfen werden, als denen, welche die nationalen Schiffe dort gegenwärtig entrichten oder künftig entrichten werden.

Art. 4. Es sollen in den mexicanischen Häfen für die Ein- und Ausfuhr von was immer für Waaren auf Schiffen der contrahirenden deutschen Staaten und eben so in den letzteren für die Ein- und Ausfuhr von was immer für Waaren auf mexicanischen Schiffen keine anderen oder höheren Abgaben erhoben werden, als diejenigen, welche von denselben Waaren erhoben werden, wenn solche auf Nationalschiffen eingeführt werden; und die Produkte und Waaren mexicanischen Ursprungs, eingeführt auf nicht mexicanischen Schiffen, sofern nach den bestehenden Gesetzen deren Einfuhr erlaubt ist, sollen angesehen und behandelt werden, als wären sie eingeführt auf mexicanischen Schiffen, eben so wie die Produkte und Waaren mit Ursprung aus den contrahirenden deutschen Staaten, sofern nach den bestehenden Gesetzen deren Einfuhr erlaubt ist, eingeführt in den Häfen von Mexico auf nicht diesen Staaten zugehörigen Schiffen so angesehen und behandelt werden sollen, als wären sie auf Schiffen dieser Staaten eingeführt, vorausgesetzt, dass eben dieselbe Gleichstellung von Schiffen und Waaren irgend einer anderen begünstigten Nation gewährt werde.

Jede Waare, welche für ihren Consum oder Durchgang gesetzlich auf den Schiffen der begünstigtesten Nation in die Häfen der contrahirenden Theile eingeführt, oder von dort ausgeführt werden darf, soll in gleicher Weise gegenseitig auf Schiffen der beiden contrahirenden Theile eingeführt und ausgeführt werden dürfen, was auch immer ihr Ursprung, ihre Bestimmung oder der Ort sei, von dem sie ausgeführt wird.

Art. 5. Die beiden contrahirenden Theile sind übereingekommen, gegenseitig als Schiffe derselben diejenigen anzusehen und zu behandeln, welche als solche in den Ländern und Staaten, denen sie angehören, zufolge der dort bestehenden oder künftig noch ergehenden Gesetze und Bestimmungen, — von welchen Gesetzen und Be-

Art. 3. No se impondrán à los buques de cada una de las partes contratantes en el territorio de la otra, otros ni mas altos derechos de tonelada, fanál, emolumentos de puerto, práctico, cuarentena, derecho de salvamento en caso de averia ó naufrajio, ni otras cargas semejantes, sean generales ó locales, ni ningun derecho diverso ó mas crecido, que el que los buques nacionales pagan allí actualmente ó pagaren en lo sucesivo.

Art. 4. Los buques de los Estados Alemanes contratantes no pagarán en los puertos de México, por la importacion ó exportacion de cualesquiera mercancias, diversos ó mas crecidos derechos que los que estas mismas mercancias pagaen ó pagaren en lo sucesivo en los respectivos paises cuando son ó sean importadas por buques nacionales; y los productos y mercancias de origen Mejicano importados en los Estados Alemanes contratantes, en buques que no sean Mejicanos, suponiendo su importacion permitida segun las leyes vigentes, serán considerados y tratados como importados por buques Mejicanos, lo mismo que los productos y mercancias de origen de los Estados Alemanes contratantes, importados en los puertos de México en buques que no sean de aquellos Estados, suponiendo la importacion permitida por las leyes vigentes, serán considerados y tratados, como importados en buques de aquellos Estados, siempre que esta misme igualacion de buques y mercancias fuere concedida à cualquiera otra Nacion mas favorecida.

Toda mercancia que para su consumo ó transito pueda ser legalmente importada por los buques de la Nacion mas favorecida en los puertos de las partes contratantes, ó que pueda ser exportada de los mismos por los mismos, podrá ser igual y reciprocamente importada y exportada por los buques de ambas partes contratantes, cualesquiera que sean su origen, destino ó el lugar de donde salgan.

Art. 5. Las dos partes contratantes se han convenido en considerar y tratár reciprocamente como buques de las partes contratantes, todos aquellos reconocidos como tales en las posesiones y Estados á quienes pertenezcan respectivamente en virtud de las leyes y reglamentos existentes ó que se promulguen en lo sucesivo;

stimmungen ein jeder Theil dem anderen zur gehörigen Zeit Mittheilung machen wird — anerkannt sind; vorausgesetzt, dass die Führer jener Schiffe deren Nationalität durch Seebriefe, welche in der gebräuchlichen Form abgefasst und mit der Unterschrift der betreffenden heimatlichen Behörde versehen sind, nachzuweisen im Stande sind.

Art. 6. Es sollen in den contrahirenden deutschen Staaten auf die mexicanischen Erzeugnisse des Bodens und des Kunstfleisses, und eben so in Mexico auf die Erzeugnisse des Bodens und des Kunstfleisses der contrahirenden deutschen Staaten keine anderen oder höheren Eingangs- oder Durchgangs-Abgaben, als diejenigen, welche von anderen Nationen für dieselben Gegenstände gegenwärtig zu entrichten sind, oder künftig zu entrichten sein werden, gelegt, auch soll derselbe Grundsatz hinsichtlich der Ausfuhr beobachtet werden.

Ingleichen soll bei Gegenständen des gegenseitigen Handels der beiden contrahirenden Theile kein Einfuhr- und Ausfuhr-Verbot statt finden, welches nicht gleichmässig auf alle anderen Nationen erstreckt wird.

Art. 7. Die beiden hohen contrahirenden Theile erkennen als ein unveränderliches Princip an, dass die Flagge die Waare deckt, das heisst, dass die Effecten und Waaren, welche Bürgern und Unterthanen einer Macht gehören, welche sich im Kriege befindet, frei von der Wegnahme und Confiscation sind, wenn sie sich am Bord neutraler Schiffe befinden, ausgenommen die Kriegs-Contrebande, und dass das Eigenthum der Neutralen, welches sich am Bord eines feindlichen Schiffes befindet, Kriegs-Contrebande ausgenommen, der Confiscation nicht unterliegen soll.

Art. 8. Alle Handeltreibende, Schiffspatrone und andere Unterthanen der contrahirenden deutschen Staaten sollen in der Republik Mexico vollkommene Freiheit haben sich dort aufzuhalten, Häuser und Magazine zu miethen oder zu kaufen, zu reisen, Handel zu treiben, Producte, Metalle und Münzen zu verführen, und ihre eigenen Geschäfte entweder selbst zu betreiben, oder deren Führung nach Gutbefinden einem Andern, er sei Commissionair, Courtier, Agent oder Dollmetscher, anzuvertrauen, ohne gezwungen zu sein, zu diesem Behuf andere Personen, als diejenigen, deren die Inländer sich bedienen, zu ge-

de las cuales leyes y reglamentos, la una de las partes dará communicacion à la otra à su debido tiempo, en la inteligencia de que los Comandantes de dichos buques, podrán probar siempre su nacionalidad, por cartas de mar, estendidas en la forma acostumbrada y revestidas de la firma de las autoridades competentes del pais à que pertenezcan dichos buques.

Art. 6. No se impondrán en los Estados Alemanes contratantes á las producciones naturales ó industriales de México, ni en México á las producciones del suelo ó de la industria de los Estades Alemanes contratantes, ningun derecho de importacion ó tránsito diferente ó mas crecido que los que otras naciones pagan ó pagaren en adelante por los mismos articulos; observandose el mismo principio con respecto á la exportacion.

De la misma manera en el comercio reciproco de ambas partes contratantes no habrá ninguna prohibicion de importar ó exportar cualesquiera articulos, lo cual no se estienda igualmente à todas las demas naciones.

Art. 7. Las dos altas partes contratantes reconocen como principio invariable que la bandera cubre la mercancia; es decir, que los efectos ó mercancias pertenecientes á subditos ó ciudadanos de una potencia que se encuentra en guerra, son libres de captura y confiscacion, cuando se hallen á bordo de buques neutrales, escepto el contrabando de guerra; y que la propiedad de los neutrales, encuntrada á bordo de un buque enemigo, no está sujeta á confiscacion, á menos que sea contrebando de guerra.

Art. 8. Todos los comerciantes, patrones de barcos y demas súbditos de los Estados Alemanes contratantes, gozarán en la República Mejicana una completa libertad para residir en el pais, alquilar ó comprar casas y almacenes, viajar, comerciar, transportar producciones, metales y monedas, manejar ellos mismos sus propios asuntos, ó encargarselos á quïen mejor les paresca, sea comisionado, corredor, agente ó interprete, y no se les obligará á servirse para el efecto de otras personas que aquellas de quienes se sirven los mismos nacionales; ni á darles mayor salario ó recompensa que la que estos

brauchen, oder dafür mehr Lohn oder Vergütung zu entrichten, als die Inländer entrichten, jedoch Alles dieses unter Unterwerfung unter die bezüglichen Landesgesetze und Verordnungen der contrahirenden Theile.

Desgleichen soll es jedem Verkäufer oder Käufer vollkommen freistehen, in allen Fällen, unter Beobachtung der Gesetze und Gebräuche des Landes, den Preis der eingeführten oder auszuführenden Waaren jeder Art nach Belieben zu bestimmen und festzusetzen.

Die mexicanischen Bürger sollen derselben Vortheile und unter gleichen Bedingungen in den contrahirenden deutschen Staaten theilhaftig sein. In der Befugniss, Waaren im Grossen einzuführen und zu verkaufen, ist diejenige, Gegenstände der Kriegs-Contrebande, oder andere durch die beiderseitigen Tarife verbotene Waaren einzuführen oder zu verkaufen, nicht inbegriffen.

Obgleich durch gegenwärtigen Artikel die Bürger und Unterthanen jedes der contrahirenden Theile nur den Grosshandel betreiben dürfen, so sind dieselben doch dahin übereingekommen, sie auch gegenseitig zum Kleinhandel unter denjenigen Bedingungen zu verstatten, nach welchen die bezüglichen Gesetze und örtlichen Verordnungen dies für die Angehörigen der begünstigtesten Nation zugelassen.

Art. 9. In Allem was auf die Hafen-Polizei, auf Ladung und Löschung der Schiffe und auf Sicherung der Waaren Bezug hat, sollen die Unterthanen und Bürger der contrahirenden Theile gegenseitig den Gesetzen und Local-Verordnungen des Landes, wo sie sich aufhalten, unterworfen sein.

Besagte Unterthanen und Bürger sollen von jedem unfreiwilligen militairischen Dienste zu Wasser und Lande frei sein, aber nicht vom Polizeidienste in den Fällen, in welchen für die Sicherheit des Eigenthums und der Personen ihre Hülfe, und lediglich für die Zeit dieses dringenden Bedürfnisses nöthig sein möchte; kein gezwungenes Anlehen soll auf sie besonders gelegt, und ihr Eigenthum soll keinen anderen Lasten, Requisitionen und Auflagen unterworfen werden, als denen, welche von den Inländern selbst gefordert werden.

Art. 10. Die Unterthanen und Bürger der contrahirenden Theile sollen gegenseitig für ihre Personen, ihre Häuser und Güter des vollständigsten und unveränderlichsten Schutzes geniessen. Sie sollen zur Verfolgung

les dan, sujetos, sin embargo, á las leyes y reglamentos de cada una de las partes contratantes.

Cada vendedor ó comprador, disfrutará de plena libertad para regular y fijar en todos los casos, segun le paresca el precio de las mercancias importadas ó exportadas sea cual fuere su naturaleza, conformandose à las leyes y costumbres del pais.

Los ciudadanos mejicanos gozarán de las mismas prerrogativas y bajo las mismas condiciones en los Estados Alemanes contratantes.

En la facultad de introducir y vender por mayor, no se comprende la facultad de introducir y vender articulos de contrabando militar, ó de alguna otra mercancia prohibida por los aranceles respectivos.

Aunque por el presente articulo los ciudadanos y súbditos de cada una de las partes contratantes no pueden ejercer sino el comercio por mayor, sin embargo; están conformes en permitir reciprocamente el comercio al menudeo, bajo las condiciones que las respectivas leyes y reglamentos locales concedieren á los naturales de las naciones mas favorecidas.

Art. 9. En todo lo respectivo á policia de puertos, al cargo y descargo de los buques y á la seguridad de las mercancias, los súbditos y ciudadanos de las partes contratantes se someterán respectivamente á las leyes y ordenanzas locales de los Paises en que residen.

Dichos súbditos ó ciudadanos estarán exentos de todo servicio militar forzoso en el ejercito ó armada; mas nó del de policia en los casos, en que para seguridad de las propiedades y personas, fuere necesario su auxilio, y por solo el tiempo de esa urgente necesidad: ningun impuesto forzado tampoco les será impuesto en particular; y sus propriedades no estarán sujetas á ningunas otras cargas, requisiciones ó impuestos que las que se exigen á los naturales del mismo pais.

Art. 10. Los subditos ó ciudadanos de las partes contratantes gozarán por una parte y otra, para sus personas, casas y bienes, la mas completa y constante proteccion. Tendrán libre y facil acceso en los tribu-

und Vertheidigung ihrer Gerechtsame freien und leichten Zugang vor den Gerichtshöfen haben, sich der Advokaten, Prokuratoren oder Agenten, welche zu erwählen sie angemessen finden, frei bedienen dürfen, und überhaupt in Angelegenheiten der Rechtspflege, sowie in Allem, was die testamentarische oder andere Erbfolge in persönliches Vermögen, ingleichem was die Befugniss, über persönliches Vermögen durch Verkauf, Schenkung, Tausch, letztwillige Bestimmung oder auf irgend eine andere Weise zu verfügen, anbelangt, mit den Eingebornen des Landes, wo sie sich aufhalten, gleiche Prärogative und Freiheiten haben, und in keinem dieser Fälle oder Verhältnisse stärkeren Auflagen und Abgaben unterworfen werden, als es die Eingebornen sind.

Dieser Schutz der Personen schliesst das Recht nicht aus, welches die Regierungen der beiden contrahirenden Theile besitzen, um in dem Territorium derselben diejenigen Personen nicht zuzulassen, oder aus demselben auszuweisen, welche nach ihrer notorischen Vergangenheit und üblem Verhalten gefährlich für den Frieden, die öffentliche Ordnung und die guten Sitten, nach dem Urtheile der obersten Behörden in dem Gebiete der contrahirenden Theile erscheinen.

Wenn durch den Tod einer Person, die in dem Gebiete eines der contrahirenden Theile Grundstücke besitzt, diese Grundstücke nach den Landesgesetzen einem Bürger oder Unterthan des anderen Theils etwa zufallen, dieser aber, wegen seiner Eigenschaft als Fremder, sie zu besitzen nicht fähig sein sollte, so soll ihm eine angemessene Frist bewilligt werden, um dieselben zu verkaufen und den Ertrag davon ohne Hinderniss und frei von allem Abzuge von Seiten der Regierung des betreffenden Staates zu beziehen.

Art. 11. Die in der Republik Mexico befindlichen Unterthanen der contrahirenden deutschen Staaten sollen auf keine Weise wegen ihrer Religion belästigt oder beunruhigt werden, vorausgesetzt, dass sie die Religion, sowie auch die Verfassung, die Gesetze und Gebräuche des Landes achten; dieselben sollen des schon durch die früheren Verträge mit den Königreichen Preussen und Sachsen bewilligten Vorrechts geniessen, die in der genannten Republik mit Tode Abgehenden an den hierzu bestimmten Orten beerdigen zu dürfen, und weder die

nales para la reclamacion y defensa de sus derechos; podrán valerse de los abogados, procuradores ó agentes que pizguen á proposito, de cualquiera especie que sean; y en general, en la administracion de la justicia, como asi mismo en todo lo concerniente á sucesiones de propriedades personales, por testamento ó de otro modo, y en lo relativo á la facultad de disponer de la propriedad personal por venta, donacion, permuta, última voluntad, ó de cualquiera otra manera, gozarán de las mismas prerogativas y libertades que los naturales del pais en que residan; y en ningun caso ó circunstancia tendrán que satisfacer mas crecidos impuestos ó derechos que los naturales del pais.

Esta proteccion personal no escluye el derecho que tienen los Gobiérnos de las respectivas partes contratantes para no admitir, ó para expeler del territorio de cada una, á aquellas personas que, por sus notorios malos antecedentes y mala conducta; se consideren perniciosos á la paz, órden público y á las buenas costumbres, segun el juicio de las Supremas autoridades de cada una de las dos altas partes contratantes.

Asi mismo, si por muerte de alguna persona que poseia bienes raices en el territorio de una de las dos partes contratantes, recayesen aquellos, segun las leyes del pais, en un ciudadano ó súbdito de la otra parte, y este, aun en el caso mismo de que por su calidad de estranjero fuese inhábil para poseer dichos bienes, se le concederá un plazo proporcionado para venderlos y recoger su valor, sin obstaculo ninguno, y estará exento de todo derecho de retencion por parte del Gobiérno de los estados respectivos.

Art. 11. Los súbditos de los Estados Alemanes contratantes, que se hallan en la República Mejicana no serán molestados ni inquietados de ninguna manera con respecto á su religion, en la inteligencia de que respetarán la del pais como tambien su constitucion, leyes y costumbres; gozarán igualmente, del privilegio que ya en los tratados anteriores con los Reinos de Prúsia y de Sajonia se han concedido, de dar sepultura en los lugares señalados á este fin á los que fallezcan en la dicha República; y los funerales no serán perturbados

Beerdigungs-Feierlichkeiten, noch die Gräber sollen in keinerlei Art und unter keinem Vorwande gestört oder beschädigt werden.

Falls diese Concession in Zukunft bis zu einer gänzlichen oder theilweisen Toleranz für Nichtkatholiken ausgedehnt werden sollte, so sind in dieser Ausdehnung ohne Weiteres auch die deutschen Unterthanen einbegriffen.

Die contrahirenden deutschen Staaten gestatten in ihrem Territorium den sich daselbst aufhaltenden mexicanischen Bürgern die öffentliche Ausübung ihrer Religion, sowohl in den hierzu bestimmten Kirchen, als in ihren Wohnungen.

Art. 12. Im Kriegsfalle sollen die Angehörigen der beiden contrahirenden Theile, welche im Gebiete des anderen angesessen sind, ihre Beschäftigungen und ihren Handel ohne irgend ein Hinderniss fortsetzen dürfen, so lange sie sich friedlich benehmen, und sie sich dieser Gunst durch keine, den Interessen des Landes, in dem sie sich aufhalten, nach dem Urtheile der höchsten Behörden desselben, zuwiderlaufende Handlung unwürdig machen.

Ihr Eigenthum, sei es welcher Art es wolle, darf weder mit Beschlag belegt, noch sequestrirt werden, noch dürfen ihnen andere Auflagen und Steuern aufgelegt werden, als den Inländern.

Ingleichen dürfen Privat-Schuldforderungen, öffentliche Fonds oder Gesellschafts-Aktien nicht mit Beschlag belegt, sequestrirt oder confiscirt werden.

Art. 13. Sollte der Fall eintreten, dass einer der contrahirenden Theile mit irgend einer Macht, Nation oder irgend einem Staate im Kriege wäre, so dürfen die Unterthanen oder Bürger des anderen Theiles ihren Handel und ihre Schifffahrt mit eben diesem Staate fortsetzen, ausgenommen mit den Städten oder Häfen, welche zur See oder zu Lande blockirt oder belagert wären.

Aus Rücksicht jedoch auf die Entfernung der respectiven Länder der beiden contrahirenden Theile, und auf die daraus hervorgehende Ungewissheit über die möglicher Weise stattfindenden Begebenheiten, ist verabredet worden, dass ein, dem einen von ihnen zugehörendes Handelsschiff, welches nach einem zur Zeit seiner Abfahrt voraussetzlich blockirten Hafen bestimmt ist, dennoch nicht wegen eines ersten Versuches, in den frag-

ni los sepulcros violados de ningun modo ni bajo pretesto ninguno.

En el caso que en adelante estas concesiones se estendieren hasta una tolerancia religiosa parcial ó general á no católicos, los súbditos alemanes quedarán desde luego comprendidos en ella.

Los Estados Alemanes contratantes conceden en sus territorios á los mejicanos residentes en ellos, el culto público de su religion en los templos destinados al efecto, y en sus casas particulares.

Art. 12. En caso de guerra, los súbditos de ambas partes contratantes, establecidos en el territorio de la otra, tienen el privilegio de permanecer en ella siguiendo en sus ocupaciones ó comercio sin ningun obstaculo, mientras que vivan pacificamente y no se hagan desmerecedores de esa gracia por cualquier acto contrario á los intereses del pais en que residan, á juicio de las respectivas autoridades Supremas.

Sus propriedades, sean de la naturaleza que fueren, no serán embargadas ni secuestradas, ni sufrian otra carga ó contribucion que las que sufran los naturales del pais.

Así mismo, las sumas debidas por los particulares, los fondos públicos, ó acciones de compañias, no podrán jamás ser embargadas, secuestradas ni confiscadas.

Art. 13. Si llegare á suceder que una de las partes contratantes esté en guerra con alguna potencia, nacion ó Estado, los súbditos de la otra podrán continuar su comercio y navegacion con estos mismos Estados, escepto con las Ciudades y puertos que estén bloqueados ó sitiados por mar ó por tierra.

Sin embargo, en vista de la gran distancia á que se hallan los respectivos paises de las dos partes contratantes, y la incertidumbre que resulta de esto, con respecto á los diferentes sucesos que puedan ocurrir, se ha convenido en que, si un buque mercante perteneciente á una de ellas, se hallase destinado á un puerto que se supone bloqueado en el momento de la salida de dicho buque, no será sin embargo apresado ó con-

lichen Hafen einzulaufen, genommen oder verurtheilt werden soll; es sei denn, dass bewiesen werden könnte, dass gedachtes Schiff während der Fahrt die Fortdauer der Blockade habe in Erfahrung bringen können und müssen; dagegen sollen diejenigen Schiffe, welche, nachdem sie bereits einmal zurückgewiesen worden, es während derselben Reise zum zweiten Male versuchen sollten, in denselben blockirten Hafen während der Fortdauer dieser Blockade einzulaufen, der Anhaltung und Condemnation unterworfen sein. Es versteht sich, dass in keinem Falle der Handel mit Gegenständen, welche für Kriegs-Contrebande gelten, erlaubt sein soll; z. B. mit Kanonen, Mörsern, Gewehren, Pistolen, Granaten, Zündwürsten, Lafetten, Wehrgehängen, Pulver, Salpeter, Helmen und anderen zum Gebrauche im Kriege verfertigten Werkzeugen irgend einer Art.

Art. 14. Jeder der contrahirenden Theile soll bei dem anderen diplomatische Agenten jedes beliebigen Ranges, und zum localen Schutz des Handels an den Orten ihres Aufenthaltes, Consuln, Vice-Consuln und Consular-Agenten ernennen dürfen, welche in dem Gebiete des anderen residiren.

Bevor aber irgend ein Consularbeamter seine consularischen Functionen ausüben darf, muss derselbe von demjenigen Gouvernement, in dessen Gebiet er residiren soll, in hergebrachter Form anerkannt und zugelassen worden sein. Jedoch behalten die contrahirenden Theile sich das Recht vor, von der Niederlassung der Consuln diejenigen einzelnen Punkte auszunehmen, woselbst sie es nicht für angemessen erachten, selbige zuzulassen oder zu behalten, vorausgesetzt, dass sich diess allgemein auf alle dortigen Consular-Agenten bezieht.

Die diplomatischen Agenten und Consuln Mexico's in den contrahirenden deutschen Staaten werden aller derjenigen Prärogative, Freiheiten und Vorrechte theilhaftig sein, welche den in gleichem Range stehenden Agenten der begünstigtesten Nation zustehen oder in Zukunft eingeräumt werden möchten; und umgekehrt werden im Gebiete von Mexico die diplomatischen Agenten und Consuln der contrahirenden deutschen Staaten dieselben Prärogative, Freiheiten und Vorrechte geniessen, welche den mexicanischen diplomatischen Agenten und Consuln in den contrahirenden deutschen Staaten zustehen, oder noch zugestanden werden möchten.

denado, por haber procurado por primera vez entrar en dicho puerto; á menos que no pueda probarse que dicho buque pudo y debió saber, durante la navegacion, que el estado de bloqueo de la plaze de que se trata, duraba todavia; pero los buques que despues de haber sido despedidos una vez, procurasen segunda vez, durante el mismo viage, entrár en el mismo puerto bloqueado, quedarán sujetos á ser detenidos y condenados. En la inteligencia de que en ningun caso sera licito el comercio de los articulos reputados contrabando de guerra, como cañones, morteros, fusiles, pistolas, granadas, salchichones, cureñas, correages, polvora, salitre, morreones y demas instrumentos cualesquiera que sean, fabricados para el uso de la guerra.

Art. 14. Cada una de las partes contratantes podrá nombrar agentes diplomaticos de cualquier rango; y para la proteccion local del comercio en los lugares de su residencia, Consules, Vice Consules y Agentes Consulares, á fin de residir sobre el territorio de la otra.

Mas antes que un Consul pueda ejercer las funciones de tal, doberá ser aprobado y admitido en la forma acostumbrada, por el Gobierno en cuyo territorio haya de residir. Cada una de las partes contratantes se reserva, sin embargo, el derecho de esceptuar de la residencia de los Consules, los puntos particulares en los cuales no juzgue conveniente admitirlos ó conservarlos, siempre que esto se estienda á los demas Agentes Consulares.

Los Agentes diplomáticos y Consules de México, en los Estados Alemanes contratantes, gozarán de todas las prerogativas, escenciones é immunidades que se conceden ó se concedieren ulteriormente á los agentes de igual grado de la nacion mas favorecida; y reciprocamente los Agentes diplomáticos y Consules de los Estados Alemanes contratantes, gozarán en el territorio de México de las mismas prerogativas, escenciones é immunidades de que gocen ó gozaren los Agentes diplomáticos y Consules mejicanos en los dichos Estados Alemanes.

Doch sollen die Consuln, welche zugleich Handel treiben, in dieser Eigenschaft lediglich den Gesetzen des Landes, in welchem sie residiren, unterworfen sein.

Die beiderseitigen Consuln, Vice-Consuln und Consular-Agenten sollen bei dem Absterben eines ihrer Nationalen berechtigt sein, auf Ansuchen der betheiligten Partheien oder auch von Amtswegen, den von der competenten Behörde auf die Effecten, Meubeln und Papiere des Verstorbenen gelegten Siegeln die ihrigen hinzuzufügen, in welchem Falle diese doppelten Siegel nicht anders als im gemeinschaftlichen Einverständnisse gelöset werden können. Dieselben werden der bei Abnahme der Siegel erfolgenden Inventarisation des Nachlasses beiwohnen, und es soll ihnen durch die betreffende Behörde eine Abschrift, sowohl des Inventars, als der etwa hinterlassenen letztwilligen Disposition des Verstorbenen ertheilt werden. Wenn die Consuln, Vice-Consuln und Consular-Agenten von Seiten der gehörig legitimirten Erben mit Vollmacht in gesetzlicher Form versehen sind, so soll ihnen der Nachlass sofort ausgeliefert werden, den Fall der Einsprache eines einheimischen oder fremden Gläubigers ausgenommen.

Die Consuln, Vice-Consuln und Consular-Agenten sollen als solche das Recht haben, bei Streitigkeiten zwischen den Kapitainen und der Mannschaft von Schiffen derjenigen Nation, deren Interessen sie wahrnehmen, als Schiedsrichter zu dienen, ohne dass die Lokal-Behörden einschreiten dürfen, sofern nicht das Betragen des Kapitains oder der Mannschaft etwa die Ordnung oder Ruhe des Landes stört, oder wenn nicht die Consuln, Vice-Consuln und Consular-Agenten zur Ausführung oder Aufrechthaltung ihrer Entscheidungen das Einschreiten jener Behörden nachsuchen; jedoch versteht es sich hierbei, dass diese Art von Entscheidungen oder schiedsrichterlichen Aussprüchen die streitenden Partheien nicht des ihnen zustehenden Rechts beraubt, nach ihrer Heimkehr den Rekurs an die Gerichtsbehörden ihres Landes zu ergreifen.

Die gedachten Consuln, Vice-Consuln oder Consular-Agenten sollen ermächtigt sein, zum Zwecke der Ausmittelung, Ergreifung, Festnahme und Verhaftung der Deserteure von Kriegs- und Handelsschiffen ihres Landes den Beistand der Orts-Behörden anzurufen; sie werden zu dem Ende an die competenten Gerichts-Behörden,

Sin embargo, los Consules que á la vez son comerciantes, quedarán en esta calidad enteramente sujetos á las leyes del pais en que residen.

Los Consules, Vice Consules y Agentes Consulares respectivos, podrán al fallecimiento de cualquier individuo de su nacion cruzar con sus sellos, sea á demanda de las partes interesadas, sea de oficio, los sellos que hayan sido puestos por la autoridad competente sobre los efectos, muebles y papeles del difunto; y en este caso ya no se podrán levantar entre ambos sellos sino de comun acuerdo. Cuando se levanten, asistirán aquellos al inventario, que se haga, á la sucesion; y se les entregará por la autoridad competente copia tanto del inventario como del testamento que hubiere dejado el difunto. Reclamarán despues de haber manifestado sus poderes legales si los tienen, de las partes interesadas necesarias á este efecto, y se les entregará la sucesion inmediatamente, y la cual no se les podrá negar, sino en el caso de oposicion existente de parte de algun acreedor nacional ó estranjero.

Los Consules, Vice Consules y Agentes Consulares, tendrán derecho como tales, de servir de jueces árbitros en las contestaciones que pudieran suscitarse entre los capitanes y tripulaciones de los buques de la nacion cuyos intereses estan á su cargo, sin que las autoridades locales puedan intervenir en ello; á menos que la conducta del Capitan, ó la tripulacion no turbase el órden ó la tranquilidad del pais; ó á menos que los dichos Consules, Vice Consules ó Agentes Consulares no reclamen su intervencion para hacer ejecutar ó sostener sus decisiones; en la inteligencia, de que esta especie de juicio ó arbitracion no podrá sin embargo privar á las partes en litigio, del derecho que tienen, á su vuelta, de recurrir á las autoridades judiciales de su pais.

Los dichos Consules, Vice Consules y Agentes Consulares estarán autorizados para requerir la asistencia de las autoridades locales á fin de buscar, arrestar, detener, y encarcelar á los desertores de los buques de guerra y mercantes de su pais; y se dirijirán para esto á los tribunales, jueces y oficiales competentes, y reclamarán

Richter und Beamte sich wenden und die erwähnten Deserteure schriftlich reclamiren, wobei sie durch Mittheilung der Schiffsregister oder Mutter-Rollen, oder durch andere amtliche Documente den Beweis zu führen haben, dass diese Individuen zu der betreffenden Schiffs-Mannschaft gehört haben, nach welcher Beweisführung die Auslieferung nicht verweigert werden soll.

Solche Deserteurs sollen nach ihrer Ergreifung zur Disposition der Consuln, Vice-Consuln und Consular-Agenten gestellt, können auch auf Ansuchen und Kosten des reclamirenden Theils in den öffentlichen Gefängnissen festgehalten werden, um sodann den Schiffen, denen sie angehörten, oder anderen Schiffen derselben Nation zugesendet zu werden; würde aber diese Uebersendung nicht binnen dreier Monate, vom Tage ihrer Verhaftung an gerechnet, erfolgen, so sollen sie in Freiheit gesetzt, und wegen derselben Ursache nicht wieder verhaftet werden dürfen.

Sollte der Deserteur irgend ein Verbrechen oder Vergehen in dem Lande, in welchem er festgenommen wird, begangen haben, so kann seine Auslieferung ausgesetzt werden, bis der betreffende Gerichtshof sein Urtheil ausgesprochen und dieses vollstreckt sein wird.

Wenn innerhalb des Seegebietes eines der contrahirenden Theile, welches auf eine Entfernung von vier englischen Meilen vom Ufer festgesetzt wird, auf den Handelsschiffen irgend ein schweres Verbrechen oder Contrebande begangen wird, so soll dies durch die Gerichte desjenigen Landes untersucht und bestraft werden, dem das betreffende Seegebiet angehört.

Art. 15. Sollte einer der contrahirenden Theile in der Folge anderen Nationen irgend eine besondere Begünstigung in Beziehung auf Handel oder Schifffahrt zugestehen, so soll diese Begünstigung sofort auch dem anderen Theile mit zu Gute kommen, welcher derselben ohne Gegenleistung, wenn das Zugeständniss ohne eine solche erfolgt ist, oder aber unter Gewährung derselben Vergeltung, an welche das Zugeständniss geknüpft ist, geniessen soll. Die Vereinbarung in diesem Artikel soll jedoch die Regierung der Republik Mexico nicht hindern, besondere Vortheile und Freiheiten in Bezug auf Handel und Schifffahrt an die neuen Staaten des americanischen Continents zu bewilligen, welche früher spanische Colonien waren, mit Rücksicht auf die Gefühle

por escrito los desertores mencionados, probando, por medio de la comunicacion de los registros de los buques ó roles de la tripulacion, ó por otros documentos de oficio, que semejantes individuos hacian parte de dichas tripulaciones; y esta reclamacion una vez asi probada, no se negará la extradicion de los desertores.

Estos, cuando sean arrestados, serán puestos á la disposicion de dichos Consules, Vice Consules ó Agentes Consulares, y podrán ser detenidos en las carceles públicas á demanda y á espensas de los que los reclamen para ser remitidos á los buques á que pertenecian, ó á otros de la misma nacion; pero si no son remitidos en el término de tres meses, á contar desde el dia de su arresto, serán puestos en libertad, y no se les volverá á arrestar por la misma causa.

Sin embargo, si el desertor hubiese cometido algun crimen ó delito en el pais en el que se le arreste, podrá sobreseerse en su extradicion, hasta que el tribunal que entiende en el negocio, haya dado la sentencia y esta se haya ejecutado.

Si dentro de las aguas del mar territorial de cada una de las partes contratantes, el cual se fija á la estencion de cuatro leguas inglesas, del litorál, se cometiere algun delito grave ó de contrabando en buques mercantes, será juzgado y castigado por los tribunales del pais á que pertenece el dicho mar territorial.

Art. 15. Si una de las partes contratantes concede en lo sucesivo á otras naciones alguna gracia particular en materia de comercio ó navegacion, esta gracia se hará al punto comun á la otra parte, que gozará de ella gratuitamente, si la concesion es gratuita, ó concediendo la misma compensacion si la concesion es condicional. Lo convenido en este articulo no impide que el Gobierno de la República mejicana pueda conceder beneficios y escenciones especiales relativas á comercio y navegacion á los nuevos Estados del continente Americano, antes Colonias españolas por los sentimientos de mutua benevolencia de peculiar simpatia y de conveniencia politica, que naturalmente deben existir entre dichas naciones; sin embargo, no podrán hacerse estas

gegenseitigen Wohlwollens, besonderer Sympathie und politischer Convenienz, welche natürlicher Weise zwischen den gedachten Nationen bestehen müssen; doch sollen solche Bewilligungen nicht gemacht werden dürfen, ohne dass dieselben mit den übrigen Staaten, mit denen Mexico Verträge hat, die diesem Vorbehalte entgegenstehen, vorher fest geregelt werden.

Art. 16. Beide Theile behalten allen deutschen Staaten, welche in der Folge in den deutschen Zollverein eintreten, das Recht vor, dem gegenwärtigen Vertrage beizutreten.

Art. 17. Gegenwärtiger Vertrag soll acht Jahre hindurch, angerechnet vom Tage der Ratifications-Auswechselung, gültig sein, und wenn zwölf Monate vor dem Ablaufe dieses Zeitraumes keiner von den contrahirenden Theilen dem anderen mittelst einer officiellen Erklärung seine Absicht, die Wirkung des Vertrages aufhören zu lassen, kund thun sollte, so soll letzterer noch ein Jahr über diesen Zeitraum hinaus, und so fortdauernd bis zum Ablaufe von zwölf Monaten nach einer solchen Erklärung, zu welcher Zeit auch diese erfolgen mag, verbindlich bleiben.

Art. 18. Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt und die Ratification in der Hauptstadt Mexico spätestens im nächsten Monat December ausgetauscht werden.

Bis dahin bleiben die Verträge Mexico's mit der Krone Preussen vom 18. Februar 1831 und mit der Krone Sachsen vom 4. October desselben Jahres in Gültigkeit.

Zu Urkund dessen haben die obengenannten Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterschrieben und mit ihren Wappen untersiegelt in der Hauptstadt Mexico am zehnten Tage des Monats Juli des Jahres Eintausend achthundert und fünf und fünfzig.

(sig.) *Emil Carl Heinrich Freiherr von Richthofen.*
(L. S.)

(sig.) *Manuel Diaz de Bonilla.*
(L. S.)

Protokoll der heute am 10. Juli 1855 zwischen den Bevollmächtigten Seiner Majestät des Königs von Preussen und der Republik Mexico Statt gehabten Conferenz.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten Seiner Majestät des Königs von Preussen und der Republik Mexico waren

concesiones mientras no ne arreglen definitivamente con las demas Potencias con quienes la República mejicana ha celebrado tratados á que pudiere oponerse la reserva convenida.

Art. 16. Las dos partes contratantes reservan á todos los Estados Alemanes que en adelante entrasen en la liga aduanera alemana, la facultad de adherirse al presente Tratado.

Art. 17. El presente Tratado subsistirá en vigor durante ocho años, que se contarán desde el dia en que se verifique el cambio de las ratificaciones; y si doce meses antes de espirar aquel término, una de las dos partes contratantes no anuncia á la otra por una declaracion oficial su intencion de hacer cesár el efecto de dicho Tratado, este permanecerá obligatorio durante un año mas que aquel término; y así en adelante, hasta espirar los doce meses que han de seguirse á semejante declaracion, en cualquier época en que se verifique.

Art. 18. El presente Tratado será ratificado, y las ratificaciones serán cambiadas en la Capital de México ó mas tardar en el mes de Diciembre proximo venidero.

Entre tanto, quedan en fuerza y vigor los Tratados de México con las Coronas de Prúsia de 18 de Febrero de 1831 y de Sajonia de 4 de Octubre del mismo año.

En fee de lo cual, los Plenipotenciarios arriba nombrados firmaron el presente tratado, y pusieron los sellos de sus armas en la Capitál de México el dia diez de Julio del año de mil ochocientos cincuenta y cinco.

(sig.) *Manuel Diaz de Bonilla.*
(L. S.)

(sig.) *Emilio Carlos Enrique Baron de Richthofen.*
(L. S.)

Protocolo de la conferencia habida hoy 10 de Julio de 1855 entre los Plenipotenciarios de la República Mexicana y de S. M. el Rey de Prúsia.

Reunidos en conferencia diplomática, los infrascritos Plenipotenciarios de la República mejicana y de S. M. el

heute in diplomatischer Conferenz zum Abschluss eines Freundschafts-, Schifffahrts- und Handels-Vertrages zwischen beiden Nationen und verschiedenen Deutschen Staaten zusammen getreten, und sind übereingekommen, hierüber die folgende Erklärung abzufassen und zu unterzeichnen:

Nachdem die Freundschafts-, Schifffahrts- und Handels-Verträge, welche das Königreich Preussen am 18ten Februar 1831 und das Königreich Sachsen am 4ten October desselben Jahres mit der Republik Mexico abgeschlossen haben, ihrem Ablaufe nahe, und die gedachten hohen Mächte gegenseitig von dem Wunsche erfüllt sind, dass durch diesen Umstand die politischen und Handels-Verbindungen, welche so glücklich zwischen denselben bestehen, keine Störung erleiden, vielmehr im Gegentheil jede Entwickelung und Beständigkeit erhalten, deren sie fähig sind, sind sie durch gemeinschaftliches Einverständniss über die Angemessenheit übereingekommen, sofort zum Abschluss eines neuen Vertrages dieser Art zu schreiten.

Und nachdem der diesfälligen Einladung Seiner Majestät des Königs von Preussen an Seine Durchlauchtige Hoheit den General-Präsidenten der Republik Mexico zu einer Ausdehnung der Beziehungen Mexiko's in Deutschland auf diejenigen Staaten und Landestheile, deren Souveraine Sich dem Preussischen Zollsystem angeschlossen und noch keine Verträge mit Mexiko haben, in Anbetracht der gegenseitigen Nützlichkeit dieser Erweiterung entsprochen worden war, haben zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Seine Majestät der König von Preussen, sowohl für Sich als in Vertretung der gedachten Deutschen Souveraine, welche in der von Seiner Majestät dem Könige am 10ten April dieses Jahres zu Charlottenburg vollzogenen Vollmacht speciell aufgeführt sind:

den Unterzeichneten, Allerhöchst Dero Minister-Residenten bei der obersten Regierung von Mexico

und Seine Durchlauchtige Hoheit der General-Präsident der Republik Mexiko durch von Höchstdemselben im National-Palast von Mexiko am 25sten Juni dieses Jahres vollzogene Vollmacht:

den Unterzeichneten, Höchst Ihren Staatsminister und Minister der auswärtigen Angelegenheiten;

welche, nachdem sie ihre Vollmachten ausgetauscht und

Rey de Prúsia para la celebracion de un Tratado de amistad, navegacion y comercio entre ambas naciones y diferentes Estados Alemanes, han acordado redactar y firmar la declaracion siguiente:

Estando para cesár los efectos de los tratados de amistad, navegacion y comercio que la República de México celebró con el Reino de Prúsia en 18 de Febrero de 1831, y con el de Sajonia en 4 de Octubre del mismo año, y animadas reciprocamente las dichas altas potencias del deseo de que por la misma circunstancia no sufran alteracion alguna las relaciones politicas y comerciales, que felizmente existen entre ellas, sino que antes bien obtengan todo el desarrollo y estabilidad de que son susceptibles, de comun acuerdo han creido conveniente se proceda desde luego á la celebracion de un nuevo tratado de esta clase.

Así mismo, accediendo á la invitacion que S. M. el Rey de Prúsia habia hecho á S. A. S. el General Presidente de la República Mejicana, y considerando la utilidad reciproca de que se estiendan las relaciones de México en Alemania á los Estados y Distritos de los Soberanos adheridos al sistema Prusiano de Aduanas, que no tienen todavia tratados con México, han nombrado con este fin Plenipotenciarios suyos:

S. A. S. el General Presidente de la República Mejicana, por plenopoder firmado de su mano en el Palacio Nacional de México el dia 25 de Junio proximo pasado,

al infrascrito, su Ministro de Estado y de Relaciones esteriores;

y S. M. el Rey de Prúsia tanto en su Real nombre cuanto en representacion de los dichos Soberanos Alemanes, que detalladamente se citan en el plenopoder respectivo firmado por S. M. en Charlottenburg el dia 10 de Abril proximo pasado,

al infrascrito, su Ministro Residente cerca del Supremo Gobierno de México,

los cuales, despues de haber cambiado sus plenos poderes

selbige in guter und gehöriger Form befunden haben, in den seit einiger Zeit zu diesem Behuf mit aller Bedächtigkeit im National-Palast von Mexiko Statt gehabten Conferenzen über diejenigen Artikel übereingekommen sind, welche aus dem Vertrage sich ergeben, den sie heute unterzeichnet und mit ihren Wappen besiegelt haben.

Obwohl die Stipulationen dieses Vertrages so klar und deutlich sind, dass sie im Allgemeinen keiner noch näher erläuternden Interpretation oder Deklaration bedürfen, so hat doch der Bevollmächtigte Seiner Durchlauchtigen Hoheit zum Behuf der Vermeidung späterer Weiterungen für seine Pflicht gehalten, in diesem Protokolle zu erklären:

1stens dass die Worte im Artikel IV:

„vorausgesetzt, dass eben dieselbe Gleichstellung von Schiffen und Waaren irgend einer anderen begünstigtesten Nation gewährt werde",

sich bloss auf den diesen Worten vorhergehenden Absatz von den Worten: „und die Produkte" ab bis zum Ende der Phrase beziehen; und dass

2tens in Uebereinstimmung mit den durch die Regierung der Republik seit ihrer politischen Existenz angenommenen Grundsätzen, den Consular-Agenten jeden Ranges, welche im Gebiete der Republik residiren, und besonders denen, welche zugleich Handel treiben, keine andere Vertretung oder Einmischung als die unumgängliche bei den Lokal-Autoritäten ihres respectiven Aufenthalts gestattet werden kann, ferner dass man in ihnen keine Art von Vertretung bei der obersten Regierung der Republik anerkennt, die lediglich für diplomatische Agenten vorbehalten wird, so wie dass in Folge dessen die Regierung von Mexiko auch keine hierüber hinausgehenden Befugnisse für ihre, in den Gebieten der kontrahirenden Deutschen Staaten residirenden Consulen beansprucht, und dass dies der Sinn der Worte im Artikel XIV. sein soll:

„und zum lokalen Schutz des Handels an den Orten ihres Aufenthalts."

Was die allgemeine Vertretung der contrahirenden Regierungen, welche keinen diplomatischen Agenten in Mexiko haben, betrifft, so will die Regierung der Republik fortfahren, den Repräsentanten derjenigen Macht, welche einen solchen Agenten hält, oder derjenigen,

y habiendolos encontrado en buena y debida forma, en las conferencias que hace algun tiempo detenidamente se han celebrado con este objeto en el Palacio National de México, han convenido en los articulos que constan del Tratado que hoy han firmado y sellado con los sellos de sus armas respectivas.

Aunque las estipulaciones del Tratado son tan claras y manifiestas que en lo general no exigen ninguna interpretacion ó declaracion mas esplicita, el Plenipotenciario de S. A. S. con el fin de evitar contestaciones ulteriores, ha creido de su deber declarar en este protocolo:

1º que las palabras en el Art. IV.:

„siempre que esta misma igualacion de buques y mercancias fuera concedida á cualquiera otra nacion mas favorecida."

se refieren al parrafo anterior á ellas, desde las palabras „y los productos" hasta el fin de la frase; y

2º que conforme con los principios adoptados por el Gobierno de la República desde su existencia politica, no se permite á los Agentes Consulares de cualquier clase, residentes en el territorio de la República, y sobre todo á los que á la vez son comerciantes, ninguna otra representacion ó intervencion que la indispensable cerca de las autoridades locales de su respectiva residencia, no reconociendo en ellos ninguna clase de representacion cerca del Supremo Gobierno de la República, reservada exclusivamente á los agentes diplomáticos; y que de consiguiente, el Gobierno de México no exije tampoco mas facultades para sus propios Consules residentes en los territorios de los Estados Alemanes contratantes, y que tal debe ser el sentido de las palabras en el Art. XIIII. siquientes:

„y para la proteccion local del comercio en los lugares de su residencia."

En cuanto á la representacion en general de los Gobiernos contratantes, que no tienen Agente diplomático en México, el Gobierno de la República continuará admitiendo el de otra potencia de ellas que la tenga ó en adelante la tuvieren, siempre que de parte de las

Mächte, welche solche Agenten halten werden, dazu zuzulassen, vorausgesetzt, dass von Seiten der Ersteren dieser Wunsch in gehöriger Form, und unter Bezeichnung der Person, welche diese Vertretung übernehmen soll, ausgesprochen wird, in welchem Falle die Regierung der Republik sich vorbehält, unter denselben Bedingungen die Repräsentation ihrer diplomatischen Agenten, welche jetzt bei den kontrahirenden Deutschen Staaten angestellt sind, oder weiter angestellt werden möchten, auf denselben Deutschen Staat auszudehnen.

Die gegenwärtige Deklaration soll als integrirender Theil des Vertrages betrachtet und am Ende desselben zum richtigen Verständniss der Artikel, auf welche sie sich bezieht, inserirt werden.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten das gegenwärtige Protokoll in Deutscher und Spanischer Sprache in doppelten Exemplaren unterschrieben und besiegelt im Geschäftssaale des Staats-Ministeriums der auswärtigen Angelegenheiten zu Mexiko, am zehnten Tage des Monats Juli des Jahres Eintausend achthundert fünf und fünfzig.

(sig.) *Emil Carl Heinrich Freiherr von Richthofen.*
(L. S.)

(sig.) *Manuel Diaz de Bonilla.*
(L. S.)

XLIII.

*Traité de commerce et de navigation entre la Prusse en son nom et pour les autres États du Zollverein d'une part et la République orientale de l'Uruguay d'autre part, signé, à Montévidéo, le 23 juin 1856 *).*

Texte allemand.

Seine Majestät der König von Preussen, sowohl für Sich und in Vertretung der Ihrem Zoll- und Steuersysteme angeschlossenen souverainen Länder und Landestheile, nämlich des Grossherzogthums Luxemburg, der

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Montévidéo, le 8

primeras se manifieste este deseo en debida forma, señalando la persona en quien deba recaer esta representacion, reservandose en este caso el Gobierno de la República estender sobre el mismo Estado Aleman, y bajo las mismas condiciones, la representacion de sus Agentes diplomáticos que son ó sean en adelante acreditatos en uno ú otro Estado de los contratantes.

La presente declaracion se considerará como parte integrante del Tratado, y se insertará al fin del mismo para la debida inteligencia de los articulos á que se refiere.

En fee de lo cual, los infrascritos han firmado y sellado el presente protocolo, por duplicado en idiomas castellano y aleman, en la Sala del Despacho de la Secretaria de Relaciones esteriores de México á los diez dias del mes de Julio del año de mil ochocientos cincuenta y cinco.

(sig.) *Manuel Diaz de Bonilla.*
(L. S.)
(sig.) *Emilio Carlos Enrique Baron de Richthofen.*
(L. S.)

XLIII.

Traité de commerce et de navigation entre la Prusse en son nom et pour les autres États du Zollverein d'une part et la République orientale de l'Uruguay d'autre part, signé, à Montévidéo, le 23 juin 1856).*

Texte espagnol.

Su Majestád el Rey de Prusia, por si y á nombre y representacion de los Paises Soberanos y Partes de Paises Soberanos agregados á su sisteme aduanero, á saber: el Gran Ducado de Luxemburg, los territorios Mecklen-

avril 1857.

Grossherzoglich Mecklenburgischen Enklaven Rossow, Netzeband und Schönberg, des Grossherzoglich Oldenburgischen Fürstenthums Birkenfeld, der Herzogthümer Anhalt-Dessau, Köthen und Anhalt-Bernburg, der Fürstenthümer Waldeck und Pyrmont, des Fürstenthums Lippe und des Landgräflich Hessischen Oberamts Meisenheim, als auch im Namen der übrigen Mitglieder des deutschen Zoll- und Handelsvereins, nämlich der Krone Bayern, der Krone Sachsen, der Krone Hannover und der Krone Württemberg, des Grossherzogthums Baden, des Kurfürstenthums Hessen, des Grossherzogthums Hessen, zugleich das Landgräflich Hessische Amt Homburg vertretend; der den Thüringischen Zoll- und Handelsverein bildenden Staaten, — namentlich: des Grossherzogthums Sachsen, der Herzogthümer Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg und Sachsen-Coburg und Gotha, der Fürstenthümer Schwarzburg-Rudolstadt und Schwarzburg-Sondershausen, Reuss älterer und Reuss jüngerer Linie, — des Herzogthums Braunschweig, des Herzogthums Oldenburg, des Herzogthums Nassau und der freien Stadt Frankfurt einerseits, und

der Präsident der Orientalischen Republik del Uruguay andererseits, von dem Wunsche beseelt, die Handelsbeziehungen zwischen den Staaten des Zollvereins und der Orientalischen Republik del Uruguay auszudehnen und zu befestigen, haben es für zweckmässig und angemessen erachtet, Unterhandlungen zu eröffnen und zu gedachtem Behufe einen Vertrag abzuschliessen, und haben zu dem Ende zu Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Se. Majestät der König von Preussen:

den Herrn Herrmann Herbort Friedrich von Gülich, Allerhöchst Ihren Geschäftsträger und General-Konsul und

Se. Excellenz der Präsident der Orientalischen Republik del Uruguay:

den Dr. jur. Don Joaquin Requena, Ihren Minister der auswärtigen Angelegenheiten,

welche, nachdem sie ihre Vollmachten sich mitgetheilt und solche in guter und gehöriger Form befunden haben, über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

Art. 1. Zwischen den Staaten des Zollvereins und der Orientalischen Republik del Uruguay und zwischen ihren respectiven Unterthanen und Bürgern soll fortdauernder Friede und Freundschaft bestehen.

burgueses Rossow, Netzeband y Schönberg, el Principado Oldenburgues Birkenfeld, los Ducados Anhalt-Dessau-Koethen y Anhalt-Bernburg, los Principados Waldeck y Pyrmont, el Principado Lippe y el Oberamt Meisenheim, dependéncia del Langraviado de Hessen; como tambien en el nombre de los otros miembros del Zollverein y Handelsverein aleman, es decir: la Coróna de Baviera, la Corona de Sajonia, la Coróna Hannover y la Coróna Wuertemberg, el Gran Ducado de Baden, el Electorado de Hessen, el Gran Ducado de Hessen, y el Amt Homburg, dependéncia del Langraviado de Homburg, dependéncia del Sangraviado de Homburg representado por el Gran Ducado de Hessen; en nombre de los Estados que forman el Zoll-y Handelsverein de Thueringen, saber: el Gran Ducado de Sajonia, los Ducados Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg, Sachsen-Coburg y Gotha, los Principados Schwarzburg-Rudolstadt y Schwarzburg-Sondershausen, Reuss linea mayor y Reuss linea menor, el Ducado de Braunschweig, el Ducado Oldenburg, el Ducado Nassau y la libre ciudad de Frankfort, por una parte,

y por la otra, Su Excelencia el Presidente de la República Oriental del Uruguay, animados del deseo de extender y confirmar las relaciones de Amistád, de Comercio y de Navegacion entre los Estados del Zollverein y la República Oriental del Uruguay, han juzgado oportuno y conveniente negociar y concluir un Tratado que llene este objeto; y al efecto han nombrado por sus Plenipotenciarios, á saber:

Su Majestád el Rey de Prusia,

al Señor Herrmann Herbort Friedrich von Gulich, su Encargado de Negocios y Cónsul General, y

Su Excelencia el Presidente de la República Oriental del Uruguay,

al Doctor Don Joaquin Requena, su Ministro Secretario de Estado en el Departamento de Relaciones Exteriores,

los cuales, despues de haberse comunicado sus respectivos Plenos Poderes, que fueron hallados en buena y debida forma; han accordado y convenido los articulos siguientes:

Art. 1. Habrá paz y amistád perpétua entre los Estados del Zollverein y la República Oriental del Uruguay, y entre sus respectivos súbtidos y ciudadanos.

Art. 2. Zwischen den Staaten des Zollvereins und allen Gebieten der Orientalischen Republik del Uruguay soll gegenseitige Freiheit des Handels stattfinden. Es soll den Unterthanen und Bürgern der hohen vertragenden Theile gestattet sein, mit ihren Schiffen und Ladungen frei und in aller Sicherheit in diejenigen Plätze, Häfen und Flüsse zu kommen, deren Besuch anderen Ausländern gegenwärtig gestattet ist, oder künftig gestattet werden möchte, in dieselben einzulaufen, und in jedem Hafen der gedachten Gebiete zu verbleiben, oder sich daselbst aufzuhalten, auch Häuser und Niederlagen für die Zwecke ihres Handels zu miethen und zu benutzen. Ueberhaupt sollen die Kaufleute und Handeltreibenden jedes der kontrahirenden Theile in dem Gebiete des andern den vollständigsten Schutz und die vollständigste Sicherheit für ihren Verkehr geniessen, hierbei jedoch den Gesetzen und Verordnungen des Landes unterworfen sein.

In gleicher Weise soll es den Kriegsschiffen der vertragenden Theile gestattet sein, frei und sicher in alle diejenigen Häfen, Flüsse und Plätze in dem Gebiete des einen oder des anderen Theils zu kommen, deren Besuch anderen ausländischen Kriegsschiffen gegenwärtig gestattet ist oder künftig gestattet werden wird, und sie sollen in dieselben einlaufen, daselbst Anker werfen, verbleiben und sich wieder ausrüsten dürfen, dabei jedoch den Gesetzen und Verordnungen des Landes unterworfen sein.

Hierbei wird ausdrücklich erklärt, dass die Bestimmungen des gegenwärtigen Artikels die Küstenschifffahrt zwischen einem und anderem in demselben Gebiete belegenen Hafen nicht einbegreifen; es soll jedoch als Küstenschifffahrt nicht angesehen werden, wenn ein von über See hergekommenes Schiff in verschiedenen Häfen des Gebietes Eines der kontrahirenden Theile seine Ladung allmälig vervollständigt oder seine mitgebrachte Ladung in verschiedenen Häfen allmälig entlöscht. Wenn in Betreff dieses Punktes Seitens des Orientalischen Freistaates irgend welcher anderen Nation mit Ausnahme der angrenzenden oder Nachbarstaaten weiter gehende Freiheiten bewilligt würden, so sollen diese als auch den Unterthanen und Schiffen der Staaten des Zollvereins bewilligt betrachtet werden.

Art. 3. Zwischen und unter den Unterthanen und Bürgern der kontrahirenden Theile soll gegenseitige Freiheit des Handels und der Schifffahrt bestehen, und die

Art. 2. Habrá entre los Estados del Zollverein y todos los territorios de la República Oriental del Uruguay, una recíproca libertád de comercio. Será permitido á los subditos y ciudadanos de las dos Altas Partes contratantes, llegar libre y con toda seguridad con sus buques y cargamentos, á todos aquellos parajes, puertos y rios, á los cuales sea actualmente, ó pueda ser permitido en adelante á otros extranjeros llegar; entrar en los mismos, permanecer y residir en cualquier puerto de los dichos territorios; tambien alquilar y ocupar casas, y almacenes para los objetos de su comercio; y generalmente los comerciantes y tráficantes de cada una de las Partes contratantes, disfrutarán en los territorios de la otra, de la mas completa proteccion y seguridad para su comercio, con sujecion siempre á las leyes y reglamentos del Pais.

Del mismo modo, los buques de guerra de las Partes contratantes, tendrán libertád para llegar franca y seguramente á todos los puertos, rios y lugares en cualquiera de los dos Paises á los cuales es, ó será permitido á los buques de guerra de otras naciones extranjeras llegar; y les será permitido entrar en los mismos, anclar, permanecer allí y repararse, sujetos siempre á las leyes y estatutos de los dos Paises respectivamento, que en las estipulaciones del presente articulo, no está comprendida la navegacion de cabotage entre un puerto y otro situado en el mismo territorio; pero no se considerará como cabotage, si un buque de Ultramar completa paulatinamente su carga en varios puertos del territorio de una de las Partes contratantes, ó si descarga paulatinamente en varios puertos. Si sobre este punto fuese concedida una mayor franquicia por parte de la República Oriental, cualquiera otra nacion que no sea de las limitrofes ó vecinas, se entenderá concedida á los subditos y buques de los Estados del Zollverein.

Art. 3. Habrá reciproca libertad de comercio y navegacion entre los subditos y ciudadanos de las Partes contratantes; y los subditos y ciudadanos de las dos

Unterthanen und Bürger der vertragenden Theile sollen in den Häfen, Rheden, Plätzen und Städten in jedem der kontrahirenden Staaten ohne Ausnahme keine anderen oder höheren Abgaben, Taxen oder Auflagen, unter welcher Benennung sie auch bestehen und begriffen sein mögen, zu entrichten haben, als diejenigen, welche daselbst von den Unterthanen und Bürgern der begünstigtesten Nation gezahlt werden, und die Unterthanen und Bürger der kontrahirenden Theile sollen dieselben Rechte, Privilegien, Freiheiten, Begünstigungen, Immunitäten und Befreiungen in Handels- und Schifffahrts-Angelegenheiten geniessen, die in dem einen oder dem andern der kontrahirenden Staaten den Unterthanen und Bürgern der begünstigtesten Nation zugestanden sind, oder künftig zugestanden werden möchten.

Es soll von Erzeugnissen des Zollvereins, bei deren Einfuhr zur See oder zu Lande in die Orientalische Republik oder von Erzeugnissen der letzteren bei deren Einfuhr zur See oder zu Lande in den Zollverein keine höhere Zollabgabe oder Auflage erhoben werden, als die Abgabe oder Auflage, welche von Waaren derselben Art, die das Erzeugniss irgend eines andern Landes sind oder von da eingeführt werden, zur Erhebung kommt.

Die Staaten des Zollvereins und die Orientalische Republik del Uruguay machen sich hiermit anheischig, alle den Unterthanen oder Bürgern eines andern Staates gewährten oder künftig zu gewährenden Begünstigungen, Vorrechte oder Abgaben-Befreiungen in Handels- oder Schifffahrts-Angelegenheiten ohne Verzug auf die Unterthanen des andern kontrahirenden Theils auszudehnen, und zwar unentgeltlich, wenn das Zugeständniss zu Gunsten dieses andern Staates unentgeltlich erfolgt ist, oder gegen Gewährung einer Entschädigung von möglichst gleichem Werthe in dem Falle, dass das Zugeständniss ein bedingtes war.

Die Nivellirung oder Assimilirung, welche durch diesen Artikel festgesetzt wird, begreift nicht die Fälle, wo den Grenz- und Nachbarländern oder den Bürgern und Unterthanen dieser Länder Begünstigungen, Privilegien oder Befreiungen in Handels- oder Schifffahrts-Angelegenheiten bewilligt würden. Aber wenn irgend einem andern nicht zu der bezeichneten Kategorie gehörenden Lande der Vortheil bewilligt würde, ohne die in dem gegenwärtigen Vertrage enthaltene Beschränkung als die begünstigteste

Partes respectivamente, no pagarán en cualquiera de los puertos, radas lugares y ciudades de cada uno de los Estados contratantes, sin escepcion alguna, otros, ni mas altos derechos, tributos ó impuestos bajo cualesquiera nombres ecsistentes ò comprendidos, que los que pagan alli los subditos y ciudadanos de la nacion mas favorecida, y los subditos y ciudadanos de las Partes contratantes, gozarán los mismos derechos privilejios, libertades, favores, inmunidades y exenciones en asuntos de comercio y navegacion, que son ó puedan ser en adelante concedidos en uno ú otro de los Estados contratantes, á los subditos ó ciudadanos de la nacion mas favorecida.

No se impondrá mas alto derecho de Aduana ú otro impuesto, á las mercaderias y productos del Zollverein, á su importacion por mar ó tierra en la República Oriental del Uruguay, ó à las mercaderias y productos de esta ultima, à su importacion por mar ó tierra en el Zollverein, que el que paguen las mercaderias de la misma especie y productos de cualquiera otra nacion, á su importacion en uno de los Paises mencionados.

Sos Estados del Zollverein y la República Oriental del Uruguay se comprometen por este Tratado á concederse mutuamente y á hacer extensivos sin demora á sus respectivos súbditos y ciudadanos, todos los favóres, privilejios ó exenciones de impuestos, en asuntos de comercio y navegacion, que sean actualmente ó puedan en lo futuro ser concedidos à los súbditos y ciudadanos de cualquier otro Estado; gratuitamente si la concesion en favór de aguel otro Estado hubiese sido gratuita, ó dando, lo mas aproximadamente la misma compensacion ó equivalente en caso que la concesion hubiese sido condicional.

La nivelacion ó asimilacion que se establece por este articulo nó comprende los casos en que sean acordados favóres, privilejios y exenciones en asuntos de comercio y navegacion á los Paises limitrofes y vecinos, ó á los subditos y ciudadanos de esos Paises. — Pero, si se hubiese acordado ó se acordare á cualquier otro Pais, que no sea de los referidos, la ventaja de ser considerado como la nacion mas favorecida, sin la limitacion

Nation betrachtet zu werden, so wird dieser Vortheil zugleich als auch den Staaten des Zollvereins bewilligt angesehen.

Art. 4. Es sollen in keinem Hafen der kontrahirenden Staaten von den Schiffen des andern höhere oder andere Abgaben oder Zahlungen an Tonnengeld, Leuchtthurmgebühren, Hafengeldern, Lootsengebühren oder Bergegeld bei Havarien oder Schiffbruch, oder an Lokalauflagen als diejenigen erhoben werden, welche in diesen Häfen auch von nationalen Schiffen zu entrichten sind.

Art. 5. Von allen Handels-Artikeln ohne Unterschied des Ursprungs sollen bei deren Einfuhr in die Gebiete der Orientalischen Republik del Uruguay, die nämlichen Abgaben entrichtet werden, die Einfuhr derselben mag in Schiffen der gedachten Republik oder in Schiffen eines zum Zollverein gehörenden Staates erfolgt sein; und eben so sollen von allen Handels-Artikeln, ohne Unterschied des Ursprungs, bei deren Einfuhr in den Zollverein die nämlichen Abgaben entrichtet werden, die Einfuhr derselben mag in Schiffen eines zum Zollverein gehörenden Staates oder in Schiffen der gedachten Republik erfolgt sein.

Auch sollen von allen Handels-Artikeln, die Natur- oder Gewerbs-Erzeugnisse des Zollvereins sind, bei deren Ausfuhr die nämlichen Abgaben gezahlt und darauf die nämlichen Ausfuhr-Vergütungen und Rückzölle bewilligt werden, die Ausfuhr mag in Schiffen der Orientalischen Republik oder in Schiffen eines zum Zollverein gehörenden Staates erfolgen, und eben so sollen von allen Handels-Artikeln, die Natur- oder Gewerbs-Erzeugnisse der gedachten Republik sind, bei deren Ausfuhr die nämlichen Abgaben gezahlt und darauf die nämlichen Ausfuhr-Vergütungen und Rückzölle bewilligt werden, die Ausfuhr mag in Schiffen eines zum Zollverein gehörenden Staates oder in Schiffen der gedachten Republik erfolgen.

Art. 6. Um jedem Missverständniss über die Vorschriften zu begegnen, nach welchen zu beurtheilen ist, welche Schiffe im gegenseitigen Verkehr als Schiffe eines zum Zollvereine gehörenden Staates und als Schiffe der Orientalischen Republik del Uruguay zu betrachten sind, so wird hiermit vereinbart, dass alle Schiffe, welche zur Führung der Flagge eines zum Zollverein gehörenden Staates nach den Gesetzen dieses Staates berechtigt sind, als Schiffe eines solchen Staates, und alle Schiffe, welche zur Führung der Flagge der Orientalischen Republik nach

que contiene el presente Tratado, esa ventaja se reputará concedida á los Estados del Zollverein.

Art. 4. No se impondrá en alguno de los Puertos de los Estados contratantes, sobre los buques del otro, otros ni mas áltos derechos o pagos por razon de tonelada, fanal, puerto, pilotage, salvamento en casa de averia ó naufragio, ni algun otro derecho local, que los que se pagaren en aquellos puertos por los buques nacionales.

Art. 5. Se pagarán los mismos derechos sobre todo articulo de comercio, sea cual fuere su orijen á su importacion en los territorios de la República Oriental del Uruguay; ya sea que esta importacion se haga en buques de dicha República ó en buques de alguno de los Estados del Zollverein; y los mismos derechos se pagarán sobre todo articulo de comercio, sea cual fuere su orijen, á su importacion en el Zollverein; ya sea que esta importacion se haga en buques de alguno de los Estados pertenecientes al Zollverein ó en buques de la República Oriental del Uruguay. Asi mismo se pagarán los mismos derechos y se concederán las mismas gratificaciones y devoluciones de derechos sobre todo articulo de comercio, fruto ó producto de industria de los Estados del Zollverein á su exportacion de los dichos Estados, ya sea que esta exportacion se haga en buques de la República Oriental ó en buques de alguno de los mencionados Estados; y se pagarán los mismos derechos, y se concederan las mismas gratificaciones y devoluciones de derechos, sobre todo articulo de comercio, fruto ó producto de industria de la mencionada República á su exportacion de ella, sea que esta exportacion se haga en buques de alguno de los Estados pertenecientes al Zollverein ó en buques de dicha República.

Art. 6. Para evitar cualquiera duda ó mala inteligencia con respécto á las reglas que determinen respectivamente, cuales buques serán calificados y considerados como de un Estado del Zollverein ó de la República Oriental del Uruguay, cuando sean empleados en comercio entre estos Paises, se conviene por el presente Tratado, que todo buque autorizado por las leyes y disposiciones de alguno de los Estados pertenecientes al Zollverein para usar de la bandera de este Estado, será considerado como tal, y que todo buque autorizado por

deren Gesetzen berechtigt sind, als Schiffe dieser Republik angesehen werden sollen. Die Documente, welche zum Nachweise dieser Berechtigung nach den Gesetzen eines jeden der betheiligten Staaten erforderlich sind, wird man sich gegenseitig mittheilen.

Art. 7. Es soll den Unterthanen der Staaten des Zollvereins vollkommen freistehen, in den Gebieten der Orientalischen Republik del Uruguay ihre Geschäfte und Angelegenheiten selbst zu betreiben, oder deren Besorgung solchen Personen als Makler, Faktoren, Agenten oder Dollmetscher zu übertragen, die sie hierzu ausersehen, und sie sollen nicht verpflichtet sein, in diesen Eigenschaften andere Personen als diejenigen zu verwenden, welche dazu auch von den Bürgern der Orientalischen Republik del Uruguay verwendet werden, und sie sollen in der Wahl der Personen, welche sie in diesen Eigenschaften zu vertreten haben, nicht beschränkt werden, auch nicht gehalten sein, denselben andere oder höhere Löhnung oder Gebühren als diejenigen zu zahlen, welche in gleichem Falle auch von den Bürgern der gedachten Republik zu zahlen sind, auch soll Käufern und Verkäufern in allen Fällen die uneingeschränkteste Freiheit gewährt werden, den Preis aller Erzeugnisse, Waaren und Güter, welche in die Orientalische Republik del Uruguay ein- oder aus derselben ausgeführt werden, nach eigenem Gutdünken zu behandeln und zu bestimmen, insofern sie hierbei die Gesetze und die hergebrachten Gewohnheiten des Landss beobachten. Dieselben Vorrechte und zwar unter denselben Bedingungen sollen die Bürger der Orientalischen Republik del Uruguay in den Staaten des Zollvereins geniessen. Die Unterthanen und Bürger der kontrahirenden Theile sollen in den Gebieten des andern vollen und vollkommenen Schutz für ihre Person und ihr Eigenthum erhalten und geniessen; sie sollen zur Wahrnehmung und Vertheidigung ihres guten Rechts freien und offenen Zutritt zu den Gerichtshöfen der vertragenden Theile haben, und es soll ihnen in allen Fällen freistehen, sich derjenigen Advocaten, Sachwalter und Agenten jeder Art zu bedienen, die sie für geeignet halten, und sie sollen in dieser Beziehung dieselben Rechte und Privilegien geniessen, wie die eingeborenen Bürger.

Art. 8. In Allem, was auf die Hafen-Polizei, das Beladen und Ausladen der Schiffe, die Sicherheit der

las léyes y disposiciones de la República Oriental del Uruguay, para usar de su bandera será considerado como de dicha República. — Los Gobiernos respectivos se comunicarán mutuamente los documentos requeridos por las Leyes y disposeciones de cada uno de los Estados contratantes para patentizar esta autorizacion.

Art. 7. Los súbditos de los Estados del Zollverein tendrán plena libertád en todos los territorios de la República Oriental del Uruguay para manejar por si mismos sus propios negocios, ó para encargar su manejo á quien mejor les parezca, como corredor, factor, agente ó interprete, y no serán obligados á emplear otras personas para con estos fines, que aquellas empleadas por los ciudadanos de la República Oriental del Uruguay; y no serán limitados en la eleccion de las personas que los representen en los mencionados fines; ni serán obligados á pagarles algun otro, ni mas alto sueldo ó remuneracion que la que en iguales o semejantes casos se paga por los ciudadanos de dicha República; y se concederá la mas absoluta libertád en todos los casos al comprador y vendedor para contratar y fijar el precio de cualquier producto, articulo ó mercancia que se introduzca en la República Oriental del Uruguay, ó se extraiga de ella, segun lo crean conveniente, conformandose siempre cón las leyes y costumbres establecidas en el Pais. Gozarán los mismos privilegios, bajo las mismas condiciones, los ciudadanos de la República Oriental del Uruguay en los Estados del Zollverein.

Los súbditos y ciudadanos de las Partes contratantes respectivamente en el territorio de la otra, tendrán y gozarán de plena y perfecta proteccion en sus personas y propiedades, y tendrán libre y fácil acceso á los Tribunales de Justicia en dichos Paises respectivamente, para la prosecucion y defensa de su buen derecho, y serán libres para emplear en todas sus causas los abogados, procuradores ó agentes de cualquiera clase que juzguen conveniente; y gozarán á este respecto los mismos derechos y privilejios que disfrútan los súbditos ó ciudadanos nativos.

Art. 8. En todo lo relativo á la policia de los puertos, á la carga y descarga de buques, á la seguridad

Waaren, Güter und Effecten, die Erbfolge und Erwerbung beweglichen oder liegenden Eigenthums jeder Art und Benennung mittelst letztwilliger Verfügung oder ab intestato, Verkaufs, Schenkung, Tausch oder in irgend einer andern Art und Weise, sowie in Allem, was auf die Rechtspflege Bezug hat, sollen die Unterthanen und Bürger eines jeden der kontrahirenden Theile in den Gebieten und Ländern des andern dieselben Privilegien, Freiheiten und Rechte geniessen, wie eingeborne Unterthanen und Bürger, und sie sollen in keiner dieser Beziehungen mit höheren Auflagen oder Abgaben belegt werden, als diejenigen, welche gegenwärtig oder auch künftig von Eingebornen zu entrichten sind. Sie haben sich hierbei, wie sich von selbst versteht, nach den örtlichen Gesetzen und Vorschriften der betreffenden Länder zu richten.

Es ist ferner vereinbart, dass die Unterthanen und Bürger der kontrahirenden Theile in allen deren Gebieten und Ländern die vollste und vollkommenste Freiheit haben und geniessen sollen, soweit es überhaupt nach den Gesetzen zulässig ist, über ihr Eigenthum und die ihnen gehörigen Gegenstände aller Art und Benennung, wo auch dieselben belegen sein mögen, mittelst Testaments zu Gunsten derjenigen Personen und in demjenigen Verhältnisse zu verfügen, wie ihr eigener freier Wille dies ihnen eingiebt.

Im Falle ein Unterthan oder Bürger eines der kontrahirenden Theile in den Gebieten oder Ländern des andern Theiles ab intestato verstirbt, so soll der General-Konsul, oder der Konsul, oder in dessen Abwesenheit der Stellvertreter des General-Konsuls oder Konsuls, soweit die Gesetze des Landes dies gestatten, das Recht haben, Kuratoren zu ernennen, welche die Obhut über das Eigenthum des Verstorbenen zum Besten der gesetzlichen Erben und der Gläubiger desselben übernehmen und zwar ohne Einmischung der Landesbehörde, denen jedoch hiervon gehörige Anzeige zu machen und eine beglaubigte Abschrift der Inventarien, Taxationen oder Liquidationen einzureichen ist, damit die Rechte des Fiscus gewahrt bleiben.

Entsteht hierbei eine Differenz über die Erbschaft oder über Eines oder Einige der Güter aus denen sie besteht oder über ein Guthaben oder eine Schuld der Erbschaft und kann diese durch Schiedsrichter nicht geschlichtet

de las mercancias, bienes y efectos, á la sucesion y adquisicion de propriedades muebles ó raices de toda clase y denominacion, por ultima voluntad ó ab-intestato, por venta, permuta, donacion ó de cualquier otro modo; y en todo lo referente á la administracion de Justicia, los súbditos y ciudadanos de cada una de las Partes contratantes, gozarán en los dominios y territorios de la otra, los mismos privilegios, libertades y derechos que los súbditos y ciudadanos naturales y no se les cargará en ninguno de estos casos, algunos impuestos ó derechos mas altos que los que sean ó puedan ser pagados por los nacionales, conformandose, bien entendido, á las leyes y reglas locales de tales dominios ó territorios.

Y se conviene ademas, que los súbditos y ciudadanos de las Partes contratantes tendrán y gozarán en todos los dominios y territorios de cada una de ellas, la mas plena y perfecta libertád para legar ó disponer de sus propiedades y efectos de cualquiere clase y denominacion, y en donde quiera que fuesen situados por ultima disposicion ó testamento, á favór de tales personas y en la proporcion que su propia y libre voluntad les pueda sujerir, dentro de las facultades que las leyes les permitan.

Si algun súbdito ó ciudadano de cualquiera de las Partes contratantes muriese en los dominios ó territorios de la otra, sin haber hecho su ultima disposicion ó testamento (ab-intestato), el Cónsul General ó Cónsul, ó en su ausencia, el representante de tal Cónsul General ó Cónsul tendra el derecho de nombrar curadores que se encarguen de los bienes del difunto, segun las leyes del Pais lo permitan, en beneficio de los herederos y acreedores legales del difunto, sin intervencion alguna de las autoridades del Pais, pero dándoles el debido aviso con copia autorizada de los inventarios, tasaciones ó liquidaciones, sin perjuicio de los derechos fiscales.

En caso de cuestion sobre la herencia ó sobre alguno ó algunos de los bienes que la componen, ó sobre algun credito activo ó pasivo de la sucesion, no pudiendo

werden, so fällt sie der Entscheidung der Gerichte des Landes anheim.

Art. 9. Die Unterthanen eines zum Zollverein gehörigen Staates, welche sich in den Gebieten der Orientalischen Republik del Uruguay wohnhaft aufhalten, und die Bürger der gedachten Republik, welche sich in einem zum Zollverein gehörenden Staate wohnhaft aufhalten, sollen vom Zwangs-Militärdienst aller Art, zu Lande und zur See, so wie von allen Zwangs-Anlehen und militärischen Requisitionen befreit bleiben.

Auch sollen dieselben unter keinerlei Vorwand gezwungen werden, höhere Auflagen, Requisitionen oder Abgaben als diejenigen zu zahlen, welche jetzt oder künftig von den Unterthanen oder Bürgern derjenigen Gebiete, in welchen sie sich wohnhaft aufhalten, zu entrichten sind.

Art. 10. Es soll einem jeden der kontrahirenden Staaten frei stehen, zum Schutz des Handels Konsuln zu bestellen, welche sich in den Gebieten und Ländern des andern Staates wohnhaft aufhalten; kein Konsul jedoch darf amtliche Handlungen vornehmen, bevor er nicht von der Regierung, an welche er abgesendet worden, in der gewöhnlichen Form anerkannt und zugelassen ist, und jeder der kontrahirenden Theile kann von der Residenz der Konsuln diejenigen Orte ausschliessen, die er hierzu für angemessen erachtet.

Die Konsuln der Orientalischen Republik del Uruguay in den Staaten des Zollvereins sollen alle Vorrechte, Immunitäten und Befreiungen geniessen, welche den Agenten desselben Ranges, die der begünstigtesten Nation angehören, jetzt oder künftig daselbst zugestanden sind, und in gleicher Weise sollen die Konsuln eines jeden zum Zollverein gehörenden Staates in den Gebieten der Orientalischen Republik del Uruguay nach der strengsten Reziprozität alle Vorrechte, Immunitäten und Befreiungen geniessen, welche jetzt oder künftig den Konsuln der meistbegünstigten Nation gewährt werden.

Art. 11. Zu grösserer Sicherheit des Handels zwischen den Unterthanen der Staaten des Zollvereins und den Bürgern der Orientalischen Republik del Uruguay wird vereinbart, dass wenn zu irgend einer Zeit eine Unterbrechung des friedlichen Verkehrs oder unglücklicher Weise ein Bruch zwischen den resp. Staaten eintreten sollte, den Unterthanen oder Bürgern eines jeden

ser dirimida por arbitros, quedará sometida á los Tribunales del Pais.

Art. 9. Los subditos de alguno de los Estados del Zollverein residentes en los territorios de la República Oriental del Uruguay, y los ciudadanos de dicha República residentes en alguno de los Estados del Zollverein, estarán exentos de todo servicio militar forzoso de cualquiera especie, de mar ó de tierra, y de todo emprestido forzoso ó exacciones y requisiciones militares.

No serán compelidos á pagar, bajo ningun pretexto, mayores impuestos, requisiciones ó contribuciones que las que sean ó puedan ser pagadas por subditos ó ciudadanos nativos de los territorios en que residan.

Art. 10. Cada una de las Partes contratantes tendrá la libertád de nombrar Cónsules para su comercio; los cuales residirán en los territorios de la otra Parte; pero antes que ningun Cónsul entre en el ejercicio de sus funciones como tal, debera ser aprobado y admitido en la forma acostumbrada por el Gobierno á quien se dirije; y cualquiera de las Partes contratantes puede esceptuar de la residencia de los Cónsules, aquellos puntos particulares en que no tenga por conveniente admitirlos.

Los Cónsules de cada uno de los Estados del Zollverein en la República Oriental del Uruguay gozarán de todos los privilegios, inmunidades y exenciones concedidas ó que se concedieren allí á los Agentes de igual rango de la nacion mas favorecida; y del mismo modo los Cónsules de la República Oriental del Uruguay en los Estados del Zollverein, gozarán con la mas rigorosa reciprocidad de todos los privilegios, inmunidades y exenciones concedidas ó que se concedieren allí á los Cónsules de la nacion mas favorecida.

Art. 11. Para mayor seguridad del comercio entre los súbditos de los Estados del Zollverein y los ciudadanos de la República Oriental del Uruguay, se estipula que si en algun tiempo ocurriese una interrupcion de las relaciones amistosas ó sobreviniese desgraciadamente un rompimiento entre los Paises respectivos, se concederá á los súbditos ó ciudadanos de cada una de las

der kontrahirenden Theile, welche sich innerhalb der Gebiete des andern Theils befinden, eine Frist und zwar, wenn sie an der Küste wohnen, von vier Monaten und, wenn sie im Innern wohnen, von neun Monaten gestattet werden soll, um ihre Rechnungen abzuschliessen und über ihr Eigenthum zu verfügen; und allen denjenigen der vorgedachten Personen, welche es vorziehen möchten, das Land zu verlassen, soll freies Geleit gewährt werden, um sie in den Stand zu setzen, sich unbelästigt in demjenigen Hafen, welchen die Regierung des Landes bezeichnet, einzuschiffen. Es wird überdies ferner vereinbart, dass alle Unterthanen und Bürger eines jeden der kontrahirenden Theile, welche sich zur Zeit einer Unterbrechung der freundschaftlichen Beziehungen zwischen denselben in den Gebieten oder Ländern des andern Theils zur Ausübung ihres Gewerbes oder einer besonderen Beschäftigung niedergelassen haben, das Recht haben sollen, daselbst zu verbleiben und das fragliche Gewerbe oder die fragliche Beschäftigung fortzusetzen, und zwar so lange sie sich friedlich verhalten und keiner Vergehungen gegen die Gesetze schuldig machen, ohne alle Störung, und in dem vollen Genuss ihrer Freiheit und ihres Eigenthums; und ihre Waaren und Effecten aller Art, dieselben mögen sich in ihrem eigenen Gewahrsam befinden, oder andern Personen oder dem Staate anvertraut sein, sollen weder der Wegnahme noch der Sequestration, noch auch andern Lasten und Ansprüchen, als denjenigen unterliegen, welchen auch ähnliche Effecten und ähnliches den eingebornen Unterthanen oder Bürgern gehöriges Eigenthum unterliegt. Privatforderungen, Eigenthum in den öffentlichen Fonds- und Gesellschafts-Actien sollen nie konfiszirt, sequestrirt oder mit Beschlag belegt werden, in dem unglücklichen Falle des Krieges, auf welchen sich dieser Artikel bezieht.

Art. 12. Die Unterthanen der Staaten des Zollvereins und die Bürger der Orientalischen Republik del Uruguay, welche sich in den Gebieten des andern Theils wohnhaft aufhalten, sollen beiderseits in ihren Häusern, Personen und ihrem Eigenthum den Schutz der Regierung geniessen und ferner in dem Besitz der Vorrechte verbleiben, deren sie sich gegenwärtig erfreuen. Sie sollen um ihrer Religion willen in keiner Weise gestört, belästigt oder gekränkt werden, sondern volle Gewissensfreiheit geniessen, insofern sie die Religion des Landes, in welchem sie

Partes contratantes en los territorios de la otra, un termino de cuatro meses, si residen en las costas, y de nueve meses si residen en el interior, para arreglar sus negocios y disponer de sus propiedades; y à todas aquellas personas arriba mencionadas que quisieren salir del Pais, se les dará un salvoconducto, para que se embarguen en el Puerto que el Gobierno del Pais designare. Se estipula ademas, que todos los súbditos y ciudadanos de cada una de las Partes contratantes, que al tiempo de tal interrupcion de las relaciones amistosas entre ellas, estuviesen establecidos en el ejercicio de algun tráfico ó ramo especial en los dominios ó territorios de la otra, tendrán el privilegio de quedar y continuar allí tal trafico ó ramo, sin que se les estorbe de manera alguna en el goce absoluto de su libertád y de sus bienes, mientras se conduzcan pacificamente y no cometan ofensa alguna contra las leyes: y sus bienes y effectos de cualquiera clase, sea que estén bajo su propia custodia ó confiados à otros individuos ó al Estado, no estarán sujetos á embargo ó secuestro, ni à algunas otras cargas ó imposiciones que las que se impóngan con respecto à semejantes efectos ó propiedades de súbditos ó ciudadanos naturales. Las deudas entre individuos, propiedades en fondos públicos ó acciones de compañias, támpoco serán confiscadas, embargadas ni detenidas en el desgraciado caso de guerra à que se refiere este articulo

Art. 12. Los súbditos del Zollverein, y los ciudadanos de la República Oriental del Uruguay respectivamente residentes en los territorios de la otra Parte, gozarán en sus casas, personas y propiedades de la proteccion del Gobierno, y continuarán en la posesion de los privilejios que al presente gozan. No serán inquietados, molestados ó incomodados en manera alguna, á causa de su religion, y tendrán perfecta libertád de conciencia, con tal que respeten debidamente la religion des Pais en que residen, como tambien la Constitucion, leye

sich aufhalten, sowie die Verfassung, die Gesetze und die Landesgebräuche respectiren. Hinsichtlich der Feier des Gottesdienstes nach dem Ritus und den Gebräuchen ihrer Kirche, sei es in ihren eigenen Privathäusern, sei es in ihren eigenen besondern Kirchen und Kapellen, hinsichtlich der Befugniss zur Erbauung und Unterhaltung solcher Kirchen und Kapellen, endlich hinsichtlich der Befugniss zur Anlegung, Unterhaltung und Benutzung von eigenen Begräbnissplätzen sollen den Unterthanen und Bürgern eines jeden der kontrahirenden Theile, welche sich in den Gebieten des andern Theils aufhalten, die nämlichen Freiheiten und Rechte zustehen und der nämliche Schutz gewährt werden, wie den Unterthanen und Bürgern der am meisten begünstigten Nation.

Art. 13. Zwischen den hohen vertragenden Theilen ist vereinbart und stipulirt worden, dass behufs Ergreifung und Auslieferung von Deserteuren der Kriegs- oder Handels-Marine durch die kompetenten Ortsobrigkeiten der betreffenden Länder jede landesgesetzlich zulässige Hülfe geleistet werden soll, sobald die gedachten Obrigkeiten zu solchem Zwecke von dem Konsul derjenigen Nation, welcher der Deserteur angehört, desfalls in Anspruch genommen und durch das Schiffsregister, die Musterrolle oder andere ähnliche Documente nachgewiesen wird, dass die gedachten Deserteure Theil der Mannschaft solcher Schiffe waren, und dass sie von Schiffen desertirt sind, welche sich in den Häfen, Küsten oder Gewässern des Landes fanden, von dessen Ortsobrigkeiten sie reclamirt werden.

Was die Festhaltung der Deserteure in den Landesgefängnissen und die Zeit anlangt, während welcher sie unter Einwirkung der Ortsobrigkeiten verbleiben müssen, so soll von dem Augenblicke an, wo sie ergriffen worden sind, um zur Verfügung des reclamirenden Konsuls gehalten und den Schiffen ihrer Nation zurückgestellt zu werden, das von den respectiven Gesetzen eines jeden Landes vorgeschriebene Verfahren beobachtet werden.

Es ist ferner vereinbart worden, dass alle anderen Zugeständnisse oder Begünstigungen, welche bezüglich der Wiedererlangung von Deserteuren beide kontrahirenden Theile einem andern Staate gemacht oder in Zukunft machen möchten, gerade so als auch dem andern kontrahirenden Theile zugestanden betrachtet werden sollen,

y costumbres de él. Con respecto a la celebracion del culto conforme á los ritos y ceremonias de su propia Yglesia, ya sea dentro de sus casas particulares ó en sus Yglesias ó Capillas; con respecto á la facultád de edificar y sóstener tales Yglesias y Capillas; y finalmente, con respecto á la facultád de adquirir, ocupar y mantener sitios para sus propios cementerios, los súbditos y ciudadanos de cada una de las Partes contratantes, que residan en los dominios ó territorios de la otra, gozarán de las mismas libertades y de los mismos derechos; y se les concederá la misma proteccion que á los súbditos y ciudadanos de la nacion mas favorecida.

Art. 13. Se ha convenido y estipulado por las Altas Partes contratantes, que se prestará por las autoridades locales competentes de los respectivos Paises, todo el auxilio que sea conforme á sus leyes, para la aprehension y entrega de desertores del servicio naval militar ó de la marina mercante; siempre que dichas autoridades sean requiridas con este objeto por el Cónsul de la nacion á que pertenezca el desertór, y se comprobare por el registro de los buques, rol de la tripulacion á otros ducumentos semejantes, que dichos desertores eran parte de la tripulacion de tales buques y que han desertado de buques que se hallaban en los Puertos, costas ó aguas del Pais ante cuyas autoridades locales se reclaman.

En órden á la detencion de desertores en las prisiones publicas, y al tiempo que deban permanecer bajo la accion de las autoridades locales, una vez aprehendidos, para ser entregados á la disposicion del Cónsul que los reclamare y remitidos ó bugues de su nacion, se observarán las reglas que establecieren las leyes de cada Pais respectivamente.

Han convenido además, en que cualquier otro favór ó concesion que respecto al recobro de desertores hayan becho, ó eu lo sucesivo hicieren ambas Partes contratantes á cualquier otro Estado, sera concedido tambien á la otra Parte contratante, como si tal favór ó concesion se hubiese estipulado en el presente Tratado.

wie wenn solche Begünstigungen oder Zugeständnisse in dem gegenwärtigen Vertrage vereinbart worden wären.

Art. 14. Der gegenwärtige Vertrag soll für die Dauer von acht Jahren von dem Datum desselben an gerechnet und dann ferner bis zum Ablauf von zwölf Monaten bestehen, nachdem einer der kontrahirenden Theile dem andern die Anzeige gemacht hat, dass es seine Absicht sei, denselben nicht weiter fortzusetzen, wobei jeder der kontrahirenden Theile sich das Recht vorbehält, dem andern Theile diese Anzeige bei Ablauf der gedachten achtjährigen Frist oder zu jeder späteren Zeit zu machen. Und es wird hiermit zwischen ihnen vereinbart, dass bei dem Ablauf der zwölf Monate nach dem Empfang einer solchen Anzeige der gegenwärtige Vertrag und alle Bestimmungen desselben gänzlich aufhören und enden sollen.

Art. 15. Der gegenwärtige Vertrag soll ratifizirt und die Ratifikationen sollen so bald als möglich, spätestens binnen achtzehn Monaten vom Datum desselben ab in Montevideo ausgetauscht werden.

Zu Urkunde dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigefügt in Montevideo den drei und zwanzigsten Juni Eintausend acht Hundert und sechs und fünfzig.

Herrmann Herbort Friedrich von Gülich.
(L. S.)
Joaquin Requena.
(L. S.)

Separat-Artikel 1.
(Zu Artikel 3. des Vertrags.)

Die Bestimmungen im Artikel 3. des heute zwischen den Staaten des Zollvereins und der Orientalischen Republik del Uruguay abgeschlossenen und unterzeichneten Vertrages finden auf die Abgaben, welche die Königlich Hannoversche Regierung unter der Benennung des Brunshauser (ehemals Stader-) Zolles zu erheben hat, in der Weise Anwendung, dass die Schiffe der gedachten Republik und deren Ladungen hinsichtlich dieser Abgaben ebenso behandelt werden sollen, als die eigenen Schiffe Hannovers und deren Ladungen.

Art. 14. El presente Tratado estara en vigór por el termino de ocho años contados des de la fecha, y en adelante por doce meses más, despues que una de las Partes contratantes diere aviso á la otra de su intencion de terminarlo; reservándo se cada una de las Partes contratantes el derecho de dar á la otra tal aviso á la expiracion de dicho término de ocho años, ó en cualquier tiempo despues.

Y por esto, se estipula entre ellas que á la expiracioo de doce meses desques que tal aviso haya sido recibido, este Tratado y todas las estipulaciones de él cesarán enteramente.

Art. 15. El presente Tratado será ratificado y las ratificaciones serán canjeades dentro del plazo de diez y ocho meses de su fecha en Montevideo, ó ántes si fuere posible.

En fé de lo cual, ambos Plenipotenciarios lo han firmado y sellado con sus sellos respectivos en Montevideo á veinte y tres de Junio de mil ochocientos cincuenta y seis.

Herrmann Herbort Friedrich von Gülich.
(L. S.)
Joaquin Requena.
(L. S.)

Articulo separado I.
(al articulo III. del Tratado.)

Las estipulaciones del articulo III. del Tratado celebrado y firmado hoy entre los Estados del Zollverein y la República Oriental del Uruguay son tambien extensivas á los derechos que el Gobierno del Reino de Hannover tiene à cobrar bajo la denominacion de derechos de Brunshausen (antes Stade) de una manera tal que los huques de la mencionado República con sus cargamentos, serán tratados del mismo modo con respécto á estos derechos, que los propios buques del Reino de Hannover con sus cargamentos.

Der gegenwärtige Separat-Artikel soll dieselbe Kraft und Gültigkeit haben, als ob derselbe Wort für Wort in dem heute unterzeichneten Vertrage aufgenommen wäre.

Derselbe soll ratificirt und die Ratificationen sollen zu gleicher Zeit ausgewechselt werden.

Zu Urkunde dessen unterzeichnen und besiegeln dies die betreffenden Bevollmächtigten in Montevideo den drei und zwanzigsten Juni Eintausend acht Hundert und sechs und fünfzig.

Herrmann Herbort Friedrich von Gülich.
(L. S.)
Joaquin Requena.
(L. S.)

Separat-Artikel 2.
(Zu Artikel 9. des Vertrages.)

Nachdem im Artikel 9. des heute zwischen den Staaten des Zollvereins und der Orientalischen Republik del Uruguay abgeschlossenen und unterzeichneten Vertrags festgestellt ist, dass die Unterthanen der Staaten des Zollvereins, welche sich in der gedachten Republik wohnhaft aufhalten, unter keinerlei Vorwand gezwungen werden sollen, höhere Lasten, Requisitionen und Abgaben als diejenigen zu tragen, welche jetzt oder künftig von eingebornen Bürgern zu tragen sind, und da in Gemässheit eines Gesetzes der Orientalischen Republik del Uruguay ein Ausländer für die Erlaubniss, einen Verkaufsladen, oder eine andere in den Bestimmungen des gedachten Gesetzes begriffene Anlage zu eröffnen, einen höhern Betrag zu entrichten hat, als ein eingeborner Bürger, so wollen die Staaten des Zollvereins, ungeachtet der Bestimmungen des obengedachten Artikels, auf der Abschaffung dieser Unterscheidung, so lange als dieselbe mit Rücksicht auf die Unterthanen und Bürger jeder auswärtigen Nation gleichmässig beobachtet wird, nicht bestehen.

Und die Orientalische Republik del Uruguay verpflichtet sich Ihrerseits, dass, wenn künftig zu irgend einer Zeit der von Unterthanen der Staaten des Zollvereins für eine solche Erlaubniss zu zahlende Betrag erhöhet werden sollte, gleichzeitig auch eine entsprechende

El presente articulo separado tendrá la misma fuerza y validez que si estuviera insertado palabra por palabra en el Tratado firmado en esta fecha.

Será ratificado y las ratificaciones seran canjeadas al mismo tiempo.

En fé de le cual lo firman y sellan los respectivos Plenipotenciarios en Montevideo á veinte y tres de Junio de mil ochocientos cincuenta y seis.

Herrmann Herbort Friedrich von Gülich.
(L. S.)
Joaquin Requena.
(L. S.)

Articulo separado II.
(al articulo IX. del Tratado.)

Por cuanto en el articulo IX. del Tratado concluido y firmado en este dia, entre los Estados del Zollverein y la República Oriental del Uruguay se estipula que los súbditos de los Estados del Zollverein residentes en dicha República, no seran compelidos bajo ningun pretexto á pagar mayores cargas, requisiciones y contribuciones que las que son o seran pagadas por los ciudadanos nativos; y siendo de ley en la República Oriental del Uruguay, que un extranjero pague por la patente para abrir una tienda ú otro establecimiento de los comprendidos en dicha ley, una cantidad mayor que la pagada por un ciudadano nativo; los Estados del Zollverein se comprometen, no obstante las prevenciones del antedicho articulo, á no exijir la abolicion de esta distincion, con tal que ella subsista imparcialmente con respecto á los súbditos ó ciudadanos de toda otra nacion extrangera.

Y la República Oriental del Uruguay se compromete por su parte á que, si en algun tiempo en lo sucesivo la cantidad pagadera por los súbditos de los Estados del Zollverein por tal patente, fuese aumentada, un aumento correspondiente será al mismo tiempo hecho á la

Erhöhung des von eingebornen Bürgern der Republik zu erlegenden Betrags eintreten soll, so dass das Verhältniss zwischen dem von den Unterthanen der Staaten des Zollvereins und dem von Bürgern der Republik del Uruguay zu zahlenden Betrage zum Nachtheil der ersteren nie verändert werden soll.

Wenn bezüglich des Punktes, von welchem dieser Artikel handelt, mit einem andern Staate irgend eine Vereinbarung getroffen wäre oder in Zukunft getroffen werden möchte, welche für dessen Angehörige eine den Landeskindern gleiche Behandlung ausmacht, so soll dieser Vortheil als auch den Unterthanen und Bürgern der Staaten des Zollvereins zugestanden angesehen werden.

Der gegenwärtige Zusatz-Artikel soll dieselbe Kraft und Gültigkeit haben, als ob derselbe Wort für Wort in dem heute unterzeichneten Vertrage aufgenommen wäre.

Derselbe soll ratificirt und die Ratificationen sollen zu gleicher Zeit ausgewechselt werden.

Zu Urkunde dessen unterzeichnen und besiegeln dies die betreffenden Bevollmächtigten in Montevideo den drei und zwanzigsten Juni Eintausend acht Hundert und sechs und fünfzig.

Herrmann Herbort Friedrich von Gülich.
(L. S.)
Joaquin Requena.
(L. S.)

XLIV.

*Article séparé au Traité de commerce et de navigation conclu, à Naples, le 27 janvier 1847, entre la Prusse en son nom et pour les autres États du Zollverein; suivi d'une déclaration des Plénipotentiaires respectifs, en date du 27 janvier 1847, et d'une déclaration du Plénipotentiaire de la Prusse, signée le 28 janvier 1847 *).*

1.
Article séparé.

Les Plénipotentiaires chargés de la négociation et de

*) Voir Tome 10. p. 436.

cantidad pagadera por los ciudadanos nativos de la República; de modo que la proporcion entre la cantidad pagadera por los súbditos de los Estados del Zollverein y la pagadera por los ciudadanos de la República Oriental del Uruguay respectivamente, nunca será variada en perjuicio de los primeros.

Si relativamente al punto de que trata este articulo, se hubiere hecho ó se hiciere con otro Estado alguna estipulacion que coloque á sus súbditos á la par de los hijos del pais; esa ventaja debe entenderse acordada á los sóbditos y ciudadanos de los Estados del Zollverein.

El presente articulo separado tendrá la misma fuerza y valór que si hubiera sido insertado palabra por palabra en el Tratado firmado en este dia.

Será ratificado y las ratificaciones serán canjeadas al mismo tiempo.

En fé de lo cual, ambos Plenipotenciarios lo han firmado y sellado con sellos respectivos en Montevideo á veintitres de Junio de mil ochocientos cincuenta y seis.

Herrmann Herbort Friedrich von Gülich.
(L. S.)
Joaquin Requena.
(L. S.)

---

la conclusion du traité de commerce et de navigation de ce jour entre les Etats de l'Association de douanes et de commerce Allemande d'une part, et le Royaume des Deux Siciles d'autre part, sont convenus de l'Article séparé suivant, qui, sans être destiné à la publication, aura néanmoins la même force et valeur, que s'il était inséré textuellement dans le dit traité.

Article séparé.

Les Hautes Parties contractantes, sont convenus que dans le cas, où S. M. le Roi du Royaume des Deux Siciles croirait, à la suite de considérations politiques, ne pouvoir plus accorder l'assimilation des ports situés aux embouchures des fleuves entre l'Escaut et l'Elbe, y compris ces deux fleuves, aux ports du Zollverein mêmes, comme elle est stipulée dans l'Article 6. du traité patent, et en ferait la déclaration aux Etats du Zollverein, ces Etats auront le droit de dénoncer le présent

traité, qui cessera ses effets six mois après que cette dénonciation aura été notifiée au Gouvernement du Royaume des Deux Siciles.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Naples, le jour vingt sept du mois de janvier de l'an de grâce mil huit cent quarante-sept.

(signé:) B^on^ *de Brockhausen.*
(L. S.)
(signé:) *Giustino Fortunato.*
(L. S.)
(signé:) *M. Principe di Comitini.*
(L. S.)
(signé:) *Antonio Spinelli.*
(L. S.)

2.

Déclaration des Plénipotentiaires respectifs.

Pour meilleure entente des stipulations contenues dans l'Article 14. du traité, et afin de ne laisser subsister aucun doute sur le sens et la portée des concessions réciproques contenues dans le dit Article, les Plénipotentiaires respectifs sont convenus de déclarer qu'il est bien entendu,

1. Que la concession du dix pour cent sur les droits établis par le tarif de douane du Royaume des Deux Siciles, se rapporte également à tous les changements qui pourront avoir lieu par la suite dans le dit tarif, et que le Zollverein est placé à cet égard sur le même pied que le pavillon national des Deux Siciles et la Nation la plus favorisée.

2. Que la diminution du vingt pour cent accordée par le Gouvernement prussien sur le tarif du Zollverein aux huiles en cercles ne se rapporte qu'au tarif actuellement existant et ne pourra pas s'étendre au delà;

Mais en même temps

Le Plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse est autorisé à déclarer au nom de son Gouvernement, que celui-ci s'engage à ne point faire subir pendant la durée du présent traité aux droits sur l'huile en cercles du Royaume des Deux Siciles, aucune augmentation au-dessus du tarif actuel, moins les vingt pour cent concédés par le dit article, et

de même il promet au nom de son Gouvernement, qu'à l'égard des droits sur l'huile, le Gouvernement des Deux Siciles sera pendant cette même époque constamment traité par le Gouvernement prussien et le Zollverein, comme la Nation la plus favorisée, c'est-à-dire, qu'il ne sera accordé aux huiles d'aucune autre Nation une diminution de droits quelconque, à laquelle ne participeraient aussitôt les huiles du Royaume des Deux Siciles.

Fait à Naples ce vingt-sept janvier mil huit cent quarante-sept.

(signé:) B^on^ *de Brockhausen.*
(L. S.)
(signé:) *Justin Fortunato.*
(L. S.)
(signé:) *Prince de Comitini.*
(L. S.)
(signé:) *Antonio Spinelli.*
(L. S.)

3.

Déclaration du Plénipotentiaire de la Prusse.

Pour meilleure entente du troisième alinéa de l'article 14. du traité et afin de ne laisser subsister aucun doute sur le sens et la portée de la concession dont il y est question, le Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse, avant la signature du traité, a déclaré au nom de son Gouvernement:

que pendant la durée du traité les droits d'entrée sur l'huile en cercles du Royaume des Deux Siciles ne pourront subir d'augmentation quelconque au-dessus du tarif actuel moins les vingt pour cent concédés par le présent traité;

et de même:

qu'à l'égard des droits sur l'huile le Gouvernement des Deux Siciles sera pendant cette même époque constamment traité par le Zollverein comme la nation la plus favorisée, c'est à dire qu'il ne sera accordé par lui aux huiles d'aucune autre nation une diminution de droits quelconque, à laquelle ne participeraient aussitôt les huiles du Royaume des Deux Siciles.

Fait à Naples ce 28 janvier 1847.

(L. S.) (signé:) *Brockhausen.*

XLV.

Déclaration échangée entre la Prusse en son nom et pour les autres États du Zollverein d'une part et le Royaume des Deux-Siciles d'autre part, relative au traitement de la navigation indirecte; signée le 7 juillet 1856.

Le Gouvernement de Prusse agissant tant en Son nom et pour les autres pays et parties de pays souverains compris dans Son système de douanes et d'impôts savoir: le Luxembourg, l'Anhalt-Dessau-Coethen, l'Anhalt-Bernbourg, le Waldeck et Pyrmont, le Lippe et le Meisenheim; qu'au nom des Gouvernements des autres Etats du Zollverein, savoir: la Bavière, la Saxe, le Hanovre (y compris la Principauté de Schaumburg-Lippe), le Wurtemberg, le Bade, la Hesse-Electorale, la Hesse-Grand-Ducale, y compris le Baillage de Hombourg, les Etats formant l'Association de douanes et de commerce de Thuringe, savoir: la Saxe-Grand-Ducale, le Saxe-Meiningen, le Saxe-Altenbourg, le Saxe-Cobourg et Gotha, le Schwarzbourg-Roudolstadt et le Schwarzbourg-Sondershausen, le Reuss-Greitz et le Reuss-Schleitz, le Brunswick, l'Oldenbourg, le Nassau et la ville libre de Francfort, d'une part et le Gouvernement des Deux-Siciles d'autre part animés du désir constant de favoriser de plus en plus et d'étendre les relations commerciales qui existent entre les Etats du Zollverein et le Royaume des Deux-Siciles, sont convenus d'un commun accord d'établir ce qui suit:

Les parties contractantes s'engagent à étendre à la navigation indirecte le traitement jusqu'ici accordé à la navigation directe, en sorte que par rapport aux droits de navigation et aux droits de douane dans leurs ports ils ne feront plus aucune distinction entre les navires de l'autre partie et les navires nationaux. Par conséquent les dispositions des articles 2. 4 et 14, du traité de commerce et de navigation entre les Etats du Zollverein et le Royaume des Deux-Siciles, du 27 janvier 1847, seront appliquées également aux navires des parties contractantes et à leurs cargaisons qui viendront des ports de pays tiers dans les ports de l'une des parties con-

tractantes ou qui sortiront en destination pour des ports de pays tiers des ports de l'une des parties contractantes, quelle que soit l'origine, la provenance ou la destination des cargaisons.

La stipulation qui précède aura la même durée que le traité du 27 janvier 1847, et elle n'apportera aucun changement aux stipulations de l'article 5 de ce traité, relatives au cabotage.

La présente Déclaration faite par le Soussigné Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi de Prusse, sera échangée contre une Déclaration semblable de Son Excellence Monsieur le Commandeur Carafa de Traetto, Chargé du Portefeuille, du Ministère des Affaires Etrangères de Sa Majesté le Roi du Royaume des Deux-Siciles et le traitement réciproque dont il est question dans la présente Déclaration commencera à être en vigueur à partir du jour de l'échange des deux Déclarations.

Naples le 7 juillet 1856.-

(signé:) *C. B. Canitz.*

XLVI.

Traité d'amitié et de commerce entre la Prusse et les autres États du Zollverein d'une part et la Perse d'autre part, signé à Paris, le 25 juin 1857); suivi de deux notes des négociateurs relatives au Brunshaeuser Zoll, en date du 20 et 23 juin 1857.*

1.

Traité.

Au Nom de Dieu clément et miséricordieux!

Sa Majesté le Roi de Prusse agissant tant en Son nom et pour les autres Pays et parties de Pays souverains compris dans Son système de douanes et d'impôts, savoir: le Grand-Duché de Luxembourg, les enclaves du Grand-Duché de Mecklembourg — Rossow, Netzeband

---

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 31 mars 1858.

et Schoenberg —, la Principauté de Birkenfeld du Grand-Duché d'Oldenbourg, les Duchés d'Anhalt-Dessau-Coethen et d'Anhalt-Bernbourg, les Principautés de Waldeck et Pyrmont, la Principauté de Lippe et le Grand-Baillage de Meisenheim du Landgraviat de Hesse, qu'au nom des autres membres de l'association de douanes et de commerce Allemande (Zollverein), savoir: la Couronne de Bavière, la Couronne de Saxe, la Couronne de Hanovre et la Couronne de Wurttemberg, le Grand-Duché de Bade, l'Électorat de Hesse, le Grand-Duché de Hesse, tant pour lui que pour le Baillage de Hombourg du Landgraviat de Hesse; les États formant l'association de douanes et de commerce de Thuringe, savoir: le Grand-Duché de Saxe, les Duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg, de Saxe-Coburg et Gotha, les Principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt et Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss, ligne aînée, et de Reuss, ligne cadette; le Duché de Brunswic, le Duché d'Oldenbourg, le Duché de Nassau et la Ville libre de Francfort;

et Sa Majesté dont le soleil est l'étendard, le Sacré, l'Auguste et Grand Monarque, le Souverain absolu et l'Empereur des Empereurs de tous les États de Perse,

également et sincèrement désireux d'établir des rapports d'amitié entre les susdits États et la Perse, ont voulu les consolider par un Traité d'amitié et de commerce réciproquement avantageux et utile aux sujets des Hautes Puissances contractantes; à cet effet, ont désigné pour Leurs Plenipotentiaires:

Sa Majesté le Roi de Prusse: Le Sieur Maximilien Frédéric Charles François Comte de Hatzfeldt-Wildenbourg-Schoenstein, Son Conseiller privé actuel, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Rouge de Prusse, première classe avec feuilles de chêne, Chevalier de la Croix d'Honneur de Hohenzollern première classe etc. etc. etc.

Et Sa Majesté l'Empereur de toute la Perse; Son Excellence Ferrokh Khan Eminol Molk, Asyle de Grandeur, le favori du Roi, Grand Ambassadeur du Sublime Empire de Perse, Porteur du Portrait Royal et du Cordon bleu et de la Ceinture de Diamants etc. etc. etc.

Et les deux Plénipotentiaires s'étant réunis à Paris, ayant échangé leurs pleinspouvoirs et les ayant trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants:

Art. 1. A dater de ce jour, il y aura amitié sincère

et une constante bonne intelligence entre la Prusse et les autres États du Zollverein et tous leurs sujets, et l'Empire de Perse et tous les sujets Persans.

Art. 2. Les Ambassadeurs, Ministres plenipotentiaires ou autres Agents diplomatiques, qu'il plairait à chacune des Hautes Puissances contractantes d'envoyer et d'entretenir auprès de l'autre, seront reçus et traités, eux et tout le personnel de leur mission, comme sont reçus et traités, dans les pays respectifs, les Ambassadeurs, Ministres plénipotentiaires ou autres Agents diplomatiques des nations les plus favorisées, et ils y jouiront, de tout point, des mêmes prérogatives et immunités.

Art. 3. Les sujets des Hautes Parties contractantes, voyageurs, négociants, industriels et autres, soit qu'ils se déplacent, soit qu'ils résident sur le territoire des Hautes Parties contractantes seront respectés et efficacement protégés par les Autorités du pays et leurs propres Agents, et traités, à tous égards, comme le sont les sujets de la nation la plus favorisée.

Ils pourront réciproquement apporter, par terre et par mer, dans le territoire des Hautes Parties contractantes et en exporter toute espèce de marchandises et de produits, les vendre, les échanger, les acheter, les transporter en tous lieux sur le territoire des Hautes Parties contractantes.

Mais il est bien entendu que les sujets des Hautes Parties contractantes qui se livreraient au commerce intérieur, seront soumis aux lois du pays où ils font le commerce.

Art. 4. Les marchandises importées ou exportées par les sujets respectifs des Hautes Parties contractantes, ne payeront dans les Etats des Hautes Parties contractantes, soit à l'entrée, soit à la sortie, que les mêmes droits que payent à l'entrée et à la sortie, dans les Etats des Hautes Parties contractantes, les marchandises et produits importés et exportés par les marchands et sujets de la nation la plus favorisée; et nulle taxe exceptionelle ne pourra, sous aucun nom et sous aucun prétexte, être réclamée dans les Etats du Zollverein comme dans la Perse.

Art. 5. Les procès, contestations et disputes qui dans l'Empire de Perse viendraient à s'élever entre sujets des Etats du Zollverein, seront référés, en totalité, à l'arrêt et à la décision de leur Agent ou Consul qui résidera dans la province, où ces procès, contestations

et disputes auraient été soulevés, ou dans la province la plus voisine. Il en décidera d'après les lois de leur pays.

Les procès, contestations et disputes soulevés en Perse entre des sujets des Etats du Zollverein et des sujets Persans seront portés devant le tribunal Persan, juge ordinaire de ces matières au lieu où résidera un des Agents ou Consuls des Etats du Zollverein, et discutés et jugés selon l'équité, en présence d'un Employé de l'Agent ou du Consul sus-mentionné.

Les procès, contestations et disputes soulevés en Perse entre des sujets des Etats du Zollverein et des sujets appartenant à d'autres Puissances également étrangères, seront jugés et terminés par l'intermédiaire de leurs Agents ou Consuls respectifs.

En Prusse et dans les autres Etats du Zollverein les sujets Persans seront également dans toutes leurs contestations, soit entre eux soit avec des sujets des susdits Etats ou étrangers, jugés suivant le mode adopté dans les Etats du Zollverein envers les sujets de la nation la plus favorisée.

Quant aux affaires de la juridiction criminelle dans lesquelles seraient compromis des sujets des Etats du Zollverein en Perse, des sujets Persans dans les Etats du Zollverein, elles seront jugées dans les Etats du Zollverein et en Perse suivant le mode adopté dans les pays respectifs envers les sujets de la nation la plus favorisée.

Art. 6. En cas de décès de l'un de leurs sujets respectifs sur le territoire de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, sa succession sera remise intégralement à la famille ou aux associés du défunt, s'il en a. Si le défunt n'avait ni parents ni associés, sa succession dans les pays des Hautes Parties contractantes, serait remise à la garde des Agents ou des Consuls respectifs, pour que ceux-ci en fassent l'usage convenable, conformément aux lois et coutumes de leur pays.

Art. 7. Pour la protection de leurs sujets et de leur commerce respectifs et pour faciliter de bonnes et équitables relations entre leurs sujets, les Hautes Parties contractantes se réservent la faculté de nommer chacune trois Consuls dans les Etats respectifs. Les Consuls des Etats du Zollverein résideront à Téheran, à Tauris et à Bender Bouchir. Les Consuls de Perse résideront dans les Etats du Zollverein partout où se trouvent des Consuls d'une Puissance étrangère.

Ces Consuls des Hautes Puissances contractantes jouiront réciproquement sur le territoire respectif où sera établie leur résidence, du respect, des priviléges et des immunités accordés dans les Etats des Hautes Parties contractantes aux Consuls de la nation la plus favorisée.

Les Agents diplomatiques et les Consuls de Prusse et des autres Etats du Zollverein, ne protégeront ni publiquement ni secrètement les sujets Persans.

Les Agents diplomatiques et les Consuls Persans, ne protégeront ni publiquement ni secrètement les sujets de la Prusse et des autres Etats du Zollverein.

Les Consuls des Hautes Parties contractantes qui, dans les Etats respectifs se livreraient au commerce, seront soumis aux mêmes lois et aux mêmes usages auxquels sont soumis leurs nationaux faisant le même commerce.

Art. 8. Le présent traité de commerce et d'amitié sera, Dieu aidant, fidèlement observé et maintenu pendant huit années, à dater du jour de sa signature, et plus tard encore pour une durée de douze mois, après que l'une des Hautes Parties contractantes aura fait connaître à l'autre son intention de ne plus laisser subsister le traité. Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de pouvoir dénoncer le traité après huit ans de durée ou plus tard.

Il est également stipulé entre les Hautes Parties contractantes, que le présent traité et toutes ses dispositions cesseront totalement et n'auront plus de valeur douze mois après la réception de la notification par laquelle le traité sera dénoncé.

Art. 9. Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris ou à Constantinople dans le délai de douze mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs des Hautes Parties contractantes ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris en quatre expéditions dont deux en français et deux en persan, le vingt-cinq Juin de l'an du Christ mil huit cent cinquante-sept et le deux du mois Zigadeh de l'Hégire mil deux cent soixante-treize.

(L. S.) signé: *C. M. d'Hatzfeldt.*

(L. S.) signé: *Feroukh Khan.*

2.

Note du Plénipotentiaire de la Prusse.

Paris le 20 juin 1857.

Le Soussigné, chargé de signer, tant au nom de Sa Majesté le Roi de Prusse, qu'en celui des autres Etats du Zollverein, un Traité d'amitié et de commerce avec la Perse, a l'honneur de faire à S. E. Feroukh-Khan, Eminol Molk, chargé de signer le même Traité au nom de Sa Majesté l'Empereur de toute la Perse, la déclaration suivante, par rapport à l'article 4 du dit Traité, savoir que les navires Persans et leurs chargements recevront le même traitement que les navires Hanovriens et leurs chargements, pour ce qui concerne les droits perçus par le Gouvernement de Hanovre comme péage, sous le nom de „Brunshaeuser (anciennement Stader)-Zoll.“

Le Soussigné saisit etc.

(signé) Comte *de Hatzfeldt.*

A Son Excellence, Feroukh Khan,
Ambassadeur etc. etc.

3.

Note du Plénipotentiaire de la Perse.

Le Soussigné, chargé de signer au nom de Sa Majesté l'Empereur de toute la Perse un Traité d'amitié et

---

XLVII.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Prusse et les autres États du Zollverein d'une part et la Confédération Argentine d'autre part, signé à Paraná, le 19 septembre 1857).*

Texte allemand.

Seine Majestät der König von Preussen sowohl für Sich, als in Vertretung der Ihrem Zoll- und Steuersysteme angeschlossenen souverainen Länder und Landestheile, nämlich des Grossherzogthums Luxemburg, der Grossherzoglich Mecklenburgischen Enklaven Rossow, Netzeband und Schönberg, des Grossherzoglich Oldenburgischen Fürstenthums Birkenfeld, der Herzogthümer Anhalt-Dessau-Köthen und Anhalt-Bernburg, der Fürsten-

*) Les ratifications ont été échangées, à Paraná, le 3 juin 1859.

de commerce avec la Prusse et les autres Etats du Zollverein, a eu l'honneur de recevoir la note du 20 Juin que Son Exc. Mr. le Comte de Hatzfeldt, chargé de signer le même Traité, tant au nom de Sa Majesté le Roi de Prusse qu'en celui des autres Etats du Zollverein, lui a fait l'honneur de lui adresser et par laquelle Son Excellence lui a fait observer que par rapport à l'article 4 du dit Traité.

> Les navires Persans et leurs chargements recevront le même traitement que les navires Hanovriens et leurs chargements pour ce qui concerne les droits perçus par le Gouvernement de Hanovre comme péage, sous le nom de Brunshaeuser (anciennement Stader) Zoll.

Le Soussigné a l'honneur de déclarer à S. Exc. Mr. le Cte. de Hatzfeldt qu'il est d'accord avec les susdites observations par rapport à l'article 4 du Traité d'amitié et de commerce.

Le Soussigné saisit cette occasion pour exprimer à Son Excellence Mr. le Comte de Hatzfeldt l'assurance de sa plus haute considération.

Paris 23 Juin 1857.

(signé.) *Feroukh Khan.*

A Son Excellence Mr le Comte de Hatzfeldt etc. etc.

XLVII.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Prusse et les autres États du Zollverein d'une part et la Confédération Argentine d'autre part, signé à Paraná, le 19 septembre 1857*).

Texte espagnol.

Su Majestad el Rey de Prusia por sí y á nombre y en representacion de los paises soberanos y partes de paises soberanos agregados á su sistema aduanero á saber: el Gran Ducado de Luxemburg, los territorios Mecklemburgueses Rossow, Netzeband y Schönberg, el Principado Oldenburgues Birkenfeld, los Ducados Anhalt-Dessau-Koethen y Anhalt-Bernburg, los Principados Waldeck y Pyrmont, el Principado Lippe y el Oberamt Mei-

*) Les ratifications ont été échangées, à Paraná, le 3 juin 1859.

thümer Waldeck und Pyrmont, des Fürstenthums Lippe und des Landgräflich Hessischen Oberamts Meisenheim, als auch im Namen der übrigen Mitglieder des deutschen Zoll- und Handelsvereins, nämlich der Krone Bayern, der Krone Sachsen, der Krone Hannover und der Krone Würtemberg, des Grossherzogthums Baden, des Kurfürstenthums Hessen, des Grossherzogthums Hessen, zugleich das Landgräflich Hessische Amt Homburg vertretend, der den Thüringischen Zoll- und Handelsverein bildenden Staaten, namentlich des Grossherzogthums Sachsen, der Herzogthümer Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg und Sachsen-Coburg und Gotha, der Fürstenthümer Schwarzburg-Rudolstadt und Schwarzburg-Sondershausen, Reuss älterer und Reuss jüngerer Linie, des Herzogthums Braunschweig, des Herzogthums Oldenburg, des Herzogthums Nassau und der freien Stadt Frankfurt einerseits, und Seine Excellenz der Präsident der Argentinischen Conföderation andererseits, von dem Wunsche beseelt, die Freundschafts-, Handels- und Schifffahrtsbeziehungen zwischen den Staaten des Zollvereins und der Argentinischen Conföderation auszudehnen und zu befestigen, haben es für zweckmässig und angemessen erachtet, Unterhandlungen zu eröffnen und zu gedachtem Behufe einen Vertrag abzuschliessen und haben zu dem Ende zu Bevollmächtigten ernannt, nämlich:

Se. Maj. der König von Preussen
den Herrn Hermann Herbort Friedrich von Gülich, Allerhöchst Ihren Geschäftsträger und Generalkonsul, und

Se. Excellenz der Präsident der Argentinischen Conföderation
den Herrn Dr. Bernabe Lopez, Ihren Minister der auswärtigen Angelegenheiten,

welche, nachdem sie ihre Vollmachten sich mitgetheilt, und solche in guter und gehöriger Form befunden haben, über nachstehende Artikel übereingekommen sind:

Art. 1. Zwischen den Staaten des Zollvereins und deren Unterthanen, einerseits, und der Argentinischen Conföderation und deren Bürgern, andererseits, soll fortdauernde Freundschaft bestehen.

Art. 2. Zwischen den Staaten des Zollvereins und sämmtlichen Gebieten der Argentinischen Conföderation soll gegenseitige Freiheit des Handels stattfinden. Die

senheim, dependencia del Langraviado de Hessen; como tambien en el nombre de los ostros miembros del Zollverein y Handelsverein aleman, es decir: la Corona de Baviera, la Corona de Baviera, la Corona de Sajonia, la Corona Hannover y la Corona Wuertemberg, el Gran Ducado de Baden, el Electorado de Hessen, el Gran Ducado de Hessen y el Amt Homburg, dependencia del Langraviado de Homburg representado por el Gran Ducado de Hessen, en nombre de los Estados que forman el Zoll y Handelsverein de Thueringen, á saber: el Gran Ducado de Sajonia, los Ducados Sachsen-Meiningen, Sachsen-Altenburg, Sachsen-Coburg y Gotha, los Principados Schwarzburg-Rudolstadt y Schwarzburg-Sondershausen, Reuss linea mayor y Reuss linea menor, el Ducado de Braunschweig, el Ducado Oldenburg, el Ducado Nassau y la libre ciudad Frankfurt, por una parte, y por la otra, Su Excelencia el Presidente de la Confederacion Arjentina, animados del deseo de extender y confirmar las relaciones de amistad, de comercio y de navegacion entre los Estados del Zollverein y la Confederacion Arjentina, han juzgado oportuno y conveniente negociar y concluir un Tratado que llene este objeto; y al efecto han nombrado por sus plenipotenciarios á saber:

Su Majestad el Rey de Prusia
al Señor Hermann Herbort Friedrich von Gülich su Encargado de Negocios y Cónsul general, y
Su Excelencia el Presidente de la Confederacion Argentina
al Exmo. Señor Dor. Don Bernabé Lopez, Su Ministro Secretario de Estado en el Departamento de Relaciones Esteriores,

los cuales despues de haberse comunicado sus respectivos Plenos Poderes que fueron hallados en buena y debida forma, han acordado y convenido los articulos siguientes:

Art. 1. Habrá amistad perpetua entre los Estados del Zollverein y sus subditos por una parte y la Confederacion Arjentina y sus ciudadanos por la otra parte.

Art. 2. Habrá entre los Estados del Zollverein y todos los territorios de la Confederacion Arjentina una libertad reciproca de comercio. Los súbditos y ciuda-

Unterthanen und Bürger der vertragenden Theile sollen mit ihren Schiffen und Ladungen frei und in aller Sicherheit nach allen denjenigen Plätzen, Häfen und Flüssen eines oder des anderen Theils kommen dürfen, deren Besuch anderen Ausländern, oder den Schiffen oder Ladungen irgend einer andern fremden Nation oder eines andern fremden Staates gegenwärtig gestattet ist, oder künftig gestattet werden möchte, sie sollen in dieselben einlaufen und in irgend einem Theile derselben bleiben, sich daselbst aufhalten, Häuser und Waarenlager zum Zweck ihres Aufenthaltes und ihres Handels miethen und benutzen, und mit rohen Erzeugnissen, Manufaktur- und Fabrikwaaren aller Art, soweit es die Gesetze des Landes gestatten, Handel treiben dürfen, und sie sollen überhaupt in allen ihren Angelegenheiten den vollständigsten Schutz und die vollständigste Sicherheit geniessen, wobei sie jedoch den allgemeinen Gesetzen und Gebräuchen des Landes unterworfen bleiben.

In gleicher Weise soll es den Kriegs-, Post- und Passagierschiffen der vertragenden Theile gestattet sein, frei und sicher in alle Häfen, Flüsse und Plätze zu kommen, deren Besuch andern Kriegsschiffen und Packetbooten gestattet ist oder künftig gestattet werden möchte, und sie sollen in dieselben einlaufen, darin vor Anker gehen, daselbst verbleiben und sich wieder ausrüsten dürfen, wobei sie jedoch den Gesetzen und Gebräuchen des Landes unterworfen bleiben.

Art. 3. Die beiden vertragenden Theile kommen dahin überein, dass jede Begünstigung und Befreiung, so wie jedes Vorrecht und jede Immunität in Handels- oder Schifffahrtsangelegenheiten, welche einer derselben den Unterthanen oder Bürgern einer andern Regierung, eines anderen Volkes oder Staates gegenwärtig bereits zugestanden hat, oder künftig zugestehen möchte, bei Gleichheit des Falles und der Umstände auf die Unterthanen und Bürger des andern Theils ausgedehnt werden soll, und zwar unentgeltlich, wenn das Zugeständniss an jene andere Regierung, Volk oder Staat unentgeltlich gemacht worden, oder gegen Leistung einer entsprechenden Ausgleichung, wenn das Zugeständniss bedingungsweise erfolgt war.

Art. 4. Es sollen auf die Einfuhr von Natur- und Gewerbserzeugnissen der Länder eines der vertragenden Theile in die des andern Theils keine höhere oder an-

danos de las dos partes contratantes podran libremente y con toda seguridad ir con sus buques y cargas à todos aquellos parajes, puertos y rios de la una ó de la otra parte á donde sea ó fuese permitido llegar a otros extranjeros ó à los buques ó cargas de cualquiera otra nacion ó Estado, podran entrar en los mismos y permanecer y residir en cualquier parte de ellos, podran alquilar y ocupar casas y almacenes para su residencia y comercio; podran negociar en toda clase de productos, manufacturas y mercancias de toda clase, sujetos á las leyes del pais, y jeneralmente disfrutaran en todas sus cosas la mas completa proteccion y la mas completa seguridad con sujecion siempre á las leyes y reglamentos del pais.

Del mismo modo los buques de guerra, los buques de comercio, correos y paquetes, de las partes contratantes poran llegar, libremente y con toda seguridad á todos los puertos, rios y puntos, á donde és ó sea en adelante permitido entrar à los buques de guerra y paquetes de cualquiera otra Nacion, podran entrar, anclar permanecer y repararse, sujetos siempre á las leyes y costumbres del pais.

Art. 3. Las dos partes contratantes convienen en que cualquier favor, exencion, privilejio ó inmunidad que una de ellas haya concedido ó conceda mas adelante en punto de comercio ó navegacion à los súbditos ó ciudadanos de cualquier otro Gobierno, Nacion ó Estado, será extensivo en igualdad de casos y circunstancias a los súbditos y ciudadanos de la otra parte contratante, gratuitamente, si la concesion en favor de ese otro Gobierno, Nacion ó estado ha sido gratuita ó por una compensacion equivalente si la concesion fuese condicional.

Art. 4. No se impondran ningunos otros ni mayores derechos en los territorios de cualquiera de las dos partes contratantes à la importacion de los articulos de

dere Abgaben als diejenigen gelegt werden, welche von gleichartigen Natur- oder Gewerbserzeugnissen anderer Länder gegenwärtig oder künftig zu entrichten sind: auch soll in den Ländern keines der vertragenden Theile die Ausfuhr irgend welcher Gegenstände in die Länder des anderen Theils mit anderen oder höheren Zöllen und Abgaben, als mit denjenigen belegt werden, welche bei der Ausfuhr gleichartiger Gegenstände nach anderen fremden Ländern zu entrichten sind; eben so wenig soll die Einfuhr oder Ausfuhr irgend welcher Gegenstände, die das Natur- oder Gewerbserzeugniss der Länder eines der vertragenden Theile sind, aus oder nach den Ländern des anderen Theils mit einem Verbot belegt werden, welches nicht gleichmässig auch auf die gleichartigen Erzeugnisse jedes andern fremden Landes Anwendung findet.

Art. 5. An Tonnengeldern, Leuchtthurmgebühren, Hafenabgaben, Lootsengebühren und Bergegeldern, in Fällen der Havarie und des Schiffbruchs, sowie an örtlichen Abgaben, sollen in den Häfen eines jeden der vertragenden Theile von den Schiffen des andern Theils keine anderen oder höheren Auflagen als diejenigen erhoben werden, welche in denselben Häfen auch von den eigenen Schiffen zu entrichten sind.

Art. 6. Bei der Einfuhr und Ausfuhr von Waaren und Erzeugnissen aller Art aus den Staaten des Zollvereins nach den Gebieten der Argentinischen Conföderation, ingleichen aus den Gebieten der letztern nach den Staaten des Zollvereins, sollen dieselben Abgaben gezahlt und dieselben Rückzölle und Prämien bewilligt werden, die Ein- oder Ausfuhr mag in Schiffen eines Staates des Zollvereins oder der Argentinischen Conföderation erfolgen.

Art. 7. Die vertragenden Theile sind darüber einverstanden, alle diejenigen Schiffe als Schiffe respektive eines Staates des Zollvereins und der Argentinischen Konföderation zu betrachten und zu behandeln, welche von den zuständigen Behörden mit vollständig ausgefertigten Pässen oder Beylbriefen versehen sind, und deshalb, nach den zur Zeit in den beiderseitigen Ländern bestehenden Vorschriften, von dem Lande, dem sie beziehungsweise angehören, vollständig und bona fide als nationale Schiffe betrachtet werden.

Art. 8. Alle den Zollvereinsstaaten angehörigen Kaufleute, Schiffsführer und andere Personen sollen volle

produccion natural, industrial ó fabril, de los territorios de la otra parte contratante que los que se pagan ó pagaren por iguales articulos de cualquier otro pais extranjero: ni se impondran otros ni mas altos derechos en los territorios de cualquiera de las partes contratantes, a la exportacion de cualquier articulo a los territorios de la otra, que los que se pagan ó pagaren por la exportacion de iguales articulos, á cualquier otro pais extranjero; ni se impondrá prohibicion alguna á la importacion, ó exportacion de cualesquiera articulos, de produccion natural, industrial ó fabril de los territorios de la una de las partes contratantes a los territorios ó de los territorios de la otra, que no se extiendan tambien á iguales articulos de cualquier otro pais estranjero.

Art. 5. No se impondran otros, ni mas altos derechos por tonelaje, faro, puerto, practico, salvamento en caso de averia ó naufrajio, ó cualesquiera otros gastos locales en ninguno de los puertos de cualquiera de las dos partes contratantes, á los buques de la otra, que aquellos que se pagan en los mismos puertos por sus propios buques.

Art. 6. Se pagaran los mismos derechos y se concederan los mismos descuentos y premios por la importacion ó exportacion de cualquier articulo al territorio de los Estados del Zollverein, ó al territorio ó del territorio de la Confederacion Arjentina, ya sea que dicha importacion ó exportacion se efectue en buques de los Estados del Zollverein ó en buques de la Confederacion Arjentina.

Art. 7. Ambas partes contratantes se convienen en considerar y tratar como á buques de uno de los Estados del Zollverein y de la Confederacion Arjentina á todos aquellos que hallándose munidos por las competentes autoridades con patente ó pasavante extendido en debida forma, pueden segun las leyes y reglamentos entonces existentes ser reconocidos plenamente y bona fide como buques nacionales, por el pais á que respectivamente pertenezcan.

Art. 8. Todos los comerciantes, comandantes y capitanes de buques y demas personas de los Estados del

Freiheit geniessen, in sämmtlichen Gebieten der Argentinischen Conföderation ihre Handels- und sonstigen Geschäftsangelegenheiten selbst zu führen, oder die Führung derselben nach eigener Wahl anderen Personen, als Mäklern, Geschäftsführern, Agenten oder Dolmetschern zu übertragen; und sie sollen nicht gehalten sein, in diesen Eigenschaften andere als solche Personen zu verwenden, deren sich auch die Bürger der Argentinischen Conföderation bedienen, oder denselben andere Löhne und Vergütungen als diejenigen zu zahlen, welche in gleichen Fällen von den Bürgern der Argentinischen Conföderation gezahlt werden. Käufern und Verkäufern soll es in allen Fällen freistehen, nach eignem Gutbefinden zu handeln und den Preis der Erzeugnisse, Güter und Waaren, welche sie in die Argentinische Conföderation ein- oder aus derselben ausführen, zu bestimmen, wenn sie die Gesetze und die hergebrachten Gewohnheiten des Landes dabei beobachten. Die Bürger der Argentinischen Conföderation sollen in den Staaten des Zollvereins dieselben Rechte und Privilegien geniessen. Die Unterthanen und Bürger der vertragenden Theile sollen vollständigen und vollkommenen Schutz für ihre Personen und ihr Eigenthum erhalten und geniessen, und zur Verfolgung und Vertheidigung ihrer Rechte freien und offenen Zutritt zu den Gerichtshöfen in den beiderseitigen Ländern haben und es soll ihnen frei stehen, in allen Fällen sich derjenigen Advocaten, Sachwalter oder Agenten zu bedienen, die sie hierzu für geeignet erachten, und sie sollen hierin dieselben Rechte und Privilegien geniessen, wie die eingeborenen Unterthanen und Bürger.

Art. 9. In Allem, was die Hafenpolizei, das Beladen der Schiffe, die Sicherheit der Waaren, Güter und Effekten, so wie die Erwerbung von Eigenthum aller Art und jeder Benennung und die Verfügung darüber mittelst Verkaufs, Schenkung, Tausch, Testament oder sonst, sowie was die Gerechtigkeitspflege betrifft, sollen die Unterthanen und Bürger der vertragenden Theile gegenseitig die nämlichen Privilegien, Freiheiten und Rechte geniessen, wie die Unterthanen und Bürger der meistbegünstigten Nationen. Sie sollen in keiner dieser Beziehungen mit höheren Auflagen oder Abgaben als denjenigen betroffen werden, welche von den eigenen Unterthanen und Bürgern zu entrichten sind, wobei sie sich

Zollverein, tendrán plena libertad en todos los territorios de la Confederacion Arjentina para manejar por si mismos sus negocios, ó para confiarlos á la direccion de quien mejor les parezca, como corredor, factor, ajente ó interprete, y no seran obligados á emplear otras personas para dichos objetos que aquellas empleadas por los ciudadanos de la Confederacion Arjentina; ni á pagarles otra remuneracion ó salario que aquel que en iguales casos se pagan por los ciudadanos de la Confederacion Arjentina. Se concede absoluta libertad en todos los casos al comprador y vendedor para tratar y fijar el precio como mejor les pareciere de cualquier efecto, mercancia ó jenero importado á la Confederacion Arjentina ó exportado de la Confederacion Arjentina con observancia y uso de las leyes establecidas en el pais. Los mismos derechos y privilejios en todos respectos, se conceden en los territorios de los Estados del Zollverein á los ciudadanos de la Confederacion Arjentina. Los súbditos y ciudadanos de ambas partes contratantes, recibiran y disfrutaran reciprocamente la mas completa y perfecta proteccion en sus personas, bienes y propiedades y tendran acceso franco y libre á los tribunales de justicia en los respectivos paises para la prosecucion y defensa de sus justos derechos, teniendo al mismo tiempo la libertad de emplear en todos casos los abogados, apoderados, ó ajentes que mejor les parezca, y á este respecto gozaran los mismos derechos y privilejios que los súbditos ó ciudadanos nacionales.

Art. 9. En todo lo relativo á la policia de puerto, carga y descarga de buques, seguridad de las mercaderias, jeneros y efectos, á la adquisicion y modo de disponer de la propiedad de toda clase y denominacion, ya sea por venta, donacion, permuta, testamento, ó de cualquier otro modo que sea, como tambien á la administracion de justicia, los súbditos y ciudadanos de ambas partes contratantes gozaran reciprocamente de los mismos privilejios, prerogativas y derechos que los súbditos ó ciudadanos de la nacion mas favorecida, y no se les gravará en ninguno de esos casos con impuestos ó derechos mayores que aquellos que pagan ó pagaren los súbditos ó ciudadanos nacionales con sujecion siempre

jedoch, wie sich von selbst versteht, den örtlichen Gesetzen und Anordnungen des betreffenden Landes zu unterwerfen haben. Verstirbt ein Unterthan oder Bürger eines der vertragenden Theile in den Gebieten oder Staaten des andern Theiles ohne Testament oder letztwillige Verfügung, so soll der Generalkonsul oder Konsul des Staates, welchem der Verstorbene angehörte, oder in Abwesenheit desselben dessen Stellvertreter, soweit die Gesetze des Landes dies gestatten, das Recht haben, an der Besitznahme der Verwaltung und der gerichtlichen Liquidation der Verlassenschaft des Verstorbenen im Interesse der Gläubiger oder der gesetzlichen Erben Theil zu nehmen.

Entsteht hierbei eine Differenz über die Erbschaft oder über Eines oder Einige der Güter, aus denen sie besteht, oder über ein Guthaben oder eine Schuld der Erbschaft, und kann diese durch Schiedsrichter nicht geschlichtet werden, so fällt sie der Entscheidung der Gerichte des Landes anheim.

Art. 10. Die Unterthanen der Zollvereinsstaaten, welche sich in der Argentinischen Conföderation, und die Bürger der Argentinischen Conföderation, welche sich in den Zollvereinsstaaten wohnhaft aufhalten, sollen von allem und jedem unfreiwilligen Militairdienst zur See und zu Lande, von Zwangsanlehen, Requisitionen und Kriegskontributionen befreit bleiben. Auch sollen sie unter keinerlei Vorwand gezwungen werden, höhere gewöhnliche Auflagen, Requisitionen oder Abgaben, als diejenigen zu zahlen, welche von den eigenen Unterthanen oder Bürgern zu entrichten sind.

Art. 11. Es soll jedem der vertragenden Theile freistehen, zum Schutz des Handels Konsuln zu bestellen, welche in den Staaten oder Gebieten des anderen Theils residiren; bevor jedoch ein Konsul seine amtlichen Funktionen ausübt, soll derselbe in der gewöhnlichen Form Seitens der Regierung, an welche er gesendet worden, bestätigt und zugelassen werden, und ein jeder der vertragenden Theile kann nach eigenem Ermessen von der Residenz der Konsuln einzelne besondere Plätze ausschliessen.

Die Archive und Dienstpapiere der Konsulate der vertragenden Theile sollen als unverletzlich betrachtet, und es soll kein öffentlicher Beamter und keine Ortsbehörde unter irgend einem Vorwande berechtigt sein, dieselben in Beschlag zu nehmen oder zu beeinträchtigen.

á las leyes y reglamentos de cada pais respectivo. Si algun súbdito ó ciudadano de cualquiera de las dos partes contratantes falleciara intestado, ó sin ultima disposicion en alguno de los territorios de la otra, el Cónsul general ó Cónsul de la nacion á la que pertenezca el finado, ó sea el representante de dicho Cónsul general ó Cónsul, en ausencia de estos, tendrá el derecho de intervenir en la posesion, administracion y liquidacion judicial de los bienes del finado, conforme a las leyes del pais, en beneficio de sus acrehedores y herederos legales.

En caso de cuestion sobre la herencia ó sobre alguno ó algunos de los bienes que la componen, ó sobre algun crédito activo ó pasivo de la sucesion, no pudiendo ser dirimida por arbitros, quedará sometida á los tribunales del' pais.

Art. 10. Los súbditos de los Estados del Zollverein residentes en la Confederacion Arjentina y los ciudadanos de la Confederacion Arjentina residentes en los Estados del Zollverein, seran exentos de todo servicio militar obligatorio ya sea por mar ó por tierra, asi como de todo emprestito forzoso, requisiciones y auxilios militares; ni seran compelidos por ningun pretexto que sea, á soportar carga alguna ordinaria, requisicion ó impuesto mayor que los que soportan ó pagan los súbditos ó ciudadanos naturales de las partes contratantes respectivamente.

Art. 11. Cada una de las partes contratantes podrá nombrar Cónsules para la proteccion de su comercio con residencia en cualquiera de los territorios de la otra parte, pero antes de funcionar como tales, deberan ser aprobados y admitidos en la forma de costumbre por el Gobierno cerca del cual estan patentados y cualquiera de las partes contratantes podrá exceptuar de la residencia de los Consules, aquellos puntos particulares, que juzgue conveniente exceptuar.

Los archivos y papeles de los Consulados de las partes contratantes serán inviolablemente respetados, y bajo ningun pretexto podrá empleado público alguno, ni autoridad local alguna, apoderarse de dichos archivos ó papeles ni tener de modo alguno la menor injerencia en ellos.

Die Konsuln der Argentinischen Konföderation sollen in den zum Zollverein gehörigen Staaten alle Vorrechte, Befreiungen und Abgabenfreiheiten geniessen, welche den, den meistbegünstigten Nationen angehörigen Konsuln desselben Ranges gegenwärtig zugestanden sind, oder künftig werden zugestanden werden, und in gleicher Weise sollen die Konsuln der Zollvereinsstaaten in den Gebieten der Argentinischen Conföderation nach der strengsten Reciprocität alle Vorrechte, Befreiungen und Abgabefreiheiten geniessen, welche in der Argentinischen Conföderation den Konsuln der meistbegünstigten Nation gegenwärtig zugestanden sind oder künftig werden zugestanden werden.

Art. 12. Zu grösserer Sicherheit des Handels zwischen den Staaten des Zollvereins und der Argentinischen Conföderation wird vereinbart, dass, wenn zu irgend einer Zeit eine Unterbrechung der freundschaftlichen Handelsbeziehungen oder unglücklicher Weise ein Bruch zwischen den vertragenden Theilen eintreten sollte, die Unterthanen und Bürger eines jeden derselben, welche sich in den Gebieten oder Staaten des andern Theils wohnhaft aufhalten, das Vorrecht geniessen sollen, ohne irgend eine Störung daselbst zu verbleiben, und ihr Gewerbe oder ihre Beschäftigung fortzusetzen, so lange sie sich friedlich verhalten und sich nicht einer Uebertretung der Gesetze schuldig machen, und es sollen ihre Effekten und ihr Eigenthum, es mag solches Privatpersonen oder dem Staate anvertraut worden sein, weder der Beschlagnahme oder Sequestration unterliegen, noch anderen Ansprüchen als solchen unterworfen sein, welche auch an gleichnamige Effekten und gleichnamiges Eigenthum gemacht werden, das den Landeseinwohnern der respectiven Staaten gehört.

Art. 13. Die Unterthanen der Zollvereinsstaaten und die Bürger der Argentinischen Conföderation, welche sich beziehungsweise in den Ländern des andern Theils aufhalten, sollen in ihren Häusern, Personen und in ihrem Eigenthum den vollen Schutz der Regierung geniessen.

Sie sollen ihres religiösen Glaubens wegen in keiner Weise gestört, belästigt oder gekränkt werden, sondern volle Gewissensfreiheit geniessen, wobei sie sich jedoch eben so wenig in die Religionsangelegenheiten und die Gebräuche des Landes, in welchem sie leben, zu mischen, sondern dieselben zu respektiren haben.

Los Cónsules de la Confederacion Arjentina en los territorios de los Estados del Zollverein, gozarán de todos los privilejios, exenciones é inmunidades que se conceden ó se concedan a los Cónsules del mismo rango de la nacion mas favorecida, y de igual modo los Cónsules de cada uno de los Estados del Zollverein en la Confederacion Arjentina, gozarán con la mas esclupulosa reciprocidad, de todos los privilejios, exenciones é inmunidades que se conceden ó se concedan en la Confederacion Arjentina á los Cónsules de la nacion mas favorecida.

Art. 12. Para la mayor seguridad del comercio entre los Estados del Zollverein y la Confederacion Arjentina, se estipula que en cualquier caso en que por desgrácia aconteciese alguna interrupcion de las amigables relaciones de comercio, ó un rompimiento entre las dos partes contratantes, los súbditos y ciudadanos de cualquiera de ellas residentes en los Estados ó los territorios de la otra tendrán el privilejio de permanecer y continuar su tráfico ú ocupacion en ellos sin interrupcion alguna, en tanto que se condujeren con tranquilidad y no quebrantaren las leyes de modo alguno, y sus efectos y propiedades, ya fuesen confiados á particulares ó al Estado, no estarán sujetos à embargo ni secuestro, ni a ninguna otra exaccion que aquellas que puedan hacerse á igual clase de efectos ó propiedades pertenecientes á los habitantes naturales de los respectivos Estados.

Art. 13. Los súbditos de los Estados del Zollverein y los ciudadanos de la Confederacion Arjentina respectivamente residentes en los territorios de la otra parte contratante, gozarán en sus casas, personas y propiedades de la proteccion completa del Gobierno.

Non serán inquietados, molestados, ni incomodados de manera alguna con motivo de su relijion y tendrán perfecta libertad de conciencia con tal que respeten debidamente la relijion y las costumbres del pais en que residen y se abstengan de tomar injerencia en esa relijion y costumbres.

Hinsichtlich der Feier des Gottesdienstes nach dem Ritus und den Gebräuchen ihrer Kirche, sei es in ihren eigenen Privathäusern, sei es in ihren eigenen besonderen Kirchen und Kapellen, hinsichtlich der Befugniss zur Erbauung und Unterhaltung solcher Kirchen und Kapellen, endlich hinsichtlich der Befugniss zur Anlegung, Unterhaltung und Benutzung von eigenen Begräbnissplätzen, sollen den Unterthanen und Bürgern eines jeden der vertragenden Theile, welche sich in den Ländern und Gebieten des andern Theils aufhalten, die nämlichen Rechte und Freiheiten zustehen und der nämliche Schutz gewährt werden, wie den Unterthanen und Bürgern der meistbegünstigten Nation.

Art. 14. Der gegenwärtige Vertrag soll für die Dauer von acht Jahren, von dem Datum desselben an gerechnet, und dann ferner bis zum Ablaufe von zwölf Monaten bestehen, nachdem einer der vertragenden Theile dem Andern die Anzeige gemacht hat, dass es seine Absicht sei, denselben nicht weiter fortzusetzen, wobei jeder der vertragenden Theile sich das Recht vorbehält, dem anderen Theile diese Anzeige bei Ablauf der gedachten achtjährigen Frist oder zu jeder späteren Zeit zu machen.

Und es wird hiermit zwischen ihnen vereinbart, dass mit Ablauf der zwölf Monate nach dem Empfang einer solchen Anzeige der gegenwärtige Vertrag und alle Bestimmungen desselben gänzlich aufhören und endigen sollen.

Art. 15. Der gegenwärtige Vertrag soll von den vertragenden Theilen ratifizirt und es sollen die Ratifikationen innerhalb des Zeitraums von zwei Jahren am Sitz der Regierung der Argentinischen Conföderation ausgewechselt werden.

Zu Urkunde dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten den Vertrag unterzeichnet und ihr Siegel beigefügt in der Stadt Paraná den neunzehnten September Ein Tausend achthundert und sieben und funfzig.

(gez.) *Herrmann Herbort Friedrich von Gülich.*
(L. S.)

(gez.) *Bernabe Lopez.*
(L. S.)

Separat - Artikel
zum Artikel 3 des Vertrags.

Die Bestimmungen im Artikel 3. des heute zwischen

Con respecto á la celebracion del culto conforme á los ritos y ceremonias de su propia iglesia, ya sea dentro de sus casas particulares, ó en sus propias iglesias y capillas; con respecto á la facultad de edificar y sostener tales iglesias y capillas, y finalmente con respecto á la facultad de adquirir, ocupar y mantener sitios para sus propios cementerios, los súbditos y ciudadanos de cada una de las partes contratantes que residan en los dominios y territorios de la otra gozarán de las mismas libertades y de los mismos derechos, y se les concedera la misma proteccion que á los subditos y ciudadanos de la nacion mas favorecida.

Art. 14. El presente Tratado estará en vigor por el termino de ocho años contados desde la fecha, y en adelante por doce meses mas, despues que una de las partes contratantes diere aviso a la otra de su intencion de terminarlo, reservandose cada una de las partes contratantes el derecho de dar a la otra tal aviso á la espiracion de dicho termino de ocho años ó en cualquier tiempo despues.

Y por esto se estipula entre ellas que à la espiracion de doce meses despues que tal aviso haya sido recibido, este Tratado y todas las estipulaciones de él cesaran y se concluiran enteramente.

Art. 15. El presente Tratado será ratificado y las ratificationes serán canjeadas dentro del plazo de dos años de su fecha en el lugar de la residencia del Gobierno de la Confederacion Arjentina.

En fé de le cual los Plenipotenciarios respectivos han firmado este Tratado y le han puesto sus sellos en la ciudad del Paraná a diez y nueve de Septiembre de mil ocho cientos cincuenta y siete.

(firm.) *Bernabé Lopez.*

(L. S.)

(firm.) *Herrmann Herbort Friedrich von Gülich.*

(L. S.)

Articulo separado

al articulo 3. del Tratado.

Les estipulaciones del articulo 3. del Tratado cele-

den Staaten des Zollvereins und der Argentinischen Conföderation abgeschlossenen und unterzeichneten Vertrages finden auf die Abgaben, welche die Königlich Hannoversche Regierung unter der Benennung des Brunshauser (ehemals Stader) Zolles zu erheben hat, in der Weise Anwendung, dass die Schiffe der gedachten Conföderation und deren Ladungen hinsichtlich dieser Abgaben ebenso behandelt werden sollen, als die eigenen Schiffe Hannovers und deren Ladungen. Die Annahme des gegenwärtigen Artikels Seitens der Argentinischen Regierung und für die Dauer des Vertrages schliesst übrigens durchaus nicht die Anerkennung eines Princips ein, da die Freiheit der Ströme Eine der Grundlagen des Staatsrechtes der Argentinischen Conföderation ist.

Der gegenwärtige Separat-Artikel soll dieselbe Kraft und Gültigkeit haben, als ob derselbe Wort für Wort in dem heute unterzeichneten Vertrage aufgenommen wäre.

Derselbe soll ratificirt und die Ratifikationen sollen zu gleicher Zeit ausgewechselt werden.

Zu Urkunde dessen unterzeichnen und besiegeln dies die betreffenden Bevollmächtigten in der Stadt Paraná den neunzehnten September Eintausend acht Hundert und sieben und funfzig.

(gez.) *Herrmann Herbert Friedrich von Gülich.*
(L. S.)

(gez.) *Bernarbe Lopez.*
(L. S.)

XLVIII.

Déclaration convenue entre la Prusse en son nom et pour les autres États du Zollverein, d'une part et la Grande-Bretagne d'autre part, concernant les relations de commerce et de navigation du Zollverein et des États-Unis des Iles Ioniennes; signée à Berlin le 11 novembre 1857).*

Texte allemand.

Die Preussische Regierung, sowohl für Sich und in

*) Le sénat des États-Unis des Iles Ioniennes a consenti à cette

brado y firmado hoy entre los Estados del Zollverein y la Confederacion Arjentina son tambien extensivas á los derechos que el Gobierno del Reino de Hannover tiene á cobrar baje la denominacion de derechos de Brunshausen (antes Stade) de una manera tal, que los buques de la mencionada Confederacion con sus cargamentos seran tratados del mismo modo con respecto a estos derechos que los propios buques del Reino de Hannover con sus cargamentos, quedando entendido que la aceptacion de este articulo por parte del Gobierno Arjentino y por el termino del Tratado, no importa en manera alguna el reconocimiento de un principio, siendo la libertad fluvial una de las bases del derecho publico de la Confederacion Arjentina.

El presente articulo separado tendrá la misma fuerza y validez que si estuviera insertado palabra por palabra en el Tratado firmado en esta fecha.

Será ratificado y las ratificaciones serán canjeadas al mismo tiempo.

En fé de lo cual lo firman y sellan los respectivos Plenipotenciarios, en la ciudad del Paraná a diez y nueve de Septiembre de mil ochocientos cincuenta y siete.

(firm.) *Bernabé Lopez.*
(L. S.)
(firm.) *Herrmann Herbort Friedrich von Gülich.*
(L. S.)

XLVIII.

*Déclaration convenue entre la Prusse en son nom et pour les autres États du Zollverein, d'une part et la Grande-Bretagne d'autre part, concernant les relations de commerce et de navigation du Zollverein et des États-Unis des Iles Ioniennes; signée à Berlin le 11 novembre 1857 *).*

Texte anglais.

The Government of Prussia, in its own name, and

convention par arrêté du 6 février 1858.

Vertretung der Ihrem Zoll- und Steuersystem angeschlossenen souverainen Länder und Landestheile, nämlich Luxemburgs, Anhalt-Dessau-Cöthens, Anhalt-Bernburgs, Waldecks und Pyrmonts, Lippe und Meisenheims, als auch im Namen der übrigen Staaten des Zollvereins, nämlich: Bayerns, Sachsens, Hannovers (einschliesslich des Fürstenthums Schaumburg-Lippe), Württembergs, Badens, des Kurfürstenthums Hessen, des Grossherzogthums Hessen (einschliesslich des Amtes Homburg), der Staaten des Thüringischen Zoll- und Handelsvereins, nämlich: Sachsen-Weimar-Eisenachs, Sachsen-Meiningens, Sachsen-Altenburgs, Sachsen-Coburg-Gothas, Schwarzburg-Rudolstadts, Schwarzburg-Sondershausen, Reuss älterer Linie und Reuss jüngerer Linie, Braunschweigs, Oldenburgs, Nassaus und der freien Stadt Frankfurt, einerseits, und die Grossbritannische Regierung andererseits, sind übereingekommen, festzusetzen, was folgt:

Da die Ionischen Inseln unter dem Schutze Ihrer Britannischen Majestät stehen, so sollen die Unterthanen und Schiffe dieser Inseln in den Gebieten der vorbenannten Staaten des Zollvereins alle diejenigen Begünstigungen in Handels- und Schifffahrtsangelegenheiten, welche daselbst den Unterthanen und Schiffen von Grossbritannien bewilligt sind, geniessen, sobald die Regierung der Ionischen Inseln eingewilligt haben wird, den Unterthanen und Schiffen der vorgedachten Staaten des Zollvereins dieselben Begünstigungen zu gewähren, welche in diesen Inseln den Unterthanen und Schiffen Grossbritanniens bewilligt sind; es versteht sich, dass zur Vermeidung von Missbräuchen jedes Ionische Schiff, welches die Bestimmungen der gegenwärtigen Erklärung in Anspruch nimmt, mit einem von dem Lordobercommissair oder dessen Stellvertreter unterzeichneten Patente versehen sein soll.

Zu Urkund dessen haben die Unterzeichneten, der Ministerpräsident, Minister der auswärtigen Angelegenheiten Seiner Majestät des Königs von Preussen und der ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister Ihrer Majestät der Königin des vereinigten Königreichs von Grossbritannien und Irland am Hofe von Berlin, auf Grund erhaltener Ermächtigung, die gegenwär-

representing the sovereign States and territories united to the Prussian system of Customs and Contributions, that is to say: Luxemburg, Anhalt-Dessau-Coethen, Anhalt-Bernburg, Waldeck and Pyrmont, Lippe and Meisenheim, — as well as in the name of the Governments of the other States, Members of the Zollverein, that is to say: Bavaria, Saxony, Hannover (the Principality of Schaumburg-Lippe included) Wurttemberg, Baden, Electoral Hesse, Grand-Ducal Hesse (the bailiwick of Homburg included), the States forming the Customs and Commercial Union, called the States of Thuringia, viz Saxe-Weimar-Eisenach, Saxe-Meiningen, Saxe-Altenburg, Saxe-Coburg-Gotha, Schwarzburg-Rudolstadt, Schwarzburg-Sondershausen, the elder branch of Reuss, and the younger branch of Reuss, — Brunswick, Oldenburg, Nassau and the Free Town of Frankfort, on the one part, and the Government of Great-Britain on the other part, have agreed upon the following stipulation:

The Jonian Islands being under the Protection of Her Britannick Majesty, the subjects and vessels of those Islands shall enjoy in the dominions of the above enumerated States of the Zollverein all the advantages in matters of commerce and navigation which are there granted to the subjects and vessels of Great-Britain, as soon as the Government of the Jonian Islands shall have agreed to grant to the subjects and vessels of the aforesaid States of the Zollverein the same advantages, which are granted in those Islands to the subjects and vessels of Great-Britain, it being understood that in order to prevent abuses, every Jonian vessel claiming the benefits of the present declaration shall be furnished with a Patent signed by the Lord High Commissioner or by his Representative.

In witness whereof the Undersigned, His Prussian Majesty's President of the Council, and Minister for Foreign Affairs and Her Britannick Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of

tige Erklärung vollzogen und mit ihren Wappensiegeln versehen.

Geschehen zu Berlin, den 11. November 1857.

(gez.) *Manteuffel.* *Bloomfield.*
(L. S.) (L. S.)

XLIX.

Convention additionnelle au traité de commerce et de navigation du 23 juin 1845 entre les États de l'Association de douanes et de commerce Allemande d'une part et la Sardaigne d'autre part; signée à Berlin, le 28 octobre 1859); suivie d'un protocole final.*

Son Altesse Royale le Régent, Prince de Prusse, au nom de Sa Majesté le Roi de Prusse, agissant tant en Son nom et pour les autres Pays et parties de Pays souverains compris dans Son système de douanes et d'impôts, savoir:

le Grand-Duché de Luxembourg, les enclaves du Grand-Duché de Mecklembourg — Rossow, Netzeband et Schoenberg —, la Principauté de Birkenfeld du Grand-Duché d'Oldenbourg, les Duchés d'Anhalt-Dessau-Coethen et d'Anhalt-Bernbourg, les Principautés de Waldeck et Pyrmont, la Principauté de Lippe et le Grand-Baillage de Meisenheim du Landgraviat de Hesse, qu'au nom des autres Membres de l'Association de douanes et de commerce Allemande, savoir: la Couronne de Bavière, la Couronne de Saxe, la Couronne de Hanovre et la Couronne de Wurttemberg, le Grand-Duché de Bade, l'Electorat de Hesse, le Grand-Duché de Hesse, tant pour lui que pour le Baillage de Hombourg du Landgraviat de Hesse, les États formant l'Association de douanes et de commerce de Thüringe, savoir: le Grand-Duché de Saxe, les Duchés de Saxe-Meiningen, de Saxe-Altenbourg, de

---

*) Les ratifications ont été échangées, à Berlin, le 31 décembre 1859.

Berlin duly authorized, have signed the present Declaration and have affixed thereto the Seals of their Arms.

Done at Berlin the eleventh day of November 1857.

(gez.) *Manteuffel.* *Bloomfield.*
(L. S.) (L. S.)

Saxe-Cobourg et Gotha, les Principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt et Schwarzbourg-Sondershausen, de Reuss, ligne aînée, et de Reuss, ligne cadette; le Duché de Brunswick, le Duché d'Oldenbourg, le Duché de Nassau et la Ville libre de Frankfort d'une part,

Et Sa Majesté le Roi de Sardaigne d'autre part, désirant étendre de plus en plus et favoriser les relations commerciales entre les Etats du Zollverein et les Etats Sardes ont voulu les consolider par une convention additionelle au traité de commerce et de navigation du 23 Juin 1845 et à la convention additionelle audit traité, conclue à Turin le 20 Mai 1851; ont nommé pour Leurs Plénipotentiaires:

Son Altesse Royale le Régent, Prince de Prusse: le Sieur Alexandre Gustave Adolphe Baron de Schleinitz, Son Ministre d'Etat et des Affaires Etrangères, Chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de la deuxième classe avec la plaque, Chevalier de l'ordre de St. Jean de Jerusalem etc. et

Sa Majesté le Roi de Sardaigne: le Sieur Edouard Comte de Launay, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Cour de Prusse, Commandeur de Son ordre religieux et militaire de St. Maurice et de St. Lazare, Chevalier de l'ordre de l'aigle rouge de Prusse etc. et les deux Plénipotentiaires, munis de pleins-pouvoirs, ont arrêté les articles suivants.

Art. I. Les Etats du Zollverein s'engagent à reduire les droits actuellement établis sur les soies Sardes à leur entrée dans les Etats du Zollverein, savoir:

a) pour les soies écrues retorses de 11 écus à $1/2$ écu le quintal;
b) pour toutes les soies décrusées, non teintes y compris les bourres de soie filées, de 8 écus à $1/2$ écu le quintal;
c) pour les soies teintes retorses, y compris les bourres

de soie retorses, de même que pour les fils retors, mêlés de soie et de coton, de 11 écus à 8 écus le quintal.

Art. II. La Sardaigne s'engage à admettre tous les spiritueux et les eaux-de-vie de la production des Etats du Zollverein, à leur entrée dans les Etats Sardes, au droit suivant:

en cercles { supérieurs à 22 degrés à dix francs par hectolitre de 22 degrés et au dessous, à cinq francs et 50 centimes;

en bouteilles, à dix centimes par bouteille qui ne dépasse pas le litre.

En même temps le Gouvernement Sarde garantit que dans aucun cas les spiritueux et eaux-de-vie des Etats du Zollverein ne seront assujettis, par les administrations communales, à des droits d'octroi ou de consommation autres ou plus élevés, que ceux auxquels, seront assujettis les spiritueux et eaux-de-vie du pays.

Art. III. La présente convention sera mise en vigueur le 1. Janvier 1860; elle aura la force et la valeur du traité du 23 juin 1845 et de la convention additionelle audit traité, dont elle formera l'annexe.

Art. IV. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Berlin dans le plus court délai.

En foi de quoi les deux Plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double original à Berlin le 28. jour du mois d'Octobre de l'an mil-huit-cent-cinquante-neuf.

(signé) *Schleinitz.* (signé) *Launay.*

(L. S.) (L. S.)

Protocole final.

Les négociations entre la Prusse et les autres Etats du Zollverein, d'une part, et la Sardaigne, d'autre part, ayant amené la conclusion d'une convention additionnelle au traité de commerce et de navigation conclu à Berlin le 23. juin 1845, les Soussignés se sont réunis aujourd'hui pour la signature de cette convention. Avant de procéder à cet acte, le Comte de Launay s'étant ré-

féré à l'article 19 du traité du 23 Juin 1845, les soussignés sont tombés d'accord qu'en cas de formation d'une ligne douanière entre la Sardaigne et les États de l'Italie centrale, ces États seront considérés comme parties contractantes de la présente convention.

Cette clause aura la même force et valeur que si elle était insérée dans la convention conclue en ce jour.

Ensuite lecture a été faite de ladite convention, dressée en double expédition, et les deux exemplaires ayant été trouvés conformes, ils ont été signés par les Plénipotentiaires respectifs et scellés du cachet de leurs armes.

Berlin, le 28. Octobre 1859.

(signé:) *Schleinitz.* (signé:) *Launay.*

L.

Rapport du Ministre de la Grande-Bretagne à la Cour de Danemark sur les négociations relatives au rachat des droits du Sund; en date du 22 mars 1857.

London, March 22, 1857.

My Lord,

I had the honour, in my despatch of the 15th instant, to transmit to your Lordship the General Treaty concluded at Copenhagen on the previous day, for the redemption of the Sound dues; and in the hope that it may be useful to your Lordship, I shall now draw up, as briefly as I can, a narrative of the circumstances under which the negotiation for that object has been carried on, since the Government of the United States, in 1855, gave notice of their intention to terminate their Commercial Treaty with Denmark, and to resist the payment of Sound dues by American vessels after it shall have expired, there being no other Convention or Treaty between the two countries acknowledging the right of Denmark to levy these dues. In consequence of these proceedings on the part of the United States, the Danish Government invited Her Majesty's Government to authorize a Delegate from Great Britain to attend a Conference at Copenhagen, for the purpose of considering whether it might not be possible to abolish the Sound dues entirely, on the principle of a pecuniary compensation to be granted to Denmark by all maritime States; and your Lordship having been pleased to select me for this duty, and the Governments of Austria, Belgium, France, Holland, Oldenburg, Prussia, Russia, Spain, and of Swe-

den and Norway, having also named Delegates to take a part in the proposed negotiation, and the Governments of Hanover, Mecklenburgh, and the Hans Towns, having intimated an intention to do so, the first Conference was held at Copenhagen on the 4th January, 1856.

The Danish Commissioner on that occasion explained that the revenues of the Sound Custom-house were of two kinds, namely, the Sound dues which are levied on merchandize, according to the revised tariff of 1841, and the dues levied upon shipping, which are also of two classes, the one under the name of Light dues being set apart for the maintenance of the light-houses and buoys in the Sound and Belts, and the other, called „Expedition dues", being fees levied for the purpose of defraying the expenses of the Custom-house. For the abolition of the last of these sources of revenue, the Danish Commissioner stated that his Government could, of course, claim no compensation, as a Custom-house establishment would no longer be required if the object of the negotiation was obtained. With respect to the Light dues, he proposed that the charge for redeeming them should fall on each State, according to the average annual amount of Light dues which its vessels may have paid in the years 1851, 1852, and 1853; but with regard to the Sound dues levied on merchandize, he expressed an opinion that a more equitable arrangement would be, that each State should be assessed for a sum which would redeem one half of the average annual amount of the dues levied on its exports, and one half of those levied on its imports during the same period, on their passage through the Sound or Belts.

The Danish Commissioner having thus explained the general principles of the arrangement by which his Government were of opinion that the redemption of the Sound dues might be effected, he placed before the Conference several tables compiled from the books of the Custom-house, showing the average annual amount of dues levied on the exports and imports of each State in the years 1851, 1852, and 1853; and also the average annual amount which would be obtained by assigning to each the half of the dues levied on its exports, and the half of those levied on its imports in those years. From these tables it appeared that the average annual amount levied on imports to Great Britain, was 639,650 rigs-dollars, and upon exports from Great Britain, was 582,800 rigs-dollars; and that were the Danish proposal adopted of assessing each State according to one-half of the dues levied on its imports, and on one-half of those levied on its exports, the annual sum to be redeemed by Great Britain would amount to 611,225 rigs-dollars. From another table, it appeared that the average annual amount of the shipping dues, including those for fees, paid by British vessels in the years 1851, 1852, and 1853, was 70,493 rigs-dollars — thus making the total sum annually levied on the commerce of Great Britain amount to 681,718 rigs-dollars, or about 75,730l.; and it was shown that if the dues were redeemed at 4 per cent., or 25 years' purchase, the capital to be received by Denmark would amount to 60,913,225 rigs-dollars; and the share of this com-

pensation money chargeable to Great Britain for the dues levied on merchandise in the Sound alone, would amount to 15,280,625 rigs-dollars, and for those on shipping to 1,762,325 rigs-dollars, making together 17,042,950 rigs-dollars, or about 1,893,000l.

As these sums were declared to be exorbitant by some members of the Conference, who, from their instructions, felt themselves at liberty to express an opinion on the subject, the Danish Commissioner explained that in submitting to the Conference the tables which he had prepared for their use, he had made no proposal, but had merely placed before them information on the accuracy of which they might rely as the basis of an arrangement for the redemption of the Sound dues. He promised also to furnish other tables extending the annual average of the Sound revenues over a wider range of years; and before the Conference separated, he informed them that he would be able to make a specific statement, at their next meeting, as to the terms on which the Danish Government would consent to abolish the dues.

The Conference met again on the 2nd of February, 1856.

From the new tables which were submitted to them, it appeared that the average annual revenue from the Sound dues levied on merchandise in nine years, 1842 to 1847, and 1851 to 1853 (the intervening years having been omitted on account of the war with Prussia), amounted to 2,098,561 rigs-dollars, and the average annual sum levied during the same period on shipping, as Light dune, amounted to 150,018 rigs-dollars, or together to 2,248,579 rigs-dollars, or about 249,844l., which sum, if redeemed at 4 per cent., or 25 years' purchase, would amount to 56,214,475 rigs-dollars.

The Danish Commissioner, however, announced the readiness of his Government to accept a sum of 35,000,000 rigs-dollars as a compensation for the total abolition of the Sound dues, and he proposed that each State represented in the Conference should become responsible to Denmark for the portion of that amount assigned to it in a table submitted to the Conference, and of which a copy is inclosed herewith. He expressed at the same time a hope that the Conference would consider that the proportion for which each State ought to be assessed, had been ascertained with sufficient accuracy in the tables laid before them at their previous meeting, showing the actual annual amount of dues paid on the imports and exports of each State in the years, 1851, 1852, and 1853.

According to this proposal of the Danish Government, the share of the compensation to be provided by Great Britain amounted to 10,126,855 rigs-dollars, or 1,125,206l; and with regard to the correctness of the data on which this calculation was made, I may observe that I have been assured by the Danish Commissioner that he would willingly open the books of the Sound Custom house for examination; and I have also ascertained that two Governments who called in question the fairness of the shares assigned to them, were subsequently satisfied with the explanations and statements furnished by the Danish Government in support of the accuracy of their statistics.

Some weeks after the Danish proposal had been submitted to

the Conference, the Governments of Russia, Oldenburg, and of Sweden and Norway, notified their intention to accept it as a fair and equitable arrangement; and as it soon afterwards appeared probable that considerable delay might occur before any general arrangement could be entered into, the Delegates of these States signed a Protocol on the 9th of May, 1856, with the Danish Commissioner, recording their acceptance of the proposal of his Government, subject to the condition that it should also be accepted by the other States represented in the Conference of the 2nd of February.

A new question had, however, arisen, in which Her Majesty's Government, and the Governments of Hanover, the Hans Towns, and Mecklenburgh, took a warm interest, as to whether the transit dues on routes between the North Sea or the Elbe and the Baltic ought not to be reduced or abolished simultaneously with the Sound dues; and in conformity with instructions from your Lordship, I informed the Danish Minister for Foreign Affairs that Her Majesty's Government would consider an important modification of the transit dues to be a necessary consequence of the redemption of those levied in the Sound. The assurances which I received in reply were satisfactory, although the Danish Government were not disposed to admit that the two questions were connected.

In the meanwhile, Her Majesty's Government were of opinion that serious objections might be made by Parliament to employing a large sum of money drawn from the general revenues of the country for a purpose which might appear, at first sight, merely intended to relieve the burthens incidental to a particular branch of trade; and they endeavoured to ascertain, before entering on the consideration of the Danish proposal, whether it might not be possible to remove some of the inconveniences incidental to the Sound dues, by arranging for their collection at the port of delivery or of shipment. It was shown, however, by the Danish Government, and acknowledged by that of Prussia, with whom a plan for the purpose had originated, that such an arrangement would be entirely impracticable.

Under these circumstances, Her Majesty's Government came to the conclusion that the only possible manner of meeting the question at issue, was either to consent that British vessels should continue to pay the Sound dues in the event of American vessels ceasing to do so, or, by accepting the Danish proposal, to arrange for the abolition of the dues on the principle of an indemnity to be granted to Denmark

Therefore, after a favourable report had been made upon a part of the subject submitted to the examination of a Committee of the House of Commons, I informed the Danish Government confidentially, in conformity with instructions from your Lordship, that Her Majesty's Government were disposed to accede to the arrangement which their Commissioner had proposed at the Conference of the 2nd of February, and to conclude a Convention with Denmark for that purpose, subject to a future decision of the British Parliament, on condition that the entire freedom of the navigation of the Sound and the Belts should be

granted to British vessels from and after the 1st day of April next, and that from and after that date, British vessels and their cargoes should not be subject to the payment of any dues or tolls whatever, or to any detention whatever in passing through the Sound and Belts; that the existing light houses and buoys should be maintained without any charge to British vessels; that the pilot establishments should be kept up without its being compulsory on British vessels to take pilots, and that these establishments should hereafter be improved and increased as might be necessary, without any charge to British commerce; and it was also proposed by Her Majesty's Government that an arrangement should be made for the reduction of the transit dues on routes through Danish territory between the North Sea or the Elbe and the Baltic.

Her Majesty's Government, in submitting a proposal for this purpose to the Danish Government, considered that they could only justly require the abolition of such a proportion of the transit dues as could be fairly considered to have been intended to protect the Sound Custom-house; and it appeared to them that the arrangement which Denmark had concluded with Prussia respecting the Hamburgh and Berlin Railway afforded the means of arriving at a correct opinion upon this subject. On all the routes between the North Sea, or the Elbe, and the Baltic, a transit duty of 5 skillings Hamburgh currency, or 16 skillings Danish currency, was levied on every 100 lbs. of merchandise; but on the route from Hamburgh to Berlin the duty was fixed at 1 skilling Hamburgh currency on 100 lbs.; and it was evident that the 4 additional skillings levied on other routes were intended to protect the Sound Custom-house, because it is stated in the Convention with Prussia that the low duty of 1 skilling on 100 lbs. shall be maintained only while Prussia continues to levy a transit duty equal to the 4 additional skillings levied on other railways in Denmark, upon all goods coming from Hamburgh to Berlin, and forwarded from thence for shipment at Stettin.

Her Majesty's Government, therefore, claimed that the transit duty on all routes of communication between the North Sea, or the Elbe, and the Baltic, through Danish territory, should be reduced to the rate of 1 skilling Hamburgh currency per 100 lbs., and that the exemptions existing on these routes should be maintained.

The only part of the conditions on which Her Majesty's Government were willing to accede to the arrangement for the redemption of the Sound dues to which the Danish Government objected, was that with reference to the transit trade, an influential portion of the Cabinet being of opinion that a Treaty stipulation restricting the future action of the Government upon this subject for ever, would be inconsistent with the dignity of the King and the independence of the country; but as Her Majesty's Government made the condition a *sine quâ non* of their consenting to redeem the Sound dues, a draft of Convention, embodying all their proposals, was eventually agreed to by the Danish Government at a Council of State held in October last.

The question had, however, occasioned a serious ministerial crisis, which lasted for some days, and M. Andrae, the Minister of Finance, was not present at the Council which adhered to the draft of Convention, having placed his resignation in the hands of the King.

In addition to the transit duty on the routes between the North Sea, or the Elbe, and the Baltic, 6 per cent. on the amount of the duty had been hitherto levied as fees to meet the expense of its collection, a practice which is general in all Danish custom-houses; and the Danish Government, after explaining that an arrangement was about to be adopted for the general suppression of these fees, proposed that they should continue to be levied on the transit trade until the contemplated arrangement for their general abolition should be carried into effect.

In the month of October, therefore, of last year, the Danish Government announced that they were ready to sign a Convention with Her Majesty's Government, granting, on the terms above-described, the freedom of the Sound to British vessels, and the reduction of the transit dues on overland routes to 1 skilling Hamburgh currency, or 16 skillings Danish currency, per 500 lbs. of merchandize; and consenting that the proportion of the 35,000,000 rigs-dollars assigned to Great Britain should be converted into sterling money at 9 rigs-dollars to the 1*l*., the exchange of the day being much less favourable to Her Majesty's Government.

A difference of opinion, however, existed as to the rate at which interest on the unpaid instalments of a terminable annuity should be calculated, if Her Majesty's Government should adopt that means of liquidating their debt to Denmark; and the Danish Government were able to show that they would be exposed to considerable loss and inconvenience if they accepted a lower rate than 4 per cent. However, while this point was under discussion, the Governments of France and Prussia, to whom the proposed Convention had been communicated, represented to Her Majesty's Government that so important an object as the opening of the Sound could not, in their opinion, be satisfactorily accomplished by the separate action of the maritime States, and that it ought rather to be effected by a General Treaty, to be concluded between a majority of these States and Denmark. Therefore, as they at the same time expressed a readiness to adopt the British draft of Convention as a basis for a General Treaty, they were requested to submit a draft of such a Treaty as they might deem desirable, to the consideration of Her Majesty's Government. A negotiation of some length having then taken place between Her Majesty's Government and the Cabinets of Paris and Berlin, a draft of the General Treaty which has just been concluded, was submitted by my French and Prussian colleagues, and myself, to the Danish Commissioner, at a Conference convoked for the purpose on the 3rd of February last, and the draft was received by him *ad referendum*. As it had been previously communicated to the different Governments which were represented at the Conference, several of the Delegates on this occasion intimated the readiness of their Governments to adhere to it, and the

others expressed a belief that they would also shortly be authorized to do so. At this Conference, Delegates from Hanover, Mecklenburgh, and the Hans Towns were present, in addition to those of the States represented at the Conferences of 1856.

After the draft of the Treaty had been submitted to the consideration of the Danish Government, various Conferences took place, at which it underwent amendments suggested by the Danish Commissioner and by other members of the Conference; and the Treaty, in its present form, was signed on the night of the 14th instant.

Having thus briefly recalled the various incidents of the long negotiation which has been at length happily concluded, it may not be inexpedient that I should make a few observations on the different Articles of the Treaty, which will, I think, be found to secure, in the clearest terms and to the fullest extent, every object which Her Majesty's Government considered themselves entitled to claim, when they first submitted a draft of Convention to the Danish Government in the autumn of last year.

The first clause of Article I stipulates an entire cessation of the right of Denmark to levy any dues whatever on vessels passing through the Sound and the Belts from the North Sea to the Baltic or *vice versâ*, or to detain them on any pretext whatever. And although the King of Denmark's right to claim these dues from the vessels of States which are not parties to the Treaty is reserved, it is only on condition that some other manner of levying them may be adopted

The Danish Government showed naturally great reluctance thus to grant the immediate and entire abolition of the Sound dues, by practically extending the concession to the vessels of States which were not parties to the Treaty; and several members of the Conference were of opinion that they would be justified in refusing it. But as Her Majesty's Government attached great importance to the question being set at rest for ever, and to the expediency of preventing the possibility of misunderstandings as to whether cargoes were liable to Sound dues or not, the Danish Goverament eventually, and principally from a deference to the wishes of Her Majesty's Government, decided to renounce entirely the right to levy dues on passing vessels in the Sound and Belts, and they therefore expressed a hope that they would be assisted by the good offices of the States represented in the Conference in establishing their claims for compensation against the maritime States which had not sent Delegates to the Conference, or, as in the case of Spain, whose Delegates had retired from the Conerence before the signature of the Treaty.

The second clause of this Article may perhaps be considered unnecessary; but it was adopted with a view to render impossible the reimposition of the Sound dues indirectly, or in another form, upon vessels which might enter the harbours of Denmark after having passed the Sound or the Belts, or on their leaving Danish ports with that intention.

The 1st and 2nd sections of Article II secure the future maintenance of all the light-houses at present existing on the coasts of Denmark, and all the buoys and landmarks intended

to facilitate the passage of the Sound and the Belts; and they also stipulate that the improvements and additions which the Danish Government promises to effect in them hereafter shall take place without any expense to foreign vessels.

The 3rd section of this Article provides for the maintenance of the pilot establishments, and secures the interests of foreign vessels, by stipulating that while the employment of pilots shall be optional, the pilots shall only receive for their services the same fees as are paid by Danish vessels.

The 4th section leaves open for ever to the private enterprise, whether of foreigners or of Danes, the towing service in the Sound, which had been hitherto practically a monopoly of the steam-vessels attached to the Sound Custom-house, in consequence, however, it is fair to add, of the lowness of the remuneration required for their services.

The 5th and 6th sections reduce the transit dues to 16 skillings Danish currency per 500 lbs. Danish weight, the former dues of 16 skillings per 100 lbs. having been levied on Hamburgh weight, which is 3 per cent. lighter. And while it is stipulated that no other tax whatever shall be claimed, thus abolishing the expedition dues, the exemptions existing on some routes are extended to all, thus establishing an uniform system of transit dues on all canals and railways passing through Danish territory; and it is also stipulated that any advantage or facility hereafter granted to one route shall be extended to all.

The 7th section of this Article is intended to secure the maintenance, in an efficient state, of certain lights on the coasts of Norway and Sweden, the Government of the latter country having received from Denmark a contribution from the Sound light dues for this purpose, since the cession of Scania to Sweden, which contribution was considerably increased in 1842, in consequence of an engagement contracted by Denmark to Great Britain in 1841. The Danish Government being bound by their Treaties with Sweden to continue this subvention indefinitely, it has been arranged between them that Denmark shall redeem it on the same terms as it is intended that the Sound dues shall be redeemed; and as it was thought expedient by the Conference that some engagement should be taken on the subject towards the maritime Powers, the stipulation, as it stands in the Treaty, was adopted with the approval of the Swedish Delegate.

The remaining Articles in the Treaty explain themselves.

I may observe, however, that the Danish Commissioner was of opinion that an addition should have been made to the IIIrd Article, stipulating that the Treaty should take effect on the 1st of April, "or as soon afterwards as it shall have been ratified by all the Contracting Parties;" but I at once opposed this suggestion, and maintained that it would be a more equitable arrangement that the Treaty should take effect, as originally intended, for the vessels of all nations on the 1st of April next; and that those of States which had not ratified the Treaty on that date, might be called upon to give security for the dues to which they would be liable, should the Treaty not be eventually ratified by the States to which they belong.

The Danish Commissioner therefore submitted to the Conference a proposal that the dues should be paid in deposit by the vessels of States which had not ratified the Treaty on the 1st of April, and that the vessels of States which had done so should be obliged to verify their nationality, until all the States represented in the Conference shall have fulfilled that formality.

This proposal having been accepted by the Conference, on condition that security should alone be required for the dues, and that means should be devised for ascertaining the nationality of the vessels of States which had ratified the Treaty, without subjecting them to detention, it was recorded in a Protocol which was signed simultaneously with the Treaty, and transmitted to your Lordship in my despatch of the 15th instant. In the same Protocol it was also recorded that, inasmuch as the arrangement respecting security for dues to be adopted at the Sound, could not be applied to the transit trade, the Danish Government have consented that the stipulations of the Treaty with respect to the transit dues, shall take effect provisionally from the 1st of April, until the Treaty has been ratified by all the Contracting Parties.

In conformity also with instructions which I received from your Lordship, to take care that British vessels should be subjected to the least possible detention in affording to the Danish Custom-house security for the payment of the Sound dues for which they might become liable, should Her Majesty's Government not be enabled by Parliament to carry the engagements which they have contracted into effect, I entered into confidential communication with the Danish Commissioner upon this subject, and obtained from him, in writing, an engagement that the Danish Government would be satisfied if the masters of vessels sent their papers on shore, or to the guard-ship in the fairway, accompanied by a declaration that the said masters would be responsible for the dues to which their vessels and their cargoes might be eventually liable; and it was arranged that the papers so landed would be sent to the British Consulate, after examination at the Custom-house, to be forwarded after the ships, or dealt with according to the wishes of the parties interested.

I trust, therefore, your Lordship will consider that every possible precaution has been taken for practically securing to British commerce the advantages of the General Treaty from the 1st of April next; but it is, nevertheless, extremely desirable that Parliament should enable Her Majesty's Government to cause the Treaty to be carried into full effect with the least possible delay. That the ratifications of the other Governments who are parties to the Treaty will be soon forwarded to Copenhagen may be considered certain; and it is generally acknowledged that if Denmark, on the one hand, has every reason to be satisfied with the amount of compensation which she is about to obtain for a right, the existence of which has been already endangered by the attitude of the United States, and which could hardly survive a general European war, the maritime Powers, on the other hand, will pay a very moderate indemnity for the actual dues hitherto levied on their commerce by the Danish Government, while it will be relieved, without any compensation to Denmark, from the impost

of expedition fees, fines, and poor money, and will escape hereafter the losses occasioned by the detention and expenses at Elsinore, incidental to the collection of the Sound dues, which it has been stated before a Committee of the House of Commons were more obnoxious, and were a greater burthen to trade, than the actual payments made to the Danish Treasury.

Before concluding this despatch, I may add that I have been assured by the Danish Commissioner that a Treaty between the United States and Denmark is ready for signature, in which the American Government engages to pay to Denmark the proportion of the general compensation money assigned to the United States in the table inclosed in this despatch.

I have, etc.

(Signed) *Andrew Buchanan.*

LI.

Protocole d'une conférence tenue à Copenhague le 9 mai 1856, entre les Plénipotentiaires du Danemark, de la Russie et de la Suède, relativement à l'abolition des droits du Sund.

Les Gouvernements de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, et de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége, (de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége, et de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies) ayant adhéré aux propositions faites par le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Danemark par rapport au rachat des péages du Sund et des Belts, les Délégués de Leurs dites Majestés, ainsi que le Délégué du Danemark, dans la négociation sur les péages, sont convenus de constater, par le présent Protocole, les différents points auxquels cette négociation s'est arrêtée.

Bien que le Gouvernement de Son Altesse Royale le Grand-Duc d'Oldenbourg ait également adhéré aux propositions susmentionnées, le Délégué de Son Altesse Royale dans la négociation sur les péages n'a pourtant pas pu concourir à cet Acte, étant pour le moment absent de Copenhague.

Le Délégué de Sa Majesté Danoise, en récapitulant les propositions qu'il a faites dans les Conférences du

4 Janvier et du 2 Février de l'année courante, les précise de la manière suivante: —

Le Danemark renonce au péage du Sund et des Belts moyennant une compensation de 35 (trente-cinq) millions de rix-dalers rigsmynt aux conditions suivantes:

a. Le rachat comprendra toutes les Puissances intéressées dans le commerce et la navigation du Sund et des Belts. Pour que l'abolition des péages devienne obligatoire, le rachat devra être agrée par toutes les Puissances représentées dans la négociation actuelle; le Danemark se réservant de traiter séparément avec les Puissances non-représentées.

b. La dite somme de 35 millions sera considérée comme compensation tant des droits sur les navires que des droits sur les cargaisons. Les droits sur les navires seront répartis selon le pavillon; les droits sur les cargaisons seront répartis par moitié sur les marchandises importées et sur celles exportées par le Sund ou les Belts.

c. Le payement de la quotepart qui d'après le Tableau N B., présenté dans la Conférence du 2 Février, tombera à la charge de chacune des Puissances représentées, sera assuré au Danemark d'une manière qui lui paraîtra satisfaisante.

Dans la Conférence tenue le 4 Janvier dernier ont été présents les Délégués de l'Autriche, de la Belgique, du Danemark, de l'Espagne, de la France, de la Grande Bretagne, des Pays-Bas, de la Prusse, de la Russie, et de Suède et de Norvége.

A la Conférence du 2 Février a assisté, outre les Délégués ci-dessus nommés, le Délégué de Son Altesse Royale le Grand-Duc d'Oldenbourg.

Le Délégué de Sa Majesté Danoise répète ce qu'il avait déjà énoncé dans la Conférence du 2 Février, que suivant les ordres précis de son Gouvernement la somme indiquée plus haut est le minimum de l'indemnité que le Danemark se croit en droit de demander pour l'abolition des péages.

Conformément aux principes proposés pour la répartition de l'indemnité éventuelle, les quoteparts pour lesquelles les différentes Puissances représentées dans la négociation actuelle contribueront à la dite somme de 35 millions de rix-dalers rigsmynt, sont:

Pour le Danemark	1,122,078	Rd. R. M. 3.21	p. c. de 35 millions	
„ l'Autriche. .	29,434	„ 0.08	„	„
„ la Belgique.	301,455	„ 0.86	„	„
„ l'Espagne. .	1,020,016	„ 2.91	„	„
„ la France. .	1,219,003	„ 3.48	„	„
„ la Grande-Bretagne . .	10,126,855	„ 28.93	„	„
„ la Norvège .	667,225	„ 1.91	„	„
„ l'Oldenburg.	28,127	„ 0.08	„	„
„ les Pays-Bas	1,408,060	„ 4.02	„	„
„ la Prusse. .	4,440,027	„ 12.69	„	„
„ la Russie. .	9,739,993	„ 27.83	„	„
„ la Suède . .	1,590,503	„ 4.55	„	„
Total .	31,692,776	rix-dalers rigsmynt.		

La somme restante de 3,307,224 rix-dalers rigsmynt tombe à la charge des Puissances non représentées dans la négociation actuelle, en tant que ces Puissances ont pu être spécifiées au Tableau NB.

Le Délégué de Danemark déclare, comme expressément entendu, que les Gouvernements adhérant aux propositions qu'il a faites ne seront éventuellement responsables que pour la quotepart tombant à la charge de chacun d'eux suivant la répartition ci-dessus indiquée.

Le Délégué de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies renouvelle l'adhésion du Cabinet Impérial déjà exprimée par lui dans la Conférence du 2 Février, tant pour ce qui concerne le principe du rachat qu'en ce qui concerne le mode de répartition proposé par le Gouvernement Danois.

Le Délégué de l'Empereur déclare en même temps que le Cabinet Impérial consent à contribuer au rachat des péages du Sund pour la quotepart tombant à la charge de la Russie d'après la répartition ci-dessus indiquée, à la condition toutefois que toutes les Puissances représentées dans la négociation actuelle consentent aussi de leur côté aux mêmes conditions du rachat du péage du Sund.

Le Délégué de Danemark accepte cette réserve, en la déclarant conforme aux intentions de son propre Gouvernement.

Le Délégué de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège déclare que son Gouvernement accepte les propositions du Gouvernement Danois, tant pour ce qui re-

garde le principe du rachat qu'en ce qui concerne le montant de l'indemnité demandé par le Danemark.

Les Délégués de Russie, et de Suède et de Norvége (de Suède et de Norvége, et de Russie) font observer que le mode de payement des différentes quoteparts doit faire l'objet d'une négociation spéciale entre le Danemark, d'une part, et chacune des Puissances Contractantes, de l'autre part, et réservent par conséquent à une entente particulière de fixer le mode et le terme de payement des quoteparts tombant respectivement à la charge de la Russie, et de la Suède et de la Norvége (de la Suède et de la Norvége, et de la Russie).

Le Délégué de Danemark adhère à cette observation.

Enfin, le même Délégué ayant fait observer que la négociation actuelle se trouve momentanément arrêté par suite de divergences d'opinion survenues entre le Gouvernement Danois et celui de Sa Majesté Britannique, que par conséquent les travaux de la Conférence sur le péage pourraient rester en suspens un laps de temps dont il est impossible de fixer le terme, le Délégué de Russie déclare que l'adhésion du Gouvernement Impérial aux propositions Danoises, telle qu'elle a été formulée plus haut, restera en pleine vigueur jusqu'au moment où le Cabinet de Copenhague lui-même déclarerait la négociation rompue et retirerait les propositions qu'il a faites.

Le Délégué du Danemark ayant exprimé toute la satisfaction avec laquelle il prend acte de cette déclaration, et le Délégué de la Suède et de la Norvége ayant déclaré être persuadé qu'il sera autorisé à faire une déclaration analogue aussitôt qu'il aura reçu les instructions qui, le cas n'ayant point été prévu, n'ont pas encore pu lui être données, les Délégués présents conviennent de laisser le Protocole ouvert à l'accession éventuelle des autres Gouvernements traitant avec le Danemark sur un arrangement définitif de l'affaire du Sund et des Belts.

Fait à Copenhague, le 9 Mai, 1856.

(Signé) *Bluhme.* *Tegoborski.* *Lagerheim.*
(L. S.) (L. S.) (L. S.)

Tableau (NB). — Montant des Quoteparts à payer par les Etats nommés ci-dessous suivant la distribution des Sommes Moyennes des Droits sur les Marchandises, faite selon les procents, calculés d'après les résultats dans le Sund des Années 1851—1853, et suivant la distribution des Sommes Moyennes des Droits de Fanal dans les neuf années de paix 1843—1847 et 1851—1853, avec une Capitalisation moyennant un multiplicateur de 25, y jointe la Quotepart de la somme demandée par le Danemark, selon les dites proportions pour les Droits sur les Marchandises et pour les droits de Fanal.

Noms des Etats.	Droits perçus dans le Sund et dans les Belts.								Total.			
	Droits sur les Marchandises.				Droits de Fanal.							
	Sommes Moyennes de 1851-1853	Sommes Moyennes 1842—1847. et 1851—1853		Distribution de la Somme demandée.	Sommes Moyennes de 1842—1847 et 1851—1853			Distribution de la Somme demandée.	Sommes Moyennes de 1842—1847 et 1851—1853		Distribution de la Somme demandée.	
	P. c. calculés d'après les résultats dans le Sund.	Sommes Annuelles.	Capital avec un Multiplicateur de 25.		P. c. calculés d'après les résultats dans le Sund	Sommes Annuelles.	Capital avec un Multiplicateur de 25.		Sommes Annuelles.	Capital avec un Multiplicateur de 25.	Capital.	P. c.
r. m.		Rd.	Rd.	Rd.		Rd.	Rd.	Rd.	Rd.	Rd.	Rd.	
Danemark	2.94	61,692	1,542,300	960,260	6.93	10,396	259,900	161,818	72,088	1,802,200	1,122,078	3.21
Suède	4.25	89,179	2,229,475	1,388,106	8 67	13,003	325,075	202,397	102,182	2,554,550	1,590,503	4.55
Russie	29.44	617,752	15,443 800	9,615,548	5.33	7,995	199,875	124,445	625,747	15,643,675	9,739,993	27.83
Prusse	12.34	258,934	6,473,350	4,030,408	17.54	26,316	657,900	409,619	285,250	7,131,250	4,440,027	12.62
Mecklenbourg . . .	0.72	15,108	377,700	235,162	5 93	8,898	222,450	138,501	24,006	600,150	373,663	1.07
Lubeck	0.27	5,665	141,625	88,178	0.63	952	23,800	14,818	6,617	165,425	102,996	0.29
La Baltique en général	0.71	14,899	372,475	231,909	. .	. .	- .	. .	14,899	372,475	231,909	0.66
Norvège	1.20	25,180	629,500	391,936	11.79	17,686	442,150	275,289	42,866	1,071,650	667,225	1.91
Hambourg	0.31	6,504	162,600	101,237	0.25	371	9,275	5,775	6,875	171,875	107,012	0.31
Brême	0.65	13,640	341,000	212,312	0.27	403	10,075	6,273	14,043	351,075	218,585	0.62
Oldenbourg	0.01	210	5,250	3,269	1.07	1,597	39,925	24,858	1,807	45,175	28,127	0.08
Hanovre	0.05	1,049	26,225	16,328	4,58	6,878	171,950	107,059	7,927	198,175	123,387	0.35
Grande Bretagne . .	29.15	611,666	15,291,650	9,520,817	25.95	38,935	973,375	606,038	650,601	16,265,025	10,126,855	28.93
Pays-Bas	3.72	78,057	1,951,425	1,214,987	8.27	12,404	310,100	193,073	90.461	2,261,525	1,408,060	4.02
Belgique	0.92	19,305	482,625	300,490	0.04	6 2	1,550	965	19,367	484,175	301,455	0.86
France	3.61	75,750	1,893,750	1,179,078	1.71	2,565	64,125	39,925	78,315	1,957,875	1,219,003	3.48
Espagne	3.12	65,468	1,636,700	1,019,035	0.05	63	1,575	981	65,531	1,638,275	1,020,016	2.91

LII.

*Traité entre le Danemark, d'une part, et l'Autriche, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, le Hanovre, le Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwerin, le Grand-Duché d'Oldenbourg, les Pays-Bas, la Prusse, la Russie, la Suède et la Norvége et les Villes Anséatiques, d'autre part, relatif au rachat des droits du Sund, signé à Copenhague, le 14 mars 1857 *); suivi d'un Protocole.*

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté le Roi de Hannovre, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Mecklembourg-Schwerin, Son Altesse Royale le Grand Duc d'Oldenbourg, Sa Majesté le Roi des Pays-Pas, Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, et les Sénats des Villes Libres et Anséatiques de Lubeck, Brême, et Hambourg, d'une part; et Sa Majesté le Roi de Danemark, d'autre part; étant animés d'un égal désir de faciliter et d'accroître les relations commerciales et maritimes qui existent actuellement entre leurs Etats respectifs, ou par leur intermédiaire, tant au moyen de la suppression complète et à jamais de tout droit perçu sur les navires étrangers et leurs cargaisons à leur passage par le Sund et les Belts, qu'au moyen d'un dégrèvement sur les marchandises transitant par les routes qui relient la Mer du Nord et l'Elbe à la Mer Baltique, ont résolu de négocier, dans ce but, un Traité Spécial, et ont, à cet effet, muni de leurs pleins pouvoirs, savoir: —

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le Sieur Andrew Buchanan, Esquire, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Danemark;

*) Les ratifications ont été échangées à Copenhague, le 31 mars 1857.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, le Sieur Charles Jaeger, Son Chargé d'Affaires près la Cour de Sa Majesté le Roi de Danemark;

Sa Majesté le Roi des Belges, le Sieur Alcindor Chevalier Beaulieu, Officier de son Ordre, etc., etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Danoise;

Sa Majesté le Roi de Danemark, le Sieur Christian Albrecht Bluhme, Grand-Croix de Son Ordre du Danebrog, et décoré de la Croix d'Honneur du même Ordre, etc., etc., Son Conseiller Intime des Conférences, et Directeur des Douanes d'Oresund;

Sa Majesté l'Empereur des Français, le Sieur Adolphe Dotézac, Commandeur de l'Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, Grand-Croix de l'Ordre du Danebrog, etc., etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Danemark;

Sa Majesté le Roi de Hannovre, le Sieur Charles Hanbury, Commandeur de la Première Classe de l'Ordre des Guelphes, et décoré de la Médaille de Waterloo, etc., etc., Son Ministre Résident et Conseiller Intime de Légation;

Son Altesse Royale le Grand Duc de Mecklembourg-Schwerin, le Sieur Charles Frédéric Guillaume Prosch, Chevalier de l'Ordre de l'Aigle Rouge de Prusse de la seconde classe, etc., etc., Son Conseiller de Régence et Conseiller Intime de Légation;

Son Altesse Royale le Gran Duc d'Oldenbourg, le Sieur Albrecht Johannes Theodor Erdmann, Capitulant de l'Ordre de Mérite Grand-Ducal, etc., etc., Son Conseiller de Régence;

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, le Sieur Henri Charles du Bois, Chevalier de l'Ordre du Lion Néerlandais et de la Couronne de Chêne du Luxembourg, etc., etc., Son Ministre Résident près Sa Majesté le Roi de Danemark;

Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Alphonse Henri Comte d'Oriolla, Chevalier de Son Ordre de l'Aigle Rouge, etc., etc., Son Chambellan, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Danemark;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le Sieur Jules de Tegoborski, Chevalier de l'Ordre Impérial de Sainte Anne de la seconde classe avec les Glaives, etc., etc., Son Conseiller de Collège;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, le Sieur Nicolas Guillaume Baron de Wetterstedt, Son Chambellan, Chevalier de Son Ordre de l'Etoile Polaire etc., etc., Son Chargé d'Affaires près la Cour de Sa Majesté Danoise;

Et les Sénats des Villes Libres et Anséatiques de Lubeck, Brême, et Hambourg, le Sieur Friedrich Krüger, Dr. i. u., Ministre Résident des dites Villes près Sa Majesté le Roi de Danemark;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des Articles suivants: —

Art. 1. Sa Majesté le Roi de Danemark prend envers Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté le Roi de Hannovre, Son Altesse Royale le Grand Duc de Mecklembourg-Schwerin, Son Altesse Royale le Grand Duc d'Oldenbourg, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, et les Sénats des Villes Libres et Anséatiques de Lubeck, Brême, et Hambourg, qui l'acceptent, l'engagement —

1. De ne prélever aucun droit de douane, de tonnage, de feu, de phare, de balisage ou autre charge quelconque, à raison de la coque ou des cargaisons, sur les navires qui se rendront de la Mer du Nord dans la Baltique, ou vice versâ, en passant par les Belts ou le Sund, soit qu'ils se bornent à traverser les eaux Danoises, soit que des circonstances de mer quelconques ou des opérations commerciales les obligent à y mouiller ou relâcher. Aucun navire quelconque ne pourra désormais, sous quelque prétexte que ce soit, être assujeti, au passage du Sund ou des Belts, à une détention ou entrave quelconque; mais Sa Majesté le Roi de Danemark se réserve expressément le droit de régler, par accords particuliers, n'impliquant ni visite ni détention, le traitement fiscal et douanier des navires appartenant aux Puissances qui n'ont point pris part au présent Traité;

2. De ne prélever sur ceux de ces mêmes navires qui entreront dans les ports Danois ou qui en sortiront, soit avec chargement soit sur lest, qu'ils y aient ou non accompli des opérations de commerce, non plus que sur

leurs cargaisons, aucune taxe quelconque dont ces navires ou leurs cargaisons auraient été passibles à raison du passage par le Sund et les Belts, et dont la suppression est stipulée par le paragraphe précédent; et il est bien entendu que les taxes qui seront ainsi abolies, et qui ne pourront par conséquent être perçues, soit dans le Sund et les Belts soit dans les ports Danois, ne pourront non plus être rétablies indirectement par une augmentation dans ce but des taxes de port ou de douane actuellement existant, ou par l'introduction dans le même but de nouvelles taxes de navigation ou de douane, ni de toute autre manière quelconque.

Art. 2. Sa Majesté le Roi de Danemark s'engage, en outre, envers les susdites Hautes Parties Contractantes —

1. A conserver et maintenir dans le meilleur état d'entretien tous les feux et phares actuellement existant, soit à l'entrée ou aux approches de ses ports, hàvres, rades, et rivières ou canaux, soit le long de ses côtes, ainsi que les bouées, balises, et amers actuellement existant, et servant à faciliter la navigation dans le Kattegat, le Sund, et les Belts;

2. A prendre, comme par le passé, en très sérieuse considération, dans l'intérêt général de la navigation, l'utilité ou l'opportunité, soit de modifier l'emplacemant ou la forme de ces mêmes feux, phares, bouées, balises, et amers, soit d'en augmenter le nombre, le tout sans charge d'aucune sorte pour les marines étrangères;

3. A faire, comme par le passé, surveiller le service du pilotage, dont l'emploi dans le Kattegat, le Sund, et les Belts, sera, en tout temps, facultatif pour les capitaines et patrons de navires. Il est entendu que les droits de pilotage seront modérés; que leur taux devra être le même pour les navires Danois et pour les bâtiments étrangers; et que la taxe de pilotage ne pourra être exigée que des seuls navires qui auront volontairement fait usage de pilotes;

4. A permettre, sans restriction aucune, à tous entrepreneurs privés, Danois ou étrangers, d'établir et de faire stationner librement et aux mêmes conditions, quelle qu'en soit la nationalité, dans le Sund et les Belts, des bateaux servant exclusivement à la remorque des navires qui voudront en faire usage;

5. A étendre à toutes les routes ou canaux qui relient actuellement, ou qui viendraient à relier plus tard,

la Mer du Nord et l'Elbe à la Mer Baltique, l'exemption des taxes dont jouissent en ce moment, sur quelques unes de ces routes, les marchandises nationales ou étrangères dont la nomenclature suit:

Agaric.
Amadou, non préparé.
Ambre jaune.
Animaux vivants de toute espèce.
Antimoine.
Arbres et arbrisseaux vifs.
Ardoise en tablettes et crayons d'ardoise.
Ardoise pour toiture.
Argent en barres et à refondre.
Arsenic.
Asphalte (bitume de Judée ou bitume glutineux).
Assa foetida.
Avelanèdes.

Baies ou graines de genièvre.
Balais et frottoirs (s'ils ne doivent pas être compris dans l'article „brosserie").
Bambou, roseaux ou cannes d'Inde, et autres roseaux bruts non manufacturés.
Beurre.
Blanc de baleine (spermacéti) et huile de spermacéti.
Blés: sarrasin, orge, avoine, maïs, seigle, froment, vesces.
Bois à l'usage das pharmaciens.
Bois de teinture.
Bois de toute sorte.
Bois flotté, bois servant au lieu de liège à ternir les filets de pêcher à flot.
Bol blanc et rouge et terra sigillata.
Borax brut ou raffiné.
Boyaux.
Briques.
Briques égrugées, ou poudre de brique.
Bronze ou airain.
Buisson.
Bulbes ou oignons de fleurs.

Cadmium.
Calamine.

Camphre.
Cantharides.
Carreaux.
Cartes géographiques et maritimes.
Castoréum.
Cendres: potasse, soude et autres sortes de cendres.
Cerceaux de bois.
Chanvre, sérancé ou non.
Charbons de bois.
Chardons à carder.
Charronnage.
Chaux.
Chiffons.
Ciment de toute sorte.
Cire.
Colle de poisson.
Coquilles.
Coraux.
Cordage.
Cornes de bœuf et de vache (ou de bêtes à cornes) ainsi que les bouts de cornes.
Coton.
Cuivre: cuivre rosette (Garkupfer) (non forgé et non préparé par rouleaux) et plaques de cuivre en carreaux à monnaies.

Déchets de blé: gruau, comme fourrage pour le bétail, son, fêtu, balle et autres déchets de blé.
Dents d'éléphant ou ivoire.
Dents de morse (de cheval marin ou de vache marine).
Dossiers de procédure ou d'administration.
Douvaines, merrains, et fonçailles.

Ecaille de tortue.
Echantillons sans valeur.
Eclisses pour relieurs, cordonniers, fourbisseurs, ainsi que ramilles fendues.
Ecume de mer.
Emballages, vieux ou usés: futailles, caisses, coffres, sacs et vieilles bouteilles clissées, vides.
Emeri.
Etain brut, non ouvré, et étain râpé.

Fanons, baleine en fanons, fanons non fendus.

Farine tirée des blés qui sont libres de droits de transit.

Feldspath, non pulvérisé.

Fer écru (brut).

Fer en barre de toute sorte.

(Le fer feuillard ou à cercles cependant est sujet aux droits.)

Féves.

Figures et statues en plâtre.

Fleurs et plantes à fleurs.

Flores cassiæ (fleurs de canelle).

Foin.

Fumier et engrais artificiel, aussi par exemple engrais brèveté, noir animal, etc.

(Le salpètre de Chili, l'ammoniac sulfaté, et les marchandises semblables ne sont pas exempts malgré leur emploi peut-être intentionné comme engrais. Le plâtre en poudre, pourtant, est exempt de droit de transit, quand il est certifié qu'il sera employé seulement comme engrais.)

Glace brute (naturelle).

Glands.

Globes.

Goudron et eau de goudron.

Graines: chènevis, graines de lin, de colza, et autres graines et semences de toute sorte, ainsi que les graines à l'usage des pharmaciens, par exemple graine de fenouil. (Le carvi et l'anis sont sujets aux droits.)

Hardes et bagage de voyageur, meubles et ustensiles de ménage, usés, s'ils sont transportés pour cause de déménagement, habillements ou vêtements supportés, transportés, d'après le jugement des employés de douane, comme bagage de voyageur, sans qu'il soit nécessaire que le propriétaire les accompagne.

Herbes potagères, fraiches, ainsi que les baies d'airelle ou myrtille, fraises, framboises, groseilles, airelles rouges ou ponctuées, groseilles vertes, gratte-cul, et raisins frais, raifort sauvage, et oignons.

Houille ou charbons de terre de toute sorte, ainsi que cokes et cinders.

Huile de chènevis.

Huitres.

Jonc de chaumage.

Laine de toute sorte.
Lait.
Laiton, non ouvré (non forgé et non préparé par rouleaux).
Lard, foie et crétons pour la fabrication de l'huile de poisson.
Lard frais.
Lentilles.
Lie de vin dans l'état sec (baissière).
Liège.
Lin, sérancé ou non.
Livres imprimés avec les gravures qui les accompagnent, reliés ou non.

Malt.
Manganèse.
Manne.
Médailles.
Métaux, non ouvrés (bronze et autres alliages de métaux semblables au laiton), non forgés et non préparés par rouleaux.
Mine de plomb.
Minérais, non fondus, de toute espèce.
Minéraux et objets d'histoire naturelle, tels que terres, pierres et minérais, plantes et fruits, coquillages, insectes, oiseaux et autres animaux, empaillés ou conservés dans l'esprit de vin pour les cabinets d'histoire naturelle et les collections scientifiques.
Modèles de toute sorte.
Monnaies de toute sorte.
Mousse pour emballer et empailler, et coton silvestre.
De la musique, écrite ou imprimée.
Musc.

Nacre de perles, brut ou en coquilles.
Nattes usées.
Noix de galle.

Objets d'art, tels que statues, bustes, bas-reliefs.
Opium.
Or en barres et à refondre.
Orge mondée, grain et gruau, tiré des blés, qui sont libres de droits de transit.

Os.

Osiers, pelés ou non.

Ouvrage de cordier, y compris les sangles de chanvre et les filets de pêcheur.

Paille et paille coupée ou hachée.

Peaux, corroyées ou non, sans exception, telles que peaux de pelleterie, cuirs de veau et basane, cordouan, maroquin, etc.

Peaux de morse (de cheval marin ou de vache marine).

Perches de genièvre.

Perles fines (véritables).

Pierre ponce.

Pierre sanguine ou hématite.

Pierres à chaux.

Pierres à craie et craie en poudre.

Pierres à plâtre.

Pierres précieuses.

Pierres de toutes sortes.

Plaques de bois.

Platine non ouvré.

Plomb en saumons, vieux plomb à refondre et vieux plomb laminé.

Plumes à lit et duvet.

Poils de toute sorte (y compris les soies de porc, les poils et la laine de porc). Le crin frisé ou crêpé est sujet aux droits.

Pois.

Poissons frais.

Poix.

Pommes de terre.

Pouzzolane.

Rognures de papier et déchets de papier de toute sorte.

Rouge brun.

Sang.

Sangsues.

Sel (excepté le sel officinal).

Stéatite.

Suif.

Sumac.

Tableaux, ainsi que gravures, lithographies et sténographies.

Tan brut ou tan.
Terre de Cologne blanche.
Terres, telles que terre à pipes, marne, terre d'Angleterre, terre de porcelaine, argile à foulon, argile pour affiner le sucre (ou terre à sucre) et autres espèces de terre, d'argile et de marne, à moins qu'elles ne soient du genre des couleurs.
Tortues.
Tourbe.
Tripoli.
Tuiles.
Tuyaux de plume.

Varech pour emballer et empailler.
Verre de Moscovie ou pierre spéculaire.
Viande fraîche et salée.
Vif-argent.
Voitures ou chariots de toute sorte, ainsi que les wagons de chemin de fer et les tenders. (Les locomotives sont sujettes aux droits.)

Les pièces détachées des voitures et des wagons (et les voitures et les wagons démontés) sont sujettes aux droits, si elles ne peuvent pas être considérées comme ouvrage de charron.

Yeux d'ecrevisse.

Zinc brut, non ouvré, ou en tables.

Il est bien entendu que si, ultérieurement, d'autres produits venaient, sur une route quelconque, à jouir d'une franchise analogue, cette même exemption de taxes de transit serait étendue, de plein droit, à toutes les routes ci-dessus spécifiées.

6. A abaisser, sur toutes ces mêmes routes ou canaux, au taux uniforme et proportionnel au poids de seize (16) skillings Danois au plus par cinq cents livres Danoises, le droit de transit sur les marchandises qui en sont actuellement passibles, sans que ce taux puisse être augmenté par toute autre taxe, sous quelque dénomination que ce soit.

En cas d'abaissement des taxes de transit au dessous du taux ci-dessus spécifié, Sa Majesté le Roi de Dane-

mark s'engage à placer toutes les routes ou canaux qui unissent ou uniront la Mer du Nord et l'Elbe à la Mer Baltique, ou à ses tributaires, sur un pied de parfaite égalité avec les routes les plus favorisées qui existent actuellement ou qui viendront à être établies sur son territoire.

7. Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége ayant, aux termes d'une Convention spéciale conclue avec Sa Majesté le Roi de Danemark, pris envers Sa dite Majesté l'engagement d'entretenir les fanaux sur les côtes de Suède et de Norvége servant à éclairer et à faciliter le passage du Sund et l'entrée du Kattegat, Sa Majesté le Roi de Danemark s'engage à s'entendre définitivement avec Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége dans le but d'assurer pour l'avenir comme par le passé, le maintien et l'entretien de ces fanaux, sans qu'il en résulte aucune charge pour les navires passant par le Sund et le Kattegat.

Art. 3. Les engagements contenus dans les deux Articles précédents produiront leur effet à partir du 1er Avril, 1857.

Art. 4. Comme dédommagement et compensation des sacrifices que les stipulations ci-dessus doivent imposer à Sa Majesté le Roi de Danemark, Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohême, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté le Roi de Hanovre, Son Altesse Royale le Grand Duc de Mecklembourg-Schwerin, Son Altesse Royale le Grand Duc d'Oldenbourg, Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi de Prusse, Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvége, et les Sénats des Villes Libres et Anséatiques de Lubeck, Brême, et Hambourg, s'engagent, de leur côté, à payer à Sa Majesté le Roi de Danemark, qui l'accepte, une somme totale de 30,476,325 rigsdalers, à répartir de la manière suivante:

	Rd. R. M.
Sur la Grande Bretagne, pour	10,126,855
„ l'Autriche	29,434
„ la Belgique	301,455
„ Brême	218,585
„ la France	1,219,003

	Rd. R. M.
Sur Hambourg	107,012
„ le Hannovre	123,387
„ Lubeck	102,996
„ le Mecklembourg	373,663
„ la Norvége	667,225
„ l'Oldenbourg	28,127
„ les Pays Bas	1,408,060
„ la Prusse	4,440,027
„ la Russie	9,739,993
„ la Suède	1,590,503

Il est bien entendu que les Hautes Parties Contractantes ne seront éventuellement responsables que pour la quotepart mise à la charge de chacune d'elles.

Art. 5. Les sommes spécifiées dans l'Article précédent pourront, sous les réserves exprimées dans le §. 3 de l'Article VI ci-après, être soldées en vingt ans, par quarante payements semestriels d'égale valeur, qui comprendront le capital et les intérêts décroissans des termes non échus.

Art. 6. Chacune des Hautes Puissances Contractantes s'engage à régler et déterminer avec Sa Majesté le Roi de Danemark, par Convention Séparée et Spéciale:

1. Le mode et le lieu de payement des quarante termes semestriels sus-énoncés pour la quotepart mise à sa charge par l'Article IV;

2. Le mode et le cours de conversion en argent étranger des monnaies Danoises énoncées dans le même Article;

3. Les conditions et le mode de l'amortissement intégral ou partiel auquel elle se réserve expressément le droit de recourir en tout temps pour l'extinction anticipée de sa quotepart d'indemnité ci-dessus déterminée.

Art. 7. L'exécution des engagements réciproques contenus dans le présent Traité est expressément subordonnée à l'accomplissement des formalités et règles établies par les lois constitutionnelles de celles des Hautes Puissances Contractantes qui sont tenues d'en provoquer l'application, ce qu'elles s'obligent à faire dans le plus bref délai possible.

Art. 8. Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Copenhague, avant le 1er Avril, 1857, ou aussitôt que possible après l'expiration de ce terme.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Copenhague, le quatorzième jour du mois de Mars, de l'an mil huit cent cinquante-sept.

(L. S.) *Andrew Buchanan.* (L. S.) *Erdmann.*
(L. S.) *Carl Jäger.* (L. S.) *Du Bois.*
(L. S.) *Beaulieu.* (L. S.) *Oriolla.*
(L. S.) *Dotézac.* (L. S.) *Tegoborski.*
(L. S.) *Hanbury.* (L. S.) *Wetterstedt.*
(L. S.) *Prosch.* (L. S.) *Kruger.*
(L. S.) *Bluhme.*

Protocole.

Dans le cas où l'exécution des engagements contenus dans les Articles VII et VIII du Traité de ce jour ne pourrait avoir lieu avant le 1er Avril, 1857, il demeure entendu que le Gouvernement Danois conservera le droit de maintenir après cette époque, à titre provisoire, par voie de cautionnement, les taxes qu'il s'est engagé à abolir; mais au fur et à mesure qu'une des Puissances Contractantes aura rempli les susdits engagements, le Gouvernement Danois fera cesser, de son côté, les mesures provisoires de cautionnement, et en ordonnera la décharge à l'égard des navires de cette Puissance ainsi que de leurs cargaisons. Il pourra néanmoins, jusqu'à l'accomplissement définitif, par toutes les Puissances Contractantes, des engagements contenus dans les Articles VII et VIII, exiger des navires affranchis la justification de leur nationalité, sans qu'il puisse en résulter pour ces navires ni retard ni détention.

Pour ce qui concerne l'abaissement des droits de transit, le Gouvernement Danois, vû l'impossibilité pratique de lui appliquer le même régime provisoire qu'aux navires, consent à rendre provisoirement exécutoires sous tous les rapports, à partir du 1er Avril, 1857, les § 5 et 6 de l'Article II du Traité Général.

Il s'entend que cet état intérimaire prendra le caractère définitif dès le moment où le présent Protocole cessera ses effets dans le Sund et les Belts.

Fait à Copenhague, le quatorzième Mars, l'an de grace mil huit cent cinquante-sept.

Andrew Buchanan.	*Erdmann.*	*Bluhme.*
Jäger.	*Du Bois.*	
Beaulieu.	*Oriolla.*	
Dotézac.	*Tegoborski.*	
Hanbury.	*Wetterstedt.*	
Prosch.	*Kruger.*	

LIII.

*Convention spéciale entre le Danemark et la Grande-Bretagne, relative à l'abolition des droits du Sund, signée à Copenhague, le 14 mars 1857 *).*

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté le Roi de Danemark, voulant compléter les arrangements contenus dans le Traité Général de ce jour, à la conclusion duquel Leurs Majestés ont concouru comme Parties Contractantes, et relatif à l'abolition des droits perçus sur les navires et sur leurs cargaisons au passage par le Sund et les Belts, ainsi qu'à la réduction des droits sur les marchandises passant en transit sur les différentes lignes de communication reliant la Mer du Nord et l'Elbe à la Baltique, ont résolu de conclure à cet effet une Convention Spéciale, et ont nommé leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le Sieur Andrew Buchanan, Esquire, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Danoise;

Et Sa Majesté le Roi de Danemark, le Sieur Christian Albrecht Bluhme, Grand-Croix de Son Ordre du Danebrog, et décoré de la Croix d'Honneur du même

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Copenhague, le 31 mars 1857.

Ordre, etc., Son Conseiller Intime des Conférences, et Directeur des Douanes d'Oresund;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les Articles suivants: —

Art. I. Sa Majesté Britannique s'engage à recommander à Son Parlement de la mettre à même de payer à Sa Majesté le Roi de Danemark la somme de dix millions cent vingt-six mille huit cent cinquante-cinq rigsdaler, faisant, d'après ce qui a été stipulé par l'Article IV du Traité Général de ce jour, la quotepart tombant à la charge de la Grande-Bretagne dans la somme totale de trente-cinq millions de rigs-daler à payer à et à recevoir par Sa Majesté le Roi de Danemark, en entière compensation des sacrifices imposés à Sa Majesté Danoise par les arrangements du dit Traité.

Art. II. La somme de dix millions cent vingt-six mille huit cent cinquante-cinq rigs-daler, mentionnée dans l'Article précédent, sera convertie en monnaie sterling, au taux de neuf rigs-daler la livre sterling, et se monte ainsi à un million cent vingt-cinq mille deux cent six livres sterling. Cette somme sera payée à Londres, à la personne qui aura été autorisée par Sa Majesté le Roi de Danemark à la recevoir, dans le terme de trois mois à partir de l'époque où l'Acte réquis aura passé dans le Parlement de Sa Majesté Britannique.

Art. III. Dans le cas où quelque faveur, privilège, facilité, ou avantage quelconque, en des matières qui se rapportent aux communications reliant la Mer du Nord et l'Elbe à la Baltique, en sus de ce qui a été spécialement sipulé à cet égard dans le Traité Général de ce jour, seraient concédés par Sa Majesté le Roi de Danemark à quelque Puissance tierce, Sa Majesté Danoise prend l'engagement que ces mêmes concessions seront immédiatement faites à Sa Majesté Britannique, gratuitement si la concession faite en faveur de la Puissance tierce a été gratuite, ou moyennant une compensation équivalente si elle a été conditionnelle.

Art. IV. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Copenhague simultanément avec celles du Traité Général signé ce jour.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Copenhague, le quatorze Mars, l'an de grace mil huit cent cinquante-sept.

(L. S.) *Andrew Buchanan.*

(L. S.) *Bluhme.*

LIV.

Convention spéciale entre le Danemark et les Pays-Bas relative à l'abolition des droits du Sund, signée à Copenhague, le 17 avril 1857).*

S. M. le Roi des Pays-Bas et S. M. le Roi de Danemark, voulant compléter les arrangements contenus dans le Traité Général du 14 du mois passé, à la conclusion duquel Leurs Majestés ont concouru comme parties contractantes, et relatif à l'abolition des droits perçus sur les navires et sur leurs cargaisons au passage par le Sund et les Belts, ainsi qu'à la réduction des droits sur les marchandises passant en transit sur les différentes lignes de communication reliant la Mer du Nord et l'Elbe à la Baltique, ont résolu de conclure à cet effet une convention spéciale et ont nommé Leurs plénipotentiaires, savoir:

S. M. le Roi des Pays-Bas, le sieur Henri Charles du Bois, Chevalier, etc., Son Ministre-Résident près S. M. le Roi de Danemark,

et S. M. le Roi de Danemark, le sieur Christian Albrecht Bluhme, Grand-croix, etc., Son Conseiller intime des conférences et directeur des douanes d'Oresund;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants:

Art. 1. S. M. le Roi des Pays-Bas s'engage à recommander à ses Chambres de le mettre à même de payer à S. M. le Roi de Danemark la somme d'un million quatre-cent-huit mille soixante Rigsdalers, faisant,

*) L'échange des ratifications a eu lieu le 18 juin 1857.

d'après ce qui a été stipulé par l'art. 4 du Traité Général du 14 du mois passé, la quote-part tombant à la charge des Pays-Bas dans la somme totale de trente cinq millions de Rigs-dalers, à payer et à recevoir par S. M. le Roi de Danemark, en entière compensation des sacrifices imposés à S. M. Danoise par les arrangements du dit traité.

Art. 2. La somme d'un million quatre-cent-huit-mille soixante Rigsdalers, mentionnée dans l'art. précédent, sera convertie en monnaie Sterling au taux de neuf Rigsdalers la livre Sterling et se monte ainsi à cent-cinquante-six mille quatre-cent-cinquante et deux livres Sterling. Cette somme sera payée à Londres à la personne qui aura été autorisée par S. M. le Roi de Danemark à la recevoir, dans le terme de trois mois à partir de l'époque où l'acte requis aura passé dans les Chambres de S. M. le Roi des Pays-Bas.

Art. 3. Dans le cas où quelque faveur, privilége, facilité ou avantage quelconque en des matières qui se rapportent aux communications reliant la Mer du Nord et l'Elbe à la Baltique, en sus de ce qui a été spécialement stipulé à cet égard dans le Traité Général du 14 du mois passé, seraient concédés par S. M. le Roi de Danemark à quelque Puissance tierce, S. M. Danoise prend engagement que ces mêmes concessions seront immédiatement faites à S. M. le Roi des Pays-Bas, gratuitement si la concession faite en faveur de la Puissance tierce a été gratuite, ou moyennant une compensation équivalente si elle a été conditionnelle.

Art. 4. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Copenhague, simultanément avec celles du Traité Général signé le 14 du mois passé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Copenhague, le 17 Avril 1857.

Du Bois. *Bluhme.*
(L. S.) (L. S.)

LV.

*Convention spéciale entre le Danemark et la Prusse relative à l'abolition des droits du Sund, signée à Copenhague, le 25 avril 1857 *).*

Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté le Roi de Danemark, ayant résolu de s'entendre sur l'exécution des dispositions que l'Article VI du Traité général du 14 du mois passé, concernant le rachat des péages du Sund et des Belts a reservées à une convention séparée et spéciale, ont à cet effet, muni de Leurs Pleinspouvoirs, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse, le Sieur Alphonse Henri Comte d'Oriolla, Son Chambellan, Chevalier de Son Ordre de l'Aigle Rouge etc., Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Danemark; et

Sa Majesté le Roi de Danemark, le Sieur Christian Albrecht Bluhme, Grand-Croix de Son Ordre du Danebrog et décoré de la Croix d'honneur du même Ordre etc., Son Conseiller Intime des Conférences et Directeur des Douanes d'Öresund;

Lesquels, après s'être communiqué leurs Pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et dùe forme, ont arrêté les articles suivants:

Art. I. La somme de Quatre Millions Quatre Cent Quarante Mille Vingt Sept Rigsdalers, que Sa Majesté le Roi de Prusse S'est engagé, de Son côté, à payer à Sa Majesté le Roi de Danemark d'après l'Article IV du Traité Général précité, sera acquittée en monnaie de Prusse et convertie pour cet effet en Thalers Prussiens dont quatorze font un marc fin de Cologne, dans la proportion de quatre Rigsdalers Danois = trois Thalers Prussiens, en sorte que les dits Quatre Millions Quatre Cent Quarante Mille Vingt Sept Rigsdalers équivalent à Trois Millions Trois Cent Trente Mille Vingt et Un Quart Thalers Prussiens.

Art. II. Cette somme de 3,330,020¼ Thalers Prussiens sera soldée en vingt ans par quarante payements

---

*) Les ratifications ont été échangées.

semestriels d'égale valeur, qui comprendront le capital et les intérêts décroissants des termes non échus, ces intérêts comptés à Quatre pour Cent.

Art. III. Sa Majesté le Roi de Prusse fera payer à Berlin le premier Avril et le premier Octobre de chaque année le terme semestriel, montant ainsi à Cent Vingt Un Mille Sept Cent Trente Un Thalers Prussiens, à la personne dûment autorisée qui sera nommée à cet effet par Sa Majesté le Roi de Danemark et designée d'avance au Gouvernement Prussien. Le premier payement se fera le 1 Octobre 1857 et le dernier le 1 Avril 1877.

Art. IV. Sa Majesté le Roi de Prusse se réserve expressément le droit de payer à un des termes, designés à l'article précédent, qui Lui conviendra, le montant entier de la somme, indiquée à l'Article II qui jusqu'alors n'aura pas encore été acquitté.

Si Sa Majesté entend faire usage de ce droit, Elle en fera avertir Sa Majesté le Roi de Danemark trois mois d'avance.

Ce payement entier sera fait également à Berlin à la personne dûment autorisée qui sera nommée pour cet effet par Sa Majesté le Roi de Danemark et designée d'avance au Gouvernement Prussien.

Il est bien entendu que dans ce cas il y aura à acquitter, outre le restant même du capital, le montant des intérêts de ce restant pour les derniers six mois.

Art. V. Il est convenu, en outre, que si Sa Majesté le Roi de Danemark venait à accorder dans une des conventions spéciales, à conclure en conformité des Articles V et VI du Traité Général, avec celles des Puissances cosignataires du dit Traité, qui préféreraient le payement par quarante versements semestriels d'égale valeur, soit un taux d'intérêt au-dessous de 4 pour cent, ou un autre avantage quelconque par rapport à l'acquittement de la quote part, soit des conditions plus favorables que celles stipulées ci-dessus, pour l'amortissement anticipé des payements non échus, le taux d'intérêts et les conditions qui auront ainsi été concédées, seront de plein droit également applicables pour ce qui regarde le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Prusse.

Art. VI. Pour le cas où Sa Majesté le Roi de Danemark accorderait à un Etat tiers des faveurs, facilités ou avantages quelconques quant aux stipulations contenues dans le Traité Général précité par rapport aux

voies de communication entre la mer du Nord ou l'Elbe et la mer Baltipue, Sa dite Majesté S'engage expressément à faire participer aussi Sa Majesté le Roi de Prusse à ces faveurs, facilités ou avantages, — gratuitement, si la concession a été gratuite, ou contrre un équivalent, si elle a été conditionnelle.

Art. VII. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Copenhague dans le terme de trois semaines ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Copenhague ce vingt-cinq Avril, mil huit cent cinquante-sept.

(L. S.) *Oriolla.* (L. S.) *Bluhme.*

LVI.

Convention spéciale entre le Danemark et la France relative à l'abolition des droits du Sund, signée à Copenhague, le 28 septembre 1857 *).

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi de Danemark, voulant pourvoir, en ce qui les concerne, à l'exécution des articles 4, 5 et 6 du Traité, général sur les péages du Sund et des Belts, conclu à Copenhague le 14 mars 1857, sont convenus de négocier, dans ce but, une Convention spéciale, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur Adolphe Dotézac, Commandeur de l'Ordre impérial de la Légion d'honneur, Grand-Croix de l'Ordre du Danebrog, etc., son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Danemark;

Et Sa Majesté le roi de Danemark, le sieur Christian-Albrecht Bluhme, Chevalier de son ordre de l'Eléphant, Grand-Croix de son Ordre du Danebrog, et décoré de la croix d'honneur du même ordre, etc., son

*) Les ratifications ont été échangées à Copenhague, le 23 octobre de la même année.

conseiller intime des conférences et directeur des douanes d'Oresund;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Sa Majesté l'Empereur des Français s'engage à faire solder à Paris, entre les mains de la personne spécialement autorisée à cet effet par Sa Majesté le Roi de Danemark, et en quarante payements semestriels d'égale valeur, la somme totale de un million deux cent dix-neuf mille trois (1,219,003) rigsdalers, monnaie danoise, que le traité général susmentionné du 14 mars a mise à la charge de la France.

Art. 2. Sa majesté l'empereur des Français s'engage, en outre, à tenir compte à Sa Majesté le Roi de Danemark de l'intérêt des termes non échus, à raison de quatre pour cent par an.

Le montant de cet intérêt décroissant sera capitalisé et ajouté, d'après la base des annuités amortissables, au chiffre des quarante payements semestriels spécifiés dans l'article 1., lequel s'élèvera ainsi, pour chaque terme, à quarante-quatre mille cinq cent soixante et un rigsdalers cinq cent soixante-six millièmes (44, 561 $\frac{566}{1000}$ rigsd, r. m. d.).

Art. 3. Les payements mentionnés dans les deux articles ci-dessus devant être réalisés en espèces sonnantes françaises ayant cours légal, les Hautes Parties contractantes conviennent d'adopter, pour la conversion des monnaies danoises, le taux de 2 francs 79 centimes $^{2}/_{10e}$ pour un rigsdaler.

Art. 4. Le premier des payements semestriels ci-dessus spécifiés et montant à la somme de cent vingt-quatre mille quatre cent quinze francs quatre-vingt-neuf centimes (124, 415 fr. 89 c.) sera effectué à Paris, au ministère des finances, le 1. octobre 1857; le second, le 1. avril 1858, et ainsi de suite, de six en six mois, jusqu'au quarantième, qui écherra le 1. avril 1877.

Art. 5. Sa Majesté l'Empereur des Français se réserve le droit de se libérer en tout temps, par anticipation, de tout ou partie des annuités non échues, sous la déduction des intérêts capitalisés, suivant le mode employé pour le règlement des annuités.

Art. 6. Dans le cas où Sa Majesté le Roi de Danemark accorderait à une puissance quelconque, par

rapport aux voies de communication entre la mer du Nord ou l'Elbe et la Baltique, des faveurs, facilités ou avantages superieurs à ceux stipulés à cet égard dans le traité général du 14 mars dernier, Sadite Majesté, s'engage à étendre immédiatement ces concessions à Sa Majesté l'empereur des Français, gratuitement si la concession a eu lieu à titre gratuit, ou moyennant compensation équivalente si elle a été faite conditionnellement.

Art. 7. La présente Convention sera ratifiéé, et les ratifications en seront échangées à Copenhague dans le délai d'un mois, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Copenhague, le vingt-huitième jour du mois de septembre de l'an mil-huit cent cinquante-sept.

(L. S.) Signé *A. Dotézac.* (L. S.) Signé *Bluhme.*

LVII.

*Convention entre la Grande-Bretagne et la République de Guatemala relative aux limites du Honduras anglais, signée à Guatemala, le 30 avril 1859. *).*

Texte anglais.

Whereas the boundary between Her Britannic Majesty's Settlement and Possessions in the Bay of Honduras, and the territories of the Republic of Guatemala, has not yet been ascertained and marked out; Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the Republic of Guatemala, being desirous, with a view to improve and perpetuate the friendly relations which happily subsist between the two countries, to define the boundary aforesaid, have resolved to conclude a Convention for that purpose, and have named as their Plenipotentiaries, that is to say:

---

*) En anglais et en espagnol. Les ratifications ont été échangées à Guatemala le 12 septembre 1859. — Voyez sur les différends auxquels a été mis fin par cette convention et les suivantes, Tome XV. p. 158.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Charles Lennox Wyke, Esquire, Her Britannic Majesty's Chargé d'Affaires to the Republic of Guatemala;

And His Excellency the President of the Republic of Guatemala, Don Pedro de Aycinena, Councillor of State, and Minister for Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Art. I. It is agreed between Her Britannic Majesty and the Republic of Guatemala, that the boundary between the Republic and the British Settlement and Possessions in the Bay of Honduras, as they existed previous to and on the 1st day of January, 1850, and have continued to exist up to the present time, was and is as follows: —

Beginning at the mouth of the River Sarstoon in the Bay of Honduras, and proceeding up the mid-channel thereof to Gracias á Dios Falls; then turning to the right and continuing by a line drawn direct from Gracias á Dios Falls to Garbutt's Falls on the River Belize, and from Garbutt's Falls due north until it strikes the Mexican frontier.

It is agreed and declared between the High Contracting Parties that all the territory to the north and east of the line of boundary above described, belongs to Her Britannic Majesty; and that all the territory to the south and west of the same belongs to the Republic of Guatemala.

Art. II. Her Britannic Majesty and the Republic of Guatemala shall, within twelve months after the exchange of the ratifications of the present Convention, appoint each a Commissioner for the purpose of designating and marking out the boundary described in the preceding Article. Such Commissioners shall ascertain the latitude and longitude of Gracias à Dios Falls and of Garbutt's Falls, and shall cause the line of boundary between Garbutts Falls and the Mexican territory to be opened and marked where necessary, as a protection against future trespass.

Art. III. The Commissioners mentioned in the preceding Article shall meet at such place or places as

shall be hereafter fixed, at the earliest convenient period after they shall have been respectively named; and shall, before proceeding to any business, make and subscribe a solemn declaration that they will impartially and carefully examine and decide, to the best of their judgment, and according to justice and equity, without fear, favour, or affection to their own country, upon all the matters referred to them for their decision; and such declaration shall be entered on the record of their proceedings.

The Commissionners shall then, and before proceeding to any other business, name some third person to act as Arbitrator or Umpire in any case or cases in which they may themselves differ in opinion. If they should not be able to agree upon the choice of such a third person they shall each name a person; and in each and every case in which the Commissioners may differ in opinion as to the decision which they ought to give, it shall be determined by lot which of the two persons so named shall be the Arbitrator or Umpire in that particular case. The person or persons so to be chosen shall, before proceeding to act, make and subscribe a solemn declaration, in a form similar to that which shall already have been made and subscribed by the Commissioners, which declaration shall also be entered on the record of the proceedings. In the event of the death, absence, or incapacity of either of such Commissioners, or of either of such Arbitrators or Umpires, or of his omitting, or declining, or ceasing to act, another person shall be named, in the same manner, to act in his place or stead, and shall make and subscribe such declaration as aforesaid.

Her Britannic Majesty and the Republic of Guatemala shall engage to consider the decision of the two Commissioners conjointly, or of the Arbitrator or Umpire, as the case may be, as final and conclusive on the matters to be respectively referred to their decision, and forthwith to give full effect to the same.

Art. IV. The Commissioners hereinbefore mentioned shall make to each of the respective Governments a joint report or declaration, under their hands and seals, accompanied with a map or maps in quadruplicate (two for each Governement), certified by them to be true

maps of the boundary defined in the present Treaty, and traversed and examined by them.

Art. V. The Commissioners and the Arbitrator or Umpire shall keep accurate records and correct minutes or notes of all their proceedings, with the dates thereof, and shall appoint and employ such surveyors, clerk or clerks, or other persons, as they shall find necessary to assist them in the transaction of the business which may come before them.

The salaries of the Commissioners shall be paid by their respective Governments. The contingent expenses of the Commission, including the salary of the Arbitrator or Umpire, and of the surveyors and clerks, shall be defrayed in equal moieties by the two Governments.

Art. VI. It is further agreed that the channels in the water-line of boundary described in Article I of the present Convention, shall be equally free and open to the vessels and boats of both Parties; and that any islands which may be found therein shall belong to that Party on whose side of the main navigable channel they are situated.

Art. VII. With the object of practically carying out the views set forth in the preamble of the present Convention, for improving and perpetuating the friendly relations which at present so happily exist between the two High Contracting Parties, they mutually agree conjointly to use their best efforts, by taking adequate means for establishing the easiest communication (either by means of a cart-road, or employing the rivers, or both united, according to the opinion of the surveying engineers), between the fittest place on the Atlantic Coast, near the settlement of Belize, and the capital of Guatemala; whereby the commerce of England on the one hand, and the material prosperity of the Republic on the other, cannot fail to be sensibly increased, at the same time that the limits of the two countries being now clearly defined, all further encroachments by either party on the territory of the other will be effectually checked and prevented for the future.

Art. VIII. The present Convention shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London or Guatemala as soon as possible within the space of six months.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries

have signe the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at Guatemala, the thirtieth day of April, in the year one thousand eight hundred and fifty-nine.

(L. S.) *Charles Lennox Wyke.*
(L. S.) *P. de Aycinena.*

LVIII.

*Traité entre la Grande-Bretagne et la République de Honduras relatif aux îles de la Baie, aux Mosquitos et aux droits et aux réclamations de sujets britanniques; signé à Comayagua, le 28 novembre 1859 *).*

Texte anglais.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the Republic of Honduras, being desirous to settle in a friendly manner certain questions in which they are mutually interested, have resolved to conclude a Treaty for that purpose, and have named as their Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Charles Lennox Wyke, Esquire, Companion of the Most Honourable Order of the Bath, Her Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary on a special mission to the Republics of Central America;

And his Excellency the President of the Republic of Honduras, Don Francisco Cruz, Political Chief of the Department of Comayagua;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles:—

Art. I. Taking into consideration the peculiar geographical position of Honduras, and in order to secure

---

*) En anglais et en espagnol. L'échange des ratifications a eu lieu à Comayagua, le 18 avril 1860.

the neutrality of the Islands adjacent thereto, with reference to any railway or other line of interoceanic communication which may be constructed across the territory of Honduras on the mainland, Her Britannic Majesty agrees to recognize the Islands of Ruatan, Guanaca, Elena, Utile, Barbarete, and Morat, known as the Bay Islands, and situated in the Bay of Honduras, as a part of the Republic of Honduras.

The inhabitants of the said Islands shall not be disturbed in the enjoyment of any property which they may have acquired therein, and shall retain perfect freedom of religious belief and worship, public and private, but remaining in all other respects subject to the laws of the Republic. If any of them should wish to withdraw from the Islands, they shall be at full liberty to do so, to dispose of their fixed or other property as they may think fit, and to take with them the proceeds thereof.

The Republic of Honduras engages not to cede the said Islands, or any of them, or the right of sovereignty over such Islands, or any of them, or any part of such sovereignty, to any Nation or State whatsoever.

Art. II. Her Britannic Majesty engages, subject to the conditions and engagements specified in the present Treaty, and without prejudice to any question of boundary between the Republics of Honduras and Nicaragua, to recognize as belonging to and under the sovereignty of the Republic of Honduras, the country hitherto occupied or possessed by the Mosquito Indians within the frontier of that Republic, whatever that frontier may be.

The British Protectorate of that part of the Mosquito territory shall cease three months after the exchange of the ratifications of the present Treaty, in order to enable Her Majesty's Government to give the necessary instructions for carrying out the stipulations of said Treaty.

Art. III. The Mosquito Indians in the district recognized by Article II of this Treaty as belonging to and under the sovereignty of the Republic of Honduras, shall be at liberty to remove, with their property, from the territory of the Republic, and to proceed whithersoever they may desire; and such of the Mosquito Indians who remain within the said district shall not be disturbed in the possession of any lands or other property which they may hold or occupy, and shall enjoy,

as natives of the Republic of Honduras; all rights and privileges enjoyed generally by the natives of the Republic.

The Republic of Honduras being desirous of educating the Mosquito Indians, and improving their social condition in the district so occupied by them, will grant an annual sum of five thousand dollars in gold or silver, for the next ten years, for that purpose, to be paid to their headman in the said district; the payment of such annual sum being guaranteed to them by a mortgage on all woods and other natural productions (whatever they may be) of the State lands in the Bay Islands and the Mosquito territory.

These payments shall be made in halfyearly instalments of two thousand five hundred dollars each, the first of which payments shall be made six months after the exchange of the ratifications of the present Treaty.

Art. IV. Whereas British subjects have by grant, lease, or otherwise, heretofore obtained from the Mosquito Indians, interests in various lands situated within the district mentioned in the preceding Article, the Republic of Honduras engages to respect and maintain such interests; and it is further agreed that Her Britannic Majesty and the Republic shall, within twelve months after the exchange of the ratifications of the present Treaty, appoint two Commissioners, one to be named by each party, in order to investigate the claims of British subjects arising out of such grants or leases, or otherwise; and all British subjects whose claims shall by the Commissioners be pronounced well founded and valid, shall be quieted in the possession of their respective interests in the said lands.

Art. V. It is further agreed between the Contracting Parties, that the Commissioners mentioned in the preceding Article shall also examine and decide upon any British claims upon the Government of Honduras that may be submitted to them, other than those specified in that Article, and not already in a train of settlement; and the Republic of Honduras agrees to carry into effect any agreements for the satisfaction of British claims already made, but not yet carried into effect.

Art. VI. The Commissioners mentioned in the preceding Articles shall meet in the city of Guatemala, at the earliest convenient period after they shall have been respectively

named, and shall, before proceeding to any business, make and subscribe a solemn declaration, that they will impartially and carefully examine and decide, to the best of their jugdment, and according to justice and equity, without fear, favour, or affection to their own country all the matters referred to them for their decision; and such declaration shall be entered on the record of their proceedings.

The Commissioners shall then, and before proceeding to any other business, name some third person to act as an arbitrator or umpire in any case or cases in which they may themselves differ in opinion. If they should not be able to agree upon the selection of such a person, the Commissioner on either side shall name a person; and in each and every case in which the Commissioners may differ in opinion as to the decision which they ought to give, it shall be determined by lot which of the two persons so named shall be arbitrator or umpire in that particular case. The person or persons so to be chosen shall, before proceeding to act, make and subscribe a solemn declaration, in a form similar to that which shall already have been made and subscribed by the Commissioners, which declaration shall also be entered on the record of the proceedings. In the event of the death, absence, or incapacity of such person or persons, or of his or their omitting or declining, or ceasing to act as such arbitrator or umpire, another person or persons shall be named as aforesaid to act as arbitrator or umpire in his or their place or stead, and shall make and subscribe such declaration as aforesaid.

Her Britannic Majesty and the Republic of Honduras hereby engage to consider the decision of the Commissioners conjointly, or of the arbitrator or umpire, as the case may be, as final and conclusive on the matters to be referred to their decision; and they further engage forthwith to give full effect to the same.

Art. VII. The Commissioners and the arbitrator or umpire shall keep an accurate record, and correct minutes or notes, of all their proceedings, with the dates thereof, and shall appoint and employ a clerk or other persons to assist them in the transaction of the business which may come before them.

The salaries of the Commissioners shall be paid by their respective Governments. The contingent expenses

of the Commission, including the salary of the arritrato or umpire, and of the clerk or clerks, shall be defrayed in equal halves by the two Governments.

Art. VIII. The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Comayagua, as soon as possible within six months from this date.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto their respective seals.

Done at Comayagua, the twenty-eighth day of November, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty-nine.

B. Lennox Wyke. (L. S.)
Francisco Cruz. (L. S.)

LIX.

Traité entre la Grande-Bretagne et la République de Nicaragua relatif aux Mosquitos et aux droits et aux réclamations de sujets britanniques; signé à Managua, le 28 janvier 1860; suivi d'une déclaration signée à Londres, le 2 août 1860).*

Texte anglais.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the Republic of Nicaragua, being desirous to settle in a friendly manner certain questions in which they are mutually interested, have resolved to conclude a Treaty for that purpose, and have named as their Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Charles Lennox Wyke, Esquire, Companion of the Most Honourable Order of the Bath, Her Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary on a Special Mission to the Republics of Central America;

And His Excellency the President of the Republic of Nicaragua, Don Pedro Zeledon, Minister for Foreign Affairs;

---

*) En anglais et en espagnol. L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 2 août 1860.

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Art. 1. On exchanging the ratifications of the present Treaty, Her Britannic Majesty, subject to the conditions and engagements specified therein, and without prejudice to any question of boundary between the Republics of Nicaragua and Honduras, will recognize as belonging to and under the sovereignty of the Republic of Nicaragua, the country hitherto occupied or claimed by the Mosquito Indians within the frontier of that Republic, whatever that frontier may be.

The British Protectorate of that part of the Mosquito territory shall cease three months after the exchange of the ratifications of the present Treaty; in order to enable Her Majesty's Government to give the necessary instructions for carrying out the stipulations of said Treaty.

Art. 2. A district within the territory of the Republic of Nicaragua shall be assigned to the Mosquito Indians, which district shall remain, as above stipulated, under the sovereignty of the Republic of Nicaragua.

Such district shall be comprised in a line which shall begin at the mouth of the River Rama in the Caribbean Sea; thence it shall run up the midcourse of that river to its source, and from such source proceed in a line due west to the meridian of 84° 15′ longitude west from Greenwich; thence due north up the said meridian until it strikes the River Hueso, and down the midcourse of that river to its mouth in the sea, as laid down in Baily's map, at about latitude from 14° to 15° north, and longitude 83° west from the meridian of Greenwich; and thence southerly along the shore of the Caribbean Sea to the mouth of the River Rama, the point of commencement.

But the district thus assigned to the Mosquito Indians may not be ceded by them to any foreign person or State, but shall be and remain under the sovereignty of the Republic of Nicaragua.

Art. 3. The Mosquito Indians, within the district designated in the preceding Article, shall enjoy the right of governing, according to their own customs, and according to any regulations which may from time to time be adopted by them, not inconsistent with the sovereign rights of the Republic of Nicaragua, themselves, and all

persons residing within such district. Subject to the above-mentioned reserve, the Republic of Nicaragua agrees to respect and not to interfere with such customs and regulations so established, or to be established, within the said district.

Art. 4. It is understood, however, that nothing in this Treaty shall be construed to prevent the Mosquito Indians, at any future time, from agreeing to absolute incorporation into the Republic of Nicaragua on the same footing as other citizens of the Republic, and from subjecting themselves to be governed by the general laws and regulations of the Republic, instead of by their own customs and regulations.

Art. 5. The Republic of Nicaragua being desirous of promoting the social improvement of the Mosquito Indians, and of providing for the maintenance of the authorities to be constituted under the provisions of Article 3 of this Treaty, in the district assigned to the said Indians, agrees to grant to the said authorities, for the space of ten years, with a view to such purposes, an annual sum of five thousand hard dollars. The said sum shall be paid at Greytown, by half-yearly payments, to such person as may be authorized by the Chief of the Mosquito Indians to receive the same, and the first payment shall be made six months after the exchange of the ratifications of the present Treaty.

For the payment of this sum Nicaragua will levy and especially consign a duty, to be levied according to weight, on all packages of goods that are imported into that port for consumption in the territory of the Republic; and in case this duty shall not suffice for the payment of said sum, the deficit shall be made up from the other duties levied in the Republic.

Art. 6. Her Britannic Majesty engages to use her good offices with the Chief of the Mosquito Indians, so that he shall accept the stipulations which are contained in this Convention.

Art. 7. The Republic of Nicaragua shall constitute and declare the port of Greytown, or San Juan del Norte, a free port under the sovereign authority of the Republic. But the Republic, taking into consideration the immunities heretofore enjoyed by the inhabitants of Greytown, consents that trial by jury in all cases, civil or criminal, and perfect freedom of religious belief and wor-

ship, public and private, such as has hitherto been enjoyed by them up to the present moment, shall be guaranteed to them for the future.

No duties or charges shall be imposed upon vessels arriving in, or departing from, the free port of Greytown, other than such as may be sufficient for the due maintenance and safety of the navigation, for providing lights and beacons, and for defraying the expense of the police of the port; neither shall any duties or charges be levied in the free port on goods arriving therein, in transit from sea to sea. But nothing contained in this Article shall be construed to prevent the Republic of Nicaragua from levying the usual duties on goods destined for consumption within the territory of the Republic.

Art. 8. All bonâ fide grants of land for due consideration made in the name and by the authority of the Mosquito Indians, since the 1st of January, 1848, and lying beyond the limits of the territory reserved for the said Indians, shall be confirmed, provided the same shall not exceed in any case the extent of one hundred yards square, if within the limits of San Juan or Greytown, or one league square if without the same, and provided that such grant shall not interfere with other legal grants made previously to that date by Spain, the Republic of Central America, or Nicaragua; and provided further, that no such grant shall include territory desired by the Government of the latter State, for forts, arsenals, or other public buildings. This stipulation only embraces those grants of land made since the 1st of January, 1848.

In case, however, any of the grants referred to in the preceding paragraph of this Article should be found to exceed the stipulated extent, the Commissioners hereinafter mentioned shall, if satisfied of the bona fides of any such grants, confirm to the grantee or grantees, or to his or their representatives or assigns, an area only equal to the stipulated extent.

And in case any bonâ fide grant, or any part thereof, should be desired by the Government for forts, arsenals, or other public buildings, an equivalent extent of land shall be allotted to the grantees elsewhere.

It is understood that the grants of land treated of in this Article shall not extend to the westward of the territory reserved for the Mosquito Indians in Article 2

further than 84° 30′ of longitude, in a line parallel and equal with that of the said territory on the same side; and if it should appear that any grants have been made further in the interior of the Republic, the lands acquired bonâ fide shall be replaced with those that are within the limit defined under the regulations agreed upon.

Art. 9. Her Britannic Majesty and the Republic of Nicaragua shall, within six months after the exchange of the ratifications of the present Treaty, appoint each a Commissioner for the purpose of deciding upon the bona fides of all grants of land mentioned in the preceding Article as having been made by the Mosquito Indians, of lands heretofore possessed by them, and lying beyond the limits of the territory described in Article 1.

Art. 10. The Commissioners mentioned in the preceding Article shall, at the earliest convenient period after they shall have been respectively named, meet at such place or places as shall be hereafter fixed; and shall, before proceeding to any business, make and subscribe a solemn declaration that they will impartially and carefully examine and decide, to the best of their judgment, and according to justice and equity, without fear, favour, or affection to their own country, all the matters referred to them for their decision; and such declaration shall be entered on the record of their proceedings.

The Commissioners shall then, and before proceeding to any other business, name some third person to act as Arbitrator or Umpire in any case or cases in which they may themselves differ in opinion. If they should not be able to agree upon the selection of such a person, the Commissioner on either side shall name a person; and in each and every case in which the Commissioners may differ in opinion as to the decision which they ought to give, it shall be determined by lot which of the two persons so named shall be Arbitrator or Umpire in that particular case. The person or persons so to be chosen shall, before proceeding to act, make and subscribe a solemn declaration, in a form similar to that which shall already have been made and subscribed by the Commissioners, which declaration shall also be entered on the record of the proceedings. In the event of the death, absence, or incapacity of such person or persons, or of his or their omitting, or declining, or ceasing, to act as such Arbitrator or Umpire, another

person or other persons shall be named as aforesaid to act in his or their place or stead, and shall make and subscribe such declaration as aforesaid.

Her Britannic Majesty and the Republic of Nicaragua shall engage to consider the decision of the two Commissioners conjointly, or of the Arbitrator or Umpire, as the case may be, as final and conclusive on the matters to be referred to their decision, and forthwith to give full effect to the same.

Art. 11. The Commissioners and the Arbitrators or Umpires shall keep accurate records and correct minutes or notes of all their proceedings, with the dates thereof, and shall appoint and employ such clerk or clerks, or other persons, as they shall find necessary to assist them in the transaction of the business which may come before them.

The salaries of the Commissioners and of the Clerk or Clerks shall be paid by their respective Governments. The salary of the Arbitrators or Umpires, and their contingent expenses, shall be defrayed in equal moieties by the two Governments.

Art. 12. The present Treaty shall be ratified by Her Britannic Majesty, and by the Congress of the Republic of Nicaragua, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible within the space of six months.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto their respective seals.

Done at Managua, this twenty-eighth day of January, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty.

(L. S.) *Charles Lennox Wyke.*
(L. S.) *Pedro Zeledon.*

Déclaration.

In proceeding to the exchange of the ratifications of the Treaty concluded and signed at Managua on the 28th of January, 1860, between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and the Republic of Nicaragua, relative to the Mosquito Indians and to the rights and claims of British subjects,

the Undersigned, Her Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs and the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Republic of Nicaragua, hereby declare that the limitation laid down in the paragraph added by the Congress of the Republic to Article VIII of the said Treaty applies to grants of land to the west of the meridian of 84° 30′ of longitude throughout the whole extent of the territory hitherto occupied or claimed by the Mosquito Indians within the frontier of the Republic, but not to grants in any part of the said territory to the east of that meridian line.

In witness whereof the Undersigned have signed the present Declaration, and have affixed thereto their respective seals.

Done at London, the second day of August, in the year of our Lord 1860.

(L. S.) *J. Russell.*
(L. S.) *J. de Marcoleta.*

LX.

Traité d'amitié, de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et la République de Nicaragua, signé à Managua le 11 février 1860).*

Texte anglais.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and the Republic of Nicaragua, being desirous to maintain and improve the relations of good understanding which happily subsist between them, and to promote the commercial intercourse between their respective subjects and citizens, have deemed it expedient to conclude a Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation, and have for that purpose named as their respective Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Charles Lennox Wyke, Esquire,

*) En anglais et en espagnol. Les ratifications ont été échangées à Londres, le 2 août 1860.

Companion of the Most Honourable Order of the Bath, Her Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary on a Special Mission to the Republics of Central America;

And his Excellency the President of the Republic of Nicaragua, Don Pedro Zeledon, Minister for Foreign Affairs;

Who, after having communicated to each ofter their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Art. I. Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland recognizes the sovereignty and independence of the Republic of Nicaragua. Consequently, there shall be a perfect, firm, and inviolable peace and sincere friendship between Her Britannic Majesty and the Republic of Nicaragua, in all the extent of their possessions and territories, and between their subjects and citizens, respectively, without distinction of persons or places.

Art. II. The two High Contracting Parties being desirous of placing the commerce and navigation of their respective countries on the liberal basis of perfect equality and reciprocity, mutually agree that the citizens of each may frequent all the coasts and countries of the other, and reside therein, and shall have the power to purchase and hold all kinds of property which the laws of the country may permit any foreigners, of whatever nation, to hold, and to engage in all kinds of trade, manufactures, and mining, upon the same terms with subjects or citizens of other countries. They shall enjoy all the privileges and concessions in these matters which are or may be made to the subjects or citizens of any country; and shall enjoy all the rights, privileges, and exemptions, in navigation, commerce, and manufactures, which native subjects or citizens do or shall enjoy, submitting themselves to the laws there established, to which native subjects or citizens are subjected.

The ships of war and post-office packets of each Contracting Party respectively, shall have liberty to enter into all harbours, rivers, and places within the territories of the other, to which the ships of war and packets of other nations are or may be permitted to come; to anchor there, and to remain and refit; subject always to the laws of the two countries respectively.

The High Contracting Parties further engage that neither will grant any favour to any other nation, in respect of commerce and navigation, which shall not immediately become common to the other Contracting Party.

Art. III*). Supprimé.

Art. IV. The Contracting Parties likewise agree, that whatever kind of produce, manufacture, or merchandize can be, from time to time, lawfully imported into the British dominions in British vessels, may also be imported in vessels of the Republic of Nicaragua; and that no higher or other duties upon the vessel or upon her cargo shall be levied and collected, whether the importation be made in vessels of the one country or of the other; and in like manner, that whatever kind of produce, manufacture, or merchandize can be from time to time lawfully imported into the Republic of Nicaragua in its own vessels, may be also imported in British vessels; and that no higher or other duties upon the vessel or upon her cargo shall be levied or collected, whether the importation be made in vessels of the one country or of the other.

And they further agree, that whatever may be lawfully exported or re-exported from the one country in its own vessels to any foreign country, may in like manner be exported or re-exported in the vessels of the other country; and that the same bounties, duties, and drawbacks shall be allowed and collected, whether such exportation or re-exportation be made in British vessels, or in vessels of the Republic of Nicaragua.

Art. V. No higher or other duties shall be imposed on the importation into the British dominions of any article the growth, produce, or manufacture of the Republic of Nicaragua, and no higher or other duties shall be imposed on the importation into the Republic of Nicaragua of any article the growth, produce, or manu-

---

*) La teneur de l'article 3 fut:

"*The High Contracting Parties agree that in regard to the coasting trade, the ships, subjects, and citizens of each shall enjoy, in the dominions and territories of the other, the same privileges, and shall be treated in all respects in the same manner, as national vessels and as native subjects and citizens*".

Cet article n'a pas été approuvé par le Congrès de Nicaragua; on a ratifié le traité sans changer les numéros des articles.

facture of the British dominions, than are or shall be payable on the same or the like article being the produce or manufacture of any other foreign country. Nor shall any higher or other duties or charges be imposed, in either of the two countries, on the exportation of any article to the territories of the other, than such as are payable on the exportation of the same or the like article to any other foreign country.

No prohibition shall be imposed upon the importation of any article the growth, produce, or manufacture of the territories of either of the two Contracting Parties into the territories of the other, which shall not equally extend to the importation of the same or the like article being the growth, produce, or manufacture of any other country: nor shall any prohibition be imposed on the exportation of any article from the territories of either of the two Contracting Parties to the territories of the other, which shall not equally extend to the exportation of the same or the like article to the territories of all other nations.

Art. VI. No duties of tonnage, harbour, pilotage, light-house, quarantine, or other similar or corresponding duties, of whatever nature or under whatever denomination, levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, corporations, or establishments of whatever kind, shall be imposed in the ports of either country upon the vessels of the other country, which shall not be equally imposed in the like cases upon national vessels.

Art. VII. In order to prevent the possibility of any misunderstanding, it is hereby declared that the stipulations contained in the preceding Articles are, to their full extent, applicable to British vessels and their cargoes arriving in the ports of Nicaragua, and reciprocally to the vessels of the said Republic and their cargoes arriving in British ports, whether they proceed from the ports of the country to which they respectively belong, or from the ports of any other foreign country; and, in either case, no discriminating duty shall be imposed or collected in the ports of either country on the said vessels or upon their cargoes, whether such cargoes shall consist of native or of foreign produce or manufacture.

Art. VIII. All vessels which, according to the laws of Great Britain, are to be deemed British vessels, and

all vessels which, according to the laws of the Republic of Nicaragua, are to be deemed vessels of that Republic, shall, for the purposes of this Treaty, be deemed British vessels and vessels of Nicaragua respectively.

Art. IX. It is likewise agreed, that it shall be wholly free for all merchants, commanders of ships, and other subjects or citizens, of both countries, to manage, by themselves or agents, their own business in all the ports and places subject to the jurisdiction of each other, as well with respect to the consignments and sale of their goods and merchandize, by wholesale or retail, as with respect to the loading, unloading, and sending off their ships; they being, in all these cases, to be treated as subjects or citizens of the country in which they reside or are conducting their business, and to be subject to the laws of that country.

Art. X. Whenever the citizens of either of the Contracting Parties shall be forced to seek refuge or asylum in the rivers, bays, ports, or dominions of the other, with their vessels, whether merchant or of war, public or private, through stress of weather, pursuit of pirates or enemies, or want of provisions or water, they shall be received and treated with humanity, and all favour and protection shall be given to them for repairing their ships, procuring provisions, and placing themselves in a situation to continue their voyage without obstacle or hindrance of any kind.

Art. XI. If any ship of war or merchant-vessel of either of the High Contracting Parties should be wrecked on the coasts of the other, such ship or vessel, or any parts thereof, and all furniture and appartenances belonging thereunto, and all goods and merchandize which shall be saved therefrom, or the produce thereof, if sold, shall be faithfully restored to the owners, upon being claimed by them or by their duly authorized agents; and if there are no such owners or agents on the spot, then the said ships or parts of ships, furniture, appurtenances, goods, and merchandize, or the proceeds there of, if sold, as well as all the papers found on board such wrecked ship or vessel, shall be delivered to the British Consul or Vice-Consul, or to the Consul or Vice-Consul of the Republic of Nicaragua, in whose district the wreck may have taken place, upon being claimed by him, and on his giving a receipt or acknowledgment

for the same; and upon payment by such Consul, Vice-Consul, owners, or agents, of only the expenses incurred in the preservation of the property, and of the salvage or other expenses which would have been payable in the like case of a wreck of a national vessel. The charge for such salvage or other expenses shall be made and settled immediately, subject to such right of appeal on the part of the person paying the same as may exist in the respective countries. The goods and merchandize saved from the wreck shall not be subject to duties, unless cleared for consumption; in which case they shall be liable only to the same duties as if they had been imported in a national vessel.

Art. XII. The subjects and citizens of either of the two Contracting Parties in the territories of the other shall be at full liberty to acquire, possess, and dispose of, whether by purchase, sale, donation, exchange, marriage, testament, succession *ab intestato*, or in any other manner whatever, every description of property which the laws of the country may permit any foreigners, of whatsoever nation, to hold. Their heirs and representatives may succeed to and take possession of such property, either in person or by agents acting on their behalf, in the ordinary form of law, in the same manner as subjects or citizens of the country; and in the absence of such heirs and representatives, the property shall be treated in the same manner as the like property belonging to a subject or citizen of the country under similar circumstances.

In none of these respects shall they pay upon the value of such property any other or higher impost, duty, or charge, than is payable by subjects or citizens of the country. In every case the subjects and citizens of the Contracting Parties shall be permitted to export their property or the proceeds thereof; British subjects from the territory of Nicaragua, and Nicaraguan citizens from the British territory, freely, and without being subject on such exportation to pay any duty as foreigners, and without having to pay any other or higher duties than those to which subjects or citizens of the country are liable.

Art. XIII. Both Contracting Parties promise and engage formally to give their special protection to the persons and property of the subjects or citizens of each

other, of all occupations, who may be in the territories subject to the jurisdiction of one or the other, transient or dwelling therein, leaving open and free to them the tribunals of justice, for their judicial recourse, on the same terms which are usual and customary with the native subjects or citizens of the country; for which purpose they may either appear in proper person, or employ, in the prosecution or defence of their rights, such advocates, solicitors, notaries, agents, and factors as they may judge proper, in all their trials at law; and such citizens or agents shall have free opportunity to be present at the decisions or sentences of the tribunals in all cases which may concern them, and shall enjoy in such cases all the rights and privileges accorded to native subjects or citizens.

Art. XIV. In the event of any subject or citizen of either of the two Contracting Parties dying without will or testament in the dominions or territories of the other Contracting Party, or in the absence of lawful heirs or representatives, the Consul-General, Consul, or Acting Consul of the nation to which the deceased may belong, shall, so far as the laws of each country will permit, have the right, after a duly made and attested inventory has been signed by him, to take possession and charge of the property which the deceased may have left, for the benefit of his lawful heirs and creditors, giving immediate notice of the death to the authorities of the country.

Art. XV. The subjects of Her Britannic Majesty residing in the Republic of Nicaragua, and the citizens of the Republic of Nicaragua residing in the dominions of Her Britannic Majesty, shall be exempted from all compulsory military service whatsoever, whether by sea or land, and from all forced loans, or military exactions or requisitions, and they shall not be compelled, under any pretext whatsoever, to pay any ordinary or extraordinary charges, requisitions, or taxes, other or higher than those that are or may be paid by native subjects or citizens.

Art. XVI. It is agreed and covenanted that neither of the High Contracting Parties shall knowingly receive into, or retain in, its service, any subjects or citizens of the other Party who have deserted from the naval or military service of that other Party; but that, on the contrary, each of the Contracting Parties shall respectively

discharge from its service any such deserters, upon being required by the other Party to do so.

And it is further agreed, that if any of the crew of any merchant-vessel of either Contracting Party shall desert from such vessel within any port in the territory of the other Party, the authorities of such port and territory shall be bound to give every assistance in their power for the apprehension of such deserters, on application to that effect being made by the Consul of the Party concerned, or by the deputy or representative of the Consul: and any person knowingly protecting or harbouring such deserters shall be liable to punishment.

Art. XVII. British subjects residing in the territories of the Republic of Nicaragua shall enjoy the most perfect and entire liberty of conscience, without being annoyed, molested, or disturbed on account of their religious belief. Neither shall they be annoyed, molested, or disturbed in the proper exercise of their religion, in private houses, or in the chapels or places of worship appointed for that purpose, provided that in so doing they observe the decorum due to Divine worship, and the respect due to the laws of the country. Liberty shall also be granted to bury British subjects who may die in the territories of the Republic of Nicaragua, in convenient and adequate places, to be appointed and established by themselves for that purpose, with the knowledge of the local authorities, or in such other places of sepulture as may be chosen by the friends of the deceased; nor shall the funerals or sepulchres of the dead be disturbed in any wise or upon any account.

In like manner, the citizens of Nicaragua shall enjoy within the dominions of Her Britannic Majesty a perfect and unrestrained liberty of conscience, and of exercising their religion within private houses, or in the chapels or places of worship appointed for that purpose, agreeably to the laws of those dominions.

Art. XVIII. For the better security of commerce between the subjects and citizens of the two High Contracting Parties, it is agreed that if at any time any rupture, or any interruption of friendly intercourse, should unfortunately take place between the two Contracting Parties, the subjects or citizens of either of them, established in the territories of the other, who may reside upon the coasts, shall be allowed six months, and those

who may reside in the interior a whole year, to wind up their accounts and to dispose of their property; and a safe-conduct shall be given to them to embark at the port which they themselves shall select. The subjects or citizens of either of the two Contracting Parties who may be established in the dominions or territories of the other, in the exercise of any trade or other occupation or employment, shall be allowed to remain and continue in the exercise of the said trade or occupation, notwithstanding the interruption of friendship between the two countries, in the free enjoyment of their personal liberty and property, so long as they behave peaceably and observe the laws; and their goods and effects, of whatever description they may be, whether in their own custody or entrusted to individuals or to the State, shall not be liable to seizure or sequestration, or to any other charges or demands than those which may be made upon the like effects or property belonging to native subjects or citizens. In the same case, debts between individuals, public funds, and the shares of Companies, shall never be confiscated, sequestered, or detained.

Art. XIX. It shall be free for each of the two Contracting Parties to appoint Consuls for the protection of trade, to reside in the dominions and territories of the other Party; but before any Consul shall act as such, he shall, in the usual form, be approved and admitted by the Government to which he is sent; and either of the Contracting Parties may except from the residence of Consuls such particular places as either of them may judge fit to be excepted.

The Diplomatic Agents and Consuls of each of the two High Contracting Parties in the dominions or territories of the other, shall enjoy whatever privileges, exemptions, and immunities are or shall be granted there to Agents of the same rank belonging to the most favoured nation.

Art. XX. The Republic of Nicaragua hereby grants to Great Britain, and to British subjects and property, the right of transit between the Atlantic and Pacific Oceans, through the territories of that Republic, on any route of communication, natural or artificial, whether by land or water, which may now or hereafter exist or be constructed under the authority of Nicaragua, to be used and enjoyed in the same manner and upon equal terms

by both parties, and their respective subjects and citizens; the Republic of Nicaragua, however, reserving its full and complete right of sovereignty over the same: and, generally, the Republic of Nicaragua engages to grant to Great Britain and to British subjects the same rights and privileges, in all respects, in regard to the transit and the rates of transit, and also as regards all other rights, privileges, or advantages whatsoever, whether relating to the passage and employment of troops, or otherwise, which are now or may hereafter be granted to, or allowed to be enjoyed by, the most favoured nation.

Art. XXI. Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland hereby agrees to extend her protection to all such routes of communication as aforesaid, and to guarantee the neutrality and innocent use of the same. Her Britannic Majesty also agrees to employ her influence with other nations to induce them to guarantee such neutrality and protection.

And the Republic of Nicaragua, on its part, undertakes to establish two free ports, one at each of the extremities of the communication aforesaid, on the Atlantic and Pacific Oceans. At these ports, no tonnage or other duties shall be imposed or levied by the Government of Nicaragua on the vessels of Great Britain, or on any effects or merchandize belonging to subjects of Great Britain, or of any other country, intended *bonâ fide* for transit across the said route of communication, and not for consumption within the Republic of Nicaragua. Her Britannic Majesty shall also be at liberty, on giving notice to the Government or authorities of Nicaragua, to carry troops, provided they are destined for a British Possession, or places beyond sea, and are not intended to be employed against Central American nations friendly to Nicaragua, and munitions of war, and also to convey criminals, prisoners, and convicts, with their escorts, in her own vessels or otherwise, to either of the said free ports, and shall be entitled to their conveyance between them, without obstruction by the authorities of Nicaragua, and without any charges or tolls whatever for their transportation, on any of the said routes of communication. And no higher or other charges or tolls shall be imposed on the conveyance or transit of the persons and property of subjects of Great

Britain, or of the subjects and citizens of any other country, across the said routes of communication, than are or may be imposed on the persons or property of citizens of Nicaragua.

And the Republic of Nicaragua concedes the right of the Postmaster-General of Great Britain to enter into contracts with any individuals or Companies to transport the mails of Great Britain along the said routes of communication, or along any other routes across the Isthmus, in closed bags, the contents of which may not be intended for distribution within the said Republic, free from the imposition of all taxes or duties by the Government of Nicaragua; but this liberty is not to be construed so as to permit such individuals or Companies, by virtue of this right to transport the mails, to carry also passengers or freight, except any messenger deputed by the British Post-office in charge of mails.

Art. XXII. The Republic of Nicaragua agrees that, should it become necessary at any time to employ military forces for the security and protection of persons and property passing over any of the routes aforesaid, it will employ the requisite force for that purpose; but upon failure to do this for any cause whatever, Her Britannic Majesty may, with the consent or at the request of the Government of Nicaragua, or of the Minister thereof at London or Paris, or of the competent legally-appointed local authorities, civil or military, employ such force for this and for no other purpose; and when, in the opinion of the Nicaraguan Government, the necessity ceases, such force shall be immediately withdrawn.

In the exceptional case, however, of unforeseen or imminent danger to the lives or properties of British subjects, Her Majesty's forces are authorized to act for their protection without such previous consent having been obtained.

Art. XXIII. It is understood, however, that Her Britannic Majesty, in according protection to such routes of communication and guaranteeing their neutrality and security, always intends that the protection and guarantee are granted conditionally and may be withdrawn if Her Britannic Majesty should deem that the persons or Company undertaking or managing the same, adopt or establish such regulations concerning the traffic thereupon as are contrary to the spirit and intention of this

Treaty, either by making unfair discriminations in favour of the commerce of any other nation or nations, or by imposing oppressive exactions or unreasonable tolls upon mails, passengers, vessels, goods, wares, merchandise, or other articles. The aforesaid protection and guarantee shall not, however, be withdrawn by Her Britannic Majesty without first giving six months' notice to the Republic of Nicaragua.

Art. XXIV. And it is further understood and agreed that, in any grant or contract which may hereafter be made, or entered into by the Government of Nicaragua, having reference to the interoceanic routes above referred to, or any of them, the rights and privileges granted by this Convention to Her Britannic Majesty and to British subjects shall be fully protected and reserved; and if any such grant or contract now exist of a valid character, it is further understood that the guarantee and protection of Her Britannic Majesty stipulated in Article XXI of this Treaty shall be held inoperative and void, until the holders of such grant or contract shall recognize the concessions made in this Treaty to Her Britannic Majesty and to British subjects with respect to such interoceanic routes, or any of them, and shall agree to observe, and be governed by, those concessions as fully as if they had been embraced in their original grant or contract; after which recognition and agreement, the said guarantee and protection shall be in full force: provided that nothing herein contained shall be construed either to affirm or deny the validity of any of the said contracts.

Art. XXV. After ten years from the completion of a canal, railroad, or any other route of communication, through the territory of Nicaragua, from the Atlantic to the Pacific Ocean, no Company which may have constructed or be in possession of the same shall ever divide, directly or indirectly, by the issue of new stock, the payment of dividends, or otherwise, more than fifteen per cent. per annum, or at that rate, to its stockholders, from tolls collected thereupon; but whenever the tolls shall be found to yield a larger profit than this, they shall be reduced to the standard of fifteen per cent. per annum.

Art. XXVI. It is understood that nothing contained in this Treaty shall be construed to affect the claim of

the Government and citizens of the Republic of Costa Rica to a free passage, by the San Juan river, for their persons and property, to and from the ocean.

Art. XXVII. The present Treaty shall remain in force for the term of twenty years from the day of the exchange of ratifications; and if neither Party shall notify to the other its intention of terminating the same, twelve months before the expiration of the twenty years stipulated above, the said Treaty shall continue binding on both parties beyond the said twenty years, until twelve months from the time that one of the Parties may notify to the other its intention of terminating it.

LXI.

Traité de commerce entre les Pays-Bas et le Japon, signé à Nagasaki, le 30 janvier 1856), suivi des articles additionnels, conclus le 16 octobre 1857, d'un acte complémentaire et de quatre notes adressées, en même date, par les plénipotentiaires japonais au commissaire néerlandais.*

Texte hollandais.

Hunne Majesteiten de Koning der Nederlanden, Prins van Oranje-Nassau, Groot-Hertog van Luxemburg, enz., enz., enz., en de Keizer van Groot-Japan (Dai Nipon), de aloude betrekkingen tusschen de ingezetenen van beide Rijken bestaande wenschende te bevestigen, en het tijdstip dàär achtende waarop de vergunningen, aan de Nederlanders toegestaan, thans meer overeenkomstig den inhoud der passen, aan hen uitgereikt door's Keizers Doorluchtige Voorzaten, in werking kunnen worden gebragt, hebben tot hunne wederzijdsche gevolmagtigden benoemd: Zijne Majesteit de Koning der Nederlanden, den heer meester Jan Hendrik Donker Curtius, Ridder der orde van den Nederlandschen Leeuw, en Zijne Majesteit de Keizer van Japan, Arawo Iwamino Kami, Kawa Moera Tsoesimano Kami, gouverneurs van Naga-

---

*) L'échange des ratifications du traité a eu lieu, à Nagasaki, le 16 octobre 1857. Ce traité n'est qu'une reproduction, peu modifiée de la convention préliminaire conclue à Nagasaki, le 9 novembre

Art. XXVIII. The present Treaty of Friendship, Commerce, and Navigation shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible within six months from this date.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto their respective seals.

Done at Managua, this eleventh day of February, in the year of our Lord one thousand eight hundred and sixty.

(L. S. *Charles Lennox Wyke.*
(L. S. *Pedro Zeledon.*

LXI.

Traité de commerce entre les Pays-Bas et le Japon, signé à Nagasaki, le 30 janvier 1856*), suivi des articles additionnels, conclus le 16 octobre 1857, d'un acte complémentaire et de quatre notes adressées, en même date, par les plénipotentiaires japonais au commissaire néerlandais.

Traduction.

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas, Prince d'Orange-Nassau, Grand-Duc de Luxembourg etc. etc. et l'Empereur du Grand-Japon (Dai Nipon) désirant à consolider les anciens rapports existant entre leurs sujets respectifs et jugeant le moment venu où les concessions accordées aux Néerlandais peuvent être mises en vigueur, en conformité des lettres signées par les prédécesseurs illustres de l'Empereur, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs:

Sa Majesté le Roi des Pays-Bas Jean-Henri Donker Curtius, Chevalier de l'ordre du Lion néerlandais, et

Sa Majesté l'Empereur du Japon, Arawo Iwamino Kami, Kawa Moera Tsoesimano Kami, gouverneurs de Nagasaki, et Negai Iwamodsino et Asano Ikkakf, inspecteurs impériaux,

---

1855. Nous avons indiqué sous le texte les passages qui ont été changés au qui manquent dans la convention préliminaire.

saki, en Negai Iwamodsio en Asano Ikkakf, Keizerlijke opzieners, welke het volgende zijn overeengekomen*).

Art. 1. De Nederlanders hebben**) volkomene persoonlijke vrijheid en mogen mitsdien van Desima uitgaan zonder eenig geleide, even als zulks tot nu toe aan hen op verlof werd toegestaan onder geleide, en dat ten allen tijde.

Art. 2. Wanneer door een Nederlander eenige Japansche wet wordt overtreden, zal daarvan kennis worden gegeven aan den hoogsten Nederlandschen ambtenaar die op Desima geplaatst is, en zal hij door diens tusschenkomst door de Nederlandesche Regering volgens de Nederlandsche wetten worden gestraft.

Art. 3. Indien een Nederlander door een Japanner onbehoorlijk mogt worden behandelt, zal die zaak, op de klagt van den Nederlandschen Commissaris in Japan, door de Japansche overheden worden onderzocht, en zullen zoodanige Japanners volgens de Japansche wet worden gestraft.

Art. 4. Indien eene of meer andere havens van het Japansche Rijk voor eene of meer andere natien mogten zijn of worden opengesteld, zullen volkomen dezelfde voorregten aan Nederland dadelijk worden toegekend.

Art. 5. Wanneer een officier of ander schepeling van een van Zijner Nederlandsche Majesteits schepen van oorlog, of eenig persoon tot de Nederlandsche landmagt behoorende in Japan mogt overlijden, zal zijne begrafenis plaats hebben volgens de militaire plegtigheden bij de Nederlandsche land en zeemagt in gebruik en tot nog toe alhier opgevolgd. Hierbij zullen op de begraafplaats de salvo's kunnen plaats hebben met het handgeweer en aan boord der Nederlandsche oorlogschepen insgelijks, zelfs met geschut.

Art. 6. De naar de haven van Nagasaki komende Nederlandsche koopvaardijschepen zullen bij het naderen van de kust, behalve de nationale, nog eene geheime seinvlag vertoonen, zoo als tot nog toe gebruikelijk is.

De oorlogschepen hebben geene geheime seinvlag.

---

*) Le préambule manque dans la convention préliminaire.

**) La convention préliminaire porte: hebben van den 1sten December 1855 vollkomene (auront à partir du 1. décembre 1855 etc.)

Lesquels sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Les Néerlandais auront à jamais la jouissance d'une liberté personnelle complète. Par conséquent ils auront la faculté de sortir à tout temps de Décima sans être soumis à une surveillance quelconque, ainsi que cela a eu lieu jusqu'à présent par autorisation spéciale sous surveillance.

Art. 2. Lorsqu'un sujet néerlandais se rendra coupable d'une contravention contre une loi japonaise, il en sera donné connaissance au chef de la factorerie néerlandaise à Décima, afin que le délinquant, par son intervention, puisse être puni par le gouvernement néerlandais selon les lois néerlandaises.

Art. 3. Lorsqu'un sujet japonais maltraitera un sujet néerlandais, le commissaire néerlandais au Japon en donnera connaissance aux autorités japonaises, qui instruiront l'affaire, et le coupable sera puni d'après les lois de l'empire.

Art. 4. Lorsque le gouvernement japonais ouvrira un ou plusieurs ports de l'empire à une ou plusieurs nations étrangères, la même faveur sera immédiatement accordée aux Pays-Bas.

Art. 5. Lorsqu'un officier ou autre marin ou personne faisant partie soit de la marine royale néerlandaise, soit de l'armée de terre, viendra à décéder au Japon, l'enterrement se fera avec les solennités militaires en usage dans les Pays-Bas et jusqu' à présent suivies ici. Des salves de mousqueterie pourront être tirées sur la place de l'enterrement, et même des salves d'artillerie à bord des vaisseaux de guerre néerlandais.

Art. 6. Les navires marchands néerlandais se rendant à Nagasaki devront, à l'approche de la côte, hisser, outre le pavillon national, un autre pavillon, comme signe particulier, ainsi que cela a eu lieu jusqu'à présent. Les navires de guerre n'ont pas besoin de ce second pavillon.

Art. 7. Beide vlaggen door de uitkijkers op het eiland Iwo Sima gezien zijnde, zal van den vlaggestok aldaar de Nederlandsche vlag tot verkenningsteeken geheschen worden, even als zulks thans gebruikelijk is, ook voor de oorlogsschepen.

Art. 8. De Nederlandsche oorlogs- en koopvaardijschepen zullen achter den Papenberg ten anker komen, zoo als tot nog toe gebruikelijk is.

Art. 9. Zoodra de Gouverneur van Nagasaki door een tot dat einde dadelijk af te zenden wachtofficier, vergezeld van een der ambtenaren van de Nederlandsche factorij op Desima, zich volkomen zal hebben verzekerd van de nationaliteit der schepen, zullen zij de haven mogen binnenzeilen of stoomen, of zich door Japansche vaartuigen daarbinnen laten boegseren, zoo als tot nog toe gebruikelijk is, doch zonder pandslieden af te geven.

Art. 10. De bemanning der schepen zal van de scheepssloepen gebruik mogen maken, om met de overige Nederlandsche schepen en het eiland Desima gemeenschap te houden of in de baai tot uitspanning *) rond te varen, met dien verstande, dat de matrozen der Nederlandsche koopvaardijschepen alleen dan van deze vergunning mogen gebruik maken, wanneer een kapitein of stuurman zich in de sloepen bevindt. Zij zullen natuurlijk nergens anders mogen landen dan aan de waterpoort van Desima en ook met de bemanning van Japansche vaartuigen in geene aanraking mogen komen. De sloepen zullen als verkenningsteeken de Nederlandsche vlag voeren.

Art. 11. Op geene andere plaats dan aan de waterpoort van Desima zal men met de sloepen mogen landen.

Art. 12 **). De bestaande woningen en pakhuizen

---

*) Dans la convention préliminaire se trouve au lieu de "*tot uitspanning*" (pour leur plaisir) voor de gezondheid (pour leur santé).

**) Au lieu de l'article 12 la convention préliminaire contient deux articles dont suit la teneur:

Art. 12. Behalve den buitenmuur, de wachthuizen en openbare gebourven van Decima, zullen al de woningen en pakhuizen door tusschen komst van de gouverneurs van Nagasaki aan de Nederlandsche Factorij verkocht en de grond van Decima verhuurd worden. Zij zullen onder het bestuur van den hoogsten aldaar verblijf houdenden Nederlandschen ambtenaar staan en op kosten van de Nederlandsche Factorij onderhouden worden.

Art. 7. Lorsque les deux pavillons auront été remarqués par les surveillans à l'île d'Iwo Sima, on y hissera, comme signe de reconnaissance, le pavillon néerlandais, ainsi que cela se fait maintenant, aussi pour les navires de guerre.

Art. 8. Toutefois les navires de guerre et marchands néerlandais devront continuer de jeter l'ancre à l'endroit dit Papenberg, ainsi que cela a eu lieu jusqu'à présent.

Art. 9. Dès que le gouverneur de Nagasaki, qui enverra immédiatement un officier accompagné d'un employé de la factorerie néerlandaise à Décima, se sera convaincu de la nationalité des bâtiments, ces derniers pourront entrer dans les ports, soit à voile, soit à vapeur, soit en se faisant remorquer par des navires japonais, ainsi que cela se fait maintenant, mais sans donner des otages.

Art. 10. L'équipage des navires pourra se servir des chaloupes pour se mettre en communication avec les autres navires néerlandais et l'île de Décima, ou bien se promener dans la baie pour leur plaisir, bien entendu que les matelots des navires néerlandais ne pourront faire usage de cette faculté que lorsqu'un capitaine ou un pilote se trouvera dans les chaloupes. Ils ne pourront naturellement aborder qu'au waterpoort (porte du côté de la mer) de Décima et auront à s'abstenir de toute communication avec les équipages de navires japonais. Ces chaloupes devront avoir, comme signe de reconnaissance, le pavillon néerlandais.

Art. 11. Les chaloupes ne pourront aborder à aucun autre endroit que celui du waterpoort de Décima, mentionné dans l'article précédent.

Art. 12*). Les habitations et dépôts restent sur

---

*) Traduction des articles 12 et 13 de la convention préliminaire:

Art. 12. A l'exception de la muraille extérieure, des maisons de garde et des édifices publics, toutes les habitations et dépôts de Décima seront vendus à la factorerie néerlandaise par l'entremise des gouverneurs de Nagasaki; le terrain de Décima sera loué aux néerlandais. Le tout sera placé sous l'administration du chef néerlandais y résidant et entretenu aux frais de la factorerie neerlandaise.

blijven op den ouden voet. Zij kunnen evenwel door de Nederlandsche factorij worden hersteld of veranderd te haren koste, waarvan vooraf kennis zal worden gegeven aan den Gouverneur van Nagasaki, en deze daartoe toestemming verleend hebbende, zal voor de gekochte materialen en de arbeidsloonen betaald worden met kambanggeld; even zoo voor de nieuw gebouwd wordende woningen en pakhuizen.

Art. 13. De op Desima verblijf houdende Nederlanders hebben vrijheid om in Nederlandsche of Japansche vaartuigen in de baai, rond te varen, zonder ergens te landen. Zij zullen met die vaartuigen in de baai mogen visschen tot uitspanning*). Deze vaartuigen zullen eene Nederlandsche vlag als verkenningsteeken voeren.

Art. 14. De sleutels van de waterpoort zijn onder de uitsluitende bewaring van den hoogsten Nederlandschen ambtenaar op Desima.

**) Van het openen en sluiten van deze poort zal kennis gegeven worden aan een der Japansche ambtenaren op Desima, die zal waken dat zich door de waterpoort geene Japanners op Desima begeven, die daartoe geen verlof hebben.

Art. 15. De sleutels van de landpoort zijn onder bewaring van den Japanschen officier die aldaar de wacht heeft.

Art. 16. Alleen de bemanning der Nederlandsche koopvaardijschepen is, met uitzondering van de gezagvoerders, onderworpen aan lijfsvisitatie, zoo als tot nog toe gebruikelijk is, wanneer zij door de landpoort van Desima Nagasaki binnentreedt en van daar terugkeert. Bij de waterpoort en aan boord der Nederlandsche schepen heeft geene visitatie plaats.

Art. 13. Tot het doen van de noodige herstellingen aan, het bouwen of af breken van pakhuizen of woningen, of het maken van veranderingen of verbeteringen daaraan, zal de Nederlandsche Factorij gebruik kunnen maken van Japansche ambachtslieden en Japansche materialen kunnen hoopen, waarvoor betaald zal worden met kambanggeld. Van het doen dezer werkzaamheden zal vooraf kennis worden gegeven aan den gouverneur van Nagasaki.

*) Dans la convention préliminaire se trouve au lieu de "*tot uitspanning*" (pour leur plaisir): "voor de gezondheid" (pour leur santé).

**) Cette phrase manque dans la convention préliminaire.

l'ancien pied. Cependant ils pourront être réparés ou changés par la factorerie néerlandaise à ses frais. Il en sera donné auparavant connaissance au gouverneur de Nangasaki et s'il consent, on payera pour les matériaux qu'on a achetés et pour les artisans japonais avec l'argent kambang. Il en sera de même des habitations et dépôts qui seront construits à neuf.

Art. 13. Les sujets néerlandais établis d'une manière permanente à Décima ont la faculté de se promener dans la baie, sur des bâtiments néerlandais ou japonais, sans cependant pouvoir aborder quelque part. Ils pourront également pêcher dans la baie pour leur plaisir. Ces bâtiments porteront le pavillon néerlandais comme signe de reconnaissance.

Art. 14. Les clés de la porte dite waterpoort sont confiées exclusivement au chef néerlandais à Décima.

En ouvrant et fermant cette porte on en donnera connaissance à un des employés japonais à Décima, qui veillera sur ce qu'aucun Japonais n'aborde l'île de Décima par cette porte, sans y être autorisé.

Art. 15. Les clés de la porte dite landpoort (porte du côté de la terre) sont confiées à un officier japonais qui y est de garde.

Art. 16. A l'exception du capitaine, tout l'équipage des navires marchands néerlandais devra se soumettre a la visite de corps, en usage aujourd'hui, à leur arrivée à Nagasaki par le landpoort de Décima et à leur retour. Aucune visite ne pourra avoir lieu près du waterpoort ou à bord des bâtiments néerlandais.

Art. 13. La factorerie a la faculté, pour la reparation, la construction ou la démolition de dépôts ou d'habitations, ou bien pour des changements et des améliorations à y apporter, de se servir d'artisans japonais, et elle pourra acquérir des matériaux du pays, payable avec l'argent kambang; chaque fois que de pareils travaux devront être entrepris, il en sera donné auparavant connaissance au gouverneur de Nagasaki.

Art. 17. De visitatie van goederen heeft alleen plaats wanneer die in Japan worden ingevoerd van Desima, of uit Japan naar Desima gebragt worden, zoo als tot nog toe gebruikelijk is, en niet bij aanbreng uit de schepen op Desima, of bij het brengen naar boord van de schepen uit Desima. Tegen sluikhandel zal ten sterkste gewaakt worden.

Art. 18. Gedurende het aanwezen van Nederlandsche handelsschepen in de haven van Nagasaki zal, wanneer er werkzaamheden plaats hebben, een Japansch wachtofficier zich op Desima in dienst bevinden *), zoo als tot nog toe gebruikelijk ist.

Art. 19. De behandeling der handelszaken blijft overigens op den bestaanden voet. De sleutels der pakhuizen zijn steeds onder bewaring van den hoogsten Nederlandschen ambtenaar die op Desima verblijf houdt, wanneer daarin Nederlandsche goederen geborgen zijn. Op de pakhuizen worden geene Japansche zegels geplaatst.

Art. 20. Alle Japanners, die daartoe het verlof hebben overeenkomstig de Japansche wetten, zullen op Desima kunnen komen **).

Art. 21. Bij alle ontmoetingen te Nagasaki geschieden het compliment en de ontvangst door de Japanners op de Japansche en door de Nederlanders op de Nederlandsche wijze.

Art. 22. Wanneer zich daartoe de gelegenheid aanbiedt, zullen de op Desima verblijf houdende Nederlanders brieven kunnen verzenden, zoo wel met de Chinesche jonken, als met de schepen van andere natien.

Art. 23. De Nederlanders zullen vrijelijk briefwisseling kunnen houden met de gezagvoerders van schepen of eskaders van vreemde natien die met Japan in vrede leven en zich in de baai van Nagasaki ophouden.

Art. 24. Monsteringen hebben alleen plaats aan boord der Nederlandsche koopvaardijschepen, bij de aankomst en bij het vertrek, en niet op Desima.

Art. 25. De Nederlandsche koopvaardijschepen zul-

*) La convention préliminaire porte "bevinden om de orden te bewaren onder de Japansche koelis in het algemeen, die zich dan op Decima bevinden, zoo" (pour maintenir l'ordre parmi les koulies et les autres habitants du Japon se trouvant à Décima).

**) Dans la convention préliminaire se trouve au lieu de "kunnen komen": worden toegelaten (seront admis).

Art. 17. La visite des marchandises aura seulement lieu lorsqu'elles seront importées au Japon de Décima, ou bien lorsqu'elles seront importées du Japon à Décima, ainsi que cela s'est pratiqué jusqu'ici; mais la visite n'aura pas lieu pour les marchandises déchargées des navires à Décima même, ni pour celles transportées sur des navires de Décima. Des mesures de précaution seront prises contre la fraude.

Art. 18. Durant le séjour des navires marchands néerlandais dans le port de Nagasaki, un officier japonais devra se trouver à Décima ainsi que cela se pratique en ce moment.

Art. 19. Les affaires de commerce continueront à se traiter sur le pied actuel. Les cléfs des magasins contenant des marchandises seront confiées à l'employé en chef néerlandais demeurant à Décima. On n'apposera pas les scellés impériaux sur ces entrepôts.

Art. 20. Tout Japonais ayant reçu à ce sujet l'autorisation, conformément aux lois de l'empire, pourra se rendre à Décima.

Art. 21. A chaque rencontre à Nagasaki, le compliment et la réception par les Japonais se feront à la manière japonaise, et par les Néerlandais à la manière néerlandaise.

Art. 22. Les sujets néerlandais demeurant à Décima pourront expédier des lettres par les jonques chinoises ou les bâtiments d'autres nations.

Art. 23. Les sujets néerlandais pourront entretenir librement des correspondances avec les capitaines de navire ou commandants d'escadre de nations étrangères, amies du Japon, se trouvant dans la baie de Nagasaki.

Art. 24. Les inspections des équipages n'auront lieu qu'à bord des bâtiments marchands néerlandais, à leur arrivée et à leur appareillage, et non à Décima.

Art. 25. Les navires marchands néerlandais pour-

len het buskruid en de wapens blijven behouden, even als de kanonnen.

Art. 26. De gebruikelijken geschenken voor Zijne Majesteit den Keizer en andere Rijksgrooten en de jaarlijksche Fassak blijven op den bestaanden voet geregeld.

In de wijze waarop de handel met de faktorij gedreven wordt, wordt geene verandering gebragt. Indien later eenige verandering daarin van den Japanschen of van den Nederlandschen kant mogt gewenscht worden, zal die door den Gouverneur van Nagasaki en den Nederlandschen Commissaris *) overwogen en geregeld worden.

Art. 27. Indien het mogt blijken dat eenige zaak eene andere regeling mogt vereischen, zal die door den Gouverneur van Nagasaki met den Nederlandschen Commissaris in Japan in zorgvuldige overweging worden genomen, en zullen alle bepalingen, die door de Nederlanders of wel door de Japanners thans lastig of onnoodig **) gevonden worden, zoo veel mogelijk worden opgeheven.

Art. 28 ***). Dit tractaat zal onderworpen zijn, zoo wel aan de ratificatie van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, als aan die van Zijne Majesteit den Keizer van Japan, en de acten van ratificatie, geteekend door daartoe gemagtigde hooge ambtenaren van beide zijden, zullen worden uitgewisseld te Nagasaki binnen den tijd van twee jaren na dagteekening dezer.

Al de bepalingen dezer overeenkomst treden inmiddels dadelijk in werking.

---

*) La convention préliminaire ajoute "in Japan".

**) Dans la convention préliminaire manque "of onnoodig" (ou superflues).

***) Dans la convention préliminaire cet article porte ce qui suit: Zoodra een tractaat tusschen Nederland en Japan zal zijn tot stand gekomen, zal deze overeenkomst zijn vervallen. Indien zoodanig tractaat niet spoedig tot stand komt, zal zig desniettemin van kracht blijven, maar onderworpen zijn zoowel aan de ratificatie van Z. M. den Koning der Nederlanden als aan die van Z. M. den Keizer van Japan, en zullen de acten van ratificatie, geteekend door daartoe gemagtigde hooge ambtenaren van beide zijden, worden uitgewisseld te Nagasaki, binnen den tijd van twee jaren na dagteekening dezer.

Al de bepalingen dezer overeenkomst worden dadelijk in werking gebragt, met uitzondering van de volgende artikelen:

Art. I. De daarbij voorkomende vrijheid treedt in werking op 1 December 1855, en Artt. 9, 12, 13, 14, 18, 20 en 26 treden in werking op den 1sten Januarij 1856. Ter oirkonde waarvan etc.

ront garder à bord de la poudre, des armes, ainsi que des canons.

Art. 26. Les présents d'usage pour sa majesté l'Empereur et les grands dignitaires de l'Empire, ainsi que les fassaks annuels, continueront de rester en usage sur le pied actuel. Aucun changement ne sera apporté dans la manière dont le commerce se fait en ce moment avec la factorerie. Lorsque plus tard des modifications seront jugées nécessaires, soit de la part des Japonais, soit de la part des Néerlandais, elles seront prises en considération et reglées de commun accord entre le gouverneur de Nagasaki et le commissaire néerlandais.

Art. 27. Chaque fois qu'une chose ou l'autre exigera une régularisation quelconque, elle sera prise en sérieuse considération par le gouverneur de Nagasaki, de commun accord avec le commissaire néerlandais. Toutes les dispositions gênantes pour les Néerlandais ou les Japonais ou superflues devront autant que possible être supprimées.

Art. 28. Ce traité sera soumis à la ratification de Sa Majesté le roi des Pays-Bas et à celle de Sa Majesté l'Empereur du Japon. Les actes de ratification, signés par des hauts fonctionnaires dûment autorisés des deux hautes parties, seront échangés à Nagasaki, dans les deux ans à dater du jour de la signature du présent traité.

Toutes les dispositions de la présente convention entrent immédiatement en vigueur.

---

*) Traduction de l'article 26 de la convention préliminaire:

Dès qu'un traité définitif sera conclu entre les Pays-Bas et le Japon, la présente convention cessera d'être en vigueur.

Cependant si un tel traité ne se concluait pas bientôt, la présente convention continuera d'être en vigueur, mais sera soumise à la ratification de Sa Majesté le Roi des Pays-Bas et à celle de Sa Majesté l'Empereur du Japon. Les actes de ratification signés par des hauts fonctionnaires dûment autorisés des deux hautes parties, seront échangés à Nagasaki, dans les deux ans à dater du jour de la signature de la présente convention.

Toutes les dispositions de la présente convention entrent immédiatement en vigueur, à l'exception de la faculté mentionnée à l'article 1er qui entrera en vigueur au 1er décembre 1855; les articles 9, 12, 13, 14, 18, 20 et 26 entreront en vigueur au 1er janvier 1856.

En fois de quoi etc.

Ter oirkonde waarvan wij meester Jan Hendrik Donker Curtius, Nederlandsch Commissaris in Japan, ridder van de orde van den Nederlandschen Leeuw en buitengewoon gevolmagtigde van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, en Arawo Iwamino Kami, Kawa Moera Tsoesimano Kami, Gouverneurs van Nagasaki, en Nagai Iwamodsio en Asano Ikkakf, Keizerlijke opzieners te Nagasaki, deze hebben geteekend en onze cachetten daarop gesteld, met uitzondering van den eerstgenoemden der Japansche gevolmagtigden, die daarin verhinderd is geworden door zijn vertrek naar Jedo.

Gedaan in duplicaat in de stad Nagasaki, den 30 Januarij van het jaar van onzen Heer 1856.

J. H. Donker Curtius.

---

2. Additionele artikelen overeengekomen tusschen de Nederlandsche en Japansche gevolmagtigden.

Meester Jan Hendrik Donker Curtius, Nederlandsch Commissaris in Japan; en Midsoeno Tsikoegono Kami, Rekengouverneur en Gouverneur van Nagasaki, Alao Iwamino Kami Gouverneur van Nagasaki, Iwase Igano Kami, Keizerlijk opziener;

om een deel uit te maken van het op den 30. Januarij 1856 de Nagasaki gesloten tractaat tusschen Nederland en Japan.

Art. 1. In de havens van Nagasaki en Hakodate zal van nu af handel worden toegelaten.

Te Hakodate zal de handel begonnen worden tien maanden na dagteekening dezer.

Art. 2. Tonnegelden, berekend à Sp. m. 0.5 (vijf maas) of f. 0.80 (tachtig cents) Nederlandsch courant per ton, zullen betaald worden binnen twee dagen na aankomst.

Voor schepen nimder dan een honderd en vijftig tonnen grootte wordt Sp. m. 0.1 (een maas) of f. 0.16 (zestien cents) Nederlandsch courant per ton betaald.

Oorlogschepen betalen geen tonnegelden, maar wel loodsgelden en loon voor boegseer-vaartuigen.

Indien te Nagasaki eenmaal tonnegelden betaald zijn en de schepen van daar dadelijk naar Hakodate vertrek-

En foi de quoi, nous Jean-Henri Donker Curtius, commissaire néerlandais au Japon, chevalier de l'ordre du Lion-Néerlandais et plénipotentiaire extraordinaire de sa majesté le roi des Pays-Bas, et Arawo Iwamino Kami, Kava Moera Tsoesimano Kami, gouverneurs de Nagasaki, Nagai Iwamodsio et Asano Ikkakf inspecteurs impériaux à Nagasaki, ont signé la présente convention et y ont apposé le sceau de leurs armes, à l'exception du premier des dits plénipotentiaires japonais, qui a été empêché par son voyage à Yédo.

Fait en double, dans la ville de Nagasaki, le 30 janvier de l'an de grâce 1856.

J. H. Donker Curtius.

---

2. *Articles additionnels*

convenus entre les plénipotentiaires Néerlandais et Japonais:

M. M. Jean-Henri Donker Curtius, commissaire néerlandais au Japon,

et Midsoeno Tsikoegono Kami, gouverneur des comptes (Rekengouverneur) et gouverneur de Nagasaki, Alao Iwamino Kami, gouverneur de Nagasaki, et Iwase Igano Kami, inspecteur impérial,

pour faire partie du traité conclu à Nagasaki, le 30 janvier 1856, entre les Pays-Bas et le Japon.

Art. 1. Dorénavant le commerce sera admis dans les ports de Nagasaki et de Hakodade.

En ce qui concerne Hakodade, cette disposition n'entre en vigueur que dix mois après la signature de ces articles.

Art. 2. Le droit de tonnage est fixé à 80 cents néerlandais (5 mas) par tonneau, payable dans les deux jours après l'arrivée du navire.

Pour les vaisseaux au-dessous d'une capacité de 150 tonneaux, le droit de tonnage ne sera que de 16 cents néerlandais (1 mas) par tonneau.

Les vaisseaux de guerre sont exempts du droit de tonnage, mais ils auront à payer les droits de pilotage et ce qui est dû pour loyer des remorqueurs.

Les navires entrant dans le port de Nagasaki, et y ayant payé le droit de tonnage, peuvent se rendre dans

ken, behoeven de tonnegelden niet andermaal betaald te worden. Tot dat einde zal te Nagasaki eene quitantie voor de betaalde tonnegelden worden gesteld op het manifest, en omgekeerd even zoo bij vertrek van Hakodate naar Nagasaki. Eene vreemde haven aangedaan hebbende, moeten op nieuw een manifest ingediend en tonnegelden voldaan worden, wanneer nieuwe artikelen worden aangebragt.

Indien men vaartuigen huurt, om te lossen of te laden of te baegseren, zoo zal men koelies nemen, die als zoodanig geregistreerd zijn. Men zal geene koelies aannemen die niet voorzien zijn van een bewijs van registratie.

Art. 3. Handelsschepen, die geen handel drijven, maar langer dan twee etmalen in eene haven blijven, betalen tonnegeld.

Handelsschepen, die om herstellingen te doen, uit nood enz. binnenloopen zonder handel te drijven en niet overschepen, betalen geen tonnegelden. Indien vóór de herstelling ontscheepte lading mogt verkocht worden, moeten tonnegelden voldaan worden.

Art. 4. Binnen acht en veertig uren na de aankomst van een handelsschip te Nagasaki, zullen door den hoogsten Nederlandschen ambtenaar te Desima, de naam van het schip en van den gezagvoerder worden opgegeven, vergezeld van het manifest en de tonnemaat van het schip, en zulks op straffe voor den gezagvoerder bepaald bij art. 22. Te Hakodate zal zulks geschieden door den gezagvoerder binnen een etmaal. Te Nagasaki kan dadelijk gelost worden gedurende den dag, maar te Hakodate moet gelost worden nadat het manifest is aangeboden en in tegenwoordigheid van daartoe bestemde Japansche ambtenaren. Indien eene plaats voor de visitatie der in of uitgevoerd wordende goederen mogt opgerigt worden, ook te Nagasaki, zal daarover onderhandeld worden, en zullen de te nemen maatregelen even zoo worden bepaald.

Art. 5. Het getal der handelsschepen is onbeperkt. Geene beperking van den handel tot eene zekere geldsom heeft plaats. Indien aangevoerde goederen door de Japanners niet gekocht worden of er gebrek bestaat aan

le port de Hakodade sans être tenus d'y payer de nouveau. A cet effet, il leur sera délivré à Nagasaki une quittance sur le manifeste. Il en est de même des bâtiments qui arrivent à Hakodade et qui se rendent ensuite à Nagasaki. Lorsque les navires auront visité un port étranger et importent d'autres articles de commerce, ils sont tenus à un second paiement du droit de tonnage.

Lorsqu'on loue des bâtiments pour décharger, ou pour charger ou des remorqueurs, on se servira de coolies enregistrés. On n'emploiera aucun coolie qui ne soit muni d'un certificat d'enregistrement.

Art. 3. Les navires marchands ne faisant aucun commerce sont cependant tenus à payer le droit de tonnage, s'ils séjournent plus de deux fois 24 heures dans le port.

Les navires entrés en relâche forcée ou ayant besoin de réparations, sans faire du commerce, et ne procédant point au transbordement des cargaisons, sont exempts du droit de tonnage. Toutefois, si la cargaison a été vendue, même avant la réparation des avaries, le droit de tonnage devra être payé.

Art. 4. Dans les 48 heures après l'arrivée d'un navire marchand dans le port de Nagasaki, le chef de la factorerie néerlandaise à Décima fera parvenir aux autorités japonaises les noms du bâtiment et du capitaine, accompagnés du manifeste et de la capacité du navire. Toute contravention commise à cet égard par le capitaine sera punie de l'amende mentionnée dans l'article 22.

Dans le port de Hakodade, cette formalité devra s'accomplir par le capitaine dans les 24 heures. A Nagasaki, le déchargement peut s'opérer immédiatement pendant le jour; mais à Hakodade le déchargement ne saurait avoir lieu qu'après que le manifeste aura été présenté, et seulement en présence des employés japonais commis à cet effet. Si on allait établir aussi à Nagasaki un endroit pour la visite des marchandises à importer ou à exporter, on ouvrirait des négociations pour déterminer les mesures à prendre à cet effet.

Art. 5. Le nombre des bâtiments à admettre dans ces ports est illimité, de même que la valeur du commerce n'est pas limitée. Les marchandises qu'on n'aura pu échanger au Japon, soit contre de l'argent, soit contre

retouren, zoo blijven die onverkocht. Indien de aangevoerde goederen gekocht worden, maar er gebrek aan retouren bestaat, zoo zal betaald worden met vreemde, gouden en zilveren munten, wanneer die bij de geldkamer in meerdere of mindere hoeveelheid voorhanden zijn.

Art. 6. Van de opbrengst van alle bij openbare veiling of ook onder de hand verkochte handelswaren zal een regt van 35 per cent geheven worden; maar deze heffing is niet van toepassing ten aanzien van de goederen, die aan de geldkamer worden afgestaan. Regten op de in-, uit-en doorvoer zullen van tijd tot tijd bij de onderhandeling worden vastgesteld. Tot zoo lang geldt de tegenwoordige heffing.

Art. 7. Na bezigtiging der koopwaren worden de veilingen bij de geldkamer gehouden, die de koopsommen ontvangt en bewaart, ten ware in betaling goederen van de koopers ontvangen zijn. Indien de koopers, die bij de openbare veilingen gekocht hebben, in gebreke blijven om de koopsom te betalen, zoo zal die door de geldkamer vergoed worden. Alhoewel de koopsom van onder de hand verkochte goederen niet betaald wordt, wordt die door de geldkamer niet vergoed. De Nederlandsche kooplieden zullen zoodanige openbare veilingen, zoo dikwijls zij zulks goedvinden, kunnen doen houden, zonder beperking tot een zeker getal kooplieden, die daarbij worden toegelaten.

Art. 8. Wanneer eenige goederen in veiling gebragt maar onverkocht zijn en deze te Desima bewaard worden, om nader te worden geveild, zoo zal telkens gehandeld worden volgens het voorgaande artikel. Ook kunnen zij onder de hand verkocht worden.

Maar alle door de Japanners onder de hand gekochte artikelen moeten bij de geldkamer met klinkende munt betaald worden. Daarvoor mogen door de Japansche koopers niet regtstreeksche retouren gegeven worden. Indien door tusschenkomst van den hoogsten Nederlandschen ambtenaar te Desima aan de geldkamer eene lijst wordt ingediend van onder de hand aan de Japanners verkochte goederen, met opgaaf der koopsommen, zoo zullen die goederen aan de koopers worden afgeleverd op vertoon van een bewijs van betaling bij de geldkamer.

Art. 9. Niet enkel de bepaalde leveranciers, maar

des articles de retour, resteront déposées. S'il n'y a pas suffisamment d'articles de retour pour compenser la valeur des marchandises vendues, cette valeur sera bonifiée en monnaies d'or et d'argent, suivant que la chambre des comptes en sera pourvue.

Art. 6. Un droit de 35 p. 100 sera perçu sur toutes les marchandises réalisées, soit en vente publique, soit en vente privée, mais ce droit n'est pas perçu sur les articles vendus à la chambre des comptes. On fixera graduellement des droits d'entrée, de sortie et de transit. D'ici là on continuera la perception de ces 35 p. 100.

Art. 7. Après l'examen des marchandises, les ventes se feront par la chambre des comptes, qui touche le produit de ces ventes et le conserve pour le remettre aux ayants-droit, à moins que ces derniers aient reçu des articles de retour. La chambre des comptes est responsable des sommes réalisées, qu'elle les ait touchées ou non. Cette chambre ne paiera pas la valeur des marchandises vendues de grè à gré. Les Néerlandais ont la faculté de faire tenir des ventes aussi souvent qu'ils le désirent, sans limiter le nombre des négociants qu'il s'agit d'y admettre.

Art. 8. On agira de même lorsqu'on n'a pu réaliser certains articles de commerce, et qu'on les aura déposés à Décima, pour être de nouveau exposés en vente. Ces articles peuvent également être vendus de gré à gré.

Mais le prix de tous les articles de commerce achetés par des Japonais en vente privée devra être déposé en espèces à la chambre des comptes. Pour ce même motif, il est défendu aux acheteurs japonais de fournir directement des articles de retour. Les marchandises vendues par des Néerlandais de gré à gré à des Japonais devront être délivrées contre un certificat attestant que les prix en auront été déposés à la chambre des comptes. A cet effet, le chef de Décima fera parvenir à cette dernière une liste mentionnant les objets vendus et les prix réalisés.

Art. 9. Non-seulement les fournisseurs déterminés,

alle kooplieden mogen te Desima komen om te onderhandelen over koop en verkoop van goederen. Te Hakodate zal daarvoor eene plaats (handelshuis of bazaar) bestemd worden.

Art. 10. Indien de Japansche kooplieden goederen onder de hand gekocht hebben en deze door den Nederlandschen koopman zijn afgeleverd vóór dat de koopsom bij de geldkamer betaald is, en daarover moeijelijkheden ontstaan, wanneer de goederen verduisterd of de kooper gevlugt mogt zijn, of ook indien de aanbesteding van leverancien moeijelijkheden te weeg brengt, zoo zal die zaak zoo veel mogelijk onderzocht worden; maar de geldkamer zal voor de schade niet aansprakelijk zijn. Na de aflevering en ontvangst van goederen kan niet meer geklaagd worden over de qualiteit, het gewigt en de maat der gekochte of verkochte goederen.

Art. 11. Indien een Nederlander van de Japanners goederen koopt, zal door hem betaald worden met papieren geld, door de geldkamer uit te geven. Dit papieren geld zal door de geldkamer aan de Japansche houders dadelijk voldaan worden met Japansche munt. Alle onkosten van Desima, het loon van boegseervaartuigen enz. zullen met gelden, bij de geldkamer in bewaring, voldaan worden.

Art. 12. De Nederlanders kunnen ook met vreemde gouden en zilveren munten betalen. Indien van de Japansche zijde verlangd wordt om vreemde gouden en zilveren munten te ontvangen, zal daarover onderhandeld worden met de Nederlanders. Alle vreemde gouden en zilveren munten moeten evenwel alleen aan de geldkamer worden afgedragen.

De zilveren Spaansche mat of pilaarmat wordt gerekend tegen de waarde van f. 2.50 (twee gulden vijftig cents). De zilveren Mexicaansche dollar tegen de waarde van f. 2.55 (twee gulden vijf en vijftig cents).

Art. 13. Oorlogsbehoeften in het algemeen zullen aan het Japansche gouvernement, maar niet aan de kooplieden mogen worden geleverd.

Indien onder voor de eerste maal in Japan aangebragte goederen zich artikelen bevinden mogten, die men in Japan wil verbieden aan de kooplieden te leveren, zoo zal daarover officieel onderhandeld worden.

mais tous les marchands sans distinction ont la faculté de se rendre à Décima soit pour acheter, soit pour vendre des marchandises. On aura soin d'établir dans cette intention un bazar à Hakodade.

Art. 10. Lorsque des difficultés surviennent au sujet d'adjudications ou au sujet du paiement de marchandises vendues et délivrées de gré à gré par des Néerlandais à des Japonais, sans que ceux-ci en aient déposé le prix à la chambre des comptes, soit que l'acheteur ait fait disparaître les marchandises, soit qu'il ait pris la fuite, la chambre prêtera bien son concours pour instruire l'affaire, mais la chambre des comptes n'est nullement responsable du dommage qui pourrait en résulter pour le négociant néerlandais.

Une fois les marchandises livrées, aucune réclamation ne sera admise par rapport à la qualité, le poids ou la mesure des articles achetés ou vendus.

Art. 11. Le prix des marchandises vendues par des Japonais à des Néerlandais se soldera en papier-monnaie à émettre par la chambre des comptes. Ce papier-monnaie sera échangé contre de l'argent japonais. Tous les frais résultant à Décima, le loyer des remorqueurs etc. seront payés des fonds déposés à cet effet à la chambre des comptes.

Art. 12. Les Néerlandais auront aussi la faculté de payer avec des monnaies étrangères en or et en argent. Si le gouvernement japonais voulait demander des monnaies d'or ou d'argent étrangères, il négocierait à cet effet avec les Néerlandais. Toutes les monnaies d'or et d'argent étrangères ne sauraient avoir d'autre destination que pour la chambre des comptes.

Le pilaarmat espagnol en argent est évalué à une valeur de fl. 2. 50 des P. B., et le dollar mexicain en argent à fl. 2. 55 des P. B.

Art. 13. Les munitions de guerre ne pourront être vendues qu'au gouvernement japonais. Il est défendu de les vendre aux négocians.

Si parmi les marchandises importées pour la première fois au Japon, il se trouve des articles dont le gouvernement désirerait prohiber l'importation, il sera négocié à cet effet par voie officielle.

Art. 14. De invoer van opium in Japan is verboden.

Art. 15. Goud en zilver mogen niet door de Nederlanders gekocht worden. Maar zulks is niet toepasselijk op vergulde zaken, noch op bewerkt goud en zilver. Japansche munten mogen niet uitgevoerd worden. Indien er nog andere artikelen mogten zijn, waarvan de uitvoer niet kan worden toegestaan, zoo zal daarover telkens officieel onderhandeld en beslist worden.

Art. 16. Rijst, gerst, tarwe, daitz, schoods, steenkolen, papier-mino en papier-hansi, boekwerken, kaarten, koperwerk, zullen alleen door de geldkamer geleverd worden. Maar op voor eigen gebruik van leveranciers of in de stad gekochte artikelen is deze beperking van geene toepassing. Boeken en kaarten, die zonder verlof van de Japansche regering gedrukt of geschreven zijn of verkocht worden, mogen niet worden uitgevoerd.

Art. 17. Koper, sabels en toebehooren, jamato nisiki (zekere zijden stof), wapenrustingen, vuurwapenen, bogen met toebehooren, paardentuigen en verdere wapentuigen, mogen door de Japansche kooplieden niet geleverd worden. Maar bij de aanbesteding van aan de Japansche regering te leveren goederen zal kunnen worden overeengekomen, om die tot gedeeltelijke betaling te doen strekken. Indien er meerdere verboden artikelen mogten zijn, zal na officiele onderhandeling daarmede even zoo gehandeld worden.

Art. 18. Alle de door de Japanners verkocht wordende goederen worden geleverd tegen telkens overeen te komen prijzen, en niet tegen vastgestelde prijzen.

Bij mislukking van den oogst zal de Japansche regering tijdelijk den uitvoer van eenig voedingsmiddel kunnen verbieden. Ook zal de uitvoer van was en papier tijdelijk kunnen verboden worden, na eene ondervonden ramp.

Art. 19. Gedurende het verblijf der handelsschepen te Hakodate zullen alle scheepspapieren aan het gouvernement aldaar in bewaring worden gegeven. Te Nagasaki worden ze in bewaring gegeven aan den hoogsten Nederlandschen ambtenaar te Desima. In beide havens zullen Japansche wachtvaartuigen nabij de koopvaardij-

Art. 14. L'importation de l'opium est défendue au Japon.

Art. 15. Il est défendu aux Néerlandais d'acheter de l'or ou de l'argent; mais cette défense n'est pas applicable aux objets dorés ni à l'or ou à l'argent ouvré. Les monnaies japonaises ne sauraient être exportées. S'il y a encore d'autres articles dont le gouvernement jugerait nécessaire la prohibition à la sortie, on négociera à cet effet par voie officielle chaque fois qu'un tel cas se présentera.

Art. 16. A la chambre des comptes est réservé le privilége de fournir le riz, l'orge, le froment, le daitz, le schoods, le charbon de terre, le papier-mino et le papier-hansi, les livres, les cartes géographiques et les ouvrages de cuivre, mais cette restriction n'est pas applicable à ces articles lorsqu'ils sont destinés à servir pour le propre usage des fournisseurs ou qu'ils ont été achetés en ville. Les livres et cartes géographiques imprimés, écrits ou vendus sans l'autorisation du gouvernement japonais, sont prohibés à la sortie.

Art. 17. Il est interdit aux négociants japonais de livrer aux étrangers les articles ci-après désignés: cuivre, sabres et leurs accessoires, jamato nisiki (certaine étoffe de soie), cuirasses, armes à feu, arbalètes et leurs accessoires, harnachements de tous genres; mais dans des adjudications d'articles à fournir au gouvernement japonais, il pourrait être convenu de les faire servir comme paiement partiel. On négociera officiellement et procédera de la même manière à l'égard des autres articles dont il s'agit éventuellement d'interdire la vente.

Art. 18. Les articles de l'industrie japonaise se vendront à des prix à convenir lors de chaque marché à conclure, et non à des prix déterminés.

Le gouvernement japonais se réserve la faculté de défendre la sortie de telles ou telles substances alimentaires, lorsque la récolte viendrait à faire défaut. Dans une circonstance analogue, il pourrait de même défendre temporairement l'exportation de la cire et du papier.

Art. 19. Durant le séjour des navires de commerce dans le port de Hakodade, tous les papiers du bord devront être déposés dans les bureaux du gouvernement. Dans le port de Nagasaki, ils devront être déposés chez le chef de la factorerie à Décima. Dans les deux ports seront placés, près des navires marchands, des bâtiments

schepen geplaatst worden, om tegen sluikhandel te waken. Het getal dezer vaartuigen kan naar omstandigheden vermeerderd of verminderd worden. Door de Nederlanders wordt daarvoor niets betaald.

Art. 20. Omdat men voor het lossen en laden vaartuigen onder's hands huurt, zoo zullen de goederen, die daarbij verloren mogten geraken niet door de geldkamer vergoed worden. Maar van de Japansche zijde zal die zaak zoo veel mogelijk onderzocht worden.

Art. 21. Indien bij de aankomst van eenig handelsschip een valsch manifest mogt worden ingediend, zoo zal de hoogste Nederlandsche ambtenaar die zaak onderzoeken, en aan den gezagvoerder opleggen de betaling eener boete ter waarde van 500 (vijf honderd) zilveren dollars aan de geldkamer.

Art. 22. Indien bij aankomst te Hakodate binnen een etmaal geen manifest is ingediend, zoo zal de gezagvoerder aan de geldkamer eene boete betalen van 50 (vijftig) zilveren dollars voor iederen dag verzuim, doch zal deze boete in geen geval meer dan twee honderd zilveren dollars beloopen. Indien te Hakodate gelost wordt vóór dat het manifest is ingediend, zullen de geloste goederen verbeurd verklaard worden en de gezagvoerder zal eene boete van 500 (vijf honderd) zilveren dollars moeten betalen.

Art. 23. Zoowel tusschen eigene lands-als met vreemde handelsschepen, die in de haven gelegen zijn, zal geene overscheping van iets dat tot de lading behoort mogen plaats hebben, dan na verkregen toestemming van het gouvernement, en in tegenwoordigheid van daartoe gestelde Japansche ambtenaren. Zonder die toestemming overgescheepte lading zal verbeurd verklaard worden aan de geldkamer.

Art. 24. Indien sluikhandel mogt gedreven worden in de opengestelde havens, zullen de Japansche sluikhandelaars volgens de Japansche wet gestraft worden. De Nederlandsche sluikhandelaars zullen onderworpen zijn aan de verbeurdverklaring van de ter sluik in- of uitgevoerde en wettig achterhaalde goederen. Wanneer langs de Japansche kusten in de niet voor handel opengestelde plaatsen sluikhandel gedreven wordt, zal het vaartuig en de lading verbeurd verklaard worden. Hierover zal de hoogste Nederlandsche ambtenaar, die in

de surveillance pour prévenir la fraude. Le nombre de ces bâtiments de surveillance pourra être augmenté ou réduit suivant les circonstances. Les Néerlandais n'auront à contribuer pour rien à cet égard.

Art. 20. La chambre des comptes n'est pas responsable des marchandises qui se perdent lors du chargement ou du déchargement. Cependant le gouvernement japonais fera faire les recherches nécessaires à cet égard.

Art. 21. Lorsqu'un capitaine de navire marchand se servira d'un faux manifeste, le chef de la factorerie néerlandaise examinera l'affaire, et, en cas de fraude prouvée, il imposera au capitaine une amende de 500 dollars en argent, à verser à la chambre des comptes.

Art. 22. Lorsqu'à l'arrivée d'un navire marchand dans le port de Hakodade, le capitaine manque de présenter le manifeste dans les 24 heures, il encourt une amende de 50 dollars en argent pour chaque jour de retard. Dans tous les cas, cette amende ne saurait dépasser 200 dollars. Si à Hakodade on procède au déchargement d'un navire avant la déposition du manifeste, les marchandises déchargées seront confisquées et le capitaine sera puni d'une amende de 500 dollars.

Art. 23. Aucun transbordement d'une partie de la cargaison sur les navires indigènes ou étrangers se trouvant dans le port, n'est permis qu'avec l'autorisation du gouvernement et en présence des préposés commis à cet effet. En cas de contravention, les articles transbordés seront confisqués au profit de la chambre des comptes.

Art. 24. En cas de fraude dans un des ports ouverts au commerce, si les fraudeurs sont des sujets japonais, ils seront punis suivant les lois du pays; si ce sont des sujets néerlandais, les objets fraudés qui ont été saisis légalement seront confisqués. La fraude le long des côtes et des ports qui ne sont pas ouverts au commerce sera punie de la confiscation du bâtiment et de la cargaison. Le chef néerlandais résidant au Japon n'y fera aucune difficulté après avoir examiné l'affaire.

Japan verblijf houdt, na onderzoek, geene zwarigheid maken.

Art. 25. Geen Japanner mag aan boord van een Nederlandsch schip verblijven, zonder waarschuwing van het gouvernement. Indien een Japanner zich uit eigen beweging of zonder toestemming aan boord van een Nederlandsch schip begeeft, zal hij opgevat en aan de Japansche ambtenaren worden overgeleverd.

Art. 26. De hoogste Nederlandsche ambtenaar te Desima zal geen Nederlandsch handelsschip laten vertrekken vóór dat de afrekening is afgeloopen. Te Hakodate mogen de door de Nederlanders ingekochte goederen niet alle ingeladen worden vóór dat zij geheel betaald dan wel goederen daarvoor afgeleverd zijn.

Art. 27. De goederen, die door de landpoort van Desima ter sluik (in verschil met den pasbrief) in- of uitgevoerd worden en wettiglijk achterhaald zijn, zullen verbeurd verklaard worden.

Art. 28. Goederen voor eigen gebruik, door een Nederlander aan een Japanner geschonken, zullen alleen op een pasbrief, door den hoogsten Nederlandschen ambtenaar te Desima te verleenen, uit de poort mogen gebragt worden.

Art. 29. Bij aankomst van schepen van eenige natie, welke reeds een tractaat met Japan gesloten heeft, zal een vrij persoonlijk verkeer tusschen de Nederlanders en de opvarenden van zoodanige schepen plaats hebben, zoowel aan boord der schepen als te Desima. Hiermede zal gewacht worden tot dat het door een onderzoek van den wachtofficier zal gebleken zijn, tot welke natie de schepen behooren.

Art. 30. De Nederlanders zullen zich, zonder daartoe te zijn uitgenoodigt, niet begeven binnen batterijen, gouvernementsgebouwen en verdere van eene poort voorziene plaatsen of huizen. Tempels, thee- of rusthuizen enz. zijn hiervan uitgezonderd. Het verbod van dit artikel is niet van toepassing, wanneer de hoogste Nederlandsche ambtenaar, in Japan verblijf houdende, zich naar het gouvernement wenscht te begeven, ter behandeling van dienstzaken.

Art. 31. Voor verteringen in rust- of theehuizen en in tempels, en voor hetgeen men in de winkels voor eigen gebruik koopt, en voor het vaarloon, zal betaald

Art. 25. Il est interdit à tout Japonais de rester à bord d'un bâtiment néerlandais sans l'autorisation de son gouvernement. Le Japonais qui se rend volontairement à bord d'un bâtiment néerlandais sans autorisation, sera saisi et livré aux autorités japonaises.

Art. 26. Le chef de la factorerie à Décima ne laissera appareiller aucun navire marchand néerlandais avant que celui-ci ait terminé ses comptes. Dans le port de Hakodade, le chargement complet du bâtiment ne saurait avoir lieu que lorsque toutes les marchandises auront été soldées, soit en espèces, soit au moyen d'un échange d'articles.

Art. 27. Les objets fraudés, c'est à dire importés ou exportés sans passavant, par le landpoort à Décima, et qui ont été saisis légalement, seront confisqués.

Art. 28. Les objets donnés en présent par un Néerlandais à un Japonais pour son propre usage devront être accompagnés d'un passavant à délivrer par le chef néerlandais à Décima.

Art. 29. Lors de l'arrivée de navires appartenant à des nations étrangères qui auront également conclu des traités avec le Japon, il sera permis à leurs équipages d'avoir des communications et des rapports avec les Néerlandais, soit à bord des navires, soit à Décima, après que l'officier de garde aura pris connaissance de la nationalité du bâtiment.

Art. 30. Sans une invitation spéciale, aucun Néerlandais ne saurait se rendre dans les batteries, les édifices du gouvernement ou autres endroits et maisons fermés. Les temples, les maisons à thé et de repos etc., font une exception. Cette défense n'est pas applicable au chef néerlandais, résidant au Japon, qui se rend au gouvernement pour traiter d'affaires de service.

Art. 31. Les dépenses effectuées dans les temples et les maisons à thé et de repos pour des rafraîchissements et les dépenses effectuées pour ce qu'on achète

worden met papieren geld, door de geldkamer uit te geven.

Art. 32. De grenzen der wandelingen voor de Nederlanders te Nagasaki worden op bijgevoegde kaart aangewezen. Te Hakodate is die grens bepaald op vijf Japansche mijlen. Indien een Nederlander zonder toestemming van het gouvernement deze grenzen overschreden heeft, zal hij op de waarschuwing van daar aanwezigen terugkeeren. Indien hij zoodanige waarschuwing niet mogt aannemen, zal hij, zonder aanzien van persoon, opgevat en aan den hoogsten Nederlandschen ambtenaar overgeleverd worden.

Art. 33. De Nederlanders hebben vrijheid tot uitoefening van hunne eigene of de Christelijke godsdienst, binnen hunne gebouwen en binnen de voor hen bestemde begraafplaatsen.

Art. 34. Brieven van de Nederlandsche Regering aan die van Japan gezonden zullen door den hoogsten Nederlandschen ambtenaar te Desima aan den gouverneur van Nagasaki of, bij ontstentenis van dezen, aan den hoogsten aldaar aanwezigen Japanschen ambtenaar worden overgegeven, om door dezen te worden doorgezonden.

Omgekeerd zullen brieven van de Japansche regering aan die van Nederland door den gouverneur van Nagasaki aan den hoogsten Nederlandschen ambtenaar te Desima worden overgegeven, om door dezen te worden doorgezonden. Eigenhandige brieven van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden aan Zijne Majesteit den Keizer van Japan, of van Zijne Majesteit den Keizer van Japan aan Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden, zullen op gelijke wijze overhandigd worden.

Art. 35. Indien Nederlanders de Japansche taal of andere Japansche wetenschappen en kunsten verlangen te leeren, zoo zullen, op aanzoek van den hoogsten Nederlandschen ambtenaar te Desima, door het Japansche gouvernement onderwijzers daarvoor uitgekozen en gezonden worden, om des daags te Desima onderrigt te geven.

Art. 36. Indien er tusschen de aangekomen vreemdelingen geschillen of oneenigheden mogten ontstaan, zullen die worden beslecht buiten bemoeijenis van het Japansche gouvernement.

Art. 37. Indien zulks het geval mogt zijn tusschen Nederlanders en Japanners, of tusschen hen vechtpartijen,

pour son propre usage, se paient moyennant le papier-monnaie à émettre par la chambre des comptes.

Art. 32. Les limites fixées pour la promenade des Néerlandais à Nagasaki sont désignées sur la carte ci-jointe. A Hakodade, ces limites sont de 5 milles japonais. Si un Néerlandais dépasse ces limites sans l'autorisation du gouvernement, il devra retourner sur ses pas sur un simple avertissement. En cas de désobéissance; il sera saisi et livré au chef néerlandais de Décima.

Art. 33. Les Néerlandais ont la faculté d'exercer leur culte ou le culte chrétien, dans l'intérieur de leurs maisons et les cimetières qui leur seront désignés.

Art. 34. Les lettres adressées par le gouvernement néerlandais au gouvernement japonais seront remises par le chef néerlandais à Décima au gouverneur de Nagasaki, ou en son absence au plus haut fonctionnaire japonais y résidant, qui les fera parvenir au gouvernement.

Les lettres adressées par le gouvernement japonais au gouvernement néerlandais seront remises par le gouverneur de Nagasaki au chef néerlandais à Décima, qui les fera parvenir à leur destination. Des lettres autographes de S. M. le roi des Pays-Bas, adressées à S. M. l'empereur du Japon, ou celles de l'empereur adressées au roi, seront remises de la même manière.

Art. 35. Lorsque des sujets néerlandais désirent apprendre la langue ou les sciences du Japon, le gouvernement japonais, sur la demande que lui en fera le chef néerlandais à Décima, désignera à cet effet les personnes qui pourront les enseigner, pendant le jour, à Décima.

Art. 36. Les difficultés qui pourraient survenir entre les étrangers seront aplanies sans l'intervention du gouvernement japonais.

Art. 37. Des difficultés survenues entre des Néerlandais et des Japonais ainsi que des voies de fait, bles-

verwonding, diefstal of brandstichting mogten plaats hebben, zoo zal die zaak door wederzijdsche ambtenaren behandeld en zoo mogelijk geschikt worden. En dergelijke voorvallen op zich zelve zullen de onderlinge vriendschap tusschen de beide staten niet kunnen verbreken.

Art. 38. Alle zaken zullen van den Nederlandschen kant, bij ontstentenis van den hoogsten Nederlandschen ambtenaar te Desima, worden behandeld door den onmiddellijk in rang op hem volgenden Nederlandschen ambtenaar.

Art. 39. Alle regten welke aan andere vreemde natien mogten zijn of worden verleend, zullen almede dadelijk ook tot Nederland worden uitgestrekt. De plaatselijke reglementen zullen overigens gevolgd worden.

Art. 40. De bepalingen van het tractaat, welke bij deze niet veranderd zijn, en alle overige in deze niet opgenoemde bepalingen blijven op den bestaanden voet. Te Hakodate zullen de zaken nagenoeg op dezelfde wijze behandeld worden als bij deze artikelen is voorzien.

Indien voor eenige bepalingen of onderwerpen eene verandering of wijziging noodzakelijk mogt blijken te zijn, zoo zal die na onderhandeling vastgesteld worden.

De bovenstaande artikelen zullen beschouwd worden een deel uit te maken van het bovengenoemd tractaat tusschen Nederland en Japan, van den 30. Januarij 1856, en daaraan zal dezelfde kracht worden toegekend als of zij van woord tot woord daarin waren opgenomen.

Deze additionele artikelen zullen onderworpen zijn aan de ratificatie van Zijne Majesteit den Koning der Nederlanden en van Zijne Majesteit den Keizer van Japan, en de acten van ratificatie, ingerigt volgens het bepaalde bij art. 28 van het tractaat, zullen worden uitgewisseld te Nagasaki binnen een jaar na dagteekening dezer.

Ter oorkonde waarvan wij wederzijdsche gevolmagtigden,

Meester Jan Hendrik Donker Curtius, Nederlandsche Commissaris in Japan, ridder enz.; en

Midsoeno Tsikoegono Kami, Rekengouverneur en Gouverneur van Nagasaki; Alao Iwamino Kami, Gouverneur van Nagasaki; Iwase Igano Kami, Keizerlijk opziener;

sures, vols ou incendies, seront examinés par des fonctionnaires néerlandais et japonais, qui tâcheront d'arranger l'affaire autant que possible. Dans tous les cas, de pareilles difficultés ne sauraient nullemeut troubler les rapports d'amitié entre les deux états.

Art. 38. En l'absence du chef néerlandais à Décima, les affaires qui le concernent seront traitées par le premier fonctionnaire qui le suit en rang.

Art. 39. Tous les droits et priviléges qui sont ou seront accordés à d'autres nations sont immédiatement dévolus aux Néerlandais. Les ordonnances locales devront être suivies et respectées.

Art. 40. Les dispositions du traité qui n'ont pas été modifiées par les présents articles et toutes les autres dispositions dudit traité qui ne sont pas reproduites ici sont maintenues. Les mêmes dispositions seront en vigueur en ce qui concerne Hakodade.

Des négociations seront ouvertes chaque fois qu'il s'agira de changer ou de modifier l'une ou l'autre des dispositions dont la nécessité est reconnue.

Les articles qui précèdent seront considérés comme faisant partie intégrante du traité conclu entre les Pays-Bas et le Japon le 30 janvier 1856, et ils auront la même force que s'ils figuraient dans ledit traité même.

Les présens articles additionnels seront soumis à la ratification de S. M. de roi des Pays-Bas et de S. M. l'empereur du Japon, et les actes de ratification, rédigés conformément à ce qui est dit à ce sujet dans l'art. 28 dudit traité, seront échangés à Nagasaki, dans le terme d'une année après la signature des présens articles.

En foi de quoi nous, plénipotentiaires, M. Jean-Henri Donker-Curtius, commissaire néerlandais au Japon, chevalier etc.

Et M. Midsoeno Tsikoegono Kami, gouverneur des comptes et gouverneur de Nagasaki, Arawo Iwamino Kami, gouverneur de Nagasaki; Iwase Igano Kami, in-

deze hebben geteekend en onze cachetten daarop gesteld.

Gedaan in duplicaat in de stad Nagasaki, den 16den October 1857.

J. H. Donker Curtius.

---

3. Vervolg op de additionele artikelen tusschen de Nederlandsche en Japansche gevolmagtigden gesloten.

Art. 1. Aangezien de kompshandel van nu af ophoudt en geen koper mag worden uitgevoerd dan alleen door het keizerlijke gouvernement in betaling van eischgoederen, zoo worden de geschenken en de fassak, bedoeld bij art. 26 van het tractaat, bij deze afgeschaft.

Art. 2. De bepalingen van artt. 6, 8, 9 en 24 van het tractaat worden afgeschaft. De Nederlandsche schepen zullen dus in den vervolge dadelijk voor de stad op de gebruikelijke plaats ten anker komen.

Ter oorkonde waarvan wij wederzijdsche gevolmagtigden,

Meester Jan Hendrik Donker Curtius, Nederlandsche Commissaris in Japan, ridder enz; en

Midsoeno Tsikoegono Kami, Rekengouverneur en Gouverneur van Nagasaki, Alao Iwamino Kami, Gouverneur van Nagasaki, Iwase Igano Kami, Keizerlijk opziener, deze hebben geteekend en onze cachetten daarop gesteld.

Gedaan in duplicaat in de stad Nagasaki, den 16den October 1857.

J. H. Donker Curtius.

---

4. Note No. 1 adressée par les plénipotentiaires japonais au commissaire néerlandais.

Translaat.

Aan den
Nederlandschen Commissaris in Japan.

Over de wijze der reis van den hoogsten Nederlandschen ambtenaar, voor het gehoor bij Zijne Majesteit den Keizer, zal onderhandeld worden, nadat de plaatselijke

specteur impérial, les avons signés et y avons apposé nos cachets.

Fait en double, dans la ville de Nagasaki le 16 octobre 1857.

Signé: *J. H. Donker Curtius.*

---

3. Acte complémentaire

des articles additionnels conclus entre les plénipotentiaires néerlandais et japonais:

Art. 1. Considérant que le kompshandel va cesser à partir de ce jour, et que l'exportation du cuivre est réservée exclusivement au gouvernement japonais, mais qui pourrait le donner en échange contre d'autres articles, l'usage de faire des présens et le fassak, dont il est fait mention dans l'art. 26 du traité, sont supprimés.

Art. 2. Les dispositions contenues dans les art. 6, 8, 9 et 24 du traité sont abrogées. Par conséquent les navires néerlandais pourront désormais jeter immédiatement l'ancre devant la ville.

En foi de quoi nous, plénipotentiaires, avons signé, etc.*).

---

4. Note No. 1 adressée par les plénipotentiaires japonais au commissaire néerlandais.

Traduction.

Au commissaire néerlandais au Japon.

Des négociations seront ouvertes sur la manière dont devra s'accomplir par la suite le voyage du chef néerlandais pour une audience auprès de S. M. l'em-

*) Voir la fin des articles additionnels précédents.

reglementen van iedere plaats op den reisweg zullen onderzocht zijn.

Het is niet verhinderd, dat de Nederlanders hunne vrouwen en kinderen in de opengestelde havens van Japan bij zich hebben.

Voor den uitvoer van Japansche munten wordt nog onderhandeld.

De wijze van het handeldrijven te Hakodate en te Nagasaki is voor de Nederlanders overeengekomen.

Daarom zal voor andere natien, die later tractaat zullen sluiten, op dezelfde wijze handel te drijven in de beide genoemde havens, niet verhinderd worden.

Zoo lang de regten door de geldkamer gehoven niet voldoende zijn voor verscheidene uitbetalingen, zal zij ook met eenige in- en uitgevoerde goederen nog handel drijven.

De maand Hatsigoeats, des vierden jaars van Ansei.

Midsoeno Tsikoegono Kami,
Alao Jwamino Kami,
Iwase Igano Kami,
Voor de vertaling,
I. S. Jasitzuo,
N. B. Eisamon,
N. S. Kitsizuro.

---

5. *Note No. 2 adressée par les plénipotentiaires japonais au commissaire néerlandais.*

Translaat.

Aan den
Nederlandschen Commissaris in Japan.

Er bestaat bij ons geene verhindering om te voldoen aan het verzoek, dat er, overeenkomstig de afzonderlijke mededeeling ten aanzien van alle natien van de Japansche zijde geene bedenkingen bestaan om met het Koningrijk Portugal een gelijk tractaat van vriendschap en koophandel te sluiten, als dat met Nederland, indien zulks door dat rijk mogt verlangd worden.

De maand Hatsigoeats, des vierden jaars van Ansei.
(Signé comme la note précédente.)

---

pereur. Il sera nécessaire d'examiner auparavant les règlements de toutes les localités qu'il aura à traverser.

Rien ne s'oppose à ce que les Néerlandais aient, dans les ports ouverts, leurs femmes et leurs enfans avec eux.

Les négociations continuent relativement à l'exportation des monnaies japonaises.

La manière dont le commerce doit se faire à Nagasaki et à Hakodade est arrêtée pour les Néerlandais.

Rien n'empêchera cependant que d'autres nations qui concluront des traités avec le Japon soient admises aux mêmes conditions au commerce dans ces deux ports.

Aussi longtemps que les droits levés par la chambre des comptes ne suffisent pas à couvrir les dépenses diverses, la dite chambre continuera à faire le commerce de quelques articles d'importation et d'exportation.

Au mois de Hatsigoeats, quatrième année d'Ansei.

Signé: *Midsoeno Tsikoegono Kami.*
Arawo Iwamino Kami.
Iwase Igano Kami.

Pour la traduction conforme:

Signé: *J.-S. Jasitsao.*
N.-B. Eisamon.
N.-S. Kitsizuro.

---

5. Note No. 2 adressée par les plénipotentiaires japonais au commissaire néerlandais.

Traduction.

Il n'y a pas d'obstacle de notre part à satisfaire à la demande qui nous a été adressée relativement à la communication particulière au sujet des traités à conclure avec d'autres nations, comme du côté du gouvernement japonais rien ne s'oppose à la conclusion d'un traité d'amitié et de commerce avec le royaume de Portugal sur les bases de celui conclu avec les Pays-Bas, si ce royaume le désire.

Au mois de Hatsigoeats, quatrième année d'Ansei.

(Signé comme la note précédente).

---

6. *Note No. 3 adressée par les plénipotentiaires japonais au commissaire néerlendais.*

Translaat.

Aan den
Nederlandschen Commissaris in Japan.

Het beeldtrappen wordt van nu af afgeschaft, maar de invoer van Christelijke godsdienst en de invoer van Christelijke en andere vreemde godsdienstige boeken, prenten en beelden mag niet in Japan plaats hebben.

De maand Hatsigoeats, des vierden jaars van Ansei.
(Signé comme la note No. 1.)

---

7. *Note No. 4 adressée par les plénipotentiaires japonais au commissaire néerlandais.*

Translaat.

Aan den
Nederlandschen gezant in Japan.

Over de haven van Simoda is er gevraagd.

Daarover is men bezig te onderzoeken en nu kan geene mededeeling gedaan worden.

De maand Hatsigoeats, des vierden jaars van Ansei.
(Signé comme la note No. 1.)

LXII.

Traité de paix, d'amitié et de commerce entre la Grande-Bretagne et le Japon, signé à Yédo, le 26 août 1858).*

Texte anglais.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of

---

*) En anglais, en hollandais et en langue japonaise. Les ratifications ont été échangées à Yedo, le 11 juillet 1858.

6. Note No. 3 adressée par les plénipotentiaires japonais au commissaire néerlandais.

Traduction.

L'usage de fouler aux pieds l'image du Christ est aboli à partir de ce jour; mais l'introduction du culte chrétien et des livres traitant du culte chrétien ou tout autre culte, ainsi que des estampes et images qui y ont rapport, est défendue au Japon.

Au mois de Hatsigoeats, quatrième année d'Ansei.

(Signé comme la note No. 1).

---

7. Note No. 4 adressée par les plénipotentiaires japonais au commissaire néerlandais.

Traduction.

Relativement au port de Simoda, on a demandé des instructions.

On est occupé encore de l'examen de cette question, et on ne saurait encore faire aucune communication à ce sujet.

Au mois de Hatsigoeats, quatrième année d'Ansei.

(Signé comme la note No. 1).

Great Britain and Ireland, and His Majesty the Tycoon of Japan, being desirous to place the relations between the two countries on a permanent and friendly footing, and to facilitate commercial intercourse between their respective subjects, and having for that purpose resolved to enter into a Treaty of Peace, Amity, and Commerce, have named as their Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland, the Right Honourable the Earl of Elgin and Kincardine, a Peer of the United Kingdom, and Knight of the Most Ancient and Most Noble Order of the Thistle;

And His Majesty the Tycoon of Japan, Midzuo Tsikf-

gono Kami; Nagai Gembano Kami; Inouwye Sinano no Kami; Hori Oribeno Kami; Iwase Higono Kami; and Isuda Hauzabro;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, and found them to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles: —

Art. I. There shall be perpetual peace and friendship between Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, her heirs and successors, and His Majesty the Tycoon of Japan and between their respective dominions and subjects.

Art. II. Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland may appoint a Diplomatic Agent to reside at the city of Yedo, and Consuls or Consular Agents to reside at any or all the ports of Japan, which are opened for British commerce by this Treaty.

The Diplomatic Agent and Consul-General of Great Britain shall have the right to travel freely to any part of the Empire of Japan.

His Majesty the Tycoon of Japan may appoint a Diplomatic Agent to reside in London, and Consuls, or Consular Agents, at any or all the ports of Great Britain.

The Diplomatic Agent and Consul-General of Japan shall have the right to travel freely to any part of Great Britain.

Art. III. The ports and towns of Hakodadi, Kanagawa, and Nagasaki, shall be opened to British subjects on the first of July, one thousand eight hundred and fifty-nine. In addition to which, the following ports and towns shall be opened to them at the dates hereinafter specified:

Nee-e-gata, or, if Nee-e-gata be found to be unsuitable as a harbour, another convenient port on the west coast of Nipon, on the first day of January, one thousand eight hundred and sixty.

Hiogo, on the first day of January, one thousand eight hundred and sixty-three.

In all the foregoing ports and towns British subjects may permanently reside. They shall have the right to lease ground, and purchase the buildings thereon, and may erect dwelling and warehouses; but no fortification, or place of military strength, shall be erected under pretence of building dwelling or warehouses: and to see

that this Article is observed, the Japanese authorities shall have the right to inspect, from time to time, any buildings which are being erected, altered, or repaired.

The place which British subjects shall occupy for their buildings, and the harbour regulations, shall be arranged by the British Consul and the Japanese authorities of each place, and, if they cannot agree, the matter shall be referred to and settled by the British Diplomatic Agent and the Japanese Government. No wall, fence, or gate shall be erected by the Japanese around the place where British subjects reside, or anything done which may prevent a free egress or ingress to the same.

British subjects shall be free to go where they please, within the following limits at the opened ports of Japan: —

At Kanagawa to the river Logo (which empties into the bay of Yedo, between Kawasaki and Sinagowa), and ten *ri* in any other direction.

At Hakodadi ten *ri* in any direction.

At Hiogo ten *ri* in any direction, that of Kioto excepted, which city shall not be approached nearer than ten *ri*. The crews of vessels resorting to Hiogo shall not cross the River Enagawa, which empties into the bay between Hiogo and Osaca.

The distance shall be measured by land from the goyoso, or town hall, of each of the foregoing ports, the *ri* being equal to four thousand two hundred and seventy-five yards English measure.

At Nagasaki, British subjects may go into any part of the Imperial domain in its vicinity.

The boundaries of Nee-e-gata, or the place that may be substituted for it, shall be settled by the British Diplomatic Agent and the Government of Japan.

From the first day of January, one thousand eight hundred and sixty-two, British subjects shall be allowed to reside in the city of Yedo, and from the first day of January, one thousand eight hundred and sixty-three, in the city of Osaca, for the purposes of trade only. In each of these two cities a suitable place, within which they may hire houses, and the distance they may go, shall be arranged by the British Diplomatic Agent and the Government of Japan.

Art. IV. All questions in regard to rights, whether of property or person, arising between British subjects

in the dominions of His Majesty the Tycoon of Japan, shall be subject to the jurisdiction of the British authorities.

Art. V. Japanese subjects, who may be guilty of any criminal act towards British subjects, shall be arrested and punished by the Japanese authorities according to the laws of Japan.

British subjects who may commit any crime against Japanese subjects, or the subjects or citizens of any other country, shall be tried and punished by the Consul, or other public functionary authorized thereto, according to the laws of Great Britain.

Justice shall be equitably and impartially administered on both sides.

Art. VI. A British subject having reason to complain of a Japanese must proceed to the Consulate and state his grievance.

The Consul will inquire into the merits of the case, and do his utmost to arrange it amicably. In like manner, if a Japanese have reason to complain of a British subject, the Consul shall no less listen to his complaint, and endeavour to settle it in a friendly manner. If disputes take place of such a nature that the Consul cannot arrange them amicably, then he shall request the assistance of the Japanese authorities, that they may together examine into the merits of the case, and decide it equitably.

Art. VII. Should any Japanese subject fail to discharge debts incurred to a British subject, or should he fraudulently abscond, the Japanese authorities will do their utmost to bring him to justice, and to enforce recovery of the debts; and should any British subject fraudulently abscond or fail to discharge debts incurred by him to a Japanese subject, the British authorities will, in like manner, do their utmost to bring him to justice, and to enforce recovery of the debts.

Neither the British or Japanese Governments are to be held responsible for the payment of any debts contracted by British or Japanese subjects.

Art. VIII. The Japanese Government will place no restrictions whatever upon the employment, by British subjects, of Japanese in any lawful capacity.

Art. IX. British subjects in Japan shall be allowed

the free exercise of their religion, and for this purpose shall have the right to erect suitable places of worship.

Art. X. All foreign coin shall be current in Japan, and shall pass for its corresponding weight in Japanese coin of the same description.

British and Japanese subjects may freely use foreign or Japanese coin, in making payments to each other.

As some time will elapse before the Japanese will become acquainted with the value of foreign coin, the Japanese Government will, for the period of one year after the opening of each port, furnish British subjects with Japanese coin in exchange for theirs, equal weights being given, and no discount taken for re-coinage.

Coins of all description (with the exception of Japanese copper coin), as well as foreign gold and silver uncoined, may be exported from Japan.

Art. XI. Supplies for the use of the British navy may be landed at Kanagawa, Hakodadi, and Nagasaki, and stored in warehouses, in the custody of an officer of the British Government, without the payment of any duty; but if any such supplies are sold in Japan, the purchaser shall pay the proper duty to the Japanese authorities.

Art. XII. If any British vessel be at any time wrecked or stranded on the coast of Japan, or be compelled to take refuge in any port within the dominions of the Tycoon of Japan, the Japanese authorities, on being apprized of the fact, shall immediately render al the assistance in their power; the persons on board shall receive friendly treatment, and be furnished, if necessary, with the means of conveyance to the nearest Consular station.

Art. XIII. Any British merchant vessel arriving off one of the open ports of Japan, shall be at liberty to hire a pilot to take her into port. In like manner, after she has discharged all legal dues and duties, and is ready to take her departure, she shall be allowed to hire a pilot to conduct her out of port.

Art. XIV. At each of the ports open to trade, British subjects shall be at full liberty to import from their own or any other ports, and sell there, and purchase therein, and export to their own or any other ports, all manner of merchandize, not contraband, paying the duties there-

on, as laid down in the tariff annexed to the present Treaty, and no other charges whatsoever.

With the exception of munitions of war, which shall only be sold to the Japanese Government and foreigners, they may freely buy from Japanese, and sell to them, any articles that either may have for sale, without the intervention of any Japanese officers in such purchase or sale, or in making or receiving payment for the same; and all classes of Japanese may purchase, sell, keep, or use any articles sold to them by British subjects.

Art. XV. If the Japanese Custom-house officers are dissatisfied with the value placed on any goods by the owner, they may place a value thereon, and offer to take the goods at that valuation. If the owner refuses to accept the offer he shall pay duty on such valuation. If the offer be accepted by the owner, the purchase-money shall be paid to him without delay, and without any abatement or discount.

Art. XVI. All goods imported into Japan by British subjects, and which have paid the duty fixed by this Treaty, may be transported by the Japanese into any part of the Empire without the payment of any tax, excise, or transit duty whatever.

Art. XVII. British merchants who may have imported merchandize into any open port in Japan, and paid duty thereon, shall be entitled, on obtaining from the Japanese Custom-house authorities a certificate stating that such payment has been made, to re-export the same, and land it in any other of the open ports without the payment of any additional duty whatever.

Art. XVIII. The Japanese authorities at each port will adopt the means that they may judge most proper for the prevention of fraud or smuggling.

Art. XIX. All penalties enforced, or confiscations made under this Treaty, shall belong to, and be appropriated by the Government of His Majesty the Tycoon of Japan.

Art. XX. The Articles for the regulation of trade which are appended to this Treaty, shall be considered as forming a part of the same, and shall be equally binding on both the Contracting Parties to this Treaty, and on their subjects.

The Diplomatic Agent of Great Britain in Japan, in conjunction with such person or persons as may be ap-

pointed for that purpose by the Japanese Government, shall have power to make such rules as may be required to carry into full and complete effect the provisions of this Treaty, and the provisions of the Articles regulating trade appended thereto.

Art. XXI. This Treaty being written in the English, Japanese, and Dutch languages, and all the versions having the same meaning and intention, the Dutch version shall be considered the original; but it is understood that all official communications addressed by the Diplomatic and Consular Agents of Her Majesty the Queen of Great Britain to the Japanese authorities, shall henceforward be written in English. In order, however, to facilitate the transaction of business, they will, for a period of five years from the signature of this Treaty, be accompanied by a Dutch or Japanese version.

Art. XXII. It is agreed that either of the High Contracting Parties to this Treaty, on giving one year's previous notice to the other, may demand a revision thereof, on or after the first of July, one thousand eight hundred and seventy-two, with a view to the insertion therein of such amendments as experience shall prove to be desirable.

Art. XXIII. It is hereby expressly stipulated that the British Government and its subjects will be allowed free and equal participation in all privileges, immunities, and advantages, that may have been, or may be hereafter, granted by His Majesty the Tycoon of Japan to the Government or subjects of any other nation.

Art. XXIV. The ratification of this Treaty, under the hand of Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland, and under the name and seal of His Majesty the Tycoon of Japan, respectively, shall be exchanged at Yedo, within a year from this day of signature.

In token whereof, the respective Plenipotentiaries have signed and sealed this Treaty.

Done at Yedo, this twenty-sixth day of August, one thousand eight hundred and fifty-eight, corresponding to the Japanese date the eighteenth day of the seventh month of the fifth year of Ansei Tsut sinonye mma.

(Signed) *Elgin and Kincardine.*
Midzuo Tsikfogono Kami. *Nagai Gembano Kami.*
Inouwye Sinano No Kami. *Hori Oribeno Kami.*
Iwase Higono Kami. *Isuda Hauzabro.*

Regulations under which British Trade is to be conducted in Japan.

Regulat. I. Within forty-eight hours (Sundays excepted) after the arrival of a British ship in a Japanese port, the captain or commander shall exhibit to the Japanese custom-house authorities the receipt of the British Consul, showing that he has deposited all the ship's papers, the ship's bills of lading, etc., at the British Consulate, and he shall then make an entry of his ship, by giving a written paper, stating the name of the ship, and the name of the port from which she comes, her tonnage, the name of her captain or commander, the names of her passengers (if any), and the number of her crew, which paper shall be certified by the captain or commander to be a true statement, and shall be signed by him; he shall, at the same time, deposit a written manifest of his cargo, setting forth the marks and numbers of the packages and their contents, as they are described in his bills of lading, with the names of the person or persons to whom they are consigned. A list of the stores of the ship shall be added to the manifest. The captain or commander shall certify the manifest to be a true account of all the cargo and stores on board the ship, and shall sign his name to the same.

If any error is discovered in the manifest, it may be corrected within twenty-four hours (Sundays excepted) without the payment of any fee, but for any alteration or post entry to the manifest made after that time, a fee of fifteen dollars shall be paid.

All goods not entered on the manifest shall pay double duties on being landed.

Any captain or commander that shall neglect to enter his vessel at the Japanese Custom-house within the time prescribed by this regulation, shall pay a penalty of sixty dollars for each day that he shall so neglect to enter his ship.

Regulat. II. The Japanese Government shall have the right to place Custom-house officers on board of any ship in their ports (men-of-war excepted). All Custom-house officers shall be treated with civility, and such reasonable accommodation shall be allotted to them as the ship affords.

No goods shall be unladen from any ship between

the hours of sunset and sunrise, except by special permission of the Custom-house authorities; and the hatches, and all other places of entrance into that part of the ship where the cargo is stowed, may be secured by Japanese officers between the hours of sunset and sunrise, by fixing seals, locks, or other fastenings; and if any person shall, without due permission, open any entrance that has been so secured, or shall break or remove any seal, lock, or other fastening that has been affixed by the Japanese Custom-house officers, every person so offending shall pay a fine of sixty dollars for each offence.

Any goods that shall be discharged, or attempted to be discharged, from any ship, without having been duly entered at the Japanese Custom-house as hereinafter provided, shall be liable to seizure and confiscation.

Packages of goods made up with an intent to defraud the revenue of Japan, by concealing therein articles of value which are not set forth in the invoice, shall be forfeited.

If any British ship shall smuggle, or attempt to smuggle, goods in any of the non-opened harbours of Japan, all such goods shall be forfeited to the Japanese Government, and the ship shall pay a fine of one thousand dollars for each offence.

Vessels needing repairs may land their cargo for that purpose, without the payment of duty. All goods so landed shall remain in charge of the Japanese authorities, and all just charges for storage, labour, and supervision, shall be paid thereon. But if any portion of such cargo be sold, the regular duties shall be paid on the portion so disposed of.

Cargo may be transshipped to another vessel in the same harbour without payment of duty, but all transshipments shall be made under the supervision of Japanese officers, and after satisfactory proof has been given to the Custom-house authorities of the *bonâ fide* nature of the transaction, and also under a permit to be granted for that purpose by such authorities.

The importation of opium being prohibited, any British vessel coming to Japan for the purposes of trade, and having more than three catties weight of opium on board, the surplus quantity may be seized and destroyed by the Japanese authorities; and any person or persons smuggling, or attempting to smuggle opium, shall be liable to

pay a fine of fifteen dollars for each catty of opium so smuggled or attempted to be smuggled.

Regulat. III. The owner, or consignee of any goods who desires to land them, shall make an entry of the same at the Japanese Custom-house. The entry shall be in writing, and shall set forth the name of the person making the entry, and the name of the ship in which the goods were imported, and the marks, numbers, packages, and the contents thereof, with the value of each package extended separately in one amount, and at the bottom of the entry shall be placed the aggregate value of all the goods contained in the entry. On each entry, the owner or consignee shall certify in writing that the entry then presented exhibits the actual cost of the goods, and that nothing has been concealed whereby the Customs of Japan would be defrauded, and the owner or consignee shall sign his name to such certificate.

The original invoice or invoices of the goods so entered shall be presented to the Custom-house authorities, and shall remain in their possession until they have examined the goods contained in the entry.

The Japanese officers may examine any or all the packages so entered, and for this purpose may take them to the Custom-house; but such examination shall be without expense to the importer or injury to the goods; and, after examination, the Japanese shall restore the goods to their original condition in the packages (so far as may be practicable), and such examination shall be made without any unreasonable delay.

If any owner or importer discovers that his goods have been damaged on the voyage of importation before such goods have been delivered to him, he may notify the Custom-house authorities of such damage, and he may have the damaged goods appraised by two or more competent and disinterested persons, who, after due examination, shall make a certificate, setting forth the amount per cent. of damage on each separate package, describing it by its mark and number, which certificate shall be signed by the appraisers, in presence of the Custom-house authorities, and the importer may attach the certificate to his entry, and make a corresponding deduction from it. But this shall not prevent the Custom-house authorities from appraising the goods in the man-

ner provided in Article XV of the Treaty to which these Regulations are appended.

After the duties have been paid, the owner shall receive a permit, authorising the delivery to him of the goods, whether the same are at the Custom-house or on shipboard.

All goods intended to be exported shall be entered at the Japanese Custom-house before they are placed on shipboard. The entry shall be in writing, and shall state the name of the ship by which the goods are to be exported, with the marks and numbers of the packages, and the quantity, description, and value of their contents The exporter shall certify, in writing, that the entry is a true account of all the goods contained therein, and shall sign his name thereto.

Any goods that are put on board of a ship for exportation before they have been entered at the Custom-house, and all packages which contain prohibited articles, shall be forfeited to the Japanese Government.

No entry at the Custom-house shall be required for supplies for the use of ships, their crews and passengers, nor for the clothing, etc., of passengers.

Regulat. IV. Ships wishing to clear shall give twenty-four hours' notice at the Custom-house, and at the end of that time they shall be entitled to their clearance, but if it be refused, the Custom-house authorities shall immediately inform the captain or consignee of the ship of the reasons why the clearance is refused; and they shall also give the same notice to the British Consul.

British ships of war shall not be required to enter or clear at the Custom-house, nor shall they be visited by Japanese Custom-house or police officers.

Steamers conveying the mails of Great Britain may enter and clear on the same day, and they shall not be required to make a manifest, except for such passengers and goods as are to be landed in Japan. But such steamers shall, in all cases, enter and clear at the Custom-house.

Whale-ships touching for supplies, or ships in distress, shall not be required to make a manifest of their cargo; but if they subsequently wish to trade, they shall then deposit a manifest, as required in Regulation I.

The word "ship", wherever it occurs in these Regulations, or in the Treaty to which they are attached,

is to be held as meaning ship, barque, brig, schooner sloop, or steamer.

Regulat. V. Any person signing a false declaration or certificate, with the intent to defraud the revenue of Japan, shall pay a fine of one hundred and twenty-five dollars for each offence.

Regulat. VI. No tonnage duties shall be levied on British ships in the ports of Japan, but the following fees shall be paid to the Japanese custom-house authorities:

For the entry of a ship, fifteen dollars;
For the clearance of a ship, seven dollars;
For each permit, one dollar and a-half;
For each bill of health, one dollar and a-half;
For any other document, one dollar and a-half.

Regulat. VII. Duties shall be paid to the Japanese Government, on all goods landed in the country, according to the following Tariff.

Class I. All articles in this class shall be free of duty: —

Gold and silver, coined or uncoined.
Wearing apparel, in actual use.
Household furniture and printed books, not intended for sale, but the property of persons who come to reside in Japan.

Class II. A duty of five per cent. shall be paid on the following articles: —

All articles used for the purpose of building, rigging, repairing, or fitting out of ships.
Whaling gear of all kinds.
Salted provisions of all kinds.
Bread and bread stuffs.
Living animals of all kinds.
Coals.
Timber for building houses.
Rice.
Paddy.
Steam machinery.
Zinc.
Lead.
Tin.
Raw silk.
Cotton and woollen manufactured goods.

Class III. A duty of thirty-five per cent. shall be

paid on all intoxicating liquors, whether prepared by distillation, fermentation, or in any other manner.

Class IV. All goods not included in any of the preceding classes shall pay a duty of twenty per cent.

All articles of Japanese production, which are exported as cargo, shall pay a duty of five per cent., with the exception of gold and silver coin, and copper in bars.

Rice and wheat, the produce of Japan, shall not be exported from Japan as cargo, but all British subjects resident in Japan, and British ships for their crews and passengers, shall be furnished with sufficient supplies of the same.

Foreign grain, brought into any open port of Japan in a British ship, if no part thereof has been landed, may be re-exported without hindrance.

The Japanese Government will sell, from time to time, at public auction, any surplus quantity of copper that may be produced.

Five years after the opening of Kanagawa, the import and export duties shall be subject to revision, if either the British or Japanese Government desires it.

(Signed) *Elgin and Kincardine.*
Midzuo Tsikfogono Kami.
Nagai Gembano Kami.
Inouwye Sinano No Kami.
Hori Oribeno Kami.
Iwase Higono Kami.
Isuda Hauzabro.

LXIII.

Traité de paix, d'amitié et de commerce entre la France et le Japon, suivi de sept règlements commerciaux; signé à Yédo, le 9 octobre 1858).*

Sa Majesté l'Empereur des Français et S. M. l'Empereur du Japon, voulant établir entre les deux Empires

*) Les ratifications ont été échangées le 22 septembre 1859.

les rapports les plus intimes et les plus bienveillans, et faciliter les relations commerciales entre leurs sujets respectifs, ont résolu, pour régulariser l'existence de ces relations, pour en favoriser le développement et en perpétuer la durée, de conclure un Traité de paix, d'amitié et de commerce, basé sur l'intérêt réciproque des deux pays, et ont, en conséquence, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur Jean-Baptiste-Louis baron Gros, grand officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc.;

Et Sa Majesté l'Empereur du Japon, Midzouno Iligougono Kami, Nagaï Hguembano Kami, Ynouïé Schinanono Kami, Hori Oribeno Kami, Jouaché Fingouno Kami, et Kamaï Sakio Kami;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre Sa Majesté l'Empereur des Français, ses héritiers et successeurs, et Sa Majesté l'Empereur du Japon, comme aussi entre les deux Empires, sans exception de personnes ni de lieux. Leurs sujets jouiront tous également, dans les Etats respectifs des Hautes Parties contractantes, d'une pleine et entière protection pour leurs personnes et leurs propriétés.

Art. 2. Sa Majesté l'Empereur des Français pourra nommer un agent diplomatique qui résidera dans la ville d'Yédo, et des consuls ou agents consulaires qui résideront dans les ports du Japon qui, en vertu du présent Traité, sont ouverts au commerce français.

L'agent diplomatique et le consul général de France au Japon auront le droit de voyager librement dans toutes les parties de l'Empire.

Sa Majesté l'Empereur du Japon pourra, de son côté, envoyer un agent diplomatique qui résidera à Paris, et des consuls ou des agents consulaires qui résideront dans les ports de l'Empire français.

L'agent diplomatique et le consul général du Japon en France auront le droit de voyager librement dans toutes les parties de l'Empire français.

Art. 3. Les villes et ports de Hacodadi, Kanagaoua et Nagasaki seront ouverts au commerce et aux sujets français à dater du 15 août 1859, et les villes et ports

dont les noms suivent le seront aux époques déterminées ci-après:

Néé-é-gata, ou, si cette ville n'a pas un port d'un accès convenable, un autre port situé sur la côte ouest de Nipon, sera ouvert à dater du 1 janvier 1860, et Hiogo, à partir du 1 janvier 1863.

Dans toutes ces villes et dans leurs ports, les sujets français pourront résider en permanence dans l'emplacement déterminé à cet effet; ils auront le droit d'y affermer des terrains et d'y acheter des maisons, et ils pourront y bâtir des habitations et des magasins; mais aucune fortification ou place forte militaire n'y sera élevée sous prétexte de construction de hangars ou d'habitations, et, pour s'assurer que cette clause est fidèlement exécutée, les autorités japonaises compétentes auront le droit d'inspecter, de temps à autre, les travaux de toute construction qui serait élevée, changée ou réparée dans ces lieux.

L'emplacement que les sujets français occuperont, et dans lequel ils pourront construire leurs habitations, sera déterminé par le consul français, de concert avec les autorités japonaises compétentes de chaque lieu; il en sera de même pour les règlements de port; et si le consul et les autorités locales ne parviennent pas à s'entendre à ce sujet, la question sera soumise à l'agent diplomatique français et aux autorités japonaises, qui la termineront de commun accord.

Autour des lieux où résideront les sujets français, il ne sera élevé ni placé par les autorités japonaises, ni mur, ni barrière, ni clôture, ni tout autre obstacle qui pourrait entraver la libre sortie ou la libre entrée de ces lieux.

Les sujets français seront libres de se rendre où bon leur semblera dans l'enceinte formée par les limites désignées ci-après:

De Kanagaoua, ils pourront se rendre jusqu'à la rivière Locoo, qui se jette dans la baie de Yédo, entre Kouasaki et Sinagava, et, dans toute autre direction, jusqu'à une distance de dix ris.

D'Hacodadi, ils pourront aller, à une distance de dix ris, dans toutes les directions.

De Hiogo, à dix ris aussi, dans toutes les directions, excepté vers Kioto, ville dont on ne pourra s'approcher qu'à une distance de dix ris. Les équipages des bâti-

ments français qui se rendront à Hiogo ne pourront pas traverser la rivière Inagara, qui se jette dans la baie de Cett's, entre Hiogo et Osaca.

Ces distances seront mesurées par terre, à partir du Goyosso ou Yacousio de chacun des ports susnommés, le ri équivalent à trois mille neuf cent dix mètres.

A Nagasaki, les sujets français pourront se rendre partout dans le domaine impérial du voisinage.

Les limites de Néé-é-gata, ou du port qui pourrait lui être substitué, seront déterminées par l'agent diplomatique français, de concert avec les autorités compétentes du Japon.

A partir du 1 janvier 1862, les sujets français seront autorisés à résider dans la ville de Yédo, et, à dater du 1 janvier 1863, dans la ville d'Osaca, mais seulement pour y faire le commerce. Dans chacune de ces deux villes, un emplacement convenable, dans lequel les Français pourront affermer des maisons, sera déterminé par l'agent diplomatique français, d'accord avec le gouvernement japonais, et ils conviendront aussi des limites que les Français ne devront pas franchir autour de ces villes.

Art. 4. Les sujets français au Japon auront le droit d'exercer librement leur religion, et, à cet effet, ils pourront y élever, dans le terrain destiné à leur résidence, les édifices convenables à leur culte, comme églises, chapelles, cimetières, etc., etc.

Le gouvernement japonais a déjà aboli dans l'empire l'usage des pratiques injurieuses au christianisme.

Art. 5. Tous les différends qui pourraient s'élever entre Français au sujet de leurs droits, de leurs propriétés ou de leur personne, dans les domaines de Sa Majesté l'Empereur du Japon, seront soumis à la juridiction des autorités françaises constituées dans le pays.

Art. 6. Tout Japonais qui se rendrait coupable de quelque acte criminel envers un sujet français, serait arrêté et puni par les autorités japonaises compétentes, conformément aux lois du Japon.

Les sujets français qui se rendraient coupables de quelque crime contre les Japonais, ou contre des individus appartenant à d'autres nations, seront traduits devant le consul français, et punis conformément aux lois de l'Empire français.

La justice sera équitablement et impartialement administrée de part et d'autre.

Art. 7. Tout sujet français qui aurait à se plaindre d'un Japonais devra se rendre au consulat de France et y exposer sa reclamation.

Le consul examinera ce qu'elle aura de fondé, et cherchera à arranger l'affaire à l'amiable. De même, si un Japonais avait à se plaindre d'un sujet français, le consul de France l'écoutera avec intérêt et cherchera à arranger l'affaire à l'amiable.

Si des difficultés surviennent qui ne puissent pas être aplanies ainsi par le consul, ce dernier aura recours à l'assistance des autorités japonaises compétentes, afin que, de concert avec elles, il puisse examiner sérieusement l'affaire et lui donner une solution équitable.

Art. 8. Dans tous les ports du Japon ouverts au commerce, les sujets français seront libres d'importer, de leur propre pays ou des ports étrangers, et d'y vendre, d'y acheter et d'en exporter pour leurs propres ports, ou pour ceux d'autres pays, toute espèce de marchandises qui ne seraient pas de contrebande, en payant les droits stipulés dans le tarif annexé au présent Traité, et sans avoir à supporter d'autre charge.

A l'exception des munitions de guerre, qui ne pourront être vendues qu'au Gouvernement japonais et aux étrangers, les Français pourront librement acheter des Japonais et leur vendre tous les articles qu'ils auraient à vendre ou à acheter, et cela sans l'intervention d'aucun employé japonais, soit dans cette vente ou dans cet achat, soit aussi en effectuant ou en recevant le payement de ces transactions.

Tout Japonais pourra acheter, vendre, garder et faire usage de tout article qui lui serait vendu par des sujets français.

Le Gouvernement japonais n'apportera aucun obstacle à ce que les Français résidant au Japon puissent prendre à leur service des sujets japonais et les employer à toute occupation que les lois ne prohibent pas.

Art. 9. Les articles réglementaires de commerce annexés au présent Traité seront considérés comme en faisant partie intégrante, et ils seront également obligatoires pour les deux Hautes Parties contractantes qui l'ont signé.

L'agent diplomatique français au Japon, de concert avec les fonctionnaires qui pourraient être désignés à cet effet par le gouvernement japonais, aura le pouvoir

d'établir, dans tous les ports ouverts au commerce, les règlements qui seraient nécessaires pour mettre à exécution les stipulations des articles réglementaires de commerce ci-annexés.

Art. 10. Les autorités japonaises, dans chaque port, adopteront telles mesures qui leur paraîtront le plus convenables pour prévenir la fraude et la contrebande.

Toutes les amendes et les confiscations imposées par suite d'infractions au présent Traité et aux règlements commerciaux qui y sont annexés appartiendront au gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon.

Art. 11. Tout bâtiment marchand français arrivant devant l'un des ports ouverts du Japon sera libre de prendre un pilote pour entrer dans le port, et, de même, lorsqu'il aura acquitté toutes les charges et tous les droits qui lui auraient été légalement imposés et qu'il sera prêt à partir, il sera libre de prendre un pilote pour sortir du port.

Art. 12. Tout négociant français qui aurait importé des marchandises dans l'un des ports ouverts du Japon, et payé les droits exigés, pourrait obtenir des chefs de la douane japonaise un certificat constatant que ce payement a eu lieu, et il lui serait permis alors d'exporter son chargement dans l'un des autres ports ouverts du Japon, sans avoir à payer de droit additionnel d'aucune espèce.

Art. 13. Toutes les marchandises importées dans les ports ouverts du Japon par des sujets français, et qui auraient payé les droits fixés par ce Traité, pourront être transportées par les Japonais dans toutes les parties de l'Empire, sans avoir à payer aucune taxe ni aucun droit de transit, de régie ou de toute autre nature.

Art. 14. Toute monnaie étrangère aura cours au Japon, et passera pour la valeur de son poids, comparé à celui de la monnaie japonaise analogue.

Les sujets français et japonais pourront librement faire usage des monnaies japonaises ou étrangères dans tous les payements qu'ils auraient à se faire réciproquement.

Comme il s'écoulera quelque temps jusqu'au moment où le Gouvernement japonais connaîtra exactement la valeur des monnaies étrangères, les autorités japonaises compétentes fourniront aux sujets français, pendant l'année qui suivra l'ouverture de chaque port, de la mon-

naie japonaise en échange, à poids égal et de même nature que celle qu'ils leur donneront, et sans avoir à payer de prime pour le nouveau monnayage.

Les monnaies japonaises de toute espèce, à l'exception de celle de cuivre, pourront être exportées du Japon, aussi bien que l'or et l'argent étrangers non monnayés.

Art. 15. Si les chefs de la douane japonaise n'étaient pas satisfaits de l'évaluation donnée par les négociants à quelques-unes de leurs marchandises, ces fonctionnaires pourraient en estimer le prix, et offrir de les acheter au taux ainsi fixé. Si le propriétaire refusait d'accepter l'offre qui lui aurait été faite, il aurait à payer aux autorités supérieures de la douane les droits proportionnels à cette estimation. Si au contraire l'offre était acceptée, la valeur offerte serait immédiatement payé au négociant sans escompte ni rabais.

Art. 16. Si un bâtiment français venait à naufrager ou à être jeté sur les côtes de lE'mpire du Japon, ou s'il était forcé de chercher un refuge dans quelque port des domaines de 'Sa Majesté l'Empereur du Japon, les autorités japonaises compétentes, ayant connaissance du fait, donneraient immédiatement à ce bâtiment toute l'assistance possible. Les personnes du bord seraient traitées avec bienveillance, et on leur fournirait, si cela était nécessaire, les moyens de se rendre au consulat français le plus voisin.

Art. 17. Des fournitures à l'usage des bâtiments de guerre français pourront être débarquées à Kanagaoua, à Hacodadi et à Nagasaki, et placées en magasins à terre, sous la garde d'un employé du Gouvernement français, sans avoir à payer de droits; mais si ces fournitures étaient vendues à des Japonais ou à des étrangers, l'acquéreur payerait aux autorités japonaises compétentes, la valeur des droits qui y seraient applicables.

Art. 18. Si quelque Japonais venait à ne pas payer ce qu'il doit à des sujets français, ou s'il se cachait frauduleusement, les autorités japonaises compétentes feraient tout ce qui dépendrait d'elles pour le traduire en justice et pour obtenir de lui le payement de sa dette; et si quelque sujet français se cachait frauduleusement, ou manquait à payer ses dettes à un Japonais, les autorités françaises feraient de même tout ce qui

dépendrait d'elles pour amener le délinquant en justice et le forcer à payer ce qu'il devrait.

Ni les autorités françaises ni les autorités japonaises ne seront responsables du payement de dettes contractées par des sujets français ou japonais.

Art. 19. Il est expressément stipulé que le Gouvernement français et ses sujets jouiront librement, à dater du jour où le présent Traité sera mis en vigueur, de tous les priviléges, immunités et avantages qui ont été ou qui seraient garantis à l'avenir, par Sa Majesté l'Empereur du Japon, au Gouvernement ou aux sujets de toute autre nation.

Art. 20. Il est également convenu que chacune des deux Hautes Parties contractantes pourra, après en avoir prévenu l'autre une année d'avance, à dater du 15 août 1872, ou après cette époque, demander la révision du présent Traité pour y faire les modifications ou y insérer les amendements que l'expérience aurait démontrés nécessaires.

Art. 21. Toute communication officielle adressée par l'agent diplomatique de Sa Majesté l'Empereur des Français aux autorités japonaises sera dorénavant écrite en français. Cependant, pour faciliter la prompte expédition des affaires, ces communications, ainsi que celles des consuls de France au Japon, seront, pendant une période de cinq années, à dater de la signature du présent Traité, accompagnées d'une traduction japonaise.

Art. 22 et dernier. Le présent Traité de paix, d'amitié et de commerce sera ratifié par Sa Majesté l'Empereur des Français et par Sa Majesté l'Empereur du Japon, et l'échange de ces ratifications aura lieu à Yédo, dans l'année qui suivra le jour de la signature.

Il est convenu entre les Hautes Parties contractantes qu'au moment où le Traité sera signé, le plénipotentiaire français remettra aux plénipotentiaires japonais deux textes en français du présent Traité, comme, de leur côté, les plénipotentiaires japonais en remettront au plénipotentiaire de France deux textes en japonais. Ces quatre documents ont le même sens et la même portée; mais, pour plus de précision, il a été convenu qu'il serait annexé à chacun d'eux une version en langue hollandaise, qui en serait la traduction exacte, attendu que, de part et d'autre, cette langue peut être facilement comprise, et il est également convenu que, dans le cas où

une interprétation différente serait donnée au même article français et japonais, ce serait alors la version hollandaise qui ferait foi.

Il est aussi convenu que la version hollandaise ne différera, en aucune manière, quant au fond, des textes hollandais qui font partie des Traités conclus récemment par le Japon avec les Etats-Unis d'Amérique, l'Angleterre et la Russie.

Dans le cas où l'échange des ratifications n'aurait pas eu lieu avant le 15 août 1859, le présent Traité n'en serait pas moins mis à exécution à dater de ce jour-là.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Yédo, le 9 octobre 1858, correspondant au troisième jour du neuvième mois de la cinquième année du Nengo Anchei, dite l'année du Cheval.

(L. S.) Signé: Baron *Gros.*

(Les signatures des six plénipotentiaires japonais).

Règlements commerciaux.

Premier règlement.

Dans les quarante-huit heures qui suivront l'arrivée d'un bâtiment français dans l'un des ports japonais ouverts au commerce français, le capitaine ou le commandant de ce bâtiment remettra à la douane japonaise le reçu du consul de France, qui prouvera qu'on a déposé chez lui tous les papiers du bord, les connaissements, etc., et le capitaine ou le commandant annoncera alors l'entrée de son navire en douane, en remettant une déclaration écrite qui fera connaître le nom du navire et celui du port d'où il provient, son tonnage, le nom de son capitaine ou commandant, le nom des passagers, s'il y en a, et le nombre de personnes qui composent son équipage. Cette déclaration sera certifiée véritable par le capitaine ou le commandant, et sera signée par lui. Il déposera en même temps un manifeste de son chargement, indiquant le nombre et la marque des colis qui le composent, leur contenu tel qu'il est détaillé dans les connaissements, avec le nom de la personne ou des personnes auxquelles ces colis sont adressés.

Une liste des provisions du bord sera jointe au manifeste. Le capitaine ou le commandant certifiera que ce manifeste contient la description exacte de toute la cargaison et des provisions du bâtiment, et le signera de son nom.

Si une erreur est reconnue comme ayant été commise dans le manifeste, elle pourra être corrigée dans les vingt-quatre heures (dimanches exceptés), sans qu'elle puisse donner lieu au payement d'aucune amende, mais si une altération ou une déclaration tardive dans le manifeste était faite après ce laps de temps, une amende de quatre-vingt-un francs serait imposée au délinquant.

Toutes les marchandises non déclarées dans le manifeste payeront un double droit au moment de leur débarquement.

Tout capitaine ou commandant de bâtiment marchand français qui négligerait de déclarer l'entrée de son navire en douane japonaise dans le temps prescrit par ce règlement payera une amende de trois cent vingt-quatre francs par chaque jour de retard apporté à la déclaration à faire.

Second règlement.

La douane japonaise aura le droit de placer ses employés à bord de tout bâtiment entré dans le port (les navires de guerre exceptés).

Tous ces employés de la douane seront traités avec égard, et toutes les facilités qu'on pourra leur accorder leur seront données.

Aucune marchandise ne sera débarquée avant le lever du soleil, ni après son coucher, sans une permission spéciale des autorités de la douane, et la cale et les autres issues du bâtiment qui mènent au lieu où se trouve renfermée la cargaison seront gardées par les officiers japonais pendant les heures comprises entre le coucher et le lever du soleil, au moyen de scellés, de serrures ou d'autres fermetures; et si, sans en avoir la permission, quelque individu ouvrait l'une de ces issues qui auraient été fermées, ou brisait les scellés, les serrures ou les autres fermetures apposées par les employés de la douane japonaise, il serait passible d'une amende de trois cent vingt-quatre francs pour chaque infraction.

Toutes les marchandises qui seraient débarquées d'un bâtiment sans avoir été légalement déclarées à la douane

japonaise, ainsi qu'il est dit ci-dessus, seraient confisquées après enquête et preuve acquise.

Les colis de marchandises disposées avec l'intention de frauder le revenu du Japon, en cachant des articles de valeur qui ne seraient pas déclarés dans le manifeste d'entrée, seront confisqués.

Si quelque bâtiment français faisait la contrebande ou cherchait à introduire des marchandises dans les ports du Japon qui sont encore fermés, ces marchandises seraient confisquées au profit du Gouvernement japonais, et le bâtiment serait imposé à une amende de cinq mille quatre cents francs pour chaque contravention.

Les bâtiments qui auraient besoin de réparations pourront, à cet effet, débarquer leur cargaison sans avoir à payer aucun droit. Toutes les marchandises ainsi débarquées seraient placées sous la garde des autorités japonaises, et toutes les dépenses à faire pour magasinage, travaux et surveillance seraient payées. Mais si une partie de cette cargaison était vendue, les droits légaux devraient être payés pour la partie dont on aurait disposé.

Les cargaisons pourront être transbordées sur un autre bâtiment mouillé dans le même port sans avoir à payer aucun droit: mais tout transbordement devra être fait sous la surveillance des employés japonais, et après que les autorités de la douane auront acquis la preuve de la bonne foi de la transaction, et lorsque ces autorités auront aussi donné la permission d'opérer le transbordement.

L'importation de l'opium étant prohibée, tout bâtiment français arrivant au Japon pour y faire le commerce, et ayant plus de trois catties d'opium à bord, pourra voir le surplus de cette quantité confisqué et détruit par les autorités japonaises, et tout individu faisant ou essayant de la contrebande d'opium sera passible d'une amende de quatre-vingt-un francs pour chaque cattie d'opium entré ainsi en contrebande.

Troisième règlement.

Le propriétaire ou le consignataire de marchandises qui voudrait les débarquer en fera la déclaration à la douane japonaise. Cette déclaration sera écrite et contiendra le nom de la personne qui fera l'introduction et celui du bâtiment où se trouvent les marchandises,

ainsi que le nombre et la marque des colis. Le contenu et la valeur de chaque colis seront constatés séparément sur la même feuille, et à la fin de la déclaration on additionnera la valeur de toutes les marchandises qui composeront l'entrée en douane. Sur chaque déclaration, le propriétaire ou le consignataire certifiera par écrit qu'elle contient la valeur actuelle des marchandises, et que rien n'a été dissimulé pour nuire à la douane japonaise. Le propriétaire ou le consignataire signera ce certificat.

La facture ou les factures des marchandises ainsi introduites seront présentées aux autorités de la douane, et resteront entre leurs mains jusqu'à ce que ces autorités aient examiné les marchandises mentionnées dans la déclaration. Les employés japonais pourront vérifier un ou plusieurs de ces colis ainsi déclarés, et à cet effet ils les feront transporter à la douane, s'ils le veulent; mais cette visite ne devra causer aucune dépense à l'introducteur, ni porter préjudice aux marchandises, et après leur examen les Japonais replaceront ces marchandises dans les colis, et autant que possible dans l'état où elles se trouvaient primitivement. Cette visite devra être faite sans perte de temps.

Si quelque propriétaire ou introducteur de marchandises s'apercevait qu'elles ont été avariées pendant le voyage d'importation, avant qu'elles lui aient été délivrées, il pourra notifier aux autorités de la douane les avaries survenues et ces marchandises avariées seront évaluées par deux ou par plusieurs personnes compétentes et désintéressées, qui, après mûr examen, délivreront un certificat faisant connaître le montant à tant pour cent des avaries éprouvées dans chaque colis séparément, en le décrivant par ses marques et numéros. Ce certificat sera signé par les experts en présence des employés de la douane, et l'introducteur annexera ce certificat à son manifeste en y faisant les réductions convenables; mais ce fait n'empêchera pas les employés de la douane de s'approprier ces marchandises selon les formes indiquées dans l'article 15 du présent Traité, auquel ces règlements sont annexés.

Lorsque les droits auront été payés, le propriétaire recevra l'autorisation de reprendre ses marchandises, soit qu'elles se trouvent à la douane, soit qu'elles n'aient pas quitté le bord.

Toutes les marchandises destinées à être exportées passeront par les douanes japonaises avant d'être transportées à bord. La déclaration d'entrée sera faite par écrit et contiendra le nom du bâtiment sur lequel elles devront être exportées, avec le nombre de colis, leur marque et la déclaration de la valeur de leur contenu. La personne qui exportera ces marchandises certifiera par écrit que sa déclaration est un exposé sincère de toutes les marchandises dont elle fait mention, et elle la signera.

Toutes les marchandises qui seraient embarquées à bord d'un bâtiment pour être exportées avant d'avoir passé par la douane, et tous les colis qui contiendraient des articles prohibés, seront saisis par le Gouvernement japonais.

Il ne sera pas nécessaire de faire passer en douane les provisions destinées à l'usage des bâtiments français, de leurs équipages et de leurs passagers, ni les effets d'habillement des passagers.

Quatrième règlement.

Les bâtiments français qui voudront être expédiés par la douane la préviendront vingt-quatre heures d'avance, et, à l'expiration de ce terme, ils auront le droit de recevoir leurs expéditions; mais si elles leur étaient refusées par la douane, les employés de cette administration devraient immédiatement en informer le capitaine ou le consignataire du bâtiment et lui faire connaître les raisons de ce refus; ils feront la même déclaration au consul.

Les navires de guerre français pourront librement entrer dans le port et en sortir sans avoir à présenter de manifeste. Les employés de la douane et de la police n'auront pas le droit de visiter ces bâtiments. Quant aux navires français qui porteraient les malles, ils devront entrer en douane et y être expédiés le même jour, et ils n'auront à présenter de manifeste que pour les passagers et les marchandises qu'ils auraient à débarquer.

Les baleiniers français relâchant pour avoir des provisions, et les bâtiments français en détresse, ne seront pas tenus de fournir un manifeste de leur cargaison; mais, s'ils veulent plus tard faire le commerce, ils auront à en donner un, en observant les formalités prescrites par le premier règlement.

Le mot bâtiment, quelle que soit la place qu'il occupe dans ce Traité et dans son annexe, signifiera toujours navire, trois-mâts, barque, brick, goëlette, sloop ou bâtiment à vapeur.

Cinquième règlement.

Tout individu qui signerait une fausse déclaration ou un faux certificat dans l'intention de frauder le revenu du Japon payera une amende de six cent soixante et quinze francs pour chacune des infractions qu'il aurait commises.

Sixième règlement.

Aucun droit de tonnage ne sera perçu sur les bâtiments français dans les ports du Japon; mais les taxes suivantes seront payées par eux à la douane japonaise:

Pour l'entrée d'un bâtiment, quatre-vingt-un francs;

Pour l'expédition d'un bâtiment, trente-sept francs quatre-vingts centimes;

Pour chaque permis délivré, pour chaque bulletin de santé, pour tout autre document, huit francs dix centimes.

Septième règlement.

Les droits à payer au Gouvernement japonais sur toutes les marchandises débarquées dans le pays le seront conformément au tarif suivant:

Première classe.

Tous les articles contenus dans cette classe seront libres de droits:

L'or et l'argent monnayés ou non, les vêtements de toute sorte en usage dans le moment, les ustensiles de ménage et les livres imprimés non destinés à être vendus, mais étant la propriété de personnes venant résider au Japon.

Deuxième classe.

Un droit de cinq pour cent sera payé sur les articles suivants:

Tous les matériaux employés à la construction, au gréement, aux réparations ou à l'équipement des bâtiments;

Les apparaux de toute espèce pour la pêche de la baleine, les provisions salées de toute sorte, le pain et ses analogues, les animaux vivants de toute espèce, le

charbon, les bois de construction pour maisons, le riz, le millet, les machines à vapeur, le zinc, le plomb, l'étain, la soie écrue, les étoffes de coton et de laine.

Troisième classe.

Un droit de trente-cinq pour cent sera payé sur toutes les liqueurs enivrantes, soit qu'elles aient été préparées par distillation, par fermentation ou de toute autre manière.

Quatrième classe.

Toutes les marchandises non comprises dans les classes précédentes payeront un droit de vingt pour cent.

Tous les articles de production japonaise qui seront exportés comme chargement payeront un droit de cinq pour cent, à l'exception de l'or et de l'argent monnayés et du cuivre en barre.

Le riz et le blé récoltés au Japon ne seront pas exportés comme chargement; mais tous les sujets français résidant au Japon, et les bâtiments français pour leurs équipages et pour leurs passagers, pourront recevoir une provision suffisante de ces denrées.

Les grains étrangers apportés dans l'un des ports ouverts du Japon par un bâtiment français pourront être exportés sans obstacle, s'ils n'ont pas été en partie débarqués.

Le Gouvernement japonais vendra de temps à autre aux enchères publiques une certaine quantité de cuivre formant l'excédant de ses exploitations.

Cinq années après l'ouverture du port de Kanagaoua, les droits d'importation et d'exportation pourront être modifiés, si l'un ou l'autre des deux Gouvernements de France et du Japon le désire.

Fait à Yédo, en quatre expéditions, le 9 octobre 1858, correspondant au troisième jour du neuvième mois de la cinquième année du Nengo Anchei, dite l'année du Cheval.

(L. S.) Signé: *Baron Gross.*

(Signature des six plénipotentiaires japonais.)

LXIV.

Traité de commerce et de délimitation entre la Russie et le Japon, signé à Simoda, le $\frac{14}{26}$ janvier 1855)*

Traduction.

Die Bevollmächtigten Sr. Majestät des Kaisers aller Reussen: der General-Adjudant, Viceadmiral Euphemius Poutiatine und von Seiten Sr. Majestät des erhabenen Souverains von Japan: Tsutsuï-Khizenno-Kami und Kavadzi-Saiémonno-Dzio haben in der Stadt Simoda am 26. Januar 1855 (oder am 21. Tage des zwölften Monats des ersten Jahres Ansey) nachstehenden Vertrag mit den erläuternden Artikeln abgeschlossen, welcher Folgendes enthält:

Um den Frieden und die Freundschaft zwischen Russland und Japan zu sichern und durch einen Vertrag festzustellen, hat Se. Majestät der Kaiser aller Reussen seinen Adjudanten und Viceadmiral Euphemius Poutiatine zu seinem Bevollmächtigten ernannt, und Se. Majestät der erhabene Souverain von Japan hat seinerseits seine erlauchten Unterthanen Thutsuï-Khizenno-Kami und Kavadzi-Saiémonno-Dzio zu seinen Bevollmächtigten ernannt.

Die genannten Bevollmächtigten sind über die folgenden Artikel übereingekommen:

Art. 1. Es soll fortan Friede und aufrichtige Freundschaft zwischen Russland und Japan bestehen. Die Russen und Japanesen sollen in den Besitzungen der beiden Staaten sich jedes Schutzes und Beistandes erfreuen, sowohl für ihre persönliche Sicherheit als hinsichtlich der Unverletzlichkeit ihres Eigenthums.

Art. 2. Die Grenzlinie zwischen Russland und Japan soll künftig zwischen den Inseln Iturup und Urup hinlaufen. Die Insel Iturup gehört ganz zu Japan und die Insel Urup, so wie sämmtliche im Norden derselben gelegenen kurilischen Inseln gehören zu Russland. Was die Insel Krafto (Sakhaline oder Saghalten) betrifft, so bleibt dieselbe, wie früher ungetheilt zwischen Russland und Japan.

Art. 3. Die Regierung von Japan öffnet den russi-

*) Le traité a été ratifié.

schen Schiffen folgende drei Häfen, nämlich: Simoda im Fürstenthum Idzu, Hakodade in der Provinz Hakodade, und Nagasaki im Fürstenthum Khizen. In diesen drei Häfen können die russischen Schiffe ihre Schäden ausbessern, sich mit Wasser, Brennholz, Lebensmitteln und anderen Bedürfnissen versehen, auch mit Steinkohlen, wenn sie vorräthig sein sollten; sie sollen alle diese Gegenstände mit Gold- oder Silbermünze bezahlen, oder, in Ermangelung derselben, mit Waaren von ihren Ladungen.

Mit Ausnahme der genannten Häfen sollen die russischen Schiffe keinen anderen Hafen besuchen, es sei denn im Fall der unbedingten Nothwendigkeit, wenn sie sich in der Unmöglichkeit befinden, ihre Reise fortzusetzen. Die in solchen Fällen verursachten Kosten sollen in einem der Häfen, welche den Schiffen geöffnet sind, zurückbezahlt werden.

Art. 4. In den beiden Staaten soll gescheiterten Schiffen und ihren Mannschaften jeder Beistand geleistet werden; die letztern sollen nach einem der geöffneten Häfen gesandt werden und während ihres ganzen Aufenthalts im fremden Lande volle Freiheit geniessen, nur dass sie sich den bestehenden Landesgesetzen zu unterwerfen haben.

Art. 5. Die Russen sollen in den beiden ihnen geöffneten erstgenannten Häfen (Simoda und Hakodade) Freiheit haben, Tauschhandel zu treiben mit Waaren, Gegenständen oder Geldern, die sie mitbringen, gegen Waaren oder Gegenstände, die sie einzuhandeln wünschen.

Art. 6. Die russische Regierung wird, wenn sie es für nöthig erachten sollte, in einem dieser beiden erstgenannten Häfen einen Consul ernennen.

Art. 7. Jedesmal, wenn eine Frage oder eine Angelegenheit beurtheilt oder entschieden werden muss, soll dies gewissenhaft durch die Regierung in Japan geschehen.

Art. 8. Jeder Russe in Japan und jeder Japanese in Russland soll immer eine vollständige Freiheit geniessen und keiner Bedrückung unterworfen sein. Wenn irgend Jemand ein Verbrechen begehen sollte, so kann er dafür gefänglich eingezogen werden, doch soll er nicht anders, als nach den Gesetzen seines Landes gerichtet werden.

Art. 9. In Rücksicht auf die Nachbarschaft beider Staaten sollen die Russen aller der Rechte und Privile-

gien theilhaftig werden, welche die Regierung von Japan den Unterthanen anderer Nationen gewährt hat und in der Folge noch gewähren wird.

Der gegenwärtige Vertrag soll durch Se. Majestät den Kaiser aller Reussen und durch Se. Majestät den erhabenen Souverain von Japan, oder durch deren Bevollmächtigte ratificirt werden, so wie dies in den diesem Vertrage beigefügten Artikeln erwähnt ist, und die Ratificationen sollen höchstens in zehn Monaten oder zu einer andern günstigen Zeit ausgewechselt werden.

Die Abschriften des Vertrags mit den Unterschriften und Siegeln der Bevollmächtigten der beiden Herrscher werden für jetzt ausgewechselt; die darin enthaltenen Verfügungen treten von dem Tage der Unterschrift an in Kraft und sollen von den contrahirenden Partheien treu und unverletzlich gehalten werden.

Gegeben und unterzeichnet in Simoda, den 26. Januar 1855, oder am zweiten Tage des zwölften Monats des ersten Jahres Ansey.

(Signatures.)

Erläuternde Artikel zum Vertrage,

welche durch den russischen Bevollmächtigten, den Generaladjudanten und Viceadmiral Poutiatine und die japanesischen Bevollmächtigten Tsutsui Khizenno Kami und Kavadzi-Saiémonno-Dzio bestätigt sind.

Zu Art. 3. a) In den beiden ersten im Vertrage aufgeführten Häfen können die Russen frei verkehren: in der Stadt Simoda und der Umgebung in einem Umkreise von sieben japanesischen Meilen von der Insel Inubassiei an gerechnet; — in Hakodade in einem Umkreise von fünf japanesischen Meilen. Es ist ihnen gestattet, die Läden und Tempel zu besuchen, und sich in den Häusern auszuruhen, die vorläufig zu diesem Zweck bestimmt sind, während besondere Herbergen gebaut werden; sie sollen aber nur dann in Privathäuser gehen, wenn sie dahin eingeladen werden. In Nagasaki haben sie sich nach dem zu richten, was in der Folge für andere Nationen bestimmt werden wird.

b) Für das Begräbniss der Todten wird in jedem der Hafenörter ein besonderes Grundstück reservirt werden, welches unverletzlich beschützt werden soll.

Zu Art. 5. Die Spedition der Waaren geschieht in

einem zu diesem Zweck von der Regierung bestimmten Schiffe; daselbst werden die von den Russen angebrachten Waaren und Baarschaften in Gold und Silber aufbewahrt. Nachdem die Russen in den Läden die ihnen passenden Waaren und Gegenstände ausgewählt und sich mit den Verkäufern über den Preis vereinbart haben, leisten sie in der besagten Niederlage ihre Zahlung in Geld oder Waaren (oder Tausch) gegen Waaren durch die Vermittlung japanesischer Beamten.

Zu Art. 6. a) Die russischen Consuln werden vom Jahre 1856 an ernannt.

b) Die nöthigen Gebäude und das Grundstück zur Installirung des Consulats werden von der japanesischen Regierung angewiesen werden. Die Russen werden da nach ihren Gesetzen und Gebräuchen wohnen.

Zu Art. 9. Die Rechte und Privilegien, von welcher Art sie auch sein mögen, welche andern Nationen zugestanden werden, erstrecken sich hierdurch von selbst auch auf die russischen Unterthanen, so wie dies in Art. 9 gesagt ist, ohne dass es deshalb nöthig wäre, neue Verhandlungen anzuknüpfen.

Die gegenwärtigen erläuternden Artikel haben dieselbe Kraft als der Vertrag und sind gleich bindend für beide contrahirende Parteien. Zur Urkunde dessen sind sie von den Bevollmächtigten beider Mächte unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

(Signatures.)

LXV.

Traité entre la Prusse et le Grand-Duché d'Oldenbourg pour la protection par la Prusse du pavillon oldenbourgeois et pour la cession à la Prusse d'un territoire situé sur la baie de la Jahde, signé à Berlin, le 20 juillet 1853; suivi d'une convention additionnelle, signée le 1 décembre 1853.

Seine Majestät der König von Preussen und Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg haben

in Erwägung, dass Preussen zur angemessenen Entwickelung seiner Kriegsmarine eines Stationspunkts an der Nordseeküste, und Oldenburg des Schutzes für seinen Seehandel und seine Seeschiffahrt bedarf, welcher auf den bisher eingeschlagenen Wegen nicht zu erlangen gewesen ist, den Entschluss gefasst, über diese Angelegenheit einen Vertrag abzuschliessen, und zu dem Ende Bevollmächtigte ernannt, nämlich:

Seine Majestät der König von Preussen:

Allerhöchst Ihren Regierungsrath Doctor juris Ernst Gaebler,

Seine Königliche Hoheit der Grossherzog von Oldenburg:

Höchst Ihren Regierungsrath Albrecht Johannes Theodor Erdmann,

welche, nach geschehener Auswechselung und gegenseitiger Anerkennung ihrer Vollmachten, unter Vorbehalt der landesherrlichen Ratifikationen, über folgende Bestimmungen einig geworden sind:

Art. 1. Preussen stellt den Oldenburgischen Seehandel und die Oldenburgische Seeschiffahrt dergestalt unter den Schutz seiner Kriegsmarine, dass es sich verpflichtet, alle Schiffe, welche Oldenburgisches Eigenthum sind, und unter Oldenburgischer Flagge fahren, überall ebenso zu schützen und zu vertheidigen, wie diejenigen Schiffe, welche Preussisches Eigenthum sind, und unter Preussischer Flagge fahren.

Es bleibt selbstverständlich Oldenburg jederzeit unbenommen, auf diesen Schutz zu verzichten.

Art. 2. Preussen verpflichtet sich, so oft die Umstände nach dem Ermessen Oldenburgs es erheischen, und Oldenburg es beantragt, den Schutz der Oldenburgischen Küsten gegen feindliche Angriffe von der Wasserseite zu übernehmen.

Art. 3. Mit Rücksicht auf die in den Artikeln 1. und 2. übernommenen Verbindlichkeiten wird Preussen eine Flottenstation im Jahdebusen unterhalten, und zu diesem Zwecke daselbst einen Kriegshafen auf eigene Kosten herstellen.

Art. 4. Zu dem Ende tritt Oldenburg an Preussen mit voller Staatshoheit ab:

I. An der westlichen Seite der Jahde ein Gebiet, dessen Grenze nachstehend bestimmt wird:

a) Anfangend beim Bandter Aussentief, folgt die Grenze diesem durch den Bandter Groden, dann durch den Bandter Siel dem Bandter Binnentief bis zu demjenigen Punkte in der Biegung des Tiefs, welcher von dem innern Rande der Deichkappe über dem Siel in grader Linie 1310 (geschrieben: Eintausend drei hundert und zehn) Fuss Oldenburgischen Katastermaasses (= 1234,975 Fuss Rheinländisch) entfernt liegt.

b) Von diesem also bestimmten Punkte wird die Grenze durch eine grade auf den Heppenser Deich gerichtete Linie gebildet, welche 552 (geschrieben: Fünfhundert zwei und fünfzig) Jück (à 64,000 □Fuss) Oldenburgischen Katastermaasses (= 1211 Morgen Magdeburgisch 57 □Ruthen 12,5 □Fuss) Binnendeichland abschneidet, und ungefähr auf das Grenzzeichen zwischen der Heppenser und der Neugrodener Sprenge trifft.

c) Von hier ab beschreibt die Grenze eine Linie, welche senkrecht auf dem wahren Meridian steht, und folgt derselben bis zu dem Punkte an der Jeverschen Seite des Hauptfahrwassers der Jahde, wo die Tiefe, nach dem bisherigen Betonnungssysteme, die Legung einer Tonne erheischen würde.

d) Von dort läuft die Grenze südlich in grader Linie bis zu dem Punkte an der Nordseite des Steinhäuser Tiefs (Salze-Brake), wo das Fahrwasser desselben nach dem bisherigen Systeme durch eine Bake oder Tonne bezeichnet werden müsste.

e) Die weitere Grenze bildet von hier aus eine grade Linie, welche, den von dem Marientief gebildeten Aussenhafen, bei Fährhuck, bisher Fährhucker Rhede genannt, vollständig einschliessend, sich längs des südlichen Randes desselben fortsetzt, bis sie von der verlängerten Richtung des Bandter Aussentiefs geschnitten wird, und folgt demnächst

f) der letzteren Richtung bis zu dem in dieser Grenzbeschreibung bezeichneten Anfange.

II. An der östlichen Seite der Jahde ein Gebiet, enthaltend vier Jück Oldenburgischen Katastermaasses (= 8 Morgen Magdeburgisch 139 □Ruthen 97,91 □Fuss) Binnendeichland in der Ecke des Eckwarder Steindeichs, den davor liegenden Deich und den Flügeldeich, nebst deren Bermen und Watte, soweit solche durch rechtwinklich auf die abgetretenen Deichtheile gezogene Linien

begrenzt werden, desgleichen die zwischen den Fortsetzungen dieser Linien belegene Wasserfläche in einer Breite von 500 (geschrieben: Fünfhundert) Fuss Oldenburgisch von dem Rande des bei Ebbezeit trocken laufenden Watts.

Die Form, welche das, die vier Jück Binnendeichland bildende Areal erhalten wird, bleibt der Bestimmung Preussens bei der Grenzregulirung überlassen.

Durch die angeschlossene, von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterzeichnete Karte, auf welcher der Anfangspunkt der Grenzbeschreibung mit A. bezeichnet ist, wird die sub I. beschriebene Grenze des abgetretenen Gebiets an der westlichen Seite der Jahde erläutert, und diejenige des sub II. beschriebenen Gebiets an der östlichen Seite derselben vorläufig angedeutet.

Art. 5. Sollte der von Preussen für das Marine-Etablissement angenommene Plan an einzelnen Stellen kleine Erweiterungen des abgetretenen Areals erfordern, so verspricht Oldenburg, die Abtretung der Staatshoheit auf diese Erweiterungen auszudehnen, sobald Preussen sich verpflichtet, den Plan in dem angegebenen Umfange auszuführen.

Art. 6. Falls Preussen später beabsichtigen möchte, zu mehrerem Schutze der Rhede in der Richtung des Eckwarder Flügeldeichs auf der dort in der Jahde belegenen Plate (Feldsteert) ein Festungswerk anzulegen, wird Oldenburg auch den dazu benöthigten Raum mit voller Staatshoheit an Preussen abtreten.

Art. 7. Rücksichtlich der in den abgetretenen Gebietstheilen belegenen Deiche, Deichbermen, Groden und Watte überträgt Oldenburg an Preussen ausser der vollen Staatshoheit auch das Privateigenthum, soweit solches dem Oldenburgischen Staate zusteht. Die Erwerbung des Privateigenthums an den Binnendeichsländereien bleibt Preussen überlassen, auf eigene Kosten zu bewirken.

Art. 8. Die Bewohner der abgetretenen Gebietstheile werden nicht als sofort mit abgetreten angesehen, sondern als Oldenburgische, im Preussischen angesessene Unterthanen erachtet, sofern sie nicht selbst wünschen, in den Preussischen Unterthanenverband aufgenommen zu werden, worüber sie sich innerhalb Jahresfrist nach der Preussischen Besitzergreifung zu erklären haben. Geben sie diese Erklärung ab, so sind sie dadurch ohne

Weiteres in den Preussischen Unterthanenverband aufgenommen.

Art. 9. Die Uebergabe der nach Artikel 4. abgetretenen Gebietstheile soll unmittelbar nach der in dem Einen oder dem Andern der beiden kontrahirenden Staaten erfolgten Publikation dieses Vertrages stattfinden. Zu dem Ende werden Preussen und Oldenburg Kommissarien ernennen, welche zugleich die Regulirung der Grenzen an Ort und Stelle vorzunehmen haben, und ermächtigt sein sollen, sich, mit Festhaltung des durch die Grenzbeschreibung (Artikel 4) bestimmten Flächeninhalts, über Abweichungen im Einzelnen, den gegenseitigen Wünschen entsprechend, zu verständigen. In Entstehung einer Vereinbarung verbleibt es bei den in der Grenzbeschreibung angegebenen Linien.

Die solchergestalt festgestellten Grenzen sind zu Lande durch Versteinung oder Abpfählung, zu Wasser durch Legung entsprechender Seezeichen auf gemeinschaftliche Kosten zu bezeichnen und zu unterhalten.

Art. 10. In Betracht des wesentlichen Interesses, welches sich für Oldenburg an die baldige Gewährung der von Preussen gemachten Zusagen knüpft, verspricht Preussen, unmittelbar nach Publikation des gegenwärtigen Vertrages mit den Arbeiten zur Herstellung des Kriegshafens in möglichst ausgedehntem Maasse zu beginnen, in gleicher Weise mit denselben ununterbrochen bis zur Vollendung des Werks fortzufahren, und zu diesem Zwecke in den ersten drei Jahren, von der Ratifikation des Vertrages an gerechnet, mindestens 400,000 Rthlr. (geschrieben: Vierhundert tausend Thaler) Preuss. Kurant auf die Ausführung zu verwenden.

Sollte die Verwendung dieser Summe der 400,000 Rthlr. in den genannten drei Jahren nicht stattgefunden haben, so kann Oldenburg alsdann diesen Vertrag insoweit als wieder aufgehoben betrachten, dass die laut Artikel 4. abgetretene Staatshoheit eo ipso an Oldenburg zurückfällt, sobald Oldenburg erklärt, dass es diesen Rückfall wolle.

Dasselbe gilt, wenn Preussen später das Marine-Etablissement wieder aufgeben sollte.

Art. 11. Abgesehen von dem im Artikel 10. vorgesehenen Falle erfolgt die Uebertragung der vollen Staatshoheit über die Oldenburgischen Gebietstheile, deren Grenzen im Artikel 4. dieses Vertrages bestimmt sind,

an Preussen unwiderruflich, und kann namentlich durch einen etwaigen Verzicht Oldenburgs auf den See- und Küstenschutz Preussens (Artikel 1. und 2.) nicht rückgängig gemacht werden. Dagegen darf Preussen diese Staatshoheit weder ganz noch theilweis und unter keiner Bedingung irgend einem dritten Staate ohne Genehmigung Oldenburgs einräumen oder übertragen.

Art. 12. Die Abtretung des Wassergebiets erfolgt mit der von Preussen übernommenen Verpflichtung, die Handelsschiffahrt dort nicht mit Abgaben zu belasten, dieselbe auch, soweit es nicht die nothwendigen, mit möglichster Schonung zu übenden marinepolizeilichen Rücksichten erheischen, weder zu stören noch zu erschweren.

Art. 13. In Betracht, dass die im Artikel 4. stipulirte Gebietsabtretung lediglich behufs der Anlegung eines Kriegshafens erfolgt, verzichtet Preussen ausdrücklich darauf, dort einen Handelshafen oder eine Handelsstadt anzulegen oder entstehen zu lassen, und verheisst zugleich, die Ansiedelung von Handwerkern und Gewerbtreibenden daselbst über das Bedürfniss des Marine-Etablissements und der Flotte hinaus zu verhindern, soweit solches die Preussischen Landesgesetze irgend gestatten.

In dem an der Eckwarder Seite abgetretenen Areal bleibt jede Privatansiedelung ausgeschlossen.

Art. 14. In Betreff derjenigen Ländereien, welche die Krone Preussen bis zu dem Abstande einer viertel geographischen Meile von dem mit Staatshoheit erlangten Gebiete als Privateigenthum erwerben sollte, wozu ihr die Befugniss auch durch die künftige Gesetzgebung Oldenburgs nicht genommen werden darf, wird derselben das Recht beigelegt, dass rücksichtlich dieses Privateigenthums niemals eine Expropriation, mit Ausnahme der zu Abwässerungsanlagen und öffentlichen Wegen etwa erforderlichen, stattfinden darf, und die darauf befindlichen Gebäude ohne Verpflichtung zum Wiederaufbau abgebrochen werden können.

Art. 15. Mit Rücksicht darauf, dass die Ausdehnung des an Preussen abgetretenen Areals die Freilassung eines genügenden Festungsrayons nicht gestattet, verpflichtet sich Oldenburg, im Abstande einer geographischen Meile von den Grenzen jenes Areals keine Festungswerke anzulegen.

Art. 16. Oldenburg sichert den nach der Preussischen Flottenstation bestimmten oder von dort her kommenden Schiffen seinerseits freie, von allen Abgaben unbeschwerte und ungehinderte Fahrt auf der Jahde zu.

Art. 17. Desgleichen gesteht Oldenburg Preussen auf der Rhede zwischen der Heppenser Ecke und der Eckwarder Hörne, unbeschadet der Oldenburg verbleibenden Staatshoheit, das Recht der Marinepolizei zu, welches jedoch Preussen mit möglichster Schonung, insbesondere der Handelsschiffahrt und der Fischerei, zu üben verspricht. Ein von beiden Theilen zu vereinbarendes Regulativ wird das Nähere hierüber bestimmen.

Art. 18. Oldenburg räumt Preussen die Befugniss ein, die auf der Jahde vom Aussenhafen bei Fährhuck bis zur offenen See erforderlichen Tonnen, Baken, Leuchtfeuer und sonstigen Schiffahrtszeichen, mit Ausnahme derer auf der Insel Wangerooge, auf eigene Kosten zu bestimmen, herzustellen und zu unterhalten; Preussen übernimmt hierzu die Verpflichtung, und verspricht, dabei etwaige Anträge Oldenburgs im Interesse der Handelsschiffahrt möglichst zu berücksichtigen.

Preussen macht sich verbindlich, für keinerlei Schiffahrtszeichen irgend eine Abgabe zu erheben, so lange Oldenburg für das Leuchtfeuer auf Wangerooge und sonstige von ihm in oder an der Jahde künftig etwa errichtete Schiffahrtszeichen keine Abgabe bezieht.

Das gegenwärtig vorhandene Betonnungsmaterial übernimmt Preussen gegen Erstattung des taxmässigen Werthes.

Art. 19. Es ist Preussen unbenommen, eigene Lootsen für seine Kriegs- und Transportschiffe aller Art zu halten, und sich ihrer im Bereich der Jahde zu bedienen.

Art. 20. Ueber die etwaige Theilnahme Preussens an Oldenburgischen Quarantaine-Anstalten an der Jahde bleibt besondere Verständigung vorbehalten. Auf demselben Wege soll das Nöthige wegen der einzurichtenden Postkommunikation mit dem Hafen-Etablissement geregelt werden.

Art. 21. Falls Preussen das Trockendock bei Brake für seine Marine zu benutzen wünschen sollte, verspricht Oldenburg, auf Verhandlungen mit möglichster Berücksichtigung der desfallsigen Wünsche einzugehen.

Art. 22. Oldenburg räumt Preussen nach und von den abgetretenen Gebietstheilen für diejenigen Truppen

und technischen Corps, welche dort ein Unterkommen finden können, sowie für die Bemannung dortiger Preussischer Kriegs- und Transportschiffe die nöthigen Militairstrassen ein, und zwar, wenn nicht ein Anderes verabredet wird, Eine von der Jeverschen Seite des Jahdebusens in der Richtung nach Minden, die Anderen von der Eckwarder Hörne nach Fedderwarder Siel und grossen Siel.

Eine besonders zu schliessende Konvention wird die Etappen dieser Militairstrassen bestimmen, und die Verhältnisse auf den Grundlagen, welche für andere schon vorhandene Preussische Militairstrassen bestehen, jedoch dergestalt ordnen, dass für die Preussischen Mannschaften wenigstens eben so hohe Vergütungssätze bezahlt werden müssen, wie Oldenburg für das eigene Militair im eigenen Lande bezahlt.

Art. 23. Preussen erhält hierdurch die Konzession zur Anlegung einer Chaussee auf eigene Kosten, um das Marine-Etablissement mit dem nächsten Punkte der von Varel nach Jever führenden Landeschaussee in einer noch näher zu vereinbarenden Richtung zu verbinden, und Oldenburg verspricht, das dazu etwa nöthige Expropriations-Verfahren zu veranlassen; Preussen verpflichtet sich dagegen, diese Chaussee gleichzeitig mit dem Bau des Marine-Etablissements in Angriff zu nehmen.

Die Chaussee soll dem Publikum in derselben Weise zur Benutzung offen stehen, wie die Oldenburgischen Chausseen.

Der Tarif für diese Chaussee ist nach den für Oldenburg geltenden Sätzen zu bestimmen.

Wird das Chausseegeld in Oldenburg allgemein aufgehoben, so soll für die gedachte Chaussee dasselbe gelten, wie für andere im Oldenburgischen belegene Privat-Chausseen.

Art. 24. Desgleichen ertheilt Oldenburg an Preussen die Konzession, eine Eisenbahn von seinem Marine-Etablissement über Varel und Oldenburg in südlicher Richtung zum Anschluss an die Köln-Mindener Eisenbahn auf eigene Kosten zu bauen, und verspricht, auch das hierzu etwa erforderliche Expropriations-Verfahren zu veranlassen.

Dagegen verpflichtet sich Preussen, diese Eisenbahn, sobald seine Finanzverwaltung es irgend gestattet, zu bauen, und zuzugeben, dass etwaige Oldenburgische

Zweigbahnen, seien es Staats- oder Privatbahnen, in dieselbe münden dürfen.

Die weiteren Bestimmungen wegen dieser Bahn bleiben einer besonderen Vereinbarung vorbehalten. Dieselbe soll nach Analogie des zwischen Preussen und Braunschweig über die Herstellung einer Eisenbahn von Magdeburg nach Braunschweig abgeschlossenen Staatsvertrages vom 10. April 1841. getroffen werden, soweit nicht der gegenwärtige Vertrag Abweichungen davon bedingt; jedoch steht Oldenburg nicht das Recht zu, die käufliche Ueberlassung der Eisenbahn von Preussen zu verlangen.

So lange Preussen die im Vorstehenden gedachte Eisenbahn nicht begonnen, oder sich verpflichtet hat, dieselbe in einer bestimmten, Oldenburg konvenirenden Frist zu bauen, bleibt es Oldenburg unbenommen, diesen Bau oder einen andern in ähnlicher Richtung selbst vorzunehmen, oder dazu an Privaten die Konzession zu ertheilen.

Vor einem desfallsigen Beschlusse wird Oldenburg jedoch Preussen seine Absicht mittheilen, und eine angemessene, mindestens dreimonatliche Frist zur Erklärung darüber bewilligen, wann Preussischer Seits der Bau in Angriff genommen, und in welcher Zeit derselbe zu Ende geführt werden solle.

Erklärt sich Oldenburg mit den demnächstigen Vorschlägen Preussens einverstanden, so darf dasselbe für die Zukunft keine Konkurrenzbahn der hier in Rede stehenden Eisenbahn — wozu jedoch Zweigbahnen nach Bremen, Ostfriesland, Brake und andern Orten des Herzogthums Oldenburg nicht zu rechnen sind — zulassen, wogegen die im gegenwärtigen Artikel ertheilte Konzession erlischt, sobald Preussen es dazu kommen lässt, dass diese Südbahn von Oldenburg oder Dritten gebaut wird.

Art. 25. Das Eigenthum und die Verwaltung der von Preussen in Gemässheit der Artikel 23. und 24. im Oldenburgischen Gebiete zu erbauenden Chaussee und Eisenbahn stehen, ohne dass dadurch die Staatshoheit Oldenburgs berührt wird, Preussen zu; doch sollen diese Verkehrsstrassen, sowie die dabei von Preussen etwa einzurichtenden Telegraphenlinien, auch von der Oldenburgischen Staatsregierung und dem Publikum benutzt werden können. Zu diesem Ende wird Preussen solche Ein-

richtungen treffen, dass dieser Mitgebrauch thunlichst erreicht und erleichtert werde.

Art. 26. Damit das Deichschutz- und Abwässerungssystem nicht gefährdet, desgleichen die Verschlickung des Fahrwassers der Jahde, sowie einerseits des Preussischen Kriegshafens und dessen Fahrwassers bis zum Jahdeschlauch, andererseits der Oldenburgischen Häfen und deren Fahrwasser bis zum Jahdeschlauch nicht gefördert werde, verpflichten sich Preussen und Oldenburg gegenseitig, von den in der Strecke von Mariensiel bis zum Rüstringer Siel und in dem an Preussen abgetretenen Gebiete an der Budjadinger Seite der Jahde beabsichtigten Ufer- und Wasserbauten sich vor der Ausführung Kenntniss zu geben, sowie dieselben dem obigen Zwecke entsprechend auszuführen.

Die in den an Preussen abgetretenen Gebietstheilen belegenen Deiche müssen, als zu dem allgemeinen Oldenburgischen Deichsysteme gehörig, auch bei einer etwaigen, an sich zulässigen Verlegung, allezeit mindestens in demjenigen Bestick erhalten werden, welcher für die benachbarten Oldenburgischen Deiche angenommen ist, oder angenommen werden wird.

Zur Sicherung alles dessen versprechen beide Theile, gemeinschaftliche Schauungen innerhalb der im ersten Absatz dieses Artikels angeführten Strecken eintreten zu lassen, worüber das Nähere in einem zu vereinbarenden Regulativ festgesetzt werden soll.

Weitere Einwirkungen auf die Oldenburgischen Ufer- und Wasserbauten, als in dem gegenwärtigen Artikel festgesetzt sind, kann Preussen nur auf Grund etwaiger neuer Vereinbarungen ansprechen.

Art. 27. Sollte durch die Anlagen auf dem an Preussen abgetretenen Areal in der Eckwarder Hörne die Verlegung des gegenwärtig auf dem Deiche laufenden Fahrwegs nöthig werden, so verspricht Preussen, diese auf seine Kosten zu bewirken. Wegen der Unterhaltung des etwaigen neuen Weges bleibt Verständigung vorbehalten.

Art. 28. Die an die Krone Preussen abgetretenen Gebietstheile scheiden aus den politischen Gemeinden Heppens, Neuende und Eckwarden, sowie überhaupt aus jedem politischen Verbande mit Oldenburgischen Gemeinden.

Desgleichen scheiden dieselben aus der Konkurrenz

der betreffenden Deichbände und aus den bisherigen Armenverbänden.

Dagegen verbleiben die gedachten Gebietstheile in den Sielachten, wozu sie bisher gehörten, unter der bisherigen Sielachtsverfassung. Die Regulirung dieses Verhältnisses wird besonderer Verständigung, unter Aufrechthaltung des Princips nachbargleicher Konkurrenz und im Hinblick auf die bestehenden ähnlichen Kommunionen zwischen Oldenburgischen und Hannoverschen Liegenschaften vorbehalten.

Der bisherige Kirchen- und Schulverband wird aufrecht erhalten, jedoch Preussen das Recht eingeräumt, gegen Kapital-Abfindungen für die von den abgetretenen Ländereien bisher geleisteten Kirchen- und Schulabgaben und Dienste, aus dem Oldenburgischen Kirchen- und Schulverbande auszuscheiden.

Art. 29. Die Regulirung der Zollverhältnisse der an Preussen abgetretenen Gebietstheile, als Preussischer, im Oldenburgischen belegener Enklaven, bleibt besonderer Vereinbarung vorbehalten.

Art. 30. Sollten zwischen den kontrahirenden Staaten Differenzen über die Auslegung dieses Vertrags entstehen, so werden sie mittelst schiedsrichterlichen Spruchs des obersten Landesgerichts eines dritten Staats entschieden, welches Oldenburg aus drei von Preussen vorgeschlagenen wählt.

Betrifft die Differenz Gegenstände des Artikels 26, so erfolgt der schiedsrichterliche Spruch in gleicher Weise durch eine technische Behörde.

Art. 31. Die Ratifikationen dieses Vertrages sollen binnen sechs Wochen nach der Unterzeichnung ausgewechselt werden.

Dessen zur Urkunde ist gegenwärtiger Vertrag doppelt ausgefertigt, von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterschrieben, und mit deren Insiegel versehen worden.

So geschehen und vollzogen Berlin, den 20. Juli 1853.

(L. S.) Dr. *Ernst Gaebler.*

(L. S.) *Albrecht Johannes Theodor Erdmann.*

Nachträgliche Bestimmung
zu dem Vertrage vom 20. Juli 1853.

Bei Eingehung des zwischen Preussen und Olden-

burg unter dem 20. Juli 1853. abgeschlossenen Vertrages, betreffend die Uebernahme des maritimen Schutzes des Oldenburgischen Seehandels und der Oldenburgischen Seeschiffahrt durch Preussen und die dagegen von Oldenburg an Preussen geleistete Abtretung zweier Gebietstheile am Jahdebusen zur Anlegung eines Kriegshafens, ist verabredet worden, dass Preussen für die Oldenburgischen Gebietsabtretungen ausser den im gedachten Vertrage ausdrücklich übernommenen Verbindlichkeiten noch eine baare Geldentschädigung an Oldenburg zu leisten habe, deren nähere Festsetzung weiteren Verhandlungen und einer demnächstigen Nachtragsbestimmung zu dem Hauptvertrage vorbehalten bleiben sollte. Nachdem diese Verhandlungen beendigt worden, haben die beiderseitigen Bevollmächtigten sich über die folgende nachträgliche Bestimmung verständigt, welche dieselbe Dauer, Kraft und Geltung haben soll, als wäre dieselbe in den Hauptvertrag mit aufgenommen.

Art. 1. Die von Preussen an Oldenburg für die Abtretung zweier Gebietstheile am Jahdebusen zur Anlegung eines Kriegshafens ausser den im Vertrage vom 20. Juli 1853. ausdrücklich übernommenen Leistungen zu gewährende Geld-Entschädigung beträgt eine halbe Million (500,000) Thaler Preussisch Kurant.

Art. 2. Diese Summe von 500,000 Rthlrn. Kurant ist innerhalb dreier Jahre, von Publikation des Vertrages vom 20. Juli 1853. an gerechnet, von Preussen an Oldenburg zu bezahlen, und vom 1. Mai 1855. ab mit jährlich vier Prozent zu verzinsen.

Vorstehende nachträgliche Bestimmung soll landesherrlich ratifizirt und es sollen die Ratifikations-Urkunden innerhalb drei Wochen ausgewechselt werden.

Dessen zur Urkunde ist Gegenwärtiges doppelt ausgefertigt, von den beiderseitigen Bevollmächtigten unterschrieben und mit deren Insiegel versehen worden.

So geschehen und vollzogen Berlin, den 1. Dezember 1853.

(L. S.) Dr. *Ernst Gaebler.*

(L. S.) *Albrecht Johannes Theodor Erdmann.*

LXVI.

Lettres patentes du Roi de Prusse concernant la réunion du territoire de la Jahde à la Prusse; en date du 5 novembre 1854.

Wir Friedrich Wilhelm, von Gottes Gnaden, König von Preussen, Markgraf zu Brandenburg, souverainer oberster Herzog von Schlesien, wie auch der Grafschaft Glatz, Grossherzog vom Niederrhein und von Posen, Herzog zu Sachsen, Engern und Westphalen, in Geldern, zu Magdeburg, Cleve, Jülich, Berg, Stettin, Pommern, der Cassuben und Wenden, zu Mecklenburg und Crossen, Burggraf zu Nürnberg, Landgraf zu Thüringen, Markgraf der Ober- und Nieder-Lausitz, Prinz von Oranien, Neuenburg und Valendis, Fürst zu Rügen, Paderborn, Halberstadt, Münster, Minden, Cammin, Wenden, Schwerin, Ratzeburg, Mörs, Eichsfeld und Erfurt, Graf zu Hohenzollern, gefürsteter Graf zu Henneberg, Graf zu Ruppin, der Mark, zu Ravensberg, Hohenstein, Tecklenburg, Schwerin, Lingen, Sigmaringen und Veringen, Pyrmont, Herr der Lande Rostock, Stargard, Lauenburg, Bütow, zu Haigerloch und Werstein etc. etc.

thun hiermit Jedermann kund:

Nachdem von Seiner Königlichen Hoheit dem Grossherzoge von Oldenburg an Uns mittelst des am 20. Juli 1853. abgeschlossenen und ratifizirten, und demnächst nach erfolgter Zustimmung der beiderseitigen Landesvertretungen publizirten Staatsvertrages und der dazu gehörigen nachträglichen Bestimmung vom 1. Dezember 1853. die in dem Ersteren näher bezeichneten Gebietstheile mit voller Staatshoheit abgetreten worden sind, so nehmen Wir diese gedachten Lande in Kraft des gegenwärtigen Patents in Besitz und einverleiben dieselben Unseren Staaten mit allen Rechten der Landeshoheit und Oberherrlichkeit.

Wir lassen an den Grenzen zur Bezeichnung Unserer Landeshoheit die Preussischen Adler aufrichten, auch, wo Wir es nöthig finden, Unser Königliches Wappen anheften und die öffentlichen Siegel mit dem Preussischen Adler versehen.

Wir erklären hierdurch in den in Besitz genommenen Landen die Preussische Staats-Verfassung für eingeführt.

Wir verordnen, dass es bis zur Einführung der übrigen für Unsere Staaten geltenden Gesetze und Verordnungen bei der gegenwärtig bestehenden Gesetzgebung, namentlich auch in Bezug auf die Steuern und Abgaben, sein Bewenden behalte, und erwarten, dass die in Unseren neuen Gebieten angesessenen Oldenburgischen Unterthanen hierin, sowie in den wegen der provisorischen Verwaltung dieser Gebiete getroffenen Maassnahmen, worüber Wir besondere Verordnung ergehen lassen, den Beweis der möglichsten Berücksichtigung ihrer bisherigen Verhältnisse erblicken werden.

Wir beauftragen den Oberbefehlshaber Unserer Marine und Admiral der Preussischen Küsten, Prinzen Adalbert von Preussen Königliche Hoheit und Liebden, die Besitznahme hiernach in Unserem Namen auszuführen und die solchergestalt in Besitz genommenen Lande Unserer Admiralität, welcher Wir bereits durch Unseren Erlass vom 11. Februar dieses Jahres bis auf Weiteres die gesammte Verwaltung dieser Gebietstheile übertragen haben, zu überweisen.

Hiernach geschieht unser Königlicher Wille.

Gegeben Sanssouci, den 5. November 1854.

Friedrich Wilhelm.

v. Manteuffel. v. d. Heydt. Simons. v. Raumer.
v. Westphalen. v. Bodelschwingh.
Gr. v. Waldersee.

LXVII.

Convention monétaire entre la Prusse, la Bavière, le Wurtemberg, le Grand-Duché de Hesse, les Duchés de Saxe-Meiningen et de Nassau, la Principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt, le Landgraviat de Hesse-Hombourg et la Ville libre de Francfort, signée à Munich le 7 août 1858; suivi d'un protocole final.

Die Regierungen von Preussen, Bayern, Württemberg,

Baden, Grossherzogthum Hessen, Sachsen-Meiningen, Nassau, Schwarzburg-Rudolstadt, Hessen-Homburg und der freien Stadt Frankfurt, von der Absicht geleitet, die Bestimmungen der früheren Verträge des süddeutschen Münzvereins, dem Münz-Vertrage d. d. Wien den 24. Januar 1857. und den gegenwärtigen Verhältnissen entsprechend zu ergänzen und festzustellen, haben zu dem Ende Bevollmächtigte ernannt, und zwar

die Königlich Preussische Regierung:
den Geheimen Ober-Finanzrath Karl Theodor Seydel;

die Königlich Bayerische Regierung:
den Ministerial-Direktor Karl Friedrich v. Bever;

die Königlich Württembergische Regierung:
den Bergrath Valentin v. Schübler;

die Grossherzoglich Badische Regierung:
den Münzrath Ludwig Kachel;

die Grossherzoglich Hessische Regierung:
den Obersteuerrath Ludwig Wilhelm Ewald;

die Herzoglich Sachsen-Meiningensche Regierung:
den Staatsrath Ludwig Blomeyer;

die Herzoglich Nassauische Regierung:
den Landes-Bankdirektor Karl Reuter;

die Fürstlich Schwarzburg-Rudolstädtische Regierung:
den Finanzrath Heinrich Bamberg;

die Landgräflich Hessische Regierung:
den Grossherzoglich Hessischen Obersteuerrath Ludwig Wilhelm Ewald;

die freie Stadt Frankfurt:
den Senator Franz Alfred Jakob Bernus,

von welchen Bevollmächtigten, unter dem Vorbehalte der Ratifikation, nachstehender Vertrag verhandelt und abgeschlossen worden ist.

Art. 1. In den Königreichen Bayern und Württemberg, den Grossherzogthümern Baden und Hessen, im Herzogthume Sachsen-Meiningen, in den Hohenzollernschen Landen Preussens, im Herzogthume Nassau, in der Oberherrschaft des Fürstenthums Schwarzburg-Rudolstadt, in der Landgrafschaft Hessen-Homburg und in dem Gebiete der freien Stadt Frankfurt bildet das Pfund, in der Schwere von 500 Grammen, die Grundlage der

Ausmünzung, es soll das Pfund feinen Silbers mit Beibehaltung der Gulden- und Kreuzer-Rechnung zu 52½ Gulden ausgebracht werden, und hiernach an die Stelle des 24½ Guldenfusses als gesetzlicher Münzfuss der Zwei und fünfzig einhalb Guldenfuss treten.

Art. 2. Die in dem Münzfusse von 52½ Gulden aus dem Pfunde feinen Silbers ausgeprägten Münzstücke sollen mit den in dem Münzfusse von 24½ Gulden aus der seitherigen Münzmark ausgeprägten gleichnamigen Münzen gleiche Geltung haben.

Die Bezeichnung „süddeutsche Währung", welche an Stelle jeder anderen Bezeichnung des Landesmünzfusses tritt, findet demgemäss auf die in beiderlei Münzfüssen ausgebrachten Münzen Anwendung.

Art. 3. Als grobe Silbermünzen (Kurantmünzen) werden ausser dem Zwei-Vereinsthalerstücke zu 3½ Gulden und dem Ein-Vereinsthalerstücke zu 1¾ Gulden bestehen:

das Zweiguldenstück zu 120 Kreuzer,
das Guldenstück zu 60 Kreuzer,
das Halbguldenstück zu 30 Kreuzer.

Es werden demnach 26¼ Zweiguldenstücke, 52½ Guldenstücke, 105 Halbguldenstücke je Ein Pfund feinen Silbers enthalten.

Art. 4. Ausser den genannten Kurantmünzen (Art. 3.) können als solche auch Viertelguldenstücke zu 15 Kreuzer geprägt werden, wenn dazu ein Bedürfniss sich ergiebt. Es sollen 210 Viertelguldenstücke Ein Pfund feinen Silbers enthalten.

Art. 5. Das Mischungsverhältniss der Zweigulden, Gulden und Halbgulden wird auf 900 Tausendtheile Silber und 100 Tausendtheile Kupfer, der Viertelgulden auf 520 Tausendtheile Silber und 480 Tausendtheile Kupfer festgesetzt.

Die Abweichung im Mehr oder Weniger darf im Feingehalte bei den Zweigulden, Gulden und Halbgulden nicht mehr als 3 Tausendtheile, bei den Viertelgulden nicht mehr als 5 Tausendtheile, im Gewichte aber bei dem einzelnen Zweiguldenstücke nicht mehr als 3 Tausendtheile seines Gewichtes, bei dem einzelnen Guldenstücke nicht mehr als 5 Tausendtheile seines Gewichtes, bei dem einzelnen Halbguldenstücke nicht mehr als 7 Tausendtheile seines Gewichtes und bei dem einzelnen Viertelguldenstücke nicht mehr als 10 Tausendtheile sei-

nes Gewichtes betragen, unbeschadet der jeder Münzstätte obliegenden allgemeinen Verpflichtung, für die möglichst genaue Einhaltung des Münzfusses Sorge zu tragen.

Der Durchmesser wird für das Zweiguldenstück auf 36, für das Guldenstück auf 30, für das Halbguldenstück auf 24 und für das Viertelguldenstück auf 22 Millimeter festgesetzt.

Art. 6. Der Avers dieser Münzen (Art. 3. und 4.) zeigt das Bildniss des Regenten des betreffenden Staates und bei der freien Stadt Frankfurt das Wappen derselben.

Der Revers enthält bei dem Zweiguldenstücke das betreffende Landeswappen, über demselben die Werthsbezeichnung „Zwei Gulden" und unter demselben die Jahreszahl, bei der freien Stadt Frankfurt aber die Bezeichnung des Werthes nebst der Jahreszahl in einem Kranze von Eichenlaub.

Der Revers des Gulden-, Halb- und Viertelguldenstückes enthält nach einerlei Zeichnung die Angabe des Werthes der Münze nebst der Jahreszahl in einem Kranze von Eichenlaub.

Der Rand ist bei allen diesen Münzen gerippt, mit glatten Stäbchen auf beiden Seiten.

Art. 7. Die vertragenden Staaten machen sich verbindlich, ihre eigenen groben Silbermünzen, wenn dieselben in Folge längerer Cirkulation und Abnutzung eine erhebliche Verminderung des ihnen ursprünglich zukommenden Metallwerthes erlitten haben, zum Einschmelzen einzuziehen und dergleichen abgenutzte Stücke auch dann, wenn das Gepräge undeutlich geworden, stets für voll zu demjenigen Werthe, zu welchem sie in Umlauf gesetzt sind, bei allen ihren Kassen anzunehmen.

Als die Abnutzungsgrenze, bei deren Ueberschreitung die Einziehung der Münzen zu erfolgen hat, wird ein Mindergewicht für die Zweigulden von 1½ Prozent, für die Gulden von 2 Prozent, für die Halbgulden von 2½ Prozent und für die Viertelgulden von 3 Prozent des Normalgewichtes der einzelnen Stücke festgesetzt.

Art. 8. Sämmtliche vertragenden Staaten verpflichten sich, ihre eigenen groben Silbermünzen niemals gegen den ihnen beigelegten Werth herabzusetzen, auch eine Ausserkurssetzung derselben anders nicht eintreten zu lassen, als nachdem eine Einlösungsfrist von mindestens

vier Wochen festgesetzt und wenigstens drei Monate vor ihrem Ablaufe öffentlich bekannt gemacht worden ist.

Art. 9. Die noch im Umlaufe befindlichen Kronenthaler werden in ihrem bisherigen Werthe von 2 Fl. 42 Xr. aufrecht erhalten.

Art. 10. Die vertragenden Staaten machen sich jedoch verbindlich, dieselben allmälig aus dem Verkehre zu entfernen. Hiebei sollen zunächst die sogenannten Brabanter- und die unter Oesterreichischem Stempel geprägten Kronenthaler der Einziehung unterworfen werden.

Die kontrahirenden Staaten werden davon innerhalb der nächsten fünf Jahre vom 1. Januar 1859. bis 1. Januar 1864. jährlich einen Betrag von vier Millionen Gulden nach dem Maassstabe der Vertheilung der Zollrevenüen einziehen und in grobe Münze, vorzugsweise in Vereinsthaler, umprägen lassen.

Für den Fall, dass bis zum Ablaufe dieser fünf Jahre eine Bestimmung über das weiter einzuziehende Quantum an Kronenthalern nicht getroffen würde, soll davon vom 1. Januar 1864. an ein Betrag von mindestens zwei Millionen Gulden jährlich in derselben Weise eingezogen uud umgeprägt werden.

Rücksichtlich der von den vertragenden Staaten selbstgeprägten Kronenthaler bleibt es dem Ermessen der betreffenden Regierungen anheimgestellt, wann sie dieselben, jedoch ohne Einrechnung in die bemerkte Summe, einziehen und umprägen lassen wollen.

Art. 11. Die gemeinschaftlichen, zu gegenseitigem Umlauf berechtigten Scheidemünzen der kontrahirenden Staaten bestehen:

A. in Sechskreuzerstücken und

B. in Dreikreuzerstücken

von Silber.

Der Ausmünzungsfuss der Sechs- und Drei-Kreuzerstücke wird auf 58 Gulden aus dem Pfunde feinen Silbers festgesetzt.

Art. 12. Die Ausprägung von Einkreuzerstücken von Silber oder Kupfer und deren Theilstücken, sowie die gegenseitige Annahme derselben, bleibt dem Ermessen der einzelnen Staaten überlassen.

Die Einkreuzerstücke von Silber sind indessen nicht in einem leichtern Münzfusse als zu $60\frac{5}{8}$ Fl. aus dem Pfunde feinen Silbers auszubringen, und es soll in der

Kupferscheidemünze der Zollzentner Kupfer nicht höher als zu 196 Fl. ausgebracht werden.

Art. 13. Der Silbergehalt der Sechs- und Drei-Kreuzerstücke wird zu 350 Tausendtheilen angenommen.

Der Durchmesser der Sechskreuzerstücke soll 20 und der Dreikreuzerstücke 17 Millimeter betragen.

Der Avers derselben erhält das Wappen des ausmünzenden Staates mit einer die Münze als Scheidemünze bezeichnenden Umschrift und der Revers die Werthangabe nebst der Jahreszahl in einem Kranz von Eichenlaub.

Die Fehlergrenze, welche im Feingehalte bei beiden Münzsorten im Mehr oder Weniger eingehalten werden muss, wird auf 7 Tausendtheile festgesetzt; bei der Stückelung ist für die möglichst genaue Einhaltung der auf ein Pfund gehenden Stückzahl Sorge zu tragen, und darf die Abweichung im Mehr oder Weniger Ein Prozent nicht übersteigen.

Art. 14. Die v rtragenden Staaten machen sich verbindlich:

a) ihre eigene Silber- und Kupfer-Scheidemünze niemals gegen den ihr beigelegten Werth herunterzusetzen, auch eine Aussercourssetzung derselben nur dann eintreten zu lassen, wenn eine Einlösungsfrist von mindestens vier Wochen festgesetzt und wenigstens drei Monate vor ihrem Ablaufe öffentlich bekannt gemacht worden ist;

b) dieselbe, wenn in Folge längerer Cirkulation und Abnutzung das Gepräge undeutlich geworden ist, nach demjenigen Werthe, zu welchem sie in Umlauf gesetzt ist, allmälig zum Einschmelzen einzuziehen;

c) auch dieselbe nach dem nämlichen Werthe in näher zu bezeichnenden Kassen auf Verlangen gegen grobe in ihren Landen coursfähige Münze umzuwechseln.

Die zur Umwechselung angebotene Summe darf jedoch in Silberscheidemünze nicht unter 40 Gulden, in Kupferscheidemünze nicht unter 10 Gulden betragen.

Art. 15. Niemand darf in den Landen der vertragenden Staaten genöthigt werden, eine Zahlung, welche den Werth der kleinsten groben Silbermünze erreicht, in Scheidemünze anzunehmen.

Art. 16. Sämmtliche vertragenden Staaten machen sich verbindlich, in dem Zeitraume vom 1. Januar 1859 bis 1. Januar 1864 von den im Gebiete des süddeut-

schen Münzvereines geprägten und noch umlaufenden Sechs- und Drei-Krenzerstücken jährlich den Betrag von 400,000 Fl. und zwar in der Art einzuziehen, dass ohne Unterschied des Landesgepräges vorzugsweise diejenigen Stücke, welche eine frühere Jahreszahl als die von 1807 oder keine erkenntliche Jahreszahl tragen, sodann die sonstigen älteren und abgenutzten zum Einzuge gebracht werden. Der bezeichnete Betrag wird unter die kontrahirenden Staaten nach demselben Maassstabe vertheilt, nach welchem die Zollrevenüen zur Vertheilung gelangen.

Art. 17. Während dieser fünf Jahre sollen von den vertragenden Regierungen keine neuen Sechs- und Drei-Kreuzerstücke geprägt werden.

Findet eine der kontrahirenden Regierungen sich ausnahmsweise veranlasst, neue Ausprägungen solcher Münzen innerhalb dieser Frist vorzunehmen, so kann dies nur dann geschehen, wenn sie gleichzeitig, ausser den nach Artikel 16 von ihr einzuziehenden Beträgen, eine dem doppelten Betrage der neuen Ausprägung gleichkommende Quantität von Sechs- und Drei-Kreuzerstücken aus dem Cours zieht.

Art. 18. Die vertragenden Regierungen werden die neu ausgegebenen Münzen — Courantmünzen sowohl als Scheidemünzen — gegenseitig von Zeit zu Zeit in Bezug auf ihren Feingehalt und auf ihr Gewicht prüfen lassen und von den Ausstellungen, die sich dabei etwa ergeben, einander Mittheilung machen.

Für den unerwarteten Fall, dass die Ausmünzung der einen oder der anderen der betheiligten Regierungen im Feingehalte oder im Gewichte den vertragsmässigen Bestimmungen nicht entsprechend befunden würde, übernimmt dieselbe die Verbindlichkeit, entweder sofort oder nach vorangegangener schiedsrichterlicher Entscheidung sämmtliche von ihr geprägten Münzen desjenigen Jahrganges, welchem die fehlerhafte Ausmünzung angehört, wieder einzuziehen.

Art. 19. Die in den Artikeln 7. und 14. übernommene Verbindlichkeit zur Annahme der groben Silbermünzen und der Scheidemünzen bei den Staatskassen nach ihrem vollen Werthe findet auf durchlöcherte oder sonst anders als durch den gewöhnlichen Umlauf am Gewicht verringerte, ingleichen auf verfälschte Münzstücke keine Anwendung.

Art. 20. Die vertragenden Staaten vereinbaren sich

dahin, während der letzten sechs Monate des Jahres 1863 über die nach Ablauf dieses Jahres zn ergreifenden Maassregeln bezüglich der ferneren Einziehung von Kronenthalern, sowie bezüglich der Scheidemünze, insbesondere der ferneren Einziehung derselben und der Festsetzung eines den Verkehrsverhältnissen im Gebiete der süddeutschen Währung entsprechenden Maximalbetrages des Scheidemünz-Umlaufes Berathung pflegen und gemeinsame Beschlüsse fassen zu wollen.

Art. 21. Die Dauer dieses Vertrages wird zunächst bis zum Schlusse des Jahres 1878 festgesetzt; es soll auch alsdann derselbe, insofern der Rücktritt von der einen oder der anderen Seite nicht erklärt oder eine anderweite Vereinbarung darüber nicht getroffen worden ist, stillschweigend von fünf zu fünf Jahren als verlängert angesehen werden.

Es ist aber ein solcher Rücktritt nur dann zulässig, wenn die betreffende Regierung ihren Entschluss mindestens zwei Jahre vor Ablauf der ausdrücklich festgesetzten oder stillschweigend verlängerten Vertragsdauer den mitvertragenden Regierungen bekannt gemacht hat, worauf sodann unter sämmtlichen Vereinsstaaten unverweilt weitere Verhandlung einzutreten hat, um die Veranlassung der erfolgten Rücktrittserklärung und somit diese Erklärung selbst im Wege gemeinsamer Verständigung zur Erledigung bringen zu können.

Art. 22. Die Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages treten an die Stelle der Bestimmungen der unterm 25. August 1837 zur Begründung des süddeutschen Münzvereines zu München geschlossenen Convention und der zur Ergänzung dieser Convention weiter getroffenen Vereinbarungen des süddeutschen Münzvereines, welche hierdurch ausser Wirksamkeit gesetzt werden.

Gegenwärtiger Vertrag soll alsbald zur Ratification den kontrahirenden Regierungen vorgelegt und die Auswechselung der Ratifikations-Urkunden zu München bewirkt werden.

München, den 7. August 1858.

Karl Theodor Seydel.
Karl Friedrich v. Bever. *Valentin v. Schübler.*
Ludwig Kachel. *Ludwig Wilhelm Ewald.*
Ludwig Blomeyer. *Karl Reuter.* *Heinrich Bamberg.*
Franz Alfred Jakob Bernus.

Separatartikel.

Bei Abschluss des Münzvertrags vom heutigen Tage sind von den unterzeichneten Bevollmächtigten noch folgende besondere Artikel mit Vorbehalt der allseitigen Ratifikation verabredet worden, welche dieselbe Kraft und Gültigkeit haben sollen, als wenn sie Wort für Wort in den offenen Vertrag eingerückt worden wären.

Art. I.

(Zu Art. 4 des offenen Vertrages).

Keine der vertragenden Regierungen wird vor dem 1. Januar 1864 zur Ausprägung von Viertel-Guldenstücken schreiten, es sei denn, dass sie ein dringendes Bedürfniss hierzu wahrnimmt oder dass eine frühere Ausprägung vereinbart wird.

Art. II.

(Zu Art. 7 des offenen Vertrages).

Jede Regierung wird die bei ihren Kassen eingehenden Münzstücke ihres Gepräges überwachen lassen und dafür sorgen, dass diejenigen, welche das im Art. 7 des offenen Vertrages bestimmte Mindergewicht zeigen, an die Münzstätte abgeliefert werden.

Auch verpflichten sich die vertragenden Regierungen, solche Münzstücke ihres Gepräges, welche die im Art. 7 des offenen Vertrages bestimmte Abnützungsgrenze überschritten haben, auf Antrag eines der mitvertragenden Staaten in Summen von nicht unter 500 Gulden gegen vollhaltige auszutauschen.

Art. III.

(Zu Art. 8 und 14 des offenen Vertrages).

Es dürfen Silbermünzen, sei es vom Gepräge der vertragenden Staaten oder von anderem Gepräge, in Ansehung welcher eine ausdrückliche Coursgestattung stattgefunden hat, weder verrufen noch im Werthe herabgesetzt werden, ohne dass davon sämmtlichen mitvertragenden Regierungen vier Wochen vor Ausführung der Maassregel oder falls diese durch anderwärts unmittelbar vorausgegangene Ankündigung oder Ausführung einer ähnlichen Massregel veranlasst ist, wenigstens gleichzeitige Kenntniss gegeben wird.

Art. IV.

(Zu Art. 10 und 16 des offenen Vertrags).

In Bezug auf die Verbindlichkeit zur Einziehung der

Kronenthaler (Art. 10 d. o. V.) und zur Einziehung der Scheidemünzen (Art. 16 d. o. V.) ist man übereingekommen, dass während der ganzen Dauer der nächsten fünfjährigen Einziehungsperiode das gegenwärtige bei Vertheilung der Zolleinkünfte zu Grunde liegende Bevölkerungsverhältniss als Massstab der Vertheilung der einzuziehenden Beträge dienen und dass demgemäss bis zum 1. Januar 1864 von jeder der vertragenden Regierungen jährlich der hierunter für dieselbe ausgeworfene Betrag eingezogen werden soll.

Seelenzahl.		Betrag der jährlich einzuziehenden Quantitäten an Kronenthalern Fl.	an Scheidemünzen. Fl.
63,000	Preussen für die Hohenzollernschen Lande	26,979	2,713
4,541,600	Bayern	1,935,664	194,687
1,669,400	Württemberg	711,511	71,563
1,308,100	Baden	557,522	56,075
836,400	Grossherzogthum Hessen	356,480	35,854
165,700	Sachsen - Meiningen	70,623	7,103
428,200	Nassau	182,502	18,356
54,000	Schwarzburg-Rudolstadt für die Oberherrschaft	23,015	
25,100	Hessen-Homburg	10,698	1,076
293,300	Frankfurt	125,006	12,573
9,385,100	Summa	4,000,000	400,000

Art. V.

(Zu Art. 16 und 17 des offenen Vertrages).

1. Es ist vorerst nicht beabsichtiget, die im Art. 16 d. o. V. angeordnete Einziehung auch auf Scheidemünzen zu erstrecken, welche die Jahreszahl 1816 oder eine noch spätere Jahreszahl erkennen lassen, unbeschadet der vorzugsweisen Einziehung der bis zur Undeutlichkeit des Gepräges abgeschliffenen Münzstücke.

2. Die Einschmelzung der eingezogenen Scheidemünzen für die Staaten, welche keine eigene Münzstätte haben, muss in einer der Münzstätten der vertragenden Staaten erfolgen.

Die weitere Verfügung über die gewonnene Schmelz-

masse verbleibt der Regierung, in deren Namen und Auftrag die Einschmelzung bewirkt ist.

3. Die vertragenden Regierungen sind schon jetzt übereingekommen, sämmtliche umlaufende Scheide-Münzen, welche die Jahreszahl bis einschliesslich 1836 tragen oder bis zur Unkenntniss des Gepräges abgeschliffen sind, als gemeinschaftliche dergestalt zu behandeln, dass deren Einziehung, soweit solche künftig vereinbart werden wird, ohne Unterschied des Ursprunges und des Gepräges von den Vereinsstaaten zu erfolgen hat.

Art. VI.

(Zu Art. 18 des offenen Vertrags).

1) Der Fall, dass die Ausmünzung einer Regierung als fehlerhaft gilt, und die sämmtlichen Stücke der betroffenen Münzsorte desjenigen Jahrganges, welchem die Ausmünzung angehört, wieder eingezogen werden müssen, soll dann als vorhanden angenommen werden, wenn sich ergiebt, dass unter 50 neuen Courantmünzstücken desselben Jahres, wie sie von der Münzstätte ausgegeben worden, in Ansehung des Feingehaltes oder des Gewichtes mindestens der 5te Theil hinter den im Art. 5 d. o. V. für die Abweichung im Weniger nachgelassenen Grenzen zurücksteht. Ebenso soll die Ausmünzung der Scheidemünze in dem oben angegebenen Sinne als fehlerhaft betrachtet werden, wenn bei der Anzahl neuer Stücke, welche vertragsgemäss auf ein Pfund gehen soll, sich ein Mindergewicht von zwei Prozent ergibt oder der bei der Tiegelprobe sich ergebende Feingehalt die zulässige Fehlergrenze überschreitet.

2. Es bleibt einer jeden der vertragenden Regierungen überlassen, behufs der vorzunehmenden Prüfung sich eine zureichende Zahl neuer Stücke (Punkt 1) von den Münzen der übrigen Regierungen im geeigneten Wege zu verschaffen. Wenn daran in dem obengedachten Masse (Punkt 1) eine Abweichung im Feingehalte oder im Gewichte wahrgenommen wird, so ist an diejenige Regierung, aus deren Münzstätte die fehlerhaften Münzen hervorgegangen sind, unter Mittheilung einer genauen Beschreibung des bei der Prüfung angewendeten Verfahrens das Ersuchen zu richten, der wegen Wiedereinziehung der fehlerhaften Ausmünzung übernommenen Verbindlichkeit Genüge zu leisten; gleichzeitig ist

auch den übrigen mitvertragenden Regierungen davon Nachricht zu geben.

3. Sofern demnächst nicht etwa eine gegenseitige Verständigung stattfindet, hat diejenige Regierung, deren Ausmünzung als fehlerhaft bezeichnet worden ist, zwei von den mitvertragenden Regierungen, welche arbeitende Münzstätten haben, behufs der schiedsrichterlichen Entscheidung in Vorschlag zu bringen und es steht sodann derjenigen Regierung, welche die Ausmünzung als fehlerhaft bezeichnet hat, die Auswahl unter denselben zu.

Die erwählte schiedsrichterliche Regierung hat hierauf der obengedachten Bestimmung (Punkt 1) gemäss eine nochmalige Prüfung der fraglichen Ausmünzung zu veranstalten und nach dem Ergebnisse dieser Prüfung Entscheidung zu treffen.

Bei dieser Entscheidung, von welcher die schiedsrichterliche Regierung sämmtlichen mitvertragenden Regierungen Mittheilung machen wird, hat es sein Bewenden. Die Kosten sind von derjenigen Regierung zu tragen, gegen deren Angaben der schiedsrichterliche Spruch ausfällt.

4. Die Wiedereinziehung der fehlerhaften Ausmünzung kann der dazu verbundenen Regierung nur in dem Masse angesonnen werden, dass die dem fraglichen Jahrgange angehörigen Stücke, soweit solche in ihren Kassen noch vorhanden sind, oder bei denselben eingehen, zurückbehalten, sowie dass dergleichen Stücke auf Verlangen der mitvertragenden Regierungen gegen cursfähige Münze eingewechselt, in allen diesen Fällen aber eingeschmolzen werden müssen.

Eine öffentliche Bekanntmachung in Betreff der fehlerhaft befundenen Ausmünzung soll nicht stattfinden.

5. Wenn von einer Regierung die Ausprägung von Münzen für Rechnung einer anderen Regierung übernommen worden ist, so ist die erstgedachte Regierung für die beim Feingehalte oder Gewichte etwa sich ergebenden Mängel ausschliesslich verantwortlich.

Art. VII.

Die vertragenden Regierungen werden nach Ablauf jeden Jahres einen amtlichen Nachweis über die im Laufe des letzteren vorgenommenen Ausmünzungen aller Art mit Bezeichnung der verschiedenen Münzsorten

nebst Angabe des Rauhgewichtes und der Stückzahl oder des Zahlwerthes einander mittheilen.

Dieser Nachweis hat ausserdem die Summen der eingezogenen Kronenthaler, sowie auch jene der eingezogenen Scheidemünzen mit Angabe des Rauhgewichtes derselben und des beim Einschmelzen sich ergebenden Verlustes zu enthalten.

München, den 7ten August 1858.

Carl Theodor Seydel.
Carl Friedrich von Bever.
Valentin von Schübler.
Ludwig Kachel.
Ludwig Wilhelm Ewald.
Ludwig Blomeyer.
Carl Reuter.
Heinrich Bamberg.
Franz Alfred Jakob Bernus.

Schlussprotocoll.

München, den 7ten August 1858.

Nachdem die unterzeichneten Bevollmächtigten heute zusammengetreten sind, um den unter den Staaten des süddeutschen Münz-Vereines vereinbarten Vertrag über das Münzwesen nebst den dazu gehörigen Separat-Artikeln zum Abschlusse zu bringen, haben dieselben noch über nachstehende Punkte sich geeiniget:

1. Man ist darüber einverstanden, dass die in dem gedachten Vertrage bei Aufführung der betheiligten Staaten und Gebiete vorkommende Reihenfolge und Bezeichnung den etwaigen Präcedenzrechten und sonstigen Befugnissen derselben durchaus unschädlich sei.

2. Indem man dem Antrage des Bevollmächtigten der grossherzoglich Badischen Regierung dahin stattgegeben hat, dass zur Ausprägung von Viertelguldenstücken unter der Voraussetzung eines dringenden Bedürfnisses von jeder der vertragenden Regierungen auch ohne vorgängige Vereinbarung geschritten werden kann (Separat-Artikel I. zu Art. 4 d. o. V.), sind die übrigen Bevollmächtigten unter sich übereingekommen, dass die

von ihnen vertretenen Regierungen von dieser Befugniss keinenfalls Gebrauch machen werden, ohne zuvor die Verständigung in Betreff eines gemeinsamen Vorgehens versucht zu haben. Sie glauben bei den Bedenken, die einem einseitigen Vorgehen in dieser Beziehung entgegenstehen, die Erwartung hegen zu dürfen, dass auch die grossherzoglich Badische Regierung ohne einen solchen vorgängigen Versuch zur Ausprägung der Viertelguldenstücke nicht schreiten werde.

3. Nachdem von Seite des k. Preussischen Bevollmächtigten beantragt worden ist, den im Artikel 3 des Vertrages genannten eigenthümlichen Courantmünzen auch noch die Bezeichnung des Münzfusses beizufügen, diesem Antrage aber von den übrigen Bevollmächtigten nicht zugestimmt werden konnte, so ist man übereingekommen, dass der k. Preussischen Regierung vorbehalten werde, im Anschlusse an ihre bisherigen Ausprägungen auf den von ihr geprägten Münzstücken den Münzfuss zu bezeichnen, wobei jedoch allseitig der Wunsch geäussert wurde, dass es derselben gefallen möge, von diesem Vorbehalte keinen Gebrauch zu machen.

4. Es besteht allseitig die Ansicht, dass nach den obwaltenden thatsächlichen Verhältnissen des Scheidemünzumlaufes im süddeutschen Münz-Vereine durch die Bestimmungen des Artikels 16 des Vertrages und des Separat-Artikels V Ziff. 1 auch der Verpflichtung entsprechen werde, welche nach Ziff. 2 des Separat-Artikels VIII zum Münz-Vertrage vom 24ten Januar 1857 hinsichtlich der Einziehung der vor Auflösung des deutschen Reiches geprägten Scheide-Münzen übernommen wurde.

5. Es ist selbstverstanden, dass auch nach Ablauf der in Art. 17 des abzuschliessenden Vertrages bestimmten fünf Jahre die Beschränkungen des Artikels 14 des Münzvertrages vom 24ten Januar 1857 und des Separatartikels VIII zu diesem Vertrage in Bezug auf den Betrag der in Umlauf zu setzenden und im Umlauf befindlichen Scheidemünze fortbestehen.

6. Das von der fürstlich Schwarzburg-Rudolstädtischen Regierung unter Bezugnahme auf den geringen Betrag der von ihr ausgeprägten Scheidemünze gestellte Ansinnen, dieselbe ausser Betheiligung an der Einziehung alter und abgenützter Scheide-Münze zu lassen, erscheint als gerechtfertiget dadurch, dass vor dem im

Jahre 1839 erfolgten Anschluss der Oberherrschaft des Fürstenthums Schwarzburg-Rudolstadt an das Gebiet des süddeutschen Münzvereines ein Umlauf und eine Benutzung der süddeutschen Scheidemünze in gedachter Oberherrschaft nicht stattgefunden hat.

7. Es wird nicht beabsichtiget, bei den gemäss Artikel 20 des Vertrages in den letzten sechs Monaten des Jahres 1863 bezüglich der Kronenthaler und der Scheidemünze zu pflegenden Verhandlungen andere Gegenstände insbesondere die in Ziff. III des Schlussprotokolls zum Münzvertrage vom 24ten Januar 1857 bezeichnete Frage der gegenseitigen Annährung der Münz-Systeme auszuschliessen.

8. Da nach Artikel 24 des Münzvertrages vom 24. Januar 1857 den Regierungen der Staaten der Thaler-Währung und der österreichischen Währung Mittheilung von den unter dem heutigen vereinbarten Bestimmungen zu machen ist, so wird die k. Bayerische Regierung ersucht und ermächtiget, dieser Verpflichtung durch Mittheilung des Vertrages, der dazu gehörigen Separat-Artikel und des gegenwärtigen Schlussprotokolles Namens sämmtlicher vertragender Regierungen zu entsprechen.

Die k. Bayerische Regierung erklärt ihrerseits zu solcher Mittheilung sich bereit.

9. Da in Gemässheit des Artikels 3 des Münzvertrages vom 24ten Januar 1857 auch das Fürstenthum Sachsen-Coburg zu den Staaten der süddeutschen Währung gehört, so findet man es angemessen, dass bei der an die herzogliche Regierung von Sachsen-Coburg-Gotha zu machenden Mittheilung Bezug auf das bezeichnete Verhältniss genommen und damit der herzoglichen Regierung näherer Anlass zu einer Aeusserung gegeben werde.

10. Man ist übereingekommen, dass der Vertrag und die dazu gehörigen Separatartikel lediglich in einem Exemplare unterzeichnet und untersiegelt werden sollen.

Beide Urkunden, sowie die Akten der Münzkonferenz werden durch die k. Bayerische Regierung im Staatsarchive zu München niedergelegt und jeder der übrigen betheiligten Regierungen eine beglaubigte Abschrift des Vertrages und der Separatartikel zugestellt werden.

11. Da am Vertrags-Abschlusse zehn Regierungen Theil nehmen, so wird jede derselben die von ihr auszustellenden Ratifikations-Urkunden in 9 zur gegenseiti-

gen Auswechslung bestimmten Exemplaren ausfertigen lassen.

Es wird dabei als zulässig erachtet, die Ratifikation des Vertrages und der Separatartikel in einer Urkunde zusammenzufassen und die zu ratificirenden Aktenstücke in abgekürzter Form zu bezeichnen.

12. Es wird angenommen, dass die Ratifikationen längstens binnen 6 Wochen vom heutigen Tage an werden ertheilt werden.

13. Die gegenseitige Auswechslung der Ratifikationen wird bei dem k. bayerischen Staats-Ministerium des Königlichen Hauses und des Aeussern stattfinden.

Denjenigen Regierungen, welche nicht durch eigene Gesandtschaften am k. bayerischen Hofe vertreten sind, bleibt freigestellt, die Ratifikations-Urkunden unmittelbar an das genannte Ministerium zu übersenden, worauf dieses in deren Namen der Aushändigung und Entgegennahme der betreffenden Urkunden sich unterziehen wird.

14. Das über den Auswechslungsakt aufgenommene Protokoll wird sämmtlichen übrigen Regierungen in beglaubigter Abschrift mitgetheilt werden.

15. Das gegenwärtige Schlussprotokoll soll ebenfalls sämmtlichen übrigen Regierungen in beglaubigter Abschrift mitgetheilt und durch die Ratifikation des Hauptvertrages als mitratifizirt betrachtet werden.

Nach Festsetzung vorstehender Punkte sind die Urkunden des gedachten Vertrages und der dazu gehörigen Separatartikel nach vorausgegangener Durchlesung von sämmtlichen Bevollmächtigten unterzeichnet und untersiegelt und ebenso wie das mit allseitiger Unterschrift bekleidete gegenwärtige Schlussprotokoll von dem k. bayerischen Bevollmächtigten in Empfang genommen worden.

Seydel. v. Bever. v. Schübler. L. Kachel. Ewald. Blomeyer. Reuter. Bamberg. Bernus.

LXVIII.

Convention entre la Prusse, la Bavière, le Wurtemberg, les Grand-Duchés de Bade et de Hesse, les Duchés de Saxe-Meiningen et de Nassau, la Principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt, le Landgraviat de Hesse-Hombourg et la Ville libre de Francfort, fixant le cours des pièces de vingt et de dix kreutzer dans l'étendue de l'association monétaire de l'Allemagne méridionale; signée à Munich le 6 août 1858.

Nachdem durch das kaiserlich österreichische Münzpatent vom 27ten April l. Js. das Werthsverhältniss der Münzen der neuen österreichischen Währung zu den seitherigen Landes-Münzen österreichischen Gepräges endgültig bestimmt und zugleich die spätere Ausserumlaufsetzung der letzteren in Aussicht gestellt worden ist, haben die Regierungen der durch den süddeutschen Münzverein verbundenen Staaten der Erwägung sich nicht verschliessen können, dass das bestehende Verhältniss, gemäss welchem die Zwanzigkreuzerstücke und Zehnkreuzerstücke österreichischen Gepräges die Stelle von Zahlungsmitteln im Werthe von 24 und 12 Kreuzern im Gebiete des Münzvereins einnahmen, ferner nicht aufrecht erhalten werden könne.

Dabei stellte sich die Nothwendigkeit dar, mit der Revision des Coursverhältnisses der Zwanzig- und Zehnkreuzerstücke österreichischen Gepräges gleichzeitig und im Anschlusse an dieselbe über den Umlauf der gleichen Münz-Stücke süddeutschen Gepräges gemeinsame Bestimmungen zu treffen.

Die Regierungen von Preussen, Bayern, Württemberg, Baden, Grossherzogthum Hessen, Sachsen-Meiningen, Nassau, Schwarzburg-Rudolstadt, Hessen-Homburg und der freien Stadt Frankfurt haben demgemäss die unterzeichneten, behufs der Erneuerung und Ergänzung der Verträge des süddeutschen Münzvereins in München vereinigten Bevollmächtigten gleichzeitig zum Zwecke der Herbeiführung einer Verständigung über gemeinsame

Massnahmen zur Regelung dieser Angelegenheit in Verhandlungen treten lassen, in deren Folge eine Vereinbarung über nachstehende Punkte getroffen wurde.

1. Den Regierungen derjenigen Staaten oder Gebietstheile, in welchen die Zwanzig- und Zehnkreuzerstücke österreichischen Gepräges gesetzliches Zahlungsmittel sind, bleibt anheimgestellt, diese Eigenschaft fortbestehen zu lassen oder mit der Wirkung aufzuheben, dass zur Annahme derselben in solcher Eigenschaft Niemand verpflichtet sein soll.

Für die Zeit des Fortbestandes soll eine Minderung des bisherigen Werthes dieser Münzen von 24 Kr. und 12 Kr. mit der Wirkung eintreten können, dass Niemand verpflichtet ist, dieselben in der Eigenschaft als gesetzliches Zahlungsmittel in einem höheren als in dem bestimmten Werthe in Zahlung anzunehmen; es darf jedoch die Werthsminderung nicht unter 23½ Kr. und 11 Kr. herabgehen.

Dasselbe findet auch in dem Falle statt, dass nach zeitweiser Unterbrechung die Eigenschaft als gesetzliches Zahlungsmittel wieder hergestellt wird.

Unter den vorerwähnten Zwanzig- und Zehnkreuzerstücken österreichischen Gepräges sind die von dem Gepräge derjenigen erloschenen Münzherrschaften inbegriffen, deren Gebiete gegenwärtig zu Oesterreich gehören.

2. Die Regierungen derjenigen Staaten oder Gebietstheile, in welchen die gedachten Münzen (Punkt 1) die Eigenschaft eines gesetzlichen Zahlungsmittels nicht haben oder in welchen ihnen dieselbe entzogen wird, sind verpflichtet, einen Kassencours einzuführen, d. h. die Anordnung zu treffen, dass diese Münzen bei den Staatskassen in Zahlung angenommen werden; der Kassencourswerth darf nicht niedriger als zu 23½ Kr. beziehungsweise 11 Kr. bestimmt werden.

3. Die Zwanzig- und Zehnkreuzerstücke, welche das Landesgepräge eines der kontrahirenden Staaten oder das Gepräge einer denselben einverleibten erloschenen Münzherrschaft tragen, werden bis zum 16. November 1858 in ihrer bisherigen Geltung zu 24 Kr. und 12 Kr., soweit ihnen solche in den vertragenden Staaten bis dahin zustand, allgemein aufrecht erhalten.

Jede Regierung macht sich jedoch verbindlich, die derartigen Münzen des eigenen und von ihr zu vertretenden Gepräges nach dem vollen Nennwerthe einzuzie-

hen und mit dem gedachten Zeitpunkte unter Einhaltung einer vorgängigen Einlösungsfrist von 4 Wochen deren Aussercourssetzung eintreten zu lassen, nach jenem Zeitpunkte aber für die gedachten Münzen den Kassencours anzuordnen und den Kassencourswerth nicht niedriger als zu 23½ Kr. und 11 Kr. zu bestimmen.

Dagegen behalten die vertragenden Regierungen sich vor, nach dem 15. November 1858 die Zwanzig- und Zehnkreuzerstücke, welche das Gepräge der mitvertragenden Staaten oder ein von denselben zu vertretendes Gepräge tragen, für den Umlauf in ihren Landen im Werthe herabzusetzen, jedoch nicht niedriger als auf 23½ Kr. und auf 11 Kr. oder deren Aussercourssetzung auszusprechen.

Jede Regierung wird die Zwanzig- und Zehnkreuzerstücke des eigenen und von ihr zu vertretenden Gepräges, welche nach dem 16. November 1858 bei ihren Kassen eingehen, nicht wieder ausgeben lassen.

4. Mit dem 1ten Januar 1864 hat in denjenigen Staaten oder Gebietstheilen, in welchen den Zwanzig- und Zehnkreuzerstücken die Eigenschaft eines gesetzlichen Zahlungsmittels bis dahin zukam, diese Eigenschaft ohne Unterschied des Gepräges unbedingt aufzuhören.

5. Von dem vorstehend (Punkt 4) erwähnten Zeitpunkte an findet eine Verpflichtung zur Gewährung eines Kassencourses nicht mehr statt.

Sollte eine Regierung den Kassencours noch ferner gewähren wollen, so darf der Kassencourswerth nicht unter 23½ Kr. beziehungsweise 11 Kr. bestimmt und es dürfen die bei den Staatskassen eingehenden Münzen von denselben nicht wieder ausgegeben werden.

6. Von demselben Zeitpunkte an bleibt jeder der vertragenden Regierungen vorbehalten, überhaupt sowie insbesondere für den Fall ausserordentlicher Vorkommnisse und Veranlassungen, den Umlauf der Zwanzig- und Zehnkreuzerstücke österreichischen Gepräges mit der Wirkung gänzlich zu untersagen, dass dieselben in der Eigenschaft als Münzen überhaupt in Zahlung weder angeboten noch angenommen werden dürfen.

7. Dem Ermessen jeder einzelnen Regierung ist anheimgegeben, die in Rede stehenden Münzstücke bei den Münzstätten oder bei den zu bezeichnenden Kassen als Münz-Material nach dem Gewichte annehmen zu lassen und die Bedingungen dieser Annahme festzustellen.

8. Es ist selbstverstanden, dass die durch gegenwärtige Vereinbarung von den vertragenden Regierungen in Bezug auf die Zwanzig- und Zehnkreuzerstücke übernommenen Verpflichtungen auf durchlöcherte, sichtlich verstümmelte oder sonst anders als durch den gewöhnlichen Umlauf am Gewicht verringerte Münzstücke keine Anwendung finden, dass vielmehr einer jeden Regierung überlassen bleibt, wegen Annahme solcher Münzstücke bei den öffentlichen Kassen, sowie wegen des Umlaufes derselben im gemeinen Verkehr die erforderlichen münzpolizeilichen Bestimmungen nach eigenem Ermessen zu treffen.

Die gegenwärtige Vereinbarung soll baldmöglichst ratifizirt werden.

Die Ratifikation soll durch eine Erklärung erfolgen, welche die k. bayerische Regierung entgegennehmen und ebenso wie ihre eigene Erklärung alsbald zur Kenntniss der mitvertragenden Regierungen bringen wird.

Von allen in Folge dieser Vereinbarung getroffenen Anordnungen werden die Regierungen sich gegenseitig Mittheilung machen.

Die im Sinne des Art. 24 des Münzvertrages vom 24. Januar 1857 den Regierungen der Staaten der Thaler-Währung und der österreichischen Währung zu machende Mittheilung von gegenwärtiger Vereinbarung wird im Namen aller vertragenden Regierungen durch die k. bayerische Regierung erfolgen.

Die Urkunde der Vereinbarung wird durch die königlich Bayerische Regierung im Staats-Archive zu München niedergelegt und beglaubigte Abschrift derselben den übrigen vertragenden Regierungen zugestellt werden.

So geschehen München, den 6. August 1858.

für Preussen: *Carl Theodor Seydel,*
für Bayern: *Carl Friedrich von Bever,*
für Württemberg: *Valentin von Schübler,*
für Baden: *Ludwig Kachel,*
für Grossherzogthum Hessen: *Ludwig Wilhelm Ewald,*
für Sachsen-Meiningen: *Ludwig Blomeyer,*
für Nassau: *Carl Reuter,*
für Schwarzburg-Rudolstadt: *Heinrich Bamberg,*
für Hessen-Homburg: *Ludwig Wilhelm Ewald,*
für die freie Stadt Frankfurt: *Franz Alfred Jacob Bernus.*

LXIX.

Traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et la Russie, signé à St. Pétersbourg, le 2 janvier 1859).*

(Texte français.)

Au Nom de la Très Sainte et Indivisible Trinité.

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, animés du désir d'étendre et de faciliter les relations commerciales entre leurs Etats et sujets respectifs, ont résolu de conclure un Traité à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires respectifs, savoir:

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, Sir John Fiennes Crampton, Chevalier Baronet du Royaume Uni, Chevalier Commandeur du Très Honorable Ordre du Bain, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté près Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies;

Et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le Prince Alexandre Gortchacow, son Conseiller Privé actuel et Ministre des Affaires Etrangères, Chevalier des Ordres de Russie et de St. Vladimir de la première classe, Grand-Croix de la Légion d'Honneur de France, de la Toison d'Or d'Espagne, de St. Etienne de Hongrie, de l'Aigle Noir et de l'Aigle Rouge de Prusse, de Ferdinand et du Mérite de Naples, de la Couronne de Wurtemberg, de l'Elephant et du Danebrog de Danemarc, de St. Hubert de Bavière, de la Fidélité et du Lion de Zähringen de Bade, des Guelfes de Hanovre, de Louis de Hesse-Darmstadt, de la Couronne de Saxe, d'Ernest de Saxe-Altenbourg, du Faucon Blanc de Saxe-Weimar, de Léopold de Belgique, du Sauveur de Grèce, de St. Joseph de Toscane, du Pianum, du Medjidié de Turquie, ayant le portrait du Schah de Perse de la première classe orné de diamants;

---

*) En français et en anglais. Les ratifications ont été échangées à Londres, le 1 février 1859.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins-pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les Articles suivants: —

Art. I. Il y aura entre tous les états et possessions des deux Hautes Parties Contractantes, liberté réciproque de commerce et de navigation. Les sujets de chacune des deux Hautes Parties Contractantes pourront respectivement entrer en toute liberté et sécurité, avec leurs navires et cargaisons, dans toutes les places, ports, et rivières des états et possessions de l'autre dont l'entrée est ou pourra être permise à d'autres étrangers; et dans toute l'étendue des états et possessions de l'autre ils jouiront, en matière de commerce et de navigation, des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités, et exemptions, dont jouissent ou jouiront les nationaux.

Il est entendu, toutefois, que les stipulations qui précèdent ne dérogent en rien aux lois, ordonnances, et réglements spéciaux en matière de commerce, d'industrie, et de police, en vigueur dans chacun des deux pays, et applicables à tous les étrangers en général.

Art. II. Il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans les états et possessions de Sa Majesté Britannique, d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie des états et possessions de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, de quelque place qu'il arrive, et il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits sur l'importation dans les états et possessions de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie des états et possessions de Sa Majesté Britannique, de quelque place qu'il arrive, que ceux qui sont ou seront payés pour le même article produit du sol ou de l'industrie d'un autre pays étranger quelconque; et il n'y aura aucune prohibition pour l'importation d'un article quelconque, produit du sol ou de l'industrie des états et possessions de l'une des deux Hautes Parties Contractantes dans les états et possessions de l'autre, laquelle ne s'étendra pas également à l'importation des mêmes articles produits du sol ou de l'industrie d'un autre pays quelconque.

Art. III. Il ne sera imposé d'autres ni de plus forts droits ou charges dans les états et possessions de l'une des Parties Contractantes, sur l'exportation pour les états et possessions de l'autre, d'un article quelconque, que

ceux qui sont ou seront payés à l'exportation du même article pour un autre pays étranger quelconque; et l'exportation d'un article quelconque des états et possessions de l'une des deux Parties Contractantes pour les états et possessions de l'autre, ne sera frappée d'aucune prohibition qui ne s'étendra pas également à l'exportation du même article pour tout autre pays.

Art. IV. Il y aura réciproquement la même égalité de traitement pour l'emmagasinage, pour le commerce de transit, ainsi que pour les primes, facilités, et remboursements de droits qui sont ou qui pourraient être accordés par la législation de l'un ou l'autre pays.

Art. V. Toutes les marchandises et tout article de commerce, produits du sol ou de l'industrie soit des états et possessions de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, soit d'un autre pays quelconque, qui peuvent ou qui pourront être légalement importés dans les ports du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et de ses états et possessions, par navires Britanniques, pourront également y être importés par navires Russes, sans payer d'autres ni de plus forts droits, sous quelque dénomination que ce soit, que si ces marchandises et articles de commerce étaient importés par navires Britanniques; et reciproquement, toutes les marchandises et tout article de commerce produits du sol ou de l'industrie, soit du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, de ses états et possessions, soit d'un autre pays quelconque, qui peuvent ou qui pourront être légalement importés dans les ports des états et possessions de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies par navires Russes, pourront également y être importés par navires Britanniques, sans payer d'autres ni de plus forts droits, sous quelque dénomination que ce soit, que si ces marchandises et articles de commerce étaient importés par navires Russes. Cette réciproque égalité de traitement aura son effet sans distinction de provenance, soit que la marchandise ou article de commerce arrive directement du pays de son origine, soit qu'il arrive de tout autre pays.

De la même manière il y aura parfaite égalité de traitement pour l'exportation, de sorte que les mêmes droits de sortie seront payés, et les mêmes primes et remboursements de droits seront accordés dans les états et possessions de chacune des deux Hautes Parties Con-

tractantes à l'exportation d'un article quelconque qui peut ou qui pourra en être légalement exporté, sans distinction que l'exportation se fasse par navires Russes ou par navires Britanniques, et quelle qu'en soit la destination, soit pour un port de l'autre Partie Contractante, soit pour un port d'une Puissance tierce quelconque.

Art. VI. Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de fanaux, de quarantaine, ni autre droit semblable ou correspondant, de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, perçu au nom ou au profit du Gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne sera imposé dans les ports de l'un des deux pays aux navires de l'autre, qui ne serait pas également, et dans les mêmes conditions, imposé aux navires nationaux en général; l'intention des deux Hautes Parties Contractantes étant que, sauf certaines exemptions locales dont jouit d'ancienne date la navigation de quelques uns des ports du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, il n'existe dans leurs Etats et possessions respectifs, sous le rapport des droits mentionnés ci-dessus, aucun privilège, ni aucune prérogative quelconque, favorisant exclusivement le pavillon national au préjudice du pavillon de l'autre Partie Contractante. Cette égalité de traitement aura réciproquement son effet à l'égard des navires respectifs, de quelque port ou place qu'ils arrivent, et quelle que soit leur destination à leur départ.

Art. VII. En tout ce qui concerne le placement, le chargement, et le déchargement des navires dans les ports, bassins, docks, rades, ou rivières des deux pays, aucun privilège ne sera accordé aux navires nationaux qui ne sera également accordé aux navires de l'autre pays; l'intention des Hautes Parties Contractantes étant que sous ce rapport aussi les navires respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. VIII. Les stipulations des Articles qui précèdent ne s'appliqueront point au commerce de cabotage, que chacune des Hautes Parties Contractantes réglera conformément à ses propres lois.

Toutefois, il sera libre aux navires de chacun des deux pays, selon que le capitaine, le propriétaire, ou une autre personne dûment autorisée à agir comme agent pour le navire ou la cargaison, le jugera à propos, de

passer d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y débarquer toute ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger, soit pour y composer ou compléter leur chargement, sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont ou seront soumis, en pareil cas, les bâtiments nationaux.

Art. IX. Tous les navires qui, en conformité des lois de la Grande Bretagne, doivent être considérés comme navires Britanniques, et tous les navires qui, en conformité des lois de l'Empire de Russie, doivent être considérés comme navires Russes, seront, pour l'application du présent Traité, respectivement considérés comme navires Britanniques ou Russes.

Art. X. Sa Majesté Britannique promet qu'en tout ce qui concerne le commerce et la navigation, les sujets de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies jouiront dans les états et possessions Britanniques de tous les privilèges, faveurs, et immunités qui sont actuellement ou qui pourraient être par la suite accordés par Sa Majesté Britannique aux sujets ou citoyens d'une autre Puissance quelconque; et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, animé du désir de favoriser et d'étendre les relations commerciales des deux pays, promet, de son côté, qui tout privilège, toute faveur ou immunité quelconque que Sa Majesté Impériale accorde actuellement, ou qu'elle pourrait accorder par la suite, en matière de commerce et de navigation, aux sujets ou citoyens d'un autre Etat quelconque, sera étendu aux sujets de Sa Majesté Britannique.

Art. XI. Les sujets de chacune des deux Hautes Parties Contractantes, en se conformant aux lois du pays, auront —

1. Pleine liberté, avec leurs familles, d'entrer, de voyager, ou séjourner dans quelque partie que ce soit des états et possessions de l'autre Partie Contractante.

2. Ils auront la faculté, dans les villes et ports, de louer ou posséder les maisons, magasins, boutiques, et terrains qui leur seront nécessaires.

3. Ils pourront exercer leur commerce, soit en personne soit par l'intermédiaire d'agents de leur choix. Enfin,

4. Ils ne seront assujettis pour leurs personnes ou propriétés, ni pour leurs passeports, permis de séjour ou d'établissement, ni en raison de leur commerce ou

de leur industrie, à des taxes, soit générales soit locales, ni à des impôts ou obligations de quelque nature que ce soit, autres ni plus onéreux que ceux qui sont ou pourront être établis pour les nationaux.

Art. XII. Seront respectés les habitations et magasins des sujets de chacune des deux Hautes Parties Contractantes dans les états et possessions de l'autre, ainsi que tous les terrains qui en dépendent, servant soit à la demeure soit au commerce. S'il y avait lieu à faire une perquisition ou visite domiciliaire dans ces habitations et terrains, ou bien à inspecter ou visiter les livres, papiers, ou comptes, il ne sera procédé à une telle mesure qu'en vertu d'un arrêt légal, ou d'un ordre par écrit d'un tribunal, ou de l'autorité compétente.

Les sujets de chacune des deux Hautes Parties Contractantes dans les états et possessions de l'autre auront libre accès dans les tribunaux pour défendre ou poursuivre leurs droits. Ils jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et privilèges que les sujets du pays, et seront, comme ceux-ci, libres de se servir en toute cause de leurs avocats, fondés de pouvoirs, ou agents pris parmi les personnes que les lois du pays autorisent à exercer cette espèce de profession.

Art. XIII. Les sujets de chacune des deux Parties Contractantes, dans les états et possessions de l'autre, auront pleine liberté d'acquérir, de posséder, et d'aliéner toute espèce de propriété que les lois du pays permettent aux étrangers, de quelque nation que ce soit, d'acquérir et de posséder. Ils pourront en faire l'acquisition et en disposer, soit par achat, vente, donation, échange, mariage, testament, succession *ab intestato*, soit de toute autre manière, sous les mêmes conditions que les lois du pays établissent pour tous les étrangers. Leurs héritiers et ayants cause pourront hériter et prendre possession d'une telle propriété, soit en personne, soit par des agents agissant en leur nom, de la même manière et dans les mêmes formes légales que les sujets du pays.

En l'absence d'héritiers et ayants cause, il sera procédé, à l'égard de la proprieté, de la même manière qu'à l'égard d'une propriété semblable appartenant à un sujet du pays et se trouvant dans les mêmes conditions.

Dans aucun des cas précités il ne sera payé, à raison de la valeur de la propriété, d'autres ni de plus forts impôts, droits, ou charges, que ceux que payent les

sujets du pays. Dans tous les cas il sera permis aux sujets des Parties Contractantes d'exporter librement leur propriété, ou le produit de la vente si elle a été vendue, sans être assujettis, à cause de l'exportation, à payer un droit quelconque comme étrangers, ni en général des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels les sujets du pays sont assujettis en pareille circonstance.

Art. XIV. Les sujets de chacune des deux Hautes Parties Contractantes, dans les états et possessions de l'autre, seront exempts de tout service militaire forcé, soit dans les armées de terre ou dans la marine, soit dans les gardes ou milices nationales. Ils seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire ou municipale quelconque, ainsi que de toute contribution, soit pécuniaire soit en nature, établie à titre d'équivalent du service personnel; enfin, de tout emprunt forcé et de toute prestation ou réquisition militaire.

Seront toutefois exceptées, quant aux charges et fonctions judiciaires ou municipales, celles qui sont attachées à la possession d'un bien fonds ou d'un bail; et quant aux prestations et réquisitions militaires, celles auxquelles tous les sujets du pays peuvent être appelés à concourir comme propriétaires fonciers ou comme fermiers.

Art. XV. Il sera libre à chacune des deux Hautes Parties Contractantes d'établir des Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls, et Agents Consulaires, dans les villes et ports des états et possessions de l'autre. Toutefois, ces Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls, et Agents Consulaires, n'entreront en fonctions qu'après avoir été approuvés et admis, dans les formes usitées, par le Gouvernement auquel ils sont envoyés. Ils exerceront toutes les fonctions et jouiront de tous les privilèges, exemptions, et immunités qui appartiennent ou qui pourront appartenir aux Consuls de la nation la plus favorisée.

Art. XVI. Tout vaisseau de guerre ou navire marchand de l'une des Hautes Parties Contractantes qui sera forcé par des tempêtes ou par quelque accident de se réfugier dans un port de l'autre, aura la liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires, et de se remettre en mer, sans payer d'autres droits que ceux qui seraient payés en pareil cas par un bâtiment national. Si, cependant, le patron d'un

navire marchand se trouvait dans la nécessité de se défaire d'une partie de ses marchandises pour subvenir à ses dépenses, il sera tenu de se conformer aux ordonnances et aux tarifs de l'endroit où il aura abordé.

S'il arrivait qu'un vaisseau de guerre ou navire marchand de l'une des Hautes Parties Contractantes échouât ou fît naufrage sur les côtes de l'autre, ce vaisseau ou navire, ainsi que ses débris, ses provisions et gréémens, et tous les biens et marchandises qui en auront été sauvés, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer, ou le produit de la vente s'ils étaient vendus, de même que tous les papiers trouvés à bord d'un tel vaisseau ou navire échoué ou naufragé, seront remis aux propriétaires ou à leurs agents sur leur réclamation. Au défaut de propriétaire ou d'agents sur les lieux, cette remise se fera entre les mains du Consul-Général, Consul, Vice-Consul, ou Agent Consulaire Britannique ou Russe, dans le district duquel le naufrage ou échouement aura eu lieu, et ce sur sa réclamation présentée dans le délai que fixent les lois du pays. Les dits Consuls, propriétaires, ou agents, ne payeront que les frais occasionnés par la conservation de la propriété, ainsi que les mêmes droits de sauvetage, et autres, que payerait en pareil cas de naufrage un bâtiment national.

Les biens et marchandises sauvés du naufrage seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils ne soient admis à la consommation, et dans ce cas ils payeront les mêmes droits que s'ils étaient importés par navire national.

Dans le cas soit de relâche forcée, soit d'échouement ou de naufrage, si le propriétaire ou le patron ou un autre agent du propriétaire n'est pas présent, ou bien s'il est présent et qu'il le demande, les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls, et Agents Consulaires, seront autorisés à intervenir pour prêter l'assistance nécessaire à leurs nationaux.

Art. XVII. Les Consuls-Généraux, Consuls, Vice-Consuls, et Agents Consulaires de chacune des Hautes Parties Contractantes dans les états et possessions de l'autre, recevront des autorités locales toute l'assistance qui pourra légalement leur être accordée pour la restitution des déserteurs des vaisseaux de guerre ou navires marchands de leurs pays respectifs.

Art. XVIII. Les Iles Ioniennes se trouvant sous la

protection de Sa Majesté Britannique, les sujets et navires des dites Iles jouiront, dans les états et possessions de Sa Majesté l'Empereur de Russie, de tous les avantages que le présent Traité accorde aux sujets et navires de la Grande-Bretagne, aussitôt que le Gouvernement des Iles Ioniennes aura déclaré vouloir réciproquement accorder les mêmes avantages dans les dites îles aux sujets et navires Russes; et pour qu'il n'y ait pas d'abus, il est entendu que tout navire Ionien qui voudra participer au bénéfice du présent Traité devra être muni d'une patente signée par le Lord Haut Commissaire ou son Représentant.

Art. XIX. Les stipulations du présent Traité seront applicables à tous les bâtiments naviguant sous pavillon Russe, sans distinction aucune entre la marine marchande Russe, proprement dite, et celle qui appartient plus particulièrement au Grand Duché de Finlande, lequel forme une partie intégrante de l'Empire de Russie.

Pour ce qui concerne le commerce et la navigation dans les possessions Russes sur la Côte Nord-Ouest de l'Amérique, la Convention conclue à St. Pétersbourg, le $\frac{16}{28}$ Février, 1825, est maintenue en vigueur.

Art. XX. Les Hautes Parties Contractantes désirant assurer, chacune dans ses propres Etats, une complète et efficace protection contre la fraude, à l'industrie manufacturière de l'autre, sont convenus que toute contrefaçon ou imitation frauduleuse, dans l'un des deux pays, des marques de fabrique ou de métier, primitivement apposées *bonâ fide* à des marchandises, produits de l'autre pays, pour constater leur origine et leur qualité, sera sévèrement interdite et réprimée. Sa Majesté Britannique s'engage à recommander à son Parlement d'adopter telles mesures qui pourront mettre Sa Majesté à même de faire exécuter de la manière la plus complète les stipulations du présent Article.

Art. XXI. Les Hautes Parties Contractantes se réservent de déterminer par la suite, dans une Convention spéciale, les moyens de protéger réciproquement dans leurs Etats respectifs, les droits d'auteur pour les oeuvres de littérature et des beaux arts.

Art. XXII. Le présent Traité de Commerce et de Navigation restera en vigueur pendant dix ans à dater de l'échange des ratifications, et au delà de ce terme jusqu'à l'expiration de douze mois après que l'une des

Hautes Parties Contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser l'effet; chacune des Hautes Parties Contractantes se réservant le droit de faire cette notification à l'autre à l'expiration des neuf premières années, ou à toute époque postérieure.

Le présent Traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Londres dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint Pétersbourg, ce $\frac{\text{douze Janvier}}{\text{trente un Decembre}}$, de l'an de grace mil huit cent cinquante $\frac{\text{neuf}}{\text{huit}}$.

John F. Crampton.
(L. S.)
Prince A. Gortchacow.
(L. S.)

Article separé I.

Les relations commerciales de la Russie avec les Royaumes de Suède et de Norvège étant réglées par des stipulations spéciales, qui pourront être renouvelées dans la suite, sans que les dites stipulations soient liées aux règlements existants pour le commerce étranger en général, les deux Hautes Parties Contractantes, voulant écarter de leurs relations commerciales toute espèce d'équivoque ou de motif de discussion, sont tombées d'accord que ces stipulations spéciales accordées au commerce de la Suède et de la Norvège, en considération d'avantages équivalents accordés dans ces pays au commerce du Grand Duché de Finlande, ne pourront dans aucun cas être invoquées en faveur des relations de commerce et de navigation établies entre les deux Hautes Parties Contractantes par le présent Traité.

Article separé II.

Il est également entendu, que ne seront pas censés déroger au principe de réciprocité qui est la base du Traité de ce jour, les franchises, immunités, et privilèges mentionnés ci-après, savoir: —

1. La franchise dont jouissent les navires construits en Russie, et appartenant à des sujets Russes, lesquels, pendant les trois premières années, sont exempts des droits de navigation;

2. La faculté accordée aux habitants de la côte du Gouvernement d'Archangel, d'importer en franchise ou moyennant des droits modérés, dans les ports du dit Gouvernement, du poisson sec ou salé, ainsi que certaines espèces de fourrures, et d'en exporter de la même manière des blés, cordes et cordages, du goudron, et du ravendouc;

3. Le privilége de la Compagnie Russe Américaine;

4. Les immunités accordées en Russie à différentes Compagnies Anglaises et Néerlandaises, dites "Yacht Clubs".

Article separé III.

Les présents Articles Séparés auront la même force et valeur que s'ils étaient insérés, mot à mot, dans le Traité de ce jour. Ils seront ratifiés, et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs les ont signés, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Saint Pétersbourg, le $\frac{\text{douze Janvier}}{\text{trente un Decembre}}$, de l'an de grace mil huit cent cinquante $\frac{\text{neuf}}{\text{huit}}$.

John F. Crampton.
(L. S.)
Prince A. Gortchacow.
(L. S.)

LXX.

Traité d'alliance défensive et offensive entre l'Autriche et le Duché de Modène, signé à Vienne le 24 décembre 1847 *).

Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich und Se. königl. Hoheit der Erzherzog Herzog von Modena, von dem

---

*) Voyez Neumann Recueil des traités et conventions conclus par l'Autriche etc. Tome 5. Leipzig 1859; p. 1. Une traduction française du traité a été publiée par Murhard dans ce Nouveau Recueil Tome 11, p. 353. L'échange des ratifications a eu lieu à Vienne, le 9 janvier 1848.

gemeinsamen Wunsche beseelt, die zwischen Ihnen bestehenden Freundschafts- und Familienbande noch fester zu knüpfen und durch Ihre vereinten Anstrengungen für die Aufrechthaltung des inneren und äusseren Friedens und der gesetzlichen Ordnung Ihrer Staaten zu sorgen, sind übereingekommen, in dieser Beziehung einen eigenen Vertrag abzuschliessen.

Zu diesem Ende haben Sie zu Ihren Bevollmächtigten ernannt:

Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich Se. Durchlaucht Clemens Wenzel Lothar Fürst von Metternich-Winneburg, Herzog von Portella, Grafen von Königswart, Grand von Spanien erster Classe, Ritter des goldenen Vliesses, Grosskreuz des königl. ungarischen St. Stephansordens und des goldenen Civilverdienstzeichens etc., Se. k. k. apostol. Majestät wirkl. Kämmerer, geheimen Rath, Staats- und Conferenzminister, dann Haus-, Hof- und Staats-Kanzler und

Se. königl. Hoheit der Erzherzog von Modena den Grafen Theodor von Volo, Ihren Kammerherrn, welche nach Auswechselung Ihrer richtig befundenen Vollmachten über folgende Artikel übereingekommen sind:

Art. I. In allen Fällen, wo die italienischen Staaten Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich und Sr. königl. Hoheit des Herzogs von Modena einem Angriffe von Aussen ausgesetzt wären, verpflichten Sich die hohen contrahirenden Theile Sich gegenseitig mit allen Ihnen zu Gebote stehenden Mitteln Hülfe und Beistand zu leisten, sobald hierzu die Aufforderung des einen Theiles an den andern erfolgt.

Art. II. Da sonach die Staaten Sr. königl. Hoheit des Herzogs von Modena in der Vertheidigungslinie der italienischen Provinzen Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich eintreten, so räumt Se. königl. Hoheit der Herzog von Modena Sr. Majestät dem Kaiser das Recht ein, die kaiserlichen Truppen auf modenesisches Gebiet einrücken, und die dortigen festen Plätze besetzen zu lassen, so oft es das Interesse der gemeinschaftlichen Vertheidigung oder die militärische Vorsicht erheischt.

Art. III. Sollten in dem Inneren der Staaten Sr. königl. Hoheit des Herzogs von Modena Verhältnisse eintreten, welche geeignet wären, die Besorgniss zu begründen, dass die gesetzliche Ruhe und Ordnung gestört werden könnte, oder sollten derlei unruhige Bewe-

gungen sich bis zu einem wirklichen Aufstande steigern, zu dessen Unterdrückung die der Regierung zu Gebote stehenden Mittel nicht hinreichend wären, so verpflichtet Sich Se. Majestät der Kaiser von Oesterreich, alsbald nach erhaltener Aufforderung alle zur Aufrechthaltung oder Wiederherstellung der Ruhe und gesetzlichen Ordnung erforderliche militärische Hülfe zu leisten.

Art. IV. Se. königl. Hoheit der Herzog von Modena verpflichtet Sich, ohne die vorherige Zustimmung Sr. k. k. apostol. Majestät keine wie immer geartete militärische Uebereinkunft mit einer andern Macht abzuschliessen.

Art. V. Durch eine besondere Uebereinkunft wird unverzüglich Alles geregelt werden, was sich auf die Unterhaltungskosten der Truppen des einen Theils, sobald sie auf dem Gebiete des andern Theils operiren, bezieht.

Art. VI. Der gegenwärtige Vertrag soll ratificirt, und die Ratificationen sollen innerhalb vierzehn Tagen, oder früher, wenn es sein kann, ausgewechselt werden.

Urkund dessen haben wir Bevollmächtigte Sr. Majestät des Kaisers von Oesterreich und Sr. königl. Hoheit des Erzherzogs, Herzogs von Modena, gegenwärtige Convention unterzeichnet, und unsere Wappeninsiegel beigedruckt.

So geschehen Wien den 24. December 1847.

(L. S.) *F. v. Metternich* m. p.

(L. S.) Graf *Theodor von Volo* m. p.

LXXI.

*Traité d'alliance défensive et offensive entre l'Autriche et le Duché de Parme, signé à Parme le 4 février 1848 *).*

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria e Sua Altezza Reale l'Infante di Spagna, Duca di Parma e di Piacenza, animati di un ugual desiderio di stringere vie maggiormente i legami d'amicizia e di parentela fra Loro esi-

---

*) Voyez Neumann Recueil Tome 5, p. 3. Les ratifications ont été échangées à Parme, le 11 mars 1848.

stenti è di provvedere coi Loro sforzi riuniti alla conservazione della pace interna ed esterna ed al mantenimento dell' ordine legale nei rispettivi Stati, hanno convenuto di conchiudere fra Essi al preindicato scopo una Convenzione speciale ed hanno a tal fine nominati per Loro Plenipotenziarj:

Sua Maestà l'Imperatore d'Austria il Barone Filippo di Neumann, Commendatore dell' Ordine Imperiale d'Austria di Leopoldo, Decorato della Croce civile d'onore in argento, Cavaliere dell' Ordine del Cristo e dell' Ordine Imperiale di Russia di San Stanislao di prima classe, Gran Croce dell' Ordine di San Giuseppe di Toscana, Commendatore dell' Ordine Reale di Portogallo della Torre e della Spada, dell' Ordine Imperiale del Brasile della Croce del suo, Decorato dell' Ordine Ottomano del Merito (Nichan Istihav), Consigliere Intimo attuale di Sua Maestà Imperiale e Reale Apostolica, Suo Inviato straordinario e Ministro Plenipotenziario presso le Corti di Toscana e di Modena,

e Sua Altezza Reale l'Infante di Spagna, Duca di Parma e di Piacenza, il Cavaliere Enrico Salati, Commendatore del Sacro Angelico Imperiale Ordine Constantiniano di San Giorgio, Consigliere emerito del Tribunale supremo di revisione, Consigliere di Stato effettivo, Presidente del Dipartimento di grazia, giustizia e buongoverno, Membro del Consiglio Intimo delle Conferenze straordinarie dell' Altezza Sua Reale, ed Anziano del Suo Ministero,

i quali, dopo di essersi scambiati i Loro pienipoteri, trovati in debita forma, hanno convenuto dei seguenti articoli:

Art. I. In qualunque caso in cui gli Stati Italiani di Sua Maestà l'Imperatore d'Austria e gli Stati di Sua Altezza Reale l'Infante di Spagna, Duca di Parma e di Piacenza, fossero esposti ad un assalto dal di fuori, le Alte Parti contraenti si obbligano di prestarsi reciprocamente ajuto ed assistenza con tutti i mezzi che sono in poter Loro cosi tosto che l'una delle due Parti ne faccia all' altra la domanda.

Art. II. Gli Stati di Sua Altezza Reale l'Infante di Spagna, Duca di Parma e di Piacenza entrando per cosi fatto modo nella linea di difesa delle Provincie Italiane di Sua Maestà l'Imperatore d'Austria, Sua Altezza Reale l'Infante di Spagna, Duca di Parma e di Piacenza,

accorda a Sua Maestà l'Imperatore il diritto di far entrare le truppe Imperiali nel territorio degli Stati di Sua Altezza Reale e la facoltà di occuparne le piazze forti ogni qual volta l'interesse della comune difesa o la previdenza militare fossero per richiederlo.

Art. III. Qualora nell' interno degli Stati di Sua Altezza Reale l'Infante di Spagna, Duca di Parma e di Piacenza, succedessero tali avvenimenti da far temere che la tranquillità e l'ordine legale potessero essere turbati, o qualora siffatti avvenimenti fossero per convertirsi in una vera rivolta, per la repressione della quale non bastassero i mezzi di cui il governo potrebbe disporre, in amendue i preaccennati casi Sua Maestà l'Imperatore, così tosto gliene sia fatta la domanda, si obbliga di prestare il soccorso militare necessario pel mantenimento o pel ristabilimento della tranquillità e dell' ordine legale.

Art. IV. Sua Altezza Reale l'Infante di Spagna, Duca di Parma e di Piacenza, si obbliga di non conchiudere con verun altra Potenza alcuna convenzione militare di qualsisia sorta senza il previo consentimento di Sua Maestà Imperiale Reale Apostolica.

Art. V. Con una convenzione speciale verrà immediatamente stabilito tutto quanto risguarda le spese di mantenimento delle truppe dell' una delle due Parti dall' istante in cui esse agiranno sul Territorio dell' altra.

Art. VI. La presente convenzione sarà ratificata e le ratifiche saranno scambiate entro il termine di un mese od anche prima se ciò fare si possa. In fede di che i Plenipotenziarii di Sua Maestà l'Imperatore d'Austria e di Sua Altezza Reale l'Infante di Spagna, Duca di Parma e di Piacenza, hanno sottoscritto la presente convenzione e vi hanno posto il sigillo delle Loro armi.

Fatto a Parma al dì quattro del mese di Febbraio dell' anno mille ottocento quarantotto.

(L. S.) *Neumann* m. p. (L. S.) *E. Salati* m. p.

LXXII.

Programme adressé, le 29 mars 1859, par le comte de Buol, ministre des affaires étrangères d'Autriche au ministre plénipotentiaire de la Grande-Bretagne, au sujet de la réunion d'un congrès des grandes puissances.

I. *Moyens d'assurer le maintien de la paix entre l'Autriche et la Sardaigne.*

Le congrès examinera les moyens de ramener la Sardaigne à l'accomplissement de ses devoirs internationaux, et avisera aux mesures à prendre pour éviter le retour de la complication actuelle.

II. *Evacuation des Etats-Romains par les corps d'occupation étrangers, et prise en considération des réformes dans les états italiens.*

La question de l'évacuation des états pontificaux pourra être discutée. Le congrès abandonnera aux trois puissances directement intéressées les détails de l'exécution.

La question des réformes administratives pourra être débattue; on s'entendra sur les conseils à donner, mais l'adoption définitive des réformes reste subordonnée aux décisions des états directement intéressés.

III. *Combinaison à substituer aux traités spéciaux entre l'Autriche et les états italiens.*

La validité de nos traités ne saurait être discutée; mais si toutes les puissances représentées au congrès conviennent entre elles de produire leurs traités politiques avec les états italiens, l'Autriche s'y prêtera également de son côté. Elle s'entendra avec les gouvernements co-intéressés pour pouvoir présenter leurs traités communs au congrès et pour examiner dans quelle mesure la révision de ces traités pourrait être reconnue utile.

IV. *Il ne sera point touché aux arrangements territoriaux ou aux traités de 1815.*

Parfaitement d'accord qu'il ne sera point touché aux arrangements territoriaux existants, ni aux traités de 1815 et à ceux conclus en exécution de ces actes.

V. Entente sur un désarmement simultané des grandes puissances.

LXXIII.

Ultimatum du comte de Buol, ministre des affaires étrangères d'Autriche, adressé, en date du 19 avril 1859, au comte de Cavour, ministre des affaires étrangères de Sardaigne.

Vienne, le 19. avril 1859.

„Monsieur le comte,

„Le gouvernement impérial, Votre Excellence le sait, s'est empressé d'accéder à la proposition du cabinet de Saint-Pétersbourg de réunir un congrès des cinq grandes puissances pour chercher à aplanir les complications survenues en Italie.

„Convaincus, toutefois, de l'impossibilité d'entamer, avec des chances de succès, des délibérations pacifiques en présence du bruit des armes et des préparatifs de guerre poursuivis dans un pays limitrophe, nous avons demandé la mise sur pied de paix de l'armée sarde et le licenciement des corps francs ou volontaires italiens, préalablement à la réunion du Congrès.

„Le gouvernement de Sa Majesté Britannique trouve cette condition si juste et si conforme aux exigences de la situation, qu'il n'hésite pas à se l'approprier en se déclarant prêt à insister, conjointement avec la France, sur le désarmement immédiat de la Sardaigne et à lui offrir en retour, contre toute attaque de notre part, une garantie collective à laquelle, cela s'entend, l'Autriche aurait fait honneur.

„Le cabinet de Turin paraît n'avoir répondu que par un refus catégorique à l'invitation de mettre son armée sur pied de paix et d'accepter la garantie collective qui lui était offerte.

„Ce refus nous inspire des regrets d'autant plus profonds, que si le gouvernement sarde avait consenti au témoignage des sentiments pacifiques qui lui était démandé, nous l'aurions accueilli comme un premier symptôme de son intention de concourir de son côté à l'amélioration des rapports malheureusement si tendus entre les deux pays depuis quelques années. En ce cas, il nous aurait été permis de fournir, par la dislocation des troupes impériales italiennes dans le royaume Lombardo-Vénitien, une preuve de plus qu'elles n'y ont pas été rassemblées dans un but agressif contre la Sardaigne.

„Notre espoir ayant été déçu jusqu' ici, l'empereur, mon auguste maître, a daigné m'ordonner de tenter directement un effort suprême pour faire revenir le gouvernement de Sa Majesté Sarde sur la décision à laquelle il paraît s'être arrêté.

„Tel est, monsieur le comte, le but de cette lettre. J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien prendre son contenu en la plus sérieuse considération, et de me faire savoir si le gouvernement royal consent, oui ou non, à mettre sans délai son armée sur pied de paix et à licencier les volontaires italiens.

„Le porteur de la présente, auquel vous voudrez bien, monsieur le comte, faire remettre votre réponse, a l'ordre de se tenir à cet effet à votre disposition pendant trois jours.

„Si, à l'expiration de ce terme, il ne recevait pas de réponse, ou que celle-ci ne fût pas complétement satisfaisante, la responsabilité des graves conséquences qu' entraînerait ce refus retomberait tout entière sur le gouvernement de Sa Majesté Sarde. Après avoir épuisé en vain tous les moyens conciliants pour procurer à ses peuples la garantie de paix sur laquelle l'empereur est en droit d'insister, Sa Majesté devra à son grand regret, recourir à la force des armes pour l'obtenir.

„Dans l'espoir que la réponse que je sollicite de Votre Excellence sera conforme à nos voeux, tendant au maintien de la paix, je saisis cette occasion pour vous réitérer, monsieur le comte, les assurances de la considération la plus distinguée.

De Buol".

LXXIV.

Réponse du comte de Cavour, ministre des affaires étrangères de Sardaigne, à l'ultimatum du comte de Buol, ministre des affaires étrangères d'Autriche; en date du 26 avril 1859.

Turin, le 26. avril 1859.

„Monsieur le comte,

„Le baron de Kellersperg m'a remis, le 23 courant, à cinq heures et demie du soir, la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, le 19 de ce mois, pour me mander, au nom du gouvernement impérial, de répondre par un oui ou par un non à l'invitation qui nous est faite de réduire l'armée sur le pied de paix et de licencier les corps formés de volontaires italiens, en ajoutant que si au bout de trois jours Votre Excellence ne recevait pas de réponse, ou si la réponse qui lui était faite n'était pas complétement satisfaisante S. M. l'empereur d'Autriche était décidé à avoir recours aux armes pour nous imposer par la force les mesures qui forment l'objet de sa communication.

„La question du désarmement de la Sardaigne, qui constitue le fond de la demande que Votre Excellence m'adresse, a été l'objet de nombreuses négociations entre les grandes puissances et le gouvernement de Sa Majesté. Ces négociations ont abouti à une proposition formulée par l'Angleterre, à laquelle ont adhéré la France, la Prusse et la Russie. La Sardaigne, dans un esprit de conciliation, l'a acceptée sans réserves ni arrière-pensée. Comme Votre Excellence ne peut ignorer ni la proposition de l'Angleterre ni la réponse de la Sardaigne, je ne saurais rien ajouter pour lui faire connaître les intentions du

gouvernement du roi à l'égard des difficultés qui s'opposaient à la réunion du Congrès.

„La conduite de la Sardaigne, dans cette circonstance, à été appréciée par l'Europe. Quelles que puissent être les conséquences qu'elle amène, le roi, mon auguste maître, est convaincu que la responsabilité en retombera sur ceux qui ont armé les premiers, qui ont refusé les propositions formulées par une grande puissance, et reconnues comme justes et raisonnables par les autres, et qui maintenant y substituent une sommation menaçante.

„Je saisis cette occasion pour vous réitérer, monsieur le comte, les assurances de ma considération la plus distinguée.

Cavour".

LXXV.

Manifeste de l'Empereur d'Autriche pour justifier la guerre contre la Sardaigne; signé à Vienne le 28 avril 1859.

(Traduction.)

A mes peuples.

J'ai donné l'ordre à ma vaillante et fidèle armée de mettre un terme aux attaques, récemment arrivées au plus haut point, que dirige depuis une série d'années l'état voisin de Sardaigne contre les droits incontestables de ma couronne et l'inviolabilité de l'empire que Dieu m'a confié.

J'ai accompli ainsi mon devoir pénible, mais inévitable, de chef de l'état.

La conscience en paix, je puis élever mes regards vers le Dieu tout-puissant et me soumettre à son arrêt.

Je livre avec confiance ma résolution au jugement impartial des contemporains et de la postérité. Quant à mes peuples, je suis sûr de leur assentiment.

Lorsque, il y a plus de dix ans, le même ennemi, violant toutes les règles du droit des gens et tous les usages de la guerre, vint se jeter en armes sur le royaume lombard-vénitien sans qu'on lui en eût donné aucun motif, et dans le seul but de s'en emparer; lorsque, dans deux combats glorieux, il eut été battu par mon armée, je n'écoutai que la voix de la générosité, je lui tendis la main et lui offris la réconciliation.

Je ne me suis point approprié un seul pouce de son territoire, je n'ai porté atteinte à aucun des droits qui appartiennent à la couronne de Sardaigne dans la famille des peuples européens; je n'ai exigé aucune garantie contre le retour de semblables événemens; dans la main qui vint presser, en signe de réconciliation, celle que j'avais sincèrement offerte, et qui fut acceptée, j'avais cru ne trouver que la réconciliation seule.

J'avais sacrifié à la paix le sang qu'avait versé mon armée pour défendre l'honneur et les droits de l'Autriche.

Comment répondit-on à cette générosité, peut-être unique dans l'histoire? On recommença tout de suite à faire preuve d'une inimitié qui croissait d'année en année; on provoqua, par tous les moyens les plus déloyaux, une agitation dangereuse pour le repos et le bien-être de mon royaume lombard-vénitien.

Sachant bien ce que je dois à la paix, ce bien précieux pour mes peuples et pour l'Europe, je supportai patiemment ces nouvelles attaques. Ma patience n'était pas encore épuisée lorsque les mesures de sûreté plus étendues que m'a forcé de prendre en ces derniers temps l'excès des provocations sourdes qui se produisaient aux frontières et à l'intérieur même de mes provinces italiennes furent de nouveau exploitées par la Sardaigne pour tenir une conduite plus hostile encore.

Tout disposé à tenir compte de la médiation bienveillante des grandes puissances amies pour le maintien de la paix, je consentis à prendre part à un congrès des cinq grandes puissances.

Quant aux quatre points proposés dar le gouvernement anglais et transmis au mien comme base des délibérations du congrès, je les ai acceptés à la condition qu'ils pourraient faciliter l'oeuvre d'une paix vraie, sincère et durable.

Mais étant convaincu que mon gouvernement n'a fait aucune démarche capable de conduire, même de très loin, à la rapture de la paix, j'exigeai en même temps la cessation préalable d'armements qui sont cause de tout le désordre et du danger qui menace la paix.

Enfin, sur les instances des puissances amies, je donnai mon adhésion à la proposition d'un désarmement général.

La médiation vint échouer contre les conditions inacceptables que mettait la Sardaigne à son consentement.

Il ne restait plus alors qu'un seul moyen de maintenir la paix. Je fis immédiatement adresser au gouvernement du roi de Sardaigne une sommation d'avoir à mettre son armée sur le pied de paix et de licencier ses volontaires.

La Sardaigne n'ayant pas obtempéré à cette demande, le moment est venu où le droit ne peut plus être maintenu que par la force des armes.

J'ai donné à mon armée l'ordre d'entrer en Sardaigne.

Je connais la portée de cette démarche, et si jamais les soucis du pouvoir ont pesé lourdement sur moi, c'est en ce moment. La guerre est un des fléaux de l'humanité; mon coeur s'émeut en pensant à tant de milliers de mes fidèles sujets dont ce fléau menace et la vie et les biens; je sens profondément combien sont douloureuses pour mon empire les épreuves de la guerre au moment même où il poursuit avec ordre son développement intérieur et où il aurait besoin pour l'accomplir que la paix fût maintenue.

Mais le coeur du monarque doit se taire lorsque l'honneur et le devoir seuls commandent.

L'ennemi se tient en armes sur nos frontières; il est allié au parti du bouleversement général, avec le projet hautement avoué de s'emparer des possessions de l'Autriche en Italie. Il est soutenu par le souverain de la France, lequel, sous des

prétextes qui n'existent pas, s'immisce dans des affaires de la péninsule qui sont réglées par les traités, et fait marcher son armée au secours du Piémont. Déjà des divisions de cette armée ont franchi la frontière sarde.

La couronne que mes aïeux m'ont transmise sans tache a eu déjà de bien mauvais jours à traverser; mais la glorieuse histoire de notre patrie prouve que souvent, lorsque les ombres d'une révolution qui met en péril les biens les plus précieux de l'humanité menaçaient de s'étendre sur l'Europe, la Providence s'est servie de l'épée de l'Autriche, dont les éclairs ont dissipé ces ombres.

Nous sommes de nouveau à la veille d'une des ces époques où des doctrines subversives de l'ordre existant ne sont plus prêchées seulement par des sectes, mais lancées sur le monde du haut même des trônes.

Si je suis contraint à tirer l'épée, cette épée est consacrée à défendre l'honneur et le bon droit de l'Autriche, les droits de tous les peuples et de tous les états, et les biens les plus sacrés de l'humanité.

Mais c'est à vous, mes peuples, qui par votre fidélité pour vos souverains légitimes êtes le modèle des peuples de la terre, c'est à vous que s'adresse mon appel. Apportez-moi dans la lutte qui s'engage votre fidélité dès longtemps éprouvée, votre abnégation, votre dévouement.

A vos fils, que j'ai appelés dans les rangs de mon armée, j'envoie, moi leur capitaine, mon salut de guerre; vous devez les contempler avec fierté; entre leurs mains l'aigle d'Autriche portera bien haut son vol glorieux.

La lutte que nous soutenons est juste. Nous l'acceptons avec courage et confiance

Nous espérons n'être pas seuls dans cette lutte.

Le terrain sur lequel nous combattons est aussi arrosé du sang des peuples d'Allemagne, nos frères; il a été conquis et conservé jusqu'à ce jour comme un de leurs remparts; c'est par là que presque toujours les ennemis astucieux de l'Allemagne ont commencé l'attaque lorsqu'ils voulaient briser sa puissance à l'intérieur. Le sentiment de ce danger est répandu aujourd'hui dans l'Allemagne entière, de la cabane au trône, d'une frontière à l'autre

C'est comme prince de la confédération germanique que je vous signale le danger commun, que je vous rappelle ces jours glorieux où l'Europe dut sa délivrance à l'ardeur et à l'unanimité de notre enthousiasme.

Avec Dieu pour la patrie!

Donné à Vienne, ma résidence et capitale de mon empire, ce 28 avril 1859.

François-Joseph.

LXXVI.

Proclamation de l'Empereur des Français au peuple français, datée du Palais des Tuileries 3. mai 1859.

L'Empereur

au peuple français.

Français!

L'Autriche, en faisant entrer son armée sur le territoire du Roi de Sardaigne, notre allié, nous déclare la guerre. Elle viole ainsi les traités, la justice, et menace nos frontières. Toutes les grandes puissances ont protesté contre cette agression. Le Piémont ayant accepté les conditions qui devaient assurer la paix, on se demande quelle peut être la raison de cette invasion soudaine: c'est que l'Autriche a amené les choses à cette extrémité, qu'il faut qu'elle domine jusqu'aux Alpes, ou que l'Italie soit libre jusqu'à l'Adriatique; car, dans ce pays, tout coin de terre demeuré indépendant est un danger pour son pouvoir.

Jusqu'ici la modération a été la règle de ma conduite; maintenant l'énergie devient mon premier devoir.

Que la France s'arme et dise résolûment à l'Europe: Je ne veux pas de conquête, mais je veux maintenir sans faiblesse ma politique nationale et traditionnelle; j'observe les traités, à condition qu'on ne les violera pas contre moi; je respecte le territoire et les droits des puissances neutres, mais j'avoue hautement ma sympathie pour un peuple dont l'histoire se confond avec la nôtre, et qui gémit sous l'oppression étrangère.

La France a montré sa haine contre l'anarchie; elle a voulu me donner un pouvoir assez fort pour réduire à l'impuissance les fauteurs de désordre et les hommes incorrigibles de ces anciens partis qu'on voit sans cesse pactiser avec nos ennemis; mais elle n'a pas pour cela abdiqué son rôle civilisateur. Ses alliés naturels ont toujours été ceux qui veulent l'amélioration de l'humanité, et quand elle tire l'épée, ce n'est point pour dominer, mais pour affranchir.

Le but de cette guerre est donc de rendre l'Italie à elle-même et non de la faire changer de maître, et nous aurons à nos frontières un peuple ami, qui nous devra son indépendance.

Nous n'allons pas en Italie fomenter le désordre ni ébranler le pouvoir du Saint-Père, que nous avons replacé sur son trône, mais le soustraire à cette pression étrangère qui s'appesantit sur toute la Péninsule, contribuer à y fonder l'ordre sur des intérets légitimes satisfaits.

Nous allons enfin sur cette terre classique, illustrée par tant de victoires, retrouver les traces de nos pères: Dieu fasse que nous soyons dignes d'eux!

Je vais bientôt me mettre à la tête de l'armée. Je laisse en

Digitized by Google

France l'Impératrice et mon Fils. Secondée par l'expérience et les lumières du dernier frère de l'Empereur, Elle saura se montrer à la hauteur de sa mission.

Je les confie à la valeur de l'armée qui reste en France pour veiller sur nos frontières, comme pour protéger le foyer domestique; je les confie au patriotisme de la garde nationale; je les confie enfin au peuple tout entier, qui les entourera de cet amour et de ce dévouement dont je reçois chaque jour tant de preuves.

Courage donc, et union! Notre pays va encore montrer au monde qu'il n'a pas dégénéré. La Providence bénira nos efforts; car elle est sainte aux yeux de Dieu la cause qui s'appuie sur la justice, l'humanité, l'amour de la patrie et de l'indépendance.

Palais des Tuileries, le 3 mai 1859.

Napoléon.

LXXVII.

Proclamation de l'Empereur des Français aux Italiens, datée de Milan 8 juin 1859.

Italiens,

La fortune de la guerre me conduisant aujourd'hui dans la capitale de la Lombardie, je viens vous dire pourquoi j'y suis.

Lorsque l'Autriche attaqua injustement le Piémont, je résolus de soutenir mon allié le roi de Sardaigne, l'honneur et les intérêts de la France m'en faisant un devoir. Vos ennemis, qui sont les miens, ont tenté de diminuer la sympathie universelle qu'il y avait en Europe pour votre cause, en faisant croire que je ne faisais la guerre que par ambition personelle, ou pour agrandir le territoire de la France. S'il y a des hommes qui ne comprennent pas leur époque, je ne suis pas du nombre.

Dans l'état éclairé de l'opinion publique on est plus grand aujourd'hui par l'influence morale qu'on exerce que par des conquêtes stériles, et cette influence morale je la recherche avec orgueil en contribuant à rendre libre une des plus belles parties de l'Europe. Votre accueil m'a déjà prouvé que vous m'avez compris. Je ne viens pas ici avec un système preconçu pour déposséder les souverains ni pour vous imposer ma volonté; mon armée ne s'occupera que de deux choses: combattre vos ennemis, et maintenir l'ordre intérieur; elle ne mettra aucun obstacle à la libre manifestation de vos voeux légitimes. La Providence favorise quelquefois les peuples comme les individus en leur donnant l'occasion de grandir tout à coup; mais c'est à la condition qu'ils sachent en profiter. Profitez donc de la fortune qui s'offre à vous.

Votre désir d'indépendance si longtemps exprimé, si souvent déçu, se réalisera si vous vous en montrez dignes. Unissez-vous donc dans un seul but, l'affranchissement de votre pays. Organisez-vous militairement. Volez sous les drapeaux du roi Victor-Em-

manuel, qui vous a déjà si noblement montré la voie de l'honneur. Souvenez-vous que sans discipline il n'y a pas d'armée; et, animés du feu sacré de la patrie, ne soyez aujourd'hui que soldats; demain, vous serez citoyens libres d'un grand pays.

Fait au quartier impérial de Milan, 8 juin 1859.

Napoléon.

LXXVIII.

Convention d'armistice entre l'Autriche d'une part et la France et la Sardaigne d'autre part; signée à Villafranca, le 8 juillet 1859.

Art. 1. Il y aura suspension d'armes entre les armées de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche d'une part et les armées alliées de Sa Majesté l'Empereur des Français et de Sa Majesté le Roi de Sardaigne d'autre part.

Art. 2. Cette suspension d'armes durera à dater de ce jour jusq'au 15 Août, sans dénonciation.

En conséquence les hostilités, s'il y avait lieu, recommenceraient sans avis préalable le 16 Août à midi.

Art. 3. Aussitôt que les stipulations de cette suspension d'armes auront été arrêtées et signées, les hostilités cesseront par toute l'étendue du théatre de la guerre, tant par terre que par mer.

Art. 4. Les armées respectives observeront strictement les lignes de demarcation qui ont été definies pour toute la durée de la suspension d'armes.

L'espace qui sépare les deux lignes de démarcation est declaré neutre, de sorte qu'il sera interdit aux troupes des deux armées. Lorsqu'un village sera traversé par le limite, l'ensemble de ce village sera à la jouissance des troupes qui l'occupent.

Les frontières du Tirol le long du Stelvio et du Tonale forment une délimitation commune aux armées belligérantes.

La ligne de démarcation franco-sarde part de la frontière du Tyrol, passe par Bagolino, Lavenone et Idro, traverse la crête qui sépare

La ligne de démarcation autrichienne s'étendra depuis la frontière du Tyrol près de Ponte del Caffaro jusqu'à Rocca d'Anfo où les troupes

le Val Degagna du Val de Toscolano et aboutit à Maderno sur la rive occidentale du lac de Garda.

Les troupes piémontaises stationnées dans les localités de Rocca d'Anfo garderont les positions qu'elles occupent présentement. Entre la rive orientale du lac de Garda et l'Adige il y aura une ligne de démarcation tracée au sud de Lazise depuis Ballona par Saline jusqu'à Pastrengo.

Cette ligne marquera la limite des positions franco-sardes.

garderont les positions qu'elles occupent présentement et comprendra la route qui communique entre ces deux points. Se détachant ensuite de la pointe nord-est du lac d'Idro, la ligne de démarcation autrichienne suivra la frontière du Tyrol et le ruisseau nommé Toscolano, jusqu'à la localité du même nom située sur les bords du lac de Garda.

La route qui conduit de Lazise à Ponton servira de délimitation aux troupes autrichiennes entre la rive orientale du lac de Garda et l'Adige.

Les bateaux de la flotille autrichienne du lac de Garda communiqueront librement entre Riva et Peschiera.

Toutefois, dans la partie méridionale du lac, en dessous de Maderno et de Lazise, ils ne pourront aborder qu'à Peschiera, et, dans cette partie du parcours, ils éviteront de s'écarter de la côte orientale.

Depuis Pastrengo, la ligne de démarcation franco-sarde suivra la route qui mène à Sommacampagna et de là passera par Pozzo-Moretto, Prabiano, Quaderni et Massimbona à Goito.

En s'appuyant sur l'Adige à Bussolengo, la ligne de démarcation autrichienne se dirigera ensuite sur Mantoue par Dossobuono, Isolalta, Nogarole, Bagnol, Canedole et Drasso.

Villafranca et tout le terrain compris entre les deux lignes de démarcation sont déclarés neutres.

A partir de Goito, la ligne de démarcation franco-sarde restant toujours sur la rive

La ligne de démarcation autrichienne se dirigera de Mantoue par Curtatone et

droite du Mincio, passera par Rivalta, Castelluchio, Gabbianna, Cesole et touchera le Po à Scorzarolo.

Montanara, et ensuite le long des Valli à Borgoforte.

En aval de Borgoforte le Po forme une ligne de démarcation naturelle entre les armées belligérantes, jusqu'à Ficcarolo, et de la jusqu'à son embouchure à Porto di Goro.

Au delà du Po, la ligne de démarcation est naturellement tracée par les côtes autrichiennes de l'Adriatique, y compris les îles qui en dépendent et jusqu'à à la dernière pointe méridionale de la Dalmatie, — sauf les îles occupées dès à présent par les troupes françaises.

Art. 5. Les chemins de fer de Vérone à Peschiera et à Mantoue pourront, durant la suspension d'armes, servir à l'approvisionnement des places fortes de Peschiera et de Mantoue, à la condition expresse que l'approvisionement de Peschiera soit terminé dans l'espace de deux jours.

Art. 6. Les travaux d'attaque et de défense de Peschiera resteront durant la suspension d'armes dans l'état où ils se trouvent actuellement.

Art. 7. Les bâtiments de commerce, sans distinction de pavillon, pourront librement circuler dans l'Adriatique.

Fait et arrêté, sauf ratification, entre nous soussignés, chargés de pleins pouvoirs de nos Souverains respectifs: le Général d'artillerie Baron de Hess, Chef d'Etat major de l'armée autrichienne et le Comte de Mensdorff-Pouilly, Général de division dans l'armée autrichienne d'une part — et le Maréchal Vaillant, Major-général de l'armée française, le Général de division Martimprey, aide Major-général de la même armée, le Lieutenant-général Comte della Rocca, Chef d'état Major-général de l'armée sarde, d'autre part.

Villafranca, le 8 Juillet 1859.

Hess m. p., *F. Z. M.*
Comte *de Mensdorff* m. p., *F. M. L.*

Maréchall *Vaillant* m. p.
Général *de Martimprey* m. p.
Général *della Rocca* m. p.

Pour ratification:
Franz Joseph m. p.

Pour ratification:
Napoléon m. p.

LXXIX.

Préliminaires de paix convenus entre l'Autriche et la France, à Villafranca le 11 juillet 1859.

Les deux souverains favoriseront la création d'une confédération italienne. Cette confédération sera sous la présidence honoraire du saint-père.

L'Empereur d'Autriche cède à l'Empereur des Français ses droits sur la Lombardie, à l'exception des forteresses de Mantoue et de Peschiera, de manière que la frontière des possessions autrichiennes partirait du rayon extrême de la forteresse de Peschiera, et s'étendrait en ligne droite le long du Mincio jusqu'à Le Grazie, de là à Scarzarolo et Luzarra au Pô, d'où les frontières actuelles continueront à former les limites de l'Autriche.

L'Empereur des Français remettra les territoires cédés au roi de Sardaigne.

La Vénétie fera partie de la confédération italienne, tout en restant sous la couronne de l'Empereur d'Autriche.

Le grand-duc de Toscane et le duc de Modène rentrent dans leurs états en donnant une amnistie générale.

Les deux Empereurs demanderont au saint-père d'introduire dans ses états des réformes indispensables.

Amnistie pleine et entière est accordée de part et d'autre aux personnes compromises à l'occasion des derniers événements dans les territoires des parties belligérantes.

11 juillet 1859.

LXXX.

Traité de paix, entre l'Autriche et la France, signé à Zurich, le 10 novembre 1859).*

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté

*) Les ratifications ont été échangées à Zurich, le 21 novembre 1859.

l'Empereur d'Autriche voulant mettre un terme aux calamités de la guerre et prévenir le retour des complications qui l'ont fait naître, en contribuant à fonder sur des bases solides et durables l'indépendance intérieure et extérieure de l'Italie, ont résolu de convertir en Traité de paix définitif les préliminaires signés de leur main à Villafranca. A cet effet, Leurs Majestés Impériales ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur François-Adolphe, baron de Bourqueney, sénateur de l'Empire, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de l'ordre impérial de Léopold d'Autriche, etc., etc., etc.,

Et le sieur Gaston-Robert Morin, marquis de Banneville, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc.,

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, le sieur Aloïs, comte Karolyi de Nagy Karoly, son chambellan et ministre plénipotentiaire, etc., etc., etc.

Et le sieur Othon, baron de Meysenbug, chevalier de l'ordre impérial et royal de Léopold, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur etc., etc., etc., son ministre plénipotentiaire et conseiller aulique,

Lesquels se sont réunis en conférence à Zurich, et, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Il y aura, à l'avenir, paix et amitié entre Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, ainsi qu'entre leurs héritiers et successeurs, leurs Etats et sujets respectifs, à perpétuité.

Art. 2. Les prisonniers de guerre seront immédiatement rendus de part et d'autre.

Art. 3. Pour atténuer les maux de la guerre et par une dérogation exceptionnelle à la jurisprudence généralement consacrée, les bâtiments autrichiens capturés, qui n'ont point encore été l'objet d'une condamnation de la part du conseil des prises, seront restitués.

Les bâtiments et chargements seront rendus dans l'état où ils se trouveront, lors de la remise, après le payement de toutes les dépenses et de tous les frais auxquels auront pu donner lieu la conduite, la garde et l'instruction desdites prises, ainsi que du fret acquis aux capteurs; et, enfin, il ne pourra être réclamé aucune indemnité pour raison de prises coulées ou dé-

Digitized by Google

truites, pas plus que pour les préhensions exercées sur les marchandises qui étaient propriétés ennemies, alors même qu'elles n'auraient pas encore été l'objet d'une décision du conseil des prises.

Il est bien entendu, d'autre part, que les jugements prononcés par le conseil des prises sont définitifs et acquis aux ayants droit.

Art. 4. Sa Majesté l'Empereur d'Autriche renonce pour lui et tous ses descendants et successeurs, en faveur de Sa Majesté l'Empereur des Français à ses droits et titres sur la Lombardie, à l'exception des forteresses de Peschiera et de Mantoue et des territoires déterminés par la nouvelle délimitation qui restent en la possession de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

La frontière, partant de la limite méridionale du Tyrol, sur le lac de Garda, suivra le milieu du lac jusqu'à la hauteur de Bardolino et de Manerba, d'où elle rejoindra en ligne droite le point d'intersection de la zone de défense de la place de Peschiera avec le lac de Garda.

Cette zone sera déterminée par une circonférence dont le rayon, compté à partir du centre de la place, est fixé à 3,500 mètres, plus la distance dudit centre au glacis du fort le plus avancé. Du point d'intersection de la circonférence ainsi désignée avec le Mincio, la frontière suivra le thalweg de la rivière jusqu'à Le Grazie, s'étendra de Le Grazie, en ligne droite, jusqu'à Scorzarolo, suivra le thalweg du Pô jusqu'à Luzzara, point à partir duquel il n'est rien changé aux limites actuelles telles qu'elles existaient avant la guerre.

Une commission militaire instituée par les gouvernements intéressés sera chargée d'exécuter le tracé sur le terrain, dans le plus bref délai possible.

Art. 5. Sa Majesté l'Empereur des Français déclare son intention de remettre à Sa Majesté le Roi de Sardaigne les territoires cédés par l'article précédent.

Art. 6. Les territoires encore occupés, en vertu de l'armistice du 8 juillet dernier, seront réciproquement évacués par les puissances belligérantes, dont les troupes se retireront immédiatement en deçà des frontières déterminées par l'art. 4.

Art. 7. Le nouveau gouvernement de la Lombardie prendra à sa charge les trois cinquièmes de la dette du Monte-Lombardo-Veneto.

Il supportera également une portion de l'emprunt national de 1854, fixée entre les Hautes Parties contractantes à quarante millions de florins (monnaie de convention.

Le mode de payement de ces quarantes millions de florins sera déterminé dans un article additionnel.

Art. 8. Une commission internationale sera immédiatement instituée pour procéder à la liquidation du Monte-Lombardo-Veneto; le partage de l'actif et du passif de cet établissement s'effectuera en prenant pour base la répartition de trois cinquièmes pour le nouveau gouvernement et de deux cinquièmes pour l'Autriche.

De l'actif du fonds d'amortissement du Monte et de sa caisse de dépôts consistant en effets publics, le nouveau gouvernement recevra trois cinquièmes, et l'Autriche deux cinquièmes; et quant à la partie de l'actif qui se compose de biens-fonds ou de créances hypothécaires, la commission effectuera le partage en tenant compte de la situation des immeubles, de manière à en attribuer la propriété, autant que faire se pourra, à celui des deux gouvernements sur le territoire duquel ils se trouvent situés.

Quant aux différentes catégories de dettes inscrites, jusqu'au 4 juin 1859, sur le Monte-Lombardo-Veneto et aux capitaux placés à intérêts à la caisse de dépôts du fonds d'amortissement, le nouveau gouvernement se charge pour trois cinquièmes et l'Autriche pour deux cinquièmes, soit de payer les intérêts, soit de rembourser le capital, conformément aux règlements jusqu'ici en vigueur. Les titres de créance des sujets autrichiens entreront de préférence dans la quote-part de l'Autriche qui, dans un délai de trois mois à partir de l'échange des ratifications ou plus tôt, si faire se peut, transmettra au nouveau gouvernement de la Lombardie des tableaux spécifiés de ces titres.

Art. 9. Le nouveau gouvernement de la Lombardie succède aux droits et obligations résultant de contrats régulièrement stipulés par l'administration autrichienne pour des objets d'intérêt public concernant spécialement le pays cédé.

Art. 10. Le gouvernement autrichien restera chargé du remboursement de toutes les sommes versées par les sujets lombards, par les communes, établissements publics et corporations religieuses dans les caisses publiques autrichiennes, à titre de cautionnements, dépôts

ou consignations. De même, les sujets autrichiens, communes, établissements publics et corporations religieuses qui auront versé des sommes, à titre de cautionnements, dépôts ou consignations, dans les caisses de la Lombardie, seront exactement remboursés par le nouveau gouvernement.

Art. 11. Le nouveau gouvernement de la Lombardie reconnaît et confirme les concessions de chemins de fer accordées par le gouvernement autrichien sur le territoire cédé, dans toutes leurs dispositions et pour toute leur durée, et nommément les concessions résultant des contrats passés, en date de 14 mars 1856, 8 avril 1857 et 23 septembre 1858.

A partir de l'échange des ratifications du présent Traité, le nouveau gouvernement est subrogé à tous les droits et à toutes les obligations qui résultaient, pour le gouvernement autrichien, des concessions précitées, en ce qui concerne les lignes de chemins de fer situées sur le territoire cédé.

En conséquence, le droit de dévolution qui appartenait au gouvernement autrichien, à l'égard de ces chemins de fer, est transféré au nouveau gouvernement de la Lombardie.

Les payements qui restent à faire sur la somme due à l'Etat par les concessionnaires en vertu du contrat du 14 mars 1856, comme équivalent des dépenses de construction desdits chemins, seront effectués intégralement dans le trésor autrichien.

Les créances des entrepreneurs de constructions et des fournisseurs, de même que les indemnités pour expropriations de terrains, se rapportant à la période où les chemins de fer en question étaient administrés pour le compte de l'Etat et qui n'auraient pas encore été acquittées, seront payées par le gouvernement autrichien et, pour autant qu'ils y sont tenus, en vertu de l'acte de concession, par les concessionaires au nom du gouvernement autrichien.

Une convention spéciale réglera, dans le plus bref délai possible, le service international des chemins de fer entre les pays respectifs.

Art. 12. Les sujets lombards, domiciliés sur le territoire cédé par le présent Traité, jouiront, pendant l'espace d'un an, à partir du jour de l'échange des ratifications, et moyennant une déclaration préalable à l'au-

torité compétente, de la faculté pleine et entière d'exporter leurs biens meubles en franchise de droits et de se retirer, avec leurs familles, dans les Etats de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique; auquel cas la qualité de sujets autrichiens leur sera maintenue. Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur le territoire de la Lombardie.

La même faculté est accordée réciproquement aux individus originaires du territoire cédé de la Lombardie, établis dans les Etats de Sa Majesté l'empereur d'Autriche.

Les Lombards qui profiteront des présentes dispositions ne pourront être, du fait de leur option, inquiétés, de part ni d'autre, dans leurs personnes ou dans leurs propriétés situées dans les Etats respectifs.

Le délai d'un an est étendu à deux ans pour les sujets originaires du territoire cédé de la Lombardie qui, à l'époque de l'échange des ratifications du présent Traité, se trouveront hors du territoire de la monarchie autrichienne. Leur déclaration pourra être reçue par la mission autrichienne la plus voisine, ou par l'autorité supérieure d'une province quelconque de la monarchie.

Art. 13. Les sujets lombards faisant partie de l'armée autrichienne, à l'exception de ceux qui sont originaires de la partie du territoire lombard réservée à Sa Majesté l'Empereur d'Autriche par le présent Traité, seront immédiatement libérés du service militaire et renvoyés dans leurs foyers.

Il est entendu que ceux d'entre eux qui déclareront vouloir rester au service de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, ne seront point inquiétés pour ce fait, soit dans leurs personnes, soit dans leurs propriétés.

Les mêmes garanties sont assurées aux employés civils originaires de la Lombardie qui manifesteront l'intention de conserver les fonctions qu'ils occupent au service d'Autriche.

Art. 14. Les pensions, tant civiles que militaires, régulièrement liquidées, et qui étaient à la charge des caisses publiques de la Lombardie, restent acquises à leurs titulaires, et, s'il y a lieu, à leurs veuves et à leurs enfants, et seront aquittées à l'avenir par le nouveau gouvernement de la Lombardie.

Cette stipulation est étendue aux pensionnaires, tant civils que militaires, ainsi qu'à leurs veuves et enfants, sans distinction d'origine, qui conserveront leur domicile

Digitized by Google

dans le territoire cédé et dont les traitements acquittés jusqu'en 1814 par le ci-devant royaume d'Italie, sont alors tombés à la charge du trésor autrichien.

Art. 15. Les archives contenant les titres de propriété et documents administratifs et de justice civile, relatifs soit à la partie de la Lombardie dont la possession est reservée à Sa Majesté l'Empereur d'Autriche par le présent Traité, soit aux provinces vénitiennes, seront remises aux commissaires de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique aussitôt que faire se pourra.

Réciproquement, les titres de propriété, documents administratifs et de justice civile concernant le territoire cédé, qui peuvent se trouver dans les archives de l'Empire d'Autriche, seront remis aux commissaires du nouveau gouvernement de la Lombardie.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement, sur la demande des autorités administratives supérieures, tous les documents et informations relatifs à des affaires concernant à la fois la Lombardie et la Vénétie.

Art. 16. Les corporations religieuses établies en Lombardie pourront librement disposer de leurs propriétés mobilières et immobilières dans le cas où la législation nouvelle, sous laquelle elles passent, n'autoriserait pas le maintien de leurs établissements.

Art. 17. Sa Majesté l'Empereur des Français se réserve de transférer à Sa Majesté le Roi de Sardaigne, dans la forme consacrée des transactions internationales, les droits et obligations résultant des articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 du présent Traité, ainsi que de larticle additionnel mentionné dans l'article 7.

Art. 18. Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche s'engagent à favoriser de tous leurs efforts la création d'une Confédération entre les Etats italiens, qui serait placée sous la présidence honoraire du Saint-Père, et dont le but serait de maintenir l'indépendance et l'inviolabilité des Etats confédérés, d'assurer le développement de leurs intérêts moraux et matériels et de garantir la sûreté intérieure et extérieure de l'Italie par l'existence d'une armée fédérale.

La Vénétie, qui reste placée sous la Couronne de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, formera un des Etats de cette Confédération et participera aux obligations comme aux droits résultant du pacte fédéral, dont

les clauses seront déterminées par une assemblée composée des représentants de tous les Etats italiens.

Art. 19. Les circonscriptions territoriales des Etats indépendants de l'Italie, qui n'étaient pas parties dans la dernière guerre, ne pouvant être changées qu'avec le concours des puissances qui ont présidé à leur formation et reconnu leur existence, les droits du Grand-Duc de Toscane, du Duc de Modène et du Duc de Parme sont expressément réservés entre les Hautes, Parties contractantes.

Art. 20. Désirant voir assurés la tranquillité des Etats de l'Eglise et le pouvoir du Saint-Père; convaincus que ce but ne saurait être plus efficacement atteint que par l'adoption d'un systéme approprié aux besoins des populations et conforme aux généreuses intentions déjà manifestées du Souverain Pontife, Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche uniront leurs efforts, pour obtenir de Sa Sainteté que la nécessité d'introduire dans l'administration de ses Etats les réformes reconnues indispensables, soit prise par son gouvernement en sérieuse considération.

Art. 21. Pour contribuer de tous leurs efforts à la pacification des esprits, les Hautes Parties contractantes déclarent et promettent que, dans leurs territoires respectifs et dans les pays restitués ou cédés, aucun individu compromis à l'occasion des derniers événements dans la Péninsule, de quelque classe et condition qu'il soit, ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne ou dans sa propriété, à raison de sa conduite ou de ses opinions politiques.

Art. 22. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Zurich, dans l'espace de quinze jours ou plus tôt si faire se peut. En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Zurich, le 10e jour du mois de novembre de l'an de grâce 1859.

Signé: (L. S.) *Bourqueney.*
(L. S.) *Banneville.*
(L. S.) *Karolyi.*
(L. S.) *Meysenbug.*

Article additionnel au Traité signé, entre la France et l'Autriche, à Zurich, le 10. novembre 1859.

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français s'engage envers le gouvernement de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique à effectuer pour le compte du nouveau gouvernement de la Lombardie, qui lui en garantira le remboursement, le payement des quarante millions de florins (monnaie de convention) stipulés par l'article 7 du présent, dans le mode et aux échéances ci-après déterminés.

Huit millions de florins seront payés en argent comptant, moyennant un mandat payable à Paris, sans intérêts, à l'expiration du troisième mois, à dater du jour de la signature du présent Traité, et qui sera remis aux plénipotentiaires de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, lors de l'échange des ratifications.

Le payement des trente-deux millions de florins restant aura lieu à Vienne, en argent comptant et en dix versements successifs à effectuer, de deux en deux mois, en lettres de change sur Paris, à raison de trois millions deux cent mille florins (monnaie de convention) chacune. Le premier de ces dix versements aura lieu deux mois après le payement du mandat de huit millions de florins ci-dessus stipulé. Pour ce terme, comme pour tous les termes suivants, les intérêts seront comptés à cinq pour cent, à partir du premier jour du mois qui suivra l'échange des ratifications du présent Traité.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot au Traité de ce jour.

Il sera ratifié en un seul acte et les ratifications en seront échangées en même temps.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent article additionnel et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Zurich, le dixième jour du mois de novembre de l'an de grâce 1859.

Signé: (L. S.) *Bourqueney.*
(L. S.) *Banneville.*
(L. S.) *Karolyi.*
(L. S.) *Meysenbug.*

LXXXI.

*Traité entre la France et la Sardaigne, relatif à la cession de la Lombardie; signé à Zurich, le 10 novembre 1859 *).*

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, voulant consolider leur alliance et régler par un accord définitif les résultats de leur participation à la dernière guerre, ont résolu de consacrer par un Traité les dispositions des préliminaires de Villafranca relatives à la cession de la Lombardie. Ils ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français: le sieur François-Adolphe, baron de Bourqueney, sénateur de l'Empire, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc.

Et le sieur Gaston-Robert Morin, marquis de Banneville, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre des Saints-Maurice-et-Lazare, etc., etc., etc.;

Et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le sieur François-Louis, chevalier Des Ambrois de Nevache, chevalier grand cordon de son ordre des Saints-Maurice-et-Lazare, vice-président de son conseil d'Etat, sénateur et vice-président du sénat du royaume, etc., etc., etc.,

Et le sieur Alexandre, chevalier Jocteau, commandeur de l'ordre des Saints-Maurice-et-Lazare, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre résident près la Confédération suisse;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Par un traité, en date de ce jour, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche ayant renoncé pour lui et tous ses descendants et successeurs, en faveur de Sa Majesté l'Empereur des Français, à ses droits et titres sur la Lombardie, Sa Majesté l'Empereur des Français

*) Les ratifications ont été échangées à Zurich, le 21 novembre 1859.

transfère à Sa Majesté le Roi de Sardaigne les droits et titres qui lui sont acquis par l'article 4 du Traité précité, dont la teneur suit:

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche renonce pour lui et tous ses descendants et successeurs, en faveur de Sa Majesté l'Empereur des Français, à ses droits et titres sur la Lombardie, à l'exception des forteresses de Peschiera et de Mantoue et des territoires déterminés par la nouvelle délimitation, qui restent en la possession de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique.

La frontière, partant de la limite méridionale du Tyrol sur le lac de Garda, suivra le milieu du lac jusqu'à la hauteur de Bardolino et de Manerba, d'où elle rejoindra, en ligne droite, le point d'intersection de la zone de défense de la place de Peschiera avec le lac de Garda.

Cette zone sera déterminée par une circonférence, dont le rayon, compté à partir du centre de la place, est fixé à 3,500 mètres, plus la distance dudit centre au glacis du fort le plus avancé. Du point d'intersection de la circonférence ainsi désignée avec le Mincio, la frontière suivra le thalweg de la rivière jusqu'à Le Grazie, s'étendra de Le Grazie, en ligne droite, jusqu'à Scorzarolo; suivra le thalweg du Pô jusqu'à Luzzara, point à partir duquel il n'est rien changé aux limites actuelles, telles qu'elles existaient avant la guerre.

Une commission militaire, instituée par les gouvernements intéressés, sera chargée d'exécuter le tracé sur le terrain, dans le plus bref délai possible.

Art. 2. Sa Majesté le Roi de Sardaigne, en prenant possession des territoires à lui cédés par Sa Majesté l'Empereur des Français, accepte les charges et conditions attachées à cette cession, telles qu'elles sont stipulées dans les articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15 et 16 du Traité conclu, en date de ce jour, entre Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, qui sont ainsi conçus:

a. Le nouveau gouvernement de la Lombardie prendra à sa charge les trois cinquièmes de la dette du Monte-Lombardo-Veneto.

Il supportera également une portion de l'emprunt national de 1854, fixée entre les Hautes Parties contractantes à quarante millions de florins (monnaie de convention).

b. Une commission internationale sera immédiatement instituée pour procéder à la liquidation du Monte-

Lombardo-Veneto; le partage de l'actif et du passif de cet établissement s'effectuera en prenant pour base la répartition de trois cinquièmes pour le nouveau gouvernement et de deux cinquièmes pour l'Autriche.

De l'actif du fonds d'amortissement du Monte et de sa caisse de dépôts consistant en effets publics, le nouveau gouvernement recevra trois cinquièmes et l'Autriche deux cinquièmes, et, quant à la partie de l'actif qui se compose de biens-fonds ou de créances hypothécaires, la commission effectuera le partage en tenant compte de la situation des immeubles, de manière à en attribuer la propriété, autant que faire se pourra, à celui des deux gouvernements sur le territoire duquel ils se trouvent situés.

Quant aux différentes catégories de dettes inscrites, jusqu'au 4 juin 1859, sur le Monte-Lombardo-Veneto, et aux capitaux placés à intérêts à la caisse de dépôts du fonds d'amortissement, le nouveau gouvernement se charge pour trois cinquièmes, et l'Autriche pour deux cinquièmes, soit de payer les intérêts, soit de rembourser le capital, conformément aux règlements jusqu'ici en vigueur. Les titres de créance des sujets autrichiens entreront, de préférence, dans la quote-part de l'Autriche, qui, dans un délai de trois mois à partir de l'échange des ratifications ou plus tôt si faire se peut, transmettra au nouveau gouvernement de la Lombardie des tableaux specifiés de ces titres.

c. Le nouveau gouvernement de la Lombardie succède aux droits et obligations résultant de contrats régulièrement stipulés par l'administration autrichienne pour des objets d'intérêt public concernant spécialement le pays cédé.

d. Le gouvernement autrichien restera chargé du remboursement de toutes les sommes versées par les sujets lombards, par les communes, établissements publics et corporations religieuses, dans les caisses publiques autrichiennes, à titre de cautionnements, dépôts ou consignations.

De même, les sujets autrichiens, communes, établissements publics et corporations religieuses qui auront versé des sommes à titre de cautionnements, dépôts ou consignations, dans les caisses de la Lombardie, seront exactement remboursés par le nouveau gouvernement.

e. Le nouveau gouvernement de la Lombardie re-

connaît et confirme les concessions de chemins de fer accordées par le gouvernement autrichien sur le territoire cédé, dans toutes leurs dispositions et pour toute leur durée, et nommément les concessions résultant des contrats passés, en date des 14 mars 1856, 8 avril 1857 et 23 septembre 1858.

A partir de l'échange des ratifications du présent Traité, le nouveau gouvernement est subrogé à tous les droits et à toutes les obligations qui résultaient pour le gouvernement autrichien des concessions précitées, en ce qui concerne les lignes de chemins de fer situées sur le territoire cédé.

En conséquence, le droit de dévolution qui appartenait au gouvernement autrichien à l'égard de ces chemins de fer est transféré au nouveau gouvernement de la Lombardie.

Les payements qui restent à faire sur la somme due à l'Etat par les concessionnaires, en vertu du contrat du 14 mars 1856, comme équivalent des dépenses de construction desdits chemins de fer, seront effectués intégralement dans le trésor autrichien.

Les créances des entrepreneurs de constructions et des fournisseurs, de même que les indemnités pour expropriations de terrains, se rapportant à la période où les chemins de fer en question étaient administrés pour le compte de l'Etat, et qui n'auraient pas encore été acquittées, seront payées par le gouvernement autrichien et, pour autant qu'ils y sont tenus en vertu de l'acte de concession, par les concessionnaires, au nom du gouvernement autrichien.

Une convention speciale réglera, dans le plus bref délai possible, le service international des chemins de fer entre les pays respectifs.

f. Les sujets lombards domiciliés sur le territoire cédé par le présent Traité, jouiront, pendant l'espace d'un an, à partir du jour de l'échange des ratifications, et moyennant une déclaration préalable à l'autorité compétente, de la faculté pleine et entière d'exporter leurs bien-meubles en franchise de droits et de se retirer avec leurs familles dans les Etats de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique; auquel cas la qualité de sujets autrichiens leur sera maintenue. Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur le territoire de la Lombardie.

La même faculté est accordée réciproquement aux individus originaires du territoire cédé de la Lombardie, établis dans les Etats de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche.

Les Lombards qui profiteront des présentes dispositions ne pourront être, du fait de leur option, inquiétés, de part ni d'autre, dans leurs personnes ou dans leurs propriétés situées dans les Etats respectifs.

Le délai d'un an est étendu à deux ans pour les sujets originaires du territoire cédé de la Lombardie, qui, à l'époque de l'échange des ratifications du présent Traité, se trouveront hors du territoire de la monarchie autrichienne. Leur déclaration pourra être reçue par la mission autrichienne la plus voisine, ou par l'autorité supérieure d'une province quelconque de la monarchie.

g. Les sujets lombards faisant partie de l'armée autrichienne, à l'exception de ceux qui sont originaires de la partie du territoire lombard réservée à Sa Majesté l'Empereur d'Autriche par le présent Traité, seront immédiatement libérés du service militaire et renvoyés dans leurs foyers.

Il est entendu que ceux d'entre eux qui déclareront vouloir rester au service de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, ne seront point inquiétés pour ce fait, soit dans leurs personnes, soit dans leurs propriétés.

Les mêmes garanties sont assurées aux employés civils originaires de la Lombardie qui manifesteront l'intention de conserver les fonctions qu'ils occupent au service d'Autriche.

h. Les pensions, tant civiles que militaires, régulièrement liquidées, et qui étaient à la charge des caisses publiques de la Lombardie, restent acquises à leurs titulaires, et, s'il y a lieu, à leurs veuves et à leurs enfants, et seront acquittées à l'avenir par le nouveau gouvernement de la Lombardie.

Cette stipulation est étendue aux pensionnaires, tant civils que militaires, ainsi qu'à leurs veuves et à leurs enfants, sans distinction d'origine, qui conserveront leur domicile dans le territoire cédé, et dont les traitements acquittés, jusqu'en 1814, par le ci-devant royaume d'Italie, sont alors tombés à la charge du trésor autrichien.

i. Les archives contenant les titres de propriété et documents administratifs et de justice civile, relatifs, soit

Digitized by Google

à la partie de la Lombardie dont la possession est réservée à Sa Majesté l'Empereur d'Autriche par le présent Traité, soit aux provinces Vénitiennes, seront remises aux commissaires de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, aussitôt que faire se pourra. Réciproquement, les titres de propriété, documents administratifs et de justice civile concernant le territoire cédé, qui peuvent se trouver dans les archives de l'Empire d'Autriche, seront remis aux commissaires du nouveau gouvernement de la Lombardie.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement, sur la demande des autorités administratives supérieures, tous les documents et informations relatifs à des affaires concernant à la fois la Lombardie et la Vénétie.

j. Les corporations religieuses établies en Lombardie pourront librement disposer de leurs propriétés mobilières et immobilières, dans le cas où la législation nouvelle, sous laquelle elles passent, n'autoriserait pas le maintien de leurs établissements.

Art. 3. Par l'article additionnel au Traité conclu, en date de ce jour, entre Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, le Gouvernement français s'étant engagé vis-à-vis du gouvernement autrichien à effectuer, pour le compte du nouveau gouvernement de la Lombardie, le payement des quarante millions de florins (monnaie de convention) stipulés par l'art. 7 du Traité précité, Sa Majesté le Roi de Sardaigne, en conséquence des obligations qu'il a acceptées par l'article précédent, s'engage à rembourser cette somme à la France de la manière suivante:

Le Gouvernement sarde remettra à celui de Sa Majesté l'Empereur des Français des titres de rentes sardes cinq pour cent, au porteur, pour une valeur de cent millions de francs. Le Gouvernement français les accepte au cours moyen de la Bourse de Paris du 29 octobre 1859. Les intérêts de ces rentes courront au profit de la France, à partir du jour de la remise des titres, qui aura lieu un mois après l'échange des ratifications du présent Traité.

Art. 4. Pour atténuer les charges que la France s'est imposées à l'occasion de la dernière guerre, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Sardaigne s'engage à rembourser au Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur

des Français une somme de soixante millions de francs, pour le payement de laquelle une rente cinq pour cent de trois millions sera inscrite sur le grand-livre de la dette publique de Sardaigne. Les titres en seront remis au Gouvernement français qui les accepte au pair. Les intérêts de ces rentes courront au profit de la France, à partir du jour de la remise des titres, qui aura lieu un mois après l'échange des ratifications.

Art. 5. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Zurich, dans un délai de quinze jours ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Zurich, le dixième jour du mois de novembre de l'an de grâce 1859.

Signé: (L. S.) *Bourqueney.*
(L. S.) *Banneville.*
(L. S.) *Des Ambrois.*
(L. S.) *Jocteau.*

LXXXII.

Traité de paix entre l'Autriche, la France et la Sardaigne, signé à Zurich, le 10 novembre 1859 *).

Au nom de la très-sainte et indivisible Trinité.

Sa Majesté l'Empereur des Français, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté le Roi de Sardaigne voulant compléter les conditions de la paix dont les préliminaires, arrêtés à Villafranca, ont été convertis en un Traité conclu, en date de ce jour, entre Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, voulant de plus consigner dans un acte commun les cessions territoriales telles qu'elles sont stipulées dans le Traité conclu, ce même jour, entre Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français, le sieur François-Adolphe, baron de Bourqueney, sénateur de l'Empire,

*) Les ratifications ont été échangées le 21 du même mois.

grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, de l'ordre de Léopold d'Autriche, etc. etc. etc.

Et le sieur Gaston-Robert Morin, marquis de Banneville, officier de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre des Saints-Maurice-et-Lazare, chevalier de grâce de l'ordre constantinien des Deux-Siciles, etc., etc., etc.

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, le sieur Aloïs comte Karolyi de Nagy Karoly, commandeur de l'ordre du Sauveur de Grèce, son chambellan et ministre plénipotentiaire, etc., etc., etc.;

Et le sieur Othon, baron de Meysenbug, chevalier de l'ordre impérial et royal de Léopold, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre plénipotentiaire, conseiller aulique, etc., etc., etc.;

Sa Majesté le Roi de Sardaigne, le sieur François-Louis, chevalier Des Ambrois de Nevache, chevalier grand cordon de son ordre des Saints-Maurize-et-Lazare, vice-président de son conseil d'Etat, senateur et vice-président du sénat du royaume, etc., etc., etc;

Et le sieur Alexandre, chevalier Jócteau, commandeur de son ordre des Saints-Maurice-et-Lazare, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son ministre résident près la Confédération suisse,

Lequels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Il y aura, à dater du jour de l'échange des ratifications du présent Traité, paix et amitié entre Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, leurs héritiers et successeurs, leurs Etats et sujets respectifs, à perpétuité.

Art. 2. Les prisonniers de guerre autrichiens et sardes seront immédiatement rendus de part et d'autre.

Art. 3. Par suite des cessions territoriales stipulées dans les Traités conclus en ce jour, entre Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, d'un côté, et Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, de l'autre, la délimitation entre les provinces italiennes de l'Autriche et la Sardaigne sera à l'avenir la suivante:

La frontière partant de la limite méridionale du Tyrol sur le lac de Garda, suivra le milieu du lac jusqu'à

la hauteur de Bardolino et de Manerba, d'où elle rejoindra en ligne droite le point d'intersection de la zone de défense de la place de Peschiera avec le lac de Garda.

Elle suivra la circonférence de cette zone dont le rayon, compté à partir du centre de la place, est fixé à 3,500 mètres, plus la distance dudit centre au glacis du fort le plus avancé. Du point d'intersection de la circonférence ainsi désignée avec le Mincio, la frontière suivra le thalweg de la rivière jusqu'à Le Grazie, s'étendra de Le Grazie en ligne droite jusqu'à Scorzarolo, suivra le thalweg du Pô jusqu'à Luzzara, point à partir duquel il n'est rien changé aux limites actuelles, telles qu'elles existaient avant la guerre.

Une commission militaire, instituée par les Hautes Parties contractantes, sera chargée d'exécuter le tracé sur le terrain dans le plus bref délai possible.

Art. 4. Les territoires encore occupés, en vertu de l'armistice du 8 juillet dernier, seront réciproquement évacués par les troupes autrichiennes et sardes qui se retireront immédiatement en deçà des frontières déterminées par l'article précédent.

Art. 5. Le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Sardaigne prendra à sa charge les trois cinquièmes de la dette du Monte-Lombardo-Veneto.

Il supportera également une portion de l'emprunt national de 1854, fixée entre les Hautes Parties contractantes à quarante millions de florins (monnaie de convention).

Art. 6. A l'égard des quarante millions de florins stipulés dans l'article précédent, le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français renouvelle l'engagement qu'il a pris vis-à-vis du Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche d'en effectuer le payement, selon le mode déterminé dans l'article additionnel au Traité signé, en date de ce jour, entre les deux Hautes Parties contractantes.

D'autre part, le gouvernement de Sa Majesté le Roi de Sardaigne constate de nouveau l'engagement qu'il a contracté, par le Traité signé également aujourd'hui entre la France et la Sardaigne, de rembourser cette somme au Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français d'après le mode stipulé dans l'article 3 dudit Traité.

Art. 7. Une commission composée de délégués des Hautes Parties contractantes sera immédiatement insti-

tuée pour procéder à la liquidation du Monte-Lombardo-Veneto. Le partage de l'actif et du passif de cet établissement s'effectuera en prenant pour base la répartition de trois cinquièmes pour la Sardaigne et de deux cinquièmes pour l'Autriche.

De l'actif du fonds d'amortissement du Monte et de sa caisse de dépôts consistant en effets publics, la Sardaigne recevra trois cinquièmes et l'Autriche deux cinquièmes: et, quant à la partie de l'actif qui se compose de biens fonds ou de créances hypothécaires, la commission effectuera le partage en tenant compte de la situation des immeubles, de manière à en attribuer la propriété, autant que faire se pourra, à celui des deux Gouvernements sur le territoire duquel ils se trouvent situés.

Quant aux différentes catégories de dettes inscrites, jusqu'au 4 juin 1859, sur le Monte-Lombardo-Veneto, et aux capitaux placés à intérêts à la caisse de dépôts du fonds d'amortissement, la Sardaigne se charge pour trois cinquièmes et l'Autriche pour deux cinquièmes, soit de payer les intérêts, soit de rembourser le capital, conformément aux règlements jusqu'ici en vigueur. Les titres de créance des sujets autrichiens entreront de préférence dans la quote-part de l'Autriche qui, dans un délai de trois mois à partir de l'échange des ratifications, ou plus tôt, si faire se peut, transmettra au gouvernement sarde des tableaux specifiés de ces titres.

Art. 8. Le gouvernement de Sa Majesté Sarde succède aux droits et obligations résultant de contrats regulièrement stipulés par l'administration autrichienne pour des objets d'intérêt public concernant spécialement le pays cédé.

Art. 9. Le gouvernement autrichien restera chargé du remboursement de toutes les sommes versées par les sujets lombards, par les communes, établissements publics et corporations religieuses dans les caisses publiques autrichiennes, à titre de cautionnements, dépôts ou consignations. De même, les sujets autrichiens, communes, établissements publics et corporations religieuses, qui auront versé des sommes, à titre de cautionnements, dépôts ou consignations, dans les caisses de la Lombardie, seront exactement remboursés par le gouvernement sarde.

Art. 10. Le gouvernement de Sa Majesté le Roi de Sardaigne reconnaît et confirme les concessions de che-

mins de fer accordées par le gouvernement autrichien sur le territoire cédé, dans toutes leurs dispositions et pour toute leur durée, et nommément les concessions résultant des contrats passés en date des 14 mars 1856, 8 avril 1857 et 23 septembre 1858.

A partir de l'échange des ratifications du présent Traité, le gouvernement sarde est subrogé à tous les droits et à toutes les obligations qui résultaient pour le gouvernement autrichien des concessions précitées en ce qui concerne les lignes de chemins de fer situées sur le territoire cédé.

En conséquence, le droit de dévolution, qui appartenait au gouvernement autrichien à l'égard de ces chemins de fer, est tranféré au gouvernement sarde.

Les payements qui restent à faire sur la somme due à l'Etat par les concessionnaires, en vertu du contrat du 14 mars 1856, comme équivalent des dépenses de construction desdits chemins, seront effectués intégralement dans le trésor autrichien.

Les créances des entrepreneurs de construction et des fournisseurs, de même que les indemnités pour expropriations de terrains, se rapportant à la période où les chemins de fer en question étaient administrés pour le compte de l'Etat, qui n'auraient pas encore été acquittées, seront payées par le gouvernement autrichien et pour autant qu'ils y sont tenus, en vertu de l'acte de concession, par les concessionnaires au nom du gouvernement autrichien.

Une convention spéciale réglera, dans le plus bref délai possible, le service international des chemins de fer entre l'Autriche et la Sardaigne.

Art. 11. Il est entendu que le recouvrement des créances résultant des paragraphes 12, 13, 14, 15 et 16 du contrat du 14 mars 1856, ne donnera à l'Autriche aucun droit de contrôle et de surveillance sur la construction et l'exploitation des chemins de fer dans le territoire cédé. Le gouvernement sarde s'engage, de son côté, à donner tous les renseignements qui pourraient lui être demandés à cet égard par le gouvernement autrichien.

Art. 12. Les sujets lombards domiciliés sur le territoire cédé jouiront, pendant l'espace d'un an, à partir du jour de l'échange des ratifications, et moyennant une déclaration préalable à l'autorité compétente, de la fa-

culté pleine et entière d'exporter leurs biens meubles en franchise de droits et de se retirer avec leurs familles dans les Etats de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, auquel cas la qualité de sujets autrichiens leur sera maintenue. Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur le territoire de la Lombardie.

La même faculté est accordée réciproquement aux individus originaires du territoire cédé de la Lombardie établis dans les Etats de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche.

Les Lombards qui profiteront des présentes dispositions ne pourront être, du fait de leur option, inquiétés, de part ni d'autre, dans leurs personnes ou dans leurs propriétés situées dans les Etats respectifs.

Le délai d'un an est étendu à deux ans pour les sujets originaires du territoire cédé de la Lombardie qui, à l'époque de l'échange des ratifications du présent Traité, se trouveront hors du territoire de la monarchie autrichienne. Leur déclaration pourra être reçue par la mission autrichienne la plus voisine ou par l'autorité supérieure d'une province quelconque de la monarchie.

Art. 13. Les sujets lombards faisant partie de l'armée autrichienne, à l'exception de ceux qui sont originaires de la partie du territoire lombard réservée à Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, seront immédiatement libérés du service militaire et renvoyés dans leurs foyers.

Il est entendu que ceux d'entre eux qui déclareront vouloir rester au service de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique ne seront point inquiétés pour ce fait, soit dans leurs personnes, soit dans leurs propriétés.

Les mêmes garanties sont assurées aux employés civils originaires de la Lombardie qui manifesteront l'intention de conserver les fonctions qu'ils occupent au service d'Autriche.

Art. 14. Les pensions, tant civiles que militaires, régulièrement liquidées, et qui étaient à la charge des caisses publiques de la Lombardie, restent acquises à leurs titulaires et, s'il y a lieu, à leurs veuves et à leurs enfants, et seront acquittées, à l'avenir, par le gouvernement de Sa Majesté Sarde.

Cette stipulation est étendue aux pensionnaires, tant civils que militaires, ainsi qu'à leurs veuves et enfants, sans distinction d'origine, qui conserveront leur domicile dans le territoire cédé, et dont les traitements, acquittés

jusqu'en 1814, par le ci-devant royaume d'Italie, sont alors tombés à la charge du trésor autrichien.

Art. 15. Les archives contenant les titres de propriété et documents administratifs et de justice civile, relatifs, soit à la partie de la Lombardie, dont la possession est réservée à Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, soit aux provinces vénitiennes, seront remises aux commissaires de Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique aussitôt que faire se pourra.

Réciproquement, les titres de propriété, documents administratifs et de justice civile concernant le territoire cédé qui peuvent se trouver dans les archives de l'Empire d'Autriche seront remis aux commissaires de Sa Majesté le Roi de Sardaigne.

Les gouvernements d'Autriche et de Sardaigne s'engagent à se communiquer réciproquement, sur la demande des autorités administratives supérieures, tous les documents et informations relatifs à des affaires concernant à la fois la Lombardie et la Vénétie.

Art. 16. Les corporations religieuses établies en Lombardie et dont la législation sarde n'autoriserait pas l'existence, pourront librement disposer de leurs propriétés mobilières et immobilières.

Art. 17. Tous les Traités et Conventions conclus entre Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté le Roi de Sardaigne, qui étaient en vigueur avant le 1 avril 1859, sont confirmés en tant qu'il n'y est pas dérogé par le présent Traité. Toutefois, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à soumettre, dans le terme d'une année, ces Traités et Conventions à une révision générale, afin d'y apporter, d'un commun accord, les modifications qui seront jugées conformes à l'intérêt des deux pays.

En attendant, ces traités et conventions sont étendus au territoire nouvellement acquis par Sa Majesté le Roi de Sardaigne.

Art. 18. La navigation du lac de Garda est libre, sauf les règlements particuliers des ports et de police riveraine. La liberté de la navigation du Pô et de ses affluents est maintenue conformément aux traités.

Une convention destinée à régler les mesures nécessaires pour prévenir et réprimer la contrebande sur ces eaux sera conclue, entre l'Autriche et la Sardaigne, dans le terme d'un an, à dater de l'échange des ratifications

du présent Traité. En attendant, on appliquera à la navigation les dispositions stipulées dans la convention du 22 novembre 1851, pour la répression de la contrebande sur le lac-Majeur, le Pô et le Tessin; et, pendant le même intervalle, il ne sera rien innové aux règlements et aux droits de navigation en vigueur à l'égard du Pô et de ses affluents.

Art. 19. Le gouvernement autrichien et le gouvernement sarde s'engagent à régler par un acte spécial tout ce qui tient à la propriété et à l'entretien des ponts et passages sur le Mincio, là où il forme la frontière, aux constructions nouvelles à faire à cet égard, aux frais qui en résulteront et à la perception des péages.

Art. 20. Là où le thalweg du Mincio marquera désormais la frontière entre l'Autriche et la Sardaigne, les constructions ayant pour objet la rectification du lit et l'endiguement de cette rivière, ou qui seraient de nature à altérer son courant, se feront d'un commun accord entre les deux Etats limitrophes. Un arrangement ultérieur réglera cette matière.

Art. 21. Les habitants des districts limitrophes jouiront réciproquement des facilités qui étaient antérieurement assurées aux riverains du Tessin.

Art. 22. Pour contribuer de tous leurs efforts à la pacification des esprits, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche et Sa Majesté le Roi de Sardaigne déclarent et promettent que, dans leurs territoires respectifs et dans les pays restitués ou cédés, aucun individu compromis à l'occasion des derniers événements dans la Péninsule, de quelque classe ou condition qu'il soit, ne pourra être poursuivi, inquiété ou troublé dans sa personne ou dans sa propriété, à raison de sa conduite ou de ses opinions politiques.

Art. 23. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Zurich dans l'espace de quinze jours ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Zurich, le dixième jour du mois de novembre 1859.

Signé: *Bourqueney. Banneville. Karolyi. Meysenbug. Des Ambrois. Jocteau.*

LXXXIII.

Traité entre la France et la Sardaigne pour la réunion de la Savoie et de Nice à la France, signé à Turin, le 24 mars 1860.

Au nom de la Très-Sainte et Indivisible Trinité.

Sa Majesté l'Empereur des Français ayant exposé les considérations qui, par suite des changements survenus dans les rapports territoriaux entre la France et la Sardaigne, lui faisaient désirer la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice (circondario di Nizza) à la France, et Sa Majesté le Roi de Sardaigne s'étant montré disposé à y acquiescer, Leursdites Majestés ont décidé de conclure un Traité à cet effet, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. le baron de Talleyrand-Périgord, etc., etc., et M. Vincent Benedetti, etc., etc.;

Et Sa Majesté de Roi de Sardaigne, Son Excellence M. le comte Camille Benso de Cavour, etc., etc., et Son Excellence M. le chevalier Charles Louis Farini, etc., etc.;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Sa Majesté le Roi de Sardaigne consent à la réunion de la Savoie et de l'arrondissement de Nice (circondario di Nizza) à la France, et renonce, pour lui et tous ses descendants et successeurs, en faveur de Sa Majesté l'Empereur des Français, à ses droits et titres sur lesdits territoires. Il est entendu entre Leurs Majestés que cette réunion sera effectuée sans nulle contrainte de la volonté des populations et que les Gouvernements de l'Empereur des Français et du Roi de Sardaigne se concerteront le plus tôt possible sur les meilleurs moyens d'apprécier et de constater les manifestations de cette volonté.

Art. 2. Il est également entendu que Sa Majesté le Roi de Sardaigne ne peut transférer les parties neutra-

lisées de la Savoie qu'aux conditions auxquelles il les possède lui-même, et qu'il appartiendra à Sa Majesté l'Empereur des Français de s'entendre à ce sujet, tant avec les puissances représentées au congrès de Vienne qu'avec la Confédération Helvétique, et de leur donner les garanties qui résultent des stipulations rappelées dans le présent article.

Art. 3. Une commission mixte déterminera, dans un esprit d'équité, les frontières des deux Etats, en tenant compte de la configuration des montagnes et de la nécessité de la défense.

Art. 4. Une ou plusieurs commissions mixtes seront chargées d'examiner et de résoudre; dans un bref délai, les diverses questions incidentes auxquelles donnera lieu la réunion, telles que la fixation de la part contributive de la Savoie et de l'arrondissement de Nice (circondario de Nizza) dans la dette publique de la Sardaigne, et l'exécution des obligations résultant des contrats passés avec le Gouvernement sarde, lequel se réserve toutefois de terminer lui-même les travaux entrepris pour le percement du tunnel des Alpes (Mont Cenis).

Art. 5. Le Gouvernement français tiendra compte aux fonctionnaires de l'ordre civil et aux militaires appartenant par leur naissance à la province de Savoie et à l'arrondissement de Nice (circondario di Nizza) et qui deviendront sujets français, des droits qui leur sont acquis par les services rendus au Gouvernement sarde; ils jouiront notamment du bénéfice résultant de l'inamovibilité pour la magistrature et des garanties assurées à l'armée.

Art. 6. Les sujets sardes originaires de la Savoie et de l'arrondissement de Nice, ou domiciliés actuellement dans ces provinces, qui entendront conserver la nationalité sarde, jouiront, pendant l'espace d'un an à partir de l'échange des ratifications et moyennant une déclaration préalable faite à l'autorité compétente, de la faculté de transporter leur domicile en Italie et de s'y fixer, auquel cas la qualité de citoyen sarde leur sera maintenue.

Ils seront libres de conserver leurs immeubles situés sur les territoires réunis à la France.

Art. 7. Pour la Sardaigne, le présent Traité sera exécutoire aussitôt que la sanction législative nécessaire aura été donnée par le parlement.

Art. 8. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Turin dans le délai de dix jours, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Turin, le vingt-quatrième jour du mois de mars de l'an de grâce mil huit cent soixante.

Signé: *Talleyrand.*
Benedetti.
Cavour.
Farini.

LXXXIV.

Proclamation de Victor-Emmanuel, roi de Sardaigne, aux habitants de la Savoie et de Nice; en date du 1er avril 1860.

Aux habitants de la Savoie et de Nice.

Un traité conclu le 24 mars établit que la réunion de la Savoie et de Nice à la France aura lieu avec l'adhésion des populations et la sanction du Parlement.

Quelque pénible qu'il me soit de me séparer des provinces qui ont fait si longtemps partie des Etats de mes ancêtres, et auxquelles tant de souvenirs me rattachent, j'ai dû considérer que les changements territoriaux amenés par la guerre en Italie justifiaient la demande que mon auguste allié l'Empereur Napoléon m'a adressée pour obtenir cette réunion. J'ai dû en outre tenir compte des services immenses que la France a rendus à l'Italie, des sacrifices qu'elle a faits dans l'intérêt de son indépendance, des liens que les batailles et les traités ont formés entre les deux pays. Je ne pouvais méconnaître d'ailleurs que le développement du commerce, la rapidité et la facilité des communications augmentent chaque jour davantage l'importance et le nombre des rapports de la Savoie et de Nice avec la France. Je n'ai pu oublier enfin que de grandes affinités de race, de

langage et de moeurs rendent ces rapports de plus en plus intimes et naturels.

Toutefois ce grand changement dans le sort de ces provinces ne saurait vous être imposé. Il doit être le résultat de votre libre consentement. Telle est ma ferme volonté: telle est aussi l'intention de l'Empereur des Français. Pour que rien ne puisse gêner la libre manifestation de vos voeux, je rappelle ceux parmi les principaux fonctionnaires de l'ordre administratif qui n'appartiennent pas à votre pays, et je les remplace momentanément par plusieurs de vos concitoyens entourés de l'estime et de la considération générale.

Dans ces circonstances solennelles vous vous montrerez dignes de la réputation que vous avez acquise. Si vous devez suivre d'autres destinées, faites en sorte que les Français vous accueillent comme des frères qu'on a depuis longtemps appris à apprécier et à estimer. Faites que votre réunion à la France soit un lien de plus entre deux nations dont la mission est de travailler de concert au développement de la civilisation.

Turin, 1 avril 1860.

LXXXV.

Sénatus-consulte concernant la réunion à la France de la Savoie et de l'arrondissement de Nice.

Art. 1er. La Savoie et l'arrondissement de Nice font partie intégrante de l'Empire français

La Constitution et les lois françaises y deviendront exécutoires à partir du 1er janvier 1861.

Art. 2. La répartition des territoires réunis à la France en ressorts de cours impériales et en départements sera établie par une loi.

Art. 3. Les diverses mesures relatives à l'assiette des lignes de douanes et toutes dispositions nécessaires pour l'introduction du régime français dans ces territoires pourront être réglées par décrets impériaux rendus avant le 1er janvier 1861. Ces décrets auront force de loi.

Délibéré et voté en séance, au palais du Sénat, le 12 juin 1860.

Le président,
Troplong.

LXXXVI.

Décret impérial du 10 mai 1854 portant l'abrogation des dispositions de l'article 3 de l'ordonnance du 3 février 1826 concernant le traité de navigation entre la France et la Grande-Bretagne.

Rapport à l'Empereur.

Paris, le 10. Mai, 1854.

Sire,

Le Traité de Navigation conclu entre la France et l'Angleterre le 26 Janvier, 1826, a pour base une entière réciprocité. Afin d'assurer l'exécution de ce Traité, une Ordonnance rendue le 8 Février de la même année a prohibé d'une manière absolue l'importation en France, pour la consommation, des marchandises originaires d'Asie, d'Afrique, et d'Amérique, chargées dans les entrepôts Anglais. La même Ordonnance a défendu l'importation sous pavillon Anglais des produits Européens chargés ailleurs que dans les ports du Royaume Uni ou de ses possessions en Europe.

Ces mesures restrictives n'avaient été introduites dans notre régime douanier que par réciprocité des mesures analogues qui, en vertu de l'Acte de Navigation de 1666, figuraient dans le Code Maritime de l'Angleterre.

Depuis qu'elles existent, ces restrictions ont été l'objet de vives réclamations de la part du commerce et l'industrie.

A plusieurs époques, le Gouvernement s'est départi de la rigueur des dispositions de l'Ordonnance de 1826: ainsi une Ordonnance du 8 Juillet, 1834, a levé la prohibition qui frappait à leur importation d'Angleterre les soies gréges, les foulards écrus, les cachemires de l'Inde, les rhums et tafias.

Tout récemment, à la suite de l'enquête sur la situation de la filature des cotons, votre Majesté, vivement préoccupé des moyens de donner à cette industrie de plus grandes facilités, a rendu, le 30 Décembre dernier, un Décret qui a fait disparaître, à l'égard de cette matière textile, les restrictions inscrites dans l'Ordonnance de 1826. En même temps votre Majesté m'a ordonné d'examiner s'il ne conviendrait pas d'abroger complètement cette prohibition.

L'examen auquel je me suis livré, de concert avec les Départements des Affaires Etrangères et des Finances, m'a convaincu, Sire, qu'aucun intérêt n'exigeait plus le maintien de dispositions qui ont perdu tout caractère d'utilité. En conséquence, j'ai l'honneur de proposer à votre Majesté de vouloir bien approuver le Décret ci-joint, qui a pour objet de replacer dans le droit commun nos relations maritimes et commerciales avec l'Angleterre.

Le commerce et l'industrie applaudiront, Sire, à une mesure qui témoigne une fois de plus de l'intérêt que porte votre Majesté à tout ce qui peut contribuer à la prospérité du pays.

Je suis, etc.

Le Ministre Secrétaire d'Etat au Département de l'Agriculture, du Commerce, et des Travaux Publics,

(Signé) *P. Magne.*

Décret.

Napoléon, par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,

A tous présents et à venir, salut:

Sur le Rapport de notre Ministre Secrétaire d'Etat au Département de l'Agriculture, du Commerce, et des Travaux Publics,

Vu le Traité de Navigation conclu, le 26 Janvier, 1826, entre la France et l'Angleterre:

Vu l'Ordonnance du 8 Février, 1826, rendue pour l'exécution du dit Traité,

Avons décréte et décrétons ce qui suit:

Art. 1. Sont et demeurent abrogées les dispositions contenues en l'Article 3 de l'Ordonnance du 8 Février, 1826.

Art. 2. Nos Ministres Secrétaires d'Etat au Département de l'Agriculture, du Commerce, et des Travaux Publics, et au Département des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait au Palais de Tuileries, le 10 Mai, 1854.

(Signé) *Napoleon.*

Par l'Empereur:

Le Ministre Secrétaire d'Etat au Département de l'Agriculture, du Commerce, et des Travaux Publics,

(Signé) *P. Magne.*

LXXXVII.

Traité de commerce entre la France et la Grande-Bretagne, signé à Paris, le 23 janvier 1860); suivi de deux articles additionnels signés à Paris, le 25 février et le 27 juin de la même année.*

Texte français.

Traité.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux peuples, et voulant améliorer et étendre les relations commerciales entre leurs Etats respectifs, ont résolu de conclure un Traité à cet effet, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français, M. Baroche, grand-croix de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc. etc., etc., membre de son conseil privé, président de son conseil d'Etat, chargé par intérim du ministère des affaires étrangères;

Et M. Rouher, grand officier de son ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., sénateur, son ministre et secrétaire d'Etat au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Et Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le très-honorable Henry-Richard-Charles comte Cowley, vicomte Dangan, baron Cowley, pair du royaume uni, membre du conseil privé de Sa Majesté Britannique, chevalier grand-croix du très-honorable ordre du Bain, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sadite Majesté près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Et M. Richard Cobden, écuyer, membre du parlement britannique;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

*) Les ratifications du traité ont été échangées le 4 février 1860; celles des articles additionnels le 28 février et le 1 juillet de la même année.

Art. 1. Sa Majesté l'Empereur des Français s'engage à admettre les objets ci-près dénommés, d'origine et de manufacture britanniques, importés du royaume uni en France, moyennant un droit qui ne devra, en aucun cas, dépasser trente pour cent de la valeur, les deux décimes additionnels compris.

Ces objets et marchandises sont les suivants:

Sucre raffiné;

Curcuma en poudre;

Cristal de roche ouvré;

Fer forgé en massiaux ou prismes;

Fils de laiton (cuivre allié de zinc), polis ou non polis, de toute sorte;

Produits chimiques dénommés ou non dénommés;

Extraits de bois de teinture;

Garancine;

Savons ordinaires de toute sorte et savons de parfumerie;

Poterie de grès fin ou commun et de terre de pipe;

Porcelaines;

Verres, cristaux glaces;

Fils de coton;

Fils de laine de toute sorte;

Fils de lin et de chanvre;

Fils de poils spécialement dénommés ou non;

Tissus de coton;

Tissus de crin spécialement dénommés ou non;

Tissus de laine dénommés ou non;

Lisières en drap;

Tissus de poils;

Tissus de soie;

Tissus de bourre de soie; fleuret;

Tissus d'écorces d'arbres et de tous autres végétaux filamenteux, dénommés ou non;

Tissus de lin et de chanvre;

Tissus mélangés de toute sorte;

Bonneterie;

Passementerie;

Mercerie;

Tissus de caoutchouc et de gutta-percha purs ou mélangés;

Habillements ou vêtements confectionnés;

Peaux préparées;

Ouvrages en peaux ou en cuir, compris ou non sous la dénomination de mercerie commune ou fine;

Plaqués de toute sorte;

Coutellerie;

Ouvrages en métaux dénommés ou non;

Fonte de toute espèce, sans distinction de poids;

Fers, sauf l'exception prévue par l'article 17 ci-après;

Aciers;

Machines, outils et mécaniques de toute sorte;

Voitures suspendues, garnies ou peintes;

Tabletterie et ouvrages en ivoire ou en bois;

Eaux-de-vie, même autres que de vin, de cerise, de mélasse ou de riz;

Bâtiments de mer et embarcations.

A l'égard du sucre raffiné et des produits chimiques dérivés du sel, on ajoutera aux droits ci-dessus fixés le montant des impôts qui grèvent ces produits à l'interieur.

Art. 2. Sa Majesté l'Empereur s'engage à réduire les droits d'importation en France sur la houille et le coke britanniques au chiffre de quinze centimes les cent kilogrammes, plus les deux décimes.

Sa Majesté l'Empereur s'engage également, dans le délai de quatre ans, à partir de la ratification du présent Traité, à établir à l'importation des houilles et du coke, par les frontières de terre et de mer, un droit uniforme qui ne pourra être supérieur à celui qui est fixé par le paragraphe précédent.

Art. 3. Il est convenu que les droits fixés par les articles précédents sont indépendants des droits différentiels établis en faveur des bâtiments français.

Art. 4. Les droits ad valorem stipulés par le présent Traité seront calculés sur la valeur au lieu d'origine ou de fabrication de l'objet importé, augmentée des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation en France jusques au port de débarquement.

Pour la perception de ces droits, l'importateur fera, au bureau de la douane, une déclaration écrite, constatant la valeur et la qualité des marchandises importées. Si l'administration de la douane juge insuffisante la valeur déclarée, elle aura le droit de retenir les marchandises, en payant à l'importateur le prix déclaré par lui, augmenté de cinq pour cent.

Ce payement devra être effectué dans les quinze jours qui suivront la déclaration, avec restitution des droits, s'il en avait été perçu.

Art. 5. Sa Majesté Britannique s'engage à recourir à son parlement pour être mise à même d'abolir les droits d'importation sur les articles suivants:

Acide sulfurique et autres acides minéraux;

Agates et cornalines montées;

Allumettes chimiques de toute sorte;

Amorces ou capsules de poudre fulminante;

Armes de toute sorte;

Bijouterie;

Bimbeloterie;

Bouchons;

Brocarts d'or et d'argent;

Broderies ou ouvrages à l'aiguille de toute espèce;

Ouvrages en bronze ou métal bronzé ou verni;

Cannes pour ombrelles, parapluies ou autres, montées, peintes ou autrement ornées;

Chapeaux de quelque matière qu'ils soient composés;

Gants, bas, chaussettes et autres articles confectionnés, en tout ou en partie, de coton ou de fil de lin;

Cuir ouvré;

Dentelles de coton, laine, soie ou lin;

Fers et aciers ouvrés;

Machines et mécaniques;

Outils et instruments;

Coutellerie et autres articles en acier, fer ou fonte moulée;

Articles d'ornement ou de fantaisie en acier ou en fer;

Ouvrages chargés de cuivre par un procédé galvanique;

Modes et fleurs artificielles;

Fruits frais;

Ganterie et autres articles d'habillement en peau;

Caoutchouc et gutta-percha ouvrés;

Huiles;

Instruments de musique;

Châles de laine imprimés ou unis;

Couvertures, gants et autres tissus en laine non dénommés;

Mouchoirs et autres tissus non dénommés en lin et en chanvre;

Parfumerie; tabletterie; pendule; montres; lorgnettes;
Plomb ouvré dénommé ou non dénommé;
Plumes apprêtées ou non;
Tissus de poil de chèvre ou autres;
Porcelaine;
Poterie;
Raisins frais;
Sulfate de quinine;
Sels de morphine;
Tissus de soie pure ou mélangée; de quelque nature qu'ils soient.

Articles non denommés au tarif, actuellement grevés d'un droit de dix pour cent ad valorem, sauf toutefois les mesures de précaution que pourrait exiger la protection du revenu public contre l'introduction de matières assujetties à des droits de douane ou d'accise et qui entreraient dans la composition des articles admis en franchise en vertu du présent paragraphe.

Art. 6. Sa Majesté Britannique s'engage aussi à proposer au parlement de réduire immédiatement les droits à l'importation des vins français à un taux qui ne dépassera pas trois shillings par gallon jusqu'au 1 avril 1861. A partir de cette dernière époque, les droits d'importation seront réglés de la manière suivante:

1. Sur les vins qui contiennent moins de quinze degrés d'esprit, type d'Angleterre, verifiés par l'hydromètre de Sykes, le droit ne dépassera pas un shilling par gallon.

2. Sur les vins qui contiennent de quinze à vingt-six degrés, le droit ne dépassera pas un shilling six pence par gallon;

3. Sur les vins qui contiennent de vingt-six à quarante degrés, le droit ne dépassera pas deux shillings par gallon;

4. Sur les vins en bouteilles, le droit ne dépassera pas deux shillings par gallon;

5. L'importation des vins ne devra avoir lieu que par les ports qui seront désignés à cet effet avant la mise à exécution du présent Traité, Sa Majesté Britannique se réservant de substituer d'autres ports à [illegible] qui auront été primitivement désignés, ou d'en [illegible]menter le nombre.

Le droit d'importation par les ports non d[illegible]sera de deux shillings par gallon;

6. Sa Majesté Britannique se réserve le droit, nonobstant les dispositions du présent article, de fixer le maximum d'esprit type qui pourra être contenu dans la liqueur déclarée comme vin, sans toutefois que ce maximum puisse être inférieur à trente-sept degrés.

Art. 7. Sa Majesté Britannique promet de recommander au parlement l'admission dans le royaume uni des marchandises provenant de France à des droits identiques à ceux d'accise qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires dans le royaume uni. Toutefois, les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux producteurs britanniques par le système de l'accise.

Art. 8. En conséquence de l'article précédent, Sa Majesté Britannique s'engage à recommander au parlement l'admission dans le royaume uni des eaux-de-vie et esprits provenant de France, à des droits exactement identiques à ceux qui grèvent dans le royaume uni les esprits de fabrication nationale, sauf une surtaxe de deux pence par gallon, ce qui fait pour le droit à percevoir actuellement sur les eaux-de-vie et esprits provenant de France huit shillings deux pence le gallon. Sa Majesté Britannique s'engage aussi à recommander au parlement l'admission des rhums et tafias provenant des colonies françaises aux mêmes droits que ceux qui grèvent ou grèveraient ces produits provenant des colonies britanniques.

Sa Majesté Britannique s'engage à recommander au parlement l'admission des papiers de tenture provenant de France à des droits identiques à ceux d'accise, c'est-à-dire à quatorze shillings le quintal, et les cartons de même provenance à un droit qui ne pourra excéder quinze shillings le quintal.

Sa Majesté Britannique s'engage aussi à recommander au parlement l'admission de l'orfévrerie provenant de France à des droits identiques à ceux de marque ou d'accise qui grèvent l'orfévrerie britannique.

Art. 9. Il est entendu entre les Hautes Puissances contractantes que si l'une d'elles juge nécessaire d'établir un droit d'accise ou impôt sur un article de production ou de fabrication nationale qui serait compris dans les énumerations qui précèdent, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit égal.

Il est également entendu entre les Hautes Puissances contractantes que, dans le cas où le Gouvernement Britannique jugera nécessaire d'élever les droits d'accise qui grèvent les esprits de fabrication nationale, les droits d'importation sur les vins pourront être modifiés de la manière suivante:

Chaque augmentation d'un shilling pargallon d'esprit sur le droit d'accise pourra donner lieu, sur les vins payant un shilling et demi, à une augmentation de droit qui ne pourra excéder un penny et demi; et sur les vins payant deux shillings, à une augmentation qui ne pourra excéder deux pence et un demi-penny.

Art. 10. Les deux Hautes Parties contractantes se réservent la faculté d'imposer, sur tout article mentionné dans le présent Traité ou sur tout autre article, des droits de débarquement ou d'embarquement affectés à la dépense des établissements nécessaires au port d'importation et d'exportation.

Mais, en tout ce qui concerne le traitement local, les droits et les frais dans les ports, les bassins, les docks, les rades, les havres et les rivières des deux pays, les priviléges, faveurs ou avantages qui sont ou seront accordés aux bâtiments nationaux sans exception ou à la marchandise qu'ils exportent ou importent, le seront également aux bâtiments de l'autre pays et aux marchandises qu'ils importent ou exportent.

Art. 11. Les deux Hautes Puissances contractantes prennent l'engagement de ne pas interdire l'exportation de la houille et de n'établir aucun droit sur cette exportation.

Art. 12. Les sujets d'une des Hautes Puissances contractantes jouiront, dans les Etats de l'autre, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de commerce et des dessins de fabrique de toute espèce.

Art. 13. Les droits ad valorem établis dans la limite fixée par les articles précédents seront convertis en droits spécifiques par une convention complémentaire qui devra intervenir avant le 1er juillet 1860. On prendra pour base de cette conversion les prix moyens pendant les six mois qui ont précédé la date du présent Traité.

Toutefois, la perception des droits sera faite conformément aux bases ci-dessus établies: 1° dans le cas où cette convention complémentaire ne serait pas interve-

nue avant l'expiration des délais fixés pour l'exécution par la France du présent Traité; 2° pour les articles dont les droits spécifiques n'auraient pu être réglés d'un commun accord.

Art. 14. Le présent Traité sera exécutoire pour le royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande aussitôt que la sanction législative nécessaire aura été donnée, par le parlement, sous la réserve faite, en ce qui concerne les vins, par l'article 6.

Sa Majesté Britannique se réserve, en outre, la faculté de conserver, pour des motifs spéciaux et par exception, pendant un temps qui ne pourra excéder deux années, à partir du 1er avril 1860, la moitié des droits qui grèvent actuellement les articles dont l'admission en franchise est stipulée par le présent Traité. Cette réserve n'est pas applicable aux soieries.

Art. 15. Les engagements contractés par Sa Majesté l'Empereur des Français seront exécutoires et les tarifs précédemment indiqués à l'importation des marchandises d'origine et de manufacture britanniques seront applicables dans les délais suivants:

1° Pour la houille et le coke, à partir du 1er juillet 1860;

2° Pour les fers, les fontes, les aciers, qui n'étaient pas frappés de prohibition à partir du 1er octobre 1860;

3° Pour les ouvrages en métaux, machines, outils et mécaniques de toute espèce, dans un délai qui ne dépassera pas le 31 décembre 1860;

4° Pour les fils et tissus de lin et de chanvre, à partir du 1er juin 1861;

5° Pour tous les autres articles, à partir du 1er octobre 1851.

Art. 16. Sa Majesté l'Empereur des Français s'engage à ce que les droits ad valorem établis à l'importation en France des marchandises d'origine et de manufacture britanniques aient pour maximum la limite de 25%, à partir du 1er octobre 1864.

Art. 17. Il demeure entendu entre les Hautes Puissances contractantes, comme élément de la conversion des droits ad valorem en droits spécifiques, que pour les fers actuellement grevés à l'importation en France d'un droit de dix francs, non compris le double décime additionnel, le droit sera de sept francs pour cent kilogrammes jusqu'au 1er octobre 1864, et de six francs à

partir de cette époque, les deux décimes additionnels compris dans les deux cas.

Art. 18. Les dispositions du présent Traité de commerce sont applicables à l'Algérie, tant pour l'exportation de ses produits que pour l'importation des marchandises britanniques.

Art. 19. Chacune des deux Hautes Puissances contractantes s'engage à faire profiter l'autre Puissance de toute faveur, de tout privilége ou abaissement dans les tarifs des droits à l'importation des articles mentionnés dans le présent Traité, que l'une d'elles pourrait accorder à une tierce Puissance. Elles s'engagent, en outre, à ne prononcer l'une envers l'autre aucune prohibition d'importation ou d'exportation qui ne soit en même temps applicable aux autres nations.

Art. 20. Le présent Traité ne sera valable qu'autant que Sa Majesté Britannique aura été autorisée par l'assentiment de son parlement à exécuter les engagements contractés par Elle dans les articles qui précèdent.

Art. 21. Le présent Traité restera en vigueur pendant dix années à partir du jour de l'échange de ses ratifications; et, dans le cas où aucune des deux Hautes Puissances contractantes n'aurait notifié, douze mois avant l'expiration de ladite période de dix années, son intention d'en faire cesser les effets, le Traité continuera à rester en vigueur encore une année, et ainsi de suite, d'année en année, jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Puissances contractantes l'aura dénoncé.

Les Hautes Puissances contractantes se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans ce Traité toutes modifications qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

Art. 22. Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de quinze jours, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double expédition à Paris le vingt-troisième jour de janvier de l'an de grâce mil huit cent soixante.

(L. S.) Signé: *J. Baroche.* (L. S.) Signé: *Cowley.*
(L. S.) Signé: *E. Rouher.* (L. S.) Signé: *Rich. Cobden.*

Article additionnel.

Par l'article 8 du Traité de commerce entre Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, signé à Paris le 23 janvier dernier, Sa Majesté Britannique s'est engagée à recommander au parlement l'admission dans le royaume uni des eaux-de-vie et esprits importés de France à un droit exactement égal au droit d'accise perçu sur les esprits de fabrication indigène, avec l'addition d'une surtaxe de deux pence par gallon, ce qui mettrait le droit actuel à payer, pour les eaux-de-vie et esprits de France, à 8 shillings 2 pence par gallon.

Depuis la ratification dudit Traité, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'est assuré que la surtaxe de 2 pence par gallon n'est pas suffisante pour contrebalancer les charges que les lois de douane et d'accise font actuellement peser sur les esprits de fabrication anglaise, et qu'une surtaxe limitée au taux de 2 pence par gallon laisserait encore subsister sur les esprits de fabrication anglaise un droit différentiel en faveur des eaux-de-vie et esprits étrangers.

En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ayant fait connaître ces circonstances au Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur des Français, et Sa Majesté Impériale ayant consenti à ce que le montant de ladite surtaxe fût augmenté, les deux Hautes Parties contractantes audit Traité de commerce sont convenues par le présent article additionnel que le montant de cette surtaxe serait de 5 pence par gallon, et Sa Majesté Britannique s'engage à recommander au parlement l'admission dans le royaume uni des eaux-de-vie et esprits importés de France à un droit exactement égal au droit d'accise perçu sur les esprits de fabrication indigène, avec addition d'une surtaxe de 5 pence par gallon.

Le présent article additionnel aura la même force et valeur que s'il avait été inséré dans le Traité de commerce du 23 janvier dernier. Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de cinq jours à partir de la date de sa signature.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le vingt-cinquième jour du mois de février de l'an de grâce mil huit cent soixante.

Signé: *J. Baroche.*
E. Rouher.
Cowley.

Article Additionnel II.

La négociation de l'arrangement destiné, aux termes du paragraphe 1 de l'Article XIII du Traité conclu entre la Grande Bretagne et la France le 23 Janvier, 1860, à fixer le taux des droits spécifiques applicables aux produits Britanniques importés en France, n'ayant pû être achevée dans le terme énoncé par cet Article, les Hautes Parties Contractantes ont jugé convenable, dans l'intérêt du commerce respectif des deux pays, d'arrêter de nouvelles dispositions pour faciliter la mise en vigueur successive du Traité précité dans les limites de temps qu'il a déterminées.

En conséquence les Soussignés, munis à cet effet des pouvoirs de Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, d'une part, et de Sa Majesté l'Empereur des Français, d'autre part, sont convenus de ce qui suit: —

1. Au lieu d'une Convention unique pour fixer les droits spécifiques applicables aux produits Britanniques à leur importation en France, il sera conclu successivement trois Conventions séparées embrassant, la première, les fers, les fontes, les aciers, et les ouvrages en métaux, machines, outils et mécaniques de toute espèce; la seconde, les fils et tissus de lin et de chanvre; et la troisième, tous les autres produits d'origine et de manufacture Britanniques énumérés dans l'Article I du Traité du 23 Janvier.

2. Ces Conventions seront négociées, conclues, et ratifiées de manière à entrer respectivement en vigueur, pour les produits auxquels elles s'appliqueront, à chacune des époques fixées par l'Article XV du Traité dont elles formeront le complément. Néanmoins, la dernière de ces Conventions devra être conclue et ratifiée ava' le premier Novembre prochain.

Le présent Article Additionnel aura la même '

valeur que s'il avait été inséré dans le Traité principal du 23 Janvier dernier. Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Paris, dans le délai de quatre jours au plus tard.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Paris, le vingt-sept Juin, de l'an de grâce mil huit cent soixante.

Cowley.
E. Thouvenel.

LXXXVIII.

Convention complémentaire de commerce conclue, à Paris, le 12 octobre 1860, entre la France et la Grande-Bretagne).*

Texte français.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant assurer l'exécution du Traité de commerce conclu entre Elles le 23 janvier 1860, dans les limites et de la manière prevues par le deuxième article additionnel à ce même traité, ont résolu de négocier un premier arrangement complémentaire pour déterminer les droits spécifiques ou à la valeur qui devront grever, à leur importation en France, les marchandises d'origine ou de manufacture britanniques énumérées dans ledit Traité, et ont, à cet effet, nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté l'Empereur des Français,

M. Thouvenel, sénateur de l'Empire, Grand-Croix de son Ordre Impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., etc., son Ministre secrétaire d'Etat au département des affaires étrangères, et M. Rouher, sénateur de l'Empire, Grand-Croix de son Ordre Impérial de la Légion d'hon-

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 25 octobre 1860. — Les taxes concernant les fontes, fers et aciers qui se trouvent en tête du tarif annexé à la convention avaient fait l'objet d'un protocole signé le 29 septembre entre les plénipotentiaires français et anglais pour être mises à exécution le 1er octobre.

neur, etc.. etc., etc., son Ministre secrétaire d'Etat au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics;

Et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande;

Le très-honorable Henry-Richard-Charles comte Cowley, vicomte Dangan, baron Cowley, pair du Royaume-Uni, membre du très-honorable Conseil privé de Sa Majesté Britannique, Chevalier Grand-Croix du très-honorable Ordre du Bain, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sadite Majesté près Sa Majesté l'Empereur des Français, et M. Richard Cobden, écuyer, membre du Parlement Britannique:

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1. Les objets d'origine ou de manufacture britannique énumérés dans le tarif joint à la présente Convention et importés directement du Royaume-Uni, sous pavillon français ou britannique, seront admis en France aux droits fixés par ledit tarif.

Art. 2. Pour établir que les produits sont d'origine ou de manufacture britannique, l'importateur devra présenter à la douane française, soit une déclaration officielle faite devant un magistrat britannique siégeant au lieu d'expédition, soit un certificat délivré par le chef du service des douanes du port d'embarquement, soit un certificat délivre par les consuls ou agents consulaires de France dans les lieux d'expédition ou dans les ports d'embarquement. Les consuls ou agents consulaires de France susdésignés légaliseront les signatures des autorités britanniques.

Art. 3. L'importateur de machines et mécaniques entières ou en pièces détachées d'origine ou de manufacture britannique sera dispensé de l'obligation de produire à la douane française tout modèle ou dessin de l'objet importé.

Art. 4. L'importateur d'une marchandise d'origine ou de manufacture britannique taxée à la valeur devra joindre à la déclaration constatant la valeur de cette marchandise et au certificat d'origine, une facture indiquant le prix réel et émanant du fabricant ou du vendeur, qui sera visée par un consul ou un agent consulaire de France dans le Royaume-Uni.

Art. 5. Si les articles taxés à la valeur ont été p

lablement mis en entrepôt, les droits seront perçus d'après la valeur de ces articles au moment de leur admission effective en France.

Art. 6. L'importateur contre lequel la douane française voudra exercer le droit de préemption stipulé par le Traité du 23 janvier 1860 pourra, s'il le préfère, demander l'estimation de sa marchandise par des experts.

La même faculté appartiendra à la douane française, lorsqu'elle ne jugera pas convenable de recourir immédiatement à la préemption.

Art. 7. Si l'expertise constate que la marchandise n'a pas une valeur de cinq pour cent supérieure à celle déclarée par l'importateur, le droit sera perçu sur le montant de la déclaration.

Si la valeur constatée est de cinq pour cent supérieure à celle déclarée, la douane française pourra, à son choix, exercer la préemption ou percevoir le droit sur la valeur déterminée par les experts.

Ce droit sera augmenté de cinquante pour cent, à titre d'amende, si l'évaluation des experts est de dix pour cent supérieure à la valeur déclarée.

Si la valeur déterminée par la décision arbitrale excède la valeur déclarée de cinq pour cent, les frais d'expertise seront supportés par le déclarant; dans le cas contraire, ils seront supportés par la douane française.

Art. 8. Dans les cas prévus par l'article 6, les deux arbitres-experts seront nommés, l'un par le déclarant, l'autre par le chef local du service des douanes françaises; en cas de partage, ou même au moment de la constitution d'arbitrage, si le déclarant le requiert, les experts choisiront un tiers arbitre; s'il y a désaccord, celui-ci sera nommé par le président du tribunal de commerce du port d'introduction, à défaut, par le président du tribunal de commerce du lieu le plus voisin.

La décision arbitrale devra être rendue dans les quinze jours qui suivront la constitution de l'arbitrage.

Art. 9. Indépendamment des taxes de douane, les articles d'orfévrerie et de bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux, de manufacture britannique, importés en France, seront soumis au régime du contrôle établi dans ce pays pour les articles similaires de fabrication nationale, et payeront, s'il y a lieu, sur la même base que ceux-ci, les droits de marque et de garantie.

Art. 10. Le tarif annexé à la présente Convention

sera immédiatement applicable, indépendamment des articles déjà admissibles en vertu du Traité du 23 janvier dernier, au sucre raffiné, aux ouvrages en métaux, machines, pièces détachées de machines, outils et mécaniques de toute espèce.

Art. 11. La présente Convention aura la même durée que le Traité conclu, entre les Hautes Parties contractantes, le 23 janvier dernier, dont elle est l'un des compléments.

Art. 12. La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris dans le délai de quinze jours, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait en double à Paris, le douzième jour du mois d'octobre de l'an mil huit cent soixante.

Signé: *Thouvenel*,
Rouher,
Cowley,
Rich. Cobden.

Tarif annexé à la Convention conclue le 12 octobre 1860 entre la France et la Grande-Bretagne.

Dénomination des articles	Taux des droits d'entrée			
	en 1860.		en 1864.	
Métaux.		Les 100 kilogrammes.		Les 100 kilogrammes.
Fer. Minerai de fer	Exempt.		Exempt.	
Mâchefer, limailles et scories de forge	Exempt.		Exempt.	
Fonte brute en masse . . .	2 50		2 „	
Débris de vieux ouvrages en fonte	3 25		2 75	
Fonte épurée dite mazée . .	3 25		2 75	
Ferrailles et débris de vieux ouvrages en fer	3 25		2 75	
Fer brut en massiaux ou prismes retenant encore des scories	5 „		4 50	

Dénomination des articles	Taux des droits d'entrée. en 1860. (Les 100 kilogrammes.)	Taux des droits d'entrée. en 1864. (Les 100 kilogrammes.)
Fers en barres, carrées, rondes ou plates, rails de toute forme et dimension, fers d'angle et à T et fils de fer, sauf les exceptions ci-après . . .	7 „	6 „
Fers feuillards en bandes d'un millimètre d'épaisseur ou moins Tôles laminées ou martelées de plus d'un millimètre d'épaisseur, en feuillets pesant 200 kilogr. ou moins, et dont la largeur n'excède pas 1 mèt. 20 cent., m la longueur 4 mèt. 50 cent.	8 50	7 50
Idem en feuilles pesant plus de 200 kil. ou bien ayant plus de 1 mèt. 20 cent. de largeur ou plus de 4 mèt. 50 cent. de longueur	9 50	7 50
Tôles minces et fers noirs en feuilles d'un millimètre d'épaisseur ou moins. . . . (Les feuilles de tôle ou fers noirs, planes, découpées d'une façon quelconque, payeront un dixième en sus des feuilles rectangulaires.)	13 „	10 „
Fer étamé (fer-blanc), cuivré, zingué ou plombé . y . .	16 „	13 „
Fil de fer de $^{5}/_{10}$ de millimètre de diamètre et au-dessous, qu'il soit ou non étamé, cuivré ou zingue	14 „	10 „
Acier en barres de toute espèce	15 „	13 „
Aciers en tôle de plus de 2 millimètres d'épaisseur . .	22 „	18 „
Aciers en tôle de 2 millimètres d'épaisseur ou moins . . Fil d'acier, même blanchi, pour cordes d'instruments . . .	30 „	25 „

	Dénomination des articles.	Taux des droits d'entrée. en 1860.	en 1864
Cuivre	Minerai	Exempt.	Exempt.
	Limailles et débris de vieux ouvrages en cuivre	Exempt.	Exempt.
	Cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain de première fusion en masse, barres, saumons ou plaques	Exempt.	Exempt.
	Cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain laminé ou battu en barres ou planches	15 fr. les 100 kil.	10 fr. les 100 kil.
	Cuivre pur ou allié en fils de toute dimension, polis ou non	15 fr. idem.	10 fr. idem.
	Cuivre doré ou argenté, battu, tiré ou laminé, filé sur fil ou sur soie	100 fr. idem.	100 fr. idem.
Zinc	Minerai cru ou grillé, pulvérisé ou non	Exempt.	Exempt.
	Limailles et débris de vieux ouvrages	Exempt.	Exempt.
	En masses brutes, saumons, barres ou plaques	10 c. les 100 kil.	10 c. les 100 kil.
	Laminé	6 fr. idem.	4 fr. idem.
Plomb	Minerai et scories de toute sorte	Exempt.	Exempt.
	Limailles et débris de vieux ouvrages	Exempt.	Exempt.
	En masses brutes, saumons, barres ou plaques	3 „ les 100 kil.	Exempt.
	Laminé	5 „ les 100 kil.	3 „ les 100 kil.
	Allié d'antimoine en masse	5 „ les 100 kil.	3 „ les 100 kil.
	Vieux caractères d'imprimerie	5 „ les 100 kil.	3 „ les 100 kil.
Étain	Minerai	Exempt.	Exempt.
	En masses brutes, saumons, barres ou plaques	Exempt.	Exempt.
	Limailles et débris	Exempt.	Exempt.
	Allié d'antimoine (métal britannique) en lingots	5 fr. les 100 kil.	5 fr. les 100 kil.
	Pur ou allié, battu ou laminé	6 fr. idem.	6 fr. idem.

Digitized by Google

Dénomination des articles.	Taux des droits d'entrée. en 1860.	Taux des droits d'entrée. en 1864.
Bismuth brut	Exempt.	Exempt.
Antimoine — Minerai	Exempt.	Exempt.
Antimoine — Sulfuré fondu	Exempt.	Exempt.
Antimoine — Métallique ou régule	8 fr. les 100 kil.	6 fr. les 100 kil.
Nickel — Minerai de nickel et speiss	Exempt.	Exempt.
Nickel — Pur ou allié d'autres métaux, notamment de cuivre ou de zinc (Argentan), en lingots ou masses brutes	Exempt.	Exempt.
Nickel — Pur ou allié d'autres métaux, laminé ou étiré	15 fr. les 100 kil.	10 f. les 100 kil.
Manganèse. — Minerai	Exempts.	Exempts.
Arsenic — Minerai	Exempts.	Exempts.
Arsenic — Arsenic métallique	Exempts.	Exempts.
Minerais non dénommés		
Ouvrages en métaux.	Les 100 kilogrammes.	Les 100 kilogrammes.
Fonte — Ouvrages en fonte moulée, non tournés ni polis:		
1re classe. Coussinets de chemins de fer, plaques ou autres pièces coulées à découvert	3 50	3 »
2e classe. Tuyaux cylindriques, droits, poutrelles et colonnes pleines, cornues pour la fabrication du gaz	4 25	3 75
3e classe. Poteries et tous autres ouvrages non désignés dans les deux classes précédentes	5 »	4 50
Ouvrages en fonte polis ou tournés	9 »	6 »
Ouvrages en fonte étamés, émaillés ou vernissés	12 »	10 »
Fer — Ferronnerie comprenant: Pièces de charpente; Courbes et solives pour navires	9 »	8 »

Dénomination des articles.	Taux des droits d'entrée. en 1860.	en 1864.
Fer { Ferrures de charettes et waggons . . . . Gonds, pentures, gros verrous, équerres et autres gros ferrements de portes ou croisées, non tournés ni polis	9 „	8 „
Grilles en fer plein, lits, sièges et meubles de jardin ou autres, avec ou sans ornements accessoires en fonte, cuivre ou acier .	9 „	8 „
N. B. Les essieux, ressorts et bandages de roues ne sont pas compris dans cette nomenclature, et figurent parmi les pièces détachées de machines. Serrureries comprenant:		
Serrures et cadenas en fer de toute sorte, fiches et charnières en tôle, loquets, targettes et tous autres objets en fer ou tôle tournés, polis ou limés pour ferrures de meubles, portes et croisées	15 „	12 „
Clous forgés à la mécanique	10 „	8 „
Clous forgés à la main .	15 „	12 „
Vis à bois, boulons et écrous	10 „	8 „
Ancres . . . . Câbles et chaînes en fer .	10 „	8 „
Outils en fer pur, emmanchés ou non	12 „	10 „
Tubes en fer étirés soudés par simples rapprochements:		
De 9 millimètres de diamètre intérieur ou plus . .	13 „	11 „

(Taux en 1860 : Les 100 kilogrammes. — Taux en 1864 : Les 100 kilogrammes.)

Dénomination des articles.	Taux des droits d'entrée. en 1860.	Taux des droits d'entrée. en 1864.
De moins de 9 millimètres, raccords de toute espèce	25 » les 100 kilogrammes	20 » les 100 kilogrammes
Tubes en fer étirés, soudés sur mandrin et à recouvrement	25 »	20 »
Hameçon de mer en fer, étamés ou non	50 »	50 »
Articles de ménage et autres ouvrages non dénommés:		
En fer ou en tôle, polis ou peints	17 »	14 »
En fer ou en tôle émaillés, étamés ou vernissés . .	20 »	16 »
Acier. Outils en acier pur (limes, scies circulaires ou droites, faux, faucilles et autres non dénommés)	40 »	32 »
Acier. Aiguilles à coudre de moins de 5 centimètres .	200 »	200 »
Acier. Aiguilles à coudre de 5 centimètres ou plus .	100 »	100 »
Acier. Hameçons de rivière en acier bleui ou non .	100 »	100 »
Acier. Plumes métalliques en métal autre que l'or et l'argent	100 »	100 »
Acier. Petits objets en acier, tels que perles, coulants, broches et dés à coudre.	25 »	20 »
Acier. Articles de ménage et autres ouvrages en acier pur non dénommés .	40 »	32 »
Coutellerie de toute espèce. .	20 % de la valeur, abaissé à 15 % à partir du 1 janvier 1866.	
Instruments de chirurgie, d'optique et de précision . . .	10 % de la valeur	10 % de la valeur
Armes de commerce:		
Armes blanches.	40 fr. les 100 k.	40 fr. les 100 k.

Dénomination des articles.	Taux des droits d'entrée. en 1860.	Taux des droits d'entrée. en 1864.
Armes à feu.	240 fr. idem.	240 fr. idem.
Métaux divers.		
Outils en fer rechargés d'acier, emmanchés ou non . . .	18 „	15 „
Objets en fonte et fer non polis, le poids du fer étant inférieur à la moitié du poids total	5 „	4 50 „
Objets en fonte et fer non polis, le poids du fer étant égal ou supérieur à la moitié du poids total.	10 „	8 „
Objets en fonte et fer polis, émaillés ou vernissés, même avec ornements accessoires en fer, cuivre, laiton ou acier.	15 „	12 „
Toiles métalliques en fer ou en acier.	15 „	10 „
Cylindres en cuivre ou laiton pour impression, gravés ou non	15 „	15 „
Chaudronnerie . . . . . Toiles en fils de cuivre ou laiton. . . . . Objets d'art et d'ornement et tous autres ouvrages en cuivre pur ou allié de zinc ou d'étain	25 „	20 „
Ouvrages en zinc de toute espèce	10 „	8 „
Tuyaux et autres ouvrages de plomb de toute sorte .	5 „	3 „
Caractères d'imprimerie neufs	10 „	8 „
Poteries et autres ouvrages en étain pur ou allié d'antimoine	30 „	30 „
Ouvrages en nickel allié au cuivre ou au zinc (Argentan)	100 „	100 „
Ouvrages en plaqué sans distinction de titre	100 „	100 „

(Les droits de « Outils en fer » à « Ouvrages en plaqué » : Les 100 kilogrammes, pour 1860 et pour 1864.)

Digitized by Google

Dénomination des articles.	Taux des droits d'entrée. en 1860.		Taux des droits d'entrée. en 1864.	
Ouvrages en métaux dorés ou argentés, soit au mercure, soit par les procédés électro-chimiques	100 „	Les 100 kilogr.	100 „	Les 100 kilogr.
Orfèvrerie et bijouterie en or, argent, platine ou autres métaux	500 „	Les 100 kilogr.	500 „	Les 100 kilogr.
Horlogerie	5 °/₀ de la valeur		5 °/₀ de la valeur	
Fournitures d'horlogerie	100 fr. les 100 k.		100 fr. les 100 k.	
Machines et Mécaniques.				
Appareils complets.				
Machines à vapeur fixes, avec ou sans chaudières, avec ou sans volant	10 „	Les 100 kilogrammes.	6 „	Les 100 kilogrammes.
Idem pour la navigation, avec ou sans chaudières	20 „	Les 100 kilogrammes.	12 „	Les 100 kilogrammes.
Machines locomotives ou locomobiles	15 „	Les 100 kilogrammes.	10 „	Les 100 kilogrammes.
Tenders complets de machines locomotives	10 „	Les 100 kilogrammes.	8 „	Les 100 kilogrammes.
Machines pour la filature	15 „	Les 100 kilogrammes.	10 „	Les 100 kilogrammes.
Idem pour le tissage; Idem pour fabriquer le papier; Idem à imprimer; Idem pour l'agriculture; Idem à bouter les plaques et rubans de cardes	9 „	Les 100 kilogrammes.	6 „	Les 100 kilogrammes.
Métiers à tulle	13 „	Les 100 kilogrammes.	10 „	Les 100 kilogrammes.
Appareils en cuivre, à distiller; Idem à sucre; Idem de chauffage	15 „	Les 100 kilogrammes.	10 „	Les 100 kilogrammes.
Cardes non garnies	15 „	Les 100 kilogrammes.	10 „	Les 100 kilogrammes.
Chaudières à vapeur en tôle de fer, cylindriques ou sphériques, avec ou sans bouilleurs ou réchauffeurs	10 „	Les 100 kilogrammes.	8 „	Les 100 kilogrammes.
Idem. Idem. tubulaires en tôle de fer, à tubes en fer,		Les 100 kilogrammes.		Les 100 kilogrammes.

Dénomination des articles.	Taux des droits d'entrée. en 1860.		Taux des droits d'entrée. en 1864.	
cuivre ou laiton, étirés ou en tôle clouée, à foyers intérieurs, et toutes autres chaudières de forme non cylindrique ou sphérique simple	15 „	Les 100 kilogrammes.	12 „	Les 100 kilogrammes.
Idem. Idem. en tôle d'acier de toute forme	30 „		25 „	
Gazomètres, chaudières découvertes, poêles et calorifères en tôle ou en fonte et tôle	10 „		8 „	
Machines-outils et machines non dénommées contenant 75% de fonte et plus. . .	9 „		6 „	
Idem. Idem. 50 à 75% exclusivement de leur poids en fonte	15 „		10 „	
Idem. Idem. moins de 50% de leur poids en fonte .	20 „		15 „	
Pièces détachées de machines.				
Plaques et rubans de cardes sur cuir, caoutchuc, ou sur tissus purs ou melangés .	60 „		50 „	
Dents de rots en fer ou en cuivre	30 „		30 „	
Rots, ferrures ou peignes à tisser, à dents de fer ou de cuivre	50 „		30 „	
Pièces en fonte, polies, limées et ajustées. . . .	9 „		6 „	
Pièces en fer forgé, polies, limées et ajustées ou non, quel que soit leur poids .	15 „		10 „	
Ressorts en acier pour carrosserie, waggons et locomotives	17 „		15 „	
Pièces en acier, polies, limées, ajustées ou non, pesant plus d'un kilogrammes	30 „		25 „	

Dénomination des articles.	Taux des droits d'entrée. en 1860.	en 1864.
Idem. Idem. pesant un kilogramme ou moins . . .	40 » (Les 100 kilogr.)	35 » (Les 100 kilogr.)
Pièces en cuivre pur ou allié de tous autres métaux .	25 » (Les 100 kilogr.)	20 » (Les 100 kilogr.)
Plaques et rubans de cuir, de caoutchouc et de tissus spécialement dessinés pour cardes	20 » (Les 100 kilogr.)	20 » (Les 100 kilogr.)
Or battu en feuilles . . .	100 fr. le kilogr.	100 fr. le kilogr.
Sucre raffiné.	41 fr. les 100 kil.	41 fr. les 100 kil.
Carrosserie	10% de la valeur.	10% de la valeur.
Tabletterie et ouvrages en ivoire	10% de la valeur.	10% de la valeur.
Peaux vernies, teintes ou maroquinées	250 fr. par 100 k.	250 fr. par 100 k.
Peaux préparées de toute autre espèce	30 fr. idem.	30 fr. idem.
Ouvrages en peaux et en cuirs de toute espèce . .	10% de la valeur.	10% de la valeur.
Futailles vides, neuves ou veilles, montées ou démontées — cerclées en bois	Exemptes.	Exemptes.
Futailles vides, neuves ou veilles, montées ou démontées — cerclées en fer	10% de la valeur.	10% de la valeur.
Pelles, fourches, râteaux et manches d'outils en bois avec ou sans viroles . .	Exempts.	Exempts.
Avirons	Exempts.	Exempts.
Plats, cuillers, écuelles et autres articles de ménage en bois	Exempts.	Exempts.
Pièces de charpente, brutes ou façonnées	Exemptes.	Exemptes.
Pièces de charronnage, brutes ou façonnées	Exemptes.	Exemptes.
Autres ouvrages en bois non dénommés.	10% de la valeur.	10% de la valeur.
Meubles	10% de la valeur.	10% de la valeur.

Dénomination des articles.		Taux des droits d'entrée. en 1860.	en 1864.
		Par tonneau de jauge française.	
Bâtiments de mer construits dans le royaume uni non encore immatriculés ou naviguant sous pavillon britannique.	en bois	25 „	20 „
	en fer.	70 „	60 „
Coques de bâtiments de mer	en bois.	15 „	10 „
	en fer .	50 „	40 „

N. B. Les machines et moteurs installés à bord de ces bâtiments seront taxés séparément d'après le chiffre des droits spécifiés sous la rubrique: Machines et mécaniques.

Le présent tarif est approuvé pour être annexé à la convention conclue le 12 octobre 1860 entre la France et la Grande-Bretagne.

Paris, le 12 octobre 1860.

Signé: *E. Thouvenel*;
Rouher;
Cowley;
Richard Cobden.

LXXXIX.

Convention entre la Grande-Bretagne et la France réglant l'émigration de travailleurs Indiens pour la colonie de la Réunion; signée à Paris, le 25 juillet 1860 *).

Texte français.

Sa Majesté l'Empereur des Français ayant exprimé à Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande-

*) Les ratifications ont été échangées à Paris, le 10 aout 1860.

Bretagne et d'Irlande le désir d'obtenir immédiatement pour la Colonie de la Réunion un nombre déterminé de travailleurs Indiens, les deux Hautes Parties Contractantes ont résolu de stipuler dans une Convention les dispositions nécessaires pour régler l'émigration des dits travailleurs, et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté la Reine du Royaume Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, le Très Honorable Henri Richard Charles Comte Cowley, Vicomte Dangan, Baron Cowley, Pair du Royaume Uni, Membre du Conseil Privé de Sa Majesté Britannique, Chevalier Grand-Croix du Très Honorable Ordre du Bain, Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de Sa dite Majesté près Sa Majesté l'Empereur des Français;

Et Sa Majesté l'Empereur des Français, M. Edouard Antoine Thouvenel, Sénateur de l'Empire, Grand-Croix de Son Ordre Impérial de la Légion d'Honneur, etc., etc., etc., Son Ministre et Secrétaire d'Etat au Département des Affaires Etrangères;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en due forme, sont convenus des Articles suivants: —

Art. I. Le Gouvernement Français aura la faculté de recruter et d'engager sur les territoires Indiens appartenant à la Grande Bretagne, des travailleurs pour la Colonie de la Réunion, et d'embarquer les émigrants sujets de Sa Majesté Britannique, soit dans les ports Anglais, soit dans les ports Français de l'Inde, aux conditions ci-après stipulées.

Le nombre de travailleurs ou d'émigrants qui pourront être embarqués pour la dite Colonie, aux termes de cette Convention, ne devra pas excéder six mille.

Art. II. Le Gouvernement Français confiera, dans chaque centre de recrutement, la direction des opérations à un Agent de son choix.

Ces Agents devront être agréés par le Gouvernement Anglais.

Cet agrément est assimilé, quant au droit de l'accorder et de le retirer, à l'exéquatur donné aux Agents Consulaires.

Art. III. Ce recrutement sera effectué conformément aux réglements existants, ou qui pourraient être établis,

pour le recrutement des travailleurs à destination des Colonies Anglaises.

Art. IV. L'Agent Français jouira, relativement aux opérations de recrutement qui lui seront confiées, pour lui comme pour les personnes qu'il emploiera, de toutes les facilités et avantages accordés aux agents de recrutement pour les Colonies Anglaises.

Art. V. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique désignera dans les ports Anglais où aura lieu l'embarquement des émigrants, un Agent qui sera spécialement chargé de leurs intérêts.

Le même soin sera confié, dans les ports Français, à l'Agent Consulaire Anglais à l'égard des Indiens sujets de Sa Majesté Britannique.

Sous le terme „Agents Consulaires" sont compris les Consuls, Vice-Consuls, et tous autres officiers Consulaires commissionnés.

Art. VI. Aucun émigrant ne pourra être embarqué sans que les Agents désignés dans l'Article précédent aient été mis à même de s'assurer ou que l'émigrant n'est pas sujet Britannique, ou, s'il est sujet Britannique, qu'il s'est librement engagé, qu'il a une connaissance parfaite du contrat qu'il a passé, du lieu de sa destination, de la durée probable de son voyage, et des divers avantages attachés à son engagement.

Art. VII. Les contrats de service devront, sauf l'exception prévue au § 4 de l'Article IX, et au § 2 de l'Article X, être passés dans l'Inde, et contenir pour l'émigrant l'obligation de servir soit une personne nommément désignée, soit toute personne à laquelle il sera confié par l'autorité, à son arrivée dans la Colonie.

Art. VIII. Les contrats devront, en outre, stipuler: —

1. La durée de l'engagement, à l'expiration duquel le rapatriement reste à la charge de l'Administration Française, et les conditions auxquelles l'émigrant pourra renoncer à son droit de rapatriement gratuit;

2. Le nombre des jours et des heures de travail;

3. Les gages et les rations, ainsi que les salaires pour tout travail extraordinaire, et tous les avantages promis à l'émigrant;

4. L'assistance médicale gratuite pour l'émigrant, excepté pour le cas où, dans l'opinion de l'Agent de l'Administration, sa maladie serait le résultat de son inconduite.

Digitized by Google

Tout contrat d'engagement portera copie textuelle des Articles IX, X, XX et XXI, de la présente Convention.

Art. IX. 1. La durée de l'engagement d'un immigrant ne pourra être de plus de cinq années. Toutefois, en cas d'interruption volontaire du travail, régulièrement constatée, l'immigrant devra un nombre de jours égal à celui de l'interruption.

2. A l'expiration de ce terme, tout Indien qui aura atteint l'âge de dix ans au moment de son départ de l'Inde, aura droit à son rapatriement aux frais de l'Administration Française.

3. S'il justifie d'une conduite régulière et de moyens d'existence, il pourra être admis à résider dans la Colonie sans engagement; mais il perdra, dès ce moment, tout droit au rapatriement gratuit.

4. S'il consent à contracter un nouvel engagement il aura droit à une prime, et conservera le droit au rapatriement à l'expiration de ce second engagement.

Le droit de l'immigrant au rapatriement s'étend à sa femme, et à ses enfants ayant quitté l'Inde âgés de moins de dix ans, et à ceux qui sont nés dans les Colonies.

Art. X. L'immigrant ne pourra être tenu de travailler plus de six jours sur sept, ni plus de neuf heures et demie par jour.

Les conditions du travail à la tâche, et tout autre mode de réglement de travail, devront être librement débattus avec l'engagé. N'est pas considérée comme travail l'obligation de pourvoir les jours fériés aux soins que nécessitent les animaux et aux besoins de la vie habituelle.

Art. XI. Dans les ports Anglais les dispositions qui précèdent le départ des émigrants seront conformes à celles prescrites par les réglements pour les Colonies Anglaises.

Dans les ports Français l'Agent d'Emigration ou ses délégués remettront aux Agents Consulaires Anglais, au départ de tout navire d'émigrants, la liste nominative des émigrants sujets de Sa Majesté Britannique, avec les indications signalétiques, et leur communiqueront les contrats dont ils pourront demander copie. Dans ce cas, il ne leur sera donné qu'une seule copie pour tous les contrats identiques.

Art. XII. Dans les ports d'embarquement les émi-

grants sujets de Sa Majesté Britannique seront libres de sortir, en se conformant aux réglements de police relatifs à ces établissements, des dépôts ou de tout endroit où ils seraient logés, pour communiquer avec les Agents Britanniques, lesquels pourront, de leur côté, visiter à toute heure convenable, les lieux où se trouveraient réunis ou logés les émigrants sujets de Sa Majesté Britannique.

Art. XIII. Le départ des émigrants de l'Inde pour la Colonie pourra avoir lieu à toutes les époques de l'année.

Art. XIV. Tout navire transportant des émigrants devra avoir à son bord un chirurgien Européen et un interprète.

Les capitaines des navires portant des émigrants seront tenus de se charger de toute dépêche qui leur serait remise par l'Agent Britannique au port d'embarquement pour l'Agent Consulaire Britannique au port de débarquement, et la remettront immédiatement après leur arrivée à l'Administration Coloniale.

Art. XV. Dans tout navire affecté au transport des émigrants sujets de Sa Majesté Britannique, les émigrants occuperont soit dans les entreponts, soit dans des cabines construites sur le pont supérieur, solidement établies et parfaitement couvertes, un espace qui sera attribué à leur usage exclusif. Ces cabines et entreponts devront avoir partout une hauteur qui ne sera pas moindre, en mesures Françaises, de un mètre soixante-cinq centimètres (1· 65 m.), en mesures Anglaises de cinq pieds et demi ($5\frac{1}{2}$ p.).

Chacun des logements ne pourra recevoir plus d'un émigrant adulte par espace cubique de deux mètres (2 m.), soit en mesures Anglaises soixante-douze pieds (72 p.), dans la Présidence du Bengale et à Chandernagor; et de un mètre sept cent décimètres (soit en mesures Anglaises soixante pieds), dans les autres ports Français, et dans les Présidences de Bombay et de Madras.

Un émigrant âgé de plus de dix ans comptera pour un émigrant adulte, et deux enfants âgé de un à dix ans compteront pour un émigrant adulte.

Un local devant servir d'hôpital sera installé sur tout navire destiné à transporter des émigrants.

Les femmes et les enfants devront occuper des postes distincts et séparés de ceux des hommes.

Art. XVI. Chaque contingent devra comprendre un

nombre de femmes égal au moins au quart de celui des hommes.

Art. XVII. Les Agents Britanniques à l'embarquement auront, à tout moment convenable, le droit d'accès dans toutes les parties des navires attribuées aux émigrants.

Art. XVIII. Les Gouverneurs des Etablissements Français dans l'Inde rendront les réglements d'administration nécessaires pour assurer l'entière exécution des clauses ci-dessus stipulées.

Art. XIX. A l'arrivée dans la Colonie d'un navire d'émigrants, l'Administration fera remettre à l'Agent Consulaire Britannique, avec les dépêches qu'elle aurait reçues pour lui: —

1. Un état nominatif des travailleurs débarqués, sujets de Sa Majesté Britannique.

2. Un état des décès ou des naissances qui auraient eu lieu pendant le voyage.

L'Administration Coloniale prendra les mesures nécessaires pour que l'Agent Consulaire Britannique puisse communiquer avec les émigrants avant leur distribution dans la Colonie.

Une copie de l'état de distribution sera remise à l'Agent Consulaire.

Il lui sera donné avis des décès et naissances qui pourraient survenir durant l'engagement, ainsi que des changements de maîtres, et des rapatriements.

Tout réengagement ou acte de renonciation au droit de rapatriement gratuit sera communiqué à l'Agent Consulaire.

Art. XX. Les immigrants sujets de Sa Majesté Britannique jouiront dans la Colonie de la faculté d'invoquer l'assistance de l'Agent Consulaire Britannique au même titre que tous les autres sujets relevant de la Couronne Britannique et conformément aux régles ordinaires du droit international, et il ne sera apporté aucun obstacle à ce que l'engagé puisse se rendre chez l'Agent Consulaire et entrer en rapport avec lui; le tout sans préjudice, bien entendu, des obligations résultant de l'engagement.

Art. XXI. Dans la répartition des travailleurs aucun mari ne sera séparé de sa femme, aucun père ni aucune mère de ses enfants âgés de moins de quinze ans. Au-

cun travailleur sans son consentement, ne sera tenu de changer de maître, à moins d'être remis à l'Administration, ou à l'acquéreur de l'établissement dans lequel il est occupé.

Les immigrants qui deviendraient d'une manière permanente incapables de travail, soit par maladie, soit par d'autres causes involontaires, seront rapatriés aux frais du Gouvernement Français, quel que soit le temps de service qu'ils devraient encore pour avoir droit au rapatriement gratuit.

Art. XXII. Les opérations d'immigration pourront être effectuées dans la Colonie par des navires Français ou Anglais indistinctement.

Les navires Anglais qui se livreront à ces opérations devront se conformer à toutes les mesures de police, d'hygiène, et d'installation qui seraient imposées aux bâtiments Français.

Art. XXIII. Le réglement de travail de la Martinique servira de base à tous les réglements de la Colonie en ce qui concerne les émigrants Indiens, sujets de Sa Majesté Britannique.

Le Gouvernement Français s'engage à n'apporter à ce réglement aucune modification qui aurait pour conséquence ou de placer les dits sujets Indiens dans une position exceptionnelle, ou de leur imposer des conditions de travail plus dures que celles stipulées par le dit réglement.

Art. XXIV. Les dispositions de la présente Convention relatives aux Indiens sujets de Sa Majesté Britannique sont applicables aux natifs de tout Etat Indien placé sous la protection ou le contrôle politique de Sa dite Majesté, ou dont le Gouvernement aura reconnu la suprématie de la Couronne Britannique.

Art. XXV. Il est entendu que les stipulations de la présente Convention relativement aux sujets Indiens de Sa Majesté Britannique introduits dans la Colonie seront prorogées de plein droit en faveur des dits Indiens jusqu'à ce qu'ils soient rapatriés, ou qu'ils aient renoncé au droit de rapatriement.

Art. XXVI. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont

signé la présente Convention, et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Paris, le vingt-cinquième jour du mois de Juillet, de l'an de grace mil huit cent soixante.

(L. S.) *Cowley.*
(L. S.) *E. Thouvenel.*

XC.

Convention entre la Grande-Bretagne et le Brésil relative à la décision des réclamations des sujets respectifs; signée à Rio de Janeiro, le 2 juin 1858).*

Texte anglais.

Whereas claims have at various times since the date of the Declaration of Independence of the Brazilian Empire been made upon the Government of Her Britannic Majesty on the part of Corporations, Companies, and private individuals, subjects of His Majesty the Emperor of Brazil, and upon the Government of His Majesty the Emperor of Brazil on the part of Corporations, Companies, and private individuals, subjects of Her Britannic Majesty; and whereas some of such claims are still pending, or are still considered by either of the two Governments to remain unsettled; Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and His Majesty the Emperor of Brazil, being of opinion that the settlement of all such claims will contribute much to the maintenance of the friendly feelings which subsist between the two countries, have resolved to make arrangements for that purpose by means of a Convention, and have named as their Plenipotentiaries to confer and agree there-upon, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, the Honourable Peter Campbell Scarlett, Companion of the Most Honourable Order of

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 9 septembre 1858.

the Bath, and Her Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Court of Rio de Janeiro, etc., etc., etc.;

And His Majesty the Emperor of Brazil, the Most Illustrious and Most Excellent Sergio Teixeira de Macedo, Member of His Council, holding rank as His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary, Great Cross of the Order of the Rose, and of that of Christ of Portugal, Commander of the Orders of St. Gregory Magnus, of St. Maurice and St. Lazarus, and of the Imperial Angelic and Constantinian Order of St. George, Member of the Chamber of Deputies, etc., etc., etc.;

Who, having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows: —

Art. I. The High Contracting Parties agree that all claims on the part of Corporations, Companies, or private individuals, subjects of Her Britannic Majesty, upon the Government of His Majesty the Emperor of Brazil, and all claims on the part of Corporations, Companies, or private individuals, subjects of His Majesty the Emperor of Brazil, upon the Government of Her Britannic Majesty, which may have been presented to either Government for its interposition with the other since the date of the Declaration of Independence of the Brazilian Empire, and which yet remain unsettled, or are considered to be still unsettled by either of the two Governments, as well as any other such claims which may be presented within the time specified in Article III hereinafter, shall be referred to two Commissioners, to be appointed in the following manner, that is to say, one Commissioner shall be named by Her Britannic Majesty, and one by His Majesty the Emperor of Brazil.

Her Britannic Majesty and His Majesty the Emperor of Brazil, respectively, shall appoint a Secretary to the Commission, who shall be empowered to act as Commissioner in case of the temporary incapacity or absence of the Commissioner of his Government, and also in case of the death, definite absence, or incapacity of the said Commissioner, or in the event of his omitting or ceasing to act as such, until the appointment of, and assumption of his duties by, another Commissioner in the place or stead of the said Commissioner.

In the case of the death, or definite absence, or incapacity of the Commissioner on either side, or in the event of the Commissioner on either side omitting or ceasing to act as such, Her Britannic Majesty, or His Majesty the Emperor of Brazil, respectively, shall forthwith name another person to act as Commissioner, in the place or stead of the Commissioner originally named.

In case of the Secretary on either side being appointed permanently Commissioner, Her Britannic Majesty or His Majesty the Emperor of Brazil, respectively, shall forthwith name another person to be Secretary in the place or stead of the Secretary originally named.

The Commissioners shall meet at Rio de Janeiro, at the earliest convenient period after they shall have been named, and shall, before proceeding to any business, make and subscribe a solemn Declaration that they will impartially and carefully examine and decide, to the best of their judgment, and according to justice and equity, without fear, favour, or affection to their own country, upon all such claims as shall be laid before them on the part of the Governments of Her Britannic Majesty and His Majesty the Emperor of Brazil, respectively: and such Declaration shall be entered on the record of their proceedings.

The Secretary on either side, when called upon to act as Commissioner for the first time, and before proceeding to act as such, shall make and subscribe a similar Declaration, which shall be entered in like manner as aforesaid.

The Commissioners shall, before proceeding to any other business, name a third person to act as an Arbitrator or Umpire, in any case or cases on which they may themselves differ in opinion.

If they should not be able to agree upon the selection of such a person, the Commissioner on either side shall name a person; and in each and every case in which the Commissioners may differ in opinion as to the decision which they ought to give, it shall be determined by lot which of the two persons so named shall be Arbitrator or Umpire in that particular case.

The person so to be chosen to be Arbitrator or Umpire shall, before proceeding to act as such in any case, make and subscribe a solemn Declaration, in a form similar to that which shall have already been made and

subscribed by the Commissioners, which Declaration shall be entered on the record of their proceedings.

In the event of the death, absence, or incapacity of such person, or of his omitting, or declining, or ceasing to act as such Arbitrator or Umpire, another and different person shall be named as aforesaid to act as such Arbitrator or Umpire in the place or stead of the person so originally named as aforesaid, and shall make and subscribe such Declaration as aforesaid.

Art. II. The Commissioners shall then forthwith proceed to the investigation of the claims which shall be presented to their notice.

They shall investigate and decide upon such claims in such order and in such manner as they may think proper, but upon such evidence or information only as shall be furnished by or on behalf of the respective Governments.

They shall be bound to receive and peruse all written or printed documents or statements which may be presented to them by or on behalf of the respective Governments, in support of or in answer to any claim, and to hear, if required, one person on each side on behalf of each Government, as counsel or agent for such Government, on each and every separate claim.

Should they fail to agree in opinion upon any individual claim, they shall call to their assistance the Arbitrator or Umpire whom they have agreed to name, or who may be determined by lot, as the case may be; and such Arbitrator or Umpire, after having examined the evidence adduced for and against the claim, and after having heard, if required, one person on each side as aforesaid, and consulted with the Commissioners, shall decide thereupon finally, and without appeal.

The decision of the Commissioners, and of the Arbitrator or Umpire, shall be given upon each claim in writing, and shall be signed by them respectively.

It shall be competent for each Government to name one person to attend the Commission as agent on its behalf, to present and support claims, and to answer claims made upon it, and to represent it generally in all matters connected with the investigation and decision thereof.

Her Majesty the Queen of Great Britain and Ireland, and His Majesty the Emperor of Brazil, hereby solemnly

and sincerely engage to consider the decision of the Commissioners, or of the Arbitrator or Umpire, as the case may be, as absolutely final and conclusive upon each claim decided upon by them or him respectively, and to give full effect to such decisions without any objection, evasion, or delay whatsoever.

Art. III. Every claim shall be presented to the Commission within twelve months from the day of its first meeting, unless in any case where reasons for delay shall be established to the satisfaction of the Commissioners differing in opinion thereupon; and then and in any such case, the period for presenting the claim may be extended to any time not exceeding six months longer.

The Commissioners shall be bound, under this Convention, to hold, for the consideration of the claims, at least eight sittings in each month, from the date of their first sitting until the completion of their labours.

The Commissioners shall be bound to examine and decide upon every claim within two years from the day of their first meeting, unless, on account of some unforeseen and unavoidable suspension of the sittings, the two Governments may mutually agree to extend the time.

The Arbitrator or Umpire shall be bound to come to a final decision on any claim within fifteen days from the time of such claim being submitted to his consideration, unless the Commissioners consider a more extended period absolutely necessary.

It shall be competent for the Commissioners, or for the Arbitrator or Umpire if they differ, to decide in each case whether any claim has or has not been duly made, preferred, or laid before the Commission, either wholly or to any and what extent, according to the true intent and meaning of this Convention.

Art. IV. All sums of money which may be awarded by the Commission, or by the Arbitrator or Umpire, on account of any claim, shall be paid by the one Government to the other, as the case may be, within twelve months after the date of the decision, without interest, and without any deduction save as specified in Article VI hreinafter.

Art. V. The High Contracting Parties engage to consider the result of the proceedings of this Commission as a full, perfect, and final settlement of every claim upon either Government, arising out of any transaction

of a date prior to the exchange of the ratifications of the present Convention; and further engage that every such claim, whether or not the same may have been presented to the notice of, made, preferred, or laid before the said Commission, shall, from and after the conclusion of the proceedings of the said Commission, be considered and treated as finally settled, barred, and thenceforth inadmissible.

Art. VI. The Commissioners and the Arbitrator or Umpire, with the assistance of the Secretaries, shall keep an accurate record and correct minutes or notes of all their proceedings, with the dates thereof, and shall appoint and employ a Clerk, if necessary, to assist them in the transaction of the business which may come before them.

Each Government shall pay to its Commissioner an amount of salary not exceeding six contos of reis, or six hundred and seventy-five pounds sterling a year, which amount shall be the same for both Governments.

Each Government shall pay to its Secretary an amount of salary not exceeding three contos, or three hundred and thirty-seven pounds ten shillings sterling a year, which amount shall be the same for both Governments.

The Secretary on either side, when acting as Commissioner, shall receive the same amount of salary a year as that paid to the Commissioner; it being understood that his salary as Secretary shall lapse during that time.

The amount of salary to be paid to the Arbitrator or Umpire shall be the same, in proportion to the time he may be occupied, as the amount paid a year to a Commissioner under this Convention.

The salary of the Clerk, if one is appointed, shall not exceed the sum of two contos, or two hundred and twenty-five pounds sterling a year.

The whole expenses of the Commission, including contingent expenses, shall be defrayed by a rateable deduction on the amount of the sums awarded by the Commissioners, or by the Arbitrator or Umpire, as the case may be; provided always that such deduction shall not exceed the rate of five per cent. on the sums so awarded.

The deficiency, if any, shall be defrayed by the two Governments.

Art. VII. The present Convention shall be ratified by Her Britannic Majesty, and by His Majesty the Emperor of Brazil; and the ratifications shall be exchanged at London as soon as may be within six months from the date hereof.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at Rio de Janeiro, the second day of June, in the year of our Lord, one thousand eight hundred and fifty-eight.

(L. S.) *P. Campbell Scarlett.*
(L. S.) *Sergio T. de Macedo.*

XCI.

Convention entre la Grande-Bretagne et la Confédération Argentine relative à l'arrangement des réclamations de sujets britanniques, signée à Paranà le 21 août 1858; suivi de sept articles additionnels, signés à Paranà le 18 août 1859).*

Texte anglais.

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and his Excellency the President of the Argentine Confederation and Captain-General of its armies, being desirous of agreeing on the means, mode, and form of payment of the debt which the Argentine nation acknowledges in favour of British subjects who have suffered losses in the commotions of civil war which have befallen the Republic, losses which the Argentine nation, adopting a healing and generous policy, has consented to recognize; and judging it necessary to establish their agreement in the form of a Convention which shall determine the conditions and form of payment, have resolved to name as their Plenipotentiaries, that is to say:

Her Majesty the Queen of the United Kingdom of

---

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Paranà, le 27 mars 1860.

Great Britain and Ireland, William Dougal Christie, Esquire, Her Minister Plenipotentiary to the Argentine Confederation;

And His Excellency the President of the Argentine Confederation, the Secretaries of State in the Departments of Foreign Relations and of the Interior, Doctors Don Bernabé Lopez and Don Santiago Derqui;

Who, after having exchanged their full powers, which they found in good and due form, have agreed on the following Articles: —

Art. I. The Government of he Argentine Confederation recognizes as a national debt all the sums due to British subjects on claims which shall have been presented on or before the 1st of January, 1860, and which shall have been settled jointly by Commissioners of the Argentine Government for that purpose appointed, and by the Minister Plenipotentiary of Her Britannic Majesty, or his representative.

Art. II. The Government of the Argentine Confederation binds itself to pay interest on this debt at the rate of 6 per cent. per annum, from and after the 1st of October, 1858, and to redeem it by annual instalments, the first of which shall be paid on the 31st of December, 1860, being 1 per cent. of a sum composed of the principal and of the aforesaid interest at the rate of 6 per cent., computed up to the 31st of December, 1859, and which instalment shall afterwards be increased every year by the amount by which the interest on the portion of the debt remaining unpaid is diminished, so that the whole debt will be redeemed in a period of thirty-four years, according to a table annexed to this Convention, exhibiting the calculation.

Art. III. The Argentine Government will issue for each claim thirty-four coupons, payable to bearer, representing the sums to be paid on the 31st of December of each year, till the total extinction of the debt, and bearing interest at 6 per cent., which interest will be paid half-yearly, viz., on the 30th of June and 31st of December of each year, beginning with the 30th of June, 1860, till the total extinction of the debt.

Art. IV. The coupons for all claims already settled will be delivered to Her Britannic Majesty's Legation for the claimants, at the time of the exchange of the ratifications of this Convention; and those of other claims

will be respectively delivered within one month after each has been settled by the Argentine Commissioners of Liquidation and Her Britannic Majesty's Minister, or his representative.

Art. V. These coupons will be received, from the day of their issue, at the Treasury of the Argentine Government, at par, in payment for public lands; and they will also be received, at par, in the principal custom-houses of the Confederation, and, for the present, in those of Mendoza, Rosario, Corrientes, and Gualeguaychù, in payment of customs' dues, after the first of January of the year in which they respectively fall due. The bearer will be credited with the interest on the coupon up to the day on which it is received, either for the purchase of public lands or payment of customs' dues.

Art. VI. The coupons and interest will always be paid in silver dollars, or in ounces, at the legal value of seventeen dollars to the ounce.

Art. VII. All the revenues of the Argentine Government are made chargeable for the fulfilment of the present Convention.

Art. VIII. Inasmuch as similar Conventions are this day signed by the same Plenipotentiaries of the Argentine Confederation and Plenipotentiaries of France and Sardinia respectively, the Argentine Government agrees to the appointment of a Commission, composed of the Ministers or Chargé d'Affaires of Great Britain, France, and Sardinia, and of three members named by the Argentine Government, which shall have for object to endeavour to settle amicably any differences which may arise with regard to any of the three Conventions.

Art. IX. The ratifications of this Convention will be exchanged at Paraná within eight months, or sooner if possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto the seals of their arms.

Done at Paraná, provisional capital of the Argentine Confederation, on the twenty-first day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty-eight.

(L. S.) *W. D. Christie.* *Bernabe Lopez.*
Santo Derqui.

Table annexed to the Convention.

Calculation showing how the debt will be paid off in thirty-four years, beginning in 1860, and ending in 1893.

On a supposed debt of 100,000 dollars, the interest payable in the year 1860 will be 6,000 dollars, and 1,000 will be paid off at the end of the same year. The amount paid off in every succeeding year increases exactly as the amount of interest for the year diminishes; interest and instalment of payment making a total of 7,000 every year, except the last, when there is only a small remainder of the debt.

Year	Debt	Interest	Instalment
1860	100,000	6,000	1,000
1861	99,000	5,940	1,060
1862	97,940	5,876	1,124
1863	96,816	5,808	1,192
1864	95,624	5,737	1,263
1865	94,361	5,661	1,339
1866	93,022	5,581	1,419
1867	91,603	5,496	1,504
1868	90,099	5,405	1,595
1869	88,594	5,310	1,690
1870	86,814	5,208	1,792
1871	85,022	5,101	1,899
1872	83,123	4,987	2,013
1873	81,110	4,866	2,134
1874	78,976	4,738	2,262
1875	76,714	4,602	2,398
1876	74,316	4,458	2,542
1877	71,774	4,306	2,694
1878	69,080	4,144	2,856
1879	66,224	3,973	3,027
1880	63,197	3,791	3,209
1881	59,988	3,599	3,401
1882	56,587	3,395	3,605
1883	52,982	3,178	3,822
1884	49,160	2,949	4,051
1885	45,109	2,706	4,294
1886	40,815	2,448	4,552
1887	36,263	2,175	4,825
1888	31,438	1,886	5,114

Year	Debt	Interest	Instalment
1889	26,324	1,579	5,421
1890	20,903	1,254	5,746
1891	15,157	909	6,091
1892	9,066	543	6,457
1893	2,609	156	2,609

W. D. Christie.
Derqui.
Lopez.

Additional Articles.

In order to determine more clearly some of the stipulations contained in the Conventions concluded on the 21st of August, 1858, between their Excellencies the Ministers Plenipotentiaries of England and France, and the Chargé d'Affaires of Sardinia, and the Ministers Plenipotentiaries of the Argentine Confederation, and in order to facilitate the carrying out of the same:

The Undersigned, that is to say, George Fagan, Esquire, Her Britannic Majesty's Chargé d'Affaires, subject to the approbation of his Government, and his Excellency Brigadier-General and Senator Don Tomas Guido, in virtue of the full powers conferred on him by his Excellency the Vice-President, have agreed on the following Articles:—

Art. I. Articles II and IX of the Convention of the 21st of August, 1858, and the Protocol of the same day, are cancelled, and are replaced by the following Additional Articles to the said Convention, which Articles shall have the same force and value as if they had been inserted therein word for word.

Art. II. To the principal of each sum awarded as compensation settled and liquidated in accordance with Article I of the said Convention, interest shall be added in the following proportions:—

In the case of claims arising out of destruction and forcible seizure of cattle, destruction of farm property, sequestration of merchandize, thefts, and other losses, fifty per cent. interest in the aggregate shall be paid,

however remote may be the date of the acts which gave rise to the claim.

In the case of forced loans and other debts whose amount was clearly defined originally, five per cent. per annum shall be paid, calculated from the date of the acts which have occasioned the indemnity, or from the date of their recognition, to the 1st of October, 1859, even although the certificates given on account of the loan may fix the interest at one per cent. per month, or twelve per cent. per annum.

In the case of claims arising out of requisitions made, and other debts contracted, during the siege of Buenos Ayres, from the 29th of January, 1853, to the raising of the siege, and in the case of those which may have arisen in other provinces subsequent to the year 1852, five per cent. per annum shall be paid from the date of the facts to the same date of the 1st of October, 1859.

It is understood that none of the claims mentioned in the foregoing paragraph on account of the siege shall include those which are comprised in the arrangements made, or about to be made, between the Agents of England and the Government of Buenos Ayres.

Art. III. The Government of the Argentine Confederation binds itself to pay interest on the debt at the rate of six per cent. per annum from and after the 1st of January, 1860, and to redeem it by annual instalments of one per cent. per annum, the first of which shall be made with the first payment of the said interest of six per cent. on the 31st of December, 1860; and from the 31st of December, 1860, the amount of these instalments shall be augmented every year in proportion as the part of the interest which remains to be paid is diminished, so that the whole of the debt shall be redeemed in a period of thirty-four year, according to the calculation in the table annexed to the Convention.

Art. IV. Every debt of which the principal, with the interest liquidated on the basis herein laid down, shall not exceed the sum of one thousand dollars, shall be wholly paid off in two equal payments, to be made on the 31st of December, 1860, and on the 31st of December, 1861, without being subject to the terms and conditions of the preceding Article.

Art. V. In case the Government of the Confederation should wish to pay off the whole or a part of the in-

demnities awarded by the present Convention, the amount of the principal owed shall be accepted as payment in advance.

Art. VI. No claim of the nature of those considered in the preamble of the Convention of the 21st of August, 1858, shall be presented after the 31st of December, 1860. This term shall not be extended.

Art. VII. The ratifications of this Convention shall be exchanged in Paraná, within the space of eight months, or sooner if possible.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the same, and have affixed thereto, the seals of their arms.

Done in Paraná, Provisional Capital of the Argentine Confederation, on the eighteenth day of August, in the year of our Lord one thousand eight hundred and fifty-nine.

(L. S.) *George Fagan.*
(L. S.) *Tomas Guido.*

XCII.

Préliminaires de paix entre l'Espagne et le Maroc, signés près du campement de Gualdras, le 25 mars 1860).*

Traduction.

Léopold O'Donnell, duc de Tetuan, comte de Lucena, etc., et Muley-el-Abbas, calife, etc., dûment autorisés par S. M. la reine des Espagnes et par S. M. le roi de Maroc, sont convenus des bases préliminaires ci-après, pour la conclusion du traité de paix qui doit mettre un terme à la guerre entre l'Espagne et le Maroc.

Art. 1er. S. M. le roi de Maroc cède à S. M. la reine des Espagnes, à perpétuité et en pleine propriété et souveraineté tout le territoire compris depuis la mer, en suivant les hauteurs de Sierra Ballones, jusqu'au chemin d'Anghera.

Art. 2. De la même manière, S. M. le roi de Maroc s'oblige à concéder, à perpétuité, sur la côte de l'Océan, à Santa Cruz, la Pequerra, le territoire suffisant pour la formation d'un établissement comme celui que l'Espagne y a possédé antérieurement.

*) Voyez le Moniteur Universel 1860, p. 389.

Art. 3. S. M. le roi de Maroc ratifiera, dans le plus bref délai possible, la convention relative aux places de Mélilla, el Penon et Alhuermas, que les plénipotentiaires d'Espagne et de Maroc ont signée à Tetuan le 24 août 1859.

Art. 4. Comme juste indemnité des frais de guerre, S. M. le roi de Maroc s'oblige à payer à S. M. la reine des Espagnes la somme de 20 millions de piastres. Le mode de payement de cette somme sera stipulé dans le traité de paix.

Art. 5. La ville de Tetuan, avec tout le territoire qui formait l'ancien pachalik du même nom, demeurera au pouvoir de S. M. la reine des Espagnes, comme garantie de l'exécution de l'obligation spécifiée à l'article ci-dessus, jusqu'au parfait payement de l'indemnité de guerre. Aussitôt après que ledit payement aura été effectué intégralement, les troupes espagnoles évacueront immédiatement ladite ville et son territoire.

Art. 6. Il sera conclu un traité de commerce dans lequel seront stipulés, en faveur de l'Espagne, tous les avantages qui auraient été concédés ou qui le seraient à l'avenir à la nation la plus favorisée.

Art. 7. Pour éviter, à l'avenir, des événements comme ceux qui ont occasionné la guerre actuelle, le représentant de l'Espagne au Maroc pourra résider à Fez ou sur le point qui conviendra le mieux pour la protection des intérêts espagnols et le maintien des bonnes relations entre les deux Etats.

Art. 8. S. M. le roi de Maroc autorisera l'établissement à Fez d'une maison de missionnaires espagnols comme celle qui existe à Tanger.

Art. 9. S. M. la reine des Espagnes nommera immédiatement deux plénipotentiaires qui, avec deux autres désignés par S. M. le roi de Maroc, devront rédiger les articles définitifs du traité de paix. Ces plénipotentiaires se réuniront en la ville de Tetuan, et les travaux devront être terminés dans le plus bref délai possible, qui, en aucun cas, n'excédera trente jours à compter de celui de la date.

Le 25 mars 1860.

Léopold O'Donnell.
Muley-el-Abbas.

CXIII.

Convention d'armistice entre l'Espagne et le Maroc, signée près du campement de Gualdras le 25 mars 1860.

Traduction.

Les bases préliminaires du traité de paix ayant été convenues et signées entre l'Espagne et le Maroc par Léopold O'Donnell, duc de Tetuan, capitaine général en chef de l'armée espagnole en Afrique, et Muley-el-Abbas, calife de l'empire du Maroc et prince de l'Algarbe, à partir de ce jour cessera toute hostilité entre les deux armées, le pont de Buseja devant être la ligne qui divisera les deux armées.

Les soussignés donneront dans ce sens les ordres les plus péremptoires à leurs armées respectives, châtiant sévèrement quiconque y contreviendrait. Muley-el-Abbas s'oblige à empêcher les hostilités des Kabyles, et si par hasard ils en commettaient malgré lui, il autorise l'armée espagnole à les châtier, sans que pour cela il soit entendu que la paix ait été altérée.

Le 25 mars 1860.

Léopold O'Donnell.
Muley-el-Abbas.

XCIV.

Traité de paix entre l'Espagne et le Maroc, signé à Tetuan, le 26 avril 1860).*

Traduction.

Au nom du Dieu tout-puissant, traité de paix et d'amitié entre S. M. dona Isabelle II, reine des Espagnes, et Sidi-Mohammed, roi de Maroc, Fez, Mequinez, etc. — Les parties contractantes pour Sa Majesté Catholique

---

*) Voyez le Moniteur Universel 1860 p. 669.

sont ses plénipotentiaires: D. Luis Garcia y Miguel, chevalier, etc. etc.; lieutenant général des armées nationales, chef de l'état-major général de l'armée d'Afrique, et D. Tomas de Ligues y Bardaji, majordome de semaine de Sa Majesté Catholique, etc. etc.; ministre résident et directeur de la politique dans la première secrétairerie d'Etat; et pour Sa Majesté Marocaine, ses plénipotentiaires le serviteur de l'empereur, etc., l'avocat el Sid-Mohammed-el-Jetib, et le serviteur de l'empereur, etc., chef de la garnison de Tanger, caïd de la cavalerie, el Sid-el-Hadch-Ajmad Chabli, ben-Abd-el-Melck, lesquels, dûment autorisés, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Il y aura paix et bonne amitié perpétuelles entre S. M. la reine des Espagnes et S. M. le roi de Maroc et entre leurs sujets respectifs.

Art. 2. Pour faire disparaître les causes qui ont motivé la guerre aujourd'hui heureusement terminée, S. M. le roi de maroc, animé du désir sincère de consolider la paix, convient d'étendre le territoire appartenant à la juridiction de la place espagnole de Ceuta jusqu'aux lieux les plus convenables pour la sûreté et la défense complètes de sa garnison, ainsi qu'il sera déterminé dans l'article suivant.

Art. 3. Afin de mettre à exécution la stipulation de l'article précédent, S. M. le roi de Maroc cède à S. M. la reine des Espagnes, en pleine possession et souveraineté, le territoire compris depuis la mer, en suivant les hauteurs de Sierra Ballones jusqu'au ravin d'Anghera.

Comme conséquence de ce qui précède, S. M. le roi de Maroc cède à S. M. la reine des Espagnes, pour le posséder en pleine souveraineté, tout le territoire compris depuis la mer, en partant près de la pointe orientale de la première baie de Handaz-Bahma, sur la côte septentrionale de la place de Ceuta, et suivant le ravin ou ruisseau qui y finit, en montant ensuite vers la partie orientale du terrain où est la prolongation du mont du Rénégat, qui suit la même direction sur la côte, se déprime très-brusquement pour finir par un escarpement parsemé de pierres d'ardoises et descend en côtoyant, depuis le passage étroit qui s'y trouve, par le versant des montagnes de Sierra Ballones, où sont situées les redoutes de Isabelle II, Francisco de Asis, Pinies, Cisneros et Prince Alfonso, en arabe Uad-Aniat, pour se perdre dans la mer; le tout formant un arc de cercle

qui termine dans la baie du Prince Alfonse, en arabe Uad-Aniat, sur la côte sud de la place de Ceuta ainsi qu'il a été reconnu et déterminé par les commissaires espagnols et marocains, dans la convention passée et signée par eux le 4 avril dernier. Pour conserver ces limites, il sera établi un camp neutre qui partira des versants opposés du ravin pour aller jusqu'à la cime des montagnes de l'une à l'autre partie de la mer, ainsi qu'il est stipulé dans le même article de la convention mentionnée.

Art. 4. Il sera nommé ensuite une commission composée d'ingénieurs espagnols et marocains qui marqueront par des poteaux et bornes les hauteurs indiquées dans l'article 3, en suivant les limites convenues.

Cette opération sera accomplie dans le plus bref délai possible; mais les autorités espagnoles n'auront pas besoin d'en attendre la fin pour exercer leur juridiction, au nom de Sa Majesté Catholique, sur ce territoire, lequel, comme tout autre cédé par ce traité par S. M. le roi de Maroc à Sa Majesté Catholique, sera considéré comme soumis à la souveraineté de S. M. la reine d'Espagne depuis le jour de la signature de la présente convention.

Art. 5. S. M. le roi de Maroc ratifiera dans le plus bref délai la convention que les plénipotentiaires d'Espagne et de Maroc ont signée à Tetuan le 24 août 1859.

Sa Majesté Marocaine confirme, dès à présent, les cessions territoriales faites par ce pacte international en faveur de l'Espagne, ainsi que les garanties, priviléges et gardes de Maures du roi octroyés au Peñon et Alhucemas, ainsi que l'indique l'article 6 de la convention précitée sur les limites de Melilla.

Art. 6. Il sera placé, dans la limite des terrains neutres concédés par S. M. le roi de Maroc aux places espagnoles de Ceuta et Melilla, un caid ou gouverneur avec des troupes régulières pour éviter et réprimer les attaques des tribus.

Le gardes de Maures du roi pour les places espagnoles du Peñon et Alhucemas seront placés au bord de la mer.

Art. 7. S. M. le roi de Maroc s'engage à faire respecter par ses propres sujets les territoires qui, conformément aux stipulations du présent traité, restent sous la souveraineté de S. M. la reine d'Espagne.

Sa Majesté Catholique pourra néanmoins adopter toutes les mesures qu'elle jugera opportunes pour la sûreté de ces territoires et y faire élever toutes les fortifications et défenses qu'elle croira convenables, sans que les autorités marocaines puissent jamais y mettre obstacle.

Art. 8. Sa Majesté Marocaine s'engage à concéder à perpétuité à Sa Majesté Catholique, sur la côte de l'Océan, près Santa Cruz la Petite, le territoire suffisant pour la formation d'un établissement de pêcherie, comme celui que l'Espagne y possédait autrefois.

Pour mettre à exécution ce qui a été convenu dans cet article, les gouvernements de Sa Majesté Catholique et de Sa Majesté Marocaine se mettront préalablement d'accord et nommeront des commissaires de part et d'autre pour désigner le terrain et les limites que cet établissement devra occuper.

Sa Majesté Marocaine s'engage à payer à Sa Majesté Catholique, comme indemnité pour les frais de guerre, la somme de 20 millions de piastres, soit 400 millions de réaux de vellon. Cette somme sera remise en quatre versements à la personne désignée par Sa Majesté Catholique dans le port désigné par S. M. le roi de Maroc, et de la manière suivante: 100 millions de réaux de vellon le 1er juillet, 100 millions le 29 août, 100 millions le 29 octobre et 100 millions le 28 décembre de la présente année.

Si S. M. le roi de Maroc payait la totalité de la somme précitée avant les délais fixés, l'armée espagnole évacuera sur-le-champ la ville de Tetuan et son territoire.

Tant que ce payement total n'aura pas lieu, les troupes espagnoles occuperont la place de Tetuan et le territoire qui comprend l'ancien pachalic de Tetuan.

Art. 10. S. M. le roi de Maroc, en suivant l'exemple de ses illustres prédécesseurs, qui accordèrent une protection si efficace et spéciale aux missionnaires espagnols, autorise l'établissement, dans la ville de Fez, d'une maison de missionaires espagnols, et confirme en leur faveur tous les priviléges et exemptions que les précédents souverains de Maroc leur avaient accordés.

Ces missionnaires espagnols pourront, dans toutes les parties de l'empire marocain où ils se trouvent ou s'établiront, se livrer librement à l'exercice de leur saint

ministère, et leurs personnes, maisons et hospices jouiront de toute la sécurité et protection nécessaires.

S. M. le roi de Maroc donnera dans ce sens les ordres opportuns à ses autorités et délégués pour qu'ils accomplissent de tous temps les stipulations contenues dans cet article.

Art. 11. Il a été convenu expressément que lorsque les troupes espagnoles évacueront Tetuan il pourra être acheté l'espace de terrain nécessaire, près le consulat d'Espagne, pour la construction d'une église dans laquelle les prêtres espagnols pourront exercer le culte catholique et célébrer des messes pour les soldats espagnols morts pendant la guerre.

S. M. le roi de Maroc promet que l'église, l'habitation des prêtres et les cimetières des Espagnols seront respectés, et il donnera les ordres nécessaires à ce sujet.

Art. 12. Afin d'éviter des événements comme ceux qui ont occasionné la dernière guerre et faciliter autant que possible la bonne intelligence entre les deux gouvernements, il a été convenu que le représentant de S. M. la reine des Espagnes dans les Etats du Maroc résidera à Tetuan, ou dans la ville que Sa Majesté Catholique jugera la plus convenable pour la protection des intérêts espagnols et le maintien des relations amicales entre les deux Etats.

Art. 13. Il sera conclu, dans le plus bref délai possible, un traité de commerce par lequel tous les avantages déjà accordés ou qui seraient accordés à l'avenir à la nation la plus favorisée seront concédés aux sujets espagnols.

S. M. le roi de Maroc, persuadé de la convenance de cultiver les relations commerciales entre les deux peuples, offre de contribuer pour sa part à faciliter autant que possible lesdites relations, en ayant égard aux nécessités mutuelles et à la convenance des deux parties.

Art. 14. Jusqu'à ce que le traité de commerce, dont il vient d'être question, soit conclu, les traités existant entre les deux nations avant la dernière guerre resteront en vigueur en tant qu'il n'y a pas été dérogé par la présente.

Dans un bref délai, qui ne dépassera pas un mois après la ratification de ce traité, les commissaires, nom-

més par les deux gouvernements, se réuniront pour conclure le traité de commerce.

Art. 15. S. M. le roi de Maroc concède aux sujets espagnols la permission d'acheter et exporter librement les bois des forêts de ses Etats, en payant les droits, à moins qu'il ne juge convenable, par une disposition générale, de prohiber l'exportation à toutes les nations, sans que pour cela la concession faite à Sa Majesté Catholique par le traité de 1799 soit considérée comme changée.

Art. 16. Les prisonniers faits par les troupes de l'une et de l'autre armée, pendant la guerre qui vient de finir, seront immédiatement mis en liberté et livrés aux autorités respectives des deux Etats.

Le présent traité sera ratifié dans le plus bref délai possible et l'échange des ratifications aura lieu à Tetuan dans le délai de vingt jours ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi les soussignés ont fait ce traité en langue espagnole et arabe en quatre exemplaires: un pour Sa Majesté Catholique, un pour Sa Majesté Marocaine, un qui restera entre les mains de l'agent diplomatique ou du consul général d'Espagne au Maroc, et le dernier pour le ministre des relations extérieures de ce royaume.

Les plénipotentiaires l'ont signé et cacheté du sceau de leurs armes, à Tetuan, le 26 avril 1860 (4 chival 1266 de l'hégire.)

Signé: *Louis Garcia.*
Tomas de Ligues y Bardaji.
Muhammed-el-Jetib.
Ajmed-el-Chabli, fils d'Abd-el-Melek.

XCV.

Convention de Cartel entre la Prusse et la Russie, signée à Berlin, le 8 août 1857).*

Au nom de la Très-Sainte et indivisible Trinité!

La Convention de Cartel conclu le $^{20}/_{8}$ Mai 1844 entre Sa Majesté le Roi de Prusse et Sa Majesté l'Em-

*) L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin le 4 septembre de la même année.

pereur de Toutes les Russies, Roi de Pologne, étant expirée, et quelques unes de ses dispositions ayant été reconnues susceptibles de recevoir plus de développement et de précision, Leurs Majestés ont jugé utile et convenable de conclure une nouvelle Convention de Cartel et ont à cet effet nommé des Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi de Prusse:

le sieur Othon Théodore Baron de Manteuffel, Président de Son Conseil et Son Ministre des affaires étrangères, Chevalier des Ordres de Prusse de l'Aigle noir et de l'Aigle rouge avec feuilles de chêne, couronne et sceptre, Grand Commandeur de l'Ordre de Hohenzollern, Commandeur de l'Ordre de St. Jean de Prusse, et Chevalier Grand Croix des Ordres de Russie de St. André, de St. Alexandre-Newsky etc. et

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, Roi de Pologne:

le sieur Philippe Baron de Brunnow, Son Conseiller privé actuel, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Prusse et Leurs Altesses Royales les Grand-Ducs de Mecklembourg-Schwerin et de Mecklembourg-Strelitz, Chevalier Grand-Croix des Ordres de Russie de St. Wladimir de 1ière classe, de St.-Alexandre-Newsky en diamants, de l'Aigle blanc, de Ste. Anne de 1ière classe et de St. Stanislas de 1ière classe et des Ordres de Prusse de l'Aigle rouge de 1ière classe et de St. Jean de Jerusalem etc.,

lesquels, après avoir échangé leurs pleins-pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont conclu et signé la convention de Cartel, dont la teneur suit ici mot à mot.

Art. 1. La présente Convention qui sera mise à exécution quatre semaines après l'échange des ratifications, s'appliquera:

a) à tous les individus qui déserteront le service actif des armées respectives ainsi qu'aux effets militaires qu'ils auront emportés, tels que chevaux, harnais, armes, habillements; en outre, aux individus, qui n'ont obtenu de congé qu'à condition de se présenter au premier appel pour rentrer au service actif et qui en conséquence appartiennent à la réserve;

b) à tous les individus qui, selon les lois de l'Etat qu'ils ont quitté avec ou sans l'intention d'y rentrer, sont sujets, ne fût-ce que dans la suite, au service militaire;

c) aux individus qui, ayant commis des crimes ou

délits dans l'un des deux Etats, se sont enfuis sur le territoire de l'autre, pour se soustraire aux poursuites de la justice et à la peine qu'ils ont encourue.

Art. II. Si les individus, mentionnés dans l'article précédent sous la lettre a, sont saisis en uniforme, si l'on trouve sur eux d'autres objets appartenant à l'équipement militaire, ou, en général, s'il est hors de doute qu'ils ont déserté le service militaire de l'autre Etat, ils seront sur-le-champ, et sans réquisition préalable de cet Etat, arrêtés et conduits avec les effets militaires trouvés sur eux, à la frontière qui sépare les deux Etats, pour y être remis aux autorités respectives chargées de les recevoir. Quant aux individus dont la désertion n'est pas manifeste, mais devient probable par suite de leur propre déclaration ou de circonstances particulières, les autorités militaires ou civiles qui auront eu connaissance du séjour d'un pareil individu, prendront aussitôt les mesures nécessaires pour empêcher son évasion. Elles feront ensuite dresser un procès-verbal à ce sujet, et le communiqueront aux autorités militaires provinciales de l'autre Etat, qui alors déclareront, si le prévenu a effectivement déserté ou non, sur quoi, dans le cas de l'affirmative, le déserteur leur sera livré de la manière susindiquée.

Les individus mentionnés dans l'article précédent lettre b ne seront arrêtés et restitués qu'à la suite d'une réquisition expresse qui, dans chaque cas spécial, sera faite par les autorités compétentes de l'Etat auquel ces individus appartiennent.

Art. III. 1) L'extradition des individus appartenant aux classes a et b de l'article I n'aura cependant pas lieu, si avant de s'être rendus dans l'Etat qu'ils ont quitté en dernier lieu, ou avant d'y avoir pris service, ces individus ont été sujets de l'Etats où ils se sont retirés lors de leur désertion, et que les rapports résultants pour eux de cette qualité, n'aient pas été annullés suivant les formes prescrites par les lois de cet Etat. Mais même dans ce cas on rendra les chevaux et les effets militaires que ces individus auraient emmenés avec eux en désertant.

2) De même si un individu appartenant à l'une ou l'autre de ces deux classes s'est rendu coupable de quelque crime ou délit dans l'Etat où il s'est retiré, son

extradition pourra être refusée jusqu'à ce qu'il ait subi la peine que lui infligent les lois de cet Etat.

3) Dans le cas ou l'arrestation et l'extradition d'un individu ne devront s'effectuer qu'à la suite d'une réquisition (ainsi que cela est stipulé dans l'article II notamment à l'égard des déserteurs qui ne sont pas reconnaissables comme tels), il s'est écoulé l'espace de deux ans depuis l'époque de la désertion ou de l'évasion d'un individu de cette catégorie, celui des deux Etats auquel serait adressée une réquisition pour le réclamer, ne sera point tenu d'y satisfaire. Si toutefois un réfractaire ou un déserteur avait commis un crime ou délit avant sa fuite, ou s'il était prévenu d'en avoir commis un, son extradition se fera d'après les règles établies dans les articles XV et XVI ci-dessous, quand même il se serait écoulé un espace de deux ans depuis l'époque de son évasion ou de sa désertion.

Art. IV. Les communications qui d'après l'article II, auront lieu par rapport aux individus soupçonnés d'avoir déserté le service de l'une des Hautes Parties contractantes, seront adressées, de la part de la Prusse, au Commandant en chef et aux officiers chargés de l'extradition des déserteurs, et de la part de la Russie et de la Pologne, au Général commandant dans la Province Prussienne la plus proche; les réquisitions relatives aux individus mentionnés dans l'article I, sous la lettre b, seront adressées de la part de la Prusse, aux autorités militaires et civiles de la Russie ou de la Pologne les plus proches, et de la part de la Russie et de la Pologne à la Régence provinciale Prussienne la plus à portée.

Dans l'Empire de Russie le Commissaire spécial qui a pour mission de veiller au maintien des relations de bon voisinage sur la frontière, sera également autorisé comme par le passé, à faire et à recevoir les communications et réquisitions prévues dans le présent article.

Art. V. S'il arrivait qu'un individu, avant sa désertion du service de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, eût déserté les troupes d'un autre Souverain, ou d'un autre Etat, avec lequel l'une des Hautes Parties contractantes aurait conclu une Convention de Cartel, le déserteur n'en sera pas moins rendu à l'armée qu'il aura désertée en dernier lieu.

Art. VI. Il est expressément défendu aux autorités militaires et civiles respectives, d'engager au service mi-

litaire ou civil de leur Souverain un individu dont la désertion du service militaire de l'autre Etat n'est pas douteuse, ou ne serait même que probable. Elles ne laisseront passer la frontière à aucun sous-officier ni soldat de l'armée de l'Etat limitrophe, à moins qu'il ne soit muni d'un passe-port ou d'une cartouche du chef ou du commandant du corps auquel il appartient. Tout individu qui, sans pouvoir se légitimer au moyen d'un pareil passeport ou d'une cartouche, sera découvert par ces autorités ou leur sera dénoncé par leurs subordonnés, et que des signes extérieurs ou d'autres circonstances rendront suspect d'appartenir aux troupes de l'autre Etat, sera sur-le-champ arrêté, avec tous les effets qu'on trouvera sur lui; on lui fera subir un interrogatoire, et il sera procédé ensuite conformément aux dispositions de l'article II.

Art. VII. Les Hautes Parties contractantes feront tenir la main à ce qu'il soit satisfait promptement et loyalement aux réquisitions d'extradition qui seront addressées à Leurs autorités. Dans le cas même où les individus réclamés auraient été entre-temps engagés au service de l'Etat sur le territoire duquel ils se trouvent, cette circonstance n'influera en rien sur les obligations mutuelles résultant du présent article.

Art. VIII. S'il s'élevait des doutes sur l'exactitude de telle ou telle circonstance, rapportée dans l'acte de réquisition, ces doutes ne pourront, les cas mentionnés dans l'article III exceptés, motiver un refus d'extradition.

Art. IX. Non-seulement l'extradition d'un déserteur ou d'un individu sujet au service militaire devra toujours et sans exception être accompagnée d'un procès-verbal qui aura été dressé pour constater les causes et les circonstances de son arrestation, mais encore, s'il appartient à la catégorie de ceux qui, d'après l'article II, doivent être livrés d'office, les effets militaires qui auront servi à faire découvrir sa désertion, seront aussitôt restitués avec lui. Si, au contraire, l'individu appartient à la classe de ceux qui ne doivent être livrés qu'à la suite d'une communication préalable entre les autorités militaires respectives, ou d'une réquisition spéciale, dans ce cas, afin de mettre hors de doute que son extradition est conforme aux principes établis dans la présente Convention, l'acte de réquisition qui le concerne, devra, lors

de l'extradition, être produit en original ou en copie vidimée.

Art. X. Les points de la frontière où l'extradition régulière des déserteurs et autres individus, avait lieu précédemment, continueront à servir pour le même objet aussi longtemps que les autorités respectives ne conviendront pas d'un changement à cet égard. Les fonctionnaires chargés dans ces endroits de recevoir les individus qui devront être livrés, seront, suivant que ces fonctionnaires appartiennent à l'état militaire ou à l'état civil, indiqués par les autorités militaires ou civiles compétentes, à celles de l'autre Etat.

Art. XI. 1. Pour tout déserteur ou individu sujet au service militaire, les frais d'entretien seront acquittés à raison de quatre (4) gros d'argent de Prusse ou de douze (12) copeks argent de Russie, par jour, à compter du jour où il aura été arrêté pour être livré, soit d'office, soit par suite d'une réquisition. Si le déserteur a emmené un cheval de service, il sera bonifié pour ce dernier par jour, et à compter de l'époque susindiquée, deux metzes d'avoine et huit livres de foin avec la paille nécessaire, et ces fourrages seront payés chaque fois selon le prix courant du marché de la ville la plus proche.

2. La restitution du déserteur se fera au plus tard huit jours après son arrestation, laquelle aura lieu dès qu'on l'aura découvert; les frais de son entretien ne seront rétribués de part et d'autre que pour le même terme de huit jours, à moins que l'éloignement du lieu où le déserteur aura été arrêté, ou d'autres circonstances bien constatées, ne retardent nécessairement au delà de ce terme son extradition aux autorités compétentes. Si, par suite de maladie, le transfuge se trouvait avoir été reçu à un hôpital, les frais qui en résulteront, seront acquittés par le Gouvernement réclamant, à raison de cinq (5) gros d'argent de Prusse, ou de quinze (15) copeks argent de Russie, par jour, pour tout le temps pendant lequel son état de santé l'aura retenu à l'hôpital.

Art. XII. Si, outre le déserteur lui-même, l'on parvient encore à découvrir le cheval de service emmené par lui, et que ce cheval soit rendu à l'Etat auquel il appartient, la personne qui par son avis aura amené la saisie du cheval, obtiendra de l'Etat auquel se fera l'ex-

tradition une récompense de sept écus et demi ($7\frac{1}{2}$) de Prusse (six roubles 75 copeks argent de Russie).

Art. XIII. Afin de pouvoir acquitter sans délai cette récompense, ainsi que les frais d'entretien mentionnés dans l'article XI, lesquels dans aucun cas ne pourront être augmentés, les Hautes Parties contractantes feront déposer chez les fonctionnaires chargés sur les points d'extradition de la réception des déserteurs, une certaine somme d'argent au moyen de laquelle ils payerent, lors de l'extradition du déserteur ou de l'individu sujet au service militaire, et du cheval, les frais d'entretien, sur une spécification présentée aux susdits fonctionnaires par les fonctionnaires de l'autre Etat chargés de l'extradition, ainsi que la récompense pour la saisie du cheval. Si l'on trouvait ladite spécification défectueuse, ce qui toutefois pourra difficilement avoir lieu, vù la détermination précise du taux de la rémunération et des frais d'entretien, elle n'en devra pas moins être soldée et ce ne sera que plus tard qu'une réclamation à ce sujet sera prise en considération, le seul cas excepté où il n'aurait pas été satisfait à la disposition de l'article IX, concernant la restitution simultanée des effets militaires trouvés sur le déserteur, ou l'exhibition de l'original ou de la copie vidimée de l'acte de réquisition, dans lequel cas il ne sera payé, ni frais d'entretien, ni récompense.

Art. XIV. Les déserteurs et les individus sujets au service militaire ne pouvant contracter de dettes que l'Etat auquel ils appartiennent eût l'obligation légale d'acquitter, les dettes qu'ils pourraient avoir, ne feront jamais, lors de l'extradition, un objet de discussion entre les autorités des deux Etats. Si un individu, durant son séjour dans l'Etat qui le livre, a contracté envers des particuliers des obligations que son extradition l'empêche de remplir, il ne reste à la partie lésée que de faire valoir ses droits par devant les autorités compétentes de l'Etat auquel appartient son débiteur.

Pareillement, si un déserteur ou un individu sujet au service militaire se trouvait, au moment où il est réclamé, en état d'arrestation pour des engagements qu'il aurait contractés envers des particuliers, l'Etat auquel s'adresse la réquisition, ne sera pas pour cela libéré de l'obligation de le livrer sans retard.

Art. XV. 1. Ceux qui, dans le pays de l'un des deux Souverains, commettent un crime ou délit, ou qui

sont accusés ou prévenus d'en avoir commis un, et qui ensuite prennent la fuite et se rendent dans le pays de l'autre Souverain, seront restitués de part et d'autre sur une réquisition qui aura lieu de la manière indiquée ci-dessous dans l'article XVI.

2. L'état ou la condition du coupable, de l'accusé ou du prévenu, ne changera rien à cette disposition, et il sera restitué a quelque état ou à quelque condition qu'il appartienne, qu'il soit noble, habitant d'une ville ou de la compagne, libre, serf, militaire ou civil.

3. Mais si ledit criminel ou prévenu est sujet du Souverain dans le pays duquel il s'est rendu par sa fuite après avoir commis un crime ou délit, dans le pays de l'autre Souverain, sa restitution n'aura pas lieu, mais le Souverain dont il est sujet fera administrer contre lui bonne et prompte justice selon les lois du pays. Il est surtout convenu que lorsqu'un individu passe du territoire d'un Etat sur celui de l'autre, y commet un crime ou délit, et rentre ensuite dans l'Etat d'où il était venu, les autorités de cet Etat (quoique l'extradition d'un pareil individu soit inadmissible d'après les dispositions précitées) n'en prêteront pas moins, si elles en sont requises, aux autorités compétentes de l'Etat, sur le territoire duquel le crime ou délit a été commis, toute aide et assistance que les lois du pays leur permettront pour constater les faits et découvrir les coupables, appartenant à l'autre Etat, dès que l'action commise est telle qu'elle est punissable aussi d'après la législation de l'Etat requis. Si cependant un individu quelconque a été arrêté dans le pays où il a commis un crime, délit ou un excès quelconque et ce pour avoir commis ledit crime, délit ou excès, le Souverain du pays où l'arrestation s'est faite, fera administrer justice contre lui et lui fera infliger la peine qu'il a encourue, quand même un tel individu serait sujet de l'autre Souverain.

En aucun cas l'individu arrêté dans le pays même où il s'est rendu coupable d'un crime, délit ou excès quelconque ne pourra être livré ni ne sera reçu dans l'autre pays avant d'avoir été condamné par jugement formel.

Art. XVI. 1) L'arrestation d'un criminel qui doit être livré de la part d'un Etat à l'autre, aura lieu à la réquisition d'un bureau de police ou d'un tribunal du pays où le prévenu aura commis le crime qui lui est

imputé, et cette réquisition sera adressée à un bureau de police ou à un tribunal de l'autre pays. Auront en outre le droit de faire une semblable réquisition: dans les Etats de Sa Majesté le Roi de Prusse, le Procureur du Roi; dans l'Empire de Russie le Commissaire spécial chargé de veiller le long de la frontière au maintien des relations de bon voisinage; dans le Royaume de Pologne les Chefs de districts limitrophes, ayant pour le maintien de ces relations les mêmes attributions et les mêmes droits que le Commissaire spécial Russe.

Les autorités respectives sont tenues, lors même qu'elles seraient incompétentes pour faire droit à la réquisition qui leur est adressée, de l'accepter et de la faire tenir sans délai aux fonctionnaires compétent.

2. L'extradition effective ne se fera toutefois de la part de la Prusse, qu'à la réquisition du Gouverneur général ou du Gouverneur civil du Gouvernement de l'Empire de Russie, ou à la réquisition du tribunal supérieur du Gouvernement du Royaume de Pologne, où le criminel ou prévenu a déjà été ou doit être soumis à une enquête judiciaire. Dans les cas prévus au présent article, la réquisition sera adressée au tribunal supérieur de la Province de la Monarchie Prussienne où le criminel ou prévenu, fonctionnaire public ou autre, sera présumé avoir cherché un asile. Les autorités de l'Empire de Russie feront passer leurs réquisitions par l'intermédiaire du Commissaire spécial Russe.

3. De la part de la Russie et du Royaume de Pologne l'extradition aura lieu à la réquisition du tribunal supérieur de la Province Prussienne où le criminel ou prévenu a déjà été ou doit être soumis à une enquête judiciaire, laquelle réquisition sera adressée au Gouvernement général du Gouvernement de l'Empire de Russie, ou au tribunal supérieur du Gouvernement du Royaume de Pologne, où le criminel ou prévenu sera présumé avoir cherché un asile.

4. Les deux Gouvernements se communiqueront réciproquement la liste des tribunaux supérieurs et autorités publiques chargés dans les Etats respectifs d'expédier ces réquisitions.

5. Dans tous les cas précités, soit que la demande d'extradition ait été faite par un tribunal supérieur de la Prusse, soit qu'elle provienne d'un des Gouverneurs généraux ou Gouverneurs civils de l'Empire de Russie ou

d'un tribunal supérieur ou d'un Gouverneur civil du Royaume de Pologne, la réquisition doit être accompagnée d'une expédition, soit de la sentence, si elle a déjà été prononcée, soit de l'arrêt de mise en accusation ou du mandat d'arrêt (Haftbefehl) du tribunal compétent spécifiant en détail les circonstances du crime ou délit, ainsi que les motifs de suspicion.

Dans les cas de soustraction de fonds publics ou d'effets appartenant à la Couronne, la réquisition des Gouverneurs civils devra être accompagnée, en outre, d'une spécification authentique des sommes ou effets détournés ou soustraits. Les mêmes formalités seront observées pour les réquisitions d'un tribunal supérieur de la Monarchie Prussienne.

6. La demande d'extradition et les pièces à l'appui devront être présentées dans les six mois, à compter du jour où l'annonce de l'arrestation du criminel ou du prévenu aura été expédiée au fonctionnaire ou au tribunal qui aura demandé cette arrestation. En cas de retard, l'obligation de livrer le criminel ou prévenu cessera.

7. L'extradition elle-même aura lieu, lorsque par suite de l'interrogatoire qu'on fera subir au prévenu, l'indentité de sa personne aura été reconnue, et si l'action qui lui est imputée, est telle que, suivant les lois de l'Etat auquel s'adresse la réclamation, le coupable devrait également être soumis à une enquête criminelle. Si l'individu, dont on demande l'extradition, est accusé de plusieurs crimes ou délits, l'extradition aura lieu aussi lorsqu'une seule des actions qui lui sont imputées entraînerait une procédure criminelle aux termes de la législation de l'Etat requis.

8. Pour être livré, le criminel sera transporté jusqu'à l'endroit où se trouve l'autorité de l'Etat requérant, chargée de le recevoir. Il lui sera remis contre le remboursement des frais.

Art. XVII. Il sera payé:

a) pour l'entretien du criminel, à compter du jour de son arrestation quatre (4) gros d'argent de Prusse, soit douze (12) copeks argent de Russie, par jour;
b) pour frais de détention, tant que celle-ci dure, cinq (5) gros d'argent de Prusse, soit quinze (15) copeks argent de Russie, par jour; et en outre
c) les déboursés à liquider dans chaque cas particulier pour le transport du criminel jusqu'à la frontière,

et pour la fourniture des pièces d'habillement dont il avait besoin.

Art. XVIII. Ni les déserteurs, ni les individus sujets au service militaire, ni les criminels ne pourront, de la part de l'Etat qui le réclame, être poursuivis sur le territoire de l'autre Etat, soit par quelque acte de violence ou d'autorité arbitraire, soit clandestinement. Il est en conséquence défendu qu'un détachement militaire ou civil, quel qu'il soit, ou quelque émissaire secret, passe dans ce but la frontière des deux Etats.

Si, de la part de la Puissance réclamante la poursuite d'un ou de plusieurs déserteurs, d'individus sujets au service militaire, ou de criminels qui se sont sauvés, a été ordonné au moyen d'un détachement militaire ou civil, ou de toute autre manière, cette poursuite ne devra s'étendre que jusqu'à la frontière qui sépare les deux Etats. Là le détachement devra s'arrêter, et un seul homme passera la frontière. Celui-ci s'abstiendra de tout acte de violence ou d'autorité privée, et s'adressera au fonctionnaire militaire ou civil compétent pour lui faire la demande de l'extradition, en lui exhibant l'acte de réquisition de ses supérieurs. Ce délégué sera reçu avec les égards que les deux Gouvernements se doivent mutuellement et l'on procédera ensuite conformément aux termes de la présente Convention.

Art. XIX. 1. Tout acte d'autorité qu'un employé civil ou militaire de l'un des deux Etats exercera sur le territoire de l'autre, sans y avoir été expressément autorisé par les fonctionnaires militaires ou civils compétents de ce dernier Etat, sera considéré comme une violation de territoire et puni en conséquence.

2. S'il s'élève des doutes sur le fait même de la violation de territoire, ou sur les circonstances particulières qui l'ont accompagnée, il sera établi une commission mixte, présidée par le Commissaire de la partie lésée. Les Commissaires perpétuels, désignés d'avance pour cet effet, seront pour la Prusse le Conseiller provincial du cercle (Landrath) sur la frontière duquel la violation du territoire doit avoir eu lieu, pour l'Empire de Russie le Commissaire spécial chargé de veiller au maintien des relations de bon voisinage, et pour le Royaume de Pologne, le Chef du district limitrophe le plus rapproché.

3. Du côté de la Prusse, le Procureur supérieur du

district de jurisdiction (Ober-Staatsanwalt des Ober-Gerichtsbezirkes) ou le Procureur du cercle sur la frontière duquel la violation de territoire sera censée avoir eu lieu, aura le droit d'assister aux travaux de la Commission mixte; et dans ce cas un employé de justice délégué à cet effet, soit de la part du Gouvernement Impérial, soit de la part de l'administration du Royaume de Pologne, y assistera également. Dans tous les cas les membres de la Commission mixte seront en nombre égal de la part de chacune des Hautes Puissances contractantes.

Dans des cas particuliers il sera loisible aux deux Gouvernements de confier ces enquêtes à des employés envoyés ad hoc.

4. Les Commissaires auront le droit de s'adjoindre dans des cas particuliers un employé de justice pour entendre et assermenter les témoins. Si des militaires de rang inférieur ou appartenant à la garde frontière se trouvaient impliqués dans l'affaire dont il s'agit, leur interrogatoire ne pourra avoir lieu qu'en présence de délégués envoyés ad hoc par l'autorité militaire compétente.

5. La Commission mixte aura soin de bien éclaircir les faits, pour constater si effectivement une violation de territoire a eu lieu, et qui en est l'auteur. Si la Commission est d'accord à ce sujet, les pièces du procès seront transmises au tribunal compétent de l'Etat auquel le prévenu appartient, afin que la peine soit prononcée et incessamment portée à la connaissance de l'Etat dont le territoire aura été violé.

Tout individu arrêté dans le pays même où il aura commis une violation de territoire, sera traduit devant le tribunal le plus proche de ce pays, soit militaire, soit civil, selon que le coupable appartiendra à l'état militaire ou civil. Ledit tribunal examinera le fait, entendra les témoins et instruira le procès jusqu'au point où la sentence pourra être prononcée. Les pièces de la procédure seront transmises alors, soit au Général en chef des troupes auxquelles appartient le coupable, soit lorsque celui-ci est un employé civil, à son supérieur compétent, afin de faire prononcer la sentence conformément aux lois de chaque pays.

L'information du procès aura lieu sans interruption et devra être accélérée autant que possible. Si le tribunal chargé de prononcer la sentence, demande aupa-

ravant des éclaircissements ultérieurs, ces éclaircissements seront fournis à la réquisition dudit tribunal par les commissaires chargés de l'information du délit.

Art. XX. Il est défendu aux autorités et aux sujets des Hautes Parties contractantes, soit de recéler un déserteur, un individu sujet au service militaire et déjà réclamé, ou un criminel passible d'extradition, soit de les aider à se rendre dans d'autres contrées plus éloignées, afin de les soustraire par là à l'extradition.

Les Gouvernements respectifs procéderont d'après les lois du pays contre les personnes qui commettraient un délit de cette nature, et les autorités des deux Etats se donneront mutuellement pour leur propre satisfaction des renseignements sur la manière dont les contrevenants auront été recherchés et punis.

Art. XXI. Il sera rigoureusement défendu aux sujets des Hautes Parties contractantes d'acheter, de quelque individu que ce soit, ne fût-il pas encore reconnu être un déserteur, ou réclamé comme tel, des effets qui portent indubitablement le caractère d'une propriété de l'Etat. Il leur sera surtout interdit d'acheter le cheval qu'un déserteur aura emmené avec lui, ou de faire l'acquisition d'objets qu'un criminel aura emportés en se sauvant, et dont il se trouvera possesseur illégitime. Chacun des deux Gouvernements emploiera tous les moyens que lui offrent les lois du pays, pour faire gratuitement rentrer l'autre en possession de ces objets, ainsi que des effets militaires susmentionnés.

Art. XXII. Si l'extradition d'un déserteur, d'un individu sujet au service militaire, ou d'un criminel de la catégorie plus haut mentionnée, n'a pas été faite dans un cas où, d'après cette convention elle aurait dû avoir lieu, et que ledit individu, par une nouvelle fuite, retourne dans le pais auquel il aurait dû être livré, le Souverain de ce pays ne sera pas tenu de le rendre.

Art. XXIII. 1. Chacun des deux Etats s'oblige à reprendre ceux de ses propres sujets dont l'autre Etat voudrait se débarrasser. Cette obligation cessera toutefois, s'il s'est écoulé dix ans depuis que l'individu qu'on veut renvoyer a quitté son pays natal et que pendant ce temps il a vécu à l'étranger sans passe-port en règle ou certificat d'origine (Heimathsschein) délivré par l'autorité compétente, ou bien si ce passe-port ou certificat d'ori-

gine (Heimathsschein) a cessé d'être valable depuis dix ans.

2. Ce laps décennal ne sera pas censé interrompu par un emprisonnement ou une détention quelconque à laquelle l'individu renvoyé aurait été condamné dans le pays qui le renvoie. Au contraire, la durée de cette détention sera comprise dans le nombre des années, à l'expiration desquelles cesse pour le pays natal l'obligation de reprendre l'individu, et cette obligation cessera ipso facto, si le terme de dix ans venait à expirer pendant la durée de la détention.

3. S'il arrivait qu'un individu condamné à un emprisonnement ou une détention quelconque, fût rendu à son pays natal avant le terme de dix ans fixé ci-dessus, et sans avoir subi sa peine en entier, il pourra être soumis à en accomplir le reste dans le pays qui le reçoit et cette peine y sera commuée alors selon l'exigence du cas et conformément à ce que prescrivent les lois en vigueur.

4. Les individus dont les passeports, certificats d'origine ou autres pièces de légitimation sont encore valables, ou ne sont expirés que depuis un an, pourront s'ils sont sujets de l'un des deux Etats, y être transférés sans correspondance préalable avec les autorités compétentes de cet Etat.

5. La remise et l'admission des individus ci-dessus désignés, se feront:

a) de la part de la Prusse par l'intermédiaire des Conseillers provinciaux des cercles limitrophes;

b) de la part de la Russie et du Royaume de Pologne, selon l'exigence du cas, soit par l'intermédiaire des autorités militaires sur les points désignés dans l'article X de la présente Convention pour l'extradition régulière des déserteurs et autres individus, soit par l'intermédiaire des douanes ou barrières qui en dépendent.

6. Hors les cas prévus au paragraphe 4 aucun individu se disant sujet de l'une des Hautes Parties contractantes, ne pourra être transféré sur le territoire de l'autre, qu'à la suite d'une entente préalable entre les autorités compétentes qui sont: pour la Prusse, les Conseillers provinciaux (Landräthe) des cercles limitrophes; pour la Russie et pour le Royaume de Pologne le Commissaire spécial Russe et le Chef du district limitrophe

Polonais, chacun pour ce qui le concerne (Article XIX §. 2).

7. Aussitôt qu'il aura été constaté par des preuves irréfragables que l'individu qu'il s'agit de renvoyer, est effectivement sujet de l'Etat auquel l'admission en est proposée, il y sera immédiatement admis sans distinction de réligion ou d'origine (Heimath) lors même qu'il ne serait pas possible de déterminer au juste l'endroit de sa naissance ou la commune à laquelle il appartient.

8. Dans tous les cas susmentionnés les frais quels qu'ils soient, résultant d'une translation de cette catégorie, resteront à la charge de l'Etat qui l'aura opérée.

9. Si le Gouvernement de Russie ou celui de Pologne voulait se défaire d'un individu dont le transport dans sa patrie ne pourrait être effectué qu'à travers le territoire Prussien, le Gouvernement de Prusse ne refusera jamais son consentement à l'exécution d'un pareil transport, pourvu que, lors de l'extradition de cet individu aux autorités frontières prussiennes, il leur soit remis en même temps:

1) une déclaration certifiée du Gouvernement auquel appartient cet individu, portant son consentement à le recevoir;
2) le montant complet des frais de transport et d'entretien de l'individu en question, pour toute la route jusque dans sa patrie.

Si ces deux conditions ne sont pas complètement remplies, le Gouvernement Prussien, vû les conventions qui existent à cet égard entre lui et d'autres Etats, ne pourra se prêter à recevoir un individu qui devra être transporté dans un Etat tiers.

Dans le cas où de pareils individus appartenant à un Etat tiers, auraient néanmoins été admis dans les Etats Prussiens, en vertu d'un passe-port délivré par des autorités Russes ou Polonaises, et que leur prétendu pays natal refusât de les recevoir, les autorités Prussiennes pourront les renvoyer en Russie ou en Pologne pendant la durée d'un an, à dater de leur entrée de l'un de ces pays en Prusse, en consignant dans leurs passe-ports le motif de ce renvoi.

Mais si des étrangers qui auraient volontairement quitté le territoire Russe ou Polonais, ou qui en auraient été renvoyés sans être dirigés sur un point quelconque de la Monarchie Prussienne, venaient néanmoins à se

présenter en Prusse, parce que le pays dont ils se disent originaires aurait refusé de les recevoir, le fait qu'ils se trouvent munis de passeports de sortie Russes ou Polonais, ne pourra pas être un motif de leur renvoi en Russie ou en Pologne, et dans ce cas les autorités Russes et Polonaises ne seront pas obligées de les réadmettre.

Art. XXIV. La durée de la présente Convention dont toutes les dispositions sont également applicables au Royaume de Pologne, est fixée à douze ans.

Art. XXV. La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées à Berlin dans l'espace de six semaines ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, nous, les Plénipotentiaires respectifs, l'avons signée et y avons apposé le sceau de nos armes.

Fait à Berlin le $\frac{\text{8 Août}}{\text{27 Juillet}}$ 1857.

v. Manteuffel. (L. S.)   *v. Brunnow.* (L. S.)

XCVI.

Convention d'extradition entre la France et les Etats Pontificaux signée à Rome, le 19 juillet 1859).*

Au nom de la Très-Sainte Trinité.

Sa Majesté l'Empereur des Français et Sa Sainteté le Souverain Pontife Pie IX, convaincus des grands avantages qui résultent pour l'administration de la justice d'une Convention ayant pour but de refuser, dans leurs Etats respectifs, un asile aux malfaiteurs, et de les éloigner du crime en leur enlevant tout espoir d'impunité, ont jugé convenable de conclure un Traité pour l'arrestation et l'extradition réciproques des coupables dans les circonstances et par les moyens qui seront convenus de part et d'autre par les Hautes Parties contractantes; à cet effet ils ont respectivement muni de leurs pleins pouvoirs:

---

*) Les ratifications ont été échangées à Rome le 9 sept. 1859.

Sa Majesté l'Empereur des Français, Son Excellence le duc de Gramont, commandeur de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, grand-croix de plusieurs ordres etc., etc., etc., son Ambassadeur auprès du Saint-Siége;

Sa Sainteté le Souverain Pontife, Son Eminence le Cardinal Jacques Antonelli, du titre de Sainte-Agathe in Suburra, grand-croix de l'ordre impérial de la Légion d'honneur, etc., etc., son Secrétaire d'Etat;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté et conclu les articles suivants:

Art. 1er. Les Gouvernements de France et du Saint-Siége s'engagent, par la présente Convention, à se livrer réciproquement, chacun à l'exception de ses nationaux, et en se conformant, pour les sujets des puissances tierces, aux conditions ci-après stipulées à l'article 8, les individus réfugiés de France dans les Etats pontificaux et des Etats pontificaux en France poursuivis ou condamnés par les tribunaux compétents pour l'un des crimes ci-après énumérés.

L'extradition aura lieu sur la demande que l'un des deux Gouvernements adressera à l'autre par voie diplomatique.

Art. 2. L'extradition sera accordée pour les crimes suivants:

1° Assassinat; empoisonnement; parricide; infanticide; meurtre; viol; castration; avortement; attentat à la pudeur, consommé ou tenté avec ou sans violence, lorsqu'il aura été sur un enfant de l'un ou de l'autre sexe âgé de moins de onze ans; association de malfaiteurs; menaces d'attentat contre les personnes ou contre les propriétés; extorsion de titres et de signatures; séquestration de personnes;

2° Incendie;

3° Fabrication, introduction, émission de fausse monnaie; contrefaçon ou altération de papier-monnaie, ou émission de papier-monnaie contrefait ou altéré;

4° Contrefaçon de poinçons de l'Etat servant à marquer les matières d'or et d'argent; contrefaçon du sceau de l'Etat et des timbres nationaux;

5° Faux témoignage en matière criminelle; faux témoignage et faux serment en matière civile.

6° Subornation de témoins;

7° Banqueroute frauduleuse.

Art. 3. L'extradition sera également accordée pour les crimes désignés ci-après, mais avec les réserves suivantes, savoir: par le Gouvernement pontifical, dans le cas seulement où ils sont accompagnés de circonstances qui, d'après la législation française, leur donnent le caractère de crimes; et par le Gouvernement français, dans le cas seulement où, d'après les dispositions des lois de l'Etat pontifical, ils entraînent une peina plus grave que celle de la simple détention.:

1º Coups et blessures volontaires;

2º Faux en écriture publique ou authentique et de commerce ou de banque et faux en écriture privée, y compris la contrefaçon de billets de banque et effets publics;

3º Vol; abus de confiance domestique; soustractions et concussions commises par les dépositaires et fonctionnaires publics.

Art. 4. Tous les objets saisis en la possession d'un prévenu, lors de son arrestation, seront livrés au moment où s'effectuera l'extradition, et cette remise ne se bornera pas seulement aux objets volés, mais comprendra tous ceux qui pourraient servir à la preuve du crime.

Art. 5. Chacun des deux Gouvernements contractants pourra, dès avant la production du mandat d'arrêt, demander l'arrestation immédiate et provisoire de l'accusé et du condamné, laquelle demeurera néanmoins facultative pour l'autre Gouvernement.

Lorsque l'arrestation provisoire aura été accordée, le mandat d'arrêt devra être transmis dans le délai de deux mois.

Art. 6. L'extradition ne sera accordée que sur la production, soit d'un arrêt de condamnation, soit d'un arrêt de mise en accusation, soit enfin d'un mandat d'arrêt expédié dans les formes prescrites par la législation du pays qui réclame l'extradition, ou de tout autre acte ayant au moins la même force que ce mandat, et indiquant également la nature et la gravité des faits poursuivis, ainsi que la disposition pénale applicable à ces faits.

Art. 7. Si l'individu réclamé est poursuivi ou se trouve détenu pour un crime ou délit qu'il a commis dans le pays où il s'est réfugié, son extradition pourra être différée jusqu'à ce qu'il ait subi sa peine.

Art. 8. Si le prévenu ou le condamné n'est pas sujet de celui des deux Etats contractants qui le réclame,

l'extradition pourra être suspendue jusqu'à ce que son Gouvernement ait été, s'il y a lieu, consulté et invité à faire connaître les motifs qu'il pourrait avoir de s'opposer à l'extradition.

Dans tous les cas, le Gouvernement saisi de la demande d'extradition restera libre de donner à cette demande la suite qui lui paraîtra convenable.

Art. 9. §. 1er. Il est expressément stipulé que le prévenu ou le condamné dont l'extradition aura été accordée ne pourra, dans aucun cas, être poursuivi ou puni pour un délit politique antérieur à l'extradition, ni pour un des crimes ou délits non prévus par la présente Convention.

§. 2. Mais il est entendu que les crimes contre la personne du Souverain ou des membres de sa famille, et respectivement, des cardinaux de la Sainte-Eglise, ne sont point compris dans le paragraphe 1er du présent article.

Art. 10. L'extradition ne pourra avoir lieu si, depuis les faits imputés, la poursuite ou la condamnation, et avant la demande d'extradition, le prévenu a habité et tenu domicile sur le territoire du Gouvernement mis en demeure de le livrer, pendant un espace de temps suffisant, d'après les lois dudit territoire, pour assurer la prescription de l'action pénale.

Art. 11. Les Gouvernements respectifs renoncent à réclamer la restitution des frais d'entretien, de transport, d'arrestation provisoire et autres qui résulteraient de l'extradition d'accusés ou de condamnés, et ils consentent à prendre réciproquement ces frais à leur charge.

Les individus dont l'extradition aura été accordée seront remis par le Gouvernement français aux agents du Gouvernement pontifical à Civita-Vecchia, et par le Gouvernement pontifical aux agents du Gouvernement français à Marseille.

Art. 12. Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale, un des deux Gouvernements jugera nécessaire l'audition de témoins domiciliés dans l'autre Etat, une commission rogatoire sera envoyée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite, en observant les lois du pays où les témoins sont invités à comparaître.

Les Gouvernements renoncent à toute réclamation

ayant pour objet la restitution des frais résultant de l'exécution de la commission rogatoire.

Art. 13. Si, dans une cause pénale, la comparution d'un témoin est nécessaire, le Gouvernement du pays auquel appartient le témoin l'engagera à se rendre à l'invitation qui lui sera faite, et, en cas de consentement, il lui sera accordé des frais de voyage et de séjour, d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition doit avoir lieu.

Art. 14. Lorsque, dans une cause pénale instruite dans l'un des deux pays, la confrontation des criminels détenus dans l'autre, ou la production de pièces de conviction ou documents judiciaires sera jugée utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique, et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent, et sous l'obligation de renvoyer les criminels et les pièces.

Les Gouvernements respectifs renoncent, de part et d'autre, à toute réclamation de frais résultant du transport et du renvoi, dans les limites de leurs territoires respectifs, des criminels à confronter, et de l'envoi ainsi que de la restitution des pièces de conviction et documents.

Art. 15. La présente Convention continuera à être en vigueur jusqu'à l'expiration de six mois, après déclaration contraire de la part de l'un des deux Gouvernements.

Elle sera ratifiée et les ratifications en seront échangées dans le délai de six semaines, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Rome, le dix-neuf juillet mil huit cent cinquante-neuf.

(L. S.) Signé: *Antonelli.*
(L. S.) Signé: *Gramont.*

XCVII.

Règlement pour l'exercice du droit de pâturage appartenant aux sujets autrichiens sur le territoire turc, en Bulgarie, convenu entre l'Autriche et la Porte Ottomane, à Constantinople, le 7 février 1855*).

Schafwirthe, sogenannte Mokanen, mit ihren Hirten und Knechten österreichischer Unterthanschaft, pflegen alljährlich im Herbste bei Rustschuck, Tortokai, Silistria, Rassova, Hirsova und Matschin die Donau zu übersetzen, und mit ihren Herden von Schafen und anderem Zuchtvieh die freiliegenden Gründe in den Bezirken von Isakdscha, Tultscha, Babadagh, Hirsova, Kustendsche, Mangalia, Bazardschik, Baltschik, Varna und Cavarna zum Behufe der Weide und Ueberwinterung zu besuchen.

Um diese Verhältnisse für Gegenwart und Zukunft zu regeln, und zugleich die von den Mokanen für ihre Schafe und sonstiges Vieh zu entrichtende Gebühr in entsprechender Weise festzustellen, wurde eine, aus den Untezreichneten zusammengesetzte Commission gebildet, welche nach umfassenden und wiederholten Berathungen die nachstehende Weideordnung vereinbart hat.

§. 1. Die, alljährlich über die Donau auf diesseitige bekannte Weideplätze herüberkommenden, Mokanen und deren Hirten, sowie jene derselben, die bereits gegenwärtig alldort sind, haben sich über ihre österreichische Unterthanschaft mittelst giltiger Urkunden vor den betreffenden osmanischen Behörden und k. k. Consular-Organen auszuweisen.

Diejenigen unter ihnen, welche derlei Urkunden vorweisen, können die, den nachstehenden Bestimmungen entsprechende Behandlung in Anspruch nehmen, sowie ihnen Seitens der osmanischen Behörden tractatmässiger Schutz und Schirm, wie derselbe sämmtlichen Unterthanen des kaiserlichen Hofes gebührt, zu Theil werden wird.

Weder hinsichtlich ihrer Person, noch hinsichtlich ihrer Habe, darf die geringste Bedrückung stattfinden, und wer gegen diese Vorschrift handeln wird, macht sich verantwortlich und strafbar.

---

*) Ratifié en 1855. Voyez Tome XV, p. 463.

§. 2. Grundsätzlich haben die Mokanen nur auf die Dauer von sechs Monaten oder Einem Jahre auf osmanisches Gebiet herüber zu kommen, um ihre Herden in den gedachten Oertlichkeiten weiden zu lassen; sollten sich dieselben jedoch veranlasst finden, noch länger diesseits zu verweilen, so wird als äusserste Frist ihres Aufenthaltes der Zeitraum von vier Jahren festgestellt, nach dessen Ablauf sie jedenfalls in ihre Heimath werden zurückkehren müssen.

In einem solchen Falle haben die osmanischen Behörden den k. k. Consular-Organen Anzeige zu erstatten, und letztere die Rückkehr der Mokanen zu veranlassen; wenn solche dennoch nicht zurückkehren, so werden die k. k. Consular-Organe und sonstigen Behörden in die Angelegenheiten von derlei Individuen sich nicht mehr zu mischen haben.

§. 3. Von diesen alljährlich im Herbste mit ihren Herden über die Donau herüberkommenden Mokanen wird sogleich nach ihrer ersten Ankunft für sechs Monate, unter dem Titel Otlakie (Weide-Entgelt), eine Gebühr von 56 Para für jedes Schaf behoben und ausserdem von je 500 Schafen Ein Schaf verabfolgt.

Die, Ein Jahr lang Verweilenden haben das Doppelte, nämlich 112 Para für jedes Schaf, zu entrichten.

Von Jenen, welche bis zum Ablaufe der festgesetzten Frist von vier Jahren verbleiben, wird alle sechs Monate, nach vorgenommener Abzählung ihrer Herden, die Otlakia-Gebühr nach obigem Massstabe eingehoben werden.

§. 4. Die, zum Tragen des, den Mokanen nöthigen Gepäckes bestimmten und die Herden begleitenden, sowie die zur Beischaffung des nöthigen Wassers dienenden Pferde und Lastthiere, sind von jeder Abgabe frei.

Diese Abgabenbefreiung wird für die mitgebrachten Pferde auf Ein Pferd für je 100 Schafe beschränkt, und wenn dieses Ausmass überschritten wird, so ist für die Mehrzahl eine Gebühr von 240 Para für Ein Pferd für sechs Monate, und von 480 Para für Ein Jahr zu entrichten. — Von den aus ihrer Heimat herübergebrachten Pferde-Füllen werden je zwei Füllen als Ein Pferd gerechnet, und es ist die Gebühr dafür nach diesem Massstabe zu beheben. — Von Füllen jedoch, die diesseits (d. h. auf kürkischem Boden) geworfen werden, ist während der ersten sechs Monate keinerlei Abgabe zu fordern.

Was die, zum eigenen und Wirthschaftsgebrauche der

Mokanen und ihrer Hirten mitgeführten Melkkühe anbelangt, so wird für je 500 Schafe Eine Melkkuh unentgeltlich mitgeführt werden können, hingegen zahlt jede über diese festgesetzte Anzahl eingeführte Kuh für die Frist von sechs Monaten 160 Para, und für Ein Jahr 320 Para.

Zwei Kälber werden für Eine Kuh gerechnet, und ist die Gebühr von den eingeführten Kälbern darnach zu berechnen; diesseits geworfene Kälber zahlen, wie dies bei den Füllen der Fall, während der ersten sechs Monate keinerlei Abgabe.

§. 5. Die Mokanen sind nicht berechtigt, auf jedem beliebigen Acker und Grunde ihre Schafe zu weiden; sie dürfen jedoch im Privatbesitze befindliche Weiden von deren Eigenthümern auf bestimmte Zeit in Miethe nehmen, wofür sie den entfallenden Miethbetrag rechtzeitig und vollständig den Eigenthümern zu entrichten haben, und es wird ausdrücklich und strenge verboten, ihnen, ausser diesem an die Eigenthümer zu entrichtenden Pachtgelde und der, laut den §§. 3 und 4 an die osmanischen Behörden abzuführenden Gebühr, für die Benützung solcher gemietheter Weiden unter was immer für einem Titel eine anderweitige Abgabe abzunehmen.

§. 6. Die Mokanen und ihre Hirten, welche die Herden, um sie während der Winterstrenge zu bergen, in die, am Rande der Donau und alldort befindlichen Teiche gelegenen, unter dem Namen „Balten" bekannten Oertlichkeiten treiben wollen, können, gleich den Schafwirthen osmanischer Unterthanschaft, mit den Pächtern dieser Orte über Vermiethung der ihnen nöthigen Strecken auf eine bestimmte Zeit urkundlich übereinkommen und, wenn sie den auf Grundlage gegenseitiger Vereinbarung billig festzusetzenden Pachtschilling entrichten, so darf denselben wegen der Benützung dieser Balten keine sonstige Gebühr irgend einer Art abgenommen werden.

§. 7. Wenn die Mokanen und deren Hirten im Frühlinge ihre Herden zur Lammung in die Nähe solcher Brunnen und Quellen treiben, die auf Gründen gelegen sind, welche Dorfschaften oder Privaten gehören, so werden sie diess nur dann thun dürfen, wenn die Besitzer solcher Gründe, oder die Einwohner solcher Dorfschaften, sich damit einverstanden erklären, widrigen Falles sie

kein Recht dazu haben und keine Ansprüche erheben oder deshalb Streit und Zwist anfangen sollen.

Wenn sie aber die Zustimmung der Besitzer durch Erlag einer billigen Summe erlangt und solche Orte auf eine bestimmte Frist in Pacht genommen haben, so dürfen sie bis zu ihrem Abzuge von Niemandem gestört oder belästiget, noch darf von ihnen, ausser dem besagten gemeinschaftlich festgesetzten Entgelte, keinerlei weitere Gebühr für die Benützung solcher Oertlichkeiten abgefordert werden.

§. 8. Die Mokanen können nicht gezwungen werden, ihre Schafe, Lämmer und sonstiges Vieh um einen niedrigeren als den ihnen beliebigen Preis zu verkaufen. Da jedoch die in den §§. 3 und 4 festgesetzte Gebühr nur auf das Weiderecht sich bezieht und auf den Handel mit Schafen durchaus keine Anwendung findet, so werden die Mokanen für die von ihnen auf diesseitigem Gebiete verkauften Schafe, Lämmer und anderen Thiere oder Produkte derselben, als: Haare, Wolle u. dgl., dieselben Gebühren zu entrichten haben, welche, laut den Vorschriften für inneren Handel und nach den hierüber bestehenden Tarifen, von den Kaufleuten osmanischer Unterthanschaft, welche derartigen Handel betreiben, behoben werden.

§. 9. Von Lebensmitteln, als: Mehl, Salz, Fett u. dgl., welche die Mokanen und ihre Hirten zur eigenen Verköstigung für sechs Monate bei ihrem Uebertritte auf osmanisches Gebiet mitbringen, wird weder unter dem Titel Zoll, noch unter irgend einem anderen Namen eine Abgabe eingefordert werden. Wenn sie jedoch von Lebensmitteln mehr als die für die bezeichnete Frist nöthige Quantität oder Gegenstände einführen, deren sie sich nicht zu ihrem eigenen Gebrauche, sondern für den Handel bedienen wollen, so haben sie von jenem Ueberschusse und diesen Gegenständen den tractatmässigen Zoll von 5 Percent vollständig zu bezahlen. Von solchen Gegenständen, für welche der Einfuhrzoll bezahlt wurde, ist keine innere Abgabe mehr zu beheben, und es werden daher die Mauthbeamten verpflichtet sein, den Mokanen die Entrichtung der obgedachten Zollgebühr mittelst gedruckter Empfangsbescheinigungen (Teskeré) alsogleich zu bestätigen.

§. 10. Bei dem, im Herbste erfolgenden Uebertritte der Mokanen über die Donau auf osmanischen Boden

werden die von ihnen herübergebrachten österreichischen Schafe und sonstiges Vieh gezählt, und die, in den §§. 3 und 4 dieser Weideordnung festgesetzten Abgaben durch den betreffenden Beamten eingehoben werden, über deren Bezahlung jedem einzelnen Mokanen gedruckte und untersiegelte Bescheinigungen auszustellen sind, in welchen die Empfangsbestätigung für die behobene Gebühr, der Vor- und Zuname des Mokanen, die Anzahl der Schafe und sonstigen Thiere, die Frist, während welcher der Mokane sich diesseits aufzuhalten gedenkt, und endlich das Datum seiner Ankunft deutlich und genau angegeben werden müssen.

Von diesen Schafen und sonstigem Viehe ist nach Ablauf der bezeichneten Frist bei der Rückkehr den Mokanen keine Gebühr mehr abzuverlangen; stellt es sich bei der Rückkehr in Folge der, bei dieser Gelegenheit wieder vorzunehmenden Abzählung heraus, dass die Anzahl der nunmehr vorhandenen Schafe die in dem Teskeré angegebene Quantität übersteigt, d. h. führen sie ausser ihren Schafen noch anderes in der Türkei angekauftes Vieh aus, so hat auch von solchen, über die Zahl vorhandenen Schafe und anderem Viehe keinerlei Abgabe behoben zu werden, sobald die Mokanen mittelst Teskeré darthun, dass für diese über die Zahl vorhandenen Schafe und sonstiges Vieh bereits die festgesetzten Gebühren berichtigt wurden, in welchem Falle solches frei durchgelassen werden muss.

In Ermangelung solcher Bescheinigungen ist die Otlakie-Gebühr nach dem, in den §§. 3 und 4 festgesetzten Massstabe für die Mehrzahl zu beheben.

Da aber die Schafe natürlicher Weise gegen das Frühjahr zu, in welcher Zeit die Mokanen in ihre Heimat zurückkehren, zu werfen pflegen, so sind derlei Lämmer von aller Abgabe frei. Seitens der österreichischen Consular-Organe soll darüber gewacht werden, dass die Mokanen, wenn sie über die Donau setzen, den Fährlohn für die zur Ueberfahrt benützten Fahrzeuge, wie solcher an Ort und Stelle gebräuchlich, ohne Widerstand entrichten; ebenso werden die osmanischen Behörden dafür zu sorgen haben, dass die Botsleute ihrerseits keine, den gebräuchlichen Lohn übersteigenden ungesetzlichen Forderungen stellen und so die Mokanen belästigen und bedrücken.

§. 11. Den Mokanen ist gestattet, die kurz vor ihrer

Rückkehr von den aus ihrer Heimat herübergebrachten österreichischen Schafen geschorene und erzeugte Wolle nach Belieben auszuführen, und zur Erleichterung der Zollbehandlung und Vermeidung jedes Zwiespaltes mit den Behörden wird festgesetzt, dass auf jedes ausgehende geschorene Schaf Eine Okka Wolle unentgeltlich, und somit, z. B. von einem Herdenbesitzer von 500 Schafen 500 Okka Wolle ganz zollfrei ausgeführt werden darf. Ebenso wird von der auf 10 bis 15 Tage ausreichenden Wegzehrung, welche die Mokanen mitführen dürfen, keinerlei Abgabe abgefordert werden. Hingegen ist sowohl von dem Mehrbetrage an Wolle, sowie von Produkten der Türkei aller Art, als da sind: Felle, Häute, Käse, Fett, wie überhaupt von Handelsartikeln jeder Gattung, welche die Mokanen in der Türkei ankaufen und nach Oesterreich ausführen, der tractatmässige Zoll von 12 Percent nach dem Tarife zu beheben.

Da ferner von derlei Gegenständen, wofür später der Ausfuhrzoll behoben werden soll, weder die Ihtisab-Gebühr, noch sonstige innere Gebühren abgenommen werden dürfen, so ist es sowohl den Mauthbeamten als sämmtlichen sonstigen Behörden untersagt, irgend eine andere als die Ausfuhr-Zollgebühr von denselben zu beheben. Wenn bei der Abzählung sich herausgestellt, dass Schafe, Lämmer oder sonstige Thiere gefallen sind, so dürfen deren Häute unentgeltlich ausgeführt werden.

§. 12. Sollte einer dieser Mokanen oder ihrer Hirten mit Tod abgehen, so wird Seitens der Lokalbehörde weder hinsichtlich dessen Verlassenschaft irgend eine Einmengung stattfinden, noch deshalb irgend eine Abgabe erhoben werden. Vielmehr wird, damit in einem solchen Falle die Verlassenschaft des Verstorbenen nicht durch seine Verwandten oder Gefährten verloren oder verschleudert werde, bei vorhergegangener Anzeige des Todesfalles an die osmanische Behörde, von dieser der erforderliche Beistand hinsichtlich der vollständigen Ueberwachung solcher Verlassenschaften an das betreffende k. k. Consular-Amt geleistet werden.

Wenn jedoch ein Unterthan der Pforte eine Schuldforderung an die Verlassenschaft geltend machen sollte, so soll diese in tractatmässiger Weise berichtiget, und auf Wahrung des betreffenden Rechtes Sorgfalt verwendet werden.

§. 13. Die in Diensten der Mokanen stehenden Hir-

ten und Knechte österreichischer Unterthanschaft werden in keiner Weise verhalten werden können, gegen ihren Willen bei osmanischen Unterthanen in Dienst zu treten. Sollten sie diess jedoch aus eigenem Antriebe wünschen, und in dieser Beziehung ein Uebereinkommen treffen, so wird man solche, falls sie nicht selbst freiwillig weiter dienen wollten, nicht zwingen können, über die ausbedungene Frist im Dienste zu verbleiben, sondern zu entlassen haben.

§. 14. Ergibt sich zwischen einem Mokanen osmanischer Unterthanschaft, und einem oder mehreren österreichischen Mokanen, Hirten und Knechten ein Rechtsstreit, so hat derselbe in Gegenwart des k. k. Consuls oder seines Dolmetschers vor den osmanischen Tribunalen ausgetragen zu werden.

Die richterliche Entscheidung und Schlichtung von Streitigkeiten zwischen Mokanen, Hirten oder Knechten österreichischer Unterthanschaft hingegen steht tractatmässig nur den österreichischen Consular-Behörden zu, daher Seitens der osmanischen Organe in diesen Fällen keinerlei Störung und Einmischung einzutreten hat.

§. 15. Da die Mokanen und deren Hirten nur berechtiget sind, ihre Herden und anderes Vieh auf die freien, dem Fiscus gehörigen Weidegründe zu treiben, und daher nicht befugt sind, solche Aecker, Felder und Wiesen, welche den Einwohnern von Flecken und Dorfschaften gehören und nur für deren Weidebedürfnisse ausreichen, ohne Einwilligung ihrer Besitzer zu benützen, so haben die Mokanen, ihre Hirten und Knechte, welche sich erlauben, im Widerspruche mit dieser Verordnung, Weidegründe und Aecker von Privaten mit ihren Herden zu betreten, und dadurch Schaden veranlassen, nach hergestelltem Beweise dafür Entschädigung zu leisten und die k. k. Consular-Organe für die Bestrafung solcher schuldiger Mokanen Sorge zn tragen.

Gezeichnet:

A. v. Mihanovich,
k. k. Agent und General-Consul.

E. Graf *Ludolf*,
k. k. Legations-Secretair.

O. Freih. *v. Schlechta*,
k. k. Secretär-Dolmetsch.

Esseid Ismail Afif,
grossherrl. Beilikdschi (Reichskanzler).

Ahmed Jümni,
Muhasebedschi (Chef des Rechnungsbüreaus für die Einkünfte Rumeliens.

Esseid Emin Mehmed,
Concipist im Büreau de traduction bei der Pforte.

Gegenwärtige, von den oben unterzeichneten Commissären auf Grundlage vorhergegangener Berathungen festgestellte Weideordnung ist nur für jene Mokanen giltig, welche sich urkundlich als österreichische Unterthanen ausweisen können und gastweise für bestimmte Frist ihre Herden auf osmanisches Gebiet zur Weide treiben.

Sollten solche Mokanen, auf welche diese Weideordnung Anwendung findet, sich beikommen lassen, den Bestimmungen derselben entgegen zu handeln, so werden dieselben von den österreichischen Consular-Organen unnachsichtlich bestraft werden, gleichwie den osmanischen Behörden strenge eingeschärft werden wird, die vereinbarten Bestimmungen genau zu beobachten und keinen Eingriff in dieselben zu gestatten. Diese Weideordnung, welche für die Dauer von sieben Jahren giltig sein soll, wird in kurzer Frist von den Ministerien der auswärtigen Angelegenheiten der beiden hohen Regierungen mittelst officieller Noten ratificirt werden, und zwei Monate nach erfolgter Ratification in Wirksamkeit treten.

Sechs Monate vor Ablauf der siebenjährigen Dauer wird diese Weideordnung zwischen den beiden Theilen abermals berathen und entweder modificirt, oder erneuert und beibehalten werden.

So beschlossen, und damit Niemand den Bestimmungen dieser Weideordnung zuwider handle, ist solche vom Minister des Aeussern der hohen Pforte und vom Internuntius des Erlauchten Kaiserhofes unterzeichnet und besiegelt worden.

Gezeichnet:

Freih. *von Bruck* m. p. *Esseid Aali Mehmed Emin.*

XCVIII.

Règlement provisoire pour la police de la navigation sur le Bas-Danube, entre Isaktcha et Soulina, arrêté, dans un protocole en date du 27 juin 1860, par la commission européenne du Danube établie par les Puissances signataires du traité de Paris du 30 mars 1856.

Dispositions générales.

Art. 1er. Tout capitaine ou patron d'un bâtiment à

voiles ou à vapeur, en cours de navigation ou stationnant à l'ancre est tenu de veiller à ce que son bâtiment ne cause ni dommage ni entrave à d'autres bâtiments, ainsi qu'aux échelles signaux, chemins de halage, et autres établissements servant à la navigation, placés sur le fleuve ou sur les rives, et il veillera avec le même soin à se sauvegarder lui-même.

Les conducteurs de trains de bois et radeaux, les employés préposés au service technique du fleuve ou à celui des ports et embarcadères seront tenus à l'observation des mêmes règles de précaution.

Art. 2. Aucun bâtiment ne pourra se diriger par le travers de la route suivie par un autre bâtiment de façon à l'entraver dans sa course.

Lorsque, pour s'amarrer ou pour se dégager d'un échouement, un bâtiment sera obligé de placer un câble ou une chaîne en travers du chenal, ces amarres devront être larguées promptement aussitôt qu'un autre bâtiment se présentera pour passer.

Il est interdit aux bâtiments de laisser leurs amarres en travers du fleuve pendant la nuit, ou par un temps de brouillard.

Art. 3. Les bâtiments à vapeur naviguant à la descente seront tenus de ralentir leur course sur les points où le fleuve décrit de fortes courbes, jusqu'à ce que, de l'arrière du bâtiment, l'oeil puisse plonger dans le passage. Si le bateau à vapeur trouve un ou plusieurs bâtiments engagés dans la courbe, il devra signaler son approche au moyen d'un coup de sifflet.

Art. 4. Aucun bâtiment ne pourra s'amarrer ni jeter l'ancre dans la partie concave des courbes du fleuve, sous peine d'être responsable de toutes les avaries que sa présence pourrait occasionner à d'autres bâtiments, et ce, sans préjudice à l'amende édictée par l'article 41 ci-après.

Obligations des bâtiments qui se croisent ou se dépassent.

Art. 5. Il est interdit aux capitaines et patrons des bâtiments de dépasser les bâtiments suivant la même route qu'eux, et à deux bâtiments marchant en sens contraire, de se croiser sur les points où le chenal ne présente pas une largeur suffisante.

Lorsqu'un bâtiment remontant le fleuve se trouvera exposé à rencontrer un bâtiment naviguant à la des-

cente, sur un point qui n'offrira pas une largeur suffisante, le premier de ces bâtiments sera tenu de s'arrêter en aval du passage jusqu'à ce que le second l'ait franchi; si le bâtiment qui remonte se trouve engagé dans le passage au moment de la rencontre, le bâtiment descendant sera tenu de mouiller l'ancre qu'il doit porter à l'arrière, conformément à l'article 14 ci-après, et de s'arrêter en amont jusqu'à ce que sa route soit libre.

Art. 6. Les bâtiments à vapeur, dans les passes étroites, ne pourront s'approcher à petite distance des bâtiments qui les précéderont.

Art. 7. Lorsque deux bâtiments à vapeur ou deux bâtiments à voiles, naviguant par un vent favorable, se rencontreront faisant route en sens contraire, celui qui remontera le fleuve devra appuyer vers la rive gauche, et celui qui descendra, vers la rive droite, de telle sorte qu'ils viennent tous deux sur tribord, ainsi qu'il est d'usage à la mer. Le capitaine ou patron qui s'écartera de ces règles prendra absolument la responsabilité des accidents qui pourront survenir; il sera tenu, au surplus, de donner les signaux prescrits par les articles 8 et 9 ci-après.

Si deux bâtiments à vapeur donnent simultanément le même signal, le signal du bâtiment naviguant à la remonte fera règle.

Art. 8. Lorsqu'un bâtiment à vapeur voudra devancer un autre bâtiment à vapeur marchant dans le même sens, il en donnera le signal avant d'être arrivé à petite distance, au moyen de cinq coups de cloche ou de sifflet et en agitant un pavillon à hampe sur le gaillard d'avant, ou en hissant à mi-mât un pavilllon bleu remplacé par un fanal éclairé, à verre blanc, pendant la nuit. Sur ces signaux, le bâtiment marchant en avant sera tenu de s'écarter à gauche et de livrer passage à l'autre bâtiment, qui prendra la droite; aussitôt que le bâtiment qui suit se trouvera à la distance d'une demi-longueur de bâtiment de celui qui précède ou de la queue du convoi remorqué par lui, ce dernier devra ralentir sa marche jusqu'à ce qu'il ait été dépassé.

Art. 9. Lorsqu'un bâtiment meilleur voilier rejoindra un autre bâtiment à voiles et voudra le dépasser, il en donnera le signal en hélant à temps son devancier, lequel sera tenu de lui livrer passage au vent.

Lorsqu'un bâtiment à vapeur voudra devancer un

bâtiment à voiles marchant dans le même sens que lui, il sera tenu de lui donner les signaux prescrits par l'article 8 avant d'être arrivé à petite distance, et il passera sous le vent du bâtiment à voiles.

Du remorquage.

Art. 10. Les capitaines ou conducteurs de remorqueurs naviguant avec ou sans convoi de bâtiments remorqués, seront tenus à l'observation de toutes les dispositions qui précèdent; ils seront spécialement tenus. en outre, de se conformer aux prescriptions des articles 7, 8 et 9, lorsqu'un convoi voudra en dépasser un autre; hors ce dernier cas, deux convois ne pourront jamais se trouver l'un à côté de l'autre, soit au mouillage, soit en naviguant de conserve.

Art. 11. Tout bâtiment à vapeur qui ne remorquera pas un convoi, de même que tout bâtiment à voiles naviguant par un vent favorable, sera tenu, en règle générale, de livrer passage à un convoi de bâtiments remorqués. A défaut d'espace suffisant pour ce faire, les capitaines et conducteurs, tant des remorqueurs que des bâtiments remorqués, seront tenus, même dans le cas où les signaux prescrits par les articles 7, 8 et 9, ci-dessus n'auraient pas été donnés, de s'écarter conformément aux dispositions desdits articles, et de ranger sur une seule ligne les bâtiments conduits à la remorque.

Les capitaines et conducteurs des remorqueurs et des bâtiments remorqués seront tenus, au surplus, dans tous les cas de rencontre avec d'autres bâtiments, de rapprocher, autant que possible, les uns des autres, les bâtiments conduits à la remorque, en convoi, de manière à livrer aux autres bâtiments un passage suffisamment large.

Les bateaux à vapeur à aubes ne pourront amarrer le long de leur bord les bâtiments qu'ils remorqueront dans le canal de Soulina. Il est interdit, en général, de naviguer dans ledit canal avec plus de deux bâtiments amarrés bord à bord.

Dispositions spéciales concernant les bâtiments à voiles.

Art. 13. Nul ne pourra entreprendre de dépasser les bâtiments halés qu'en appuyant sur la rive opposée à celle sur laquelle s'exercera le halage. Les bâtiments halés seront tenus, de leur côté, sur les signaux pres-

crits par les articles 8 et 9 ci-dessus, de se ranger au plus près possible, contre la rive qu'ils longeront.

Art. 14. Les bâtiments descendant le fleuve seront tenus d'avoir constamment sur l'arrière une ancre prête à être mouillée, afin de pouvoir s'arrêter, en cas de besoin, ainsi que le prescrit notamment l'article 5 ci-dessus.

Art. 15. Tout bâtiment à vapeur est tenu d'éviter les bâtiments marchant à la dérive qu'il rencontre, soit en remontant, soit en descendant le fleuve. Le bâtiment naviguant à la dérive est tenu, de son côté, lorsqu'il rencontre d'autres bâtiments, soit à voiles, soit à vapeur, de se ranger parallèlement aux rives, afin d'opposer le moindre obstacle possible au libre passage.

Art. 16. Les bâtiments qui naviguent en louvoyant veillent dans leurs évolutions à ne pas se trouver sur la route des bateaux à vapeur.

Art. 17. Les patrons et capitaines de bâtiments portant forte charge ou de bâtiments chargés, d'une capacité inférieure à soixante tonneaux, sont tenus de s'éloigner, autant que possible, de la route des bâtiments à vapeur qu'ils rencontrent ou qui les rejoignent.

Les capitaines des bâtiments à vapeur sont tenus, de leur côté, lorsqu'ils passent à proximité des bâtiments désignés dans l'alinéa précédent, de ralentir le jeu de leur machine, et de l'arrêter complétement en cas de danger pour lesdits bâtiments; s'ils peuvent le faire sans qu'il en résulte un danger pour eux-mêmes ou pour les bâtiments qu'ils remorquent.

Du halage.

Art 18. Le chemin qui longe les deux rives du Danube est spécialement affecté au halage des bâtiments, soit à bras d'hommes, soit au moyen de chevaux; les piétons et les voitures peuvent également en faire usage.

Art. 19. Tout propriétaire, fermier ou usufruitier riverain, est tenu d'abandonner, pour le service du halage, une largeur de 8 mètres, mesurée à partir du bord le plus élevé de la rive et là où la rive ne forme point de saillie, à partir de la limite marquée par les eaux, lorsqu'elles ont atteint leur plus haut niveau, sans toutefois rendre le halage impossible.

Art. 20. Lesdits propriétaires, fermiers ou usufruitiers ne pourront se considérer comme affranchis, en tout ou en partir, de cette servitude, lorsque par suite de l'érosion des rives, le chemin actuel aura entièrement

disparu, ou se sera simplement rétréci; dans ces cas, ils devront céder de leur terrain toute la nouvelle largeur voulue.

Art. 21. Le chemin de halage devra être libre de tout objet qui pourrait en entraver l'usage, tels que buissons, arbres, enclos, maisons et autres constructions.

Les propriétaires, fermiers ou usufruitiers, seront tenus de faire disparaître ces obstacles, à défaut de quoi l'autorité préposée à la police du fleuve en ordonnera l'enlèvement.

Il est également interdit de laisser, même momentanément, sur le chemin de halage, des objets encombrants, tels que voitures, chariots, etc.

Art. 22. Il n'est pas permis d'établir dans le fleuve et notamment près des rives, des moulins sur bateaux, des roues d'irrigation et autres constructions de ce genre, sans une autorisation formelle de l'autorité préposée à la police du fleuve.

Cette autorisation ne sera accordée que dans des cas de nécessité absolue.

Art. 23. Il est expressément défendu de creuser des fossés en travers du chemin de halage et d'enlever de la terre sur ce chemin. Les fossés actuellement existants seront comblés.

Art. 24. Des poteaux d'amarre ayant été établis le long de la Soulina, les capitaines et patrons éviteront de planter des pieux ou de fixer des ancres sur les chemins de halage pour l'amarrage de leurs bâtiments.

Le nombre des poteaux d'amarre sera augmenté, s'il y a lieu.

Art. 25. Si deux bâtiments, halés en sens contraire, se rencontrent le long de la même rive, celui qui remonte devra s'écarter de manière à laisser passer l'autre.

Si un train de halage par chevaux rejoint un train de halage à bras d'hommes, celui-ci devra lui livrer passage.

Dans le cas où un bâtiment halé en rencontrerait un autre amarré à la rive, le capitaine de ce dernier devra permettre aux matelots du bâtiment halé de monter sur son bord pour transporter la corde de halage.

Des mesures à prendre pendant la nuit ou par un temps de brouillard.

Art. 26. Tout bâtiment à vapeur naviguant pendant la nuit (entre le coucher et le lever du soleil) devra

être muni d'une lumière blanche, facilement visible à la distance de 2 milles, hissée au mât de misaine, d'une lumière verte à tribord, et d'une lumière rouge à bâbord.

Les bâtiments à voiles ne porteront qu'une lumière blanche au mât de misaine.

Les bâtiments à vapeur remorquant un ou plusieurs autres bâtiments devront être munis, en outre, d'une lumière rouge placée sous la lumière blanche du mât.

Les bâtiments remorqués porteront un seul fanal à verre blanc hissé au chef du beaupré.

Art. 27. Les bâtiments à voiles, convois de remorque et radeau ne peuvent naviguer, lorsque l'obscurité ne permet pas d'apercevoir simultanément les deux rives du fleuve.

Art. 28. Par un temps de brume, les bâtiments à vapeur ne peuvent naviguer qu'à mouvement ralenti; ils feront tinter sans interruption la cloche du bord, ou donneront un coup de sifflet de cinq en cinq minutes; ils seront tenus de jeter l'ancre, si la brume devient épaisse au point qu'il leur soit impossible d'apercevoir la rive sur laquelle ils appuient ou vers laquelle ils se dirigent.

Obligations des bâtiments au mouillage.

Art. 29. Il n'y aura jamais, en dehors des ports, deux bâtiments mouillés ou amarrés bord à bord, le long des chemins de halage, et il est interdit d'une manière absolue aux bâtiments de jeter l'ancre dans le chenal de navigation.

Art. 30. Si, par suite de brouillards, un bâtiment ou un radeau est obligé de s'arrêter ailleurs que sur un point habituel de mouillage, il est tenu, si c'est un bateau à vapeur, de faire tinter la cloche du bord, et, dans le cas contraire, de hêler du porte-voix. Ces signaux seront répétés de cinq en cinq minutes.

Art. 31. Tout bâtiment arrêté sur le fleuve pendant la nuit doit être muni d'un fanal éclairé, qui sera placé soit à l'un des mâts du côté du chenal, soit sur toute autre partie apparente du bâtiment, de telle sorte qu'il puisse être aperçu aussi bien en amont qu'en aval.

Les radeaux stationnant à l'ancre pendant la nuit seront munis, à chacun de leurs angles, du côté du chenal, de deux fanaux éclairés, placés l'un à côté de l'autre sur un point élevé et facilement visible de loin.

Des cas d'échouement et de naufrage.

Art. 32. Les pilotes qui dirigent les bâtiments sur la partie du Danube comprise entre Isaktcha et Soulina sont tenus de donner connaissance aux capitaines et patrons de ces bâtiments des dispositions du présent règlement relatives aux cas d'échouement et de naufrage.

Art. 33. Tout capitaine ou conducteur d'un bâtiment ou d'un radeau échoué dans le canal de Soulina est tenu de placer, s'il est possible, sur un point convenablement situé, et tout au moins à deux kilomètres en amont de son bâtiment, une vigie chargée de hêler les bâtiments et radeaux descendant le fleuve, pour les avertir de la nature et du lieu de l'accident.

Art. 34. Les bâtiments à vapeur ne peuvent faire usage que de la moitié de leur force en traversant les passages sur lesquels un bâtiment ou un radeau se sera échoué ou aura coulé.

Art. 35. Tout naufrage dans le canal de Soulina est réputé suspect, hors les cas exceptionnels, et il y a présomption, jusqu'à preuve contraire, qu'il est imputable à la négligence ou à la mauvaise volonté du capitaine ou de l'équipage du bâtiment naufragé. Le pilote du bâtiment est personnellement responsable du naufrage, s'il a lieu par suite de mauvaise manoeuvre, ainsi que le porte l'article 46 du règlement de pilotage du 9 octobre 1857.

Art. 36. Si, contre toute probabilité, un bâtiment vient à faire naufrage dans le canal de Soulina, le capitaine sera tenu de faire tous ses efforts pour le haler immédiatement contre l'une des rives, de manière à ce qu'il ne reste pas engagé dans le chenal.

Le capitaine du bâtiment naufragé et son équipage seront tenus de rester à bord ou sur la rive, à proximité du bâtiment, jusqu'à ce que le procès-verbal dont parle l'article 37 ci-après ait été dressé par qui de droit. Il leur sera interdit d'éloigner, sous un prétexte quelconque, quoi que ce soit de la cargaison, du matériel, des ancres, chaînes, câbles, etc.

Art. 37. Aussitôt après le naufrage, le pilote du bâtiment fera prévenir le plus promptement possible, par les agents chargés de la surveillance du fleuve, l'inspecteur préposé au service technique des travaux du Bas-Danube.

L'inspecteur se rendra immédiatement sur les lieux,

et reconnaîtra le fait du naufrage, sous le rapport du préjudice qui pourra en résulter pour la navigation en général; il constatera les circonstances de nature à disculper le capitaine, le pilote et l'équipage du bâtiment, dont il recevra les dépositions et déclarations; il dressera du tout un procès-verbal sommaire et délivrera, s'il y a lieu, au capitaine du bâtiment naufragé un certificat constatant que te naufragé a eu lieu par suite d'événements de force majeure; dans le cas contraire, il en fera son rapport à qui de droit.

Art. 38. Si l'inspecteur des travaux techniques juge nécessaire de prendre des mesures immédiates et d'exécuter des manoeuvres dans l'intérêt de la navigation, il requerra, à cet effet, le capitaine du bâtiment naufragé, lequel sera tenu, soit de déclarer immédiatement qu'il fait l'abandon de son bâtiment, soit d'agir avec son équipage sous les ordres de l'inspecteur, qui dirigera le sauvetage jusqu'au point où il cessera d'être une opération d'utilité publique pour devenir une affaire d'intérêt privé.

Le bâtiment dont le sauvetage aura été opéré par les soins des autorités préposées à la police du fleuve pourra être tenu de payer une rétribution modérée pour couvrir les frais de sauvetage et d'entretien du matériel.

Art. 39. Tous travaux entrepris par les propriétaires, assureurs et autres ayants droit, dans le but d'opérer le sauvetage des bâtiments naufragés et de leurs cargaisons, devront s'effectuer sous la surveillance de l'inspecteur des travaux techniques du Bas-Danube, et pourront être interdits s'ils sont jugés de nature à causer un dommage quelconque à la navigation.

Art. 40. Si l'enlèvement de la carcasse ou des débris du bâtiment naufragé est jugé nécessaire, les propriétaires, assureurs ou autres ayant droit seront tenus de l'effectuer dans le mois de la notification qui leur sera faite à ce sujet, à défaut de quoi les travaux pourront être exécutés d'office par l'inspecteur des travaux techniques, et le bâtiment naufragé, avec son matériel et sa cargaison, sera spécialement affecté, dans ce cas, au payement des frais de sauvetage.

Des contraventions.

Art. 41. Les contraventions aux dispositions des articles 1, 4, 15, 29 et 31 du présent règlement seront punies d'une amende de 5 à 10 ducats de Hollande.

Toute contravention aux dispositions des articles 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24 et 25, sera punie, suivant les circonstances, d'une amende de 3 à 10 ducats.

Les pénalités édictées par le présent article ne seront pas applicables aux contraventions occasionnées par des cas de force majeure.

Art. 42. Indépendamment des amendes auxquelles ils auront été condamnés, les contrevenants pourront être poursuivis devant les tribunaux compétents, à raison de la réparation civile des dommages de toute nature que la contravention commise par eux aura pu causer à qui que ce soit.

Art. 43. Les autorités territoriales sont chargées de la mise à exécution du présent règlement; leurs agents prêteront, lorsqu'ils en seront requis, leur assistance aux surveillants préposés à la conservation des travaux d'amélioration exécutés sur le Bas-Danube.

En ce qui concerne l'action des bâtiments de guerre stationnés à l'embouchure du fleuve, elle s'exercera conformément aux termes de l'article 19 du Traité de Paris du 30 mars 1856, portant que lesdits bâtiments ont pour mission d'assurer l'exécution des règlements qui auront été arrêtés d'un commun accord.

Art. 44. Le présent règlement entrera en vigueur aussitôt que la publication en aura été faite dans les ports de Soulina, de Toultcha, d'Ismaïl, de Galatz et de Braïla.

Le texte en sera communiqué aux autorités consulaires desdits ports.

Art. 45. Les dispositions du règlement du 24 novembre 1858 sur le halage dans la Soulina sont abrogées et cesseront d'être appliquées à partir du jour où le présent règlement entrera en vigueur.

Galatz, le 27 juin 1860.

La commission européenne du Danube.

IXC.

Arrêté de la commission européenne du Danube, établie par les Puissances signataires du traité de Paris du 30 mars 1856, relatif au tarif provisoire des droits de navigation applicables à l'embouchure de Soulina; signé à Galatz, le 25 juillet 1860.

La commission européenne du Danube,

Vu l'article 16 du traité de Paris du 30 mars 1856, portant que les frais des travaux exécutés pour dégager les embouchures du Danube et les parties de la mer y avoisinantes, des obstacles qui les obstruent, et ceux des établissements ayant pour objet d'assurer et de faciliter la navigation, seront couverts au moyen de prélèvement de droits fixes arrêtés par la commission;

Attendu:

Que l'augmentation de profondeur produite par les travaux provisoires entrepris à l'embouchure de Soulina, et par les ouvrages de rectification exécutés dans le cours du fleuve, sur les bas-fonds des Argagnis, ainsi que les améliorations introduites dans les établissements dont parle le traité, ont déjà pour effet de diminuer les entraves que les bâtiments rencontrent dans le Danube et les frais qui en sont la conséquence;

Qu'afin de ne pas faire retomber exclusivement sur le commerce à venir les dépenses des améliorations dont le commerce actuel commence à recueillir les bénéfices, il est équitable, en attendant l'application du tarif définitif qui sera établi après l'achèvement des travaux, d'assujettir immédiatement la navigation à une taxe provisoire proportionnée aux avantages dont elle jouit dès aujourd'hui;

Que, pour simplifier autant que possible la perception, il est à désirer que les différents droits acquittés par les bâtiments, tant à raison des travaux d'amélioration que pour le service des établissements tels que les phares et le pilotage, soient confondus en un seul droit de navigation,

Arrête le tarif provisoire dont la teneur suit:

Art. 1er Tout bâtiment à voiles jaugeant plus de 30

tonneaux, quittant le port de Soulina pour prendre la mer, et qui aura, d'après son manifeste, plus de la moitié de sa charge pleine, payera un droit fixe de navigation par tonneau de jauge, dont le montant sera déterminé, conformément au tableau qui suit, à raison du tonnage total du bâtiment et de la profondeur de la passe, à l'embouchure du bras de Soulina.

	Montant des droits à payer, par tonneau, avec une profondeur, à l'embouchure,						
	de moins de 11 pieds	de plus de 10 pieds à 11 pieds	de plus de 11 pieds à 12 pieds	de plus de 12 pieds à 13 pieds	de plus de 13 pieds à 14 pieds	de plus de 14 pieds à 15 pieds	de plus de 15 pieds
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Bâtiments de plus de 30 et de moins de 100 tonneaux	— 75	— 75	— 75	— 75	— 75	— 75	— 75
Bâtiments d'un tonnage de 100 tonneaux au moins et de 150 tonneaux au plus . . .	1 —	1 50	2 —	2 —	2 —	2 —	2 —
Bâtiments de plus de 150 tonneaux et ne dépassant pas 200 tonneaux.	1 —	1 50	2 —	2 50	2 50	2 50	2 50
Bâtiments de plus de 200 tonneaux et ne dépassant pas 250 tonneaux .	1 —	1 50	2 —	2 50	2 75	2 75	2 75
Bâtiments de plus de 250 tonneaux et ne dépassant pas 300 tonneaux.	1 —	1 50	2 —	2 50	2 75	3 —	3 —
Bâtiments de plus de 300 tonneaux	1 —	1 50	2 —	2 50	2 75	3 —	3 25

Art. 2. Les bâtiments à vapeur appartenant à une entreprise publique, spécialement affectés au transport des passagers et effectuant des voyages périodiques d'après un programme arrêté d'avance, payeront, à la sortie

du fleuve, un droit fixe de 25 cent. par tonneau de jauge, sans qu'il soit tenu compte de la charge pleine ou partielle.

Ce droit sera calculé sur le tonnage total du bâtiment, après déduction faite de 40%, représentant le poids de la machine et des charbons.

Ces bâtiments seront affranchis de tout droit à leur entrée dans le fleuve.

Art. 3. Tous bâtiments à vapeur de commerce, autres que ceux désignés sous l'article précédent, seront assujettis aux mêmes droits que les bâtiments à voiles, sauf la déduction de 40% qui sera également effectuée sur leur tonnage total, comme représentant le poids de la machine et des charbons.

Le montant du droit fixe que ces bâtiments auront à acquitter, par tonneau de jauge, sera déterminé, conformément au tableau ci-dessus, après la déduction de 40% qui leur est assurée par le présent acte.

Art. 4. Les bâtiments à voiles et les bâtiments à vapeur du commerce, autres que ceux désignés sous l'article 2, qui entreront dans le port de Soulina, en venant de la mer, et qui auront, d'après leur manifeste, plus de la moitié de leur charge, payeront, pour l'entrée dans le fleuve, le quart de la taxe qui leur est imposée, pour la sortie, par les articles 1 et 3 ci-dessus.

La taxe pour l'entrée ne sera payée par les bâtiments qu'au moment où ils ressortiront du fleuve.

Lesdits bâtiments payeront, pour l'entrée, le montant intégral de la taxe fixée par les articles 1 et 3, s'ils ressortent du fleuve avec moins de la moitié de leur charge.

Art. 5. Les alléges nolisées, pour le passage de la barre de Soulina, par les bâtiments qui auront acquitté les droits établis par les articles précédents, ne payeront, pour chaque passage effectué avec une charge complète ou partielle, que la taxe fixée ci-après, savoir:

Les alléges d'une portée de 10 à 50 tonneaux, 6 francs;

Celles d'une portée de plus de 50 tonneaux et ne dépassant pas 100 tonneaux, 8 francs.

Et celles d'une portée de plus de 100 tonneaux, 12 francs.

Art. 6. Les bâtiments jaugeant plus de 30 tonneaux qui resteront mouillés sur la rade de Soulina pour charger ou décharger tout ou partie de leur cargaison, sans

entrer dans le port, ne seront pas assujetis aux droits établis par les articles précédents; ils ne payeront qu'une taxe uniforme de 50 francs par bâtiment pour contribuer aux dépenses des établissements, tels que phare et pilotage, dont ils profitent actuellement.

Les alléges nolisées pour transporter à travers l'embouchure la cargaison desdits bâtiments payeront, pour chaque passage sur la barre avec une charge complète ou partielle, un droit fixe de 1 franc par tonneau sur leur tonnage total.

Pour les alléges à vapeur, il sera opéré une déduction de 40$^{0}/_{0}$ sur le tonnage dans le calcul des droits qu'elles auront à payer.

Art. 7. Les bâtiments de guerre seront affranchis de tout payement tant à l'entrée qu'à la sortie du port de Soulina.

Art. 8. Les bâtiments de mer ou alléges qui chercheront abri dans le port de Soulina contre le mauvais temps, ceux qui voudront y relâcher pour y réparer leurs avaries et ceux qui, par suite d'un accident quelconque, seront obligés de se réfugier dans le port et se trouveront empêchés de continuer leur voyage de mer, seront affranchis de tous droits, pourvu qu'ils reprennent la mer sans faire aucune opération de commerce.

Art. 9. Les droits établis par le présent tarif comprendront:

La taxe imposée aux bâtiments pour couvrir les dépenses des travaux et autres améliorations effectuées par la commission européenne;

Les droits actuellement en vigueur pour l'entretien des phares de Soulina et de l'île des Serpents,

Et les droits destinés à couvrir les dépenses occasionnées par le service du pilotage sur la barre de Soulina.

Indépendamment de ces droits, les bâtiments ne seront assujettis à aucune autre taxe ou redevance quelconque, sauf le salaire des pilotes du fleuve, qu'ils acquitteront conformément aux articles 61 et 62 du réglement de pilotage du 9 juillet 1860.

Art. 10. Le montant des droits sera versé entre les mains de l'agent comptable qui sera préposé à la gestion de la caisse de navigation du port de Soulina, lequel en délivrera quittance.

L'état ci-joint, sous la lettre A, indique la réduction,

en France, des monnaies en usage sur le Bas-Danube.

Art. 11. On comprendra, par la dénomination de tonneau de jauge, le tonneau anglais jaugeant 1,015 kilogrammes.

Le tonnage des bâtiments sera tiré des papiers de bord.

La réduction des tonneaux des différents pays, en mesures anglaises, sera faite d'après le tableau ci-annexé sous la lettre B.

Art. 12. Les bâtiments entrant dans le Danube sans papiers indiquant leur tonnage seront soumis, dans le but exclusif de fixer les droits de navigation qu'ils seront tenus d'acquitter conformément au présent tarif, à une évaluation appoximative faite sous la direction du capitaine du port et avec le concours de l'autorité consulaire compétente, par deux capitaines, dont l'un sera choisi de préférence parmi ceux de la nationalité du bâtiment intéressé.

Il sera procédé de même, s'il y a contestation, sur l'évaluation de la qualité du chargement d'un bâtiment, dans le cas des articles 1 et 4 ci-dessus.

L'évaluation du tonnage, à défaut de papiers de bord, sera faite aux frais du bâtiment qui en sera l'objet; il en sera de même pour l'évoluation de la quotité du chargement, si elle est supérieure à la déclaration du capitaine ou patron du bâtiment; dans le cas contraire, les frais resteront à la charge de la caisse de navigation. Dans aucun cas, ces évaluations ne pourront donner lieu à aucun appel ou recours quelconque.

Art. 13. Les profondeurs d'après lesquelles seront déterminés les droits établis par le présent tarif seront relevées sur la barre de Soulina en pieds anglais.

Les sondages seront opérés, chaque jour, sous la direction et la responsabilité de l'ingénieur préposé aux travaux d'amélioration de l'embouchure; les résultats en seront affichés jour par jour au bureau de la caisse de navigation et à l'office du capitaine du port.

Si l'état de la mer ne permet pas d'effectuer les sondages, le montant des droits à percevoir sera basé sur la dernière profondeur constatée.

Art. 14. Tout bâtiment qui tenterait, par un moyen quelconque, de se soustraire au payement des droits fixés par le présent tarif, sera passible, outre les droits

qu'il aura à payer, conformément à ce qui précède, d'une amende égale au quadruple de ces droits.

L'application de cette amende sera prononcée par le capitaine du port de Soulina.

L'appel de ces condamnations sera porté devant la commission européenne du Danube, ou devant l'autorité internationale qui la remplacera. Le délai dans lequel l'appel devra être interjeté et la forme de procéder seront déterminés ultérieurement par des dispositions spéciales.

Les condamnations prononcées par le capitaine du port seront exécutoires nonobstant l'appel; en cas de pourvoi, le montant de l'amende sera consigné à titre de dépôt dans la caisse de navigation.

Le montant des condamnations devenues définitives sera versé dans ladite caisse pour être consacré à secourir les naufragés.

Art. 15. Les commandants des bâtiments de guerre stationnés aux embouchures du Danube, conformément à l'article 19 du Traité de Paris, seront appelés à assurer le payement des droits établis par le présent tarif et des condamnations devenues définitives, vis-à-vis des bâtiments de leur nationalité et de ceux dont ils auront qualité de protéger le pavillon, soit en vertu d'un traité, soit en vertu d'une délégation générale ou spéciale.

L'action des bâtiments de guerre sera demandée en règle, par l'entremise du capitaine du port de Soulina, sur la réquisition de l'agent comptable préposé à la gestion de la caise de navigation.

A défaut d'un bâtiment de guerre ayant qualité pour exercer une action coërcitive vis-à-vis d'un bâtiment contrevenant, le capitaine du port aura recours à l'intervention du bâtiment de guerre ottoman stationné à Soulina.

Art. 16. Le présent tarif entrera en vigueur le 1er septembre 1860 (nouveau style).

Les bâtiments nolisés qui seront partis pour leur navigation au moment où l'avis préalable publié par la commission européenne, le 11 juillet 1860, aura été légalement connu dans leur port de départ, ne seront pas soumis pour le voyage commencé aux droits établis par le présent tarif; ils ne payeront pour ce voyage que les droits en vigueur au moment de leur départ.

Art. 17. Le présent tarif, n'étant que provisoire, poutra être revisé.

Fait à Galatz, le 25 juillet 1860.

La commission européenne du Danube.

C.

Protocoles des conférences tenues à Paris, le 3 août 1860, entre les Plénipotentiaires d'Autriche, de France, de la Grande-Bretagne, de Prusse, de Russie et de Turquie pour le rétablissement de la tranquillité en Syrie.

Premier protocole de la conférence tenue au ministère des affaires étrangères le 3 août 1860.

Sa Majesté Impériale le Sultan voulant arrêter, par des mesures promptes et efficaces, l'effusion du sang en Syrie, et témoigner de sa ferme résolution d'assurer l'ordre et la paix parmi les populations placées sous sa souveraineté, et Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Son Altesse Royale le Prince régent de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ayant offert leur coopération active, que Sa Majesté le Sultan a acceptée, les représentants de Leursdites Majestés et de Son Altesse Royale sont tombés d'accord sur les articles suivants:

Art. 1er Un corps de troupes européennes, qui pourra être porté à douze mille hommes, sera dirigé en Syrie pour contribuer au rétablissement de la tranquillité.

Art. 2. Sa Majesté l'Empereur des Français consent à fournir immédiatement la moitié de ce corps de troupes. S'il devenait nécessaire d'élever son effectif au chiffre stipulé dans l'article précédent, les Hautes Puissances s'entendraient sans retard avec la Porte par la voie diplomatique ordinaire sur la désignation de celles d'entre elles qui auraient à y pourvoir.

Art. 3. Le commandant en chef de l'expédition entrera, à son arrivée, en communication avec le commis-

saire extraordinaire de la Porte, afin de combiner toutes les mesures exigées par les circonstances et de prendre les positions qu'il y aura lieu d'occuper pour remplir l'objet du présent acte.

4. Leurs Majestés l'Empereur des Français, l'Empereur d'Autriche, la Reine du royaume uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Son Altesse Royale le Prince régent de Prusse et Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies promettent d'entretenir les forces navales suffisantes pour concourir au succès des efforts communs pour le rétablissement de la tranquillité sur le littoral de la Syrie.

Art. 5. Les Hautes Parties, convaincues que ce délai sera suffisant pour atteindre le but de pacification qu'elles ont en vue, fixent à six mois la durée de l'occupation des troupes européennes en Syrie.

Art. 6. La Sublime Porte s'engage à faciliter autant qu'il dépendra d'elle la subsistance et l'approvisionnement du corps expéditionnaire.

Il est entendu que les six articles précédents seront textuellement convertis en une convention qui recevra les signatures des représentants soussignés aussitôt qu'ils seront munis des pleins pouvoirs de leurs Souverains, mais que les stipulations de ce protocole entreront immédiatement en vigueur.

Monsieur le chargé d'affaires de Prusse, toutefois, fait observer que la distribution actuelle des bâtiments de guerre prussiens peut ne pas permettre à son gouvernement de coopérer, dès à présent, à l'exécution de l'article 4.

Fait à Paris, le 3 août 1860, en six expéditions.

Thouvenel.
Metternich.
Cowley.
Reuss.
Kisséleff.
Ahmet Véfyk.

Deuxième protocole de la conférence tenue au ministère des affaires étrangères le 3 août 1860.

Les plénipotentiaires de la France, de l'Autriche, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Russie désirant établir, conformément aux intentions de leurs cours respectives, le véritable caractère du concours prêté à la Sublime Porte aux termes du protocole signé le même jour, les sentiments qui leur ont dicté les clauses de cet acte et leur entier désintéressement, déclarent, de la manière la plus formelle, que les Puissances contractantes n'entendent poursuivre ni ne poursuivront, dans l'exécution de leurs engagements, aucun avantage territorial, aucune influence exclusive, ni aucune concession touchant le commerce de leurs sujets et qui ne pourrait être accordée aux sujets de toutes les autres nations.

Néanmoins, ils ne peuvent s'empêcher, en rappelant ici les actes émanés de Sa Majesté le Sultan, dont l'article 9 du traité du 30 mars 1856 a constaté la haute valeur, d'exprimer le prix que leurs cours respectives attachent à ce que, conformément aux promesses solennelles de la Sublime Porte, il soit adopté des mesures administratives sérieuses pour l'amélioration du sort des populations chrétiennes de tout rite dans l'empire ottoman.

Le plénipotentiaire de Turquie prend acte de cette déclaration des représentants des Hautes Puissances et se charge de la transmettre à sa Cour, en faisant observer que la Sublime Porte a employé et continuera a employer ses efforts dans le sens du voeu exprimé ci-dessus.

Fait à Paris, le 3 août 1860, en six expéditions.

Thouvenel.
Metternich.
Cowley.
Reuss.
Kisséleff.
Ahmet Véfyk.

CI.

A la déclaration convenue à Paris, le 16 avril 1856, entre l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse, la Russie, la Sardaigne et la Turquie pour régler divers points de droit maritime*) ont accédé:

les Duchés *d'Anhalt-Bernbourg* et *d'Anhalt-Dessau-Coethen*, la *Bade*, la *Bavière*, la *Belgique*, le *Brésil*, la Ville libre de *Brême*, le Duché de *Brunsvic*, la *Confédération germanique*, le *Danemark*, les *Etats romains*, la Ville libre de *Francfort*, la *Grèce*, la Ville libre de *Hambourg*, le *Hanovre*, la *Hesse électorale* et la *Hesse grand-ducale*, la Principauté de *Lippe*, la Ville libre de *Lubeck*, les Grand-duchés de *Mecklembourg-Schwerin* et de *Mecklembourg-Strelitz*, les Duchés de *Modène* et de *Nassau*, le Grand-duché *d'Oldenbourg*, le Duché de *Parme*, les *Pays-Bas*, le *Portugal*, les Principautés de *Reuss ligne ainée* et *ligne cadette*, le Royaume de *Saxe*, le Grande-duché de *Saxe-Weimar*, les Duchés de *Saxe-Meiningen*, de *Saxe-Altenbourg* et de *Saxe-Cobourg et Gotha*, les Principautés de *Schaumbourg-Lippe*, de *Schwarzbourg-Rudolstadt* et de *Schwarzbourg-Sondershausen*, le Royaume des *Deux-Siciles*, la *Suède et la Norwége*, la *Suisse*, la *Toscane*, la Principauté de *Waldeck* et le *Wurtemberg*.

---

*) Voir Tome XV. p. 791.

TABLE CHRONOLOGIQUE.

1856.

1857.

1858.

1859.

1860.

TABLE ALPHABÉTIQUE.

ANHALT-BERNBOURG et ANHALT-DESSAU-CÖTHEN.

ARABIE.

AUTRICHE.

BADE.

BAVIÈRE.

BELGIQUE.

BRÊME.

BRÉSIL.

BRUNSWIC.

CHINE.

CONFÉDÉRATION ARGENTINE.

CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

DANEMARK.

FRANCFORT.

GRANDE-BRETAGNE.

GRÈCE.

GUATEMALA.

HAMBOURG.

HONDURAS.

JAPON.

ILES IONIENNES.

KÉLAT.

LIPPE.

LUBECK.

LUXEMBOURG.

MAROC.

MASKATE.

MECKLENBOURG-SCHWERIN.

MECKLENBOURG-STRELITZ.

MEXIQUE.

MODÈNE.

NASSAU.

NEPAUL.

NICARAGUA.

NOUVELLE-GRENADE.

OLDENBOURG.

PARME.

PAYS-BAS.

PERSE.

PORTE-OTTOMANE.

PORTUGAL.

PRUSSE.

REUSS LIGNE AINÉE et LIGNE CADETTE.

RUSSIE.

SAN-SALVADOR.

SARDAIGNE.

SAXE (ROYALE).

SAXE-ALTENBOURG.

SAXE-COBOURG et GOTHA.

SAXE-MEININGEN.

SAXE-WEIMAR.

SCHAUMBOURG-LIPPE.

SCHWARZBOURG-RUDOLSTADT.

SCHWARZBOURG-SONDERSHAUSEN.

SUÈDE et NORWÉGE.

SUISSE.

TOSCANE.

TURQUIE.

WALDECK.

WURTEMBERG.

ZOLLVEREIN.

ERRATA.

Page 50. Convention entre l'Autriche, *ajoutez:* la France.
Au lieu de: signé, *lisez:* signée.

Page 160. Signé à Bogota, *ajoutez:* le 15 mai 1856; suivi d'un acte additionnel, signé à Bogota.

Page 298. États du Zollverein, *ajoutez:* et le Royaume des Deux-Siciles.

Digitized by Google